



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

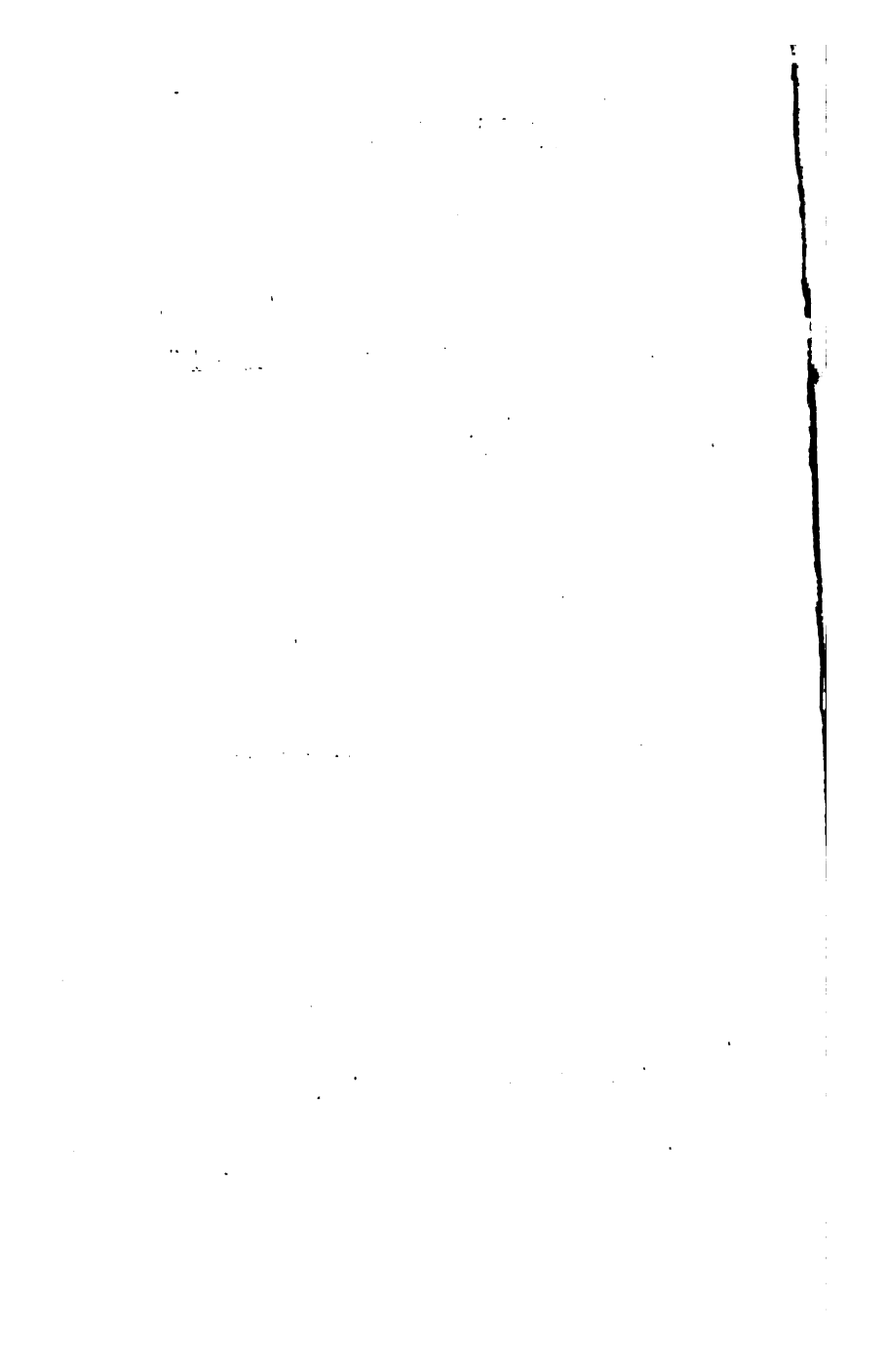
Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

Paul Vollet, dr. P. de la
Haute-Loire
P. G. Girard

TEXTES

DE

DROIT ROMAIN



*Staty de l'Etat de
nos symboles
P. G. Girard*

TF

D

TEXTES

DE

DROIT ROMAIN



TEXTES

DE

DROIT ROMAIN

PUBLIÉS ET ANNOTÉS

PAR

PAUL FRÉDÉRIC GIRARD

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

L. G. L. G.

DEUXIÈME ÉDITION REVUE ET AUGMENTÉE

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1895

207

Forty
G

1/2/1



HARVARD LAW LIBRARY

Received

June 27 1921



TEXTES
DE
DROIT ROMAIN

PUBLIÉS ET ANNOTÉS

PAR

PAUL FRÉDÉRIC GIRARD

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DEUXIÈME ÉDITION REVUE ET AUGMENTÉE

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

11, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULIERA, 12

1896

PRÉFACE

DE LA SECONDE ÉDITION

En réimprimant au bout de cinq ans nos *Textes de droit romain*, nous n'avons eu à en changer ni le cadre ni les divisions. Les seules modifications ont été quelques additions, quelques corrections de détail. Elles suffisent croyons-nous, à donner à cette édition une certaine supériorité sur l'édition, épuisée plus tôt que nous n'eussions osé prévoir, dont elle vient aujourd'hui prendre la place.

Les documents ajoutés, qui sont ou des documents récemment découverts, ou des documents que nous avons d'abord écartés et qu'un examen plus attentif nous a fait juger pouvoir être profitables à notre public, sont signalés, à la table, par des astérisques. A l'exception du petit fragment de Papinien inséré p. 311, ils se trouvent tous dans la première et la troisième partie, où nous avons encore eu pour guide une nouvelle édition des *Fontes juris* de Bruns donnée en 1893 par MM. Mommsen et Gradenwitz, mais où nous avons cependant accueilli quelques titres qui ne sont pas dans les *Fontes*, soit qu'ils aient été découverts postérieurement comme le testament de C. Longinus Castor, p. 725, soit qu'ils en aient été exclus pour d'autres raisons, comme le premier sénatus-consulte de Frontin, p. 114, et le rescrit d'Hadrien, p. 158.

Nous avons, d'autre part revu notre petit livre dans son entier, en nous efforçant à la fois d'y incorporer les

résultats acquis dans les dernières années et d'y effacer les menues imperfections que présente à peu près forcément un premier tirage. Les notices, dans lesquelles on a bien voulu voir une des originalités utiles de notre travail, ont été soigneusement mises au courant. Pour l'établissement même du texte, nous nous sommes appliqué à tenir compte des publications faites depuis 1890 et en première ligne de ce tome III de l'excellente *Collectio librorum juris antejustiniani* dans lequel la générosité de M. Mommsen nous permit autrefois de prendre, dès avant leur apparition, les fragments du Vatican et la *Collatio*. Enfin notre plus vif désir est resté d'atteindre l'exactitude et la clarté typographiques qui sont les qualités les plus indispensables d'un recueil de textes ; sous ce rapport comme sous les autres, nous souhaitons que notre seconde édition ne semble pas indigne des témoignages de satisfaction donnés à la première.

Paris, janvier 1895.

EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS ET DES RENVOIS

Dans tout le livre, les caractères romains ordinaires indiquent le texte original tel qu'il nous a été transmis par les inscriptions ou les manuscrits. Les additions ou les corrections faites aux passages mutilés ou corrompus sont distinguées par des caractères italiques. Les parenthèses () désignent la solution d'abréviations contenues dans les inscriptions ; les crochets [] des mots ou des lettres qui se trouvent à tort dans les textes originaux. Il n'en est autrement que pour quelques textes grecs contenus dans la première et la troisième partie, où les parenthèses gardent bien leur sens ordinaire, mais où les crochets indiquent les lettres restituées. Dans quelques-unes des inscriptions les plus longues dépourvues d'autre division, nous avons signalé le commencement et la fin des lignes par des traits verticaux numérotés de distance en distance. Nous avons en outre placé entre astérisques * * les passages des Sentences de Paul qui ne se trouvent pas dans la *lex Romana Visigothorum* et entre apostrophes ' ' ceux des Institutes de Justinien pour lesquels nous connaissons le texte dont ils ont été extraits.

Les renvois aux auteurs classiques sont faits, selon la division des ouvrages, par deux ou trois chiffres séparés par des virgules se rapportant aux livres, chapitres et paragraphes. La nécessité d'une méthode de renvois uniforme nous a fait également adopter pour le Digeste et le Code le système de notation, déjà suivi par quelques auteurs modernes, dans lequel le premier chiffre se rapporte au livre, le second au titre, le troisième à la loi, le quatrième, s'il y a lieu, au paragraphe. *D.*, 19, 5, 14, 3 = Digeste, livre 19, titre 5, loi ou fragment 14, paragraphe 3. *C.*, 3, 31, 12, 2 = Code, livre 3, titre 31, loi ou constitution 12, paragraphe 2. Nos indications se rapportent aux éditions données du Digeste, du Code et des Nouvelles par M. Mommsen (*Digesta Justiniani Augusti, recogno-*

VIII EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS ET DES RENVOIS

vit *Th. Mommsen*, 2 vol. in-4°, Berlin, 1866-1870 ; éd. stéréotypes en 1 vol., Berlin, 1872 et ss.), *M. Krueger* (*Codex Justinianus, recognovit P. Krueger*, in-4°, Berlin, 1877 ; éd. stéréotypes, Berlin, 1877 et ss. et *M. R. Schoell* (éd. stéréotype en cours d'impression. Berlin, 1880 et ss.). Mais, pour les passages où il existe une divergence de numérotage, nous avons noté entre parenthèses les chiffres des éditions antérieures. Les citations de Gaius, de Justinien et d'Ulprien faites sans indication d'ouvrage sont naturellement relatives aux Institutes des deux premiers et aux Règles du troisième. On reconnaîtra aussi facilement les abréviations usuelles employées pour les renvois aux Sentences de Paul : *Sent.* ; aux Fragments du Vatican : *F. V.* ; à la *Collatio legum Romanarum et Mosaicarum* : *Coll.* et à la *Consultatio veteris cujusdam jurisconsulti* : *Cons.* Sans préjudice des indications spéciales contenues dans la notice qui précède chacun des textes, on trouvera ci-dessous la liste générale des livres et recueils modernes auxquels des renvois sont faits en abrégé.

Abh. = *Abhandlungen* des académies de Berlin, de Leipzig, etc.

ACCARIAS, *Précis* ou *ACCARIAS* = *Précis de droit romain par C. Accarias*, 4^e éd. 2 vol. in-8°, Paris, 1886 et 1891.

Aegypt. Urkund. aus Berlin = *Aegyptische Urkunden aus den koeniglichen Museen zu Berlin, herausgegeben von der Generalverwaltung : Griechische Urkunden* in-4°, Berlin, 1892 et ss.

Archivio = *Archivio giuridico*, in-8°, Pise, 1867 et ss.

Bull. dell'ist. di d. R. = *Bullettino dell'istituto di diritto Romano*, in-8°, Rome, 1888 et ss.

BRUNS, *Fontes* ou *BRUNS* = *Fontes iuris Romani antiqui editi Carolus Georgius Bruns, editio sexta cura Theodori Mommseni et Ottonis Gradenwitz*, in-8°, Fribourg-en-Brigau, 1893.

BRUNS, *Kl. Schr.* = *Kleinere Schriften von Carl Georg Bruns*, 2 vol. in-8°, Weimar, 1882.

Bull. arch. comm. = *Bullettino della commissione archeologica municipale*, 4 vol. in-8°, Rome, 1872-1876. — *Bullettino della commissione archeologica comunale di Roma*, in-8°, Rome, 1877 et ss.

C. I. Gr. = *Corpus inscriptionum Graecarum auctoritate et impensis academiae litterarum regiae Borussicae editum*, 4 vol. in-folio, Berlin, 1828-1877.

C. I. L. = *Corpus inscriptionum Latinarum consilio academiae litterarum Borussicae editum*, in-folio, Berlin, 1863 et ss.

Eph. ep. = *Ephemeris epigraphica, corporis inscriptionum Latinarum supplementum*, gr. in-8°, Rome et Berlin, 1873 et ss.

ESMEIN, *Mélanges* = *Mélanges d'histoire du droit et de critique: droit romain*, par A. Esmein, in-8°, Paris, 1886.

FITTING, *All. d. Schr.* = *über das Alter der Schriften der römischen Juristen von Hadrian bis Alexander*, von Hermann Heinrich Fitting, in-4°, Bâle, 1860.

GIRAUD = *Novum enchiridion juris Romani recensuit et editit Car. Giraud*, in-18, Paris, 1871. — *Appendix: Gaii institutionum commentarii quattuor, edidit Car. Giraud*, in-18, Paris, 1881.

Gromatici. V. Römische Feldmesser.

HENZEN. V. ORELLI.

Hermes = *Hermes, Zeitschrift für klassische Philologie*, in-8°, Berlin, 1866 et ss.

HIRSCHFELD, *Untersuch.* = *Untersuchungen auf dem Gebiete der Römischen Verwaltungsgeschichte*, von Otto Hirschfeld, I, in-8°, Berlin, 1876.

HUSCHKE, *J. ant., J. a.*, ou HUSCHKE = *Iurisprudentiae anteiustinianae quae supersunt. Composuit Ph. Eduardus Huschke*, ed. 5, in-18, Leipzig, 1886.

HUSCHKE, *Gaius* = *Gaius, Beiträge zur Kritik und Verständniss seiner Institutionen*, von Ph. E. Huschke, in-8°, Leipzig, 1855.

KARLOWA, R. R. G. — *Römische Rechtsgeschichte von Otto Karlowa*, I: *Staatsrecht und Rechtsquellen*; II, 1. 2: *Privatrecht*, etc., gr. in-8°, Leipzig, 1885 1893.

KRUEGER, *Collectio, Coll. libr.* ou KRUEGER = *Collectio librorum iuris anteiustiniani ediderunt P. Krueger, Th. Mommsen, G. Studemund*: I. *Gai institutiones ediderunt P. Krueger et G. Studemund*, ed. 3, 1891. — II. *Ulpiani liber singularis regularum, Pauli libri quinque sententiarum, fragmenta minora saeculorum p. Chr. n. secundi et tertii recensuit Paulus Krueger*, 1878. — III. *Fragmenta Vaticana, Mosaicurum et Romanarum legum collatio recognovit Theodorus Mommsen, Consultatio veteris cuiusdam iuris consulti, codices Gregorianus et Hermogenianus, alia minora edidit Paulus Krueger*, 1890, 3 vol. in-8°, Berlin, 1891, 1878, 1890.

KRUEGER, *Sources* = *Histoire des sources du droit romain par P. Krueger*, traduit par M. Brissaud, Paris, 1894.

K. V. J. = *Kritische Vierteljahresschrift für Gesetzgebung und Rechtswissenschaft*, in-8°, Munich, 1859 et ss.

LENEL, *Ed., E. P.* = *Das Edictum perpetuum, ein Versuch*

zu dessen Wiederherstellung, von Otto Lenel, gr. in-8°, Leipzig, 1883.

LENEL, *Pal.* = *Palingenesia iuris civilis, secundum auctores et libros disposuit Otto Lenel*, 2 vol. in-folio, Leipzig, 1888-1889.

MOMMSEN, *Staatsrecht, Droit public* = *Römisches Staatsrecht*, von Theodor Mommsen, I, 3^e éd. II, 3^e éd. et III, 3 vol. in-8°, en 5 parties, Leipzig, 1887-1888 ; traduction française sous le titre : *Le droit public romain par Mommsen, traduit par P. F. Girard*, tomes I, 2^e éd. II, III, IV, V (en cours d'impression), VI, 1, VI, 2, VII, 8 vol. in-8°, Paris, 1889-1895.

MOMMSEN, *Röm. Gesch.* = *Römische Geschichte von Th. Mommsen*, I, II, III, 8^e éd. 1889. V, 2^e éd. 1885, 4 vol. in-8°, Berlin, 1889, 1885, traduction française des trois premiers sous le titre : *Histoire romaine par Mommsen, traduite par C. A. Alexandre*, 8 vol. in-8°, Paris, 1863-1872, et du suivant sous le titre *Histoire romaine par Mommsen, traduite par Cagnat et Toutain*, 3 vol. in-8°, Paris, 1887-1889.

— V. BRUNS, *Fontes*. KRUEGER, *Collectio*.

N. R. Hist. = *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, in-8°, Paris, 1877 et ss.

ORELLI = *Inscriptionum Latinarum amplissima collectio. Edidit J. Casp. Orellius*, 1828. — *Volumen tertium collectionis Orellianae supplementa emendationesque exhibens. Edidit Guill. Henzen*, 1856, 3 vol. gr. in-8°, Zurich, 1828-1856.

PELLAT = *Manuale juris synopticum concinnavit et recognovit C. A. Pellat*, 8^e éd. 1 vol. in-18, Paris, 1887.

R. Arch. = *Revue archéologique*, in-8°, Paris, 1854 et ss.

R. Wolowski = *Revue de législation et de jurisprudence publiée sous la direction de MM. Wolowski, etc.*, 47 vol. in-8°, Paris, 1834-1853.

R. de législat. = *Revue de législation ancienne et moderne, française et étrangère*, 6 vol. in-8°, Paris, 1870-1876.

R. int. de l'ens. — *Revue internationale de l'enseignement publiée par la Société de l'enseignement supérieur*, gr. in-8°, Paris, 1881 et ss.

Röm. Feldmesser = *Die Schriften der Römischen Feldmesser herausgegeben und erläutert von F. Blum, Lachmann, und Th. Mommsen*, 2 vol. in-8°, Berlin, 1848-1852.

Sitzungsberichte = *Sitzungsberichte des académies de Berlin, Vienne, Munich, etc.*

STUEDEMUND. — *Gai institutionum commentarii quatuor. Codicis Veronensis denuo collati apographum fecit Guill. Studemundus*, in-4°, Leipzig, 1874.

— V. KRUEGER.

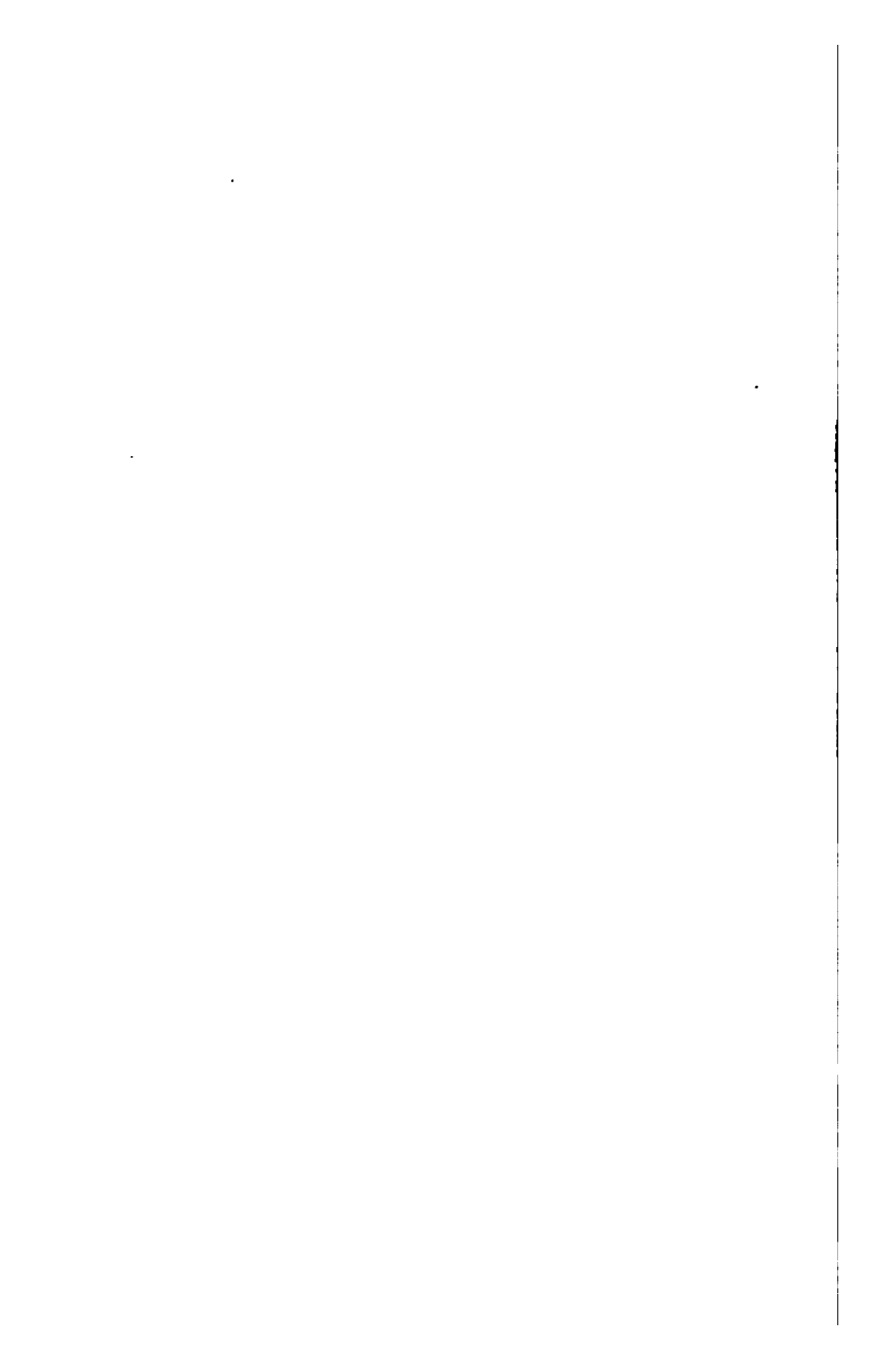
Studi e doc. — *Studi e documenti di storia e diritto*, in-4°, Rome, 1880 et ss.

Z. G. R. — *Zeitschrift für geschichtliche Rechtswissenschaft*, 15 vol. in-8°, Berlin, 1815-1850.

Z. R. G. — *Zeitschrift für Rechtsgeschichte*, 13 vol. in-8°, Weimar, 1862-1878 (suite du précédent).

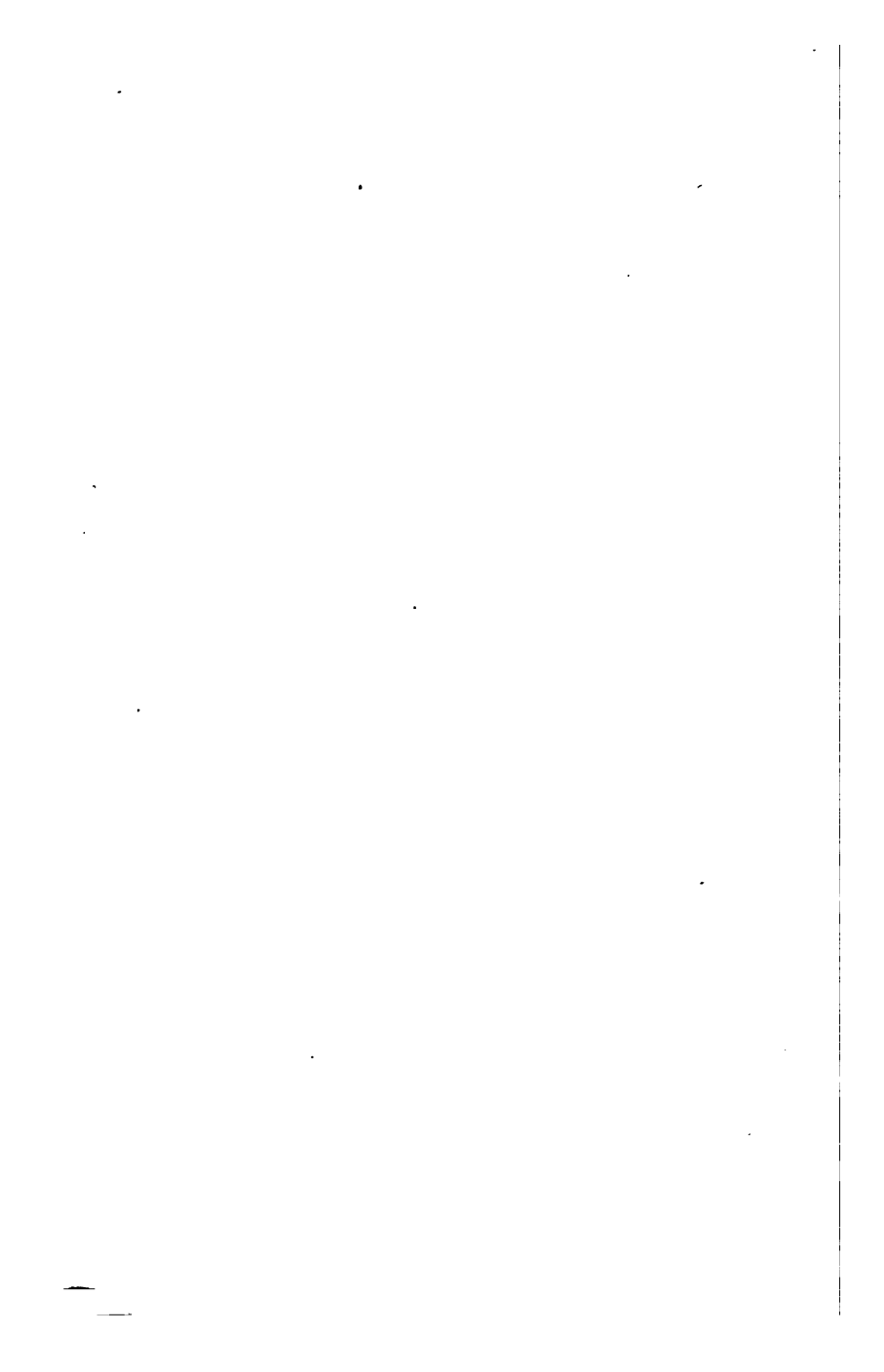
Zsavst. R. A. ou *Zsavst.* = *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte, Romanistische Abtheilung*, in-8°, Weimar, 1880 et ss. (suite du précédent).

Zeitschrift de Grünhut = *Zeitschrift für privat-und öffentliche Recht, herausgegeben von Prof. Grünhut*, in-8°, Vienne, 1878 et ss.



PREMIÈRE PARTIE

LES LOIS



PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LEGES

Nous rassemblons, dans ce chapitre, sous le nom collectif de *leges*, une restitution des *leges regiae*, qui, selon toute apparence, ne sont pas des lois au sens strict, une restitution des XII Tables, qui appartiennent au contraire au cercle des lois centuriates, puis, sans distinction entre les lois comitiales et les plébiscites, à peu près toutes les autres lois votées par le peuple dont le texte nous est parvenu, et enfin quelques exemples de *leges datae* impériales.

§ 1. LEGES REGIAE.

La conservation à l'époque historique de véritables lois du temps des rois nous est affirmée par la combinaison de trois ordres de témoignages : par la mention d'un recueil de *leges regiae* qu'aurait composé un personnage nommé Papirius, soit à la fin de la Royauté, soit au commencement de la République (Pomponius, *D.*, 1, 2, 2, 2 et 36; Paul, *D.*, 50, 16, 144; Macrobe, *Sat.*, 3, 11, 5; Servius, *Ad Aen.*, 12, 876) : ensuite par des textes assez nombreux qui rapportent, sur des points concrets de droit privé, de droit pénal ou de droit religieux les dispositions des prétendues lois royales ; enfin par l'assertion, d'ailleurs isolée, de Pomponius, *D.*, 1, 2, 2, 2, selon laquelle ces lois, que d'autres textes ont l'air de présenter comme de simples édits religieux, (v. Denys, 3, 36 ; Tite-Live, 1, 32), auraient été de véritables lois curiates votées par les comices sur la proposition de tel ou tel roi. Et il y a en effet des auteurs qui, avec quelques nuances, admettent plus ou moins intégralement les trois points, qui estiment que les comices par curies ont exercé le pouvoir législatif dès la fondation de Rome et qu'ils ont voté des lois royales dont un recueil a été dressé par Papirius aux environs de l'époque de l'expulsion des rois. Voir notamment Moritz Voigt, *Über die leges regiae*, 1876 ; Bernhoest, *Staat und Recht der Römischen Königszeit*, Stuttgart, 1882, 116-118 ; Ferrini, *Storia delle fonti del diritto romano*, 1885 pp. 1-4 ; Accarias, *Précis*, 1, pp. 65 et 66 ; Cuq, *Institutions des Romains*, 1, 1891, pp. 6-9, 56-61.

Cependant l'opinion la plus répandue et la meilleure à notre sens conteste à la fois que les *leges regiae* aient été de véritables lois votées par le peuple et que le recueil qui en a été mis sous le nom de Papirius ait été autre chose qu'une compilation apocryphe de la fin de la République. V. en ce sens Dirksen, *Versuche zur Kritik und Auslegung der Quellen*, 1823, pp. 234-358 ; Rubino, *Untersuchungen über römische Verfassung*, 1839, p. 399 et ss. ; Mommsen, *Droit public*, 3, pp. 46-50 ; Schwegler, *Röm. Gesch.*, 1, 1867, pp. 23-28 ; Karlowa, *R. R. G.*, 1,

pp. 105-107; Krueger, *Sources*, pp. 3-10; A. Pernice, *Zsavst.*, 7, 1886, *R. Abth.*, 2, 153; P. Joers, *Römische Rechtswissenschaft zur Zeit der Republik*, 1, 1888, pp. 59-65. D'abord les *leges regiae* ne sont pas, ainsi que pourrait faire croire le sens le plus vulgaire du mot *leges*, des lois votées par les conices; car la conclusion tirée de ce mot ne pourrait avoir une valeur qu'à condition de porter partout; or il y a au moins une catégorie de *leges regiae* auxquelles elle ne peut s'appliquer: ce sont les prescriptions d'ordre religieux, qui n'ont certainement jamais fait l'objet d'un vote populaire; et l'obstacle existe en réalité pour toutes; car même celles qui présentent un certain caractère pénal ou civil sont encore au fond des prescriptions religieuses. Ce sont là tout simplement de vieilles règles traditionnelles, peut-être antérieures en partie à la fondation de Rome, qui ont été conservées par la jurisprudence sacerdotale et qui ont été mises sous l'autorité arbitrairement choisie de tel ou tel roi, presque toujours sous celle de Romulus et de Numa, précisément parce qu'on n'en connaissait pas l'origine. La meilleure preuve qu'il n'y avait pas encore de lois positives votées par le peuple au temps des rois est du reste dans l'agitation qui fut faite sous la République afin d'obtenir une législation écrite et qui aboutit à la rédaction des XII Tables; c'est même probablement pour échapper à cette objection que Pomponius a inventé une autre allégation peu vraisemblable, qui lui est propre, celle selon laquelle toutes les lois curiates votées sous les rois auraient été abrogées en bloc à la suite de la fondation de la République. — Quant au recueil des *leges regiae*, au *jus Papirianum*, que Pomponius est d'ailleurs seul à considérer comme un recueil de lois civiles, qui, d'après la version déjà citée représentée par Denys, n'est qu'un recueil de jurisprudence ecclésiastique, il est bien difficile de l'attribuer sérieusement soit, avec Pomponius, à un personnage du temps des Tarquins, soit, avec Denys, à un pontife du début de la République. L'existence en est attestée, pour la première fois au temps de César, si le Granius Flaccus cité par Paul, *D.*, 50, 17, 144, est bien véritablement le contemporain du dictateur. Le recueil des *leges regiae*, qui ne semble avoir été connu ni de Cicéron, ni de Varron, est ensuite invoqué par Verrius Flaccus, par Tite-Live, par Denys et par les écrivains postérieurs. Il n'apparaît donc que des siècles après la date qui lui est assignée. Et la solution de continuité est attestée par la tradition même qui le concerne; car les récits qui représentent les édits royaux comme ayant été affichés par Ancus et réédités par Papirius, puis détruits lors du sac des Gaulois en 464, disent bien qu'ils furent alors reconstitués; mais ils ne disent pas qu'ils aient été alors réaffichés; ils semblent même impliquer le contraire; et c'est seulement beaucoup plus tard que la collection reparait sans que l'on sache d'où elle sort.

Les principaux essais de restitution des *leges regiae* qui ont été faits de notre temps sont le travail capital de Dirksen, qui donne une analyse de toutes les tentatives antérieures, et l'ouvrage de M. Voigt. Dirksen relevait 21 *leges regiae*. M. Voigt qui exclut certaines dispositions, qui en ajoute d'autres, s'arrête au chiffre de 14. M. Bruns arrive à un chiffre beaucoup plus élevé; mais il excède, semble-t-il, le cadre du *jus Papirianum* et même des *leges regiae* entendues au sens romain en reproduisant sans distinction tous les témoignages relatifs aux institutions quelconques des différents rois. Nous nous sommes contentés de reproduire ci-dessous les textes qui prétendent analyser ou donner dans leur teneur les dispositions de la pseudo-législation royale, sauf à indiquer dans les notes les autres textes relevés par M. Bruns ou par M. Voigt.

I. ROMULUS.

1. Denys, 2, 10¹: Ἦν δὲ τὰ ὑπ' ἐκείνου τότε ὀρισθέντα.. ἔθη περὶ τὰς πατρωνίας τοιαῦτα· τοὺς μὲν πατρειοὺς ἔδει τοῖς ἑαυτῶν πελάταις ἐξηγεῖσθαι τὰ δίκαια, ... δίκας τε ὑπὲρ τῶν πελατῶν ἀδικουμένων λαγχάνειν... καὶ τοῖς ἐγκαλοῦσιν ὑπέχειν... Τοὺς δὲ πελάτας ἔδει τοῖς ἑαυτῶν προστάταις θυγατέρας τε συνεκδίδοσθαι γαμουμένας, εἰ σπανίζουσι οἱ πατέρες χρημάτων, καὶ λύτρα καταβάλλειν πολεμίοις, εἴ τις αὐτῶν ἢ παίδων αἰχμάλωτος γένοιτο· δίκας τε ἀλότων ἰδίας ἢ ζημίας ὀφλόντων δημοσίας ἀργυρικῶν ἐχούσας τίμημα ἐκ τῶν ἰδίων λύεσθαι χρημάτων.... Κοινῇ δ' ἀμφοτέροις οὔτε ὅσιον οὔτε θέμις ἦν κατηγορεῖν ἀλλήλων ἐπὶ δίκας ἢ καταμαρτυρεῖν ἢ ψῆφον ἐναντίαν ἐπιφέρειν.... Εἰ δὲ τις ἐξελεγχθεὶς τούτων τι διαπραττόμενος, ἔνοχος ἦν τῷ νόμῳ τῆς προδοσίας, ὃν ἐκύρωσεν ὁ Ῥωμύλος, τὸν δὲ ἀλόντα τῷ βουλομένῳ πτείνειν ὅσιον ἦν ὡς θύμα τοῦ καταχθονίου Διός².

2. Denys, 2, 25: Ὁ δὲ Ῥωμύλος... ἔνα... νόμον... καταστησάμενος εἰς σωφροσύνην... ἦγαγε τὰς γυναῖκας. Ἦν δὲ τοιοῦσδε ὁ νόμος· γυναῖκα γαμητὴν τὴν κατὰ γάμους ἱερῶς συνελθοῦσαν ἀνδρὶ ποικνωτῶν ἀπάντων εἶναι χρημάτων τε καὶ ἱερῶν³.

3. Denys, 2, 25: Ταῦτα... οἱ συγγενεῖς μετὰ τοῦ ἀνδρὸς ἐδίκασον· ἐν εἰς ἦν φθορὰ σώματος, καί... εἴ τις οἶνον εὐραθείη πιούσα γυνή, ἀμφοτέρα γὰρ ταῦτα θανάτῳ ζημιῶν συγχώρησεν ὁ Ῥωμύλος⁴.

4. Plutarque, Rom., 22: Ἔθηκε δὲ καὶ νόμους τινάς (ὁ Ῥωμύλος), ὧν σφοδρὸς μὲν ἐστὶν ὁ γυναικὶ μὴ δεδούς ἀπολείπειν ἄνδρα, γυναῖκα δὲ δεδούς ἐκβάλλειν ἐπὶ φαρμακείᾳ τέκνων ἢ κλειδῶν ὑποβολῇ καὶ μοιχουσίαν· εἰ δ' ἄλλως τις ἀποπέμφαιτο, τῆς οὐσίας αὐτοῦ τὸ μὲν τῆς

1. Remplacé par Dirksen par le texte des XII Tables, 8, 21: PATRONUS SI CLIENTI FRAIDEM FECERIT SACER ESTO, en partant de l'idée possible, mais non certaine, de l'identité des deux textes. — 2. (Constitutum tunc est ab illo jus patronatus tale: patricios oportebat clientibus suis jus interpretari, lites pro eis, si injuria afficerentur, intendere, agentibus adesse; clientes vero oportebat patronos suos jutare in collocandis filiabus, si parentes opibus carerent, ab hostibus redimere eos, si ipsi aut liberi capti essent, et tam litium privatarum aestimationes quam publicas multas, si condemnati essent, pro eis solvere. Communiter autem utriusque jus fasque non erat invicem se accusare, testimonium adversum alterum dicere vel suffragium contra eum ferre. Quod si quis ejusmodis alicujus facinoris convictus esset, proditionis lege, quam Romulus sanxerat, obnoxius fuit, eumque interficere, ut Diti sacrum, cuilibet licebat). — 3. (Romulus una lege lata ad modestiam adduxit mulieres. Quae lex haec erat: uxorem justam, quae nuptiis sacratis (confarratione) in manum mariti convenisset, communionem cum eo habere omnium bonorum et sacrorum). Exclu par Voigt. — 4. (De his cognoscebant cognati cum marito: de adulteriis et si qua vinum bibisse argueretur; hoc utrumque enim morte punire Romulus concessit). Exclu par Voigt.

γυναϊκὸς εἶναι, τὸ δὲ τῆς Δήμητρος ἰερὴν κελύων' τὸν δ' ἀποδόμενον
γυναῖκα θύεσθαι χθονίαις θεοῖς¹.

5. Denys, 2, 26. 27 : (Ὁ Ῥωμύλος) ἄπασαν... ἔδωκεν ἐξουσίαν
πατρὶ καθ' οὐδὲν, καὶ παρὰ πάντα τὸν τοῦ βίου χρόνον εἴαν τε εἴργειν,
εἴαν τε μαστιγοῦν, εἴαν τε δέσιμον ἐπὶ τῶν κατ' ἀργὸν ἔργων κατέχειν,
εἴαν τε ἀποκτινύναι προαιρῆται... Ἀλλὰ καὶ πωλεῖν ἐφάκε τὸν υἱὸν
τῷ πατρὶ, ... καὶ τοῦτο συγχώρησε τῷ πατρὶ, μέχρι τρίτης πράξεως
ἀφ' οὐδὲν χρηματίσασθαι... Μετὰ δὲ τὴν τρίτην πρᾶξιν ἀπῆλλακτο τοῦ
πατρὸς².

6. Denys, 2, 15 : Εἰς ἀνάγκην κατέστησε (ὁ Ῥωμύλος) τοὺς οἰκί-
τορας... ἄπασαν ἄρρενα γενεὰν ἐκτρέφειν, καὶ θυγατέρων τὰς πρωτογό-
νους, ἀποκτινύναι δὲ μηδὲν τῶν γενομένων κέρτερον τριστοῦς, πλὴν εἴ
τι γένοιτο παιδίον ἀνάπηρον ἢ τέρας εὐθύς ἀπὸ γονῆς. Ταῦτα δ' οὐκ
ἐκώλυσε ἐκτιθέσθαι τοὺς γεναμένους, ἐπιθεῖξαντας πρότερον πέντε ἀν-
δράσι τοῖς ἔγγιστα οἰκοῦσιν, εἴαν κάκαιοις συνδοκῇ. Κατὰ δὲ τῶν μὴ
πειθομένων τῶν νόμων ζημίας ὄρισεν ἄλλας τε καὶ τῆς οὐσίας αὐτῶν τὴν
ἡμίσειαν εἶναι δημοσίαν³.

7. SINURUS SACRA DIVIS PARENTUM ESTOD⁴.

1. (Constituait quoque leges quasdam, quarum illa dura est, quae uxori non per-
mittit divertere a marito, at marito permittit uxorem repudiare propter veneficium
circa prolem vel subjectionem clavium vel adulterium commissum, si vero aliter
quis a se dimitteret uxorem, bonorum ejus partem uxoris fieri, partem Cereri sa-
crum esse jussit ; qui autem venderet uxorem diis inferis immolari). Cf. Schlesinger,
Z. R. G., 8, 1869, p. 59 ; Girard, *N. R. Hist.*, 1887, p. 424 ; Trüchler,
Bull. dell'ist. di d. R., 2, 1889, pp. 248-261. — 2. (Romulus omnem potesta-
tem in filium patri concessit, idque toto vitae tempore, sive eum carcere inclu-
deret sive verberare, sive vincium ad opera rustica detinere sive occidere vel-
let. Etiam vendere filium permisit patri ; quin etiam hoc concessit patri, ut usque
ad tertiam venditionem per filium acquireret ; post tertiam vero venditionem
liberabatur filius a patre). Cf. Papinien, *Coll.*, 4, 8 : 'cum patri lex regia de-
derit in filium vitae necisque potestatem' et XII tables, 4, 2. Exclu par Voigt.
— 3. (Necessitatem imposuit Romulus civibus, omnem virilem prolem educare
et filias primogenitas, necare vero nullum fetum triennio minore, nisi natum
mutilum aut monstrum statim post partum, quos a parentibus exponi non prohi-
bit, dummodo eos prius ostenderent quinque vicinis proximis, sique id com-
probassent ; in eos vero, qui legibus istis non obtemperarent, poenas statuit cum
alias tum etiam hanc, bona eorum pro parte dimidia publicari). Cf. XII tables, 4, 1.
— 4. Festus, v. Plorare : 'Plorare... significat... apud antiquos plane inclamare.
In regis Romuli et Tatii legibus si nurus sacra divis parentum estod in Servi Tullii
haec est si parentem puer verberit aut olle plorassit paren... puer divis parentum
sacer esto id est clamavit dix... Voigt restitue la lacune en lisant : 'Si nurus socru
obambulassit, sacra divis parentum estod'. M. Mommsen propose plus vraisembla-
blement de lire : 'In regis Romuli et Tatii legibus haec est : 'si parentem puer ver-
berit, aut olle plorassit parens, puer divis parentum sacer esto' id est clamavit.
Adjicitur : 'si nurus, sacra divis parentum estod' in Servi Tulli' et par conséquent
de rapporter notre disposition à Servius et l'autre à Romulus. — M. Bruns relève

II. NUMA POMPILIUS.

1. Denys, 2, 27 : 'Εκ τῶν Νομᾶ... νόμων, ἐν οἷς καὶ οὗτος γέγραπται· ἐὰν πατὴρ υἱῷ συγχωρήσῃ γυναῖκα ἀγαρῆσθαι, κοινωὺν ἐσαμμένην ἱερῶν τε καὶ χρημάτων κατὰ τοὺς νόμους, μηκέτι τὴν ἔξουσίαν εἶναι τῷ πατρὶ πωλεῖν τὸν υἱόν¹.

2. Festus, v. *Termino*: Numa Pompilius statuit eum qui terminum exarasset et ipsum et boves sacros esse².

3. PAELEX ARAM JUNONIS NE TANGITO; SI TANGET, JUNONI CRINIBUS DEMISSIS AGNUM FEMINAM CAEDITO³.

4. CUJUS AUSPICIO CLASSE PROCINCTA OPIMA SPOLIA CAPIUNTUR, JOVI FERETRIO BOVEM CAEDITO; QUI CEPIT, AERIS CCC DARIER OPORTEAT. SECUNDA SPOLIA, IN MARTIS ARAM IN CAMPO SOLITAURILIA, UTRA VOLUERIT, CAEDITO; QUI CEPIT, AERIS CC DATO. TERTIA SPOLIA, JANUI QUIRINO AGNUM MAREM CAEDITO; C QUI CEPERIT EX AERE DATO. CUJUS AUSPICIO CAPTA, DIS PIACULUM DATO⁴.

5. Lydus, *De mensibus*, 1, 31 : Καὶ τοῦτο δὲ πρὸς τοῦ Νομᾶ διατίθεται, ὥστε τοὺς ἱερεῖς χαλκαῖς ψάλλειν, ἀλλ' οὐ σιδηραῖς ἀποκείσθαι⁵.

6. Pline, *H. n.*, 32, 2, 20 : Numa constituit ut pisces, qui squamosi non essent, ni pollucerent⁶.

7. Pline, *H. n.*, 14, 12, 88 : Ex imputata vite libari vina diis nefas statuit (Numa)⁷.

8. VINO ROGUM NE RESPARGITO⁸.

9. Plutarque, *Numa*, 12 : ('Ο Νομᾶς) τὰ πένθη καθ' ἡλικίας καὶ χρόνους ἔταξιν, οἷον παιδα μὲν πένθειν νωτέρου τριτοῦς, μηδὲ πρῆσβυτερον πλείονας μῆνας ὧν ἐβίωσεν ἐνιαυτῶν μέχρι τῶν δέκα, καὶ περὶ τῶν μηδεμίαν ἡλικίαν· ἀλλὰ τοῦ μακροτάτου πένθους χρόνον εἶναι δεκαμηνιαῖον, ἐφ' ὅσον καὶ χηρεύουσιν αἱ τῶν ἀποθανόντων γυναῖκες· ἢ δὲ πρότερον γαμψέισα βούν ἐγκύμονα κατέθυσεν ἐκείνου νομοθετήσαντος⁹.

encore des indications qu'il considère comme se rapportant aux lois de Romulus dans les textes suivants : Denys, 2, 9 ; 2, 12-14 ; 2, 21 et 22 ; Macrobe, *Sat.*, 1, 12, 36 ; 1, 13, 20 ; Plutarque, *Rom.*, 22.

1. (E legibus Numae, in quibus etiam haec est scripta : si pater filio permiserit uxorem ducere, quae ex legibus particeps sit et sacrorum et bonorum, patri non amplius Jus esse filium vendendi). Cf. Plutarque, *Num.* 17. — 2. Cf. Denys, 2, 74. — 3. Festus, v. *Paelices*. Cf. Aulu-Gelle, 4, 3. Exclu par Voigt. — 4. Festus, v. *Opima*. Cf. Plutarque, *Marc.*, 8 ; Servius, *Ad Aen.*, 6, 860. Exclu par Voigt. — 5. (Id quoque a Numa institutum est, ut sacerdotes athenis forficibus, non ferreis tonderentur). Exclu par Voigt. — 6. Cf. Festus, v. *Pollucere*. Exclu par Voigt. — 7. Cf. Plutarque, *Numa*, 14. Exclu par Voigt. — 8. Pline, *H. n.*, 14, 12, 88. Exclu par Voigt. — 9. (Numa officium lugendi secundum aetates et tempora constituit, ut puerum trimo minorem ne quis lugeat, majorem ne plures menses, quam annos vixerit, usque ad decem : nec quemquam cujusvis aetatis

10. Marcellus, *lib. 28 digestorum, D.*, 11, 8, 2 : Negat lex regia mulierem, quae praegnas mortua sit, humari, antequam partus ei excidatur ; qui contra fecerit, spem animantis cum gravida peremisse videtur.

11. SI HOMINEM FULMEN OCCISIT, NE SUPRA GENUA TOLLITO. HOMO SI FULMINE OCCISUS EST, EI JUSTA FIERI OPORTET¹.

12. SI QUI HOMINEM LIBERUM DOLO SCIENS MORTI DUIT, PARICIDAS ESTO².

13. Servius, *Ad Egl. 4*, 43 : In Numae legibus cautum est, ut si quis imprudens occidisset hominem, pro capite occisi agnatis ejus in contione offerret arietem³.

14. SI QUISQUAM ALIUTA FAXIT, IPSOS JOVI SACER ESTO⁴.

III. TULLUS HOSTILIUS.

1. Denys, 3, 22 : Ἔστι δὲ καὶ νόμος... δι' ἑκείνο (τῶν Ὀρατίων) κυρωθεὶς τὸ πάθος, ᾧ καὶ εἰς ἡμᾶς χρωῦνται,... κελύων, οἷς ἂν γίνονται τριδυμοὶ παῖδες, ἐκ τοῦ δημοσίου τὰς τροφὰς τῶν παιδῶν χορηγῆσθαι μίχρη ἤβης⁵.

IV. SERVIUS TULLIUS.

1. SI PARENTEM PUER VERBERIT, AST OLLE FLORASSIT, PUER DIVIS PARENTUM SACER ESTO⁶.

ultra ; sed longissimi luctus tempus esse decem mensium. Per quod spatium uxoribus quoque defunctorum a secundis nuptiis abstinendum est, et si qua prius nupserit, bovem fetam immolare debebat ex illius lege). Cf. *Est. fr.* 321. Exclu par Voigt.

1. Festus, v. *Occisum*. Exclu par Voigt. — 2. Festus, v. *Parrici*. — 3. Cf. Servius, *Ad Georg.*, 3, 387. Omis par Dirksen. — 4. Festus, v. *Aliuta* : 'Aliuta antiqui dicebant pro aliter ; — hinc est illud in legibus Numae Pompili', etc. Bruns ajoute à ces textes, comme relatifs aux lois de Numa : Denys, 2, 63, 74 ; Plutarque, *Numa*, 10, 17 ; Macrobie, *Sat.*, 1, 13 ; Tite-Live, 1, 19. — 5. (Lex lata est propter illum casum, jubens, si cui trigemini nascerentur filii, ei de publico alimenta ad pubertatem usque suppeditari). Omis par Dirksen. Voigt attribue également à Tullus Hostilius la disposition sur les coups aux parents rapportée par Festus, v. *Plorare* ; il y ajoute encore, en partant de Denys, 1, 78, et de Caton, dans Festus, v. *Probrum*, rapprochés de Tacite, *Ann.*, 12, 3, une disposition sur le châtiment de la vestale qui a manqué à son vœu de chasteté et, en invoquant Varron, *De r. r.*, 25, 4. Pline, *H. n.*, 8, 45, 180, la défense sous peine capitale d'abattre un bœuf employé à l'agriculture. Bruns cite, outre Denys, 3, 22, comme se rapportant à des lois de Tullus, Cicéron, *De re p.*, 2, 17 ; Tite-Live, 1, 26 ; Denys, 3, 30 ; Tacite, *Ann.*, 12, 8. — 6. Festus, v. *Plorare*. Rapporté par Voigt à Tullus. Remplacé par Mommsen, en vertu de la transposition signalée, p. 6, n. 4, par : 'Si nurus, sacra divis parentum estod'. — Bruns cite en outre : pour les lois de Servius, Tite-Live, 1, 42 ; Denys, 4, 15 ; 4, 22 ; 4, 13 ; 4, 25 ; pour Ancus, Tite-Live, 1, 42 ; pour Tarquin l'Ancien, Cicéron, *De re p.*, 2, 20 ; Denys, 3, 61-62, et pour Tarquin le Superbe, Denys, 4, 43.

§ 2. — LOI DES XII TABLES (an 304 de Rome).

Nous n'avons point à discuter l'histoire traditionnelle de la confection des XII Tables telle qu'elle se trouve notamment exposée dans Tite-Live, 3, 9-57, Denys, 10, 1-60, et Pomponius, *Enchiridii liber singularis D.*, 1, 2, 2, §§ 3, 4, et 21. Cf. Schwegler, *Röm. Gesch.*, 3, 1 et ss., Mommsen, *Droit public*, 4, 441-443; Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 108-116; Krueger, *Sources*, pp. 10-19; Cuq, *Institutions des Romains*, 1, 1891, pp. 123-137. Il suffit pour notre sujet de noter que, selon ces relations, les lois confectionnées par le premier et le second collège de décemvirs furent, après leur ratification par le peuple, gravées sur douze tables, d'ivoire (*eboreae*), dit Pomponius au Digeste, de bois (*roboreae*), disait-il peut-être en son *Enchiridion*, de bronze, selon la tradition la plus autorisée, mais qu'elles ne survécurent pas, dans cette forme première, au sac de Rome par les Gaulois, où les tables de bois auraient été brûlées, où celles de bronze furent sans doute emportées avec le reste du butin par les vainqueurs. Elles furent ensuite reconstituées, comme les autres titres officiels, fidèlement quant au fond, selon toute vraisemblance, mais en une langue déjà rajeunie. Et, dans ce texte qui paraît avoir encore été plusieurs fois modernisé, elles ont fait l'objet non seulement d'innombrables citations incidentes, mais de commentaires spéciaux soit de grammairiens, comme L. Aelius Stilo Praeconinus, le maître de Varron, et probablement Q. Valerius Soranus, soit de jurisconsultes, comme Sex. Aelius Paetus Catus, comme Antistius Labeo et comme Gaius dont l'ouvrage divisé en six livres a fourni 18 fr. au Digeste (Lenel, *Palingenesia*, 1, pp. 242-246). La subsistance nous en est attestée jusqu'à une date que certains témoignages, d'ailleurs suspects, rendraient singulièrement moderne. Cependant il ne nous en est parvenu intégralement aucun exemplaire ni aucun commentaire; de telle sorte qu'on en est réduit, pour la connaissance de leur plan et de leur contenu à des restitutions artificielles. Voir aujourd'hui surtout Dirksen, *Übersicht der bisherigen Versuche zur Kritik und Herstellung des Textes der Zwölf-Tafel-Fragmente*, 1824, et Rudolf Schoell, *Legis duodecim tabularum reliquiae*, 1866, dont il importe de rapprocher quelques leçons proposées par M. Mommsen dans les *Fontes* de Bruns. Le texte proposé avec un commentaire étendu par M. Moritz Voigt, *Die XII Tafeln*, 1883, 1, pp. 693-737, et reproduit par M. Cogliolo, *Manuale delle fonti del diritto romano*, 1, 1885, pp. 3-8, est d'un maniement moins sûr.

Il convient dans l'étude de ces restitutions, de distinguer deux points : la restitution plus ou moins littérale du contenu des XII Tables et celle de leur ordonnance matérielle. Quant au premier point, qui est le plus important, nous avons des renseignements très abondants et très précis qui nous font connaître des dispositions nombreuses de la loi soit dans leurs termes, soit dans leur sens. Relativement au second, il y a, sur le plan général des XII Tables, deux ordres de renseignements à peu près également sûrs, mais d'une efficacité limitée : ce sont d'abord les témoignages positifs qui indiquent quelques dispositions comme appartenant à une table déterminée; c'est ensuite l'ordre général suivi par Gaius que l'on peut légitimement supposer avoir observé, dans les six livres de son commentaire, l'ordre du texte commenté. Mais le second renseignement ne fournit qu'un cadre très indécis, sans assignation fixe d'aucune matière à une table déterminée. Le premier ne donne cette place fixe qu'à cinq ou

six dispositions. On a pris l'habitude d'aller beaucoup plus loin dans cette voie en partant de deux suppositions toutes deux contestables. On suppose, d'une part, que chaque table était divisée en un certain nombre de lois, comme une loi moderne l'est en articles, et, d'autre part, que Gaius commente dans chacun de ses livres toutes les lois contenues dans deux tables, de sorte que l'incertitude se bornerait au classement des matières dans chacune des sections de Gaius où on les dispose ensuite d'après d'autres considérations plus ou moins variables. C'est par cette méthode dont l'emploi remonte à Jacques Godefroy et dont la légitimité est encore soutenue aujourd'hui par M. Voigt, pp. 52 et ss. et par M. Ferrini, *Storia delle Fonti*, p. 59, que Dirksen est arrivé au classement aujourd'hui usuel par tables et par lois. Mais il faut bien remarquer que, sans parler des instruments postérieurs de classement, qui sont encore plus arbitraires, les deux hypothèses préliminaires sont elles-mêmes condamnées par toutes les vraisemblances. D'une part, il est absolument contraire aux habitudes des Romains de prendre les tables sur lesquelles ils inscrivent une loi comme divisions de fond de cette loi. Les exemples que nous possédons, par exemple la loi Rubria et la loi Cornelia de *XX quaestoribus*, nous montrent les Romains gravant sur leurs tables de bronze comme nous écrivons sur les pages d'un cahier, sans nous inquiéter d'interrompre au bas d'une page la phrase qui continuera au haut de la suivante. Le seul argument pour prétendre qu'il en ait été autrement de la loi des XII Tables est dans un texte de Festus, v. *Reus*, qui porte la mention : *secunda tabula secunda lege* ; mais il n'est aucunement probant ; car il peut n'y avoir là qu'une indication matérielle ou même une corruption de *II tabula XII leg(is)* remplacé fausement par *II tabula II leg(e)*. D'autre part, la supposition que Gaius ait commenté deux tables dans chaque livre est en désaccord avec les faits concrets, par exemple avec le fr. de Gaius *D.*, 50, 16, 234, d'après lequel il commentait dans son livre II qui devrait se rapporter aux tables III et IV, le mot *hostis* de la disposition attribuée par Festus, v. *Reus*, à la table II. V. en ce sens Schoell, p. 70 et ss. ; Bruns, p. 15 ; Krueger, *Sources*, p. 16 ; Pernice, *Zsavst.*, 7, 1886, 2, 159, et dans Holtzendorff, *Encyclopädie der Rechtswissenschaft*, ed. 5, 1889, pp. 116-118. C'est donc, comme MM. Schoell et Bruns, uniquement pour ne pas troubler les habitudes de citation et faute d'un procédé de classification plus scientifique que nous reproduisons ici les textes dans la disposition généralement suivie depuis Dirksen.

TABULA I.

1. SI IN JUS VOCAT, [ITO]. NI IT, ANTESTAMINO : IGITUR EM CAPITO.
2. SI CALVITUR PEDEMYE STRUIT, MANUM ENDO JACITO. 3. SI MORBUS AEVITASVE VITIUM ESCIT, [QUI IN JUS VOCABIT] JUMENTUM DATO. SI NOLET, AR CERAM NE STERNITO.

Sources : 1, 1, Porphyrio, ad Hor., *Sat.*, 1, 9, 76. Cicéron, *De leg.*, 2, 4, 9. Aulu-Gelle, 20, 1, 25. *Ad. Her.*, 2, 13, 19. Cf. Festus, v. *Em.* — Mommsen supprime la restitution de Heindorff : ITO.

2. Festus, v. *Struere. Pedem struit*. Cf. Nonius, v. *Calvitur* ; *D.*, 50, 16, 233, *pr.*

3. Aulu-Gelle, 20, 1, 25 ; Varron, *De l. L.*, 5, 140. Cf. Aulu-Gelle, 20, 1, 11 ; 90, 1, 24-30 ; Nonius, v. *Arcera*.

4. ADSIDUO VINDEK ADSIDUUS ESTO ; PROLETARIO CIVI QUI VOLET VINDEK ESTO.

5. NEXI MANCIPIQUE FORTI SANATIQUE IDEM JUS ESTO.

6. REM UBI PACUNT, ORATO. 7. NI PACUNT, IN COMITIO AUT IN FORO ANTE MERIDIEM CAUSSAM COICIUNTO. COM PERORANTO AMBO PRAESENTES. 8. POST MERIDIEM PRAESENTI LITEM ADDICITO. 9. [SI AMBO PRAESENTES,] SOLIS OCCASUS SUPREMA TEMPESTAS ESTO.

10. Aulu-Gelle, 16,10,8 : Cum proletarii et assidui et sanates et vades et subvades et XXV asses et taliones... evanue- rint, omnisque illa XII tabularum antiquitas... lege Aebutia lata consopita sit...

TABULA II.

1. Gaius, 4,14 : De rebus mille aeris plurisque quingentis assibus, de minoris vero quinquaginta assibus sacramento contendebatur ; nam ita lege XII tabularum cautum erat. At si de libertate hominis controversia erat, etsi pretiosissimus homo esset, tamen ut L assibus sacramento contenderetur, eadem lege cautum est.

2. . . . MORBUS SONTICUS . . . AUT STATUS DIES CUM HOSTE . . . QUID HORUM FCIT VITIUM JUDICI ARBITROVE REOVE, EO DIES DIFFISSUS ESTO.

3. CUI TESTIMONIUM DEFUERIT, IS TERTIIS DIEBUS OB PORTUM OBVAGULATUM ITO.

TABULA III.

1. AERIS CONFESSI REBUSQUE JURE JUDICATIS XXX DIES JUSTI SUNTO. 2. POST DRINDE MANUS INJECTIO ESTO. IN JUS DUCITO.

4. Aulu-Gelle, 16, 10, 5. Cicéron, *Top.*, 2, 10. Cf. Festus, v. *Adsiduus*. *Vindex* ; Nonius, v. *Proletarii* ; Gaius, *l. 1 ad leg. XII tab. D.*, 2, 4, 22, 1 ; *l. 2, D.*, 50, 16, 234, 1. — V. sur l'orthographe *adsiduus*, Mommsen, *Droit public*, 6, 1, p. 268, n. 2, et sur la rédaction du dernier membre de phrase, p. 269, n. 3. — V. encore sur la place traditionnelle donnée ici à cette disposition et les objections graves soulevées contre elle par le c. 61 de la *lex coloniae Genetivae*, Exner, *Z.R.G.*, 13, 1875, p. 392 ; Leuel, *Zarvat.* 2, 1884, p. 48 ; Wlassak, *Röm. Proceßgesetz*, 1, 1888, p. 102, n. 34.

5. Mommsen, *Röm. Gesch.* 1, 99 = tr. fr., 1, 137. Schoell : *Nexi mancipique cum p. R. idem forti sanatiqae supra infraque jus esto*. — Festus, v. *Sanates*. Cf. v. *Forctes*. *Horctum* ; Aulu-Gelle, 16, 10, 8 (n° 10).

6-9. *Auet. ad Her.*, 2, 13, 20 ; Aulu-Gelle, 17, 2, 10 ; Priscien, 10, 5, 32 ; Quintilien, 1, 6 ; Censorinus, *De die natali*, 23, 24 ; Yarron, *De l. L.*, 7, 51 ; Macrobe, *Sat.*, 1, 3, 14 ; Festus, v. *Suppreum*. Cf. Gaius, 4, 15, et les observations de Mommsen, dans Bruns, p. 19.

II, 2. Festus, v. *Sonticum*. Aulu-Gelle, 20, 1, 27. Cicéron, *De officiis*, 1, 12, 37. Cf. Festus, v. *Status dies*. *Reus*. Ulpien, *D.*, 2, 11, 2, 3.

3. Festus, v. *Portum*. *Vagulatio*.

III, 1-4. Aulu-Gelle, 20, 1, 42-45. Cf. la *lex coloniae Genetivae*, c. 61.

1. Aulu-Gelle, 15, 13, 11. Cf. Gaius, 3, 78. *D.*, 42, 1, 4, 5.

2. Cf. Gaius, 4, 21.

3. NI JUDICATUM FACIT AUT QUIS ENDO EO [IN JURE] VINDICIT, SECUM DUCITO, VINCITO AUT NERVO AUT COMPEDIBUS XV PONDO, NE MINORE, AUT SI VOLET MAJORE VINCITO. 4. SI VOLET SUO VIVITO. NI SUO VIVIT, QUI EUM VINCTUM HABEBIT, LIBRAS FARRIS ENDO DIES DATO. SI VOLET PLUS DATO.

5. Aulu-Gelle, 20,1,46-47 : Erat autem jus interea paciscendi, ac nisi pacti forent, habebantur in vinculis dies sexaginta. Inter eos dies trinis nundinis continuis ad praetorem in comitium producebantur, quantaque pecuniae judicati essent, praedicabatur. Tertius autem nundinis capite poenas dabant, aut trans Tiberim peregre venum ibant.

6. TERTIUS NUNDINIS PARTIS SECANTO. SI PLUS MINUSVE SECUERUNT, SE FRAUDE ESTO.

7. ADVERSUS HOSTEM AETERNA AUCTORITAS ESTO.

TABULA IIII.

1. Cicéron, *De leg.*, 3,8,19 : Cito necatus tamquam ex XII tabulis insignis ad deformitatem puer.

2. SI PATER FILIUM TER VENUM DUUIT, FILIUS A PATRE LIBER ESTO.

3. Cicéron, *Phil.*, 2,28,69 : Illam suam suas res sibi habere jussit, ex XII tabulis clavis ademit, exegit.

4. Aulu-Gelle, 3,16,12 : Comperi, feminam... in undecimo mense post mariti mortem peperisse, factumque esse negotium, quasi marito mortuo postea concepisset, quoniam decemviri in decem mensibus gigni hominem, non in undecimo scripissent.

TABULA V.

1. Gaius, 1, 144-145 : Veteres... voluerunt feminas, etiamsi perfectae aetatis sint, in tutela esse ;... exceptis virginibus Vestalibus, quas... liberas esse voluerunt ; itaque etiam lege XII tabularum cautum est.

3. Cf. Gaius, *lib. 2 ad leg. XII tab.*, D., 50, 16, 234, 1. Tite-Live, 8, 28. Festus v. *Nervum*. Sur les mots entre crochets, cf. Mommsen, dans Bruns, p. 20, et sur la transposition généralement admise de *maiore* et *minore*, Schoell, p. 122.

4. Cf. Gaius, *lib. 2 ad leg. XII tab.*, D., 50, 16, 234, 2.

6. Aulu-Gelle, 20, 1, 48-52 ; Quintilien, 3, 6, 84 ; Tertullien, *Apol.*, 4 ; Dion Cassius, fr. 12.

7. Cicéron, *De off.*, 1, 12, 37.

IIII, 1. Cf. plus haut, *Leges regiae*, Romulus, 6.

2. Gaius, 1, 132 ; Ulpien, 10, 1. Cf. Gaius, 4, 79. Denys, 2, 27.

3. Cf. Gaius, *l. 3 ad leg. XII tab.*, D., 48, 5, 44 (43).

4. Cf. Ulpien, *l. 14 ad Sabtinum*, D., 38, 16, 3, 9. 11.

V, 1. Aulu-Gelle, 1, 12, 18.

2. Gaius 2,47 : Mulieris, quae in agnatorum tutela erat, res mancipi usu capi non poterant, praeterquam si ab ipsa tutore auctore traditae essent idque ita lege XII tabularum cautum erat.

3. UTI LEGASSIT SUPER PECUNIA TUTELAYE SUAE REI, ITA JUS ESTO. 4. SI INTESTATO MORITUR, CUI SUCUS HERES NEC ESCIT, ADGNATUS PROXIMUS FAMILIAM HABETO. 5. SI ADGNATUS NEC ESCIT, GENTILES FAMILIAM HABENTO.

6. Gaius, 1, 155 : Quibus testamento.... tutor datus non sit, iis ex lege XII tabularum agnati sunt tutores.

7. a. SI FURIOSUS ESCIT, AST EI CUSTOS NEC ESCIT, ADGNATUM GENTILIUMQUE IN EO PECUNIAQUE EJUS POTESTAS ESTO. — b. Ulpien, *lib. 1 ad Sabinum, D.*, 27, 10, 1 : Lege XII tabularum prodigo interdicitur honorum suorum administratio. — Ulpien, 12, 2 : lex XII tabularum prodigum, cui bonis interdictum est, in curatione jubet esse agnatorum.

8. a. Ulpien, 29, 1 : Civis Romani liberti hereditatem lex XII tabularum patrono defert, si intestato sine suo herede liberatus decesserit. — b. EX EA FAMILIA QUI LIBERATUS ERIT, EJUS BONA IN EAM FAMILIAM REVERTUNTOR.

9. Gordien, *C.*, 3,36,6 : Ea, quae in nominibus sunt,... ipso jure in portiones hereditarias ex lege XII tab. divisa sunt. — Dioclétien, *C.*, 2,3,26 : Ex lege XII tabularum aes alienum hereditarium pro portionibus quaesitis singulis ipso jure divisum.

10. Gaius, *lib. 7 ad ed. provinciale, D.*, 10, 2, 1, *pr.* : Haec actio (familiae erciscundae) proficiscitur e lege XII tabularum.

2. Cf. Gaius, 1, 157.

3. Formule très fréquemment rapportée, mais dans des rédactions divergentes : 'Utī legassit suae rei, ita jus esto' (Gaius, 2, 224 ; *Inst.*, 2, 22, *pr.* ; Pomponius, *D.*, 50, 16, 120) , 'Utī legassit quāque de sua re, ita jus esto' (*Nov.* 23, 2, *pr.*) ; 'Paterfamilias uti super familia pecuniaque sua legassit (ou 'legaverit'), ita jus esto' (Cicéron, *De inv.*, 2, 50 ; *Auctor ad Her.*, 1, 13) ; 'Utī legassit super pecunia tutelave suae rei, ita jus esto' (Ulpien, 11, 14). Cf. Paul, *D.*, 50, 16, 53, *pr.* *D.*, 26, 2, 20, 1. Gaius, *D.*, 26, 2, 1, *pr.*

4. Ulpien, 26, 1 = *Coll.*, 16, 4, 1. Ulpien, *l. 46 ad ed.*, *D.*, 50, 16, 195, 1. Paul, *l. 1 ad Sab.*, *D.*, 28, 9, 3, 2. Cicéron, *De inv.*, 2, 50.

5. Ulpien, *lib. reg. (Coll.)*, 16, 4, 2).

6. Ulpien, 11, 3.

7. a. *Auct. ad Her.*, 1, 13, 23 = Cicéron, *De inv.*, 2, 50. Cicéron, *Tusc.*, 3, 5, 11. Festus, v. *Nec*.

b. *Inst.*, 1, 23, 3. Cf. *D.*, 27, 10, 13.

8. b. Restitution proposée par Mommsen, *Droit public*, 6, 1, p. 23, n. 4, en parlant d'Ulpien, *D.*, 50, 16, 195, 1. Cf. Gaius, 3, 40. *Coll.*, 16, 8, 2 ; 9, 2 ; Gaius, 4, 165 = *Inst.*, 1, 17.

9. Cf. Paul, *l. 23 ad ed.*, *D.*, 10, 2, 25, 9. 13. *C.*, 4, 16, 7. 8, 35, 1.

10. Cf. Festus, v. *Erctum citum* ; Aulu-Gelle, 1, 9, 12 ; Servius, *Ad Aen.*, 8, 642.

TABULA VI.

1. CUM NEXUM FACIET MANCIPIUMQUE, UTI LINGUA NUNCUPASSIT, ITA JUS ESTO.

2. Cicéron, *De off.*, 3, 16 : Cum ex XII tabulis satis esset ea praestari, quae essent lingua nuncupata, quae qui infitatus esset, dupli poenam subiret, a juris consultis etiam reticentiae poena est constituta.

3. Cicéron, *Top.*, 4, 23 : Usus auctoritas fundi biennium est,.... ceterarum rerum omnium.... annuus est usus.

4. Gaius 1, 111 : Lege XII tabularum cautum est, ut si qua nollet eo modo (usu) in manum mariti convenire, ea quotannis trinotio abesset atque eo modo usum cujusque anni interrumpere.

5. a. SI [QUI] IN JURE MANUM CONSERUNT... — b. (?) Paul, *lib. 1 manual.*, *Vat. fr.*, 50 : Et mancipationem et in jure cessionem lex XII tabularum confirmat.

6. Tite-Live, 3, 44 : Advocati (Verginia)... postulant, ut (Ap. Claudius)... lege ab ipso lata vindicias det secundum libertatem.

7. TIGNUM JUNCTUM AEDIBUS VINEAEVE ET CONCAPI NE SOLVITO.

8. . . QUANDOQUE SARPTA, DONEC DEMPTA ERUNT. .

9. Ulpian, *l. 37 ad edictum*, *D.*, 47, 3, 1, *pr.* : Lex XII tabularum neque solvere permittit tignum furtivum aedibus vel vineis junctum neque vindicare,.... sed in eum, qui convictus est junxisse, in duplum dat actionem.

TABULA VII.

1. Varron, *De l. L.*, 5, 22 : XII tabularum interpretes ambitum parietis circuitum esse describunt. — Festus, v. *Ambitus* : Ambitus... dicitur circuitus aedificiorum, patens... pedes duos et semissem. — Volusius Maecianus, *Assis distr.*, 46 : Sestertius duos asses et semissem (valet)... lex... XII tabularum argumento est, in qua duo pedes et semis 'sestertius pes' vocatur.

2. Gaius, *l. 4 ad legem XII tabularum*, *D.*, 10, 1, 13 : Scien-

VI, 1. Festus, v. *Nuncupata*. Cicéron, *De or.*, 1, 57. Cf. Paul, *Vat. fr.*, 50. Gaius, 1, 119 ; 2, 104 ; Varron, *De l. L.*, 6, 60.

3. Gaius, 2, 42. 54. Cicéron, *Pro Caec.*, 19, 54.

4. Aulu-Gelle, 3, 2, 12 et ss.

5 a. Aulu-Gelle, 20, 10, 7 et ss. — b. ? V. Bruns, p. 25. Cf. de Jhering, *Espr. du Dr. R.*, 3, p. 235, n. 298.

6. Denys, 11, 30. Pomponius, *lib. sing. enchiridii*, *D.*, 1, 2, 2, 24. Tite-Live, 3, 56.

7-9. Festus, v. *Tignum*. v. *Sarpiuntur*. Cf. Paul, *l. 21 ad ed.*, *D.*, 6, 1, 23, 6. Julien, *l. 6 ad Min. D.*, 6, 1, 59.

dum est in actione finium regundorum illud observandum esse, quod (in XII tabulis) ad exemplum quodammodo ejus legis scriptum est, quam Athenis Solonem dicitur tulisse. Nam illic ita est : Ἐάν τις αἰμασίην, etc.

3. a. Pline, *H. n.*, 19,4,50 : In XII tabulis... nusquam nominatur villa, semper in significatione ea 'hortus', in horti vero 'heredium'. — b. Festus : *Tuguria* a tecto appellantur *domicilia rusticorum* sordida..., quo nomine *Messalla* in explanatione XII ait etiam. . . significari.

4. Cicéron, *De leg.*, 1, 21 : Usus capionem XII tabulae intra V pedes esse noluerunt.

5. a. SI JURGANT. . . — b. Cicéron, *De leg.*, 1,21 : Controversia est nata de finibus, in qua... e XII tres arbitri fines regemus.

6. Gaius, *l. 2 ad ed. prov.*, D., 8,3,8 : Viae latitudo ex lege XII tabularum in porrectum octo pedes habet, in anfractum, id est ubi flexum est, sedecim.

7. VIAM MUNIUNTO : NI SAM DELAPIDASSINT, QUA VOLET JUMENTO AGITO.

8. a. SI AQUA PLUVIA NOCET. . . . — b. Paul, *l. 16 ad Sab.*, D., 43,8,5 : Si per publicum locum rivus aquae ductus privato nocebit, erit actio privato ex lege XII tabularum, ut noxa domino sarciatur.

9. a. Ulpian, *l. 71 ad ed.*, D., 43,27,1,8 : Lex XII tabularum efficere voluit, ut XV pedes altius rami arboris circumcidantur. — b. Pomponius, *l. 34 ad Sab.*, D., 43,27,2 : Si arbor ex vicini fundo vento inclinata in tuum fundum sit, ex lege XII tabularum de adimenda ea... agere potes.

10. Pline, *H. n.*, 16,5,15 : Cautum est lege XII tabularum, ut glandem in alienum fundum procidentem liceret colligere.

11. Justinien, *Institutiones*, 2,1,41 : Venditae (res)... et traditae non aliter emptori acquiruntur, quam si is venditori pretium solverit vel alio modo ei satisfecerit, veluti expromissore aut pignore dato. Quod cavetur quidem etiam lege XII tabularum.

VII, 3. a. Cf. Festus, v. *Hortus. Heredium*. — b. Cf. Pomponius, *l. 30 ad Sab. D.*, 50, 16, 180.

5. a. Cicéron, *De re p.* l. 4, dans Nonius, v. *Jurgium*.

6. Cf. Varron, *De l. L.*, 7, 15. Festus, v. *Viae*.

7. Festus, v. *Viae*. Cf. Cicéron, *Pro Caecina*, 19.

8. Pomponius, *l. 7 ex Plautio*, D., 40, 7, 21, pr. Cf. Cicéron, *Top.*, 9, 39.

9. Cf. Paul, *Sent.* 5, 6, 13 ; Festus, v. *Sublucare*.

10. Cf. Gaius, *l. 4 ad leg. XII tab.*, D., 50, 16, 236, 1.

11. Cf. Pomponius, *l. 31 ad Q. Mucium*, D., 18, 1, 19.

12. Ulpian, 2,4: Sub hac condicione liber esse jussus si decem milia heredi dederit, etsi ab herede abalienatus sit, emptori dando pecuniam ad libertatem perveniet: idque lex XII tabularum jubet.

TABULA VIII.

1. a. QUI MALUM CARMEN INCANTASSIT..... b. Cicéron, *De rep.*, 4, 10, 12: XII tabulae cum perpauca res capite sanxissent, in his hanc quoque sancendam putaverunt: si quis occentavisset sive carmen condidisset, quod infamiam faceret flagitiumve alteri.

2. SI MEMBRUM RUPSIT, NI CUM EO PACIT, TALIO ESTO.

3. Paul, *Lib. sing. et tit. de injuriis*, *Collatio*, 2,5,5: Injuriarum actio aut legitima est aut honoraria. Legitima ex lege duodecim tabularum: qui injuriam alteri facit, V et XX sestertiorum poenam subit. Quae lex generalis fuit; fuerunt et speciales velut manu fustive si os fregit libero, trecentorum, si servo, CL poenam subit sestertiorum.

4. SI INJURIAM [ALTERI] FAXSIT VIGINTI QUINQUE POENAE SUNTO.

5. Festus, v. *Rup[s]it*: Rupit in XII significat damnum dedit.

6. Ulpian, *l. 18 ad ed.*, D., 9,1,1, pr.: Si quadrupes pauperiem fecisse dicitur... lex (XII tabularum) voluit aut dari id quod nocuit... aut aestimationem noxae offerri.

7. Ulpian, *l. 44 ad Sabinum*, D., 19, 5, 14, 3: Si glans ex arbore tua in fundum meum cadat, eamque ego immisso pecore depascam,... neque ex lege XII tabularum de pastu pecoris, quia non in tuo pascitur, neque de pauperie... agi posse.

12. Cf. Pomponius, *l. 18 ad Q. Mucium*, D., 40, 7, 29, 1; Modestin, *l. 9 different.*, D., 40, 7, 25; Festus, v. *Statuliber*.

VIII, 1. a. Plin., *H. n.*, 28, 2, 10-17. Placé par Schoell et Dirksen, n° 25; v., en sens contraire Bruns, n° 1. — b. Cf. Cicéron, *Tusc.*, 4, 2; Festus, v. *Occentavit*; Arnobe, *Adv. gent.*, 4, 34; Horace, *Sat.*, 2, 1, 82, et Porphyrio, *ad h. l.*; Horace, *Ep.*, 2, 1, 152; Paul, *Sent.*, 5, 4, 6; Cornutus, *Ad Pers. Sat.*, 1, 137.

2. Festus, v. *Talionis*; Aulu-Gelle, 20, 1, 14. Cf. Gaius, 3, 223. Paul, *Sent.*, 5, 4, 6. Priscien, *Gramm.*, 6, 13, 89.

3. V. sur ce texte, dans lequel on croit généralement trouver les termes des XII Tables, Mommsen, dans Bruns, *ad h. l.* Cf. les textes cités, n° 2.

4. Aulu-Gelle, 20, 1, 12. Cf. Festus, v. *Viginti quinque*; Gaius, 3, 223; Aulu-Gelle, 16, 10, 8.

5. Sur cet article de Festus, qui ne semble pas se rapporter au n° 2, cf. Pernice, *Zur Lehre von der Sachbeschädigungen*, 1867, p. 3; Karlowa, *Process der Legisaktionen*, 1872, p. 118 et les renvois. L'article *sarcito* qu'on en a rapproché pour inventer une prétendue action *de rupitiis sarcitendis* (encore défendue par Sell, *Die actio de rupitiis sarcitendis*, 1877), peut selon l'observation de Mommsen dans Bruns, *ad h. l.*, être rapporté à d'autres textes connus des XII tables; v. les fr. 10 et 14.

6. Cf. *Inst.* 4, 9, pr. Festus, v. *Pauperies. Noxia*.

8. a. QUI FRUGES EXCANTASSIT. — b... NEVE ALIENAM SEGETEM PELLENERIS...

9. Pline, *H. n.*, 18,3,12 : Frugem... aratro quaesitam noctu pavisse ac secuisse puberi XII tabulis capital erat, suspensumque Cereri necari jubebant,... impubem praetoris arbitrato verberari noxiamve duplionemve decerui.

10. Gaius, *l. 4 ad XII tab.*, D., 47, 9, 9 : Qui aedes acervumve frumenti juxta domum positum combusserit, vinctus verberatus igni necari (XII tabulis) jubetur, si modo sciens prudensque id commiserit ; si vero casu, id est negligentia, aut noxiam sarcire jubetur, aut, si minus idoneus sit, levius castigatur.

11. Pline *H. n.*, 17,1,7 : Cautum est XII tabulis, ut qui injuria cecidisset alienas (arbores), lueret in singulas aeris XXV.

12. SI NOX FURTUM FAXSIT, SI IM OCCISIT, JURE CAESUS ESTO.

13. LUCI . . . SI SE TELO DEFENDIT, . . . ENDOQUE FLORATO.

14. Aulu-Gelle, 11,18,8 : Ex ceteris... manifestis furibus liberos verberari addicique jusserunt (Xviri) ei, cui furtum factum esset... ; servos... verberibus affici et e saxo praecipitari ; sed pueros impuberes praetoris arbitrato verberari voluerunt noxiamque... sarciri.

15. a. Gaius, 3,191 : Concepti et oblati (furti) poena ex lege XII tabularum tripli est. — b. . . LANCE ET LICIO. . .

16. a. SI ADORAT FURTO, QUOD NEC MANIFESTUM ERIT... b. DUPLIONE DAMNUM DECIDITO.

17. Gaius, 2,45 : Furtivam (rem) lex XII tabularum usu capi prohibet.

18. a. Tacite, *Ann.*, 6,16 : XII tabulis sanctum, ne quis unciario fenore amplius exerceret. — b. Caton, *De r. r.*, *praef.* :

8. a. Pline, *H. n.*, 28, 2, 10-17. Cf. Senèque, *Nat. q.*, 4, 7. — b. Servius, *ad Egl.* 8, 99. Cf. Augustin, *Civ. Dei*, 8, 19. Apulée, *Apol.*, 47.

10. Cf. la glose de Leyde, M. Cohn, *Zsavst.*, 2, 1881, p. 112. Zachariae, *Zsavst.*, 8, 1887, p. 224, n° VII.

11. La loi employait le verbe *succidere* ; cf. Gaius, 4, 11 ; Paul, *l. 9 ad Sab.*, D. 47, 7, 1 ; 5 *pr. l. 18 ad ed. D.* 12, 2, 23, 6.

12. Macrobe, *Sat.*, 1, 4, 19. Aulu-Gelle, 8, 1.

13. Cicéron, *Pro Tullio*, 20, 47, 21, 50. Festus, v. *Sub vos placo*. Cf. Gaius, *l. 7 ad ed. D.*, 9, 2, 4, 1. *l. 13 ad ed. D.*, 47, 2, 55 (54), 2. *l. 1 ad XII tab. D.*, 50, 16, 233, 2. Aulu-Gelle, 11, 18, 6. Ulpien, *l. 18 ad ed.*, *Collatio*, 7, 3, 2.

14. Cf. Gaius, 3, 189. Aulu-Gelle, 20, 1, 7.

15. a. Cf. Gaius, 3, 186-187. — b. Festus, v. *Lance et licio*. Cf. Gaius, 3, 102. Aulu-Gelle, 11, 18, 9, 16, 10, 8. Glose des Inst. de Turin, *Z. R. G.*, 7, 1886, p. 44, n. 460.

16. a. Festus, v. *Nec*. Cf. Festus, v. *Adorare*. — b. Cf. Gaius, 3, 190. Aulu-Gelle, 11, 18, 15.

17. Cf. Gaius, 2, 49. *Inst.*, 2, 6, 2. Julien, *l. 44 dig.*, D., 41, 3, 33, *pr.*

Majores... in legibus posiverunt furem dupli condemnari, feneratorum quadrupli.

19. Paul, *Sentent.*, 2,12,11 : Ex causa depositi lege XII tabularum in duplum actio datur.

20. a. Ulpian, *l. 35 ad ed.*, D., 26,10,1,2 ; Sciendum est suspecti crimen e lege XII tabularum descendere. — b. Tryphoninus, *l. 14 disputat.*, D., 26,7,55,1 : Si... tutores rem pupilli furati sunt, videamus an ea actione, quae proponitur ex lege XII tabularum adversus tutorem in duplum, singuli in solidum teneantur.

21. PATRONUS SI CLIENTI FRAUDEM FECERIT, SACER ESTO.

22. QUI SE SIERIT TESTARIER LIBRIPENSVE FUERIT, NI TESTIMONIUM FARIATUR, INPROBUS INTESTABILISQUE ESTO.

23. Aulu-Gelle, 20,1,53 : Ex XII tabulis... si nunc quaque... qui falsum testimonium dixisse convictus esset, e saxo Tarpeio dejiceretur.

24. a. SI TELUM MANU FUGIT MAGIS QUAM JECIT, aries subjicitur. — b. Plinius, *H. n.*, 18,3,12 : Frugem... furtim... pavisse XII tabulis capital erat. 8,9 :... gravius quam in homicidio.

25. Gaius, *lib. 4 ad leg. XII tab.*, D., 50,16,236 : Qui venenum dicit, adjicere debet, utrum malum an bonum ; nam et medicamenta venena sunt.

26. Porcius Latro, *Decl. in Cat.*, 19 : XII tabulis cautum esse cognoscimus, ne qui in urbe coetus nocturnos agitare.

27. Gaius, *lib. 4 ad leg. XII tab.*, D., 47,22,4 : His (sodalibus) potestatem facit lex (XII tabularum), pactionem quam velint sibi ferre, dum ne quid ex publica lege corrumpant ; sed haec lex videtur ex lege Solonis translata esse.

TABULA VIII.

1. 2. Cicéron, *De leg.*, 3,4,11 ; 19,44 : Privilegia ne inroganto. De capite civis nisi per maximum comitiatum... ne ferunt... Leges praeclarissimae de XII tabulis translatae duae, quarum altera privilegia tollit, altera de capite civis rogari nisi maximo comitiatu vetat.

3. Aulu-Gelle, 20, 1, 7 : Duram esse legem putas quae judicem arbitrumve jure datum, qui ob rem judicandam pecuniam accepisse convictus est, capite poenitur ?

20. Cf. Cicéron, *De off.*, 3, 15, 6 ; *De or.*, 1, 36, 166-167.

21. Servius, *Ad Aen.*, 6, 609. Cf. *Leges regiae*, Romulus, 1.

22. Aulu-Gelle, 15, 13 ; 7, 7 ; cf. *Inst.*, 2, 10, 6.

24. a. Cicéron, *Top.*, 17 ; *Pro Tull.*, 21, 51 ; *De or.*, 3. 39. 158 ; cf. Augustin, *De lib. arb.*, 1, 4 ; Festus, v. *Subici. Subicere*.

VIII, 1-3. Cf. Cicéron, *Pro Sest.*, 30 ; *De domo*, 17 ; *De re p.*, 2, 36.

4. Pomponius, *lib. sing. enchirid.*, D., 1, 2, 2, 23 : Quæstores... qui capitalibus rebus præessent, ... appellabantur quæstores parricidii, quorum etiam meminit lex XII tabularum.

5. Marcién, *lib. 14 instit.*, D., 48, 4, 3 : Lex XII tabularum jubet eum, qui hostem concitaverit quive civem hosti traderit, capite puniri.

6. Salvien, *De gubern. dei*, 8, 5 : Interfici... indemnatum quemcunque hominem etiam XII tabularum decreta vetuerunt.

TABULA X.

1. HOMINEM MORTUUM IN URBE NE SEPELITO NEVE URITO.

2. ... HOC PLUS NE FACITO : ROGUM ASCEA NE POLITO.

3. Cicéron, *De leg.*, 2, 23 : Extenuato igitur sumptu tribus riciniis et tunicula purpureae et decem tibicinibus tollit etiam lamentationem.

4. MULIERES GENAS NE RADUNTO, NEVE LESSUM FUNERIS ERGO HABENTO.

5. a. HOMINE MORTUO NE OSSA LEGITO, QUO POST FUNUS FACIAT.

— b. Cicéron, *l. c.* : Excipit bellicam peregrinamque mortem.

6. a. Cicéron, *l. c.* : Haec praeterea sunt in legibus : ... 'se-riolus unctura tollitur omnisque circumpotatio'... 'Ne sumptuosa respersio, ne longae coronae, ne acerrae'. — b. Festus, v. *Murrata* : Murrata potione usos antiquos indicio est, quod... XII tabulis cavetur, ne mortuo indatur.

7. QUI CORONAM PARIT IPSE PECUNIAVE EJUS VIRTUTISVE ERGO ARDUUITUR EI, AST EI PARENTIVE EJUS MORTUO DOMI FORISVE IMPO-
NETUR SE FRAUDE ESTO.

8. ... NEVE AURUM ADDITO. AT QUI AURO DENTES JUNCTI ESCUNT,
AST IM CUM ILLO SEPELIET URETVE, SE FRAUDE ESTO.

9. Cicéron, *De leg.*, 2, 24, 61 : Rogum bustumve novum

4. Cf. Festus, v. *Quæstores. Parrici*. Omis par Schoell.

6. Rapporté par Schoell à 8, 24. V. en sens contraire les observations de Bruns.

X. Reproduite et analysée toute entière dans Cicéron, *De leg.* 2, 23, 24. Cf. Huschke, *Z. R. G.*, 11, 1872, pp. 138-142.

1. Cicéron, *De leg.*, 2, 23, 58.

2. *Op. cit.*, 2, 23, 59.

3. Cf. *id op.*, 2, 25, 64. Festus, v. *Recinium* ; Nonius, v. *Recinium*.

4. Cicéron, *De leg.*, 2, 24, 65 ; 2, 23, 59. Cf. Cicéron, *Tusc.*, 2, 23 ; Plinc, *Il. n.*, 11, 58, 157. Servius, *ad Aen.*, 12, 806 ; Festus, v. *Radere*.

5. a. Cicéron, *De leg.*, 2, 24, 60.

6. a. Cf. *Leges regiae*, Numa, 8. Festus, v. *Resparsum. Acerra*.

7. Restitution de Mommsen. *Droit public*, 2, 64. V. une autre restitution dans Schoell. — Plinc, *H. n.*, 21, 3, 7. Cf. Cicéron, *De leg.*, 2, 24, 60.

8. Cicéron, *De leg.*, 2, 24, 60.

9. 10. Cf. Festus, v. *Forum. Bustum*.

vetat propius I.X pedes adigi aedes alienas invito domino.

10. Cicéron, *De leg.*, 2, 24, 61 : Forum bustumve usu capi vetat.

TABULA XI.

1. Cicéron, *De rep.*, 2, 36, 37 : (Decemviri) cum X tabulas summa legum aequitate prudentiaque conscripsissent, in annum posterum Xviros alios subrogaverunt, ... qui duabus tabulis iniquarum legum additis conubia... ut ne plebi cum patribus essent, inhumanissima lege sanxerunt.

2. Macrobe, *Sat.*, 1, 13, 21 : Tuditanus refert, libro tertio magistratuum, Xviros, qui tabulis duas addiderunt, de intercalando populum rogasse. Cassius eosdem scribit auctores.

3. Cicéron, *Ad Att.*, 6, 1, 8 : E quibus (libris de rep.) unum *ιστορικόν* requiris de Cn. Flavio Anni f. Ille vero ante Xviros non fuit... Quid ergo profecit, quod protulit fastos? Occultam putant quodam tempore istam tabulam, ut dies agendi peterentur a paucis.

TABULA XII.

1. Gaius, 4, 28 : Lege... introducta est pignoris capio, veluti lege XII tabularum adversus eum, qui hostiam emisset nec pretium redderet; *item* adversus eum, qui mercedem non redderet pro eo jumento, quod quis ideo locasset, ut inde pecuniam acceptam in *dapem*, id est in sacrificium, impenderet.

2. a. Si SERVUS FURTUM FAXIT NOXIAMVE NOXIT. — b. Gaius, 4, 75. 76 : Ex maleficiis filiorum familias servorumque... noxales actiones proditae sunt, uti liceret patri dominove aut litis aestimationem sufferre, aut noxae dedere. — Constitutae sunt... aut legibus aut edicto praetoris : legibus velut furti lege XII tabularum, etc.

3. SI VINDICIAM FALSAM TULIT, SI VELIT IS. . . TOR ARBITROS TRIS DATO, EORUM ARBITRIO... FRUCTUS DUPLIONE DAMNUM DECIDITO.

4. Gaius, *l. 6 ad leg. XII tab.*, D., 44, 6, 3 : Rem, de qua controversia est, prohibemur (lege XII tabularum) in sacrum

XI. M. Schoell place les fastes dans cette table, avec Mommsen, en partant du fr. 3.

XI, 1. Cf. Denys, 10, 60. Tite-Live, 4, 4, 5. Gaius, *l. 6 ad XII tab.*, D., 50, 16, 238.

2. Cf. Macrobe, *Sat.*, 1, 13, 12, 15 ; Censorinus, *De die nat.*, 20, 6. Celse, *l. 39 dig.*, D., 50, 16, 98, 1.

3. Cf. Cicéron, *Pro Mur.*, 11. Pline, *H. n.*, 33, 1, 17 ; Tite-Live, 9, 46 ; Macrobe, *Sat.*, 1, 15.

XII, 1. Cf. Festus, v. *Daps*. ; Gaius, *l. 6 ad XII tab.*, D., 50, 16, 238, 2.

2. Ulpien, *l. 18 ad ed.*, D., 9, 4, 2, 1. Cf. Festus, v. *Noxia*. D., 47, 6, 5. 50, 16, 238, 3. Paul, *Sent.*, 2, 31, 7.

3. Festus, v. *Vindictae*.

dedicare : alioquin dupli poenam patimur, ... sed duplum utrum fisco an adversario praestandum sit, nihil exprimitur.

5. Tite-Live, 7, 17 : In XII tabulis legem esse, ut quodcumque postremum populus jussisset, id jus ratumque esset.

FRAGMENTS NON CLASSÉS.

1. Festus v. *Nancitor* : Nancitor in XII nactus erit, prenderit. — Cf. 12, 1.

2. Festus : Quando... in XII... cum c littera ultima scribitur.

3. Festus : 'Sub vos placo' in precibus fere cum dicitur, significat id quod 'supplico', ut in legibus 'transque dato' 'endoque plorato'.

4. Donatus, *Ad Ter. Eun.*, 3, 3, 9 : 'Dolo malo' quod ... addidit 'malo' ... ἀρχαῖος est, quia sic in XII a veteribus scriptum est.

5. Cicéron, *De rep.*, 2, 31 : Ab omni judicio poenaeque provocari licere indicant XII tabulae compluribus legibus.

6. Cicéron, *De off.*, 3, 31 : Nullum... vinculum ad adstringendam fidem jurejurando majores artius esse voluerunt ; id indicant leges in XII tabulis.

7. Pline, *H. n.*, 7, 60, 212 : XII tabulis ortus... et occasus nominantur. — Cf. 1, 9.

8. Gaius, 1, 122 : Olim aereis tantum nummis utebantur, eterant asses, dupundii, semisses, quadrantibus, nec ullus aureus vel argenteus nummus in usu erat, sicuti ex lege XII tabularum intellegere possumus.

9. Gaius, *l. 5 ad leg. XII tab.*, D., 50, 16, 237 : Duobus negativis verbis quasi permittit lex (XII tabularum) magis quam prohibuit : idque etiam Servius (Sulpicius) animadvertit.

10. Gaius, *l. 6 ad leg. XII tab.*, D., 50, 16, 238, 1 : 'Detestatum' est testatione denuntiatum.

11. Sidoine Apollinaire, *Ep.*, 8, 6, 7 : Per ipsum fere tempus, ut decemviraliter loquar, lex de praescriptione tricennii fuerat 'proquiritata'.

12. a. Philoxène, *Gloss.* : Duicensus, δισταβ. (= XII tabulis) δειπρον ἀπο γρηραμμενος. — b. Festus, v. *Duicensus* : Duicensus dicebatur cum altero, id est filio census.

5. Cf. Tite-Live, 9, 34.

1. Cf. 8, 13, et Schoell, p. 29.

2. Cf. Mommsen, *Histoire de la monnaie romaine*, tr. de Blacas, 1, 1865, p. 180.

3. Cf. Max Cohn, *Zeits.* 9, 1881, p. 113.

§ 3. — *LEGES ROGATAE POSTÉRIEURES AUX XII TABLES.*

Nous reproduisons ici la presque totalité des lois ou des plébiscites dont le texte nous a été transmis, intégralement ou en partie, soit par des inscriptions, soit par des auteurs littéraires, en y comprenant même le fragment osque de Bantia, qui n'est pas une loi romaine, mais qui est une loi locale, et l'inscription de Luceria, qui n'est pas une loi romaine, ni même peut-être une loi locale, mais qui nous transmet sans doute des dispositions prises à l'imitation d'une loi romaine. Si nous avons résolument exclu, ici comme ailleurs, les documents plus ou moins remaniés que l'on trouve déjà dans le Digeste et les ouvrages des jurisconsultes, les seuls textes étrangers aux recueils juridiques omis par nous dans ce paragraphe sont : les inscriptions contenant des débris de lois incertaines, principalement relatives à la matière des *repetundæ*, que l'on trouvera toutes *C. I. L. I.*, 207-211. 1502 et pour partie dans Bruns, pp. 119-121, puis les citations d'une loi Plaetoria *de juris dictione*, d'une loi Silia *de ponderibus*, et d'une loi Sulpicia *riualicia*, faites la première par Censorinus, les deux autres par Festus, qui sont reproduites dans Bruns, pp. 45, 46 et 48.

1. INSCRIPTION DE LUCERIA (500-550 ?).

C. I. L., IX, 782, cf. p. 667 ; Bruns, p. 260. Pierre aujourd'hui perdue, trouvée à Luceria en Apulie, sur l'emplacement de l'ancienne colonie latine de Luceria et commentée par MM. Mommsen, *Eph. ep.* II, 298, et Bruns, *Kl. Schr.*, 2, 305-319 ; v. encore P. F. Girard, *Zsavst.* 14, 1893, pp. 41-42. Appartient d'après les caractères et la langue à la première moitié du VI^e siècle et reproduit probablement comme législation locale le droit en vigueur à Rome. Elle défend de déposer des immondices, de porter un cadavre ou de faire un sacrifice funéraire dans un bois sacré, et, comme sanction, elle porte contre le contrevenant, soit une amende arbitraire prononcée sans jugement par le magistrat, soit une amende judiciaire fixe, probablement de 50 sesterces (*L* ; la pierre : *I*) qui pourra être réclamée par le premier venu par *manus injectio pro judicato*. Elle est corrélatrice pour l'objet avec d'autres dispositions connues, notamment avec l'inscription *C. I. L.*, XII, 2426 = Bruns, p. 265, contre *qui miserit spurciti(am) fecerit* dans un cours d'eau, avec le sénatus-consulte relatif au *pagus Montanus*, (v. plus bas) et avec l'édit : *in loco sacro facere inve eum immittere quid veto*, *D.*, 43, 6, 1, *pr.* Elle est surtout intéressante en ce qu'elle fournit le plus ancien exemple connu du concours électif de l'amende arbitraire du magistrat et de l'amende judiciaire ainsi que par la façon dont elle organise cette seconde poursuite : 1^o par une action populaire, dont le montant serait, d'après M. Bruns, acquis au demandeur, comme dans l'action populaire proprement dite, mais appartient plutôt, selon l'opinion de M. Mommsen, à la cité, comme dans les actions populaires appelées procuratoires ; 2^o par une procédure de *manus injectio pro judicato*, dont l'établissement paraît à Bruns être antérieur à la loi Vallia de Gaius, 4, 25, et donnerait alors un indice pour la fixation de la date de cette loi.

In hoc loucarid¹ stircus ne quis fundatid², neve cadaver projecitad, neve parentatid³. Sei quis arvorsu⁴ hac fakit, cœcium quis volet pro joudicatod n(umum) L⁵ manum injectio estod. Seive macisteratus volet moltare, licetod.

2. LOI PAPIRIA (512-632).

Plébiscite proposé par un tribun nommé L. Papirius et rapporté par Festus, v. *Sacramentum*, p. 344. Il transfère à des comices présidés par le préteur urbain la nomination des triumvirs capitaux que ce préteur avait probablement faite jusqu'alors directement, et il attribue ou confirme aux triumvirs le recouvrement des *sacramenta*, seulement promis avec la garantie de *praedes* pour le cas de perte du procès, dans la période récente des Actions de la loi, au lieu d'être comme anciennement consignés d'avance. V. sur le premier point Mommsen, *Droit public*, 4, 302, sur le second, de Jhering, *Scherz und Ernst in der Jurisprudenz*, 1884, p. 212-219 et les renvois. La loi Papiria se place, selon l'observation de Mommsen entre l'an 512 (et non 507), où fut établi le second préteur dont elle suppose l'existence, et l'an 632, où la loi Acilia prouve que les triumvirs sont déjà nommés par le peuple, en les classant parmi les magistrats.

(Sacramentum aes significat... Qua de re lege L. Papiri, tr. pl., sanctum est his verbis) :

Quicumque praetor posthac factus erit, qui inter cives jus dicet, tres viros capitales populum rogato, hique tresviri capitales quicumque posthac facti erunt, sacramenta exigunt judicante quoque eodemque jure sunt, uti ex legibus plebeique scitis exigere judicareque esseque oportet.

3. LOI OSQUE DE BANTIA (570-650).

Table de bronze écrite sur les deux côtés qui a été découverte en 1790, en Lucanie, sur l'emplacement de l'ancienne Bantia et qui est actuellement au musée national de Naples. Elle porte sur une face une inscription latine et sur l'autre notre inscription osque dont la première édition scientifique a été donnée par M. Mommsen, *Die unteritalischen Dialekte*, 1850, pp. 145-168 (fac simile dans Zwetaieff, *Sylloge inscriptionum Oscarum*, 1875), et relativement au sens de laquelle les savants commencent, après d'assez longues hésitations, à tomber d'accord sur les points principaux. En face de l'interprétation absolument divergente proposée par M. Huschke en 1856 (*Oskische und Sabellische Sprachdenkmäler*, 1856, pp. 59-140) et reprise par lui en 1874, (*Die Multa und das Sacramentum*, 1874, p. 61 et ss., 104 et ss.), les versions admises par Kirchhof, *Das Stadtrecht von Bantia*, 1853; L. Lange, *Kleine Schriften*, 1, 1887, pp. 153-226; Buecheler, *Fontes juris*, pp. 48-53; Michel Bréal, *Mémoires de la Société de linguistique*, 4, 1881, pp. 331-400; Esmein, *Mélanges*, p. 323-338; Mommsen, *Droit public*, 6, 2, 333-335, se rencontrent pour les principes et la méthode et ne diffèrent que sur des points isolés. Selon l'opinion de M. Kirch-

1. = lucco. 2. = funditio. 3. = parentatio. 4. = adversus. 5. Le titre : 1; Mommsen : L = quinquaginta.

hof qui avait été antérieurement contestée par M. Mommsen (*Untertal. Dialekte*, p. 145 et ss., *C. I. L. I*, pp. 46-47), mais qui est aujourd'hui admise par MM. Bréal, pp. 399-400, Karlowa, *R. R. G.*, 1, 430, Esmein, p. 324, et Mommsen lui-même, *Droit public*, 6, 2, p. 333, cette loi constitue un statut municipal donné à la ville fédérée de Bantia par des commissaires romains. M. Kirchhof a établi qu'elle ne peut être antérieure à l'an 570 et qu'elle doit se placer dans la première moitié du VII^e siècle. Les dispositions qui nous en ont été transmises et qui sont remarquables par leur analogie avec les institutions romaines régissent : le droit d'intercession qui semble y être subordonné à l'autorisation du Sénat ; la juridiction du peuple, non pas, comme ont pensé à tort certains auteurs, en matière civile, mais, de même qu'à Rome et, sauf une ou deux questions de délai, avec les mêmes formes, en matière criminelle, pour les procès capitaux et les grosses amendes ; puis le cens et la procédure à suivre contre celui qui s'y soustrait ; ensuite, semble-t-il, le droit de plaider dans la forme des *legis actiones* et l'amende prononcée contre ceux qui y font obstacle ; enfin l'éligibilité aux magistratures, que notre loi organise, pour la censure, la préture, la questure et même le tribunat du peuple, selon des principes analogues à ceux de la loi Villia et où elle transforme même en droit ce qui n'était qu'un fait à Rome en faisant de l'occupation préalable des magistratures inférieures une condition légale d'accès à la censure.

1. |o. nom. ust izic ro.....
 2. |sva.. l. vs q. moltam angii, v.. mn.....
 3. | ...deivast maimas carneis senateis tanginud ampert
.....jurabit maximae partis senatus sententia, dummodo
 4. | XL osii... pon ico egmo comparascuster. Svae
non minus | XL adfuerint cum ea res consultata erit. Si
 5. pis pertemust, pruterpan.. | deivatud sipus comenei perum do-
quis peremerit, priusquam..., | jurato sciens in comitio sine
 6. lom mallom siomioc comono mais egmas tovti | cas amnud pan
dolo malo, se ea comitia magis rei publi | cae causa, quam
pieisum brateis avti cadeis amnud, inim idiciom dat senateis |
cujuspiam gratiae aut inimicitiae causa, idque se de senatus |
 7. tanginud maimas carneis pertumum. Piei ex comono pertemest
sententia maximae partis perimere. Cui sic comitia perimet,
 8. izic eizeic zicelei | comono ni hipid.
is eo die | comitia ne habeat.
- (2.) Pis pocapit post exac comono haffest meddis dat
Qui quandoque post hac comitia habebit magistratus de
9. castrid¹ lowft² | en eituas, factud povs tovtto deivatuns
capite¹ aut² | in pecuniam, facito ut populus jurati
 10. tanginom deicans, siom dat eizasc idic tangineis | deicum, pod
sententiam dicant, se de eis id sententiae | dicere, quod

1. Bréal, Buecheler : *fundo* ; mais voir Lange, p. 170 et ss. Esmein, p. 329 et ss. Mommsen, p. 335, note 1. — 2. Cf. Bréal, p. 329 et 405.

valaemom tovticom tadait ezum, nep fefacid pod pis dat eizac
optimum publicum censeat esse, neve fecerit quo quis de eu
 egmad mins | deivaid dolud malud. Svaepis contrud exeic fefacust 11.

re minus | juret dolo malo. Siquis contra hoc fecerit
 avti comono hipust, molto etan | to estud n. clo clo. In svaepis 12.
aut comitia habuerit, multa tan | ta esto : n. MM. Et siquis
 ionc fortis meddis moltaum herest, ampert minstreis aeteis |
eum fortius magistratus multare volet, dumtaxat minoris partis |
 eituas moltas moltaum licitud. 13.

pecuniae multas multare liceto.

(3.) Svaepis prum meddixud altreicastrovs avti eituas | zicolom 14.

Siquis pro magistratu alteri capitis¹ aut pecuniae | diem
 dicust, izic comono ni hipid ne pon op tovtad petirupert
diixerit, is comitia ne habeat nisi cum apud populum quater
 urust sipus perum dolom | mallom, in trutum zico(lom) tovtu 15.

oraverit sciens sine dolo | malo et definitum diem populus
 peremust petiropert. Neip mais pomtis² com preivatud actud |
perceperit quater. Neve magis quinques cum privato agito |
 pruter pam medicatinom didest, in pon posmom con preivatud 16.

prius quam judicationem dabit, et cum postremum cum privato
 urust, eisucen ziculud | zicolom XXX nesimum comonom ni 17.
oraverit, ab eo die | diem XXX proximum comitia ne

hipid. Svaepis contrud exeic fefacust, ionc svaepis | herest med- 18.
habuerit. Siquis contra hoc fecerit, eum siquis | volet magi-
 dis moltaum licitud, ampert mistreis aeteis eituas licitud-
stratus multare liceto, dumtaxat minoris partis pecuniae liceto.

(4.) Pon censur | bansae tovtam censazet, pis cevs bantins 19.

Cum censores | Bantiae populum censebunt, qui civis Bantinus
 fust, censamur esuf in eituam, poizad ligud | iosc censur 20.
 fuerit, censetur ipse et pecuniam, qua lege | ii censores
 censaum angetuzet. Avt svaepis censtomen nei cebnust dolud
censere proposuerint. At siquis in censum non venerit dolo

mallud | in eizeic vincter, esuf comenei lamatir pr. meddixud 21.
malo | et ejus vincitur, ipse in comitio veneat pr(aetoris) magisterio

tovtad praesentid perum dolum | mallom, in amiricitud allo 22.
populo praesente sine dolo | malo, et immercato cetera

famelo in ei(tuo) sivom, paei eizeis fust, pae ancensto fust | 23.
familia et pecunia tota quae ejus fuerit, quae incensa fuerit |
 tovtico estud.

publica esto.

(5.) Pr. svae praefucus pod post exac bansae fust, svaepis

Praetor sive praefectus qui posthac Bantiae erit, siquis

1. Même observation que p. 24, note 1. — 2. M. Bréal finit ici le paragraphe 3 et fait un nouveau paragraphe de la fin de l'alinéa.

24. op eizois com | altrud ligud acam herest avti pru medicatud
apud eos cum | altero lege agere volet aut pro iudicato
25. manimaserum eizazunc egmazum, | pas exaiscen ligis scrittas
manum asserere earum rerum | quae hisce in legibus scriptae
set, ne pim pruhipid mais zicolois X nesimois. Svae pis
26. contrud | exeic pruhipust, molto etanto estud n. clo. In svae pis
contra | hoc prohibucrit, multa tanta esto : n. M. Et siquis
27. ionc meddis moltaum herest, licitud, | ampert minstreis aeteis
eum magistratus multare volet, liceto, | duntaxat minoris partis
eituas moltas moltaum licitud.
pecuniae multas multare liceto.
28. , (6.) Pr. censtur bansae | ni pis fuid, nei svae q. fust,
Praetor censor Bantiae | ne quis sit, nisi quaestor fuerit,
nep censtur fuid, nei svae pr. fust. In svae pis pr. in svae |
neve censor sit, nisi praetor fuerit. Et siquis praetor et si |
29. pis censtur avti q. pis¹ im nerum fust, izic post
quis censor aut quaestor, quis fuerit, is post
30. eizuc tr. pl. ni fuid. Svae pis |
ea trib. pleb. ne sit. Siquis |
31. facus fust, izic amprufid facus estud. Idic medicim eizuc |
factus erit, is improbe factus esto. Id magistr— eo |
32. medicim um VI nesimum |
 magist VI proximum |
33. um pod |
 quod |
 medicim |
 magistr. |

4. LOI LATINE DE BANTIA (621-636).

Inscription gravée sur la seconde face de la table de bronze dont l'autre côté portait l'inscription qui précède, *C. I. L.*, l. n. 197; Bruns, p. 53-55. C'est certainement un fragment d'une loi romaine, d'un plébiscite. Mais comme nous n'avons que la conclusion de la loi, sa *sanctio*, d'ailleurs très développée, on ne peut sûrement en déterminer l'objet. Kirchhof, *Stadtrecht von Bantia*, pp. 90-97, supposait que c'était une loi judiciaire. M. Karlowa, *R. R. G.*, 1, p. 431, a proposé d'y voir une loi *repetundarum*, peut-être la loi Junia votée entre la loi Calpurnia de 605 et la loi Acilia de 630-631, ce qui expliquerait la publication de cette loi romaine, intéressante pour les alliés, dans la ville fédérée de Bantia, et ce qui mettrait dans un rapport quelconque avec la *quaestio* qu'elle organisait, le *judex ex hac lege vel*

1. V. sur cette construction de la fin du texte, Bréal, p. 397-398. Cf. Mommsen, *Droit public*, 2, p. 210, note 5.

plebei scito factus cité à la fin de la liste des magistrats ordinaires, qui est la particularité la plus problématique du fragment. Ainsi que l'a montré M. Mommsen, sa date est fixée entre les années 621 et 636, par la mention parmi les magistrats ordinaires de *tres viri agris dandis adsignandis* qui ne peuvent être que les *tres viri lege Sempronia* créés en 621 et supprimés en 636.

..... neque provinciam
 in senatu seive in poplico ioudicio ne sententiam
rogato tabellamve nei dato *neive is testimonium*
deicito neive quis mag(istratus) testimonium poplice ei deferri
neive denontiari sinito. Neive ioudicem eum neive arbitrum
neive recuperatorem dato. Neive is in poplico luuci praetextam
neive soles habeto, neive quis mag(istratus) ibei praetextam
soleasve habere eum sinito. Mag(istratus) queiquomque comitia
conciliumve habebit, eum sufragium ferre nei sinito, neive eum
ensor in senatum legito neive in senatu relinquito.

(2.) *Sei tr(ibunus) pl(ebei), q(uaestor), Illvir cap(italis),*
Illvir a(greis) d(andeis) a(dsignandeis), ioudex, quei ex hacc
lege plebeive scito factus erit, senatorve fecerit gesseritve, quo ex
hacc lege quae fieri oporteat minus fiant, quaeve ex h(ace) l(ege)
facere oportuerit oportebitve non fecerit sciens d(olo) m(alo);
seive advorsus hance legem fecerit sciens d(olo) m(alo), H S. . .
n'ummum) populo dare damnas esto¹ et eam pecuniam quei volet
magistratus exsigit. Sei postulabit quei petet, pr(aetor) recu-
peratores. quos quotque dari oporteat dato, jubetoque
eum, sei ita pariat, condumnari popul(o), facitoque ioudicetur.
Sei condemnatus erit, quanti condemnatus erit, praedes ad
q(uaestorem) urb(anum) det, aut bona ejus poplice possideantur
facito. Sei quis mag(istratus) multam inrogare volet quei
volet, dum minoris partus familias taxsat, liceto, ei(que) omnium
rerum siremps lexs esto, quaei sei is haace lege pecuniam,
quae s(upra) (scripta) e(st), exigeret.

(3.) *Co(n)s(ul), pr(aetor), aid(ilis), tr(ibunus) pl(ebei),*
q(uaestor), Illvir cap(italis), Illvir a(greis) d(andeis) a(dsign-
andeis), quei nunc est, is in diebus V proxumeis, quibus
queique eorum sciet h(ance) l(egem) populum plebemve jou-
sisse, iouranto, utei i(nfra) s(criptum) est. Item dic(tator), co(n)-
s(ul), pr(aetor), mag(ister) eq(uium), cens(or), aid(ilis), tr(ibu-
nus); pl(ebei), q(uaestor), Illvir cap(italis), Illvir a(greis) d(andeis)
a(dsignandeis), ioudex ex h(ace) l(ege) plebive scito factus. . .
queiquomque eorum post hac factus erit, eis in diebus V prox-

(1) Rudorff, Bruns, Huschke; Mommsen: 'sciens d(olo) m(alo): multa tanta esto iis. . . nnummum'.

sumeis, quibus quisque eorum mag(istratum) imperiumve inierit, jouranto, *utei i(nfra) s(criptum) est. Eis consistunt pro aede Castorus palam luci in forum vorsus, et eidem in diebus V apud q(uaestorem) jouranto per Jovem deosque Penateis : sese quae ex h(ace) l(ege) oportebit facturum, neque sese advorsum h(ance) l(egem) facturum scientem d(olo) m(alo), neque seese facturum neque intercesurum, quo, quae ex h(ace) l(ege) oportebit, minus fiant. Qui ex h(ace) l(ege) non jouraverit, is magistratum imperiumve nei petito neve gerito neve habeto, neve in senatu sententiam deicito deicereve eum ni quis sinito, neve eum censor in senatum legito. Qui ex h(ace) l(ege) jourdicaverit, is facito apud q(uaestorem) urb(anum) ejus quei ita utei s(upra) s(criptum) e(st) jourarit nomen perscriptum siet ; quaestorque ea nomina accipito, et eos, quei ex h(ace) l(ege) apud sed jurarint, facito in tabuleis popliceis perscribat.*

(4.) *Qui senator est eritve inve senatu sententiam deixerit post hance legem rogatam, eis in diebus X proxsumeis, quibus quisque eorum sciet hance legem popolum plebemve jousisse, jouranto apud quaestorem ad aerarium palam luci per Jovem deosque Penateis : sese quae ex h(ace) l(ege) oportebit facturum esse, neque sese advorsum hance legem facturum esse, neque seese, quominus sei*
 se hoice leegei anodni uraverint
 e quis magistratus p
 uti in taboleis popliceis
 trinum nondinum
 is erit uu

5. LOI ATINIA (fin du VI^e siècle ou début du VII^e).

Loi dont le texte est rapporté par Aulu-Gelle, 17, 7, et qui vient, dans des conditions incertaines, compléter ou renouveler la disposition des XII Tables sur l'usucapion des choses volées. V. sur les divers systèmes, Esmein, *Mélanges*, p. 183, n. 2. Placée parfois en 555 ou 622, à raison des textes de Tite-Live (32, 29 ; 33, 22 ; *Ep.*, 59) qui mentionnent à ces deux dates des tribuns du nom d'Atinius. Mais l'indication la plus sûre est contenue dans le texte d'Aulu-Gelle, qui établit, d'une part, qu'elle était déjà connue des jurisconsultes Mⁱ Manilius, cos. 605, P. Mucius Scaevola, cos. 621, et M. Junius Brutus, car il les montre tous trois en discutant l'application, et, d'autre part, qu'elle était alors toute récente, car la question discutée est celle de son effet rétroactif.

(Legis veteris Atiniaie verba sunt :)

Quod subruptum erit, ejus rei aeterna auctoritas esto¹ :

1. Cf. D. 41, 3, 4, 6.

6. LOI ACILIA REPETUNDARUM (631-632).

Fragments découverts à une époque et dans un lieu incertains et conservés aujourd'hui en original (7 au musée national de Naples, 2 à Vienne) ou en copie (2 fragments connus au XVI^e siècle et aujourd'hui perdus) d'une table de bronze portant sur une face une loi *repetundarum* et sur le revers une loi agraire. La disposition des fragments a été rétablie principalement par Klenze, *Fragmenta legis Serviliae repetundarum*, 1825, dont le travail a été repris et complété par Mommsen qui a donné un tableau, *C. I. L.*, I, pp. 52-53. La loi est divisée en chapitres non numérotés précédés de rubriques. Jusqu'aux temps modernes, l'opinion dominante, encore adoptée par Klenze, y voyait une loi *Servilia repetundarum* des environs de 643. M. Mommsen a démontré, par des arguments tirés de son système de remises judiciaires, que c'est une loi antérieure à la loi *Servilia*, et par des indications chronologiques tirées de son contexte, qu'elle doit être placée en 631 ou 632. Quant au premier point, nous savons que, tandis que les lois antérieures ne limitaient pas le nombre des *ampliatio*es prononcées pour plus ample délibéré par les juges, la loi *Servilia* ne permettait qu'une seule *comperendinatio*, après laquelle les jurés devaient nécessairement se prononcer (Cicéron, *Verr.*, I, 1, 9, 1, 7. 4, 15); or notre loi ne défend pas expressément les *ampliatio*es multiples et se contente de frapper en pareil cas les jurés d'une amende. C'est donc une loi antérieure qui, venant après les lois *Calpurnia* et *Junia* qu'elle cite, ne peut être que la seule autre loi connue dans l'intervalle, celle proposée par le tribun M. Acilius Glabrio. Quant à sa date fixée à l'une des deux années où C. Gracchus occupa le tribunal, elle résulte, en dehors d'indices se rapportant à des périodes chronologiques plus larges, de ce que les *triumviri lege Rubria coloniae in Africam deducendae* y sont supposés en exercice alors que cette loi fut proposée en 631 par un collègue de C. Gracchus et abrogée en 633 après sa chute. Ce texte, très important pour l'histoire de la procédure des *quaestiones* et même pour celle du *sacramentum*, qu'il montre avoir d'abord été appliqué ici par les lois *Calpurnia* et *Junia* (cf. P. F. Girard, *Zavst.*, 14, 1893, pp. 42-47), a été publié par M. Mommsen dans le *C. I. L.*, I, n. 198; mais le même auteur l'a réédité depuis, avec des corrections nouvelles dans les *Fontes juris* de Bruns (pp. 56-73) d'après lesquelles nous le donnons. Il a été commenté notamment par MM. Mommsen, *C. I. L.*, I, p. 64 et ss.; Rudorff, *Ad legem Acilianam*, Berlin, 1861; Zumpt, *Höm. Criminalrecht*, 1, 1865, p. 49 et ss.; Huschke, *Z. R. G.*, 5, 1866, p. 46 et ss.; De Ruggiero, *Dizionario epigrafico*, 1886, pp. 41-44.

M. Acilius (?).... *tr(ibunus) pl(ebus) plebem jure rogaverunt* 1.
plebesque jure scivit in..... a(n)te d(i)em).... Tribus.... princi-
pium fuit, pro tribu..... preimus scivit.....

Quoi² *socium nominisve Latini exterarumve nationum,*
quoive in arbitratu dicione potestate amicitiae populi Ro-
mani,.. | .. ab eo quei dic(tator), co(n)s(ul), pr(actor), mag(ist- 2.
er) eq(uitum), cens(or), ad(ilis), tr(ibunus) pl(ebus), quaestor),
Illvir cap(italis), Illvir a(greis) d(andeis) a(dsignandeis), tribu-

1. V. plus bas la *praescriptio* complète dans la loi *Quinctia* de 745.

2. Rudorff intercale sans preuves : *civis Romano*.

- nus mil(itum) l(egionibus) III primis aliqua earum fuerit, queive filius eorum quojus erit, queive quojusve pater senator siet, in annos singulos pecuniae quod siet amplius HS...*
3. *n(ummum)... | ... pro inperio prove potestate ipsei regive populove suo, parentive ipsius, queive in potestate manu mancipio suo parentive sui siet fuerit quoive ipse parensve suos filiusve suos heres siet, ablatum captum coactum conciliatum aversumve siet : de ea re ejus petitio nominisque delatio esto, pr(aetoris) quaestio esto, joudicium joudicatio leitisque aestumatio, queiquomque joudicium ex h. l. erunt, eorum hace lege esto | ... Sei quis deicet praetorem nomen ex h. l. ita non recepisse utei delatum esset, neque joudicium ex h. l. ita datum esse utei peteret : de ea re ejus petitio nominisque delatio esto, pr(aetoris) quaestio esto, joudicium joudicatio leitisque aestumatio, quei quomque joudicium ex h. l. erunt, eorum hace lege esto... | ...s ju... .. De quo ex h. l. joudicatum erit sei contra h. l. fecisse deicetur, postquam ea res joudicata erit, aut quojus nomen praevaricationis caussa delatum erit, aut quonium nomen ex h. l. ex reis exemptum erit : seiquis ejus nomen ad praetorem denuo detolerit,... quaestio ejus pr(aetoris) esto ; joudicium joudicatio leitisque | aestumatio quei quomque joudicium ex h. l. erunt, eorum h. l. esto. Sei quis alieno nomine... ex h. l. petere nomenve deferre volet, de ea re ejus petitio nominisque delatio esto, quaestio ejus pr(aetoris) esto, joudicium joudicatio leitisque aestumatio, quei quomque joudicium ex h. l. erunt, eorum h. l. esto. Is eum unde petet in jous educito ad pr(aetorem), quojus ex h. l. in eum annum quaestio erit, ante k. Sept. quae eo anno erunt et nomen deferto... | deque eo homine de h. l... ita uti i. s. est res agitor. Post k. Sept. sei quod nomen deferetur, sei is quei petet volet, is praetor de ea re recuperatores dato. Quojus eorum ita nomen ex h. l. post k. Sept., quae eo anno fuerint, delatum erit, quei eorum eo joudicio condemnatus erit, quanti ejus rei sliis aestumata erit, tantam pecuniam quei*
 8. *eum condemnaverit dato.. | .. eaque pecunia quei eum condemnaverit ejus esto. Pr(aetor), quei ex h. l. quaeret, facito, quidquid ita... joudicatum erit, id utei privato solvatur, quei eorum petet.*

De heisce, dum mag(istratum) aut inperium habebunt, joudicium non fiet. — Dic(tator), cos., pr., mag. eq., cens., aid., tr. pl., q., Illvir cap., Illvir a. d. a., tr. mil. leg. III primis aliqua earum, dum mag(istratum) aut inperium habebit, nei in jous educitor... | ... Quei eorum ex eo

mag(istratu) inperiove abierit, quo minus in jous educatur, e(jus) h. l. n(ihilum) r(ogato)...

De patroneis dandeis. — *Quei ex h. l. pecuniam petet nomenque detulerit, quojus eorum ex h. l. ante k. Sept. petitio erit, sei eis volet sibi patronos in eam rem darei, pr(aetor), ad quem nomen detulerit... | ...patronos civeis Romanos ingenuos ei dato, dum neiquem eorum det sciens d(olo) m(al)o, quoiei is, quojus nomen delatum erit,.... gener socer vitricus privignusve siet, queive eiei sobrinus siet propiusve eum ea cognatione attigat, queive eiei sodalis siet, queive in eodem conlegio siet quoiave in fide is erit majoresve in majorum fide fuerint, queive in fide ejus erit, majoresve in majorum fide fuerint... | ... queive quaestione joudicioque puplico condemnatus siet, quod circa eum in senatum legei non liceat, ... neive eum quei ex h. l. joudex in eam rem erit, neive eum quei ex h. l. patronus datus erit.* 10.

De patrono repudiando. — *Quei ex h. l. patronus datus erit, sei is moribus suspectus erit, is quoi ex h. l. datus erit eum repudiato... | ...Tum quos ex h. l. patronos dare licet, eorum pr(aetor), quei ex h. l. quaeret, alium patronum eiei quem volet dato...* 12.

De CDL vireis in hunc annum legundis¹. — *Pr(aetor), quei inter peregrinos jous deicet, is in diebus X proxum(eis), quibus h. l. populus plebesve jouserit, facito utei CDLvires legat, quei in hac ceivitate equum publicum habebit habuerit... | ... dum nei quem eorum legat, quei tr. pl., q., Illvir cap., tr. mil. l. III primis aliqua earum, Illvirum a. d. a. siet fueritve, queive in senatu siet fueritve, queive mercede conductus depugnavit depugnaverit... queive quaestione joudicioque publico condemnatus siet quod circa eum in senatum legei non liceat, queive minor anneis XXX majorve annos LX gnatus siet, queive in urbem Romam propiusve urbem Romam p(assus) M domicilium non habeat, queive ejus mag(istratus) quei s(upra) s(criptus) e(st), pater frater filiusve siet, queive ejus, quei in senatu siet fueritve, pater | frater filiusve siet, queioe trans mare erit.* 13.

Quos legerit, eos patrem tribum cognomenque indicet. — *Quei ex h. l. in hunc annum quaeret, ... is die... ex quo legerit, eorum, quei ex h. l. CDLvireis in eum annum lectei erunt, ea nomina omnia in tabula, in albo atramento*

1. Ce paragraphe et le suivant sont presque textuellement identiques à ceux qui occupent les lignes 16 à 18, de sorte que l'on peut les compléter les uns par les autres.

scriptos, patrem tribum cognomenque tributimque discriptos habeto, eosque propositos suo magistratu servato. *Sei quis describere volet, is pr(aetor) permittito potestatemque scribendi,*

15. *quei | volet, facito. Pr(aetor), quei legerit, quos ex h. l. CDLviro legerit, facito recitentur in contione juratoque sese eos ex h. l. legise, de quibus sibi consultum sit... optimos eos joudices futuros esse quosque oetiles joudices exaestumaverit esse; eosque CDLviro, quos ex h. l. legerit, is pr(aetor) omnis in taboleis publicis scriptos in perpetuo habeto.*

De CDLvireis quotannis legundis. — *Praetor, quei post h. l. rogatam ex h. l. joudex factus erit... | ...is in diebus X proximeis, quibus quisque eorum eum mag(istratum) coeperit, facito utei CDLviro ita legat, quei hanc civitate equum publicum habeat habuerit... dum ne quem eorum legat, quei tr. pl., q., Ilvir cap., tr. mil. l. III primis aliqua earum, triumvir a. d. a. siet fueritve, queive in senatu siet fueritvè, queive mercede conductus depugnavit depugnaverit... queive quaestione joudicioque puplico condemnatus siet quod circa eum in*

17. *senatum legei non liceat, | queive minor annis XXX majore annos LX gnatus siet, queive in urbe Romae propiusve urbem Romam p(assus) M domicilium non habeat queive ejus ma(gistratus), quei s(upra) s(criptus) e(st), pater frater filiusve siet, queive ejus quei in senatu siet fueritve pater frater filiusve siet, queive trans mare erit.*

Quos legerit, eos patrem tribum cognomenque indicet. — *Quei ex h. l. in eum annum quaeret, is die... ex quo legerit, eorum, quei ex h. l. CDLvirei in eum annum lectei*

18. *erunt | in tabula, in albo atramento eos, patrem tribum cognomenque tributimque discriptos habeto, eosque propositos suo magistratu servato... Sei quis describere volet, is pr(aetor) permittito, potestatemque scribundi, quei volet, facito. Pr(aetor) quei legerit, is [eos] quos ex h. l. CDLviro legerit, facito in conctione recitentur, jouratoque sese eos ex h. l. legise, de quibus sibi consultum siet optimos eos joudices futuros esse, quosque oetiles joudices exaestumaverit esse; eosque CDLviro quos ex h. l. legerit, is pr(aetor) omnis | in taboleis*

19. *pupliceis scriptos in perpetuo habeto.*

De nomine deferundo judicibusque legundeis. — *Quei ex h. l. pequniam ab arvorsario petet, ... is eum, unde petet, postquam CDLvirei ex h. l. in eum annum lectei erunt, ad judicem, in eum annum quei ex h. l. factus erit, in jous educito nomenque ejus deferto; sei dejuraverit calumniae causa non postulare, is praetor nomen recipito facito-*

que,... | ... *utei die.. ex eo die, quo quojusque quisque nomen* 20.
detolerit, is quojus nomen delatum erit de CDLvireis, qui in
eum annum ex h. l. lectei erunt, arvorsario edat eos omnes,
... quoi is queive ei, quojus nomen delatum erit, gener socer vi-
tricus privignusve siet, queive ei sobrinus siet propiusve eum
ea cognatione attingat, queive ei sodalis siet, queive in eodem
conlegio siet; facitoque coram arvorsario is qui ita ediderit
jouret: in CDLvireis, qui in eum annum ex h. l. lectei sient,
non reliquisse se | nisei qui se carum aliqua necessitudine quae 21.
supra scripta sient non attingeret, scientem d(olo) m(alo); ita-
que is edito, jouratoque. Ubei is ita ediderit, tum in eam
quaestionem qui quojusque ita nomen detolerit, is praetor, quo-
jus ex hac lege quaestio erit, facito utei is die vicensumo ex
eo die, quo quojusque quisque nomen detolerit, Cviros ex
eis, qui ex h. l. CDLvirei in eum annum lectei erunt, qui
vivat, legat edatque... | ...dum nei quis joudex siet, quoi is 22.
queive ei, qui petet, gener socer vitricus privignusve siet,
queive ei sobrinus siet propiusve eum ea cognatione attingat,
... queive in eodem conlegio siet, queive ei sodalis siet, queive
tr. pl., q., Illvir cap., Illvir a. d. a., tribunus mil. l. Illl
primis aliqua earum siet fueritve, queive in senatu siet fue-
ritve, queive l. Rubria Illvir col(oniae) ded(ucendae) creatus
siet fueritve.. | .. queive ab urbe Roma plus... passuum abe- 23.
rit, queive trans mare erit; neve amplius de una familia
unum, neve eum legat edatve, qui pecuniae captae condemna-
tus est erit aut quod cum eo lege Calpurnia aut lege Junia sa-
cramento actum siet, aut quod h. l. nomen delatum siet. Quos
is Cviros ex h. l. ediderit, de eis ita facito jouret palam apud
se coram arvorsario nullum se edidisse scientem d(olo) m(alo),
quem ob earum causarum aliquam, quae supra scripta sient...
| inter Cviros edere non liceat, queive se earum aliqua necesi- 24.
tudine attingat, quae supra scripta sient. Is unde petatum erit,
quominus... Sei is qui petet, ita Cviros ediderit juraritque,
tum eis pr(aetor) facito, utei is unde petetur die LX postquam
ejus nomen delatum erit, quos C is qui petet ex h. l. edide-
rit, de eis iudices quos volet L legat... | Qui ex h. l. nomen 25.
detolerit, sei is quojus nomen ex h. l. delatum erit, L iudices
ex h. l. non legerit edideritve seive ex CDLvireis, qui in eum
annum ex h. l. lectei erunt, qui se adfinitate cognatione soda-
litate attingat, queive in eodem conlegio siet, ex h. l. non
ediderit, tum ei per eum pr(aetorem) advorsariumve mora
non erit quo minus legat edatve quos volet L de eis C, quos ex
h. l. ediderit.. | .. dum nei quem eorum, quem ex h. l. legere non 26.

liceat, sciens d(olo) m(alo) joudicem legat. Quei ita lectei erunt, eis in eam rem joudices sunt eorumque ejus rei ex h. l. joudicatio leitisque aestumatio esto.

Judicum patronorumque nomina utei scripta in taboleis habeantur. — Pr(aetor), quei ex h. l. quaeret, facito eos L viros, quos is quei petet et unde petetur ex h. l. legerint ediderint, eosque patronos, quos quei petet ex h. l.

27. *dederit.. | .. in taboleis popliceis scriptos habeat. Ea nomina quei petiverit et unde petitum erit, quei eorum volet, ex taboleis popliceis describendi is pr(aetor) potestatem facito...*

Eisdem joudices unius rei in perpetuom sient. — Quei judices ex h. l. lectei erunt, quam in rem eis judices lectei erunt, ejus rei joudices in perpetuom sunt.. |

28. *.. quei pequniam ex h. l. capiet, eum ob eam rem, quod pequniam ex h. l. ceperit, nei... neve tribu moveto, neve equom adimito, neve quid ei ob eam rem fraudei esto.*

..... scripta sient. — Pr(aetor) quei ex h. l...

29. *| .. De judicio in eum, quei mortuos erit aut in exilium abierit. — Quoium nomen ex h. l. delatum erit, sei is ante mortuos erit... aut in exilium abierit, quam ea res judicata erit, pr(aetor), ad quem ejus nomen delatum erit, eam rem ab eis item quaerito, quei joudicium ex h(ace) l(ege) erunt, quasei sei is quofus nomen ex h. l. delatum erit, viveret inve ceivitate esset.. | ..*

30. *De inquisitione facienda. — Praetor postquam nomen ex h. l. ad se delatum erit, facito, utei joudicium primo quoque die fiat, eique, quei ex h. l. nomen detolerit, dies quot ei videbitur, det, utei quod recte factum esse volet, dum nei quid advorsus h. l. fiat, ad inquisitionem faciendam; neve post h. l.*

31. *rogatam .. | .. jubetoque conqaeri in terra Italia in oppedeis foreis conciliaboleis, ubei jure deicundo praesse solent, aut extra Italiam in oppedeis foreis conciliaboleis, ubei joure deicundo praesse solent. In quibus diebus eum quei petet praetor quei ex h. l. quaeret, conqaerere jouserit.. | ..*

32. *Testibus ut denuntietur. — Pr(aetor) joudiciumque postquam audierit, quod ejus rei quaerundai censeant referere, et causam probaverit, quibus is quei petet denuntiaverit, eos homines d(um) t(axat) III testimonium deicere jubeto et quom ea res agetur quam in rem quisque testis erit, in eam rem facito eis omnes adsient testimoniumque deicant, dum nei quem testimonium deicere jubeat, quei... | ...quoave in fide is unde petetur siet, majoresve in majorum ejus fide fuerint, queve in fide ejus siet, majoresve in majorum ejus fide fuerint, queve*

33. *monium deicere jubeat, quei... | ...quoave in fide is unde petetur siet, majoresve in majorum ejus fide fuerint, queve in fide ejus siet, majoresve in majorum ejus fide fuerint, queve*

ejus, quojus ex h. l. nomen delatum erit, causam deicet dumtaxat unum, queive ejus parentisve ejus leibertus leibertave siet.

De inroganda multa... | ..

34.

De testibus tabulisque custodiendis. — Is qui petet, sei quos ad testimonium deicendum evocarit secumve duxerit dum taxat homines III earum rerum causa, de quibus id joudicium fiet... ea, quai ita conquaesiverit et sei qua tabulas libros leiterasve poplicas preivatasve producere proferreque volet... | .. ive de ea re volet apud pr(aetorem), is praetor ei moram ne facito, quominus... rat.

35.

Praetor utei interroget. — Pr(aetor) quei ex h. l. quaeret... | ...

36.

Joudices utei jourent antequam considant. — Pr(aetor) quei ex h. l. quaeret, quei in eam rem joudices erunt, ante quam primum caussa dicetur... apud se jourent facito. Joudices, quei in eam rem erunt, omnes pro rostreis in forum rorsus jouranto .. | .. facturumque se, utei quod recte factum esse volet, utei testium, quei in eam rem erunt, verba audiat,

37.

... neque se facturum quo eam rem minus joudicet nisei sei quae causa erit, quae eiei ex h. l. quo eam rem minus joudicet permittet... | ... Quei ita apud se jourarint eorum nomina is praetor facito in contione recitentur, proscripta propositaque palam apud forum habeto,... neve nisei ita jourarit de ea re considere sinito quemquam eorum quei ex eis C joudices L lectei erunt.

38.

Joudex nei quis disputet. —... | ...

39.

... — Sei... causam sibi esse deicet, quominus al id joudicium adesse possit, de ea re praetori, quei ex hac lege quaeret cognoscere... jus esto.

De joudicio proferendo vel referendo. — Quam rem pr(aetor) ex h. l. egerit, sei eam rem proferet, quoi... | ... sei referre poterit, facito quojus deicet nomen referre... rit utei is ad sese veniat aut adferatur coram eo, quei postulaverit.. | .. volet, quojus ex h. l. nominis delatio erit, ei ejus rei petitio esto.. de que ea re hace lege joudicium litisque aestumatio esto, quasei sei ejus... | ...

42.

Sei joudex, quei eam rem quaeret, ex h. l. causam non noverit... is praetor coram joudicibus in contione pro rostris sententia ita pronontiato: 'fecisse videri'.. | ... Sei de ea re joudicium fieri oportebit, tertio die facito joudicium fat... Sei joudex quei eam rem quaeret, ex h. l. causam non noverit, pr(aetor) quei ex h. l. quaeret.. | ...

44.

Joudices utei jourent, in consilium antequam cant. — Pr(aetor), quei ex h. l. quaeret. joudices, quei ex h. l. in

- eam rem erunt, in consilium ante quam ibunt, facito jurent : sese.... neque facturum quo quis suae alterius sententiae*
 45. *certior siet, quod per dolum malum fiat.. | .. aturum esse.*

- Judices multam supremam debeant... — sei joudex, qui eam rem quaeret causam non noverit, qui eorum joudex.. | .. excusatione primo quoque die deferatur, isque quaestor...*

- Judices in consilium quomodo eant. — Pr(aetor), qui ex h. l. iudicium exercebit... Judex qui ad id delectus*
 47. *erit, sei rem, de qua.. | .. agitur plus tertiae parti iudicium, qui aderunt, quom ea res agetur, non liquere deixerit, praetor qui ex h. l. quaeret ita pronuntiatio et ad rem denuo agenda alium diem dato... eoque die eorum iudicium qui*
 48. *quomque aderunt iudicare iubeto.. | .. Ad quem praetorem ita relatum erit iudicium plus tertiam partem negare iudicare, is HS n(ummun) cclxx, quotiens quomque amplius bis in uno iudicio iudicare negarint,... singulis qui iudicare negarint multam dicito. Tum quam ob rem et quantum pecuniae*
 49. *dixerit, publice proscrito... | ...*

- De reis quomodo iudicetur. — Ubi duae partes iudicium, qui aderunt, causam sibi liquere deixerint... pr(aetor), qui de ea re quaeret, ut ei eis iudices, qui iudicare negarint, semovantur facito.. | .. rem agito. Tum praetor quom soueis viatoribus apparitoribusque nei de iudicio iudex discedat curato... sitellamque latam digitos.. altam digitos XX, quo iudices sorticolae conieciant apponi facito.. | .. quojusque iudicis is praetor sorticolam unam buxeam longam digitos IIII, latam digitos.. ab utraque parte ceratam... in qua sorticola ex altera parti littera A scripta siet, ex altera parti C, in manu palam dato alteramque utram velit litteram eum iudicem inducere iubeto.. | ... Judex ita inducitur eamque sortem ex hac lege apertam bracioque aperto litteram digiteis opertam palam ad eam sitellam deserto eamque sortem in populum... itemque in eos ceteros singulatim iudices versus ostendito,*
 52. *itaque in eam sitellam coniecito.. | ..*
 53. *itaque in eam sitellam coniecito.. | ..*

- Sententiae quomodo pronuntiantur. — Qui iudex pronuntiationis faciundae causa ad sitellam sorti venit, is in eam sitellam manum demittit, et eam devexam populo ostendit... iudicium... quamque in eum reum sententiam*
 54. *ea sors habuerit, is ei.. | .. palam pronuntiatio, ubi A littera scripta erit 'apsolvo', ubi C littera scripta erit 'condemno', ubi nihil scriptum erit 'seine suffragio'. Ex qua sorti pronuntiarit, eam sortem proximo iudici.. in manum transdito.*

De numerandis sentiētiis — ... | ..

55.

De reo apsoluendo. — Nisei eae sentiētiaē ibei plurimae erunt 'condemno', praetor, qui ex h. l. quaeret, eum reum pronuntiato non fecisse videri. De quo reo praetor ita pronuntiarit, quod postea non fecerit, quod praevericationis causa factum non erit, is ex hac lege ejus rei apsolutus esto.

De reo condemnando. — Sei eae sentiētiaē ibei plurimae erunt 'condemno', praetor, qui ex h. l. quaeret, eum reum pronuntiato fecisse videri. | ...

56.

De eadem re ne bis agatur. — Qui ex h. l. condemnatus aut apsolutus erit, quom eo h. l., nisei quod post ea fecerit, aut nisei quod praevericationis causa factum erit, aut nisei de litibus aestumandis, aut nisei de sanctioni hujusce legis, actio nei esto... | ..

57.

De praedibus dandis bonisve possidendis. — Iudex, qui eam rem quaesierit, earum rerum, qui ex h. l. condemnatus erit, quaestori praedes facito det de consili majoris partis sentiētia, quantei eis censuerint; sei ita praedes datei non erunt, bona ejus facito publice possideantur conquaerantur veneant. Quantaē pecuniae ea bona venierint, tantam pecuniam iudex, qui eam rem quaesierit, ab emptore exigit... | ...

58.

De litibus aestumandis. — Qui ex hac lege condemnatus erit, ab eo quod quisque petet, quojus ex hac lege petitio erit, id praetor, qui eam rem quaesierit, eos iudices, qui eam rem judicaverint, aestumare jubeto... | ... quod ante h. l. rogatam consilio probabitur captum coactum ablatum avorsum conciliatumve esse, eas res omnis simpli, ceteras res omnis, quod post hanc legem rogatam consilio probabitur captum coactum ablatum avorsum conciliatumve esse, dupli; idque ad quaestorem, quantum siet quojusque nomine ea lis aestumata siet, facito deferatur.

59.

De pecunia ex acrio solvenda. — Qui iudici, qui eam rem quaesierit, consilioque ejus majori parti... | ... satisfecerit, nomine suo parentisve sui, quoive ipse parensve suos heres siet, leitem aestumatam esse; quoive eiei iudice consilioque ejus majori parti eorum satis fecerit, regis populeive ceivisve sui nomine litem aestumatam esse sibi: quanta ea pecunia erit, is iudex facito... | ... sei de ea re praedes dati erunt sive quantaē pecuniae eae lites aestumatae erunt, tanta pecunia ex hac lege in acrio posita erit ob eam rem quod eo nomine lis aestumata erit, in triduo proxsumo, quo ita satis fac-

60.

61.

tum erit, ex hac lege solvatur; neive quis judex neive quaestor facito sciens dolo malo, quo minus ita satis fiat, itaque
 62. *solvatur... | ..*

De tributo indicendo. — Quanti judex, qui eam rem quaesierit, leites aestumaverit, sei is judex ex hac lege pecuniam omnem ad quaestorem redigere non potuerit, tum in diebus X proxumeis, quibus quae potuerit redacta erit, judex qui eam rem quaesierit, queive judex hac lege factus erit, tributum indicito.. | ..diemque edito, qua is quojus parentisve quojus ejusve quoi ipse parensve suos heres siet, ita lites aestumatae erunt, aut quojus regis populeive nomine lis aestumata erit, legati adessint, dum nei longius C dies edat.

De tributo servando. — Ubei ea dies venerit, quo die jusei erunt adesse, judex, qui eam rem quaesierit, quanta pecunia de ejus, qui ex h. l. condemnatus est, bonis redacta erit, tantam pecuniam in eas lites, quae aestumatae erunt, pro portioni
 64. *tribuito... | ...Quaeque ei judici consilioque ejus majori parti eam litem aestumatam esse sibi satis fecerit, ei primo quoque die quaestorem solvere jubeto, quaestorque eam pecuniam eis sed fraude sua solvito.*

Reliquom in aerario siet. — Quod eorum nomine, qui non aderit, tributus factus erit, quaestor in aerario servato.. | ..

De tributo proscribendo. — Qui praetor ex hac lege tribuendi causa prodeixerit, is, uti quod recte factum esse volet facito, quomodo prodeixerit ea omnia majore parte diei ad eam diem, donec solutum erit, apud forum palam, ubei de plano recte legi possitur, proscripta propositaque ha-
 66. *beat... praetor, qui eum tributum | fecerit dies... proximos, ex ea die, qua tributus factus erit, apud forum palam, ubei de plano recte legi possitur, proscribito.*

Pecunia post quinquenium populei fiet. — Quae pecunia ex hac lege in aerarium posita erit, quod in anneis quinque proxumeis ex ea die, qua tributus factus erit, ejus pecuniae quaestor ex h. l. non solverit, populei esto.

De pecunia a praedibus exigenda. — Quaestor quoi aerarium provincia obvenerit, quoi quaestori ex h. l. praedes dantei erunt, queive quaestor deinceps | eamdem provinciam habebit, eis faciunto, uti quod recte factum esse volet, quod ejus is reus non solverit, ab eis praedibus primo quoque die pecunia exigatur.

Pecunia in fiscis opsignetur. — Quae quomque pecunia ex hac lege ad quaestorem redacta erit, is quaestor ea pecu-

nia facito in fisci siet, fisci que signo suo opsignentur, ... singulisque fisci inscribatur | quis praetor litis aestumaverit et unde ea pecunia redacta siet quantumque in eo fisco siet. Quaestor, qui quomque erit, uti quod recte factum esse velit, facito in diebus V proxumeis, quibus quomque eiei aerarium provincia obvenerit, fisci resignentur, et sei ea pecunia, quam in eo fisco esse inscriptum erit, ibei inventu erit, denuo opsignentur...

Quaestor uti solvat. — Qui | pecuniam ex hac lege quod sine malo pequlatu fiat, praetor, qui ex hac lege quaeret, darei solvi juserit, id quaestor qui aerarium provinciam optinebit, sed fraude sua extra ordinem dato solvitoque.

Quaestor moram nei facito. — Quaestor...

Judicium nei quis impediat. — Quod | ex hac lege judicium fieri oportebit, quom ex hac lege fieri oportebit, nei quis magistratus prove magistratu prove quo imperio potestateve erit facito, quominus setiusve fiat judiceturve; neive quis eum, qui ex hac lege judicium exercebit, neive eum, qui ex h. l. judicabit, neive eum, qui ex h. l. petet neive eum, unde petetur, ... ab eo judicio avvocato neive | avocarier jubeto, neive abducito neive abducier jubeto, neive facito quo quis eorum minus ad id judicium adesse possit quove qui eorum minus in eo judicio verba audeire in consilium eire judicare liceat; neive judicium dimittere jubeto, nisei quom senatus jure vocabitur... aut nisei quom centuriae aut | tribus intro vocabuntur, extra quam sei quid in saturam feretur.

Judex¹ deinceps faciat principe cessante, item quae-

Judex deinceps faciat principe cessante, item quae- stor. — Sei is praetor qui ex hac lege quaeret, seive is stor. — Sei is praetor qui ex hac lege quaeret seive is quaestor qui aerarium vel urbana provincia obvenerit, eo magistrato quod aerarium vel urbana provincia obvenerit, eo magistratu joudiciove imperiove abierit abdicaverit mortuosve erit stratu joudiciove imperiove abierit abdicaveritve mortuosve erit ante quam ex omnia joudicata soluta factave erunt, quae eum ante quam ea omnia joudicata soluta factave erunt, quae eum praetorem eumve quaestorem ex h. l. judicari jubere solvere facere praetorem eumve quaestorem ex h. l. judicari jubere solvere facere oportet: qui quomque deinceps praetor ex h. l. quaeret, queive oportet: qui quomque deinceps praetor ex h. l. quaeret, queive

1. Les lignes 72-78 paraissent être répétées textuellement lignes 79-85, probablement pour corriger quelques défauts de leur premier texte, par exemple, l'omission de la rubrique *judex deinceps faciat* ligne 72; afin de faciliter la comparaison, nous reproduisons, comme Bruns, les lignes du second texte immédiatement au-dessous des lignes correspondantes du premier.

73. *quaestor aerarium vel urbanam... | provinciam habebit, is, ut ei*
 (80) *quaestor aerarium vel urbanam... | provinciam habebit, is, ut ei*
quod recte factum esse volet, facito, ut ei ea omnia quod ex hac
quod recte factum esse volet, facito, ut ei ea omnia quod ex hac
lege factum non erit faciant, stantque quae ex hac lege fieri
lege factum non erit faciant, stantque quae ex hac lege fieri
oporteret, ... sei apud eum ea res acta esset; deque ea re eiei
oporteret, ... sei apud eum ea res acta esset; deque ea re eiei
praetori quaestoriquè omnium rerum, quod ex hac lege factum
praetori quaestoriquè omnium rerum, quod ex hac lege factum
non erit, siremps lex esto, quaei sei apud eum ea res acta
non erit, siremps lex esto, quaei sei apud eum ea res acta
esset...
esset..

De rebus ex lege Calpurnia Juniae iudicatis. —

De rebus ex lege Calpurnia Juniae iudicatis. —

74. *Quibus quom iudicium | fuit fueritve ex lege, quam L. Calpurnius*
 (81) *Quibus quom | iudicium fuit fueritve ex lege quam L. Calpurnius*
L. f. tr. (ibonus) pl. (ebei) rogavit, exve lege, quam M. Junius D.
L. f. tribunus plebei rogavit, exve lege, quam M. Junius D.
f. tr. pl. rogavit, qui eorum eo iudicio apsolutus vel con-
f. tr. pl. rogavit, qui eorum eo iudicio... apsolutus vel con-
demnatus est eritve, quo magis de ea re eius nomen hac lege
demnatus est eritve, quo magis de ea re eius nomen hac lege
deferatur quove magis de ea re quom eo ex h. l. agatur, ejus
deferatur quove magis de ea re quom eo ex h. l. agatur, ejus
h. l. nihilum rogato. Queique contra h. l. fecise dicentur,.....
h. l. nihilum rogato. Queique contra h. l. fecise dicentur,.....
75. *... nisei lex rogata erit ante quam ea res facta | erit, quom*
 (82) *... nisei lex | rogata erit, ante quam ea res facta erit, quom*
eis hac lege actio nei esto.
eis hac lege actio nei esto.

De praevaricatione. — Praetor, qui ex hac lege

De praevaricatione. — Praetor, qui ex hac lege
quaeret, qua de re ei praetoriisque iudicibus, qui ex h. l.
quaeret, qua quis de re ei praetoriisque iudicibus, qui ex h. l.
ad eam rem iudicandam adfuerint, qui vivent, eorum
ad eam rem iudicandam adfuerint, qui vivent, eorum
majori parti satis factum erit, nomen quod ex h. l. quis
majori parti satis fecerit eum qui ex h. l. nomen
detulerit praevaricationis causa eum detulisse...
detulerit, praevaricationis causa id detulisse...

76. *| De civitate danda. — Sei quis eorum, qui civis*
 (83) *| De civitate danda. — Sei quis eorum, qui civis*
Romanus non erit, ex hac lege alteri nomen... ad prae-
Romanus non erit, ex hac lege alteri nomen... ad prae-

torem quojus ex hac lege quaestio erit, detolerit, et is eo torem quojus ex hac lege quaestio erit, detulerit, et is eo iudicio hac lege condemnatus erit, tum eis qui ejus nomen iudicio hac lege condemnatus erit, tum eis qui ejus nomen detolerit, quojus eorum opera maxime unius eum condemnatum detolerit, quojus eorum opera maxime unius eum condemnatum esse constiterit... | *sei volet ipse filieique, qui eiei gnatei esse constiterit...* | ... *sei volet ipse filieique, qui eiei gnatei erunt, quom ceivis Romanus ex hac lege fiet, nepotesque erunt, quom.. ceivis Romanus ex hac lege fiet, nepotesque tum eiei filio gnateis ceiveis Romanei justei sunt et in quam tum eiei filio gnatei ceiveis Romanei justei sunt et in quam tribum, quojus is nomen ex h. l. detolerit, sufragium tulerit, tribum, quojus is nomen ex h. l. detolerit, sufragium tulerit, in eam tribum sufragium ferunto inque eam tribum in eam tribum sufragium ferunto inque eam tribum censento, militiaeque eis vocatio¹ esto, aera stipendiaque censento militiaeque eis vocatio¹ esto, aera stipendiaque omnia eis merita sunt. Nei qui magistratus prove magistratu eis omnia merita sunt. Nei qui magistratus prove magistratu ejus h. l. | nihilum rogato. |ejus h. l. nihilum rogato.*

77.
(84)

De provocatione vocationeque danda. — Sei quis *De provocatione vocationeque danda. -- Sei quis eorum, qui nominis Latini sunt..... qui eorum in eorum, qui nominis Latini sunt..... qui eorum in sua quisque civitate dictator praetor aedilisve non fuerint, sua quisque civitate dictator praetor aedilisve non fuerint, ad praetorem, quojus ex hac lege quaestio erit, ex h. l. alterei ad praetorem, quojus ex h. l. quaestio erit, ex h. l. alterei nomen detolerit, et is eo iudicio h. l. condemnatus erit, tum qui nomen detolerit, et is eo iudicio h. l. condemnatus erit, tum qui ejus nomen detolerit, quojus eorum opera maxime unius eum con- ejus nomen detolerit, quojus eorum opera maxime unius eum con- demnatum esse constiterit, sei ceivis Romanus ex h. l. fieri nolet, demnatum esse constiterit, sei ceivis Romanus ex h. l. fieri nolet, ei postea ad p. R. provocare liceto tamquam sei ceivis ei postea ad p. R. provocare liceto tamquam sei ceivis Romanus esset. Item ipsei filieisque nepotibusque ex filio | ejus Romanus esset. Item ipsei filieisque nepotibusque ex filio | ejus militiae munerisque poplici in sua quojusque civitate militiae munerisque poplici in sua quojusque civitate, vocatio immunitasque esto. |*

78.
(85)1. C'est-à-dire *vacatio*, comme dans la loi Julia municipalia, ligne 93.

86. ... i petetur, de ea re ejus *optio esto*, utrum velit vel in sua
 87. ceivitate. . | ... habere liceto.
Sei quis ceivis Romanus ex hac lege alterei nomen detolerit.. |
 88. .—Quoi ex *hac lege provocatio* erit esse oportebit.. | ..*praetor*
 89. *quæ inter peregrinos jous deicet*.... |
 90. atei q.....

7. LOI AGRAIRE (643).

C. I. L., I, 200; Bruns, pp. 74-90. Loi agraire inscrite sur le revers de la table dont la face portait la loi *de repetundis*, de telle sorte que la reconstitution de la disposition des fragments de la loi agraire, opérée après la mort de Klenze par Rudorff, *Z. G. R.*, 10, 18:9, p. 1 et ss., s'est trouvée faire la preuve du travail symétrique préalablement accompli par Klenze pour les fragments de la loi *de repetundis*. Comme le travail de Klenze, celui de Rudorff a été révisé et corrigé dans le 1^{er} vol. du *Corpus* par M. Mommsen, duquel nous reproduisons la restitution en tenant compte des modifications légères qu'il y a apportées dans ses éditions de Bruns. La date de la loi avait déjà été très solidement établie par Rudorff : après avoir montré que non seulement elle était nécessairement postérieure à C. Gracchus contre l'œuvre duquel elle est dirigée, mais qu'elle ne pouvait être antérieure aux années 641, 642 et 643, dont elle nomme les consuls, ni postérieure à l'an 644, après lequel de nouveaux censeurs succédèrent à ceux de 639 qu'elle cite comme les derniers ayant été en fonctions, il a fixé la loi au printemps ou à l'été de 643 en partant de la mention qui y est faite au futur de récoltes à opérer sous les consuls de cette année. Mais il y a eu, d'après Appien, *B. c.*, 1, 27, trois lois dirigées contre l'œuvre de Gracchus : une première permettant à ceux qui avaient reçu des terres en vertu de la loi Sempronia de les aliéner ; une seconde attribuée par Appien à Sp. Thorius, défendant de faire de nouvelles assignations et concédant aux possesseurs déjà investis une possession héréditaire moyennant le paiement d'un *vectigal* ; enfin une troisième leur faisant remise de ce *vectigal*, et Rudorff admettait encore, avec une doctrine traditionnelle, que la loi de nos fragments était la seconde, la loi Thoria. M. Mommsen a démontré que notre loi qui, dans ses lignes 19 et 20, abroge le *vectigal* est en réalité la troisième loi d'Appien. M. Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 433-437, qui s'appuie, pour attribuer à Appien une confusion de noms, sur deux textes ambigus de Cicéron, *Brut.*, 36, 136 et *De orat.*, 2, 70, 284, soutient que notre loi serait la loi Thoria ; mais il reconnaît comme certain qu'elle est bien la dernière loi d'Appien votée en 643. — La loi se divise en trois parties dont la première, lignes 1-44, concerne l'*ager Italicus*, la seconde, lignes 45-95, l'*ager Africanus*, la troisième, lignes 96-105, l'*ager Corinthiacus*, et ces parties comprennent elles-mêmes chacune un certain nombre de chapitres, mais ni parties ni chapitres ne sont distingués ni par des chiffres, ni par des rubriques. On en trouvera une analyse sommaire dans Karlowa, *R. R. G.*, 1, 435-437, et un commentaire complet, *C. I. L.*, I, pp. 86-106. La loi de 643, fondamentale pour l'histoire de l'*ager publicus*, présente en outre un intérêt considérable pour le droit privé, notamment en ce que c'est le monument épigraphique le plus ancien qui contienne des vestiges certains de la procédure formulaire établie

par la loi Aebutia et d'institutions qui ne peuvent, à notre sens, lui être antérieures ; v. en particulier la mention de la *bonorum venditio*, du *magister* et du *curator*, ligne 56, et les exceptions ou prescriptions signalées ligne 38 ; cf. sur les deux points P. F. Girard, *Zsavst.*, 14, 1893, pp. 36-38 et les auteurs cités. C'est aussi le texte le plus précis que nous possédions sur le mode de nomination des récupérateurs, qu'elle montre clairement, ligne 37, n'être pas proposés par le demandeur au défendeur, comme le *iudex unus*, mais être désignés par le magistrat, — dix jours après la comparution *in jus*, — en un nombre plus élevé qu'il n'est nécessaire, — ici 11, — et être ramenés, par les récusations réciproques des parties, à un chiffre variable qui ne peut descendre au-dessous de 3. V. encore sur la clause *nec vi nec clam nec precario* de l'interdit *unde vi* la ligne 18 et sur les *praedes praediaque* les lignes 47 et 74.

... *tr(ibuni) pl(ebei) plebem iure rogarunt plebesque iure 1.*
scivit in... Tribus... principium fuit, pro tribu Q. Fabius Q. f.
primus scivit.

Quei ager poplicus populi Romanei in terram Italiam P. Muucio L. Calpurnio *co(n)s(ulibus)*¹ fuit, extra eum agrum, quei ager ex lege plebeive *sc(ito)*, quod C. Sempronius Ti. f. *tr(ibunus) pl(ebei) rogavit, exceptum cavitumve est nei divideretur... quem quisque de eo agro loco ex lege plebeive sc(ito) vetus 2.*
possessor sibi agrum locum sumpsit reliquitve, quod non modus major siet, quam quantum unum hominem ex lege plebeive sc(ito) sibi sumere relinquereve licuit ;

quei ager publicus populi Romanei in terra Italia P. Muucio L. Calpurnio *co(n)s(ulibus)* fuit, extra eum agrum, quei ager ex lege plebeive *sc(ito)*, quod C. Sempronius Ti. f. *tr(ibunus) pl(ebei) rogavit, exceptum cavitumve est nei divideretur... quem 3.*
ager locum quoieique de eo agro loco ex lege plebeive sc(ito) III vir sortito ceivi Romano dedit adsignavit, quod non in eo agro loco est, quod ultra... | ... 4.

quei ager publicus populi Romanei in terra Italia P. Muucio L. Calpurnio *co(n)s(ulibus)* fuit, extra eum agrum, quei ager ex lege plebeive *sc(ito)*, quod C. Sempronius Ti. f. *tri(bunus) pl(ebei) rogavit, exceptum cavitumve est nei divideretur, de eo agro loco quei ager locus ei, quei agrum privatum in publicum commutavit, pro eo agro loco a III viro datus commutatus redditus est ;*

quei ager publicus populi Romanei in terra Italia P. Muucio L. Calpurnio *co(n)s(ulibus)* fuit, extra eum agrum, quei ager ex lege plebeive *sc(ito)*, quod C. Sempronius Ti. f. *tr(ibunus) pl(ebei) rogavit, exceptum cavitumve est nei divideretur*

(1) An de Rome, 621.

5. *tur... | ... quod ejus quisque agri loci publici in terra Italia, quod ejus extra urbem Romam est, quod ejus in urbe oppido vico est, quod ejus Illvir dedit adsignavit, quod... | ...tum cum haec lex rogabitur habebit possidebitve ;...*

qui ager publicus populi Romani in terra Italia P. Muucio L. Calpurnio co(n)s(ulibus) fuit, extra eum agrum, qui ager ex lege plebeve scito, quod C. Sempronius Ti. f. tr(ibunus) pl(e-bei) rog(avit), exceptum cavatumve est ne divideretur, quod

7. *quoieique de eo agro loco agri loci aedificii... quibus... | ...in terra Italia Illvir dedit adsignavit reliquit inve formas tabulasve retulit referive jusit :*

ager locus aedificium omnis qui supra scriptus est....

extra eum agrum locum de quo supra exceptum cavatumve est,

8. *privatus esto... | ...ejusque loci agri aedificii emptio venditio ita, uti ceterorum locorum agrorum aedificiorum privatorum est, esto ; censorque queicomque erit facito, uti is ager locus aedificium, qui ex hac lege privatus factus est, ita, uti ceteri agri loca aedificia privati, in censum referatur.... deque eo agro loco aedificio eum, quoum is ager locus aedificium*
9. *erit, eadem profiteri jubeto, quae de ceteris agris | locis aedificiis quoum eorum quisque est profiteri jusserit.... est ; neve quis facito, quo, quojus eum agrum locum aedificium possessionem ex lege plebeve scito esse oportet oportebitve, eum agrum locum aedificium possessionem minus oetatur fruatur habeat possideatque.... neve quis de ea re ad senatum*
10. *referto.. | .. neve pro magistratu inperiove sententiam deicito neve ferto, quo quis eorum, quoum eum agrum locum aedificium possessionem ex lege plebeve scito esse oportet oportebitve.... eum agrum locum aedificium possessionem minus oetatur fruatur habeat possideatque quove possessio invito, mortuove eo heredibus ejus inviteis auferatur.*

Qui ager publicus populi Romani in terram Italiam

11. *P. Muucio L. Calpurnio co(n)s(ulibus) fuit... | .. quod ejus Illviri a(greis) d(andeis) a(dsignandis) viasieis vicaneis, qui in terra Italia sunt, dederunt adsignaverunt reliquerunt : ne quis facito quo minus ei oetantur fruantur habeant possideantque, quod ejus possessor.... agrum locum aedificium non*
12. *abalienaverit, extra eum agrum.. | .. extraque eum agrum, quem ex h(ace) l(ege) venire dari reddive oportebit.*

Qui ager locus aedificium ei, quem in viasieis vicaneisve ex s(enatus) c(onsulto) esse oportet oportebitve, ita datus adsignatus relictusve est eritve.... quo magis is ager locus aedificium privatus siet, quove magis ejus agri loci emptio

renditio ita, ut ei ceterorum locorum privatorum est, sicut, quare magis eum agrum locum censor, quicquomque erit in censum referat | quare magis is ager locus aliter, atque uti est, sicut, 13. ex h(ace) l(ege) n(ihilum) r(ogato).

Qui ager locus publicus populi Romani in terra Italia P. Muucio L. Calpurnio (co(n)s(ulibus) fuit, extra eum agrum, qui ager ex lege plebeive scito, quod C. Sempronius Ti. f. tribunus. plebei) rogavit, exceptum cavatumve est ne divideretur.. | .. extraque eum agrum, quem vetus possessor ex lege plebeive scito sibi sumpsit reliquitve, quod non modus major sicut, quam quantum unum hominem sibi sumere relinquere licuit, si quis tum cum haec lex rogabitur | agri colendi causa 14. in eum agrum agri jugra non amplius XXX possidebit habebit: is ager privatus esto.

Qui in agrum compascuum pecudes majores non plus X pascet, quaeque ex eis minus annum gnatae erunt postea quam gnatae erunt... quaeque ibi pecudes minores non plus... pascet, quaeque ex eis minus annum gnatae erunt post ea quam gnatae erunt: is pro iis pecudibus... | ...populo aut publicano vectigal 15. scripturamve nei debeto, neve de ea re satis dato neve solvito.

Ager publicus populi Romani, qui in Italia P. Muucio L. Calpurnio co(n)s(ulibus), fuit, ejus agri Illvir a(greis) d(andeis) a(dsignandeis) ex lege plebeive scito sortito quod civi Romano agrum dedit adsignavit,... quod ejus agri neque is abalienavit abalienaveritve, neque heres ejus abalienavit abalienaveritve quare ab eo hereditate testamento deditione obvenit, quare ab eorum quo emit, | qui eorum de ea re ante eid(us) Martias primas in jous adierit ad eum, quem ex h(ace) l(ege) de eo agro jus deicere oportebit, is de ea re ita jus deicito decernitque, uti possessionem secundum eum heredemve ejus det, quod sorti is ager datus adsignatusve fuerit, quod ejus agri non abalienatum erit ita uti s(upra) s(criptum) est.

Ager publicus populi Romani qui in Italia P. Muucio L. Calpurnio co(n)s(ulibus) fuit, quod ejus agri Illvir a(greis) d(andeis) a(dsignandeis) veteri possessori prove vetere possessionem dedit adsignavit reddidit, quodque ejus agri Illvir a(greis) d(andeis) a(dsignandeis) in urbe oppido vico dedit adsignavit reddidit, | quod 17. ejus agri neque is abalienavit abalienaveritve neque heres ejus, quare ab eo hereditate testamento deditione obvenit, quare ab eorum quo emit: qui eorum de ea re ante eidus Martias primas in jous adierit ad eum, quem ex h(ace) l(ege) de eo agro jus deicere oportebit, is de ea re ita jus deicito decer-

- nitoque, utei possessionem secundum eum heredemve ejus det... quoi is ager vetere prove vetere possessore datus adsignatusve redditusve fuerit, queive agrum in urbe oppido vico acceperit, quod ejus agri non abalienatum erit ita utei s(upra) s(criptum)*
- 18 *est... | ...*
- Sei quis eorum, quorum ager s(upra) s(criptus) est, ex possessione vi ejectus est, quod ejus is quei ejectus est possederit, quod neque vi neque clam neque precario possederit ab eo, quei eum ea possessione vi ejecerit : quem ex h(ace) l(ege) de ea re jous deicere oportebit, sei is quei ita ejectus est, ad eum de ea re in jous adierit ante eidus Martias, quae post h(ance) l(egem) rog(atam) primae erunt, facito, utei is, quei ita vi ejectus est, in eam possessionem unde vi cjectus est, restituatur. |*
19. *Quei ager locus aedificium publicus populi Romani in terra Italia P. Muucio L. Calpurnio co(n)s(ulibus) fuit, quod ejus ex lege plebeive scito exve h(ace) l(ege) privatum factum est eritve, pro eo agro loco aedificio proque scriptura pecoris, quod in eo agro pascitur, postquam vectigalia constiterint, quae post h(ance) l(egem) rog(atam) primum constiterint : nei quis mag(istratus) prove mag(istratu)... facito quo quis populo aut publicano pecuniam scripturam vectigalve det dareve debeat, neive*
20. *quis facito... | ...quove quid ob eam rem populo aut publicano detur exsigaturve, neive quis quid postea quam vectigalia consistent, quae post h(ance) l(egem) rog(atam) primum constiterint, ob eos agros locos aedificia populo aut publicano dare debeat, neive scripturam pecoris, quod in eis agreis pascetur, populo aut publicano dare debeat.*
- Ager locus publicus populi Romanei, quei in terra Italia*
- 21 *P. Muucio L. Calpurnio co(n)s(ulibus) fuit... | .. extra eum agrum, quem agrum L. Caecilius Cn. Domitius cens(ores) a(nte) d(iem) XI k(alendas) Octobris oina quom¹ agro, quei trans Curione est, locaverunt, quei in eo agro loco civis Romanus sociumve nominisve Latini, quibus ex formula togatorum milites in terra Italia inperare solent,.... agrum locum publicum populi Romanei de sua possessione vetus possessor prove vetere possessore dedit, quo in agro loco oppidum coloniave c.x*
22. *lege plebeive scito constitueretur deduceretur conlocaretur... | .. quo in agro loco IIIvir id oppidum coloniamve ex lege plebeive sc(ito) constituit deduxitve conlocavitve : quem agrum locumve pro eo agro locove de eo agro loco, quei publicus populi Romanei in terram Italiam P. Muucio L. Calpurnio co(n)-*

1. = una cum.

s(ulibus) fuit.... extra eum agrum locum, quei ager locus ex lege plebeive sc(ito), quod C. Semproni(us) Ti. f. tr(ibunus) pl(ebei) rog(avit) exsceptum cavitumve est nei divideretur,... | ... 23.
Illvir dedit reddidit adsignavit, ejus quoi is ager datus redditus adsignatusve erit, quoive ab eo heredive ejus is ager locus testamento hereditati deditioive obvenit obveneritve, queive ab eo emit emeritve, queive ab emptore ejus emit emeritve, is ager privatus esto.

Quei ager publicus populi Romani fuit, quem Illvir de eo agro loco pro eo agro loco, quo coloniam deduxit ita utei s(upra) s(criptum) est, agrum locum aedificium dedit reddidit adsignavit, quei pr(aetor) consolve de eo agro ex h(ace) l(eye) jous deicet, | quo de eo agro ante eidus Martias primas in jous aditum erit, is de ea re ita jous deicito decernitoque, utei possessionem secundum eum heredemve ejus det, quoi Illvir eum agrum locum pro eo agro loco, quo coloniam deduxit, dedit reddidit adsignavitve ; facitoque is pr(aetor) consolve, quo de ea re in jous aditum erit, utei quei ex eo agro quei supra scriptus est vi ejectus est, ita utei s(upra) s(criptum) est in eum agrum restituatur. 24.

Ager locus quei supra scriptus est, quod ejus agrei loeci post h(ance) l(egem) rog(atam) publicum populei Romanei erit, extra eum agrum locum, quei publico usui destinatus est vel publice locatus est, in eo agro quei volet pascito.. | .. neive is ager compascuos esto, neive quis in eo agro agrum oquatum habeto neive defendito, quo minus quei velit compascere liceat. Sei quis faxsit, quotiens faxit, in agri jugra singula L HS n(ummos).... dare debeto ei, queiquomque id publicum fruendum redemptum conductumve habebit. 25.

Boves, equos, mulos, asinos oves, capras, sues.. | .. in eo agro loco, quei post h(ance) l(egem) rog(atam) publicus populei Romanei erit, pascere ad eum numerum pecudum, quei numerus pecudum in h(ace) l(eye) scriptus est, liceto, neive quid quoi ob eam rem vectigal neive scripturam dare debeto. 26.

Quod quisque pecudes in calleis viasve publicas itineris causa induxerit ibei que paverit, ... pro eo pecore, quod ejus in callibus vieisve publiceis pastum impulsum itineris causa erit, neiquid populo neive publicano dare debeto... | ... 27.

Quei ager publicus populi Romanei in terra Italia P. Muucio L. Calpurnio co(n)s(ulibus) fuit, de eo agro loco quem agrum locum populus ex publico in privatum commutavit, quo pro agro loco ex privato in publicum tantum modum agri loeci commu-

tavit, is ager locus domneis privatus ita, utei quoi optuma lege privatus est, esto.

Quei ager ex privato in publicum commutatus est, quo pro agro tantus modus agri publici ex publico imprivatam commutatus est, de eo agro siremps lex esto, quansei is ager P. Mucio L. Calpurnio co(n)s(ulibus) publicus fuisset.

28. *Quei ager pro agro patrito ex publico in privatum commutatus est, ... | .. pr(aetor) consolve quanti agri patriti publicani publicum L. Caecilio Cn. Domitio cens(ori)bus redemptum habent, censoribus, queiquomque post hac facteis erunt, ei faciunt id publicum, sei volent, tantidem pro patrito redemptum habeant p(ro) p(atrito) supsignent.*

- Ivirum, quei... quae viae publicae per terram Italiam P. Mucio L. Calpurnio co(n)s(ulibus) fuerint, eas faciunt pateant vacuaeque sent....!
29. *Quod quocicque ex h(ace) l(eye) ita, utei s(upra) s(criptum) est, in agreis, quei in Italia sunt, quei P. Mucio L. Calpurnio co(n)s(ulibus) publiceis populi Romanei fuerunt, ceivi Romano facere licebit, item Latino peregrinoque, quibus M. Livio L. Calpurnio co(n)s(ulibus) in eis agris id facere... ex lege plebeive sc(ito) exve foedere licuit, sed fraude sua facere liceto.*

- Quod ex h(ace) l(eye) ita, utei s(upra) s(criptum) est, in agreis, quei s(upra) s(cripti) sunt, Latinum peregrinumque facere vel non facere oportebit.. | .. sei eorum quis quod eum ex h(ace) l(eye) facere oportuerit, non fecerit, quodve quis eorum h(ace) l(eye) prohibitus erit, fecerit : mag(istratus) prove mag(istratu), quo de ea re in jous aditum erit, quod ex h(ace) l(eye) petetur, item iudicium iudicem recuperatoresve facito ei, quei ex h(ace) l(eye) petet, et in eum ita det, utei ei et in eum iudicium iudicem recuperatoresve ex h(ace) l(eye) dare oportet, sei quis de ea re iudicium petisset, quod civem Romanum contra h(ance) l(eyem) fecisse diceret... | ..
30. *Sei quei colonieis seive moinicipieis seive quae pro moinicipieis colonieisve sunt civium Rom(anorum) nominisve Latini poplice deve senati sententia ager fruendus datus est, seive quei in trientabuleis est, quei colonei moinicipesve prove moinicipieis... fruentur, queive pro colonia moinicipiove prove moinicipieis fruentur queive in trientabuleis fruentur...*
31. *| ... quod ejus agri colonei moinicipesve prove moinicipieis habebunt queive a colonia moinicipiove prove moinicipieis habebunt quodve ejus agri eis in trientabuleis testamento hereditate deditioe obvenit obvenitve, quibus ante h(ance) l(egem) rog(atam) eum agrum locum conductum habere frui possidere*

32. *| ... quod ejus agri colonei moinicipesve prove moinicipieis habebunt queive a colonia moinicipiove prove moinicipieis habebunt quodve ejus agri eis in trientabuleis testamento hereditate deditioe obvenit obvenitve, quibus ante h(ance) l(egem) rog(atam) eum agrum locum conductum habere frui possidere*

defendere licuit, extra eum agrum locum, quem ex h(ace) l(ege)... venire dari reddite oportebit, id, uti quicquid quoieique ante h(ance) l(egem) r(ogatam) licuit, ita ei habere octi frui possidere defendere post h(ance) l(egem) rog(atam) licito.... |

Quei ager locus publicus populi Romani in terra Italia 33.

P. Mucio L. Calpurnio co(n)s(ulibus) fuit, quod ejus agri loci ex lege plebeive scito exve h(ace) l(ege) privatam factum est, ante eidus Martias primas sei quid de eo agro loco ambigetur, co(n)s(ulis) pr(aetoris) quei quomque erit, de ea re juris dictio, iudici iudicis recuperatorum datio esto... | ... neve mag(istratus) prove magistratu de eo agro loco jous deicito neve de eo agro decernito neve iudicium neve iudicem neve recuperatores dato, nisei co(n)s(ul) pr(aetor)ve. Quod vadimonium ejus rei causa promissum erit mag(istratus) adpellati, quo minus ejus rei causa decernant, ejus h(ace) l(ege) n(ihilum) r(ogato). Quod iudicium iudex recuperatores dati erunt sei magistratus adpellati erunt, quoi eorum e re publica non esse videbitur, quominus id impediatur vel intercedat, ejus h(ace) l(ege) n(ihilum) rogato | .

Quei ager locus post h(ance) l(egem) rog(atam) publicus p(o- 35. puli) R(omani) in terra Italia erit, sei quid de eo agro loco ambigetur, co(n)s(ulis) pr(aetoris) cens(or)is) quei quomque tum erit, de ea re juris dictio, iudici iudicis recuperatorum datio esto i(ta) u(tei) e(is) e r(e) p(ublica) f(ideque) s(ua) v(idebitur) e'sse)... neve mag(istratus) prove mag(istratu) nisei co(n)s(ul) pr(aetor) cens(or) de eo agro loco jous deicito neve de eo agro decernito neve iudicium neve iudicem neve recuperatores dato. Quod vadimonium ejus rei causa promissum erit, mag(istratus), adpellati, quo minus ejus rei causa decernant, ejus h(ace) l(ege) n(ihilum) r(ogato). | Quod iudicium iudex recuperatores 36. dati erunt, sei mag(istratus) adpellati erunt, quoi eorum id e r(e) p(ublica) non esse videbitur, quo minus impediatur vel intercedat, e(jus) h(ace) l(ege) n(ihilum) r(ogato).

Quoi publicano e(x) h(ace) l(ege) pecunia debetur nei quis mag(istratus)... quid ob eam rem facito, quo quis pro agro minus aliterve scripturam vectigalve det, atque uti ex h(ace) l(ege) dare debet debetive.. | ..Sei quid publicanus ejus rei causa 37.

sibi deberi dari oportere deicat, de ea re co(n)s(ul) prove co(n)s(ule) praetor prove pr(aetore), quo in jous adierint, in diebus X proxsumeis quibus de ea re in jous aditum erit... recuperatores ex civibus L, quei classis primae sient, XI dato; inde alternos dum taxat quaternos is quei petet et is unde petetur, quos volent rejiciant facito... quei supererunt tres pluresve, 38.

- eos primo quoque die de ea re judicare jubeto, quae res soluta non siet inve iudicio non siet iudicatave non siet, quod ejus praevaricationus causa... vel per dolum malum petitorum patronorumve factum non siet. Sei major pars eorum recuperatorum*
39. .. | ..id sententia pronontiato, quod ejus rei iudicandae maxime verum esse comperrit, facitoque... quod ita iudicatum erit, se dolo malo¹ utei is, quei iudicatus erit dare oportere,
40. solvat... | ...

- Quas in leges pl(ebei)ve sc(ita) de ea re, quod, quei agrum publicum p(opuli) R(omani) ita habebit possidebit fruetur, utei ex h(ace) l(ege) licebit, eum earum quae agrum, quem ita habebit, habere possidere frui vetet; quasve in leges pl(ebei)ve sc(ita) de ea re, quod earum quae ei, quei agrum publicum p(opuli) R(omani) aliter habebit possidebit fruetur, quam ex h(ace) l(ege) licebit, eum agrum, quem ita habebit, habere possidere frui permittat, is, quei earum legum pl(ebei)ve sc(itorum) quo jurare*
41. *jubetur jubebitur, non juraverit: ei poena multa remissa esto... | ... neive ei ob eam rem mag(istratum) quem minus petere capere gerere habereque liceto, neive quid ei ea res fraudi esto.*

- Si quae lex plebeve sc(itum) est, quae mag(istratum), quem ex h(ace) l(ege) de aliqua re decernere oportet, de ea re decernere vetet, is magistratus de ea re nihilo minus decernito..*
42. | .. quaeque eis legibus plebive scitis facere quis prohibetur, quod quem eorum haec lex facere jubebit, ea omnia ei sed fraude sua facere liceto, inque eas leges pl(ebei)ve sc(ita) de ea re, quod ex hac lege non decernere... aliterve decernere oportebit, sed fraude sua nei jurato, neive ei ea res fraudi multae
43. *poenaeve esto.. | ..*

- ... tus est, dedit adsignavitve, quemve agrum locum de eo agro loco.... ex lege pl(ebei)ve sc(ito), quod M. Baebius*
44. *tr(ib.) pl(eb.) Ilvir coloniae deducendae rogavit.. | .. datum adsignatum esse fuisseve iudicaverit, utei in h(ace) l(ege) sc(riptum) est, quei l.... extra eum agrum locum, quei ager*
45. *locus in ea centuria suspicivove.. | .. extraque eum agrum locum, quem ex h(ace) l(ege) colonei eive quei in colonei numero scriptei sunt obtinebunt.... oportet oportebitve, quod ejus*
46. *agri loci quoieique emptum est,.. | .. neive magis manceps praevides praediaque soluti sunt: eaque nomina mancumpum.... quaestor, quei aerarium provinciam optinebit in tableis*
47. *publiceis scripta habeto.. | ..neiqui de mag(istratu) Romano emit, is pro eo agro loco pecuniam neive praevides neive praedia*

1. sedulomn; Huschke: 'sedulo m(ora) n(ulla)'

populo dato.... neve de ea re quis ob eam rem, quod praes factus est, populo obligatus esto.. | .. quei ob eum agrum locum manceps praesve factus est, quodque praedium ob eam rem in publico obligatum est.... quei ager locus in Africa est, quei Romae publice... | ... ejus esto, isque ager locus privatus vectigalisque u... tus erit; quod ejus agri loci extra terra Italia est.. | .. socium nominisve Latini, quibus ex formula togatorum milites in terra Italia imperare solent, eis populeis,.. ve agrum locum quei quomque habebit possidebit fruetur... | ... ejusve rei procurandae causa erit, in eum agrum locum, inmittito.... se dolo malo.

Quei ager locus in Africa est, quod ejus agri... | habeat possideat fruaturque item, uti sei is ager locus publice...

Ilvir, qui ex h(ace) l(eye) factus creatusve erit, in biduo proxumo, quo factus creatusve erit, edicito... | ...in diebus XXV proxumeis, quibus id edictum erit... datum adsignatum siet, idque quom profitebitur cognitores... | ...mum emptor siet ab eo quojus hominis privatei ejus agri venditio fuerit, ... L. Calpurni(o) co(n)s(ulibus) facta siet, quod ejus postea neque ipse neque... | ...praefectus milesve in provinciam erit... colono eive, qui in colonei numero scriptus est, datus adsignatus est, quodve ejus... ag.. | .. uti curator ejus profiteatur item uti... ex eo edicto, uti is, quei ab bonorum emptore magistro curatoreve emerit,.. | .. Sei quem quid edicto Ilviri ex h(ace) l(eye) profiteri oportuerit, quod edicto Ilvir(ei) professus ex h(ace) l(eye) non erit,... ei eum agrum locum neve emptum neve adsignatum esse neve fuisse judicato. Q... | ... do, ei ceivi Romano tantundem modum agrei loci, ... quei ager publice non venieit, dare reddere commutavere liceto.

Ilvir, qui ex h(ace) l(eye) factus creatusve erit... | ...de eis agreis ita rationem inito, itaque h.... et, neve unius hominis nomine, quoi ex lege Rubria quae fuit colono eive quei in colonei numero scriptus est, agrum, quei in Africa est, dare oportuit licuitve.. | .. data adsignata fuisse judicato; neve unius hominis nomine, quoi... colono eive, qui in colonei numero scriptus est, agrum quei in Africa est, dare oportuit licuitve, amplius jug(era) CC in singulos homines data adsignata esse fuisseve judicato... | ...neve majorem numerum in hominum in coloniam coloniasve deductum esse fuisseve judicato quam quantum numerum ex lege Rubria quae fuit... a Ilviris coloniae deducendae in Africa hominum in coloniam coloniasve deduci oportuit licuitve.

Ilvir, qui ex h(ace) l(eye) factus creatusve erit.. | ..re Rom..

- agri... *datus adsignatus... quod ejus agri ex h(ace) l(ege) adjudicari licebit, quod ita comperietur, id ei heredeive ejus*
63. *adsignatum esse judicato... | quod quandoque ejus agri loci ante kal. J... quoiei emptum est ab eo, quojus ejus agri loci hominus privati venditio fuit tum, quom is eum agrum*
64. *locum emit, quei.. | .. et eum agrum locum, quem ita emit emerit, planum faciet feceritve emptum esse, quem agrum locum neque ipse neque heres ejus, neque quoi is heres erit abalienaverit, quod ejus agri loci ita planum factum erit, Ilvir ita...*
65. *| ...dato reddito, quod is emptum habuerit quod ejus publice non venieit. Item Ilvir, sei is ager locus, quei ei emptus fuerit, publice venieit, tantundem modum agri loci de eo agro loco, quei ager locus in Africa est, quei publice non venieit, ei*
66. *qui ita emptum habuerit, dato reddito .. | .. Queique ager locus ita ex h(ace) l(ege) datus redditus erit, ei, quojus ex h(ace) l(ege) factus erit, HS n(ummo) I emptus esto, isque ager locus privatus vectigalisque ita, utei in h(ace) l(ege) supra scriptum est, esto.*

- Quoi colono eive, quei in colonei numero scriptus est, ager locus in ea centuria *supsicivove de eo agro, quei ager in Africa est, datus adsignatus est, quae centuria quodve supsicivom Romae publice venieit venieritve,.. | .. si quid ejus agri Ilvir, quei ex h(ace) l(ege) factus creatusve erit, ei colono heredeive ejus minus adjudicaverit, tum tantundem modum agri loci pro eo agro loco de eo agro loco, quei ager locus in Africa est, quod ejus publice non venieit, ei heredeive ejus Ilvir, quei ex h(ace) l(ege) factus creatusve erit, reddito.*
- 67.

- Quoi colono eive, quei in colonei numero scriptus est
68. *fuitve, ager in ea centuria | supsicivove de eo agro, quei in Africa est, datus adsignatus est, quae centuria quodve supsicivom Romae publice venieit venieritve, si quid ejus agri Ilvir, quei ex h(ace) l(ege) factus creatusve erit, ei quei ab eo colono heredeive ejus emit habuitve minus adjudicaverit, tum tantundem modum agri ei, quem ita emise habuiseve comperietur, heredeive ejus de agro, quei ager in Africa est, pro eo agro Ilvir reddito quoiei-que ita reddiderit, ei adsignatum fuisse judicato.*

- Quoi agrum de eo agro, quei ager in Africa est, quei colono eive, quei in colonei numero scriptus est *fuitve, datus adsignatus est, magistratus Romae publice vendiderit.. | .. sei quid ejus agri Ilvir quei ex h(ace) l(ege) factus creatusve erit ei, quoi ita emptum esse comperietur, emptorive ejus pro curatoreve ejus heredive quojus eorum minus adjudicaverit, tum tantundem modum agri ei, quoi ita emptum esse comperietur, emptorive*
- 69.

ejus pro curatoreve ejus heredive quojus eorum de eo agro, quei ager in Africa est, pro eo agro Ilvir reddito; quoui ita reddiderit, ei adsignatum | fuisse judicato. Quantae quis peq- 70.
niae ab populo mercassitur, quam pequniam qui agrum locum publicum in Africa emerunt emerintve pro eo agro loco populo dare debent debebuntve,... quod ejus pequniae adsignatum discriptum adsignatumve in tabuleis publiceis est eritve: tantam pequniam populo ex eid(ibus) Mart(is), quae, post ea quam vectigalia consistent, quae post h(ance) l(egem) r(ogatam) primum consistent, primae erunt, inferto. |

Quam pequniam quei agrum locum publicum in Africa emit 71.
emeritve, pro eo agro loco populo dare debet debebitve, ab eo quei eam pequniam ab populo mercassitur ex eidibus Martis eisdem exigito... neive quis eam pequniam propiore die exigito, atque uteique in h(ace) l(ege) s(criptum) est; neive, quod pequniae ob eam rem propiore die exactum erit, atque uteique in h(ace) l(ege) (scriptum) e(st), is quei pequniam populo dare debebit, ei, quei eo nomine ab populo mercassitur, ob eam rem pequniam ei nei minus solvito.. | .. planum fiat; neive 72.
quis mag(istratus) neive pro mag(istratu) facito neive quis senator decernito, quo ea pecunia, quae pro agreis locis aedificiis, quei s(upra) s(cripti) sunt, populo debetur debebiturve, aliter exsigatur atque uteique in h(ace) l(ege) s(criptum) est.

Quei agrum locum publicum in Africa emit emeritve.. | .. 73.
sci ea pequnia, quam eo nomine populo debet debebitve, in diebus.. proxumeis, quibus is ager locus Romae publice venieit venierit, populo soluta non erit, is pro eo agro loco in diebus CXX proxumeis earum summarum nomine quae s(upra) s(criptae) s(unt), arb(itratu) p(raetoris), quei inter ceives tum Romae jous deicet, satis supsignato.

Pr(aetor), quei inter ceives Romae jous deicet.. | ..nisei 74.
praedium ante ea ob eum agrum locum in publico obligatum erit in publicumve praes datus erit, agrum locum, quo pro agro loco satis ex h(ace) l(ege) arb(itratu) pr(aetoris) supsignatum non erit, pequnia praesenti vendito. Quei.. | .. 75.

Quei ager locus in Africa est, quei Romae publice venieit venieritve, quod ejus agri loci, quei populeis libereis in Africa sunt, quei eorum in ameicitiam populi Romanei bello Poenicio proxumo manserunt, queive ad imperatorem populi Romanei bello Poenicio proxumo ex hostibus perfugerunt, quibus propterea ager datus adsignatus est d(e) s(enati) s(ententia), eorum quisque habuerunt,.. | .. pro eo agro loco Ilvir in diebus.. 76.
proxumeis, quibus Ilvir ex h(ace) l(ege) factus creatusve erit,

- facito, quantum agri loci quojusque in populi leiberi inve eo agro loco, *qui ager locus perfugis datus adsignatusve est, ceivis Romanei ex h(ace) l(ege) factum erit, quo pro agro*
77. *loco ager locus ceivi Romano ex h(ace) l(ege) | commutatus redditusve non erit, ... tantundem modum agri loci quoieique populo leibero perfugeisve det adsignetve....*

- Ilvir, qui ex h(ace) l(ege) factus creatusve erit, is in diebus CL proxsumeis, quibus factus creatusve erit, facito, quando Xvirei, qui ex lege Livia factei createive sunt fueruntve, eis hominibus agrum in Africa dederunt adsignaveruntve,*
78. *quos stipendium | pro eo agro populo Romano pendere oportet, sei quid ejus agri ex h(ace) l(ege) ceivis Romanei esse oportet oportebitve, ... de agro, qui publicus populi Romanei in Africa est, tantundem, quantum de agro stipendiario ex h(ace) l(ege) ceivis Romanei esse oportet oportebitve, is stipendiariis det adsignetve idque in formas publicas facito uti referatur i(ta) u(tei) e r(e) p(ublica) f(ide) q(ue) e(i) e(sse) v(idebitur).*

- Ilvir, qui ex h(ace) l(ege) factus creatusve erit, is facito in diebus CCL proxsumeis, quibus h(ance) l(egem) populus*
79. *plebesve juserit, | uti extra eum agrum locum, qui ex lege Rubria quae fuit colono eive, qui in colonei numero scriptus est, datus adsignatus est... quo pro agro loco ager locus commutatus redditusve non erit; extraque eum agrum, qui ager intra finis populorum leiberorum Uticensium Hadrumetinarum Tampsitanorum Leptitanorum Aquillitanorum Usalitanorum Teudalensium, quom in amicitiam populei Romani*
80. *proximum | venerunt, fuit; extraque eum agrum locum, qui ager locus eis hominibus, qui ad imperatorem populi Romani bello Poenico proxsumo ex hostibus perfugerunt, datus adsignatusve est de s(enati) s(ententia); extraque eum agrum, qui ager ex h(ace) l(ege) privatus factus erit, quo pro agro loco ager locus redditus commutatusve non erit; extraque eum agrum locum, quem Ilvir ex hac lege stipendiariis dederit adsignaverit, quod ejus ex h(ace) l(ege) in formam publicam*
81. *rellatum | erit; extraque eum agrum, quem agrum.... P. Cornelius imperator leiberis regis Massinissae dedit, habereve frui juset; extraque eum agrum locum ubi oppodum Charthago fuit quondam; extraque eum agrum locum, quem Xvirei, qui ex lege Livia factei createive fuerunt, Uticensibus*
82. *reliquerunt adsignaverunt: ceterum | agrum omnem, qui in Africa est, qui de eo agro vectigil decumas scripturamve pro pecore populo aut publicano dare debebunt, qui ager eis ex h(ace) l(ege) datus redditus commutatus erit, habeant possideant fru-*

anturce et pro eo agro loco vectigal decumas scripturamve, quod post h(ance) l(egem) fruetur, populo aut publicano dent...

Queiquomque de eo agro vectigal decumas scripturumve pro pecore ex lege Sempronia dare non solitei sunt, qui ager eis ex h(ace) l(ege) datus redditus commutatus erit, qui eorum cum agrum habebit possidebit frueturve, pro eo agro loco nei vectigal neve decumas neve scripturam, quod post h(ance) l(egem) r(ogatam) fruetur, dare debeto. |

Quem agrum locum populus Romanus ex h(ace) l(ege) locabit, quem agrum locum Latinus peregrinusve ex h(ace) l(ege) possidebit, is de eo agro loco... vectigal decumas scripturam populo aut publicano item dare debeto, utei pro eo agro loco, quem agrum locum populus Romanus ex h(ace) l(ege) locabit, quem agrum locum ceivis Romanus ex h(ace) l(ege) possidebit, dare oportebit.

Pr(aetor), quojus arb(itratu) pro agro loco, qui Romae publice venierit, e(x) h(ace) l(ege) | satis supsignari oportet... praedia emptoris ter tanti invito eo qui dabit accipito, facitque, qui ex h(ace) l(ege) praedia dederit, utei ei satis supsignetur neve quis quid faxsit, quo minus ex h(ace) l(ege) praedium quei quomque velit supsignet pecuniamve solvat praesque, qui quomque ex h(ace) l(ege) fieri volet, fiat. |

Quantum vectigal decumas scripturamve pecoris eum, qui agrum locum aedificium in Africa possidebit,... qui ager locus populorum leiberorum, perfugarum non fuerit, pro eo agro aedificio locoque ex l(ege) dicta, quam L. Caecilius (n. Domitius cens(ores) agri aedificii loci vectigalibusve publiceis fruendeis locandeis vendundeis legem deixerunt, publicano dare oportuit: | tantundem post h(ance) l(egem) rog(atam) quei agrum locum aedificium in Africa possidet possidebit... publicano vectigal decumas scripturamque pecoris dare debeto, neve amplius ea aliubeive aliterve dare debeto, pequsque nei aliter alleisve legibus in eo agro pascito.

Quae vectigalia in Africa publica populi Romani sunt, quae L. Caecilius Cn. Domiti(us) cens(ores) fruenda | locaverunt vendideruntve, quei quomque mag(istratus) post h(ance) l(egem) rog(atam) ea vectigalia locabit vendetve, quominus publicano eam legem dicat... quo plus populo dare debeat solvatque, e(jus) h(ace) l(ege) n(ihilum) r(ogato).

Mag(istratus) prove mag(istratu), queive pro eo inperio iudicio potestateve erit... quei quomque, quae publica populi Romani in Africa sunt eruntve, vectigalia fruenda locabit vendetve, quom ea vectigalia fruenda locabit vendetve, | nei eis

- vectigalibus legem deicito, quo inviteis eis, qui eum agrum possidebunt, publicano quid facere liceat, ... quod ei non licuit facere ex lege dicta, quam L. Caeci(lius) Cn. Dom(itius) cens(ores), quom eorum agrorum vectigalia fruenda locaverunt vendideruntve, ... eis agris legem deixerunt ;*
89. *neive quod in eis agreis pequs pascetur, scripturae pecoris legem deicito, quo inviteis eis, qui eum agrum possidebunt, | aliter pascatur quam pastum est ex lege dicta, quam L. Caecilius Cn. Domitius censors, quom eorum agrorum vectigalia fruenda locaverunt vendideruntve, legem deixerunt.*

Quae vectigalia fruenda in Africa Cn. Paperius cos. vendidit locavitve quominus ea lege sient pareantque, quam legem Cn. Paperius cos. eis vendundeis locandeis deixit, e(jus) h(ace) l(ege) n(ihilum) r(ogato).

90. *Qui ager in Africa est, ... quae viae in eo agro ante quam Cartago capta est fuerunt, eae omnes publicae sunt limites-que inter centurias.. | ..*

Uvir, qui ex h(ace) l(ege) factus creatusve erit, si apud eum, quoi ager in Africa adsignatus est, eum agrum professus erit, ei eum agrum, quem agrum in eo numero agri professus erit, quo in numero eum agrum, quem is, quoi adsignatus est, professus erit, profteri non oportuit, ... nei dato neive reddito, neive adjudicato. Qui eam rem ita indicio fuerit, ei ejus

91. *agri, quod is indicio ejus, | qui eam rem ita indicaverit, in eo numero agri, quo non oportuit, professus esse judicatus erit, ... partem... magistratus, qui de ea re judicaverit, dato adsignato.*

- Quibuscum transactum est, uti bona, quae habuisent, agrumque, qui eis publice adsignatus esset, haberent possiderent fruerentur, eis... quantus modus agri de eo agro, qui eis publice datus adsignatus fuit, publice venieit, tantundem*
92. *modum | agri de eo agro, qui publicus populi Romani in Africa est, qui ager publice non venieit... magistratus commutato.*

- Qui in Africa agrum possessionemve agrive possessionisve superficieum habet possidetve fruiturve, quem agrum possessionemve quojusve agri possessionisve superficieum q(uaestor) p(r)aetorve publice vendiderit... ob eum agrum locum possessionem agrive superficieum scripturam pecoris nei dato neive*
93. *| vectigal solvito... is ager ex s(enatus) c(onsulto) datus adsignatus est, ei agrei, qui s(upra) s(criptei) s(unt), possessionesque, ea omnia eorum hominum... dum magistratus quo de ea re in jous aditum erit, ita de ea re judicium del, uti de ea*
94. *re in h(ace) l(ege) s(criptum) est, neive | ... os comportent, quibus ex h(ace) l(ege) ager locus datus redditus commutatus*

adsignatus est... agrum locum ex h(ace) l(ege) dari reddi adsignari... eum agrum locum ceivis Romanus ... qui fructus in eo agro loco natei erunt quodque in eo agro loco vinei oleive fiet, quae messis vindemiaque P. Cornelio L. Calpurnio cos. postea fiet... eos fructus... quei eum agrum tum... ..	95.
Quei ex h(ace) l(ege) Hvir factus creatusve erit, is in diebus... præsumeis, quibus ex h(ace) l(ege) Hvir factus creatusve erit, agrum locum, quei Corinthiorum fuit... extra eum agrum locum... ... agrum locum, quem ex h(ace) l(ege) venire oportebit, omnem metiundum terminosque statui curato... eum agrum... ... opusque locato eique operi diem deicito, ubei perfectum sit; facitoque.. .. quod ejus agri loci aedifici quoieique emptum erit, is ejus pecuniae, quam... ... manceps praevidesque nei magis solutei sunt; eaque nomina mancupum praevidum is quaestor, quei aerarium provinciam optinebit, in tabuleis publiceis scripta habeto.. .. ab ipsis heredibusque eorum persequio esto.	96. 97. 98. 99. 100.
Quei ager locus aedificium... ... populo dare damnas esto. Pr(aetor) prove pr(aetore), quo de ea re in jous aditum erit... .. i venerit n..... iei possessiones..... pli.....	101. 102. 103. 104. 105.

8. — LOI CORNELIA DE XX QUÆSTORIBUS (673).

C. I. L., I, 202 ; Bruns, pp. 90-93. Table de bronze écrite sur deux colonnes sans numérotage d'alinéas et portant en marge la mention : VIII de XX q, découverte à Rome au XVI^e siècle et aujourd'hui conservée à Naples. M. Mommsen, *Ad legem de scribis et viatoribus*, Kiel, 1843, y a le premier reconnu la 8^e table de la loi de 673 par laquelle, selon Tacite, *Ann.*, 11, 22, Sulla porta le nombre des questeurs à vingt. Le passage reproduit en tête de notre table de la *praescriptio* écrite en gros caractères qui courait en une seule ligne sur toutes les tables de la loi : *principium fuit pro tribu*, implique qu'il y avait encore une table et probablement une seule après celle-ci (v. plus bas la *praescriptio* complète de la loi. *Quinctia* de 745). Les seules dispositions de la loi de 673 qui nous soient conservées par ce monument sont celles relatives aux appariteurs des questeurs. Il en résulte que les décuries d'appariteurs des questeurs, dont le personnel fut alors augmenté par corrélation avec l'augmentation du nombre des magistrats, n'étaient pas nommées par les magistrats qui les avaient à leur service, mais par leurs prédécesseurs des trois années antérieures, de telle sorte que chaque décurie d'appariteurs en exercice une année déterminée près des questeurs se composait jusqu'à l'an 673, de 9 appariteurs et depuis l'an 674, de 12 appariteurs nommés par tiers par les questeurs des trois années précédentes. V. Mommsen, *C. I. L.*, I, p. 110 et *Droit public* 1, 387, n. 2. Ce texte est aussi celui qui établit le plus sûrement que, tandis qu'à son époque les autres magistrats entraient en fonctions le 1^{er} janvier, les questeurs le faisaient dès le 5 décembre. V. Mommsen, *Ad legem de scribis et viatoribus*, p. 6, et *Droit public*, 2, p. 275, n. 4.

VIII de XX q(uaestoribus).

L. Cornelius L. f. dictator..... populum joure rogavit populusque joure scivit in..... (ante) d(iem)..... Tribus..... principium fuit, pro tribu..... preimus scivit.

.....ad q(uaestorem) urb(anum), qui aerarium provinciam optinebit, eam mercedem deferto; quaestorque, qui aerarium provinciam optinebit, eam pecuniam ei scribae scribeisque heredive ejus solvito, idque ei sine fraude sua facere liceto, quod sine malo pequlatuu fiat. olleisque hominibus eam pecuniam capere liceto.

Co(n)s(ules) qui nunc sunt, iei ante k. Decembreis primas de eis, qui cives Romanei sunt, viatorem unum legunto, qui in ea decuria viator appareat, quam decuriam viatorum ex noneis Decembribus primeis quaestoribus ad aerarium apparere oportet oportebit. Eidemque co(n)s(ules) ante k. Decembreis primas de eis, qui cives Romanei sunt, praeconem unum legunto, qui in ea decuria praeco appareat, quam decuriam praeconum ex noneis Decembribus primeis quaestoribus ad aerarium apparere oportebit. Deinde eidem co(n)s(ules) ante k. Decembreis primas viatorem unum legunto, qui in ea decuria viator appareat, quam decuriam viatorum ex noneis Decembribus secundeis quaestoribus ad aerarium apparere oportet oportebit. Eidemque (co(n)s(ules) ante k. Decembreis primas praeconem unum legunto, qui in ea decuria praeco appareat, quam decuriam praeconum ex noneis Decembribus secundeis quaestoribus ad aerarium apparere oportet oportebit. Deinde eidem co(n)s(ules) ante k. Decembreis primas viatorem unum legunto, qui in ea decuria viator appareat, quam decuriam viatorum ex noneis Decembribus tertieis quaestoribus ad aerarium apparere oportet oportebit. Eidemque co(n)s(ules) ante k. Decembreis primas praeconem unum legunto, qui in ea decuria praeco appareat, quam decuriam praeconum ex noneis Decembribus tertieis quaestoribus ad aerarium apparere oportet oportebit. Eosque viatores eosque praecones omneis, quos eo ordine dignos arbitrabuntur, legunto. Quam in quisque decuriam ita viator lectus erit, is in ea decuria viator esto item utei ceteri ejus decuriae viatores erunt. Quamque in quisque decuriam ita praeco lectus erit, is in ea decuria praeco esto ita utei ceteri ejus decuriae praecones erunt. Sirempsque eis viatoribus deque eis viatoribus q(uaestori) omnium rerum jus lexque esto, quaei sei ei viatores in eam decuriam in tribus viatoribus antea lectei sublectei essent, quam in quis-

que decuriam eorum ex hac lege viator lectus erit. Siremp-
que eis praeconibus deque eis praeconibus quaestori omnium
rerum jus lexque esto, quaei sei ei praecones in eam decu-
riam in tribus praeconibus antea lectei sublectei essent,
quam in quisque decuriam eorum ex hac lege praeco lectus
erit.

Quos quomque quaestores ex lege plebeive scito viatores
legere sublegere oportebit, ei quaestores eo jure ea lege via-
tores IIII legunto sublegunto, quo jure qua lege q(uaestores),
quei nunc sunt, viatores III legerunt sublegerunt; quosque
quomque quaestores ex lege plebeive scito praecones legere
sublegere oportebit, ei quaestores eo jure ea lege praecones
IIII legunto sublegunto, quo jure qua lege quaestores, quei
nunc sunt, praecones III legerunt sublegerunt, dum ni quem
in eis viatoribus praeconibus legundeis sublegundeis in ejus
viatoris praeconis locum viatorem praeconem legant suble-
gant, quojus in locum per leges plebeive scita viatorem prae-
conem legei sublegi non licebit; itaque de eis quattuor via-
toribus quaestor queiquomque erit viatores sumito habeto,
utei ante hanc legem rogatam de tribus viatoribus viatores
habere sumere solitei sunt; itaque de eis quattuor praeconibus
quaestor queiquomque erit praecones sumito habeto,
utei ante hanc legem rogatam de tribus praeconibus praecones
habere sumere solitei sunt. Itemque eis viatoribus praeconibus,
quei ex hac lege lectei erunt, vicarium dare subdere
jus esto licetoque, utei ceteris viatoribus praeconibus, qua
in quisque decuria est, vicarium dare subdere jus erit lice-
bitque; itemque quaestor(es) ab eis vicarios accipiunt, utei
aa ceteris viatoribus praeconibus vicarios accipei oportebit.

Viatores praecones, quei ex hac lege lectei sublectei
erunt, eis viatoribus praeconibus magistratus prove mag(i-
stratu) mercedis item tantundem dato, quantum ei viator(ei)
praeconei darei oporteret, sei is viator de tribus viatoribus
isque praeco de tribus praeconibus esset, quei ante hanc
legem rogatam utei legerentur institutei sunt.

Quas in decurias viatorum praeconum consul ex hac
lege viatores praecones legerit, quorum viatorum praeconum
nomina in eis decuriis ad aedem Saturni in pariete intra
caulas proxime ante hanc legem *scripta erunt eorum viato-
rum praeconum ad quaestorem urbanum, quei aerarium provin-
ciam optinebit, eam mercedem deferto.*

9. — LOI ANTONIA DE TERMESSIBUS (683).

C. I. L., I, 204; Bruns, pp. 94-96. Table de bronze trouvée à Rome au XVI^e siècle, aujourd'hui conservée à Naples. Contient le début d'un plébiscite accordant la qualité de cité libre à la ville de Termessus Major en Pisidie. L'index : *I de Termesi. Pisid. maj.* montre que la loi remplissait plusieurs tables dont celle-ci est la première. On a calculé, en partant des parties restantes de la *praescriptio* qui se continuait le long de toutes les tables et en occupait les trois premières lignes, qu'il devait y avoir en tout quatre ou cinq tables. Celle que nous possédons est divisée en deux colonnes dont l'une, aujourd'hui fort endommagée, était encore intacte au XVI^e siècle et a été copiée alors par Mariangelus Accursius de qui nous donnons le texte sans observations pour les passages actuellement illisibles. Les indications chronologiques qu'elle renferme montrent que la loi a été votée après la première guerre de Mithradates, postérieurement au 1^{er} avril du consulat de L. Gellius et de Cn. Lentulus, c'est-à-dire au 1^{er} avril 682, probablement en 683. Les citoyens de Termessus Major existant avant le 1^{er} avril 682 et leurs descendants sont reconnus comme *liberi, amici et socii populi Romani*, leurs relations judiciaires avec les citoyens romains sont maintenues sous l'empire des règles existant en 663, et leurs propriétés leur sont également garanties telles qu'ils les possédaient avant l'explosion de la guerre de Mithradates (commencée en 666). Parmi les autres droits appartenant aux *civitates liberae*, notre table leur accorde, outre la propriété de leur territoire en tant qu'il ne s'y trouve point enclavées de terres domaniales romaines, le droit de *suis legibus uti*, ceux d'établir librement des douanes maritimes et terrestres sauf à l'encontre des fermiers des impôts romains, de ne recevoir de troupes en quartier d'hiver qu'en vertu d'un sénatus-consulte et de n'être soumis à d'autres réquisitions qu'à celles prévues par une loi Porcia d'ailleurs inconnue. Un commentaire étendu mais un peu ancien de la loi Antonia a été donné par Dirksen, *Versuche zur Kritik der Quellen*, 1823, pp. 137-202. Les principales dispositions s'en trouvent aussi étudiées dans le chapitre des *Sujets autonomes* du *Droit public* de Mommsen, 6, 2, pp. 315, n. 2; 317, n. 4; 318, n. 1; 321, n. 2; 322, nn. 1 et 3; 323, n. 1; 339, n. 4.

I de Termesi(bus) Pisid(is) maj(oribus).

C. Antonius M. f., Cn. Cornelius... f., Q. Marcius... f., L. Hostilius... f., C. Popilius... f., M. Valerius... f., C. Antius... f., Q. Caecilius... f., L. V..... f., C. Fundanius C. f. tr(ibunus) pl(ebus) s(enatus) s(ententia) plebem j(ou)re rogaverunt plebesque j(ou)re scivit in... a(n)te d(iem)... tribus... principium fuit; pro tribu... preimus scivit¹.

Quei Thermeses majores Peisidae fuerunt, queique eorum legibus Thermesium majorum Pisidarum ante k. April., quae fuerunt L. Gellio Cn. Lentulo cos². Thermeses majores Pisidae factei sunt, queique ab eis prognati sunt erunt, iei omnes

1. Inscription de la loi restituée par Mommsen à l'aide de l'inscription du même collège de tribuns, *C. I. L.*, I, 593.

2. Cos. 682.

postereique eorum Thermeses majores Pisidae leiberi amicei sociique populi Romani sunt, eique legibus suis ita utunt, itaque iis omnibus suis legibus Thermensis majoribus Pisideis uti licet, quod adversus hanc legem non fiat.

Qui agrum quae loca aedificia publica privatae Thermensium majorum Pisidarum intra fines eorum sunt fueruntve L. Marcio Sex. Julio cos¹. quaeque insulae eorum sunt fueruntve iis consilibus, qui supra scripti sunt, quodque earum rerum iis consulibus iei habuerunt possederunt uti fructeique sunt, quae de iis rebus locata non sunt, uti antea habeant possideant; quaeque de iis rebus agris locis aedificiis locata sunt, ac ne locentur sancitum est sanctione, quae facta est ex lege rogata L. Gellio Cn. Lentulo cos., ea omnia Thermeses majores Pisidae habeant possideant; iisque rebus locis agris aedificiis utantur fruuntur ita, uti ante Mitridatis bellum, quod primum fuit, habuerunt possederunt uti fructeique sunt.

Quae Thermensium majorum Pisidarum publica privatae praeter locata loca² agros aedificia sunt fueruntve ante bellum Mitridatis, quod primum factum est, quodque earum rerum iei antea habuerunt possederunt uti fructeique sunt, quod ejus ipsi sua voluntate ab se non abalienarunt, ea omnia Thermensium majorum Pisidarum, uti sunt fuerunt, ita sunt itemque iis ea omnia habere possidere uti fructeique licet.

Quos Thermenses majores Pisidae leiberos servosve bello Mitridatis amiserunt, magistratus pro magistratu, quia de ea re juris dictio erit quoque de ea re in ius aditum erit, ita de ea re ius de iure iudicia recuperationes dant, uti iei eos recuperare possint.

Nei quis magistratus pro magistratu legatus neve quis alius milites in oppidum Thermesum majorum Pisidarum agrumve Thermensium majorum Pisidarum hiemandi causa introducit, neve facit, quo quis eo milites introducat quoque ibi milites hient, nisi senatus nominatim, uti Thermesum majorum Pisidarum in hibernacula milites deducantur, decreverit; neve quis magistratus pro magistratu legatus neve quis alius facit neve imperat, quo quid magis iei dent praebent ab iisve auferatur, nisi quod eos ex lege Porcia dare praebere oportet oportebit.

Quae leges quodque ius quaeque consuetudo L. Marcio

1. Cos. 663.

2. Mommsen, Gradenwitz. Le bronze : 'loca'.

Sex. Julio cos. inter civeis Romanos et Termenses majores Pisidas fuit, eadem leges eidemque jous eademque consuetudo inter ceives Romanos et Termenses majores Pisidas esto ; quodque quibusque in rebus loceis agreis aedificieis oppideis jous Termensium majorum Pisidarum ieis consulibus, quei supra scriptei sunt, fuit, quod ejus praeter *locata* loca agros aedificia ipsei sua voluntate ab se non abalienarunt, idem in eisdem rebus loceis agreis aedificieis oppideis Termensium majorum Pisidarum jous esto ; et quo minus ea quae in hoc capite scripta sunt ita sint flant, ejus hac lege nihilum rogatur.

Quam legem portorieis terrestribus maritumeisque Termenses majores Phisidae capiundeis intra suos fineis deixserint, ea lex ieis portorieis capiundeis esto, dum nei quid portori ab ieis capiatur, quei publica populi Romani vectigalia redempta habebunt ; quos per eorum fineis publicaneis ex eo vectigali transportabunt, *eorum fructuum portorium Termenses majores Pisidae ne capiunto.*

10. — LOI JULIA AGRARIA (loi Mamilia Roscia Peducaea Alliena Fabia des *Gromatici*) (an 695).

Loidontrois chapitres nous ont été conservés comme appartenant à une prétendue loi Mamilia Roscia Peducaea Alliena Fabia, dans la collection des *Gromatici*, éd. Lachmann, 1, 263, mais dont le dernier chapitre est cité, *D.*, 47, 21, 3, comme venant d'une *lex agraria quam Gaius Caesar tulit*, ce dont on a conclu que les trois devaient en réalité provenir d'une *lex Julia agraria* attribuée par Mommsen, *Röm. Feldmesser*, 2, 221, à César et par Rudorff, même ouvrage, 2, 244, à Caligula. La *lex coloniae Genetivae*, de 710, qui reproduit, c. 104, presque textuellement le second des chapitres de la prétendue loi Mamilia et qui fait allusion, c. 97, à une loi agraire Julia, a donné raison à M. Mommsen qui place la loi en 695. Nous en donnons le texte d'après la 6^e éd. des *Fontes*.

K. L. III¹. Quae colonia hac lege deducta quodve municipium praefectura forum conciliabulum constitutum erit, qui ager intra fines eorum erit, qui termini in eo agro statuti erunt, quo in loco terminus non stabit, in eo loco is, cujus is ager erit, terminum restituendum curato, uti quod recte factum esse volet ; idque magistratus, qui in ea colonia municipio praefectura foro conciliabulo jure dicundo praeerit, facito ut fiat.

K. L. IIII. Qui limites decumanique hac lege deducti

1. Signifie, selon Mommsen, ou *K(aupt) LIII* ou *K(apitu)lum* III ; la loi portait seulement des chiffres que les compilateurs ont fait précéder du mot *Kaupt* ou *Kapitulum*.

erunt, quaecumque fossae limitales in eo agro erunt, qui ager hac lege datus adsignatus erit, ne quis eos limites decumanosque obsaeptos neve quid in eis molitum neve quid ibi opsaeptum habeto, neve eos arato, neve eas fossas opturato neve opsaepto, quominus suo itinere aqua ire fluere possit. Si quis adversus ea quid fecerit, is in res singulas, quotienscumque fecerit, HS IIII colonis municipibusve eis, in quorum agro id factum erit, dare damnas esto, ejusque pecuniae qui volet petitio hac lege esto.

K. L. V. Qui hac lege coloniam deduxerit, municipium praefecturam forum conciliabulum constituerit, in eo agro, qui ager intra fines ejus coloniae municipii fori conciliabuli praefecturae erit, limites decumanique ut flant terminique statuuntur curato : quosque fines ita statuerit, si fines eorum sunt, dum ne extra agrum colonicum territoriumve fines ducat. Quique termini hac lege statuti erunt, ne quis eorum quem ejicito neve loco moveto sciens dolo malo. Si quis adversus ea fecerit, is in terminos singulos, quos ejecerit locove moverit sciens dolo malo, HS V m(ilia) n(ummum) in publicum eorum, quorum intra fines is ager erit, dare damnas estos ; deque ea re curatoris, qui hac lege erit, juris dictio reciperatorumque datio addictio esto. Cum curator hac lege non erit, tum quicumque magistratus in ea colonia municipio praefectura foro conciliabulo jure dicundo praerit, ejus magistratus de ea re jurisdictio judicisque datio addictio esto ; inque eam rem is, qui hac lege iudicium dedit testibus publice dumtaxat in res singulas X denuntiandi potestatem facito ita, ut ei e re publica fideque sua videbitur. Et si is, unde ea pecunia petita erit, condemnatus erit, eam pecuniam ab eo deve bonis ejus primo quoque die exigito ; ejusque pecuniae quod receptum erit partem dimidiam ei, cujus unius opera maxime is condemnatus erit, dato, partem dimidiam in publicum redigito. Quo ex loco terminus aberit, si quis in eum locum terminum restituere volet, sine fraude sua liceto facere, neve quid cui is ob eam rem hac lege dare damnas esto.

11. LOI RUBRIA DE GALLIA CISALPINA (705-712).

C. I. L., I, 205=XI, 1146. Bruns, pp. 98-102. Table de bronze découverte en 1760, près de Plaisance, dans les ruines de l'ancienne Veleia, et aujourd'hui conservée à Parme. C'est, nous apprend le chiffre qui la surmonte, la quatrième table d'une loi relative à l'administration judiciaire de la Gaule cisalpine et divisée en chapitres numérotés parmi lesquels elle nous conserve la fin du chapitre XIX, les

chapitres XX, XXI, XXII, et le début du chapitre XXIII. Ainsi qu'a montré Puchta, *Kleine civilistische Schriften*, 1851, pp. 71-73, le nom même de la loi, ou plus exactement du plébiscite Rubrien est donné par les formules qui y sont rapportées. Il est également certain que la loi Rubria est postérieure à la concession de la cité faite à la Gaule cisalpine en 705. Mais, tandis que la plupart des jurisconsultes qui l'ont commentée (Puchta, *op. cit.*, pp. 518-544, Savigny, *Vermischte Schriften*, 3, 1850, pp. 319-326, 377-400, Huschke, *Gaius, Beiträge*, 1855, pp. 203-242; Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 440-443) supposent qu'elle a été en outre postérieure à la réunion de la Gaule cisalpine à l'Italie opérée en 712, M. Mommsen conclut, *C. I. L.*, 1, p. 118, précisément du nom de Gaule cisalpine donné par le texte à cette région qu'il doit être antérieur à son absorption officielle dans l'Italie, et, en partant de l'idée que le fragment d'Este (voir pl. bas, p. 69) en fait partie, il place même aujourd'hui (*Hermes.*, 16, 1881, pp. 24-41) la loi Rubria, comme la loi Roscia et ce fragment lui-même, en 705. — C'est un document de la plus haute importance pour l'histoire de l'organisation judiciaire et de la procédure au début de la période formulaire. En laissant de côté le point de savoir si elle doit être complétée par le fragment d'Este, notre table à elle seule fournit peut-être le tableau le plus précis que nous ayons de la division de l'autorité judiciaire entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux dans les cités de citoyens. Les magistrats municipaux y sont représentés comme compétents *in infinitum* en certaines matières et dans les autres en général jusqu'au taux de 15.000 sesterces. Pour les affaires qui ne sont pas de leur ressort, ils assurent la comparution du défendeur devant la juridiction romaine en le forçant à s'y engager par un *vadimonium*. Pour celles de leur ressort, ils ont non seulement le droit d'organiser le procès *in iure* et de le faire trancher *in iudicio*, mais celui de faire procéder à l'exécution sur la personne (*duci jubere*) ; au contraire, l'exécution sur les biens (*missio in possessionem*), comme en principe toutes les attributions qui sortent du cercle de la juridiction proprement dite, restent réservées aux magistrats de Rome. Voir notamment, sur ces solutions fournies par l'ensemble de la loi et sur leur intérêt pour l'histoire générale, Mommsen, *Droit public*, 6, 2, pp. 466-469. Pris séparément, le chapitre XIX signale, en matière d'*operis novi nuntiatio*, une exception tirée de la *remissio* prononcée par les magistrats municipaux, sur laquelle on trouvera les divers systèmes dans Burckhardt, *Operis novi nuntiatio* (continuation de Glück, série des livres 39 et 40, 1^{re} partie) 1871, pp. 261-269. Le chapitre XXIII semble soumettre les actions en partage à des règles spéciales de compétence. Cf. Mommsen, *Jahrbuch des gemeinen Rechts*, 2, 1858, p. 237; *C. I. L.*, 1, p. 118, et Lenel, *Zsavst.*, 2, 1881, p. 42. Le chapitre XX donne aux magistrats municipaux le pouvoir d'accorder, à défaut de caution *damni infecti*, non pas la *missio in possessionem*, qui leur fut plus tard partiellement déléguée par le préteur, mais une action fictive, semblable à celle qui serait délivrée si la stipulation prescrite par le préteur pérégrin avait été faite, et il existe un grand nombre de systèmes sur le sens de ce renvoi à l'édit du préteur pérégrin. Il a été expliqué tantôt par la supposition que l'édit du préteur urbain n'aurait pas encore à cette époque contenu des formules de stipulation pour le *damnum infectum*, ou tout au moins pour celui relatif à un *vitium aedium*, — v. dans le 1^{er} sens Huschke, *Gaius, Beiträge*, 1855, p. 212, et dans le 2^e Burckhardt, *Cautio damni infecti* (continuation de Glück, série des livres 39 et 40, 2^e p.) 1875, pp. 90-111; — tantôt par l'em-

ploi dans l'édit du préteur urbain du verbe *spondere* interdit aux pérégrins. — v. Savigny, *Verm. Schr.*, 3, 399; — tantôt enfin par l'idée que l'édit du préteur pérégrin substituait aux *missiones in possessionem* une action *in factum* parce que ces *missiones* et particulièrement la seconde tendaient à procurer l'usucapion de la propriété quiritaire et, en attendant, l'action publicienne fictive du délai de l'usucapion, l'une et l'autre inaccessibles aux pérégrins, et que la loi Rubria s'approprie cette même action *in factum* parce que le droit d'ordonner des *missiones* est refusé aux magistrats municipaux, — cf. Dirksen, *Observationes ad selecta legis Galliae cisalpinæ capita*, 1812, p. 25 et ss. et surtout Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 469-472. — Les chapitres XXI et XXII dont l'interprétation la plus minutieuse et, croyons-nous, la plus exacte a été présentée par M. Demelius, *Dis Confessio in römischen Civilprocess*, 1880, pp. 127-164, se rapportent aux défendeurs qui font une *confessio in jure*, ou ne répondent pas, ou refusent leur concours à l'organisation de l'instance, soit sur une *actio certae creditae pecuniae*, — c'est-à-dire, montrent les actions qui constituent le terme opposé, sur une *condictio certae pecuniae* dont c'est donc là le nom officiel, — soit sur une action différente. Au 1^{er} cas, le chapitre XXI prescrit aux magistrats municipaux de procéder, pourvu que le taux de la demande n'excède pas leur compétence, à l'exécution sur la personne comme s'il y avait jugement. Au second, le chapitre XXII renvoie les parties devant l'autorité judiciaire de Rome, qui pourra, selon que l'individu consentira à se défendre régulièrement, ou transformera sa *confessio incerti* en une *confessio certae pecuniae*, ou persistera dans sa résistance, soit organiser le procès, soit ordonner l'exécution, soit prononcer une *missio in possessionem* qui ne peut émaner que d'elle et en vue de laquelle l'affaire est renvoyée à Rome. V. sur tous ces points Demelius et les auteurs qu'il cite. Il convient encore de signaler comme un document précieux pour l'histoire des débuts de la procédure formulaire l'énumération des diverses *intentiones* sur lesquelles peut intervenir la *confessio*, qui est donnée dans le chapitre XXII, et qui malheureusement n'a encore été commentée avec quelque détail que par M. Demelius, *op. cit.*, pp. 147-150.

..... jussum judicatumve erit, id ratum ne esto; quodque quisque quomq(ue) d(e) e(a) r(e) decernet interdicteve seive sponsionem fieri judicareive jubebit judiciumve quod d(e) e(a) r(e) dabit, is in id decretum interdictum sponsionem judicium exceptionem addito addive jubeto: 'Q(ua) d(e) r(e) operis novi nuntationem Ilvir IIIvir praefectusve ejus municipi non remeisserit'.

XX. Qua de re quisque, et a quo, in Gallia Cisalpeina damnei infectei ex formula restipulari satisve accipere volet, et ab eo quei ibei j(ure) d(eicundo) p(raerit) postulaverit, id que non k(alumniae k(aussa) se facere juraverit: tum is, quo d(e) e(a) r(e) in jus aditum erit, eum, quei in jus eductus erit, d(e) e(a) r(e) ex formula repromittere et, sei satis darei debbit, satis dare jubeto decernito. Quei eorum ita non repro-meisserit aut non satis dederit, sei quid interim damni datum factumve ex ea re aut ob e(am) r(em) eove nomine erit,

quam ob rem, utei damnei infectei repromissio satisve datio fieri *jubeatur*, postulatum erit: tum mag(istratus) prove mag(istratu) IIvir IIIvir praefec(tus)ve, quoquomque d(e) e(a) r(e) in jus aditum erit, d(e) e(a) r(e) ita jus deicito judicium dato judicareque jubeto cogito, proinde atque sei d(e) e(a) r(e), quom ita postulatum esset, damnei infectei ex formula recte repromissum satisve datum esset. D(e) e(a) r(e) quod ita judicium datum judicareve jussum judicatumve erit, jus ratumque esto, dum in ea verba, sei damnei infectei repromissum non erit, judicium det itaque judicare jubeat: 'J(u-dex) e(sto). S(ei), antequam id judicium q(ua) d(e) r(e) a(gitur) factum est, Q. Licinius damni infectei eo nomine q(ua) d(e) r(e) a(gitur) eam stipulationem, quam is qui Romae inter peregrinos jus deicet in albo propositam habet, L. Seio repromeississet: tum quicquid eum Q. Licinium ex ea stipulatione L. Seio d(are) f(acerę) oporteret ex f(ide) b(ona) d(um) t(axat) HS ¹ e(jus) j(udex) Q. Licinium L. Seio, sei ex decreto IIvir(ei) IIIvir(ei) praefec(tei)ve Mutinensis, quod ejus is IIvir IIIvir praefec(tus)ve ex lege Rubria, seive id pl(ebei)ve sc(itum) est, decreverit, Q. Licinius eo nomine qua d(e) r(e) a(gitur) L. Seio damnei infectei repromittere noluit, c(ondemnato); s(ei) n(on) p(aret), a(bsolvito)'; aut sei damnei infectei satis datum non erit, in ea verba judicium det: 'J(udex) e(sto). S(ei), antequam id judicium q(ua) d(e) r(e) a(gitur) factum est, Q. Licinius damnei infectei eo nomine q(ua) d(e) r(e) a(gitur) ea stipulatione, quam is qui Romae inter peregrinos jus deicet in albo propositam habet, L. Seio satis dedisset: tum q(uic)q(uid) eum Q. Licinium ex ea stipulatione L. Seio d(are) f(acere) oporteret ex f(ide) b(ona) d(um) t(axat) ², e(jus) j(udex) Q. Licinium L. Seio, sei ex decreto IIvir(ei) IIIvir(ei) praef(ectei)ve Mutinensis, quod ejus is IIvir IIIvir praefec(tus)ve ex lege Rubria, seive id pl(ebei)ve sc(itum) est, decreverit, Q. Licinius eo nomine q(ua) d(e) r(e) a(gitur) L. Seio damnei infectei satis dare noluit, c(ondemnato); s(ei) n(on) p(aret), a(bsolvito)'; dum IIvir IIIvir j(ure) d(eicundo) praefec(tus)ve d(e) e(a) r(e) jus ita deicat curetve, utei ea nomina et municipium colonia locus in eo judicio, quod ex ieis quae proxsume s(cripta) s(unt) accipietur, includantur concipiantur, quae includi concipi s(ine) d(olo) (malo) oporteret debbitve³, ne

1. Espace laissé en blanc pour le chiffre sur la table.

2. Le signe HS et le chiffre manquent sur la table.

3. Mommsen: 'oportere ei videbuntur'.

quid ei quei d(e) e(a) r(e) aget petetve captionei ob e(am) r(em) aut eo nomine esse possit; neve ea nomina, quae in earum qua formula [quae] s(upra) s(cripta) s(unt), aut *Mutinam* in eo iudicio includei concipi curet, nisei iei, quos inter id iudicium accipietur leisve contestabitur, iei nominibus fuerint, quae in earum qua formula s(upra) s(cripta) s(unt), et nisei sei Mutinae ea res agetur; neve quis mag(istratus) prove mag(istratu) neve quis pro quo imperio potestateve erit, intercedito neve quid aliud facito, quo minus de ea re ita iudicium detur iudiceturque.

XXI. A quoquomq(ue) pecunia certa credita, signata forma p(ublica) p(opulei R(omanei), in eorum quo o(ppido) m(unicipio) c(olonia) p(raefectura) f(oro) v(eico) c(onciliabulo) c(astello) t(erritorio)ve, quae sunt eruntve in Gallia cisalpina, petetur, quae res non pluris HS \overline{XV} erit, sei is eam pecuniam in iure apud eum, quei ibei j(ure) d(eicundo) p(raerit), ei quei eam petet, aut ei quojus nomine ab eo petetur, d(are) o(portere) debereve se confessus erit, neque id quod confessus erit solvet satisve faciet, aut se sponsione iudicioque utei oportebit non defendet, seive is ibei d(e) e(a) r(e) in iure non responderit, neque d(e) e(a) r(e) sponsionem faciet neque iudicio utei oportebit se defendet: tum de eo, a quo ea pecunia peteita erit, deque eo, quoi eam pecuniam d(arei) o(portebit), s(iremps) res lex jus caussa(que) o(mnibus) o(mnium) r(erum) esto atque utei esset esseve porteret, sei is, quei ita confessus erit, aut d(e) e(a) r(e) non responderit aut se sponsione iudicioque utei oportebit non defenderit, ejus pecuniae iei, quei eam suo nomine petierit quoive eam d(arei) o(portebit), ex iudiciis dateis iudicareve recte jusseis iure lege damnatus esset fuisset. Queique quomque llvir Illvir praefec(tus)ve ibei j(ure) d(eicundo) p(raerit), is eum, quei ita quid confessus erit neque id solvet satisve faciet, eumve, quei se sponsione iudiciove utei oportebit non defenderit aut in iure non responderit neque id solvet satisve faciet, t(antae) p(ecuniae), quanta ea pecunia erit de qua tum inter eos ambigetur, dum t(axat) HS \overline{XV} s(ine) f(raude) s(ua) duci iubeto; queique eorum quem, ad quem ea res pertinebit, duxerit, id ei fraudi poenaeve ne esto; quodque ita factum actum jussum erit, id jus ratumque esto. Quo minus in eum, quei ita vadimonium Romam ex decreto ejus, quei ibei j(ure) d(eicundo) p(raerit), non promeisserit aut vindicem locupletem ita non dederit, ob e(am) r(em) iudicium recup(erationem) is, quei ibei j(ure) d(eicundo)

p(raerit), ex h. l. det judicareique d(e) e(a) r(e) ibei curet, ex h. l. n(ihilum) r(ogatur).

XXII. A quo quid praeter pecuniam certam creditam, signatam forma p(ublica) p(opulei) R(omanei), in eorum quo o(ppido) m(unicipio) c(olonia) p(raefectura) f(foro) v(eico) c(onciliabulo) c(astello) t(erritorio)ve, quae sunt eruntve in Gallia cis Alpeis, petetur, quodve quom eo agetur, quae res non pluris HS XV erit, et sei ea res erit, de qua re omnei pecunia ibei jus deicei judicave darei ex h. l. o(portebit), sei is eam rem, quae ita ab eo petetur deve ea re cum eo agetur, ei quei eam rem petet deve ea re aget, aut iei quojus nomine ab eo petetur quomve eo agetur in jure apud eum, quei ibei j(ure) d(eicundo) p(raerit), d(are) f(acere) p(raestare) restituereve oportere aut se debere, ejusve eam rem esse aut se eam habere, eamve rem de qua arguetur se fecisse obligatumve se ejus rei noxsiaeve esse confessus erit deixseritve neque d(e) e(a) r(e) satis utei oportebit faciet aut, sei sponsionem fieri oportebit, sponsionem non faciet, aut non restituet, neque se judicio utei oportebit defendet, aut sei d(e) e(a) r(e) in jure nihil responderit, neque d(e) e(a) r(e) se judicio utei oportebit defendet : tum de eo a quo ea res ita petetur quomve eo d(e) e(a) r(e) ita agetur, deque eo, quoi eam rem d(are) f(ieri) p(raestare) restitui satisve d(e) e(a) r(e) fieri oportebit, s(iremps) l(ex) r(es) j(us) c(aussa)q(ue) o(mnibus) o(mnium) r(erum) e(sto), atque utei esset esseve oporteret, sei is, quei ita quid earum rerum confessus erit aut d(e) e(a) r(e) non responderit neq(ue) se judicio utei oportebit defenderit, de ieis rebus Romae apud pr(aetorem) eumve quei de ieis rebus Romae j(ure) d(eicundo) p(rae)esset in jure confessus esset, aut ibei d(e) e(a) r(e) nihil respondisset aut judicio se non defendisset; p(raetor) q(ue) isve quei d(e) e(is) r(ebus) Romae j(ure) d(eicundo) p(raerit) in eum et in heredem ejus d(e) e(is) r(ebus) omnibus ita jus deicito decernito eosque duci bona eorum possideri proscribereve venereique jubeto, ac sei is heresve ejus d(e) e(a) r(e) in jure apud eum pr(aetorem) eumve quei Romae j(ure) d(eicundo) praesset, confessus esset aut d(e) e(a) r(e) nihil respondisset, neque se judicio utei oportuisset defendisset; dum ne quis d(e) e(a) r(e) nisei pr(aetor) isve quei Romae j(ure) d(eicundo) p(raerit) eorum quojus bona possideri proscribere venire duceique eum jubeat.

XXIII. Queiquomque in eorum quo o(ppido) m(unicipio) c(olonia) p(raefectura) f(foro) v(eico) c(onciliabulo) t(erritorio)-

ve quae in Galia Cisalpeina sunt erunt, j(ure) d(eicundo) p(raerit), is inter eos, quei de familia erceiscunda deiv-
dunda judicium sibi dari reddeive in eorum quo o. m. c.
p. f. v. c. c. t. ve¹, quae s(upra) s(cripta) s(unt), postulave-
rint, ita jus deicito decernito judicium dato judicare jubeto,
utei in eo o. m. c. p. f. v. c. c. t. ve, in quo is, quojus de
bonis agetur, domicilium habuerit....

12. FRAGMENT D'ESTE (705-712).

Inscription gravée sur une table de bronze découverte en 1880, à Este, sur l'emplacement de l'ancienne Ateste, en Gaule cisalpine. Nous en donnons ci-dessous le texte d'après la restitution de M. Mommsen, *Fontes*, pp. 102-103. Elle a en outre été publiée et commentée par MM. Alibrandi, *Studi e documenti*, 2, 1881, p. 1 et ss., Mommsen, *Hermes*, 16, 1882, pp. 24-41; Esmein, *Mélanges*, pp. 269-292. Elle nous fait connaître deux chapitres d'une loi certainement relative aux modifications de compétence nécessitées par la concession du droit de cité à des communes. L'un permet aux parties de rendre par leur accord les autorités municipales compétentes en matière d'actions infamantes jusqu'à concurrence d'une valeur de 10.000 sesterces; l'autre défend de *revocare* à Rome les procès qui jusqu'à la loi Roscia étaient de la compétence des magistrats municipaux. Mais les commentateurs sont en désaccord sur les circonstances précises pour lesquelles la loi a été faite. M. Esmein et M. Alibrandi, qui supposent un déplacement de la table opéré dans le cours des temps, pensent que cette loi trouvée au delà du Pô, se rapporte à la concession du droit de cité faite à toute l'Italie jusqu'au Pô après la guerre sociale, et que tant la loi Roscia, attribuée par M. Esmein au tribun L. Roscius Otho de 687, que notre loi complémentaire, qui paraît de la même année que la loi Roscia, auraient été relatives à la répartition de la juridiction en Italie: M. Esmein semble même incliner à considérer notre texte comme un fragment de la loi Roscia. Tous les autres auteurs admettent que le texte a été fait pour le territoire dans lequel il a été trouvé et que par conséquent il ne peut être antérieur à l'an 705, où la cité fut conférée à la Gaule cisalpine, ni postérieur à l'an 712, où la Gaule cisalpine fut réunie à l'Italie. M. Mommsen y voit même, par une conclusion fort naturelle, un nouveau fragment de la loi Rubria relative à la juridiction dans la même région, puis il voit dans la loi Roscia la loi qui donna la cité aux Cisalpins en 705, et il en déduit comme date désormais certaine de la loi Rubria rendue la même année la date de 705. Mais, en dehors de diversités peu importantes de langue et d'orthographe, le rattachement des deux textes à la même loi ne se concilie pas très aisément avec le maximum de 10.000 sesterces indiqué dans l'un et celui de 15.000 indiqué dans l'autre. M. Mommsen voit dans les 10.000 sesterces un taux spécial aux actions infamantes. D'autres, comme M. Karlowa, *R. R. G.*, 1, p. 442, et M. Krueger, *Sources*, tr. fr., p. 97, préfèrent y voir le taux général de la loi distincte dont nous aurions ici les fragments, et qui, d'après M. Karlowa notamment, serait la loi qui régit la Gaule cisalpine de 705 à 712, tandis que la loi Rubria serait postérieure à la réunion de

1. Voir la solution des abréviations au début du chapitre.

la Gaule cisalpine à l'Italie. — Quant aux dispositions du texte, M. Karlowa regarde celle sur la *revocatio* comme une disposition définitive s'appliquant à tous les procès postérieurs, tandis que tous les autres auteurs la considèrent comme une disposition transitoire exclusivement relative aux procès déjà organisés lors de son entrée en vigueur. Le chapitre relatif aux actions infamantes, qui vient confirmer l'hypothèse selon laquelle ces actions étaient en principe soustraites à la juridiction municipale, est en outre remarquable par la formule *suo nomine quodve ipse earum rerum quid gessisse dicetur* qu'il emploie pour les actions contractuelles et sur laquelle on pourra comparer les explications de MM. Mommsen, p. 39, et Esmein, p. 289, et par la façon différente dont il désigne la poursuite *furti*, pour laquelle il exclut l'action noxale, et l'action d'injures, pour laquelle il ne dit rien de pareil, — pas plus d'ailleurs que la loi Julia municipale, — peut-être parce que l'action noxale d'injures n'existait point encore à cette époque (V. Mommsen, *Hermes*, 16, p. 40; Girard, *N. R. Hist.*, 1890, p. 700).

Qui post hanc legem rogatam in eorum quo oppido municipio colonia praefectura foro veico conciliabulo castello territoriove, quae in Gallia Cisalpeina sunt eruntve, ad Ilvirum Illvirum praefectumve in iudicium fiduciae aut pro socio aut mandati aut tutelae suo nomine quodve ipse earum rerum quid gessisse dicetur, adducetur, aut quod furti, quod ad hominem liberum liberamve pertinere deicatur¹, aut injuriarum agatur: sei is, a quo petetur quomve quo agetur, d(e) e(a) r(e) in eo municipio colonia praefectura iudicio certare volet et si ea res HS cclccc² minorisve erit, quo minus ibei d(e) e(a) r(e) iudex arbiterve addicatur detur, quove minus ibei d(e) e(a) r(e) iudicium ita feiat, utei de ieis rebus, quibus ex h(ac) l(ege) iudicia data erunt, iudicium fieri exerceri oportebit, ex h(ac) l(ege) n(ihilum) r(ogatur).

Quojus rei in quoque municipio colonia praefectura quojusque Ilvir(i) ejusve, qui ibei lege foedere pl(ebei)ve sc(ito) s(enatus)ve c(onsulto) institutove jure dicundo, praefuit, ante legem, seive illud pl(ebei) sc(itum) est, quod L. Roscius a. d. V. eid. Mart. populum plebemve rogavit, quod privatim ambigetur, juris dictio iudicis arbitri recuperatorum datio additiove fuit quantaeve rei pecuniaeve fuit: ejus rei pecuniaeve quo magis privato Romae revocatio sit quove minus quei ibei j(ure) d(icundo) p(raerit) d(e) e(a) r(e) jus dicat iudicem arbitrumve det utei ante legem sive illud pl(ebei) sc(itum) est, quod L. Roscius a. d. V. eidus Mart. populum plebemve rogavit, ab eo quei ibei j(ure) d(icundo) p(raerit) jus dici iudicem arbitrumve dari oportuit, ex h(ac) l(ege) n(ihilum) r(ogatur). .

(1) Cf. *D.*, 39, 4, 1, pr.

(2) = 40.000.

13. LOI JULIA MUNICIPALIS (709).

C. I. L., I, 206 ; Bruns, pp. 104-113. Loi latine gravée sur l'une des faces de deux tables de bronze portant à l'autre face un texte grec plus ancien découvertes en 1732 à Héraclée en Lucanie et présentement conservées au musée de Naples. Cette loi, qui exclut des honneurs municipaux, ligne 121, ceux qui ont fait trafic des têtes mises à prix, est nécessairement postérieure non seulement à l'abdication de Sulla, mais à la chute du régime aristocratique en 684. Elle est, d'autre part, antérieure à l'an 711, où le mois de Quinctilis mentionné ligne 98 prit le nom de Julius, et même à l'an 710, où le nombre total des édiles fut élevé de 4 à 6. Mais M. de Savigny a démontré dans un article reproduit *Vermischte Schriften*, 3, 1850, pp. 279-412, que nous avons là une loi de César de l'an 709, dont l'une des dispositions, celle des lignes 94 et 104 sur l'inéligibilité des *praecones* pendant qu'ils font ce métier et seulement alors, est citée d'une manière indéniable par Cicéron, *Ad fam.*, 8, 18, et il lui rapporte également soit les textes des compilations de Justinien qui semblent traiter d'une loi *municipalis* générale (v. par ex. *D.*, 50, 9, 3. *C.*, 7, 9, 1), soit l'inscription de Padoue, *C. I. L.*, V, 2864, d'un *III vir aediliciae potestatis e lege Julia municipalis*. Cette opinion est aujourd'hui généralement admise, quoique elle ait encore été contestée récemment, surtout sur les derniers points, par M. Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 438-440 (v. aussi *Rheinisches Museum*, tome 45, pp. 100-102, le raisonnement par lequel M. H. Nissen place la loi à la fin de 708 et la réponse de M. Mommsen dans Bruns, p. 104, n. 1). — Nous n'avons point le commencement de la loi ; elle paraît en revanche finir avec la deuxième table. Les dispositions qui nous en ont été transmises se rapportent à la fois à la police de la ville de Rome, comme celles sur les *professiones frumentariae*, sur l'entretien de la voie publique et sur le droit d'y circuler, et à l'organisation des cités de citoyens, comme celle sur l'éligibilité au décuration et aux magistratures locales et celle sur la confection du cens dans les cités italiennes, ce qui faisait M. de Savigny considérer la loi comme une *lex satuta* proposée au mépris de la loi *Caecilia Didia*, tandis que M. Mommsen y voit simplement une loi *municipalis*, faite par César précisément pour montrer que Rome n'est plus désormais que le premier des municipes. Les dispositions en sont surtout intéressantes pour la connaissance de l'administration de la ville de Rome et du régime municipal. Mais en outre le catalogue des causes d'indignité donné aux lignes 108 et ss. peut fournir des renseignements utiles sur certaines des institutions privées auxquelles il se rapporte ; voir notamment sur la rédaction alternative de la disposition qui vise la loi *Plaetoria* et sur l'argument qu'on en peut tirer en faveur de l'existence simultanée d'une action publique et d'une action civile, Karlowa, *Römische Civilprozess zur Zeit der Legis Actionen*, 1872, pp. 352-353 ; sur le sens de la clause : *qui in jure... abjuraverit bonamve copiam juravit juraverit*, Galinger, *die Offenbarungseid des Schuldners*, 1884, et les auteurs cités auxquels il faut ajouter aujourd'hui Wlassak, *Pauly's Realencyclopädie, neue Bearbeitung*, 1893, p. 102 ; sur la place occupée par l'action de dol, Pernice, *Marcus Antistius Labeo*, 2, 1878, p. 97, et de Jhering, *Faute en droit privé*, 1880, p. 41 ; sur l'absence de l'action de dépôt, qui paraît donc ne pas encore exister en 709, Ubbelohde, *Zur Geschichte der bennanten Realcontracte*, 1870, pp. 32-34 ; de

Jhering, *op. cit.*, p. 41. Cf. en outre sur le transfert de créance opéré de l'Etat à des particuliers en matière de voirie, lignes 20 45, Bruns, *Kl. Schr.*, 2, pp. 18-27, Heyrowsky, *Rechtliche Grundlage der Leges contractus*, 1881, pp. 22-25, 51-52, et les auteurs cités.

... Quem h(ac) l(ege) ad co(n)s(ulem) profiteri oportebit sei is, quom eum profiteri oportebit, Romae non erit, tum quei ejus | negotia curabit, is eadem omnia, quae eum, quojus negotia curabit, sei Romae esset, h(ace) l(ege) profiteri | oporteret, item isdemque diebus ad co(n)s(ulem) profitemino |.

5. Quem h(ac) l(ege) ad co(n)s(ulem) profiteri oportebit, sei is pup(illus) seive ea pu(pilla) erit, tum quei ejus pu(pilli) pu(pillae)ve tutor erit, item eadem | que omnia in isdem diebus ad co(n)s(ulem) profitemino ita utei et quae quibusque diebus eum eamve, sei pup(illus) pu(pilla)ve non | esset, h(ac) l(ege) profiteri oporteret. |

Sei co(n)s(ul), ad quem h(ac) l(ege) professiones fieri oportebit, Romae non erit, tum is, quem profiteri oportebit, quod eum profiteri | oportebit, ad pr(aetorem) urb(anum) aut, sei is Romae non erit, ad eum pr(aetorem), quei inter peregrinos jus deicet, profitemino, ita utei | eum ad co(n)s(ulem) sei tum Romae esset, h(ac) l(ege) profiteri oporteret. |

10. Sei ex eis co(n)s(ulibus) et pr(aetoribus), ad quos h(ac) l(ege) professiones fieri oportebit, nemo eorum Romae erit, tum is, quem profiteri oportebit, | [et] quod eum [eum] profiteri oportebit ad tr(ibunum) pl(ebei) profitemino, ita utei eum ad co(n)s(ulem) pr(aetorem)que ur | b(anum) eumque quei inter peregrinos jus deicet, sei Romae esset, h(ac) l(ege) profiteri oporteret |.

15. Quod quemquem h(ac) l(ege) profiteri oportebit, is, apud quem ea professio fiet, ejus quei profitebitur nomen, et ea quae pro | fessus erit, et quo die professus sit, in tabulas publicas referunda curato, eademque omnia quae utique in tabulas | rettulerit ita in tabulam in album referunda curato idque aput forum, et quom frumentum populo dabitur, ibei ubei frumen | tum populo dabitur cottidie majorem partem diei propositum habeto, u(nde) d(e) p(lano) r(ecte) l(egi) p(ossit). |

Queiquomque frumentum populo dabit damdunive curabit, nei quoi eorum, quorum nomina h. l. ad cos. pr(aetorem) tri(bunum) pl(ebei) in ta | bula in albo proposita erunt, frumentum dato neve dare jubeto neve sinito. Quei adversus ea eorum quoi frumentum | dederit, is in tr(itici) m(odios)

l HS lccc¹ populo dare damnas esto, ejusque pecuniae quei
volet petitio esto. |

Quae viae in urbem Rom(am) propiusve u(rbem) R(omam) 20.
p(assus) M ubei continente habitabitur, sunt erunt, quojus
ante aedificium earum quae | via erit, is eam viam arbitrato
ejus aed(ilis), quoi ea pars urbis h. l. obvenerit, tueatur; is-
que aed(ilis) curato, uti quorum, | ante aedificium erit quam-
que viam h. l. quemque tuerit oportebit, ei omnes eam viam
arbitrato ejus tueantur, neve eo | loco aqua consistat, quo-
minus commode populus ea via utatur. |

Aed(iles) cur(ules) aed(iles) pl(ebei), quei nunc sunt ²,
queiquomque post h(anc) l(egem) r(ogatam) factei createi
erunt eumve mag(istratum) inierint, iei in diebus V proxu-
meis, | quibus eo mag(istratu) designatei erunt eumve mag(i- 25.
stratum) inierint, inter se paranto aut sortiunto, qua in partei
urbis quisque | eorum vias publicas in urbem Romam, pro-
piusve u(rbem) Ro(mam) p(assus) M, reflciundas sternendas
curet, ejusque rei procurationem | habeat. Quae pars quoique
aed(ilei) ita h(ac) l(ege) obvenerit, ejus aed(ilis) in eis loceis
quae in ea partei erunt viarum rescien | darum tuemdarum
procuratio esto, utei h(ac) l(ege) oportebit. |

Quae via inter aedem sacram et aedificium locumve pu- 30.
blicum et inter aedificium privatum est erit, ejus | viae par-
tem dimidiam is aed(ilis), quoi ea pars urbis obvenerit, in
qua parte ea aedis sacra erit seive aedificium | publicum seive
locus publicus, tuemdam locato. |

Quemquomque ante suum aedificium viam publicam h(ac)
l(ege) tueri oportebit, quei eorum eam viam arbitrato ejus
aed(ilis), | quojus oportuerit, non tuebitur, eam viam aed(ilis),
quojus arbitrato eam tuerei oportuerit, tuemdam locato; |
isque aed(ilis) diebus ne minus X antequam locet aput forum
ante tribunale suum propositum habeto, quam | viam tuen- 35.
dam et quo die locaturus sit, et quorum ante aedificium ea
via sit; eisque, quorum ante aedificium | ea via erit, procu-
ratoribusve eorum domum denuntietur facito, se eam viam
locaturum et quo die locaturus | sit; eamque locationem pa-
lam in foro per q(uaestorem) urb(anum) eumve quei aerario
praerit facito. Quamta pecunia eam | viam locaverit, tamtae
pecuniae eum eosque, quorum ante aedificium ea via erit
pro portioni, quamtum | quojusque ante aedificium viae in

1. = singulos sestertium 50.000.

2. V. Nissen, *loc. cit.*, p. 100 et Mommsen qui ajoute : 'in diebus V proxumeis post hanc legem rogatam'.

- longitudine et in latitudine erit, q(uaestor) urb(anus) queive
 40. aerario praerit in tabulas | publicas pecuniae factae referun-
 dum curato. Ei quei eam viam tuendam redemerit, tanta
 pecuniae eum eos | ve adtribuito sine d(olo) m(alo). Sei i-
 quei adtributus erit eam pecuniam diebus XXX proxumeis,
 quibus ipse aut pro | curator ejus sciet adtributionem factam
 esse ei, quoi adtributus erit, non solverit neque satis fecerit,
 is | quamtae pecuniae adtributus erit, tantam pecuniam et
 ejus dimidium ei, quoi adtributus erit, dare debeto, | inque
 eam rem is, quo quomque de ea re aditum erit, judicem
 45. judiciumve ita dato, ut ei de pecunia credita | *judicem* judi-
 ciumve dari oporteret. |

Quam viam h(ac) l(ege) tuendam locari oportebit, aed(ilis),
 quem eam viam tuendam locare oportebit, is eam viam per
 | q(uaestorem) urb(anum) queive aerario praerit tuendam
 locato, ut ei eam viam arbitrato ejus, quei eam viam locan-
 dam | curaverit, tueatur. Quamtam pecuniam ita quaeque via
 locata erit, t(amtam) p(ecuniam) q(uaestor) ur(banus) queive
 aerario praerit | redemptorei, quoi e lege locationis dari oport-
 ebis, heredeive ejus damdam adtribuendam curato. |

50. Quo minus aed(iles) et IIIvir(ei) vieis in urbem purgan-
 deis, IIvir(ei) vieis extra propiusve urbem Rom(am) passus
 M | purgandis, queiquomque erunt, vias publicas purgandas
 curent ejusque rei potestatem habeant, | ita ut ei legibus pl(e-
 bei)ve sc(itis) s(enatus)ve c(onsultis) oportet oportebit, eum
 h(ac) l(ege) n(ihilum) r(ogatur). |

Quojus ante aedificium semita in loco erit, is eam semi-
 tam, eo aedificio perpetuo lapidibus perpetueis | integreis
 continentem constratam recte habeto arbitrato ejus aed(ilis),

55. quojus in ea parte h(ac) l(ege) viarum | *procuratio* erit. |
 Quae viae in u(rbem) R(omam) sunt erunt intra ea loca,
 ubi continenti habitabitur, ne quis in iis vieis post k(alendas)
 Januar(ias) | primas plostrum interdiu post solem ortum, neve
 ante horam X diei ducito agito, nisi quod aedium | sacrarum
 deorum immortalium causa aedificandarum operisve publice
 faciumdei causa advehei porta | ri oportebit, aut quod ex urbe
 ex ve iis locis earum rerum, quae publice demoliendae
 60. locatae erunt, publi | ce exportari oportebit, et quarum rerum
 causa plostra h(ac) l(ege) certis hominibus certis de cau-
 seis agere | ducere licebit. |

Quibus diebus virgines Vestales *regem* sacrorum flami-
 nes plostreis in urbe sacrorum publicorum p(opuli) R(omani)
 causa | vehi oportebit, quaeque plostra triumphii causa, quo

die quisque triumphabit, ducei oportebit, quaeque | plostra ludorum, quei Romae aut urbei Romae *p(ropius) p(assus) M* publice feient, inve pompam ludeis circiensibus ducei agei opus | erit: quo minus earum rerum caussa eisque diebus 65. plostra interdium in urbe ducantur agantur, e(jus) h(ac) lege) n(ihilum) r(ogatur). |

Quae plostra noctu in urbem inducta erunt, quo minus ea plostra inania aut stercoris exportandae caussa | post solem ortum h(oris) X diei bubus jumenteisve juncta in u(rbe) R(oma) et ab u(rbe) R(oma) p(assus) M esse liceat, e(jus) h(ac) l(ege) n(ihilum) r(ogatur). |

Quae loca publica porticusve publicae in u(rbe) R(oma) p(ropius)ve u(rbei) R(omae) p(assus) M sunt erunt, quorum locorum quojusque porticus | aedilium eorumve mag(istra-tuom), quei vieis loceisque publicis u(rbis) R(omae) p(ro-pius)ve u(rbei) R(omae) p(assus) M purgandis praerunt, legibus | procuratio est erit, nei quis in ieis loceis inve ieis 70. porticibus quid inaedificatum inmolitumve habeto, | neve ea loca porticumve quam possideto, neve eorum quod saeptum clausumve habeto quo minus eis | loceis porticibusque populis utatur pateantve, nisi quibus utique leg(ibus) pl(ebei)ve sc(i-tis) s(enatus)ve c(onsultis) concessumve est. |

Quibus loceis ex lege locationis, quam censor aliusve quis mag(istratus) publicis vectigalibus ultrove tributeis | fruendis tuendisve dixit dixerit, eis, quei ea fruenda tuendave conducta habebunt, ut utei frui liceat | aut utei ea ab eis 75. custodiantur, cautum est, ei quo minus ieis loceis utantur fruantur ita, utei quoique eorum | *ex lege locationis ieis sine d'olo) (malo) utei frui licebit, ex h(ac) l(ege) n(ihilum) r(ogatur).* |

Quos ludos quisque Romae p(ropius)ve u(rbei) R(omae) p(assus) M faciet, quo minus ei eorum ludorum caussa scaenam pulpitem ceteraque, | quae ad eos ludos opus erunt, in loco publico ponere statuere eisque diebus, quibus eos faciet, loco publico utei | liceat, e(jus) h(ac) l(ege) n(ihilum) r(ogatur). | Quei scribae librarei magistratibus apparebunt, ei quo 80. minus loceis publicis, ubi is, *quoi* quisque eorum apparebunt, | juserit, apparendi caussa utantur, e(jus) h(ac) l(ege) n(ihilum) r(ogatur). |

Quae loca servis publicis ab cens(oriis) habitandis utendae caussa adtributa sunt, ei quo minus eis loceis utantur, e(jus) h(ac) l(ege) n(ihilum) r(ogatur). |

Queiquomque in municipiis coloneis praefectureis foreis

85. conciliabulis c(ivium) R(omanorum) Ilvir(ei) IIIvir(ei) erunt aliove | quo nomine mag(istratum) potestatemve sufragio eorum, qui quoque municipi coloniae praefecturae | fori conciliabuli erunt, habebunt; nei quis eorum quem in eo municipio colonia praefectura foro concilia | bulo in senatum decuriones conscriptosve legito neve sublegito neve cooptato neve recitandos curato, | nisi in demortui damnateive locum ejusve qui confessus erit se senatorem decurionem conscriptumve | ibei h(ac) l(ege) esse non licere. |

90. Qui minor annos XXX natus est erit, nei quis eorum post k(alendas) Januar(ias) secundas in municipio colonia praefectura Ilvir(atum) IIIvir(atum) neve quem alium mag(istratum) petito neve capito neve gerito, nisi qui eorum stipendia | equo in legione III aut pedestria in legione VI fecerit, quae stipendia in castris in provincia majorem | partem sui quoque anni fecerit, aut bina semestria, quae ei pro singulis annis, procedere oporteat, cum eo quod ei legibus pl(ebei)ve sc(iteis) procedere oportebit¹, | aut ei vocatio rei militaris legibus pl(ebei)ve sc(itis) exve foedere erit, quocirca eum invitum merere non | oporteat. Neve quis, qui praecognitionem libitinamve faciet, dum eorum
95. quid faciet, in muni | cipio colonia praefectura Ilvir(atum) IIIvir(atum) aliumve quem mag(istratum) petito neve capito neve gerito neve habeto, | neve ibei senator neve decurio neve conscriptus esto neve sententiam dicito. Qui eorum ex eis, qui s(upra) s(criptei) s(unt), | adversus ea fecerit, is HS 1000 p(opulo) d(are) d(amnas) e(sto), ejusque pecuniae qui volet petitio esto. |

100. Qui quomque in municipio colonia praefectura post k(alendas) Quinct(iles) prim(as) comitia Ilvir(eis) IIIvir(eis) aliove qui mag(istratum) | rogando subrogando habebit, is ne quem, qui minor annis XXX natus est erit, Ilvir(um) IIIvir(um), quive ibei | alium mag(istratum) habeat, renuntiato neve renuntiari jubeto, nisi qui stipendia equo in legione III, aut sti | pendia pedestria in legione VI fecerit, quae stipendia in castris in provincia majorem partem sui | quoque anni fecerit, aut bina semestria, quae ei pro singulis annis procedere oporteat, cum eo | quod ei legibus pl(ebei)ve sc(iteis) procedere oportebit, aut ei vocatio rei militaris legibus pl(ebei)ve sc(iteis) exve foedere | erit, quo circa eum invitum merere non oporteat. Neve eum, qui praecognitionem libitinamve faciet, dum eorum quid |

1. Addition de Mommsen. Cf. lignes 102. 103.

faciet, Ilvir(um) Illvir(um), queive ibei mag(istratus) sit, 103.
renuntiato, neve in senatum neve in de | curionum conscrip-
torumve numero legito sublegito coptato neve sententiam
rogato neve dicere neve | ferre jubeto sc(iens) d(olo) m(al)o.
Quei adversus ea fecerit, is HS lxxx p(opulo) d(are) d(amnas)
esto, ejusque pecuniae quei volet petitio esto. ¹

Quae municipia coloniae praefecturae fora conciliabula
c(ivium) R(omanorum) sunt erunt, nei quis in eorum quo
municipio | colonia praefectura foro conciliabulo in senatu
decurionibus conscripseis que esto, neve quoi ibi in eo
ordine | sententiam deicere ferre liceto, quei furtei quod 110.
ipse fecit fecerit condemnatus pactusve est erit; | queive
judicio fiduciae, pro socio, tutelae, mandatei, injuriarum deve
d(olo) m(al)o condemnatus est erit; queive lege | Plaetoria
ob eamve rem, quod adversus eam legem fecit fecerit, con-
demnatus est erit; queive depugnandi | causa auctoratus
est erit fuit fuerit; queive in jure pecuniam creditam¹ abjuravit
abjuraverit, bonamve copiam juravit juraverit; queive | spon-
soribus creditoribus suis renuntiavit renuntiaverit se sol- 115.
dum solvere non posse, aut cum eis | pactus est erit se sol-
dum solvere non posse; prove quo datum depensum est erit;
quojusve bona ex edicto | ejus, qu(ei) j(ure) d(eicundo) prae-
fuit praefuerit, — praeterquam sei quojus, quom pupillus
esset reive publicae causa abesset | neque d(olo) m(al)o
fecit fecerit quo magis r(ei) p(ublicae) c(aussa) a(besset),
possessa proscriptave sunt erunt; — possessa proscriptave sunt
erunt; queive judicio publico Romae | condemnatus est erit,
quo circa eum in Italia esse non liceat, neque in integrum
restitutus est erit; queive in eo | municipio colonia praefec-
tura foro conciliabulo, quojus erit, judicio publico condem-
natus est erit; quemve | k(alumniae) praeveraricationis causa 120.
accussasse fecisse quod judicatum est erit; quoive apud
exercitum ingnominae | causa ordo ademptus est erit;
quemve imperator ingnominae causa ab exercitu decedere
jussit juserit; | queive ob caput c(ivis) R(omanei) referendum
pecuniam praemium aliudve quid cepit ceperit; queive cor-
pore quaestum | fecit fecerit; queive lanistaturam artemve
ludicram fecit fecerit; queive lenocinium faciet. Quei |
adversus ea in municipio colonia praefectura foro concilia-
bulo in senatu decurionibus conscripseisve fuerit | sentem- 125.

¹. Mommsen: 'bonam copiam'; Wlassak, *loc. cit.*: 'creditum', 'rem credi-
tam' ou 'pecuniam creditam'; Karlowa, *R. R. G.*, 2., 508, n. 2: 'pecuniam cre-
ditam'.

tiamve dixerit, is HS Iooo p(opulo) d(are) d(amas) esto, ejusque pecuniae quei volet petitio esto.

130. Quoi h(ac) l(ege) in municipio colonia praefectura foro conciliabulo senatorem decurionem conscriptum esse, | inque eo ordine sententiam dicere ferre non licebit, nei quis, quei in eo municipio colonia praefectura | foro conciliabulo senatum decuriones conscriptos habebit, eum in senatum decuriones conscriptos | ire jubeto sc(iens) d(olo) m(alo); neve eum ibei sententiam rogato neve dicere neve ferre jubeto sc(iens) d(olo) m(alo); neve quis, quei | in eo municipio colonia praefectura foro conciliabulo sufragio eorum maximam potestatem habebit, | eorum quem ibei in senatum decuriones conscriptos ire, neve in eo numero esse neve sententiam ibei dicere | ferre sinito sc(iens) d(olo) m(alo); neve quis ejus rationem comitiis conciliove habeto, neve quis quem, sei adversus ea comitiis conciliove creatum est, renuntiato; neve quis, quei ibei mag(istratum) potestatemve habebit, eum cum senatu decurionibus conscripteis ludos spectare neve in convivio | publico esse sinito sc(iens) d(olo) m(alo). |

135. Quibus h(ac) l(ege) in municipio colonia praefectura foro conciliabulo in senatu decurionibus conscripteis esse | non licebit, ni quis eorum in municipio colonia praefectura foro conciliabulo Ilvir(atum) Illvir(atum) aliamve | quam potestatem, ex quo honore in eum ordinem perveniat, petito neve capto; neve quis eorum ludeis, | cumve gladiatores ibei pugnabunt, in loco senatorio decurionum conscriptorum sedeto neve spectato; | neve convivium publicum is inito; neve quis, sei
140. adversus ea creatum renuntiatum erit, ibei Ilvir Illvir | esto, neve ibei m(agistratum) potestatemve habeto. Quei adversus ea fecerit, is HS Iooo p(opulo) d(are) d(amas) esto, ejusque pecuniae quei | volet petitio esto. |

145. Quae municipia coloniae praefecturae c(ivium) R(omano- rum) in Italia sunt erunt, quei in eis municipiis coloneis | praefectureis maximum mag(istratum) maximamve potestatem ibei habebit tum, cum censor aliusve | quis mag(istratus) Romae populi censum aget, is diebus LX proximeis, quibus
145. sciet Romae censum populi | agi, omnium municipium colonorum suorum queique ejus praefecturae erunt, q(uei) c(ivis) (Romanei) erunt, censum | agito, eorumque nomina praenomina patres aut patronos tribus cognomina et quot annos | quisque eorum habet, et rationem pecuniae ex formula census, quae Romae ab eo, qui tum censum | populi acturus erit,

proposita erit, ab iis juratis accipito ; eaque omnia in tabulas publicas sui | municipi referenda curato ; eosque libros per legatos, quos major pars decurionum conscriptorum | ad eam rem legare i mittere censuerint tum, cum ea res con- 150.
suleretur, ad eos, qui Romae censum agent, | mittere ; cura-
toque, uti, quom amplius dies LX reliqui erunt ante quam
diem ei, qui quomque Romae | censum ager, finem populi
censendi faciant, eos ad eam librosque ejus | municipi colo-
niae praefecturae | edant ; isque censor, seive quis alius ma-
gistratus) censum populi ager, diebus V proximeis, quibus le-
gati ejus | municipi coloniae praefecturae adierint, eos libros
census, qui ab iis legatis dabuntur, accipito | s(ine) d(olo) 155.
m(alo), exque iis libris, quae ibi scripta erunt in tabulas
publicas referenda curato, easque tabulas | eodem loco, ubi
ceterae tabulae publicae erunt, in quibus census populi per-
scriptus erit, condendas curato. |

Qui pluribus in municipiis coloneis praefectureis domicilium habebit et is Romae census erit, quo magis | in municipio colonia praefectura h(ac) l(ege) censeatur, e(jus) h(ac) l(ege) n(ihilum) r(ogatur). |

Qui lege pl(ebe)ve sc(ito) permissus est fuit, uti leges in municipio fundano municipibusve ejus municipi daret, | sei 160.
qui is post h(anc) l(egem) r(ogatam) in eo anno proximo,
quo h(anc) l(egem) populus juserit, ad eas leges *addiderit*
commutaverit conrexit, municipis fundanos | item teneto,
uti oporteret, sei eae res ab eo tum, quom primum leges
eis municipibus lege pl(ebe)ve sc(ito) dedit, | ad eas leges
additae commutatae conrectae essent ; neve quis intercedito
neve quid facito, quo minus | ea rata sint, quove minus
municipis fundanos teneant eisque optemperetur. |

14. LOI QUINTIA (an [de Rome).

Loi tribuée proposée en 745 par le consul T. Quintius et rapportée intégralement par Frontin dans son traité, *De aquis urbis Romae*, 129, aujourd'hui conservé par un ms. du XIII^e siècle du Mont Cassin duquel tous les autres existants ne sont que des copies. Le texte corrompu de la loi Quintia a été restitué d'abord par M. Buecheler dans son éd. de Frontin, 1858, puis, plus complètement par M. Petschenig, *Wiener Studien*, 6, 1884, p. 24⁹ et ss., d'après lequel il a été publié par M. Mommsen dans les *Fontes*, p. 115. En dehors de l'utilité spéciale qu'elle présente pour la connaissance du régime des eaux de Rome, cette loi possède le double intérêt général d'être la seule qui nous ait été transmise intégralement avec sa *praescriptio* complète et d'être le texte qui fait le mieux ressortir l'existence distincte des comices par tribus dans lesquels le vote est émis par le *populus* et non

par la *plebs*, au Forum et non au Champ de Mars, *pro tribu* et non par centuries. Cf. Mommsen, *Droit public*, 6, 1, 367, n. 1.

T. Quinctius Crispinus consul *populum jure rogavit* *populusque jure scivit* in foro pro rostris aedis divi Julii pr(idie) *k. Julius*. Tribus *Sergia principium* fuit, pro tribu *Sex.....*
L. f. Virro *primus scivit*.

Quicumque post hanc legem rogatam rivos specus fornices fistulas tubulos castella lacus aquarum publicarum, quae ad urbem *Romam* ducuntur *ducentur*, sciens dolo malo foraverit ruperit foranda rumpendave curaverit peyorave fecerit, quo minus eae aquae earumve quae *quaqua* in urbem *Romam* ire cadere *fluere* pervenire duci *possit* quove minus in urbe *Roma* et [in iis locis], *qua* aedificia urbi continentia sunt erunt, in is hortis praediis locis, quorum hortorum praediorum locorum dominis possessoribusve aqua data vel adtributa est vel erit, saliat distribuatur dividatur in castella lacusque mittatur, is populo Romano *HS. centum milia dare* damnas esto; et qui d(olo) *m(alo)* quid eorum ita fecerit, id omne sarcire reficere restituere aedificare ponere *excidere* demolire damnas esto sine dolo malo; *caque* omnia ita, *ut recte factum esse volet*, quicumque curator aquarum est erit, *aut* si curator aquarum nemo erit, tum is praetor, qui inter cives et peregrinos jus dicet, multa pignoribus cogito *coercito*; eique curatori aut, si curator non erit, tum ei praetori *eo* nomine cogendi *coercendi* multa dicenda *sive* pignoribus capiendis¹ jus potestasque esto. Si *quid* eorum servus fecerit, dominus ejus *HS. centum milia populo R(omano) d(are) damn(as) e(sto)*. Si qui *locus* circa rivos specus fornices fistulas tubulos castella lacus aquarum publicarum, quae ad urbem *Romam* ducuntur et ducentur, terminatus est et erit, ne quis in eo loco post hanc legem rogatam quid obponito molito obsaepito figito statuito ponito conlocato arato serito; neve in eum quid immittito, praeterquam *rerum* faciendarum reponendarum *causa* quod hac lege licebit oportebit. Qui adversus ea quid fecerit, adversus eum *siremps lex* jus *causaque* omnium rerum omnibusque esto, atque uti esset esseve oporteret, si is adversus hanc legem rivum specum rupisset forassetve. Quo minus in eo loco pascere herbam fenum secare sentes *tollere liceat, e(jus) h(ac) l(ege) n(ihilum) r(ogatur)*. Curatores aquarum qui nunc sunt quique erunt *faciunto, ut in eo loco, qui locus* circa fontes et fornices et muros et rivos et specus terminatus est,

(1) Mommsen, *Droit public*, 1, p. 183, n. 4; le ms. : 'sicut pignoris capiendi'.

arbores vites vepres sentes tipae maceriae salicta harundineta tollantur excidantur effodiantur excodicentur, uti quod recte factum esse volet ; eoque nomine iis pignoris capio multae dictio coercitioque esto, idque iis sine fraude sua facere liceto, jus potestasque esto. Quo minus vites arbores, quae villis aedificiis maceriisve inclusae sunt, maceriaeve, quas curatores aquarum causa cognita ne demolirentur dominis permiserunt, quibus inscripta insculptave essent ipsorum qui permisissent curatorum nomina, maneat, hac lege nihilum rogator. Quo minus ex iis fontibus rivis specibus fornicibus aquam sumere haurire iis, quibuscumque curatores aquarum permiserunt permiserint, praeterquam rota calice machina liceat, dum ne qui puteus neque foramen novum fiat, ejus hac lege nihilum rogator.

15. LEX DE IMPERIO VESPASIANI (69-70 après J.-C.).

C. I. L., VI, 930 ; Bruns, pp. 192-193. Table de bronze découverte à Rome, au XIV^e siècle, et contenant la fin du texte législatif conférant le pouvoir à Vespasien. Les attributions de l'empereur étant déterminées par un sénatus-consulte qui était ensuite approuvé par acclamation par le peuple, le texte se sert à la fois des tournures habituelles des sénatus-consultes et de celles des lois. L'acte se désigne lui-même comme une loi (*utique quae hanc legem rogatam...*) et il se termine, comme les lois, par une sanction impérative déclarant licite tout fait positif ou d'abstention accompli *hujusce legis ergo*. Mais, sans doute parce que le sénatus-consulte était incorporé dans la loi à l'aide d'une formule telle que : *Ratum esto quod senatui placuit uti...*, les divers pouvoirs de l'empereur sont énumérés dans une série de clauses commençant, conformément au langage des sénatus-consultes, par *uti... liceat...*, ce qui a fait parfois le classer faussement parmi les sénatus-consultes, quoique ce soit en réalité une loi. V. en ce dernier sens Karlowa, *R. R. G.*, 1, p. 635 ; Krueger, *Sources*, p. 304. Cf. d'ailleurs sur les questions de fonds soulevées par notre titre, Mommsen, *Staatsrecht*, 2, pp. 877-878 ; Karlowa, *R. R. G.*, 1, p. 494 et ss. et la dissertation spéciale de M. Mispoulet, *Institutions politiques des Romains*, 2, 1882, pp. 367-379, qui contient, pp. 371-375, une traduction française du texte.

... foedusve cum quibus volet facere liceat ita, uti licuit divo Aug(usto), Ti. Julio Caesari Aug(usto), Tiberioque Claudio Caesari Aug(usto) Germanico ;

utique ei senatum habere, relationem facere, remittere, senatus consulta per relationem dicessionemque facere liceat ita, uti licuit divo Aug(usto), Ti. Julio Caesari Aug(usto), Ti. Claudio Caesari Augusto Germanico ;

utique cum ex voluntate auctoritateve jussu mandatuve ejus praesenteve eo senatus habebitur, omnium rerum jus

perinde habeatur servetur, ac si e lege senatus edictus esset habereturque ;

utique quos magistratum potestatem imperium curatio-
nemve cuius rei petentes senatui populoque Romano com-
mendaverit quibusque suffragationem suam dederit promi-
serit, eorum comitis quibusque extra ordinem ratio habeat-
ur ;

utique ei fines pomerii proferre promovere cum ex
re publica censebit esse, liceat ita, uti licuit Ti. Claudio Cae-
sari Aug(usto) Germanico ;

utique quaecunque ex usu rei publicae majestateque
divinarum humanarum publicarum privatarumque rerum
esse censebit, ei agere facere jus potestasque sit, ita uti divo
Aug(usto), Tiberioque Julio Caesari Aug(usto), Tiberioque
Claudio Caesari Aug(usto) Germanico fuit ;

utique quibus legibus plebeive scitis scriptum fuit, ne
divus Aug(ustus), Tiberiusve Julius Caesar Aug(ustus), Tibe-
riusque Claudius Caesar Aug(ustus) Germanicus tenerentur,
iis legibus plebisque scitis imp(erator) Caesar Vespasianus
solutus sit ; quaeque ex quaque lege rogatione divum Aug(us-
tum), Tiberiumve Julium Caesarem Aug(ustum), Tiberiumve
Claudium Caes(arem) Aug(ustum) Germanicum facere oport-
uit, ea omnia imp(eratori) Caesari Vespasiano Aug(usto)
facere liceat ;

utique quae ante hanc legem rogatam acta gesta decreta
imperata ab imperatore Caesare Vespasiano Aug(usto) jussu
mandatave ejus a quoque sunt, ea perinde justa rataq(ue)
sint, ac si populi plebisve jussu acta essent.

Sanctio.

Si quis hujusce legis ergo adversus leges rogationes ple-
bisve scita senatusve consulta fecit fecerit, sive quod eum
ex lege rogatione plebisve scito s(enatus)ve c(onsulto) facere
oportebit, non fecerit hujus legis ergo, id ei ne fraudi esto,
neve quit ob eam rem populo dare debeto, neve cui de ea
re actio neve judicatio esto, neve quis de ea re apud se agi
sinito.

§ 4. LEGES DATAE.

Les *leges datae* sont, par opposition aux lois véritables, aux *leges rogatae*, des dispositions qui n'ont pas été votées directement par le peuple ou par la plèbe, mais qui ont été rendues, sur délégation du peuple, par le Sénat ou un magistrat supérieur, comme sont, par exemple certains actes de concession du droit de cité et les lois d'organisation des provinces et des colonies. Il faudrait même, suivant une opinion proposée par M. Mommsen, y comprendre en outre toutes les instructions générales formulées par les magistrats en vertu de leurs pouvoirs, par exemple les édits des magistrats chargés de l'administration de la justice. V. en ce sens Mommsen, *Droit public*, 6, 1, p. 253 et ss., et en sens contraire, Krueger, *Sources*, p. 20, n° 3. Les *leges datae* que nous reproduisons ici appartiennent toutes au cercle étroit indiqué en premier lieu. Il comprend encore, la *lex metalli Vipascensis*, règlement d'un district minier dont 9 chapitres nous ont été conservés par une table de bronze trouvée en 1876 à Aljustrel en Portugal (*Eph. ep.*, III, pp. 165-189; *C. I. L.*, II, suppl. 5181; Bruns, pp. 266-270; Flach, *N. R. hist.*, 1878, p. 269 et ss.); un fragment de loi coloniale trouvé dans le lit du Tibre auprès du Todi (*C. I. L.*, I, 1409; Bruns, p. 155) et un autre fragment analogue gravé sur une lame de bronze conservée à Florence (*C. I. L.*, I, p. 263, sous le n° 140); Bruns, p. 156); enfin le curieux fragment législatif du temps d'Auguste découvert à Narbonne en 1888 (*C. I. L.*, XII, 6038; Bruns, p. 140 et ss.).

1. LEX COLONIAE GENETIVAE JULIAE (an de Rome 710).

Tables de bronze découvertes en 1870 et 1874, à Osuna en Andalousie, sur l'emplacement de l'ancienne Urso, et contenant des fragments importants du statut municipal de la colonie de citoyens romains déduite en cet endroit. La déduction de la colonie eut lieu, d'après notre titre, *jussu C. Caesaris dict. imp. et lege Antonia senat(us) que (onsulto) pl(ebi) que (scito)*, c'est-à-dire, du vivant de César en 710, en vertu d'une loi d'ensemble proposée par Antoine à son instigation et d'un sénatus-consulte et d'un plébiscite spéciaux à notre colonie. Le document dont nous avons les fragments n'est ni l'un ni l'autre de ces actes législatifs, mais une simple *lex data* rendue, par délégation du peuple, par l'auteur de la déduction de la colonie. Et le texte que nous en possédons n'est pas lui-même le texte original, mais une réédition de la fin du premier siècle. La loi, qui doit avoir rempli au moins neuf tables, y était gravée sur cinq colonnes et divisée en chapitres dont les chiffres sont indiqués en marge des tables. Nous possédons un fragment d'une première table contenant les c. 61-69; un fragment d'une deuxième table contenant les c. 69-82; une table entière contenant les c. 91-106, et un fragment d'une quatrième table contenant les c. 122-144. Le texte en est donné dans Bruns, pp. 123-140 et *C. L. L.*, II, suppl., 5439. Il a été antérieurement publié et commenté en Allemagne par M. Mommsen, *Eph. ep.*, II, 1874, pp. 105-107; 221-232; III, 1877, pp. 87-112, et en France, par M. Giraud, *Les bronzes d'Osuna*, 1874; *les bronzes d'Osuna, remarques nouvelles*, 1875; *les nouveaux bronzes d'Osuna*, 1876. V. aussi les observations de Bruns, *Kl. Schr.*, 2, 282-297, et Bonnier dans

Ortolan, *Explication historique des Instituts*, 1, 12^e éd., 1884, pp. 708-807. Les bronzes d'Osuna sont pour les colonies de citoyens un document d'une importance égale à celle des tables de Salpensa et de Malaca pour les colonies latines, et, par suite de la symétrie existant entre les institutions de la métropole et celles de ses colonies, ils éclairent sous de nombreux rapports le régime de la capitale. Mais ils présentent en outre un intérêt considérable pour l'étude du droit privé. Nous citerons seulement les informations absolument nouvelles, données par leur c. 95 sur la procédure des actions soumises à des récupérateurs et surtout celles fournies sur la procédure de *manus injectio* par leur c. 61 : 1^o il nous présente dans une nouvelle rédaction officielle, telles qu'elles étaient à la veille de leur abrogation, après avoir subi l'action du temps et de toutes les lois intermédiaires, ces mêmes dispositions sur la *manus injectio iudicati* pour lesquelles Aulu-Gelle nous a en partie conservé (20, 1, 42-45) en partie résumé (20, 1, 46-47) les termes des XII tables ; 2^o il fournit, au moins selon l'interprétation que nous croyons la meilleure, la preuve directe de la condamnation au double du *vindex* depuis longtemps considérée comme vraisemblable (l'interprétation divergente de M. Exner, *Z.R.G.*, 13, 1878, pp. 394-398, nous semble inadmissible ; car, si les mots *si quis in eo vim faciet* se rapportaient au vol du *iudicatus* arraché à son créancier, il y aurait vol manifeste et la peine serait du quadruple et non du double) ; 3^o enfin il prouve à la fois que la procédure de *manus injectio* ne fut pas supprimée par la loi Aebutia, certainement bien antérieure à 710, et que la dernière loi qui abrogea cette procédure avec ce qui restait des Actions de la Loi, n'était point encore votée en 710, l'année de la mort de César.

LXI.... *Cui quis ita manum injicere jussus erit, iudicati jure manus injectio esto itque ei s(ine) f(raude) s(ua) facere liceto. Vindex arbitrato Iviri quive j(ure) d(icundo) p(raerit) locuples esto. Ni vindicem dabit iudicatumve faciet, secum ducito. Jure civili vinctum habeto. Si quis in eo vim faciet, ast ejus vincitur, dupli damnas esto colonisq(ue) ejus colon(iae) HS cclxx cclxx¹ d(are) d(amnas) esto, ejusque pecuniae cui volet petitio, Ivir(o) quive j(ure) d(icundo) p(raerit) exactio iudicatioque esto.*

LXII. *Iviri quicumque erunt, iis Iviris in eos singulos lictores binos, accensos sing(ulos), scribas binos, viatores binos, libarium, praeconem, haruspicem, tibicinem habere jus potestaque esto. Quique in ea colonia aedil(es) erunt, iis aedil(ibus) in eos aedil(es) sing(ulos) scribas sing(ulos), publicos cum cincto limo IIII, praeconem, haruspicem, tibicinem habere jus potestasq(ue) esto. Ex eo numero, qui ejus coloniae coloni erunt, habeto. Iisque Ivir(is) aedilibusque, dum eum mag(istratum) habebunt, togas praetextas, funalia, cereos habere jus potestasq(ue) esto. Quos quisque eorum ita scribas lictores accensos viatorem tibicinem haruspicem prae-*

1. = 20.000 sesterces.

conem habebit, iis omnibus eo anno, quo anno quisque eorum apparebit, militiae vacatio esto, neve quis eum eo anno, quo mag(istratibus) apparebit, invitum militem facito neve fieri jubeto neve eum cogito neve jus jurandum adigito neve adigi jubeto neve sacramento rogato neve rogari jubeto, nisi tumultus Italici Gallicive causa. Eisque merces in eos singul(os), qui *II*viris apparebunt, tanta esto :

in scribas sing(ulos) HS cfo cc, in accensos sing(ulos) HS dcc, in lictores sing(ulos) HS dc, in viatores sing(ulos) HS cccc, in librarios sing(ulos) HS ccc, in haruspices sing(ulos) HS d, praeconi HS ccc,

qui aedili(bus) appareb(unt) :

in scribas sing(ulos) HS dccc, in haruspices sing(ulos) HS c', in tibicines sing(ulos) HS ccc, in praecones singulos HS ccc.

Itque iis s(ine) f(raude) s(ua) kapere liceto.

LXIII. *II*vir(i), qui primi ad pr. k. Januar. mag(istratum) habebunt, apparitores totidem habento, *quot* sing(ulis) apparitores ex h(ac) l(ege) habere licet. Iisque apparitorib(us) merces tanta esto, quantam esse oporteret, si partem IIII anni apparuissent, ut pro portione, quam diu apparuissent, mercedem pro eo kaperent, itque iis s(ine) f(raude) s(ua) c(apere) l(iceto).

LXIII. *II*vir(i) quicumque post colon(iam) deductam erunt, ii in diebus X proxumis, quibus eum mag(istratum) gerere coeperint, at decuriones referunto, cum non minus duae partes aderint, quos et quot dies festos esse et quae sacra fieri publice placeat et quos ea sacra facere placeat. Quot ex eis rebus decurionum major pars, qui tum aderunt, decreverint statuerint, it jus ratumque esto, eaque sacra eique dies festi in ea colon(ia) sunt.

LXV. Quae pecunia poenae nomine ob vectigalia, quae colon(iae) G(enetivae) Jul(iae) erunt, in publicum redacta erit eam pecuniam ne quis erogare neve cui dare neve attribuere potestatem habeto nisi at ea sacra, quae in colon(ia) aliove quo loco colonorum nomine fiant, neve quis aliter eam pecuniam s(ine) f(raude) s(ua) kapito, neve quis de ea pecunia ad decuriones referundi neve quis de ea pecunia sententiam dicendi jus potestat(em)que habeto. Eamque pecuniam ad ea sacra, quae in ea colon(ia) aliove quo loco colonorum nomine fient, *II*vir(i) s(ine) f(raude) s(ua) dato attribuito itque ei facere jus potestasq(ue) esto. Eique cui ea pecunia dabitur s(ine) f(raude) s(ua) kapere liceto.

1. Mommsen corrige : D = 500 ; cf. l'énumération précédente.

LXVI. Quos pontifices quosque augures G. Caesar, quive jussu ejus colon(iam) deduxerit, fecerit ex colon(ia) Gene-
t(iva), ei pontifices eique augures c(oloniae) G(enitivae) J(u-
liae) sunt, eiq(ue) pontifices auguresque in pontificum augu-
rum collegio in ea colon(ia) sunt, ita uti qui optima leg-
optumo jure in quaque colon(ia) pontif(ices) augures sunt
erunt. Iisque pontificibus auguribusque, qui in quoque eo-
rum collegio erunt, liberisque eorum militiae munerisque
publici vacatio sacro sanctius esto, uti pontifici Romano est
erit, aeraque militaria ei omnia merita sunt. De auspiciis
quaeque ad eas res pertinebunt augurum juris dictio judica-
tio esto. Eisque pontifici(bus) auguribusque ludis, quot pu-
blice magistratus facient, et cum ei pontific(es) augures sacra
publica c(oloniae) G(enitivae) J(uliae) facient, togas praetextas
habendi jus potestasq(ue) esto, eisque pontificib(us) auguri-
(bus)q(ue) ludos gladiatoresq(ue) inter decuriones spectare
jus potestasque esto.

LXVII. Quicumque pontif(ices) quique augures c(oloniae)
G(enitivae) J(uliae) post h(anc) l(egem) datam in cōlegium
pontific(um) augurumq(ue) in demortui damnative loco h(ac)
l(ege) lectus cooptatusve erit, is pontif(ex) augurq(ue) in c(olo-
nia) Jul(ia) in collegium pontifex augurq(ue) esto, ita uti qui
optuma lege in quaque colon(ia) pontif(ices) auguresq(ue) sunt
erunt. Neve quis quem in collegium pontificum kapito sub-
legito cooptato nisi tunc cum minus tribus pontificib(us) ex
iis, qui c(oloniae) G(enitivae) sunt, erunt. Neve quis quem in
collegium augurum sublegito cooptato nisi tum cum minus
tribus auguribus ex eis, qui colon(iae) G(enitivae) J(uliae)
sunt, erunt.

LXVIII. Hvir praef(ectus)ve comitia pontific(um) augu-
rumq(ue), quos h(ac) l(ege) facere oportebit, ita habeto prodi-
cito, [ita] uti Hvir(um) creare facere sufficere h(ac) l(ege)
o(portebit).

LXIX. Hvir qui post colon(iam) deductam primi erunt, ei
in suo mag(istratu) et quicumq(ue) Hvir(i) in colon(ia) Jul(ia)
erunt, [ii] in diebus LX proxumis, quibus eum mag(istratum)
gerere coeperint, ad decuriones referunt, cum non minus
XX aderunt, uti redemptori redemptoribus[que], qui ea re-
dempta habebunt quae ad sacra resq(ue) divinae opus erunt,
pecunia ex lege locationis adtribuatur solvaturq(ue). Neve
quisquam rem aliam at decuriones referunt neve quot de-
curionum decret(um) faciunt antequam eis redemptoribus pe-
cunia ex lege locationis adtribuatur solvaturve d(ecurionum)

d(ecerto), dum ne minus XXX atsint, cum e(a)r(es) consulatur. Quot ita decreverint, ei Ilvir(i) redemptori redemptoribus attribuentur solvendumque curato, dum ne ex ea pecunia solvant attribuant, quam pecuniam ex h(ac) l(ege) ad ea sacra, quae in colon(ia) aliove quo loco publice fiant, dari adtribui oportebit.

LXX. II viri quicumque erunt ei praeter eos, qui primi post h(anc) l(egem) facti erunt, [ei] in suo mag(istratu) munus ludosve scaenicos Jovi Junoni Minervae deis deabusq(ue) quadriduom m(ajore) p(arte) diei, quot ejus fieri poterit, arbitrato decurionum faciunt inque eis ludis eoque munere unusquisque eorum de sua pecunia ne minus HS∞∞ consumito et ex pecunia publica in sing(ulos) Ilvir(os) d(um) t(axat) HS∞∞ sumere consumere liceto, itque eis s(ine) f(raude) s(ua) facere liceto, dum ne quis ex ea pecun(ia) sumat neve adtributionem faciat, quam pecuniam h(ac) l(ege) ad ea sacra, quae in colon(ia) aliove quo loco publice fient, dari adtribui oportebit.

LXXI. Aediles quicumq(ue) erunt in suo mag(istratu) munus ludos scaenicos Jovi Junoni Minervae triduum majore parte diei, quot ejus fieri poterit, et unum diem in circo aut in foro Veneri faciunt, inque eis ludis eoque munere unusquisque eorum de sua pecunia ne minus HS∞∞ consumito deve publico in sing(ulos) aediles HS∞∞ sumere liceto, eamq(ue) pecuniam Ilvir praef(ectusve) dandam adtribuentem curanto itque iis s(ine) f(raude) s(ua) c(apere) liceto.

LXXII. Quotcumque pecuniae stipis nomine in aedis sacras datum inlatum erit, quot ejus pecuniae eis sacris superfuerit, quae sacra, uti h(ac) l(ege) d(ata) oportebit, ei deo deaeve, cujus ea aedes erit, facta fuerint, ne quis facito neve curato neve intercedito, quo minus in ea aede consumatur, ad quam aedem ea pecunia stipis nomine data conlata erit, neve quis eam pecuniam alio consumito neve quis facito, quo magis in alia re consumatur.

LXXIII. Ne quis intra fines oppidi colon(iae)ve, qua aratro circumductum erit, hominem mortuom inferto neve ibi humato neve urito neve hominis mortui monumentum aedificato. Si quis adversus ea fecerit, is c(olonis) c(oloniae) G(enetivae) Jul(iae) HS lxx d(are) d(amnas) esto, ejusque pecuniae cui volet petitio persecutio exactioq(ue) esto. Itque quot inaedificatum erit Ilvir aedil(is)ve dimoliendum curanto. Si adversus ea mortuus inlatus positusve erit, expianto uti oportebit.

LXXIV. Ne quis ustrinam novam, ubi homo mortuus combustus non erit, propius oppidum passus D facito. Qui adverbis ea fecerit, HS lxx c(olonis) c(oloniae) G(enetivae) Jul(iae) d(are) d(amas) esto, ejusque pecuniae cui volet petitio persecutioq(ue) ex h(ac) l(ege) esto.

LXXV. Ne quis in oppido colon(ia) Jul(ia) aedificium detegito neve demolito neve disturbato, nisi si praedes Ilvir(um) arbitrato dederit se *redaedificaturum*, aut nisi decuriones decreverint, dum ne minus L adsint, cum e(a) r(es) consulatur. Si quis adversus ea fecerit, q(uantum) e(a) r(es) e(rit), t(antum) p(ecuniam) c(olonis) c(oloniae) G(enetivae) Jul(iae) d(are) d(amas) e(sto), ejusq(ue) pecuniae qui volet petitio persecutioq(ue) ex h(ac) l(ege) esto.

LXXVI. Figlinas teglarias majores tegularum CCC tegulariumq(ue) in oppido colon(ia) Jul(ia) ne quis habeto. Qui habuerit *it* aedificium isque locus publicus coloni(ae) Juli(ae) esto, ejusq(ue) aedificii *qui volet petitio esto, quantique ea res erit*¹ quicumque in c(olonia) G(enetiva) Jul(ia) j(ure) d(icundo) p(raerit), s(ine) d(olo) m(alo) eam pecuniam in publicum redigito.

LXXVII. Si quis vias fossas cloacas Ilvir aedil(is)ve publice facere immittere commutare aedificare munire intra eos fines, qui colon(iae) Jul(iae) erunt, volet, quot ejus sine injuria privatorum fiet, it is facere liceto.

LXXVIII. Quae viae publicae itinerave publica sunt *erunt* intra eos fines, qui colon(iae) dati erunt, quicumq(ue) limites quaeque viae quaeque itinera per eos agros sunt erunt fueruntve², eae viae eique limites eaque itinera publica sunt.

LXXIX. Qui fluvi rivi fontes lacus aquae stagna paludes sunt in agro, qui colon(is) hujusce colon(iae) divisus erit, ad eos rivos fontes lacus aquas[que] stagna paludes itus actus aquae haustus iis item esto, qui eum agrum habebunt possidebunt, uti iis fuit, qui eum agrum habuerunt possederunt. Itemque iis, qui eum agrum habent possident habebunt possidebunt, itineris aquarum lex jusque esto.

LXXX. Quot cuique negotii publice in colon(ia) de decurri(onum) sententia datum erit, is cui negotium datum erit ejus rei rationem decurionib(us) reddito refertoque in dieb(us) CL proxumis *quibus* it negotium confecerit quibusve it negotium gerere desierit, quot ejus fieri poterit s(ine) d(olo) m(alo).

1. Complément proposé par Mommsen.

2. M. Mommsen propose de remplacer : 'quicumque... fueruntve' par 'quique limites per eos agros sunt erunt'. Cf. p. 63.

LXXXI. Quicumque *Ilvir(i) aed(iles)ve colon(iae) Jul(iae)* erunt, *ii scribis suis, qui pecuniam publicam colonorumque rationes scripturus erit, antequam tabulas publicas scribet tractetve*, in contione palam luci nundinis in forum jus jurandum adigito per Jovem deosque Penales 'sese pecuniam publicam ejus colon(iae) concustoditurum rationesque veras habiturum esse, u(ti) q(uod) r(ecte) f(actum) e(ss)e v(olet) s(ine) d(olo) m(alo), neque se fraudem per litteras facturum esse scientem) d(olo) m(alo)'. Uti quisque scriba ita juraverit, in tabulas publicas referatur facito. Qui ita non juraverit, is tabulas publicas ne scribito neve aes apparitorium mercedemque ob e(am) r(em) kapito. Qui jus jurandum non adegerit, ei HS $\text{I}\overline{\text{oo}}$ multa esto, ejusq(ue) pecuniae cui volet petitio persecutioq(ue) ex h(ac) l(ege) esto.

LXXXII. Qui agri quaeque silvae quaeq(ue) aedificia c(olonis) c(oloniae) G(enetivae) J(uliae), quibus publice utantur, data adtributa erunt, ne quis eos agros neve eas silvas vendito neve locato longius quam in quinquennium, neve ad decuriones referto neve decurionum consultum facito, quo ei agri eaeve silvae veneant aliterve locentur. Neve si venierint, itcirco minus c(oloniae) G(enetivae) Jul(iae) sunt. Quique iis rebus fructus erit, quot se emisse dicat, is in juga sing(ula) inque annos sing(ulos) HS. C c(olonis) c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) d(are) d(amas) esto, ejusque pecuniae cui volet petitio persecutioq(ue) ex h(ac) l(ege) esto.

Manquent deux colonnes allant de la fin du c. LXXXII au commencement du c. XCI.

XCI. Si quis ex hac lege decurio augur pontifex coloniae Genetivae Juliae factus creatusve erit, tum quicumque decurio augur pontifex hujusque col(oniae) domicilium in ea col(onia) oppido propiusve it oppidum p(assus) ∞ non habebit annis V proxumis, unde pignus ejus quot satis sit capi possit, is in ea col(onia) augur pontif(ex) decurio ne esto, quiq(ue) *Ilviri* in ea col(onia) erunt, ejus nomen de decurionibus sacerdotibusque de tabulis publicis eximendum curanto, u(ti) q(uod) recte f(actum) e(ss)e v(olet), idq(ue) eos *Ilvir(os) s(ine) f(raude) s(ua) f(acere) l(iceto)*.

XCI. *Ilviri* quicumque in ea colon(ia) magistratum habebunt, ei de legationibus publice mittendis ad decuriones referunto, cum m(ajor) p(ars) decurion(um) ejus colon(iae) aderit, quotque de his rebus major pars eorum qui tum aderunt constituerit, it jus ratumque esto. Quamque legationem ex h(ac) l(ege) exve d(ecurionum) d(ecreto), quot ex h(ac)

LXXXI. Quicumque Irvir(i) aed(iles)ve colon(iae) Jul(iae) erunt, il scribis suis, qui pecuniam publicam colonorumque rationes scripturus erit, antequam tabulas publicas scribet [tractetve], in contione palam luci nundinis in forum jus jurandum adigito per Jovem deosque Penates 'sese pecuniam publicam ejus colon(iae) concustoditurum rationesque veras habiturum esse, u(ti) q(uod) r(ecte) f(actum) e(ss)e v(olet) s(ine) d(olo) m(alo), neque se fraudem per litteras facturum esse scientem) d(olo) m(alo)'. Uti quisque scriba ita juraverit, in tabulas publicas referatur facito. Qui ita non juraverit, is tabulas publicas ne scribito neve aes apparitorium mercedemque ob e(am) r(em) kapito. Qui jus jurandum non adegerit, ei HS lxx multa esto, ejusq(ue) pecuniae cui volet petitio persecutioq(ue) ex h(ac) l(eg)e esto.

LXXXII. Qui agri quaeque silvae quaeq(ue) aedificia c(olonis) c(oloniae) G(enetivae) J(uliae), quibus publice utantur, data adtributa erunt, ne quis eos agros neve eas silvas vendito neve locato longius quam in quinquennium, neve ad decuriones referto neve decurionum consultum facito, quo ei agri eaeve silvae veneant aliterve locentur. Neve si venierint, itcirco minus c(oloniae) G(enetivae) Jul(iae) sunt. Quique his rebus fructus erit, quot se emisse dicat, is in juga sing(ula) inque annos sing(ulos) HS. C c(olonis) c(oloniae) ti(enetivae) J(uliae) d(are) d(amnas) esto, ejusque pecuniae cui volet petitio persecutioq(ue) ex h(ac) l(eg)e esto.

Manuscript deax colonnes citam de la fin du c. LXXXII se con-

XCI. Si quis ex hac lege decurio unquam
 genetivae Juliae factus constitutus est, unquam
 unquam punitus huiusque punitio
 nis oppida proplata in oppid
 ante Y proximo, et
 sit, is in ad op
 que il

co-
 t, cum
 , dum ne
 angulos puberes
 juga sing(ula) ope-
 d(iles) qui tum erunt
 Ulti decurion(es) cen-
 um ne invito ejus opera

l(ege) factum erit, obire oportuerit neque obierit qui lectus erit, is pro se vicarium ex eo ordine, uti hac lege de(curionum)ve *decreto* d(ari) o(portet), dato. Ni ita dederit, in res sing(ulas), quotiens ita non fecerit, HS cclōo colon(is) hujusque col(oniae) d(are) d(amnas) e(sto), ejusque pecuniae cui volet petitio persecutioque esto.

XCIII. Quicumque Ilvir post colon(iam) deductam factus creatusve erit quive praef(ectus) [qui] ab Ilvir (o) e lege hujus coloniae relictus erit, is de loco publico neve pro loco publico neve ab redemptore mancipe praed(e)ve donum munus mercedem aliutve quid kapito neve accipito neve facito, quo quid ex ea re at se suorumve quom perveniat. Qui atversus ea fecerit, is Hs cclōo cclōo c(olonis) c(oloniae) G(enitivae) Jul(iae) d(are) d(amnas) e(sto), ejusque pecuniae cui volet petitio persecutioque esto.

XCIII. Ne quis in hac colon(ia) jus dicito neve cujus in ea colon(ia) juris dictio esto nisi Ilvir(i) aut quem Ilvir praef(ectum) reliquerit aut aedil(is), uti h(ac) l(ege) o(portebit). Neve quis pro eo imper(io) potestat(e)ve facito, quo quis in ea colonia jus dicat, nisi quem ex h(ac) l(ege) dicere oportebit.

XCIV. Qui reciperatores dati erunt, si eo die quo jussi erunt non judicabunt, Ilvir praef(ectus)ve ubi e(a) r(es) a(gitur) eos rec(iperatores) eumque cujus res a(gitur) adesse jubeto diemque certum dicito, quo die atsint, usque ateo, dum e(a) r(es) judicata erit, facitoque, uti e(a)r(es) in diebus XX proxumis, quibus d(e) e(a) r(e) rec(iperatores) dati jussive erunt judicare, judic(etur), u(ti) q(uod) r(ecte) f(actum) e(sse) v(olet). Testibusque in eam rem publice dum taxat h(ominibus) XX, qui colon(i) incolaeve erunt, quibus is qui rem quaeret volet, denuntietur facito. Quibusq(ue) ita testimonium denuntiatum erit quique in testimonio dicendo nominati erunt, curato uti at it judicium atsint. Testimoniumq(ue), si quis quit earum rer(um), quae res tum agetur, sciet aut audierit, juratus dicat facito, uti q(uod) r(ecte) f(actum) e(sse) v(olet), dum ne omnino amplius h(omines) XX in judicia singula testimonium dicere cogantur. Neve quem invitum testimonium dicere cogito, qui ei, *cuius*¹ r(es) tum agetur, gener socer, vitricus privignus, patron(us) lib(ertus), consobrinus *sit* propiusve eum ea cognatione atfinitateve contingat. Si Ilvir praef(ectus)ve, qui ex re colon(iae) petet, non aderit² ob eam rem, quot ei morbus sonticus, vadimonium, judicium, sacrificium, funus

1. Cf. Cicéron, *Verr.*, 1, 54, 142 : 'cuius res est'.

2. M. Mommsen suppose qu'il a été omis quelques mots disant que le duumvir absent par sa faute faisait le procès sien.

familiare feriaeve denicales erunt, quo minus adesse possit sive is propter magistratus potestatemve p(opuli) R(omani) minus atesse poterit: quo magis eo absente de eo cui is negotium facesset recip(eratores) sortiantur rejiciantur res iudicetur, ex h(ac) l(ege) n(ihilum) r(ogatur). Si privatus petet et is, cum de ea re iudicium fieri oportebit, non aderit neque arbitrato Ilvir(i) praef(ecti)ve ubi e(a) r(es) a(getur) excusabitur ei harum quam causam esse, quo minus atesse possit. morbum soticum, vadimonium, iudicium, sacrificium, funus familiare, ferias denicales eumve propter mag(istratus) potestatemve p(opuli) R(omani) atesse non posse: post ei earum rerum, quarum h(ac) l(ege) quaestio erit, actio ne esto. De q(ue) e(a) r(e) s(ire)mp(s) lex resque esto, quasi si neque iudices relecti¹ neq(ue) recip(eratores) in eam rem dati essent.

XCVI. Si quis decurio ejus colon(iae) ab Ilvir(o) praef(ecto)ve postulabit, uti ad decuriones referat, de pecunia publica deque multis poenisque deque locis agris aedificis publicis quo facto quaeri iudicarive oporteat: tum Ilvir quive juri dicundo praerit d(e) e(a) r(e) primo quoque die decuriones consulito decurionumque consultum facito fiat, cum non minus m(ajor) p(ars) decurionum atsit, cum ea res consuletur. Uti m(ajor) p(ars) decurionum, qui tum aderint, censuer(int), ita jus ratumque esto.

XCVII. Ne quis Ilvir neve quis pro potestate in ea colon(ia) facito neve ad decur(iones) referito neve d(ecurionum) d(ecretum) facito fiat, quo quis colon(is) colon(iae) patron(us) sit atopeteturve praeter eum, cui c(olonis) a(grorum) d(andum) a(ts)ignandorum) j(us) ex lege Julia est, eumque, qui eam colon(iam) deduxerit, liberos posterosque eorum, nisi de m(ajoris) p(artis) decurion(um) qui tum aderunt per tabellam sententia, cum non minus L aderunt, cum e(a) r(es) consuletur. Qui atversus ea fecerit, HS lxx colon(is) ejus colon(iae) d(are) d(amnas) esto, ejusque pecuniae colon(or)um) ejus colon(iae) cui volet petitio esto.

XCVIII. Quaecumque munitionem decuriones hujusce coloniae decreverint, si m(ajor) p(ars) decurionum atfuerit, cum e(a) r(es) consuletur, eam munitionem fieri liceto, dum ne amplius in annos sing(ulos) inque homines singulos puberes operas quinās et in [jumenta plaustraria] juga sing(ula) operas ternas decernant. Eique munitioni aed(iles) qui tum erunt ex d(ecurionum) d(ecreto) praesunto. Uti decurion(es) censuerint, ita muniendum curanto, dum ne invito ejus opera

1. Mommsen: 'delecti'; Huschke: 'reflecti'.

exigatur, qui minor annor(um) XIII aut major annor(um) LX natus erit. Qui in ea colon(ia) intrave ejus colon(iae) fines domicilium praediumve habebit neque ejus colon(iae) colon(us) erit, is eidem munitioni uti colon(us) pareto.

XCVIII. Quae aquae publicae in oppido colon(ia) Gen(e-tiva) adducentur, Hvir, qui tum erunt, ad decuriones, cum duae partes aderunt, referto, per quos agros aquam ducere liceat. Qua pars major decurion(um), qui tum aderunt, duci decreverint, dum ne per it aedificium, quot non ejus rei causa factum sit, aqua ducatur, per eos agros aquam ducere j(us) p(otestas)que esto, neve quis facito, quo minus ita aqua ducatur.

C. Si quis colon(us) aquam in privatum caducam ducere volet isque at Hvir(um) adierit postulabitque, uti ad decurion(es) referat, tum is Hvir, a quo ita postulatum erit, ad decuriones, cum non minus XXXX aderunt, referto. Si decuriones n(ajor) p(ars) qui tum atfuerint, aquam caducam in privatum duci censuerint, ita ea aqua utatur, quot sine privati injuria fiat, j(us) potest(as)que e(sto).

CI. Quicumque comitia magistratibus creandis subrogandis habebit, is ne quem eis comitis pro tribu accipito neve renuntiatio neve renuntiari jubeto, qui in earum qua causa erit, e qua eum h(ac) l(ege) in colon(ia) decurionem nominari creari inve decurionibus esse non oporteat non liceat.

CII. Hvir qui h(ac) l(ege) quaeret jud(icium)ve exercet, quod judicium uti uno die fiat h(ac) l(ege) praestitutum non est, ne quis eorum ante h(oram) I neve post horam XI diei quaerito neve judicium exerceto. Isque Hvir in singul(os) accusatores, qui eorum delator erit, ei h(oras) III, qui subscriptor erit, h(oras) II accusandi potest(atem) facito. Si quis accusator de suo tempore alteri concesserit, quot ejus cuique concessum erit, eo amplius cui concessum erit dicendi potest(atem) facito. Qui de suo tempore alteri concesserit, quot ejus cuique concesserit, eo minus ei dicendi potest(atem) facito. Quot horas omnino omnib(us) accusatorib(us) in sing(ulas) actiones dicendi potest(atem) fieri oporteb(it), totidem horas et alterum tantum reo quive pro eo dicet in sing(ulas) actiones dicendi potest(atem) facito.

CIII. Quicumque in col(onia) Genet(iva) Hvir praef(ec-tus)ve j(ure) d(icundo) praerit, eum colon(os) incolasque contributosque quocumque tempore colon(iae) fin(ium) defendendorum¹ causa armatos educere decurion(es) cen(sue-

1. Ou 'tuendorum'; le bronze: 'dividendorum'.

rint), quot m(ajor) p(ars) qui tum aderunt decreverint, id e(i) s(ine) f(raude) s(ua) f(acere) l(iceto). Eique Ilvir(o) aut quem Ilvir armatis praefecerit idem jus eademque animadversio esto, uti tr(ibunus) mil(itum) p(opuli) R(omani) in exercitu p(opuli) R(omani) est, itque e(i) s(ine) f(raude) s(ua) f(acere) l(iceto) j(us) p(otestas)que e(sto), dum it, quot m(ajor) p(ars) decurionum decreverit, qui tum aderunt, fiat.

CIII¹. Qui limites decumanique intra fines c(oloniae) G(enetivae) deducti factique erunt, quaecum(que) fossae limitales in eo agro erunt, qui jussu C. Caesaris dict(atoris) imp(eratoris) et lege Antonia senat(us)que c(onsultis) pl(ebi)que s(citis) ager datus atsignatus erit, ne quis limites decumanosque opsaepitos neve quit immolatum neve quit ibi opsaepitum habeto, neve eos arato, neve eis fossas opturato neve opsaepito, quo minus suo itinere aqua ire fluere possit. Si quis atversus ea quit fecerit, is in res singulas quotienscumq(ue) fecerit, HS∞ c(olonis) c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) d(are) d(amnas) esto, ejusq(ue) pecun(iae) cui volet petitio p(ersecutio)q(ue) esto.

CV. Si quis quem decurion(um) indignum loci aut ordinis decurionatus esse dicet, praeterquam quot libertinus erit, et ab Ilvir(o) postulabitur, uti de ea re judicium reddatur, Ilvir quo de ea re in jus aditum erit, jus dicito judiciumque reddito. Isque decurio, qui judicio condemnatus erit, postea decurio ne esto neve in decurionibus sententiam dicito neve Ilvir(a-tum) neve aedilitatem petito neve quis Ilvir comitis suffragio ejus rationem habeto neve Ilvir(um) neve aedilem renuntiato neve renuntiari sinito.

CVI. Quicumque c(olonus) c(oloniae) G(enetivae) erit, quae jussu C. Caesaris dict(atoris) ded(ucta) est, ne quem in ea col(onia) coetum conventum conjurationem....

(Manque une table allant de la fin du c. CVI au début du c. CXXIII).

CXXIII². Ilvir ad quem de ea re in jus aditum erit, ubi iudicibus, apud quos ea res agetur, majori parti planum factum non erit, eum de quo judicium datum est decurionis loco indignum esse, eum qui accusabitur ab his iudicibus eo judicio absolvi jubeto. Qui ita absolutus erit, quod judicium praevaricatio-

1. Chapitre extrait de la loi Julia agraria, c. 4 ou 54 (p. 62).

2. La table qui contient ces derniers chapitres semble avoir été écrite postérieurement aux précédentes, probablement pour remplacer une table perdue, sans que d'ailleurs cette hypothèse elle-même rende compte de toutes ses déficiences. Les formules y sont prolixes et les interpolations très fréquentes; elle est tout entière écrite en lettres plus petites et plus serrées; les chapitres 120-131, écrits en lettres encore plus petites, semblent avoir été ajoutés après coup.

n(is) causa factum non sit, is eo iudicio h(ac) l(ege) absolutus esto.

CXXIII. Si quis decurio c(oloniae) G(enetivae) decurionem c(oloniae) G(enetivae) h(ac) l(ege) de indignitate accusabit, eumque quem accusabit eo iudicio h(ac) l(ege) condemnarit, si volet, in ejus locum qui condemnatus erit sententiam dicere, ex h(ac) l(ege) liceto itque eum s(ine) f(raude) s(ua) jure lege recteq(ue) facere liceto, ejusque is locus in decurionibus sententiae dicendae rogandae h(ac) l(ege) esto.

CXXV. Quicumque locus ludis decurionibus datus atsignatus relictusve erit, ex quo loco decuriones ludos spectare o(portebit), ne quis in eo loco, nisi qui tum decurio c(oloniae) G(enetivae) erit, quive tum magistratus imperium potestatemve colonor(um) suffragio [geret] jussuque C. Caesaris dict(atoris) co(n)s(ulis) prove co(n)s(ule) habebit, quive pro quo imperio potestateve tum in c(olonia) Gen(etiva) erit, quibusque locos in decurionum loco ex d(creto) d(ecurionum) col(oniae) Gen(etivae) d(ari) o(portebit), quod decuriones decr(everint), cum non minus dimidia pars decurionum adfuerit cum e(a) r(es) consulta erit, [ne quis praeter eos, qui s(upra) s(cripti) s(unt), qui locus decurionibus datus atsignatus relictusve erit, in eo loco] sedeto neve quis aliam in ea loca sessum ducito neve sessum duci jubeto sc(iens) d(olo) m(alo). Si quis adversus ea sederit sc(iens) d(olo) m(alo) sive quis atversus ea sessum duxerit ducive jusserit sc(iens) d(olo) m(alo), is in res sing(ulas), quotienscumque quit d(e) e(a) r(e) atversus ea fecerit, HS Ioo c(olonis) c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) d(are) d(amas) esto, ejusque pecuniae qui eorum volet rec(iperatorio) iudicio aput Ilvir(um) praef(ectum)ve actio petitio persecutio ex h(ac) l(ege) [j(us) potest(as)que] e(sto).

CXXVI. Ilvir, aed(ilis), praef(ectus) quicumque c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) ludos scaenicos faciet, sive quis alius c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) ludos scaenicos faciet, colonos Genetivos incolasque hospitesque adventoresque ita sessum ducito [ita locum dato distribuito atsignato] uti d(e) e(a) r(e) [de eo loco dando atsignando] decuriones, cum non min(us) L[decuriones] cum e(a) r(es) c(onsuletur), in decurionibus adfuerint, decreverint statuerint s(ine) d(olo) m(alo). Quot ita ab decurionibu(s) [de loco dando atsignando] statutum decretum erit, it h(ac) l(ege) j(us) r(atum) q(ue) esto. Neve is qui ludos faciet aliter aliove modo sessum ducito neve duci jubeto

neve locum dato neve dari jubeto neve locum attribuito neve attribui jubeto neve locum atsignato neve atsignari jubeto neve quit facito, quo aliter aliove modo, adque uti locus datus atsignatus attributusve erit, sedeant, neve facito, quo quis alieno loco sedeat, sc(iens) d(olo) m(alo). Qui atversus ea fecerit, is in res singulas, quotienscumque quit atversus ea fecerit, HS ΙϞϞ c(olonis) c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) d(are) d(amnas) e(sto), ejusque pecuniae cui volet rec(iperatorio) judicio aput Hvir(um) praef(ectum)ve actio petitio persecutioque h(ac) l(ege) [jus potestasque] esto.

CXXVII. Quicumque ludi scaenici c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) flent, ne quis in orchestra ludorum spectandor(um) causa praeter mag(istratum) prove mag(istratu) p(opuli) R(omani), quive j(ure) d(icundo) p(raerit) et si quis senator p(opuli) R(omani) est erit fuerit, et si quis senatoris f(ilius) p(opuli) R(omani) est erit fuerit, et si quis praef(ectus) fabrum ejus mag(istratus) prove magistratu, qui provinc(iarum) Hispaniar(um) ulteriorem [Baeticae praerit] optinebit, erit, et quos ex h(ac) l(ege) decurion(um) loco [decurionem] sedere oportet oportebit, [praeter eos qui s(upra) s(cripti) s(unt) ne quis in orchestram ludorum spectandorum causa] sedeto, neve quisque mag(istratus) prove mag(istratu) p(opuli) R(omani) q(ui) j(ure) d(icundo) p(raerit) ducito, neve quem quis sessum ducito, neve in eo loco sedere sinito, uti q(uod) r(ecte) f(actum) e(ss)e v(olet) s(ine) d(olo) m(alo).

CXXVIII. H(vir) aed(ilis) praef(ectus) c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) quicumque erit, is suo quoque anno mag(istratu) imperioq(ue) facito curato, quod ejus fieri poterit, ut(i) q(uod) r(ecte) f(actum) e(ss)e v(olet), s(ine) d(olo) m(alo), mag(istri) ad fana templa delubra, quem ad modum decuriones censuerint, [suo quoque anno] fiant eique [d(ecurionum) d(ecreto)] suo quoque anno ludos circenses, sacrificia pulvinariaque faciendae curent, quem ad modum [quitquit] de iis rebus, mag(istris) creandis, ludis circensibus faciendis, sacrificiis procurandis, pulvinaribus faciendis decuriones statuerint decreverint, [ea omnia ita fiant]. Deque iis omnibus rebus quae s(upra) s(criptae) s(unt) quotcumque decuriones statuerint decreverint, it jus ratumque esto, eiq(ue) omnes, at quos ea res pertinebit, quot quemque eorum ex h(ac) l(ege) facere oportebit, faciunto s(ine) d(olo) m(alo). Si quis atversus ea fecerit quotienscumque quit atversus ea fecerit, HS cϞϞϞ c(olonis) c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) d(are) d(amnas) e(sto), ejusque pecun(iae) qui eorum volet rec(iperatorio)

judic(io) aput Ilvir(um) praef(ectum)ve actio petitio persecutioq(ue) e(x) h(ac) l(ege) [jus pot(estas)] esto.

CXXIX. Ilvir(i) aediles praef(ectus) c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) quicumque erunt decurionesq(ue) c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) quicumque erunt, ii omnes d(ecurionum) d(ecretis) diligenter parento optemperanto s(ine) d(olo) m(alo) faciunt utque uti quot quemq(ue) eor(um) decurionum d(ecreto) agere facere o(portebit) ea omnia agant faciant, u(ti) q(uod) r(ecte) f(actus) e(ss)e v(olet) s(ine) d(olo) m(alo). Si quis ita non fecerit sive quit atversus ea fecerit s(ciens) d(olo) m(alo), is in res sing(ulas) HS cclxxx c(olonis) c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) d(are) d(amnas) e(sto), ejusque pecuniae cui eor(um) volet rec(iperatorio) judic(io) aput Ilvir(um) praef(ectum)ve actio petitio persecutioque ex h(ac) l(ege) [jus potestasque] e(sto).

CXXX. Ne quis Ilvir [aed(ilis)] praef(ectus) c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) quicumque erit ad decurion(es) c(oloniae) G(enetivae) referto neve decurion(es) consulito neve d(ecretum) d(ecurionum) facito neve d(e) e(a) r(e) in tabulas p(ublicas) referto neve referri jubeto neve quis decur(io) d(e) e(a) r(e), q(ua) d(e) r(e) a(getur), in decurionib(us) sententiam dicitio neve d(ecretum) d(ecurionum) scribitio, neve in tabulas p(ublicas) referto, neve referendum curato, quos quis senator senatorisve f(ilius) p(opuli) R(omani) c(oloniae) G(enetivae) patronus atoptetur sumatur fiat nisi de trium partium d(ecurionum) [d(ecreto)] sentent(ia) per tabellam [facitio] et nisi de eo homine[de quo tum referetur, consulitur, d(ecretum) d(ecurionum) fiat] qui, cum e(a) r(es) a(getur), in Italiam sine imperio privatus erit. Si quis adversus ea ad decurion(es) rettulerit d(ecurionum)ve d(ecretum) fecerit faciendumve curaverit inve tabulas p(ublicas) rettulerit referri jusserit sive quis in decurionib(us) sententiam dixerit d(ecurionum)ve d(ecretum) scripserit inve tabulas p(ublicas) rettulerit referendumve curaverit, in res sing(ulas), quotienscumque quit atversus ea fecerit, is HS cccclxxx c(olonis) c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) d(are) d(amnas) e(sto), ejusque pecuniae qui eor(um) volet rec(iperatorio) judic(io) aput Ilvir(um) interregem praef(ectum) actio petitio persecutioque ex h(ac) l(ege) [j(us) potestasque] e(sto).

CXXXI. Neve quis Ilvir [aed(ilis)] praef(ectus) c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) quicumque erit ad decuriones c(oloniae) G(enetivae) referto neve d(ecuriones) consulito neve d(ecretum) d(ecurionum) facito neve d(e) e(a) r(e) in tabulas p(ublicas)

cas referto neve referri jubeto neve quis decurio d(e) e(a) r(e) in decurionib(us) sententiam dicito neve d(ecretum) d(ecurionum) scribito neve in tabulas publicas referto neve referendum curato, quo quis senator senatorisve f(ilius) p(opuli) R(omani) c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) hospes atopetur, hospitium tesserave hospitalis cum quo fiat, nisi de majoris p(artis) decurionum sententia per tabellam [facito] et nisi de eo homine, [de quo tum referetur consuletur, d(ecretum) d(ecurionum) fiat] qui, cum e(a) r(es) a(getur), in Italiam sine imperio privatus erit. Si quis adversus ea ad decuriones rettulerit d(ecretum)ve d(ecurionum) fecerit faciendumve curaverit inve tabulas publicas rettulerit referre jusserit sive quis in decurionibus sententiam dixerit d(ecretum)ve d(ecurionum) scripserit inve tabul(as) publ(icas) rettulerit referendumve curaverit, is in res sing(ulas), quotienscumque quit atversus ea fecerit, HS cclō c(olonis) c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) d(are) d(amnas) e(sto), ejusque pecuniae qui eorum volet recu(peratorio) judic(io) apud Ilvir(um) praef(ectum)ve actio petitio persecutioque h(ac) l(ege) [jus potest(as)que] esto.

CXXXII. Ne quis in c(olonia) G(enetiva) post h(anc) l(egem) datam petitor candidatus, quicumque in c(olonia) G(enetiva) J(ulia) mag(istratum) petet, magistratus petendi causa in eo anno, quo quisque anno petitor candidatus mag(istratum) petet petiturusve erit, [mag(istratus) petendi] convivia facito neve at cenam quem vocato neve convivium habeto neve facito sc(iens) d(olo) m(alo), quo quis suae petitionis causa convivium habeat ad cenamve quem vocet, praeter [dum] quod ipse candidatus petitor in eo anno, quo mag(istratum) petat, vocarit dum taxat in dies sing(ulos) h(ominum) VIII [convivium habeto], si volet, s(ine) d(olo) m(alo). Neve quis petitor candidatus donum munus aliudve quit det largiatur petitionis causa sc(iens) d(olo) m(alo). Neve quis alterius petitionis causa convivia facito neve quem ad cenam vocato neve convivium habeto, neve quis alterius petitionis causa cui quit donum munus aliutve quid dato donato largito sc(iens) d(olo) m(alo). Si quis atversus ea fecerit, HS lō c(olonis) c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) d(are) d(amnas) e(sto), ejusque pecuniae qui eor(um) volet recu(peratorio) judic(io) apud Ilvir(um) praef(ectum)ve actio petitio persecutioque ex h(ac) l(ege) [j(us) potest(as)que] esto.

CXXXIII. Qui c(oloni) Gen(etivi) Jul(ienses) h(ac) l(ege) sunt erunt, eorum omnium uxores, quae in c(olonia) G(ene-

tiva) J(ulia) h(ac) l(ege) sunt, [eae mulieres] legibus c(oloniae) G(enetivae) J(uliae) virique parento juraque [ex h(ac) l(ege)], quaecumque in hac lege scripta sunt, omnium rerum ex h(ac) l(ege) habento s(ine) d(olo) m(alo).

CXXXIV. Ne quis Ilvir [aedil(is)] praefectus c(oloniae) G(enetivae), quicumque erit, post h(anc) l(egem) ad decuriones c(oloniae) G(enetivae) referto neve decuriones consulito neve d(ecretum) d(ecurionum) facito neve d(e) e(a) r(e) in tabulas publicas referto neve referri jubeto neve quis decurio, cum e(a) r(es) a(getur), in decurionibus sententiam dicitō neve d(ecretum) d(ecurionum) scribito neve in tabulas publicas referto neve referendum curato, quo cui pecunia publica aliudve quid honoris habendi causa munerisve dandi pollicendi prove statua danda ponenda detur done-
tur

2. LOIS DE SALPENSA ET DE MALACA (ans 81-84 après J.-C.).

C. I. L., II, 1963-1964 ; Bruns, pp. 142-155. Tables de bronze au nombre de deux trouvées en octobre 1851, en Espagne, dans les environs de Malaga et portant des restes des statuts municipaux des villes latines de Salpensa et de Malaca. Les deux statuts sont des *leges datae* relatives à l'organisation dans ces deux villes du *jus Latii* qui leur avait été conféré par Vespasien en même temps qu'aux autres villes espagnoles (Pline, *H. n.*, 3, 3, 30), et se placent entre l'avènement de Domitien, le 11 septembre 81, et le commencement de 84, où cet empereur reçut le titre de *Germanicus* qu'il n'y porte pas encore. Les deux lois étaient sans doute rédigées sur un modèle uniforme, et c'est ce qui explique que la table de Salpensa ait pu être transférée à Malaca, probablement pour combler les lacunes de l'exemplaire qu'on y possédait de la loi locale. La table de Salpensa est écrite sur deux colonnes, celle de Malaca sur cinq. Toutes deux sont divisées en chapitres numérotés avec des rubriques indiquant l'objet des chapitres et précédées de la lettre R. Elles nous donnent les chapitres 21-29 de la 1^{re} loi et 51-69 de la 2^a. Leur authenticité a été contestée peu après leur découverte par M. Laboulaye, *Les tables de Malaca et de Salpensa*, 1856, puis plus tard par M. Asher, et défendue par M. Giraud, *Les tables de Salpensa et de Malaca*, 1851 ; *Lex Malacitana*, 1868 ; elle n'est plus discutée aujourd'hui. Ce sont les seuls fragments que nous possédions de statuts municipaux latins, et elles présentent à ce point de vue un intérêt de premier ordre ; en outre elles fournissent un grand nombre d'indications relatives au droit public et privé qui ont été relevées dans le commentaire d'ensemble donné de ces lois par M. Mommsen, *Die Stadtrechte der latinischen Gemeinden Salpensa und Malaca*, (*Abh. der sächs. Gesellschaft*, 1855, pp. 363-507), et aussi en partie dans les ouvrages précités. Nous signalerons en particulier, dans la loi de Salpensa, les c. 22, 25, 28, en matière d'acquisition de la cité, d'affranchissement et de tutelle, et surtout, dans la loi de Malaca, les c. 62-65 relativement aux théories de la *cautio praedibus praediisque*, de la *venditio lege praediatrica* et de la *venditio in vacuum* pour lesquelles ils sont les documents les plus complets et qu'ils

disent expressément régler conformément au droit de la capitale. Voir sur ces derniers points, outre Mommsen, *op. cit.*, pp. 466-478, Heyrowski, *Rechtliche Grundlage der Leges contractus*, 1881, pp. 42-48, 57-59 et les nombreux auteurs cités par lui. V. aussi sur les actions populaires procuratoires établies dans ces lois, Mommsen, *op. cit.*, pp. 461 466.

I. LOI DE SALPENSA.

R(ubrica). Ut magistratus civitatem Romanam consequantur.

XXI. . . Qui *Ilvir aedilis quaestor ex hac lege factus erit, cives Romani sunt, cum post annum magistratu abierint, cum parentibus conjugibusque ac liberis, qui legitimis nuptis quaesiti in potestatem parentum fuerint, item nepotibus ac neptibus filio natis natus, qui quaeque in potestate parentum fuerint ; dum ne plures c(ives) R(omani) sint, quam quod ex h(ac) l(ege) magistratus creare oportet.*

R. Ut qui civitat(em) Roman(am) consequantur, manean in eorundem m(ancipi)o m(anu) potestate.

XXII. Qui quaeve ex h(ac) l(ege) exve edicto imp(eratoris) Caesaris Aug(usti) Vespasiani, imp(eratoris)ve Titi Caesaris Aug(usti), aut imp(eratoris) Caesaris Aug(usti) Domitiani p(atris) p(atriciae) civitatem Roman(am) consecutus consecuta erit : is ea in ejus, qui c(ivis) Roman(us) h(ac) l(ege) factus erit, potestate manu mancipio, cujus esse deberet, si civitate [Romana] mutatus mutata non esset, esto idque jus tutoris optandi habeto, quod haberet, si a cive Romano ortus orta neq(ue) civitate mutatus mutata esset.

R. Ut qui c(ivitatem) R(omanam) consequentur, jura libertorum retineant.

XXIII. Qui quaeve ex h(ac) l(ege) exve edicto imp(eratoris) Caes(aris) Vesp(asiani) Au(gusti), imp(eratoris)ve Titi Caes(aris) Vespasian(i) Au(gusti) aut imp(eratoris) Caes(aris) Domitiani Aug(usti) c(ivitatem) R(omanam) consecutus consecuta erit : is in libertos libertasve suos suas paternos paternas, qui quae in c(ivitatem) R(omanam) non venerit, deque bonis eorum earum et is, quae libertatis causa inposita sunt, idem jus eademque condicio esto, quae esset, si civitate mutatus mutata non esset.

R. De praefecto imp(eratoris) Caesaris Domitiani Aug(usti).

XXIII. Si ejus municipi decuriones conscriptive municipesve imp(eratori) Caesari Domitian(o) Aug(usto) p(atris) p(atriciae) Ilviratum communi nomine municipum ejus muni-

cipi detulerint, imp(erator)que Domitianus Caesar Aug(ustus) p(ater) p(atriciae) eum Ilviratum receperit et loco suo praefectum quem esse jusserit : is praefectus eo jure esto, quo esset si eum Ilvir(um) j(ure) d(icundo) ex h(ac) l(ege) solum creari oportuisset isque ex h(ac) l(ege) solus Ilvir j(ure) d(icundo) creatus esset.

R. De jure praef(ecti), qui a Ilvir(o) relictus sit.

XXV. Ex Ilviris qui in eo municipio j(ure) d(icundo) p(raerunt), uter postea ex eo municipio proficiscetur neque eo die in id municipium esse se rediturum arbitrabitur, quem praefectum municipi non minorem quam annorum XXXV ex decurionibus conscriptisque relinquere volet, facito ut is juret per Jovem et divom Aug(ustum) et divom Claudium et divom Vesp(asianum) Aug(ustum) et divom Titum Aug(ustum) et genium imp(eratoris) Caesaris Domitiani Aug(usti) deosque Penates : quae Ilvir(um), qui j(ure) d(icundo) p(raeest), h(ac) l(ege) facere oporteat, se, dum praefectus erit, d(um) t(arat) quae eo tempore fieri possint facturum, neque adversus ea facturum scientem d(olo) m(alo) ; et cum ita juraverit, praefectum eum ejus municipi relinquit. Ei qui ita praefectus relictus erit, donec in id municipium alteruter ex Ilviris adierit, in omnibus rebus id jus eaque potestas esto, praeterquam de praefecto relinquendo et de c(ivitate) R(omana) consequenda, quod jus quaeque potestas h(ac) l(ege) Ilviris qui jure dicundo praerunt datur. Isque dum praefectus erit quotiensque municipium egressus erit, ne plus quam singulis diebus abesto.

R. De jure jurando Ilvir(um) et aedil(ium) et q(uaestorum).

XXVI. Duovir(i) qui in eo municipio j(ure) d(icundo) p(raesunt), item aediles qui in eo municipio sunt, item quaestores qui in eo municipio sunt, eorum quisque in diebus quinque proximis post h(anc) l(egem) datam, quique Ilvir(i) aediles quaestoresve postea ex h(ac) l(ege) creati erunt, eorum quisque in diebus quinque proximis, ex quo Ilvir aedilis quaestor esse coeperit, priusquam decuriones conscriptive habeantur, juranto pro contione per Jovem et divom Aug(ustum) et divom Claudium et divom Vespasianum Aug(ustum) et divom Titum Aug(ustum) et genium Domitiani Aug(usti) deosque Penates : se, quodquomque ex h(ac) l(ege) exque re communi m(unicipium) m(unicipi) Flavi Salpensani censeat,

recte esse facturum, neque adversus h(anc) l(egem) remve communem municipum ejus municipi facturum scientem d(olo) m(al)o, quosque prohibere possit prohibiturum; neque se aliter consilium habiturum neq(ue) aliter daturum neque sententiam dicturum, quam ut ex h(ac) l(ege) exque re comuni municipum ejus municipi censeat fore. Qui ita non juraverit, is HS X (milia) municipibus ejus municipi d(are) d(amnas) esto, ejusque pecuniae deque ea pecunia municipum ejus municipi cui volet, cuique per hanc legem licet, actio petitio persecutio esto.

R. De intercessione Hvir(um) et aedil(ium) et q(uaestorum).

XXVII. Qui Hvir(i) aut aediles aut quaestores ejus municipi erunt, his Hvir(is) inter se et cum aliquis alterutrum eorum aut utrumque ab aedile aedilibus aut quaestore quaestoribus appellabit, item aedilibus inter se, *item quaestoribus inter se* intercedendi, in triduo proximo quam appellatio facta erit poteritque intercedi, quod ejus adversus h(anc) l(egem) non fiat, et dum ne amplius quam semel quisque eorum in eadem re appelletur, jus potestasque esto, neve quis adversus ea qui, quom intercessum erit, facito.

R. De servis apud Hvir(um) manumittendis.

XXVIII. Si quis municeps municipi Flavi Salpensani, qui Latinus erit, aput Hvir(os), qui jure dicundo praeerunt ejus municipi, servom suom servamve suam ex servitute in libertatem manumiserit, liberum liberamve esse jusserit, dum ne quis pupillus neve quae virgo mulierve sine tutore auctore quem quamve manumittat, liberum liberamve esse jubeat: qui ita manumissus liberve esse jussus erit, liber esto, quaeque ita manumissa liberave esse jussa erit, libera esto, uti qui optumo jure Latini libertini liberi sunt erunt; dum is qui minor XX annorum erit ita manumittat, si causam manumittendi justam esse is numerus decurionum, per quem decreta h(ac) l(ege) facta rata sunt, censuerit.

R. De tutorum datione.

XXIX. Cui tutor non erit incertusve erit, si is eave municeps municipi Flavi Salpensani erit, et pupilli pupillave non erunt, et ab Hviris, qui j(ure) d(icundo) p(raeerunt) ejus municipi, postulaverit, uti sibi tutorem det, et eum, quem dare volet, nominaverit: tum is, a quo postulatum erit sive unum sive plures collegas habebit, de omnium collegarum senten-

tia, qui tum in eo municipio intrave fines municipi ejus erit, causa cognita, si ei videbitur, eum qui nominatus erit tutorem dato. Sive is eave, cujus nomine ita postulatum erit, pupil(lus) pupillave erit, sive is, a quo postulatum erit, non habebit collegam, *collegave* ejus in eo municipio intrave fines ejus municipi nemo erit: tum is, a quo ita postulatum erit, causa cognita in diebus X proxumis, ex decreto decurionum, quod, cum duae partes decurionum non minus adfuerint, factum erit, eum, qui nominatus erit, quo ne ab justo tutore tutela *abeat*, ei tutorem dato. Qui tutor h(ac) l(ege) datus erit, is ei, cui datus erit, quo ne ab justo tutore tutela *abeat*, tam justus tutor esto, quam si is c(ivis) R(omanus) et *ei* adgnatus proximus c(ivis) Romanus tutor esset.

II. LOI DE MALACA.

R. De nominatione candidatorum.

LI. Si ad quem diem professionem fieri oportebit, nullius nomine aut pauciorum, quam tot quod creari oportebit, professio facta erit, sive ex his, quorum nomine professio facta erit, pauciores erunt quorum h(ac) l(ege) comitiis rationem habere oporteat, quam tot *quot* creari oportebit: tum is qui comitia habere debet proscrito, ita u(t) d(e) p(lano) r(ecte) l(egi) p(ossint), tot nomina eorum, quibus per h(anc) l(egem) eum honorem petere licebit, quod derunt ad eum numerum, ad quem creari ex h(ac) l(ege) oportebit. Qui ita proscripti erunt, ii, si volent, apud eum, qui ea comitia habiturus erit, singuli singulos ejusdem conditionis nominato, ique item, qui tum ab is nominati erunt, si volent, singuli singulos apud eundem eademque conditione nominato; isque, apud quem ea nominatio facta erit, eorum omnium nomina proponito, ita *ut* d(e) p(lano) r(ecte) l(egi) p(ossint), deque is omnibus item comitia habeto, perinde ac si eorum quoque nomine ex h(ac) l(ege) de petendo honore professio facta esset intra praestitutum diem petereque eum honorem sua sponte coepissent neque eo proposito destitissent.

R. De comitiis habendis.

LII. Ex Hviris qui nunc sunt, item ex is, qui deinceps in eo municipio Hvir erunt, uter major natu erit, aut si ei causa quae inciderit q(uo) m(inus) comitia habere possit, tum alter ex his comitia Hvir(is), item aedilibus, item quaestoribus rogandis subrogandis h(ac) l(ege) habeto; utique ea

distributione curiarum, de qua supra comprehensum est, suffragia ferri debebunt, ita per tabellam ferantur facito. Quique ita creati erunt, ii annum unum aut, si in alterius locum creati erunt, reliqua parte ejus anni in eo honore sunt, quem suffragis erunt consecuti.

R. In qua curia incolae suffragia ferant.

LIII. Quicumque in eo municipio comitia Iiviris, item aedilibus, item quaestoribus rogandis habebit, ex curiis sorte ducito unam, in qua incolae, qui cives R(omani) Latine cives erunt, suffragium ferant, eisque in ea curia suffragi latio esto.

R. Quorum comitis rationem haberi oporteat.

LIII. Qui comitia habere debet, is primum Iivir(os) qui jure dicundo praesit ex eo genere ingenuorum hominum, de quo h(ac) l(ege) cautum comprehensumque est, deinde proximo quoque tempore aediles, item quaestores ex eo genere ingenuorum hominum, de quo h(ac) l(ege) cautum comprehensumque est, creandos curato; dum ne cujus comitis rationem habeat, qui Iviratum petet, qui minor annorum XXV erit, quive intra quinquennium in eo honore fuerint; item qui aedilitatem quaesturamve petet, qui minor quam annor(um) XXV erit, quive in earum qua causa erit, propter quam, si c(ivis) R(omanus) esset, in numero decurionum conscriptorumve eum esse non liceret.

R. De suffragio ferendo.

LV. Qui comitia ex h(ac) l(ege) habebit, is municipes curiatim ad suffragium ferendum vocato ita, ut uno vocatu omnes curias in suffragium vocet, eaeque singulae in singulis consaepitis suffragium per tabellam ferant. Itemque curato, ut ad cistam cujusque curiae ex municipibus ejus municipi terni sint, qui ejus curiae non sint, qui suffragia custodiant, diribeant, et uti ante quam id faciant quisque eorum jurent: se rationem suffragiorum fide bona habiturum relaturumque. Neve prohibito, q(uo) m(inus) et qui honorem petent singulos custodes ad singulas cistas ponant. Iique custodes ab eo qui comitia habebit, item ab his positi qui honorem petent, in ea curia quisque eorum suffragium fert, ad cujus curiae cistam custos positus erit, eorumque suffragia perinde justa rataque sunt ac si in sua quisque curia suffragium tulisset.

R. Quid de his fieri oporteat, qui suffragiorum numero pares erunt.

LVI. Is qui ea comitia habebit, ut quisque curiae cujus plura quam alii suffragia habuerit, ita priorem ceteris eum pro ea curia factum creatumque esse renuntiato, donec is numerus, ad quem creari oportebit, expletus sit. Quae in curia totidem suffragia duo pluresve habuerint, maritum, quive maritorum numero erit, caelibus liberos non habenti, qui maritorum numero non erit; habentem liberos non habenti; plures liberos habentem pauciores habenti praeferto prioremque nuntiato ita, ut bini liberi post nomen inpositum aut singuli puberes amissi virive potentes amissae pro singulis sospitibus numerentur. Si duo pluresve totidem suffragia habebunt et ejusdem condicionis erunt, nomina eorum in sortem cojicito, et uti cujusque nomen sorti ductum erit, ita eum priorem alis renuntiato.

R. De sortitione curiarum et is, qui curiarum numero pares erunt.

LVII. Qui comitia h(ac) l(ege) habebit, is relatis omnium curiarum tabulis nomina curiarum in sortem cojicito, singularumque curiarum nomina sorte ducito, et ut cujusque curiae nomen sorte exierit, quos ea curia fecerit, pronuntiari jubeto; et uti quisque prior majorem partem numeri curiarum confecerit, eum, cum h(ac) l(ege) juraverit caveritque de pecunia communi, factum creatumque renuntiato, donec tot magistratus sint quod h(ac) l(ege) creari oportebit. Si totidem curias habebunt, uti supra comprehensum est de is qui suffragiorum numero pares essent, ita de is qui totidem curias habebunt facito, eademque ratione priorem quemque creatum esse renuntiato.

R. Ne quid fiat, quo minus comitia habeantur.

LVIII. Ne quis intercedito neve quit aliud facito, quo minus in eo municipio h(ac) l(ege) comitia habeantur perficiantur. Qui aliter adversus ea fecerit sciens d(olo) malo, is in res singulas HS X(milia) municipibus municipii Flavi Malacitani d(are) d(amas) e(sto), ejusque pecuniae deque ea pecun(ia) municipi ejus municipii qui volet, cuique per h(anc) l(egem) licebit, actio petitio persecutio esto.

R. De jure jurando eorum, qui majorem partem numeri curiarum expleverit.

LIX. Qui ea comitia habebit, uti quisque eorum, qui

Viratum aeditatem quaesturamve petet, majorem partem numeri curiarum expleverit, priusquam eum factum creatumque renuntiet, jusjurandum adigito in contionem palam per Jovem et divom Augustum et divom Claudium et divom Vespasianum Aug(ustum) et divom Titum Aug(ustum) et genium imperatoris Caesaris Domitiani Aug(usti) deosque Penales *se quae ex h(ac) l(ege) facere oportebit facturum, neque adversus h(anc) l(egem) fecisse aut facturum esse scientem d(olo) m(alo)*.

R. Ut de pecunia communi municipum caveatur ab is, qui Viratum quaesturamve petet.

LX. Qui in eo municipio Viratum quaesturamve petent quique propterea, quod pauciorum nomine quam oportet professio facta esset, nominatim in eam condicionem rediguntur, ut de his quoque suffragium ex h(ac) l(ege) ferri oporteat : quisque eorum, quo die comitia habebuntur, ante quam suffragium feratur arbitrato ejus qui ea comitia habebit praedes in commune municipum dato pecuniam communem eorum, quam in honore suo tractaverit, salvam is fore. Si d(e) e(a) r(e) is praedibus minus cautum esse videbitur, praedia subsignato arbitrato ejusdem. Isque ab iis praedes praediaque sine d(olo) m(alo) accipito, quoad recte cautum sit, uti quod recte factum esse volet. Per quem eorum, de quibus Virorum quaestorumve comitiis suffragium ferri oportebit, steterit, quo m(inus) recte caveatur, ejus qui comitia habebit rationem ne habeto.

R. De patrono cooptando.

LXI. Ne quis patronum publice municipibus municipii Flavi Malacitani cooptato patrociniūve cui deferto, nisi ex majoris partis decurionum decreto, quod decretum factum erit, cum duae partes non minus adfuerint et jurati per tabellam sententiam tulerint. Qui aliter adversus ea patronum publice municipibus municipii Flavi Malacitani cooptaverit patrociniūve cui detulerit, is HS X (milia) n(ummum) in publicum municipibus municipii Flavi Malacitani d(are) d(amnas) e(sto)¹; et is, qui adversus h(anc) l(egem) patronus

1. Le graveur pent avoir ici omis la formule officielle : 'ejusque pecuniae deque ea pecunia municipi ejus municipii qui volet cuique per hanc legem licet, actio petitio persecutio est', qui suit dans les c. 58, 62, 67. Cf. Bruns. Z. R. G. 3. 364 = Kl. Schr., 1, 333, n. 80.

cooptatus cuive patrociniū delatum erit, ne magis ob eam rem patronus municipiū municipii Flavi Malacitani esto.

R. Ne quis aedificia, quae restitutus non erit, destruat.

LXII. Ne quis in oppido municipii Flavi Malacitani quaeque ei oppido continentia aedificia erunt, aedificium detegito destruito demoliundumve curato, nisi *de* decurionum conscriptorumve sententia, cum major pars eorum adfuerit, quod restitutus intra proximum annum non erit. Qui adversus ea fecerit, is quanti e(a) r(es) e(rit), t(antam) p(ecuniam) municipibus municipi Flavi Malacitani d(are) d(amnas) e(sto), ejusque pecuniae deque ea pecunia municipi ejus municipii, qui volet cuique per h(anc) l(egem) licebit, actio petitio persecutio esto.

R. De locationibus legibusque locationum proponendis et in tabulas municipi referendis.

LXIII. Qui Hvir j(ure) d(icundo) p(raeerit), vectigalia ultroque tributa, sive quid aliud communi nomine municipum ejus municipi locari oportebit, locato. Quasque locationes fecerit quasque leges dixerit, quanti quit locatum sit et *qui* praedes accepti sint quaeque praedia subdita subsignata obligatae sint quique praediorum cognitores accepti sint, in tabulas communes municipum ejus municipi referantur facito et proposita habeto per omne reliquom tempus honoris sui, ita ut d(e) pl(ano) r(ecte) l(egi) p(ossint), quo loco decuriones conscriptive proponenda esse censuerint.

R. De obligatione praedum praediorum cognitorumque.

LXIV. Quicumque in municipio Flavio Malacitano in commune municipum ejus municipi praedes facti sunt erunt, quaeque praedia accepta sunt erunt, quique eorum praediorum cognitores facti sunt erunt: ii omnes et quae cujusque eorum tum *fuert* erunt, cum praes cognitorve factus est erit, quaeque postea esse, cum ii obligati esse coeperunt coeperint, *ii omnes* qui eorum soluti liberatique non sunt non erunt aut non sine d(olo) m(alo) sunt erunt, eaque omnia, *quae* eorum soluta liberataque non sunt non erunt aut non sine d(olo) m(alo) sunt erunt, in commune municipum ejus municipii item obligati obligataque sunt, uti ii eave p(opulo) R(omano) obligati obligatae essent. si apud eos, qui Romae aerario praessent, ii praedes iique cognitores facti eaque praedia subdita subsignata obligatae essent. Eosque praedes

eaque praedia eosque cognitores, si quit eorum, in quae cognitores facti erunt, ita non erit, qui quaeve soluti liberati soluta liberataque non sunt non erunt aut non sine d(olo) m(al)o sunt erunt, Ilviris, qui ibi j(ure) d(icundo) praerunt, ambobus alterive eorum ex decurionum conscriptorumque decreto, quod decretum cum eorum partes tertiae non minus quam duae adessent factum erit, vendere legemque his vendundis dicere jus potestasque esto; dum eam legem is rebus vendundis dicant, quam legem eos, qui Romae aerario praerunt, e lege praediatoria praedibus praedisque vendundis dicere oporteret, aut, si lege praediatoria emptorem non inveniet, quam legem in vacuum vendendis dicere oporteret; et dum ita legem dicant, uti pecuniam in foro¹ municipi Flavi Malacitani referatur luatur solvatur. Quaque lex ita dicta erit, justa rataque esto.

R. Ut jus dicatur e lege dicta praedibus et praedis vendundis.

LXV. Quos praedes quaeque praedia quosque cognitores Ilviri municipii Flavi Malacitani h(ac) l(ege) vendiderint, de iis quicumque j(ure) d(icundo) p(rae)erit, ad quem de ea re in jus aditum erit, ita jus dicitio judiciciaque dato, ut ei, qui eos praedes cognitores ea praedia mercati erunt, praedes socii heredesque eorum iique, ad quos ea res pertinebit, de is rebus agere easque res petere persequi recte possit.

R. De multa, quae dicta erit.

LXVI. Multas in eo municipio ab Ilviris praefectove dictas, item ab aedilibus quas aediles dixisse se aput Ilvros ambo alterve ex is professi erunt, Ilvir, qui j(ure) d(icundo) p(rae)erit, in tabulas communes municipum ejjus municipi referri jubeto. Si cui ea multa dicta erit aut nomine ejjus alius postulabit, ut de ea ad decuriones conscriptosve referatur, de ea decurionum conscriptorumve judicium esto. Quaeque multae non erunt injustae a decurionibus conscriptisve judicatae, eas multas Ilviri in publicum municipum ejjus municipii redigunt.

R. De pecunia communi municipum deque rationibus eorundem.

LXVII. Ad quem pecunia communis municipum ejjus mu-

1. Le bronze : 'Pecuniam in foro'. Mommsen : 'pecunia inde redacta in commune'. Bruns : 'pecunia in publicum municipum'. Laboulaye-Giraud : 'pecuniam in foro'.

nicipi pervenerit, heresve ejus isve ad quem ea res pertinebit, in diebus XXX proximis, quibus ea pecunia ad eum pervenerit, in publicum ejus municipi eam referto. Quae rationes communes negotiumve quod commune municipum ejus municipi gesserit tractaverit, is heresve ejus isve ad quem ea res pertinebit in diebus XXX proximis, quibus ea negotia easve rationes gerere tractare desierit quibusque decuriones conscriptique habebuntur, rationes edito redditoque decurionibus conscriptisve cuive de his accipiendis cognoscendis ex decreto decurionum conscriptorumve, quod decretum factum erit cum eorum partes non minus quam duae tertiae adessent, negotium datum erit. Per quem steterit, q(uo) m(inus) ita pecunia redigeretur referretur quove minus ita rationes redderentur, is, per quem steterit q(uo) m(inus) rationes redderentur quove minus pecunia redigeretur referretur, heresque ejus isque ad quem ea res qua agitur pertinebit, q(uanti) e(a) r(es) erit, tantum et alterum tantum municipibus ejus municipi d(are) d(amnas) e(sto), ejusque pecuniae deque ea pecunia municipum municipii Flavi Malacitani, qui volet cuique per h(anc) l(egem) licebit, actio petitio persecutio esto.

R. De constituendis patronis causae, cum rationes reddentur.

LXVIII. Cum ita rationes reddentur, Hvir, qui decuriones conscriptosve habebit, ad decuriones conscriptosve referto, quos placeat publicam causam agere, iique decuriones conscriptive per tabellam jurati d(e) e(a) r(e) decernunto, tum cum eorum partes non minus quam duae tertiae aderunt, ita ut tres, quos plurimi per tabellam legerint, causam publicam agant, iique qui ita lecti erunt tempus a decurionibus conscriptisve, quo causam cognoscant actionemque suam ordinent, postulanto, eoque tempore quod is datum erit transacto eam causam uti quod recte factum esse volet agunto.

De judicio pecuniae communis.

LXIX. Quod m(unicipum) m(unicipii) Flavi Malacitani nomine petetur ab eo, qui ejus municipi municeps incolave erit, quodve cum eo agetur quod pluris HS c10 sit neque tanti sit, ut *de ea re proconsulem jus dicere judiciumque dare ex hac lege oporteat: de ea re Hvir praefectusve, qui jure dicundo praecrit ejus municipii, ad quem de ea re in jus aditum erit, jus dicit judiciumque dato...*

3. DIPLOMES MILITAIRES.

Leges datae impériales concédant à des soldats dont le temps de service arrivait à son terme, certains privilèges : s'ils étaient Romains, le *conubium* avec la première femme qu'ils épouseraient après leur congé ; s'ils ne l'étaient pas, le droit de cité pour eux et leurs enfants et le *conubium* avec leur femme actuelle ou, lorsqu'ils n'en avaient pas encore, avec la première femme qu'ils épouseraient par la suite. La concession était faite en bloc à tous les soldats d'une même catégorie par une décision commune qui était gravée sur une table de bronze et affichée à Rome. Mais il en était en outre rédigé pour chaque soldat un extrait authentique gravé sur deux plaques de bronze de façon à faire une sorte de carnet dont les deux faces intérieures contenaient le diplôme écrit sur toute leur largeur et dont les faces extérieures portaient l'une une reproduction du texte et l'autre les cachets et les noms de sept témoins (voir sur cette disposition Paul, *Sent.*, 5, 25, 6, et la figure de Bruns, pp. 371-374). Il ne nous a été transmis que des restes insignifiants de constitutions originales de cette espèce ; au contraire, le nombre des extraits individuels que nous en possédons et que l'on désigne communément sous le nom de diplômes militaires s'augmente tous les jours. Des recueils en ont été dressés par M. Léon Remier, *Recueil des diplômes militaires*, 1876 (inachevé), et surtout par M. Mommsen, d'abord *C. I. L.*, III, pp. 843-919, puis de nouveau, *C. I. L.*, III, *suppl.*, (1893), pp. 1955-2038, où il a donné avec le texte des titres nouvellement découverts un tableau complet de tous les diplômes connus (96) et une édition entièrement refondue de son premier commentaire. V. en outre Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 626-628 ; Cagnat, *Cours d'épigraphie latine*, 2^e éd., 1889, pp. 264-269 ; Krueger, *Sources*, pp. 307 et 322. V. aussi sur une autre catégorie de soldats qui paraissent avoir reçu la cité sans table d'airain de ce genre, *sine aere* et qui ne sont mentionnés dans aucun commentaire antérieur, le papyrus de l'an 143, *Aegypt. Urk. aus Berlin*, fasc. 5, n. 113 et les observations de Mommsen, *C. I. L.*, III, *suppl.*, pp. 2006, 2007, 2008, 2011, 2016. Nous donnons comme Bruns, deux exemples de ces carnets ou diptyques, l'un relatif à un citoyen, de l'an 76 (*C. I. L.*, III, p. 853 ; Bruns, pp. 253-254), l'autre relatif à un pérégrin, de l'an 71 (*C. I. L.*, III, p. 850 ; Bruns, pp. 252-253).

1. DIPLOME D'UN SOLDAT PÉRÉGRIN (an 71 après J.-C.).

Imp. Caesar Vespasianus Aug(ustus), pont(ifex) max(imus), tribunic(ia) pot(estate) II, imperator VI, p(ater) p(atriciae), co(n)s(ul) III, desig(natus) IIII,

Veteranis¹, qui militaverunt² in classe Ravennate sub Sex. Lucilio Basso, qui sena et vicena³ stipendia aut plura meruerunt et sunt deducti in Pannoniam⁴ quorum nomina sub-

1. D'autres diplômes : 'equilibus et peditibus' ; 'trierarchia et remigibus' ; 'classisicis'. — 2. D'autres : 'qui militavit'. — 3. Chez les soldats de la flotte, 26 et plus tard 28 *stipendia* ; chez les soldats auxiliaires, 25 ; les légionnaires, 20 ; les préto-riens, 16. — 4. D'autres diplômes : 'et sunt dimissi honesta missione' ; 'emeritis et dimissis honesta missione' ; ou, joint à ce qui suit : 'honestam missionem et civitatem dedit' ; d'autres encore : 'qui militavit... item dimissis honesta missione'.

scripta sunt, ipsis liberis posterisque eorum¹ civitatem² dedit et conubium cum uxoribus, quas tunc habuissent, cum est civitas is data, aut si qui caelibes essent, cum iis quas postea duxissent, dumtaxat singuli[s] singulas.

Non(is) April(ibus), Caesare Aug(usti) f(ilio) Domitiano, Cn. Pedio Casco co(n)s(ulibus).

Platori Veneti f(ilio), centurioni, Maezeio.

Descriptum et recognitum ex tabula aenea, quae fixa est Romae in Capitolio ad aram gentis Juliae³, de foras podio sinistro, tab(ula) I pag(ina) II loc(o) XXXXIII⁴.

2. DIPLOME D'UN SOLDAT CITOYEN (an 76 après J.-C.).

Imp. Caesar Vespasianus Augustus, pontifex maximus, tribunici(a) potestat(e) VIII, imp(erator) XVIII, p(ater) p(atris), censor, co(n)s(ul) VII, design(atus) VIII.

Nomina speculatorum qui in praetorio meo militaverunt, item⁵ militum qui in cohortibus novem praetoriis et quatuor urbanis, subjeci⁶, quibus fortiter et pie militia functis jus tribuo⁶ conubi⁷, dum taxat cum singulis et primis uxoribus, ut etiamsi peregrini juris feminas matrimonio suo junxerint, proinde liberos tollant, ac si ex duobus civibus Romanis natos. A(n)te d(iem) IV non(as) Decembr(es), Galeone Tettieno Petroniano, M. Fulvio Gillone co(n)s(ulibus).

Coh(ortis) VI pr(aetoriae) L. Ennio L. f. Tro(mentina) Feroci, Aquis Statellis.

Descriptum et recognitum ex tabula aenea, quae fixa est Romae in Capitolio in basi Jovis Africi.

1. La clause : 'ipsis posterisque eorum', qui se trouve dans tous les diplômes antérieurs à 145, disparaît à partir de cette date, probablement à la suite d'un changement de législation excluant de l'acquisition de la cité les enfants déjà nés (cf. Mommsen, *C. I. L.*, III, suppl. 2015, et Gaius, 1, 57) ; à partir de l'an 217, on trouve la formule : 'ipsis filiisque eorum, quos susceperint ex mulieribus, quas secum concessa consuetudine vixisse probaverint'. — 2. D'autres ajoutent : 'Romanam qui eorum non habent'. — 3. D'autres diplômes indiquent d'autres lieux : depuis Domitien, ils portent tous : 'In muro post templum divi Augusti ad Minervam'. — 4. Suivent, sur la table extérieure, les noms des sept témoins dont les cachets étaient apposés sur le lien qui fermait le diptyque et qui, comme le soldat naturalisé, sont tous d'origine dalmate. — Les mots 'Non(is) Aprilibus... Maezeio' et 'in Capitolio'... jusqu'à la fin sont moins profondément gravés dans les deux textes, et l'ont été, pense Mommsen, *C. I. L.*, III, p. 904, cf. suppl., p. 2009, après la vérification faite par les témoins. — 5. Les autres diplômes de soldats des cohortes prétoriennes ne mentionnent pas les speculatores. — 6. Quand la lex émane de deux empereurs ; 'subjecimus, tribuimus'. — 7. Cf. Gaius, 1, 57.

CHAPITRE II

SÉNATUS-CONSULTES

Afin de ne pas augmenter outre mesure les dimensions de ce recueil, nous en avons exclu tous les sénatus-consultes dont le texte nous a été transmis par le Digeste (sc. Velleianum de l'an 46, *D.* 16, 1, 2, 1; sc. Ostorianum antérieur à l'an 47, *D.*, 38, 4, 1, *pr.*; sc. Trebellianum de l'an 56, *D.*, 36, 1, 1, 2; sc. Macedonianum rendu sous Vespasien, donc entre 69 et 79, *D.*, 14, 6, 1; sc. Rubrianum, attribué à l'an 103, *D.*, 40, 5, 26, 7; sc. Juncianum, de l'an 127, *D.*, 40, 5, 28, 4; sc. Juventianum, de l'an 129, *D.*, 5, 3, 20, 6; sc. Orfitianum, de l'an 178, *D.*, 38, 17, 1. *pr.* 9, 12), et nous y reproduisons seulement quelques-uns des autres sénatus-consultes les plus connus ou les plus intéressants pour le droit privé. Le nombre en a, dans les dernières années, été très accru, surtout quant aux sénatus-consultes de langue grecque, dont on trouvera une liste s'étendant jusqu'à l'an 1888 et un texte fort bien établi dans la dissertation de M. Viereck, *Sermo Graecus quo senatus populusque Romanus magistratusque populi Romani usque ad Tiberii Caesaris aetatem in scriptis publicis usi sunt*, 1888, pp. 1-54 (ajouter le sénatus-consulte de Tabae du temps de Sulla [?] publié par le même, *Hermes*, 25, 1890, pp. 145-148, et commenté par M. Mommsen, *Hermes*, 26, 1891, pp. 624-631). Parmi ceux de langue latine, nous citerons en outre : 1° comme transmis par des inscriptions, le sénatus-consulte de Tiburtibus, de l'an 595, ceux sur les jeux séculaires, des années 737 et 800, l'oratio de Claude sur la concession du *ius honorum* aux habitants de la *Gallia comata*, celui de l'an 138, sur l'ouverture de marchés à Begua en Tunisie, celui de Cyzique, du milieu du second siècle, sur l'autorisation d'une association de jeunes gens, un sénatus-consulte relatif à la diminution des frais des jeux rendu sous Marc-Aurèle et Commode entre l'an 176 et l'an 178 et découvert en 1888 à Italica en Bétique, qui sont tous dans Bruns, et auxquels on peut ajouter le sénatus-consulte du temps de Trajan rapporté dans l'inscription de Pergame, *C. I. L.* III, *suppl.* 7086, et le petit fragment de sénatus-consulte de l'an 731, *Bull. arch. comm.*, 1883, p. 223; 2° comme transcrits dans des ouvrages littéraires, ceux sur l'expulsion des philosophes et des rhéteurs de 593 (Suétone, *De clar. rhet.*, 1) et sur l'attribution du nom d'Auguste au mois de *sextilis* (Macrobe, *Sat.*, 1, 12, 35) que l'on trouvera également dans Bruns, ainsi que l'une des *auctoritates senatus*, c'est-à-dire des sénatus-consultes frappés d'intercession, de 703, rapportées dans Cicéron, *Ad fam.*, 8, 8, 6. 7. 8. — M. Huebner a donné, *De senatus populi Romani actis* (Fleckeisen, *Jahrbücher für classische Philologie*, Supplementband 3, 1859, p. 623 et ss.) une liste complète des sénatus-consultes connus au moment où il écrivait.

1. SÉNATUS-CONSULTE LES BACCHANALES (an 568 de Rome).

C. I. L., I, 196 = X, 104; Bruns, p. 160. Table de bronze découverte en 1640 à Tiriolo, dans l'ancien territoire des Bruttii et conservée aujourd'hui à Vienne. Elle contient le texte officiel du sénatus-consulte

relatif à la conjuration des Bacchanales (cf. Tite-Live, 39, 8-19), suivi d'une lettre des consuls invitant les autorités de l'*ager Teuranus* (Ti-riolo) à le faire afficher et exécuter.

Q. Marcius L. f., S(p.) Postumius L. f., cos. senatum consoluerunt n(onis) Octob. apud aedem Duclonai. Sc(ribendo) arf(uerunt) M. Claudi(us) M. f., L. Valeri(us) P. f., Q. Minuci(us) C. f.

De Bacanalibus quei foideratei esent ita exdeicendum censuere :

Neiquis eorum Bacanal habuisse velet ; sei ques esent, quei sibi deicerent necesus ese Bacanal habere, eis utei ad pr(aitorem) urbanum Romam venirent, deque eeis rebus, ubei eorum verba audita esent, utei senatus noster decerneret, dum ne minus senatoribus C adesent *quom ea res cosolere-tur*.

Bacas vir nequis adiese velet ceivis Romanus neve no-minus Latini neve socium quisquam, nisei pr(aitorem) urba-num adiesent, isque de senatuos sententiad, dum ne minus senatoribus C adesent quom ea res cosolere-tur, jousiset. Censuere.

Sacerdos nequis vir eset ; magister neque vir neque mulier quisquam eset. — Neve pecuniam quisquam eorum comoinem habuisse velet ; neve magistratum, neve pro magistratud, neque virum neque mulierem quiquam fecise velet. — Neve post hac inter sed conjourase neve comvovise neve conspondise neve conpromesise velet, neve quisquam fidem inter sed dedise velet. Sacra in oquoltod ne quisquam fecise velet ; — neve in poplicod neve in preivatod neve exstrad urbem sacra quisquam fecise velet, — nisei pr(aitorem) urbanum adieset, isque de senatuos sententiad, dum ne minus senatoribus C adesent quom ea res cosolere-tur, jousiset. Censuere.

Homines plous V oinvorsei virei atque mulieres sacra ne quisquam fecise velet, neve interibei virei plous duobus, mulieribus plous tribus arfuisse velent, nisei de pr(aitoris) urbani senatuosque sententiad, uti suprad scriptum est.

Haice utei in coventionid exdeicatis ne minus trinum noundinum, senatuosque sententiam utei scientes esetis — eorum sententia ita fuit : 'sei ques esent, quei avorsum ead fecisent, quam suprad scriptum est, eis rem capitalem faciendam censuere' — atque utei hoc in tabolam ahenam inceideretis, ita senatus ai-quom censuit, uteique eam figier joubeat, ubei facilumed gnoscier potisit ; — atque utei ea Bacanalialia, sei qua sunt, exstrad quam sei quid ibei sacri est, ita utei suprad

scriptum est, in diebus X, quibus vobis tabelai datai erunt, faciatis utei dismoti sient. — In agro Teurano.

2. SÉNATUS-CONSULTE SUR LE PAGUS MONTANUS.

C. I. L., VI, 3823. Bruns, pp. 181-182. Table de marbre écrite sur les deux faces, trouvée à Rome en 1875 et contenant un fragment d'un sénatus-consulte du temps de la République, sur la défense de déposer des ordures ou des décombres dans une certaine zone située en dehors des murs, dans le quartier de la porte Esquiline: On remarquera la sanction donnée au sénatus-consulte par voie de *manus injectio* et de *pignoris capio*. — Nous joignons, comme M. Mommsen, à ce sénatus-consulte, un édit du préteur, probablement, d'après la formule employée, du préteur urbain (cf. Tertullien, *De Pud.*, 1; Suétone, *Caes.*, 80; *Vitell.*, 14), découvert un peu plus tard en deux exemplaires dans la même région (Lanciani, *Bull. arch. comm.*, 1882, p. 159. 1884, p. 58; Mommsen, *loc. cit.*) et dans lequel, ainsi que dans bien d'autres exemples (cf. *D.*, 38, 14, 1. 18, 1, 2, 1. 40, 5, 26, 7. 40, 5, 28, 4), le préteur paraît intervenir pour mettre à exécution l'ordre du sénat, et une autre inscription encore plus laconique simplement peinte sur un dernier cippe découvert vers la même époque et dans les mêmes lieux. — Cf. sur les deux titres, Mommsen, *C. I. L.*, VI, 3823; Lanciani, *loc. cit.*; O. Richter, *Topographie von Rom*, dans Iwan Mueller, *Handbuch der klassischen Alterthumswissenschaft*, 3, 1889, p. 896; C. Re, *Archivio*, 17, pp. 3-23; P. Collinet, *Saisie privée*, 1893, pp. 56-59.

I... eis que curarent tuerenturque arbitrato aedilium pleibeium, queicomque essent, neve ustrinae in eis locis regionibusve, nive foci ustrinae caussa fierent, nive stercus terramve intra ea loca fecisse conjecisseve velit qui haec loca ab paago Montano redempta habebit; et uti, si qui stercus in eis locis fecerit terramve in ea loca jecerit, in eum HS...¹ manus injectio pignorisque capio siet.

II. L. Sentius C. f. pr(aetor) de sen(atus) sent(entia) loca terminanda coer(avit).

B(onum) f(actum). — Nei quis intra terminos propius urbem ustrinam fecisse velit neve stercus cadaver injecisse velit.

III. Stercus longe aufer, ne malum habeas.

3. SÉNATUS-CONSULTES RELATIFS AUX AQUEDUCS (an 743 de Rome).

Le traité des eaux de la ville de Rome publié par Frontin, duquel nous avons déjà tiré, p. 79, le texte de la loi Quinctia de l'an 745, donne également aux cc. 100, 104, 106, 108, 125, 127, six sénatus-consultes de l'an 743, rendus à l'occasion de la réorganisation du service des eaux opérée alors par Auguste. M. Bruns a reproduit celui du c. 127, relatif à l'espace qui devait être laissé libre autour des

1. C. Re: 'in eum quis volet'; Collinet: 'in eum q(ui) vol(et) n(um)um)...'

travaux et à la répression des infractions, M. Giraud, le même sénatus-consulte du c. 127 et celui, moins intéressant du c. 106, relatif aux prises d'eaux concédées aux particuliers sur les aqueducs publics. Nous reproduisons ici, outre celui du c. 127, celui du c. 125, qui joue un rôle dans l'histoire de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

I. c. 125. Quod Q. Aelius Tubero, Paulus Fabius Maximus co(n)s(ules) v(erba) f(ecerunt) de rivis, specibus, fornicibus aquae Juliae, Marciae, Appiae, Tepulae, Anienis reficiendis q(uid) d(e) e(a) r(e) f(ieri) p(laceret),

d(e) e(a) r(e) i(ta) c(ensuerunt) : uti cum ii rivi *specus* fornices quos Augustus Caesar se refecturum impensa sua pollicitus senatui est, reficerentur, ex agris privatorum terra limus lapides testa harena ligna ceteraque quibus ad eam rem opus esset, unde quaeque eorum proxime sine injuria privatorum tolli sumi portari possint viri *boni* arbitrato aestimata darentur tollerentur sumerentur exportarentur, et ad eas res omnes exportandas earumque rerum reficiendarum causa, quotiens opus esset, per agros privatorum sine injuria eorum itinera actus paterent darentur.

II. c. 127. Quod Q. Aelius Tubero, Paulus Fabius Maximus co(n)s(ules) v(erba) f(ecerunt), aquarum quae in urbem venirent itinera occupari monumentis et aedificiis et arboribus conseri, q(uid) f(ieri) p(laceret),

d(e) e(a) r(e) i(ta) c(ensuerunt) : cum ad reficiendos rivos *specusque* *pertineat, ut spatium circa eos pateat neve quicquam ad eos ponatur, quo impediatur aquae*¹ et opera publica corumpantur, placere, circa fontes et fornices et muros *extra urbem*², utraque ex parte quinos denos pedes patere, et circa rivos qui sub terra essent et *specus intra urbem et urbi*³ continentia aedificia utraque ex parte quinos pedes vacuos relinqui ita, ut neque monumentum in is locis neque aedificium post hoc tempus ponere neque conserere arbores liceret : si quae nunc essent arbores intra id spatium, exciderentur, praeterquam si quae villae continentes et inclusae aedificiis essent. Si quis adversus ea commiserit, in singulas res poena HS dena milia essent, ex quibus pars dimidia praemium accusatori daretur, cujus opera maxime convictus esset qui adversus hoc S.C. commisisset, pars autem dimidia in aerarium redigeretur ; deque ea re judicarent cognoscerentque curatores aquarum.

1. Supplément de Mommsen. — 2. Supplément de Buecheler. — 3. Buecheler ; le ms. : 'extra urbem'.

4. SÉNATUS-CONSULTES HOSIDIEN (44-46 après J.-C.)
ET VOLUSIEN (56 après J.-C.).

C. I. L., X, 1401 ; Bruns, pp. 190-192. Table de bronze contenant le texte de deux sénatus-consultes relatifs aux ventes de propriétés bâties, découverte à Herculanium vers l'an 1600 et dont il n'existe plus aujourd'hui que des copies. Le premier sénatus-consulte, le sénatus-consulte Hosidien, rendu sous l'inspiration de Claude entre les années 44 et 46, est dirigé contre l'industrie de ceux qui achètent des maisons pour les démolir et en vendre les matériaux, et il punit ce trafic en déclarant la vente nulle, quant au vendeur, et en prononçant contre l'acheteur une amende égale au double du prix, sans préjudice de la confiscation éventuelle de l'immeuble. Le sénatus-consulte Volusien, rendu, sous Néron, en l'an 56, au sujet d'un cas particulier, dispose que le sénatus-consulte Hosidien s'applique exclusivement lorsque la vente de constructions en ruines destinées à être démolies a lieu dans un but de spéculation. Les deux sénatus-consultes ont été commentés, malheureusement d'après une copie défectueuse, par Bachofen, *Ausgewählte Lehren des Römischen Civilrechts*, 1848, pp. 185-227.

I. Cn. Hosidio Geta, L. Vagellio cos X. k. Octobr. S. C.

Cum providentia optumi principis tectis quoque urbis nostrae et totius Italiae aeternitati prospexerit, quibus ipse non solum praecepto augustissimo sed etiam exemplo suo prodesset, conveniret(ue) felicitati saeculi instantis pro portione publicorum operum etiam privatorum custodire, deberentque apstinere se omnes cruentissimo genere negotiationis, neque inimicissimam pace faciem inducere ruinis domum villarumque, placere : si quis negotiandi causa emisset quodquod aedificium, ut diruendo plus acquireret quam quanti emisset, tum duplam pecuniam, qua mercatus eam rem esset, in aerarium inferri, utique de eo nihilo minus ad senatum referretur. Cumque aequae non oporteret malo exemplo vendere quam emere, ut venditores quoque coercerentur, qui scientes dolo malo contra hanc senatus voluntatem vendidissent, placere : tales venditiones inritas fieri. Ceterum testari senatum, dominis nihil constitui, qui rerum suarum possessores futuri aliquas partes earum mutaverint, dum non negotiationis causa id factum sit.

Censuere. In senatu fuerunt CCCLXXXIII.

II. Q. Volusio, P. Cornelio cos. VI non. Mart. S. C.

Quod Q. Volusius, P. Cornelius verba fecerunt de postulatione necessariorum Alliatoriae Celsillae, q. d. e. r. f. p., d. e. r. i. c. :

Cum S. C., quod factum est Hosidio Geta et L. Vagellio cos. clarissimis viris, ante diem X. k. Oct. auctore divo Clau-

dio, cautum esset, ne¹ quis domum villamve dirueret, quo plus sibi acquireret, neve quis negotiandi causa eorum quid emeret venderetve, poenaq(ue) in emptorem, qui adversus id S.C. fecisset, constituta esset, ut qui quid emisset duplum ejus quanti emisset in aerarium inferre cogeretur et ejus qui vendidisset inrita fieret venditio, de iis autem, qui rerum suarum possessores futuri aliquas partes earum mutassent, dum modo non negotiationis causa mutassent, nihil esset novatum ; et necessari Alliatoriae Celsillae, uxoris Atilii Luperi ornatissimi viri, exposuissent huic ordini, patrem ejus Alliatorium Celsum emisse fundos cum aedificis in regione Mutinensi, qui vocarentur campi Macri, in quibus locis mercatus agi superioribus solitus esset temporibus, jam per aliquod annos desisset haberi, eaque aedificia longa vetustate dilaberentur neque refecta usui essent futura, quia neque habitaret in iis quisquam nec vellet in deserta ac ruentia commigrare : ne quid fraudi multae poenaq(ue) esset Celsillae, si ea aedificia, de quibus in hoc ordine actum esset, aut demolita fuissent, aut ea conditione sive per se sive cum agris vendidisset, ut emptori sine fraude sua ea destruere tollereque liceret ; in futurum autem admonendos ceteros esse, ut apstinerent se a tam foedo genere negotiationis, hoc praecipue saeculo, quo excitari nova et ornari [in] universa, quibus felicitas orbis terrarum splenderet, magis conveniret, quam ruinis aedificiorum ullam partem deformare Italiae et adhuc retinere priorum temporum *incuriam quae universa afferisset* ita ut diceretur senectute ac tumulto *jam rem Romanam perire*.

Censuere. In senatu fuerunt...

1. Reproduit presque textuellement depuis ce mot, jusqu'aux mots *de iis autem qui rerum...* par Paul, 54 ad ed., D., 18, 1, 52.

CHAPITRE III

EDITS DES MAGISTRATS

Nous réunissons dans ce chapitre deux catégories de documents : les édits du préteur et des édiles codifiés par Julien, qui ne nous ont pas été transmis directement, mais dont la restitution est aujourd'hui, quant aux grandes lignes, absolument certaine et est, pour l'intelligence des textes, infiniment plus indispensable que mille détails beaucoup plus familiers aux élèves de nos écoles ; ensuite quelques-uns des édits des magistrats qui nous ont été transmis par des inscriptions : on en trouvera quelques autres, ainsi que des décrets sacerdotaux que nous avons dû omettre, dans Bruns, pp. 230-238.

1. ÉDIT DU PRÉTEUR.

L'édit du préteur urbain a, comme on sait, été codifié, sous le règne d'Hadrien (117-138), par le jurisconsulte Salvius Julien, à l'œuvre duquel un sénatus-consulte donna un caractère stable, probablement en enjoignant aux préteurs postérieurs d'y conformer leurs édits annuels (D., const. *Tanta*, § 18; const. *Αεδοκων*, § 18; Victor, *De Caes.*, 19; Eutrope, 8, 9). L'année précise de cet événement n'est pas connue ; car la date de 131 donnée par St. Jérôme est, a démontré M. Mommsen, une addition arbitraire faite par l'auteur à Eutrope, qui est là sa source unique. Cependant M. Krueger, *Sources*, p. 116, n. 5, considère l'édit de Julien comme nécessairement antérieur à l'an 129, où le même Julien en avait déjà emprunté l'ordre pour la première partie de son Digeste. Quant au plan général de l'édit, pour la restitution duquel le principal instrument est fourni par l'ordre uniforme des commentaires sur l'édit d'Ulpien et de Paul, du commentaire sur l'édit provincial de Gaius, de la première partie du Digeste de Julien et d'autres sources moins abondantes, il n'y a plus désormais guère à recourir aux travaux antérieurs à ceux de Rudorff, *De juris dictione edictum. Edicti perpetui quae reliqua sunt*, 1869, et surtout de Lenel, *Das Edictum perpetuum*, 1883. Cf. dans la littérature plus récente, Brinz, *K. V. J.*, 11, 1869, pp. 471-502, et *Zsavst.*, 1, 1881, pp. 164-176 ; Glasson, *Étude sur Gaius*, 2^e éd. 1885, pp. 271-302 ; Gradenwitz, *Zsavst.*, 8, 1887, pp. 251-259 ; Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 628-641 ; Krueger, *Sources*, pp. 113-124 et les restitutions sommaires données par M. Lenel, dans Bruns, pp. 202-230 et *Pal.*, 2, pp. 1247-1256 ; l'ouvrage de M. Jousserandot, *L'Édit perpétuel restitué et commenté*, 2 vol. in-8, 1883, est dépourvu de toute valeur. — On peut tenir aujourd'hui pour établi que l'édit de Julien comprenait quatre parties principales, relatives, avec un grand nombre d'inversions et de digressions qu'explique en partie son caractère traditionnel, la 1^{re} à l'introduction de l'instance jusqu'à la *litis contestatio*, la dernière à son exécution depuis la *sententia*, la 3^e et la 4^e aux diverses voies de droit principales probablement séparées ainsi selon qu'elles rentrent dans la *juris dictio* ou dans l'*imperium*. Sans préjudice de cette division fondamentale, qui ne s'y manifestait peut-être pas extérieurement, le

corps de l'édit se répartissait matériellement en un certain nombre de titres désignés par des rubriques et peut-être numérotés, dont chacun renfermait dans un ordre donné les édits particuliers et les modèles d'actions relatifs à chaque matière, avec cette différence, absolue selon les uns, très habituelle selon les autres, que probablement jamais, et tout au moins presque jamais, la formule n'est précédée d'un édit qui la promet et quand c'est la formule d'une action civile, tandis qu'elle l'est ordinairement quand c'est la formule d'une action prétorienne (v. surtout Wlassak, *Edikt und Klageform*, 1882 ; *Zeitschrift* de Grünhut, 1884, pp. 255-266). Enfin cet édit principal en quatre parties, subdivisé en titres, est suivi d'une sorte d'appendice, contenant, dans trois derniers titres, les formules des interdits, des exceptions et des stipulations prétorienne. Nous reproduisons ici presque textuellement la restitution sommaire donnée par M. Lenel dans Bruns. Nous ne nous en sommes guère écarté que pour relever quelques points de détail, sur lesquels les publications postérieures où nos recherches propres nous ont conduit à des solutions différentes de celles de M. Lenel et surtout pour admettre, en quelques endroits, les conclusions de son grand ouvrage plus largement qu'il n'a cru pouvoir se le permettre dans la révision d'un travail déjà fait par Bruns. C'est ainsi qu'afin de donner une vue précise de l'ensemble du document, il nous a paru avantageux de reproduire, malgré quelques incertitudes, la division intégrale de l'édit en titres, en ayant d'ailleurs soin de distinguer par trois ordres de caractères : capitales ordinaires, capitales inclinées et lettres italiques, les rubriques de ces titres dont les termes nous sont attestés directement, celles pour lesquelles ils sont empruntés aux titres correspondants du Digeste et du Code et celles pour lesquelles ils sont simplement restitués quant au sens. Nous avons aussi plus d'une fois ajouté, dans le corps des titres, des rubriques qui se trouvent dans l'ouvrage de M. Lenel et qui ne sont pas dans Bruns. Pour le surplus, nous nous bornons, comme M. Lenel, à reproduire au texte les édits dont les termes nous ont été transmis pour tout ou partie, en indiquant les formules conservées, dans les notes, avec les sources ; en reproduisant à la marge les chiffres des commentaires de Paul et d'Ulpian et en signalant par des italiques les lettres et les mots qui ne se trouvent plus dans nos sources actuelles.

U. 1. 2.
P. 1. 2.

I. AD MUNICIPALEM¹.

U. 1.
P. 1.

1. Si quis jus dicenti non obtemperaverit², *quanti ea res erit, iudicium dabo.*

2. Si quis in jus vocatus... non ierit sive quis eum vocaverit, quem ex edicto non debuerit³....., *iudicium dabo.*

3. *De damno infecto* — ... ejus rei ... dum ei, qui aberit, prius domum denuntiari jubeam..... In eum qui quid eorum, quae supra scripta sunt, non curaverit, quanti ea res est, *quanti damni infecti nomine cautum non erit, iudicium dabo*⁴.

4. *De fugitivis*⁵.

U. 2.
P. 2.

5. *De vadimonio Romam faciendo*⁶.

¹ *Rubr. D.*, 50, 1. M. Lenel admet l'existence de deux titres relatifs à la juridiction ; d'autres les réunissent en un seul. — ² *Rubr. D.*, 2, 3. — ³ *Rubr. D.*, 2, 5. — ⁴ *D.*, 39, 2, 4, 1.5.7. — ⁵ *D.*, 11, 4, 1, 4-8. — ⁶ *G. D.*, 2, 11, 1 ; 50, 16, 3, *pr.*

II. DE JURIS DICTIO¹ ipsius praetoris.U. 3.
P. 3.1. De albo corrupto².

2. Quod quisque juris in alterum statuerit, ut ipse eodem jure utatur³. — Qui magistratum potestatemve habebit, si quid in aliquem novi juris statuerit sive quis apud eum, qui magistratum potestatemve habebit, aliquid novi juris obtinuerit, quandoque postea adversario ejus postulante ipsum eodem jure uti oportebit⁴, praeterquam si quis eorum quid contra eum fecerit, qui ipse eorum quid fecisset⁵.

III. DE EDENDO⁶.U. 4.
P. 3.

..... Argentariae mensae exercitores ei, qui juraverit non calumniae causa postulare edi sibi rationem quae ad se pertineat, edent adjecto die et consule⁷.... Argentario, eivo, qui iterum edi postulabit, causa cognita edi jubebo⁸.

III. DE PACTIS⁹ et conventionibus.U. 4.
P. 3.

Pacta conventa, quae neque dolo malo neque adversus leges plebis scita senatus consulta edicta decreta principum neque quo fraus cui eorum fiat facta erunt servabo¹⁰.

V. DE IN JUS VOCATIO¹¹.U. 5.
P. 4.1. In jus vocati, ut eant aut vindicem dent¹².

2. Parentem, patronum patronam, liberos parentes patroni patronae in jus sine permissu meo ne quis vocet¹³.

3..... Si quis parentem, patronum patronam, liberos aut parentes patroni patronae, liberosve suos cumve, quem in potestate habebit, vel uxorem, vel nurum in jus¹⁴ vocabit : qualiscumque vindex¹⁵ accipiatur¹⁶.

4..... In bona ejus, qui vindicem¹⁷ dedit, si neque potestatem sui faciet neque defendetur, iri jubebo¹⁸.

5. Ne quis eum, qui in jus vocabitur, vi eximat neve faciat dolo malo quo magis eximeretur¹⁹.

1. Rubr. D., 2, 1. — 2. D., 2, 1, 7, pr. — 3. Rubr. D., 2, 2. — 4. D., 50, 10, 8, pr. — 5. D., 2, 2, 1, 1. 4. — 6. Rubr. D., 2, 13. — 7. D., 2, 13, 4, pr. c. 6, 6, 2, 9, 3. — 8. D., 2, 13, 6, 8. — 9. Rubr. D., 2, 14. — 10. D., 2, 14, 7, 7. Peut-être faut-il voir un débris d'une rédaction plus ancienne de cet édit dans la citation faite par Cicéron *De off.* 3, 24, 92, du langage des préteurs relatif aux pactes : 'quae nec vi nec dolo malo facta sint'. — 11. Gaius, 4, 46. Rubr. D., 2, 4. — 12. Rubr. D., 2, 6 : 'In jus vocati ut eant aut satis vel eantem dent' ; cf. Gaius, 4, 46. — 13. D., 2, 4, 4, 1. La formule corrélatrice à cet édit est rapportée par Gaius, 4, 46. — 14. D. : *Judicium*. — 15. D. : *fidei-jus-sor judicio sistendi causa*. — 16. D., 2, 8, 2, 2. — 17. D. : *judicio sistendi causa fidei-jus-orem*. — 18. D., 42, 4, 2, pr., cf. D., 2, 8, 2, 5. — 19. Rubr. D., 2, 7, c. 1, 3, 2, 4, 2.

U. 6.
P. 5.

VI 1. DE POSTULANDO 2.

1. *Qui omnino ne postulent.* — *Minor annis decem et septem, surdus qui prorsus non audit.....*; si non habebunt advocatum ego dabo³.

2. *Qui pro aliis ne postulent* ⁴. — *Mulieres, caecus utrisque luminibus orbatus, qui corpore suo muliebria passus erit, qui capitali crimine damnatus erit, qui operas suas, ut cum bestiis depugnaret, locaverit*⁵...

3. *Qui nisi pro certis personis ne postulent.* — Qui lege plebis scito senatus consulto edicto decreto principum nisi pro certis personis postulare prohibentur, hi pro alio, quam pro quo licebit, in jure apud me ne postulent⁶. Qui ab exercitu ignominiae causa ab imperatore eove, cui de ea re statuendi potestas fuerit, dimissus erit : qui artis ludicrae pronuntian-dive causa in scaenam prodierit : qui lenocinium fecerit : qui in judicio publico calumniae praevericationisve causa quid fecisse judicatus erit : qui furti, vi bonorum raptorum, injuriarum, de dolo malo et fraude suo nomine damnatus pactusve erit : qui pro socio, *fiduciae*⁷, tutelae, mandati, depositi suo nomine non contrario judicio damnatus erit : qui eam, quae in potestate ejus esset, genero mortuo, cum eum mortuum esse sciret, intra id tempus, quo elugere virum moris est, antequam virum elugeret, in matrimonium collocaverit eamve sciens [quis] uxorem duxerit non jussu ejus, in cujus potestate est : et qui eum, quem in potestate haberet, eam, de qua supra comprehensum est, uxorem ducere passus fuerit : quive suo nomine non jussu ejus, in cujus potestate esset, ejusve nomine quem quamve in potestate haberet bina sponsalia binasve nuptias in eodem tempore constitutas habuerit : qui ex his omnibus qui supra scripti sunt, in integrum restitutus non erit : pro alio ne postulent, praeterquam pro parente, patrono patrona, liberis parentibusque patroni patronae, liberisve suis, fratre sorore, uxore, socero socru, genero nuru, vitrico noverca, privigno privigna, pupillo pupilla, furioso furiosa, cui eorum a parente aut de majoris partis tutorum⁸ sententia aut ab eo, cujus de ea re jurisdictio fuit, ea tutela curatiove data erit⁹.

1. V. plus bas le fr. d'Ulpian, libro ad edictum sexto, TITULO SEXTO, qui pro aliis ne postulent. — 2. Ulpian, *D.*, 3, 1, 1, *pr. Rudr. D.*, 3, 1. — 3. *D.*, 3, 1, 1, 3-4. — 4. *D.*, 3, 1, 1, 5-6. — 5. *D.*, 3, 1, 1, 5-6. — 6. *D.*, 3, 1, 1, 8. — 7. Gaius, 4, 182. — 8. V. contre la correction 'ribunorum' antérieurement proposée par Lenel et admise par nous les objections de Naber, *Mnemrosyne*, N. S. 17 (1889) p. 388-392 et de Lenel lui-même arg. *D.*, 46, 7, 3, 5. 26, 7, 3, 7. — 9. *D.*, 3, 2, 1, *chn.* 3, 1, 1, 0. 1, 11. 3, *pr.* Cf. Gaius, 4, 182.

VII. De vadimonitiis.

U. 7.
P. 6-7.

1. Qui satisfacere cogantur vel jurato promittant vel suae promissioni committantur¹.

2. Si ex noxali causa agatur, quemadmodum caveatur². — in eadem causa eum exhibere in qua tunc est, donec iudicium accipiatur³.

3. De eo per quem factum erit, quo minus quis *vadimonium* sistat⁴.

VIII. DE COGNITORIBUS ET PROCURATORIBUS ET DEFENSORIBUS⁵.U. 8-10.
P. 8-9.
U. 8.
P. 8.

1. Qui ne dent *cognitorem*. — ... et qui eam, quam in potestate habet, genero mortuo, cum eum mortuum esse sciret, in matrimonium collocaverit eamve sciens uxorem duxerit, et qui eum, quem in potestate haberet, earum quam uxorem ducere passus fuerit : quaeve virum parentem liberosve suos, uti moris est, non eluxerit : quaeve cum in parentis sui potestate non esset, viro mortuo, cum eum mortuum esse sciret, intra id tempus, quo elugere virum moris est, nupserit⁶....

2. Qui ne dentur *cognitores*⁷.

3. De *cognitore ad litem suscipiendam dato*. — *Cognitorem* ad litem suscipiendam datum, pro quo consentiente dominus iudicatum solvi exposuit, iudicium accipere cogam⁸.

4. De *iudicio transferendo*. — Ei qui *cognitorem dedit*, *causa cognita permittam iudicium transferre*¹⁰.

U. 9.
P. 8.

5. *Ut alieno nomine sine mandato agere non liceat. Quibus municipum nomine agere liceat*¹¹.

U. 9.
P. 9.

6. *Quibus alieno nomine item per alios agere non liceat*. — Alieno nomine, item per alios agendi potestatem non faciam in his causis, in quibus ne dent *cognitorem* neve dentur *edictum* comprehendit¹².

7. *De defendendo eo, cujus nomine quis aget et de satisfacendo*. — Cujus nomine quis actionem dari sibi postulabit, is eum viri boni arbitrato defendat : et ei *quocum aget* quo nomine aget id ratum habere eum, ad quem ea res pertinet, boni viri arbitrato satisfacit¹³.

1. *Rubr. D.*, 2, 8 ; cf. *Gaius*, 4, 185. — 2. *Rubr. D.*, 2, 9. — 3. *D.*, 2, 9, 1, *pr.* — 4. *Rubr. D.*, 3, 10 : quo minus quis in iudicio sistat. — 5. *Rubr. F. V.*, 347. *Rubr. D.*, 3, 3. — 6. *F. V.*, 320. Cf. *Karlowa, Z. R. G.*, 9, 220 et suiv. — 7. *Cf. F. V.*, 322. — 8. *D.*, 3, 3, 8, 3 : *procuratorem* ; cf. *Gaius*, 4, 101. — 9. *D.*, 3, 3, 3. — 10. *F. V.*, 341, d'après la restitution de Mommsen ; Lenel, qui propose la rubrique : *De cognitore abdicando vel mutando*, restitue : *Ei qui cognitorem dederit, causa cognita permittam eum abdicare vel mutare*. — 11. *D.*, 3, 4, 3 ; cf. 7, *pr.* — 12. *F. V.*, 322. — 13. *D.*, 3, 3, 33, 3.

U. 40.
P. 9.

8. *Quod adversus municipales agatur*¹.

9. *Quod cujuscumque universitatis nomine vel contra eam agatur*².

10. *De negotiis gestis*³. — Si quis negotia alterius sive quis negotia, quae cujusque cum is moritur fuerint, gesserit, *judicium eo nomine dabo*⁴.

U. 40.
P. 40.

VIII. DE CALUMNIATORIBUS⁵.

In eum qui, ut calumniae causa negotium faceret vel non faceret, pecuniam accepisse dicetur, intra annum in quadruplum ejus pecuniae quam accepisse dicetur, post annum simpli *judicium dabo*⁶.

U. 44-43.
P. 44-43.

X. DE IN INTEGRUM RESTITUTIONIBUS⁷.

U. 44.
P. 44.

1. *Quod metus causa gestum erit*⁸. — *Quod metus causa gestum erit ratum non habeo*⁹.

2. *De dolo malo*¹⁰. — Quae dolo malo facta esse dicentur, si de his rebus alia actio non erit et justa causa esse videbitur, *intra annum judicium dabo*¹¹.

3. *De minoribus viginti quinque annis*¹². — *Quod cum minore quam viginti quinque annis natu gestum esse dicetur, uti quaeque res erit, animadvertam*¹³.

U. 12.
P. 11.

4. *De capite minutis*¹⁴. — Qui quaeve, posteaquam quid cum his actum contractumve sit, capite deminuti deminutae esse dicentur, in eos easve, perinde quasi id factum non sit, *judicium dabo*¹⁵.

U. 12.
P. 12.

5. *Quod falso tutore gestum*¹⁶ esse dicatur¹⁷. — *Quod eo auctore, qui tutor non fuerit,....., si id actor ignoravit, dabo in integrum restitutionem. In eum, qui, cum tutor non esset, dolo malo auctor factus esse dicetur, judicium dabo, ut, quanti ea res erit, tantam pecuniam condemnetur*¹⁸.

6. *Ex quibus causis majores viginti quinque annis in integrum restituuntur*¹⁹. — *Si cujus quid de bonis, cum is metus*

1. *D.*, 3, 4, 7, *pr.* — 2. *Rubr. D.*, 3, 4. — 3. *Rubr. D.*, 3, 5. — 4. *D.*, 3, 5, 3, *pr.* — 5. *Rubr. D.*, 3, 6. — 6. *D.*, 3, 6, 4, *pr.* — 7. *Rubr. D.*, 4, 1. — 8. *Rubr. D.*, 4, 2. — 9. *D.*, 4, 2, 1. — 10. *Rubr. D.*, 4, 3. — 11. *D.*, 4, 3, 1, 1. — 12. *Rubr. D.*, 4, 4. — 13. *D.*, 4, 4, 1, 1. — 14. *Rubr. D.*, 4, 5. — 15. *D.*, 4, 5, 2, 1. — 16. *M.* Lenel révoque en doute les mots *gestum et dabo in integrum restitutionem* et penche à limiter l'édit au cas d'instance judiciaire; cf. *D.*, 27, 6, 3, 6. — 17. *Rubr. D.*, 27, 6. — 18. *D.*, 27, 6, 1, 2, 1, 6, 7, *pr.* — 19. *Rubr. C.*, 4, 6. *M.* Lenel a d'abord placé cet édit et le précédent dans l'ordre inverse; mais, ainsi qu'il l'admet aujourd'hui lui-même, l'ordre indiqué au texte est attesté par le commentaire de Pomponius qui traite de l'édit sur le *falsus tutor* aux livres 30 (*D.*, 27, 6, 1, 2, 1, 4, 7, 3) et 34 (*D.*, 27, 6, 9, *pr.*) et de l'autre édit sculcement au livre 31 (*D.*, 4, 6, 17, 45).

aut sine dolo malo rei publicae causa abesset inve vinculis servitute hostiumque potestate esset, posteave *non utendo deminutum esse*¹ sive cujus actionis eorum cui dies exisse dicitur: item si quis quid usu suum fecisset aut, quod non utendo amissum sit², consecutus actione qua solutus ob id, quod dies ejus exierit, cum absens non defenderetur inve vinculis esset secumve agendi potestatem non faceret aut cum eum invitum in jus vocari non liceret neque defenderetur, cumve magistratus de ea re appellatus esset, sive cui *per magistratus* sine dolo ipsius actio exempta esse dicitur: earum rerum actionem intra annum, quo primum de ea re experiundi potestas erit; item, si qua alia mihi justa causa esse videbitur, in integrum restituum, quod ejus per leges plebis scita senatus consulta edicta decreta principum licebit⁴.

7. De alienatione judicii mutandi causa facta. — Quae alienatio judicii mutandi causa facta erit *dolo malo, in integrum restituum*⁵.

XI. DE RECEPTIS⁶.

1. Qui arbitrium pecunia compromissa receperit, *eum sententiam dicere cogam*⁷.

2. Nautae caupones stabularii quod cujusque salvum fore receperint nisi restituent, in eos *judicium dabo*⁸.

3. *Argentarii quod pro alio solvi receperint ut solvant*⁹.

XII. DE SATISDANDO¹⁰.

XIII. *Quibus causis praejudicium fieri non oportet*¹¹.

XIII. DE JUDICIIS OMNIBUS¹².

1. De interrogationibus in jure faciendis¹³. — Qui in jure

1. Inséré par Mommsen sur l'autorité des Basiliques. — 2. Cf. *D.*, 4, 6, 21, pr. — 3. *D.*: pro magistratu; cf. *D.*, 4, 6, 26, 4. — 4. *D.*, 4, 6, 1, 4. — 5. *D.*, 4, 7, 8, 1. — 6. *Rubr. D.*, 4, 8. — 7. *D.*, 4, 8, 3, 2, 15. — 8. *D.*, 4, 9, 1, pr. — 9. Découverte de Lenel. Cf. notamment au livre 14 d'Ulpien., *D.*, 13, 5, 27, 17, 1, 28, 46, 3, 52, et, au livre 13 de Paul, *D.*, 13, 5, 12. — 10. *Rubr. C.*, 2, 56 (57). — 11. M. Lenel, duquel nous avons respecté la disposition, termine ici la partie préliminaire de l'édit et fait la seconde s'ouvrir par un titre 'De judiciis omnibus' traitant des matières indiquées au texte. Peut-être cependant vaudrait-il mieux faire encore entrer dans la partie préliminaire ces dispositions relatives aux interrogations in jure, au serment et aux actions noxales, c'est-à-dire en majorité à des matières dans lesquelles il y a lieu à l'insertion d'une *praescriptio* et en faire un titre: 'quibus in causis praescribitur', symétrique au titre: 'quibus causis praejudicium fieri non oportet' pour faire commencer seulement la seconde partie de l'édit par le titre suivant, auquel la rubrique: *de judiciis* pourrait sans difficulté s'appliquer. — 12. *Rubr. D.*, 5, 1. Paul, *Sent.*, 1, 12. Sur la divergence existant à partir d'ici entre l'ordre de Paul et de Gaius, d'une part, et celui d'Ulpien et de Julien de l'autre, et sur les raisons qui doivent faire considérer l'ordre des premiers comme celui de l'édit, cf. Lenel, *E. P.*, p. 7 et ss.; v. en sens contraire Glasson, *Gaius*, p. 282. — 13. *Rubr. D.*, 41, 1.

U. 12.
P. 12.

U. 13.

U. 13-14.
P. 13.
U. 13.
P. 13.

U. 14.
P. 13.

U. 14.
P. 14.

U. 14.
P. 15. 16.

U. 22-23.
P. 17-18.

interrogatus an heres vel quota ex parte sit responderit, in eum ex sua responsione iudicium dabo¹.... omnino non responderisse²...

U. 22.
P. 18.

2. De iurejurando³. — Si is cum quo agatur condicione delata iuraverit⁴, ejus rei [de qua iusjurandum delatum fuerit]⁵, neque in ipsum neque in eum ad quem ea res pertinet actionem dabo⁶...

U. 23.
P. 18.

3. Quando cum praescriptione agatur.

4. De noxalibus actionibus⁷. — ... Si is, in cujus potestate esse dicetur, negabit se in sua potestate servum habere : utrum actor volet, vel dejerare jubebo in sua potestate non esse neque se dolo malo fecisse, quo minus esset, vel iudicium dabo sine noxae deditio⁸.

5. De vacationibus⁹. Si iudex litem suam fecerit¹⁰.

U. 15-24.
P. 19-26.

XV. De his quae cujusque in bonis sunt.

U. 16.
P. 19.

De Publiciana in rem actione¹¹. — Si quis id, quod traditum erit ex justa causa et nondum usucaptum petet, iudicium dabo¹².

1. D., 11, 1, 4, 1. 11, 1. 11, 2. — 2. D., 11, 1, 11, 5, cbn. 11, 4. — 3. Rubr. D., 12, 2. — 4. Lenel, suivi par Demelius, *Schiedsleid und Beweiseid im römischen Civilprozeesse*; 1887, intercale: 'sive, cum iurare paratus esset, jus iurandum et remissum fuerit', arg. D., 12, 2, 6; 9, 1. v. en sens contraire Gradenwitz, *Zsast.*, 8, 1887, p. 275. — 5. Glose ou plutôt interpolation, selon Gradenwitz, loc. cit. — 6. D., 12, 2, 3, pr.; 7, pr. l'édit sur l'action née du serment volontaire venait ensuite, arg. D., 12, 2, 9, 1. — 7. Rubr. D., 9, 4. — 8. D., 9, 4, 21, 2. — 9. Ajouté par Lenel, dans la dernière éd. de Bruns, arg. D., 50, 5, 13, 5, 1, 18, pr. Cicéron, *Brut.* 31, 117. — 10. D., 50, 16, 36. — 11. Rubr., D., 6, 2. — 12. D., 6, 2, 1, pr.: Si quis id quod traditum ex justa causa non a domino, auquel il faut ajouter, D., 6, 2, 7, 11: Praetor ait: 'qui bona fide emit' et Gaius, 4, 36, qui donne pour formule de l'action 'Iudex esto. Si quem hominem A. Agerius emit et is ei traditus est, anno possedisset, tum si eum hominem de quo agitur ex jure Quiritium ejus esse oporteret'. Les systèmes excessivement nombreux sur la disposition de la partie de l'albun relative à l'action publicienne peuvent se ramener à cinq points de vue principaux. Une première doctrine, autrefois admise par Lenel, *Ed.*, admet deux édits dont le premier relatif à la propriété prétorienne serait celui modifié 1 pr., le second relatif à l'acquéreur de bonne foi a non domino serait celui de 7, 11, et deux formules corrélatives. Une seconde admet les mêmes édits et une formule unique, celle de Gaius, 4, 36 (Appleton, chez Erman, *Zsavst.* 1801, 11, p. 244). Une autre un édit sur l'acquisition prétorienne et deux formules, celle de Gaius, 4, 36, pour le propriétaire bonitaire, et une formule dont serait extrait D., 7, 11, pour l'acquéreur de bonne foi (Lenel, *Pal.*, 2, 512, 3). Une autre un édit unique et deux formules, celle de Gaius pour l'acquéreur prétorien et celle de 7, 11, pour l'acquéreur de bonne foi. Enfin une dernière doctrine, exprimée jadis par M. Appleton, *Histoire de la propriété prétorienne*, et reprise dans des termes nouveaux par M. Erman, *Zsavst.*, 1891, 11, 225-249, admet un édit unique et une formule unique en combinant les trois textes. C'est, malgré la très grande incertitude de la question, la solution qui nous semble préférable: elle a l'avantage décisif d'être la plus conforme au texte de Gaius, qui est notre seul texte pur, et à l'idée qu'il n'y a dans les deux cas d'application de la Publicienne qu'une seule et même fiction. La correction qu'elle apporte à D., 6, 2, 1, pr., et que nous avons admise n'est pas plus invraisemblable que celles qu'il faut nécessairement lui faire subir dans tous les systèmes, — Lenel: 'Si quid id quod mancipatur traditum ex justa causa a domino';

De his qui dejecerint vel effuderint. — 1. Unde in eum locum, quo volgo iter fiet vel in quo consistetur, dejectum vel effusum quid erit, quantum ex ea re damnum datum factumve erit, in eum, qui ibi habitaverit, in duplum iudicium dabo. Si eo ictu homo liber perisse dicetur, *sestertium* quinquaginta *milium nummorum*¹ iudicium dabo. Si vivet nocitumque ei esse dicetur, quantum ob eam rem aequum iudici videbitur eum cum quo agetur condemnari, tanti iudicium dabo. Si servus insciente domino fecisse dicetur, in *formula*² adjiciam: aut noxae³ dedere⁴.

U. 23.
P. 19.

2. Ne quis in suggrunda protectove supra eum locum quo volgo iter fiet inve quo consistetur id positum habeat, cujus casus nocere cui possit. Qui adversus ea fecerit, in eum *sestertium* decem *milium nummorum*⁵ in factum iudicium dabo. Si servus insciente domino fecisse dicetur, *eum aut defendi* aut noxae dedi jubebo⁶.

De servo corrupto. — Qui servum servam alienum alienam recepisse persuasisseve quid ei dicetur dolo malo, quo eum eam deteriore faceret, in eum quanti ea res erit in duplum iudicium dabo⁷. Si servus servave fecisse dicetur⁸.....

De aleatoribus. — Si quis eum, apud quem alea lusum esse dicetur, verberaverit damnumve ei dederit sive quid eo tempore *e domo*⁹ ejus subtractum erit, iudicium non dabo. In eum, qui aleae ludendae causa vim intulerit, uti quaeque res erit, animadvertam¹⁰.....

Si *hereditas petatur*¹¹. — Si pars hereditatis petatur¹².
..... — De possessoria her. pet¹³. — De fideicommissaria her. pet¹⁴.

U. 15.
P. 20.

Si *singulae res petantur*¹⁵.

U. 16. 17.
P. 21.
U. 17.
P. 21.

Si *ager vectigalis*¹⁶ petatur¹⁷.

Cuq. *N. Rev. his.*, 1877, pp. 625-629; 'si quis id quod traditur ex justa causa'; Appleton, *Histoire de la propriété prétorienne*, 1889, p. 88: 'si quis id quod mancipator traditum ex justa causa (a domino?) et nondum usucaptum petet iudicium dabo'. — Quant au membre de phrase de 7, 11, si on ne veut pas y voir avec M. Gradenwitz, *Zsavst.*, 1892, 12, 134-137, une corruption des mots 'si emit et ei traditus est' de la formule, on peut admettre avec M. Erman, qu'il se trouvait dans la formule complète que Gaius aurait ici abrégée (sur l'objection tirée de son application à l'acquéreur prétorien, voir la réfutation de M. Erman). — 1. *D.*: quinquaginta aureorum. — 2. Gradenwitz, *Zsavst.*, 8, 1887, p. 257; *D.*: in iudicio. — 3. *D.*: noxam — 4. *D.*, 9, 3, 1, *pr.* — 5. *D.*: solidorum decem. — 6. *D.*, 9, 3, 5, 6. Restitution de Gradenwitz, *Zsavst.*, 8, 1887, p. 257. Lenel efface: aut noxae dedi jubebo. *D.*, 9, 3, 1, *pr.* — 7. *D.*, 11, 3, 1, *pr.* — 8. *D.*, 11, 3, 5, 3. — 9. *Fl.*: dolo. — 10. *D.*, 11, 5, 1, *pr.* 1, 3. — 11. Paul, *Sent.*, 1, 13 b. *D.*, 5, 3. — 12. *Rubr. D.*, 5, 4. — 13. *Rubr. D.*, 5, 5. — 14. *Rubr. D.*, 5, 6. — 15. *D.*, 6, 1: de rei vindicatione. V. pour la formule de la rei vindicatio Gaius, 4, 41. 51. Cicéron, *In Verr.*, 2, 2, 12. — 16. *D.*: id est emphyteuticarius. — 17. *Rubr. D.*, 6, 3.

- U. 17.
P. 21. Si usus fructus petatur vel ad alium pertinere negetur¹.
Si servitus vindicetur vel ad alium pertinere negetur².
- U. 18.
De modo agri³.
- P. 22. Si quadrupes pauperiem fecisse dicitur⁴. De pastu pecoris⁵.
Ad legem Aquiliam⁶. 1. Si fatebitur injuria occisum esse :
in simplum⁷..... 2. In factum adversus nautas caupones stabu-
larios⁸.
- U. 19. 20.
P. 23. 24. Finium regundorum. Familiae erciscundae. Comuni
dividundo⁹.
- U. 20. 22.
P. 24. 25. De fidejussore et sponsore¹⁰.
- U. 24.
P. 25. Si mentor falsum modum dixerit¹¹.
- U. 24.
P. 26. Ad exhibendum¹².

U. 25.
P. 27.

XVI. DE RELIGIOSIS ET SUMPTIBUS FUNERUM¹³.

1. Sive homo mortuus ossave hominis mortui in locum purum alterius aut in id sepulchrum, in quo jus non fuerit, illata esse dicentur¹⁴.....

2. De sepulchro violato¹⁵. — Cujus dolo malo sepulchrum violatum esse dicitur, in eum in factum iudicium dabo, ut ei, ad quem pertineat, quanti ob eam rem aequum videbitur, condemnetur. Si nemo erit, ad quem pertineat, sive agere nolet : quicumque agere volet, ei *sestertium centum milium nummorum*¹⁶ actionem dabo. Si plures agere volent, cuius justissima causa esse videbitur, ei agendi potestatem faciam. Si quis in sepulchro dolo malo habitaverit aedificiumve aliud quam quod sepulchri causa factum sit, habuerit, in eum, si quis eo nomine agere volet, *sestertium ducentorum milium nummorum*¹⁷ iudicium dabo¹⁸.

3. Quod funeris causa sumptus factus erit, ejus recipiendi nomine in eum, ad quem ea res pertinet, iudicium dabo¹⁹.

1. Rubr. D., 7, 6. — 2. Rubr. D., 8, 5. — 3. Découverte de Lenel ; v. notamment les livres 18 et 21 de Paul et d'Ulpien et Paul, Sent., 2, 17, 4. — 4. Rubr. D., 9, 1. Cf. Coll., 7, 3. — 5. D., 50, 16, 31. — 6. Rubr. D., 9, 2. — 7. Cf. Coll., 2, 4, 12, 7. — 8. D., 4, 9, 6, 7. — 9. Rubr. D., 10, 1-3. — 10. Paul, Sent., 1, 20 ; Lenel, Pal., 2, 1250 : de adpromissoribus. — 11. Rubr. D., 11, 6. — 12. Rubr. D., 10, 4. — 13. Rubr. D., 11, 7. — 14. D., 11, 7, 2, 2. Le texte finit par : 'qui hoc fecit, in factum actionem tenet et poena pecuniaria subicietur'. — 15. Rubr. D., 47, 12. — 16. D. : centum aureorum. — 17. D. : ducentorum aureorum. — 18. D., 47, 12, 3, pr. — 19. D., 11, 7, 12, 2.

XVII. DE REBUS CREDITIS⁴.U. 26-28.
P. 28-29.

1. Si certum petetur². — eum a quo jusjurandum² petetur, solvere aut jurare cogam... Sacerdotem Vestalem et flaminem Dialem in omni mea jurisdictione jurare non cogam⁴.

U. 26-27.
P. 28.

2. De eo quod certo loco dari oportet⁵.

U. 27.
P. 28.

3. De pecunia constituta⁶. — Qui pecuniam debitam constituit⁷ se soluturum eove nomine se satisfacturum esse, in eum *judicium dabo*.....

U. 27.
P. 29.

4. De compensationibus⁸.

5. Commodati vel contra⁹. — Quod quis commodasse dicitur, de eo *judicium dabo*¹⁰.

U. 28.
P. 29.

6. De pigneraticia actione vel contra¹¹.

XVIII. *Quod cum magistro navis, institore eove qui in aliena potestate est negotium gestum esse dicitur.*U. 28. 29.
P. 29. 30.

1. De exercitoria actione¹². — *Quod cum magistro navis gestum erit ejus rei nomine, cui ibi praepositus fuerit, in eum, qui eam navem exercuerit, judicium dabo*¹³. Si is, qui navem exercuerit, in alterius¹⁴ potestate erit ejusque voluntate navem exercuerit, quod cum magistro ejus gestum erit, in eum, in cujus potestate is erit qui navem exercuerit, *judicium dabo*¹⁵.

U. 28.
P. 29.

2. De institoria actione¹⁶.

U. 28.
P. 30.

3. De tributoria actione¹⁷.

4. Quod cum eo, qui in aliena potestate est, negotium gestum esse dicitur¹⁸. — a. *De peculio, de in rem verso, quod jussu*¹⁹. — Quod cum eo, qui in alterius potestate esset, negotium gestum erit²⁰,.....

U. 29.
P. 30.

b. Post mortem ejus qui in alterius potestate fuerit, posteaquam is emancipatus manumissus alienatusve fuerit, dumtaxat de peculio et si quid dolo malo ejus, in cujus potestate fuerit²¹, factum erit, quo minus peculii esset, in anno,

1. D., 12, 1, 1, 1; 'Quoniam multa ad contractus varios pertinentia jura sub hoc titulo praetor inseruit, ideo rerum creditarum titulum praemisit :... sub hoc titulo praetor et de commodato et de pignore edixit' — 2. Rubr. D., 12, 1. Formule dans Gaius, 4, 41. 50. — 3. Gradenwitz, *Zsavst.*, 8, 1887, p. 275; certum. Vestiges possibles d'une autre disposition signalée par le même, *Berl. Phil. Wochenschr.*, 1889, p. 20, dans D., 12, 2, 34, 7. — 4. D., 12, 2, 34, 6. Aulu-Gelle, 10, 15, 31. — 5. Rubr. D., 13, 4. — 6. Rubr. D., 13, 5. — 7. D., 13, 5, 1, 1. — 8. Rubr. D., 16, 2. Formule de *Argentarius*, Gaius, 4, 64. Rubrique placée dans Bruns à la fin du titre; mais cf. E. P., p. XIII et *Pal.*, 2, p. 1250. — 9. Rubr. D., 13, 6. — 10. D., 13, 6, 1, pr. — 11. Rubr. D. 13, 7. — 12. Rubr. D., 14, 1. — 13. D. 14, 1, 1, 4-18. — 14. Gradenwitz, *Zsavst.*, 8, 1887, p. 258; patris dominive; D. aliena. — 15. D., 14, 1, 1, 19. — 16. Rubr. D., 14, 3. — 17. Rubr. D., 14, 4. — 18. Rubr. D., 14, 5. — 19. D., 15, 1, 1, 1. — 20. D., 15, 1, 1, 2. — 21. D. : est.

quo primum de ea re experiundi potestas erit, iudicium dabo¹.

c. In eum qui emancipatus aut exheredatus erit quive abstinuit se hereditate ejus, cujus in potestate cum moritur fuerit, ejus rei nomine, quae cum eo contracta erit, cum is in potestate esset, sive sua voluntate sive jussu ejus, in cujus potestate fuerit², contraxerit, sive in peculium ipsius sive in patrimonium ejus, cujus in potestate fuerit, ea res redacta fuerit, actionem causa cognita dabo in quod facere potest³.

5. Ad senatus consultum Vellaeianum⁴.

U. 30-32.
P. 31-34.

XVIII. De bonae fidei iudiciis⁵.

U. 30.
P. 31.

1. Depositum vel contra⁶. — Quod neque tumultus neque incendii neque ruinae neque naufragii causa depositum sit, in simplum, earum autem rerum, quae supra comprehensae sunt, in ipsum in duplum, in heredem ejus, quod dolo malo ejus factum esse dicetur qui mortuus sit, in simplum, quod ipsius, in duplum iudicium dabo⁷.

2. Fiduciae vel contra⁸.

U. 31.
P. 32.

3. Mandati vel contra⁹.

U. 32.

4. Pro socio¹⁰.

P. 33.

5. Empti venditi¹¹.

U. 32.

6. Locati conducti¹².

P. 34.

7. De aestimato¹³.

U. 33-34.
P. 35-37.

XX. DE RE UXORIA¹⁴.

1. Soluta matrimonio dos quemadmodum petatur¹⁵;

2. De alterutro¹⁶; 3. De rebus amotis¹⁷...

U. 34.
P. 37.

XXI. De liberis et de ventre.

1. De agnoscendis liberis¹⁸.

2. De inspiciendo ventre custodiendoque partu¹⁹. — Si mu-

1. D., 15, 2, 1, pr. — 2. D. : erit ; Gradenwitz, *Zsavst.*, 8, 1887, p. 259 : jussu parentis, jussu patris familias ? — 3. D., 14, 5, 2, pr. — 4. *Rubr. D.*, 16, 1 ; cf. D., 16, 1, 8, 7-15. — 5. Lenel : contractibus ; mais cf. Gradenwitz, *Interpolationen in den Pandekten*, 1888, pp. 105-110 ; v. aussi Pernice, *Zsavst.*, 9, 1883, p. 196. — 6. *Rubr. D.*, 16, 3. — 7. D., 16, 3, 1, 1. Formules in jus et in factum dans Gaius, 4, 47. Vestiges signalés par Gradenwitz, *Berl. Wochenschrift*, 1880, p. 20, de l'édit sur le *iudicium contrarium* dans D., 16, 3, 5, pr. ? — 8. Découverte de Lenel ; cf. D., 13, 7, 22-24. 18, 3, 3, 50, 17, 45, du livre 30 d'Ulpien et D., 41, 1, 31, 48, 12, 12, du livre 31 de Paul, qui traitent du gage le 1^{er} au livre 28 et le 2^e au livre 29. — 9. *Rubr. D.*, 17, 1. — 10. *Rubr. D.*, 17, 2. — 11. Cf. *Rubr. D.*, 19, 4. Formule : Gaius, 4, 40, 59, 131 a. Cicéron, *De off.*, 3, 16, 66. — 12. *Rubr. D.*, 19, 2. — 13. Cf. *Rubr. D.*, 19, 3 cbn. 19, 3, 1, pr. Le prêteur ne paraît pas avoir proposé de formule générale *praescriptis verbis*. — 14. Cf. *Rubr. F. V.*, 94-122. — 15. *Rubr. D.*, 24, 3. — 16. C., 5, 13, 1, 3 a : 'edictum praetoris quod de alterutro introductum est'. — 17. Cf. *Rubr. D.*, 25, 2. — 18. *Rubr. D.*, 25, 3. — 19.

lier mortuo marito praegnatem se esse dicet, his ad quos ea res pertinebit procuratoribusve eorum bis in mense denuntiandum curet, ut mittant, si velint, quae ventrem inspicient. Mittantur autem mulieres liberae dumtaxat quinque haecque simul omnes inspiciant, dum ne qua earum dum inspicit invita muliere ventrem tangat. Mulier in domu honestissimae feminae pariat, quam ego constituam. Mulier ante dies triginta quam parituram se putat, denuntiet his ad quos ea res pertinet, procuratoribusve eorum, ut mittant, si velint, qui ventrem custodiant. In quo conclavi mulier paritura erit, ibi ne plures aditus sint quam unus: si erunt, ex utraque parte tabulis praefigantur. Ante ostium ejus conclavis liberi tres et tres liberae cum binis comitibus custodiant. Quotienscumque ea mulier in id conclave aliudve quod sive in balineum ibit, custodes, si volent, id ante prospiciant et eos qui introierint excutiant. Custodes, qui ante conclave positi erunt, si volent, omnes, qui conclave aut domum introierint, excutiant. Mulier, cum parturire incipiat, his ad quos ea res pertinet procuratoribusve eorum denuntiet, ut mittant, quibus praesentibus pariat. Mittantur mulieres liberae dumtaxat quinque, ita ut praeter obstetrices duas in eo conclavi ne plures mulieres liberae sint quam decem, ancillae quam sex. Hae, quae intus futurae erunt, excutiantur omnes in eo conclavi, ne qua praegnas sit. Tria lumina, ne minus, ibi sint. Quod natum erit, his ad quos ea res pertinet procuratoribusve eorum, si inspicere volent, ostendatur. Apud eum educetur, apud quem parens jusserit. Si autem nihil parens jusserit aut is, apud quem voluerit educari, curam non recipiet, apud quem educetur, causa cognita constituam. Is apud quem educabitur quod natum erit, quoad trium mensum sit, bis in mense, ex eo tempore quoad sex mensum sit, semel in mense, a sex mensibus quoad anniculus fiat, alternis mensibus, ab anniculo quoad dari possit, semel in sex mensibus, ubi volet, ostendat. Si cui ventrem inspici custodirive adesse partui licitum non erit factumve quid erit, quominus ea ita fiant, uti supra comprehensum est: ei, quod natum erit, possessionem causa cognita non dabo. Sive quod natum erit, ut supra cautum est, inspici non licuerit, quas utique actiones me daturum polliceor his, quibus ex edicto meo honorum possessio data sit, eas, si mihi justa causa videbitur esse, ei non dabo¹.

3. Si ventris nomine muliere in possessionem missa eadem possessio dolo malo ad alium translata esse dicetur².

1. D., 25, 4, 1, 10. — 2. Rubr. D., 25, 5.

U. 34.
P. 37.

4. Si mulier ventris nomine in possessione calumniae fuisse dicetur¹.

U. 35. 30.
P. 38.

XXII. DE TUTELIS².

1. De administratione tutorum³; 2. De falso tutore; 3-7⁴. De suspectis tutoribus; tutelae vel contra; rationibus distrahendis; de eo qui pro tutore negotia gessit; de magistratibus conveniendis.

U. 37-38.
P. 39.

XXIII. DE FURTIS⁵.

1⁶..... a. Si is, qui testamento liber esse jussus erit, post mortem domini ante aditam hereditatem subripuisse aut corrupisse quid dicetur⁷.

b. Furti adversus nautas caupones stabularios⁸.

c. Si familia furtum fecisse dicetur⁹.

d. Quod familia publicanorum furtum fecisse dicetur¹⁰, si hi ad quos ea res pertinebit non exhibebuntur, in dominum sine noxae deditioe iudicium dabo¹¹.

e. Arborum furtim caesarum¹².

2. Furti nec manifesti...¹³ De tigno juncto¹⁴.

U. 38.
P. 40.

XXIII. DE JURE PATRONATUS¹⁵.

1. De operis libertorum¹⁶. 2. Si ingenuus esse dicetur¹⁷.

U. 39-45.
P. 41-44.

XXV.¹⁸ DE BONORUM POSSESSIONIBUS¹⁹.

A. Si tabulae testamenti extabunt²⁰ non minus quam septem testium signis signatae²¹. — 1. De bonorum possessione contra tabulas²². 2. De legatis praestandis c. t. bonorum possessione petita²³. 3. De collatione bonorum²⁴. 4. De dotis collatione²⁵. 5. De conjungendis cum emancipato liberis ejus²⁶.

U. 40.

U. 41.

6. De ventre in possessionem mittendo et curatore ejus²⁷.

1. Rubr. D., 25, 6 : esse dicetur; *index Flor.*; fuisse dicatur. — 2. Rubr. D., 26, 1. — 3. Cf. Rubr. D., 26, 7. — 4. Rubr. D., 26, 10. 27, 3-5. 8. — 5. D., 50, 10, 195, 3. — 6. Actions prétoriennes. M. Lenel met les actions civiles et les actions prétoriennes nées du Furtum dans l'ordre inverse; mais les actions prétoriennes précèdent en général les actions civiles dans les différents titres de l'édit, v. par exemple, p. 124, le titre De his quae cujusque, et l'ordre inverse suivi par Ulpien, livres 37, 38, ne prouve rien, puisque précisément on voit au titre précité le même Ulpien déranger, après Julien et Pomponius, l'ordre de l'édit, pour mettre les moyens civils avant les prétoriens. — 7. Rubr. D., 47, 4. — 8. Rubr. D., 47, 5. — 9. Rubr. D., 47, 6. — 10. Les mots 'item si damnum injuria fecerit' ont été intercalés par Ulpien ou par Tribonien. Lenel, dans Bruns, efface aujourd'hui tout ce qui suit 'dicetur'. — 11. D., 39, 4, 12, 1. — 12. Rubr. D., 47, 7. — 13. Actions civiles; partie de la formule utile furti nec manifesti étendue aux pérégrins dans Galus, 4, 37. — 14. Rubr. D., 47, 3. — 15. Rubr. D., 37, 14. — 16. Rubr. D., 38, 1. — 17. Rubr. D., 40, 14. — 18. C'est à ce titre que commence la 3^e partie de l'édit (*imperium*). — 19. Rubr. D., 37, 1. — 20. Rubr. D., 37, 2. — 21. Cf. Galus, 2, 119. 147. Ulpien, 28, 6. — 22. Rubr. D., 37, 4. — 23. Rubr. D., 37, 5. — 24. Rubr. D., 37, 6. — 25. Rubr. D., 37, 7. — 26. Rubr. D., 37, 8. — 27. Rub. D., 37, 9.

— Ventrem cum liberis in possessionem esse jubebo¹....

7. *Edictum Carbonianum*².

8. De bonorum possessione secundum tabulas³.

9. De bonis libertorum⁴..... a. Si quis manumissus manumissa moritur⁵..... b. Si donum munus operas redemerit⁶ *libertus, patrono bonorum possessionem non dabo.* U. 42.43. P. 42.

10. Si quid in fraudem patroni factum sit⁷.

U. 44.

11. *De liberis patroni.*

12. *Quibus bonorum possessio liberti non datur.*

U. 45.

13. In eo qui a patre avove paterno proavove paterni avi patre manumissus moritur, idem jus servabo atque si ex servitute manumissus esset⁸.

14. De bonorum possessione ex testamento militis⁹.

P. 43.

B. Si tabulae testamenti nullae extabunt¹⁰. 1. Unde liberi¹¹.

U. 46.

2. Tum quem ei heredem esse oporteret, si intestatus mortuus esset¹².

P. 43.

3. Unde cognati¹³. 4. Unde familia patroni¹⁴. 5. Unde patronus patroni.

6. Unde vir et uxor¹⁵. 7. Unde cognati manumissoris¹⁶.

U. 47.

C. *Clausulae generales.* — 1. Quibus non competit bonorum possessio¹⁷.

U. 48.

P. 44.

2. Ut ex legibus senatusve consultis bonorum possessio detur. — Uti me quaque lege senatusve consulto bonorum possessionem dare oportebit, ita dabo¹⁸.

U. 49.

3. *Successorium edictum*¹⁹. Quis ordo in bonorum possessionibus servetur²⁰.

U. 50.

P. 45. 46.

XXVI. DE TESTAMENTIS²¹.

1. De condicionibus institutionum²².

2. Testamenta quemadmodum aperiantur inspiciantur et describantur²³.

3. Si quis omnia causa testamenti ab intestato [vel alio modo] possideat hereditatem²⁴.

1. D., 40, 4, 13, 3. — 2. Cf. Rubr. D., 37, 10. — 3. Rubr. D., 37, 11. Ancien édit, qui fut un peu modifié par les préteurs suivants, dans Cicéron, *In Verr.* 1, 45, 117 : 'Si de hereditate ambigitur et tabulae testamenti obsignatae non minus multis signis quam e lege oportet ad me proferentur, secundum tabulas testamenti potissimum possessionem dabo'. — 4. Rubr. D., 38, 2. — 5. Probus, *fr. Einsid.* 51. — 6. D., 50, 16, 53, *pr.* 194. — 7. Rubr. D. 38, 5. — 8. D., 57, 12, 1, 1. 2. — 9. Rubr. D., 37, 13. — 10. D., 38, 6, Rubr. et 1, 1. Vetus edictum tralatitium (modifié dans l'édit de Julien) dans Cicéron, *In Verr.*, 2, 1, 44 : 'Si tabulae testamenti non proferentur, tum uti quemque potissimum heredem esse oporteret, si si intestatus mortuus esset, ita secundum eum possessio daretur'. — 11. Rubr. D., 38, 6 : 'Si tabulae testamenti nullae extabunt : unde liberi'. — 12. D., 38, 7, 1. — 13. Rubr. D., 38, 8. — 14. Cf. D., 50, 16, 195, 196. — 15. Rubr. D., 38, 11. — 16. Ulp. 26, 7. — 17. Rubr. D., 38, 13. — 18. D., 38, 14, 1, *pr.* — 19. Cf. Rubr. D., 38, 9. — 20. Rubr. D., 38, 15. — 21. D., 28, 5, 32. 3 : Gaius, lib. I. II de testamentis, ad edictum praetoris urbani. — 22. Rubr. D., 28, 7. — 23. Rubr. D., 29, 3. — 24. Rubr. D., 29, 4.

P. 46.

4. Quorum testamenta ne aperiantur⁴.U. 51. 52.
P. 47. 48.XXVII. DE LEGATIS⁵.U. 52.
P. 48.

. 1. Ut legatorum servandorum causa caveatur³.
2. Ut in possessionem legatorum servandorum causa esse liceat⁴.

U. 52.
P. 48.XXVIII. DE OPERIS NOVI NUNTIATIONE⁵.U. 53.
P. 48.XXVIII. DE DAMNO INFECTO⁶.

Damni infecti suo nomine promitti, alieno satisfdari jubebo ei, qui juraverit non calumniae causa id se postulare eumve cujus nomine aget postulaturum fuisse, in eam diem, quam causa cognita statuero. Si controversia erit, dominus sit necne qui cavebit, sub exceptione satisfdari jubebo. De eo opere, quod in flumine publico ripave ejus flet, in annos decem satisfdari jubebo. Eum, cui ita non cavebitur, in possessionem ejus rei, cujus nomine, ut caveatur, postulabitur, ire et, cum justa causa esse videbitur, etiam possidere jubebo. In eum, qui neque caverit neque in possessione esse neque possidere passus erit, judicium dabo, ut tantum praestet, quantum praestare eum oporteret, si de ea re ex decreto meo ejusve, cujus de ea re jurisdictio fuit quae mea est, cautum fuisset. Ejus rei nomine, in cujus possessionem misero, si ab eo, qui in possessione erit, damni infecti nomine non satisfdabitur, eum, cui non satisfdabitur, simul in possessione esse jubebo⁷.

U. 53.
P. 49.XXX. De aqua et AQUAE PLUVIAE ARCENTAE⁸.U. 54-55.
P. 50. 51.XXXI. DE LIBERALI CAUSA⁹.

1. Si ex servitute in libertatem petatur. 2. Si ex libertate in servitutem petatur. 3. Si controversia erit, utrum ex servitute in libertatem petatur an ex libertate in servitutem¹⁰.

U. 55.
P. 52.XXXII. DE PUBLICANIS¹¹.

Quod publicanus ejus publici¹² nomine vi ademerit quodve familia publicanorum, si id restitutum non erit, in duplum

1. *Rubr. D.*, 29, 5. — 2. *D.*, 30, 65. 69. 73 : Gaius, lib. I. II. III de legatis ad ed. praet. — 3. *Rubr. D.*, 36, 3. — 4. *Rubr. D.*, 36, 4. — 5. *D.*, 39, 1, 9 : Gaius ad ed. urb. tit. de operis novi nuntiatione. — 6. *D.*, 9, 4, 30. 39, 2, 8. 49 : Gaius ad ed. pr. urb. tit. de damno infecto. — 7. *D.*, 39, 2, 7, pr. — 8. *D.*, 39, 3, 13 : Gaius ad ed. pr. urb. tit. de aquae pluviae arcendae. — 9. *D.*, 40, 12, 2. 4. 6. 9. 11 : Gaius, ad ed. pr. urb. tit. de liberali causa. — 10. *C.*, 7, 16, 21. *Cf. D.*, 40, 12, 7, 5. Thalet., *Bas.*, 48, 20, 21. — 11. *D.*, 39, 4, 5 : Gaius ad ed. pr. urb. tit. de publicanis. — 12. *Flor.* : publicani. *Basil.*, 56, 1, 1 : *ὀνόματι τοῦ τέλους*.

aut, si post annum agetur, in simplum iudicium dabo. Item si damnum injuria furtumve factum esse dicetur, iudicium dabo. Si hi ad quos ea res pertinebit non exhibebuntur¹, in dominos sine noxae deditioe iudicium dabo².

XXXIII. DE PRAEDIATORIBUS³.

U. 56.
P. 53.
U. 56.
P. 54.

XXXIII. *Dei turba incendio ruina naufragio rate nave expugnata.*

1. Vi bonorum raptorum et de turba⁴. — Si cui dolo malo hominibus coactis damni quid factum esse dicetur sive cujus bona rapta esse dicentur, in eum, qui id fecisse dicetur, iudicium dabo. Item si servus fecisse dicetur, in dominum iudicium noxale dabo⁵. Cujus dolo malo in turba damni⁶ quid factum esse dicetur, in eum in anno, quo primum de ea re experiundi potestas fuerit, in duplum, post annum in simplum iudicium dabo⁷.

2. De incendio ruina naufragio rate nave expugnata⁸. — In eum, qui ex incendio ruina naufragio rate nave expugnata quid rapuisse recepisse dolo malo damnive quid in his rebus dedisse dicetur: in quadruplum in anno, quo primum de ea re experiundi potestas fuerit, post annum in simplum iudicium dabo. Item in servum et in familiam iudicium dabo⁹.

XXXV. DE INJURIIS¹⁰.

U. 56-57.
P. 54.

1.¹¹ Qui autem injuriarum agit, certum dicat, quid injuriae factum sit¹², et taxationem ponat non majorem, quam quanti vadimonium fuerit¹³.

U. 57.

2. Qui adversus bonos mores convicium cui fecisse cujusve opera factum esse dicetur, quo adversus bonos mores convicium fieret: in eum iudicium dabo¹⁴.

3. Ne quid infamandi causa fiat. Si quis adversus ea fecerit, prout quaeque res erit, animadvertam¹⁵.

4. Qui servum alienum adversus bonos mores verberavisse deve eo injussu domini quaestionem habuisse dicetur, in eum iudicium dabo. Item si quid aliud factum esse dicetur, causa cognita iudicium dabo¹⁶.

5. *De noxali injuriarum iudicio*¹⁷.

1. *D.*, 39, 4, 1, 6. — 2. *D.*, 39, 4, 1, *pr.* — 3. *D.*, 23, 3, 54; Gaius, ad ed. *pr.* tit. de praedicatoribus, *Cf. D.*, 50, 16, 39, 40. — 4. *Rubr. D.*, 47, 8. — 5. *D.*, 47, 8, 2, *pr.* Formule dans Cicéron, *Pro Tullio*, 3, 7, 13, 31. — 6. *Flor.*: damnum. *Cf. D.*, 47, 8, 4, 6, *cbn.* 2, *pr.* — 7. *D.*, 47, 8, 4, *pr.* — 8. *Rubr. D.*, 47, 9. — 9. *D.*, 47, 9, 1, *pr.* — 10. *Rubr. D.*, 47, 10. — 11. Aulu-Gelle, 20, 1, 13: 'praetores. . . injuriis. . . aestumandis recuperatores se daturos edixerunt'. — 12. *D.*, 47, 10, 7, *pr.* complété par *Coll.*, 2, 6, 1. — 13. *Coll.*, 2, 6, 4: 'formula proposita est: quod Auli Agerii pugno mala percussa est'. — 14. *D.*, 47, 10, 15, 2. — 15. *D.*, 47, 10, 15, 25. Fragment de la formule, *Coll.*, 2, 6, 5: Quod N° N° illum (mss.; Lenel; *Amum*; Huschke; *sibitum*) immlsit A° A° infamandi causa. — 16. *D.*, 47, 10, 15, 34. — 17. *D.*, 47, 10, 17, 5: 'ait praetor arbitratu iudicis' *cbn.* 47, 4.

6. Si ei, qui in alterius potestate erit, injuria facta esse dicetur et neque is, cujus in potestate est, praesens erit neque procurator quisquam existat, qui eo nomine agat : causa cognita ipsi, qui injuriam accepisse dicetur, iudicium dabo¹.

U. 58. 59.
P. 56.

XXXVI. Qui nisi sequantur ducantur².

U. 58.

1. Condemnatus, ut pecuniam solvat³....

U. 59.

2... cujus de ea re iudicatio est⁴....

U. 59.

XXXVII. QUI NEQUE SEQUANTUR NEQUE DUCANTUR⁵.

U. 59-61.
P. 57-58.

XXXVIII. QUIBUS EX CAUSIS IN POSSESSIONEM EATUR⁶.

1. *Quod cum pupillo contractum erit, si eo nomine non defendetur, ejus rei servandae causa bona ejus possideri jubebo.* Si is pupillus in suam tutelam venerit eave pupilla viripotens fuerit et recte defendetur : eos, qui bona possident, de possessione decedere jubebo⁷.

2. Qui fraudationis causa latitabit, si boni viri arbitrato non defendetur, ejus bona possideri vendique jubebo⁸.

U. 60.

3. Qui absens iudicio defensus non fuerit⁹, *ejus bona possideri jubebo*, et ejus, cujus bona possessa sunt a creditoribus, veneant, praeterquam pupilli et ejus, qui rei publicae causa sine dolo malo afit¹⁰.

4. a. Cui heres non extabit¹¹....

b. De jure deliberandi. — Si tempus ad deliberandum petet, dabo¹²....

P. 58.

c. Si pupilli pupillae nomine postulabitur tempus ad deliberandum, an expediat eum hereditatem retinere[et, et hoc datum sit¹³] : si justa causa esse videbitur, bona interea deminui nisi [si] causa cognita boni viri arbitrato vetabo¹⁴.

U. 61.

d. Si per eum eamve factum erit, quo quid ex ea hereditate amoveretur¹⁵, *abstinendi potestatem non faciam.*

5. *Qui capitali crimine damnatus erit*¹⁶.

1. D., 47, 10, 17, 10. — 2. Rubr. restituée arg. D., 50, 16, 48. Commencement de la 4^e partie de l'édit (exécution). — 3. D., 42, 1, 4, 3. — 4. D., 42, 1, 5, pr. — 5. D., 50, 16, 48 ; Gaius, ad ed. pr. urb. tit. qui neque sequantur neque ducantur. — 6. Rubr. D., 42, 4. — 7. D., 42, 4, 5, 2. — 8. D., 42, 4, 7, 1. Cicéron, *Pro Quinctio*, 19, 60 : 'edictum qui fraudationis causa latitarit'. — 9. Cicéron, *Pro Quinctio*, 19, 60. — 10. D. 42, 4, 6, 1. — 11. Cicéron, *Pro Quinctio*, 19, 60. — 12. D., 28, 8, 1, 1. — 13. Glose ou interpolation, d'après D., 28, 8, 1, 1. Cf. Gradenwitz, *Zsavet.*, 8, 1887, p. 257. — 14. D., 28, 8, 7, pr. — 15. D., 29, 2, 71, 3. — 16. Clause ancienne ; 'qui exsilii causa solum verterit', dans Cicéron, *Pro Quinctio*, 19, 60.

XXXVIII. DE BONIS POSSIDENDIS *proscribendis VENDUNDIS*¹.U. 61-62.
P. 58-59.

1. Qui ex edicto meo in possessionem venerint, eos ita videtur in possessione esse oportere. Quod ibidem recte custodire poterunt, id ibidem custodiant. Quod non poterunt, id auferre et abducere licebit. Dominum invitum detrudere non placet².

2. Si quis, cum in possessione bonorum esset, quod eo nomine fructus ceperit, ei, ad quem ea res pertinet, non restituat : sive, quod impensae sine dolo malo fecerit, ei non praestabitur : sive dolo malo ejus deterior causa possessionis facta esse dicetur, de ea re iudicium in factum dabo³.

U. 62.
P. 59.

3. Si quis dolo malo fecerit, quo minus quis permissu meo ejusve cujus ea jurisdictio fuit, *quae mea est*⁴, in possessionem bonorum sit, in eum in factum iudicium, quanti ea res erit⁵, ob quam in possessionem missus erit, dabo⁶.

XXXIX. *Quemadmodum a bonorum emptore vel contra eum agatur.*U. 63-64.
P. 60-61.1. De Rutiliana actione⁷.U. 63.
P. 60.

2. De privilegiariis creditoribus.....

3. Quod postea contractum erit, quam is, cujus bona venerint, consilium *fraudandorum creditorum*⁸ ceperit, fraudare sciente eo qui contraxerit, ne actio eo nomine detur⁹.

U. 64.

4. De Serviana actione¹⁰.5. De separationibus¹¹.XXXI. DE CURATORE BONIS DANDO¹².U. 65-66.
P. 62.

1. De administratione curatoris.

2. Quae fraudationis causa gesta erunt cum eo, qui fraudem non ignoraverit, de his curatori bonorum vel ei, cui de ea re actionem dare oportebit, intra annum, quo experiundi potestas fuerit, actionem dabo. Idque etiam adversus ipsum, qui fraudem fecit, servabo¹³.

U. 66.

XXXII. DE RE JUDICATA¹⁴.U. 66.
P. 62.XXXIII. DE INTERDICTIS¹⁵.U. 67-73.
P. 63-68.

a. Quorum bonorum ex edicto meo illi possessio data est,

U. 67.
P. 63.

1. Cf. Prob., 5, 24 : b. e. e. p. p. v. q. i. = bona ex edicto possideri proscribi veniri que jubebo. Gaius, 3, 79. — 2. Cicéron, *Pro Quinctio*, 17, 84. — 3. D., 42, 5, 9. pr. — 4. Cf. D., 39, 2, 7, pr. — 5. D., 43, 4, 1, pr. : fult. Cf. 43, 4, 1, 5. — 6. D., 43, 4, 1, pr. — 7. Gaius, 4, 35. — 8. Mommsen ; *Dig.* : receperit. — 9. D., 42, 5, 25. — 10. Gaius, 4, 35. — 11. *Rubr. D.*, 42, 6. — 12. *Rubr. D.*, 42, 7. — 13. D., 42, 8, 1, pr. — 14. *Rubr. D.*, 42, 1 ; D., 25, 2, 2 : Gaius, ad. ed. pr. urb. tit. de rejudicata. Fin de la 4^e partie générale de l'édit. — 15. *Rubr. D.*, 43, 1.

U. 67. quod de his bonis pro herede aut pro possessore possides
P. 63. possideresve, si nihil usucaptum esset, quodque¹ dolo malo fecisti, uti desineres possidere, id illi restituas².

b. Quod legatorum³. Quod de his bonis, *quorum possessio ex edicto meo illi data est*, legatorum nomine non voluntate illius possides quodque dolo malo fecisti quo minus possideres, id, si eo nomine satisfatum est sive per illum non stat ut satisfidetur, illi restituas⁴.

U. 68. c. A quo hereditas petetur, si rem nolit defendere. Quam hereditatem⁵....

d. Ne vis fiat ei, qui *legatorum servandorum causa* in possessionem missus erit. Ne vis fiat ei, *quae ventris nomine* in possessionem missa erit⁶.

P. 64. e. De tabulis exhibendis⁷. Quas tabulas Lucius Titius ad causam testamenti sui pertinentes reliquisse dicitur, si hae penes te sunt aut dolo malo tuo factum est, ut desinerent esse, ita eas illi exhibeas. Item si libellus aliudve quid relictum esse dicitur, decreto comprehendam⁸.

f. *Interdictum possessorium*. g. *Interd. sectorium*⁹.

Ne quid in loco sacro *religioso sancto* fiat¹⁰. — a. In loco sacro facere inve eum immittere quid veto¹¹....

b. De mortuo inferendo. Quo quave illi mortuum inferre invito te jus est, quo minus illi eo eave mortuum inferre et ibi sepelire liceat, vim fieri veto¹².

c. De sepulchro aedificando. Quo illi jus est invito te mortuum inferre, quo minus illi in eo loco sepulchrum sine dolo malo aedificare liceat, vim fieri veto¹³.

De locis et itineribus publicis¹⁴. — Ne quid in loco publico vel itinere fiat¹⁵.

a. Ne quid in loco publico facias inve eum locum immitas, qua ex re quid illi damni detur, praeterquam quod lege senatus consulto edicto decretove principum tibi concessum est. De eo, quod factum erit, interdictum non dabo¹⁶.

b. In via publica itinereve publico facere immittere quid, quo ea via idve iter deterius sit fiat, veto¹⁷.

1. Flor.; Quod quidem. — 2. D., 43, 2, 1, pr. — 3. Rubr. D., 43, 3. — 4. D., 43, 3, rapproché de F. Vat., 90, qui donne comme formule d'un interdit quod legatorum utile: 'Quod de his bonis legali nomine possides quodque uteris frueris quodque dolo malo fecisti, quominus possideres uteris frueris'. — 5. Ulpian. Inst., 4. — 6. Rubr. D., 43, 4, cf. D., 43, 4, 3; 36, 4, 5, 27. — 7. Rubr. D., 43, 5. — 8. D., 43, 5, 1, pr. — 9. Gaius, 4, 145, 146. — 10. Rubr. D., 43, 6. — 11. D., 43, 6, 1, pr. — 12. D., 11, 8, Rubr. 1, pr. — 13. D., 11, 8, Rubr. 1, 5. — 14. Rubr. D., 43, 7. — 15. Rubr. D., 43, 8. — 16. D., 43, 8, 2, pr. — 17. D., 43, 8, 2, 20.

c. Quod in via publica itinereve publico factum immissum habes, quo ea via idve iter deterius sit fiat, restituas¹. U. 68.
P. 64.

d. Quo minus illi via publica itinereve publico ire agere liceat, vim fieri veto².

e. De loco publico fruendo. Quo minus loco publico, quem is, cui locandi jus fuerit, fruendum alicui locavit, ei qui conduxit sociove ejus e lege locationis frui liceat, vim fieri veto³.

f. De via publica et itinere publico reficiendo. Quo minus illi viam publicam iterve publicum aperire reficere liceat, dum ne ea via idve iter deterius fiat, vim fieri veto⁴.

De fluminibus. — Ne quid in flumine publico ripave ejus fiat quo pejus navigetur⁵.

a. Ne quid in flumine publico ripave ejus facias neve quid in flumine publico neve in ripa ejus immittas, quo statio iterve navigio deterior sit fiat⁶.

b. Quod in flumine publico ripave ejus factum⁷ sive quid in id flumen ripamve ejus immissum habes, quo statio iterve navigio deterior sit fiat, restituas⁸.

c. Ne quid in flumine publico fiat, quo aliter aqua fluat atque uti priore aestate fluxit. In flumine publico inve ripa ejus facere aut in id flumen ripamve ejus immittere, quo aliter aqua fluat, quam priore aestate fluxit, veto⁹.

d. Quod in flumine publico ripave ejus factum sive quid in id flumen ripamve ejus immissum habes, si ob id aliter aqua fluit atque uti priore aestate fluxit, restituas¹⁰.

e. Ut in flumine publico navigare liceat. Quo minus illi in flumine publico navem ratem agere quoque minus per ripam ejus onerare exonerare liceat, vim fieri veto. Item, ut per lacum fossam stagnum publicum navigare liceat, interdiciam¹¹.

f. De ripa munienda. Quo minus illi in flumine publico ripave ejus opus facere ripae agrive qui circa ripam est tuendi causa liceat, dum ne ob id navigatio deterior fiat, si tibi damni infecti in annos decem viri boni arbitrato vel cautum vel satisdatum est aut per illum non stat, quo minus viri boni arbitrato caveatur vel satisdatur, vim fieri veto¹².

Unde vi¹³. — a. *De vi (non armata)*. Unde in hoc anno tu illum vi dejecisti aut familia tua dejecit¹⁴, cum ille possideret, quod nec vi nec clam nec precario a te possideret¹⁵, eo illum U. 69.
P. 65.

1. D., 43, 8, 2, 35. — 2. D., 43, 8, 2, 45. — 3. D., 43, 9, Rubr. 1, pr. — 4. D., 43, 11, Rubr. 1, pr. — 5. Rubr. D., 43, 12. — 6. D., 43, 12, 1, pr. — 7. Flor.: fiat; cf. D., 43, 12, 1, 22. — 8. D., 43, 12, 1, 19. — 9. D., 43, 13, Rubr. 1, pr. — 10. D., 43, 13, 1, 11. — 11. D., 43, 14, Rubr. 1, pr. — 12. D., 43, 15, Rubr. 1, pr. — 13. Rubr. D., 43, 16. C., 8, 4. — 14. D., 43, 16, 1, pr. Ancienne redaction de cette clause dans Cicéron, *Pro Tullio*, 19, 44. — 15. Cicéron, *loc. cit.*

quaeque ille tunc ibi habuit restituas¹. Post annum de eo, quod ad eum qui vi dejecit pervenerit, iudicium dabo².

b. De vi armata. Unde tu illum vi hominibus coactis armatisve dejecisti aut familia tua dejecit, eo illum quaeque ille tunc ibi habuit restituas³.

c. Si uti frui prohibitus esse dicetur⁴.

d. *Ne vis fiat ei, qui damni infecti in possessionem missus erit*⁵.

U. 69.70.
P. 65.

Uti possidetis⁶. — a. Uti nunc possidetis eum fundum, quo de agitur, quod nec vi nec clam nec precario alter ab altero, possidetis, *quo minus ita possideatis, adversus ea vim fieri veto*⁷.

b. Uti eas aedes, q. d. a., n. v. n. cl. n. pr. alter ab altero possidetis, quo minus ita possideatis, vim fieri veto⁸.

c. neque pluris, quam quanti res erit, intra annum, quo primum experiundi potestas fuerit, *sponsionem restipulationemque facere*⁹ permittam.

d. *Uti eo fundo q. d. a. n. v. cl. n. pr. alter ab altero utimini fruimini, quo minus ita utamini fruamini, vim fieri veto*¹⁰.

A quo fundus petetur si rem nolit defendere¹¹. — *Quem fundum*¹²....

A quo usus fructus petetur, si rem nolit defendere. — *Quem usumfructum.... vindicare vult....., si rem nolis defendere coque nomine tibi satisdatum est aut per te stat quo minus satisdetur, restituas*¹³.

De superficiebus¹⁴. — Uti ex lege locationis sive conductionis superficie q. d. a. nec vi n. cl. n. pr. alter ab altero fruimini, quo minus *ita fruamini, v. f. v.* Si qua alia actio de superficie postulabitur, causa cognita dabo¹⁵.

P. 66.

De itinere actuque privato¹⁶. — a. Quo itinere actuque [privato], q. d. a., [vel via] hoc anno nec v. n. c. n. p. ab illo usus es, quo minus ita utaris, v. f. v.¹⁷.

b. Quo itinere actuque q. d. a. is, a quo emisti, hoc anno n. v. n. c. n. p. ab illo usus est, quo minus ita utaris, v. f. v.¹⁸.

c. Quo itinere actuque hoc anno non v. n. c. n. p. ab illo usus es, quo minus id iter actumque, ut tibi jus est, reficias,

1. Cicéron, *Pro Caecina*, 30, 88, rapproché de *D.*, 43, 16, 1, pr. — 2. Edit relatif à l'action in factum de *Fr. V.*, 312, réuni dans le *Dig.* à l'interdit. — 3. Ancien interdit, Cicéron, *Pro Caecina*, *passim*; *Ad fam.* 15, 16, 3; 'Unde tu aut familia aut procurator tuus illum vi hominibus coactis armatisve dejecisti, eo restituas'. — 4. *Cf. Fr. Vat.*, 91. — 5. *D.*, 43, 4, 4, pr. 4. — 6. *Rubr. D.*, 43, 17. — 7. *Festus*, v. *Possessio*. — 8. *D.*, 43, 17, 1, pr. — 9. *D.*: agere. Relatif à la *sponsio*, conjecture Lenel. — 10. *Cf. Fr. V.*, 90, rapproché de *D.*, 43, 18, 1, pr. — 11. *D.*, 39, 2, 45. *Cf. Fr. V.*, 92. — 12. Ulpien, *Inst.* 4. — 13. *Fr. V.*, 92; *Paul, Sent.*, 1, 11, 1. — 14. *Rubr. D.*, 43, 18. — 15. *D.*, 43, 18, 1, pr. — 16. *Rubr. D.*, 43, 19. — 17. *D.*, 43, 19, 1, pr. — 18. *Cf. D.*, 43, 1, 2, 3. 43, 20, 1, 37.

v. f. v. Qui hoc interdicto uti volet, is adversario damni infecti, quod per ejus operis¹ vitium datum sit, caveat². U. 70. P. 66.

De aqua cottidiana et aestiva³. — a. Uti hoc anno aquam, q. d. a., non v. n. cl. n. p. ab illo duxisti, quo minus ita ducas, v. f. v.⁴

b. Uti priore aestate aquam, q. d. a., nec v. n. cl. n. p. ab illo duxisti, quo minus ita ducas, v. f. v.⁵

c. Item inter heredes et emptores et honorum possessores interdicam⁶.

d. Quo ex castello illi aquam ducere ab eo, cui ejus rei jus fuit, permissum est, quo minus ita uti permissum est ducat, v. f. v.. Quandoque de opere faciendo interdictum erit, damni infecti caveri jubebo⁷.

De rivis⁸. — Rivos specus septa reficere purgare aquae ducendae causa quo minus liceat illi, dum ne aliter aquam ducat, quam uti hoc anno aut priore aestate non v. n. c. n. p. a te duxit, v. f. v.⁹.

De fonte¹⁰. — Uti de eo fonte, q. d. a., hoc anno nec v. n. c. n. p. ab illo usus es, quo minus ita utaris, v. f. v. De lacu puteo piscina item interdicam¹¹.

Quo minus fontem, q. d. a., purges reficias, ut aquam coercere utique ea possis, dum ne aliter utaris atque uti hoc anno non v. n. c. n. p. ab illo usus es, v. f. v.¹².

De cloacis¹³. — a. Quo minus illi cloacam, quae ex aedibus ejus in tuas pertinet, q. d. a., purgare reficere liceat, v. f. v. Damni infecti, quod operis vitio factum sit, caveri jubebo¹⁴. U. 71.

b. Quod in cloaca publica factum sive [ea] immissum habes, quo usus ejus deterior sit fiat, restituas. Item ne quid fiat immittaturve, interdicam¹⁵.

Quod vi aut clam factum erit, ut restituatur¹⁶. — Quod vi aut clam factum est, qua de re agitur, id, si non plus quam annus est¹⁷ cum experiundi potestas est, restituas¹⁸. P. 67.

Si opus novum nuntiatum erit. — a. Quod jus sit illi prohibere, ne se invito fiat, in eo nuntiatio teneat. Ceterum nuntiationem missam facio¹⁹.

b. Quem in locum nuntiatum est, ne quid operis novi fieret, q. d. r. a., quod in eo loco, antequam nuntiatio missa fieret aut in ea causa esset, ut remitti deberet, factum est, id restituas²⁰.

1. Cf. D., 43, 19, 5, in fine. — 2. D., 43, 19, 3, 11. — 3. Rubr. D., 43, 20. — 4. D., 43, 20, 1, pr. — 5. D., 43, 20, 1, 29. — 6. D., 43, 20, 1, 37. — 7. D., 43, 20, 1, 38. — 8. Rubr. D., 43, 21. — 9. D., 43, 21, 1, pr. — 10. Rubr. D., 43, 22. — 11. D., 43, 22, 1, pr. — 12. D., 43, 22, 1, 6. — 13. Rubr. D., 43, 23. — 14. D., 43, 23, 1, pr. — 15. D., 43, 23, 1, 15. — 16. Rubr. D., 43, 24. — 17. Cf. D., 43, 24, 15, 4-6. — 18. D., 43, 24, 1, pr. — 19. D., 43, 25, 1, pr. — 20. D., 39, 1, 20, pr.

U. 71.
P. 67.

c. Quem in locum nuntiatum est, ne quid operis novi fieret, q. d. r. a., si de ea re satisdatum est, quod ejus cautum sit, aut per te stat quo minus satsidetur: quo minus illi in eo loco opus facere liceat, v. f. v¹.

De precario². — Quod precario ab illo habes aut dolo malo fecisti, ut desineres habere, q. d. r. a., id illi restituas³.

De arboribus caedendis⁴. — a. Quae arbor ex aedibus tuis in aedes illius impendet, si per te stat, quo minus eam adimas, tunc, quo minus illi eam arborem adimere sibi habere liceat, v. f. v⁵.

b. Quae arbor ex agro tuo in agrum illius impendet, si per te stat, quo minus pedes quindecim a terra eam altius coerceas, tunc, quo minus illi ita coercere lignaque sibi habere liceat, v. f. v⁶.

De glande legenda⁷. — Glandem, quae ex illius agro in tuum cadat, quo minus illi tertio quoque die legere auferre liceat, v. f. v⁸.

De homine libero exhibendo⁹. — Quem liberum dolo malo retines, exhibeas¹⁰.

De liberis exhibendis item ducendis¹¹. — a. Qui quaeve in potestate Lucii Titii est, si is eave apud te est dolo malo tuo factum est, quo minus apud te esset, ita eum eamve exhibeas¹².

b. Si Licius Titius in potestate Lucii Titii est, quo minus eum Lucio Titio ducere liceat, v. f. v¹³.

*De liberto exhibendo*¹⁴.

U. 72.
P. 68.

Utrubi¹⁵. — Utrubi hic homo q. d. a. majore parte hujusce anni nec v. n. c. n. p. ab altero fuit, quo minus is eum ducat, v. f. v¹⁶.

U. 73.

De migrando¹⁷. — Si is homo, q. d. a., non est ex his rebus, de quibus inter te et actorem convenit, ut, quae in eam habitationem, q. d. a., introducta importata ibi nata factave essent, ea pignori tibi pro mercede ejus habitationis essent, sive ex his rebus est et ea merces tibi soluta eove nomine satisfactum est aut per te stat, quo minus solvatur: ita, quo minus ei, qui eum pignoris nomine induxit, inde abducere liceat, v. f. v¹⁸.

Salvianum interdictum¹⁹. *Formulae Serviana et quasi Serviana.*

1. D., 30, 1, 20, 9. — 2. Rubr. D., 43, 20. — 3. D., 43, 26, 2, pr. — 4. Rubr. D., 43, 27. — 5. D., 43, 27, 1, pr. — 6. D., 43, 27, 1, 7. — 7. Rubr. D., 43, 28. — 8. D., 43, 28, 1, pr. — 9. Rubr. D., 43, 29. — 10. D., 43, 29, 1, pr. — 11. Rubr. D., 43, 30. — 12. D., 43, 30, 1, pr. — 13. D., 43, 30, 3, pr. — 14. Cf. Gaius, 4, 162. — 15. Rubr. D., 43, 31. — 16. Cf. D., 43, 31, 1, pr. Gaius, 4, 160, 150. — 17. Rubr. D., 43, 32. — 18. D., 43, 32, 1, pr. — 19. Rubr. D., 43, 33.

Quae in fraudem creditorum facta sunt ut restituantur¹. — U. 73.
 P. 68.
 Quae Lucius Titius fraudandi causa sciente te in bonis, quibus de [ea re] agitur, fecit : ea illis, si eo nomine, q. d. a., actio ei ex edicto meo competere esse oportet² [ei] si non plus quam annus est cum de ea re, q. d. a., experiundi potestas est, restituas. Interdum causa cognita, et si scientia non sit, in factum actionem permittam³.

XXXIII. DE EXCEPTIONIBUS⁴U. 76.
P. 69-71.

Si quis vadimonii⁵ non obtemperaverit⁶. — a. E. pacti conventi : si inter A^m A^m et N^m N^m non convenit, ne ea pecunia peteretur⁷. U. 7.
P. 69.

b. - f. E^{es} quod N^o N^o sine dolo malo rei publicae causa asuerit, quod valetudine vel tempestate vel vi fluminis prohibitus, quod sine dolo malo ipsius a magistratu retentus, quod rei capitalis antea condemnatus fuerit, quod dolo malo Aⁱ Aⁱ factum sit, quo minus vadimonium sisteret⁸.

2. E. litis dividuae et rei residuae⁹.

3. Si alieno nomine agatur : E^{es} cognitoriae, procuratoriae, tutoriae, curatoriae.

4. a. E. mercis non traditae : Si ea pecunia, q. d. a., non pro ea re petitur, quae venit neque tradita est¹⁰.

b. E. redhibitionis¹¹.

5. E. temporis¹².

6. Quod praejudicium hereditati (fundo partive ejus) non fiat¹³. U. 75.

7. E. rei judicatae¹⁴ vel in iudicium deductae¹⁵ : Si ea res, q. d. a., iudicata vel in iudicium deducta non est inter N^m N^m et A^m A^m¹⁶. P. 70.

8. E. rei venditae et traditae¹⁷. U. 76.

1. Rubr. D., 42, 8. — 2. Probablement interpolé ; cf. Gradenwitz, *Zsavst.*, 8, 1887, p. 256. Lenel conjecture : 'quos eo nomine q. d. a. ex edicto meo in possessionem ire esse oportet'. — 3. D., 42, 8, 10 : 'in factum actionem permittam', sans doute interpolé ; cf. Gradenwitz, *Zsavst.*, 8, 1887, p. 256. 'Interdicam et sponsonem restipulationemque facere permittam' ? Lenel, *Pal.*, 2, p. 852, n. 3. — 4. Rubr. D., 44, 1. — 5. D. : 'cautionibus in iudicio sistendi causa factis'. — 6. Rubr. D., 2, 11. — 7. Gaius, 4, 119, cf. D., 2, 11, 2, pr. — 8. D., 2, 11, 2, 11, 4-9, 4, pr. 4, 1, 5, pr. ; cf. D., 22, 3, 19, 1. — 9. Gaius, 4, 122. — 10. D., 50, 16, 66, 12, 1, 25. Gaius, 4, 126 a. — 11. D., 21, 4, 59, 44, 1, 14. — 12. D., 44, 3, 1. — 13. D. 44, 1, 13. 16. 18, 10, 2, 1, 1. — 14. Rubr. D., 44, 2. — 15. Exception unique, visant à la fois les deux cas, selon Lenel ; cf. Gaius, 4, 121 : 'quod metus causa aut dolo malo aut quod contra... aut quod res iudicata est vel in iudicium deducta'. V. cependant les objections d'Eisele, *Abhandlungen zum römischen Civilprocess*, 1889, pp. 4-8. — 16. Cf. D., 44, 2, 9, 2. — 17. Rubr. D. 21, 3. V. cependant contre le caractère édictal de cette exception les solides objections de Hugo Krueger, *Beiträge zur Lehre von der Exceptio doli*, 1892, pp. 0-46 ; cf. la réponse d'Erman, *Zsavst.*, 14 (1893), p. 231-255.

- U. 76.
P. 71. 9. a. E. doli mali¹ : Si in ea re nihil dolo malo Aⁱ Aⁱ factum est neque fit².
b. E. metus³ : Si in ea re nihil metus causa factum est⁴.
10. Quarum rerum actio non datur⁵. — a. E. *jurisjurandi* ; b. E. *negotii in alea gesti* ; c. E. *onerandae libertatis causa*⁶.
11. Si quid contra legem senatusve consultum factum esse dicitur⁷.

U. 77-81.
P. 72-78.

XXXXV. DE STIPULATIONIBUS⁸.

- U. 77.
P. 74. 1. *Vadimonium sisti*.
U. 78. 2. *Pro praede litis et vindictiarum*⁹.
U. 79. 3. *Judicatum solvi*¹⁰.
U. 79.
P. 75. 4. *De conferendis bonis et dotibus*.
U. 79.
P. 75. 5. Si cui plus quam per legem Falcidiam licuerit legatum esse dicitur¹¹.
6. *Evicta hereditate legata reddi*¹².
7. *Usufructuarius quemadmodum caveat*¹³.
8. *Legatorum servandorum causa*¹⁴.
9. *Rem pupilli salvam fore*¹⁵.
P. 76. 10. *Ratam rem haberi*¹⁶.
U. 80.
P. 76-77. 11. *De auctoritate*¹⁷.
U. 81. 12. *Ex operis novi nuntiatione*¹⁸.
U. 81.
P. 78. 13. *Damni infecti*¹⁹.

1. *Rubr. D.*, 44, 4. — 2. *Gainz.*, 4, 119. *D.*, 44, 4, 2, 1. 2, 3-5. — 3. *Rubr. D.*, 44, 4. — 4. *D.*, 44, 4, 4, 33. — 5. *Rubr. D.*, 44, 5. Exceptions fondées sur les causes, pour lesquelles le prêteur avait déclaré dans les précédentes parties de l'album qu'il refuserait l'action. — 6. *D.*, 44, 5, 1. 2. — 7. *Gaius*, 4, 121. — 8. *Rubr. D.*, 46, 5 : 'De stipulationibus praetoriis' ; mais le prêteur ne devait pas dans son édit qualifier lui-même ces stipulations du nom de praetoriae ; cf. C. Ferrini, *Rivista italiana per le scienze giuridiche*, 1886, pp. 37-38. — 9. *Lenel* ; cf. *D.*, 46, 7, 6, où *Ulpian* paraît aborder l'étude de la caution *Judicatum solvi* dans son livre 78. — 10. *Rubr. D.*, 46, 7. — 11. *Rubr. D.*, 35, 3. — 12. *D.*, 5, 3, 17. 29, 4, 1, 9. — 13. *Rubr. D.*, 7, 9. — 14. Cf. *Rubr. D.*, 30, 3. — 15. *Rubr. D.*, 46, 8. — 16. *Rubr. D.*, 46, 8. — 17. Découverte de *Lenel* qui place à cet endroit 1^o l'action au double résultant de la mancipation, v. notamment *D.*, 22, 1, 51, 1, du livre 80 d'*Ulpian* et *D.*, 50, 16, 72, du livre 76 de *Paul*, 2^o une stipulation de garantie dont ils traitent tous deux au livre suivant et que *M. Lenel* croit être la *satisfatio secundum mancipium*, mais qui est simplement à notre sens la stipulation duplex ordinaire, cf. *N. R. Hist.* 1884, pp. 419-422. — 18. *D.*, 39, 1, 13, 1. 45, 1, 4, 2. — 19. *D.*, 45, 1, 4, 2.

2. ÉDIT DES ÉDILES CURULES.

Il n'est pas douteux que l'édit des édiles curules a été codifié par Julien, en même temps que celui du préteur urbain. V. notamment Justinien, const. *Omnem*, § 4; const. *Tanta*, § 6. Le langage de Justinien, joint à une confusion de Paul, *Sent.*, 1, 15, 2, qui attribue au préteur l'édit *de feris*, porterait même à croire qu'il se serait alors fondu dans l'édit prétorien. Mais Gaius, 1, 6, atteste qu'après la réforme, les édiles continuèrent à rendre leur édit distinct comme le préteur le sien, sauf naturellement à se conformer comme lui au sénatus-consulte qui avait prescrit aux magistrats futurs la reproduction de l'œuvre de Julien, et le langage de Justinien tout au moins peut se rapporter aux commentaires de l'édit, dans lesquels le second était devenu une annexe du premier, de telle sorte que par exemple les 81 livres sur l'édit du préteur et les 2 livres sur l'édit des édiles d'Ulpien sont représentés par l'*index Florentinus*, comme un commentaire sur l'édit en 83 livres. Suivant une disposition symétrique à celle de l'édit du préteur, l'édit des édiles se compose d'une partie principale, contenant les édits suivis des formules d'action correspondantes, et d'un appendice, contenant la formule de la *stipulatio duplae*. Nous reproduisons ci-dessous la restitution qui en a été donnée par M. Lenel dans Bruns.

1. De mancipiis vendundis¹. — Qui mancipia vendunt, certiores faciant emptores, quid morbi vitivae cuique sit, quis fugitivus errove sit noxave solutus non sit : eademque omnia, cum ea mancipia venibunt, palam recte pronuntianto. Quod si mancipium adversus ea venisset sive adversus quod dictum promissumve fuerit, cum veniret, fuisset, quod ejus praestari oportere dicitur : emptori omnibusque, ad quos ea res pertinet, in sex mensibus quibus primum de ea re experiundi potestas fuerit, iudicium dabimus, ut id mancipium redhibeatur, si quid autem post venditionem traditionemque deterius emptoris opera familiae procuratorisve ejus factum erit, sive quid ex eo post venditionem natum acquisitum fuerit, et si quid aliud in venditione ei accesserit, sive quid ex ea re fructus pervenerit ad emptorem, ut ea omnia restituat, item, si quas accessiones ipse praestiterit, ut recipiat. Item si quod mancipium capitale fraudem admiserit, mortis consciscendae sibi causa quid fecerit, inve harenam depugnandi causa ad bestias intromissus fuerit, ea omnia in venditione pronuntianto : ex his enim causis iudicium dabimus. Hoc amplius, si quis adversus ea sciens dolo malo vendidisse dicitur, iudicium dabimus².

2. De jumentis vendundis. — Qui jumenta vendunt, palam

1. Aulu-Gelle, 4, 2, 1: 'In edicto aedilium curulium qua parte de mancipiis vendundis cautum est'. — 2. D., 21, 1, 1, pr. Commencement d'un ancien édit dans Aulu-Gelle, 4, 2: 'titulus servorum singulorum scriptus sit cura' ita, ut intellegi recte possit, quid' etc.. Fragment de la formule rédhilatoire, D., 21, 1, 23, 0.

recte dicunto, quid in quoque eorum morbi vitiique sit, utique optime ornata vendendi causa fuerint, ita emptoribus tradantur. Si quid ita factum non erit, de ornamentis restituendis jumentisve ornamentorum nomine redhibendis in diebus sexaginta, morbi autem vitii causa inemptis faciendis in sex mensibus, vel quo minoris cum venirent fuerint, in anno judicium dabimus. Si jumenta paria simul venierint et alterum in ea causa fuerit, ut redhiberi debeat, judicium dabimus, quo utrumque redhibeatur¹. Quae de jumentorum sanitate diximus, de cetero quoque pecore omni venditores faciunt².

U. 12.
P. 12.

3. *De feris*. — Ne quis canem, verrem vel *maialem*³, aprum, lupum, ursum, pantheram, leonem, qua volgo iter fiet, ita habuisse velit, ut cuiquam nocere damnumve dare possit⁴. Si adversus ea factum erit et homo liber ex ea re perierit, *sestertium ducentorum milium nummorum*⁵, si nocitum homini libero esse dicetur, quanti bonum aequum judici videbitur, *judicium dabimus*. Ceterarum rerum, quanti damnum datum factumve sit, dupli *judicium dabimus*⁶.

U. 12.
P. 12.

4. *Duplae stipulatio*.

3. DÉCRET DU PRÉTEUR D'ESPAGNE ULTÉRIEURE, L. AEMILIUS PAULUS (an 535 de Rome).

C. I. L., II, 5041 ; Bruns, p. 231. Inscription gravée sur une plaque de bronze trouvée en 1866, en Espagne, aux environs de Cadix, et actuellement conservée au musée du Louvre. Décret rendu par le célèbre Paul Emile, (L. Aemilius Paulus, l'inscription ne donne pas le *cognomen* exclu de la langue officielle) au cours de son commandement d'Espagne Ulérieure de 563-565. Paul Emile, préteur d'Espagne Ulérieure en 564, prorogé en 565, fut acclamé *imperator* à la suite d'une victoire remportée dans le cours de l'année 564 et résigna son commandement dans l'automne de 565 ; l'inscription datée du 19 janvier qui le qualifie d'*imperator* doit donc être du 19 janvier 565. Le général y délègue les habitants de *Turris Lascutana* des liens de vassalité dans lesquels ils étaient par rapport aux Hastenses, les déclare *liberi* et les maintient jusqu'à nouvel ordre dans la propriété pérenne (*possidere habereque*) de leur territoire. Cf., sur ce texte Huebner, *Hermes*, 3, 1868, p. 243 et ss. ; Mommsen, *Hermes*, 3, p. 261 et ss., et *Droit public*, 6, 2, pp. 364, n. 3 ; 362, n. 5 ; 381, n. 2 ; Karlowa, *R. R. G.*, 1, 447.

L. Aemilius L. f. inpeirator decrevit utei qui Hastensium servei in turri Lascutana habitarent leiberei essent ; agrum

1. *D.*, 21, 1, 38, pr. — 2. *D.*, 21, 1, 38, 5. — 3. *D.* : minore ; Huschke, *Zur Pandektenkritik*, 1875, p. 52 : maialem. — 4. *D.*, 21, 1, 40, 1. 42. — 5. *D.* : solidi ducenti. — 6. Cf. *D.*, 21, 1, 42.

oppidumqu(e) quod ea tempestate posedisent item possidere habereque jousit, dum poplus senatusque Romanus vellet. Act(um) in castreis a. d. XII k. Febr.

4. ÉDIT DU PRÉFET D'ÉGYPTÉ TIBÈRE ALEXANDRE (an 68 après J.-C.)

Inscription grecque découverte en 1818 dans la grande oasis de Thèbes par le voyageur français F. Cailliaud et dans laquelle le stratège de cette région publie un édit rendu le 28 septembre 68 après J.-C. par le préfet d'Égypte bien connu Ti. Julius Alexander. La liste des édits des préfets d'Égypte n'a pendant longtemps compris que cet édit reproduit *C. I. Gr.* 3, 4957 et commenté par Rudorff, *Rheinisches Museum für Philologie*, 2, 1828, pp. 64 et ss. 133, et ss. et un autre édit du préfet M. Vergilius Capito du 1^{er} février de l'an 49 découvert en même temps par Cailliaud qui a été pareillement commenté par Rudorff, *M. Vergilii Capitonis edictum*, 1831 et reproduit *C. I. Gr.* 3, 4956. Elle est en voie d'être sensiblement augmentée par la publication des papyrus de Berlin. Mais jusqu'à présent notre texte demeure juridiquement le plus important. Nous en reproduisons ici, comme Bruns, p. 234-255, uniquement la partie qui présente un intérêt direct pour le droit privé. On y remarquera notamment le passage dans lequel, conformément au droit gréco-égyptien et contrairement au droit romain, l'édit reconnaît la propriété de la femme sur sa dot et celui plus curieux encore et souvent mal entendu, qui défend la cession de créances pour couper court aux abus de ceux qui essaieraient d'appliquer à des créances privées la contrainte par corps réservée par le droit local aux créances publiques, probablement en partant de l'usage également local de modifier les compétences en joignant au contrat la convention d'une amende au profit du fisc. V. sur le premier point, Bechmann, *Römisches Dotatrecht*, 1, 1863, p. 112. Mitteis, *Reichsrecht und Volksrecht in östlichen Provinzen*, 18:1, p. 233. Denisse, *N. R. hist.* 1893, pp. 32-33; et sur le second, Révilout, *Obligations en droit égyptien*, 1886, p. 205 et ss. Mitteis, pp. 447, 448, 527. Denisse, p. 41.

(1). 'Ιούλιος Δημήτριος, στρατηγὸς Ὀάσεως Θ ηβ]αῖδος, τοῦ 1.
 πεμφθέντος μοι διατάγματος ὑπὸ τοῦ κυρίου ἡγεμόνος | Τιβερίου. 'Ιου-
 λίου Ἀλεξάνδρου τὸ ἀντίγραφον ὑμῖν ὑπέταξα, ἵν' εἰδότες ἀπολαύητε
 τῶν εὐεργεσιῶν. [1β' Λευκίου Λιβίου Σεβαστοῦ Σουλπικίου | Γάλβα
 αὐτοκράτορος, Φαωφί α' 2, 'Ιουλίᾳ Σεβαστῇ.

(2). Τιβερίου Ιούλιος Ἀλεξάνδρος λέγει. (12 lignes omises). 3.

(1.) Julius Demetrius, strategus Oasis Thebaidis edicti mihi 1.
 transmissi a domino praefecto | Ti. Julio Alexandro exemplar 1.
 vobis subjeci ut cognito eo beneficiis fruamini. Anno II L. Livii 3.
 Augusti Sulpicii | Galbae imperatoris, Phaophi I³ Julia Augusta.

(2.) Tiberius Julius Alexander dicit : (12 lignes omises). 3.

15. (4). Ἐπειδὴ ἔνιοι προφάσει τῶν δημοσίων καὶ ἀλλότρια δάνεια παραχωρούμενοι εἰς τε τὸ πρακτόρειόν¹ τινὰς παρέδοσαν καὶ εἰς ἄλλας φυλακάς, ἃς καὶ δι' αὐτὸ τοῦτο | ἔγνω ἀνααιρεθείσας, ἵνα αἱ πράξεις τῶν δανείων ἐκ τῶν ὑπαρχόντων ὡσεὶ καὶ μὴ ἐκ τῶν σωμαίων, ἐπόμενος τῇ τοῦ Θεοῦ Σεβαστοῦ βουλήσει, κελεύω μηδένα τῇ τῶν δημοσίων προφά | σει παραχωρεῖσθαι παρ' ἄλλων δάνεια, ἃ μὴ αὐτὸς ἐξ ἀρχῆς ἐδάκυσεν, μηδ' ὄλως κατακλείσθαι τινὰς ἐλευθέρους εἰς φυλακὴν ἡτινοῦν, εἰ μὴ κακοῦργον, μηδ' εἰς τὸ πρακ | τόρειον, ἔξω τῶν ὀφειλόντων εἰς τὸν κυριακὸν λόγον.

- (5). Ἴνα δὲ μηδαμῶθεν βαρύνῃ τὰς πρὸς ἀλλήλους συναλλαγὰς τὸ τῶν δημοσίων ὄνομα, μηδὲ συνέχωσι τὴν κοινὴν πίστιν | οἱ τῇ πρωτοπραξίᾳ πρὸς ἃ μὴ δεῖ καταχρῶμενοι, καὶ περὶ ταύτης ἀναγκαιῶς προέγραψα. Ἐδηλώθη γάρ μοι πολλάκις, ὅτι ἤδη τινὲς καὶ ὑπαθήκας 20. ἐπίρασαν ἀφελεῖσθαι νομίμως | γεγονίας, καὶ ἀποδομένα δάνεια παρὰ τῶν ἀπολαβόντων ἀναπράσσειν πρὸς βίαν, καὶ ἀγορασμοὺς ἀνάδαστους ποιεῖν, ἀποσπῶντες τὰ κτήματα τῶν ὠνησαμένων, ὡς | συμβεβληκότων τισὶν ἀναβολικὰ εἰληφῶσ[ε]² ἐκ τοῦ φέσκου, ἢ στρατηγῶς, ἢ πραγματικοῖς³, ἢ ἄλλοις τῶν προσοφειληκότων τῷ δημοσίῳ λόγῳ. Κελεύω οὖν ὅστις ἂν ἐνθάδε | ἐπίτροπος τοῦ κυρίου ἢ οἰκονόμος

15. (4). *Cum quidam praetextu publicorum etiā propter debita aliena sibi cessa in pignarium¹ quosdam conjecerint et in alias custodias, quae vel ob id ipsum | sublatae novi, ut debitorum exactiones e bonis, non e corporibus fierent, divi Augusti voluntati obtemperans jubeo, ne quis sub publicorum praetextu | aliis debita sibi cedere faciat, quae non ipse ab initio crediderit, neve omnino homines liberos in custodiam qualemcumque includat, nisi maleficum, neve in pignarium | nisi qui dominicae rationi obnoxii sunt.*

- (5). *Ne autem umquam publicorum nomen privatorum contractibus molestiam afferat, neve communem fidem infringant | privilegium exigendi ubi non licet usurpantes, etiam de hoc proscribere necessarium fuit. Saepe enim mihi denuntiatum est, 20. quod quidam hypothecas tollere conati sint legitime | constitutas, nec non debita soluta ab iis qui acceperint per vim reposcere, et emptiones irritas facere emptoribusque res emptas eripere, quippe | qui contraxissent cum iis qui species devehendas a fisco accepissent² vel cum strategis vel cum tabellionibus³ vel cum aliis publicae rationi obnoxiiis. Jubeo igitur, si quis posthac | procu-*

1. Prison pour dette de πράσσειν, poursuivre en justice. — 2. Les *anabolit-car'i*, Fr. V. 137, selon Mommsen. — 3. Mommsen renvoie à D., 48, 19, 9, 4.

ὑποπέτρν τινα ἔχη τῶν ἐν τοῖς δημοσίοις πράγμασι ὄντων, κατέχεσθαι αὐτοῦ τὸ ὄνομα ἢ προγράψαι, ἢ [α μηδ]εῖς τῷ τοιοῦτῳ συνβάλλη, | ἢ μέρη τῶν ὑπαρχόντων αὐτοῦ κατέχειν ἐν τοῖς δημοσίοις γραμματοφυλακείοις πρὸς ὀφείλημα. Ἐάν δέ τις, μήτε ὀνόματος κτασχημένου, μήτε τῶν ὑπαρχόντων κρατου | μένων, δαυ[ε]ῖση νομίμως λαβὼν ὑποθήκην, ἢ φθάσῃ ἃ ἐδῶν[ε]ῖσιν κομίσασθαι, ἢ καὶ ἀνήσχηται τι, μὴ καταχομέου τοῦ ὀνόματος μηδὲ τοῦ ὑπαρχοντος, οὐδὲν πράγμα ἔξει | τὰς μὲν 23. γὰρ προΐσας, ἀλλοτρίας εὔσας καὶ οὐ τῶν εὐληφόντων ἀνδρῶν, καὶ ὁ θεὸς Σεβαστὸς ἐπέλευσεν καὶ οἱ ἑπαρχοὶ ἐκ τοῦ φόσκου ταῖς γυναῖξι ἀποδίδουσαι, ὧν βεβαίαν δεῖ | τὴν πρωτοπραξίαν φυλάσσειν.

rator Caesaris aut dispensator suspectum aliquem eorum habeat, qui in publicis negotiis versantur, aut nomen ejus detineri aut proscribi, ne quis cum eo contrahat, | aut partes bonorum ejus pro debitis retineri in publicis tabulariis. Si quis autem alicui cujus neque nomen detentum est neque bona possessa, | crediderit hypotheca legitime accepta, aut quae crediderit antea ab eo receperit, aut ab eo emerit aliquid, neque nomine neque bonis detentis, nihil negotii ei fiet. | Dotes enim, cum alienae sint neque 25. virorum qui eas acceperant, etiam divus Augustus jussit et praefecti a fisco mulieribus reddi, quarum firmum oportet | servari privilegium.

5. DÉCRET DU PROCONSUL DE SARDAIGNE L. HELVIUS AGRIPPA
(an 69 après J.-C.).

C. I. L., X, 7852; Bruns, pp. 231-233. Table de bronze découverte en mars 1866 à Esterzili en Sardaigne et relative à une contestation de limites survenue entre les deux cités des Patulcences Campani et des Galillenses dont les territoires avaient été officiellement délimités par M. Metellus, le consul de 639 qui triompha *ex Sardinia* en 643. L'inscription contient une copie d'un jugement rendu à ce sujet après de longues controverses, que M. Mommsen, *Hermes*, 2, 1867, pp. 102-127: 3, 1868, pp. 167-170, avait d'abord placé en l'an 68 après J.-C. en partant d'une transcription fautive de M. Baudi de Vesme et de l'idée que la copie en date du 18 mars 69 devait avoir été prise à l'aerarium de Rome après l'expiration des pouvoirs du gouverneur; mais, bien que ces solutions soient purement et simplement reproduites par M. Karlowa, *R. R. G.*, 818-820, M. Mommsen les a depuis corrigées en démontrant que le scribe dont il est question au sujet de la copie est un scribe du questeur d'Agrippa et que l'original est de la même année que cette copie; *Droit public*, 1, p. 394, n. 6, et *C. I. L.*, *loc. cit.* Le débat roulait sur un empiètement des Galillenses qui avaient occupé par violence des *praedia* attribués aux Patulcences sur le plan cadastral de Metellus, et il avait, avant Agrippa, déjà été soumis à deux gouverneurs successifs: à M. Juventius Rixa, *procurator Augusti*, qui avait décidé que les Patulcenses devaient être maintenus dans

leurs limites, mais qui, sa décision n'ayant pas été exécutée par les Galillenses, leur donna, dans un nouvel édit, jusqu'au 1^{er} octobre pour vider les lieux litigieux ; puis, sans doute, à la suite de la transformation de la Sardaigne en province du Sénat, au proconsul Caecilium Simplex, auquel les Patulcenses demandèrent, afin de justifier leurs prétentions, de prendre au *tabularium principis*, une copie de l'original de la table de Metellus, et qui leur accorda pour cela un nouveau délai de 3 mois expirant au 1^{er} décembre de l'année suivante, en spécifiant que, faute de production dans ce délai, l'affaire serait décidée d'après l'exemplaire du plan existant dans la province. Le nouveau proconsul Agrippa consentit encore à leur accorder, pour la réception de cette pièce, un nouveau délai de 2 mois allant jusqu'au 1^{er} février suivant. Mais, ce nouveau délai étant expiré sans succès, il rend, à la date du 3 mars 69, notre décret dans lequel il ordonne aux Galillenses de délaisser les *praedia* usurpés par eux, faute de quoi ils encourront pour leur longue résistance une peine qui, selon M. Mommsen, serait celle de la *sestitutio*. Notre titre reproduit une copie du décret prise 15 jours après, sans doute par les Patulcenses, sur le registre des *acta* du gouverneur qui leur a été communiqué, au siège du gouvernement, par le *scriba quaestorius* Cn. Egnatius Fuscus. Il se distingue d'autres actes nombreux de limitation qui nous ont été transmis en ce qu'il se rapporte moins à une contestation de limites qu'à son exécution, et il présente par là un sérieux intérêt non seulement pour la connaissance de l'histoire administrative de la Sardaigne (*Hermes*, C. I. L., loc. cit.) ou de l'organisation du conseil du magistrat (*Droit public*, 1, p. 361, n. 2), mais pour celle des voies d'exécution : on y remarquera la façon dont, même en matière extraordinaire et en province, le magistrat s'abstient encore, à la fin de la dynastie julienne, de procéder en matière réelle à l'exécution directe et recourt de préférence à l'expédient de la menace d'une poursuite criminelle (Mommsen, *Hermes*, loc. cit.; cf. Karlowa, *R. R. G.*, 1, p. 820).

Imp. Othone Caesare Aug. cos. XV k. Apriles descriptum et recognitum ex codice ansato¹ L. Helvi Agrippae procons(ulis), quem protulit Cn. Egnatius Fuscus scriba quaestorius, in quo scriptum fuit it quod infra scriptum est tabula V *ccris*² VIII et VIII et X :

III idus Mart. L. Helvius Agrippa proco(n)sul) caussa cognita pronuntiavit :

Cum pro utilitate publica rebus iudicatis stare conveniat et de caussa Patulcensium M. Juventius Rixa vir ornatissimus procurator Aug(usti) saepius pronuntiaverit :

fines Patulcensium ita servandos esse, ut in tabula ahenea a M. Metello ordinati essent,

ultimoque pronuntiaverit :

Galillenses frequenter retractantes controversiam nec parentes decreto suo se castigare voluisse, sed respectu clementiae optimi maximique principis contentum esse edicto

1. C'est-à-dire un *codex* fait de *tabulae* réunies par une *ansa*. — 2. Cf. Mommsen, dans Bruns, *ad h. l.* et *Hermes*, 20, 1885, p. 280.

admonere, ut quiescerent et rebus judicatis starent et intra k. Octobr. primas de praedis Patulcensium recederent vacuumque possessionem traderent; quod si in contumacia perseverassent, se in auctores seditionis severe animadversurum;

et postea Caecilius Simplex vir clarissimus ex eadem causa aditus a Galillensibus dicentibus:

tabulam se ad eam rem pertinentem ex tabulario principis adlaturos,

pronuntiaverit:

humanum esse dilationem probationi dari,

et in k. Decembres trium mensum spatium dederit,

intra quam diem nisi forma allata esset, se eam, quae in provincia esset, secuturum;

ego quoque aditus a Galillensibus excusantibus, quod nondum forma allata esset, in k. Februarias quae p(roximae) f(uerunt) spatium dederim, et moram illis possessoribus intellegam esse jucundam:

Galillenses ex finibus Patulcensium Campanorum, quos per vim occupaverant, intra k. Apriles primas decedant. Quodsi huic pronuntiationi non optemperaverint, sciant se longae contumaciae et jam saepe denuntiatae animadversioni obnoxios futuros.

In consilio fuerunt: M. Julius Romulus, leg(atu)s pro pr(aetore). T. Atilius Sabinus, q(uaestor) pro pr(aetore). M. Stertinius Rufus f(ilius) (et 5 autres noms). Signatores: Cn. Pompei Ferocis, Aureli Galli (et 9 autres noms).

6. ÉDIT DU GOUVERNEUR DE NUMIDIE SUR LES RÉCEPTIONS ET LES FRAIS DE JUSTICE (361-363).

C. I. L. VIII, *suppl.* 17896; Bruns, pp. 257-258. Inscription découverte en 1882 à Thamugadi en Numidie et contenant un édit rendu sous Julien, par conséquent entre la fin de 361 et le milieu de 363 par le gouverneur de Numidie, consulaire *sexfascialis*, Ulpus Mariscianus. Cet édit, qui a été commenté par M. Mommsen, *Eph. ep.*, V, pp. 632-646, et M. A. Pernice, *Zsavst.*, 7, 1886, R. A., 2, pp. 112-139 (cf. encore Th. Kipp, *Litis denuntiatio im römischen Civilprozess*, 1887, pp. 202-205, 218), se divise en deux parties. La première réglemente l'ordre de réception, en cinq séries, des personnes admises aux audiences du gouverneur. La seconde, qui est de beaucoup la plus importante au point de vue du droit privé, fixe en denrées les taxes judiciaires que pourront exiger des plaideurs les employés de son tribunal et les avocats et les scribes accrédités près de lui. Elle a pour intérêt fondamental d'attester, à une époque sensiblement plus ancienne qu'on n'admettait communément, l'existence de diverses particularités de la procédure byzantine, soit des taxes judiciaires elles-mêmes, qu'on pensait auparavant n'avoir apparu que dans la se-

conde moitié du V^e siècle, soit de la procédure écrite, à laquelle elle semble bien attribuer une étendue plus large que ne voudrait l'opinion courante.

Ex auctoritate Ulpi Marisciani v(iri) c(larissimi) consularis sexfascalis, promoti primo a domino nostro invicto principe Juliano, ordo salutationis factus et ita ad perpetuitatis memoriam aere incisus :

Primo senatores et comites et ex comitibus et administratores.

Secundo princeps, cornicularius, Palatini.

Tertio coronati provinciae.

Quarto promoti officiales,...., tus cum ordi... ni.

Quinto (?) officiales ex ordine.

Item quamta commoda consequi debeat princeps : Ad officialem intra civitatem dandum Italicos tritici modios quinque aut pretium frumenti ; intra primum modios septem aut pretium modiorum septem ; etiam per dena milia bini modi vel eorum praetia subcrescant ; si mittendus sit trans mare, centum modi vel modiorum centum praetium sufficiet.

Cornicularius et commentariensis medietatem hujus summae commodi nomine consequentur.

Scolastici in postulatione simplici quincue modios tritici vel quinque modiorum praetia consequentur ; in contradictione decem modios tritici vel decem modiorum praetium consequantur ; in urgente quae finienda sit, quindecim modios vel quindecim modiorum praetia consequantur.

Exceptores in postulatione quinque modios tritici vel quinque modiorum praetium consequantur ; in contradictione duodecim modios tritici vel duodecim modiorum praetium consequantur ; in definita causa viginti modios tritici vel viginti modiorum praetia consequantur.

Carta in postulatione singuli tomi sufficiunt majores ; in contradictionibus quaterni majores ; in definito negotio numquam amplius sex a litigatore exigi oportebit.

Libellensis in libello uno duos modios tritici vel duorum modiorum pretium debet accipere.

Officialis missus intra civitate duos modios tritici vel duorum modiorum pretium consequatur.

CHAPITRE IV.

CONSTITUTIONS IMPÉRIALES.

Nous donnons ici quelques-unes des constitutions impériales antérieures à Dioclétien qui ont été conservées à titre isolé, principalement par des inscriptions; deux édits d'Auguste et de Claude, deux rescrits de Vespasien, un rescrit de Domitien, un rescrit de Trajan, un autre d'Hadrien, un autre de Commode et un autre de Gordien.

Les constitutions impériales, soit antérieures, soit postérieures à Dioclétien qui nous sont parvenues en dehors des recueils juridiques spéciaux sont très nombreuses. M. Haenel a rassemblé dans son *Corpus legum ab imperatoribus Romanis ante Justinianum latarum*, Leipzig, 1857, celles qui étaient connues à cette époque. — Parmi celles dont le texte est fourni par des inscriptions, nous citerons, pour la première période, outre les constitutions reproduites ici, un édit de Claude de l'an 48 sur la poste impériale, découvert à Tégée en Arcadie (*Eph. ep.*, V, n. 187 = *C. I. L.* III, *suppl.*, 7251); un fragment de bronze trouvé dans les environs de Séville et contenant probablement les débris d'une *epistula* de Trajan ou d'Hadrien sur les procès entre le fisc et les particuliers (*C. I. L.* II, *suppl.* 5368; Bruns, p. 243); une constitution d'Antonin le Pieux de l'an 139 autorisant les habitants de Smyrne à prendre copie d'un rescrit qui leur avait été adressé par Hadrien, (*C. I. L.* III, 411); des exemplaires multiples d'une inscription placée par ordre de Marc-Aurèle et de Commode aux limites de la zone de perception de *vectigalia* dont la détermination reste incertaine (*C. I. L.*, VI, 1016 et *Eph. ep.*, IV, 787; Bruns, p. 244); une *epistula* de l'an 201 des empereurs Sévère et Caracalla sur l'immunité de certains droits de douane réclamée par les habitants de Tyra en Bessarabie (*C. I. L.* III, 781, et p. 1009; Bruns, pp. 246-248); une petite constitution en langue grecque d'Antonin Caracalla publiée *Berliner Wochenschrift f. klassische Philologie*, 1891, p. 1243; enfin un rescrit d'empereurs incertains qui appartient peut-être déjà à l'époque de Dioclétien, sur la constitution en cité de la ville des Tymandeni en Pisidie (*Hermes*, 20, 1885, p. 321; *C. I. L.*, III, *suppl.* 6866; Bruns, p. 157).

Un certain nombre de constitutions de Dioclétien et de ses successeurs ont également été conservées par des inscriptions. Ce sont : l'*edictum Diocletiani de pretiis rerum venalium*, de l'an 301, dont divers exemplaires ont été conservés partiellement soit dans le texte latin, soit dans la traduction grecque (restitution d'ensemble de tous les fragments connus en 1833 par Mommsen, *C. I. L.* III, *suppl.* pp. 1926-1953; commentaires par Mommsen, *Abh. d. sächs. Gesellschaft*, 3, 1851, pp. 1-80, Waddington, *Edit de Dioclétien établissant le maximum dans l'empire romain*, 1864 et, en dernier lieu, d'après le dernier texte de Mommsen, par H. Blümner, dans *Der Maximaltarif des Diocletian herausgegeben von Th. Mommsen, erläutert von H. Blümner*, Berlin, 1893); une curieuse inscription découverte à Arykanda en Lycie et publiée par M. Mommsen, *Archäologisch-epigraphische Mittheilungen aus Oesterreich*, 16, 1893, pp. 93-102, qui contient, avec une pétition en langue grecque contre la tolérance

accordée aux chrétiens, des débris du texte latin de la réponse favorable faite par Maximin en 311 ou 312, dont Eusèbe, *Hist. eccl.*, 9, 7, donne la traduction grecque; l'original en plusieurs exemplaires d'un édit de Constantin morcelé *C. Th.*, 9, 5, et *C. Just.*, 9, 8, 3 (*C. I. L.*, V, 2781; *Eph. ep.*, VII, 416; Bruns, pp. 249-251); un fragment d'une autre constitution de Constantin conservé dans l'un de ces exemplaires (*C. I. L.*, V, 2781; Bruns, p. 251); une inscription d'Orcistus en Phrygia salutaris contenant deux rescrits de Constantin qui se placent, l'un entre 323 et 326 et l'autre au 30 juin 331, et une lettre du prélet du prétoire Ablabius accompagnant le premier (*C. I. L.*, III, suppl. 7000, Bruns, pp. 158-159, *Hermes*, 22, 1887, p. 309); une inscription d'Hispellum en Ombrie contenant un autre édit de Constantin sur la création d'une assemblée distincte des Umbri et d'un temple de la famille impériale dans cette ville (Henzen, 5580); une inscription de l'île d'Amorgos reproduisant la constitution de Julien sur les *judices pedanei* abrégée *C. Just.*, 3, 3, 5 (*C. I. L.*, III, 459); les débris bilingues d'une *pragmatica sanctio* adressée entre 425 et 450 par Théodose II et Valentinien III au *comes largitionum* Eudoxus qui ont été récemment découverts à Mylasa en Carie, *C. I. L.*, III, suppl. 7151; enfin une constitution d'Anastase trouvée à Ptolemais, sur l'un des *duces*, probablement celui de Pentapolis, et son *officium* (*C. I. Gr.*, III, 5187; cf. Krueger, *Kritik des Justinianischen Codex*, 1867, pp. 186-202; Waddington. *R. Arch.*, 1868, 2, pp. 417-430; Zachariae von Lingenthal, *Sitzungsberichte* de Berlin, 1879, p. 134). — Nous croyons devoir en outre signaler les fragments de papyrus trouvés en Thébaïde et conservés à Paris et à Leyde, qui contiennent les originaux de deux rescrits du V^e siècle adressés à des particuliers (N. de Wailly, *Mémoires de l'Acad. des inscr.*, 15, 1, 1842, pp. 399-423; commentaire de Mommsen, *Jahrbuch des deutschen Rechts*, 6, 1863, pp. 398-416), ainsi qu'un autre papyrus égyptien de Leyde contenant les fragments d'un 3^e rescrit publié plus récemment par M. K. Wesely, *Ein bilingues Majestätsgesuch aus dem Jahre 391-2 n. Chr.*, 1888 (cf. U. Wilken, *Berliner philologische Wochenschrift*, 1888, p. 1205).

1. ÉDIT D'AUGUSTE SUR L'AQUEDUC DE VENAFRUM (737-743).

Édit d'Auguste relatif à l'aqueduc offert par lui à la ville samnite de Venafrum dans laquelle il avait déduit une colonie. Inscription découverte en 1846 par M. Mommsen sur un bloc de marbre qui était alors encasté dans un mur et qui en a été extrait seulement en 1876 pour être déposé dans la maison d'un particulier. Le meilleur texte s'en trouve aujourd'hui *C. I. L.*, X, 4842; Bruns, pp. 238-240. Un commentaire étendu, basé sur sa première lecture, en a été donné *Z. G. R.* 15, 1848, pp. 287-386, par M. Mommsen qui a démontré par d'autres inscriptions de Venafrum que l'aqueduc a été construit par Auguste et que l'édit émane de lui. L'empereur réglemente le fonctionnement de l'aqueduc construit par lui et notamment enlève à la juridiction locale le jugement de certaines infractions à ce règlement, pour les soumettre à la justice de Rome, à des récupérateurs nommés par le préteur pérégrin. La date précise de l'édit d'Auguste est incertaine. Cependant M. Mommsen conjecture que, puisqu'il renvoie les procès en question au préteur pérégrin, et non pas aux *curatores aquarum*, institués en 743, et qu'en outre il ne contient aucune trace des peines établies en 745 par la loi Quinctia, il doit être

antérieur à ces deux années. D'autre part, la loi *de judiciis privatis* à laquelle il renvoie, d'après son texte aujourd'hui certain, étant nécessairement la loi *Julia judiciorum privatorum*, il faut, si l'on admet le raisonnement par lequel M. Wlassak, *Römische Prozessgesetze*, 1888, pp. 173-188, a placé cette loi en 737, décider que l'édit d'Auguste ne peut être antérieur à cette année; et l'incertitude se trouve limitée entre les années 737 et 743.

Edictum imp. Caesaris Augusti.... (manquent 6 lignes).... Venafranorum nomine.... jus sit liceatque.

Qui rivi specus saepta fontes.... que aquae ducendae reficiundae causa supra infrave libram facti aedificati structi sunt, sive quod aliut opus ejus aquae ducendae reficiundae causa supra infrave libram factum est, uti quidquid earum rerum factum est, ita esse habere itaque reficere reponere restituere resarcire semel saepius, fistulas canales tubos ponere, aperturam committere, sive quid aliut ejus aquae ducendae causa opus erit, facere placet: dum qui locus ager in fundo, qui Q. Sirini (?) L. f. Ter. est esseve dicitur, et in fundo, qui L. Pompei M. f. Ter. Sullae est esseve dicitur, maceria saeptus est, per quem locum subve quo loco specus ejus aquae pervenit, ne ea maceria parsve quae ejus maceriae aliter diruatur tollatur, quam specus reficiendi aut inspiciendi causa: *neve quid ibi privati sit*, quominus ea aqua ire fluere ducive possit.... Dextra sinistraque circa eum rivom circaque ea opera, quae ejus aquae ducendae causa facta sunt, octonos pedes agrum vacuom esse placet; per quem locum Venafranis eive, qui Venafranorum nomine opus sumet (?), iter facere ejus aquae ducendae operumve ejus aquae ductus faciendorum reficiendorum causa, quod ejus s(ine) d(olo) m(alo) fiat, jus sit liceatque quaeque earum rerum cujus faciendae reficiendae causa opus erunt, quo proxume poterit, advehere adferre adportare, quaeque inde exempta erunt, quam maxume aequaliter dextra sinistraque p(edes) VIII jacere, dum ob eas res damni infecti jurato promittatur. Earumque rerum omnium ita habendarum colon(is) (?) Venafranis jus potestatemque esse placet, dum ne ob id opus dominus eorum cujus agri locive, per quem agrum locumve ea aqua ire fluere ducive solet, inivius fiat; neve ob id opus minus ex agro suo in partem agri quam transire transferre transvertere recte possit; neve cui eorum, per quorum agros ea aqua ducitur, eum aquae ductum corrumpere abducere avertere facereve, quominus ea aqua in oppidum Venafranorum recte duci fluere possit, liceat.

Quaeque aqua in oppidum Venafranorum it fluit ducitur, eam aquam distribuere describere vendundi causa, aut ei rei

vectigal inponere constituere *Iiviro Iiviris praefec(to) praefectis ejus coloniae ex majoris partis decurionum decreto, quod decretum ita factum erit, cum in decurionibus non minus quam duae partes decurionum adfuerint, legemque ei dicere ex decreto decurionum, quod ita ut supra scriptum est decretum erit, jus potestatemque esse placet ; dum ne ea aqua, quae ita distributa discripta deve qua ita decretum erit, aliter quam fistulis plumbeis d(um) t(axat) ab rivo p(edes) L ducatur ; neve eae fistulae aut rivos nisi sub terra, quae terra itineris viae publicae limitivae erit, ponantur conlocentur ; neve ea aqua per locum privatum invito eo, cujus is locus erit, ducatur. Quamque legem ei aquae tuendae operibusve, quae ejus aquae ductus ususve causa facta sunt erunt, tuendis *Iiviri praefecti ex decurion(um) decreto, quod ita ut s(upra) s(criptum) e(st) factum erit, dixerint, eam firmam (?) ratamque esse placet... (manquent 11 lignes)... Venafranae s... atio quam colono aut incolae aut... da...i...is cui ex decreto decurionum ita ut supra comprehensum est negotium datum erit, agentium, qui inter civis et peregrinos jus dicet, iudicium recipiatorum in singulas res HS X reddere testibusque dumtaxat X denuntiando quaeri placet ; dum recipiatorum rejectio inter eum qui aget et eum quocum agetur ita fiet, ut ex lege, quae de iudicis privatis lata est, licebit oportebit.**

2. ÉDIT DE CLAUDE SUR LA CONDITION DES ANAUNI ET DES POPULATIONS VOISINES (an 46 après J.-C.).

C. I. L., V, 5050 ; Bruns, p. 240-241. Table de bronze découverte en 1869, à Cles, dans le Val di Non, auprès de Trente et rapportant un édit de l'an 46 de l'empereur Claude, qui a été publié et commenté par Mommsen, *Hermes*, 4, 1869, pp. 99 et ss. et *Z. R. G.*, 9, 179-181 ; Fr. Schupfer, *Archivio*, 3, 1869, pp. 559-591 ; Fr. Kenner, *Edict des Kaisers Claudius*, 1869, et Ernest Dubois, *Revue de dr. français et étranger*, 1872, pp. 7-52. L'empereur commet, pour statuer sur la qualité de terres situées dans le val de Bregaglia actuel et signalées comme appartenant au fisc, le délégué Julius Planta envoyé par lui sur les lieux. En même temps, il statue lui-même sur la condition personnelle des habitants des territoires litigieux, qui, sans preuves bien positives de leur droit, se trouvaient depuis longtemps en possession des droits de citoyens, portant des noms romains, figurant dans le corps des préteurs et dans les décuries des juges : il leur accorde rétroactivement le droit de cité, confirme expressément les actes antérieurement faits par eux et les maintient dans la possession des noms romains qu'ils avaient usurpés.

M. Junio Silano Q. Sulpicio Camerino cos., idibus Martis, Bais in praetorio edictum Ti. Claudii Caesaris Augusti Germanici propositum fuit id quod infra scriptum est :

Ti. Claudius Caesar Augustus Germanicus, pont(ifex) maxim(us), trib(unicia) potest(ate) VI, imp(erator) XI, p(ater) p(atriciae), co(n)s(ul) designatus III, dicit :

(1). Cum ex veteribus controversis pendentibus aliquamdiu etiam temporibus Ti. Caesaris patruŒ mei, ad quas ordinandas Pinarium Apollinarem miserat, quae tantum modo inter Comenses essent, quantum memoria refero, et Bergaleos, isque primum absentia pertinaci patruŒ mei, deinde etiam Gai principatu quod ab eo non exigebatur referre, non stulte quidem, neglexerit, et postea detulerit Camurius Statutus ad me, agros plerosque et saltus mei juris esse : in rem praesentem misi Plantam Julium amicum et comitem meum, qui cum adhibitis procuratoribus meis qui[s]que in alia regione quique in vicinia erant, summa cura inquisierit et cognoverit, cetera quidem, ut mihi demonstrata commentario facto ab ipso sunt, statuat pronuntietque ipsi permitto.

(2). Quod ad condicionem Anaunorum et Tulliassium et Sindunorum pertinet, quorum partem delator adtributam Tridentinis, partem ne adtributam quidem arguisse dicitur, tamen cum animadverto non nimium firmam id genus hominum habere civitatis Romanae originem : tamen cum longa usurpatione in possessionem ejus fuisse dicatur et ita permixtum cum Tridentinis, ut diduci ab is sine gravi splendidi municipi injuria non possit, patior eos in eo jure, in quo esse se existimaverunt, permanere beneficio meo, eo quidem libentius, quod plerique ex eo genere hominum etiam militare in praetorio meo dicuntur, quidam vero ordines quoque duxisse, nonnulli allecti in decurias Romae res judicare.

(3). Quod beneficium is ita tribuo, ut quaecumque tanquam cives Romani gesserunt egeruntque, aut inter se aut cum Tridentinis alisve, rata esse jubeam, nominaque ea, quae habuerunt antea tanquam cives Romani, ita habere is permittam.

3. EPISTULA DE VESPASIEŒ AUX VANACINI (an 72 environ).

C. I. L., X, 8038 ; Bruns, p. 241-242. Lame de bronze découverte en Corse. Constitution de Vespasien adressée à la cité corse des Vanacini, relative au règlement d'une contestation de limites survenue entre elle et une cité voisine, et à la confirmation des *beneficia* qui lui avaient été concédés par Auguste.

Imp. Caesar Vespasianus Augustus magistratibus et senatoribus Vanacinorum salutem dicit.

Otacilium Sagittam, amicum et procuratorem meum, ita

vobis praefuisse ut testimonium vestrum mereretur, delector.

De controversia finium, quam habetis cum Marianis, pendentem ex his agris, quos a procuratore meo Publilio Memoriale emistis, ut finiret Claudius Clemens procurator meus, scripsi ei et mensorem misi.

Beneficia tributa vobis ab divo Augusto post septimum consulatum, quae in tempora Galbae retinuistis, confirmo.

Egerunt legati Lasemo Leucani f. sacerdos Aug(usti), Eunus Tomasi f. sacerdos Aug(usti), C. Arruntio Catellio Celere, M. Arruntio Aquila cos. III. idus Octobr.

4. EPISTULA DE VESPASIEU AUX SABORENSES (an 78).

C. I. L., II, 1423 ; Bruns, p. 242. Lame de bronze découverte au XVI^e siècle en Espagne et aujourd'hui perdue. Réponse de l'empereur Vespasien aux habitants de Sabora en Bétique qui lui demandaient l'autorisation de reconstruire leur ville et d'établir de nouvelles taxes : il accueille la première demande et les renvoie, pour la seconde, à se pourvoir devant le gouverneur sans l'avis duquel il ne veut pas statuer.

Imp. Cae. Vespasianus Aug. pontifex maximus, tribuniciae potestatis VIII, imp. XIX, consul VIII, p(ater) p(atriciae), salutem dicit IIIviris et decurionibus Saborensium.

Cum multis difficultatibus infirmitatem vestram premi indicetis, permitto vobis oppidum sub nomine meo, ut voltis, in planum extruere. Vectigalia, quae ab divo Aug. accepisse dicitis, custodio ; si qua nova adjicere voltis, de his proco(n)s(ulem) adire debebitis ; ego enim nullo respondente constituere nil possum. Decretum vestrum accepi VIII. ka. August. ; legatos dimisi III. ka. eadem. Valet.

IIviri C. Cornelius Severus et M. Septimius Severus publica pecuniâ in aere inciderunt.

5. EPISTULA DE DOMITIEN AUX FALERIONES (an 82).

C. I. L., IX, 5420 ; Bruns, p. 242-243. Table de bronze découverte à la fin du XVI^e siècle à Falerio dans le Picenum. Epistula de l'empereur Domitien communiquant aux Faleriones le texte d'une décision rendue par lui entre eux et les Firmani relativement à la possession de *subsiciva*. Sur cette décision par laquelle il maintient les Faleriones en possession, cf. Hygin., *De gen. contr.* (éd. Lachmann) 133, 9-13 : *Cum divus Vespasianus subsiciva omnia quae non venissent..., sibi vindicasset..., Domitianus per totam Italiam subsiciva possidentibus donavit.* V. aussi Frontin, *De contr. agr.* 53-54. Rudorff, *Feldmesser*, 2, 456. Le nom de Domitien a été martelé, par suite de la *damnatio memoriae* de ce prince.

Imp. Caesar divi Vespasiani f. Domitianus¹ Augustus pontifex max., trib. potest., imp. II, cos. VIII, designat. VIII, p. p., salutem dicit IIIIviris et decurionibus Faleriensium ex Piceno.

Quid constituerim de subsicivis cognita causa inter vos et Firmanos, ut notum haberetis, huic epistulae subijci jussi.

P. Valerio Patruino...² cos. XIII kal. Augustas.

Imp. Caesar divi Vespasiani f. Domitianus¹ Aug. adhibitibus utriusque ordinis splendidis viris cognita causa inter Falerienses et Firmanos pronuntiavi quod suscriptum est.

Et vetustas litis, quae post tot annos retractatur a Firmanis adversus Falerienses, vehementer me movet, cum possessorum securitati vel minus multi anni sufficere possint, et divi Augusti, diligentissimi et indulgentissimi erga quartanos³ suos principis, epistula, qua admonuit eos, ut omnia subpsiciva sua colligerent et venderent, quos tam salubri admonitioni paruisse non dubito; propter quae possessorum jus confirmo. Valet.

D(atum XI k. Aug. in Albano, agente curam T. Bovio Vero, legatis P. Bovio Sabino, P. Petronio Achille. D(ecreto) d(ecurionum) p(ublice).

6. EPISTULA DE TRAJAN SUR LES DROITS SUCCESSORAUX DES ENFANTS DES MILITAIRES (98-117 ap. J.-C.).

Version grecque d'une constitution de Trajan publiée par Wilcken, *Aegypt. Urkund. aus Berlin*, n° 140, fasc. 5, 1893, pp. 155-157 et reproduite avec une traduction latine dans Bruns, pp. 381-382. Cette constitution qui accorde aux enfants des soldats la *bonorum possessio unde cognati*, prouve directement ainsi que l'a remarqué Mommsen, *C. I. L.*, III, *suppl.* p. 2011, le système depuis longtemps soutenu par lui, selon lequel le mariage était interdit aux militaires pendant la durée du service (v. particulièrement les lignes 10-16; cf. le papyrus de la même collection, n° 114 [Même fasc. 4, p. 131], lignes 9-18). Elle nous révèle en même temps pour la première fois une concession de la *B. P. unde cognati* fondée exclusivement sur le lien du sang existant entre le père et l'enfant et que rien ne permettait de soupçonner antérieurement. Nous avons conservé les crochets et les parenthèses par lesquelles M. Wilcken a indiqué les suppléments proposés par lui [] et la solution des abréviations ().

'Αν[τὶ] γρ[αφον] ἐπιστ[ολ]ῆς τοῦ κυρίου μεθ[ηρ]μηνεῦ | μένης... ω |
[L.] Τραι[α]νοῦ Καίσαρος τοῦ κυρίου... πλείου Α... στικου | ὑπάτοις 5.

Exemplur epistulae domini translatae... | [Anno...]
Trajani Caesaris domini | [nomina] ... | [consulibus?] propositis 5.

1. Le nom de Domitien est martelé. — 2. Le nom de l'autre consul est martelé. — 3. C'est-à-dire les soldats de la 4^e légion.

προ[τέθη ἤδε ἡ ἐπιστολ(ή) ἐν τῇ] π[α]ρεμβολ(ῇ) | τῆ[ς] χειμα-
 σία[ς] λεγιών(ος) τρίτης] Κυ[ρ]ηναϊκῆς | καὶ λεγιών(ος) [β] κ[αὶ
 εἰκοστῆς] Διοτριανῆς | πρίδιε νό[ν]ας Ἀουγο[ύ]στας, ὃ ἐστίν (?)
 Μεσορή | ἱά, ἐν πρινα[π]ίοι[ς]. |

10. Ἐπί[σ]ταμα(ι), Σίμμί μου, τ[α]ύτους, οὓς οἱ | γονεῖς αὐτῶν τῶν
 τῆς στρατείας ἀνεῖ | λα[ν]το χρόνω, τὴν πρὸς τὰ πατρικὰ | [ὑ]πάρ-
 χοντα πρόσδοτον κεκαλυῖσθαι, | [καὶ τ]οῦτο οὐκ ἔδοκει σκληρὸν [εἶ]ναι
 15. | [τοῦν] ἀντίου αὐτῶν τῆ[ς] στρατιω[τ]ικῆ[ς] | [διδα]χῆς πεποικηκό-
 των. Ἡδιστα δὲ | αὐτὸς προίεμαι τὰς ἀφορμάς, δι' ὧν | τὸ αὐστηρό-
 20. τερον ὑπὸ τῶν πρὸ ἐμοῦ | αὐτοκρατόρων σταθὲν φιλανθρωπὸ | τερ[ο]ν
 ἐρμηνεύω. Ὅπερ τοιγαροῦν | τ[ρό]πον οὐκ εἰσιν νόμιμοι κληρο | [νό-
 25. μοι] τῶν ἑαυτῶν πατέρων οἱ τῶ | τῆς στρατε[ί]ας χρόνω ἀναλ[η]μ-
 θην | τες, ὅμως κατ' οὐχ[ὲν] ὑ[π]αρχόντων | ἐξ ἐκείνου τοῦ με[ρ]ους
 30. τοῦ διατάγμα | τος, οὐ καὶ τοῖς πρὸς [γ]ένους συγγενεῖσι | διδοται,
 αἰτεῖσθαι δύνασθαι καὶ αὐτοῦς | κρε[ί]νω. Ταύτην μου τὴν δωρεάν |
 καὶ τοῖς στρατιώταις ἐμοῦ καὶ τοῖς οὐκ | τρανοῖς εὐγνωστόν σε ποιῆ-
 30. σαι δεῦ | σει, οὐχ ἕνεκα τοῦ δοκεῖν με αὐτοῖς | ἐνλογεῖν, ἀλλὰ ἵνα
 τοῦτω χρῶνται, | εἰάν ἀγνωῶσι.

sita est haec epistula in castris | hibernis legionis tertiae Cyrenai-
 cae | et legionis vicesimae secundae Deiotarianae | pridie nonas
 Augustas, quod est Mesore | XI, in principiiis.

10. | Scio, mi Simmi, eis quos | patres eorum militiae suscepe
 | runt temporibus, ad paterna | bona aditum denegari, | neque
 15. id videbatur durum esse, | si quidem illi adversus militarem | dis-
 ciplinam fecerunt. At libentissime | ego largior occasiones, ob
 20. quas | durius a retro | principibus statutum huma | nius interpre-
 tor. Quemadmodum igitur | non sunt legitimi he | redes patrum
 suorum ii qui | militiae temporibus suscep | ti sunt, sic possessio-
 25. nem bonorum | ex illa parte edic | ti, ex qua etiam genere cognat-
 is | datur, petere posse etiam illos | decerno. Hoc meum benefi-
 30. cium | et militibus meis et ve | leranis palam facere te oportet | tebit,
 non ut id iis imputare videar |, sed ut eo utantur, | si igno-
 rant.

7. RESCRIPT D'HADRIEN SUR LA NOMINATION DU DIRECTEUR DU
 COLLÈGE D'ÉPICURE A ATHÈNES (an 121 ap. J.-C.).

Inscription récemment découverte à Athènes et publiée d'abord
 par M. Coumanoudis, Ἐφημερίς ἀρχαιολογικῆ, 1890, p. 142, puis avec
 un commentaire historique par M. Diels, Archiv für Geschichte

1. Mommsen: le texte προίεμαι.

der Philosophie, 4, 1891, pp. 478 et ss., et avec des observations juridiques par MM. Dareste, *N. R. hist.*, 1892, pp. 622-624 et Mommsen, *Zsavst.*, 12, 1892, pp. 152-154. La partie conservée de l'inscription commence par la date latine correspondant à l'an 121, mise en Latin à la fin d'une pièce qui manque. Ensuite vient, également en Latin, une lettre de l'impératrice Plotine, veuve de Trajan, demandant à Hadrien d'autoriser le directeur actuel de l'école fondée par Epicure, Popillius Theotimus, à faire en Grec la disposition testamentaire contenant la nomination de son successeur et à pouvoir choisir ce successeur même parmi les pérégrins, et en même temps d'accorder la même faveur à tous ses successeurs à venir, afin, dit-elle, que, comme le choix est au besoin rectifié par l'assemblée générale des étudiants, ceux-ci puissent prendre les plus dignes dans un cercle plus large. La lettre de Plotine est suivie de la réponse d'Hadrien, toujours en Latin, accordant tout ce qu'elle demandait et d'une lettre grecque de Plotine annonçant la bonne nouvelle à tous les amis, c'est-à-dire sans doute aux membres du collège et leur recommandant de s'en montrer dignes par de bons choix. Ainsi que l'a discerné M. Dareste, la simple qualité de citoyen de Popillius aurait, alors même qu'elle eût été un fait accidentel, rendu la faveur d'Hadrien nécessaire pour qu'il put dans son testament se nommer un Grec pour successeur ; car étant citoyen, il ne pouvait gratifier dans son testament des pérégrins (Ulpian, 22, 2 ; v. aussi pour les fidéicommissaires, Gaius, 2, 285, qui cite précisément une interdiction d'Hadrien) comme aussi il ne pouvait tester valablement qu'en Latin (Ulpian, 25, 9). Mais peut-être doit-on même croire, avec M. Mommsen, que la qualité de citoyen du directeur de l'École d'Epicure, révélée par cette correspondance, n'était pas un fait accidentel et que les diadoques des quatre grandes écoles philosophiques d'Athènes ne pouvaient depuis la conquête romaine être pris que parmi les Grecs naturalisés. Nous supprimons, comme M. Dareste et M. Mommsen, les quelques lignes finales de l'inscription contenant la lettre de Plotine.

...o Augure coss.

A Plotina Augusta.

Quod studium meum erga sectam Epicuri sit, optime scis domine. Hujus successioni a te succurrendum est, nam quia non licet nisi ex civibus Romanis adsumi diadochum, in angustum redigitur eligendi jus. Rogo nomine Popilli Theotimi, qui est modo diadochus Athenis, ut illi permittatur a te et Graece testari circa hanc partem judiciorum suorum, quae ad diadoches ordinationem pertinet, et peregrinae conditionis posse substituere sibi successorem, si ita suaserit profectus personae, et quod Theotimo concesseris, ut eodem jure et deinceps utantur futuri diadochi sectae Epicuri, eo magis quod opservatur, quotiens erratum est a testatore circa electionem diadochi, ut communi consilio substituat a studiosis ejusdem sectae qui optimus erit. Quod facilius fiet si ex compluribus eligatur.

Imp. Caesar Trajanus Hadrianus Aug. Popillio Theotimo

permitto Graece testari de eis quae pertinent ad diadochen sectae Epicureae. Set cum et facilius successorem electurus sit, si ex peregrinis quoque substituendi facultatem habuerit, hoc etiam praesto, et deinceps ceteris, qui diadochen habuerint, licebit, vel in peregreinum vel in civem Romanum jus hoc transferri.

8. RESCRIPT DE COMMODE RELATIF AUX COLONS DU SALTUS BURUNITANUS (180-183).

Inscription découverte à Souk-el-Khmis, sur la route de Carthage à Bulla Regia par le docteur Dumartin et communiquée à l'Académie des inscriptions, le 2 août 1880, par une lettre de M. Tissot (*Comptes rendus de l'Ac. des Inscr.* 1880, pp. 80-85). Elle a depuis été étudiée par MM. Mommsen, *Hermes*, 15, 1880, pp. 385-411 ; 478-480 ; Esmein, *Journal des savants*, novembre 1880, reproduit *Mélanges*, pp. 293-321 ; Fernique et Cagnat, *R. Arch.*, 1881, 1, pp. 94-103. 138-151 ; Karlowa, *R. R. G.*, 1, 1885, pp. 616, 656, 657, 924-926 ; Fustel de Coulange, *Recherches sur quelques problèmes d'histoire*, 1886, pp. 33-42. Elle est reproduite *C. J. L.*, VIII, 10570 et *suppl.* 14464 (cf. *Eph. ep.* V. n. 470) et dans Bruns, pp. 244-246. Le document, gravé sur une table de calcaire, était divisé en quatre colonnes, dont la première manque à peu près complètement, dont la seconde a perdu la fin de ses lignes dans sa dernière moitié, et dont la troisième et la quatrième sont complètes à quelques lignes près. Il contient : d'abord un *libellus* des *coloni* du *saltus Burunitanus* se plaignant de l'administration des domaines impériaux et des corvées illégales qu'elle leur impose au profit d'un gros fermier voisin ; puis la réponse de l'empereur Commode, donnée, sous forme de *scriptio*, à une date que les titres, pris par l'empereur placent entre 180 et 183, et enfin une *epistula* du *procurator* dans la circonscription duquel était le *saltus*, c'est-à-dire du *procurator tractus Karthaginensis*, notifiant la décision impériale à un certain Andronicus, qui peut bien être l'intendant dont se plaignaient les *coloni*. Une inscription trouvée depuis sur un autre point du domaine, *Eph. ep.*, V. n. 471 et *C. L. L.*, VIII, *suppl.*, 14451 paraît avoir reproduit seulement le rescript impérial. Enfin une dernière inscription très mutilée, trouvée à peu de distance, *Eph. ep.*, V., n. 465 et *C. L. L.*, VIII, *suppl.* 14428, semble contenir une plainte symétrique formulée vers la même époque par d'autres colons, et également gravée avec la réponse impériale et la lettre de transmission. Notre inscription, à laquelle seule se rapportent à peu près tous les commentaires cités, présente un intérêt certain pour la connaissance de l'administration impériale et de l'exploitation des grands domaines laissés, notamment en Afrique, en dehors de circonscriptions des cités ; en outre, certains auteurs, considérant les plaignants comme des colons au sens technique récent du mot, y voient un document important pour l'histoire du colonat (voir surtout Esmein, pp. 306-321), tandis qu'il reste étranger à cette question, si on les considère, avec M. Mommsen notamment, comme de simples fermiers.

Nous faisons suivre l'inscription de Souk-el-Khmis d'une inscription du temps de Sévère, Caracalla et Géta (193-211) trouvée à peu de distance de Aïn-Ouassel par le docteur Carton et qui se rapporte à la même *lex Hadriana* visée dans le rescript de Commode. Cette inscription qui a été publiée par MM. Carton, *R. arch.* 1892, 19, 214-222, 1893,

21, 21-40. Mispoulet-Dareste, *N. R. hist.* 1892, 16, 117-124. Scialoja, *Bull. dell'ist. di D. R.*, 1892, 5, 31-36. Cagnat, *Année épigraphique*, 1892, n° 90. 124, Mommsen-Gradenwitz, *Fontes*, pp. 382-384, et A. Schulten, *Hermes*, 29, (1894), 204-230, est gravée, sur les trois faces d'un autel dédié par l'affranchi impérial Patroclus, en trois colonnes au haut de chacune desquelles il manquerait, d'après l'état de la pierre, seulement une ligne ou deux. Elle paraît reproduire non pas la *lex Hadriana* elle-même à laquelle elle renvoie, fr. II, ligne 10, mais une circulaire interprétative des procureurs impériaux (fr. I, ligne 8) dont la suite peut s'être trouvée sur un autre autel. Malgré les obscurités résultant de ses lacunes et de ses incorrections, ce texte nous renseigne sur une série de dispositions de la *lex Hadriana* toutes nouvelles et toutes différentes de celles visées par le rescrit de Commode. Il nous révèle en Afrique un système de mise en valeur des terres incultes qu'on a justement rapproché de l'ancienne théorie de l'occupation de l'*ager publicus* et qu'on eut pu rapprocher aussi du texte d'Hérodien, 2, 4, 18, relatif aux mesures semblables de l'empereur Pertinax. D'après les parties les plus claires de l'inscription, l'occupation est autorisée dans certaines régions sur les terres vierges ou laissées incultes par les fermiers pendant dix ans et fait acquérir à son auteur, en même temps qu'un droit perpétuel et héréditaire, désigné par des expressions qui font penser, à notre sens, aussi bien à la propriété provinciale qu'au droit du *conductor agri vectigalis*, une exemption provisoire des impôts pour les dix premières années qui suivront la plantation d'oliviers ou la greffe d'oliviers sauvages et de sept ans pour les autres fruits. Une autre disposition paraît dire que la redevance ne sera due que sur la portion des fruits que l'occupant vendra en dehors de sa propre consommation. Une dernière disposition mutilée indique à qui seront dues les redevances des *fructus aridi*, c'est-à-dire peut-être, selon l'indication donnée par M. Cagnat à M. Carton, des céréales par opposition aux produits des arbres fruitiers et des vignes exempts pendant 10 ou 7 ans, et les attribue pendant les cinq premières années au fermier dans la concession duquel se trouve le terrain occupé.

a. *Rescrit de Commode.*

..... *Procuratoris tui intellegis praevaricationem quam non modo cum Allio Maximo adversario nostro, set cum omnibus fere conductorib(us) contra fas atq(ue) in perniciem rationum tuarum sine modo exercuit, ut non solum cognoscere per tot retro annos instantibus ac suplicantibus vestramq(ue) divinam subscriptionem adlegantibus nobis supersederit, verum etiam hoc ejusdem Alli Maximi conductoris artibus gratiosissimi an (?) imo indulserit, ut missis militib(us) in eundem saltum Burunitanum alios nostrum adprehendi et vexari, alios vinciri, nonnullos cives etiam Romanos..... virgis et fustibus effligi jussit, scilicet, eo solo merito nostro, quod, euntes in tam gravi pro modulo mediocritatis nostrae tamq(ue) manifesta injuria imploratum majestatem tuam, immodesta epistula usi fuissetus. Cujus nostrae injuriae euentia, Caes(ar), inde profecto potest aestimari quod..... quidem, quem majesta..... existimamus*

vel pro..... t omnino cognos..... plane gratificati..... mum
invenit..... nostris, quibus..... bamus cogni..... beret
inte..... tare operas..... ret ita tot pe.....

(*Lacune*).

... *Idque compulit nos miserrimos homines jam rursus divinae providentiae tuae supplicare. Et ideo rogamus, sacratissime imp(erator), subvenias. Ut kapite legis Hadriane, quod supra scriptum est, ademptum est, ademptum sit jus etiam proc(uratoribus), nedum conductori, adversus colonos ampliandi partes agrarias aut operar(um) praebitionem jugorumve : et ut se habent littere proc(uratorum), quae sunt in tabulario tuo tractus Karthag(iniensis), non amplius annuas quam binas aratorias, binas sartorias, binas messorias operas debeamus¹ itq(ue) sine ulla controversia sit, utpote cum in aere inciso et ab omnib(us) omnino undiq(ue) versum vicinis nostris lecto legis capite ita sit perpetua in hodiernum forma praestitutum et proc(uratorum) litteris, quas supra scripsimus, ita confirmatum. Subvenias, et cum homines rustici tenues manuum nostrarum operis victum tolerantantes conductori profusis largitionib(us) gratisissimo impares aput proc(uratores) tuos simus, quib(us) per vices succession(is) per condicionem conductionis notus est, miserearis ac sacro rescripto tuo non amplius praestare nos, quam ex lege Hadriana et ex litteras proc(uratorum) tuor(um) debemus, id est ter binas operas, praecipere digneris, ut beneficio majestatis tuae rustici tui vernulae et alumni saltuum tuorum n(on) ultr(a) a conductorib(us) agror(um) fiscalium inquietemur.*

(*Lacune*).

Imp. Cues. M. Aurelius Commodus Antoninus Aug(ustus) Sarmat(icus) Germanicus maximus Lurio Lucullo et nomine aliorum. Proc(uratores) contemplatione disciplinae et instituti mei [ne plus quam ter binas operas] curabunt, nequit per injuriam contra perpetuam formam a vobis exigatur. Et alia manu : Scripsi. Recognovi.

Exemplum epistolae proc(uratoris) e(gregii) v(iri). Tussanius Aristo et Chrysanthus Andronico suo salutem. Secundum sacram subscriptionem domini n(ostri) sanctissimi imp(eratoris), quam ad libellum suum datam Lurius Lucullus misit... (manquent 6 lignes).

Et alia manu : Optamus te felicissimum bene vivere. Vale. Dat(a) pridie idus Sept. Karthagine .

1. L'inscription mutilée *Eph. ep. V, 465* = *C. I. L., VIII, 14428*, porte 'ut aratorias IIII, sartorias IIII messicias IIII'.

Feliciter consummata et dedicata idibus Mais Aureliano et Corneliano cos., cura agente C. Julio... ope Salaputi mag(istro).

b. Ara legis Hadrianae.

I. I, 4.
imp. Caes. L. Septimi Severi Pii |¹ *et Juliae Domnae*
 Aug(ustae) matr(is) | *castrorum aram legis divi Ha* | *driani*
 Patroclus Auggg.² lib(ertus) | *proc(urator) instituit et legem* 5.
 infra | *scriptam intulit.* |

Exemplum legis Hadrianae | in ara proposita³ :

Sermo procu | ratorum :

Quid Caesar n(oster?) pro in | fatigabili cura[tor], per 10.
 qu | am adsidue pro humanis uti | litatibus excubat, omnes
 par | tes agrorum, quam⁴ tam oleis. . .

II. | quae in centu | riis. is⁵ saltus II, 4.
 Blandiani | Udensisque et in illis | partibus sunt | quae ex saltu
 Lamiano et Dom | itiano junctae Thusdritano | sunt nec a 5.
 conductoribus exer | centur⁶ isque qui occupaverint pos | si-
 dendi ac fruendi heredique su | o relinquendi id jus datur, |
 quod est lege Hadriana compre | hensum de rudibus agris | 10.
 et iis, qui per X annos conti | nuos inculti sunt. Nec ex |
 Blandiano et Udensi sal | tu majores partes fructuum. . . 15.

III. | toribus⁷ occupaverit. III, 4.
 co | ⁸ lent, tertias partes. da | bit. De his quoque re-
 gionibus, quae | ex Lamiano et Domitiano saltu jun | ctae Thus- 5.
 dritano sunt tantundem da | bit. De oleis, quas quis que e
 possesso⁹ | ribus posuerit aut oleastris inse | ruerit, cap-

1. Préambule restitué par tous les éditeurs sauf M. Mommsen, en supposant que la phrase commence par une dédicace *pro salute* de l'empereur et de Julia Domna; l'espace laissé vide entre le nom de Sévère et celui de Domna ne paraît pas suffisant pour les titres *Pii Pertinacis Aug(usti)* qui devraient suivre et auxquels on devrait même, d'après la ligne 4, trouver jointe la mention de Caracalla et Géta. — 2. Le troisième *g* a été gratté après le meurtre de Géta auquel l'inscription est donc antérieure. — 3. On attendrait 'propositum'; Mispoulet, Scialoja: 'propositae'; Mommsen maintient le texte en rapportant 'proposita' à 'ara'. — 4. Lire 'quae' ou 'quas', M. Dareste complète la proposition et la lie à celle de la colonne suivante en lisant: 'quae tam oleis quam aliis arboribus consitae sunt, idem solvant'; M. Carton, selon lequel il ne peut manquer qu'une ligne au début du fragment II: 'quas tam oleis quam aliis pomariis consuerunt'. M. Schulten: 'quae tam oleis pomisque quam frumento... vacant'. — 5. Manquent quatre ou cinq lettres outre celles suppliées: MM. Dareste, Mispoulet et Carton lisent 'vicinis' ou 'junctis', M. Schulten: 'finitimis'. — 6. Excellente correction de M. Schulten adoptée par M. Mommsen, qui change complètement le sens du passage où on lisait auparavant: 'ex centuriisque'. — 7. La première lettre est un *i* ou un *t*. M. Carton lie à la colonne précédente par les mots: 'fructuum de centuriis quas a conductoribus', M. Schulten par 'fructuum quam coloni is qui deserit a cultoribus', M. Dareste: 'fructuum qui... a conductoribus'; M. Mispoulet: 'fructuum... dabit (ou dabuntur). Quae ex... quisque ex possessoribus'. — 8. Mispoulet, 'occupaverit eas quae solent'. Carton: 'occupaverit, quam ut solent' Schulten: 'occupaverit sed pariter ac hi solent'. — 9. Mispoulet, Carton, Schulten.

10. torum fructuum nullos decem proximis annis exiget, | set
nec de pomis septem annis proximis. | Nec alia poma in di-
visione unquam | cadent quam quae venibunt a posses | so-
ribus. Quas partes aridas fructu | um quisque debebit dare, eas
15. pro | ximo quinquennio ei dabit, in | cujus conductione agr(um)
occupa | verit : post it tempus rationibus *fisci*¹.

9. RESCRIT DE GORDIEN ADRESSÉ AUX HABITANTS DE
SCAPTOPARÈNE (a. 238).

Inscription découverte en Bulgarie sur l'emplacement de la station thermale antique de Scaptoparène, dans le territoire de la ville thrace de Pantalia, et relative à des plaintes adressées à l'empereur Gordien par les habitants de Scaptoparène contre les réquisitions illégales de logements et de vivres dont les agréments de leur pays les faisaient être victimes de la part de divers personnages et en particulier de celle des militaires de passage dans la région. Cette inscription qui a été découverte en 1868, mais qui a été publiée seulement en 1890, après que le marbre était déjà mutilé et détérioré, d'après une copie de 1868 et un estampage de ses restes actuels, a principalement été commentée par MM. Mommsen, *Zsavst.*, 12, 1892, pp. 241-267 ; Karlowa, *Neue Heidelberger Jahrbücher*, 2, 1892, pp. 141-146, et Scialoja, *Bull. dell'ist. d. D. r.* 5, 1892, pp. 23-31. Elle contient, d'une part, en un texte grec écrit sur trois colonnes, la plainte adressée à l'empereur et le commencement d'une plaidoirie prononcée en faveur des plaignants devant le gouverneur de Thrace ; d'autre part, au-dessus et au-dessous du texte grec, en un texte latin occupant toute la largeur de la pierre : en tête, un procès-verbal de copie du rescrit en date du 16 décembre 238 et le reçu de la demande des plaignants, au-dessous, le rescrit lui-même qui les renvoie à se pourvoir d'abord devant le gouverneur de Thrace. Il est probable qu'une seconde table devait contenir la fin de la plaidoirie et la décision définitive rendue par le gouverneur et peut-être même après lui par l'empereur : en sorte que le monument donnait, dans un ordre d'ailleurs peu cohérent, la demande, la mention de sa remise, la copie authentique du rescrit, la plaidoirie et la décision finale.

L'intérêt très considérable de l'inscription n'est ni dans la requête des habitants de Scaptoparène, ni dans la plaidoirie de leur avocat, ni même dans le rescrit de l'empereur. Il est dans les renseignements qu'elle fournit sur la confection, la collation et avant tout la publication des rescrits impériaux. On savait déjà que les constitutions rédigées par un employé de la chancellerie impériale portaient à la fin comme une sorte de signature au moins un mot de la main de l'empereur : ici et dans la constitution d'Antonin le Pieux, *C. I. L.*, III, 411, *rescripsi* ; dans la constitution de Commode, p. 162, *scripsi*. On savait également qu'elles étaient ensuite collationnées et transcrites en un second exemplaire destiné aux archives impériales, ainsi que l'indique la formule *recognovi* inscrite sur les trois titres par l'auteur de la collation. L'inscription de Scaptoparène est la première à nous faire connaître une notification des rescrits faite, au moins à son époque, non pas par délivrance directe à l'intéressé, mais par voie d'affichage dans un lieu public, le portique des ther-

1. Schulten, Dareste : 'rationibus Caesaris'.

mes de Trajan, et d'enregistrement dans un *liber libellorum rescriptorum et propositorum* que le lieu d'affichage fait supposer avoir été dressé par le préfet de la ville, et d'après lequel les intéressés pouvaient en prendre copie dans les formes ordinaires. C'est, croyons-nous avec M. Mommsen et malgré le dissentiment de M. Krueger, *Sources*, p. 138, n. 9 ; cf. p. 128, n. 7, à cet affichage que se rapportent la mention *proposita* et les mentions voisines mises avant la date, à la fin des constitutions, dans les codes. Mais il n'y a encore là que le point de départ des conclusions que l'illustre auteur a su dégager du précieux monument. En nous révélant la dualité du mode de notification des rescrits, tantôt remis à celui qui les obtient et tantôt publiés impersonnellement par voie d'affiches dont il lui sera loisible comme à tout le monde de prendre copie, l'inscription nous donne la solution du problème de la force législative accordée à certains rescrits, qui ne dépend pas de caractères intrinsèques obscurs et incertains, mais précisément du fait matériel de la notification par voie d'affiches, notification qui n'a été employée qu'à partir d'Hadrien ou tout au plus de Trajan avec lesquels commencent les rescrits insérés dans les recueils juridiques (cf. *Vita Macrini*, c. 13, 1), et qui a dû cesser quand Constantin a supprimé l'autorité législative des rescrits. Elle nous explique en même temps comment la commodité de ce procédé, qui dispensait de vérifier l'identité ou la qualité des destinataires de la constitution, a pu le faire suivre à l'administration pour nombre de constitutions simplement confirmatives du droit commun ou dépourvues d'intérêt juridique, qu'on s'étonnait de trouver insérées dans les recueils. Elle nous fait enfin connaître dans les registres du préfet de la ville la source où les jurisconsultes et les auteurs de recueils ont pu aisément se procurer une si grande quantité de rescrits adressés à des habitants de toutes les parties de l'empire.

Comme a fait M. Mommsen, dans Bruns, pp. 248-249, nous nous contentons ici de reproduire la partie latine du titre donnant : 1^o le procès-verbal de transcription du rescrit dressé dans la forme ordinaire des actes privés (v. ci-dessus, p. 109, les modèles de diplômes militaires et plus bas, troisième partie, l'introduction du chapitre IV) ; 2^o la mention de la présentation de la requête des Scaptoparédiens, par un de leurs compatriotes, soldat des cohortes prétoriennes, inscrite probablement sur la requête par les employés de la chancellerie et 3^o le rescrit impérial. La partie grecque de l'inscription se trouve notamment dans les articles précités de MM. Mommsen et Karlowa et, avec une traduction latine, dans celui de M. Scialoja.

1. Bona fortuna. Fulvio Pio et Pontio Proculo cons. XVII kal. Jan. descriptum et recognitum factum ex libro libellorum rescriptorum a domino nostro imp. Caes. M. Antonio Gordiano Pio Felice Aug. et propositorum Romae in porticu thermarum Trajanarum in verba *q(uae) i(n)fra s(c)ripta s(unt)*.

2. Dat(um) per Aur(elium) Purrum mil(item) coh(ortis) X *pr(aetoriae) p(ae) f(idelis) Gordianae centuria Proculi convicatum et conpossessorem.*

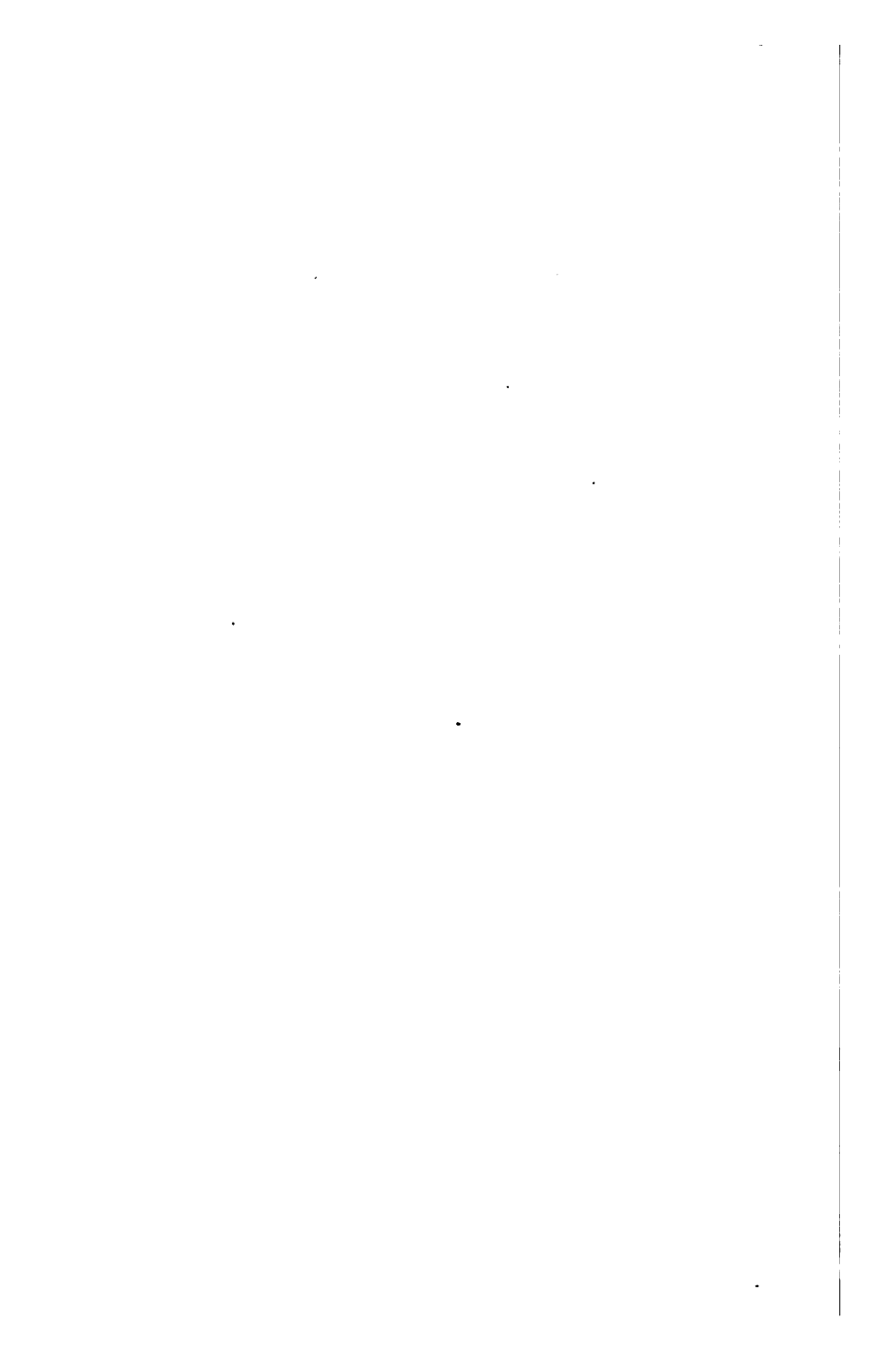
(Suivent la requête et le commencement de plaidoirie précités).

3. Imp. Caesar M. Antonius Gordianus Pius Felix Aug. vi-

kanis per Pyrrum mil. conpossessorem. Id genus *quaerellae* praecibus intentum *ante* justitia praesidis potius super his quae adlegabuntur instructa discinge quam rescripto principali certam formam reportare debeas. Rescripsi. Recognovi. Signa.

DEUXIÈME PARTIE

LES COMMENTAIRES



DEUXIEME PARTIE

1. FRAGMENT DE M. VALERIUS PROBUS.

En laissant de côté les opinions des jurisconsultes rapportées par des auteurs littéraires, qu'on trouvera notamment relevées dans Huschke, pp. 1-129, 144-146, le premier ouvrage relatif au droit dont nous ayons, dans l'ordre chronologique, à donner ici les restes, n'est pas l'œuvre d'un jurisconsulte, mais d'un grammairien, du contemporain de Néron et de Domitien Valerius Probus. Ce petit traité presque exclusivement juridique, qui faisait sans doute partie d'un tout plus étendu et qui porte dans les mss. le titre *De juris notarum*, nous a été rendu dans sa forme première par M. Mommsen qui l'a dégagé d'éléments étrangers qu'on lui avait adjoints depuis le XV^e siècle. Après une introduction sur l'utilité de la connaissance des abréviations (*notae*), l'auteur y indique, dans trois sections, les mots et les formules exprimés par des initiales : 1^o dans les lois, les plébiscites et les sénatus-consultes ; 2^o dans les actions de la loi ; 3^o dans les *edicta perpetua* ; seulement la fin de la 3^e section semble manquer, car toutes les abréviations qu'elle contient se rapportent aux premières parties de l'édit. Mais M. Mommsen a encore découvert que les lacunes peuvent être comblées en partie à l'aide d'un autre ms. d'Einsiedeln, du X^e siècle, dans lequel sont annexées à une autre collection alphabétique, à celle de Papias, un certain nombre d'abréviations tirées du Probus complet. La plupart se rapportent aux *edicta perpetua* pour lesquels elles s'étendent aux dernières parties omises dans le texte principal de Probus. Quelques autres, pour lesquelles on peut se demander si elles n'appartiennent pas à une nouvelle section de Probus ou même à une autre source ancienne, se rapportent à des actes juridiques tels que la mancipation, l'institution d'héritier, les legs. Les principales éd. modernes sont celles de Mommsen, *Berichte der sächs. Gesellschaft*, 1853, pp. 91-134, et dans Keil, *Gramm. Latini*, 4, 1864, pp. 265-276. 347-352 ; Huschke, pp. 129-143 ; Krueger, *Coll. lib.* 2, p. 141-148. Cf. Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 758-759 ; Krueger, *Sources*, pp. 341-342. Nous reproduisons ici le texte de Probus d'après l'éd. qui en a été donnée par M. Mommsen dans les *Gramm.* de Keil, soit pour le corps du traité, pour lequel il est établi principalement sur deux mss. de la fin du XV^e siècle ou du commencement du XVI^e (Ambrosianus J. 415 *sup.* ; Chigianus, I. VI. 204), soit pour les additions du ms. d'Einsiedeln (Eiusidlensis, 326), que nous donnons à part, dans l'ordre adopté par M. Mommsen.

VALERII PROBI
[DE JURIS NOTARUM]¹.

1. — Est etiam circa perscribendas vel paucioribus litteris notandas voces studium necessarium. Quod partim pro voluntate cujusque fit, partim pro usu publico et observatione communi. Namque apud veteres cum usus notarum nullus esset, propter scribendi *difficultatem*, maxime in senatu qui scribendo aderant, ut celeriter dicta comprehenderent, quaedam verba atque nomina ex communi consensu primis litteris notabant, et singulae litterae quid significarent, in promptu erat. Quod in praenominibus legibus publicis pontificumque monumentis et in juris civilis libris etiam nunc manet. Ad quas notationes publicas accedit etiam studiosorum voluntas. Sed unusquisque familiares sibi notas pro voluntate *quas signarit*, comprehendere infinitum est : publicae sane tenendae, quae in monumentis plurimis et in historiarum libris sacrisque publicis reperiuntur, ut :

2. — P. Publius : C. Gaius : M. Marcus : CN. Gnaeus : Q. Quintus : NV. Manius : TI. Tiberius : CI. Claudius : SP. Spurius : SEX. Sextus : SER. Servius : OP. Opiter : A. V. C. ab urbe condita : P. R. E. post reges exactos : P. C. patres conscripti : S. P. Q. R. senatus populusque Romanus : EQ. R. eques Romanus : V. R. urbs Roma : C. R. civis Romanus : COL. coloniae vel coloni : MVN. municipia vel municipes : N. L. nominis Latini : L. C. Latini colonarii : S. N. L. socii nominis Latini : et similia. Secundum haec curiarum nomina, tribuum, comitorum, sacerdotiorum, potestatum, magistratuum, praefectarum, sacrorum, ludorum, rerum urbanarum, rerum militarium, collegiorum, decuriarum, factorum, numerorum, mensurarum, [juris civilis] et similibus ceterorum notationes proprias habent.

LITTERAE SINGULARES IN JURE CIVILI DE LEGIBUS ET
PLEBISCITIS ET SENATUS CONSULTIS ².

3. — 1. P. I. R. P. Q. I. S. I. F. P. R. E. A. D. P. populum jure rogavit populusque jure scivit in foro pro rostris ex ante diem pridie.

2. E. H. O. L. N. R. ejus hac omnibus³ lege nihilum rogatur.

1. Titre dont la fausseté a été établie par Mommsen, *Gramm.*, 4, p. 268. — 2. 'Et senatus consultis' omis par les mss. — 3. Husclike transporte 'O. omnibus' au n° 3 après : 'O. omnium'.

3. S. R. L. R. I. C. Q. O. R. E. siremps lex res jus causaque omnium rerum esto.

4. S. N. L. socii nominis Latini.

5. L. P. C. R. Latini prisca cives Romani.

6. M. E. M. D. D. E. municipibus ejus municipii dare damnas esto.

7. C. E. C. colonis ejus coloniae.

8. Q. E. R. F. E. D. quod ejus recte factum esse dicetur.

9. L. I. D. A. C. lex Julia de adulteriis coercendis.

10. V. D. P. R. L. P. unde de plano recte legi possit.

11. A. A. A. F. F. aere argento auro flando feriundo.

12. I. N. Q. Q. justis nuptiis quaesitos quaesitas.

13. S. Q. S. S. E. Q. N. I. S. R. E. H. L. N. R. si quid sacri sancti est, quod non jure sit rogatum, ejus hac lege nihil rogatur.

14. V. P. R. veteri possessori redditum.

15. V. A. veterano adsignatum.

16. V. F. usus fructus.

17. S. C. senatus consultum.

18. P. S. plebi scitum.

19. Q. D. E. R. F. P. D. E. R. V. I. C. quid de ea re fieri placeret, de ea re universi ita censuerunt.

20. Q. F. E. quod factum est.

21. I. S. F. in senatu fuerunt.

22. D. C. S. de consilii sententia.

23. S. Q. M. D. E. R. A. P. P. V. L. O. E. COS. PR. TR. PL. Q. N. S. Q. E. V. A. P. P. V. F. Q. S. N. T. COS. PR. TR. PL. Q. D. E. Q. E. V. A. P. P. V. F. si quid mee¹ de ea re ad populum plebemve lato opus est, cos. praetores tribuni plebis qui nunc sunt, quod eis videbitur, ad populum plebemve ferant: quod si non tulerint, cos. praetores tribuni plebis qui deinceps erunt, quod eis videbitur, ad populum plebemve ferant.

24. S. F. S. sine fraude sua.

4. IN LEGIS ACTIONIBUS HAEC:

1. A. T. M. D. O. aio te mihi dare oportere.

2. Q. N. T. S. Q. P. quando negas, te sacramento quingenario provoco.

3. Q. N. Q. A. N. Q. N. quando neque ais neque negas.

4. E. I. M. C. V. ex jure manum consertum vocavit.

1. Mss.; Huschke: 'mag(istratus)'. Mommsen: 'melius'.

5. S. N. S. Q. si negat, sacramento quaerito.
6. S. S. C. S. D. E. T. V. secundum suam causam sicut dixi ecce tibi vindicta.
7. Q. I. I. T. C. P. A. F. A. quando in jure te conspicio, postulo, anne far auctor.
8. T. PR. I. A. V. P. V. D. te praetor judicem arbitrumve postulo uti des.
9. I. D. T. S. P. in diem tertium sive perendinum.
10. A. L. A. arbitrum liti aestimandae.
11. Q. B. F. quare bonum factum¹.

§. IN EDICTIS PERPETUIS HAEC :

1. I. D. P. E. jure dicundo praeerit.
2. I. D. C. juris dicundi causa.
3. Q. R. F. E. V. quod recte factum esse videbitur.
4. V. B. A. viri boni arbitrato.
5. D. M. F. V. C. dolo malo fraudisve causa.
6. I. D. judicium dabo.
7. I. D. juris dictio.
8. Q. E. R. E. T. P. I. R. D. T. Q. P. D. T. D. D. P. F. quanti ea res erit, tantae pecuniae judicium recuperatorium dabo testibusque publice duntaxat decem denuntiandi potestatem faciam.
9. Q. S. S. S. quae supra scripta sunt.
10. I. C. E. V. justa causa esse videbitur.
11. N. K. C. non calumniae causa.
12. C. C. consilium cepit vel causa cognita.
13. F. C. fraudare creditores vel fiduciae causa vel fideicommissum.
14. P. C. [patres conscripti vel] pactum conventum vel pecunia constituta.
15. C. V. centum viri [vel clarissimi viri].
16. S. T. A. sine tutoris auctoritate.
17. T. A. tutore auctore.
18. F. E. D. factum esse dicetur.
19. H. S. haec sic [vel hora secunda].
20. Q. A. M. quemadmodum.
21. Q. M. quo modo vel quo magis.
22. P. P. L. V. pro praede litis vindiciarum.
23. I. S. judicatum solvi.
24. B. E. E. P. P. V. Q. I. bona ex edicto possideri proscribi venirique jubebo².

¹. Transporté avec raison par Huschke dans la partie suivante. — ². Restitué par Mommsen à l'aide de notes séparées du ms. d'Einsiedeln.

Extraits d'Einsiedeln (ms. 326).

1. I. E. *judex esto.*
2. R. S. *reciperatores sunt.*
3. E. R. A. *ea res agitur.*
4. Q. D. R. A. *qua de re agitur.*
5. N. N. *Numerius Negidius.*
6. O. E. R. *ob eam rem.*
7. O. O. *oportet oportebit.*
8. O. E. F. B. *oportebit ex fide bona.*
9. M. A. E. *melius aequius erit.*
10. S. D. E. R. Q. D. A. *si de ea re qua de agitur.*
11. S. P. *si parret.*
12. S. N. P. A. *sit non parret, absolvito.*
13. T. M. D. F. O. *te mihi dare facere oportere.*
14. D. M. F. *dolo malo fecisti.*
15. D. V. M. T. *dolove malo tuo.*
16. D. V. M. *dolove malo.*
17. M. T. F. E. *malo tuo factum est.*
18. N. R. *non restituetur.*
19. O. C. *ope consilio.*
20. V. R. *urbis Romae.*
21. R. R. E. P. *Romae recte experiri possit.*
22. M. C. F. *municipio colonia foro.*
23. D. D. *decreto decurionum.*
24. M. P. D. *majorem partem dici.*
25. P. P. D. *pro parte dimidia.*
26. S. S. S. *supra scripti sunt.*
27. Q. I. S. S. *quae infra scripta sunt.*
28. L. E. *lege egisse.*
29. L. A. E. *lege actum est.*
30. R. R. *recte recipitur.*
31. M. M. P. *manu mancipio potestate.*
32. E. I. Q. *ex jure Quiritium.*
33. P. D. E. *possessio data est.*
34. S. L. P. H. A. *secundum legem¹ publicam hoc aere.*
35. H. B. V. P. *heres bonorumve possessor.*
36. M. H. E. *mihi heres erit.*
37. H. Q. M. *heredemque meum.*
38. E. H. E. *exheres esto.*
39. V. V. C. *volo vos curare.*
40. S. P². S. Q. H. *sine praesumere sibi que habere.*

1. 'L. Legem' ajouté par Mommsen, arg. Gaius, 2, 104. — 2. Le ms.: S. N.
10.

41. P. S. T. Q. H. praecipito sumito tibi que habeto.
42. T. Q. H. tibi que habeto.
43. O. O. O. T. omnia ornamenta, omnia texta.
44. V. M. M. vestem mundum muliebrem.
45. T. T. A. A. A. tegulas testas aurum argentum aes.
46. F. T. C. familiam testamenti causa.
47. T. C. testamenti causa.
48. L. C. libertatis causa.
49. M. C. M. M. mortis causa manumissa.
50. V. R. C. vindicta recte competet.
51. S. Q. M. M. M. M. M. si quis manumissus manumissa moritur.
52. D. D. D. [M.] deinde deperit deminutum.
53. H. COG. herede cognitore.
54. D. M. O. donum munus operas.
55. O. D. M. operas donum munus.
56. Q. P. N. M. C. quod pondere numero mensura continetur.
57. F. P. P. R. forma publica populi Romani.
58. R. R. P. rebus recte praestari.
59. F. P. fidei promissor.
60. P. A. pluviae arcendae.
61. F. E. familiae erciscundae.
62. F. R. finibus regundis.
63. V. F. I. vadimonium fieri jubere.
64. N. C. N. P. nec clam nec precario.
65. V. F. V. vim fieri veto.
66. F. C. L. fraudationis causa latitat.
67. P. P. V. pupillus pupillave.
68. R. P. C. S. D. M. rei publicae causa se dolo malo.
69. V. I. I. videbitur in integrum.
70. R. A. Q. E. I. E. restituas antequam ex jure exeas.
71. E. C. ex consuetudine.
72. O. A. Q. omnes ad quos.
73. O. F. fenestrac¹.
74. Q. M. E. quae mea est.
75. R. N. rerum novarum.
76. S. N. P. Q. A. Ø. si non plus quam magnus².
77. S. P. M. Sexti Pedii Medivani³.

P. M. S. R. S. que Mommsen contracte en S. P.; Huschke écarte les quatre premières lettres qu'il suppose signifier: 'si non potest mancipare' et lit: 'sinito rem sumere sibi que habere'. — 1. Huschke: 'ostia fenestras'. — 2. Mommsen: 'mille aeris', Huschke: 'mille asses'. — 3. Huschke: 'Medmani'.

2. FRAGMENT DE POMPONIUS.

Règle rapportée par Le Ferron, *Consuetudinum Burdigalensium commentarii*, *Arnoldo Ferrono regio consiliario Burdigalensi auctore*, *Lugd. ap. Seb. Gryph.* 1536, p. 72, comme tirée 'ex libris Pomponii, ... ex vetustissimis quibusdam fragmentis carie corrossis, ... quae nobis dono dedit Julius Caesar Scaliger, ... excepta e bibliotheca Petri Criniti Florentini', et qui paraît appartenir au *liber singularis regularum* de ce jurisconsulte dont les œuvres se placent sous Hadrien (117-138), Antonin le Pieux (138-161), et Marc-Aurèle et Lucius Verus (161-169). V., pour le premier règne, *D.*, 1, 2, 2, 49, et pour le dernier *D.*, 50, 12, 15.

Et servitutes dividi non possunt: nam eorum usus ita connexus est, ut qui eum partiatur, naturam ejus corrumpat.

3. INSTITUTES DE GAIUS.

Les Institutes de Gaius sont l'ouvrage de droit romain dont le texte original nous est parvenu le moins incomplètement. Mais leur auteur reste parmi les jurisconsultes dont la biographie nous est le plus mal connue. Tout ce que nous savons sur lui vient de ses œuvres. Son nom, qui n'est qu'un simple prénom, apparaît pour la première fois dans des constitutions impériales du V^e siècle, postérieures de 300 ans à la date approximative de sa vie : sauf une exception apparente, *D.*, 45, 3, 39, qui se rapporte probablement à Gaius Cassius Longinus, il n'est jamais cité par les jurisconsultes. On ne sait rien de précis sur sa carrière ni sur sa patrie, quoique la nature de ses livres donne à penser qu'il s'est exclusivement adonné à l'enseignement, quoique aussi son commentaire sur l'édit provincial et d'autres indices, — par exemple, sa dénomination par un simple prénom, contraire aux habitudes des jurisconsultes de Rome, sa connaissance de la langue technique des Grecs (*D.*, 19, 2, 25. 50, 16, 30. 232, 2. 236, 1), ses citations des lois de Solon (*D.*, 10, 1, 13. 47, 22, 4) et du droit des Bithyniens et des Galates (1, 55, 1, 193), ses exemples du *jus Italicum* pris uniquement dans la portion grecque de l'empire, *D.*, 50, 15, 7, — aient permis à M. Mommsen de soutenir avec une grande force qu'il a vécu et écrit non seulement dans une province, mais dans une province de la moitié grecque de l'empire, probablement dans la province proconsulaire d'Asie (v. aussi Kalb, *Roms Juristen nach ihrer Sprache dargestellt*, 1890, pp. 77-83). C'est par ses livres que nous savons qu'il était Sabinen. C'est aussi par eux qu'on peut essayer de déterminer les dates de sa vie. Il est né au plus tard sous Hadrien (117-138) ; car il relate, *D.*, 34, 5, 7, *pr.*, comme ayant eu lieu de son vivant un événement arrivé sous ce prince. Il n'y a pas d'indices qu'il ait publié aucun ouvrage avant 138. Au contraire, il en a écrit un assez grand nombre sous Antonin le Pieux (138-161). Les Institutes n'ont été rédigées que vers la fin du règne d'Antonin et n'ont même été terminées qu'après sa mort, car, tandis qu'elles l'appellent *Imperator Antoninus* au livre premier (v. notamment 1, 53 = *Inst.* 1, 8, 2, rapproché de *D.*, 1, 6, 2. 1, 102 rapproché de *D.*, 38, 5, 13) et même au commencement du livre II (v. surtout 2, 151^a rapproché de *D.*, 28, 4, 3), elles l'appellent *Divus Pius Antoninus*, à la fin du même livre (2, 195). Mais Gaius y cite comme antérieurement publiés par lui, 1, 188, les *libri ex Q. Mucio* ; 1, 188, l'*edicti interpretatio*, par laquelle on discute s'il faut entendre l'ouvrage sur l'édit provincial, celui sur l'édit urbain, qui en est le complément, ou, comme nous croirions plus volontiers, les deux ; 3, 33, des *commentarii* relatif à la *bonorum possessio*, qui peuvent être ceux sur l'édit, et 3, 54, d'autres *commentarii* sur la succession des affranchis, qui sont probablement ceux sur les lois Julia et Papia où cette question était traitée au livre 8 ou 10. Il a publié seulement après la mort d'Antonin le Pieux : son traité des fidéicommiss en 2 livres dans lequel cet empereur est appelé *Divus Antoninus* (*D.* 35, 1, 90. 32, 9, 6. 36, 1, 63, 5) ; les derniers livres du commentaire des lois Julia et Papia, où la même expression se trouve employée au livre 14 (*D.*, 31, 56) ; le *liber singularis regularum*, nécessairement postérieur aux Institutes, par rapport à la solution desquelles, 1, 101, il indique, *D.*, 1, 7, 21, une innovation législative ; enfin ses *res cottidianae*, qui doivent également être postérieures

aux Institutes sur lesquelles elles accusent un progrès de méthode. Celui de ses ouvrages qui fournit la date la plus récente est son traité sur le sénatus-consulte Orfitien de 178, écrit même après 180, si c'est à Commode qu'il faut rapporter la formule : *oratio sacratissimi principis nostri*, par laquelle il désigne, *D.*, 38, 17, 9, ce sénatus-consulte rendu sous Marc-Aurèle et Commode. Gaius paraît donc avoir encore vécu dans les dernières années du règne de Marc-Aurèle et peut-être même sous le gouvernement exclusif de Commode (180-192). On ne sait rien de plus sur l'époque de sa mort. — V. sur tous ces points, Fitting, *Alt. d. Schr.*, pp. 17-23; Th. Mommsen, *Jahrbuch d. gem. Rechts*, 3, 1859, pp. 1-15; Huschke, *J. Ant.* pp. 148-162; Glasson, *Etude sur Gaius*, 1888, pp. 5-37, 126-129, 201-211; Karlowa, *R. R. G.*, 1, 720-728. Krueger, *Sources*, pp. 243-255, et les notes de Lenel sous le titre des divers ouvrages, *Pal.*, 1, pp. 181-266.

Les Institutes de Gaius, que leur nom même d'*Institutiones* signale comme destinées à l'enseignement et dans lesquelles un auteur a voulu voir littéralement la publication du cours d'un professeur (Dernburg, *Die Institutionen des Gaius, ein Kollegienheft aus dem Jahre 161 nach Christi Geburt*, 1839; en sens contraire Glasson, *Gaius*, pp. 141-151; Karlowa, *R. R. G.*, 1, p. 724) exposent, dans leurs quatre *commentarii*, après une brève introduction sur l'histoire des sources, l'ensemble du droit privé, civil et prétorien, suivant un plan d'ensemble et selon la division, depuis bien connue, en droit des personnes, droit des choses et droit des actions : v. pour l'analyse détaillée de leur plan, Glasson, *Gaius*, pp. 131-138; Krueger, *Sources*, pp. 249-252, et les tableaux annexés à l'édition de Boecking. Quoique cette division tripartite eût été déjà employée dans d'autres domaines, par exemple, pour la théorie des *res divinae*, par Varron qui étudie, dans ses *Antiquitates*, d'abord, livres 2-4, les personnes en rapport avec ces choses, puis, livres 5-7, les *loca sacra vel religiosa* et enfin, livres 8-10, le calendrier et les fêtes, nous ne connaissons aucun ouvrage juridique antérieur dans lequel se rencontre le plan méthodique suivi par Gaius. Mais cela ne prouve pas que Gaius en ait été l'inventeur. M. Krueger, a même fait valoir des considérations très sérieuses qui semblent indiquer qu'avec sa docilité d'esprit ordinaire, Gaius a simplement reproduit un plan déjà ancien, suivi sans explications dans un ouvrage qu'il avait pris comme modèle; sans cela, on ne comprendrait pas que Gaius n'essayât pas de justifier son innovation au lieu de donner la division comme allant de soi; en outre et surtout, Gaius paraît ne pas avoir toujours parfaitement compris le plan de son modèle et l'avoir par suite alourdi par endroits de transitions embarrassées et de subdivisions inutiles : v. par exemple la transition de Gaius, 4, 69, où le modèle passait probablement, après l'étude des actions et des parties de la formule, aux cas où l'on est tenu *alieno nomine* (4, 69-81) puis à ceux où l'on peut *agere alieno nomine* (4, 82-87); v. encore, 4, 103-104, les théories des *judicia legitima* et *imperio continentia*, de la prescription et de la transmissibilité des actions, de la satisfaction du demandeur au cours du procès mises simplement à la file au lieu d'être rassemblées sous l'idée commune d'extinction des actions. L'omission parmi les contrats réels (Gaius, 3, 90-91) du dépôt, du gage et du commodat peut être relevée comme un indice de l'antiquité de ce plan qui reparait plus ou moins fidèlement dans d'autres ouvrages, par exemple dans les *Regulae* d'Ulpien, dans les *Institutiones* d'Ulpien et de Marcien, sans qu'il y ait la moindre raison de penser à un emprunt fait à Gaius par ces auteurs qui ne le nomment jamais (v.

aussi les arguments d'ordre philologique signalés par Kalb, *Roms Juristen*, pp. 84-88). Au contraire, Justinien indique lui-même les Institutes de Gaius comme le modèle de ses propres Institutes, qui leur ont, dans la mesure du possible, emprunté avec leurs termes mêmes leur cadre et leur distribution.

Les Institutes de Gaius n'ont été, jusqu'au début de ce siècle, connues que par des extraits contenus dans les compilations de Justinien, dans la *Collatio*, dans Priscien et dans Boèce et surtout par un résumé en deux livres, l'*Epitome Gai* de la loi romaine des Wisigoths, qui va jusqu'au milieu du 3^e livre de l'ouvrage original, et que l'on pensait autrefois en avoir été directement extrait par les commissaires d'Alaric, mais que l'on croit aujourd'hui plutôt provenir d'une nouvelle version rédigée en Occident vers la fin du IV^e siècle ou le début du V^e. V. sur ce dernier point Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 1980-1982 ; Krueger, *Sources*, pp. 418-420 ; H. F. Hitzig, *Zsavst.*, 14, 1893, 187-188, et les auteurs cités. Parmi les éditions de cet *Epitome* encore utile à consulter pour combler les lacunes de l'ouvrage original et pour déterminer le droit de l'époque où il a été écrit (v. à ce sujet l'étude précitée d'Hitzig, *Zsavst.*, 14, 1893, pp. 187-223) celle donnée par Boecking, dans le *Corpus juri antejustiniani*, 1, 2, 1841, est préférable à celle de Haenel, *Lex Romana Wisigothorum*, 1849. L'ouvrage même de Gaius a été retrouvé, presque entièrement, en 1816, par Niebuhr, dans un manuscrit palimpseste de la bibliothèque du chapitre de Vérone, où il avait été recouvert par une copie du VI^e siècle des *Epistulae* et des *Polemica* de St Jérôme. Une feuille qui avait été détachée du ms. avant la 2^e écriture, avait été publiée dès le milieu du XVIII^e siècle par Scipion Maffei ; mais elle était restée inaperçue des jurisconsultes jusqu'aux environs de la découverte de Niebuhr, qui a été l'un des instruments essentiels du relèvement des études de droit romain au XIX^e siècle. Le ms. de Vérone, auquel il manque seulement trois feuillets, dont l'un peut être intégralement restitué à l'aide d'autres sources, a été écrit, vers le V^e siècle, en lettres onciales, avec des abréviations juridiques, en parties inconnues jusqu'à sa découverte, et des corrections fort nombreuses. Son déchiffrement, qui était fort difficile, fut accompli d'abord par Goeschen, Imm. Bekker et Bethmann-Hollweg, puis après eux par Bluhme, qui employa des réactifs fort énergiques au moyen desquels il obtint des lectures nouvelles, mais détériora le ms. à tel point qu'on a cru pendant longtemps impossible d'en essayer un nouvel examen. C'est sur les données ainsi acquises qu'est exclusivement exercée, jusqu'aux quinze à vingt dernières années, la critique dont le texte de Gaius a été l'objet de la part de nombreux savants, en tête desquels il faut citer, en Allemagne, Lachmann, Huschke, Boecking, et, chez nous, Pellat : cf. sur le ms., sa découverte et les éd. antérieures à Studemund, Glasson, *Gaius*, pp. 165-167 ; Karlowa, *R. R. G.*, 1, 759-761 ; Krueger, *Sources*, pp. 326-329. Mais un autre philologue, M. Studemund a, dans les années 1866 à 1868, entrepris un nouvel examen méthodique du ms., et il est parvenu, avec une admirable habileté, à établir, aussi bien pour les passages lus par Goeschen que pour ceux traités par Bluhme, toute une série de leçons inédites qui renouvellent le texte à la fois pour le fond et pour la forme et qui n'ont été complètement connues qu'en 1874. par un fac-similé du manuscrit édité sous le titre : *Gai institutionum commentarii IV. Codicis Veronensis denuo collati opographum edidit G. Studemundus*. On en trouvera des relevés dans Dubois, *Institutes de Gaius*, 1881, pp. 533-534 ; Glasson, *Gaius*,

pp. 192-194; Labbé, *N. R. Hist.*, 1881, pp. 122-127. Parmi les éd. postérieures à l'apographum, on peut citer celle donnée en 1876, avec une lettre critique de M. Mommsen, dans la *collectio librorum juris antejustiniani*, par MM. Studemund et Krueger; celle de M. Polenaar, *Syntagma institutionum novum*, Leyde, 1879; celle avec commentaire de M. Muirhead, *The Institutes of Gaius and Rules of Ulpian*, Edimbourg, 1880; celle donnée par Huschke en 1878 dans la 4^e éd. de la *Jurisprudentia antejustiniana*; celle donnée en 1881, avec une collection commode des leçons anciennes et nouvelles, par M. Ernest Dubois, et enfin celle, inspirée surtout du texte de Huschke, publiée en 1882 par M. Giraud comme supplément de son *Enchiridion* qui, pas plus que le *Manuale* de Pellat, ne donnait les lectures nouvelles. Malheureusement ces diverses éditions ne se trouvent plus elles-mêmes en concordance parfaite avec le texte depuis un nouvel examen qui a été fait de divers passages du ms. par M. Studemund en 1878 et en 1883 et duquel il a donné les résultats en 1884, dans un supplément, à l'apographum placé en tête de la 2^e éd. de Gaius de lui et M. Krueger. Ces corrections, sur l'importance desquelles on pourra consulter notamment un article de M. Krueger, *K. V. J.*, 1884, 548-556, et qui figurent en particulier tant dans la 2^e éd. précitée et la 3^e éd. postérieure du Gaius de MM. Krueger et Studemund que dans la 5^e éd. de la *Jurisprudentia antejustiniana* de Huschke, 1886, pp. 172-408, ont naturellement été soigneusement accueillies par nous. Pour l'établissement critique du texte, nous renvoyons spécialement à l'éd. de MM. Krueger et Studemund qui est incontestablement la meilleure éd. actuelle et de laquelle nous nous sommes principalement inspiré.

COMMENTARIUS PRIMUS.

[I. DE JURE CIVILI ET NATURALI.] 1^a. *Omnes populi qui legibus et moribus reguntur, partim suo proprio, partim communi omnium hominum jure utuntur; nam quod quisque populus ipse sibi jus constituit, id ipsius proprium est vocaturque jus civile, quasi jus proprium civitatis; quod vero naturalis ratio inter omnes homines constituit, id apud omnes populos peraeque custoditur vocaturque jus gentium, quasi quo jure omnes gentes utuntur. Populus itaque Romanus partim suo proprio, partim communi omnium hominum jure utitur. Quae singula qualia sunt, suis locis proponemus.*

2. Constant autem jura populi Romani ex legibus, plebiscitis, senatusconsultis, constitutionibus principum, edictis eorum qui jus edicendi habent, responsis prudentium. 3. Lex est quod populus jubet atque constituit. Plebiscitum est quod plebs jubet atque constituit. Plebs autem a populo eo distat, quod populi appellatione universi cives significantur, connumeratis etiam patriciis; plebis autem appellatione sine patriciis ceteri cives significantur; unde olim patricii dicebant plebiscitis se non teneri, quia sine auctoritate eorum facta essent; sed postea lex Hortensia lata est, qua cautum est ut plebiscita universum populum tenerent: itaque eo modo legibus exaequata sunt. 4. Senatus consultum est, quod senatus jubet atque constituit; idque legis vicem optinet, quamvis fuerit quaesitum. 5. Constitutio principis est, quod imperator decreto vel edicto vel epistula constituit. Nec umquam dubitatum est, quin id legis vicem optineat, cum ipse imperator per legem imperium accipiat. 6. *Edicta sunt praecepta eorum, qui jus edicendi habent*². Jus autem edicendi habent magistratus populi Romani, sed amplissimum jus est in edictis duorum praetorum, urbani et peregrini, quorum in provinciis jurisdictionem praesides earum habent; item in edictis aedilium curulium, quorum jurisdictionem in provinciis populi Romani quaestores habent; nam in provincias Caesaris omnino quaestores non mittuntur, et ob id hoc edictum in his provinciis non proponitur. 7. Responsa prudentium sunt sententiae et opiniones eorum quibus permissum est jura condere. Quorum omnium si in unum sententiae concurrunt, id, quod ita sentiunt, legis

1. = D., 1, 1, 9. — 2. Restitué d'après le sens par Huschke. V. contre cette addition également admise par Krueger et Studemund, Wlassak, *Kritische Studien*, 1884, pp. 15-16.

vicem optinet ; si vero dissentiunt, iudici licet quam velit sententiam sequi ; idque rescripto divi Hadriani significatur.

[II. DE JURIS DIVISIONE.] 8. Omne autem jus, quo utimur vel ad personas pertinet, vel ad res, vel ad actiones. Et prius videamus de personis.

[III. DE CONDICIONE HOMINUM]. 9. Et quidem summa divisio de jure personarum haec est, quod omnes homines aut liberi sunt aut servi. 10. Rursus liberorum hominum alii ingenui sunt, alii libertini. 11. Ingenui sunt qui liberi nati sunt ; libertini, qui ex justa servitute manumissi sunt. 12. Rursus libertinorum tria sunt genera ; nam aut cives Romani aut Latini aut dediticiorum¹ numero sunt ; de quibus singulis dispiciamus ; ac prius de dediticiis.

[III. DE DEDITICIIS VEL LEGE AELIA SENTIA]. 13. Lege itaque Aelia Sentia cavetur, ut qui servi a dominis poenae nomine vincti sint, quibusve stigmata inscripta sint, deve quibus ob noxam quaestio tormentis habita sit et in ea noxa fuisse convicti sint, quive ut ferro aut cum bestiis depugnarent traditi sint, inve ludum custodiamve conjecti fuerint, et postea vel ab eodem domino vel ab alio manumissi, ejusdem condicionis liberi fiant, cujus condicionis sunt peregrini dediticii. [V. DE PEREGRINIS DEDITICIIS.] 14. Vocantur autem peregrini dediticii hi qui quondam adversus populum Romanum armis susceptis pugnaverunt, deinde victi se dediderunt. 15. Hujus ergo turpitudinis servos quocumque modo et cujuscumque aetatis manumissos, etsi pleno jure dominorum fuerint, numquam aut cives Romanos aut Latinos fieri dicemus, sed omni modo dediticiorum numero constitui intellegemus. 16. Si vero in nulla tali turpitudine sit servus, manumissum modo civem Romanum modo Latinum fieri dicemus. 17. Nam in cujus persona tria haec concurrunt, ut major sit annorum triginta, et ex jure Quiritium domini, et justa ac legitima manumissione liberetur, id est vindicta aut censu aut testamento, is civis Romanus sit ; sin vero aliquid eorum deerit, Latinus erit.

[VI. DE MANUMISSIONE VEL CAUSAE PROBATIONE.] 18. Quod autem de aetate servi requiritur, lege Aelia Sentia introductum est. Nam ea lex minores xxx annorum servos non aliter voluit manumissos cives Romanos fieri, quam si vindicta, apud consilium justa causa manumissionis adprobata, liberati fuerint. 19. Justa autem causa manumissionis est veluti si quis filium filiamve aut fratrem sororemve naturalem, aut alium, aut

1. Ep. 1, 1, pr.

paedagogum, aut servum procuratoris habendi gratia, aut ancillam matrimonii causa apud consilium manumittat.

[VII. DE CONSILIO ADHIBENDO.] 20. Consilium autem adhibetur in urbe Roma quidem quinque senatorum et quinque equitum Romanorum puberum ; in provinciis autem viginti recuperatorum civium Romanorum, idque fit ultimo die conventus ; sed Romae certis diebus apud consilium manumittuntur. Majores vero triginta annorum servi semper manumitti solent, adeo ut vel in transitu manumittantur, veluti cum praetor aut pro consule in balneum vel in theatrum eat. 21. Praeterea minor triginta annorum servus [manumissus] potest civis Romanus fieri, si ab eo domino qui solvendo non erat, testamento eum liberum et heredem relictum *alius heres nullus excludit ; id que eadem lege Aelia Sentia cautum est*¹.

Manquent 24 lignes illisibles dans le ms.

22... homines Latini Juniani appellantur ; Latini ideo, quia adsimulati sunt Latinis coloniariis ; Juniani ideo, quia per legem Juniam libertatem acceperunt, cum olim servi viderentur esse. 23. Non tamen illis permittit lex Junia vel ipsis testamentum facere, vel ex testamento alieno capere, vel tutores testamento dari. 24. Quod autem diximus ex testamento eos capere non posse, ita intellegemus, ne quid directo hereditatis legatorumve nomine eos posse capere dicamus ; alioquin per fideicommissum capere possunt.

25. Hi vero qui dediticiorum numero sunt, nullo modo ex testamento capere possunt, non magis quam quilibet peregrinus, nec ipsi testamentum facere possunt secundum id quod magis placuit. 26. Pessima itaque libertas eorum est qui dediticiorum numero sunt ; nec ulla lege aut senatusconsulto aut constitutione principali aditus illis ad civitatem Romanam datur. 27. Quin etiam in urbe Roma vel intra centesimum urbis Romae miliarum morari prohibentur ; et si qui contra ea fecerint, ipsi bonaque eorum publice venire jubentur ea conditione, ut ne in urbe Roma vel intra centesimum urbis Romae miliarium serviant neve umquam manumittantur ; et si manumissi fuerint, servi populi Romani esse jubentur ; et haec ita lege Aelia Sentia comprehensa sunt.

[QUIBUS MODIS LATINI AD CIVITATEM ROMANAM PERVENIANT]. 28. Latini vero multis modis ad civitatem Romanam perveniunt. 29. Statim enim ex lege Aelia Sentia minores triginta annorum manumissi et Latini facti si uxores duxerint vel cives Ro-

1. Restitution quant au sens de Mommsen ; sur le passage perdu qui suit, cf. Inst., 1, 0, 2 ; Ulpian, 1, 11 ; Ep., 1, 1, 2.

nianas vel Latinas coloniarias vel ejusdem condicionis cujus et ipsi essent, idque testati fuerint adhibitis non minus quam septem testibus civibus Romanis puberibus, et filium procreaverint, cum is filius anniculus esse coeperit, datur eis potestas per eam legem adire praetorem vel in provinciis praesidem provinciae, et adprobare se ex lege Aelia Sentia uxorem duxisse et ex ea filium anniculum habere; et si is apud quem causa probata est, id ita esse pronuntiaverit, tunc et ipse Latinus et uxor ejus, si et ipsa *ejusdem condicionis sit, et filius, si et ipse* ejusdem condicionis sit, cives Romani esse jubentur. 30. Ideo autem in *hujus persona* adjecimus 'si et ipse ejusdem condicionis sit', quia si uxor Latini civis Romana est, qui ex ea nascitur, ex novo senatusconsulto quod auctore divo Hadriano factum est, civis Romanus nascitur. 31. Hoc tamen jus adipiscendae civitatis Romanae etiamsi soli minores triginta annorum manumissi et Latini facti ex lege Aelia Sentia habuerunt, tamen postea senatusconsulto quod Pegaso et Pusione consulibus factum est, etiam majoribus triginta annorum manumissis Latinis factis concessum est. 32. Ceterum etiamsi ante decesserit Latinus, quam anniculi filii causam probaverit, potest mater ejus causam probare, et sic et ipsa flet civis Romana, si Latina fuerit... Permissum..... quibusdam..... ipse filius civis Romanus sit, quia ex cive Romana matre natus est, tamen debet causam probare, ut suus heres patri fiat¹. 32^a. Quae vero diximus de filio anniculo, *eadem et de filia anniculi dicta intellegemus*. 32^b. *Praeterea ex lege Visellia tam majores quam minores triginta annorum manumissi et Latini facti jus Quiritium adipiscuntur²*, id est fiunt cives Romani, si Romae inter vigiles sex annis militaverint. Postea dicitur factum esse senatusconsultum, quo data est illi civitas Romana, si triennium militiae expleverint. 32^c. Item edicto Claudii Latini jus Quiritium consequuntur, si navem marinam aedificaverint, quae non minus quam decem milia modiorum frumenti capiat, eaque navis vel quae in ejus locum substituta sit, sex annis frumentum Romam portaverit. 33. Praeterea a Nerone constitutum est³, ut si Latinus qui patrimonium sestertium cc milium plurisve habebit, in urbe Roma domum aedificaverit, in quam non minus quam partem dimidiam patrimonii sui impenderit, jus Quiritium consequatur. 34. Denique Trajanus constituit, ut si *Latinus* in urbe triennio pistrinum exercuerit in

1. Seconde révision de Studemund, qui a prouvé l'inadmissibilité de toutes les restitutions antérieures. — 2. Restitution de Huschke, arg. Ulp., 3, 5. — 3. Cf. Tacite, *Ann.*, 15, 43.

quo in dies singulos non minus quam centenos modios frumenti pinseret, ad jus Quiritium perveniat. 35..... sequi..... majores triginta annorum manumissi et Latini facti *eo modo possunt jus Quiritium consequi quod ut servi triginta annorum manumittantur justa ac legitima manumissione ab eo, cujus ex jure Quiritium sint. Itaque Latinus manumissus vindicta aut censu aut testamento et civis Romanus et ejus libertus fit, qui manumissionem¹ iteraverit. Ergo si servus in bonis tuis, ex jure Quiritium meus erit, Latinus quidem a te solo fieri potest, iterari autem manumissio a me, non etiam a te potest, et eo modo meus libertus fit. Sed et ceteris modis jus Quiritium consecutus meus libertus fit. Bonorum autem quae...² cum is morietur reliquerit, tibi possessio datur, quocumque modo jus Quiritium fuerit consecutus. Quodsi cujus et in bonis et ex jure Quiritium sit manumissus, ab eodem scilicet et Latinus fieri potest et jus Quiritium consequi.*

36. *Non tamen cuicumque volenti manumittere licet.* 37. *Nam is qui in fraudem creditorum vel in fraudem patroni manumittit, nihil agit, quia lex Aelia Sentia impedit libertatem.* 38. *Item eadem lege minori xx annorum domino non aliter manumittere permittitur, quam [si] vindicta apud consilium justa causa manumissionis adprobata [fuerit].* 39. *Justae autem causae manumissionis sunt veluti si quis patrem aut matrem aut paedagogum aut conlactaneum manumittat. Sed et illae causae quas superius in servo minore xxx annorum exposuimus, ad hunc quoque casum de quo loquimur, adferri possunt. Item ex diverso hae causae quas in minore xx annorum domino rettulimus, porrigi possunt et ad servum minorem xxx annorum.* 40. *Cum ergo certus modus manumittendi minoribus xx annorum dominis per legem Aeliam Sentiam constitutus sit, evenit ut qui xiiii annos aetatis expleverit, licet testamentum facere possit et in eo heredem sibi instituere legataque relinquere possit, tamen si adhuc minor sit annorum xx, libertatem servo dare non possit.* 41. *Et quamvis Latinum facere velit minor xx annorum dominus, tamen nihilo minus debet apud consilium causam probare, et ita postea inter amicos manumittere.*

42. *Praeterea lege Fufia Caninia certus modus constitutus est in servis testamento manumittendis.* 43. *Nam ei qui plures quam duos neque plures quam decem servos habeat, us-*

1. Restitution de Huschke, d'après la 2^e lecture de Studemund qui a déchiffré une grande partie antérieurement illisible du § 35. — 2. Abréviation inconnue traduite sans preuves par *nunc* aut dans Huschke.

que ad partem dimidiam ejus numeri manumittere permittitur; ei vero qui plures quam x neque plures quam xxx servos habebit, usque ad tertiam partem ejus numeri manumittere permittitur. At ei qui plures quam xxx neque plures quam centum habebit, usque ad partem quartam potestas manumittendi datur. Novissime ei qui plures quam c nec plures quam d habebit, non plures manumittere permittitur quam quintam partem; neque plures quam *D servos habentis mentio in ea lege habetur*¹: sed praescribit lex, ne cui plures manumittere liceat quam *C*. Quodsi quis unum servum omnino aut duos habet, ad hanc legem non pertinet, et ideo liberam habet potestatem manumittendi. 44. Ac ne ad eos quidem omnino haec lex pertinet, qui sine testamento manumittunt: itaque licet iis qui vindicta aut censu aut inter amicos manumittunt, totam familiam liberare, scilicet si alia causa non impediatur libertatem. 45. Sed quod de numero servorum testamento manumittendorum diximus, ita intellegemus, ne unquam ex eo numero, ex quo dimidia aut tertia aut quarta aut quinta pars liberari potest, pauciores manumittere liceat, quam ex antecedenti numero licuit. Et hoc ipsa lege provisum est; erat enim sane absurdum, ut x servorum domino quinque liberare liceret, quia usque ad dimidiam partem ejus numeri manumittere ei conceditur, xii autem servos habenti non plures liceret manumittere quam iii; item eis qui plures quam x neque...²

Manquent 24 lignes illisibles dans le ms.

46. Nam et si testamento scriptis in orbem servis libertas

1. Supplément proposé par Kr. et St. sans lacune dans le ms. — 2. Gaius continuait dans la page illisible qui suit à donner des exemples relatifs à des chiffres supérieurs; puis il posait les règles analysées dans les termes suivants par l'*Építome*, 1, 2, 2-4: 'Nam si aliquis testamento plures manumittere voluerit, quam quot continet numerus supra scriptus, ordo servandus est, ut illis tantum libertas valeat, qui prius manumissi sunt, usque ad illum numerum, quem explanatio continet superius comprehensa: qui vero postea supra constitutum numerum manumissi leguntur, in servitute eos certum est permanere. Quodsi non nominatim servi vel ancillae in testamento manumittantur, sed confuse omnes servos suos vel ancillas is qui testamentum facit, liberos facere voluerit, nulli penitus firma esse jubetur hoc ordine data libertas, sed omnes in servili conditione, qui hoc ordine manumissi sunt, permanebunt. Nam etsi ita in testamento servorum manumissio adscripta fuerit, id est in circulo, ut qui prior, qui posterior nominatus sit, non possit agnosci, nulli ex his libertatem valere manifestum est, si agnosci non potest qui prior, qui posterior fuerit manumissus. — (§ 3) Nam si aliquis in aegritudine constitutus in fraudem hujus legis facere noluerit testamentum, sed epistulis aut quibuscumque aliis rebus servis suis pluribus quam per testamentum licet, conferre voluerit libertates, et sub tempore mortis hoc fecerit, hi qui prius manumissi fuerint, usque ad numerum superius constitutum liberi erunt, qui vero post statutum numerum manumissi fuerint, servi sine dubio permanebunt. — (§ 4) Nam si incolumis quoscumque diverso tempore manumisit, inter eos qui per testamentum manumissi sunt, nullatenus computentur'.

data sit, quia nullus ordo manumissionis invenitur, nulli liberi erunt, quia lex Fufia Caninia quae in fraudem ejus facta sint rescindit. Sunt etiam specialia senatusconsulta, quibus rescissa sunt ea quae in fraudem ejus legis excogitata sunt.

47. In summa sciendum est, *cum* lege Aelia Sentia cautum sit, ut creditorum fraudandorum causa manumissi liberi non fiant, *hoc etiam* ad peregrinos pertinere (senatus ita censuit ex auctoritate Hadriani), cetera vero jura ejus legis ad peregrinos non pertinere.

48. Sequitur de jure personarum alia divisio. Nam quaedam personae sui juris sunt, quaedam alieno juri subjectae sunt. 49. Rursus earum personarum quae alieno juri subjectae sunt, aliae in potestate, aliae in manu, aliae in mancipio sunt. 50. Videamus *nunc* de his quae alieno juri subjectae sint; *nam* si cognoverimus quae istae personae sint, simul intellegemus quae sui juris sint. 51. Ac prius dispiciamus de iis qui in aliena potestate sunt.

52. In potestate itaque sunt servi dominorum. Quae quidem potestas juris gentium est; nam apud omnes peraeque gentes animadvertere possumus dominis in servos vitae necisque potestatem esse; et quodcumque per servum acquiritur, id domino acquiritur. 53. Sed hoc tempore neque civibus Romanis nec ullis aliis hominibus qui sub imperio populi Romani sunt, licet supra modum et sine causa in servos suos saevire; nam ex constitutione imperatoris Antonini qui sine causa servum suum occiderit, non minus teneri jubetur, quam qui alienum servum occiderit. Sed et major quoque asperitas dominorum per ejusdem principis constitutionem coercetur; nam consultus a quibusdam praesidibus provinciarum de his servis qui ad fana deorum vel ad statuas principum confugiunt, praecepit, ut si intolerabilis videatur dominorum saevitia, cogantur servos suos vendere. Et utrumque recte fit; *male* enim nostro jure uti non debemus; qua ratione et prodigis interdicitur bonorum suorum administratio. 54. Ceterum cum apud cives Romanos duplex sit dominium (nam vel in bonis vel ex jure Quiritium vel ex utroque jure cujusque servus esse intellegitur), ita demum servum in potestate domini esse dicemus, si in bonis ejus sit, etiamsi simul ex jure Quiritium ejusdem non sit; nam qui nudum jus Quiritium in servo habet, is potestatem habere non intellegitur.

55. Item in potestate nostra sunt liberi nostri quos justis nuptiis procreavimus. Quod jus proprium civium Romanorum

est; fere enim nulli alii sunt homines qui talem in filios suos habent potestatem qualem nos habemus. Idque divus Hadrianus edicto, quod proposuit de his qui sibi liberisque suis ab eo civitatem Romanam petebant, significavit. Nec me praeterit Galatarum gentem credere in potestate parentum liberos esse.

56. *Itaque liberos suos in potestate habent cives Romani*¹, si cives Romanas uxores duxerint, vel etiam Latinas peregrinasve cum quibus conubium habeant; cum enim conubium id efficiat, ut liberi patris condicionem sequantur, evenit ut non solum cives Romani fiant, sed etiam in potestate patris sint.

57. *Unde et veteranis quibusdam concedi solet principalibus constitutionibus conubium cum his Latinis peregrinisve quas primas post missionem uxores duxerint; et qui ex eo matrimonio nascuntur, et cives Romani et in potestate parentum fiunt.*

58. *Non tamen omnes nobis uxores ducere licet*: nam a quadam nuptiis abstinere debemus. 59. Inter eas enim personas quae parentum liberorumve locum inter se optinent, nuptiae contrahi non possunt, nec inter eas conubium est, veluti inter patrem et filiam, vel inter matrem et filium, vel inter avum et neptem; et si tales personae inter se coierint, nefarias et incestas nuptias contraxisse dicuntur. Et haec adeo ita sunt, ut quamvis per adoptionem parentum liberorumve loco sibi esse coeperint, non possint inter se matrimonio conjungi, in tantum, ut etiam dissoluta adoptione idem juris maneat; itaque eam quae mihi per adoptionem filiae aut neptis loco esse coeperit, non potero uxorem ducere, quamvis eam emancipaverim. 60. Inter eas quoque personas quae ex transverso gradu cognatione junguntur, est quaedam similis observatio, sed non tanta. 61. Sane inter fratrem et sororem prohibita sunt nuptiae, sive eodem patre eademque matre nati fuerint, sive alterutro eorum; sed si qua per adoptionem soror mihi esse coeperit, quamdiu quidem constat adoptio, sane inter me et eam nuptiae non possunt consistere; cum vero per emancipationem adoptio dissoluta sit, potero eam uxorem ducere; sed et si ego emancipatus fuero, nihil impedimento erit nuptiis. 62. Fratris filiam uxorem ducere licet; idque primum in usum venit, cum divus Claudius Agrippinam fratris sui filiam uxorem duxisset; sororis vero filiam uxorem ducere non licet. Et haec ita principalibus constitutionibus significantur.

1. Krueger et Studemund; Huachke: '*Iustas autem nuptias contraxisse liberisque iis procreatos in potestate habere cives Romani ita intelliguntur*'.

Item amitam et mater-ram uxorem ducere non licet. 63. Item eam quae mihi quondam socrus aut nurus aut privigna aut noverca fuit. Ideo autem diximus 'quondam', quia si adhuc constant eae nuptiae, per quas talis adfinitas quaesita est, alia ratione mihi nupta esse non potest, quia neque eadem duobus nupta esse potest, neque idem duas uxores habere. 64. Ergo si quis nefarias atque incestas nuptias contraxerit, neque uxorem habere videtur neque liberos; itaque hi qui ex eo coitu nascuntur, matrem quidem habere videntur, patrem vero non utique; nec ob id in potestate ejus sunt, sed tales sunt quales sunt hi quos mater vulgo concepit; nam et hi patrem habere non intelleguntur, cum is etiam incertus sit; unde solent spurii filii appellari, vel a Graeca voce quasi *σποροῖν* concepti, vel quasi sine patre filii.

65. Aliquantulo autem evenit, ut liberi qui statim ut nati sunt, parentum in potestate non fiant, ii postea tamen redigantur in potestatem. 66. Veluti si Latinus ex lege Aelia Sentia uxore ducta filium procreaverit aut Latinum ex Latina aut civem Romanum ex cive Romana, non habebit eum in potestate; sed si postea causa probata jus Quiritium consecutus fuerit, simul eum in potestate sua habere incipit. 67. Item si civis Romanus Latinam aut peregrinam uxorem duxerit per ignorantiam, cum eam civem Romanam esse crederet, et filium procreaverit, hic non est in potestate ejus, quia ne quidem civis Romanus est, sed aut Latinus aut peregrinus, id est ejus conditionis cujus et mater fuerit, quia non aliter quisque ad patris condicionem accedit, quam si inter patrem et matrem ejus conubium sit; sed ex senatusconsulto permittitur causam erroris probare, et ita uxor quoque et filius ad civitatem Romanam perveniunt, et ex eo tempore incipit filius in potestate patris esse. Idem juris est si eam per ignorantiam uxorem duxerit quae dediticiorum numero est, nisi quod uxor non fit civis Romana. 68. Item si civis Romana per errorem nupta sit peregrino tamquam civi Romano, permittitur ei causam erroris probare, et ita filius quoque ejus et maritus ad civitatem Romanam perveniunt, et aequae simul incipit filius in potestate patris esse. Idem juris est si peregrino tamquam Latino ex lege Aelia Sentia nupta sit; nam et de hoc specialiter senatusconsulto cavetur. Idem juris est aliquatenus si ei qui dediticiorum numero est, tamquam civi Romano aut Latino ex lege Aelia Sentia nupta sit; nisi quod scilicet qui dediticiorum numero est, in sua conditione permanet, et ideo filius, quamvis fiat civis Romanus, in potestatem patris non redigitur. 69.

Item si Latina peregrino, cum eum Latinum esse crederet, e lege Aelia Sentia nupserit, potest ex senatusconsulto filio nato causam erroris probare, et ita omnes fiunt cives Romani, et filius in potestate patris esse incipit. 70. Idem constitutum est si Latinus per errorem peregrinam quasi Latinam aut civem Romanam e lege Aelia Sentia uxorem duxerit. 71. Praeterea si civis Romanus qui se credidisset Latinum esse, ob id Latinam uxorem duxerit, permittitur ei filio nato erroris causam probare, tamquam si e lege Aelia Sentia uxorem duxisset. Item his qui cum cives Romani essent peregrinos se esse credidissent et peregrinas uxores duxissent, permittitur ex senatusconsulto filio nato causam erroris probare ; quo facto fiet uxor civis Romana et filius quoque ex ea non solum ad civitatem Romanam pervenit, sed etiam in potestatem patris redigitur. 72. Quaecumque de filio esse diximus, eadem et de filia dicta intellegemus. 73. Et quantum ad erroris causam probandam attinet, nihil interest cujus aetatis filius sit, nisi forte eorum aliquis, qui e lege Aelia Sentia matrimonium se contrahere putarent, causam probare velit; ab hoc enim, si minor anniculo sit filius filiae, causa probari non potest. Nec me praeterit in aliquo rescripto divi Hadriani ita esse constitutum, tamquam quod ad erroris quoque causam probandam attinet anniculus filius esse debeat¹

. imperator dedit. 74. Sed si peregrinus civem Romanam uxorem duxerit, an ex senatusconsulto causam probare possit, quaesitum est. probare causam non potest, quamvis ipse. hoc ei specialiter concessum est. Sed cum peregrinus civem Romanam uxorem duxisset et filio nato alias civitatem Romanam consecutus esset, deinde cum quaereretur an causam probare posset, rescripsit imperator Antoninus proinde posse eum causam probare, atque si peregrinus mansisset. Ex quo colligimus etiam peregrinum causam probare posse. 75. Ex his quae diximus apparet, sive civis Romanus peregrinam sive peregrinus civem Romanam uxorem duxerit, eum qui nascitur peregrinum esse. Sed siquidem per errorem tale matrimonium contractum fuerit, emendari vitium ejus ex senatusconsulto licet secundum ea quae superius diximus. Si vero nullus error intervenerit, sed scientes suam condicionem ita coierint, nullo

1. Krueger suppose que Gaius ajoutait qu'on ne peut argumenter de ce récit contre le maintien de la législation décrite par lui, attendu que l'empereur n'y aurait fait que reproduire les allégations de l'impétrant auquel il répondait; Huschke restitue : *'sed non semper videtur debet generale jus inductum, cum imperator epistulam ad quandam dedit'*.
41.

casu emendatur vitium ejus matrimonii. 76. Loquimur autem de his scilicet, *inter* quos conubium non sit; nam alioquin si civis Romanus peregrinam cum qua ei conubium est, uxorem duxerit, sicut supra quoque diximus, justum matrimonium contrahitur; et tunc ex his qui nascitur, civis Romanus est et in potestate patris erit. 77. Item si civis Romana peregrino cum quo ei conubium est, nupserit, peregrinus sane procreatur et is justus patris filius est, tamquam si ex peregrina eum procreasset. Hoc tamen tempore ex senatusconsulto quod auctore divo Hadriano factum est, etiamsi non fuerit conubium inter civem Romanam et peregrinum, qui nascitur, justus patris filius est. 78. Quod autem diximus inter civem Romanam peregrinumque nisi conubium sit, qui nascitur, peregrinum esse, lege Minicia cavetur, qua lege effectum est ut si matrimonium inter cives Romanos peregrinosque non interveniente conubio contrahatur, is qui nascitur peregrini¹ parentis condicionem sequatur. Eadem lege enim ex diverso cavetur, ut si peregrinam, cum qua ei conubium non sit, uxorem duxerit civis Romanus, peregrinus ex eo coitu nascatur. Sed hoc maxime casu necessaria lex Minicia; nam remota ea lege diversam condicionem sequi debebat, quia ex eis inter quos non est conubium, qui nascitur, jure gentium matris condicioni accedit. Qua parte autem jubet lex ex cive Romano et peregrina peregrinum nasci, supervacua videtur; nam et remota ea lege hoc utique jure gentium futurum erat. 79. Adeo autem hoc ita est, ut ex cive Romano et Latina qui nascitur, Latinus nascatur, quamquam ad eos qui hodie Latini appellantur, lex Minicia non pertinet; nam comprehenduntur quidem peregrinorum appellatione in ea lege non² solum exterae nationes et gentes sed etiam qui Latini nominantur; sed ad alios Latinos pertinet, qui proprios populos propriasque civitates habebant et erant peregrinorum numero. 80. Eadem ratione ex contrario ex Latino et cive Romana, sive ex lege Aelia Sentia sive aliter contractum fuerit matrimonium, civis Romanus nascitur. Fuerunt tamen qui putaverunt ex lege Aelia Sentia contracto matrimonio Latinum nasci, quia videtur eo casu per legem Aeliam Sentiam et Juniam conubium inter eos dari, et semper conubium efficit, ut qui nascitur patris condicioni accedat; aliter vero contracto matrimonio eum qui nascitur, jure gentium matris condicionem sequi et ob id esse civem Romanum. Sed hoc jure utimur ex senatusconsulto, quo auctore divo Hadriano significatur, ut

1. Restitution quant au sens de Krueger; v. le supplément de l'apographeum.

— 2. Restitution de Mommsen.

quoquo modo ex Latino et cive Romana natus civis Romanus nascatur. 81. His convenienter etiam illud senatusconsultum divo Hadriano auctore significavit, ut *qui ex Latino et peregrina*, item contra *qui ex peregrino et Latina nascitur*, is matris condicionem sequatur. 82. Illud quoque his consequens est, quod ex ancilla et libero jure gentium servus nascitur, et contra ex libera et servo liber nascitur. 83. Animadvertere tamen debemus, ne juris gentium regulam vel lex aliqua vel quod legis vicem optinet, aliquo casu commutaverit. 84. Ecce enim ex senatusconsulto Claudiano poterat civis Romana quae alieno servo volente domino ejus coït, ipsa ex pactione libera permanere, sed servum procreare ; nam quod inter eam et dominum istius servi convenerit, eo senatusconsulto ratum esse jubetur. Sed postea divus Hadrianus iniquitate rei et inelegantia juris motus restituit juris gentium regulam, ut cum ipsa mulier libera permaneat, liberum pariat. 85. *Item e lege*¹ ex ancilla et libero poterant liberi nasci ; nam ea lege cavetur, ut si quis cum aliena ancilla quam credebat liberam esse coierit, siquidem masculi nascantur, liberi sint, si vero feminae, ad eum pertineant, cujus mater ancilla fuerit. Sed et in hac specie divus Vespasianus inelegantia juris motus restituit juris gentium regulam, ut omni modo, etiamsi masculi nascantur, servi sint ejus cujus et mater fuerit. 86. Sed illa pars ejusdem legis salva est, ut ex libera et servo alieno quem sciebat servum esse, servi nascantur. Itaque apud quos talis lex non est, qui nascitur, jure gentium matris condicionem sequitur et ob id liber est.

87. Quibus autem casibus matris et non patris condicionem sequitur qui nascitur, isdem casibus in potestate eum patris, etiamsi is civis Romanus sit, non esse plus quam manifestum est. Et ideo superius rettulimus quibusdam casibus per errorem non justo contracto matrimonio senatum intervenire et emendare vitium matrimonii, eoque modo plerumque efficere, ut in potestatem patris filius redigatur. 88. Sed si ancilla ex cive Romano conceperit, deinde manumissa civis Romana facta sit, et tunc pariat, licet civis Romanus sit qui nascitur, sicut pater ejus, non tamen in potestate patris est, quia neque ex justo coitu conceptus est neque ex ullo senatusconsulto talis coitus quasi justus constituitur.

1. Loi inconnue, dont on ne sait même si c'est une loi romaine ; Huschke, suivi dubitativement par Giraud : '*e lege Latina*'. V. cependant en sens contraire Paul, *Sent.*, 2, 21a, 1, dont il semble résulter que le sc. Claudien s'appliquait aux Latins ; v. d'autres conjectures dans Dubois.

89. Quod autem placuit, si ancilla ex cive Romano conceperit, deinde manumissa pepererit, qui nascitur liberum nasci, naturali ratione fit; nam hi qui illegitime concipiuntur, statum sumunt ex eo tempore quo nascuntur; itaque si ex libera nascuntur, liberi fiunt, nec interest ex quo mater eos conceperit, cum ancilla fuerit; at hi qui legitime concipiuntur, ex conceptionis tempore statum sumunt. 90. Itaque si cui mulieri civi Romanae praegnati aqua et igni interdictum fuerit, eoque modo peregrina facta tunc pariat, complures distinguunt et putant, siquidem ex justis nuptiis conceperit, civem Romanum ex ea nasci, si vero vulgo conceperit, peregrinum ex ea nasci. 91. Item si qua mulier civis Romana praegnans ex senatusconsulto Claudiano ancilla facta sit ob id quod alieno servo invito et denuntiante domino ejus coierit, complures distinguunt et existimant, siquidem ex justis nuptiis conceptus sit, civem Romanum ex ea nasci, si vero vulgo conceptus sit, servum nasci ejus cujus mater facta esset ancilla. 92. Peregrina quoque si vulgo conceperit, deinde civis Romana fiat et tunc pariat, civem Romanum parit; si vero ex peregrino secundum leges moresque peregrinorum conceperit, ita videtur ex senatusconsulto quod auctore divo Hadriano factum est, civem Romanum parere, si et patri ejus civitas Romana donetur.

93. Si peregrinus sibi liberisque suis civitatem Romanam petierit, non aliter filii in potestate ejus fient, quam si imperator eos in potestatem redegerit; quod ita demum is facit, si causa cognita aestimaverit hoc filiis expedire. Diligentius autem exactisque causam cognoscit de inpuberibus absentibusque; et haec ita edicto divi Hadriani significantur. 94. Item si quis cum uxore praegnate civitate Romana donatus sit, quamvis is qui nascitur, ut supra diximus, civis Romanus sit, tamen in potestate patris non fit; idque subscriptione divi Hadriani significatur; qua de causa qui intellegit uxorem suam esse praegnatam, dum civitatem sibi et uxori ab imperatore petit, simul ab eodem petere debet, ut eum qui natus erit in potestate sua habeat.

95. Alia causa est eorum qui Latii jure cum liberis suis ad civitatem Romanam perveniunt; nam horum in potestate fiunt liberi. Quod jus quibusdam peregrinis civitatibus datum est vel a populo Romano vel a senatu vel a Caesare. 96. *Hujus autem juris duae species sunt; nam aut majus est Latium aut minus: majus est Latium, cum et hi qui decuriones leguntur et ei qui honorem aliquem aut magistratum gerunt, civitatem*

Romanam consecuntur ; minus latium est, cum hi tantum qui magistratum vel honorem gerunt, ad civitatem Romanam perveniunt ; idque conpluribus epistulis principum significatur.

97. *Non solum tamen naturales liberi, secundum ea quae diximus*¹, in potestate nostra sunt, verum et hi quos adoptamus. 98. Adoptio autem duobus modis fit, aut populi auctoritate, aut imperio magistratus, veluti praetoris. 99. Populi auctoritate adoptamus eos qui sui juris sunt ; quae species adoptionis dicitur adrogatio, quia et is qui adoptat rogatur, id est interrogatur, an velit eum quem adoptaturus sit, justum sibi filium esse ; et is qui adoptatur rogatur, an id fieri patiatur ; et populus rogatur, an id fieri jubeat. Imperio magistratus adoptamus eos qui in potestate parentum sunt, sive primum gradum liberorum optineant, qualis est filius et filia, sive inferiorem, qualis est nepos neptis, pronepos proneptis. 100. Et quidem illa adoptio quae per populum fit, nusquam nisi Romae fit ; at haec etiam in provinciis apud praesides earum fieri solet. 101. Item per populum feminae non adoptantur, nam id magis placuit ; apud praetorem vero vel in provinciis apud proconsulem legatumve etiam feminae solent adoptari. 102. Item inpuberem apud populum adoptari aliquando prohibitum est, aliquando permissum est ; nam ex epistula optimi imperatoris Antonini quam scripsit pontificibus, si justa causa adoptionis esse videbitur, cum quibusdam condicionibus permissum est. Apud praetorem vero et in provinciis apud proconsulem legatumve, cujuscumque aetatis *personas* adoptare possumus. 103. Illud utriusque adoptionis commune est, quod et hi qui generare non possunt, quales sunt spadones, adoptare possunt. 104. Feminae vero nullo modo adoptare possunt, quia ne quidem naturales liberos in potestate habent. 105. Item si quis per populum sive apud praetorem vel apud praesidem provinciae adoptaverit, potest eundem alii in adoptionem dare. 106. Sed et illa quaestio, an minor natu majorem natu adoptare possit, utriusque adoptionis communis est. 107. Illud proprium est ejus adoptionis quae per populum fit, quod is qui liberos in potestate habet, si se adrogandum dederit, non solum ipse potestati adrogatoris subjicitur, sed etiam liberi ejus in ejusdem fiunt potestate tamquam nepotes.

108. *Nunc de his personis videamus quae in manu nostra*

1. *Inst.*, 4, 11, pr.

sunt. *Quod* et ipsum jus proprium civium Romanorum est. 109. Sed in potestate quidem et masculi et feminae esse solent ; in manum autem feminae tantum conveniunt. 110. Olim itaque tribus modis in manum conveniebant, usu, farreo, coemptione. 111. Usu in manum conveniebat quae anno continuo nupta perseverabat ; quia enim veluti annua possessione usucapiebatur, in familiam viri transibat filiaeque locum optinebat. Itaque lege XII tabularum cautum est, ut si qua nollet eo modo in manum mariti convenire, ea quotannis trinoclio abesset atque eo modo usum cujusque anni interrumperet. Sed hoc totum jus partim legibus sublatum est, partim ipsa desuetudine oblitteratum est. 112. Farreo in manum conveniunt per quoddam genus sacrificii quod Jovi Farreo¹ fit ; in quo farreus panis adhibetur, unde etiam confarreatio dicitur ; conplura praeterea hujus juris ordinandi gratia cum certis et sollemnibus verbis, praesentibus decem testibus, aguntur et fiunt. Quod jus etiam nostris temporibus in usu est ; nam flamines majores, id est Diales Martiales Quirinales, item reges sacrorum, nisi ex farreatis nati non leguntur ; ac ne ipsi quidem sine confarreatione sacerdotium habere possunt. 113. Coemptione vero in manum conveniunt per mancipationem, id est per quandam imaginariam venditionem ; nam adhibitis non minus quam v testibus civibus Romanis puberibus, item libripende, emit is mulierem², cujus in manum convenit. 114. Potest autem coemptionem facere mulier non solum cum marito suo, sed etiam cum extraneo ; scilicet aut matrimonii causa facta coemptio dicitur, aut fiduciae ; quae enim cum marito suo facit coemptionem, ut apud eum filiae loco sit, dicitur matrimonii causa fecisse coemptionem ; quae vero alterius rei causa facit coemptionem aut cum viro suo aut cum extraneo, veluti tutelae evitandae causa, dicitur fiduciae causa fecisse coemptionem. 115. Quod est tale : si qua velit quos habet tutores deponere et alium nancisci, illis auctoribus coemptionem facit ; deinde a coemptionatore remancipata ei cui ipsa velit, et ab eo vindicta manumissa incipit eum habere tutorem, a quo manumissa est ; qui tutor fiduciarius dicitur, sicut inferius apparebit. 115^a. Olim etiam testamenti faciendi gratia fiduciaria fiebat coemptio ; tunc enim non aliter feminae testamenti faciendi jus habebant, exceptis quibusdam personis, quam si coemptionem

1. Marquardt, *Vie privée des Romains*, 1, 1892 (*Manuel des antiquités romaines*, 14), p. 60, no. 3, lit Jovi farreo (c'est-à-dire par un farreum). — 2. Le ms. : 'emit eum mulierem' ; Huschke : 'emit eum mulier et is mulierem'.

fecissent remancipataeque et manumissae fuissent; *sed* hanc necessitatem coemptionis faciendae ex auctoritate divi Hadriani senatus remisit... femina... 115b...¹ fiduciae causa cum viro suo *fecerit coemptionem*, nihilo minus filiae loco incipit esse; nam si omnino qualibet ex causa uxor in manu viri sit, placuit eam filiae jura nancisci.

116. Superest ut exponamus, quae personae in mancipio sint. 117. Omnes igitur liberorum personae, sive masculini sive feminini sexus, quae in potestate parentis sunt, mancipari ab *hoc eodem* modo possunt, quo etiam servi mancipari possunt. 118. Idem juris est in earum personis quae in manu sunt; *nam feminae a coemptionatoribus eodem modo possunt mancipari, quo liberi a parente mancipantur, adeo quidem ut, quamvis ea sola apud coemptionatorem filiae loco sit, quae ei nupta sit, tamen nihilo minus etiam quae ei nupta non sit nec ob id filiae loco sit, ab eo mancipari possit.* 118^a. Plerumque *vero tum* solum et a parentibus et a coemptionatoribus mancipantur, cum velint parentes coemptionatoresque *ex* suo jure eas personas dimittere, sicut inferius evidentius apparebit. 119. Est autem mancipatio, ut supra quoque diximus, imaginaria quaedam venditio; *quod* et ipsum jus proprium civium Romanorum est, eaque res ita agitur: adhibitis non minus quam quinque testibus civibus Romanis puberibus et praeterea alio ejusdem conditionis, qui libram aeneam teneat, qui appellatur libripens, is qui mancipio accipit, rem² tenens ita dicit: HUNC EGO HOMINEM EX JURE QUIRITUM MEUM ESSE AIO /SQUE MIHI EMPTUS ESTO HOC AERE AENAEQUE LIBRA; deinde aere percutit libram idque aes dat ei a quo mancipio accipit quasi pretii loco. 120. Eo modo et serviles et liberae personae mancipantur; animalia quoque quae mancipi sunt, quo in numero habentur boves, equi, muli, asini; item praedia tam urbana quam rustica quae et ipsa mancipi sunt, qualia sunt Italica, eodem modo solent mancipari. 121. In eo solo praediorum mancipatio a ceterorum mancipatione differt, quod personae serviles et liberae, item animalia quae mancipi sunt, nisi in praesentia sint, mancipari non possunt; adeo quidem, ut eum, qui mancipio accipit, adprehendere id ipsum quod ei mancipio

1. Passage illisible. Selon Studtmund et Krueger, Gaius disait que la femme qui faisait une *conventio in manum* fiduciaire avec un *extraneus* ne tombait pas sous sa *patria potestas*, mais que celle qui, etc. Huschke écrit: 'censentur enim ipso jure feminae capitae deminutae. 115 b. Si tamen mulier'. — 2. Le ms. défendu par Mommsen, *Dr. publ.* VI, t. p. 24, note 1, Braudouin, *N. R. hist.*, 1894, p. 330, n. 4. Boëce, *ad Top.* 3, 5, 28, suivi par Krueger, Huschke: 'aes'.

datur, necesse sit ; unde etiam mancipatio dicitur, quia manu res capitur ; praedia vero absentia solent mancipari. 122. Ideo autem aes et libra adhibetur, quia olim aereis tantum nummis utebantur, et erant asses, dupundii, semisses, quadrantes, nec ullus aureus vel argenteus nummus in usu erat, sicut ex lege XII tabularum intellegere possumus ; eorumque nummorum vis et potestas non in numero erat sed in pondere posita ; nam et asses librales erant, et dupundii bilibres ; unde etiam dupundius dictus est quasi duo pondo, quod nomen adhuc in usu retinetur ; semisses quoque et quadrantes pro rata scilicet portione ad pondus examinati erant. Quam ob rem qui dabat olim pecuniam, non numerabat eam, sed appendebat ; unde servi quibus permittitur administratio pecuniae, dispensatores appellati sunt et 123

. coemptio¹
ea quidem quae coemptionem facit non deducitur in servilem condicionem ; a parentibus autem et a coemptionatoribus mancipati mancipatae servorum loco constituuntur, adeo quidem, ut ab eo cujus in mancipio sunt, neque hereditatem neque legata aliter capere possint, quam si simul eodem testamento liberi esse jubeantur, sicut juris est in persona servorum. Sed differentiae ratio manifesta est, cum a parentibus et a coemptionatoribus isdem verbis mancipio accipiantur, quibus servi ; quod non similiter fit in coemptione.

124. Videamus nunc quomodo hi qui alieno juri subjecti sunt, eo jure liberentur.

125. Ac prius de his dispiciamus qui in potestate sunt. 126. Et quidem servi quemadmodum potestate liberentur, ex his intellegere possumus quae de servis manumittendis superius exposuimus. 127. Hi vero qui in potestate parentis sunt, mortuo eo sui juris fiunt. Sed hoc distinctionem recepit ; nam mortuo patre sane omni modo filii filiaeve sui juris efficiuntur ; mortuo vero avo non omni modo nepotes neptesve sui juris fiunt, sed ita, si post mortem avi in patris sui potestatem recasuri non sunt. Itaque si moriente avo pater eorum et vivat et in potestate patris sui fuerit, tunc post obitum avi in patris sui potestate fiunt ; si vero is, quo tempore avus moritur, aut jam mortuus est aut exiit de potestate patris, tunc hi, quia in potestatem ejus cadere non possunt, sui juris fiunt. 128. Cum autem is cui ob

1. Passage illisible ; Gaius devait ensuite parler de la différence de condition de la femme *in manu* et de l'individu *in mancipio* ; Huschke écrit : 'et ad hunc diem dicuntur. 113. Si tamen quaerat aliquis quare si qua coemptionem fecit differat a mancipatis illa quidem, etc'.

aliquod maleficium ex lege Cornelia aqua et igni interdicitur, civitatem Romanam amittat, sequitur ut, quia eo modo ex numero civium Romanorum tollitur, proinde ac mortuo eo desinant liberi in potestate ejus esse; nec enim ratio patitur, ut peregrinae condicionis homo civem Romanum in potestate habeat. Pari ratione et si ei qui in potestate parentis sit, aqua et igni interdictum fuerit, desinit in potestate parentis esse, quia aequae ratio non patitur, ut peregrinae condicionis homo in potestate sit civis Romani parentis. 129. Quodsi ab hostibus captus fuerit parens, quamvis servus hostium fiat, tamen pendet jus liberorum propter jus postliminii, quo hi qui ab hostibus capti sunt, si reversi fuerint, omnia pristina jura recipiunt; itaque reversus habebit liberos in potestate. Si vero illic mortuus sit, erunt quidem liberi sui juris; sed utrum ex hoc tempore quo mortuus est apud hostes parens, an ex illo quo ab hostibus captus est, dubitari potest. Ipse quoque filius neposve si ab hostibus captus fuerit, similiter dicemus propter jus postliminii potestatem quoque parentis in suspenso esse. 130. Praeterea exeunt liberi virilis sexus de parentis potestate, si flamines Diales inaugurentur, et feminini sexus, si virgines Vestales capiantur. 131. Olim quoque, quo tempore populus Romanus in Latinas regiones¹ colonias deducebat, qui jussu parentis in coloniam Latinam nomen dedissent, desinebant in potestate parentis esse, quia efficerentur alterius civitatis cives.

132. *Praeterea* emancipatione desinunt liberi in potestate parentum esse; sed filius quidem tribus mancipationibus, ceteri vero liberi, sive masculini sexus sive feminini, una mancipatione exeunt de parentum potestate; lex enim XII tabularum tantum in persona filii de tribus mancipationibus loquitur his verbis: SI PATER FILIUM TER VENUM DUIT, A PATRE FILIUS LIBER ESTO. *Eaque* res ita agitur: mancipat pater filium alicui; is eum vindicta manumittit; eo facto revertitur in potestatem patris; is eum iterum mancipat vel eidem vel alii (sed in usu est eidem mancipari) isque eum postea similiter vindicta manumittit; eo facto rursus in potestatem patris revertitur; tertio pater eum mancipat vel eidem vel alii (sed hoc in usu est, ut eidem mancipetur), *eaque* mancipatione desinit in potestate patris esse, etiamsi nondum manumissus sit sed adhuc in causa mancipi. Si².

Manque une page entière.

1. Effacé comme une glose par Mommsen; cf. cependant Krueger, *Sources*, p. 247, n. 2. — 2. Manque une page complète de laquelle on n'a pu lire que les mots;

..... 133. *Admonendi autem sumus liberum esse arbitrium ei qui filium et ex eo nepotem in potestate habebit, filium quidem de potestate dimittere, nepotem vero in potestate retinere; vel ex diverso filium quidem in potestate retinere, nepotem vero manumittere, vel omnes sui juris efficere. Eadem et de pronepote dicta esse intellegemus.* 134. *Praeterea parentes, liberis in adoptionem datis, in potestate eos habere desinunt. Et in filio quidem, si in adoptionem datur, tres mancipationes et duae intercedentes manumissiones proinde fiunt, ac fieri solent, cum ita eum pater de potestate dimittit, ut sui juris efficiatur. Deinde aut patri remancipatur, et ab eo is qui adoptat, vindicat apud praetorem filium suum esse, et illo contra non vindicante a praetore vindicanti filius addicitur; aut non remancipatur patri, sed ab eo vindicat is qui adoptat apud quem in tertia mancipatione est; sed sane commodius est patri remancipari. In ceteris vero liberorum personis, seu masculini seu feminini sexus, una scilicet mancipatio sufficit, et aut remancipantur parenti aut non remancipantur. Eadem et in provinciis apud praesidem provinciae solent fieri.* 135. *Qui ex filio semel iterumve mancipato conceptus est, licet post tertiam mancipationem patris sui nascatur, tamen in avi potestate est, et ideo ab eo et emancipari et in adoptionem dari potest. At is, qui ex eo filio conceptus est qui in tertia mancipatione est, non nascitur in avi potestate. Sed eum Labeo quidem existimat in ejusdem mancipio esse cujus et pater sit; utimur autem hoc jure, ut quamdiu pater ejus in mancipio sit, pendeat jus ejus; et siquidem pater ejus ex mancipatione manumissus erit, cadat in ejus potestatem; si vero is dum in mancipio sit, decesserit, sui juris fiat.* 135^a. *Eadem scilicet dicemus de eo qui ex nepote semel mancipato necdum manumisso conceptus fuerit. Nam ut supra diximus, quod in filio faciunt tres mancipationes, hoc facit una mancipatio in nepote.* 136. *Praeterea mulieres quae in manum conveniunt, in patris potestate esse desinunt, sed in*

'missi... patrono in bonis liberti... mancipatione exeunt de patris potestate.... manumissae fuerint s...' qui s'accordent bien avec l'idée courante selon laquelle Gaius traite là des matières exposées Ep., 1, 6, 3: 'Tamen cum tertio mancipatus fuerit filius a patre naturali fiduciario patri, hoc agere debet naturalis pater, ut ei a fiduciario patre remancipetur et a naturali patre manumittatur, ut si filius ille mortuus fuerit, ei in hereditate naturalis pater, non fiduciarius, succedat. Feminae vel nepotes masculi ex filio una emancipatione de patris vel avi exeunt potestate et sui juris efficiuntur. Et hi ipsi quamlibet una mancipatione de patris vel avi potestate exeant, nisi a patre fiduciario remancipati fuerint et a naturali patre manumissi, succedere eis naturalis pater non potest, nisi fiduciarius, a quo manumissi sunt (Kroeger intercale: 'hereditatem repudiaverit aut decesserit'). Nam si remancipatum eum sibi naturalis pater vel avus manumiserit, ipse ei in hereditate succedit'. Le § 183 de la même p. est restitué d'après D., 1, 7, 28 et Inst., 1, 12, 7.

confarreatis nuptiis de flaminica Diuli senatusconsulto ex relatione¹ Maximi et Tiberonis cautum est, ut haec quod ad sacra tantum videatur in manu esse, quod vero ad ceteras causas proinde habeatur, atque si in manum non advenisset. Coemptione autem facta mulieres omni modo potestate parentis liberantur; nec interest an in viri sui manu sint an extranei, quamvis hae solae loco filiarum habeantur, quae in viri manu sunt.

137. *In manu autem esse mulieres desinunt isdem modis, quibus filiae familias potestate patris liberantur; sicut igitur filiae familias una mancipatione de potestate patris exeunt, ita eae quae in manu sunt, una mancipatione desinunt in manu esse, et si ex ea mancipatione manumissae fuerint, sui juris efficiuntur.*

137^a. *Inter eam vero quae cum extraneo, et eam quae cum viro suo coemptionem fecerit, hoc interest, quod illa quidem cogere coemptionatorem potest, ut se remancipet, cui ipsa velit, haec autem virum suum nihilo magis potest cogere, quam et filia patrem². Sed filia quidem nullo modo patrem potest cogere, etiamsi adoptiva sit; haec autem virum repudio misso proinde compellere potest, atque si ei numquam nupta fuisset.*

138. *Si qui in causa mancipii sunt, quia servorum loco habentur, vindicta, censu, testamento manumissi sui juris fiunt. 139. Nec tamen in hoc casu lex Aelia Sentia locum habet. Itaque nihil requirimus, cujus aetatis sit is qui manumittit et qui manumittitur; ac ne illud quidem, an patronum creditoremve manumissor habeat; ac ne numerus quidem lege Fufia Caninia finitus in his personis locum habet. 140. Quin etiam invito quoque eo cujus in mancipio sunt, censu libertatem consequi possunt, excepto eo quem pater ea lege mancipio dedit, ut sibi remancipetur; nam quodammodo tunc pater potestatem propriam reservare sibi videtur eo ipso, quod mancipio recipit. Ac ne is quidem dicitur invito eo cujus in mancipio est, censu libertatem consequi, quem pater ex noxali causa [mancipio dedit], veluti quod furti ejus nomine damnatus est, [et eum] mancipio actori dedit; nam hunc actor pro pecunia habet. 141. In summa admonendi sumus adversus eos quos in mancipio habemus, nihil nobis contumeliose facere licere; alioquin injuriarum tenebimur. Ac ne*

1. Restitué seulement quant au sens par Krueger. Huschke : 'mulier eo, quod in manum venit, non semper, nisi coemptionem fecerit, parentis potestate hodie liberatur; nam de flaminica Diuli lege Asinia Antistia ex auctoritate Cornelii'. Restitution analogue dans Giraud. Autres conjectures dans Dubois. — 2. Restitution de Krueger; restitution différente dans Huschke.

diu quidem in eo jure detinentur homines, sed plerumque hoc fit dicis gratia uno momento, nisi scilicet ex noxali causa mancipientur.

142. Transeamus nunc ad aliam divisionem. Nam ex his personis quae neque in potestate, neque in manu, neque in mancipio sunt, quaedam vel in tutela sunt vel in curatione, quaedam neutro jure tenentur. Videamus igitur quae in tutela, quae in curatione sint; ita enim intellegemus ceteras personas quae neutro jure tenentur. 143. Ac prius dispiciamus de his quae in tutela sunt.

144. Permissum est itaque parentibus, liberis quos in potestate sua habent, testamento tutores dare: masculini quidem sexus inpuberibus, *feminini autem sexus cujuscumque aetatis sint, et tum quoque cum nuptae sint*. Veteres enim voluerunt feminas, etiamsi perfectae aetatis sint, propter animi levitatem in tutela esse. 145. Itaque si quis filio filiaeque testamento tutorem dederit, et ambo ab pubertatem pervenerint, filius quidem desinit habere tutorem, filia vero nihilo minus in tutela permanet; tantum enim ex lege Julia et Papia Poppaea jure liberorum tutela liberantur feminae. Loquimur autem exceptis virginibus Vestalibus, quas etiam veteres in honorem sacerdotii liberas esse voluerunt, itaque etiam lege XII tabularum cautum est. 146. Nepotibus autem neptibusque ita demum possumus testamento tutores dare, si post mortem nostram in patris sui potestatem [jure] recasuri non sint. Itaque si filius meus mortis meae tempore in potestate mea sit, nepotes ex eo non poterunt ex testamento meo habere tutorem, quamvis in potestate mea fuerint; scilicet quia mortuo me in patris sui potestate futuri sunt. 147. Cum tamen in compluribus aliis causis postumi pro jam natis habeantur, et in hac causa placuit non minus postumis quam jam natis testamento tutores dari posse, si modo in ea causa sint, ut si vivis nobis nascantur, in potestate nostra fiant. Hos enim etiam heredes instituere possumus, cum extraneos postumos heredes instituere permissum non sit. 148. *Uxori* quae in manu est, proinde ac filiae, item nurui quae in filii manu est, proinde ac nepti tutor dari potest. 149. Rectissime autem tutor sic dari potest: L. TITIUM LIBERIS MEIS TUTOREM DO. Sed et si ita scriptum sit: LIBERIS MEIS vel UXORI MEAE TITIUS TUTOR ESTO, recte datus intellegitur. 150. In persona tamen uxoris quae in manu est, recepta est etiam tutoris optio, id est ut liceat ei permittere quem velit ipsa tutorem sibi optare, hoc modo: TITIAE UXORI MEAE TUTORIS OPTIONEM DO. Quo casu licet uxori

tutorem optare vel in omnes res vel in unam forte aut duas. 151. Ceterum aut plena optio datur aut angusta. 152. Plena ita dari solet, ut proxime supra diximus. Angusta ita dari solet: TITIAE UXORI MEAE TUTORIS OPTIONEM DUMTAXAT SEMEL DO, aut: DUMTAXAT BIS DO. 153. Quae optiones plurimum inter se differunt. Nam quae plenam optionem habet, potest semel et bis et ter et saepius tutorem optare; quae vero angustam habet optionem, si dumtaxat semel data est optio, amplius quam semel optare non potest; si dumtaxat bis, amplius quam bis optandi facultatem non habet. 154. Vocantur autem hi qui nominatim testamento tutores dantur, dativi: qui ex optione sumuntur, optivi.

155. Quibus testamento quidem tutor datus non sit, iis ex lege XII tabularum agnati sunt tutores, qui vocantur legitimi. 156. Sunt autem agnati per virilis sexus personas cognatione juncti, quasi a patre cognati, veluti frater eodem patre natus, fratris filius neposve ex eo, item patruus et patrum filius et nepos ex eo. At hi qui per feminini sexus personas cognatione conjunguntur, non sunt agnati, sed alias naturali jure cognati. Itaque inter avunculum et sororis filium non agnatio est, sed cognatio. Item amitae, materterae filius non est mihi agnatus, sed cognatus, et invicem scilicet ego illi eodem jure conjungor, quia qui nascuntur patris, non matris familiam secuntur. 157. Et olim quidem, quantum ad legem XII tabularum attinet, etiam feminae agnatos habebant tutores. Sed postea lex Claudia lata est, quae quod ad feminas attinet, agnatorum tutelas sustulit; itaque masculus quidem impubes fratrem puberem aut patruum habet tutorem, femina vero talem habere tutorem non potest. 158. Sed agnationis quidem jus capitis deminutione perimitur, cognationis vero jus eo modo non commutatur, quia civilis ratio civilia quidem jura corrumpere potest, naturalia vero non potest. 159. Est autem capitis deminutio prioris status permutatio. Eaque tribus modis accidit: nam aut maxima est capitis deminutio, aut minor quam quidam mediam vocant, aut minima. 160. Maxima est capitis deminutio, cum aliquis simul et civitatem et libertatem amittit; quae accidit incensis, qui ex forma censuali venire jubentur; quod jus proprie hodie in usu non est; sed libertatem poenae causa hodie amittunt ex lege Aelia Sentia qui dediticiorum numero sunt, si¹ qui contra eam legem in urbe Roma domicilium habuerint; item feminae, quae ex senatusconsulto Claudiano

1. Resitution de Mommsen; v. les autres conjectures dans Dubois.

ancillae sunt eorum dominorum, quibus invitis et denuntiantibus cum servis eorum coierint. 161. Minor sive media est capitis deminutio, cum civitas amittitur, libertas retinetur; quod accidit ei cui aqua et igni interdictum fuerit. 162. Minima est capitis deminutio, cum et civitas et libertas retinetur, sed status hominis commutatur; quod accidit in his qui adoptantur, item in his quae coemptionem faciunt, et in his qui mancipio dantur quique ex mancipatione manumittuntur; adeo quidem, ut quotiens quisque mancipetur aut manumittatur, totiens capite deminuat. 163. Nec solum majoribus capitis deminutionibus jus agnationis corrumpitur, sed etiam minima; et ideo si ex duobus liberis alterum pater emancipaverit, post obitum ejus neuter alteri agnationis jure tutor esse poterit. 164. Cum autem ad agnatos tutela pertineat, non simul ad omnes pertinet, sed ad eos tantum qui proximo gradu sunt.¹

Manquent 18 lignes illisibles.

165. Ex eadem lege XII tabularum libertarum et inpuberum libertorum tutela ad patronos liberosque eorum pertinet. Quae et ipsa tutela legitima vocatur, non quia nominatim ea lege de hac tutela cavetur, sed quia proinde accepta est per interpretationem, atque si verbis legis introducta esset. Eo enim ipso, quod hereditates libertorum libertarumque, si intestati decessissent, jusserat lex ad patronos liberosve eorum pertinere, crediderunt veteres voluisse legem etiam tutelae ad eos pertinere, quia et agnatos quos ad hereditatem vocavit, eosdem et tutores esse jusserat.

166. Exemplo patronorum receptae sunt et aliae tutelae, quae et ipsae legitimae vocantur. Nam si quis filium nepotemve ex filio et deinceps inpuberes, aut filiam neptemve ex filio et deinceps tam puberes quam inpuberes alteri ea lege mancipio dederit, ut sibi remanciparentur, remancipatosque manumiserit, legitimus eorum tutor erit. [DE FIDUCIARIA TUTELA]. 166^a. Sunt et aliae tutelae, quae fiduciariae vocantur, id est quae ideo nobis competunt, quia liberum caput mancipatum nobis vel a parente vel a coemptionatore manumiserimus. 167. Sed Latinarum et Latinorum inpuberum tutela non omni modo ad manumissores eorum pertinet, sed ad eos quorum ante manumissionem ex jure Quiritium fuerunt; unde si ancilla ex jure Quiritium tua

1. Gaius traite sans doute ensuite de la tutelle des gentils à laquelle doit se reporter le renvoi de 3, 17. Des 18 premières lignes de la page on n'a pu lire que les mots : 'urbe... in urbe Roma... itaque ut serv... est... sunt... esse... simili' qui, malgré les conjectures de Huschke reproduites par Giraud, ne permettent guère une supposition quelconque.

sit, in bonis mea, a me quidem solo, non etiam a te manumissa, Latina fieri potest, et bona ejus ad me pertinent, sed ejus tutela tibi competit; nam ita lege Junia cavetur; itaque si ab eo cujus et in bonis et ex jure Quiritium ancilla fuerit, facta sit Latina, ad eundem et bona et tutela pertinent.

168. Agnatis et patronis et liberorum capitum manumissoribus permissum est feminarum tutelam alii in jure cedere; pupillorum autem tutelam non est permissum cedere, quia non videtur onerosa, cum tempore pubertatis finiatur.

169. Is autem cui ceditur tutela, cessicius tutor vocatur.

170. Quo mortuo aut capite deminuto revertitur ad eum tutorem tutela qui cessit; ipse quoque qui cessit si mortuus aut capite deminutus sit, a cessicio tutela discedit et revertitur ad eum qui post eum qui cesserat secundum gradum in ea tutela habuerit. 171. Sed quantum ad agnatos pertinet, nihil hoc tempore de cessicia tutela quaeritur, cum agnatorum tutelae in feminis lege Claudia sublatae sint. 172. Sed fiduciarios quoque quidam putaverunt cedendae tutelae jus non habere, cum ipsi se oneri subjecerint. Quod etsi placeat, in parente tamen qui filiam neptemve aut proneptem alteri ea lege mancipio dedit, ut sibi remanciparetur, remancipatamque manumisit, idem dici non debet, cum is et legitimus tutor habeatur, et non minus huic quam patronis honor praestandus sit.

173. Praeterea senatusconsulto mulieribus permissum est in absentis tutoris locum alium petere; quo petito prior desinit; nec interest quam longe absit is tutor. 174. Sed excipitur, ne in absentis patroni locum liceat libertae tutorem petere. 175. Patroni autem loco habemus etiam parentem qui ex eo, quod ipse sibi remancipatam filiam neptemve aut proneptem manumisit, legitimam tutelam nactus est. Sed hujus quidem liberi fiduciarii tutoris loco numerantur, patroni autem liberi eandem tutelam adipiscuntur, quam et pater eorum habuit. 176. Sed aliquando etiam in patroni absentis locum permittitur tutorem petere, veluti ad hereditatem adeundam. 177. Idem senatus censuit et in persona pupilli patroni filii. 178. Nam et lege Julia de maritandis ordinibus ei quae in legitima tutela pupilli sit, permittitur dotis constituendae gratia a praetore urbano tutorem petere. 179. Sane patroni filius etiamsi inpubes sit, libertae efficietur tutor, quamquam in nulla re auctor fieri potest, cum ipsi nihil permissum sit sine tutoris auctoritate agere. 180. Item si qua in tutela legitima furiosi aut muti sit, permittitur ei senatusconsulto dotis constituendae gratia tutorem petere. 181. Quibus casibus salvam

manere tutelam patrono patronique filio manifestum est. 182. Praeterae senatus censuit, ut si tutor pupilli pupillaeve suspectus a tutela remotus sit, sive ex justa causa fuerit excusatus, in locum ejus alius tutor detur, quo facto prior tutor amittit tutelam. 183. Haec omnia similiter et Romae et in provinciis observantur, scilicet *ut Romae a praetore et in provinciis a praeside provinciae tutor peti debeat*. 184. Olim cum legis actiones in usu erant, etiam ex illa causa tutor dabatur, si inter tutorem et mulierem pupillumve lege agendum erat; nam quia ipse tutor in re sua auctor esse non poterat, alius dabatur, quo auctore legis actio perageretur, qui dicebatur praetorius tutor, quia a praetore urbano dabatur. Sed post sublatis legis actiones quidam putant hanc speciem dandi tutoris in usu esse desiisse, aliis autem placet adhuc in usu esse, si legitimo judicio agatur.

185. Si cui nullus omnino tutor sit, ei datur in urbe Roma ex lege Atilia a praetore urbano et majore parte tribunorum plebis, qui Atilianus tutor vocatur; in provinciis vero a praesidibus provinciarum ex lege Julia et Titia. 186. Et ideo si cui testamento tutor sub condicione aut ex die certo datus sit, quamdiu condicio aut dies pendet, tutor dari potest; item si pure datus fuerit, quamdiu nemo heres existat, tamdiu ex his legibus tutor petendus est; qui desinit tutor esse, posteaquam aliquis ex testamento tutor esse coeperit. 187. Ab hostibus quoque tutore capto ex his legibus tutor peti debet; qui desinit tutor esse, si is qui captus est, in civitatem reversus fuerit; nam reversus recipit tutelam jure postliminii.

188. Ex his apparet quot sint species tutelarum. Si vero quaeramus in quot genera haec species diducantur, longa erit disputatio; nam de ea re valde veteres dubitaverunt, nosque diligentius hunc tractatum executi sumus et in edicti interpretatione et in his libris quos ex Q. Mucio fecimus. Hoc tantisper sufficit admonuisse, quod quidam quinque genera esse dixerunt, ut Q. Mucius; alii tria, ut Ser. Sulpicius; alii duo, ut Labeo; alii tot genera esse crediderunt, quot etiam species essent.

189. Sed inpuberes quidem in tutela esse omnium civitatum jure contingit, quia id naturali rationi conveniens est, ut is qui perfectae aetatis non sit, alterius tutela regatur. Nec fere ulla civitas est in qua non licet parentibus liberis suis inpuberibus testamento tutorem dare; quamvis, ut supra diximus, soli cives Romani videantur liberos suos in potestate habere. 190. Feminas vero perfectae aetatis in tutela esse fere

nulla pretiosa ratio suasisse videtur; nam quæ vulgo creditur, quia levitate animi plerumque decipiuntur et æquum erat eas tutorum auctoritate regi, magis speciosa videtur quam vera; mulieres enim quæ perfectæ ætatis sunt, ipsæ sibi negotia tractant, et in quibusdam causis dicis gratia tutor interponit auctoritatem suam; sæpe etiam invitus auctor fieri a prætore cogitur. 191. Unde cum tutore nullum ex tutela iudicium mulieri datur; at ubi pupillorum pupillarumve negotia tutores tractant, ei post pubertatem tutelæ iudicio rationem reddunt. 192. Sane patronorum et parentum legitimæ tutelæ vim aliquam habere intelleguntur eo quod hi neque ad testamentum faciendum neque ad res mancipi alienandas neque ad obligationes suscipiendas auctores fieri coguntur, præterquam si magna causa alienandarum rerum mancipi obligationis suscipiendæ interveniat; eaque omnia ipsorum causa constituta sunt, ut, quia ad eos intestatarum mortuarum hereditates pertinent, neque per testamentum excludantur ab hereditate, neque alienatis pretiosioribus rebus susceptoque aere alieno minus locuples ad eos hereditas perveniat. 193. Apud peregrinos non similiter ut apud nos in tutela sunt feminae; sed tamen plerumque quasi in tutela sunt; ut ecce lex Bithynorum, si quid mulier contrahat, maritum auctorem esse jubet aut filium ejus puberem.

194. Tutela autem liberantur ingenuæ quidem trium liberorum jure, libertinae vero quattuor, si in patroni liberorum ejus legitima tutela sint; nam ceteræ quæ alterius generis tutores habent, velut Atilianos aut fiduciarios, trium liberorum jure tutela liberantur. 195. Potest autem pluribus modis libertina alterius generis tutorem habere, veluti si a femina manumissa sit; tunc enim e lege Atilia petere debet tutorem, vel in provinciis e lege Julia et Titia; nam in patronæ tutela esse non potest. 195^a. Item si a masculo manumissa fuerit et auctore eo coemptionem fecerit, deinde remancipata et manumissa sit, patronum quidem habere tutorem desinit, incipit autem habere eum tutorem a quo manumissa est, qui fiduciarus dicitur. 195^b. Item si patronus ejusve filius in adoptionem se dedit, debet liberta e lege Atilia vel Julia et Titia tutorem petere. 195^c. Similiter ex isdem legibus petere debet tutorem liberta, si patronus decesserit nec ullum virilis sexus liberorum in familia reliquerit.

196. Masculi autem cum puberes esse coeperint, tutela liberantur. Puberem autem Sabinus quidem et Cassius ceterique nostri præceptores eum esse putant, qui habitu corporis

pubertatem ostendit, id est eum qui generare potest ; sed in his qui pubescere non possunt, quales sunt spadones, eam aetatem esse spectandam, cujus aetatis puberes fiunt ; sed diversae scholae auctores annis putant pubertatem aestimandam, id est eum puberem esse existimant *qui XIII annos explevit*¹.

23 lignes illisibles.

197²..... aetatem pervenerit, in qua res suas tueri possit ; sicuti apud peregrinas gentes custodiri superius indicavimus. 198. Ex isdem causis et in provinciis a praesidibus earum curatores dari solent³.

199. Ne tamen et pupillorum et eorum qui in curatione sunt, negotia a tutoribus curatoribusque consumantur aut deminuantur, curat praetor, ut et tutores et curatores eo nomine satisfiant. 200. Sed hoc non est perpetuum ; nam et tutores *testamento* dati satisfidare non coguntur, quia fides eorum et diligentia ab ipso testatore probata est ; et curatores, ad quos non e lege curatio pertinet, sed qui vel a consule vel a praetore vel a praeside provinciae dantur, plerumque non coguntur satisfidare, scilicet quia satis honesti electi sunt.

COMMENTARIUS SECUNDUS.

1. *Superiore commentario de jure personarum* exposuimus ; modo videamus de rebus ; quae vel in nostro patrimonio sunt vel extra nostrum patrimonium habentur.

2. Summa itaque rerum divisio in duos articulos diducitur : nam aliae sunt divini juris, aliae humani. 3. Divini juris sunt veluti res *sacrae* et *religiosae*. 4. *Sacrae* sunt quae diis superis consecratae sunt ; *religiosae* quae diis Manibus relictæ sunt. 5. Sed *sacrum* quidem hoc solum existimatur quod ex auctoritate populi Romani consecratum est, veluti lege de ea re lata aut senatusconsulto facto. 6. *Religiosum* vero nostra voluntate facimus mortuum inferentes in locum nostrum, si modo ejus mortui funus ad nos pertineat. 7. Sed in provin-

1. Dans la page illisible qui suit, Gaius doit avoir d'abord cité l'opinion de Priscus sur le moment de la puberté (Ulp., 11, 28), puis avoir traité des curateurs tels qu'ils existaient de son temps dans le même ordre qu'Ulpien, 12 (cf. Ep. 1, 8). — 2. Krueger suppose que le début du § se rapporte à la curatelle imposée au mineur par le testament du père et confirmée par le préteur *donec ad eam aetatem*... En sens contraire, Huschke. — 3. Ms. : volunt. Lachmann : solent ; Huschke : voluit en le rapportant non pas, comme on a fait autrefois, à la décision de Marc-Aurèle, qui est postérieure, mais à la loi Plaetoria.

ciali solo placet plerisque solum religiosum non fieri, quia in eo solo dominium populi Romani est vel Caesaris, nos autem possessionem tantum vel usumfructum habere videmur; utique tamen etiamsi non sit religiosum, pro religioso habetur. 7^a Item quod in provinciis non ex auctoritate populi Romani consecratum est, proprie sacrum non est, tamen pro sacro habetur. 8. Sanctae quoque res, velut muri et portae, quodammodo divini juris sunt. 9. Quod autem divini juris est, id nullius in bonis est; id vero quod humani juris est, plerumque alicujus in bonis est; potest autem et nullius in bonis esse; nam res hereditariae, antequam aliquis heres existat, nullius in bonis sunt¹.

8 lignes illisibles environ.

... e domino. 10. Hae autem quae humani juris sunt, aut publicae sunt aut privatae. 11. Quae publicae sunt, nullius videntur in bonis esse; ipsius enim universitatis esse creduntur. Privatae sunt quae singulorum hominum sunt.

12. Quaedam praeterea res corporales sunt, quaedam incorporales. 13. Corporales hae sunt quae tangi possunt, velut fundus homo vestis aurum argentum et denique aliae res innumerabiles. 14. Incorporales sunt quae tangi non possunt, qualia sunt ea quae jure consistunt, sicut hereditas, ususfructus, obligationes quoquo modo contractae. Nec ad rem pertinet, quod in hereditate res corporales continentur et fructus qui ex fundo percipiuntur corporales sunt, et quod ex aliqua obligatione nobis debetur, id plerumque corporale est, veluti fundus homo pecunia; nam ipsum jus successionis et ipsum jus utendi fruendi et ipsum jus obligationis incorporale est. Eodem numero sunt jura praediorum urbanorum et rusticorum. Praediorum urbanorum jura sunt velut jus altius tollendi aedes et officendi luminibus vicini aedium aut non extollendi, ne luminibus vicini officiat. Item fluminum et stillicidiorum jus, id est ut vicinus flumen vel stillicidium in aream vel in aedes suas recipiat; item cloacae immittendae et luminum immittendorum. Praediorum rusticorum jura sunt velut via iter actus, item pecoris ad aquam adpulsus, item jus aquae ducendae. Haec jura tam rusticorum quam urbanorum praediorum servitutes vocantur². 14^a. Est etiam alia rerum divisio: nam aut Mancipi sunt aut nec Mancipi. Mancipi sunt velut fundus in Italico solo, item aedes in Italico solo, item servi et ea animalia quae collo dor-

1. Restitué d'après D., 1, 8, 1, pr. Le texte devait ensuite contenir un autre passage omis au Dig. V. les conjectures dans Dubois. — 2. Restitué quant au sens par Studemund et Krueger; v. d'autres restitutions dans Dubois.

*sore domari solent, velut boves equi muli asini; item servitutes praediorum rusticorum. Nam servitutes praediorum urbanorum nec mancipi sunt*¹. 15. Item stipendiaria praedia et tributaria nec mancipi sunt. Sed quod diximus *ea animalia quae domari solent* mancipi esse *quomodo intellegendum sit, quaeritur, quia, non statim ut nata sunt, domantur. Et nostrae quidem scholae auctores, statim ut nata sunt, mancipi esse putant; Nerva vero et Proculus et ceteri diversae scholae auctores non aliter ea mancipi esse putant, quam si domita sunt; et si propter nimiam feritatem domari non possunt, tunc videri mancipi esse incipere, cum ad eam aetatem pervenerint, qua domari solent.* 16. *Item ferae bestiae nec mancipi sunt, velut ursi, leones, item ea animalia quae fere bestiarum numero sunt, veluti elephanti et cameli; et ideo ad rem non pertinet, quod haec animalia etiam collo dorsove domari solent; nam ne nomen quidem eorum animalium illo tempore notum fuit, quo constituebatur quaedam res mancipi esse quaedam nec mancipi.* 17. *Item fere omnia quae incorporalia sunt, nec mancipi sunt, exceptis servitutibus praediorum rusticorum; nam eas mancipi esse constat, quamvis sint ex numero rerum incorporalium.*

18. *Magna autem differentia est inter mancipi res et nec mancipi.* 19. *Nam res nec mancipi ipsa traditione pleno jure alterius fiunt, si modo corporales sunt et ob id recipiunt traditionem.* 20. *Itaque si tibi vestem vel aurum vel argentum tradidero sive ex venditionis causa sive ex donationis sive quavis alia ex causa, statim tua sit ea res, si modo ego ejus dominus sim.* 21. *In eadem causa sunt provincialia praedia, quorum alia stipendiaria alia tributaria vocamus. Stipendiaria sunt ea quae in his provinciis sunt, quae propriae populi Romani esse intelleguntur; tributaria sunt ea quae in his provinciis sunt, quae propriae Caesaris esse creduntur.*

22. *Mancipi vero res sunt quae per mancipationem ad alium transferuntur; unde etiam mancipi res sunt dictae. Quod autem valet mancipatio, idem valet et in jure cessio.* 23. *Et mancipatio quidem quemadmodum fiat, superiore commentario tradidimus.* 24. *In jure cessio autem hoc modo fit: apud magistratum populi Romani, veluti praetorem, is cui res in jure ceditur rem tenens ita dicit: HUNC EGO HOMINEM EX JURE QUIRTIUM MEUM ESSE AIO; deinde postquam hic vindicaverit, praetor interrogat eum qui cedit, an contra vindicet; quo negante aut*

1. Resitué quant au sens.

tacente tunc ei qui vindicaverit, eam rem addicit ; idque legis actio vocatur. Hoc fieri potest etiam in provinciis apud praesides earum. 25. Plerumque tamen et fere semper mancipationibus utimur : quod enim ipsi per nos praesentibus amicis agere possumus, hoc non est necesse cum maiore difficultate apud praetorem aut apud praesidem provinciae agere. 26. Quodsi neque mancipata neque in iure cessa sit res mancipi, *sed tantum tradita*....¹

Suivent 31 lignes presque totalement illisibles.

27... est quo nomine..... ere vel..... praedium..... dem ulla libera civitas..... admonendi sumus... esse, provincialis soli nexum non e... .. significationem solum *Italicum* mancipi *est*, provinciale nec mancipi est ; aliter enim veteri lingua a.... .. mancipa...

28. *Res* incorporeales traditionem non recipere manifestum est. 29. Sed iura praediorum urbanorum in iure cedi *tantum* possunt ; rusticorum vero etiam mancipari possunt.

30. Ususfructus in iure cessionem tantum recipit ; nam dominus proprietatis alii usumfructum in iure cedere potest, ut ille usumfructum habeat et ipse nudam proprietatem retineat. Ipse usufructuarius in iure cedendo domino proprietatis usumfructum efficit, ut a se discedat et convertatur in proprietatem ; alii vero in iure cedendo nihilo minus jus suum retinet ; creditur enim ea cessione nihil agi. 31. Sed haec scilicet in *Italicis* praediis ita sunt, quia et ipsa praedia mancipationem et in iure cessionem recipiunt. Alioquin in provincialibus praediis sive quis usumfructum sive jus eundi agendi aquamve ducendi vel alius tollendi aedes aut non tollendi, ne luminibus vicini officiantur, ceteraque similia iura constituere velit, pactionibus et stipulationibus id efficere potest ; quia ne ipsa quidem praedia mancipationem aut in iure cessionem recipiunt. 32. Sed cum usufructus et hominum et ceterorum animalium constitui possit, intellegere debemus horum usumfructum etiam in provinciis per in iure cessionem constitui posse. 33. Quod autem diximus usumfructum in iure cessionem tantum recipere, non est temere dictum, *quamvis*

1. Suit une page très difficile dans laquelle on n'avait rien lu avant Studemund qui n'y a discerné que quelques mots : '... plena possessio concessa... ex formula qua hi qui... fructus na... Item adhuc i... non fuissent'. Pour cette page, ainsi que pour la suivante, dont le commencement est également très difficile à lire, les lettres lues par Studemund condamnent quant à la forme à peu près toutes les restitutions antérieures. Quant au fond, Gaius paraît avoir traité, dans le passage qui manque, de la tradition d'une *res mancipi* et du *commercium*, Cf. Ulpien, 19, 4-5.

etiam per mancipationem constitui possit eo, quod in mancipanda proprietate detrahi potest; non enim ipse ususfructus mancipatur, sed cum in mancipanda proprietate deducatur, eo fit ut apud alium ususfructus, apud alium proprietatis sit.

34. Hereditas quoque in jure cessionem tantum recipit.

35. Nam si is ad quem ab intestato legitimo jure pertinet hereditas, in jure eam alii ante aditionem cedat, id est antequam heres extiterit, proinde fit heres is cui in jure cesserit, ac si ipse per legem ad hereditatem vocatus esset; post obligationem vero si cesserit, nihilo minus ipse heres permanet et ob id creditoribus tenebitur, debita vero pereunt eoque modo debitores hereditarii lucrum faciunt; corpora vero ejus hereditatis proinde transeunt ad eum cui cessa est hereditas, ac si ei singula in jure cessa fuissent. 36. Testamento autem scriptus heres ante aditam quidem hereditatem in jure cedendo eam alii nihil agit; postea vero quam adierit si cedat, ea accidunt quae proxime diximus de eo ad quem ab intestato legitimo jure pertinet hereditas, si post obligationem in jure cedat.

37. Idem et de necessariis heredibus diversae scholae auctores existimant, quod nihil videtur interesse, utrum aliquis adeundo hereditatem fiat heres, an invitus existat; quod quale sit, suo loco apparebit. Sed nostri praeceptores putant nihil agere necessarium heredem, cum in jure cedat hereditatem.

38. Obligationes quoquo modo contractae nihil eorum recipiunt. Nam quod mihi ab aliquo debetur, id si velim tibi deberi, nullo eorum modo, quibus res corporales ad alium transferuntur, id efficere possum, sed opus est, ut jubente me tu ab eo stipuleris; quae res efficit, ut a me liberetur et incipiat tibi teneri; quae dicitur novatio obligationis. 39. Sine hac vero novatione non poteris tuo nomine agere, sed debes ex persona mea quasi cognitor aut procurator meus experiri.

40. Sequitur ut admoneamus apud peregrinos quidem unum esse dominium: nam aut dominus quisque est, aut dominus non intellegitur. Quo jure etiam populus Romanus olim utebatur: aut enim ex jure Quiritium unusquisque dominus erat, aut non intellegebatur dominus; sed postea divisionem accepit dominium, ut alius possit esse ex jure Quiritium dominus, alius in bonis habere. 41. Nam si tibi rem mancipi neque mancipavero neque in jure cesserero, sed tantum tradidero, in bonis quidem tuis ea res efficitur, ex jure Quiritium vero mea permanebit, donec tu eam possidendo usucapias; semel enim inpleta usucapione proinde pleno jure incipit, id est et in bonis et ex jure Quiritium tua res esse, ac si ea mancipata

vel in jure cessa esset. 42. *Usucapio autem* mobilium quidem rerum anno completur, fundi vero et aedium biennio; et ita lege XII tabularum cautum est.

43. Ceterum etiam earum rerum usucapio nobis competit quae non a domino nobis traditae fuerint, sive mancipi sint eae res sive nec mancipi, si modo eas bona fide acceperimus, cum crederemus eum qui traderet dominum esse. 44. Quod ideo receptum videtur, ne rerum dominia diutius in incerto essent, cum sufficeret domino ad inquirendam rem suam anni aut biennii spatium, quod tempus ad usucapionem possessori tributum est.

45. Sed aliquando etiamsi maxime quis bona fide alienam rem possideat, non tamen illi usucapio procedit, velut si quis rem furtivam aut vi possessam possideat; nam furtivam lex XII tabularum usucapi prohibet, vi possessam lex Julia et Plautia. 46. Item provincialia praedia usucapionem non recipiunt. 47. *Item olim* mulieris quae in agnatorum tutela erat, res mancipi usucapi non poterant, praeterquam si ab ipsa tutore auctore traditae essent; idque ita lege XII tabularum cautum erat. 48. Item liberos homines et res sacras et religiosas usucapi non posse manifestum est. 49. Quod ergo vulgo dicitur furtivarum rerum et vi possessarum usucapionem per legem XII tabularum prohibitam esse, non eo pertinet, ut ne ipse fur quive per vim possidet, usucapere possit (nam huic alia ratione usucapio non compedit, quia scilicet mala fide possidet); sed nec ullus alius, quamquam ab eo bona fide emerit, usucapiendi jus habeat. 50. Unde in rebus mobilibus non facile procedit, ut bonae fidei possessori usucapio competat, quia qui alienam rem vendidit et tradidit, furtum committit; idemque accidit etiam si ex alia causa tradatur. Sed tamen hoc aliquando aliter se habet; nam si heres rem defuncto commodatam aut locatam vel apud eum depositam, existimans eam esse hereditariam vendiderit aut donaverit, furtum non committit; item si is ad quem ancillae ususfructus pertinet, partum etiam suum esse credens vendiderit aut donaverit, furtum non committit; furtum enim sine adfectu furandi non committitur. Aliis quoque modis accidere potest, ut quis sine vitio furti rem alienam ad aliquem transferat et efficiat, ut a possessore usucapiatur. 51. Fundi quoque alieni potest aliquis sine vi possessionem nancisci, quae vel ex negligentia domini vacet, vel quia dominus sine successore decesserit vel longo tempore afuerit; quam si ad alium bona fide accipientem transtulerit, poterit usucapere possessor; et quamvis ipse qui vacantem

possessionem nactus est, intellegat alienum esse fundum, *tamen nihil hoc bonae fidei possessori ad usucapionem nocet, cum improbata sit eorum sententia, qui putaverint furtivum fundum fieri posse.*

52. Rursus ex contrario accidit, ut qui sciat alienam rem se possidere, usucapiat, veluti si rem hereditariam, cujus possessionem heres nondum nactus est, aliquis possederit; nam ei concessum est usucapere, si modo ea res est quae recipit usucapionem; quae species possessionis et usucapionis pro herede vocatur. 53. Et in tantum haec usucapio concessa est, ut et res quae solo continentur, anno usucapiuntur. 54. Quare autem *hoc casu etiam* soli rerum annua constituta sit usucapio, illa ratio est, quod olim rerum hereditariarum possessione *velut ipsae hereditates usucapi credebantur, scilicet anno.* Lex enim XII tabularum soli quidem res biennio usucapi jussit, ceteras vero anno. Ergo hereditas in ceteris rebus videbatur esse, quia soli non est, quia neque corporalis est: *et quamvis postea creditum sit ipsas hereditates usucapi non posse, tamen in omnibus rebus hereditariis, etiam quae solo tenentur, annua usucapio remansit.* 55. Quare autem omnino tam improba possessio et usucapio concessa sit, illa ratio est, quod voluerunt veteres maturius hereditates adiri, ut essent qui sacra facerent, quorum illis temporibus summa observatio fuit, *et ut creditores haberent, a quo suum consequerentur.* 56. Haec autem species possessionis et usucapionis etiam lucrativa vocatur; nam sciens quisque rem alienam lucri facit. 57. Sed hoc tempore jam non est lucrativa: nam ex auctoritate Hadriani senatusconsultum factum est, ut tales usucapiones revocarentur; et ideo potest heres ab eo qui rem usucepit hereditatem petendo proinde eam rem consequi, atque si usucapta non esset. 58. Necessario tamen herede extante nihil ipso jure pro herede usucapi potest. 59. Adhuc etiam ex aliis causis sciens quisque rem alienam usucapit; nam qui rem alicui fiduciae causa mancipio dederit vel in jure cesserit, si eandem ipse possederit, potest usucapere, anno scilicet, *etiam* soli si sit. Quae species usucapionis dicitur usureceptio, quia id quod aliquando habuimus, recipimus per usucapionem. 60. Sed fiducia contrahitur aut cum creditore pignoris jure, aut cum amico, quo tutius nostrae res apud eum *sint*; *et siquidem cum amico contracta sit fiducia, sane omni modo competit usureceptio; si vero cum creditore, soluta quidem pecunia omni modo competit, nondum vero soluta ita demum competit, si neque conduxerit eam rem a creditore debitor, neque precario*

rogaverit, ut eam rem possidere liceret; quo casu lucrativa ususcapio competit. 61. Item si rem obligatam sibi populus vendiderit eamque dominus possederit, concessa est usureceptio; sed hoc casu praedium biennio usurecipitur. Et hoc est quod vulgo dicitur ex praediatura possessionem usurecipi; nam qui mercatur a populo, praediator appellatur¹.

62. Accidit aliquando, ut qui dominus sit, alienandae rei potestatem non habeat, et qui dominus non sit, alienare possit. 63. Nam dotale praedium maritus invita muliere per legem Juliam prohibetur alienare, quamvis ipsius sit vel mancipatum ei dotis causa vel in jure cessum vel usucaptum. Quod quidem jus utrum ad Italica tantum praedia an etiam ad provincialia pertineat, dubitatur. 64. Ex diverso agnatus furiosi curator rem furiosi alienare potest ex lege XII tabularum; item procurator si quid ne corrumpatur distrahendum est²; item creditor pignus ex pactione, quamvis ejus ea res non sit. Sed hoc forsitan ideo videatur fieri, quod voluntate debitoris intellegitur pignus alienari, qui olim pactus est, ut liceret creditori pignus vendere, si pecunia non solvatur.

65. Ergo ex his quae diximus apparet quaedam naturali jure alienari, qualia sunt ea quae traditione alienantur; quaedam civili, nam mancipationis et in jure cessionis et usucapionis jus proprium est civium Romanorum.

66. Nec tamen ea tantum quae traditione nostra fiunt, naturali nobis ratione adquiruntur, sed etiam si occupando ideo res adquisierimus³, quia antea nullius essent; qualia sunt omnia quae terra mari caelo capiuntur. 67. Itaque si feram bestiam aut volucrem aut piscem ceperimus, quidquid ita captum fuerit, id statim nostrum fit et eo usque⁴ nostrum esse intellegitur, donec nostra custodia coerceatur; cum vero custodiam nostram evaserit et in naturalem libertatem se receperit, rursus occupantis fit, quia nostrum esse desinit; naturalem autem libertatem recipere videtur, cum aut oculos nostros evaserit, aut licet in conspectu sit nostro, difficilis tamen inde rei persecutio sit. 68. In his autem animalibus quae ex consuetudine abire et redire solent, veluti columbis et apibus, item cervis qui in silvas ire et redire solent, talem habemus

1. Beaucoup d'éditeurs transportent ici, en supposant un déplacement de pages, les §§ 65-70; en sens contraire Mommsen. — 2. Mommsen, arg. D., 3, 3, 63; Krueger, arg. Inst. 2, 1, 43. D., 41, 1, 9, 4; 'item procurator rem absentis, cujus negotiorum libera administratio ei permessa est'; Huschke; 'item procurator jure civili cujus persona officio muneris eadem est' (?). — 3. Krueger et Studemund, d'après les traits du ms., quoique ne pouvant être de Gaius. — 4. Restitution ancienne exacte quant au fond, mais non quant aux termes (cf. Inst., 2, 1, 12. D., 41, 1, 8, 3).

regulam traditam, ut si revertendi animum habere desierint, etiam nostra esse desinant et fiant occupantium; revertendi autem animum videntur desinere habere, cum revertendi consuetudinem deseruerint. 69. Ea quoque quae ex hostibus capiuntur, naturali ratione nostra fiunt. 70. Sed et id quod per adluvionem nobis adjicitur, eodem jure nostrum fit; per adluvionem autem id videtur adjici quod ita paulatim flumen agro nostro adjicit, ut aestimare non possimus, quantum quoquo momento temporis adjiciatur: hoc est quod vulgo dicitur per adluvionem id adjici videri quod ita paulatim adjicitur, ut oculos nostros fallat. 71. Itaque si flumen partem aliquam ex tuo praedio resciderit et ad meum praedium pertulerit, haec pars tua manet. 72. At si in medio flumine insula nata sit, haec eorum omnium communis est qui ab utraque parte fluminis prope ripam praedia possident; si vero non sit in medio flumine, ad eos pertinet qui ab ea parte quae proxima est, juxta ripam praedia habent. 73. Praeterea id quod in solo nostro ab aliquo aedificatum est, *quamvis* ille suo nomine aedificaverit, jure naturali nostrum fit, quia superficies solo cedit. 74. Multoque magis id accidit et in planta quam quis in solo nostro posuerit, si modo radicibus terram complexa fuerit. 75. Idem contingit et in frumento quod in solo nostro ab aliquo satum fuerit. 76. Sed si ab eo petamus fundum vel aedificium, et impensas in aedificium vel in seminaria vel in sementem factas ei solvere nolumus, poterit nos per exceptionem doli mali repellere, utique si bonae fidei possessor fuerit. 77. Eadem ratione probatum est, quod in chartulis sive membranarum meis aliquis scripserit, licet aureis litteris, meum esse, quia litterae chartulis sive membranarum cedunt. Itaque si ego eos libros casu membranarum petam nec impensam scripturae solvam, per exceptionem doli mali summoveri potero. 78. Sed si in tabula mea aliquis pinxerit veluti imaginem, contra probatur; magis enim dicitur tabulam picturae cedere. Cujus diversitatis vix idonea ratio redditur; certe secundum hanc regulam si me possidente petas imaginem tuam esse, nec solvas pretium tabulae, poteris per exceptionem doli mali summoveri; at si tu possideas, consequens est ut utilis mihi actio adversum te dari debeat; quo casu nisi solvam impensam picturae, poteris me per exceptionem doli mali repellere, utique si bonae fidei possessor fueris. Illud palam est, quod sive tu subripueris tabulam sive alius, competit mihi furti actio.

79. In aliis quoque speciebus naturalis ratio requiritur. Proinde si ex uvis aut olivis aut spicis meis vinum aut oleum

aut frumentum feceris, quaeritur utrum meum sit id vinum aut oleum aut frumentum, an tuum. Item si ex auro aut argento meo vas aliquod feceris, vel ex tabulis meis navem aut armarium aut subsellium fabricaveris; item si ex lana mea vestimentum feceris, vel si ex vino et melle meo mulsum feceris, sive ex medicamentis meis emplastrum vel collyrium feceris, *quaeritur utrum tuum sit id quod ex meo effeceris*, an meum. Quidam materiam et substantiam spectandam esse putant, id est ut cujus materia sit, illius et res quae facta sit videatur esse, idque maxime placuit Sabino et Cassio. Alii vero *ejus rem* esse putant qui fecerit, idque maxime diversae scholae auctoribus visum est; sed eum quoque, cujus materia et substantia fuerit, furti adversus eum qui subriperit habere actionem; nec minus adversus eundem conditionem ei competere, quia extinctae res, licet vindicari non possint, condici tamen furibus et quibusdam aliis possessoribus possunt.

[R. V. DE PUPILIS AN ALIQUID A SE ALIENARE POSSUNT].

80. Nunc admonendi sumus neque feminam neque pupillum sine tutoris auctoritate rem mancipi alienare posse; nec mancipi vero feminam quidem posse, pupillum non posse. 81. Ideoque si quando mulier mutuum pecuniam alicui sine tutoris auctoritate dederit, quia facit eam accipientis, cum scilicet pecunia res nec mancipi sit, contrahit obligationem. 82. At si pupillus idem fecerit, quia non facit accipientis sine tutoris auctoritate, nullam contrahit obligationem; unde pupillus vindicare quidem nummos suos potest, sicubi extent, id est eos petere suos ex jure Quiritium esse neque tamen stricto jure petere potest sibi eos dari oportere. Unde de pupillo quidem quaeritur an nummis quos mutuos dedit ab eo qui accepit *consumptis civili* actione eos persequi possit, quoniam dari eos sibi oportere intendere non potest¹. 83. At ex contrario omnes res tam mancipi quam nec mancipi mulieribus et pupillis sine tutoris auctoritate solvi possunt, quoniam meliorem conditionem suam facere eis etiam sine tutoris auctoritate concessum est. 84. Itaque si debitor pecuniam pupillo solvat, facit quidem pecuniam pupilli, sed ipse non liberatur, quia nullam obligationem pupillus sine tutoris auctoritate dissolvere potest, quia nullius rei alienatio ei sine tutoris auctoritate concessa est; sed tamen si ex ea pecunia locupletior factus sit et adhuc petat, per exceptionem doli mali summoveri potest. 85. Mulieri vero etiam sine tutoris auctoritate recte solvi potest; nam qui sol-

1. Mommsen. V. les autres restitutions dans Dubois, p. 158-160.

vit, liberatur obligatione, quia res nec mancipi, ut proxime diximus, a se dimittere mulieres etiam sine tutoris auctoritate possunt. Quamquam hoc ita est si accipiat pecuniam; at si non accipiat, *sed* habere se dicat et per acceptilationem velit debitorem sine tutoris auctoritate liberare, non potest.

86. Adquiritur autem nobis non solum per nosmet ipsos, sed etiam per eos quos in potestate manu mancipiove habemus; item per eos servos in quibus usumfructum habemus; item per homines liberos et servos alienos quos bona fide possidemus. De quibus singulis diligenter dispiciamus. 87. Igitur quod liberi nostri quos in potestate habemus, item quod servi nostri mancipio accipiunt vel ex traditione nanciscuntur, sive quid stipulentur, vel ex aliquolibet causa acquirunt, id nobis acquiritur; ipse enim qui in potestate nostra est, nihil suum habere potest. Et ideo si heres institutus sit, nisi nostro jussu hereditatem adire non potest; et si jubentibus nobis adierit, hereditas nobis acquiritur proinde atque si nos ipsi heredes instituti essemus; et convenienter scilicet legatum per eos nobis acquiritur. 88. Dum tamen sciamus, si alterius in bonis sit servus, alterius ex jure Quiritium, ex omnibus causis ei soli per eum acquiri, cujus in bonis est. 89. Non solum autem proprietas per eos quos in potestate habemus acquiritur nobis, sed etiam possessio; cujus enim rei possessionem adepti fuerint, id nos possidere videmur; unde etiam per eos usucapio procedit. 90. Per eas vero personas quas in manu mancipiove habemus, proprietas quidem acquiritur nobis ex omnibus causis sicut per eos qui in potestate nostra sunt; an autem possessio adquiratur, quaeri solet, quia ipsas non possidemus. 91. De his autem servis in quibus tantum usumfructum habemus, ita placuit, ut quidquid ex re nostra vel ex operis suis adquirant, id nobis adquiratur; quod vero extra eas causas, id ad dominum proprietatis pertineat. Itaque si iste servus heres institutus sit legatumve quod ei datum fuerit, non mihi sed domino proprietatis acquiritur. 92. Idem placet de eo qui a nobis bona fide possidetur, sive liber sit sive alienus servus. Quod enim placuit de usufructuario, idem probatur etiam de bonae fidei possessore. Itaque quod extra duas istas causas adquiritur, id vel ad ipsum pertinet, si liber est, vel ad dominum, si servus est. 93. Sed bonae fidei possessor, cum usuceperit servum, quia eo modo dominus fit, ex omni causa per eum sibi acquirere potest. Usufructuarius vero usucapere non potest: primum quia non possidet, sed habet jus utendi [et] fruendi; deinde quia scit alienum servum esse. 94. De illo

quaeritur, an per eum servum in quo usumfructum habemus, possidere aliquam rem et usucapere possimus, quia ipsum non possidemus. Per eum vero, quem bona fide possidemus, sine dubio et possidere et usucapere possumus. Loquimur autem in utriusque *persona* secundum definitionem quam proxime exposuimus, id est si quid ex re nostra vel ex operis suis adquirant [id nobis adquiritur]. 95. Ex his apparet per liberos homines, quos neque juri nostro subjectos habemus neque bona fide possidemus, item per alienos servos in quibus neque usumfructum habemus neque justam possessionem, nulla ex causa nobis acquiri posse. Et hoc est quod vulgo dicitur per extraneam personam nobis acquiri non posse. Tantum de possessione quaeritur, an *per extraneam personam* nobis adquiratur. 96. In summa sciendum est his qui in potestate manu mancipiove sunt, nihil in jure cedi posse; cum enim istarum personarum nihil suum esse possit, conveniens est scilicet, ut nihil suum esse in jure vindicare possint.

97. *Hactenus* tantisper admonuisse sufficit quemadmodum singulae res nobis adquirantur. Nam legatorum jus, quo et ipso singulas res adquirimus, opportunius alio loco referemus. Videamus itaque nunc quibus modis per universitatem res nobis adquirantur. 98. Si cui heredes facti sumus, sive *cujus bonorum possessionem* petierimus, sive *cujus bona emerimus*, sive quem adoptaverimus, sive *quam* in manum ut uxorem receperimus, ejus res ad nos transeunt.

99. Ac prius de hereditatibus dispiciamus, quarum duplex condicio est: *nam* vel ex testamento vel ab intestato ad nos pertinent. 100. Et prius est ut de his dispiciamus quae nobis ex testamento obveniunt.

101. Testamentorum autem genera initio duo fuerunt: nam aut calatis comitiis testamentum faciebant, quae comitia bis in anno testamentis faciendis destinata erant, aut in procinctu, id est cum belli causa arma sumebant; procinctus est enim expeditus et armatus exercitus. Alterum itaque in pace et in otio faciebant, alterum in proelium exituri. 102. Accessit deinde tertium genus testamenti, quod per *aes* et *libram* agitur. Qui neque calatis comitiis neque in procinctu testamentum fecerat, is si subita morte arguebatur, amico familiam suam, id est patrimonium suum, mancipio dabat, eumque rogabat, quid cuique post mortem suam dari vellet. Quod testamentum dicitur per *aes* et *libram*, scilicet quia per mancipationem peragitur. 103. Sed illa quidem duo genera testamentorum in desuetudinem abierunt; hoc vero solum

quod per aēs et libram fit, in usu retentum est. Sane nunc aliter ordinatur quam olim solebat. Namque olim familiae emptor, id est qui a testatore familiam accipiebat mancipio, heredis locum optinebat, et ob id ei mandabat testator, quid cuique post mortem suam dari vellet; nunc vero alius heres testamento instituitur, a quo etiam legata relinquuntur, alius dicis gratia propter veteris juris imitationem familiae emptor adhibetur. 104. Eaque res ita agitur: qui facit *testamentum*, adhibitis, sicut in ceteris mancipationibus, v testibus civibus Romanis puberibus et libripende, postquam tabulas testamenti scripserit, mancipat alicui dicis gratia familiam suam; in qua re his verbis familiae emptor utitur: *FAMILIA PECUNIAQUE TUA ENDO MANDATELA TUA CUSTODELAQUE MEA ESSE AIO, ETEA QUO TU JURE TESTAMENTUM FACERE POSSIS SECUNDUM LEGEM PUBLICAM, HOC AERE, et ut quidam adjiciunt AENEAQUE LIBRA, ESTO MIHI EMPTA*¹; deinde aere percutit libram, idque aēs dat testatori velut pretii loco; deinde testator tabulas testamenti tenens ita dicit: *HAEC ITA UT IN HIS TABULIS CERISQUE SCRIPTA SUNT, ITA DO ITA LEGO ITA TESTOR ITAQUE VOS QUIRITES TESTIMONIUM MIHI PERHIBETOTE*; et hoc dicitur nuncupatio: nuncupare est enim palam nominare, et sane quae testator specialiter in tabulis testamenti scripserit, ea videtur generali sermone nominare atque confirmare. 105. In testibus autem non debet is esse qui in potestate est aut familiae emptoris aut ipsius testatoris, quia propter veteris juris imitationem totum hoc negotium, quod agitur testamenti ordinandi gratia, creditur inter familiae emptorem agi et testatorem; quippe olim, ut proxime diximus, is qui familiam testatoris mancipio accipiebat, heredis loco erat; itaque reprobaturum est in ea re domesticum testimonium. 106. Unde et si is qui in potestate patris est, familiae emptor adhibitus sit, pater ejus testis esse non potest; ac ne is quidem qui in eadem potestate est, velut frater ejus. Sed si filius familias ex castrensi peculio post missionem faciat testamentum, nec pater ejus recte testis adhibetur nec is qui in potestate patris est. 107. De libripende eadem quae et de testibus dicta esse intellegemus; nam et is testium numero est. 108. Is vero qui in potestate heredis aut legatarii est, cujusve heres ipse aut legatarius in potestate est, quique in ejusdem potestate est, adeo testis et libripens adhiberi potest, ut ipse quoque heres aut legatarius jure adhi-

1. Mommsen adopté par Giraud. V. les autres restitutions dans Dubois. Ajoutez Salkowski, *Zsavst.*, 3, 1, 1882, 197-211.

beantur. Sed tamen quod ad heredem pertinet quique in ejus potestate est cujusve *is* in potestate erit, minime hoc jure uti debemus.

[DE TESTAMENTIS MILITUM].

109. Sed haec diligens observatio in ornandis testamentis militibus propter nimiam inperitiam constitutionibus principum remissa est. Nam quamvis neque legitimum numerum testium adhibuerint neque vendiderint familiam neque nuncupaverint testamentum, recte nihilo minus testantur. 110. Praeterea permissum est iis et peregrinos et Latinos instituere heredes vel iis legare, cum alioquin peregrini quidem ratione civili prohibeantur capere hereditatem legataque, Latini vero per legem Juniam. 111. Caelibes quoque, qui lege Julia hereditatem legataque capere vetantur; item orbi, id est qui liberos non habent quos lex...¹

Manquent 60 lignes perdues ou illisibles.

112... *ex auctoritate* divi Hadriani senatusconsultum factum est, quo permissum est *sui juris* feminis etiam sine coemptione testamentum facere, si modo non minores essent, annorum XII², scilicet ut quae tutela liberatae non essent, tutore auctore testari deberent. 113. Videntur ergo melioris condicionis esse feminae quam masculi; nam masculus minor annorum XIII testamentum facere non potest, etiamsi tutore auctore testamentum facere velit, femina vero post XII annum testamenti faciendi jus nanciscitur.

114. Igitur si quaeramus an valeat testamentum, inprimis advertere debemus an is qui id fecerit habuerit testamenti factionem; deinde, si habuerit, requiremus an secundum juris civilis regulam testatus sit, exceptis militibus, quibus propter nimiam inperitiam, ut diximus, quomodo velint vel quomodo possint, permittitur testamentum facere.

115. Non tamen, ut jure civili valeat testamentum, sufficit ea observatio quam supra exposuimus de familiae vendi-

1. Manquent un feuillet perdu et les 21 premières lignes de la p. suivante où on n'a pu lire que les mots : 'prohibentur hi... ejus more faciant... XXX annorum... res'. Huschke finit la phrase interrompue par : *Papapius quam dimidias partes hereditatis legatorumque capere vetat, ex militis testamento solidum capiunt*. Gaius terminait la théorie du testament militaire; puis il traitait de ceux qui sont incapables de tester, comme Ulp., 20, 10 et ss. et l'Ep. 2, 2, 4, qui porte : 'Id quoque statutum est, quod non omnibus liceat facere testamentum; sicut sunt hi qui sui juris non sunt, sed alieno juri subjecti sunt, hoc est filii tam ex nobis nati quam adoptivi. (§ 2) Item testamenta facere non possunt impuberes, id est minores quattuordecim annorum, aut puellae duodecim. (§ 3) Item et hi qui furiosi, id est mente insani fuerint, non possunt facere testamenta. Sed hi qui insani sunt, per intervalla quibus sani sunt, possunt facere testamenta'. — 2. Le ms. : 'tab.'; v. les détails dans Dubois.

tione et de testibus et de nuncupationibus. 116. *Sed ante omnia requirendum est, an institutio heredis sollemni more facta sit; nam aliter facta institutione nihil proficit familiam testatoris ita venire testesque ita adhibere et ita nuncupare testamentum, ut supra diximus.* 117. Sollemnis autem institutio haec est: TITIUS HERES ESTO; sed et illa jam conprobata videtur: TITIUM HEREDEM ESSE JUBEO; at illa non est conprobata: TITIUM HEREDEM ESSE VOLO; sed et illae a plerisque inprobatae sunt: TITIUM HEREDEM INSTITVO, item HEREDEM FACIO.

118. Observandum praeterea est, ut si mulier quae in tutela est faciat testamentum, tutore auctore facere debeat; alioquin inutiliter jure civili testabitur. 119. Praetor tamen si septem signis testium signatum sit testamentum, scriptis heredibus secundum tabulas testamenti *bonorum possessionem* pollicetur; et si nemo sit, ad quem ab intestato jure legitimo pertineat hereditas, velut frater eodem patre natus aut patruus aut fratris filius, ita poterunt scripti heredes retinere hereditatem. Nam idem juris est et si alia ex causa testamentum non valeat, velut quod familia non venierit aut nuncupationis verba testator locutus non sit. 120. Sed videamus an etiamsi frater aut patruus extent, potiores scriptis heredibus habeantur. Rescripto enim imperatoris Antonini significatur eos, qui secundum tabulas testamenti non jure factas bonorum possessionem petierint, posse adversus eos qui ab intestato vindicant hereditatem, defendere se per exceptionem doli mali. 121. Quod sane quidem ad masculorum testamenta pertinere certum est; item ad feminarum quae ideo non utiliter testatae sunt, quia verbi gratia familiam non vendiderint aut nuncupationis verba locutae non sint; an autem et ad ea testamenta feminarum, quae sine tutoris auctoritate fecerint, haec constitutio pertineat, videbimus. 122. Loquimur autem de his scilicet feminis, quae non in legitima parentum aut patronorum tutela sunt, sed [de his] quae alterius generis tutores habent, qui etiam inviti coguntur auctores fieri; alioquin parentem et patronum sine auctoritate ejus facto testamento non summoveri palam est.

123. Item qui filium in potestate habet, curare debet ut eum vel heredem instituat vel nominatim exheredet; alioquin si eum silentio praeterierit, inutiliter testabitur, adeo quidem ut nostri praeceptores existiment, etiamsi vivo patre filius defunctus sit, neminem heredem ex eo testamento existere posse, quia scilicet statim ab initio non constiterit institutio. Sed diversae scholae auctores, siquidem filius mortis patris tempore

vivat, sane in impedimento eum esse scriptis heredibus et illum ab intestato heredem fieri consentitur; si vero ante mortem patris interceptus sit, posse ex testamento hereditatem adiri putant, nullo jam filio impedimento; quia scilicet existimant non statim ab initio inutiliter fieri testamentum filio praeterito. 124. Ceteras vero liberorum personas si praeterierit testator, valet testamentum, *sed* praeteritae istae personae scriptis heredibus in partem ad crescunt, si sui heredes sint, in virilem, si extranei, in dimidiam. Id est si quis tres verbi gratia filios heredes instituerit et filiam praeterierit, filia ad crescendo pro quarta parte fit heres, et ea ratione *idem* consequitur, quod ab intestato patre mortuo habitura esset: at si extraneos ille heredes instituerit et filiam praeterierit, filia ad crescendo ex dimidia parte fit heres. Quae de filia diximus, eadem et de nepote deque omnibus liberorum personis seu masculini seu feminini sexus dicta intellegemus. 125. Quid ergo est? Licet eae secundum ea quae diximus scriptis *heredibus dimidiam partem* detrahant, tamen praetor eis contra tabulas bonorum possessionem promittit, qua ratione extranei heredes a tota hereditate repelluntur et efficiuntur sine re heredes. 126. Et hoc jure utebamur, quasi nihil inter feminas et masculos interesset; *sed* nuper imperator Antoninus significavit rescripto suas¹ non plus nancisci feminas per bonorum possessionem, quam quod jure ad crescendi consequerentur. Quod in emancipatarum quoque persona observandum est, ut haec quoque, quod ad crescendi jure habiturae essent, si in potestate fuissent, id ipsum etiam per bonorum possessionem habeant. 127. Sed siquidem filius a patre exheredetur, nominatim exheredari debet; alioquin non videtur exheredari. Nominatim autem exheredari videtur, sive ita exheredetur: *TITUS FILIUS MEUS EXHERES ESTO*, sive ita: *FILIUS MEUS EXHERES ESTO*, non adjecto proprio nomine. 128. Ceterae vero liberorum personae vel feminini sexus vel masculini satis inter ceteros exheredantur, id est his verbis: *CETERI OMNES EXHEREDES SUNTO*, quae verba semper post institutionem heredum adjici solent. Sed hoc ita est jure civili. 129. Nam praetor omnes virilis sexus liberorum personas, id est nepotes quoque et pronepotes nominatim exheredari jubet, feminini vero inter ceteros; qui nisi fuerint ita exheredati, promittit eis contra tabulas bonorum possessionem².

130³. Postumi quoque liberi vel heredes institui debent vel

1. Huschke, suivi par Krueger, ed. 3. — 2. Restitution de Lachmann, critiquée par Huschke. — 3. Restitution des §§ 130-132 à l'aide des *Inst.*, 2, 13, 1, confirmée par les fragments du texte lus par Studemund.

exheredari. 131. *Ei in eo par omnium condicio est, quod et in filio postumo et in quolibet ex ceteris liberis sive feminini sexus sive masculini praeterito valet quidem testamentum, sed postea agnatione postumi sive postumae rumpitur, et ea ratione totum infirmatur. Ideoque si mulier, ex qua postumus aut postuma sperabatur, abortum fecerit, nihil impedimento est scriptis heredibus ad hereditatem adeundam.* 132. *Sed feminini quidem sexus personae vel nominatim vel inter ceteros exheredari solent, dum tamen si inter ceteros exheredentur, aliquid eis legetur, ne videantur per oblivionem praeteritae esse. Masculini vero sexus personas placuit non aliter recte exheredari, nisi nominatim exheredentur, hoc scilicet modo: QUICUMQUE MIHI FILIUS GENITUS FUERIT, EXHERES ESTO.* 132^a...

8 lignes presque entièrement illisibles.

133^a. *Postumorum autem loco sunt et hi qui in sui heredis locum succedendo quasi agnascendo fiunt parentibus sui heredes. Ut ecce si filium et ex eo nepotem neptemve in potestate habeam, quia filius gradu praecedit, is solus jura sui heredis habet, quamvis nepos quoque et neptis ex eo in eadem potestate sint; sed si filius meus me vivo moriatur, aut qualibet ratione exeat de potestate mea, incipit nepos neptisve in ejus locum succedere, et eo modo jura suorum heredum quasi agnatione nanciscuntur.* 134. *Ne ergo eo modo rumpatur mihi testamentum sicut ipsum filium vel heredem instituere vel exheredare debeo, ne non jure faciam testamentum, ita et nepotem neptemve ex eo necesse est mihi vel heredem instituere vel exheredare, ne forte, me vivo filio mortuo, succedendo in locum ejus nepos neptisve quasi agnatione rumpat testamentum; idque lege Junia Vellaea provisum est, in qua simul exheredationis modus notatur, ut virilis sexus postumi nominatim, feminini vel nominatim vel inter ceteros exheredentur, dum tamen iis qui inter ceteros exheredantur aliquid legetur.* 135. *Emancipatos liberos jure civili neque heredes instituere neque exheredare necesse est, quia non sunt sui heredes; sed praetor omnes tam feminini quam masculini sexus si heredes non instituuntur, exheredari jubet, virilini sexus nominatim, feminini vel nominatim vel inter ceteros; quodsi neque heredes instituti fuerint neque ita ut supra diximus exheredati, praetor promittit eis contra tabulas bonorum possessionem.* 135^a. *In potestate patris non*

1. Espace vide dans lequel on n'a lu que les mots: '... potest u... agat... n...' et dans lequel Gaius a dû traiter de quelque objet omis par Justinien entre les §§ 1 et 2 des *Inst.*, 2, 13, de l'institution et de l'exhérédation de *postumi* autres que le fils et la fille, conjecture Huschke. — 2. §§ 133 et 134 complétés d'après *Inst.*, 2, 13, 2 et *D.*, 28, 2, 13.

sunt, qui cum eo civitate Romana donati sunt nec in accipienda civitate Romana pater *petiit* ut eos in potestate haberet, aut, si *petiit*, non *inpetravit*; nam qui *in potestatem* patris ab imperatore rediguntur, nihil differunt *ab his qui in potestate patris nati sunt*¹. 136. Adoptivi filii quamdiu manent in adoptione, naturalium loco sunt; emancipati vero a patre adoptivo neque jure civili neque quod ad edictum praetoris pertinet, inter liberos numerantur. 137. Qua ratione accidit, ut ex diverso quod ad naturalem parentem pertinet, quamdiu quidem sint in adoptiva familia, extraneorum numero habeantur; si vero emancipati fuerint ab adoptivo patre, tunc incipiant in ea causa esse, qua futuri essent, si ab ipso naturali patre *emancipati* fuissent.

138. Si quis post factum testamentum adoptaverit sibi filium aut per populum eum qui sui juris est, aut per praetorem eum qui in potestate parentis fuerit, omni modo testamentum ejus rumpitur quasi agnatione sui heredis. 139. Idem juris est, si cui post factum testamentum uxor in manum conveniat, vel quae in manu fuit nubat; nam eo modo filiae loco esse incipit et quasi sua. 140. Nec prodest, sive haec sive ille qui adoptatus est in eo testamento sit institutus institutave; nam de exheredatione ejus supervacuum videtur quaerere, cum testamenti faciendi tempore suorum heredum numero non fuerit. 141. Filius quoque qui ex prima secundave mancipatione manumittitur, quia revertitur in potestatem patriam, rumpit ante factum testamentum; nec prodest, si in eo testamento heres institutus vel exheredatus fuerit. 142. Simile jus olim fuit in ejus persona cujus nomine ex senatusconsulto erroris causa probatur, quia forte ex peregrina vel Latina quae per errorem quasi civis Romana uxor ducta esset, natus esset; nam sive heres institutus esset a parente sive exheredatus, sive vivo patre causa probata sive post mortem ejus, omni modo quasi agnatione rumpebat testamentum. 143. Nunc vero ex novo senatusconsulto quod auctore divo Hadriano factum est, siquidem vivo patre causa probatur, aequae ut olim omni modo rumpit testamentum; si vero post mortem patris, praeritus quidem rumpit testamentum, si vero heres in eo scriptus est vel exheredatus, non rumpit testamentum; ne scilicet diligenter facta testamenta rescinderentur eo tempore quo renovari non possent. 144. Posteriore quoque testamento quod ure factum est superius rumpitur. Nec interest an extiterit

1. Krueger-Stodemund; ms.: 'athisunit'; Hübshke; 'a sic natis'.

aliquis ex eo heres, an non extiterit; hoc enim solum spectatur an existere potuerit: ideoque si quis ex posteriore testamento quod jure factum est, aut noluerit heres esse, aut vivo testatore, aut post mortem ejus, antequam hereditatem adiret, decesserit, aut per cretionem exclusus fuerit, aut condicione sub qua heres institutus est defectus sit, aut propter caelibatum ex lege Julia summotus fuerit ab hereditate: quibus casibus pater familias intestatus moritur, nam et prius testamentum non valet, ruptum a posteriore, et posterius aequè nullas vires habet, cum ex eo nemo heres extiterit. 145. Alio quoque modo testamenta jure facta infirmantur, veluti *cum* is qui fecerit testamentum, capite deminutus sit; quod quibus modis accidat, primo commentario relatam est. 146. Hoc autem casu inrita fieri testamenta dicemus, cum alioquin et quae rumpuntur inrita fiant, *et quae statim ab initio non jure sunt inrita sint; sed et ea quae jure facta sunt et postea propter capitis deminutionem inrita fiunt*¹, possunt nihilo minus rupta dici. Sed quia sane commodius erat singulas causas singulis appellationibus distingui, ideo quaedam non jure fieri dicuntur, quaedam jure facta rumpi vel inrita fieri.

147. Non tamen per omnia inutilia sunt ea testamenta quae vel ab initio non jure facta sunt vel jure facta postea inrita facta aut rupta sunt. Nam si septem testium signis signata sint testamenta, potest scriptus heres secundum tabulas bonorum possessionem petere, si modo defunctus testator et civis Romanus et suae potestatis mortis tempore fuerit. Nam si ideo inritum factum sit testamentum, quod puta civitatem vel etiam libertatem testator amisit, aut is in adoptionem se dedit et mortis tempore in adoptivi patris potestate fuit, non potest scriptus heres secundum tabulas bonorum possessionem petere. 148. *Itaque qui secundum tabulas testamenti quae aut statim ab initio non jure factae sint, aut jure factae postea ruptae vel inritae erunt, bonorum possessionem accipiunt, si modo possunt hereditatem optinere, habebunt bonorum possessionem cum re; si vero ab iis avocari hereditas potest, habebunt bonorum possessionem sine re.* 149. Nam si quis heres jure civili institutus sit vel ex primo vel ex posteriore testamento, vel ab intestato jure legitimo heres sit, is potest ab iis hereditatem avocare; si vero nemo sit alius jure civili heres, ipsi retinere hereditatem possunt, nec ullum jus adversus eos habent cognati, qui legitimo jure deficiuntur.

1. Restitué à l'aide d'*Inst.*, 2, 17, 5.

149. Aliquando tamen, sicut supra quoque notavimus, etiam legitimis heredibus potiores scripti habentur, veluti si ideo non jure factum sit testamentum, quod familia non venierit aut nuncupationis verba testator locutus non sit; cum, si agnati petant hereditatem, exceptione doli mali ex constitutione imperatoris Antonini removeri possint. 150. Sane lege Julia scriptis non auferitur hereditas si bonorum possessores ex edicto constituti sint. Nam ita demum ea lege bona caduca fiunt et ad populum deferri jubentur, si defuncto nemo heres vel bonorum possessor existat¹.

151. Potest ut jure facta testamenta contraria voluntate infirmantur. Apparet autem non posse ex eo solo infirmari testamentum quod postea testator id noluerit valere, usque adeo, ut si² linum ejus inciderit, nihilo minus jure civili valeat. Quin etiam si deleverit quoque aut combusserit tabulas testamenti, nihilo minus non desinent valere quae ibi fuerunt scripta, licet eorum probatio difficilis sit. 151^a. Quid ergo est? Si quis ab intestato bonorum possessionem petierit et is qui ex eo testamento heres est, petat hereditatem, per exceptionem doli mali repelletur; si vero nemo ab intestato bonorum possessionem petierit, populus scripto heredi quasi indigno auferet hereditatem, ne ullo modo ad eum quem testator heredem habere noluit³, perveniat hereditas; et hoc ita rescripto imperatoris Antonini significatur.

152. Heredes autem aut necessarii dicuntur aut sui et necessarii aut extranei. 153. Necessary heres est servus cum libertate heres institutus, ideo sic appellatus, quia sive velit sive nolit, omni modo post mortem testatoris protinus liber et heres est. 154. Unde qui facultates suas suspectas habet, solet servum suum primo aut secundo vel etiam ulteriore gradu liberum et heredem instituere, ut si creditoribus satis non fiat, potius hujus heredis quam ipsius testatoris bona veniant, id est ut ignominia quae accidit ex venditione bonorum, hunc potius heredem quam ipsum testatorem contingat; quamquam apud Fufidium Sabino placeat eximendum eum esse ignominia, quia non suo vitio sed necessitate juris bonorum venditionem pateretur; sed alio jure utimur. 155. Pro hoc

1. Restitué quant au sens par Krueger depuis 'cum si agnati'; cf. Dubois. — 2. Schirmer, *Zsavst.*, 7, 1, 1886, p. 1-15, 8, 1, 1887, pp. 93-108; 'usque adeo ut nisi'; mais v. en sens contraire Krueger, *Zsavst.* 7, 2, 1886, pp. 91-94, 8, 1887, pp. 100-112. — 3. Restitution quant au sens de Krueger qui écrit seulement *fiscus* au lieu de *populus*. Buschke suivi par Giraud; 'potest cum per exceptionem doli mali repellere, si modo ea mens testatoris fuisse probatur ut ad eos qui ab intestato vocantur perveniat hereditas'. Autres restitutions dans Dubois.

tamen incommodo illud ei commodum praestatur, ut ea quae post mortem patroni sibi adquisierit, sive ante bonorum venditionem sive postea, ipsi reserventur; et quamvis pro portione bona venierint, iterum ex hereditaria causa bona ejus non venient, nisi si quid ei ex hereditaria causa fuerit adquisitum, velut si¹ Latinus adquisierit, locupletior factus sit; cum ceterorum hominum quorum bona venierint pro portione, si quid postea adquirant, etiam saepius eorum bona venire solent. 156. Sui autem et necessarij heredes, sunt velut filius filiae, nepos neptisve ex filio, et deinceps ceteri qui modo in potestate morientis fuerunt. Sed uti nepos neptisve suus heres sit, non sufficit eum in potestate avi mortis tempore fuisse, sed opus est ut pater quoque ejus vivo patre suo desierit suus heres esse aut morte interceptus aut qualibet ratione liberatus potestate; tum enim nepos neptisve in locum sui patris succedunt. 157. Sed sui quidem heredes ideo appellantur, quia domestici heredes sunt et vivo quoque parente quodammodo domini existimantur; unde etiam si quis intestatus mortuus sit, prima causa est in successione liberorum. Necessarii vero ideo dicuntur, quia omni modo, sive velint sive nolint, tam ab intestato quam ex testamento heredes fiunt. 158. Sed his praetor permittit abstinere se ab hereditate, ut potius parentis bona veneant. 159. Idem juris est et in uxoris persona quae in manu est, quia filiae loco est, et in nuru quae in manu filii est, quia neptis loco est. 160. Quin etiam similiter abstinendi potestatem facit praetor etiam [mancipato, id est] ei qui in causa mancipii est, si cum libertate heres institutus sit, quamvis necessarius, non etiam suus heres sit, tamquam servus. 161. Ceteri qui testatoris juri subjecti non sunt, extranei heredes appellantur. Itaque liberi quoque nostri, qui in potestate nostra non sunt, heredes a nobis instituti [sicut] extranei videntur. Qua de causa et qui a matre heredes instituuntur, eodem numero sunt, quia feminae liberos in potestate non habent. Servi quoque, qui cum libertate heredes instituti sunt et postea a domino manumissi, eodem numero habentur. 162. Extraneis autem heredibus deliberandi potestas data est de adeunda hereditate vel non adeunda. 163. Sed sive is cui abstinendi potestas est, inmiscuerit se bonis hereditariis, sive is cui de adeunda hereditate deliberare licet, adierit, postea relinquendae hereditatis facultatem non habet, nisi si minor sit annorum xxv. Nam hujus aetatis hominibus, sicut in ceteris omnibus

1. Omission dans le ms. selon quelques interprètes; cf. Dubois.

causis deceptis, ita etiam si temere damnosam hereditatem susceperint, praetor succurrit. Scio quidem divum Hadrianum etiam majori xxv annorum veniam dedisse, cum post aditam hereditatem grande aes alienum quod aditae hereditatis tempore latebat apparuisset.

164. Extraneis heredibus solet cretio dari, id est finis deliberandi, ut intra certum tempus vel adeant hereditatem, vel si non adeant, temporis fine summoveantur. Ideo autem cretio appellata est, quia cernere est quasi decernere et constituere. 165. Cum ergo ita scriptum sit: HERES TITIUS ESTO, adjicere debemus: CERNITOQUE IN CENTUM DIEBUS PROXIMIS QUIBUS SCIENS POTERISQUE. QUODNI ITA CREVERIS, EXHERES ESTO. 166. Et qui ita heres institutus est, si velit heres esse, debet intra diem cretionis cernere, id est haec verba dicere: QUOD ME P. MEIUS TESTAMENTO SUO HEREDEM INSTITUIT, EAM HEREDITATEM ADEO CERNOQUE. Quodsi ita non creverit, finito tempore cretionis excluditur; nec quicquam proficit, si pro herede gerat, id est si rebus hereditariis tamquam heres utatur. 167. At is qui sine cretione heres institutus sit, aut qui ab intestato legitimo jure ad hereditatem vocatur, potest aut cernendo aut pro herede gerendo vel etiam nuda voluntate suscipiendae hereditatis heres fieri; eique liberum est quocumque tempore voluerit, adire hereditatem; sed solet praetor postulantibus hereditariis creditoribus tempus constituere, intra quod si velit adeat hereditatem, si minus, ut liceat creditoribus bona defuncti vendere. 168. Sicut autem qui cum cretione heres institutus est, nisi creverit hereditatem, non fit heres, ita non aliter excluditur, quam si non creverit intra id tempus quo cretio finita est; itaque, licet ante diem cretionis constituerit hereditatem non adire, tamen paenitentia actus superante die cretionis cernendo heres esse potest. 169. At is qui sine cretione heres institutus est, quive ab intestato per legem vocatur, sicut voluntate nuda heres fit, ita et contraria destinatione statim ab hereditate repellitur. 170. Omnis autem cretio certo tempore constringitur. In quam rem tolerabile tempus visum est centum dierum. Potest tamen nihilo minus jure civili aut longius aut brevius tempus dari; longius tamen interdum praetor coartat. 171. Et quamvis omnis cretio certis diebus constringatur, tamen alia cretio vulgaris vocatur, alia certorum dierum: vulgaris illa, quam supra exposuimus, id est in qua adjiciuntur haec verba: QUIBUS SCIET POTERITQUE; certorum dierum, in qua detractis his verbis cetera scribuntur. 172. Quarum cretionum magna differentia est. Nam vul-

gari cretio de data nulli dies computantur, nisi quibus scierit quisque se heredem esse institutum et possit cernere. Certorum vero cretio cretio de data etiam nescienti se heredem institutum esse numerantur dies continui ; item ei quoque qui aliqua ex causa cernere prohibetur, et eo amplius ei qui sub conditione heres institutus est, tempus numeratur ; unde melius et aptius est vulgari cretione uti. 173¹. Continua haec cretio vocatur, quia continui dies numerantur. Sed quia tamen data est haec cretio, altera in usu habetur ; unde etiam vulgaris dicta est.

DE SUBSTITUTIS OMNIBUS. 174. Interdum duos pluresve gradus heredum facimus, hoc modo : L. TITUS HERES ESTO CERNITOQUE IN DIEBUS CENTUM PROXIMIS QUIBUS SCIES POTERISQUE. QUODNI ITA CREVERIS, EXHERES ESTO. TUM MEVIUS HERES ESTO CERNITOQUE IN DIEBUS CENTUM et reliqua ; et deinceps in quantum velimus substituere possumus. 175. Et licet nobis vel unum in unius locum substituere pluresve, et contra in plurium locum vel unum vel plures substituere. 176. Primo itaque gradu scriptus heres hereditatem cernendo fit heres et substitutus excluditur ; non cernendo summovetur, etiamsi pro herede gerat, et in locum ejus substitutus succedit. Et deinceps si plures gradus sint, in singulis simili ratione idem contingit. 177. Sed si cretio sine exheredatione sit data, id est in haec verba : SI NON CREPERIS, TUM P. MEVIUS HERES ESTO, illud diversum invenitur, quod si prior ommissa cretione pro herede gerat, substitutum in partem admittit et fiunt ambo aequis partibus heredes ; quodsi neque cernat neque pro herede gerat, tum sane in unum summovetur, et substitutus in totam hereditatem succedit. 178. Sed Sabino quidem placuit, quamdiu cernere et eo modo heres fieri possit prior, etiamsi pro herede gesserit, non tamen admitti substitutum ; cum vero cretio finita sit, tum pro herede gerente admitti substitutum : aliis vero placuit etiam superante cretione posse eum pro herede gerendo in partem substitutum admittere et amplius ad cretione reverti non posse.

179. Liberis nostris inpuberibus quos in potestate habemus, non solum ita ut supra diximus substituere possumus, id est ut si heredes non extiterint, alius nobis heres sit ; sed eo amplius, ut etiamsi heredes nobis extiterint et adhuc inpuberes mortui fuerint, sit iis aliquis heres ; velut hoc modo : TITUS FILIUS MEUS MIHI HERES ESTO. SI FILIUS MEUS MIHI HERES NON

1. Paragraphe supprimé tout entier comme une glose par Muirhead.

*ERIT SIVE HERES*¹ ERIT ET PRIUS MORIATUR QUAM IN SUAM TUTELAM VENERIT, TUNC SEIUS HERES ESTO. 180. Quo casu siquidem non extiterit heres filius, substitutus patri fit heres; si vero heres extiterit filius et ante pubertatem decesserit, ipsi filio fit heres substitutus. Quam ob rem duo quodammodo sunt testamenta, aliud patris, aliud filii, tamquam si ipse filius sibi heredem instituisset; aut certe unum est testamentum duarum hereditatum. 181. Ceterum ne post obitum parentis periculo insidiarum subjectus videatur pupillus, in usu est vulgarem quidem substitutionem palam facere, id est eo loco quo pupillum heredem instituimus; nam vulgaris substitutio ita vocat ad hereditatem substitutum, si omnino pupillus heres non extiterit; quod accidit, cum vivo parente moritur, quo casu nullum substituti maleficium suspicari possumus, cum scilicet vivo testatore omnia quae in testamento scripta sint, ignorentur: illam autem substitutionem, per quam *etiamsi* heres extiterit pupillus et intra pubertatem decesserit, substitutum vocamus, separatim in inferioribus tabulis scribimus, easque tabulas proprio lino propriaque cera consignamus, et in prioribus tabulis cavemus, ne inferiores tabulae vivo filio et adhuc inpubere aperiantur. Sed longe tutius est utrumque genus substitutionis [separatim] in inferioribus tabulis consignari, quod si ita [consignatae vel] separatae fuerint substitutiones, ut diximus, ex priore potest intelligi in altera [alter] quoque idem esse substitutus. 182. Non solum autem heredibus institutis inpuberibus liberis ita substituere possumus, ut si ante pubertatem mortui fuerint, sit is heres quem nos voluerimus, sed etiam exheredatis. Itaque eo casu si quid pupillo ex hereditatibus legisve aut donationibus propinquorum acquisitum fuerit, in omne ad substitutum pertinet. 183. Quaecumque diximus de substitutione inpuberum liberorum vel heredum institutorum vel exheredatorum, eadem etiam de postumis intellegimus. 184. Extraneo vero heredi instituto ita substituere non possumus, ut si heres extiterit et intra aliquod tempus decesserit, alius ei heres sit; sed hoc solum nobis permissum est, ut eum per fideicommissum obligemus, ut hereditatem nostram totam vel pro parte restituat; quod jus quale sit, suo loco trademus.

185. Sicut autem liberi homines, ita et servi, tam nostri quam alieni, heredes scribi possunt. 186. Sed noster servus simul et liber et heres esse juberi debet, id est hoc modo:

1. Restitué à l'aide d'Inst., 2, 16, pr.

STICHUS SERVUS MEUS LIBER HERESQUE ESTO, vel : HERES LIBERQUE ESTO. 187. Nam si sine libertate heres institutus sit, etiamsi postea manumissus fuerit a domino, heres esse non potest, quia institutio in persona ejus non constitit; ideoque licet alienatus sit, non potest jussu domini novicernere hereditatem. 188. Cum libertate vero heres institutus siquidem in eadem causa duraverit, fit ex testamento liber et inde necessarius heres. Si vero ab ipso testatore manumissus fuerit, suo arbitrio hereditatem adire potest. Quodsi alienatus sit, jussu novi domini adire hereditatem debet, qua ratione per eum dominus fit heres; nam ipse neque heres neque liber esse potest. 189. Alienus quoque servus heres institutus si in eadem causa duraverit, jussu domini hereditatem adire debet; si vero alienatus ab eo fuerit aut vivo testatore aut post mortem ejus, antequam cernat, debet jussu novi domini cernere; si vero manumissus est, suo arbitrio adire hereditatem potest. 190. Si autem servus alienus heres institutus est vulgari cretione data, ita intellegitur dies cretionis cedere, si ipse servus scierit se heredem institutum esse, nec ullum impedimentum sit, quominus certiore dominum faceret, ut illius jussu cernere possit.

191. Post haec videamus de legatis. Quae pars juris extra propositam quidem materiam videtur; nam loquimur de his juris figuris, quibus per universitatem res nobis adquiruntur: sed cum omni modo de testamentis deque heredibus qui testamento instituuntur, locuti sumus, non sine causa sequenti loco poterit haec juris materia tractari.

[DE LEGATIS].

192. Legatorum itaque genera sunt quattuor: aut enim per vindicationem legamus, aut per damnationem, aut sinendi modo, aut per praeceptionem.

193. Per vindicationem hoc modo legamus: TITIO VERBI GRATIA HOMINEM STICHUM DO LEGO; sed et si alterutrum verbum positum sit, veluti: DO aut: LEGO, aequè per vindicationem legatum est; item, ut magis visum est, si ita legatum fuerit: SUMITO, vel ita: SIBI HABETO, vel ita: CAPITO, aequè per vindicationem legatum est. 194. Ideo autem per vindicationem legatum appellatur, quia post aditam hereditatem statim ex jure Quiritium res legatarii fit; et si eam rem legatarius vel ab herede vel ab alio quocumque qui eam possidet petat, vindicare debet, id est intendere suam rem ex jure Quiritium esse. 195. In eo solo dissentiunt prudentes, quod Sabinus quidem et Cassius ceterique nostri praeceptores quod ita legatum sit

statim post aditam hereditatem putant fieri legatarii, etiamsi ignoret sibi legatum esse demissum, sed posteaquam scierit et omiserit legatum. proinde esse atque si legatum non esset; Nerva vero et Proculus ceterique illius scholae auctores non aliter putant rem legatarii fieri, quam si voluerit eam ad se pertinere. Sed hodie ex divi Pii Antonini constitutione hoc magis jure uti videmur quod Proculo placuit; nam cum legatus fuisset Latinus per vindicationem coloniae, 'Deliberent, inquit, decuriones, an ad se velint pertinere, proinde ac si uni legatus esset'. 196. Eae autem solae res per vindicationem legantur recte, quae ex jure Quiritium ipsius testatoris sunt. Sed eas quidem res quae pondere numero mensura constant placuit sufficere, si mortis tempore sint ex jure Quiritium testatoris, veluti vinum oleum frumentum pecuniam numeratam. Ceteras res vero placuit utroque tempore testatoris ex jure Quiritium esse debere, id est et quo faceret testamentum et quo moreretur; alioquin inutile est legatum. 197. Sed sane hoc ita est jure civili. Postea vero auctore Nerone Caesare senatusconsultum factum est, quo cautum est, ut si eam rem quisque legaverit quae ejus numquam fuerit, proinde utile sit legatum, atque si optimo jure relictum esset; optimum autem jus est per damnationem legati, quo genere etiam aliena res legari potest, sicut inferius apparebit. 198. Sed si quis rem suam legaverit, deinde post testamentum factum eam alienaverit, plerique putant non solum jure civili inutile esse legatum, sed nec ex senatusconsulto confirmari. Quod ideo dictum est, quia et si per damnationem aliquis rem suam legaverit eamque postea alienaverit, plerique putant, licet ipso jure debeatur legatum, tamen legatarium petentem posse per exceptionem doli mali repelli, quasi contra voluntatem defuncti petat. 199. Illud constat, si duobus pluribusve per vindicationem eadem res legata sit, sive conjunctim sive disjunctim, et omnes veniant ad legatum, partes ad singulos pertinere et deficientis portionem collegatario adcrecere. Conjunctim autem ita legatur: TITIO ET SEIO HOMINEM STICHUM DO LEGO; disjunctim ita: L. TITIO HOMINEM STICHUM DO LEGO. SEIO EUNDEM HOMINEM DO LEGO. 200. Illud quaeritur, quod sub condicione per vindicationem legatum est, pendente condicione cujus sit. Nostri praeceptores heredis esse putant exemplo statuliberi, id est ejus servi qui testamento sub aliqua condicione liber esse jussus est; quem constat interea heredis servum esse. Sed diversae scholae auctores putant nullius interim eam rem esse; quod multo magis dicunt de eo quod [sine condicione]

pure legatum est, antequam legatarius admittat legatum.

201. Per damnationem hoc modo legamus : HERES MEUS STICHUM SERVUM MEUM DARE DAMNAS ESTO ; sed et si DATO scriptum fuerit, per damnationem legatum est. 202. Eoque genere legati etiam aliena res legari potest, ita ut heres redimere rem et praestare aut aestimationem ejus dare debeat. 203. Ea quoque res quae in rerum natura non est, si modo futura est, per damnationem legari potest, velut : FRUCTUS QUI IN ILLO FUNDO NATI ERUNT, aut QUOD EX ILLA ANCILLA NATUM ERIT. 204. Quod autem ita legatum est, post aditam hereditatem, etiamsi pure legatum est, non, ut per vindicationem legatum, continuo legatario acquiritur, sed nihilo minus heredis est. Et ideo legatarius in personam agere debet, id est intendere heredem sibi dare oportere ; et tum heres, si res Mancipi sit, Mancipio dare aut in jure cedere possessionemque tradere debet ; si nec Mancipi sit, sufficit si tradiderit. Nam si Mancipi rem tantum tradiderit nec Mancipaverit, usucapione pleno jure fit legatarii ; completur autem usucapio, sicut alio quoque loco diximus, Mobilium quidem rerum anno, earum vero quae solo tenentur, biennio. 205. Est et illa differentia hujus et per vindicationem legati, quod si eadem res duobus pluribus per damnationem legata sit, siquidem conjunctim, plane singulis partes debentur, sicut in [illo] per vindicationem legato diximus¹, si vero disjunctim, singulis solidum debetur. Ita fit, ut scilicet heres alteri rem, alteri aestimationem ejus praestare debeat. Et in conjunctis deficientis portio non ad collegatarium pertinet, sed in hereditati remanet.

206. Quod autem diximus deficientis portionem in per damnationem quidem legato in hereditate retineri, in per vindicationem vero collegatario ad crescere, admonendi sumus ante legem Papiani hoc jure civili ita fuisse ; post legem vero Papiam deficientis portio caduca fit et ad eos pertinet qui in eo testamento liberos habent. 207. Et quamvis prima causa sit in caducis vindicandis heredum liberos habentium, deinde si heredes liberos non habeant, legatariorum liberos habentium, tamen ipsa lege Papia significatur, ut collegatarius conjunctus, si liberos habeat, potior sit heredibus, etiamsi liberos habebunt. 208. Sed plerisque placuit, quantum ad hoc jus quod lege Papia conjunctis constituitur, nihil interesse, utrum per vindicationem an per damnationem legatum sit.

1. Conjecture de Kalb, *Das Juristenlatein*, éd. 2, 1888, p. 52, n. 1.

209. Sinendi modo ita legamus : HERES MEUS DAMNAS ESTO SINERE L. TITIUM HOMINEM STICHUM SUMERE SIBIQUE HABERE. 210. Quod genus legati plus quidem habet *quam* per vindicationem legatum, minus autem quam per damnationem. Nam eo modo non solum suam rem testator utiliter legare potest, sed etiam heredis sui ; cum alioquin per vindicationem nisi suam rem legare non potest, per damnationem autem cujusbet extranei rem legare potest. 211. Sed siquidem mortis testatoris tempore res vel ipsius testatoris sit vel heredis, plane utile legatum est, etiamsi testamenti faciendi tempore neutrius fuerit. 212. Quodsi post mortem testatoris ea res heredis esse coeperit, quaeritur an utile sit legatum. Et plerique putant inutile esse. Quid ergo est ? Licet aliquis eam rem legaverit quae neque ejus umquam fuerit neque postea heredis ejus umquam esse coeperit, ex senatusconsulto Neroniano proinde videtur, ac si per damnationem relicta esset. 213. Sicut autem per damnationem legata res non statim post aditam hereditatem legatarii efficitur, sed manet heredis eo usque, donec is [heres] tradendo vel mancipando vel in jure cedendo legatarii eam fecerit, ita et in sinendi modo legato juris est ; et ideo hujus quoque legati nomine in personam actio est QUIDQUID HEREDEM EX TESTAMENTO DARE FACERE OPORTET. 214. Sunt tamen qui putant ex hoc legato non videri obligatum heredem, ut mancipet aut in jure cedat aut tradat, sed sufficere ut legatarium rem sumere patiatur ; quia nihil ultra ei testator imperavit, quam ut sinat, id est patiatur, legatarium rem sibi habere. 215. Major illa dissensio in hoc legato intervenit, si eandem rem duobus pluribusve disjunctim legasti ; quidam putant utrisque solidam deberi, [sicut per vindicationem ;] nonnulli occupantis esse meliorem condicionem aestimant, quia cum eo genere legati damnetur heres patientiam praestare, ut legatarius rem habeat, sequitur, ut si priori patientiam praestiterit et is rem sumpserit, securus sit adversus eum qui postea legatum petierit, quia neque habet rem, ut patiatur eam ab eo sumi, neque dolo malo fecit quominus eam rem haberet.

216. Per praeceptionem hoc modo legamus : L. TITIUS HOMINEM STICHUM PRAECIPITO. 217. Sed nostri quidem praeceptores nulli alii eo modo legari posse putant, nisi ei qui aliqua ex parte heres scriptus esset ; praecipere enim esse praecipuum sumere ; quod tantum in ejus persona procedit qui aliqua ex parte heres institutus est, quod is extra portionem hereditatis praecipuum legatum habiturus sit. 218. Ideoque

si extraneo legatum fuerit, inutile est legatum; adeo ut Sabinus existimaverit ne quidem ex *senatusconsulto* Neroniano posse convalescere: nam eo, inquit, *senatusconsulto* ea tantum confirmantur quae verborum vitio jure civili non valent, non quae propter ipsam personam legatarii non deberentur. Sed Juliano et Sexto placuit etiam hoc casu ex *senatusconsulto* confirmari legatum; nam ex verbis etiam hoc casu accidere, ut jure civili inutile sit legatum, inde manifestum esse, quod eidem aliis verbis recte legatur, veluti per vindicationem, per damnationem, sinendi modo; tunc autem vitio personae legatum non valere, cum ei legatum sit, cui nullo modo legari possit, velut peregrino, cum quo testamenti factio non sit; quo plane casu *senatusconsulto* locus non est.

219. Item nostri praeceptores quod ita legatum est nulla alia ratione putant posse consequi eum cui ita fuerit legatum, quam iudicio familiae *erciscundae*, quod inter heredes de hereditate *erciscunda*, id est dividenda, accipi solet; officio enim iudicis id contineri, ut ei quod per praeceptionem legatum est, adjudicetur.

220. Unde intellegimus nihil aliud secundum nostrorum praeceptorum opinionem per praeceptionem legari posse nisi quod testatoris sit; nulla enim alia res quam hereditaria deducitur in hoc iudicium. Itaque si non suam rem eo modo testator legaverit, jure quidem civili inutile erit legatum; sed ex *senatusconsulto* confirmabitur. Aliquo tamen casu etiam alienam rem per praeceptionem legari posse fatentur; veluti si quis eam rem legaverit quam creditori fiduciae causa mancipio dederit; nam officio iudicis coheredes cogi posse existimant soluta pecunia luere eam rem, ut possit praecipere is cui ita legatum sit.

221. Sed diversae scholae auctores putant etiam extraneo per praeceptionem legari posse proinde ac si ita scribatur: *TITUS HOMINEX STICHUM CAPITO*, supervacuo adjecta *prae* syllaba; ideoque per vindicationem eam rem legatam videri: quae sententia dicitur divi Hadriani constitutione confirmata esse.

222. Secundum hanc igitur opinionem si ea res ex jure Quiritium defuncti fuerit, potest a legatario vindicari, sive is unus ex heredibus sit sive extraneus; quodsi in bonis tantum testatoris fuerit, extraneo quidem ex *senatusconsulto* utile erit legatum, heredi vero familiae *erciscundae* iudicis officio praestabitur; quodsi nullo jure fuerit testatoris, tam heredi quam extraneo ex *senatusconsulto* utile erit.

223. Sive tamen heredibus secundum nostrorum opinionem, sive etiam extraneis secundum illorum opinionem, duobus pluribusve eadem

res conjunctim aut disjunctim legata fuerit, singuli partes habere debent.

[AD LEGEM FALCIDIAM. R.] 224. Sed olim quidem licebat totum patrimonium legatis atque libertatibus erogare nec quicquam heredi relinquere praeterquam inane nomen heredis; idque lex XII tabularum permittere videbatur, qua cavetur, ut quod quisque de re sua testatus esset, id ratum haberetur, his verbis: UTI LEGASSIT SUAE REI, ITA JUS ESTO. Quare qui scripti heredes erant, ab hereditate se abstinebant, et idcirco plerique intestati moriebantur. 225. Itaque lata est lex Furia, qua, exceptis personis quibusdam, ceteris plus mille assibus legatorum nomine mortisve causa capere permissum non est. Sed et haec lex non perfecit quod voluit; qui enim verbi gratia quinque milium aeris patrimonium habebat, poterat quinque hominibus singulis millenos asses legando totum patrimonium erogare. 226. Ideo postea lata est lex Voconia, qua cautum est, ne cui plus legatorum nomine mortisve causa capere liceret quam heredes caperent. Ex qua lege plane quidem aliquid utique heredes habere videbantur; sed tamen fere vitium simile nascebatur; nam in multas legatariorum personas distributo patrimonio poterat testator adeo heredi minimum relinquere, ut non expediret heredi hujus lucri gratia totius hereditatis onera sustinere. 227. Lata est itaque lex Falcidia, qua cautum est, ne plus ei legare liceat quam dodrantem: itaque necesse est, ut heres quartam partem hereditatis habeat; et hoc nunc jure utimur. 228. In libertatibus quoque dandis nimiam licentiam conpescuit lex Fufia Caninia, sicut in primo commentario rettulimus.

[R. DE INUTILITER RELICTIS LEGATIS. R.] 229. Ante heredis institutionem inutiliter legatur, scilicet quia testamenta vim ex institutione heredis accipiunt, et ob id velut caput et fundamentum intellegitur totius testamenti heredis institutio. 230. Pari ratione nec libertas ante heredis institutionem dari potest. 231. Nostri praeceptores nec tutorem eo loco dari posse existimant; sed Labeo et Proculus tutorem posse dari, quod nihil ex hereditate erogatur tutoris datione. 232. Post mortem quoque heredis inutiliter legatur, id est hoc modo: CUM HERES MEUS MORTUUS ERIT, DO LEGO, aut: DATO. Ita autem recte legatur: CUM HERES MEUS MORIETUR, quia non post mortem heredis relinquitur, sed ultimo vitae ejus tempore. Rursum ita non potest legari: PRIDIE QUAM HERES MEUS MORIETUR; quod non pretiosa ratione receptum videtur. 233. Eadem et de libertatibus dicta intellegemus. 234. Tutor vero an post mortem heredis dari

possit quaerentibus eadem forsitan [poterit esse] quaestio, quae de eo agitur qui ante heredum institutionem datur.

[DE POENAE CAUSA RELICTIS LEGATIS.] 235. Poenae quoque nomine inutiliter legatur. Poenae autem nomine legari videtur quod coercendi heredis causa relinquitur, quo magis heres aliquid faciat aut non faciat; veluti quod ita legatur: SI HERES MEUS FILIAM SUAM TITIO IN MATRIMONIUM CONLOCaverit, X MILIA SEIO DATO, vel ita: SI FILIAM TITIO IN MATRIMONIUM NON CONLOCaveris, X MILLIA TITIO DATO; sed et si heredem, si verbi gratia intra biennium monumentum sibi non fecerit, x milia Titio dare jusserit, poenae nomine legatum est; et denique ex ipsa definitione multas similes species circumspicere possumus. 236. Nec libertas quidem poenae nomine dari potest, quamvis de ea re fuerit quaesitum. 237. De tutore vero nihil possumus quaerere quia non potest datione tutoris heres compelli quicquam facere aut non facere; ideoque nec datur poenae nomine tutor; si vero ita tutor⁴ datus fuerit, magis sub condicione quam poenae nomine datus videbitur.

238. Incertae personae legatum inutiliter relinquitur. Incerta autem videtur persona quam per incertam opinionem animo suo testator subjicit, velut cum ita legatum sit: QUI PRIMUS AD FUNUS MEUM VENERIT, EI HERES MEUS X MILIA DATO. Idem juris est si generaliter omnibus legaverit: QUICUMQUE AD FUNUS MEUM VENERIT. In eadem causa est quod ita relinquitur: QUICUMQUE FILIO MEO IN MATRIMONIUM FILIAM SUAM CONLOCaverit, EI HERES MEUS X MILIA DATO. Illud quoque [in eadem causa est] quod ita relinquitur: QUI POST TESTAMENTUM SCRIPTUM PRIMI CONSULES DESIGNATI ERUNT, aequae incertis personis legari videtur. Et denique aliae multae hujusmodi species sunt. Sub certa vero demonstratione incertae personae recte legatur veluti: EX COGNATIS MEIS QUI NUNC SUNT QUI PRIMUS AD FUNUS MEUM VENERIT, EI X MILIA HERES MEUS DATO. 239. Libertas quoque non videtur incertae personae dari posse, quia lex Fufia Caninia jubet nominatim servos liberari. 240. Tutor quoque certus dari debet. 241. Postumo quoque alieno inutiliter legatur. Est autem alienus postumus qui natus inter suos heredes testatori futurus non est; ideoque ex emancipato quoque filio conceptus nepos extraneus postumus est; item qui in utero est ejus quae jure civili non intellegitur uxor, extraneus postumus patris intellegitur. 242. Ac ne heres quidem potest institu-

4. Correction ancienne et répandue d'un passage certainement défectueux; v. d'autres corrections dans Dubois.

postumus alienus; est enim incerta persona. 243. Cetera vero quae supra diximus, ad legata proprie pertinent. Quamquam non inmerito quibusdam placeat poenae nomine heredem institui non posse; nihil enim interest, utrum legatum dare jubeatur heres, si fecerit aliquid aut non fecerit, an coheres ei adjiciatur, quia tam coheredis adjectione quam legati datione compellitur, ut aliquid contra propositum suum faciat aut non faciat.

244. An ei qui in potestate sit ejus quem heredem instituumus, recte legemus quaeritur. Servius recte legari putat, sed evanescere legatum, si quo tempore dies legatorum cedere solet, adhuc in potestate sit, ideoque sive pure legatum sit et vivo testatore in potestate heredis esse desierit, sive sub conditione et ante condicionem id acciderit, deberi legatum. Sabinus et Cassius sub conditione recte legari, pure non recte, putant; licet enim vivo testatore possit desinere in potestate heredis esse, ideo tamen inutile legatum intellegi oportere, quia quod nullas vires habiturum foret, si statim post testamentum factum decessisset testator, hoc ideo valere, quia vitam longius traxerit, absurdum esset. Sed diversae scholae auctores nec sub conditione recte legari, quia quos in potestate habemus, eis non magis sub conditione quam pure debere possumus. 245. Ex diverso constat ab eo qui in potestate tua est, herede instituto recte tibi legari; sed si tu per eum heres extiteris, evanescere legatum, quia ipse tibi legatum debere non possis; si vero filius emancipatus aut servus manumissus erit vel in alium translatus, et ipse heres extiterit aut alium fecerit, deberi legatum.

246. Nunc transeamus ad fideicommissa.

247. Et prius de hereditatibus videamus. 248. In primis igitur sciendum est opus esse, ut aliquis heres recto jure instituitur ejusque fidei committatur, ut eam hereditatem alii restituat; alioquin inutile est testamentum, in quo nemo recto jure heres instituitur. 249. Verba autem [utilia] fideicommissorum haec [recte] maxime in usu esse videntur: PETO, ROGO, VOLO, FIDEI COMMITTO; quae proinde firma singula sunt, atque si omnia in unum congesta sint. 250. Cum igitur scripserimus: L. TITUS HERES ESTO, possumus adjicere: ROGO TE L. TITI PETOQUE A TE, UT CUM PRIMUM POSSIS HEREDITATEM MEAM ADIRE, C. SEIO REDDAS RESTITUAS. Possumus autem et de parte restituenda rogare; et liberum est vel sub conditione vel pure relinquere fideicommissa, vel ex die certa. 251. Restituta autem hereditate is qui restituit nihilo minus heres perma-

net; is vero qui recipit hereditatem, aliquando heredis loco est, aliquando legatarii. 252. Olim autem nec heredis loco erat nec legatarii, sed potius emptoris. Tunc enim in usu erat ei cui restituebatur hereditas, nummo uno eam hereditatem dicis causa venire; et quae stipulationes *inter venditorem hereditatis et emptorem interponi solent, eadem interponebantur* inter heredem et eum cui restituebatur hereditas, id est hoc modo: heres quidem stipulabatur ab eo cui restituebatur hereditas, ut quidquid hereditario nomine condemnatus solvisset, sive quid alias bona fide dedisset, eo nomine indemnus esset, et omnino si quis cum eo hereditario nomino ageret, ut recte defenderetur; ille vero qui recipiebat hereditatem, invicem stipulabatur, ut si quid ex hereditate ad heredem pervenisset, id sibi restitueretur, ut etiam pateretur eum hereditarias actiones procuratorio aut cognitorio nomine exequi. 253. Sed posterioribus temporibus Trebellio Maximo et Annaeo Seneca consulibus senatusconsultum factum est, quo cautum est, ut si cui hereditas ex fideicommissi causa restituta sit, actiones quae jure civili heredi et in heredem competerent, ei et in eum darentur cui ex fideicommissio restituta esset hereditas. Per quod senatusconsultum desierunt illae cautiones in usu haberi; praetor enim utiles actiones ei et in eum qui recepit hereditatem, quasi heredi et in heredem dare coepit, eaeque in edicto proponuntur. 254. Sed rursus quia heredes scripti, cum aut totam hereditatem aut paene totam plerumque restituere rogabantur, adire hereditatem ob nullum aut minimum lucrum recusabant, atque ob id extinguebantur fideicommissa, postea Pegaso et Pusione consulibus senatus censuit, ut ei qui rogatus esset hereditatem restituere, proinde liceret quartam partem retinere, atque e lege Falcidia in legatis [retinendis] conceditur. (Ex singulis quoque rebus quae per fideicommissum relinquuntur, eadem retentio permessa est). Per quod senatusconsultum ipse heres onera hereditaria sustinet. Ille autem qui ex fideicommissio reliquam partem hereditatis recipit, legatarii partiarum loco est, id est ejus legatarii cui pars bonorum legatur; quae species legati partitio vocatur, quia cum herede legatarius partitur hereditatem. Unde effectum est, ut quae solent stipulationes inter heredem et partiarium legatarium interponi, eadem interponantur inter eum qui ex fideicommissi causa recipit hereditatem, et heredem, id est ut et lucrum et damnum hereditarium pro rata parte inter eos commune sit. 255. Ergo siquidem non plus quam dodrantem hereditatis scriptus heres rogatus sit restituere, tum ex

Trebelliano senatusconsulto restituitur hereditas, et in utrumque actiones hereditariae pro rata parte dantur, in heredem quidem jure civili, in eum vero qui recipit hereditatem, ex senatusconsulto Trebelliano: quamquam heres etiam pro ea parte quam restituit heres permanet, eique et in eum solidae actiones competunt; sed non ulterius oneratur nec ulterius illi dantur actiones, quam apud eum commodum hereditatis remanet. 256. At si quis plus quam dodrantem vel etiam totam hereditatem restituere rogatus sit, locus est Pegasiano senatusconsulto. 257. Sed is qui semel adierit hereditatem, si modo sua voluntate adierit, sive retinuerit quartam partem sive noluerit retinere, ipsa universa onera hereditaria sustinet; sed quarta quidem retenta quasi partis et pro parte stipulationes interponi debent tamquam inter partiarium legatarium et heredem; si vero totam hereditatem restituerit, ad exemplum emptae et venditae hereditatis stipulationes interponendae sunt. 258. Sed si recuset scriptus heres adire hereditatem ob id quod dicat eam sibi suspectam esse quasi damnosam, cavetur Pegasiano senatusconsulto, ut, desiderante eo cui restituere rogatus est, jussu praetoris adeat et restituat, proindeque ei et in eum qui receperit hereditatem actiones dentur, ac juris est ex senatusconsulto Trebelliano. Quo casu nullis stipulationibus opus est, quia simul et huic qui restituit securitas datur, et actiones hereditariae ei et in eum transferuntur, qui receperit hereditatem. 259. Nihil autem interest, utrum aliquis ex asse heres institutus aut totam hereditatem aut pro parte restituere rogetur, an ex parte heres institutus aut totam eam partem aut partis partem restituere rogetur; nam et hoc casu de quarta parte ejus partis ratio ex Pegasiano senatusconsulto haberi solet.

260. Potest autem quisque etiam res singulas per fideicommissum relinquere, velut fundum hominem vestem argentum pecuniam, et vel ipsum heredem rogare, ut alicui restituat, vel legatarium, quamvis a legatario legari non possit. 261. Item potest non solum propria testatoris res per fideicommissum relinqui, sed etiam heredis aut legatarii aut cujuslibet alterius. Itaque et legatarius non solum de ea re rogari potest, ut eam alicui restituat quae ei legata sit, sed etiam de alia, sive ipsius legatarii sive aliena sit; [sed] hoc solum observandum est, ne plus quisquam rogetur aliis restituere, quam ipse ex testamento ceperit; nam quod amplius est, inutiliter relinquitur. 262. Cum autem aliena res per fideicommissum relinquatur, necesse est ei qui rogatus est, aut ipsam redimere et praestare,

aut aestimationem ejus solvere, sicut juris est, si per damnationem aliena res legata sit. Sunt tamen qui putant, si rem per fideicommissum relictam dominus non vendat, extinguere fideicommissum ; sed aliam esse causam per damnationem legati.

263. Libertas quoque servo per fideicommissum dari potest, ut vel heres rogetur manumittere vel legatarius. 264. Nec interest, utrum de suo proprio servo testator roget, an de eo qui ipsius heredis aut legatarii vel etiam extranei sit. 265. Itaque et alienus servus redimi et manumitti debet. Quodsi dominus eum non vendat, sane extinguitur fideicommissaria libertas, quia hoc casu pretii computatio nulla intervenit. 266. Qui autem ex fideicommissum manumittitur, non testatoris fit libertus, etiamsi testatoris servus fuerit, sed ejus qui manumittit. 267. At qui directo testamento liber esse jubetur, velut hoc modo : STICHUS SERVUS MEUS LIBER ESTO, vel hoc : STICHUM SERVUM MEUM LIBERUM ESSE JUBRO, is ipsius testatoris fit libertus. Nec alius ullus directo ex testamento libertatem habere potest, quam qui utroque tempore testatoris ex jure Quiritium fuerit, et quo faceret testamentum et quo moreretur.

268. Multum autem differunt ea quae per fideicommissum relinquuntur, ab his quae directo jure legantur. 269. Nam ecce per fideicommissum etiam ab herede heredis relinqui potest ; cum alioquin legatum ita relictum inutile sit¹. 270. Item intestatus moriturus potest ab eo ad quem bona ejus pertinent, fideicommissum alicui relinquere ; cum alioquin ab eo legari non possit. 270^a. Item legatum codicillis relictum non aliter valet, quam si a testatore confirmati fuerint, id est nisi in testamento caverit testator, ut quidquid in codicillis scripserit, id ratum sit ; fideicommissum vero etiam non confirmatis codicillis relinqui potest. 271. Item a legatario legari non potest ; sed fideicommissum relinqui potest. Quin etiam ab eo quoque cui per fideicommissum relinquimus, rursus alii per fideicommissum relinquere possumus. 272. Item servo alieno directo libertas dari non potest ; sed per fideicommissum potest. 273. Item codicillis nemo heres institui potest neque exheredari, quamvis testamento confirmati sint. At is qui testamento heres institutus est, potest codicillis rogari, ut eam hereditatem alii totam vel ex parte restituat, quamvis testamento codicilli confirmati non sint. 274. Item mulier, quae ab eo qui centum milia aeris census est per legem Voconiam

1. Restitution quant au sens de Krueger, d'après Ep., 2, 7, 8 ; cf. de nombreuses autres restitutions dans Dubois.

heres institui non potest, tamen fideicommisso relictam sibi hereditatem capere potest. 275. Latini quoque, qui hereditates legataque directo jure lege Junia capere prohibentur, ex fideicommisso capere possunt. 276. Item cum senatusconsulto prohibitum sit proprium servum minore annis xxx liberum et heredem instituere, plerisque placet posse nos jubere liberum esse, cum annorum xxx erit, et rogare ut tunc illi restituatur hereditas. 277. Item quamvis non *possimus* post mortem ejus, qui nobis heres extiterit, alium in locum ejus heredem instituere, tamen possumus eum rogare ut cum morietur aliam hereditatem totam vel ex parte restituat; et quia post mortem quoque heredis fideicommissum dari potest, idem efficere possumus et si ita scripserimus: CUM TITIUS HERES MEUS MORTUUS ERIT, VOLO HEREDITATEM MEAM AD P. MEVIUM PERTINERE. Utrouque autem modo, tam hoc quam illo, Titius heredem suum obligatum relinquit de fideicommisso restituendo. 278. Praeterea legata *per* formulam petimus; fideicommissa vero Romae quidem apud consulem vel apud eum praetorem qui praecipue de fideicommissis jus dicit, persequimur, in provinciis vero apud praesidem provinciae. 279. Item de fideicommissis semper in urbe jus dicitur; de legatis vero, cum res aguntur. 280. Item fideicommissorum usurae et fructus debentur, si modo moram solutionis fecerit qui fideicommissum debet; legatorum vero usurae non debentur; idque rescripto divi Hadriani significatur. Scio tamen Juliano placuisse, in eo legato quod sinendi modo relinquitur, idem juris esse quod in fideicommissis; quam sententiam et his temporibus magis optinere video. 281. Item legata Graece scripta non valent; fideicommissa vero valent. 282. Item si legatum per damnationem relictum heres instituetur, in duplum cum eo agitur; fideicommissi vero nomine semper in simplum persecutio est. 283. Item *quod* quisque ex fideicommisso plus debito per errorem solverit, repetere potest; at id quod ex causa falsa per damnationem legati plus debito solutum sit, repeti non potest. Idem scilicet juris est de eo [legato] quod non debitum vel ex hac vel ex illa causa per errorem solutum fuerit.

284. Erant etiam aliae differentiae quae nunc non sunt. 285. Ut ecce peregrini poterant fideicommissa capere; et fere haec fuit origo fideicommissorum. Sed postea id prohibitum est; et nunc ex oratione divi Hadriani senatusconsultum factum est, ut ea fideicommissa fisco vindicarentur. 286. Caelibes quoque, qui per legem Juliam hereditates legataque capere

prohibentur, olim fideicommissa videbantur capere posse. 286^a. Item orbi qui per legem Papiam [ob id quod liberos non habebant] dimidias partes hereditatum legatorumque perdunt, olim solida fideicommissa videbantur capere posse. Sed postea senatusconsulto Pegasiano proinde fideicommissa quoque ac legata hereditatesque capere posse prohibiti sunt; eaque translata sunt ad eos qui in eo testamento liberos habent, aut si nullus liberos habeat, ad populum, sicut juris est in legatis et in hereditatibus, quae eadem aut simili ex causa *caduca fiunt*. 287. Item olim incertae personae vel postumo alieno per fideicommissum relinqui poterat, quamvis neque heres institui neque legari ei posset; sed senatusconsulto quod auctore divo Hadriano factum est, idem in fideicommissis quod in legatis hereditatibusque constitutum est. 288. Item poenae nomine jam non dubitatur nec per fideicommissum quidem relinqui posse.

289. Sed quamvis in multis juris partibus longe latior causa sit fideicommissorum quam eorum quae directo relinquuntur, in quibusdam tantumdem valeant, tamen tutor non aliter testamento dari potest quam directo, veluti hoc modo: LIBERIS MEIS TITUS TUTOR ESTO, vel ita: LIBERIS MEIS TITUM TUTOREM DO; per fideicommissum vero dari non potest.

COMMENTARIUS TERTIUS¹.

1. *Intestatorum hereditates ex lege XII tabularum primum ad suos heredes pertinent. 2. Sui autem heredes existimantur liberi qui in potestate morientis fuerunt, veluti filius filiae, nepos neptisve ex filio, pronepos proneptisve ex nepote filio nato prognatus prognatave. Nec interest, utrum naturales sint liberi an adoptivi. Ita demum tamen nepos neptisve et pronepos proneptisve suorum heredum numero sunt, si praecedens persona desierit in potestate parentis esse, sive morte id acciderit, sive alia ratione, veluti emancipatione. Nam si per id tempus quo quisque moritur, filius in potestate ejus sit, nepos ex eo suus heres esse non potest. Idem et in ceteris deinceps liberorum personis dictum intellegemus. 3. Uxor quoque quae in manu est, ei cujus in manu est sua heres est.*

1. Manque une feuille entière du manuscrit. — Les §§ 1 à 5 sont restitués à l'aide de la *Collatio*, 16, 2, complétée pour les §§ 1, 2, 4, par les *Inst.*, 3, 1, 1-2. Mais ils ne suffisent pas pour remplir les deux pages perdues, soit qu'il s'y trouvât des développements omis dans la *Collatio*, soit que plutôt l'une d'elles fut laissée en blanc.

quia filiae loco est. Item nurus quae in filii manu est, nam et haec neptis loco est. Sed ita demum erit sua heres, si filius cujus in manu fuerit, cum pater moritur, in potestate ejus non sit. Idemque dicemus et de ea quae in nepotis manu matrimonii causa sit, quia proneptis loco est. 4. Postumi quoque qui si vivo parente nati essent, in potestate ejus futuri forent, sui heredes sunt. 5. Idem juris est de his quorum nomine ex lege Aelia Sentia vel ex senatusconsulto post mortem patris causa probatur. Nam et hi vivo patre causa probata in potestate ejus futuri essent. 6. Quod etiam de eo filio qui ex prima secundave mancipatione post mortem patris manumittitur, intellegemus. 7. Igitur cum filius filiae et ex altero filio nepotes neptesve extant, pariter ad hereditatem vocantur; nec qui gradu proximior est, ulteriorem excludit, aequum enim videbatur nepotes neptesve in patris sui locum portionemque succedere. Pari ratione et si nepos neptisve sit ex filio et ex nepote pronepos proneptisve, simul omnes vocantur ad hereditatem. 8. Et quia placebat nepotes neptesve, item pronepotes proneptesve in parentis sui locum succedere, conveniens esse visum est non in capita, sed in stirpes hereditatem dividi; ita ut filius partem dimidiam hereditatis ferat et ex altero filio duo pluresve nepotes alteram dimidiam; item si ex duobus filiis nepotes extant, ex altero filio unus forte vel duo, ex altero tres aut quattuor, ad unum aut ad duos dimidia pars pertineat et ad tres aut quattuor altera dimidia.

9. Si nullus sit suorum heredum, tunc hereditas pertinet ex eadem lege XII tabularum ad agnatos. 10. Vocantur autem agnati qui legitima cognatione juncti sunt: legitima autem cognatio est ea quae per virilis sexus personas conjungitur. Itaque eodem patre nati fratres agnati sibi sunt, qui etiam consanguinei¹ vocantur, nec requiritur an etiam matrem eandem habuerint. Item patruus fratris filio et invicem is illi agnatus est. Eodem numero sunt fratres patruelus inter se, id est qui ex duobus fratribus progenerati sunt, quos plerique etiam consobrinos vocant. Qua ratione scilicet etiam ad plures gradus agnationis pervenire poterimus. 11. Non tamen omnibus simul agnatis dat lex XII tabularum hereditatem, sed his qui tum, cum certum est aliquem intestatum decessisse, proximo gradu sunt. 12. Nec in eo jure successio est. Ideoque si agnatus proximus hereditatem omiserit vel antequam adierit decesserit, sequentibus nihil juris ex lege competit. 13. Ideo autem non mortis tempore quis proximus fuerit requirimus, sed eo

1. Restitué à l'aide de *Coll.*, 10, 2, 10 et *Inst.*, 3, 2, 1.

tempore quo certum fuerit aliquem intestatum decessisse ; quia si quis *testamento facto* decesserit, melius esse visum est tunc requiri proximum, cum certum esse coeperit neminem ex eo testamento fore heredem. 14. Quod ad feminas tamen attinet, in hoc jure aliud in ipsarum hereditatibus capiendis placuit, aliud in ceterorum [bonis] ab his capiendis : nam feminarum *hereditates* proinde ad nos agnationis jure redeunt atque masculorum ; nostrae vero hereditates ad feminas ultra consanguineorum gradum non pertinent. Itaque soror fratri sororive legitima heres est, amita vero et fratris filia legitima heres esse *non potest*. *Sororis autem nobis loco est etiam mater aut noverca* quae per in manum conventionem apud patrem nostrum jura filiae nacta est. 15. Si ei qui defunctus erit, sit frater et alterius fratris filius, sicut ex superioribus intellegitur, frater potior est, quia gradu praecedit ; sed alia facta est juris interpretatio inter suos heredes. 16. Quodsi defuncti nullus frater extet, *sed sint liberi fratrum*, ad omnes quidem hereditas pertinet ; sed quaesitum est, si dispari forte numero sint nati, ut ex uno unus vel duo, ex altero tres vel quattuor, utrum in stirpes dividenda sit hereditas, sicut inter suos heredes juris est, an potius in capita. Jam dudum tamen placuit in capita dividendam esse hereditatem : itaque quotquot erunt ab utraque parte personae, in tot portiones hereditas dividetur, ita ut singuli singulas portiones ferant.

17. Si nullus agnatus sit, eadem lex XII tabularum gentiles ad hereditatem vocat. Qui sint autem gentiles, primo commentario rettulimus ; et cum illic admonuerimus totum gentilicium jus in desuetudinem abiisse, supervacuum est hoc quoque loco de eadem re curiosius tractare.

18. Hactenus lege XII tabularum finitae sunt intestatorum hereditates, quod jus quemadmodum strictum fuerit, palam est intellegere. 19. Statim enim emancipati liberi nullum jus in hereditatem parentis ex ea lege habent, cum desierint sui heredes esse. 20. Idem juris est, si ideo liberi non sint in potestate patris, quia sint cum eo civitate Romana donati, nec ab imperatore in potestatem redacti fuerint. 21. Item agnati capite deminuti non admittuntur ex ea lege ad hereditatem, quia nomen agnationis capitis deminutione perimitur. 22. Item proximo agnato non adeunte hereditatem nihilo magis sequens jure legitimo admittitur. 23. Item feminae agnatae, quaecumque consanguineorum gradum excedunt, nihil juris ex lege habent. 24. Similiter non admittuntur cognati qui per feminini sexus personas necessitudine jungan-

tur; adeo quidem, ut nec inter matrem et filium filiamve ultro citroque hereditatis capiendae jus competat, praeterquam si per in manum conventionem consanguinitatis jura inter eos constiterint.

25. Sed hae juris iniquitates edicto praetoris emendatae sunt. 26. Nam *liberos* omnes qui legitimo jure deficiuntur, vocat ad hereditatem, proinde ac si in potestate parentis mortis tempore fuissent, sive soli sint sive etiam sui heredes, id est qui in potestate patris fuerunt, concurrant. 27. *Agnatos* autem capite deminutos non secundo gradu post suos heredes vocat, id est non eo gradu vocat quo per legem vocarentur si capite deminuti non essent, sed tertio proximitatis nomine; licet enim capitis deminutione jus legitimum perdidierint, certe cognationis jura retinent. Itaque si quis alius sit qui integrum jus agnationis habebit, is potior erit, etiamsi longiore gradu fuerit. 28. Idem juris est, ut quidam putant, in ejus agnati persona, qui, proximo agnato dimittente hereditatem, nihilo magis jure legitimo admittitur. Sed sunt qui putant hunc eodem gradu a praetore vocari, quo etiam per legem agnatis hereditas datur. 29. *Feminae* certe agnaetae quae consanguineorum gradum excedunt, tertio gradu vocantur, id est si neque suus heres neque agnatus ullus erit. 30. Eodem gradu vocantur etiam *eae* personae quae per feminini sexus personas copulatae sunt. 31. *Liberi* quoque qui in adoptiva familia sunt, ad naturalium parentum hereditatem hoc eodem gradu vocantur.

32¹. Quos autem praetor vocat ad hereditatem, hi heredes ipso quidem jure non fiunt; nam praetor heredes facere non potest; per legem enim tantum vel similem juris constitutionem heredes fiunt, veluti per senatusconsultum et constitutionem principalem: sed cum eis praetor dat bonorum possessionem, loco heredum constituuntur.

33. *Adhuc autem etiam* alios conplures gradus praetor facit in bonorum possessionibus dandis, dum id agit, ne quis sine successore moriatur². De quibus in his commentariis consulto non agimus, cum hoc jus totum propriis commentariis executi simus. 33^a. Hoc solum admonuisse sufficit...³.

37 lignes presque complètement illisibles.

33^b. *Aliquando tamen neque emendandi neque impugnandi*

1. Restitué d'après *Inst.*, 3, 0, 2. — 2. Phrase restituée d'après *Inst.*, 3, 0, 2. — 3. Passage dont on n'a pu lire que des mots entrecoupés '.... tabulis... hereditatem... invidiosum... per in manum conventionem jura consanguinitatis nacta... fraire... nam... hereditas non pertine....' et dans lequel il est probable que Gaius traitait du sénatus-consulte Tertulien.

*veteris juris sed magis confirmandi gratia pollicetur bonorum possessionem. Nam illis quoque qui recte facto testamento heredes instituti sunt, dat secundum tabulas bonorum possessionem*¹. 34. *Item ab intestato heredes suos et agnatos ad bonorum possessionem vocat. Quibus casibus beneficium ejus in eo solo videtur aliquam utilitatem habere, ut is, qui ita bonorum possessionem petit, interdicto cujus principium est QUORUM BONORUM uti possit. Cujus interdicti quae sit utilitas, suo loco proponemus. Alioquin remota quoque bonorum possessione ad eos hereditas pertinet jure civili.*

35. *Ceterum saepe quibusdam ita datur bonorum possessio, ut is cui data sit non optineat hereditatem; quae bonorum possessio dicitur sine re.* 36. *Nam si verbi gratia jure facto testamento heres institutus creverit hereditatem, sed bonorum possessionem secundum tabulas testamenti petere noluerit, contentus eo quod jure civili heres sit, nihilo minus ii, qui nullo facto testamento ab intestati bona vocantur, possunt petere bonorum possessionem; sed sine re ad eos [hereditas] pertinet, cum testamento scriptus heres evincere hereditatem possit.* 37. *Idem juris est, si intestato aliquo mortuo suus heres noluerit petere bonorum possessionem, contentus legitimo jure; id si fiet, agnato competit quidem bonorum possessio, sed sine re, quia evinci hereditas a suo herede potest. Et [illud] convenienter, si ad agnatum jure civili pertinet hereditas et is adierit hereditatem, sed bonorum possessionem petere noluerit, et si [quis ex proximis] cognatus petierit, sine re habebit bonorum possessionem propter eandem rationem.* 38. *Sunt et alii quidam similes casus, quorum aliquos superiore commentario tradidimus.*

39. *Nunc de libertorum bonis videamus.* 40. *Olim itaque licebat liberto patronum suum in parte testamento praeterire; nam ita demum lex XII tabularum ad hereditatem liberti vocabat patronum, si intestatus mortuus esset libertus nullo suo herede relicto. Itaque intestato quoque mortuo liberto, si is suum heredem reliquerat, nihil in bonis ejus patrono juris erat. Et siquidem ex naturalibus liberis aliquem suum heredem reliquisset, nulla videbatur esse querella; si vero vel adoptivus filius filiae vel uxor quae in manu esset sua heres esset, aperte iniquum erat nihil juris patrono superesse.* 41. *Qua de causa postea praetoris edicto haec juris iniquitas emendata est. Sive enim faciat testamentum libertus, jubetur ita testari.*

¹. Restitué d'après *Inst.*, 3, 9, 4.

ut patrono suo partem dimidiam bonorum suorum relinquat, et si aut nihil aut minus quam partem dimidiam reliquerit, datur patrono contra tabulas testamenti partis dimidia bonorum possessio; si vero intestatus moriatur suo herede relicto adoptivo filio *vel* uxore quae in manu ipsius esset, vel nuru quae in manu filii ejus fuerit, datur aequae patrono adversus hos suos heredes partis dimidia bonorum possessio. Prosunt autem liberto ad excludendum patronum naturales liberi, non solum quos in potestate mortis tempore habet, sed etiam emancipati et in adoptionem dati, si modo aliqua ex parte heredes scripti *sint*, aut *praeteriti contra* tabulas testamenti bonorum possessionem ex edicto petierint; nam exheredati nullo modo repellunt patronum. 42. Postea lege Papia aucta sunt jura patronorum, quod ad lucupletiores libertos pertinet. Cautum est enim ea lege, ut ex bonis ejus qui sestertiorum *centum milium plurisve* patrimonium reliquerit, et pauciores quam tres liberos habeat, sive is testamento facto sive intestato mortuus erit, virilis pars patrono debeatur. Itaque cum unum filium unamve filiam heredem reliquerit libertus, proinde pars dimidia patrono debetur, ac si sine ullo filio filiave moreretur; cum vero duos duasve heredes reliquerit, tertia pars debetur; si tres relinquat, repellitur patronus.

43. In bonis libertinarum nullam injuriam antiquo jure patiebantur patroni. Cum enim hae in patronorum legitima tutela essent, non aliter scilicet testamentum facere poterant quam patrono auctore. Itaque sive auctor ad testamentum faciendum factus erat, *aut sibi imputare debebat, quod heres ab ea relictus non erat, aut ipsum ex testamento, si heres ab ea relictus erat, sequebatur hereditas*; si vero auctor ei factus non erat, et intestata liberta moriebatur, ad patronum..... pertinebat. Nec enim ullus *olim vel heres vel bonorum possessor erat, qui posset patronum a bonis libertae intestatae repellere*². 44. Sed postea lex Papia cum quattuor liberorum jure libertinas tutela patronorum liberaret et eo modo concederet eis etiam sine tutoris auctoritate *condere testamentum, prospexit*, ut pro numero liberorum quos liberta mortis tempore habuerit, virilis pars patrono debeatur. Ergo ex bonis ejus quae omnes *quattuor incolumes liberos reliquerit quinta pars patrono debe-*

1. Restitué d'après *Inst.*, 3, 7, 1. — 2. Fin du § lue incomplètement, mais dans laquelle le déchiffrement partiel obtenu par la 2^e révision de Studemund contredit à peu près toutes les restitutions antérieures.

tur ; quodsi omnibus liberis superstes fuerit, hereditas ad patronum pertinet¹.

45. Quae diximus de patrono, eadem intellegemus et de filio patroni ; item de nepote *ex filio et de pronepote ex nepote filio nato prognato*. 46. *Filia vero patroni et neptis ex filio et proneptis ex nepote filio nato prognata olim quidem eo jure utebantur quod lege XII tabularum patrono datum est, praetor autem non nisi virilis sexus patronorum liberos vocat, filia vero ut contra tabulas² testamenti liberti aut ab intestato contra filium adoptivum vel uxorem nurumve quae in manu fuerit, bonorum possessionem petat, trium liberorum jure lege Papia consequitur ; aliter hoc jus non habet.* 47. *Sed ut ex bonis libertae testatae quattuor liberos habentis virilis pars ei debeatur, ne liberorum quidem jure consequitur, ut quidam putant. Sed tamen intestata liberta mortua verba legis Papiae faciunt, ut ei virilis pars debeatur. Si vero testamento facto mortua sit liberta, tale jus ei datur, quale datum est contra tabulas testamenti liberti, id est quale et virilis sexus patronorum liberi contra tabulas testamenti liberti habent ; quamvis parum diligenter ea pars legis scripta sit.* 48. *Ex his apparet extraneos heredes patronorum longe remotos esse ab omni eo jure, quod vel in intestatorum bonis vel contra tabulas testamenti patrono competit.*

49. Patronae olim ante legem Papiam hoc solum jus habebant in bonis libertorum, quod etiam patronis *ex lege XII tabularum datum est. Nec enim ut contra tabulas testamenti ingrati liberti vel ab intestato contra filium adoptivum vel uxorem nurumve bonorum possessionem partis dimidiae peterent, praetor similiter ut de patrono liberisque ejus curabat.* 50. *Sed lex Papia duobus liberis honoratae ingenuae patronae, libertinae tribus, eadem fere jura dedit, quae ex edicto praetoris patroni habent ; trium vero liberorum jure honoratae ingenuae patronae ea jura dedit, quae per eandem legem patrono data sunt ; libertinae autem patronae non idem juris praestitit.* 51. *Quod autem ad libertinarum bona pertinet, siquidem intestatae decesserint, nihil novi patronae liberis honoratae lex Papia praestat. Itaque si neque ipsa patrona neque liberta capite demunita sit, ex lege XII tabularum ad eam hereditas pertinet et excluduntur libertae liberi ; quod juris est etiam si liberis honorata non sit patrona ; numquam*

1. Restitution de Krueger, d'après la 2^e révision de Studemund ; même observation que sur 43 *in fine*. — 2. Restitution quant au sens de Krueger ; v. d'autres conjectures dans Dubois.

enim, sicut supra diximus, feminae suum heredem habere possunt. Si vero vel hujus vel illius capitis deminutio interveniat, rursus liberi libertae excludunt patronam, quia legitimo jure *capitis deminutione* perempto evenit, ut liberi libertae cognationis jure potiores habeantur. 52. Cum autem testamento facto moritur liberta, ea quidem patrona quae liberis honorata non est, nihil juris habet contra libertae testamentum; ei vero quae liberis honorata sit, hoc jus tribuitur per legem Papiam, quod habet ex edicto patronus contra tabulas liberti.

53. Eadem lex patronae filio liberis honorato *civi Romano* patroni jura dedit; sed in hujus persona etiam unius filii filiaeve jus sufficit¹.

54. Hactenus omnia jura quasi per indicem tetigisse satis est; alioquin diligentior interpretatio propriis commentariis exposita est.

55. Sequitur ut de bonis Latinorum libertinorum dispiciamus. 56. Quae pars juris ut manifestior fiat, admonendi sumus, id quod alio loco diximus, eos qui nunc Latini Juniani dicuntur, olim ex jure Quiritium servos fuisse, sed auxilio praetoris in libertatis forma servari solitos; unde etiam res eorum peculii jure ad patronos pertinere solita est; postea vero per legem Juniam eos omnes quos praetor in libertate tuebatur, liberos esse coepisse et appellatos esse Latinos Junianos: Latinos ideo, quia lex eos liberos perinde esse voluit atque [si essent cives Romani ingenui] qui ex urbe Roma in Latinas colonias deducti Latini coloniarii esse coeperunt; Junianos ideo, quia per legem Juniam liberi facti sunt, [etiamsi non essent cives Romani]. Legis itaque Juniae lator cum intellexeret futurum ut ea fictione res Latinorum defunctorum ad patronos pertinere desinerent, quia *scilicet* neque ut servi decederent, ut possent jure peculii res eorum ad patronos pertinere, neque liberti Latini hominis bona possent manumissionis jure ad patronos pertinere, necessarium existimavit, ne beneficium istis datum in injuriam patronorum converteretur, cavere [voluit], ut bona eorum proinde ad manumissores pertinerent, ac si lex lata non esset; itaque jure quodammodo peculii bona Latinorum ad manumissores ea lege pertinent. 57. Unde accidit ut longe differant ea jura quae in bonis Latinorum ex lege Junia constituta sunt, ab his quae in hereditate civium Romanorum libertorum observantur. 58. Nam civis

1. Cf. sur la lecture de ce § les notes de Dubois.

Romani liberti hereditas ad extraneos heredes patroni nullo modo pertinet; ad filium autem patroni nepotesque ex filio et pronepotes ex nepote *filio nato* prognatos omni modo pertinet, etiamsi a parente fuerint exheredati. Latinorum autem bona tanquam peculia servorum etiam ad extraneos heredes pertinent, et ad liberos manumissoris exheredatos non pertinent. 59. Item *civis Romani liberti* hereditas ad duos pluresve patronos aequaliter pertinet, licet dispar in eo servo dominium habuerint; bona vero Latinorum pro ea parte pertinent, pro qua parte quisque eorum dominus fuerit. 60. Item in hereditate *civis Romani liberti* patronus alterius patroni filium excludit, et filius patroni alterius patroni nepotem repellit; bona autem Latinorum [et ad ipsum patronum] et ad alterius patroni heredem simul pertinent, pro qua parte ad ipsum manumissorem pertinerent. 61. Item si unius patroni tres forte liberi sunt et alterius unus, hereditas *civis Romani liberti* in capita dividitur, id est tres fratres tres portiones ferunt et unus quartam; bona vero Latinorum pro ea parte ad successores pertinent, pro qua parte ad ipsum manumissorem pertinerent. 62. Item si alter ex his patronis suam partem in hereditate *civis Romani liberti* spernat, vel ante moriatur quam cernat, tota hereditas ad alterum pertinet; bona autem Latini pro parte *deficientis* patroni caduca fiunt et ad populum pertinent.

63. Postea Lupo et Largo consulibus senatus censuit, ut bona Latinorum primum ad eum pertinerent qui eos liberasset; deinde ad liberos eorum non nominatim exheredatos, uti quisque proximus esset; tunc antiquo jure ad heredes eorum qui liberassent, pertinerent. 64. Quo senatusconsulto quidam *id* actum esse putant, ut in bonis Latinorum eodem jure utamur, quo utimur in hereditate civium Romanorum libertinorum. Idque maxime Pegaso placuit. Quae sententia aperte falsa est. Nam *civis Romani liberti* hereditas numquam ad extraneos patroni heredes pertinet, bona autem Latinorum [etiam] ex hoc ipso senatusconsulto non obstantibus liberis manumissoris etiam ad extraneos heredes pertinent. Item in hereditate *civis Romani liberti* liberis manumissoris nulla exhereditatio nocet, in bonis Latinorum nocere nominatim factam exheredationem ipso senatusconsulto significatur. 64^a. Verius est ergo hoc solum eo senatusconsulto actum esse, ut manumissoris liberi qui nominatim exheredati non sint, praeferantur extraneis heredibus. 65. Itaque emancipatus filius patroni praeteritus quamvis contra tabulas testamenti parentis sui honorum pos-

sessionem non petierit, tamen extraneis heredibus in bonis Latinorum potior habetur. 66. Item filia ceterique sui heredes licet jure civili inter ceteros exheredati sint et ab omni hereditate patris sui summoveantur, tamen in bonis Latinorum, nisi nominatim a parente fuerint exheredati, potiores erunt extraneis heredibus. 67. Item ad liberos qui ab hereditate parentis se abstinuerunt, *nihilominus bona Latinorum pertinent; nam hi quoque* exheredati nullo modo dici possunt, non magis quam qui testamento silentio praeteriti sunt. 68. Ex his omnibus satis illud apparet, si is qui Latinum fecerit,¹

Suivent 21 lignes presque totalement illisibles.

69. Item illud quoque constare videtur, si solos liberos ex disparibus partibus patronus *heredes instituerit, ex isdem partibus bona Latini, si patri heredes existant*², ad eos pertinere, quia nullo interveniente extraneo herede senatusconsulto locus non est. 70. *Sed si cum liberis suis etiam extraneum heredem patronus reliquerit, Caelius Sabinus ait tota bona pro virilibus partibus ad liberos defuncti pertinere, quia cum extraneus heres intervenit, non habet lex Junia locum, sed senatusconsultum.* Javolenus autem ait tantum eam partem ex senatusconsulto liberos patroni pro virilibus partibus habituros esse, quam extranei heredes ante senatusconsultum lege Junia habituri essent, reliquas vero partes pro hereditariis partibus ad eos pertinere. 71. Item quaeritur an hoc senatusconsultum ad eos patroni liberos pertineat, qui ex filia neptem procreantur, id est ut nepos meus ex filia potior sit in bonis Latini mei quam extraneus heres. Item *an ad maternos Latinos hoc senatusconsultum pertineat quaeritur, id est ut in bonis Latini materni potior sit patronae filius quam heres extraneus matris.* Cassio placuit utroque casu locum esse senatusconsulto. Sed hujus sententiam plerique improbant, quia senatus de his liberis [patronarum] nihil sentiat, qui aliam familiam sequerentur. Idque ex eo apparet quod nominatim exheredatos summovet; nam videtur de his sentire qui exheredari a parente solent, si heredes non instituuntur; neque autem matri filium filiamve, neque avo materno nepotem neptemve, si eum eamve heredem non instituat, exheredare necesse est, sive de jure civili quaeramus, sive de edicto praetoris, quo praeteritis liberis contra tabulas testamenti honorum possessio promittitur.

1. Passage dans lequel on n'a pu lire que les mots entrecouppés: '...sso hunc enim solum... in bonis Latinorum... quaeritur an exheredes... et libe... constat... bona Latinorum... est ut... ab alteri...'. — 2. Restitution indiquée comme possible par Krueger et Studemund; autres conjectures dans Dubois.

72. Aliquando tamen civis Romanus libertus tamquam Latinus moritur, velut si Latinus salvo jure patroni ab imperatore jus Quiritium consecutus fuerit. Nam, ut divus Trajanus constituit, si Latinus invito vel ignorante patrono jus Quiritium ab imperatore consecutus sit, [quibus casibus] dum vivit iste libertus, ceteris civibus Romanis libertis similis est et justos liberos procreat, moritur autem Latini jure, nec ei liberi ejus heredes esse possunt; et in hoc tantum habet testamenti factionem, ut patronum heredem instituat eique, si heres esse noluerit, alium substituere possit. 73. Et quia hac constitutione videbatur effectum, ut ne umquam isti homines tamquam cives Romani morerentur, quamvis eo jure postea usi essent, quo vel ex lege *Aelia Sentia* vel ex senatusconsulto cives Romani essent, divus Hadrianus iniquitate rei motus auctor fuit senatusconsulti faciendi, ut qui ignorante vel recusante patrono ab imperatore jus Quiritium consecuti essent, si eo jure postea usi essent, quo ex lege *Aelia Sentia* vel ex senatusconsulto, si Latini mansissent, civitatem Romanam consequerentur, proinde ipsi haberentur ac si lege *Aelia Sentia* vel senatusconsulto ad civitatem Romanam pervenissent.

74. Eorum autem quos lex *Aelia Sentia* dediticiorum numero facit, bona modo quasi *civium Romanorum* libertorum, modo quasi Latinorum ad patronos pertinent. 75. Nam eorum bona qui, si in aliquo vitio non essent, manumissi cives Romani futuri essent, quasi *civium Romanorum* patronis eadem lege tribuuntur: non tamen hi habent etiam testamenti factionem; nam id plerisque placuit, nec inmerito: nam incredibile videbatur pessimae condicionis hominibus voluisse legis latorem testamenti faciendi jus concedere. 76. Eorum vero bona qui, si non in aliquo vitio essent, manumissi futuri Latini essent, proinde tribuuntur patronis, ac si Latini decessissent: nec me praeterit non satis in ea re legis latorem voluntatem suam verbis expressisse.

77. Videamus autem et de ea successione quae nobis ex emptione honorum competit. 78. Bona autem veneunt aut vivorum aut mortuorum: vivorum veluti eorum qui fraudationis causa latitant nec absentes defenduntur; item eorum qui ex lege *Julia bonis* cedunt; item judicatorum post tempus quod eis partim lege XII tabularum partim edicto praetoris ad expediendam pecuniam tribuitur. Mortuorum bona veneunt veluti eorum quibus certum est neque heredes neque bonorum possessores neque ullum alium justum successorem existere. 79. Si quidem vivi bona veneant, jubet ea praetor per dies

continuos xxx possideri et proscribi ; si vero mortui, per dies xv. Postea jubet convenire creditores et ex eo numero magistrum creari, id est eum per quem bona veneant. Itaque si vivi bona veneant, in diebus x *bonorum venditionem* fieri jubet, si mortui, in dimidio. Diebus itaque vivi bona xxxx, mortui vero xx emptori addici jubet¹. Quare autem tardius viventium bonorum venditionem compleri jubet, illa ratio est, quia de vivis curandum erat, ne facile bonorum venditiones paterentur.

80. Neque autem bonorum possessorum neque bonorum emptorum res pleno jure fiunt, sed in bonis efficiuntur ; *ex jure* Quiritium autem ita demum adquiruntur, si usuceperunt. Interdum quidem bonorum emptoribus ne usus quidem capio contingit, veluti si. . . . bonorum emptor². . . .

81. Item quae debita sunt ei cujus fuerunt bona aut ipse debuit, neque bonorum possessor neque bonorum emptor ipso jure debet aut ipsis debentur, et ideo de omnibus rebus utilibus actionibus et experiuntur et conveniuntur, quas in sequenti commentario proponemus.

82. Sunt autem etiam alterius generis successiones quae neque lege xii tabularum neque praetoris edicto, sed eo jure quod consensu receptum est introductae sunt. 83. Etenim cum pater familias se in adoptionem dedit, mulierve in manum venit, omnes ejus res incorporales et corporales quaeque ei debita sunt, patri adoptivo coemptionatorive adquiruntur, exceptis his quae per capitis deminutionem pereunt, quales sunt ususfructus, operarum obligatio *libertinorum* quae per jusjurandum contracta est, et *lites contestatae* legitimo judicio. 84. Ex diverso quod is debuit qui se in adoptionem dedit, quaeve in manum venit, non transit ad coemptionatorem aut ad patrem adoptivum, nisi si hereditarium aes alienum fuerit. Tunc enim quia ipse pater adoptivus aut coemptionator heres fit, directo tenetur jure ; is vero qui se adoptandum dedit, quaeve in manum venit desinit esse heres. De eo vero quod proprio nomine eae personae debuerint, licet neque pater adoptivus teneatur neque coemptionator, et ne ipse quidem qui se in adoptionem dedit quaeve in manum venit maneat obligatus obligatare, quia scilicet per capitis deminutionem liberetur, tamen in eum eamve utilis actio datur rescissa

1. Restitution de Krueger admise par Giraud ; v. les restitutions aboutissant à des chiffres différents, notamment de Huschke, dans Dubois. — 2. Paragraphe incomplet dans lequel Gaius traitait, selon Huschke, du cas où le *bonorum emptor* était pérégrin, selon l'opinion plus vraisemblable de Krueger, de celui où la venditio était nulle pour quelque irrégularité (cf. D. 42, 4, 7. 3. 42, 5, 30).

capitis deminutione ; et si adversus hanc actionem non defendantur, quae bona eorum futura fuissent, si se alieno juri non subjecissent, universa vendere creditoribus praetor permittit.

85. *Item si legitimam hereditatem heres, antequam cernat aut pro herede gerat, alii in jure cedat, pleno jure fit ille heres, cui cessa est hereditas, proinde ac si ipse per legem ad hereditatem vocaretur ; quodsi posteaquam heres extiterit, cesserit, adhuc heres manet et ob id creditoribus ipse tenebitur ; sed res corporales transferet proinde ac si singulas in jure cecisset, debita vero pereunt, eoque modo debitores hereditarii lucrum faciunt.* 86. Idem juris est, si testamento scriptus heres posteaquam heres extiterit, in jure cesserit hereditatem ; ante aditam vero hereditatem cedendo nihil agit. 87. *Suus autem et necessarius heres an aliquid agant¹ in jure cedendo quaeritur. Nostri praeceptores nihil eos agere existimant ; diversae scholae auctores idem eos agere putant, quod ceteri post aditam hereditatem ; nihil enim interest, utrum aliquis cernendo aut pro herede gerendo heres fiat, an juris necessitate hereditati adstringatur².*

88. *Nunc transeamus³ ad obligationes. Quarum summa divisio in duas species diducitur : omnis enim obligatio vel ex contractu nascitur vel ex delicto.*

89. Et prius videamus de his quae ex contractu nascuntur. Harum autem quattuor genera sunt : aut enim re contrahitur obligatio aut verbis aut litteris aut consensu.

90. Re contrahitur obligatio velut mutui datione. *Mutuam autem datio⁴ proprie in his [fere] rebus contingit quae pondere numero mensurae constant, qualis est pecunia numerata vinum oleum frumentum aes argentum aurum. Quas res aut numerando aut metiendo aut pendendo in hoc damus, ut accipientium fiant et quandoque nobis non eadem, sed aliae ejusdem naturae reddantur. Unde etiam mutuum appellatum est, quia quod ita tibi a me datum est, ex meo tuum fit.* 91. Is quoque, qui non debitum accepit ab eo qui per errorem solvit, re obligatur : nam proinde ei condici potest *SI PARET KUM DARE OPORTERE*, ac si mutuum accepisset. Unde quidam putant pupillum aut mulierem cui sine *tutoris auctoritate* non debitum per errorem datum est, non teneri conditione, non magis quam mutui datione. Sed haec species obligationis non videtur ex

1. Ms. ; 'agat' ; la plupart des éditeurs : 'agant'. Cf. Dubois sur l'intérêt de la question. — 2. Sur la conjecture de Polenaar considérant les §§ 85-87 comme étant pas de Gaius, v. en sens divers Krueger et Dubois. — 3. Restitué à l'aide d'*Inst.*, 3, 13, pr. — 4. — Restitué à l'aide d'*Inst.*, 3, 14, pr.

contractu consistere, quia is qui solvendi animo dat, magis distrahere vult negotium quam contrahere.

92. Verbis obligatio fit ex interrogatione et responsione, veluti: DARI SPONDES? SPONDEO, DABIS? DABO, PROMITTIS? PROMITTO, FIDEPROMITTIS? FIDEPROMITTO, FIDEJUCHES? FIDEJUBEO, FACIES? FACIAM. 93. Sed haec quidem verborum obligatio: DARI SPONDES? SPONDEO propria civium Romanorum est; ceterae vero juris gentium sunt, itaque inter omnes homines, sive cives Romanos sive peregrinos, valent; et quamvis ad Graecam vocem expressae fuerint, veluti hoc modo: Δώσεις; Δώσω Ὁμολογείς; Ὁμολογῶ Πίστιν κελύεις; Πίστιν κελύω Ποιήσεις; Ποιήσω,¹ [etiam haec] tamen inter cives Romanos valent, si modo Graeci sermonis intellectum habeant; et e contrario quamvis Latine enuntientur, tamen etiam inter peregrinos valent, si modo Latini sermonis intellectum habeant. At illa verborum obligatio: DARI SPONDES? SPONDEO adeo propria civium Romanorum est, ut ne quidem in Graecum sermonem per interpretationem proprie transferri possit, quamvis dicatur a Graeca voce figurata esse. 94. Unde dicitur uno casu hoc verbo peregrinum quoque obligari posse, veluti si imperator noster principem alicujus peregrini populi de pace ita interroget: PACEM FUTURAM SPONDES? vel ipse eodem modo interrogetur. Quod nimium subtiliter dictum est, quia si quid adversus pactionem fiat, non ex stipulatu agitur, sed jure belli res vindicatur. 95. Illud dubitari potest, si quis². . . .

. 95^a. Sunt et aliae obligationes³.

Suivent dix lignes presque totalement illisibles.

.....item si debitor mulieris jussu ejus, dum... doti dicat quod debet; alius autem obligari hoc modo non potest. Et ideo si quis alius pro muliere dotem promittere velit, communi jure obligare se debet, id est stipulanti viro promittere⁴. 96. Item uno

1. Mots grecs restitués d'après la paraphrase des *Inst.* attribuée à Théophile; espace laissé en blanc dans le ms. — 2. Relatif à des hypothèses de stipulations de validité discutables restituées différemment par Krueger et Huschke. — 3. Connu vraisemblablement quant au sens à l'aide de l'*Ep.*, 2, 9, 3, qui dit: 'Sunt et aliae obligationes, quae nulla praecedente interrogatione contrahi possunt, id est ut si mulier sive sponso uxor futura sive jam marito dotem dicat. Quod tam de mobilibus rebus quam de fundis fieri potest. Et non solum in hac obligatione ipsa mulier obligatur, sed et pater ejus, et debitor ipsius mulieris, si pecuniam quam illi debebat sponso creditricis ipse debitor in dotem dixerit. Haec tantum tres personae nulla interrogatione praecedente possunt dictione dotis legitime obligari. Aliae vero personae si pro muliere dotem viro promiserint, communi jure obligari debent, id est ut et interrogata respondeant et stipulata promittant'. Mais le mot 'corporal'... de la 7^e ligne manquante montre que Gaius y parlait de la distinction des choses corporelles ou non. Cf. aussi Ulp. 6, 2. — 4. Lignes provenant en partie de la 2^e lecture de Studemund par laquelle il faut rectifier toutes les éd. antérieures.

loquente et sine interrogatione alii promittente contrahitur obligatio, si libertus patrono aut donum aut munus aut operas se daturum esse juravit¹, sed haec sola causa est, ex qua jurejurando contrahitur obligatio. Sane ex alia nulla causa² jurejurando homines obligantur, utique cum quaeritur de jure Romanorum. Nam apud peregrinos quid juris sit, singularum civitatum jura requirentes aliud intellegere poterimus in aliis valere.

97. Si id quod dari stipulamur, tale sit, ut dari non possit, inutilis est stipulatio, velut si quis hominem liberum quem servum esse credebat, aut mortuum quem vivum esse credebat, aut locum sacrum vel religiosum quem putabat humani juris esse, dari stipuletur. 97^a. Item si quis rem quae in rerum natura esse non potest, velut hippocentaurum³, stipuletur, aequè inutilis est stipulatio. 98. Item si quis sub ea condicione stipuletur quae existere non potest, veluti si digito caelum tetigerit, inutilis est stipulatio. Sed legatum sub impossibili condicione relictum nostri praeceptores proinde deberi putant, ac si sine condicione relictum esset; diversae scholae auctores nihilo minus legatum inutile existimant quam stipulationem. Et sane vix idonea diversitatis ratio reddi potest. 99. Praeterea inutilis est stipulatio, si quis ignorans rem suam esse dari sibi eam stipuletur; quippe quod alicujus est, id ei dari non potest. 100. Denique inutilis est talis stipulatio, si quis ita dari stipuletur: POST MORTEM MEAM DARI SPONDES? vel ita: POST MORTEM TUAM DARI SPONDES?; valet autem, si quis ita dari stipuletur: CUM MORIAR DARI SPONDES? vel ita: CUM MORIERIS DARI SPONDES? id est ut in novissimum vitae tempus stipulatoris aut promissoris obligatio conferatur. Nam inelegans esse visum est ab heredis persona incipere obligationem. Rursum ita stipulari non possumus: PRIDIE QUAM MORIAR, aut: PRIDIE QUAM MORIERIS DARI SPONDES? quia non potest aliter intellegi 'pridie quam aliquis morietur', quam si mors secuta sit; rursus morte secuta in praeteritum reducitur stipulatio et quodammodo talis est: HEREDUM MEO DARI SPONDES? quae sane inutilis est. 101. Quaecumque de morte diximus, eadem et de capitis deminutione dicta intellegemus. 102. Adhuc inutilis est stipulatio, si quis ad id quod interrogatus erit non responderit, veluti si sestertia x a te dari stipuler, et tu sestertia r promittas, aut si ego pure stipuler, tu sub condicione promittas. 103. Prae-

1. Restitué à l'aide de l'*Epitome* par Huschke. — 2. Lignes provenant de la 2^e lecture de Studemund, par laquelle il faut rectifier, quant à la forme plus que quant au fond, les éd. antérieures. — 3. Cf. *Inst.*, 3, 49, 1.

terea inutilis est stipulatio, si ei dari stipulemur, cujus juri subjecti non sumus. Unde illud quaesitum est, si quis sibi et ei cujus juri subjectus non est, dari stipuletur, in quantum valeat stipulatio. Nostri praeceptores putant in universum valere et proinde ei soli qui stipulatus sit solidum deberi, atque si extranei nomen non adjecisset; sed diversae scholae auctores dimidium ei deberi existimant, pro altera vero parte inutilem esse stipulationem. 103^a. Alia causa est si ita stipulatus sim : *MIHI AUT TITIO DARI SPONDES ? quo casu constat, mihi solidum deberi et me solum ex ea stipulatione agere posse quamquam etiam Titio solvendo liberaris*¹. 104. Praeterea inutilis est stipulatio, si ab eo stipuler qui juri meo subjectus est, item si is a me stipuletur. Sed servus quidem et qui in mancipio est et filia familias et quae in manu est non solum ipsi, cujus juri subjecti subjectaeve sunt, obligari non possunt, sed ne alii quidem ulli. 105. Mutum neque stipulari neque promittere posse palam est. Idem etiam in surdo receptum est; quia et is qui stipulatur verba promittentis et qui promittit verba stipulantis exaudire debet. 106. Furiosus nullum negotium gerere potest, quia non intellegit quid agat. 107. Pupillus omne negotium recte gerit, ut tamen, sicubi tutoris auctoritas necessaria sit, adhibeatur tutor, veluti si ipse obligetur; nam alium sibi obligare etiam sine tutoris auctoritate potest. 108. Idem juris est in feminis quae in tutela sunt. 109. Sed quod diximus de pupillo, utique de eo verum est qui jam aliquem intellectum habet. Nam infans et qui infanti proximus est non multum a furioso differt, quia hujus aetatis pupilli nullum intellectum habent; sed in his pupillis propter utilitatem benignior juris interpretatio facta est.

110. Possumus tamen ad id quod stipulamur alium adhibere qui idem stipuletur; quem vulgo adstipulatorem vocamus. 111. Et huic proinde actio competit proindeque ei recte solvitur ac nobis; sed quidquid consecutus erit, mandati iudicio nobis restituere cogetur. 112. Ceterum potest etiam aliis verbis uti adstipulator quam quibus nos usi sumus. Itaque si verbi gratia ego ita stipulatus sim : *DARI SPONDES ?*, ille sic adstipulari potest : *IDEM FIDE TUA PROMITTIS ?* vel *IDEM FIDEJUBES ?* vel contra. 113. Item minus adstipulari potest, plus non potest. Itaque si ego sestertia x stipulatus sim, ille sestertia v stipulari potest; contra vero plus non potest. Item si ego pure stipulatus sim, ille sub

1. Restitué quant au sens par Krueger et Studemund; restitution toute différente dans Huschke.

condicione stipulari potest; contra vero non potest. Non solum autem in quantitate, sed etiam in tempore minus et plus intellegitur; plus est enim statim aliquid dare, minus est post tempus dare. 114. In hoc autem jure quaedam singulari jure observantur. Nam adstipulatoris heres non habet actionem. Item servus adstipulando nihil agit, quamvis ex ceteris omnibus causis stipulatione dominæ adquirat. Idem de eo qui in mancipio est, magis placuit; nam et is servi loco est. Is autem qui in potestate patris est agit aliquid, sed parenti non acquirit, quamvis ex omnibus ceteris causis stipulando ei adquirat. Ac ne ipsi quidem aliter actio competit, quam si sine *capitis deminutione* exierit de potestate parentis, veluti morte ejus aut quod ipse flamen Dialis inauguratus est. Eadem de filia familias et quæ in manu est dicta intellegemus.

115. Pro eo quoque qui promittit solent alii obligari; quorum alios sponsores, alios fidepromissores, alios fidejussores appellamus. 116. Sponsor ita interrogatur: IDEM DARI SPONDES? fidepromissor ita: IDEM FIDEPROMITTIS? fidejussor ita: IDEM FIDE TUA ESSE JURES? Videbimus [de his] autem, quo nomine possint proprie appellari qui ita interrogantur: IDEM DABIS? IDEM PROMITTIS? IDEM FACIES? 117. Sponsores quidem et fidepromissores et fidejussores saepe solemus accipere, dum curamus ut diligentius nobis cautum sit; adstipulatorem vero fere tunc solum adhibemus, cum ita stipulamur, ut aliquid post mortem nostram detur; quia enim nobis ut post mortem nostram detur¹, stipulando nihil agimus, adhibetur adstipulator, ut is post mortem nostram agat; qui si quid fuerit consecutus, de restituendo eo mandati judicio heredi [meo] tenetur.

118. Sponsoris vero et fidepromissoris similis condicio est, fidejussoris valde dissimilis. 119. Nam illi quidem nullis obligationibus accedere possunt nisi verborum, (quamvis interdum ipse qui promiserit non fuerit obligatus, velut si *mulier* aut pupillus sine tutoris auctoritate aut quilibet post mortem suam dari promiserit. At illud quaeritur, si servus aut peregrinus sponderit, an pro eo sponsor aut fidepromissor obligetur). 119^a. Fidejussor vero omnibus obligationibus, id est sive re sive verbis sive litteris sive consensu contractæ fuerint obligationes, adjici potest. Ac ne illud quidem interest, utrum civilis an naturalis obligatio sit cui adjiciatur: adeo quidem, ut pro servo quoque obligetur, sive extraneus

1. Ligne omise par suite d'une similitude de mot final, pense Mommsen.

-sit qui a servo fidejussorem accipiat, sive ipse dominus in id quod sibi debeat. 120. Praeterea sponsoris et fidepromissoris heres non tenetur, nisi si de peregrino fidepromissore quaeram, et alio jure civitas ejus ulatur. Fidejussoris autem etiam heres tenetur. 121. Item sponsor et fidepromissor lege Furia biennio liberantur, et quotquot erunt numero eo tempore quo pecunia peti potest, in tot partes diducitur inter eos obligatio et singuli in viriles partes obligantur. Fidejussores vero perpetuo tenentur, et quotquot erunt numero, singuli in solidum obligantur. Itaque liberum est creditori a quo velit solidum petere. Sed nunc ex epistula divi Hadriani compellitur creditor a singulis qui modo solvendo sint, partes petere. Eo igitur distat haec epistula a lege Furia, quod si quis ex sponsoribus aut fidepromissoribus solvendo non sit, hoc onus ad ceteros non pertinet; sed ex fidejussoribus etsi unus tantum solvendo sit, ad hunc onus¹ ceterorum quoque pertinet. 121^a. Sed cum lex Furia tantum in Italia locum habeat, evenit ut in ceteris provinciis sponsores quoque et fidepromissores proinde ac fidejussores perpetuo teneantur et singuli in solidum obligentur, nisi ex epistula divi Hadriani hi quoque adjuvantur in parte. 122. Praeterea inter sponsores et fidepromissores lex Appuleia quandam societatem introduxit. Nam si quis horum plus sua portione solverit, de eo quod amplius dederit, adversus ceteros actiones constituit. Quae lex ante legem Furiam lata est, quo tempore in solidum obligabantur. Unde quaeritur an post legem Furiam adhuc legis Appuleiae beneficium supersit. Et utique extra Italiam superest. Nam lex quidem Furia tantum in Italia valet, Appuleia vero etiam in ceteris provinciis. Sed an etiam in Italia beneficium legis Appuleiae supersit, valde quaeritur. Ad fidejussores autem lex Appuleia non pertinet. Itaque si creditor ab uno totum consecutus fuerit, hujus solius detrimentum erit, scilicet si is pro quo fidejussit, solvendo non sit. Sed ut ex supra dictis apparet, is a quo creditor totum petit, poterit ex epistula divi Hadriani desiderare, ut pro parte in se detur actio. 123. Praeterea lege Cicereia cautum est, ut is, qui sponsores aut fidepromissores accipiat, praedicat palam et declaret, et de qua re satis accipiat et quot sponsores aut fidepromissores in eam obligationem accepturus sit; et nisi praedixerit, permittitur sponsoribus et fidepromissoribus intra diem xxx praedictum postulare, quo quaeratur an ex ea lege praedictum sit; et si

1. Omission comblée par Mommsen; v. une autre restitution dans Huschke.

judicatum fuerit praedictum non esse, liberantur. Qua lege fidejussorum mentio nulla fit ; sed in usu est etiam si fidejussores accipiamus praedicere.

124. Sed beneficium legis Corneliae omnibus commune est. Qua lege idem pro eodem apud eundem eodem anno velatur in ampliorem summam obligari creditae pecuniae quam in xx milia ; et quamvis sponsores vel fidepromissores¹ in ampliorem pecuniam, veluti si sestertium c milium *se obligaverint*, tamen *dumtaxat xx tenentur*². Pecuniam autem creditam dicimus non solum eam quam credendi causa damus, sed omnem quam tum cum contrahitur obligatio, certum est debitum iri, id est quae sine ulla condicione deducitur in obligationem. Itaque et ea pecunia quam in diem certum dari stipulamur, eodem numero est, quia certum est eam debitum iri, licet post tempus petatur. Appellatione autem pecuniae omnes res in ea lege significantur : itaque si vinum vel frumentum aut si fundum vel hominem stipulemur, haec lex observanda est. 125. Ex quibusdam tamen causis permittit ea lex in infinitum satis accipere, veluti si dotis nomine, vel ejus quod ex testamento tibi debeat, aut jussu judicis satis accipiatur. Et adhuc lege Julia de vicesima hereditarium cavetur, ut ad eas satisfactiones quae ex ea lege proponuntur, lex Cornelia non pertineat. 126. In eo quoque jure par condicio est omnium, sponsorum, fidepromissorum, fidejussorum, quod ita obligari non possunt, ut plus debeant quam debet is pro quo obligantur. At ex diverso ut minus debeant, obligari possunt, sicut in adstipulatoris persona diximus. Nam ut adstipulatoris ita et horum obligatio accessio est principalis obligationis, nec plus in accessione esse potest quam in principali re. 127. In eo quoque par omnium causa est quod si quid pro reo solverint, ejus recipiendi causa habent cum eo mandati judicium. Et hoc amplius sponsores ex lege Publilia propriam habent actionem in duplum, quae appellatur depensi.

128. Litteris obligatio fit veluti *nominibus* transcripticiis. Fit autem nomen transcripticium duplici modo, vel a re in personam vel a persona in personam. 129. A re in personam transcriptio fit, veluti si id quod tu ex emptionis causa aut conductionis aut societatis mihi debeas, id expensum tibi tulero. 130. A persona in personam transcriptio fit, veluti si id quod mihi Titius debet, tibi id expensum tulero, id est si

1. Huschke ajoute : 'vel fidejussores'. — 2. Krueger et Studemund ; restitutions équivalentes quant au sens dans Huschke et Giraud ; Pellat : 'se obligaverit, non tamen tenentur'.

Titius te delegaverit mihi. 131. Alia causa est eorum nominum quae arcaria vocantur. In his enim rei, non litterarum obligatio consistit, quippe non aliter valent, quam si numerata sit pecunia; numeratio autem pecuniae re facit obligationem. Quae de causa recte dicemus arcaria nomina nullam facere obligationem, sed obligationis factae testimonium praebere. 132. Unde non proprie dicitur arcaariis nominibus etiam peregrinos obligari, quia non ipso nomine, sed numeratione pecuniae obligantur; quod genus obligationis juris gentium est. 133. Transscripticiis vero nominibus an obligentur peregrini, merito quaeritur, quia quodammodo juris civilis est talis obligatio; quod Nervae placuit. Sabino autem et Cassio visum est, si a re in personam fiat nomen transscripticium, etiam peregrinos obligari; si vero a persona in personam, non obligari. 134. Praeterea litterarum obligatio fieri videtur chirographis et syngraphis, id est si quis debere se aut daturum se scribat; ita scilicet si eo nomine stipulatio non fiat. Quod genus obligationis proprium peregrinorum est.

135. Consensu fiunt obligationes in emptionibus venditionibus, locationibus conductionibus, societatibus, mandatis. 136. Ideo autem istis modis consensu dicimus obligationes contrahi, quia neque verborum neque scripturae ulla proprietates desideratur, sed sufficit eos qui negotium gerunt consensisse. Unde inter absentes quoque talia negotia contrahuntur, veluti per epistulam aut per internuntium; cum alioquin verborum obligatio inter absentes fieri non possit. 137. Item in his contractibus alter alteri obligatur de eo quod alterum alteri ex bono et aequo praestare oportet, cum alioquin in verborum obligationibus alius stipuletur, alius promittat, et in nominibus alius expensum ferendo obliget, alius obligetur. [138]¹. [Sed absenti expensum ferri potest, etsi verborum obligatio cum absente contrahi non possit].

[DE EMPTIONE ET VENDITIONE].

139. Emptio et venditio contrahitur, cum de pretio convenierit, quamvis nondum pretium numeratum sit, ac ne arra quidem data fuerit; nam quod arrae nomine datur, argumentum est emptionis et venditionis contractae. 140. Pretium autem certum esse debet. Nam alioquin si ita inter nos convenierit, ut quanti Titius rem aestimaverit, tanti sit empti. Labeo negavit ullam vim hoc negotium habere; cujus opinionem Cassius probat. Ofilius et eam emptionem et venditionem;

1. Exclu comme une glose par Krueger.

cujus opinionem Proculus secutus est. 141. Item pretium in numerata pecunia consistere debet. *Nam* in ceteris rebus an pretium esse possit, veluti homo aut toga aut fundus alterius rei *pretium esse possit*, valde quaeritur. Nostri praeceptores putant etiam in alia re posse consistere pretium. Unde illud est quod vulgo putant per permutationem rerum emptionem et venditionem contrahi, eamque speciem emptionis venditionisque vetustissimam esse; argumentoque utuntur Graeco poeta Homero qui aliqua parte sic ait:

Ἔνθεν ἄρ' οἰνίζοντο κερηκομόωντες Ἀχαιοί,
 ἄλλοι μὲν χαλκῶ, ἄλλοι δ' αἰθωνι σιδήρῳ,
 ἄλλοι δὲ ῥινοῖς, ἄλλοι δ' αὐτῆσι βόσσιν,
 ἄλλοι δ' ἀνδραπέδεσσι¹.

Diversae scholae auctores dissentiunt aliudque esse existimant permutationem rerum, aliud emptionem et venditionem; alioquin *non posse* rem expediri permutatis rebus, quae videatur res venisse, et quae pretii nomine data esse, sed rursus utramque rem videri et venisse et utramque pretii nomine datam esse absurdum videri. Sed ait Caelius Sabinus, si rem tibi venalem habenti, veluti fundum, [acceperim et] pretii nomine hominem forte dederim, fundum quidem videri venisse, hominem autem pretii nomine datum esse, ut fundus acciperetur.

142. Locatio autem et conductio similibus regulis constituitur; nisi enim merces certa statuta sit, non videtur locatio et conductio contrahi. 143. Unde si alieno arbitrio merces permissa sit, velut quanti Titius aestimaverit, quaeritur an locatio et conductio contrahatur. Qua de causa si fulloni po, lienda curandave, sarcinatori sarcienda vestimenta dederim, nulla statim mercede constituta, postea tantum daturus quanti inter nos convenerit, quaeritur an locatio et conductio contrahatur. 144. Item si rem tibi utendam dederim et invicem aliam rem utendam acceperim, quaeritur an locatio et conductio contrahatur. 145. Adeo autem emptio et venditio et locatio et conductio familiaritatem aliquam inter se habere videntur, ut in quibusdam causis quaeri soleat, utrum emptio et venditio contrahatur an locatio et conductio. Veluti si qua res in perpetuum locata sit, quod evenit in praediis municipum quae ea lege locantur, ut quamdiu [id] vectigal praestetur, neque ipsi conductori neque heredi ejus praedium auferatur.

1. Restitué d'après les *Inst.*, 3, 23, 2; le ms. : 'ait et reliqua'.

Sed magis placuit locationem conductionemque esse. 146. Item [quaeritur] si gladiatores ea lege tibi tradiderim, ut in singulos qui integri exierint pro sudore denarii xx mihi darentur, in eos vero singulos qui occisi aut debilitati fuerint, denarii mille, quaeritur utrum emptio et venditio an locatio et conductio contrahatur. Et magis placuit eorum qui integri exierint, locationem et conductionem contractam videri; at eorum qui occisi aut debilitati sunt, emptionem et venditionem esse; idque ex accidentibus apparet, tanquam sub condicione facta cujusque venditione an locatione. Jam enim non dubitatur quin sub condicione res veniri aut locari possint. 147. Item quaeritur, si cum aurifice mihi convenerit, ut is ex auro suo certi ponderis certaeque formae anulos mihi faceret, et acciperet verbi gratia denarios cc, utrum emptio et venditio an locatio et conductio contrahatur. Cassius ait materiae quidem emptionem venditionemque contrahi, operarum autem locationem et conductionem. Sed plerisque placuit emptionem et venditionem contrahi. Atqui si meum aurum ei dedero, mercede pro opera constituta, convenit locationem conductionem contrahi.

148. Societatem coire solemus aut totorum bonorum aut unius alicujus negotii, veluti mancipiorum emendorum aut vendendorum. 149. Magna autem quaestio fuit, an ita coiri possit societas, ut quis majorem partem lucretur, minorem damni praestet. Quod Q. Mucius *contra naturam societatis esse existimavit*. Sed Ser. Sulpicius, *cujus*¹ etiam praevaluit sententia, adeo ita coiri posse societatem existimavit, ut dixerit illo quoque modo coiri posse, ut quis nihil omnino damni praestet, sed lucri partem capiat, si modo opera ejus tam pretiosa videatur, ut aequum sit eum cum hac pactione in societatem admitti. Nam et ita posse coiri societatem constat, ut unus pecuniam conferat, alter non conferat, et tamen lucrum inter eos commune sit; saepe enim opera alicujus pro pecunia valet. 150. Et illud certum est, si de partibus lucri et damni nihil inter eos convenerit, [tamen] aequis ex partibus commodum et incommodum inter eos commune esse. Sed si in altero partes expressae fuerint, velut in lucro, in altero vero omissae, in eo quoque quod omissum est, similes partes erunt. 151. Manet autem societas eo usque, donec in eodem consensu perseverant. At cum aliquis renuntiaverit societati, societas solvitur. Sed plane si quis in hoc renuntiaverit societati, ut obveniens ali-

1. Restitué d'après *Inst.*, 3, 25, 2.

quod lucrum solus habeat, veluti si mihi totorum bonorum socius, cum ab aliquo heres esset relictus, in hoc renuntiaverit societati, ut hereditatem solus lucri faciat, *cogetur* hoc lucrum communicare. Si quid vero aliud lucri fecerit quod non captaverit, ad ipsum solum pertinet. Mihi vero quidquid omnino post renuntiatam societatem acquiritur, soli conceditur. 152. Solvitur adhuc societas etiam morte socii, quia qui societatem contrahit certam personam sibi eligit. 153. Dicitur etiam capitis deminutione solvi societatem, quia civili ratione capitis deminutio morti coaequatur; sed utique si adhuc consentiant in societatem, nova videtur incipere societas. 154. Item si cujus ex sociis bona publice aut privatim venierint, solvitur societas. Sed haec quoque societas de qua loquimur, *id est* quae consensu contrahitur nudo, juris gentium est, itaque inter omnes homines naturali ratione consistit¹.

155. Mandatum consistit, sive nostra gratia mandemus sive aliena; itaque sive ut mea negotia geras, sive ut alterius, mandaverim, contrahitur mandati obligatio, et invicem alteri tenebimur *in id*, quod vel me tibi vel te mihi bona fide praestare oportet. 156. Nam si tua gratia tibi mandem, supervacuum est mandatum; quod enim tu tua gratia facturus sis, id de tua sententia, non ex meo mandatu facere debes. Itaque si otiosam pecuniam domi te habentem hortatus fuerim, ut eam saenerares, *quamvis* eam ei mutuam dederis a quo servare non potueris, non tamen habebis mecum *mandati* actionem. Item si hortatus sim, *ut rem* aliquam emeris, *quamvis* non expedierit tibi eam emisse, non tamen tibi mandati *tenebor*. Et adeo haec ita sunt, ut quaeratur an mandati teneatur qui mandavit tibi, ut Titio pecuniam saenerares. [Sed] Servius negavit; nec magis hoc casu obligationem consistere putavit, quam si generaliter alicui mandetur, uti pecuniam suam saeneraret. Sed sequimur Sabini opinionem *contra* sentientis, quia non aliter Titio credidisses, quam si tibi mandatum esset. 157. Illud constat, si quis de ea re mandet quae contra bonos mores est, non contrahi obligationem; veluti si tibi mandem, ut Titio furtum aut injuriam facias. 158. Item si quid post mortem meam faciendum *mihi* mandetur, inutile mandatum est, quia generaliter placuit ab heredis personam obligationem incipere non posse. 159. Sed recte quoque consummatum mandatum si, dum adhuc integra res sit, revocatum fuerit, evanescit. 160. Item si adhuc integro mandato

1. Passage considéré par plusieurs auteurs comme corrompu ou incomplet; v. dans Dubois les restitutions et compléments proposés.

mors alterutrius alicujus interveniat, id est vel ejus qui mandaverit vel ejus qui mandatum susceperit, solvitur mandatum. Sed utilitatis causa receptum est, ut si mortuo eo qui mihi mandaverit, ignorans eum decessisse executus fuero mandatum, posse me agere mandati actione; alioquin justa et probabilis ignorantia damnum mihi adferret. Et huic simile est quod plerisque placuit, si debitor meus manumisso dispensatori meo per ignorantiam solverit, liberari eum, cum alioquin stricta juris ratione non posset liberari eo quod alii solvisset quam cui solvere deberet. 161. Cum autem is cui recte mandaverim egressus fuerit mandatum, ego quidem eatenus cum eo habeo mandati actionem, quatenus mea interest implere eum mandatum, si modo implere potuerit; at ille mecum agere non potest. Itaque si mandaverim tibi, ut verbi gratia fundum mihi sestertiis c emeris, tu sestertiis cl emeris, non habebis mecum mandati actionem, etiamsi tanti velis mihi dare fundum, quanti emendum tibi mandassem; idque maxime Sabino et Cassio placuit. Quodsi minoris emeris, habebis mecum scilicet actionem, quia qui mandat, ut c milibus emeretur, is utique mandare intellegitur, uti minoris, si posset, emeretur. 162. In summa sciendum est, quotiens aliquid gratis faciendum dederim, quo nomine, si mercedem statuissem, locatio et conductio contraheretur, mandati esse actionem, veluti si fulloni polienda curandave vestimenta dederim aut sarcinatori sarcienda.

163. Expositis generibus obligationum quae ex contractu nascuntur, admonendi sumus adquiri nobis non solum per nosmet ipsos, sed etiam per eas personas quae in nostra potestate manu mancipiove sunt. 164. Per liberos quoque homines et alienos servos quos bona fide possidemus, adquiritur nobis, sed tantum ex duabus causis, id est si quid ex operis suis vel ex re nostra adquirant. 165. Per eum quoque servum in quo usumfructum habemus, similiter ex duabus istis causis nobis acquiritur. 166. Sed qui nudum jus Quiritium in servo habet, licet dominus sit, minus tamen juris in ea re habere intellegitur quam usufructuarius et bonae fidei possessor. Nam placet ex nulla causa ei adquiri posse; adeo ut etsi nominatim ei dari stipulatus fuerit servus, mancipiove nomine ejus acceperit, quidam existiment nihil ei adquiri. 167. Communem servum pro dominica parte dominis adquirere certum est; excepto eo quod uni nominatim stipulando aut mancipio accipiendo illi soli acquirit, velut cum ita stipuletur: TITIO DOMINO MEO DARI SPONDES? aut cum ita mancipio acci-

piat: HANC REM EX JURE QUIRITIUM L. TITI DOMINI MEI ESSE AIO EAQUE EI EMPTA ESTO HOC AERE AENEAQUE LIBRA. 167^a. Illud quaeritur *an quod domini nomen adjectum efficit, idem faciat unius ex dominis jussum intercedens. Nostri praeceptores perinde ei qui jusserit soli adquiri existimant, atque si nominalim ei soli stipulatus esset servus mancipiove accepisset. Diversae scholae auctores proinde utrisque adquiri putant, ac si nullius jussum intervenisset.*

168. Tollitur autem obligatio praecipue solutione ejusquod debetur. Unde quaeritur, si quis consentiente creditore aliud pro alio solverit, utrum ipso jure liberetur, quod nostris praeceptoribus placuit, an ipso jure maneat obligatus, sed adversus petentem exceptione doli mali defendi debeat, quod diversae scholae auctoribus visum est.

169. *Item per acceptilationem tollitur obligatio. Acceptilatio autem est veluti imaginaria solutio; quod enim ex verborum obligatione tibi debeam, id si velis mihi remittere, poterit sic fieri, ut patiaris haec verba me dicere: QUOD EGO TIBI PROMISI, HABESNE ACCEPTUM? et tu respondeas: HABEO. 170. Quo genere, ut diximus, tantum eae obligationes solvuntur, quae ex verbis consistunt¹, non etiam ceterae; consentaneum enim visum est verbis factam obligationem posse aliis verbis dissolvi. Sed id quod ex alia causa debeat, potest in stipulationem deduci et per acceptilationem dissolvi. 171. Quamvis autem dixerimus contineri acceptilationem imaginaria solutione, tamen mulier sine tutoris auctoritate acceptum facere non potest, cum alioquin solvi ei sine tutoris auctoritate possit. 172. Item quod debetur, pro parte recte solvitur; an autem in partem acceptum fieri possit, quaesitum est.*

173. Est etiam alia species imaginariae solutionis per aes et libram. Quod et ipsum genus certis in causis receptum est, veluti si quid eo nomine debeat quod per aes et libram gestum sit, sive quid ex judiciali causa debeat. 174. *Eaque res ita agitur: adhibentur non minus quam quinque testes et libripens. Deinde is qui liberatur, ita oportet loquatur: QUOD EGO TIBI TOT MILIBUS CONDEMNATUS SUM, ME EO NOMINE A TE SOLVO LIBEROQUE HOC AERE AENEAQUE LIBRA. HANC TIBI LIBRAM PRIMAM POSTREMAMQUE EXPENDO SECUNDUM LEGEM PUBLICAM². Deinde asse percutit libram eumque dat ei a quo liberatur, veluti solvendi causa. 175. Similiter legatarius heredem eodem modo liberat de legato quod per damnationem relictum est, ut tamen sci-*

1. Restitué d'après *Inst.*, 3, 20, 1. — 2. Boecking, suivi par Cuq, *Inst. des Institutes*, 1, p. 205, n. 1: 'expendo lege jure obligatus'.

licet, sicut *judicatus condemnatum* se esse significat, ita *heres testamento* se dare damnatum esse dicat. De eo tamen tantum potest *heres* eo modo liberari, quod pondere numero constet et ita si certum sit; quidam et de eo quod mensura constat *idem existimant*.

176. Praeterea novatione tollitur obligatio; veluti si quod tu mihi debeas, a Titio dari stipulatus sim. Nam interventu novae personae nova nascitur obligatio et prima tollitur translata in posteriorem, adeo ut interdum, licet posterior stipulatio inutilis sit, tamen prima novationis jure tollatur; veluti si quod mihi debes, a Titio post mortem ejus vel a muliere pupillove sine tutoris auctoritate stipulatus fuero. Quo casu rem amitto; nam et prior debitor liberatur et posterior obligatio nulla est. Non *idem juris* est si a servo stipulatus fuero; nam tunc prior proinde adhuc obligatus tenetur, ac si postea a nullo stipulatus fuisset. 177. Sed si eadem persona sit, a qua postea stipuler, ita demum novatio fit, si quid in posteriore stipulatione novi sit, forte si condicio *aut dies aut sponsor* adjiciatur aut detrahatur. 178. Sed quod de sponsore diximus, non constat; nam diversae scholae auctoribus placuit nihil ad novationem proficere sponsoris adjectionem aut detractionem. 179. Quod autem diximus, si condicio adjiciatur, novationem fieri, sic intellegi oportet, ut ita dicamus factam novationem, si condicio extiterit; alioquin si defecerit, durat prior obligatio. Sed videamus num is, qui eo nomine agat, doli mali aut pacti conventi exceptione possit summoveri, quia videtur inter eos id actum, ut ita ea res peteretur, si posterioris stipulationis extiterit condicio. Ser. tamen Sulpicius existimavit statim et pendente condicione novationem fieri, et si defecerit condicio, ex neutra causa agi posse et eo modo rem perire. Qui consequenter et illud respondit, si quis id quod sibi L. Titius deberet, a servo fuerit stipulatus, novationem fieri et rem perire, quia cum servo agi non posset. Sed in utroque casu alio jure utimur: nec magis his casibus novatio fit, quam si id quod tu mihi debeas, a peregrino cum quo sponsus *communio* non est, SPONDES verbo stipulatus sim.

180. Tollitur adhuc obligatio litis contestatione, si modo legitimo judicio fuerit actum. Nam tunc obligatio quidem principalis dissolvitur, incipit autem teneri reus litis contestatione; sed si condemnatus sit, sublata litis contestatione incipit ex causa judicati teneri. Et hoc est quod apud veteres scriptum est, ante litem contestatam dare debitorem oportet.

tere, post litem contestatam condemnari oportere, post condemnationem judicatum facere oportere. 181. Unde fit, ut si legitimo judicio debitum petiero, postea de eo ipso jure agere non possim, quia inutiliter intendo DARI MIHI OPORTERE, quia litis contestatione dari oportere desiit. Aliter atque si imperio continenti judicio egerim; tunc enim nihilo minus obligatio durat, et ideo ipso jure postea agere possum, sed debeo *per exceptionem* rei judicatae vel in iudicium deductae summo-vari. Quae autem legitima iudicia et quae imperio continentia sint, sequenti commentario referemus.

182. Transeamus nunc ad obligationes quae ex delicto nascuntur, veluti si quis furtum fecerit, bona rapuerit, damnum dederit, injuriam commiserit; quarum omnium rerum uno genere consistit obligatio, cum ex contractu obligationes in tria genera diducantur, sicut supra exposuimus.

183. Furtorum autem genera Ser. Sulpicius et Masurius Sabinus III esse dixerunt, manifestum et nec manifestum, conceptum et oblatum; Labeo duo, manifestum et nec manifestum; nam conceptum et oblatum species potius actionis esse furto cohaerentes quam genera furtorum: quod sane verius videtur, sicut inferius apparebit. 184. Manifestum furtum quidam id esse dixerunt, quod dum fit deprehenditur. Alii vero ulterius, quod eo loco deprehenditur ubi fit, veluti si in oliveto olivarum, in vineto uvarum furtum factum est, quamdiu in eo oliveto aut vineto fur sit; aut si in domo furtum factum sit, quamdiu in ea domo fur sit. Alii adhuc ulterius eo usque manifestum furtum esse dixerunt, donec perferret eo quo perferre fur destinasset. Alii adhuc ulterius, quandoque eam rem fur tenens visus fuerit; quae sententia non optinuit. Sed et illorum sententia qui existimaverunt, donec perferret eo quo fur destinasset, deprehensum furtum manifestum esse, ideo non videtur probari, quia magnam recipit dubitationem, utrum unius diei an etiam plurium dierum spatio id terminandum sit: quod eo pertinet, quia saepe in aliis civitatibus subreptas res in alias civitates vel in alias provincias destinant fures perferre. Ex duabus itaque superioribus opinionibus alterutra adprobatur; magis tamen plerique posteriorem probant. 185. Nec manifestum furtum quid sit, ex his quae diximus intellegitur; nam quod manifestum non est, id nec manifestum est. 186. Conceptum furtum dicitur, cum apud aliquem testibus praesentibus furtiva res quaesita et inventa sit; nam in eum propria actio constituta est, quamvis fur non sit, quae appellatur concepti. 187. Oblatum furtum dicitur,

cum res furtiva tibi ab aliquo oblata sit eaque apud te concepta sit ; utique si ea mente data tibi fuerit, ut apud te potius quam apud eum qui dederit, conciperetur ; nam tibi, apud quem concepta est, propria adversus eum qui optulit, quamvis fur non sit, constituta est actio, quae appellatur oblata. 188. Est etiam prohibiti furti actio adversus eum qui furtum quaerere volentem prohibuerit.

189. Poena manifesti furti ex lege XII tabularum capitalis erat. Nam liber verberatus addicebatur ei cui furtum fecerat ; utrum autem servus efficeretur ex addictione, an adjudicati loco constitueretur, veteres quaerebant. In servum aequè verberatum animadvertebatur. Sed postea improbata est asperitas poenae et tam ex servi persona quam ex liberi quadrupli actio praetoris edicto constituta est. 190. Nec manifesti furti poena per legem XII tabularum dupli inrogatur, eamque etiam praetor conservat. 191. Concepti et oblata poena ex lege XII tabularum tripli est, eaque similiter a praetore servatur. 192. Prohibiti actio quadrupli est ex edicto praetoris introducta ; lex autem eo nomine nullam poenam constituit : hoc solum praecipit, ut qui quaerere velit, nudus quaerat, licio¹ cinctus, lancem habens ; qui si quid invenerit, jubet id lex furtum manifestum esse. 193. Quid sit autem licium, quaesitum est ; sed verius est consuti genus esse, quo necessariae partes tegerentur. Quae res [lex tota] ridicula est. Nam qui vestitum quaerere prohibet, is et nudum quaerere prohibetur est, eo magis quod ita quaesita re et inventa majori poenae subjiciatur. Deinde quod lancem sive ideo haberi jubeat, ut manibus occupatis nihil subjiciat, sive ideo ut quod invenerit, ibi inponat, neutrum eorum procedit, si id quod quaeratur, ejus magnitudinis aut naturae sit, ut neque subjici neque ibi inponi possit. Certe non dubitatur, cujuscumque materiae sit ea lanx, satis legi fieri. 194. Propter hoc tamen quod lex ex ea causa manifestum furtum esse jubet, sunt qui scribunt furtum manifestum aut lege intellegi aut natura : lege id ipsum de quo loquimur, natura illud de quo superius exposuimus. Sed verius est natura tantum manifestum furtum intellegi : neque enim lex facere potest, ut qui manifestus fur non sit, manifestus sit, non magis quam qui omnino fur non sit, fur sit, et qui adulter aut homicida non sit, adulter vel homicida sit ; at illud sane lex facere potest, ut proinde aliquis poena teneatur atque si furtum vel

1. Le ms. défendu par Karlowa, R. R. G., 2, 778 : 'lnteo' et plus loin 'lnteam'.

adulterium vel homicidium admisisset, quamvis nihil eorum admisisset.

195. Furtum autem fit non solum cum quis intercipiendi causa rem alienam amovet, sed generaliter cum quis rem alienam invito domino contrectat. 196. Itaque si quis re quae apud eum deposita sit utatur, furtum committit; et si quis utendam rem acceperit eamque in alium usum transtulerit, furti obligatur, veluti si quis argentum utendum acceperit, quasi amicos ad cenam invitaturus, et id peregre secum tulerit, aut si quis equum gestandi gratia commodatum longius aliquo duxerit, quod veteres scripserunt de eo qui in aciem perduxisset. 197. Placuit tamen eos qui rebus commodatis aliter uterentur quam utendas acceperint, ita furtum committere, si intellegant id se invito domino facere, eumque, si intellexerint, non permissurum; at si permissurum credant, extra furti crimen videri; optima sane distinctione, quod furtum sine dolo malo non committitur. 198. Sed et si credat aliquis invito domino se rem contrectare, domino autem volente id fiat, dicitur furtum non fieri. Unde illud quaesitum [et probatum] est cum Titius servum meum sollicitaverit, ut quasdam res mihi subriperet et ad eum perferret, et servus id ad me pertulerit, ego, dum volo Titium in ipso delicto deprehendere, permiserim servo quasdam res ad eum perferre, utrum furti an servi corrupti iudicio teneatur Titius mihi, an neutro. Responsum neutro eum teneri, furti ideo quod non invito me res contrectaverit, servi corrupti ideo quod deterior servus factus non est. 199. Interdum autem etiam liberorum hominum furtum fit, veluti si quis liberorum nostrorum qui in potestate nostra sint, sive etiam uxor quae in manu nostra sit, sive etiam iudicatus vel auctoratus meus subreptus fuerit. 200. Aliquando etiam suae rei quisque furtum committit, veluti si debitor rem quam creditori pignori dedit subtraxerit, vel si bonae fidei possessori rem meam possidenti subriperim. Unde placuit eum, qui servum suum, quem alius bona fide possidebat, ad se reversum celaverit, furtum committere. 201. Rursus ex diverso interdum alienas res occupare et usucapere concessum est, nec creditur furtum fieri, veluti res hereditarias quarum heres non est nactus possessionem, nisi necessarius heres extet; nam necessario herede extante placuit nihil pro herede usucapi posse. Item debitor rem quam fiducia causa creditori mancipaverit aut in iure cesserit, secundum ea quae in superiore commentario rettulimus, sine furto possidere et

1. Polenaar, suivi par Huschke, arg. Val. Max., 8, 2, 4: 'uls Aricium'.

usucapere potest. 202. Interdum furti tenetur *qui ipse furtum non fecerit, qualis est cujus ope consilio furtum factum est.* In quo numero est qui nummos tibi excussit, ut eos alius subriperet, vel obstitit tibi, ut alius subriperet, aut oves aut boves tuas fugavit, ut alius eas exciperet: et hoc veteres scripserunt de eo qui panno rubro fugavit armentum. Sed si quid per lasciviam et non data opera ut furtum committeretur, factum sit, videbimus an utilis actio dari debeat, cum per legem Aquiliam quae de damno lata est etiam culpa puniatur.

203. Furti autem actio ei competit cujus interest rem salvam esse, licet dominus non sit. Itaque nec domino aliter competit quam si ejus intersit rem non perire. 204. Unde constat creditorem de pignore subrepto furti agere posse; adeo quidem, ut *quamvis ipse dominus, id est ipse debitor, eam rem subriperit, nihilo minus creditori competat actio furti.* 205. Item si fullo polienda curandave aut sarcinator sarcienda vestimenta mercede certa acceperit eaque furto amiserit, ipse furti habet actionem, non dominus, quia domini nihil interest ea non periisse, cum iudicio locati a fullone aut sarcinatore suum consequi possit, si modo is fullo aut sarcinator rei praestandae sufficiat; nam si solvendo non est, tunc quia ab eo dominus suum consequi non potest, ipsi furti actio competit, quia hoc casu ipsius interest rem salvam esse. 206. Quae de fullone aut sarcinatore diximus, eadem transferemus et ad eum cui rem commodavimus; nam ut illi mercedem capiendo custodiam praestant, ita hic quoque utendi commodum percipiendo similiter necesse habet custodiam praestare. 207. Sed is apud quem res deposita est, custodiam non praestat, tantumque in eo obnoxius est, si quid ipse dolo malo fecerit. Qua de causa si res ei subrepta fuerit, quia restituendae ejus nomine depositi non tenetur, nec ob id ejus interest rem salvam esse, furti [itaque] agere non potest, sed ea actio domino competit.

208. In summa sciendum est quaesitum esse an impubes rem alienam amovendo furtum faciat. Plerisque placet, quia furtum ex adfectu consistit, ita demum obligari eo crimine impuberem, si proximus pubertati sit et ob id intellegat se delinquere.

209. Qui res alienas rapit, tenetur etiam furti: quis enim magis alienam rem invito domino contrectat quam qui vi rapit? Itaque recte dictum est eum inprobum furem esse. Sed propriam actionem ejus delicti nomine praetor introduxit, quae

appellatur vi bonorum raptorum, et est intra annum quadrupli [actio], post annum simpli. Quae actio utilis est, etsi quis unam rem, licet minimam, rapuerit.

210. Damni injuriae actio constituitur per legem Aquiliam, cujus primo capite cautum est, *ut si quis hominem alienum alienamve quadrupedem quae pecudum numero sit injuria occiderit, quanti ea res in eo anno plurimi fuerit, tantum domino dare damnetur.* 211. Injuria autem occidere intelligitur, cujus dolo aut culpa id acciderit; nec ulla alia lege damnum quod sine injuria datur, reprehenditur; itaque in punitus est qui sine culpa et dolo malo casu quodam damnum committit. 212. Nec solum corpus in actione hujus legis aestimatur; sed sane si servo occiso plus dominus capiat damni quam pretium servi sit, id quoque aestimatur, veluti si servus meus ab aliquo heres institutus antequam jussu meo hereditatem cerneret, occisus fuerit; non enim tantum ipsius pretium aestimatur, sed et hereditatis amissae quantitas. Item si ex gemellis vel ex comoedis vel ex symphoniacis unus occisus fuerit, non solum occisi fit aestimatio, sed eo amplius *id quoque computatur quod ceteri qui supersunt depretiati sunt.* Idem juris est etiam si ex pari mularum unam vel etiam ex quadrigis equorum unum occiderit. 213. Cujus autem servus occisus est, is liberum arbitrium habet vel capitali crimine reum facere eum qui occiderit, vel hac lege damnum persequi. 214. Quod autem adjectum est in hac lege: QUANTI IN EO ANNO PLURIMI EA RES FUERIT, illud efficit, si clodum puta aut luscum servum occiderit, qui in eo anno integer fuerit, *ut non quanti fuerit, cum occideretur, sed quanti in eo anno plurimi¹ fuerit, aestimatio fiat; quo fit, ut quis plus interdum consequatur quam ei damnum datum est.*

215. Capite secundo *adversus* adstipulatorem qui pecuniam in fraudem stipulatoris acceptam fecerit, quanti ea res est. tanti actio constituitur. 216. Qua et ipsa parte legis damni nomine actionem introduci manifestum est; sed id cavere non fuit necessarium, cum actio mandati ad eam rem sufficeret: nisi quod ea lege *adversus* infitiantem in duplum agitur.

217. Capite tertio de omni cetero damno cavetur. Itaque si quis servum vel eam quadrupedem quae pecudum numero est vulneraverit, sive eam quadrupedem quae pecudum numero non est, veluti canem, aut feram bestiam, veluti ursum, leonem. vulneraverit vel occiderit, hoc capite actio constituitur. In ce-

1. Restitué d'après *Inst.* . 4, 3, 9. — 2. Restitué d'après *Inst.* , 4, 3, 13.

teris quoque animalibus, item in omnibus rebus quae anima carent, damnum injuria datum hac parte vindicatur. Si quid enim ustum aut ruptum aut fractum fuerit, actio hoc capite constituitur, quamquam potuerit sola rupti appellatio in omnes istas causas sufficere; ruptum enim intellegitur quod quoquo modo corruptum est. Unde non solum usta [aut rupta] aut fracta, sed etiam scissa et conlisa et effusa et quoquo modo vitiata aut perempta atque deteriora facta hoc verbo continentur. 218. Hoc tamen capite non quanti in eo anno, sed quanti in diebus xxx proximis ea res fuerit, damnatur is qui damnum dederit. Ac ne plurimi quidem verbum adjicitur; et ideo quidam putaverunt liberum esse judici ad id tempus ex diebus xxx aestimationem redigere, quo plurimi res fuerit, vel ad id quo minoris fuerit; sed Sabino placuit proinde habendum ac si etiam hac parte plurimum verbum adjectum esset; nam legis latorem contentum fuisse, quod prima parte eo verbo usus esset¹. 219. Ceterum placuit ita demum ex ista lege actionem esse, si quis corpore suo damnum dederit; ideoque alio modo damno dato utiles actiones dantur, veluti si quis alienum hominem aut pecudem incluserit et fame necaverit, aut jumentum tam vehementer egerit, ut rumperetur; item si quis alieno servo persuaserit, ut in arborem ascenderet vel in puteum descenderet, et is ascendendo aut descendendo ceciderit et aut mortuus fuerit aut aliqua parte corporis laesus sit; sed si quis alienum servum de ponte aut ripa in flumen projecerit et is suffocatus fuerit, corpore suo damnum dedisse eo quod projecerit, non difficiliter intellegi potest.

220. Injuria autem committitur non solum cum quis pugno puta aut fuste percussus vel etiam verberatus erit, sed etiam si cui convicium factum fuerit, sive quis bona alicujus quasi debitoris sciens eum nihil sibi debere proscrisperit, sive quis ad infamiam alicujus libellum aut carmen scripserit, sive quis matrem familias aut praetextatum adsectatus fuerit, et denique aliis pluribus modis. 221. Pati autem injuriam videmur non solum per nosmet ipsos, sed etiam per liberos nostros quos in potestate habemus; item per uxores nostras, [cum in manu nostra sint]². Itaque si filiae meae quae Titio nupta est, injuriam feceris, non solum filiae nomine tecum agi injuriarum potest, verum etiam meo quoque et Titii nomine. 222. Servo autem ipsi quidem nulla injuria intellegitur fieri, sed domino per eum fieri videtur; non tamen isdem modis quibus

1. Restitué d'après *Inst.*, 4, 3, 15. — 2. Effacé par Mommsen comme une glose; v. dans Dubois, les autres corrections proposées.

etiam per liberos nostros vel uxores injuriam pati videmur, sed ita cum quid atrocius commissum fuerit, quod aperte in contumeliam domini fieri videtur, veluti si quis alienum servum verberaverit; et in hunc casum formula proponitur. At si quis servo convicium fecerit vel pugno eum percusserit, non proponitur ulla formula, nec temere petenti datur.

223. Poena autem injuriarum ex lege XII tabularum propter membrum quidem ruptum talio erat; propter os vero fractum aut conlisum trecentorum assium poena erat, si libero os fractum erat; at si servo. CL; propter ceteras vero injurias XXV assium poena erat constituta, et videbantur illis temporibus in magna paupertate satis idoneae istae pecuniarum poenae. 224. Sed nunc alio jure utimur; permittitur enim nobis a praetore ipsis injuriam aestimare, et judex vel tanti condemnat quanti nos aestimaverimus, vel minoris, prout ei visum fuerit. Sed cum atrocem injuriam praetor aestimare soleat, si simul constituerit quantae pecuniae eo nomine fieri debeat vadimonium, hac ipsa quantitate taxamus formulam, et judex quamvis possit vel minoris damnare, plerumque tamen propter ipsius praetoris auctoritatem non audet minuere condemnationem. 225. Atrox autem injuria aestimatur vel ex facto, veluti si quis ab aliquo vulneratus aut verberatus fustibusve caesus fuerit; vel ex loco, veluti si cui in theatro aut in foro injuria facta sit; vel ex persona, veluti si magistratus injuriam passus fuerit vel senatori ab humili persona facta sit injuria.

COMMENTARIUS QUARTUS.

1. Superest ut de actionibus loquamur¹. Et si quaeramus quot genera actionum sint, verius videtur duo esse, in rem et in personam; nam qui III esse dixerunt ex sponsionum generibus, non animadvertenterunt quasdam species actionum inter genera se retulisse. 2. In personam actio est qua agimus cum aliquo qui nobis vel ex contractu vel ex delicto obligatus est, id est cum intendimus DARE, FACERE, PRAESTARE OPORTERE. 3. In rem actio est, cum aut corporalem rem intendimus nostram esse, aut jus aliquod nobis competere, veluti utendi aut utendi fruendi, eundi agendi aquamve ducendi vel altius tollendi prospiciendive; aut cum actio ex diverso adversario est negativa. 4. Sic itaque discretis actionibus certum est non posse nos rem nostram ab alio ita petere: SI PARET EUM DARE OPORTERE; nec enim

1. Restitué d'après Inst., 4, 6, pr.

quod nostrum est, nobis dari potest, cum scilicet id dari nobis intellegatur quod *ita datur, ut nostrum fiat*; nec res quae *nostra jam est*¹, nostra amplius fieri potest. Plane odio furum, quo magis pluribus actionibus teneantur, receptum est, ut extra poenam dupli aut quadrupli rei recipiendae nomine fures *etiam* hac actione teneantur : SI PARET EOS DARE OPORTERE, quamvis sit etiam adversus eos haec actio qua rem nostram esse petimus. 5. Appellantur autem in rem quidem actiones vindicationes, in personam vero actiones quibus *DARI FIERIVE OPORTERE* intendimus, conditiones.

6. Agimus autem interdum, ut rem tantum consequamur, interdum ut poenam tantum, alias ut rem et poenam. 7. Rem tantum persequimur velut actionibus *quibus ex contractu agimus*. 8. Poenam tantum *persequimur* velut actione furti et injuriarum et secundum quorundam opinionem actione vi bonorum raptorum; nam ipsius rei et vindictio et conditio nobis competit. 9. Rem vero et poenam persequimur velut ex his causis, ex quibus adversus *insitiantem* in duplum agimus; quod accidit per actionem *judicati*, depensi, damni *injuriae legis Aquiliae*, aut legatorum nomine quae per damnationem *certa relicta* sunt.

10. Quaedam praeterea sunt actiones quae ad legis actionem exprimuntur, quaedam sua vi ac potestate constant. Quod ut manifestum fiat, opus est ut prius de legis actionibus loquamur.

11. Actiones, quas in usu veteres habuerunt, legis actiones appellabatur vel ideo quod legibus proditae erant (quippe tunc edicta praetorum², quibus complures actiones introductae sunt, nondum in usu habebantur), vel ideo quia ipsarum legum verbis accomodatae erant et ideo inmutabiles proinde atque leges observabantur; unde eum qui de vitibus succisis ita egisset, ut in actione vites nominaret, responsum est rem perdidisse, cum debuisset arbores nominare eo quod lex XII tabularum, ex qua de vitibus succisis actio competeret, generaliter de arboribus succisis loqueretur. 12. Lege autem agebatur modis quinque: sacramento, per iudicis postulationem, per conditionem, per manus injectionem, per pignoris captionem.

13. Sacramenti actio generalis erat; *de* quibus enim rebus ut aliter ageretur lege cautum non erat, de his sacramento agebatur. Eaque actio proinde periculosa erat falsi...³,

1. Restitutions d'après *Inst.*, 4, 6, 14. — 2. Krueger, *Sources*, p. 49, n. 2: le ms. défendu par Wlassak, *Zsavst.* 9,386. *Proc:sgette*, 2, 304: praetoris; cf. Girard, *Zsavst.* 14,14, n. 2. — 3. Mot illisible en partie pour lequel la 2^e révision de Studemund ne semble autoriser aucune des restitutions proposées.

atque hoc tempore periculosa est actio certae creditae pecuniae propter sponsonem qua periclitatur reus, si temere neget, et restipulationem qua periclitatur actor, si non debitum petat; nam qui victus erat, summam sacramenti praestabat poenae nomine, eaque in publicum cedebat praedesque eo nomine praetori dabantur, non ut nunc sponsonis et restipulationis poena lucro cedit adversario qui vicerit. 14. Poena autem sacramenti aut quingenaria erat aut quinquagenaria. Nam de rebus mille aeris plurisve quingentis assibus, de minoris vero quinquaginta assibus sacramento contendebar; nam ita lege ^{AN} tabularum cautum erat. At si de libertate hominis controversia erat, etiamsi pretiosissimus homo esset, tamen ut ^L assibus sacramento contenderetur, eadem lege cautum est, favore scilicet libertatis, ne onerarentur adsertores¹.

Suivent 23 lignes presque complètement illisibles.

15... Omnes actiones. captus
 ad iudicem accipiendum venirent; postea vero reversis dabatur. Ut autem *die xxx* iudex daretur, per legem Pinariam factum est; ante eam autem legem *statim*² dabatur iudex. Illud ex superioribus intellegimus, si de re minoris quam *M* aeris agebatur, quinquagenario sacramento, non quinquagenario eos contendere solitos fuisse. Postea tamen quam iudex datus esset, conperendinum diem, ut ad iudicem venirent, denuntiabant. Deinde cum ad iudicem venerant, antequam apud eum *causam* perorarent, solebant breviter ei et quasi per indicem rem exponere; quae dicebatur *causae coniectio*³, quasi *causae suae in breve coactio*. 16. Si in rem agebatur, mobilia quidem et moventia, quae modo in jus adferri adducive possent, in iure vindicabantur ad hunc modum: qui vindicabat, *festucam* tenebat; deinde ipsam rem adprehendebat, veluti hominem, et ita dicebat: HUNC EGO HOMINEM EX JURE QUIRITICUM MEUM ESSE AIO SECUNDUM SUAM CAUSAM. SICUT DIXI, ECCE TIBI VINDICTAM INPOSUI, et simul homini *festucam* inponebat; adversarius eadem similiter dicebat et faciebat; cum uterque vindicasset, praetor dicebat: *MITTE AMBO HOMINEM*; illi mittebant; qui prior vindicaverat, *ita alterum interrogabat*: *POSTULO ANNE DICAS QUA EX CAUSA VINDICAVERIS*; ille respondebat: *JUS FRECI SICUT VINDICTAM INPOSUI*; deinde qui prior vindicaverat, di-

1. Page illisible sauf les mots: 'omnes actiones' à la ligne 12 et 'captus' à la ligne 18. Gaius y traitait sans doute du *sacramentum* dans les actions personnelles. Cf. les diverses restitutions dans Dubois. — 2. Restitution généralement admise aujourd'hui; la plupart des éditions antérieures à Studemund: '*nondum*', qui s'accorde moins bien avec le ms. — 3. Correction assez généralement admise; le ms.: '*collectio*'.

cebat : QUANDO TU INJURIA VINDICAVISTI, D AERIS SACRAMENTO TE PROVOCO ; adversarius quoque dicebat similiter : ET EGO TE ; scilicet si de re *M aeris plurisve agebatur*, *D, si de minoris*¹, L asses sacramenti nominabant ; deinde eadem sequebantur quae cum in personam ageretur ; postea praetor secundum alterum eorum vindicias dicebat, id est interim aliquem possessorem constituere, eumque jubebat praedes adversario dare litis et vindiciarum, id est rei et fructuum ; alios autem praedes ipse praetor ab utroque accipiebat sacramenti, quod id in publicum cedebat. Festuca autem utebantur quasi hastae loco, signo quodam justi domini ; quod maxime sua esse credebant quae ex hostibus cepissent ; unde in centumviralibus judiciis hasta praeponebatur. 17. Si qua res talis erat, ut sine incommodo non posset in jus adferri vel adduci, veluti si columna aut grex alicujus pecoris esset, pars aliqua inde sumebatur ; deinde in eam partem quasi in totam rem praesentem fiebat vindicatio. Itaque ex grege vel una ovis aut capra in jus adducebatur, vel etiam pilus inde sumebatur et in jus adferebatur, ex nave vero et columna aliqua pars defringebatur. Similiter si de fundo vel de aedibus sive de hereditate controversia erat, pars aliqua inde sumebatur et in jus adferebatur et in eam partem perinde atque in totam rem praesentem fiebat vindicatio, veluti ex fundo gleba sumebatur et ex aedibus tegula, et si de hereditate controversia erat, aequae res aliqua inde sumebatur...²

48 lignes perdues.

17.... qualem... capiendum iudicio... die xxx ad iudicem capiendum praesto esse debebant. 18. Condicere autem denuntiari est prisca lingua. Itaque haec quidem actio proprie conditio vocabatur ; nam actor adversario denuntiabat, ut ad iudicem capiendum die xxx adesset. Nunc vero non proprie conditionem dicimus actionem in personam esse, quae intendimus DARI NOBIS OPORTERE ; nulla enim hoc tempore eo nomine denuntiatio fit. 19. Haec autem legis actio constituta est per legem Siliam et Calpurniam, lege quidem Silia certae pecuniae, lege vero Calpurnia de omni certa re. 20. Quare autem haec actio desiderata sit, cum de eo quod nobis dari oportet, potuerimus aut sacramento aut per iudicis postulationem agere, valde quaeritur.

21. Per manus injectionem aequae de his rebus agebatur de quibus ut ita ageretur, lege aliqua cautum est, veluti iudicati lege XII tabularum. Quae actio talis erat : qui agebat, sic

1. Gradenwitz, chez Krueger, ed. 3. — 2. Feuillet perdu dans lequel on admet généralement que Gaius devait finir la théorie du sacramentum, faire celle de la iudicis postulatio et aborder celle de la conditio.

dicebat ; QUOD TU MIHI JUDICATUS (SIVE DAMNATUS) ES SESTERTIUM X MILIA, QUANDOC NON SOLVISTI, OB RAM REM EGO TIBI SESTERTIUM X MILIUM JUDICATI MANUM INJICIO, et simul aliquam partem corporis ejus prehendebat. Nec licebat judicato manum sibi depellere et pro se lege agere ; sed vindicem dabat qui pro se causam agere solebat ; qui vindicem non dabat, domum ducebatur ab actore et vinciebatur. 22. Postea quaedam leges ex aliis quibusdam causis pro judicato manus injectionem in quosdam dederunt : sicut lex Publilia in eum pro quo sponsor dependisset, si in sex mensibus proximis quam pro eo depensum esset, non solvisset sponsori pecuniam ; item lex Furia de sponsu adversus eum qui a sponsore plus quam virilem partem exegisset ; et denique conplures aliae leges in multis causis talem actionem dederunt. 23. Sed aliae leges ex quibusdam causis constituerunt quasdam actiones per manus injectionem, sed puram, id est non pro judicato : veluti lex Furia testamentaria adversus eum qui legatorum nomine mortisve causa plus *℥* assibus cepisset, cum ea lege non esset exceptus, ut ei plus capere liceret ; item lex Marcia adversus faeneratores, ut si usuras exagissent, de his reddendis per manus injectionem cum eis ageretur. 24. Ex quibus legibus et si quae aliae similes essent, cum agebatur, *reo licebat* manum sibi depellere et pro se lege agere. Nam et actor in ipsa legis actione non adjiciebat hoc verbum PRO JUDICATO, sed nominata causa ex qua agebat, ita dicebat : OB EAM REM EGO TIBI MANUM INJICIO ; cum hi, quibus pro judicato actio data erat, nominata causa ex qua agebant, ita inferebant : OB RAM REM EGO TIBI PRO JUDICATO MANUM INJICIO. Nec me praeterit in forma legis Furiae testamentariae PRO JUDICATO verbum inseri, cum in ipsa lege non sit ; quod videtur nulla ratione factum. 25. Sed postea lege Vallia, excepto judicato et eo pro quo depensum est, ceteris omnibus cum quibus per manus injectionem agebatur, permissum est sibi manum depellere et pro se agere. Itaque judicatus et is pro quo depensum est, etiam post hanc legem vindicem dare debebant, et nisi darent, domum ducebantur. Idque quamdiu legis actiones in usu erant, semper ita observabatur : unde nostris temporibus is, cum quod judicati depressive agitur, *judicatum* solvi satisdare cogitur.

26. Per pignoris capionem lege agebatur de quibusdam rebus moribus, *de quibusdam rebus* lege. 27. Introduta est moribus rei militaris. Nam et propter stipendium licebat militi ab eo qui *id* distribuebat, nisi daret, pignus capere ; dicebatur autem ea pecunia quae stipendii nomine dabatur, aes

militare. Item propter eam pecuniam licebat pignus capere ex qua equus emendus erat; quae pecunia dicebatur aes equestre. Item propter eam pecuniam ex qua hordeum equis erat comparandum; quae pecunia dicebatur aes hordiarium. 28. Lege autem introducta est pignoris capio veluti lege XII tabularum adversus eum qui hostiam emisset nec pretium redderet; item adversus eum qui mercedem non redderet pro eo jumento quod quis ideo locasset, ut inde pecuniam acceptam in dapem, id est in sacrificium, impenderet. Item lege censoria data est pignoris capio publicanis vectigalium publicorum populi Romani adversus eos qui aliqua lege vectigalia deberent. 29. Ex omnibus autem istis causis certis verbis pignus capiebatur, et ob id plerisque placebat hanc quoque actionem legis actionem esse; quibusdam autem contra placebat, primum quod pignoris capio extra jus peragebatur, id est non apud praetorem, plerumque etiam absente adversario, cum alioquin ceteris actionibus non aliter uti possent quam apud praetorem praesente adversario, praeterea quod nefasto quoque die, id est quo non licebat lege agere, pignus capi poterat.

30. Sed istae omnes legis actiones paulatim in odium venerunt, namque ex nimia subtilitate veterum qui tunc jura condiderunt eo res perducta est, ut vel qui minimum errasset, litem perderet. Itaque per legem Aebutiam et duas Julias sublatae sunt istae legis actiones effectumque est, ut per concepta verba, id est per formulas litigemus. 31. Tantum ex duabus causis permissum est lege agere: damni infecti et si centumvirale iudicium futurum est. Sane quidem cum ad centumviros itur, ante lege agitur sacramento apud praetorem urbanum vel peregrinum [praetorem]. Damni vero infecti nemo vult lege agere, sed potius stipulatione quae in edicto proposita est obligat adversarium suum, idque et commodius jus et plenius est. Per pignoris capionem. . .¹

Suivent 23 lignes illisibles.

. . . apparet. 32. Item in ea forma quae publicano proponitur, talis fictio est, ut quanta pecunia olim, si pignus captum esset, id pignus is a quo captum erat, luere deberet, tantam pecuniam condemnatur. 33. Nulla autem formula ad conditionis fictionem exprimitur. Sive enim pecuniam sive rem aliquam certam debitam nobis petamus, eam ipsam DARI NOBIS OPORTERE

1. Page restée totalement illisible dans laquelle on pense assez communément que Gaius aurait de nouveau traité de la *legis actio per pignoris capionem*, puis serait revenu aux actions quae ad legis actionem exprimitur du § 10 à propos desquelles il a exposé le système des Actions de la loi. V. les diverses conjectures dans Dubois. Ajouter Baron, *De Conditionen*, 1881, pp. 211-217.

intendimus; nec ullam adjungimus conditionis fictionem. Itaque simul intellegimus eas formulas quibus pecuniam aut rem aliquam nobis dari oportere intendimus, sua vi ac potestate valere. Ejusdem naturae sunt actiones commodati, fiduciae, negotiorum gestorum et aliae innumerabiles.

34. Habemus adhuc alterius generis fictiones in quibusdam formulis, veluti cum is qui ex edicto bonorum possessionem petit ficto se herede agit. Cum enim praetorio jure, non legitimo succedat in locum defuncti, non habet directas actiones, et neque id quod defuncti fuit, potest intendere *SUM ESSE, neque in quod ei debebatur, potest intendere DARI SIBI OPORTERE*, itaque ficto se herede intendit velut hoc modo: *JUDEX ESTO. SI A. AGRIVIUS (id est si ipse actor) L. TITIO HERES ESSET. TUM SI EUM FUNDUM DE QUO AGITUR EX JURE QUIRITIUM EJUS ESSE OPORTERET*; et sic de debito cum praeposita simili fictione *heredis*¹ ita subjicitur: *TUM SI PATERET N. NEGIDIUM A. AGERIO SESTERTIUM X MILIA DARE OPORTERE*. 35. Similiter et bonorum emptor ficto se herede agit; sed interdum et alio modo agere solet; nam ex persona ejus cujus bona emerit sumpta intentione convertit condemnationem in suam personam, id est ut quod illius esset vel illi dari oporteret, eo nomine adversarius huic condemnatur; quae species actionis appellatur Rutiliana, quia a praetore P. Rutilio, qui et bonorum venditionem introduxisse dicitur, comparata est. Superior autem species actionis qua ficto se herede bonorum emptor agit, Serviana vocatur. 36. *Item usucapio fingitur in ea actione quae Publiciana vocatur.* Datur autem haec actio ei qui ex justa causa traditam sibi rem nondum usucepit eamque amissa possessione petit. Nam quia non potest eam *EX JURE QUIRITIUM SUAM ESSE* intendere, fingitur rem usucepisse et ita quasi ex jure Quiritium dominus factus esset intendit, *veluti* hoc modo: *JUDEX ESTO. SI QUEM HOMINEM A. AGERIUS EMIT ET IS EI TRADITUS EST, ANNO POSSEDISSET, TUM SI EUM HOMINEM DE QUO AGITUR EX JURE QUIRITIUM EJUS ESSE OPORTERET et reliqua.* 37. *Item civitas Romana peregrino fingitur, si eo nomine agat aut cum eo agatur, quo nomine nostris legibus actio constituta est, si modo justum sit eam actionem etiam ad peregrinum extendi: veluti si furti agat peregrinus aut cum eo agatur. Nam si cum peregrino agatur, formula ita concipitur: JUDEX ESTO. SI PARET L. TITIO A DIONE HERMAEI FILIO OPEVE CONSILIO[VE]² DIONIS HERMAEI FILII FURTUM FACTUM ESSE PATERAE*

1. Restitution de Mommsen; cf. les autres restitutions dans Dubois. — 2. Restitution proposée par Lenel, *Ed.*, p. 263, n. 3. Nombreuses autres conjectures dans Dubois.

AUREAE, QUAM OB REM EUM, SI CIVIS ROMANUS ESSET, PRO FURE DAMNUM DECIDERE OPORTERET et reliqua. Item si peregrinus furti agat, civitas ei Romana fingitur. Similiter si ex lege Aquilia peregrinus damni injuriae agat aut cum eo agatur, ficta civitate Romana iudicium datur. 38. Praeterea aliquando fingimus adversarium nostrum capite deminutum non esse. Nam si ex contractu nobis obligatus obligatave sit et capite deminutus deminutave fuerit, velut mulier per coemptionem, masculus per adrogationem, desinit jure civili debere nobis, nec directo intendi potest sibi dare eum eamve oportere; sed ne in potestate ejus sit jus nostrum corrumpere, introducta est contra eum eamve actio utilis rescissa capitis deminutione, id est in qua fingitur capite deminutus deminutave non esse.

39. Partes autem formularum hae sunt: demonstratio, intentio, adjudicatio, condemnatio. 40. Demonstratio est ea pars formulae quae praecipit id quod geritur, ut demonstretur res de qua agitur: velut haec pars formulae: QUOD A. AGERIUS N. NEGIDIO HOMINEM VENDIDIT; item haec: QUOD A. AGERIUS APUD N. NEGIDIUM HOMINEM DEPOSUIT. 41. Intentio est ea pars formulae qua actor desiderium suum concludit: velut haec pars formulae: SI PARET N. NEGIDIUM A. AGERIO SESTERTIUM X MILLIA DARE OPORTERE; item haec: QUIDQUID PARET N. NEGIDIUM A. AGERIO DARE FACERE OPORTERE; item haec: SI PARET HOMINEM EX JURE QUIRITIUM A. AGERII ESSE. 42. Adjudicatio est ea pars formulae qua permittitur judici rem alicui ex litigatoribus adjudicare: velut si inter coheredes familiae erciscundae agatur, aut inter socios communi dividundo, aut inter vicinos finium regundorum; nam illic ita est: QUANTUM ADJUDICARI OPORTET, JUDEX TITIO¹ ADJUDICATO. 43. Condemnatio est ea pars formulae qua judici condemnandi absolvendive potestas permittitur: velut haec pars formulae: JUDEX N. NEGIDIUM A. AGERIO SESTERTIUM X MILLIA CONDEMNARE. SI NON PARET, ABSOLVE; item haec: JUDEX N. NEGIDIUM A. AGERIO DUMTAXAT X MILLIA CONDEMNARE. SI NON PARET, ABSOLVITO; item haec: JUDEX N. NEGIDIUM A. AGERIO CONDEMNATO, et reliqua, ut non adjiciatur: DUMTAXAT X MILLIA². 44. Non tamen istae omnes partes simul inveniuntur, sed quaedam inveniuntur, quaedam non inveniuntur. Certe intentio aliquando sola invenitur, sicut in praejudicialibus formulis, qualis est qua quaeritur, aliquis libertus sit, vel quanta dos sit, et aliae complures. Demonstratio autem et adjudicatio et

1. Polenzar corrige tantum; Huschke: cui oportet. — 2. X MILLIA transporté ici de la ligne précédente; le ms.: 'JUDEX N. NEGIDIUM A. AGERIO X MILLIA CONDEMNATO et reliqua, ut non adjiciatur DUMTAXAT'.

condemnatio numquam solae inveniuntur, nihil enim *omnino demonstratio* sine intentione vel condemnatione valet; item condemnatio sine demonstratione vel intentione, vel *adjudicatio sine demonstratione vel intentione* nullas vires habet, et ob id numquam solae inveniuntur.

45. Sed eas quidem formulas in quibus de jure quaeritur, in jus conceptas vocamus, quales sunt quibus intendimus *NOTRUM ESSE ALIQUID EX JURE QUIRITICUM, aut NOBIS DARI OPORTERE* aut *PRO FURE DAMNUM DECIDI OPORTERE*; in quibus juris civilis intentio est¹. 46. Ceteras vero in factum conceptas vocamus, id est in quibus nulla talis intentio concepta est, *sed* initio formulae nominato eo quod factum est, *adjiuntur* ea verba per quae judici damnandi absolvendive potestas datur: qualis est formula qua utitur patronus contra libertum qui eum contra edictum praetoris in jus vocavit; nam in ea ita est: *RECUPERATORES SUNTO. SI PARET ILLUM PATRONUM AB ILLO LIBERTO CONTRA EDICTUM ILLIUS PRAETORIS IN JUS VOCATUM ESSE, RECUPERATORES ILLUM LIBERTUM ILLI PATRONO SESTERTIUM X MILIA² CONDEMNATE. SI NON PARET, ABSOLVITE*. Ceterae quoque formulae quae sub titulo *DE IN JUS VOCANDO* propositae sunt, in factum conceptae sunt, velut adversus eum qui in jus vocatus neque venerit neque vindicem dederit; item contra eum qui vi exemerit eum qui in jus vocatur; et denique innumerabiles ejus modi aliae formulae in albo proponuntur. 47. Sed ex quibusdam causis praetor et in jus et in factum conceptas formulas proponit, veluti depositi et commodati. Illa enim formula quae ita concepta est: *JUDEX ESTO. QUOD A. AGERIUS APUD N. NEGIDIUM MENSAM ARGENTEAM DEPOSUIT, QUA DE RE AGITUR, QUIDQUID OB EAM REM N. NEGIDIUM A. AGERIO DARE FACERE OPORTET EX FIDE BONA, EJUS JUDEX N. NEGIDIUM A. AGERIO CONDEMNATO N. R.³. SI NON PARET, ABSOLVITO*, in jus concepta est. At illa formula quae ita concepta est: *JUDEX ESTO. SI PARET A. AGERIUM APUD N. NEGIDIUM MENSAM ARGENTEAM DEPOSUISSE EAMQUE DOLO MALO N. NEGIDIUM A. AGERIO REDDITAM NON ESSE, QUANTI EA RES ERIT, TANTAM PECUNIAM JUDEX N. NEGIDIUM A. AGERIO CONDEMNATO. SI NON PARET ABSOLVITO*, in factum concepta est. Similes etiam commodati formulae sunt.

48. Omnium autem formularum quae condemnationem habent, ad pecuniariam aestimationem condemnatio concepta est. Itaque et si corpus aliquod petamus, veluti fundum hominem vestem *aurum argentum*, judex non ipsam rem condem-

1. 'In quibus... est' exclu par Wlassak comme une glose. — 2. Peut être I, peut-être V, arg. *D.* 2, 4, 24. 12. 2, 6, 2. Cf. Lenel, *Ed.*, p. 55. — 3. Le ma.: N R, ordinairement traduit par *NISI RESTITUAT*; cf. Lenel, *Ed.* p. 230. n. 11 et les auteurs cités par Duhois.

nat eum cum quo actum est, sicut olim fieri solebat, *sed* aestimata re pecuniam eum condemnat¹. 49. Condemnatio autem vel certae pecuniae in formula proponitur vel incertae. 50. Certae pecuniae velut in ea formula qua certam pecuniam petimus; nam illic ima parte formulae ita est: JUDEX N. NEGIDIUM A. AGERIO SESTERTIUM X MILIA CONDEMNNA. SI NON PARET, ABSOLVE. 51. Incertae vero condemnatio pecuniae duplicem significationem habet. Est enim una *cum* aliqua praefinitione, quae vulgo dicitur cum taxatione, velut si incertum aliquod petamus; nam illic ima parte formulae ita est: JUDEX N. NEGIDIUM A. AGERIO DUMTAXAT SESTERTIUM X MILIA CONDEMNNA. SI NON PARET, ABSOLVE; vel incerta est et infinita, velut si rem aliquam a possidente nostram esse petamus, id est si in rem agamus vel ad exhibendum; nam illic ita est: QUANTI EA RES ERIT, TANTAM PECUNIAM, JUDEX, N. NEGIDIUM A. AGERIO CONDEMNNA. SI NON PARET, ABSOLVITO. 52. Quid ergo est? Judex si condemnet, certam pecuniam condemnare debet, etsi certa pecunia in condemnatione posita non sit. Debet autem judex attendere, ut cum certae pecuniae condemnatio posita sit, neque majoris neque minoris summa posita condemnet, alioquin litem suam facit. Item si taxatio posita sit, ne pluris condemnet quam taxatum sit, alias enim similiter litem suam facit. Minoris autem damnare ei permissum est. At si etiam². qui formulam accipit, intendere debet nec amplius. certa condemnatione constringi. potest condemnare quousque velit.

53^a. Si quis intentione plus complexus fuerit, *causa cadit*, id est rem perdit, nec a praetore in integrum restituitur exceptis quibusdam casibus in quibus. . . . praetor non patitur.

53^a. Plus autem *quattuor* modis petitur: re, tempore, loco, causa. Re, *veluti si quis pro x milibus quae ei debentur xx milia petierit, aut si is cujus ex parte res est, totam eam aut majore ex parte suam esse intenderit*. 53^b. *Tempore plus petitur, veluti si quis ante diem petierit*. 53^c. *Loco plus petitur, veluti si quod certo loco dari promissum est, id alio loco sine commemoratione ejus loci*

1. Brini, *Archivio*, 1878, pp. 213-278, suivi par Thaller, *N. R. Hist.*, 1884, pp. 450-470 ponctue: 'eum cum quo actum est. Sicut olim fieri solebat aestimata re, pecuniam eum condemnat'. — 2. Passage lu très incomplètement dans lequel Gaius traitait peut-être des précautions à prendre pour que les parties ne souffrent pas d'une mauvaise rédaction de la *condemnatio* et ensuite de la *condemnatio in infinitum*. — 3. §§ restitués à l'aide d'*Inst.*, 4, 6, 33. 33 a. 33 b. 33 c.

petatur, velut si *quis ita stipulatus fuerit : EPHESI DARE SPONDES ?*,
 deinde Romae pure intendat *DARI SIBI OPORTERE*.
 dare mihi oportere.

Suivent 2 lignes illisibles.

. petere id est non adjecto loco. 53^d. *Causa plus petitur, velut si quis in intentione tollat electionem debitoris quam is habet obligationis jure : velut si quis ita stipulatus sit : SESTERTIUM X MILIA AUT HOMINEM STICHUM DARE SPONDES ?*, deinde alterutrum ex his petat ; nam quamvis petat quod minus est, plus tamen petere videtur, quia potest adversarius interdum facilius id praestare quod non petitur. Similiter si quis genus stipulatus sit, deinde speciem petat : veluti si quis purpuram stipulatus sit generaliter, deinde Tyriam specialiter petat ; quin etiam licet vilissimam petat, idem juris est propter eam rationem quam proxime diximus. Idem juris est, si quis generaliter hominem stipulatus sit, deinde nominatim aliquem petat, velut Stichum, quamvis vilissimum. Itaque sicut ipsa stipulatio concepta est, ita et intentio formulae concipi debet. 54. Illud satis apparet in incertis formulis plus peti non posse, quia, cum certa quantitas non petatur, sed *QUIDQUID ADVERSARIUM DARE FACERE OPORTET* intendatur, nemo potest plus intendere. Idem juris est et si in rem incertae partis actio data sit : velut talis : *QUANTAM PARTEM PARET IN EO FUNDO QUO DE AGITUR* actoris ESSE ; quod genus actionis in paucissimis causis dari solet. 55. Item palam est, si quis aliud pro alio intenderit, nihil eum periclitari eumque ex integro agere posse, quia nihil ante videtur egisse : veluti si is qui hominem Stichum petere deberet, Erotem petierit ; aut si quis *EX TESTAMENTO DARI SIBI OPORTERE* intenderit, cui *EX* stipulatu debebatur ; aut si cognitor aut procurator intenderit sibi *DARI OPORTERE*. 56. Sed plus quidem intendere, sicut supra diximus, periculosum est : minus autem intendere licet ; sed de reliquo intra ejusdem praeturam agere non permittitur ; nam qui ita agit, per exceptionem excluditur, quae exceptio appellatur *litis dividuae*. 57. At si in condemnatione plus positum sit quam oportet, actoris quidem periculum nullum est, sed *reus cum* iniquam formulam acceperit, in integrum restituitur, ut minuatür condemnatio. Si vero minus positum fuerit quam oportet, hoc solum consequitur actor quod posuit ; nam tota quidem res in iudicium deducitur, constringitur autem condemnationis fine, quam iudex egredi non potest. Nec ex ea parte praetor in integrum restituit ; facilius enim reis praetor succurrit quam actoribus. Loquimur autem exceptis minoribus xxv annorum :

nam hujus aetatis hominibus in omnibus rebus lapsis praetor succurrit. 58. Si in demonstratione plus aut minus positum sit, nihil in iudicium deducitur, et ideo res in integro manet; et hoc est quod dicitur falsa demonstratione rem non perimi. 59. Sed sunt qui putant minus recte comprehendi, ut qui forte Stichum et Erotem emerit, recte videatur ita demonstrare: QUOD EGO DE TE HOMINEM EROTEM EMI, et si velit, de Sticho, alia formula agat, quia verum est eum qui duos emerit, singulos quoque emisse; idque ita maxime Labeoni visum est. Sed si is qui unum emerit, de duobus egerit, falsum demonstrat. Idem et in aliis actionibus est, veluti commodati et depositi. 60. Sed nos apud quosdam scriptum invenimus, in actione depositi et denique in ceteris omnibus ex quibus damnatus unusquisque ignominia notatur, eum qui plus quam oporteret demonstraverit, litem perdere: veluti si quis una re deposita duas pluresve se deposuisse demonstraverit; aut si is cui pugno mala percussa est, in actione injuria etiam aliam partem corporis percussam sibi demonstraverit. Quod an debeamus credere verius esse, diligentius requiremus. Certe cum duae sint depositi formulae, alia in jus concepta, alia in factum, sicut supra quoque notavimus, et in ea quidem formula, quae in jus concepta est, initio res de qua agitur demonstratorio modo designetur, deinde inferatur juris contentio his verbis: QUIDQUID OB EAM REM ILLUM ILLI DARE FACERE OPORTET; in ea vero quae in factum concepta est, statim initio intentionis alio modo res de qua agitur designetur his verbis: SI PARET ILLUM APUD ILLUM REM ILLAM DEPOSUISSE: dubitare non debemus, quin si quis in formula quae in factum composita est, plures res designaverit quam deposuerit, litem perdat, quia in intentione plus posuisse videatur...¹

Suivent 48 lignes illisibles.

61^a... continetur, ut habita ratione ejus quod invicem actorem eadem causa praestare oporteret, in reliquum eum cum quo actum est, condemnare. 62. Sunt autem bonae fidei judicia haec: ex empto vendito, locato conducto, negotiorum gestorum, mandati, depositi, fiduciae, pro socio, tutelae, rei uxoriae². 63. Liberum est tamen iudici nullam omnino invicem compensationis rationem habere: nec enim aperte for-

1. 2 pages restées illisibles dans lesquelles on admet communément que Gaïus traitait des matières exposées dans *Inst.* 4, 6, 36-39. — 2. Sur le commencement du §, cf. *Inst.*, 4, 6, 30. — 3. Énumération généralement complétée à l'aide d'*Inst.*, 4, 6, 28; mais cf., outre Huschke, Labbé, *R. de Législat.*, 1873, pp. 312-313 pour l'action *praescriptis verbis*, et pour les actions en partage, Graffenwitz, *Interpolationen in den Pandekten*, 1878, p. 108, n. 1.

mulae verbis praecipitur, sed quia id bonae fidei iudicio conveniens videtur, ideo officio ejus contineri creditur. 64. Alia causa est illius actionis qua argentarius experitur: nam is cogitur cum compensatione agere, et ea compensatio formulae exprimitur; adeo quidem, ut ab initio compensatione facta minus intendat sibi dari oportere. Ecce enim si *sestertium* x milia debeat Titio, atque ei xx debeantur, sic intendit: *SI PARET TITIUM SIBI X MILIA DARE OPORTERE AMPLIUS QUAM IPSE TITIO DEBET*. 65. Item bonorum emptor cum deductione agere jubetur, *id est ut* in hoc solum adversarius ejus condemnatur quod superest, deducto eo quod invicem ei bonorum emptor defraudatoris nomine debet. 66. Inter compensationem autem quae argentario opponitur, et deductionem quae obicitur bonorum emptori, illa differentia est, quod in compensationem hoc solum vocatur quod ejusdem generis et naturae est: veluti pecunia cum pecunia compensatur, tritico cum tritico, vinum cum vino; adeo ut quibusdam placeat non omni modo vinum cum vino aut tritico cum tritico compensandum, sed ita si ejusdem naturae qualitatique sit. In deductionem autem vocatur et quod non est ejusdem generis. Itaque si [vero] pecuniam petat bonorum emptor et invicem frumentum aut vinum is debeat, deducto quanti id erit, in reliquum experitur. 67. Item vocatur in deductionem et id quod in diem debetur; compensatur autem hoc solum quod praesenti die debetur. 68. Praeterea compensationis quidem ratio in intentione ponitur; quo fit, ut si facta compensatione plus nummo uno intendat argentarius, causa cadat et ob id rem perdat. Deductio vero ad condemnationem ponitur, quo loco plus petenti periculum non intervenit; utique bonorum emptore agente, qui licet de certa pecunia agat, incerti tamen condemnationem concipit.

69. Quia tamen superius mentionem habuimus de actione qua in peculium filiorum familias servorumque agitur, opus est ut de hac actione et de ceteris quae eorundem nomine in parentes dominosve dari solent, diligentius admoneamus. 70. Inprimis itaque si jussu patris dominive negotium gestum erit, in solidum praetor actionem in patrem dominumve comparavit; et recte, quia qui ita negotium gerit, magis patris dominive quam filii servive fidem sequitur. 71. Eadem ratione comparavit duas alias actiones, exercitoriam et institoriam. Tunc autem exercitoria locum habet, cum pater dominusve filium servumve magistrum navi praeposuerit, et quid cum eo ejus rei gratia cui praepositus fuerit, [negotium] gestum

erit. Cum enim ea quoque res ex voluntate patris dominive contrahi videatur, aequissimum esse visum est in solidum actionem in eum dari. Quin etiam, licet extraneum quisque magistrum navi praeposuerit sive servum sive liberum, tamen ea praetoria actio in eum redditur. Ideo autem exercitoria actio appellatur, quia exercitor vocatur is ad quem cottidianus navis quaestus pervenit. Institoria vero formula tum locum habet, cum quis tabernae aut cuilibet negotiationi filium servumve aut quemlibet extraneum sive servum sive liberum praeposuerit, et quid cum eo ejus rei gratia cui praepositus est, contractum fuerit. Ideo autem institoria vocatur, quia qui tabernae praepositus, institor appellatur. Quae et ipsa formula in solidum est. 72. Praeterea tributoria quoque actio in patrem dominumve constituta est, cum filius servusve in peculiari merce sciente patre dominove negotietur. Nam si quid ejus rei gratia cum eo contractum fuerit, ita praetor jus dicit, ut quidquid in his mercibus erit quodque inde receptum erit, id inter patrem dominumve, si quid ei debebitur, et ceteros creditores pro rata portione distribuatur¹.

Suivent 21 lignes illisibles.

73. Cum autem quaeritur, quantum in peculio sit, ante deducitur quod patri dominove quique in ejus potestate sit, a filio servove debetur, et quod superest, hoc solum peculium esse intellegitur. Aliquando tamen id quod ei debet filius servusve qui in potestate patris dominive sit, non deducitur ex peculio, velut si is cui debet, in hujus ipsius peculio sit. 74. Ceterum dubium non est, quin et is qui jussu patris dominive contraxit cuique exercitoria vel institoria formula competit, de peculio aut de in rem verso agere possit. Sed nemo tam stultus erit, ut qui aliqua illarum actionum sine dubio solidum consequi possit, in difficultatem se deducat probandi habere peculium eum cum quo contraxerit, exque eo peculio posse sibi satisfieri, vel id quod persequitur in rem patris dominive versum esse. 74^a. Is quoque cui tributoria actio competit, de peculio vel de in rem verso agere potest. Sed huic sane plerumque expedit hac potius actione uti quam tributoria; nam in tributoria ejus solius peculii ratio habetur, quod in his mercibus est quibus negotiatur filius servusve quodque inde receptum erit; at in actione peculii, totius. Et potest quisque tertia forte aut quarta vel etiam minore parte peculii nego-

1. Restitué d'après *Inst.*, 4, 7, 4 c. Le passage illisible qui suit doit, en visant à la fois l'esclave et le fils et en termes un peu plus concis, avoir traité les mêmes points qu'*Inst.*; 4, 7, 3. 4. 4a. 4b.

tiari, maximam vero partem peculii in aliis rebus habere; longe magis si potest adprobari, id quod *dederit is qui cum filio servove* contraxit, in rem patris dominive versum esse, ad hanc actionem transire debet, nam, ut supra diximus, eadem formula et de peculio et de in rem verso agitur.

75. Ex maleficiis filiorum familias servorumque, veluti si furtum fecerint aut injuriam commiserint, noxales actiones proditae sunt, uti liceret patri dominove aut litis aestimationem sufferre aut noxae dedere; erat enim *iniquum* nequitiam eorum ultra ipsorum corpora parentibus dominisve damnosam esse. 76. Constitutae sunt autem noxales actiones aut legibus aut edicto praetoris: legibus, velut furti lege XII tabularum, damni injuriae lege Aquilia; edicto praetoris, velut injuriarum et vi bonorum raptorum. 77. Omnes autem noxales actiones *caput* sequuntur, nam si filius tuus servusve noxam commiserit, quamdiu in tua potestate est, tecum est actio; si in alterius potestatem pervenerit, cum illo incipit actio esse; si sui juris coeperit esse, directa actio cum ipso est, et noxae deditio extinguitur. Ex diverso quoque directa actio noxalis esse *incipit*, nam si pater familias noxam commiserit, et *is se* in adrogationem tibi dederit aut servus tuus esse coeperit, *quod* quibusdam casibus accidere primo commentario tradidimus, incipit tecum noxalis actio esse quae ante directa fuit. 78. Sed si filius patri aut servus domino noxam commiserit, nulla actio nascitur; nulla enim omnino inter me et eum qui in potestate mea est obligatio nasci potest. Ideoque etsi in alienam potestatem pervenerit aut sui juris esse coeperit, neque cum ipso neque cum eo cujus nunc in potestate est agi potest. Unde quaeritur, si alienus servus filiusve noxam commiserit mihi, et *is* postea in mea esse coeperit potestate, utrum intercidat actio an quiescat. Nostri praeceptores interciderere putant, quia in eum casum deducta sit, in quo consistere non potuerit, ideoque, licet exierit de mea potestate, agere me non posse; diversae scholae auctores, quamdiu in mea potestate sit, quiescere actionem putant, *quia* ipse necum agere non possum, cum vero exierit de mea potestate, tunc eam resuscitari. 79. Cum autem filius familias ex noxali causa mancipio datur, diversae scholae auctores putant *ter* eum mancipio dari debere, *quia* lege XII tabularum cautum sit, *ne aliter filius de potestate patris* exeat, quam si *ter* fuerit mancipatus; Sabinus et Cassius ceterique nostrae scholae auctores sufficere unam mancipationem crediderunt, et illas tres legis XII tabularum ad voluntarias mancipationes pertinere.

80. Haec ita de his personis quae in potestate sunt sive ex contractu sive ex maleficio earum controversia esset ; quod vero ad eas personas quae in manu mancipiove sunt...¹ ita jus dicitur, ut cum ex contractu² earum agatur nisi ab eo cuius juri subjectae sint, in solidum defendantur, bona quae earum futura forent, si ejus juri subjectae non essent, veneant. Sed cum rescissa capitis deminutione cum iis imperio continenti iudicio agitur, si adversus eam actionem non defendantur, etiam cum ipsa muliere, dum in manu est, agi potest, quia tum tutoris auctoritas necessaria non est³.

Suivent 20 lignes presque totalement illisibles.

81. Quid ergo est ? diximus. . . non permisum fuerit ei mortuos homines dedere, tamen etsi quis eum dederit qui fato suo vita excesserit, neque liberatur.

82. Nunc admonendi sumus agere nos aut nostro nomine aut alieno, veluti cognitorio, procuratorio, tutorio, curatorio, cum olim, quo tempore legis actiones in usu fuissent, alieno nomine agere non liceret, praeterquam ex certis causis. 83. Cognitor autem certis verbis in litem coram adversario substituitur. Nam actor ita cognitorem dat : QUOD EGO A TE verbi gratia FUNDUM PETO, IN EAM REM L. TITIVM TIBI COGNITOREM DO ; adversarius ita : QUIA TU A ME FUNDUM PETIS, IN EAM REM TIBI P. MEVIUM COGNITOREM DO. Potest ut actor ita dicat : QUOD EGO TECUM AGERE VOLO, IN EAM REM COGNITOREM DO, adversarius ita : QUIA TU MECUM AGERE VIS, IN EAM REM COGNITOREM DO. Nec interest praesens an absens cognitor detur ; sed si absens datus fuerit, cognitor ita erit, si cognoverit et susceperit officium cognitoris. 84. Procurator vero nullis certis verbis in litem substituitur, sed ex solo mandato et absente et ignorante adversario constituitur. Quin etiam sunt qui putant eum quoque procuratorem videri cui non sit mandatum, si modo bona fide accedat ad negotium et caveat ratam rem dominum habiturum, quamquam et ille cui mandatum est plerumque satisfacere debet, quia saepe mandatum initio litis in obscuro est et postea apud iudicem ostenditur⁴. 85. Tutores autem et curatores quemad-

1. Lacune établie par Lenel, Ed. p. 330, et comblée quant au sens par Krueger, comme il suit : 'cum ex maleficiis earum agatur, eadem valent, quae in persona aliorum familias servorumve diximus. De contractibus autem eorum qui in mancipio sunt adversus eos quorum in mancipio sunt nulla actio proposita est de debitis vero earum quae in manu sunt, ita jus dicitur, etc.' — 2. Mandry, *Das gemeine Familiengüterrecht*, 2, 1876, p. 348 : 'ex maleficio.' mais cf. Girard, *N. R. Hist.*, 1887, p. 423, n. 3. — 3. Restitution vraisemblable de Huschke. Dans les lignes suivantes où l'on n'a pu lire que les mots : 'XII tabularum', Gaius paraît avoir traité des actions noxales, y compris, suppose Huschke, les actions de *pastu* et de *pauperie* auxquelles se rapporterait le § 84 ; mais, au moins sur ce dernier point, cf. en sens contraire *N. R. Hist.*, 1887, p. 437, n. 2. — 4. 'Quia saepe

modum constituentur, primo commentario rettulimus. 86. Qui autem alieno nomine agit, intentionem quidem ex persona domini sumit, condemnationem autem in suam personam convertit. Nam si verbi gratia L. Titius *pro P. Mevio* agat, ita formula concipitur : SI PARET N. NEGIDIUM P. MEVIO SESTERTIUM X MILIA DARE OPORTERE, JUDEX N. NEGIDIUM L. TITIO SESTERTIUM X MILIA CONDEMNA, SI NON PARET, ABSOLVE ; in rem quoque si agat, intendit P. MEV/II REM ESSE EX JURE QUIRITIUM, et condemnationem in suam personam convertit. 87. Ab adversarii quoque parte si interveniat aliquis cum quo actio constituitur, intenditur dominum DARE OPORTERE, condemnatio autem in ejus personam convertitur qui iudicium accipit¹ ; sed cum in rem agitur, nihil in intentione facit ejus persona cum quo agitur, sive suo nomine sive alieno aliquis iudicio interveniat ; tantum enim intenditur REM ACTORIS ESSE.

88. Videamus nunc quibus ex causis is cum quo agitur, vel hic qui agit, cogatur satisfacere. 89. Igitur si verbi gratia in rem tecum agam, satis mihi dare debes ; aequum enim visum est *te ideo* quod interea tibi rem quae an ad te pertineat dubium est, possidere conceditur, cum satisfactione cavere, ut si victus sis *nec rem ipsam restituas nec litis aestimationem sufferas*, sit mihi potestas aut tecum agendi aut cum sponsoribus tuis. 90. Multoque magis debes satisfacere mihi, si alieno nomine iudicium accipias. 91. Ceterum cum in rem actio duplex sit, aut enim per formulam petitoriam agitur aut per sponsonem, siquidem per formulam petitoriam agitur, illa stipulatio locum habet quae appellatur JUDICATUM SOLVI ; si vero per sponsonem, illa quae appellatur PRO PRAEDE LITIS ET VINDICIARUM. 92. Petitoria autem formula haec est qua actor intendit REM SUAM ESSE. 93. Per sponsonem vero hoc modo agimus : provocamus adversarium tali sponsonem : SI HOMO QUO DE AGITUR EX JURE QUIRITIUM MEUS EST, SESTERTIOS XXV NUMMOS DARE SPONDES ? deinde formulam edimus qua intendimus sponsonis summam nobis dari oportere ; qua formula ita demum vincimus, si probaverimus rem nostram esse. 94. Non tamen haec summa sponsonis exigitur, non enim poenalis est, sed praedicialis, et propter hoc solum fit ut per eam de re iudicetur : unde etiam is cum quo agitur, non restipulatur. Ideo autem appellata est PRO PRAEDE LITIS VINDICIARUM stipulatio, quia in locum praedium successit, qui olim, cum lege ageba-

maudatum . . . ostenditur' signalé comme une glose postérieure à *C. Th.*, 2, 12, 3, par Eisele, *Cognitur und Procuratur*, 1881, pp. 143-145. — 1. Wlassak, suivi par Krueger, ed. 3 ; Huschke : 'acceptit'.

tur, pro lite et vindiciis, id est pro re et fructibus, a possessore petitori dabantur. 95. Ceterum si apud centumviros agitur, summam sponsonis non per formulam petimus, sed per legis actionem; sacramento enim *reum* provocamus; eaque sponso sestertium *cxxv* nummum fit scilicet propter legem Crepereiam. 96. Ipse autem qui in rem agit, si suo nomine agat, satis non dat. 97. Ac nec si per cognitorem quidem agatur, ulla satisfactio vel ab ipso vel a domino desideratur; cum enim certis et quasi sollemnibus verbis in locum domini substituatur cognitior, merito domini loco habetur. 98. Procurator vero si agat, *satisdare* jubetur *ratam* rem dominum habiturum; periculum enim est, ne iterum dominus de eadem re experiatur; quod periculum *non* intervenit, si per cognitorem actum fuerit, quia de qua re quisque per cognitorem egerit, de ea non magis amplius actionem habet quam si ipse egerit. 99. Tutores et curatores eo modo quo et procuratores *satisdare* debere verba edicti faciunt; sed aliquando illis satisfactio remittitur. 100. Haec ita, si in rem agatur; si vero in personam, ab actoris quidem parte quando *satisdari* debeat quaerentes, eadem repetemus quae diximus in actione qua in rem agitur. 101. Ab ejus vero parte cum quo agitur, si quidem alieno nomine aliquis interveniat, omni modo *satisdari* debet, quia nemo alienae rei sine satisfactioe defensor idoneus intellegitur. Sed si quidem cum cognitore agatur, dominus *satisdare* jubetur; si vero cum procuratore, ipse procurator. Idem et de tutore et de curatore juris est. 102. Quodsi proprio nomine aliquis iudicium accipiat in personam, certis ex causis *satisdare* solet quas ipse praetor significat. Quarum satisfactio duplex causa est; nam aut propter genus actionis *satisdatur*, aut propter personam, quia suspecta sit: propter genus actionis, veluti iudicati *depensive* aut cum de moribus mulieris agitur; propter personam, veluti si cum eo agitur qui decoxerit, cujusve bona a creditoribus possessa proscriptae sunt, sive cum eo herede agatur quem praetor suspectum aestimaverit.

103. Omnia autem iudicia aut legitimo jure consistunt aut imperio continentur. 104. Legitima sunt iudicia quae in urbe Roma vel *intra* primum urbis Romae miliarium inter omnes cives Romanos sub uno iudice accipiuntur; eaque e lege Julia *iudiciaria*, nisi si anno et sex mensibus iudicata fuerint, expirant. Et hoc est quod vulgo dicitur e lege Julia *litem* anno et sex mensibus *mori*. 105. Imperio vero continentur recuperatoria et quae sub uno iudice accipiuntur interveniente peregrini persona iudicis aut litigatoris. In eadem

causa sunt, quaecumque extra primum urbis Romae miliarium tam inter cives Romanos quam inter peregrinos accipiuntur. Ideo autem imperio contineri judicia dicuntur, quia tamdiu valent, quamdiu is qui ea praecepit, imperium habebit. 106. Et siquidem imperio continenti iudicio actum fuerit, sive in rem sive in personam, sive ea formula quae in factum concepta est, sive ea quae in jus habet intentionem, postea nihilo minus ipso jure de eadem re agi potest; et ideo necessaria est exceptio rei iudicatae vel in iudicium deductae. 107. Si vero legitimo iudicio in personam actum sit ea formula quae juris civilis habet intentionem, postea ipso jure de eadem re agi non potest, et ob id exceptio supervacua est; si vero vel in rem vel in factum actum fuerit, ipso jure nihilo minus postea agi potest, et ob id exceptio necessaria est rei iudicatae vel in iudicium deductae. 108. Alia causa fuit olim legis actionum: nam qua de re actum semel erat, de ea postea ipso jure agi non poterat; nec omnino ita, ut nunc, usus erat illis temporibus exceptionum. 109. Ceterum potest ex lege quidem esse iudicium, sed legitimum non esse; et contra ex lege non esse, sed legitimum esse. Nam si verbi gratia ex lege Aquilia vel Ollinia vel Furia in provinciis agatur, imperio continebitur iudicium; idemque juris est et si Romae apud recuperatores agamus, vel apud unum iudicem interveniente peregrini persona; et ex diverso si ex ea causa ex qua nobis edicto praetoris datur actio, Romae sub uno iudice inter omnes cives Romanos accipiatur iudicium, legitimum est.

110. Quo loco admonendi sumus eas quidem actiones quae ex lege senatusve consultis profiscuntur, perpetuo solere praetorem accommodare, eas vero quae ex propria ipsius iurisdictione pendent, plerumque intra annum dare. 111. Aliquando tamen *et perpetuo eas dat, scilicet cum*¹ imitatur jus legitimum: quales sunt eae quas *bonorum possessoribus ceterisque qui heredis loco sunt, accomodat*. Furti quoque manifesti actio, quamvis ex ipsius praetoris juris dictione profiscatur, perpetuo datur; et merito, cum pro capitali poena pecuniaria constituta sit.

112. Non omnes actiones quae in aliquem aut ipso jure competunt aut a praetore dantur, etiam in heredem *aeque* competunt aut dari solent. Est enim certissima juris regula. ex maleficiis poenales actiones in heredem nec competere nec dari solere, veluti furti, vi bonorum raptorum, injuriarum.

1. Restitution de Huschke corrigée par Mommsen.

damni injuriae; sed heredibus hujus modi actiones competunt nec denegantur, excepta injuriarum actione et si qua alia similis inveniatur actio. 113. Aliquando tamen *etiam* ex contractu actio neque heredi neque in heredem competit; nam adstipulatoris heres non habet actionem, *et* sponsoris et fidepromissoris heres non tenetur.

114. Superest ut dispiciamus, si ante rem judicatam is cum quo agitur, post acceptum iudicium satisfaciat actori, quid officio iudicis conveniat, utrum absolvere, an ideo potius damnare, quia iudicii accipiendi tempore in ea causa fuerit, ut damnari debeat. Nostri praeceptores absolvere eum debere existimant, nec interesse cuius generis sit iudicium; et hoc est quod vulgo dicitur Sabino et Cassio placere omnia iudicia absolutoria esse¹

de bonae fidei iudiciis autem idem sentiunt, quia in eiusmodi iudiciis liberum est officium iudicis. Tantumdem *et* de *in rem* actionibus putant, quia *formulae verbis* id ipsum exprimatur²

.
 quibus
 petentur et ad . . .
 interdum enim.
 sunt etiam in personam tales actiones in quibus exprimitur ut arbitretur iudex, quomodo reus satis facere debeat actori quominus condemnetur³...

Suivent 3 lignes presque entièrement illisibles.

115. Sequitur ut de exceptionibus dispiciamus. 116. Conparatae sunt autem exceptiones defendendorum eorum gratia cum quibus agitur. Saepe enim accidit, ut quis jure civili teneatur, sed iniquum sit eum iudicio condemnari. 116^a. Veluti si stipulatus sim a te pecuniam tamquam credendi causa numeraturus, nec numeraverim; nam eam pecuniam a te peti posse certum est, dare enim te oportet, cum ex stipulatu teneris; sed quia iniquum est te eo nomine condemnari, placet per exceptionem doli mali te defendi debere. 116^b. Item si pac-

1. Il est certain, quant au sens, que Gaius opposait là à l'opinion des Sabiniens l'opinion différente des Proculiens. Krueger et Studemund pensent qu'il disait qu'ils admettaient l'opinion contraire pour les *iudicia stricti juris*; Huschke lit: '*diversae autem scholae auctores de bonae fidei quidem iudiciis idem sentiunt*'. — 2. 'Ita demum, reum condemnandum esse, nisi arbitrato iudicis rem restituta erit', conjecturent Krueger et Studemund. Restitution équivalente quant au fonds dans Huschke. Gaius traitait ensuite probablement avant 'sunt' des mêmes matières qu'*Inst.*, 4, 17, 2. — 3. Restitution quant au sens de Krueger et Studemund. Les lignes qui suivent dans lesquelles on lit seulement: 'paratus ad actoris... actum fuerit', peuvent selon les mêmes auteurs, s'être rapportées à ce qui est dit, *Inst.*, 4, 17, 3, de l'action *ad exhibendum* et de la caution imposée à celui qui demande un délai pour l'exhibition.

tus fuero tecum, ne id quod mihi debeas, a te petam, nihilo minus [id ipsum] a te petere possum dari mihi oportere, quia obligatio pacto convento non tollitur; sed placet debere me petentem per exceptionem pacti conventi repelli. 117. In his quoque actionibus quae non in personam sunt, exceptiones locum habent: veluti si metu me coegeris aut dolo induxeris, ut tibi rem aliquam mancipio darem; nam si eam rem a me petas, datur mihi exceptio per quam, si metus causa te fecisse vel dolo malo arguero, repelleris. 117^a. Item si fundum litigiosum sciens a non possidente emeris eumque a possidente petas, opponitur tibi exceptio per quam omni modo summo-veris. 118. Exceptiones autem alias in edicto praetor habet propositas, alias causa cognita accommodat. Quae omnes vel ex legibus vel ex his quae legis vicem optinent, substantiam capiunt, vel ex jurisdictione praetoris proditae sunt. 119. Omnes autem exceptiones in contrarium concipiuntur, quam adfirmat is cum quo agitur. Nam si verbi gratia reus dolo malo aliquid actorem facere dicat, qui forte pecuniam petit quam non numeravit, sic exceptio concipitur: SI IN EA RE NIHIL DOLO MALO A. AGERII FACTUM SIT NEQUE FIAT; item si dicat contra pactionem pecuniam peti, ita concipitur exceptio: SI INTER A. AGERIUM ET N. NEGIDIUM NON CONVENIT NE EA PECUNIA PETERETUR; et denique in ceteris causis similiter concipi solet; ideo scilicet quia omnis exceptio objicitur quidem a reo, sed ita formulae inseritur, ut condicionalem faciat condemnationem, id est ne aliter iudex eum cum quo agitur condemnet, quam si nihil in ea re qua de agitur dolo actoris factum sit; item ne aliter iudex eum condemnet, quam si nullum pactum conventum de non petenda pecunia factum fuerit.

120. Dicuntur autem exceptiones aut peremptoriae aut dilatoriae. 121. Peremptoriae sunt quae perpetuo valent nec evitari possunt, veluti quod metus causa, aut dolo malo, aut quod contra legem senatusve consultum factum est, aut quod res iudicata est vel in iudicium deducta est, item pacti conventi quod factum est, ne omnino pecunia peteretur. 122. Dilatoriae sunt exceptiones quae ad tempus valent, veluti illius pacti conventi quod factum est verbi gratia, ne intra quinquennium peteretur; finito enim eo tempore non habet locum exceptio. Cui similis exceptio est litis dividuae et rei residuae, nam si quis partem rei petierit et intra ejusdem praeturam reliquam partem petat, hac exceptione summo-veretur quae appellatur litis dividuae; item si is qui cum eodem plures lites habebat, de quibusdam egerit, de quibusdam distulerit, ut ad

alios iudices eant, si intra ejusdem praeturam de his quas distulerit, agat, per hanc exceptionem quae appellatur rei residuae, summovetur. 123. Observandum est autem ei cui dilatoria objicitur exceptio, ut differat actionem; alioquin si objecta exceptione egerit, rem perdit; non enim post illud tempus quo integra re *eam* evitare poterat, adhuc ei potestas agendi superest re in iudicium deducta et per exceptionem *perempta*. 124. Non solum autem ex tempore, *sed* etiam ex persona dilatoriae exceptiones intelleguntur, quales sunt cognitoriae: veluti si is qui per edictum cognitorem dare non potest, per cognitorem agat, vel dandi quidem cognitoris jus habeat, sed eum det cui non licet cognituram suscipere; nam si objiciatur exceptio cognitoria, si ipse talis erit, ut ei non liceat cognitorem dare, ipse agere potest; si vero cognitori non liceat cognituram suscipere, per alium cognitorem aut per semet ipsum liberam habet agendi potestatem, et tam hoc quam illo modo evitare *potest* exceptionem; quodsi dissimulaverit cum et per cognitorem egerit, rem perdit. 125. *Sed* *peremptoria* quidem exceptione si reus per errorem non fuerit usus, in integrum restituitur adjiciendae exceptionis gratia; dilatoria vero si non fuerit usus, an in integrum restituatur, quaeritur.

126. Interdum evenit, ut exceptio quae prima facie justa videatur, inique noceat actori. Quod cum accidat, alia adjectione opus est adjuvandi actoris gratia; quae adjectio replicatio vocatur, quia per eam replicatur atque resolvitur vis exceptionis. Nam si verbi gratia pactus sum tecum, ne pecuniam quam mihi debes, a te peterem, deinde postea in contrarium pacti sumus, id est ut petere mihi liceat, et, si agam tecum, excipias tu, ut ita demum mihi condemneris: *SI NON CONVENERIT NE EAM PECUNIAM PETEREM, NOCET MIHI EXCEPTIO PACTI CONVENTI NAMQUE NIHIL MINUS HOC VERUM MANET, ETIAMSII POSTEA IN CONTRARIUM PACTI SUMUS; SED QUIA INIQUUM EST ME EXCLUDI EXCEPTIONE, REPLICATIO MIHI DATUR EX POSTERIORE PACTO HOC MODO: SI NON POSTEA CONVENIT UT MIHI EAM PECUNIAM PETERE LICERET.* 126. Item si argentarius pretium rei quae in auctionem venerit, persequatur, objicitur ei exceptio, ut ita demum emptor damnetur, *SI EI RES QUAM EMERIT, TRADITA EST; ET EST JUSTA EXCEPTIO; SED SI IN AUCTIONE PRAEDICTUM EST NE ANTE EMPTORI RES TRADERETUR QUAM SI PRETIUM SOLVERIT, REPLICATIONE TALI ARGENTARIUS ADJUVATUR: AUT SI PRAEDICTUM EST, NE ALITER EMPTORI RES TRADERETUR, QUAM SI PRETIUM EMPTOR SOLVERIT.* 127. Interdum autem evenit, ut rursus replicatio quae prima facie justa sit, inique reo noceat: quod cum accidat, adjectione opus est ad-

juvandi rei gratia, quae duplicatio vocatur. 128. Et si rursus ea prima facie justa videatur, sed propter aliquam causam inique actori noceat, rursus adjectione opus est qua actor adjuvetur, quae dicitur triplicatio. 129. Quarum omnium adjectionum usum interdum etiam ulterius quam diximus varietas negotiorum introduxit.

130. Videamus etiam de praescriptionibus quae receptae sunt pro actore. 131. Saepe enim ex una eademque obligatione aliquid jam praestari oportet, aliquid in futura praestatione est: veluti cum in singulos annos vel menses certam pecuniam stipulati fuerimus; nam finitis quibusdam annis aut mensibus hujus quidem temporis pecuniam praestari oportet, futurorum autem annorum sane quidem obligatio contracta intellegitur, praestatio vero adhuc nulla est; si ergo velimus id quidem quod praestari oportet petere et in iudicium deducere, futuram vero obligationis praestationem in integro relinquere, necesse est ut cum hac praescriptione agamus: EA RES AGATUR CUJUS REI DIES FURT; alioquin si sine hac praescriptione egerimus, ea scilicet formula qua incertum petimus, cujus intentio his verbis concepta est: QUIDQUID PARET N. NEGIDIUM A. AGERIO DARE FACERE OPORTERE, totam obligationem, id est etiam futuram in hoc iudicium deducimus, et quae ante tempus obligatio in iudicium deducitur, ex ea condemnatio fieri non potest neque rursus de ea agi potest¹. 131^a. Item si verbi gratia ex empto agamus, ut nobis fundus mancipio detur, debemus hoc modo praescribere: EA RES AGATUR DE FUNDO MANCIPANDO, ut postea, si velimus vacuum possessionem nobis tradi, vel tradita ea de evictione nobis caveri, iterum ex empto agere possimus. Alioquin si praescribere obliti² sumus, totius illius juris obligatio illa incerta actione: QUIDQUID OB EAM REM N. NEGIDIUM A. AGERIO DARE FACERE OPORTET, per intentionem consumitur, ut postea nobis agere volentibus de vacua possessione tradenda nulla supersit actio. 132. Praescriptiones autem appellatas esse ab eo quod ante formulas praescribuntur, plus quam manifestum est. 133. Sed his quidem temporibus, sicut supra quoque notavimus, omnes praescriptiones ab actore profisciscuntur. Olim autem quaedam et pro reo opponebantur, qualis illa erat praescriptio: EA RES AGATUR, SI IN EA RE PRAEJUDICIUM HEREDITATI NON FIAT, quae nunc in speciem exceptionis deducta est, et locum habet, cum petitor hereditatis alio genere iudicii praepjudicium hereditati faciat, veluti cum

1. Restitué quant au sens par Krueger. — 2. Restitution donnée à titre d'exemple par Krueger.

singulas res petat; est enim iniquum per unius rei petitionem universae hereditati praejudicium fieri¹.

Suivent 23 lignes illisibles.

134. *Et si quidem ex contractu servorum agatur, intentione*² formulae det...m est cui dari oporteat, et sane domino dari oportet quod servus stipulatur; at in praescriptione de facto quaeritur, quod secundum naturalem significationem verum esse debet. 135. Quaecumque autem diximus de servis, eadem de ceteris quoque personis quae nostro juri subjectae sunt, dicta intellegemus. 136. Item admonendi sumus, si cum ipso agamus qui incertum promiserit, ita nobis formulam esse propositam, ut praescriptio inserta sit formulae loco demonstrationis hoc modo: *JUDEX ESTO. QUOD A. AGERIUS DE N. NEGIDIO INCERTUM STIPULATUS EST, CUJUS REI DIES FUIT, QUIDQUID OB EAM REM N. NEGIDIUM A. AGERIO DARE FACERE OPORTET et reliqua.* 137. Si cum sponsore aut fidejussore agatur, praescribi solet in persona quidem sponsoris hoc modo: *EA RES AGATUR, QUOD A. AGERIUS DE L. TITIO INCERTUM STIPULATUS EST, QUO NOMINE N. NEGIDIUS SPONSOR EST, CUJUS REI DIES FUIT, in persona vero fidejussoris: EA RES AGATUR, QUOD N. NEGIDIUS PRO L. TITIO INCERTUM FIDE SUA ESSE JUSSIT, CUJUS REI DIES FUIT; deinde formula subjicitur.*

138. Superest ut de interdictis dispiciamus.

139. Certis igitur ex causis praetor aut proconsul principaliter auctoritatem suam finiendis controversiis *interponit*: quod tum maxime facit, cum de possessione aut quasi possessione inter aliquos contenditur; et in summa aut jubet aliquid fieri aut fieri prohibet. Formulae autem *et verborum* conceptiones quibus in ea re utitur, interdicta *vocantur vel accuratius interdicta decretaque.* 140. Vocantur autem decreta, cum fieri aliquid jubet, veluti cum praecipit, ut aliquid exhibeatur aut restituatur; interdicta vero, cum prohibet fieri, veluti cum praecipit, ne sine vitio possidenti vis fiat, neve in loco sacro aliquid fiat. Unde omnia interdicta aut restitutoria aut exhibitoria aut prohibitoria vocantur. 141. Nec tamen cum quid jusserit fieri aut fieri prohibuerit, statim *peractum* est negotium, sed ad judicem recuperatoresve *itur et ibi editis* formulis quaeritur, an aliquid adversus praetoris edictum factum sit, vel an factum non sit, quod is fieri jusserit. Et modo cum poena agitur, modo sine poena: cum poena, veluti cum per sponsonem agitur, sine poena, veluti cum arbiter petitur.

1. Restitution du même. Gaius traitait ensuite probablement des *praescriptiones pro reo*, puis revenait aux *praescriptiones pro actore* destinées à déterminer l'objet du litige. Autres conjectures dans Huschke.— 2. Restitution de Krueger; cf. la restitution différente de Huschke.

Et quidem ex prohibitoriis interdictis semper per sponsonem agi solet ; ex restitutoriis vero vel exhibitoriis modo per sponsonem, modo per formulam agitur quae arbitraria vocatur.

142. Principalis igitur divisio in eo est, quod aut prohibitoria sunt interdicta aut restitutoria aut exhibitoria. 143. Sequens in eo est divisio, quo vel adipiscendae possessionis causa comparata sunt vel retinendae vel recipiendae. 144. Adipiscendae possessionis causa interdictum accommodatur bonorum possessori, cujus principium est QUORUM BONORUM ; ejusque vis et potestas haec est, ut quod quisque ex his bonis quorum possessio alicui data est, pro herede aut pro possessore possideat, id ei cui bonorum possessio data est, restituatur. Pro herede autem possidere videtur tam is qui heres est, quam is qui putat se heredem esse ; pro possessore is possidet qui sine causa aliquam rem hereditariam vel etiam totam hereditatem sciens ad se non pertinere possidet. Ideo autem adipiscendae possessionis vocatur *interdictum*, quia ei tantum utile est qui nunc primum conatur adipisci rei possessionem : itaque si quis adeptus possessionem amiserit, desinit ei id *interdictum* utile esse. 145. Bonorum quoque emptori similiter proponitur *interdictum* quod quidam *possessorium* vocant. 146. Item ei qui publica bona emerit, ejusdem conditionis *interdictum* proponitur quod appellatur *sectorium*, quod *sectores* vocantur qui publice bona mercantur. 147. *Interdictum* quoque quod appellatur *Salvianum*, adipiscendae¹ possessionis causa comparatum est, eoque utitur dominus fundi de rebus coloni quas is pro mercedibus fundi pignori futuras pepigisset. 148. Retinendae possessionis causa solet *interdictum reddi*, cum ab utraque parte de proprietate alicujus rei controversia est, et ante quaeritur, uter ex litigatoribus possidere et uter petere debeat ; cujus rei gratia comparata sunt UTI POSSIDETIS ET UTRUBI. 149. Et quidem UTI POSSIDETIS *interdictum* de fundi vel aedium possessione redditur, UTRUBI vero de rerum mobilium possessione. 150. Et siquidem de fundo vel aedibus *interdicitur*, eum potiore esse praetor jubet, qui eo tempore quo *interdictum* redditur, nec vi nec clam nec precario ab adversario possideat ; si vero de re mobili, eum potiore esse jubet, qui majore parte ejus anni nec vi nec clam nec precario ab adversario possederit ; idque satis ipsis verbis *interdictorum* significatur. 151. Sed in UTRUBI *interdicto* non solum sua cuique possessio prodest, sed etiam alterius quam justum

1. Ms. : 'apiscendae'. Krueger et Studemund : 'adipiscendae'. Mais cf. Kall, *Juristenlatein*, éd. 2, 1888, p. 11, note 3.

est ei accedere, veluti ejus cui heres extiterit, ejusque a quo emerit vel ex donatione aut dotis nomine acceperit : itaque si nostrae possessioni juncta alterius justa possessio exsuperat adversarii possessionem, nos eo interdicto vincimus : nullam autem propriam possessionem habenti accessio temporis nec datur nec dari potest ; nam ei quod nullum est, nihil accedere potest : sed et si vitiosam habeat possessionem, id est aut vi aut clam aut precario ab adversario adquisitam, non datur accessio ; nam ei possessio sua nihil prodest. 152. Annus autem retrorsus numeratur ; itaque si tu verbi gratia VIII mensibus possederis prioribus, et ego VII posterioribus, ego potior ero, quod trium priorum mensium possessio nihil tibi in hoc interdicto prodest, quod alterius anni possessio est. 153. Possidere autem videmur non solum si ipsi possideamus, sed etiam si nostro nomine aliquis in possessione sit, licet is nostro juri subjectus non sit, qualis est colonus et inquilinus ; per eos quoque, apud quos deposuerimus, aut quibus commoda verimus, aut quibus gratuitam habitationem praestiterimus, ipsi possidere videmur ; et hoc est quod vulgo dicitur retineri possessionem posse per quemlibet, qui nostro nomine sit in possessione. Quin etiam plerique putant animo quoque retineri possessionem, id est ut quamvis neque ipsi simus in possessione¹ neque nostro nomine alius, tamen si non relinquendae possessionis animo sed postea reversuri inde discesserimus, retinere possessionem videamur. Apisci² vero possessionem per quos possimus, secundo commentario rettulimus ; nec ulla dubitatio est quin animo possessionem apisci non possimus. 154. Reciperandae possessionis causa solet interdictum dari, si quis ex possessione vi dejectus sit ; nam ei proponitur interdictum cujus principium est : UNDE TU ILLUM VI DEJECISTI, per quod is qui dejectus, cogitur ei restituere rei possessionem, si modo is qui dejectus est, nec vi nec clam nec precario ab eo possederit ; namque³ eum qui a me vi aut clam aut precario possidet, in punte deicio. 155. Interdum tamen etsi eum vi dejecerim qui a me vi aut clam aut precario possederit, cogor ei restituere possessionem, veluti si armis eum vi dejecerim ; nam propter atrocitatem delicti in tantum patior actionem, ut omni modo debeam ei restituere possessionem. Armorum autem appellatione non solum scuta et gladios et galeas significari intellegemus, sed et fustes et lapides.

1. Restitué d'après *Inst.*, 4, 15, 5. — 2. Ms. ; Krueger et Studemund : 'adipisci' ; mais cf. p. 284, note 1. — 3. Huschke, d'après la 2^e révision de Studemund, selon laquelle il faut rectifier les conjectures antérieures.

156. Tertia divisio interdictorum in hoc est, quod aut simplicia sunt aut duplicia. 157. Simplicia *sunt* veluti in quibus alter actor, alter reus est, qualia sunt omnia restitutoria aut exhibitoria; namque actor est qui desiderat aut exhiberi aut restitui, reus is est a quo desideratur ut exhibeat aut restituat. 158. Prohibitoriorum autem interdictorum alia duplicia, alia simplicia sunt. 159. Simplicia sunt veluti quibus prohibet praetor in loco sacro aut in flumine publico ripave ejus aliquid facere reum; nam actor est qui desiderat ne quid fiat, reus is qui aliquid facere conatur. 160. Duplicia sunt veluti UTI POSSIDETIS interdictum et UTRUBI. Ideo autem duplicia vocantur quod par utriusque litigatoris in his condicio est, nec quisquam praecipue reus vel actor intellegitur, sed unusquisque tam rei quam actoris partes sustinet; quippe praetor pari sermone cum utroque loquitur; nam summa conceptio eorum interdictorum haec est: UTI NUNC POSSIDETIS, QUOMINUS ITA POSSEDEATIS VIM FIERI VETO; item alterius: UTRUBI HIC HOMO DE QUO AGITUR [APUD QUEM] MAJORE PARTE HUIUS ANNI FUIT, QUOMINUS IS EUM DUCAT, VIM FIERI VETO.

161. Expositis generibus interdictorum sequitur, ut de ordine et de exitu eorum dispiciamus; et incipiamus a simplicibus. 162. Si igitur restitutorium vel exhibitorium interdictum redditur, veluti ut restituatur ei possessio qui vi dejectus est, aut exhibeatur libertus cui patronus operas indicere vellet, modo sine periculo res ad exitum perducitur, modo cum periculo. 163. Namque si arbitrum postulaverit is cum quo agitur, accipit formulam quae appellatur arbitraria, et iudicis arbitrio si quid restitui vel exhiberi debeat, id sine periculo exhibet aut restituit, et ita absolvitur; quodsi nec restituat neque exhibeat, quanti ea res est condemnatur. Sed et actor sine poena experitur cum eo quem neque exhibere neque restituere quicquam oportet, praeterquam si calumniae iudicium ei oppositum fuerit decimae partis; quamquam Proculo placuit denegandum calumniae iudicium ei qui arbitrum postulaverit, quasi hoc ipso confessus videatur restituere se vel exhibere debere: sed alio jure utimur, et recte; potius enim ut modestiore via litiget, arbitrum quisque petit quam quia confitetur. 164. Observare autem debet is qui vult arbitrum petere, ut statim petat, antequam ex jure exeat, id est antequam a praetore discedat; sero enim petentibus non indulgetur. 165. Itaque si arbitrum non petierit, sed tacitus de jure exierit, cum periculo res ad exitum perducitur. Nam actor provocat adversarium sponsione, quod contra edictum praetoris non exhi-

buerit aut non restituerit; ille autem adversus sponsonem adversarii restipulatur. Deinde actor quidem sponsonis formulam edit adversario, ille huic invicem restipulationis. Sed actor sponsonis *formulae subjicit et aliud iudicium de re restituenda vel exhibenda, ut si sponsonem vicerit, nisi ei res exhibeatur aut restituatur, quanti ea res erit, adversarius ei condemnetur*¹.

Suivent 24 lignes illisibles.

..... aliud facere quam *qu...* dicat *qu....*

Suivent 23 lignes presque totalement illisibles.

166..... *Et qui superaverit*² fructus licitando, is tantisper in possessione constituitur, si modo adversario suo fructuaria stipulatione *caverit, cujus vis et potestas haec est, ut si contra eum de possessione pronuntiatum fuerit, eam summam adversario solvat. Haec autem licendi contentio fructus licitatio vocatur, scilicet quia*³.
 Postea alter alterum sponsonem provocat, quod adversus edictum praetoris possidenti sibi vis facta sit, et invicem ambo restipulantur adversus sponsonem; vel⁴.
 una inter eos sponso itemque restipulatio una⁵
 ad eam fit.

166^a. Deinde editis formulis sponsonum et restipulationum⁶, iudex apud quem de ea re agitur, illud scilicet requirit quod praetor interdicto complexus est, id est uter eorum eum fundum easve aedes per id tempus quo interdictum redditur, nec vi nec clam nec precario possederit. Cum iudex id exploraverit, et forte secundum me iudicatum sit, adversarium mihi et sponsonis et restipulationis summas quas cum eo feci condemnat, et convenienter me sponsonis et restipulationis, quae mecum factae sunt, absolvit. Et hoc amplius si apud adversarium meum possessio est, quia is fructus licitatione vicit, nisi restituat mihi possessionem, Cascelliano sive secutorio iudicio condemnat. 167. Ergo is qui fructus licitatione vicit, si non probat ad se pertinere possessionem, sponsonis et restipula-

1. Restitué approximativement quant au sens. Dans les 24 lignes de la page qui suit et dans la page suivante, où, après la ligne rapportée au texte, les 23 autres lignes donnent seulement les mots entrecoupés : '... appellata... intelle... qua... modis... paratus fuit.....' Gaius devait traiter de la procédure et des résultats des interdicts *restituendae possessionis*. V. les restitutions dans Dubois. — 2. Restitution de Krueger. — 3. Krueger : 'de eo inter se certant, uter eorum fructus interim percipiat'. — 4. Schmidt, *Interdiktenverfahren*, 1853, p. 268 : 'vel si unus tantum sponsonem provocaverit alterum, una inter eos sponso'. Huschke : 'vel stipulationibus junctis duabus una inter eos sponso'. — 5. Huschke : 'alterius adversarius eam'; Krueger et Studemund, dubitativement par exemple : 'tantum ad eam'. — 6. Restitué quant au sens par les mêmes.

tionis et fructus licitationis summam poenae nomine solvere et praeterea possessionem restituere jubetur; et hoc amplius fructus quos interea percepit, reddit. Summa enim fructus licitationis non pretium est fructuum, sed poenae nomine solvitur, quod quis alienam possessionem per hoc tempus retinere et facultatem fruendi nancisci conatus est. 168. Ille autem qui fructus licitatione victus est, si non probaverit ad se pertinere possessionem, tantum sponsionis et restipulationis summam poenae nomine debet. 169. Admonendi tamen sumus liberum esse ei qui fructus licitatione victus erit, omissa fructuaria stipulatione, sicut Cascelliano sive secutorio iudicio de possessione recipienda experitur, ita *similiter* de fructus licitatione agere. In quam rem proprium iudicium comparatum est quod appellatur fructuarium, quo nomine actor iudicatum solvi satis accipit. Dicitur autem et hoc iudicium secutorium, quod sequitur sponsionem victoriam; sed non aequè Cascellianum vocatur. 170. Sed quia nonnulli interdicto reddito cetera ex interdicto facere volebant, atque ob id non poterat res expediri, praetor in eam rem prospexit et comparavit interdicta quae secundaria appellamus, quod secundo loco redduntur. Quorum *vis et potestas* haec est, ut qui cetera ex interdicto non faciat, veluti qui vim non faciat aut fructus non liceatur aut qui fructus licitationis satis non det¹ aut si sponsiones non faciat, sponsionumve iudicia non accipiat, sive possideat, restituat adversario possessionem, *sive non possideat*, vim illi possidenti ne faciat. Itaque et si alias potuerit interdicto unum possidentis vincere, si cetera ex interdicto.

. per interdictum secundarium²

Suivent 2 lignes illisibles.

. secundarium.

. quamvis hanc opinionem.

. Sabinus et Cassius secuti fuerint.

Suivent 29 lignes illisibles.

171. *Temeritas tam agentium quam eorum cum quibus agitur, modo pecuniaria poena modo jurisjurandi religione modo metu infamiae coeretur*³; eaque praetor. adversus infliantes ex quibusdam causis dupli actio constituitur, veluti si iudicati aut depensi aut damni injuriae aut legatorum per damnationem relictorum nomine agitur; ex quibusdam causis

1. Le texte omet ici, selon la remarque de Krueger, le cas où celui qui serait en possession ne céderait pas la possession à l'adversaire qui l'aurait emporté sur lui dans la *fructuum licitatio*. — 2. Huschke restitue: 'si cetera ex interdicto fecisset, si non fecit, tamen per interdictum secundarium vincitur'. — 3. Restitué par Krueger et Studemund d'après le ms., en s'inspirant d'*Inst.*, 4, 16, pr.

sponsionem facere permittitur, veluti de pecunia certa credita et pecunia constituta; sed certae quidem creditae pecuniae tertiae partis, constitutae vero pecuniae partis dimidia. 172. Quodsi neque sponsionis neque dupli actionis periculum ei cum quo agitur iungatur, ac ne statim quidem ab initio pluris quam simpli sit actio, permittit praetor jusjurandum exigere NON CALUMNIAE CAUSA INFITIASIRE. Unde quamvis heredes vel qui heredum loco habentur, nisi ex suo facto¹ obligati sint, item feminae pupillique eximantur periculo sponsionis, jubet tamen eos jurare. 173. Statim autem ab initio pluris quam simpli actio est veluti furti manifesti quadrupli, nec manifesti dupli, concepti et oblatis tripli. Nam ex his causis et aliis quibusdam, sive quis neget sive fateatur, pluris quam simpli est actio.

174. Actoris quoque calumnia coercetur modo calumniae iudicio, modo contrario, modo jurejurando, modo restipulatione. 175. Et quidem calumniae iudicium adversus omnes actiones locum habet, et est decimae partis, praeterquam quod adversus adsertorem tertiae partis est. 176. Liberum est autem ei cum quo agitur, aut calumniae iudicium opponere aut jusjurandum exigere, non calumniae causa agere. 177. Contrarium autem iudicium ex certis causis constituitur, veluti si injuriarum agatur, et si cum muliere eo nomine agatur, quod dicatur ventris nomine in possessionem missa dolo malo ad alium possessionem transtulisse, et si quis eo nomine agat, quod dicat se a praetore in possessionem missum ab alio quo admissum non esse. Sed adversus injuriarum quidem actionem decimae partis datur, adversus vero duas istas quintae. 178. Severior autem coercitio est per contrarium iudicium. Nam calumniae iudicio decimae partis nemo damnatur nisi qui intellegit non recte se agere, sed vexandi adversarii gratia actionem instituit, potiusque ex iudicis errore vel iniquitate victoriam sperat quam ex causa veritatis; calumnia enim in adfectu est, sicut furti crimen. Contrario vero iudicio omni modo damnatur actor, si causam non tenuerit, licet aliqua opinione inductus crediderit se recte agere. 179. Utique autem ex quibus causis contrario iudicio agi potest, etiam calumniae iudicium locum habet; sed alterutro tantum iudicio agere permittitur. Qua ratione si jusjurandum de calumnia exactum fuerit, quemadmodum calumniae iudicium non datur, ita et contrarium dari non debet. 180. Restipulationis quoque poena ex certis causis fieri solet; et quemadmodum contrario iudicio

1. Restitué quant au sens par Krueger.

omni modo condemnatur actor, si causam non tenuerit, nec requiritur an scierit non recte se agere, ita etiam restipulationis poena omni modo damnatur actor, si vincere non potuerit. 181. Qui autem restipulationis poenam patitur, ei neque calumniae iudicium opponitur, neque jurisjurandi religio injungitur; *nam* contrarium iudicium ex his causis locum non habere palam est.

182. Quibusdam iudiciis damnati ignominiosi fiunt, veluti furti, vi bonorum raptorum, injuriarum; item pro socio, fiducia, tutelae, mandati, depositi. Sed furti aut vi bonorum raptorum aut injuriarum non solum damnati notantur ignominia, sed etiam pacti, ut in edicto praetoris scriptum est; et recte: plurimum enim interest, utrum ex delicto aliquis an ex contractu debitor sit. *Nec tamen* ulla parte edicti id ipsum nominatim exprimitur, ut aliquis ignominiosus sit; *sed* qui prohibetur et pro alio postulare *et* cognitorem dare procuratoremve habere, item procuratorio aut cognitório nomine iudicio intervenire, ignominiosus esse dicitur¹.

183. In summa sciendum est eum qui cum aliquo consistere velit, *in jus vocare* oportere et eum qui vocatus est, si non venerit, poenam ex edicto praetoris committere. Quasdam tamen personas sine permissu praetoris in jus vocare non licet, veluti parentes patronos patronas, item liberos et parentes patroni patronaevae; et in eum qui adversus ea egerit, poena constituitur. 184. Cum autem in jus vocatus fuerit adversarius, neque eo die finiri potuerit negotium, vadimonium ei faciendum est, id est ut promittat se certo die sisti. 185. Fiunt autem vadimonia quibusdam ex causis pura, id est sine satisfactione, quibusdam cum satisfactione, quibusdam jurejurando, quibusdam recuperatoribus suppositis, id est ut qui non steterit, is protinus a recuperatoribus in summam vadimonii condemnatur; eaque singula diligenter praetoris edicto significantur. 186. Et siquidem iudicati deensive agitur, tanti fit² vadimonium, quanti ea res erit; si vero ex ceteris causis, quanti actor juraverit non calumniae causa postulare sibi vadimonium promitti. *Nec tamen* *pluris quam partis dimidiae, nec* pluribus quam sestertium c m fit vadimonium. Itaque si centum milium res erit, nec iudicati depen-

1. Restitution de Krueger d'après la 2^e révision de Studemund; restitution équivalente pour le sens dans Huschke. Restitution diamétralement opposée et beaucoup moins vraisemblable dans Karlowa, *R. R. G.*, 1, p. 762. — 2. Huschke. le ms.: 'fiat'; cf. M. Wlassak, *Die Litiskontestation in Formularprocess*, 1889 p. 40, n. 5.

sive agetur, non plus quam sestertium quinquaginta milium sit vadimonium. 187. Quas autem personas sine permissu praetoris impune in jus vocare non possumus, easdem nec vadimonio invitas obligare possumus, praeterquam si praetor aditus permittat.

4. FRAGMENTS DES LIVRES I, V ET IX DES RÉPONSES DE PAPINIEN.

Jusqu'aux dernières années le seul fragment de Papinien qui fût connu en dehors des textes du Digeste, de la *Collatio*, et des Fragments du Vatican était l'extrait du livre premier des *Responsa* placé à la fin de la loi romaine des Wisigoths. Nous possédons en outre aujourd'hui des extraits plus étendus des livres V et IX du même ouvrage avec les notes d'Ulpien et de Paul, inscrits sur des débris de parchemin qui ont été envoyés d'Égypte en 1877 et en 1883 aux musées de Berlin et de Paris et qui viennent probablement tous d'un même ms. du IV^e ou du V^e siècle. — Les *responsorum libri XIX*, auxquels appartiennent ces divers extraits, sont un des deux principaux ouvrages du célèbre jurisconsulte Papinien. Papinien, ou mieux Aemilius Papinianus, qui aurait été l'élève de Q. Cervidius Scaevola en même temps que le futur empereur Septime Sévère, d'après une allégation de la vie de Caracalla, c. 8, que M. Mommsen, *Zsavst.*, 1891, 11, 30, a prouvé ne provenir que d'une interpolation, a été successivement assesseur des préfets du prétoire, *advocatus fisci* (en remplacement de Septime Sévère, d'après le même texte interpolé) sous Marc-Aurèle, puis, sous Septime Sévère, *magister libellorum* et, probablement à partir de 203, préfet du prétoire, et il a été exécuté par ordre de Caracalla en 212. Il a été considéré par les générations suivantes comme le premier des jurisconsultes romains : v., sur sa biographie, Hirschfeld, *Untersuchungen*, 1, p. 208, n. 2, p. 231; Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 735-736; Krueger, *Sources*, 263-264; Kalb, *Roms Juristen*, 1890, 111-118, et *Commentationes Wölflinianae*, 1891, 332-334; Schulze, *Zsavst.*, 11, 124-129; et parmi les ouvrages anciens, le *Papinianus* d'Otto, éd. de 1743. Papinien a composé ses *responsa* après son autre grand ouvrage, ses *quaestionum libri XXXVII*, — qui appartiennent à la période du gouvernement exclusif de Septime Sévère (193-198), — en totalité ou en partie sous le gouvernement commun de Sévère et Caracalla (198-211) qu'il cite tous deux dès le 1^{er} livre (*D.*, 50, 5, 8, 5) et qu'il continue à supposer vivants dans les livres 5-12 (cf. par ex., *F. V.*, 294) et, tout au moins depuis le livre 4, postérieurement à l'*oratio* de 206 sur les donations entre époux (*D.* 24, 1, 32, 16); mais un texte du livre 15 et même, croit Lenel, du livre 14 (*D.* 34, 9, 18, *pr.*), où se trouve mentionné le *divus Severus*, prouve que les derniers livres ont été écrits après la mort de Sévère (en ce sens Fitting, *Alter d. Schr.*, p. 31; Lenel, *Pal.*, 1, p. 881, n. 6), à moins qu'on n'admette, avec l'opinion d'Otto reprise par Krueger, *Sources*, 266, n. 2, que cette phrase émane d'un annotateur de Papinien. En tout cas, nos fragments extraits des livres 1, 5 et 9 se placent donc tous sûrement entre 198 et 211, et même, sauf le 1^{er}, entre 206 et 211. — Le 1^{er}, extrait de la loi des Wisigoths, figure depuis longtemps dans tous les recueils. Quant aux fragments du livre V, qui sont relatifs à l'administration de la tutelle et à la *bonorum possessio contra tabulas* et dont le texte écrit sur une feuille double de parchemin se trouve à Berlin, ils ont été publiés pour la 1^{re} fois en 1879. La restitution la meilleure en a été donnée par M. Krueger d'abord dans deux articles de la *Zsavst.*, 1, 1880, pp. 93-116, 2, 1881, pp. 83-90, puis dans le tome III de la *Collectio*, pp. 287-291. Ils ont en outre été édités par M. Alibrandi, *Studi e doc.*, 1, 1880, pp. 39-61, 183-190, et par Huschke, *Die jüngst*

aufgefundenen Bruchstücke, 1880, pp. 26-53. *Jurisp. ant.* pp. 436-438. Mais la dernière éd. de Huschke en particulier est absolument défectueuse; cf. Krueger, *Deutsche Literaturzeitung*, 1877, p. 872. Au contraire M. Lenel donne un texte commode de ceux qui sont assez complets pour que le sens en soit certain dans sa *Pal.* 1, pp. 900-904, où il les réunit aux autres fragments du même livre. Les fragments de Paris, qui traitent des affranchissements, ont d'abord été déchiffrés et publiés par M. Dareste, *N. R. Hist.*, 1883, pp. 361-385; le texte en a depuis été de nouveau édité et commenté en France par M. Esmein, qui a été le premier à en déterminer l'attribution au livre IX des Réponses de Papinien dans une communication à l'Institut, du 17 août 1883, *Mélanges*, pp. 339-358; en Italie, par M. Alibrandi, qui fit presque simultanément la même observation, *Studia doc.*, 4, 1883, pp. 125-142; en Allemagne, par MM. Krueger, *Zsavst.*, 5, 1884, pp. 166-180 et *Collectio*, pp. 291-297, et Huschke, *Zsavst.*, 5, 1884, pp. 180-191. M. Lenel a également admis ceux dont le sens peut se déterminer avec quelque certitude dans sa restitution du livre IX, *Pal.*, 1, pp. 926-927. Comme lui, nous n'avons cru devoir reproduire soit parmi les fragments de Berlin, soit parmi ceux de Paris que les fragments assez complets pour présenter un sens arrêté; nous avons dû par suite leur donner un numérotage distinct de ceux, du reste divergents, suivis dans les diverses éditions précédentes.

LIBER I.

(Extrait de la *lex Romana Wisigothorum*¹).

1. Inter virum et uxorem pacta non solum verbis sed et voluntate contrahentium constituuntur, ut neuter conjugum locupleior fiat.

LIBER V.

(Fragments de Berlin).

1². Post mortem furiosi non dabitur in curatorem qui negotia gessit actio iudicati, si modo nullam ex consensu novationem factam et in curatorem obligationem esse translata[m] constabit³.

2⁴... Nam hereditatis in provincia fideicommisso restituto causam quidem juris expediri potuisse, rerum autem administrationem ad eos recidere debuisse qui tutelam in Italia suscepissent.

3⁵. Adversus tutorem, qui pupillum hereditate patris abstinuit, actionem... denegari non oportet creditori, qui cum ipso tutore contraxit, quamvis tutor pecuniam in rem inpuveris verterit⁶.

1. Fragment rapporté à la fin de cette loi sous la rubrique : 'Papiniani, lib. I responsorum I de pactis inter virum et uxorem' où les mots 'I De pactis...' paraissent, comme le suppose Krueger, une addition des Wisigoths. Sur un texte entièrement différent et sans doute apocryphe donné dans le ms. de Paris, Lat. 4314, v. Krueger, *Coll.* III, p. 296. — 2. = *D.* 26, 9, 5, pr., sauf quelques mots omis dans notre fr. : vient dans le ms. après une autre réponse dont le sujet ne peut être déterminé. — 3. Suivi par une autre réponse dont le sujet ne peut être déterminé. — 4. = *D.*, 26, 7, 30, 3. — 5. = *D.*, 26, 7, 30, 3. — 6. Ensuite vient

4¹. *Curatores adulescentis mutui periculi gratia cautionem invicem sibi praebuerunt et in eam rem pignora dederunt : cum officio deposito solvendo fuissent, inritam cautionem esse factam et pignoris vinculum solutum apparuit.*

5². *Scriptus heres filius per fratrem emancipatum ac praeteritum edicto commisso contra tabulas solus possessionem accepit. Extrariis legata praestabit neque edictum commisisse videtur qui voluntatem patris tueri potuit ac debuit : idque optimi maximi principes nostri rescripserunt idemque sententia divi Hadriani in persona Cornelii..... ni demonstravit.*

6³. *Bonorum possessione contra tabulas praeterito filio emancipato data scriptus heres alter filius qui possessionem accepit, vel jure civili contentus non accepit, legata praecipua non habebit⁴.*

7⁵. *Peculium castrense filius accepta bonorum possessione contra tabulas aut intestati patris fratribus conferre non cogitur. Itaque fisco.....*

8⁶. *Filius emancipatus intestati patris bonorum possessionem accepit. Nepos ex eodem in familia retentus semissem hereditatis cum emolumento collationis habebit⁷..... Idem nepos si postea possessionem intestati patris accipiat, fratri post emancipationem patris quaesito et in familia retento bona sua conferre cogetur⁸.*

9⁹. *Filio praeterito qui fuit in patris potestate neque libertates competunt neque legata praestantur, si praeteritus fratribus partem hereditatis avocavit : quod si bonis se patris abstinent¹⁰.....*

10¹¹.... *possessionem haberet, ideoque liberis et parentibus primo loco legata relicta praestabit, quae non praestarentur si condicio institutionis defecisset. Eadem erunt tabulis quoque non signatis ; defertur enim contra nuncupationem possessio, cum valuit nuncupatio, tametsi primus gradus non valuit.*

une ligne presque totalement illisible contenant peut-être une note placée entre les §§ 4 et 5. — 1. = *D.*, 26, 7, 39, 5. Suivent plusieurs lignes dont le sujet ne peut être déterminé. — 2. Cf. *D.*, 37, 5, 14, pr. 15, 1. — 3 = *D.*, 37, 4, 22, sauf quelques mots omis. — 4. Suivent deux notes de Paul dont le sens ne peut être restitué. — 5. Cf. *D.*, 37, 6, 1, 15. — 6. = *D.*, 37, 6, 9. — 7. Passage illisible omis dans le *D.* — 8. Suit une note d'Ulpien. — 9. = *D.*, 28, 3, 17. — 10. Le *D.* finit par les mots : 'licet supilitas juris refragari videtur, attamen voluntas testatoris ex bono et aequo tuebitur' qui ne correspondent pas à la finale restée illisible dans notre ms. Suivent une autre réponse de Papinien accompagnée d'une note d'Ulpien, puis une autre colonne, dont le sens ne peut être restitué. — 11. Lenz, qui rapproche la 1^{re} phrase de *D.*, 37, 5, 12, 13, restitue au début : 'Duos quis gradus heredum fecit : suum a primo gradu praeterit, a secundo exheredavit : a primo gradu liberis et parentibus legata adscripsit. Suus contra tabulas bonorum possessionem agnitam retinebit, licet instituti hereditatem omitant, quamvis jam in e gradu versetur hereditas, ex quo suus neque hereditatem adirit neque bonorum' etc.

Ulpianus (?) : *Si a secundo exheredatus non fuit, puto contra nuncupationem peti posse bonorum possessionem; caducariae enim non offenditur, cum vocatur suus heres, qui legem excludit caducariam.*

11. *Testamento jure facto nepos alteri ex institutis substitutus contra tabulas bonorum possessionem accepit. Quoniam in pr.... m gradum, a quo praeteritus est, eum... t. e non successurum.*

Paulus : *Adquin jure honorario potest succedere, immo successit.*

Ulpianus : *Idem Julianus putat, qui negat nepotes substitutos in rupto testamento secundum tabulas habere possessionem, sed contra tabulas. Marcellus... sententia Marcelli melior videtur.*

12¹. *Filius emancipatus, qui possessionem contra tabulas accipere potuit, intestati patris possessionem accepit adque ita filia.....*

LIBER IX.

(Fragments de Paris).

1². *Non videtur per statuliberum non stare, quominus condicio libertatis existat, si de peculio, quod apud venditorem servus habuit, pecuniam condicionis offerre non possit; ad alienum enim peculium voluntas defuncti porrigi non potuit. Idem erit et si cum peculio servus venierit et venditor fide rupta peculium retinuerit. Quamquam enim ex empto sit actio, tamen apud emptorem peculium servus non habuit.*

2². *Servos ab eo, qui non census est ante, crimen inlatum manumissos, ad libertatem pervenire placuit. Sed manumissi quoque similiter ut patronus incensorum crimine tenebuntur.*

Ulpianus : *Qui a me (?) census tempore non fuerint liberi.*

Paulus : *Si cluso censu manumissi sunt, nec postea census actus est, incensorum poenis non tenentur.*

Paulus : *Quare ipsi si cluso censu manumissi sunt. . . . libertatem.*

Apud veteres autem antequam incensus dominus judicaretur, libertates obtinere constitit.

1. = *D.*, 37, 7, 5. — 2 = *D.*, 40, 7, 35. Réponse précédée et suivie de deux autres textes mutilés dans lesquels M. Esméin croit reconnaître deux réponses se rapportant la 1^{re} à l'hypothèse de *D.*, 40, 7, 15, pr., la 2^e à celle de *D.*, 40, 7, 13, 2. — 3. Sur la lecture de ce texte cf. Esméin, *Mélanges*, pp. 354-358; Lenel, *Pal.*, p. 926, n. 624; Krueger, *Collectio*, p. 291.

3. Ulpianus : Exceptis qui testamento libertatem acceperunt.

Quod si verbis fideicommissi libertatem acceperunt, eorum causam probandam.

4¹. Quod divo Marco pro libertatibus conservandis placuit, locum habet inrito testamento facto, si bona venitura sint; alioquin vacantibus populo vindicatis non habere constitutionem locum aperte cavetur².

5³. Servos autem testamento manumissos ut bona suscipiant jure cautionem offerre non minus quam ceteros defuncti libertos aut extrarios declaravit; quod beneficium minoribus annis heredibus scriptis auxilium bonis praestitutum more solito desiderantibus non aufertur⁴.

1. = D., 40, 4, 50, pr., sauf la substitution du D. de 'fisco' à 'populo'. — 2. Suit une note d'Ulpien dont le sens n'a pu être restitué. — 3. = D. 40, 4, 50, 1. — 4. Suit une note de Paul dont il ne reste que la rubrique.

5. FRAGMENT DES QUAESTIONES DE PAPINIEN.

La courte citation des questions de Papinien, que nous plaçons ici, contrairement à l'ordre chronologique (v. p. 306), à la suite des restes de ses réponses, a été relevée par M. Zachariae de Lingenthal, *Zsavst.*, 1890, 10, pp. 252-253, dans l'ἑξάβιβλος d'Harménopule, 2, 4, 12 et ss., où elle est extraite d'un recueil des règlements des constructions composé pour la Palestine par un architecte du nom de Julien. Ainsi que le remarque M. Krueger, *Coll.* 3, p. 285, le fragment se rapporterait, d'après le plan général de l'ouvrage de Papinien plutôt à son livre XXI qu'au livre III.

Τῆν ἐπὶ τὰ ὄρη ἀποψιν [οὐ]¹ δύναται τις κωλύειν, ὡς εἶπεν ὁ Παπιανός² ἐν τῷ τρίτῳ βιβλίῳ τῶν κοιασιτιῶνων ἐν τῇ τελευταίᾳ τοῦ τίτλου³ κοιασιτιῶν.

Prospectum montium auferre [non] licet, ut ait Papinianus in libro tertio quaestionum, in ultima tituli.. quaestione.

1. Négation effacée avec raison par Zachariae en vertu de la suite du texte. — 2 Παπιανός par abréviation de Παπινιανός. — 3. L'indication du titre manque.

6. SENTENCES DE PAUL.

Le jurisconsulte Julius Paullus, qui fut sans doute l'élève de Q. Cervidius Scaevola qu'il appelle *noster*, eut une carrière administrative fort remplie. Après avoir probablement débüté comme avocat, il fut membre du conseil impérial de Septime Sévère (193-198), *magister memoriae* sous Sévère et Caracalla (198-211), assesseur du préfet du prétoire Papinien (202-212), et il parvint lui-même à la préfecture du prétoire sous Alexandre Sévère (222-235), d'après les uns, du vivant d'Ulpien, d'après les autres, à sa mort en 228. V. sur tous ces points, Huschke, *Jur. ant.*, p. 450; Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 744-745; Krueger, *Sources*, 271. Mais il a en même temps été l'un des jurisconsultes les plus féconds : il a publié, outre des *notae* sur divers auteurs, 86 ouvrages en 319 livres, dont les premiers remontent peut-être jusqu'au temps de Commode (180-192) et dont les plus récents sont seulement de celui d'Alexandre Sévère. Dans cette foule d'ouvrages dont on trouvera les débris rassemblés chez Lenel, *Pal.*, 1, pp. 951-1308 et sur les titres et les dates desquels on pourra de plus consulter Fitting, *Alt. d. Schr.* pp. 44-50; *Peculium Castrense*, 1871, p. XXXII; Mommsen, *Z. R. G.*, 9, 1870, pp. 114-116; Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 745-750; Krueger, *Sources*, 271-285, les plus importants paraissent avoir été un commentaire sur l'édit en 78 livres — 80 avec les deux livres sur l'édit des édiles, — placé avec raison, croyons-nous, par Fitting et Krueger sous le règne de Commode; 16 *libri ad Sabinum* que les mêmes auteurs estiment ne pouvoir être postérieurs au règne de Septime Sévère; deux recueils de *Quaestiones* et de *Responsa*, dont le premier a été publié après la mort de Caracalla qui y est qualifié de *divus* et le second a été terminé sous Alexandre Sévère appelé *imperator noster* dans les derniers livres; et enfin les 5 livres des Sentences.

Les Sentences de Paul, qui sont désignées le plus ordinairement du simple nom de *sententiae*, par quelques mss. de la loi des Wisigoths, du nom de *sententiae ad filium*, par d'autres et par un passage de la *Consultatio* de celui plus suspect de *sententiae receptae* et dont le titre complet était, pense-t-on généralement, *Julii Paulli sententiarum ad filium libri quinque*, ont certainement été écrites après l'*Oratio* de Caracalla de 206 sur les donations entre époux, qui y est invoquée 2, 23, 5-7, et probablement après la concentration du pouvoir opérée en février 212 sur la tête de ce prince à une constitution duquel (*D.*, 8, 4, 2), elles semblent faire allusion, 1, 17, 3, en employant le mot *hodie*. En revanche, les solutions données par Paul, 5, 22, 3-4, sans prévoir le cas où les *cives Romani* dont il parle seraient eux-mêmes juifs, sont nécessairement formulées par lui avant la concession par Caracalla du droit de cité à l'ensemble de la population de l'empire, qui, selon Dion Cassius, 77, 9, 5, aurait eu lieu en 212. Les sentences de Paul ont donc été publiées probablement en 212, sûrement entre l'*oratio* de 206 et la mort de Caracalla en 217. L'ordre qui y est suivi est celui de l'édit, ou plus exactement celui des *Digesta*, ouvrages en deux parties dont la première était disposée selon le plan de l'édit et la seconde étudiait d'autres branches du droit d'après un plan distinct. Paul se contenta d'y poser, sans discussion ni citations, les règles du droit en vigueur, dans une forme élémentaire et pratique qui a certainement beaucoup contribué à la popularité obtenue par son livre dans la période de la décadence. On le trouve déjà recommandé aux juges

comme autorité dans une constitution de Constantin de 327, *C. Th.*, 1, 4, 2, qui fut expressément confirmée par une disposition spéciale et remarquable de la loi des citations de 426, *C. Th.*, 1, 4, 3, et les compilateurs de la loi des Wisigoths n'ont fait que suivre un courant dont il existe encore bien d'autres traces en y prenant, pour compléter leur *epitome* du code Théodosien, le long extrait par lequel surtout nous connaissons la structure et le contenu de l'ouvrage original de Paul.

Cet extrait est divisé, comme l'était sans doute l'ouvrage lui-même, non seulement en livres, mais en titres accompagnés de rubriques. Par malheur, les rubriques actuelles ne correspondent certainement pas exactement aux rubriques primitives. Il en a été ajouté de nouvelles. Il en a été supprimé d'anciennes. D'autres ont été modifiées. D'autres ont été déplacées, rapportées par suite de coupures à des textes auxquels elles étaient primitivement étrangères, — cf. par exemple, 5, 10, la rubrique *de contrahenda auctoritate* placée au-dessus d'un texte relatif au *damnum infectum* par suite de la suppression des textes relatifs à la *stipulatio duplae* qui suivaient cette rubrique et de la rubrique *de damno infecto* qui précédait le texte conservé. — Elles ne peuvent dans leur ensemble être considérées comme authentiques. Quant au texte, bien que les commissaires d'Alaric n'eussent pas reçu le pouvoir de l'interpoler, il porte quelques traces de remaniement et même, au moins en deux endroits (1, 19, 1. 2, 31, 42) d'interpolation caractérisée, sans qu'on puisse au reste dire si la responsabilité en remonte aux Wisigoths eux-mêmes ou à leur source. Il est surtout considérablement mutilé, parfois jusqu'à l'obscurité, au point de ne correspondre peut-être qu'au 6^e de l'original qu'il remplace et qu'on doit désespérer de restituer complètement. Cependant le texte des Wisigoths peut parfois être rectifié et surtout être complété dans une proportion sensible par un certain nombre d'autres extraits de l'ouvrage de Paul. Ce sont : les fragments des sentences insérés dans le Digeste et naturellement encore plus suspects d'interpolation que ceux de la loi des Wisigoths ; les fragments non interpolés, mais quelquefois déplacés de leur ordre primitif contenus dans la *Collatio* ; ceux moins nombreux rapportés dans la *Consultatio* et dans les Fragments du Vatican ; quelques citations de la *Lex Romana Burgundionum* ; enfin, par un phénomène qui atteste l'existence en Occident, après la publication du bréviaire d'Alaric, d'exemplaires complets de l'ouvrage original, des additions de deux sortes faites à certains mss. de la loi des Wisigoths : en premier lieu, des sentences plus ou moins nombreuses intercalées dans le corps du texte des Wisigoths, pour le compléter, par certains mss. dont le plus important était un ms. de Besançon, le *Vesontinus*, utilisé par Cujas et aujourd'hui perdu ; ensuite des sentences ajoutées à part à la fin de la loi dans des appendices distincts qui n'existent également que dans certains mss. Il n'y a au contraire rien à tirer des abrégés postérieurs de la loi des Wisigoths qu'on a parfois voulu mettre à contribution et dont le plus connu est l'*Epitome Aegidii* ainsi désigné du nom de son 1^{er} éditeur. Cf., sur tous ces points Huschke, *J. a.*, pp. 451-456 ; Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 774-775 ; Krueger, *Sources*, 330-331, et surtout *Collectio*, 2, pp. 41-45.

Quant aux éditions, on conçoit l'intérêt pour ne pas dire la nécessité que présentait, en vue de l'établissement scientifique du texte de Paul, un classement méthodique des mss. de la loi des Wisigoths. Cependant ce travail préalable a pendant longtemps fait

presque entièrement défaut. On n'a eu jusqu'aux dernières années d'autre instrument critique que le recueil de variantes de Paul mis par Haenel à la suite de l'éd. de Arndts dans le *Corpus juris antejustiniani* de Bonn, 1, pp. 104-204, recueil dont Arndts ne s'est pas servi pour son éd., qui a au contraire servi de base à Huschke, pour la sienne, généralement suivie par Giraud, mais qui, dit M. Krueger, est surchargé de citations de mss. sans valeur en même temps que défiguré par des erreurs et des lacunes. M. Krueger, que l'étude de l'*Epitome* du Code Théodosien a conduit à diviser les mss. de la loi des Wisigoths en deux groupes, a donné des sentences de Paul un texte bien supérieur fondé sur 2 mss. de Paris (Paris, 4403) et de Munich (Monac. D2) qu'il a reconnus comme les représentants les plus purs des deux familles. C'est ce texte que nous avons pris pour point de départ en y apportant quelques modifications de détail qui ne touchent pas à sa transmission et en y ajoutant pour les points les plus importants l'indication des principales conjectures proposées. Comme M. Krueger et avant lui Arndts et Pellat, nous avons adjoint au texte des Wisigoths non seulement les compléments qui y sont annexés dans certains mss. et qui sont seuls reproduits dans les éd. de Huschke et de Giraud, mais tous les autres fragments des sentences de Paul qui nous sont parvenus par un canal quelconque, en ayant seulement soin de distinguer les uns et les autres par des astérisques et d'en faire connaître la source dans les notes.

JULII PAULI SENTENTIARUM AD FILIUM

LIBER PRIMUS

[I A].

1¹. *Consiliario eo tempore quo adsidet negotia tractare in suum quidem auditorium nullo modo concessum est, in alienum autem non prohibetur*. 2². Filii libertorum libertorumque liberti paterni et patroni manumissoris domicilium aut originem sequuntur. 3. Vidua mulier amissi mariti domicilium retinet exemplo clarissimae personae per maritum factae; sed utrumque aliis intervenientibus nuptiis permutatur. 4. Municipales sunt liberti et in eo loco, ubi ipsi domicilium sua voluntate tulerunt, nec aliquod ex hoc origini patroni faciunt praesudicium et utrobique muneribus adstringuntur. 5. Relegatus in eo loco, in quem relegatus est, interim necessarium domicilium habet. 6³. Senator ordine motus ad originalem patriam, nisi hoc specialiter impetraverit, non restituitur. 7. Senatores et eorum filii filiaeque quoquo tempore nati nataeve, itemque nepotes pronepotes et proneptes ex filio origini eximuntur, licet municipalem retineant dignitatem. 8. Senatores, qui liberum comitatum, id est ubi velint morandi arbitrium impetraverunt, domicilium in urbe retinent. 9. Qui fenus exercent, omnibus patrimonii intributionibus fungi debent, etsi possessionem non habeant*. 10⁴. *Honores et munera non ordinatione, sed potioribus quibusque injungenda sunt. 11. Surdus et mutus si in totum non audiant aut non loquantur, ab honoribus civilibus, non etiam a muneribus excusantur. 12. Is, qui non sit decurio, duumviratu vel aliis honoribus fungi non potest, quia decurionum honoribus plebeii fungi prohibentur. 13. Ad decurionatum filii ita demum pater non consentit, si contrariam voluntatem vel apud acta praesidis vel apud ipsum ordinem vel quo alio modo contestatus sit*. 14⁵. *Aestimationem honoris aut muneris in pecunia pro administratione offerentes audiendi non sunt. 15. Qui pro honore pecuniam promisit, si solvere eam coepit, totam praestare operis inchoati exemplo cogendus est. 16. Invidus filius pro patre rem publicam salvam fore cavere non co-

1. 1a, 1 = D., 1, 22, 5. — 2. 1a, 2-9 = D., 50, 1, 22. — 3. Mommsen transpose les §§ 6 et 7. — 4. 1a, 10-13 = D., 50, 2, 7. — 5. 1a, 14-17 = D., 50, 4, 16.

gitor. 17. Defensionem rei publicae amplius quam semel suscipere nemo cogitur, nisi id fieri necessitas postulet*. 18¹. *Ab his oneribus, quae possessionibus vel patrimonio indicuntur, nulla privilegia praestant vacationem. 19. Corpus mensurarum frumenti juxta annonam urbis habet vacationem : in provinciis non item. 20. Angariorum praestatio et recipiendi hospitis necessitas et militi et liberalium artium professoribus inter cetera remissa sunt. 21. Auctis post appellationem medio tempore facultatibus paupertatis obtentu non excusantur. 22. Defensores rei publicae ab honoribus et muneribus eodem tempore vacant*. 23². *Legato, qui publicum negotium tuitus sit, intra tempora vacationis praestituta rursus ejusdem negotii defensio mandari non potest. 24. Comites praesidum et proconsulum procuratorumve Caesaris a muneribus vel honoribus et tutelis vacant*. 25³. *Legatus antequam officio legationis functus sit, in rem suam nihil agere potest, exceptis his quae ad injuriam ejus vel damnum parata sunt. 26. Si quis in munere legationis, antequam ad patriam reverteretur, decesit, sumptus qui proficiscenti sunt dati non restituuntur*. 27⁴. *Decuriones pretio viliori frumentum, quod annona temporalis est patriae suae, praestare non sunt cogendi. 28. Nisi ad opus novum pecunia specialiter legata sit, vetera ex hac rescindienda sunt*. 29⁵. *Ad curatoris rei publicae officium spectat, ut dirutae domus a dominis extruantur. 30. Domum sumptu publico extractam, si dominus ad tempus pecuniam impensam cum usuris restituere noluerit, jure [eam] res publica distrahit*.

[I. DE PACTIS ET CONVENTIS].

1⁶. * De his rebus pacisci possumus, de quibus transigere licet ; ex his enim pacti obligatio solummodo nascitur*.

27. *In bonae fidei contractibus pactum conventum alio pacto dissolvitur*, *et licet exceptionem pariat*, replicatione tamen excluditur*. 3⁸. *Pacto convento Aquiliana stipulatio subjici solet : sed consultius est huic poenam quoque subjungere, quia rescisso quoquo modo pacto poena ex stipulatu peti potest*. 4. Neque contra leges, neque contra bonos mores pacisci

1. 1a, 18-19 = D., 50, 5, 10. — 2. 1a, 23. 24 = D., 50, 5, 12. — 3. 1a, 25. 26, = D., 50, 7, 11. — 4. 1a, 27. 28 = D., 50, 8, 7. — 5. 1a, 29. 30 = D., 39, 2, 46. — 6. Ajouté dans quelques mss. — 7. 1, 2 = Cons., 4, 4 ; la *lex Wisig.* : 'omne pactum posteriore pacto dissolvitur, licet pariat exceptionem'. — 8. Ajouté dans quelques mss. (= D., 2, 15, 15).

possumus. 4^a. *Pactum contra jus aut constitutiones aut senatusconsulta interpositum nihil momenti habet*. 5^a. *De rebus litigiosis et convenire et transigere possumus*. 5^a. *Post rem judicatam pactum, nisi donationis causa interponatur, servari non potest*. 6^a. *Functio dotis pacto mutari non potest, quia privata conventio juri publico nihil derogat*. 7^a. *De criminibus propter infamiam nemo cum adversario pacisci potest*.

[1B].

1⁶. *Parentes naturales in jus vocare nemo potest : una est enim omnibus parentibus servanda reverentia*. 27. *Ingratus libertus est, qui patrono obsequium non praestat, vel res ejus filiorumve tutelam administrare detractat*.

[II. DE PROCURATORIBUS ET⁸ COGNITORIBUS].

1. Omnes infames, qui postulare prohibentur, cognitores fieri non possunt etiam volentibus adversariis. 2. Femina in rem suam cognitoriam operam suscipere non prohibetur. 3. In rem suam cognitor procuratorve ille fieri potest, qui pro omnibus postulat. 4. Actio judicati non solum in dominum aut domino, sed etiam heredi et in heredem datur.

[III. DE PROCURATORIBUS].

1. Mandari potest procuratio praesenti⁹ et nudis verbis et per litteras et per nuntium et apud acta praesidis et magistratus. 2. Procurator aut ad litem aut ad omne negotium aut ad partem negotii aut ad res administrandas datur. 3¹⁰. *Voluntarius procurator, qui se negotiis alienis offert, rem ratam dominum habiturum cavere debet*. 4¹¹. *Cum quo agitur suo nomine, si in rem actio est, pro praede litis et vindiciarum adversario satisfacere cogitur aut judicatum solvi : contra judicatum solvi si in personam sit actio, dumtaxat ex certis causis. Cum quo agitur alieno nomine in rem, pro praede litis et vindiciarum cavebit aut judicatum solvi, in personam judicatum solvi*. 5¹². *Actoris procurator non solum absentem defendere sed et rem ratam dominum habiturum satisfacere cogitur*. 6¹³. *Procurator antequam. accipere

1. 1, 4a, = Cons., 7, 5. — 2. Ajouté dans quelques mss. — 3. 1, 5a = Cons., 1, 6. 7, 6. — 4. 1, 6 = Cons., 4, 3. — 5. 1, 7 = Cons., 4, 7. — 6. 1 b, 1 = D., 2, 4, 6. — 7. 1 b, 2 = D., 37, 14, 19. — 8. Cujas efface PROCURATORIBUS ET. — 9. Huschke : 'et praesenti et absentis'. — 10. 3, 3 = Cons., 3, 6. — 11. 3, 4 = F. V., 330. — 12. 3, 5 = Cons., 3, 7. F. V., 336. — 13. 3, 6 = F. V., 337.

judicium. *7¹. *Petitoris procurator rem ratam dominum habiturum desiderante adversario satisfacere cogendus est, quia nemo in re aliena idoneus est sine satisfactione. 8. Si satis non det procurator absentis, actio ei absentis nomine non datur*. 9². *Actoris procurator non in rem suam datus propter impensas quas in litem fecit potest desiderare, ut sibi ex judicatione satis fiat, si dominus litis solvendo non sit*. 10³. *Absens reus causas absentiae per procuratorem reddere potest*.

[IV. DE NEGOTIIS GESTIS].

1. Qui negotia aliena gerit et bonam fidem et exactam diligentiam rebus ejus, pro quo intervenit, praestare debet. 2. Tutor post finitam tutelam si in administratione duret, actione negotiorum gestorum pupillo vel curatori ejus tenebitur. 2⁴. *Litis contestatae tempore quaeri solet, an pupillus, cujus sine tutoris auctoritate negotia gesta sunt, locupletior sit ex ea re factus, cujus patitur actionem*. 3⁵. Si pecuniae quis negotium gerat, usuras quoque totius temporis praestare cogitur et periculum eorum nominum quibus collocavit agnoscere, si litis tempore solvendo non sint; hoc enim in bonae fidei judiciis servari convenit. 4. Mater, quae filiorum suorum rebus intervenit, actione negotiorum gestorum et ipsis et eorum tutoribus tenebitur. 5. Filiusfamilias vel servus si negotium alicujus gerant, in patrem dominumve peculio tenus actio dabitur. 6. Si pater vel dominus servo vel filiofamilias negotia aliena agenda commiserit, in solidum tenebitur. 7. Pater si emancipati filii res sine ulla exceptione a se donatas administravit, filio actione negotiorum gestorum tenebitur. 8. Qui, cum tutor curatorve non esset, pro tutore curatoreve res pupilli adultive administravit, actione negotiorum gestorum pro tutore curatoreve tenebitur. 9⁶* Actio negotiorum gestorum illi datur, cujus interest hoc judicio experiri. 10. Nec refert directa quis an utili actione agat vel conveniatur, quia in extraordinariis judiciis, uti conceptio formularum non observatur, haec subtilitas supervacua est, maxime cum utraque actio ejusdem potestatis est eundemque habet effectum*.

1. 3, 7. 8 = *Cons.*, 3, 8. 9. — 2. 3, 9 = *D.*, 3, 3, 30. — 3. 3, 10 = *D.*, 3, 3, 71. — 4. 4, 2ⁿ = *D.*, 3, 5, 36, *pr.* — 5. Texte plus complet dans *D.*, 3, 5, 30, 1. — 6. 4, 9, 10 = *D.*, 3, 5, 46. Cf. sur l'interpolation de ce texte Lotmar, *K. V. J.*, 28, 337-340.

[V. DE CALUMNIATORIBUS].

1. Calumniosus est, qui sciens prudensque per fraudem negotium alicui comparat. 2. Et in privatis et in publicis judiciis omnes calumniosi extra ordinem pro qualitate admissi plectuntur.

[VI^A. *DE FUGITIVIS*¹].

1.^o Servus a fugitivario comparatus intra decem annos manumitti contra prioris domini voluntatem non potest. 2. Contra decretum amplissimi ordinis fugitivum in fuga constitutum nec emere nec vendere permissum est, inrogata poena in utrumque sestertiorum D³ millium. 3. Limenarchae et stationarii fugitivos deprehensos recte in custodiam retinent. 4. Magistratus municipales ad officium praesidis provinciae vel proconsulis comprehensos fugitivos recte transmittunt. 5. Fugitivi in fundis fiscalibus quaeri et comprehendi possunt. 6. Fugitivi, qui a domino non agnoscuntur, per officium praefecti vigiliam distrahuntur. 7. Intra triennium³ venditionis agniti fugitivi emptor pretium a fisco recipere potest⁴.

[VI^B. DE REIS INSTITUTIS].

1st. Ab accusatione destitit qui cum adversario suo de compositione ejus criminis quod intendebat fuerit locutus. 1^b. Animo ab accusatione destitit, qui affectum et animum accusandi deposuit. 1^c. Destitisse videtur, qui intra praefinitum accusationis a praeside tempus reum suum non peregit. 1^d. Nuntiatores, qui per notoriam indicia produnt, notoriis suis adistere jubentur. 1^e. Calumniae causa puniuntur, qui in fraudem alicujus librum vel testimonium aliudve quid conquisisse vel scripsisse vel in iudicium protulisse dicuntur⁵. 1. De his criminibus, de quibus quis absolutus est, ab eo qui accusavit refricari accusatio non potest. 2. Filii accusatoris si hoc crimen, quod pater intendit, post liberatum reum persequi velit, ab accusatione removendus est. 3. Crimen, in quo alius destitit vel victus discessit, alius objicere non prohibetur. 4⁵. *Delator non est, qui protegendae causae suae gratia aliquid ad fiscum nuntiat.*

1. 6a donné par Cujas d'après le Vesontinus, sauf peut-être les §§ 3 et 4 que M. Krueger croit extraits par lui uniquement de *D.*, 11, 4, 4. — 2. Huschke, arg. *Coll.*, 14, 3, 5 : L. — 3. Huschke, arg. *C.*, 7, 37, 1 : 'quadriennium'. — 4. 6 b, 1a-1e = *D.*, 48, 16, 6. — 5. 6 b, 4 = *D.*, 49, 14, 4.

[VII. DE INTEGRI RESTITUTIONE].

1. Integri restitutio est redintegrandae rei vel causae actio. 2. Integri restitutionem praetor tribuit ex his causis : quae per metum, dolum, et status permutationem, et justum errorem, et absentiam necessariam, et infirmitatem aetatis gesta esse dicuntur. 3. Integri restitutio plus quam semel non est decernenda, ideoque causa cognita decernitur.

4¹. *Integri restitutio aut in rem competit aut in personam. In rem competit, ut res ipsa qua de agitur revocetur ; in personam aut quadrupli poena intra annum vel simplum post annum peti potest*. 5. Si aliquis, ut se de vi latronum vel hostium vel populi liberaret, aliquid mancipavit vel promisit, ad metum non pertinet ; mercedem enim depulsi metus tribuit. 6. Servus per metum mancipatus quidquid quaesierit vel stipulatus sit, ei acquirit qui vim passus est. 7. Vis est major rei impetus, qui repelli non potest. 8. Qui quem in domo inclusit, ut sibi rem manciparet aut promitteret, extorsisse mancipationem *promissionemve* videtur. 9. Qui quem ferro vinxit, ut sibi aliquid traderet vel venderet, vim intulisse videtur. 10. Qui in carcerem quem detrusit, ut aliquid ei extorqueret, quidquid ob hanc causam factum est, nullius est momenti.

[VIII. DE DOLO].

1. Dolus est, cum aliud agitur, aliud simulatur. 2. Qui [dolum aut] metum adhibuit, ut res ad alium transiret, utraque de vi et *de dolo* actione tenebitur².

[IX. DE MINORIBUS VIGENTI ET QUINQUE ANNORUM].

1. Minor viginti et quinque annorum si aliquod flagitium admiserit, quod ad publicam coercionem spectet, ob hoc in integrum restitui non potest. 2. Qui minori mandavit, ut negotia sua agat, ex ejus persona in integrum restitui non potest, nisi minor sua sponte negotiis ejus intervenerit³. 3. Si major effectus rem, quam minor egit, pacto⁴ vel silentio comprobavit, adversus hoc quoque in integrum restitui frustra desiderat. 4. Si minor minori heres existat, ex sua persona, non ex defuncti in integrum restitui potest. 4^{as}. *Si minor viginti quinque annis filio familias minori pecuniam credidit,

1. Intercalé dans quelques mss. Huschke ajoute en tête : 'Cum metus causa decernitur'. — 2. Krueger ; mss : 'uterque' ; Huschke : 'Si qui metum, *alium dolum*' etc. — 3. Cf. *D.*, 4, 4, 24, *pr.* — 4. Les mss. : 'pactio' ; Huschke, Pella, suivant une conjecture ancienne : 'facto'. — 5. 9, 4a. 4b = *D.*, 4, 4, 36.

melior est causa consumentis, nisi locupletior ex hoc inveniatur litis contestatae tempore is qui accepit. 4^b. Minores si in iudicem compromiserunt et tutore auctore stipulati sunt, integri restitutionem adversus talem obligationem jure desiderant.* 5. Minor se in his, quae fidejussit vel fidepromisit vel spondit vel mandavit, in integrum restituendo reum principalem non liberat. 5^a. *Minor ancillam vendidit : si eam emptor manumiserit, ob hoc in integrum restitui non poterit, sed adversus emptorem quanti sua interest actionem habebit. 5^b. Mulier minor viginti quinque annis si pactione dotis deterior condicio ejus fiat et tale pactum inierit, quod numquam majoris aetatis constitutae paciscerentur, atque ideo revocare velit, audienda est.* 6. Qui sciens prudensque se pro minore obligavit, si id consulto consilio fecit, licet minori succurratur, ipsi tamen non succurretur. 7. Minor adversus emptorem in integrum restitutus pretio restituto fundum recipere potest ; fructus enim in compensationem usurarum penes emptorem remanere placuit. 8. Minor adversus distractiones eorum pignorum et fiduciarum, quas pater obligaverat, si non ita ut oportuit a creditore distractae sint, restitui in integrum potest.

[IX^a]³.

1. *Is, qui rei publicae causa afuturus erat, si procuratorem reliquerit, per quem defendi potuit, in integrum volens restitui non auditur*.

[X. DE PLUS PETENDO].

1. *Plus petendo* causa cadimus aut loco aut summa aut tempore aut qualitate : loco alibi, summa plus, tempore petendo ante tempus, qualitate ejusdem rei speciem meliorem postulantes.

[XI. DE SATISDANDO].

1. Quoties hereditas petitur, satisfactio jure desideratur ; et, si *satis* non detur, in petitorem hereditas transfertur : si petitores satisfactio noluerit, penes possessorem possessio remanet ; in pari enim causa potior est possessor. 2. Usufructuarius et de utendo usufructu satisfactio debet perinde usurum, ac si ipse paterfamilias uteretur.

1. 9, 5a. 5b = D., 4, 4, 48, 1. 2. — 2. 9a. = D., 4, 6, 39.

[XII. DE JUDICIIS OMNIBUS].

1. Hi, qui falsa rescriptione usi fuerint, lege Cornelia de falsis puniuntur¹. 2 (3). Qui falsum nesciens allegavit, falsi poena non tenetur. 3 (4). In capût domini patronive nec servus nec libertus interrogari potest. 4 (5). Praegnantés neque torqueri neque damnari nisi post editum partum possunt. 5 (6)². *Qui rescriptum a principe falsa allegatione elicuerint, uti eo prohibentur*. 6 (7). Qui de se confessus est, in alium torqueri non potest, ne alienam salutem in dubium deducat, qui de sua desperaverit. 7 (8)³. *Qui sine accusatoribus in custodiam recepti sunt, quaestio de his habenda non est, nisi si aliquibus suspicionibus urgeantur*. 8 (9)⁴. *Per minorem causam majori cognitioni praejudicium fieri non oportet; major enim quaestio minorem causam ad se trahit*. 9 (10)⁵. *In crimine adulterii nulla danda dilatio est, nisi ut personae exhibeantur, aut iudex ex qualitate negotii motus hoc causa cognita permiserit*.

[XIII^A. DE JUDICATO].

1^a. *Eum, pro quo quis apud officium cavit, exhibere cogitur. Item eum qui apud acta exhibiturum se esse quem promisit, etsi officio non caveat, ad exhibendum tamen cogitur*. 1. Qui exhibiturum se aliquem iudicio caverat, mortuo eo pro quo caverat periculo cautionis liberatur. 1^b. *Acta apud se habita, si partes consentiant et iudex hoc permiserit, potest jubere ea die circumduci, nisi vel negotium vel lis terminata est. 1^c. De amplianda vel minuenda poena damnatorum post sententiam dictam sine principali auctoritate nihil est statuendum. 1^d. Contra indefensos minores tutorem vel curatorem non habentes nulla sententia proferenda est*. 1^e. *Contra pupillum indefensum eumque qui rei publicae causa abest vel minorem viginti quinque annis propositum peremptorium nihil momenti habet. 1^f. Is, qui ad majus auditorium vocatus est, si litem inchoatam deseruit, contumax non videtur*. 1^g. *Bonis venditis excipiuntur concubina et liberi naturales. 1^h. Res publica creditrix omnibus chirographariis creditoribus praefertur*. 2. Filius familias jussu patris manumittere potest,

1. La plupart des éditions intercalent ici, comme § 2, la phrase : *Qui ancillam corruperit alienam, aliam reformare cogendus est*, texte étranger à Paul introduit dans certains mss. probablement sous l'influence du droit barbare; cf. *Interpr.* t. 13a, 6. *Lex Rom. Burgund.*, 19, 2. — 2. Ajouté dans quelques mss. — 3. 12, 7 = *D.* 48, 18, 22. — 4. 12, 8 = *D.*, 5, 1, 54. — 5. 12, 9 = *D.*, 48, 5, 42. — 6. 13a, 1 = *D.*, 2, 4, 47. — 7. 13a, 1b-1d = *D.*, 42, 1, 45. — 8. 13a, 1e-1f = *D.*, 42, 1, 54. — 9. 13a, 1g-1h = *D.*, 42, 5, 38.

matris non potest. 3. In eum, qui album raserit corruperit sustulerit mutaverit, quidve aliud propositum edicendi causa turbaverit, extra ordinem vindicatur. 4. Si id, quod emptum est, neque tradatur neque mancipetur, venditor cogi potest, ut tradat aut mancipet. 5. Deteriorem servum facit, qui fugam suaserit et qui furtum, et qui mores ejus corpusve corruperit. 6. Qui ancillam alienam virginem immaturam corruperit, poena legis Aquiliae tenebitur.

[XIII^B. *SI HEREDITAS VEL QUID ALIUD PETATUR*]¹.

1. In petitione hereditatis ea veniunt, quae defunctus mortis tempore reliquit, vel ea, quae post mortem ante aditam hereditatem ex ea quaesita sunt. 2. Possessor hereditatis pretia earum rerum, quas dolo alienavit, cum usuris praestare cogendus est. 3². *Rerum ex hereditate alienatarum aestimatio in arbitrio petitoris consistit*. 4. Petitio hereditatis, cujus defunctus litem non erat contestatus, ad heredem non transmittitur. 5³. *Hereditas pro ea parte peti debet, pro qua ad nos pertinet: alioquin plus petendi periculum incurrimus et causam perdimus*. 6⁴. *Qui petit hereditatem ipse probare debet ad se magis quam ad eum qui possidet sive ex testamento sive ab intestato pertinere. 7. Eas res, quas quis juris sui esse putat, petere potest, ita tamen ut ipsi incumbat necessitas probandi eas ad se pertinere*. 8⁵. *Possessor hereditatis, qui ex ea fructus capere vel possidere neglexit, duplam eorum aestimationem praestare cogetur. 9. Hi fructus in restitutione praestandi sunt petitori, quos unusquisque diligens paterfamilias et honestus colligere potuisset*.

[XVI. DE VIA PUBLICA].

1⁶. *Si in agrum vicini viam publicam quis rejecerit, in tantum in eum viae receptae actio dabitur, quanti ejus interest, cujus fundo injuria inrogata est*. 1. Qui viam publicam exaravit, ad munitionem ejus solus compellitur.

[XV. SI QUADRUPES DAMNUM INTULERIT].

1. Si quadrupes pauperiem fecerit damnumve dederit quidve depasta sit, in dominum actio datur, ut aut damni aestimationem subeat aut quadrupedem dedat: quod etiam lege

1. Rubrique restituée à l'aide de *Consultatio*, 5, 5. 6, 5. 7 et *App.* 1, 10. — 2. Intercalé dans quelques mss. — 3. 13b, 5 = *Cons.* 3, 5. — 4. 13b, G. 7 = *Cons.*, 6, 5a. 6. — 5. 13b, 8. 9. = *App.*, 1, 10. 11. — 6. 14, 1a = *D.*, 43, 11, 3.

Pesolania¹ de cane cavetur. 1^a. *Si quis saevum canem habens in plateis vel in viis publicis in ligamen diurnis horis non redegerit, quidquid damni fecerit, a domino solvatur. 1^b. Si quis caballum quodve aliud animal habens scabidum ita ambulare permiserit, ut vicinorum gregibus permixtus proprium inferat morbum, quidquid damni per eum datum fuerit, similiter a domino sarciatur*. 2. Feram bestiam in ea parte, qua populo iter est, colligari praetor prohibet: et ideo, sive ab ipsa sive propter eam ab alio alteri damnum datum sit, pro modo admissi extra ordinem actio in dominum vel custodem datur, maxime si ex eo homo perierit. 3. Ei, qui inritatu suo feram bestiam vel quancumque aliam quadrupedem in se proritaverit eaque damnum dederit, neque in ejus dominum neque in custodem actio datur. 4³. *In circulatores, qui serpentes circumferunt et proponunt, si cui ob eorum metum damnum datum est, pro modo admissi actio dabitur*.

[XVI. FINIUM REGUNDORUM].

1. In eum, qui per vim terminos dejecit vel amovit, extra ordinem animadvertitur.

[XVII. DE SERVITUTIBUS].

1. Viam, iter, actum, aquae ductum, qui biennio usus non est, amisisse videtur; nec enim ea usucapi possunt, quae non utendo amittuntur. 2. Servitus hauriendae aquae vel ducendae biennio *omissa* intercidit, et biennio usurpata recipitur. 3⁴. *Servitus aquae ducendae vel hauriendae nisi ex capite vel ex fonte constitui non potest: hodie tamen ex quocumque loco constitui solet*.

[XVIII. DE FAMILIAE HERCISCUNDAE].

1. Arbitrarius familiae herciscundae plus quam semel dari non potest; et ideo de his, quae divisa eo iudicio non sunt, communi dividendo arbitrarius postulatus partietur. 2⁵. *De omnibus rebus hereditariis iudex cognoscere debet et celebrata divisione in semel de omnibus pronuntiet. 3. Iudici familiae herciscundae convenit, ut ea, quae quis ex communi accepit, aut ipsa aut aestimationem eorum repraesentet, ut inter coheredes dividi possint. 4. Iudex familiae herciscundae nec inter paucos coheredes, sed inter omnes dandus est: *alioquin inu-*

1. Cujas: 'Solonia'. — 2. 15, 1a. 1b = *Lex Rom. Burg.*, 13. — 3. 15, 4 = *D.* 47, 11, 11. — 4. 17, 3 = *D.*, 8, 3, 9. — 5. 18, 2-5 = *App.*, 1, 12-15.

tiliter datur. 5. Omnes res, quae sociorum sunt, communi dividendo iudicio inter eos separantur*.

[XIX. QUEMADMODUM ACTIONES PER INFITIATIONEM DUPLANTUR].

1. Quaedam actiones si a reo infitientur, duplantur, velut iudicati, depensi, legati per damnationem relictis, damni injuriarum legis Aquiliae, [item de modo agri, cum a venditore emptor deceptus est]¹. 2. Ex his causis, quae infitiatione duplantur, pacto decidi non potest.

[XX. DE FIDEJUSSORE ET SPONSORE].

1. Inter fidejussores ex edicto praetoris, si solvendo sint, licet singuli in solidum teneantur, obligatio dividetur.

[XXA]².

1. *In dardanarios propter falsum mensurarum modum ob utilitatem popularis annonae pro modo admissi extra ordinem vindicari placuit*.

[XXI. DE SEPULCHRIS ET LUGENDIS].

1. Ob incursum fluminis vel metum *ruinae*³ corpus jam perpetuae sepulturae traditum sollemnibus redditis sacrificiis per noctem in alium locum transferri potest. 2. Corpus in civitatem inferri non licet, ne funestentur sacra civitatis: et qui contra ea fecerit, extra ordinem punitur. 3⁴. *Intra muros civitatis corpus sepulturae dari non potest vel ustrina fieri. 4. Qui corpus perpetuae sepulturae traditum vel ad tempus alicui loco commendatum nudaverit et solis radiis ostenderit, piaculum committit, atque ideo, si honestior sit, in insulam, si humilior, in metallum dari solet. 5. Qui sepulchrum violaverint aut de sepulchro aliquid sustulerint, pro personarum qualitate aut in metallum dantur aut in insulam deportantur. 6. Qui sepulchrum alienum effregerit vel aperuerit eoque mortuum suum alienumve intulerit, sepulchrum violasse videtur. 7. Vendito fundo religiosa loca ad emptorem non transeunt nec in his jus inferre mortuum habet. 8. Qui monumento inscriptos titulos eraserit vel statuam everterit

1. Addition mensongère; cf. 2, 17, 4 et Rudorff, *Z. G. R.*, 14, pp. 417 et ss. — 2. 20* = *D.*, 48, 19, 37. — 3. Mot omis par les Wisigoths ajouté par le Vesontinus et un autre ms. — 4. 21, 2-9 ajoutés par Cujas d'après le Vesontinus.

vel quid ex eodem traxerit, lapidem columnamve sustulerit, sepulchrum violasse videtur. 9. In eo sarcophago vel solo ubi corpus jam depositum est, aliud corpus inferri non potest, et qui intulerit reus sepulchri violati postulari potest*. 10¹. Qui alienum mortuum sepelierit, si in funus ejus aliquid impenderit recipere id ab herede vel a patre vel a domino potest. 11². *Maritus id, quod in funus uxoris impendit, ex dote retinere potest. 12. Neque juxta monumentum neque supra monumentum habitandi jus est, tactu enim conversationis humanae piaculum admittitur; et qui contra ea fecerit, pro qualitate personae vel opere publico vel exilio multatur. 13. Parentes et filii majores sex annis anno lugeri possunt, minores mense; maritus decem mensibus et cognati proximioris gradu octo. Qui contra fecerit, infamium numero habetur* 14. Qui luget, abstinere debet a conviviis, ornamentis, *purpura*³ et alba veste. 15. Quidquid in funus erogatur, inter aes alienum primo loco deducitur. 16⁴. *Corpora animadversorum quibuslibet potentibus ad sepulturam danda sunt*.

LIBER SECUNDUS.

[I. DE REBUS CREDITIS ET DE JURE JURANDO].

1^a. *Praesidis provinciae officiales, quia perpetui sunt, mutuum pecuniam dare et fenebrem exercere possunt. 1^b. Praeses provinciae mutuum pecuniam fenebrem sumere non prohibetur.* 1. In pecuniariis causis si alter ex litigatoribus jusjurandum deferat, audiendus est; hoc enim et compendio litium et aequitatis ratione provisum est. 2. Deferre jusjurandum prior actor potest; contrarium autem de calumnia jusjurandum reo competit. 3. Si, reus cum jurare velit, actor illi necessitatem jurisjurandi remisit et hoc liquido appareat, actio in eum non datur. 4. Heredi ejus cum quo contractum est jusjurandum deferri non potest, quoniam contractum ignorare potest.

5. Si qui de debito quocumque modo confessus docetur, ex ea re actio creditori non datur, sed ad solutionem compellitur.

1. 21, 10, placé à cet endroit par le Vesoninus, transposé à la fin du titre par les Wisigoths. — 2. 21, 11-13 ajouté par Cujas à l'aide du Vesoninus. — 3. Mot omis par les Wisigoths suppléé à l'aide du Vesoninus. — 4. 21, 16 = D., 48, 24, 3. — 5. 1, 1a. 1b = D., 12, 1, 54.

[II. DE PECUNIA CONSTITUTA].

1. Si id, quod mihi L. Titius debet, soluturum te constituas, teneris actione pecuniae constitutae. 2^a. *Idem est et si ei qui bona fide mihi servit constitutum fuerit*. 3^a. *Si quis duobus pecuniam constituerit tibi aut Titio, etsi stricto jure propria actione pecuniae constitutae manet obligatus, etiamsi Titio solverit, tamen per exceptionem adjuvatur.*

[III. DE CONTRACTIBUS].

1. Stipulatio est verborum conceptio, ad quam quis congrue interrogatus respondet, velut SPONDES ? SPONDEO : DABIS ? DABO : PROMITTIS ? PROMITTO : FIDEI TUAE ERIT ? FIDEI MEAE ERIT : et tam pure quam sub condicione concipi potest.

[IV. DE COMMODATO ET DEPOSITO PIGNORE FIDUCIAVE].

1. Quidquid in rem commodatam ob morbum vel aliam rationem impensum est, a domino recipi potest. 2. Si facto incendio ruina naufragio aut quo alio simili casu res commodata amissa sit, non tenebitur eo nomine is cui commodata est, nisi forte, cum posset rem commodatam salvam facere, suam praetulit. 3. Servus vel *equus a latronibus* vel in bello *occisi* si in aliam causam commodati sunt, actio commodati datur; custodia enim et diligentia rei commodatae praestanda est. 4. Si rem aestimatam tibi dedero, ut ea distracta pretium ad me deferres, eaque perierit, siquidem ego te rogavi, meo periculo perit; si tu de vendenda promisisti, tuo periculo perit.

[V. DE PIGNORIBUS].

1. Creditor si simpliciter sibi pignus depositum distrahere velit, ter ante denuntiare debitori suo debet, ut pignus luat, ne a se distrahatur. 2. Fetus vel partus ejus rei quae pignori data est pignoris jure non tenetur, nisi hoc inter contrahentes convenerit. 3. Compensatio debiti ex pari specie et causa dispari³ admittitur, velut si pecuniam tibi debeam et tu mihi pecuniam debeas, aut frumentum aut cetera hujusmodi, licet ex diverso contractu, compensare vel deducere debes; si totum petas, plus petendo causa cadis.

1. 2,2 = D., 13,5,6. — 2. 2,3 = D., 13,5,30. — 3. Huschke, suivi par Eisele, *Compensation*, 1876, p. 97, n. 40: 'paris speciei et eaz causa dispari'.

[VI. DE EXERCITORIBUS ET INSTITORIBUS].

1. *Filiusfamilias si voluntate patris navem exerceat, patrem in solidum ob ea, quae salva receperit, obligat.*

[VII. AD LEGEM RHODIAM].

1. *Levandae navis gratia jactus cum mercium factus est, omnium intributione sarciatur, quod pro omnibus jactum est. 2,3). Nave vel arbore vi tempestatis amissa vectores ad contributionem non tenentur, nisi ipsis arborem salutis causa eruentibus navis salva sit. 3(2). Jactu navis levata si perierit, extractis aliorum per urinatores mercibus, ejus quoque rationem haberi placuit, qui merces salva nave jactavit. 4. Levandae navis gratia merces in scapham transjectas atque ideo amissas intributione earum, quae in navi salvae sunt, refici convenit; nave autem perdita conservatae cum mercibus scaphae ratio non habetur. 5. Collatio intributionis ob jactum salva nave fieri debet.*

[VIII. DE INSTITORIBUS].

1. *Sicut commoda sentimus ex actu praepositi institoris, ita et incommoda sentire debemus. Et ideo qui servum sive filium filiamve familias sive ancillam praeposuit negotio, vel mercibus exercendis, eorum nomine in solidum convenitur. 2. Si quis pecuniae fenerandae agroque colendo, condendis vendendisque frugibus praepositus est, ex eo nomine, quod cum illo contractum est, in solidum fundi dominus obligatur: nec interest, servus an liber sit. 3. Quod cum discipulis eorum, qui officinis vel tabernis praesunt, contractum est, in magistros vel institores tabernae in solidum actio datur.*

[IX. DE IN REM VERSO].

1. *Servus vel filiusfamilias si acceptam pecuniam in rem patris vel domini verterit, hoc modo: agrum puta colendo, domum fulciendo, mancipia vestiendo, mercando vel creditori solvendo vel quid tale faciendo, de in rem verso in solidum vel patrem vel dominum obligat: si tamen ob hanc causam pecunia data sit. 2¹. *"Filiusfamilias si in id acceperit mutuum pecuniam, ut eam pro sorore sua in dotem daret, pater ejus de in rem verso actione tenebitur; ipsi enim mortua in matrimonio puella repetitio dotis datur".**

1. 9, 2 = D., 14, 6, 17.

[X. DE SENATUS CONSULTO MACEDONIANO].

1. Qui filio familias contra interdictum amplissimi ordinis pecuniam mutuam crediderit, post mortem patris ex eo quod vivo patre credidit cum eo agere non potest.

[XI. AD SENATUS CONSULTUM VELLEIANUM].

1. In omni genere negotiorum et obligationum tam pro viris quam pro feminis intercedere mulieres prohibentur. 2. Mulier, quae pro¹ tutoribus filiorum suorum indemnitate promisit, ad beneficium senatus consulti non pertinet. 3². * Si decipiendi animo, vel cum sciret se non teneri, mulier pro aliquo intercesserit, exceptio ei senatus consulti non datur; actionem enim, quae in dolum mulieris competit, amplissimus ordo non excludit. 4. Procurator si mandatu mulieris pro alio intercesserit, exceptione senatus consulti Velleiani adjuvatur, ne alias actio intercidat*.

[XII. DE DEPOSITO].

1³. *Deponere possumus apud alium id quod nostri juris est vel alieni. 2. Depositum est quasi diu positum. Servandum est, quod *ad* breve tempus custodiendum datur. 3. Deponere videtur qui in metu ruinae incendii naufragii apud alium custodiae causa deponit. 4. Deponere videtur et is, qui suspectam habens vel minus idoneam custodiam domus vel vim latronum timens apud aliquem rem custodiendam commendat.* 5. Si sacculum vel argentum signatum deposuero, et is penes quem depositum fuit me invito contrectaverit, et depositi et furti actio mihi in eum competit. 5⁴. *Si ex permissu meo deposita pecunia is penes quem deposita est utatur, ut in ceteris bonae fidei iudiciis usuras ejus nomine praestare mihi cogitur*. 6⁵. *Ob res depositas dolus tantum praestari solet*. 6⁶. *Latae culpae finis est non intellegere id quod omnes intellegunt*. 7. In iudicio depositi ex mora et fructus veniunt et usurae rei depositae praestantur. 8⁷. *Si quis rem penes se depositam apud alium deposuerit, tam ipse directam, quam is qui apud eum deposuit utilem actionem depositi habere possunt. 9. Si pecuniam deposuero eamque tibi permisero, mutua magis videtur quam deposita, ac per

1. Huschke 'pro se tutoribus'; Cujas efface 'pro', arg. C. 4, 29, 6, pr. 5, 46, 2. 1—2. 11, 3, 4 = D. 16, 1, 30. — 3. 12, 1-4 = Coll., 10, 7, 1-4. — 4. 12, 5a = D., 16, 3, 29, 1. — 5. 12, 6 = Coll., 10, 7, 6. — 6. 12, 6a = D., 50, 16, 223. — 7. 12, 8-11 = Coll., 10, 7, 8-11.

hoc periculo tuo erit. 10. Si rem apud te depositam vendideris, post redemeris, semel admisso dolo perpetua depositi actione teneberis. 11. Ex causa depositi lege duodecim tabularum in duplum actio datur, edicto praetoris in simplum.* 12. In causa depositi compensationi locus non est, sed res ipsa reddenda est.

[XIII. DE LEGE COMMISSORIA]¹.

1. Debitor distractis fiduciis a creditore de superfluo adversus eum habet actionem. 1^a.² *Si autem tardius superfluum restituat creditor id quod apud eum depositum est, ex mora etiam usuras debitori hoc nomine praestare cogendus est*. 1^b. *Cum debitor gratuita pecunia utatur, potest creditor de fructibus rei sibi pignoratæ ad modum legitimum usuras retinere*. 2. Quidquid creditor per fiduciarium servum quaesivit, sortem debiti minuit. 3. Debitor creditori vendere fiduciam non potest; sed alii si velit vendere potest, ita ut ex pretio ejusdem pecuniam offerat creditori, atque ita remancipatam sibi rem emptori praestet. 4. Si per suppositam personam creditor pignus suum invito debitore comparaverit, emptio non videtur et ideo quandoque lui potest; ex hoc enim causa pignoris vel fiduciae finire non potest. 5. Si inter creditorem et debitorem convenerit, ut fiduciam sibi vendere non liceat, non solvente debitore, creditor denunciare ei sollemniter potest et distrahere; nec enim ex tali conventionem fiduciae actio nasci potest. 6. Si creditor rem fiduciae datam uni ex heredibus vel extraneo legaverit, adversus omnes heredes actio fiduciae competit. 7. Si creditor rem fiduciarium fecerit meliorem, ob ea recuperanda, quæ impendit, iudicio fiduciae debitorem habebit obnoxium. 8. Novissimus creditor priorem, oblata pecunia, quo possessio in eum transferatur, dimittere potest. Sed et prior creditor secundum creditorem, si voluerit, dimittere non prohibetur, quamquam ipse in pignore potior sit. 9. Servus si mutuum pecuniam tempore servitutis acceperit, ex ea obligatione post manumissionem conveniri non potest.

[XIV. DE USURIS].

1. Si pactum nudum de praestandis usuris interpositum sit, nullius est momenti; ex nudo enim pacto inter cives Romanos actio non nascitur. 2. Usurae supra centesimam solu-

1. Rubrique placée dans les mss. entre les §§ 5 et 6 et transportée ici par la plupart des éditeurs. — 2. 13, 1a = D., 13, 7, 7. — 3. 13, 1 b, = D., 20, 2, 8.

tae sortem minuunt, consumpta sorte repeti possunt. 3. Trajectitia pecunia propter periculum creditoris, quamdiu navigat navis, infinitas usuras recipere potest. 4. Usurae, quae centesimam excedunt, per errorem solutae repeti non possunt. 5. Si quis pignora debitoris citra auctoritatem judicantis abduxerit, violentiae crimen admittit. 5²¹. *Si tutor constitutus quos invenerit debitores non convenerit ac per hoc minus idonei efficiantur, vel intra sex primos menses pupillares pecunias non collocaverit, ipse in debitam pecuniam et in usuras ejus pecuniae quam non feneravit convenitur.* 6. Tutor in usuras non convenitur, si pecuniam pupillarem ideo non collocavit quod idonea nomina non habebat, cui pecunia collocetur: cujus rei contestatio apud praesidem provinciae deponenda est. 7². * Ob fenus pupillaris pecuniae per contumaciam non exercitum aut fundorum omissam comparisonem tutor, si non ad damnum resarciendum idoneus est, extra ordinem coerebitur.*

[XV. DE MANDATIS].

1. Ob subitam valetudinem, ob necessariam peregrinationem, ob inimicitiam et inanes rei actiones integra³ adhuc causa mandati negotio renuntiari potest. 2. Si meis nummis mandato tuo aliquid tibi comparavero, etsi rem postea accipere nolis, mandati actio mihi adversus te competit; non enim tantum quod impensum est, sed et usuras ejus consequi possum. 3. Certo pretio rem jussu distrahere si minoris venderit, mandati iudicio pretii summa poterit integrari; venditionem enim dissolvi non placuit.

[XVI. PRO SOCIO].

1. Sicut lucrum, ita damnum inter socios communicatur: nisi quid culpa socii vel fraude eversum sit.

[XVII. EX EMPTO ET VENDITO].

1. Venditor si ejus rei quam vendidit dominus non sit, pretio accepto auctoritatis manebit obnoxius; aliter enim non potest obligari. 2. Si res simpliciter traditae evincantur, tanto venditor emptori condemnatus est, quanto si stipulatione pro evictione cavisset. 3. Res empti, mancipatione et traditione perfecta, si evincatur, auctoritatis venditor duplo

1. 14, 5a = D., 26, 7, 15. — 2. 14, 7 = D., 26, 7, 40. — 3. Huschke: 'nec integra' arg. Inst., 3, 26, 11. D., 17, 1, 23-25.

tenus obligatur. 4¹. Distracto fundo si quis de modo mentiat, in duplo ejus, quod mentitus est, officio judicis aestimatione facta convenitur. 5. Redhibitio vitiosi mancipii intra sex menses fieri potest propter latens vitium. 6. Si, ut servum quis pluris venderet, de artificio ejus vel de peculio mentitus est, actione ex empto conventus, quanto minoris valuisset, emptori praestare compellitur, nisi paratus sit eum redhibere. 7. Ex die emptionis [si pars pretii numerata sit]² et fructus et operae *servorum* et fetus pecorum et ancillarum partus ad emptorem pertinent. 8. Fundum alienum mihi vendidisti; postea idem ex causa lucrativa meus factus est; competit mihi adversus te ad pretium recuperandum actio ex empto. 9. Post rem traditam nisi emptor pretium statim exsolvat, usuras ejus praestare cogendus est. 10. Mutus emere et vendere potest; furiosus autem neque emere neque vendere potest. 11. Servus bona fide comparatus si ex veteri vitio fugerit, non tantum pretium dominus, sed *et* ea quae per fugam abstulit reddere cogitur. 12 (13). Cum probatio prioris fugae defecerit, servi responsioni credendum est; in se enim interrogari, non pro domino aut in dominum videtur. 13 (14). In eo contractu qui ex bona fide descendit, instrumentorum oblatio sine causa desideratur, si quo modo veritas de fide contractus possit ostendi. 13³. *Instrumentorum nomine ea omnia accipienda sunt, quibus causa instrui potest: et ideo tam testimonia quam personae instrumentorum loco habentur*. 14 (15). Fundus ejus esse videtur, cujus nomine comparatus est, non a quo pecunia numerata est, si tamen fundus comparatori sit traditus. 15 (12)⁴. *Heredibus debitoris adversus creditorem, qui pignora vel fiducias distraxit, nulla actio datur, nisi a testatore inchoata ad eos transmissa sit*. 16. Electo reo principali fidejussor vel heres ejus liberatur; non *idem* in mandatoribus observatur.

[XVIII. DE LOCATO ET CONDUCTO].

1. Homo liber, qui statum suum in potestate habet, et peiorem eum et meliorem facere potest: atque ideo operas suas diurnas nocturnasque locat. 2. Fundi deterioris facti et culturae non exercitatae et aedificiorum non rectorum culpa arbitrio judicis domino a conductore sarciri potest. 3⁵. *Domi-

1. Les mss. insèrent ici la rubrique 'de modo'. — 2. Membre de phrase signalé par Cojas comme contenu dans le *Vesontinus* et transposé par Huschke au § 8 après 'factus est'. — 3. 17, 13a = *D.*, 22, 4, 1. — 4. 17, 15 = *Cons.*, 6, 8. — 5. 18, 3 5 = *D.*, 19, 2, 55.

nus horreorum effractis et compilatis horreis non tenetur, nisi custodiam eorum recepit: servi tamen ejus cum quo contractum est propter aedificiorum notitiam in quaestionem peti possunt. 4. In conducto fundo si conductor sua opera aliquid necessario vel utiliter auxerit vel aedificaverit vel instituerit, cum id non convenisset, ad recipienda ea quae impendit ex conducto cum domino fundi experiri potest. 5. Qui contra legem conductionis fundum ante tempus sine justa ac probabili causa deseruerit, ad solvendas totius temporis pensiones ex conducto conveniri potest, quatenus locatori in id quod ejus interest indemnitas servetur*.

[XIX. DE NUPTIIS].

1. Sponsalia tam inter puberes quam inter impuberes contrahi possunt. 2. Eorum qui in potestate patris sunt sine voluntate ejus matrimonia jure non contrahuntur, sed contracta non solvuntur; contemplatio enim publicae utilitatis privatorum commodis praefertur. 3¹. *Inter parentes et liberos jure civili matrimonia contrahi non possunt nec filiam sororis aut neptem uxorem ducere [non] possumus: proneptem aetatis ratio prohibet. 4. Adoptiva cognatio impedit nuptias inter parentes ac liberos omnimodo, inter fratres eatenus, quatenus capitis minutio non intervenit. 5. Nec socrum nec nurum nec privignam nec novercam aliquando citra poenam incesti uxorem ducere licet, sicut nec amitam aut materteram. Sed qui vel cognatam contra interdictum duxerit, remisso mulieri juris errore ipse poenam adulterii lege Julia patitur, non etiam ducta*.

6. Inter servos et liberos matrimonium contrahi non potest, contubernium potest. 7. Neque furiosus neque furiosa matrimonium contrahere possunt; sed contractum matrimonium furore non tollitur. 8. Vir absens uxorem ducere potest; femina absens nubere non potest. 9. Libertum, qui ad nuptias patronae vel uxoris filiaeque patroni adfectaverit, pro dignitate personae metalli poena vel operis publici coerceri placuit. 10². *Si quis officium in aliqua provincia administrat, inde oriundam vel ibi domicilium habentem uxorem ducere non potest, quamvis sponsare non prohibeatur: ita scilicet, ut, si post officium depositum noluerit mulier nuptias contrahere, liceat ei hoc facere arris tantummodo redditus quas acceperat. 11. Veterem sponsam in provincia, qua quis administrat, uxo-

1. 19, 3-5 = *Coll.*, 6, 3. — 2. 19, 10-12 = *D.*, 23, 2, 38.

rem ducere potest, et dos data non fit caduca. 12. Qui in provincia aliquid administrat, in ea provincia filias suas in matrimonium collocare et dotem constituere non prohibetur. 13¹. *Non est matrimonium, si tutor vel curator pupillam suam intra vicesimum et sextum annum non desponsam a patre nec testamento destinatam ducat uxorem vel eam filio suo jungat: quo facto uterque infamatur et pro dignitate pupillae extra ordinem coeretur: nec interest, filius sui juris an in patris potestate sit. 14. Curatoris libertum eam pupillam, cujus patronus res administrat, uxorem ducere satis incivile est*.

[XX. DE CONCUBINIS].

1. Eo tempore, quo quis uxorem habet, concubinam habere non potest. Concubina igitur ab uxore solo dilectu separatur. 2². *Concubinam ex ea provincia, in qua quis aliquid administrat, habere potest*.

[XXI³. *DE MULIERIBUS QUAE SE SERVIS ALIENIS JUNXERINT
VEL AD SENATUS CONSULTUM CLAUDIANUM*].

1. *Si mulier ingenua civisque Romana vel Latina alieno se servo conjunxerit, si quidem invito et denuntiante domino in eodem contubernio perseveraverit, efficitur ancilla. 2. Si servo pupilli ingenua mulier se conjungat, denuntiatione tutoris efficitur ancilla. 3. Mulier et si. . . 4, tamen ei quae se servo junxerit denuntiando acquirit ancillam. 4. Procurator et filius familias et servus jussu patris aut domini denuntiando faciunt ancillam. 5. Si peculiari servo filii familias libera se mulier conjunxerit, nulla *disquisitione* paternae voluntatis jure sollemni decurso adquiret ancillam. 6. Liberta sciente patrono alieni servi secuta contubernium ejus qui denuntiavit efficitur ancilla. 7. Liberta si ignorante patrono servo se alieno conjunxerit, ancilla patroni efficitur ea condicione, ne aliquando ab eo ad civitatem Romanam perducatur. 8. Filii familias servo, quem ex castrensi peculio habet, si se ingenua mulier conjunxerit, ejus denuntiatione efficitur ancilla. 9. Filia familias si invito vel ignorante patre servo alieno se junxerit, etiam post denuntiationem statum suum retinet, quia facto filiorum peior condicio parentum fieri non potest. 10. Filia familias si jubente patre, invito domino, servi alieni con-

1. 19, 13-14 = D., 23, 2, 66. — 2. 20, 2 = D., 25, 7, 5. — 3. 21a restitue par Cujas à l'aide du Vesontinus. — 4. Pellat: '*deferre non possit*'; Krueger: '*tutorem habet*'.

tubernium secuta sit, ancilla efficitur, quia parentes deteriorum filiorum condicionem facere possunt. 11. Liberta servi patroni contubernium secuta etiam post denuntiationem in eo statu manebit, quia domum patroni videtur deserere noluisse. 12. Errore quae se putavit ancillam, atque ideo alieni servi contubernium secuta est, si postea liberam se sciens in contubernio eodem perseveraverit, efficitur ancilla. 13. Si patrona servo liberti sui se conjunxerit, etiam denuntiatione conventam ancillam fieri non placuit. 14. Mulier ingenua, quae se sciens servo municipum junxerit, etiam citra denuntiationem ancilla efficitur; non item, si nesciat: nescisse autem videtur, quae comperta condicione contubernio se abstinuit, aut libertum putavit. 15. Libera mulier contubernium ejus secuta, qui plures dominos habuit, ejus fit ancilla qui prior denuntiavit, nisi forte ab omnibus factum sit. 16. Si mater servo filii se junxerit, non tollit senatus consultum Claudianum erubescendam matris etiam in re turpi reverentiam, exemplo ejus, quae se servo liberti sui conjunxerit. 17. Tribus denuntiationibus conventa etsi ex senatus consulto facta videatur ancilla, domino tamen adjudicata citra auctoritatem interpositi per praesidem decreti non videtur; ipse enim debet auferre, qui dare potest libertatem. 18. Filia familias mortuo patre si in servi contubernio perseveraverit, pro tenore senatus consulti Claudiani conventa efficitur ancilla*.

[XXI^B. DE DOTIBUS].

1. Dos aut antecedit aut sequitur matrimonium, et ideo vel ante nuptias vel post nuptias dari potest; sed ante nuptias data earum expectat adventum. 1^a. *Mutus surdus caecus dotis nomine obligantur, quia et nuptias contrahere possunt. 1^b. Manente matrimonio non perditur uxori ob has causas dos reddi potest: ut sese suosque alat, ut fundum idoneum emat, ut in exilium vel in insulam relegato parenti praestet alimonia, aut ut egentem virum, fratrem sororemve sustineat*.

2. Lege Julia de adulteriis cavetur, ne dotale praedium maritus invita uxore alienet.

[XXII. DE PACTIS INTER VIRUM ET UXOREM].

1. Fructus fundi dotalis constante matrimonio percepti lucro mariti cedunt, etiam pro rata anni ejus, quo factum est

1. 21b, 1a-1b = D., 23, 3, 73.

divortium. 2. Omnibus pactis stipulatio subjici debet, ut ex stipulatu actio nasci possit.

[XXIII. DE DONATIONIBUS INTER VIRUM ET UXOREM].

1. Mortis causa donatio est, quae impendentis metu mortis fit, ut ortu valetudinis peregrinationis navigationis vel belli. 2. Manumissionis gratia inter virum et uxorem donatio favore libertatis recepta est, *vel* certe quod nemo ex hoc fiat locupletior: ideoque servum manumittendi causa invicem sibi donare non prohibentur. 3. Inter virum et uxorem nec per interpositam personam donatio fieri potest. 4. Inter virum et uxorem contemplatione donationis imaginaria venditio contrahi non potest. 5¹. Superstite eo qui matrimonii tempore donaverat, ante decedente cui fuerat donatum, id quod donatum est penes donatorem remanet. *Quod si simul tam is qui donatum est quam is qui donavit *decesserit*, quaestionis decidendae gratia magis placuit valere donationem, quod donator non supervivat, qui rem condicere possit*. 6. Quocumque tempore contemplatione mortis inter virum et uxorem donatio facta est, morte secuta convalescit. 7². *Si quis uxori ea conditione donavit, ut quod donavit in dotem accipiat; defuncto eo donatio convalescit*.

[XXIII^A]³.

1. *Mulier si in rem viri damnum dederit, pro tenore legis Aquiliae convenitur.*

[XXIV. DE LIBERIS AGNOSCENDIS].

1. Si serva conceperit et postea manumissa pepererit, liberum *parit*. 2. Si libera conceperit et ancilla facta pepererit, liberum parit; id enim favor libertatis exposcit. 3. Si ancilla conceperit et medio tempore manumissa sit, rursus facta ancilla pepererit, liberum parit; media enim tempora libertati prodesse *non* nocere possunt. 4. Ex ea muliere natus, quae ex causa fideicommissi manumitti debuit, si *post* moram libertati factam nascatur, ingenuus nascitur. 5. Si mulier divortio facto gravidam se sciat, intra tricensimum diem viro denuntiare debet vel patri ejus, ut ad ventrem inspiciendum

1. 23, 5 = D., 34, 5, 8. — 2. 23, 7 = D., 24, 1, 59. — 3. 23a = D., 9, 2, 56.

observandumque custodes mittant : quo omisso¹ partum mulieris omnimodo coguntur agnoscere. 6. Si praegnantem se esse mulier non denuntiaverit, vel custodes ventris missos non admiserit, liberum est patri vel avo natum non alere. Ceterum negligentia matris, quominus suus patri heres sit, obesse non debet. 7. Si mulier se ex viro praegnantem neget, permittitur marito ventrem inspicere et ventri custodes dare. 8. Venter inspicitur per quinque obstetrices, et quod maxima pars earum denuntiaverit, pro vero habetur. 9. Obstetricem, quae partum alienum attulit, ut supponi possit, summo supplicio adfici placuit. 10². *Necare videtur non tantum is qui partum praefocat sed et is qui abjicit et qui alimonia denegat et is qui publicis locis misericordiae causa exponit, quam ipse non habet*.

[XXIV]³.

1. *Adoptare quis nepotis loco potest, etiam si filium non habet. 2. Eum, quem quis adoptavit, emancipatum vel in adoptionem datum iterum non potest adoptare.*

[XXV. QUOMODUM FILII SUI JURIS EFFICIUNTUR].

1. Pater ab hostibus captus desinet habere filios in potestate ; postliminio reversus tam filios quam omnia sui juris in potestatem recipit, ac si numquam ab hostibus captus sit. 2. Singulae mancipationes vel isdem vel aliis testibus fieri possunt, vel eodem die vel intermisso tempore. 3. Emancipatio etiam die feriato fieri potest. 4. Apud magistratus municipales, si habeant legis actionem, emancipari et manumitti potest. 5. Filius familias invitus emancipari non cogitur.

[XXVI. DE ADULTERIIS].

1⁴. *Capite secundo legis Juliae de adulteriis permittitur patri tam adoptivo quam naturali adulterum cum filia cujuscumque dignitatis domi suae vel generi sui deprehensum sua manu occidere. 2. Filius familias pater si filiam in adulterio deprehenderit, verbis quidem legis prope est, ut non possit occidere : permitti tamen ei debet, ut occidat. 3. Capite quinto legis Juliae cavetur, ut adulterum deprehensum viginti horas attestando vicinos retinere liceat. 4. Maritus in adulterio deprehensus non alios quam infames et eos qui

1. Sichard, suivi par Pellat : 'quibus missis' conformément à l'*interpretatio*, mais contrairement à *D.*, 25, 3, 1, 11. — 2. 24, 10 = *D.*, 25, 3, 4. — 3. 24a = *D.*, 1, 7, 37. — 4. 26, 1-6, restitués d'après le Vesontinus et Vat. reg. 1050; 26, 1-2. 4-6 = *Coll.* 4, 12, 1-5.

corpore quaestum faciunt, servos etiam, excepta uxore quam prohibetur, occidere potest. 5. *Maritum*, qui uxorem deprehensam cum adultero occidit, quia hoc impatientia justis doloris admisit, lenius puniri placuit. 6. Occiso adultero dimittere statim maritus debet uxorem atque ita triduo proximo profiteri, cum quo adultero et in quo loco uxorem deprehenderit*. 7. Inventa in adulterio uxore maritus ita demum adulterum occidere potest, si eum domi suae deprehendat. 8. Eum, qui in adulterio deprehensam uxorem non statim dimiserit, reum lenocinii postulari placuit. 9¹. *Servi vero tam mariti quam uxoris in causa adulterii torqueri possunt, nec his libertas sub specie impunitatis data valebit*. 10². *Duos uno tempore uxoris adulteros accusari posse sciendum est, plures vero non posse. 11. Cum his, quae publice mercibus vel tabernis exercendis procurant, adulterium fieri non placuit. 12. Qui masculum liberum invitum stupraverit, capite punitur*. 13³. *Qui voluntate sua stuprum flagitiumque impurum patitur, dimidia parte bonorum suorum multatur nec testamentum ei ex majore parte facere licet*.

14⁴. *Adulterii convictas mulieres dimidia parte dotis et tertia parte bonorum ac relegatione in insulam placuit coerceri, adulteris vero viris pari in insulam relegatione dimidiam bonorum partem auferri, dummodo in diversas insulas relegentur. 15. Incesti poenam, quae in viro in insulam deportatio est, mulieri placuit remitti, hactenus tamen, quatenus lege Julia de adulteriis non apprehenditur. 16. Ancillarum sane stuprum, nisi deteriores fiant, aut per eas ad dominam adfectet, citra noxam habetur.* 17. In causa adulterii dilatio postulata impertiri non potest.

[XXVII. DE EXCUSATIONIBUS TUTORUM].

1. Inimicitiae capitales, quas quis cum patre defuncto habuit, a tutelis excusant, ne paterno inimico pupillus committatur. 2. Ad curam ejus, cujus quis tutelam administravit invitus vocari non potest. 3⁵. *Quinquaginta dierum spatium tantummodo ad contestandas excusationum causas pertinet; peragendo enim negotio ex die nominationis continui quatuor menses constituti sunt*. 4⁶. *Post susceptam tutelam caecus aut surdus aut mutus aut furiosus aut valetudinarius de-

1. 26, 9 = *Coll.*, 4, 12, 8. — 2. 26, 10-12 restitués d'après le *Vesont.* et *Vat. reg.* 1050. 26, 12 = *Coll.* 5, 2, 1. — 3. 26, 13 = *Coll.*, 5, 2, 2. — 4. 26, 14-16, restitués d'après le *Vesont.* et *Vat. reg.* 1050. — 5. 27, 3 = *D.*, 27, 1, 8. — 6. 27, 4-5 = *D.*, 27, 1, 40.

ponere tutelam potest. 5. Paupertas, quae operi et oneri tutelae impar est, solet tribuere vacationem*. 6¹. *Pro t. . . . ut est Latinus Junianus. item qui codicillis ad testamentum non pertinentibus tutor datus est*.

[XXVIII. DE POTIORIBUS NOMINANDIS].

1. Non recte potiozem videtur nominare, qui causam nominati potioris non expresserit. 2. Potior quis esse debet non solum gradu generis, sed et substantia rei familiaris. 3². *Amicos appellare debemus non levi notitia conjunctos, sed quibus fuerint in jura cum patre familias honestis familiaritatis quaesita rationibus*.

[XXIX. QUI POTIORES NOMINARE NON POSSUNT].

1. Libertus, quem pater tutorem dedit, si minus idoneus dicatur, excusari quidem non potest, sed adjungi illi curator potest.

[XXX. AD ORATIONEM DIVI SEVERI].

1. Dolo tutoris curatorisve detecto in duplum ejus pecuniae condemnatione conveniuntur, qua minorem fraudare voluerunt.

[XXX^A]³.

1. *Postumo tutor datus non nato postumo neque tutelae, quia nullus pupillus est, neque negotiorum gestorum iudicio tenetur, quia administrasse negotia ejus qui natus non esset non videtur; et ideo utilis in eum actio dabitur*.

[XXXI. DE FURTIS].

1. Fur est qui dolo malo rem alienam contrectat. 2. Furtorum genera sunt quattuor: manifesti, nec manifesti, concepti et oblati. Manifestus fur est, qui in faciendo deprehensus est, et qui intra terminos ejus loci, unde quid sustulerat, deprehensus est, vel antequam ad eum locum, quo destinaverat, pervenerit. Nec manifestus fur est, qui in faciendo quidem deprehensus non est, sed eum furtum fecisse negari non potest. 3. Concepti actione is tenetur, apud quem furtum quaesitum

1. 27, 6 = F. V., 172. — 2. 28, 3 = D., 50, 16, 223, 1. — 3. 30a = D. 27, 3 24.

et inventum est; oblata actione is tenetur, qui rem furtivam alii obtulit, ne apud se inveniretur. 4. Furti actione is agere potest, cujus interest rem non perdidisse. 5. Concepti is agere potest, qui rem concepit et invenit; oblata is agere potest, penes quem res concepta et inventa est. 6. Manifesti furti actio et nec manifesti et concepti et oblata heredi quidem competit, sed in heredem non datur. 7. Servus, qui furtum fecerit damnumve dederit, nisi id pro sui quantitate dominus sarcire sit paratus, noxae dedi potest. 8. Si servus furtum fecerit, deinde manumissus sit aut alienatus, cum ipso manumisso vel emptore agi potest; noxa enim caput sequitur. 9. Filius familias si furtum fecerit, deinde emancipetur, furti actio in eum datur, quia in omnibus noxa caput sequitur. 10. Non tantum qui furtum fecerit, sed etiam is, cujus ope aut consilio furtum factum fuerit, furti actione tenetur. 11¹. 'Rei hereditariae, antequam ab herede possideatur, furtum fieri non potest'. [12². Qui meretricem libidinis causa rapuit et celavit, eum quoque furti actione teneri placuit]. 13. Furti manifesti actio praeter quadrupli poenam ipsius rei persecutionem genere vindicationis et conditionis continet. 14. Furti concepti³ actio adversus eum qui obtulit tripli est poena et ipsius rei repetitio. 15. Furti quocumque genere condemnatus famosus efficitur. 16. Quaecumque in caupona vel in meritorio stabulo diversoriove perierint, in exercitores eorum furti actio competit. 17⁴. 'Si res vendita ante traditionem subrepta sit, emptor et venditor furti agere possunt; utriusque enim interest rem tradi vel tradere. 18. Si quid in nave rateve perierit, furti actio in exercitorem navis datur'. 19. Rem pignori datam debitor creditori subtrahendo furtum facit: quam si et ipse similiter amiserit, suo nomine persequi potest. 20. Pater vel dominus de ea re, quae filio familias vel servo subrepta est, furti agere potest; interest enim ei deferri actionem, qui de peculio convenitur. 21. Si rem, quam tibi commendavi, postea subripui, furti actio competere tibi non poterit: rei enim nostrae furtum facere non possumus. 22. 'Qui furtum quaesiturus est, antequam quaerat, debet dicere, quid quaerat, et rem suo nomine et sua specie designare'. 23. Si, cum furtum quis quaerit, damnum injuriae dederit, actione legis Aquiliae tenebitur. 24 (25). Sive seges per furtum sive quaelibet arbores caesae sint, in duplum ejus rei nomine reus

1. 31, 11 restitué à l'aide du *Vesont.* — 2. N'est pas de Paul; cf. § 31 et *D.* 47, 2, 30. — 3. Pellat: 'oblata'; Huschke: 'concepti et oblata'. — 4. 31, 17. 18. 22. 26-28 restitués d'après le *Vesont.*

convenitur. 25 (24). Ob indicium comprehendendi furis praemium promissum jure debetur. 26. *Si servum communem quis furatus sit, socio quoque actio furti dabitur. 27. Qui pro derelicto rem jacentem occupavit, furtum non committit, tametsi a domino non derelinquendi animo relicta sit. 28. Si servus furtum fecerit cum domino, praeter rei conditionem furti actio in dominum datur*. 29¹. *Fullo et sarcinator, qui polienda vel sarcienda vestimenta accepit, si forte his utatur, ex contrectatione eorum furtum fecisse videtur, quia non in eam causam ab eo videntur accepta. 30. Frugibus ex fundo subreptis tam colonus quam dominus furti agere possunt, quia utriusque interest rem persequi. 31. Qui ancillam non meretricem libidinis causa subripuit, furti actione tenebitur, et si suppressit, poena legis Fabiae coercetur*. 32. Qui tabulas cautionesve subripuit, in adscriptam summam furti actione tenebitur; nec interest, cancellatae necne sint, quia ex his debitum dissolutum interest comprobari. 33². *Qui servo fugae consilium dedit, furti quidem actione non tenetur, sed servi corrupti. 34. Res subrepta si in domini potestatem reversa sit, cessat furti actio. 35. Qui furandi animo conclave effregit vel aperuit, sed nihil abstulit, furti actione conveniri non potest, injuriarum potest. 36. Qui rem suam furatur, ita demum furti actione non tenetur, si alteri ex hoc non noceatur*. 37. Servus, qui in fuga est, a domino quidem possidetur, sed dominus furti actione ejus nomine non tenetur, quia in potestate eum non habet.

[XXXII. DE OPERIS LIBERTORUM].

1. Egentem patronum libertus obligatione doni muneris et operarum solutus alere cogendus est pro modo facultatum suarum.

LIBER TERTIUS.

[I^a].

1³. *Quotiens is, cui bonorum possessio ab altero postulata est, furere coeperit, magis probatum ratum eum videri habuisse; rati enim habitio ad confirmationem prioris postulati pertinet*. 2⁴. *Si is cui ignorantia petita est bonorum posses-

1. 31, 29-31 = D., 47, 2, 83, pr.-2. — 2. 31, 33-36 restitués d'après le Venson. — 3. 1a, 1 = D., 37, 1, 16. — 4. 1a, 2 = D., 46, 8, 7.

sio, decesserit, heres ejus intra tempora petitionis ratam eam habere non potest*.

[I. DE CARBONIANO EDICTO].

1. Si fratri puberi controversia fiat, an pro parte impuberis differri causa debeat, variatum est, sed magis est, ut differri non debeat.

[II. DE BONIS LIBERTI].

1. In bonis liberti prior est patronus quam filius alterius patroni, itemque prior est filius patroni quam nepos alterius patroni. 2. Libertus duos patronos heredes instituit : alter eorum vivo liberto moritur : is qui superest contra tabulas testamenti bonorum possessionem recte postulat. 3. Libertorum hereditas in capita, non in stirpes dividitur : et ideo si unius patroni duo sint liberi et alterius quattuor, singuli viriles (id est aequales) portiones habebunt. 4. Patronus vel patroni liberi ex parte dimidia heredes instituti aes alienum liberti pro portionibus exsolvere coguntur. 5¹. *Sicut testamento facto decedente liberto potestas datur patrono vel libertatis causa imposita petere vel partis bonorum possessionem, ita et cum intestato decesserit, earum rerum electio ei manet*. 6². *Liberto per obreptionem adrogato jus suum patronus non amittit*.

[III. DE LEGE³ FABIANA].

1. Ea, quae in fraudem patroni a liberto quoquo modo alienata sunt, Fabiana formula tam ab ipso patrono quam a liberis ejus revocantur.

[IV^A. DE TESTAMENTIS].

1. Testamentum facere possunt masculi post impletum quartum decimum annum, feminae post duodecimum. 2. Spadones eo tempore testamentum facere possunt, quo plerique pubescunt, id est annorum decem et octo. 3. Filius familias, qui militavit, de castrensi peculio, tam communi quam proprio jure, testamentum facere potest. Castrense autem peculium est, quod in castris acquiritur vel quod proficiscenti ad militiam datur. 4. Caecus testamentum potest facere, quia accire potest adhibitos testes et audire sibi testimonium perhibentes.

1. 2, 5 = D., 37, 14, 20. — 2. 2, 6 = D., 38, 2, 40. — 3. Schulting, Huschke : 'formula'.

4^A. *Qui manus amisit, testamentum facere potest, quamvis scribere non possit*. 5. Furiosus tempore intermissi furoris testamentum facere potest. 6^B. *Et mulieri, quae luxuriose vivit, bonis interdicti potest*. 7. Moribus per praetorem bonis interdicitur hoc modo : QUANDO TIBI BONA PATERNA AVITAQUE NEQUITIA TUA DISPERDIS LIBEROSQUE TUOS AD EGESTATEM PERDUCIS, OB EAM REM TIBI EA RE COMMERCIOQUE INTERDICO. 8. Qui ab hostibus captus est, testamentum quasi servus facere non potest. Sane valet testamentum id, quod ante captivitatem factum est, si revertatur, jure postliminii, aut si ibidem decedat, beneficio legis Corneliae, qua lege etiam legitimae tutelae hereditatesque firmantur. 9. In insulam relegatus et in opus publicum ad tempus damnatus, quia retinent civitatem, testamentum facere possunt et ex testamento capere. 10. Plures quam septem ad testamentum adhibiti non nocent. Superflua enim facta prodesse juri tantum, nocere non possunt. 11. In adversa corporis valetudine mente captus eo tempore testamentum facere non potest. 12. Prodigus recepta vitae sanitate ad bonos mores reversus et testamentum facere potest et ad testamenti sollemnia adhiberi potest. 13. Ex his, qui ad testamentum adhibentur, si qui sint qui Latine nesciant vel non intellegant, si tamen sentiant, cui rei intersint, adhibiti non vitiant testamentum. 14^B. *Repetundarum damnatus nec ad testamentum nec ad testimonium adhiberi potest. 15. Hermaphroditus an ad testamentum adhiberi possit, qualitas sexus incalescentis ostendit*. 16^A. *Singulos testes, qui in testamento adhibentur, proprio chirographo adnotare convenit, quis et cujus testamentum signaverit*.

[IV^B. *DE INSTITUTIONE HEREDUM*^B].

1. Condicionum duo sunt genera : aut enim possibilis est, aut impossibilis : possibilis, quae per rerum naturam admitti potest, impossibilis, quae non potest ; quarum ex eventu altera expectatur, altera [impossibilis] submovetur. 2. Condiciones contra leges et decreta principum vel bonos mores adscriptae nullius sunt momenti : veluti : SI UXOREM NON DUXERIS, SI FILIOS NON SUSCEPERIS, SI HOMICIDIUM FECERIS, SI LARVALI HABITU PROCESSERIS et his similia. 3. Quotiens non apparet, qui sit heres institutus, institutio non valet : quod evenit, si testator plures amicos unius nominis habeat. 4. Heredes aut instituti

1. 4a, 4a = D., 28, 1, 10. — 2. 4a, 6 ajouté d'après quelques mss. et D., 27, 10, 15, pp. — 3. 4a, 14-15 = D., 22, 5, 15. — 4. 4a, 16 = D., 28, 1, 30. — 5. Rubrique supplée d'après Cons., 4, 8.

aut substituti dicuntur, instituti primo gradu, substituti secundo vel tertio scripti. 5. Substituere quis et pure et sub conditione potest, et tam suis quam extraneis, tam puberibus quam impuberibus. 6. In quot vult uncias testator hereditatem suam dividere potest; impleto asse sine parte heredes instituti ad prioris assis semissem aequis portionibus veniunt. 7. Servus alienus cum libertate heres institutus institutionem non infirmit; sed libertas ut alieno supervacue data videtur. 8. Filio et extraneo aequis partibus heredibus institutis si praeterita ad crescat, tantum suo avocabit, quantum extraneo; si vero duo sint filii instituti, suis tertiam, extraneis dimidiam tollet. 9. Talis postumorum institutio: SI QUI POST MORTEM MEAM POSTUMI NATI FURRINT, HEREDES SUNTO: si vivo eo nascantur, rumpunt testamentum. 10. Nepos postumus, qui in locum patris succedere potest, ab avo aut heres instituendus est aut nominatim exheredandus, ne agnascendo rumpat testamentum. 10^a. *Filius familias si militet, ut paganus nominatim a patre aut heres scribi aut exheredari debet, jam sublato edicto divi Augusti, quo cautum fuerat, ne pater filium militem exheredet*.

11. Qui semel constituit ad se hereditatem pertinere ac se ejus rebus immiscuit, repudiare eam non potest, etiamsi damnosa sit. 12³. *Pater quotiens filio mandat adire, certus esse debet, an pro parte an ex asse, et an ex institutione an ex substitutione, et an testamento an ab intestato filius suus heres existat. 13. Mutus pater vel dominus filio vel servo heredibus institutis magis est ut, si intellectu non careat, nutu jubere possit adire hereditatem, ut ei jure ejus commodum quaeri possit; quod facile explicari possit scientia litterarum. 14. Mutus servus jussu domini pro herede gerendo obligat dominum hereditati.*

[V. AD SENATUS CONSULTUM SILANIANUM].

1. Hereditas ejus, qui a familia occisus esse dicitur, ante habitam quaestionem adiri non potest, neque bonorum possessio postulari. 2. Occisus videtur non tantum qui per vim aut per caedem interfectus est, velut jugulatus praecipitatus, sed et is qui veneno necatus dicitur; honestati enim heredis convenit, qualemcumque mortem testatoris inultam non praetermittere. 3. Domino occiso de ea familia quaestio habenda

1. 4 b, 10a = D., 28, 2, 26. — 2. Remanié à la suite de la suppression des formules, en 407, afin de supprimer la mention de la *cretio*, pense M. Kalb, *Das Justinianische*, p. 14, n° 1. — 3. 4 b, 12-14 = D., 29, 2, 93.

est, quae intra tectum fuerit, vel certe extra tectum cum domino eo tempore quo occidebatur. 4. Qui occisus dicitur, si constet eum sibi quoquo modo manus intulisse, de familia ejus quaestio non est habenda, nisi forte prohibere potuit nec prohibuit. 5. Neroniano senatus consulto cavetur, ut occisa uxore etiam de familia viri quaestio habeatur, *idemque jus in uxoris familia observatur*, si vir dicatur occisus. 6. Servi, qui sub eodem tecto fuerunt, ubi dominus perhibetur occisus, et torquentur et puniuntur, etsi testamento occisi manumissi sint; sed et hi torquentur, qui cum occiso in itinere fuerunt. 7. Servi de proximo si, cum possent ferre, auditis clamoribus auxilium domino non tulerunt, puniuntur. 8. Servos, qui in itinere circumdatum a latronibus dominum per fugam deseruerunt, apprehensos et torqueri et summo supplicio adfici placuit. 9. Habebitur de familia quaestio et si heres testatorem occidisse dicatur: nec interest, extraneus an ex liberis sit. 10¹. *In summa tamen sciendum et de his omnibus habendam esse quaestionem, qui in suspicione quacumque ratione veniunt. 11. In disponenda eorum quaestione, quorum dominus dicitur interemptus, hic ordo servatur, primum ut constet occisum dominum, deinde, si *id* liqueat, de quibus ea quaestio habenda sit, atque ita de reis inquirendis. 12. Etsi percussor certus sit, tamen de familia habenda quaestio est, ut caedis mandator inveniri possit*.

12a². *Hereditas a fisco ut indignis aufertur his primum, qui, cum³ suscepta re esset testatoris, apertis tabulis testamenti vel ab intestato adierunt hereditatem bonorumve possessionem acceperunt: amplius his et centum milia sestertiorum poena inrogatur. Nec refert, a quibus pater familias vel quemadmodum dicatur *occisus esse**. 13. Omnibus, qui contra voluntatem defuncti faciunt, ut indignis aufertur hereditas, si nihil testamento in fraudem legis fuerit cautum.

14. Sive falsum sive ruptum sive irritum dicatur esse testamentum, salva eorum disceptatione, scriptus heres jure in possessionem mitti desiderat. 15. Si inter heredem institutum et substitutum controversia sit, magis placet eum in possessionem rerum hereditariarum mitti, qui primo loco scriptus est. 16. Scriptus heres, ut statim in possessionem mittatur, jure desiderat. Hoc post annum impetrare non poterit. 17. In eo testamento heres scriptus, quod neque ut oportuit oblatum nec publice recitatum est, in possessionem mitti frustra desiderat.

1. 5, 10-12 = App., 2, 16-17. — 2. 5, 12a = App., 2, 15. — 3. Huschke 'suspecta nex'; Cujas: 'interfectus esset testator'.

18. In possessionem earum rerum, quas mortis tempore testator non possedit, heres scriptus, priusquam jure ordinario experiatur, improbe mitti desiderat.

[VA]¹.

1. *Litterae, quibus hereditas promittitur vel animi adfectus exprimitur, vim codicillorum non obtinent*.

[VI. DE LEGATIS].

1. Per praeceptionem uni ex heredibus nummi legati, qui domi non erant, officio judicis familiae herciscundae a coheredibus praestabuntur. 2. Ante heredis institutionem legari non potest; inter medias heredum institutiones, sive alter sive uterque adeat, potest. Interdum dimidium, interdum totum debetur: dimidium, si per vindicationem legatum sit; totum, si per damnationem. 3^a. *Post diem legati cedentem actio, quae inchoata non est, ad heredem non transmittitur*. 4. Communi servo cum libertate et sine libertate legari potest, totumque legatum socio testatoris acquiritur. 5. Post mortem heredis legari non potest, quia nihil ab herede heredis relinqui potest.

6. In mortis tempus tam suae quam heredis ejus legata conferri possunt hoc modo: LUCIO TITIO, CUM MORIETUR, DO LEGO, aut: HERES MEUS DARE DAMNAS ESTO. 7. Per vindicationem legatum etsi nondum constituerit legatarius ad se pertinere, atque ita post apertas tabulas ante aditam hereditatem decesserit, ad heredem suum legatum transmittit. 7^a. *ILLUD AUT ILLUD UTRUM ELEGERIT LEGATARIUS: nullo a legatario electo decedente eo post diem legati cedentem ad heredem transmitti placuit*. 8. Si res obligata creditori, cujus causam testator non ignoravit, per damnationem legata sit, luitio ad heredis sollicitudinem spectat. 9. Servo fataliter interempto legatarii damnari est, quia legatum nulla culpa heredis intercidit. 10. Damnari heres potest, ut alicui domum extruat aut aere alieno eum liberet. 11. Sinendi modo tam corporales res, quam quae in jure consistunt, legari possunt, et ideo debitori id quod debet recte legatur. 12. Ejus rei, quae legata est, exemplo heredis partem agnoscere, partem repudiare legatarius non potest. 13. Legatum nisi certae rei sit et ad certam personam defertur, nullius est momenti. 14. Si quis sibi et Titio legatum ad-

1. 5a = D., 29, 7, 17. — 2. 6, 3 = Cons., 6, 9. — 3. 6, 7a = D., 33, 5, 19.

scripserit, magis est ut totum legatum ad conjunctum pertineat. 14^a. *Uxori legatum in alieno testamento scribere non prohibemur*. 15^a. Qui se filio testatoris impuberi tutorem adscripserit, ut suspectus a tutela removendus est, ad quam ultro videtur adfectasse. 16. Rem legatam testator si postea pig-nori vel fiduciae dederit, ex eo voluntatem mutasse non videtur. 17. Ususfructus uniuscujusque rei legari potest, et aut ipso jure constituetur aut per heredem praestabitur : ex causa damnationis per heredem praestabitur ; ipso jure per vindicationem. 18. Furiosi et aegrotantis et infantis ususfructus utiliter relinquitur. Horum enim alius respiscere, alius convalescere, alius crescere potest. 19. Ancillae usufructu legato, partus ejus ad fructuarium non pertinent. 20. Gregis usufructu legato, grege integro manente, fetus ad usufructuarium pertinent, salvo eo, ut quidquid gregi deperierit, ex fetibus impleatur. 21. Areae usufructu legato, aedificia in ea constitui non possunt. 22. Accessio ab alluvione ad fructuarium [fundum], quia fructus fundi non est, non pertinet ; venationis vero et aucupii redditus ad fructuarium pertinent. 23. Servos nec torquere, neque flagellis caedere, neque in eum casum facto suo perducere usufructuarius potest, quo deteriores fiant. 24. Fructu legato, si usus non adscribatur, magis placuit usumfructum videri adscriptum ; fructus enim sine usu esse non possunt. 25. Si alteri usus, alteri fructus legatus sit, fructuarius in usu concurrat, quod in fructu usuarius facere non potest. 26. Conjunctim duobus ususfructus DO LEGO legatus altero mortuo ad alterum in solidum pertinebit. 27. Usufructu legato, de modo utendi cautio a fructuario solet interponi, et ideo perinde omnia se usurum, ac si optimus paterfamilias uteretur, fidejussoribus oblatis cavere cogitur.

27^a. *Arbores vi tempestatis, non culpa fructuarii eversas ab eo substitui non placet. 27^b. Quidquid in fundo nascitur vel quidquid inde percipitur, ad fructuarium pertinet ; pensiones quoque jam antea locatorum agrorum, si ipsae quoque specialiter comprehensae sint. Sed ad exemplum venditionis, nisi fuerint specialiter exceptae, potest usufructuarius conductorem repellere. 27^c. Caesae harundinis vel pali compendium, si in eo quoque fundi vectigal esse consuevit, ad fructuarium pertinet.* 28. Ususfructus amissus ad proprietatem recurrit ; amittitur autem quinque modis : capitis minutione, rei permutatione, non utendo, in jure cessione, domini comparatione.

1. 6, 14a = D., 48, 10, 18, pr. — 2. Rédaction plus prolixé dans D., 48, 10, 18, 1. — 3. 6, 27a-27c. = D., 7, 1, 59.

tione. 29. Capitis minutione amittitur, si in insulam fructuaris deportetur, vel si ex causa metalli servus poenae efficiatur, et si statum ex adrogatione vel adoptione mutaverit. 30. Non utendo amittitur ususfructus, si possessione fundi biennio fructuarius non utatur, vel rei mobilis anno. 31. Rei mutatione amittitur ususfructus, si domus legata incendio conflagraverit aut ruina perierit, licet postea restituatur. 32. In jure cessione amittitur ususfructus, quotiens domino proprietatis eum fructuarius in jure cesserit. 33. Finitur ususfructus aut morte aut tempore: morte cum usufructuarius moritur; tempore, quotiens ad certum tempus ususfructus legatur, velut biennio aut triennio. 34. Fundo vel servo legato tam fundi instrumentum quam servi peculium ad legatarium pertinet. 35. Quaerendorum fructuum causa esse videntur, qui opus rusticum faciunt, et monitores et vilici et saltuarii: item boves aratorii, aratra, bidentes et falces putatoriae: frumentum quoque ad sementem repositum. 36. Fructuum cogendorum causa comparata instrumento cedunt, velut corbes, alvei, falces messoriae et fenariae, item molae olivariae. 37. Conservandorum fructuum causa comparata instrumento cedunt, velut dolia, cupae, vehicula rustica, cibaria, pistores, asini, focariae: item ancillae quae vestimenta rusticis faciunt, scutra quoque et sutor continebuntur. 38. Uxores eorum qui operantur magis est ut instrumento cedant; pecora quoque et pastores eorum stercorandi causa parata instrumento continentur. 39. Ea autem, quae custodiae magis causa quod ad usus patris familias eo delata sunt, instrumenti nomine non continentur. 40. Uxores vero eorum, qui mercedes praestare consueverant, neque instructionis neque instrumenti appellatione continentur. 41. Piscaturae vel venationis instrumentum ita demum instrumento fundi continetur, si ex his maxime fundi redditus cogantur. 42. Fructus percepti instrumento fundi ita demum cedunt, si ibidem absumi a testatore consueverant. 43. Fundo cum omni instrumento rustico et urbano et mancipiis quae ibi sunt legato, semina quoque et cibaria debentur. 44. Fundo cum omni instrumento rustico et urbano et mancipiis quae ibi sunt legato, tam supellex quam aeramentum itemque argentum et vestes, quae ibi pater familias instruendi gratia habere solet, debentur: item ea mancipia, quae usui patris familias esse solent, itemque aves et pecora, quae instruendarum epularum gratia in fundo comparata sunt: exceptis his, quae ibi custodiae causa deposita sunt. 45. Fundo legato ITA UT OPTIMUS MAXIMUSQUE EST retia apraria et cetera

ventionis instrumenta continebuntur : quae etiam ad instrumentum pertinent, si quaestus fundi ex maxima parte in venationibus consistat. 46. Fructus, qui solo cohaerebant mortis testatoris tempore, ad legatarium pertinent ; ante percepti ad heredem. 47. Fundo legato cum mancipiis et pecoribus et omni instrumento rustico et urbano, peculium actoris ante testatorem defuncti, si ex eodem fundo fuerit, magis placet ad legatarium pertinere. 48. Actor vel colonus ex alio fundo in eodem constitutus, qui cum omni instrumento legatus erat, ad legatarium non pertinet, nisi eum ad jus ejus fundi testator voluerit pertinere. 49. Adjunctiones, quas fundo legato testator ex diversis emptionibus applicaverat, legatario cedere placuit. 50. Instructo praedio legato, fabri ferrarii, item tignarii, putatores et qui instruendi fundi gratia ibidem morabantur, legato cedunt. 51. Instructo fundo legato, libri quoque et bibliothecae, quae in eodem fundo sunt, legato continentur. 52. Servos studendi gratia ex eodem fundo, qui cum mancipiis fuerat legatus, alio translato ad legatarium placuit pertinere. 53. Fundo ita ut possederat legato, mancipia tam urbana quam rustica, itemque argentum et vestes, quae eodem tempore in fundo comprehenduntur, ad legatarium pertinent. 54. Pascualia quae postea comparata ad fundum legatum testator adjunxerat, si ejus appellatione contineantur, ad legatarium pertinent. 55. Quidquid in eadem domo, quam instructam legavit paterfamilias, perpetuo instruendi se gratia habuit, legatario cedit. 56. Instructa domo legata, ea legato continentur, quibus domus munitior vel tuta ab incendio praestatur : tegulae, specularia et vela legato continebuntur ; item aera-menta, lecti, culcitae, pulvini, subsellia, cathedrae, mensae, armaria, delphicae, pelves, conchae, aquimania, candelabra, lucernae, et similia quaecumque materia expressa. 57. Domo legata, balneum ejus, quod publice praebetur, nisi alias separatur, legato cedit. 58. Domo cum omni jure suo, sicut instructa est, legata, urbana familia, item artifices et vestiarii¹ et zetarii et aquarii eidem domui servientes legato cedunt. 59. Omnibus, quae in domo sunt, legatis, cautiones debitorum rationesque servorum legato cedunt. 60. Monilibus legatis, aurum vel argentum non debetur, nisi de his quoque manifeste sensisse testatorem possit ostendi. 61. Instrumento cauponio legato, ea debentur, quae cauponis usui parata sunt, velut vasa, in quibus vinum defunditur, escaria quoque et

1. Cujas : 'ostiarii'.

pocularia vasa debentur; sane ministri earum rerum legato non cedunt. 62. Instrumento medici legato, collyria et emplastra et apparatus omnis conficiendorum medicamentorum, itemque ferramenta legato cedunt. 63. Instrumento pictoris legato, colores, penicilli, cauteria et temperandorum colorum vasa debebuntur. 64. Pistoris instrumento legato, cribra, asini, molae et servi, qui pistrinum exercent, item machinae, quibus farinae subiguntur, legato cedunt. 65. Instrumento balneatorio legato, balneator ipse et scamna et hypopodia, fistulae, miliaria, epitonia, rotae aquariae, jumenta quoque, quibus ligna deferuntur, legato cedunt. 66. Instrumento piscatoris legato, et retia et nassae et fuscinae et naviculae, hami quoque et cetera ejusmodi usibus destinata debentur. 67. Supellectile legata, capsae armaria, nisi solum librorum aut vestis ponendae gratia paratae sint, debebuntur; sed et buzzina et cristallina et argentea et vitrea vasa, tam escaria quam pocularia, et vestes stratoriae legato cedunt. 68. Villis vel agris separatim legatis alterum alteri cedit. 69. Servis *do lego* legatis, ancillae quoque debebuntur: non item servi, legatis ancillis, sed ancillarum appellatione tam virgines quam servorum pueri continentur: his scilicet exceptis, qui fiduciae dati sunt. 70. Servis *amanuensibus* legatis, omnes, qui ex conversatione urbana eo in ministerio fuerint, debebuntur, nisi ex his aliqui perpetuo ad opus rusticum transferantur. 71. Venatores servi vel aucupes an inter urbana ministeria contineantur, dubium remansit: et ideo voluntatis est quaestio. Tamen si instruendarum cotidianarum epularum gratia habentur, debentur. 72. Muliones et institores inter urbana ministeria continentur. item opsonatores et vestiarii et cellarii et cubicularii et arcarii et coqui, placentarii, tonsores, pistores, lecticarii. 73. Pecoribus legatis quadrupedes omnes continentur, quae gregatim pascuntur. 74. Jumentis legatis boves non continentur: equis vero legatis equas quoque placuit contineri, ovibus autem legatis agni non continentur, nisi annuales sint. 75. Grege ovium legato arietes etiam continentur. 76. Avibus legatis, anseres, phasiani, gallinae et aviaria debebuntur: an autem phasianarii et pastores anserum, voluntatis est quaestio. 77. Dulcibus legatis, sapa, defrutum, mulsum, dulce etiam vinum, palmae, caricae, uvae, passae debebuntur. Sed in hoc quoque voluntatis est quaestio, quia et in specie pomorum comprehendi possunt. 78. Frugibus legatis tam legamina quam hordeum et triticum continentur. 79. Veste legata, ea cedunt, quae ex lana et lino texta sunt; item serica et bombycina.

quae tamen indutui vel operiendi, cingendi, sternendi injiciendique causa parata sunt: pelles quoque indutoriae continentur. 80. Veste virili legata, ea tantummodo debentur, quae ad usum virilem salvo pudore virilitatis attinent; stragula quoque huic legato cedunt. 81. Muliebri veste legata, omnia quae ad usum muliebrem spectant debebuntur. 82. Lana legata, sive sucida sive lota sit sive pectinata sive versicoloria, legato cedit; purpura vero aut stamen subtemenve hoc nomine non continentur. 83. Mundo muliebri legato ea cedunt, per quae mundior mulier lautiorque efficitur velut speculum, conchae, situli, item pyxides, unguenta et vasa, in quibus ea sunt; item sella balnearis et cetera ejusmodi. 84. Ornamentis legatis ea cedunt, per quae ornatior mulier efficitur, veluti anuli, catenae, reticuli et cetera, quibus collo vel capite vel manibus mulieres ornantur. 85. Argento legato, massae tantummodo debebuntur; vasa enim, quae proprio nomine separantur, legato non cedunt, quia nec lana legata vestimenta debebuntur. 86. Vasis argenteis legatis ea omnia continentur, quae capacitati alicui praeparata sunt, et ideo tam potiora quam escaria, item ministeria omnia debebuntur, veluti urceoli, lances, patinae, piperataria; cochlearia quoque, itemque trullae, calices, scyphi et his similia. 87. Libris legatis tam chartae volumina vel membranae et philyrae continentur; codices quoque debentur; librorum enim appellatione non volumina chartarum, sed scripturae modus, qui certo sine concluditur, aestimatur. 88. Auro legato gemmae quoque inclusae, itemque margaritae et smaragdi legato cedent. Sed magis est voluntatis esse quaestionem; infectum enim aurum debeat, factum [enim] ornamentorum genere continetur. 89. Vasis argenteis legatis, emblemata quoque ex auro infixata legato cedunt. 90. Argento potorio legato, omnia, quae ad poculorum speciem comparata sunt, debebuntur, veluti paterae, calices, scyphi, urceoli, oenophoria et conchae. 91. Carruca cum junctura legata, mulae quoque legatae, non et mulio videtur, propter cotidianam loquendi consuetudinem. 91^a. *Heres servum proprium, quem testator legaverat, manumittendo nihil agit, quia scientiae vel ignorantiae ejus nullam placuit admitti rationem*. 91^b. *Libertus, qui in priore parte testamenti legatum acceperat et ingratus postea eadem scriptura a testatore appellatus est, commutata voluntate actionem ex testamento habere non potest*.

92. Prolatis codicillis vel alio testamento, quibus ademptum est legatum vel certe rescissum, perperam soluta repetuntur.

[VII. DE MORTIS CAUSA DONATIONIBUS].

1. Mortis causa donat, qui ad bellum proficiscitur, et qui navigat, ea scilicet conditione, ut, si reversus fuerit, sibi restitatur, si perierit, penes eum remaneat cui donavit. 2. Donatio mortis causa cessante valetudine et sequente sanitate, paenitentia etiam revocatur; morte enim tantummodo convalescit.

[VIII. AD LEGEM FALCIDIAM].

1. Exhausta legatis aut fideicommissis vel mortis causa donationibus hereditate auxilio Falcidiae institutus heres quadrantem retinere potest. 2. Quotiens de modo quartae retinendae quaeritur, propter periculum plus petendi, officio iudicis omnibus aestimatis, quarta facienda est, quae apud heredem remaneat, aut certe exigenda cautio a legatario, ut quod plus dodrante perceperit restituat. 3. Ea, quae mater viva filio donavit, in quartam non imputantur. 3^a. *Aeris alieni loco deducuntur non solum pretia eorum quibus libertas data est et eorum qui supplicio sunt adfecti, sed et ejus quem praetor propter indicium proditae mortis vel detectae eorum conjugationis libertate donavit*.

4. Ex mora praestandorum fideicommissorum vel legatorum fructus et usurae peti possunt; mora autem fieri videtur, cum postulanti non datur.

[IX²].

1. *Si nullae sint res hereditariae, in quas legatarii vel fideicommissarii mittantur, in rem quidem heredis mitti non possunt, sed per praetorem denegatas heredi actiones ipsi persequantur*.

[IX³].

1. *In bonis curatoris privilegium furiosi furiosaeve servatur; prodigus et omnes omnino, etiamsi in edicto non fit eorum mentio, in bonis curatoris decreto privilegium consequuntur*.

1. 8, 3a = D., 35, 2, 30. — 2. 9 = D., 36, 4, 10. — 3. 10 = D., 27, 40, 15, 1.

LIBER QUARTUS.

[I. DE FIDEICOMMISSIS].

1. Ab uxore, cui vir dotem praelegavit, fideicommissum relinqui non potest, quia non ex lucrativa causa testamento aliquid capit, sed proprium recipere videtur. 2. A postumo herede instituto fideicommissum dari potest. 3. Ab imperatore herede instituto legatum et fideicommissum peti potest. 4. A surdo vel muto, sive legatum acceperit, sive heres institutus sit, vel ab intestato successerit, fideicommissum relinquitur. 4^a. *A patre vel domino relictum fideicommissum, si hereditas ei non quaeratur, ab emancipato filio vel servo manumisso utilibus actionibus postulatur; penes eos enim quaesitae hereditatis emolumentum remanet*. 5. Qui fideicommissum relinquit, etiam cum eo loqui potest cui relinquit, velut: PETO, GAI SEI, CONTENTUS SIS ILLA RE, aut: VOLO TIBI ILLUD PRAESTARI. 6. Fideicommittere his verbis possumus: ROGO, PETO, VOLO, MANDO, DEPRECOR, CUPIO, INJUNGO. DESIDERO quoque et IMPERO verba utile faciunt fideicommissum, RELINQUO vero et COMMENDO nullam fideicommissi pariunt actionem.

6^a. *Nutu etiam relinquitur fideicommissum, dummodo is nutu relinquat, qui et loqui potest, nisi superveniens morbus ei impedimento sit*.

7. Tam nostras res quam alienas per fideicommissum relinquare possumus, sed nostrae statim, alienae autem aestimatae aut redemptae praestantur. 8. Si alienam rem tanquam suam testator per fideicommissum reliquerit, non relicturus, si alienam scisset, ut solet legatum, ita inutile erit fideicommissum. 9. Testator supervivens si eam rem, quam reliquerat, vendiderit, extinguitur fideicommissum. 10. Codicillis, qui testamento confirmati non sunt, adscriptum fideicommissum jure debetur. 11. Filio quibuscumque verbis a patre fideicommissum relictum jure debetur; sufficit enim inter conjunctas personas quibuscumque verbis, ut in donatione, voluntas expressa. Et ideo etiam PRIDIE QUAM MORIETUR recte relictum videtur. 12. In tempus emancipationis, vel CUM SUI JURIS ERIT, fideicommissum relictum quocumque modo patria potestate liberato debetur. 13. Rogati invicem sibi, si sine liberis decesserint, hereditatem restituere, altero decedente sine liberis hereditas ad eum pervenit, qui supervixit;

nec ex eo pacisci contra voluntatem testatoris possunt. 14. Heres ante aditam hereditatem, legatarius antequam legatum accipiat, fideicommissum praestare non possunt. 15. Rem fideicommissam si heres vendiderit, eamque sciens compararit, nihilominus in possessionem ejus fideicommissarius mitti jure desiderat. 16. Quotiens libertis fideicommissum relinquitur, ad eos tantummodo placuit pertinere, qui manumissi sunt, vel qui in eodem testamento libertatem intra numerum legitimum consecuti sunt. 17. Cui ab herede fideicommissum non praestatur, non solum in res hereditarias, sed et in proprias heredis inducitur. 18. Jus omne fideicommissi non in vindicatione, sed in petitione consistit. 19¹. Fideicommissum relictum et apud eum cui relictum est ex causa lucrativa inventum extinguere placuit, nisi defunctus aestimationem quoque ejus praestari voluit. 20. Columnis aedium vel tignis per fideicommissum relictis ea tantummodo amplissimus ordo praestari voluit nulla aestimationis facta mentione, quae sine domus injuria auferri possunt*.

[II. DE SENATUS CONSULTO TREBELLIANO].

1. Senatus consulto Trebelliano prospectum est, ne solus heres omnibus hereditariis actionibus oneretur. Et ideo, quotiens hereditas ex causa fideicommissi restituitur, actiones ejus in fideicommissarium transferuntur, quia unicuique damnosam esse fidem suam non oportet.

[III. DE SENATUS CONSULTO PEGASIANO].

1. Inter heredem et fideicommissarium, cui ex Pegasiano hereditas restituitur, partis et pro parte stipulatio interponitur, ut heredi instituto pro quarta actiones, pro ceteris vero portionibus fideicommissario competant. 2. Totam hereditatem restituere rogatus si quartam retinere nolit, magis est, ut eam ex Trebelliano debeat restituere; tunc enim omnes actiones in fideicommissarium dantur. 3. Lex Falcidia itemque senatus consultum Pegasianum deducto omni aere alieno deorumque donis quartam residuae hereditatis ad heredem voluit pertinere. 4. Qui totam hereditatem restituit, cum quartam retinere ex Pegasiano debuisset, si non retineat, repetere eam non potest. Nec enim indebitum solvisse videtur, qui plenam fidem defuncto praestare maluit.

1. 1, 19-20 = D., 32, 21, 1-2.

[IV. DE REPUDIANDA HEREDITATE].

1. Recusari hereditas non tantum verbis, sed etiam re potest et alio quovis indicio voluntatis. 2. Heres per magistratus municipales ex auctoritate praesidis fideicommissario postulante hereditatem adire et restituere compellitur. 3. Fideicommissarius si adfirmet heredem nolle adire hereditatem, absente eo interponi decretum et in possessionem mitti jure desiderat. 4. Suspectam hereditatem adire compulsus omnia ex Trebelliano restituit.

[V. DE INOFFICIOSI QUERELLA].

1. Inofficiosum dicitur testamentum, quod frustra liberis exhereditatis non ex officio pietatis videtur esse conscriptum. 2. Post factum a matre testamentum filius procreatus, non mutata ab ea, cum posset, voluntate, ad exemplum praeteriti, inofficiosi querellam recte instituit. 3. Testamentum, in quo imperator heres scriptus est, inofficiosum argui potest; eum enim, qui leges facit, pari majestate legibus obtemperare convenit. 4. Qui inofficiosum dicere non potest, hereditatem petere non prohibetur. 5. Ex asse heres institutus inofficiosum dicere non potest: nec interest, exhausta nec ne sit hereditas, cum apud eum quarta aut legis Falcidiae aut senatus consulti Pegasiani beneficio sit remansura. 6. Quartae portionis portio liberis, deducto aere alieno et funeris impensa, praestanda est, ut ab inofficiosi querella excludantur. Libertates quoque eam portionem minuere placet. 7. Filius iudicio patris si minus quarta portione consecutus sit, ut quarta sibi a coheredibus fratribus citra inofficiosi querellam impleatur, jure desiderat. 8. Pactio talis, ne de inofficioso testamento dicatur, querellam super iudicio futuram non excludet; meritis enim liberos magis quam pactionibus adstringi placuit. 9. Rogatus hereditatem restituere etsi inofficiosi querellam instituerit, fideicommissio non sit injuria; quartam enim solummodo hereditatis amittit, quam beneficio senatus consulti habere potuisset. 10. Heres institutus, habens substitutum, si de inofficioso dixerit nec obtinuerit, non id ad fiscum, sed ad substitutum pertinebit.

[VI. DE VICESIMA].

1. Tabulae testamenti aperiuntur hoc modo, ut testes vel maxima pars eorum adhibeatur, qui signaverint testa-

1. Négation effacée par Siehard et Huschke.

mentum, ita ut agnitis signis, rupto lino, aperiat^{ur} et recitet^{ur}, atque ita describendi exempli fiat potestas, ac deinde signo publico obsignatum in archivum redigatur, ut si quando exemplum ejus interciderit, sit, unde peti possit. 2. Testamenta in municipio, colonia, oppido⁴, praefectura, vico, castello, conciliabulo facta in foro vel basilica praesentibus testibus vel honestis viris inter horam secundam et decimam diei *aperiri* recitarique debebunt, exemploque sublato, ab iisdem rursus [magistratibus] obsignari, *in quorum praesentia aperta sunt*. 2^a. * Qui aliter aut alibi, quam ubi lege praecipitur, testamentum aperuerit recitaveritve, poena sestertiorum quinque milium tenetur.* 3. Testamentum lex statim post mortem testatoris *aperiri* voluit : et ideo, quamvis sit rescriptis variatum, tamen a praesentibus intra triduum vel quinque dies *aperiendae* sunt tabulae, *ab absentibus* quoque intra eos dies, cum supervenerint ; nec enim oportet *tam* heredibus aut legatariis aut libertatibus, quam necessario vectigali moram fieri.

[VII. DE LEGE CORNELIA].

1. Qui testamentum falsum scripserit, recitaverit, subjecerit, signaverit, suppresserit, amoverit, resignaverit, deleverit, poena legis Corneliae de falsis tenebitur, id est in insulam deportatur. 2. Non tantum is, qui testamentum subjecit, suppressit, delevit, poena legis Corneliae coercetur, sed et is, qui sciens dolo malo id fieri jussit faciendumve curavit. 3. Testamentum supprimit, qui sciens prudensque tabulas testamenti in fraudem heredum vel legatariorum fideicommissariorum aut libertatum non profert. 4. Supprimere tabulas videtur, qui, cum habeat et proferre possit, eas proferre non curat. 5. Codicilli quoque, si lateant nec proferantur, supprimi videbuntur. 6. Edicto perpetuo cavetur, ut, si tabulae testamenti non appareant, de earum exhibitione interdicto reddito intra annum agi possit, quo ad exhibendum compellitur, qui supprimit ; tabularum autem appellatione chartae quoque et membranae continentur.

[VIII. DE INTESTATORUM SUCCESSIONE].

1³. *Intestati dicuntur, qui testamentum facere non possunt, vel ipsi linum, ut intestati decederent, abruperunt, vel

1. Mommsen, *Dr. public*, G, 2, p. 438, n. 2; les mss. : 'municipiis colonia oppidis'; Krueger, Huschke : 'municipiis colonis oppidis'. — 2. G, 2a ajouté d'après deux mss. — 3. 8, 4-13 = *Coll.*, 16, 3, 4-13.

quorum hereditas repudiata est, quibusve condicio defecerit, (2) nisi jure praelorio non jure factum testamentum objecta doli exceptione obtinebit. 2. Contra quorum testamenta rumpuntur aut inrita fiunt, ipso quidem jure testati decedunt, sed per consequentias sublato testamento intestati decedunt. 3. Intestatorum hereditas lege duodecim tabularum primum suis heredibus, deinde agnatis et aliquando quoque gentilibus deferebatur. Sane consanguinei, quos lex non apprehenderat, interpretatione prudentium primum inter agnatos locum acceperunt. 4. Sui heredes sunt hi: primo loco, filius filia in potestate patris constituti: nec interest, adoptivi sint an naturales et secundum legem Juliam Papiamve quaesiti, modo maneant in potestate. 5. Qui sui heredes sunt, ipso jure heredes etiam ignorantes constituuntur, ut furiosi aut infantes et peregrinantes: quibus bonorum possessio nisi propter praetoriam actionem non erat necessaria. 6. In suis heredibus adeo a morte testatoris rerum hereditiarum dominium continuatur, ut nec tutoris auctoritas pupillis nec furiosis curator sit necessarius, nisi forte ut abstineant si minus solvendo sit hereditas: quamvis etiam furiosus, si resipuerit, et pupillus, si adoleverit, abstinere possint. 7. Post mortem patris natus vel ab hostibus reversus aut ex primo secundove mancipio manumissus, cujusve erroris causa probata est, licet non fuerint in potestate, sui tamen patri heredes efficiuntur. 8. Post filios filias ad intestatorum successionem inter suos veniunt nepotes neptes pronepotes proneptes ac deinde masculino sexu post filium descendentes, si nullo parentum impedimento ipsi in avi potestate vel proavi familia remanserint; parentes enim liberis suis, cum quibus in potestate fuerunt ipsi, ordine successionis obsistunt. 9. Filii si cum nepotibus ex alio filio susceptis in familia retinentur, ad intestati patris successionem cum fratris filiis vocantur. Quibus in patris sui partem venientibus hereditas in stirpes, non in capita dividitur, ita ut unus filius et plures nepotes singulos semisses habeant. Idemque evenit, si avo ex duobus filiis impari numero nepotes successerint. 10. Ex filia nepotes sui heredes non sunt; in avi enim materni potestate alienam familiam sequentes ipsa ratione esse non possunt. 11. Eo tempore suus heres constituendus est, quo certum est aliquem intestatum decessisse: quod ex eventu deficientis condicionis et ortu nepotis, qui vivo avo post mortem patris conceptus sit et post mortem avi natus, finiri potest. 12. Quem filius emancipatus suscepit vel adoptavit, sui heredis locum in avi successione, sicut ipse pater, obtinere non potest; potest adoptivus tamen nec quasi cognatus bo-

norum possessionem ejus petere potest. 13. Si sui heredes non sunt, ad agnatos legitima hereditas pertinebit, inter quos primum locum consanguinei obtinent. Agnati autem sunt cognati virilis sexus per virilem *sexum* descendentes, sicut filius fratris et patruus et deinceps tota successio*. 14. Inter agnatos et cognatos hoc interest, quod in agnatis etiam cognati continentur. inter cognatos vero agnati non comprehenduntur. Et ideo patruus et agnatus est et cognatus, avunculus autem cognatus tantummodo. 15¹. *Consanguinei sunt eodem patre nati, licet diversis matribus, qui in potestate fuerunt mortis tempore : adoptivus quoque frater, si non sit emancipatus, et hi qui post mortem patris nati sunt vel causam probaverunt. 16. Soror jure consanguinitatis tam ad fratris quam ad sororis hereditatem admittitur. 17. Consanguineis non existentibus agnatis defertur hereditas, prout quis alterum gradu praecesserit. Quod si plures eodem gradu consistunt, simul admittuntur*. 18. Si sint fratres defuncti et fratres filii vel nepotes fratre non existente, filius fratris nepoti praefertur. 19². *Sed si duorum fratrum sint liberi, non in stirpes, sed in capita hereditas distribuitur, scilicet ut pro numero singulorum viritim distribuatur hereditas*. 20(22)³. Feminae ad hereditates legitimas ultra consanguineas successiones non admittuntur : idque jure civili Voconiana ratione videtur effectum. Ceterum lex XII tabularum nulla discretionem sexus agnatos admittit. 21 (23). In hereditate legitima successioni locus non est ; et ideo fratre decedente, antequam adeat aut repudiet hereditatem, fratris filius admitti non potest, quia omissa successio proximiori defertur. 22 (24). Ab hostibus captus neque sui neque legitimi heredis jus amittit postliminio reversus. Quod et circa eos, qui in insulam deportantur vel servi poenae effecti sunt, placuit observari, si per omnia in integrum indulgentia principali restituantur. 23 (25). Pro herede gerere est destinatione futuri domini aliquid ex hereditariis rebus usurpare ; et ideo pro herede gerere videtur, qui fundorum hereditariorum culturas rationesque disponit, et qui servis hereditariis, jumentis rebusve aliis utitur. 24 (26). Ex pluribus heredibus iisdemque legitimis si qui omiserint hereditatem vel in adeundo aliqua ratione fuerint impediti, his qui adierunt vel eorum heredibus omittentur

1. 8, 15-17 = *Coll.*, 16, 3, 15-17. — 2. 8, 19 = *Coll.*, 16, 3, 19. — 3. La plupart des éditeurs ajoutent après le § 19, un § 20 tiré de l'Építome d'Aegidius : 'Filius fratris intestati filio sororis praefertur' et un § 21 tiré d'*App.*, 1, 7 : 'Legitimi heredes jure gallico intra centesimum diem nisi adierint hereditatem ad proximos eadem successio transferunt' écartés tous deux avec raison par M. Krueger comme n'étant pas de Paul.

portiones ad crescant. Quod in herede instituto, [eum] qui acceperat substitutum, evenire non poterit: diversa enim causa est scripti et legitimi.

[IX. AD SENATUS CONSULTUM TERTULLIANUM].

1. Matres tam ingenuae quam libertinae cives Romanae, ut jus liberorum consecutae videantur, ter et quater peperisse sufficit, dummodo vivos et pleni temporis pariant. 2. Quae semel uno partu tres filios edidit, jus liberorum non consequitur; non enim ter peperisse, sed semel partum fudisse videtur; nisi forte per intervalla pariat. 3¹. Mulier si monstruosum aliquid aut prodigiosum enixa sit, nihil proficit; non sunt enim liberi, qui contra formam humani generis converso more procreantur. 4. Partum, qui membrorum humanorum officia duplicavit, quia hoc ratione aliquatenus videtur effectum, matri prodesse placuit. 5. Septimo mense natus matri prodest; ratio enim Pythagoraei numeri hoc videtur admittere, ut aut septimo pleno, aut decimo mense partus maturior videatur. 6. Aborsus et abactus venter partum efficere non videtur. 7. Libertina ut jus liberorum consequi possit, quater eam peperisse ut ingenuam sufficit. 8. Latina ingenua, jus Quiritium consecuta, si ter peperit, ad legitimam filii hereditatem admittitur; non est enim manumissa. 9. Jus liberorum mater habet, quae tres filios aut habet, aut habuit, aut neque habet neque habuit. Habet, cui supersunt; habuit, quae amisit; neque habet neque habuit, quae beneficio principis jus liberorum consecuta est. 10². *Mater per fratrem excluditur et in successione frater cum sorore aequa sorte succedit; quod si frater defuerit, mater et filiae, quantae fuerint, aequales capiunt portiones*.

[x].

1³. *Filii vulgo quaesiti ad legitimam matris hereditatem aspirare non prohibentur, quia pari jure, ut ipsorum hereditates matribus, ita ipsis matrum deferri debuerunt. 2. Ad filiam ancillam vel libertam ex senatus consulto Claudiano effectam legitima matris intestatae hereditas pertinere non potest, quia neque servi neque liberti matrem civilem habere intelleguntur. 3. Ad legitimam intestatae matris hereditatem filii cives Romani, non etiam Latini admittuntur; cives autem

1. Rapprocher de 9, 3-4, la rédaction différente et plus brève de D., 1, 5, 14. — 2. 9, 10 = *Lex Rom. Burgund.*, 28, 2-3. — 3. 10, 1-3 = *App.*, 1, 17-19.

Romanos eo tempore esse oportet, quo eis defertur et ab iis legitima hereditas aditur; perinde autem matris certiores filii fiunt, non nuntio accepto, sed pro liquido comperto, quod intestata decesserit". 4¹. "Filius maternam hereditatem eandemque legitimam nisi adeundo quaerere non potest."

[XI. DE GRADIBUS].

1². *Στίγματα cognationum directo limite in duas lineas separantur, quarum altera superior, altera inferior: ex superiore autem et secundo gradu transversae lineae pendent, quas omnes latiore tractatu habito in librum singularem contextuimus". 1. Primo gradu superiori linea continentur pater, mater; inferiori, filius, filia: quibus nullae aliae personae junguntur. 2. Secundo gradu continentur superiori linea avus, avia; inferiori nepos, neptis; transversa frater, soror. Quae personae duplicantur; avus enim et avia tam ex patre quam ex matre, nepos, neptis tam ex filio quam ex filia, frater, soror tam ex patre quam ex matre accipiuntur. Quae personae sequentibus quoque gradibus similiter pro substantia earum, quae in quoque gradu consistunt, ipso ordine duplicantur. 3. Tertio gradu veniunt supra proavus, proavia: infra pronepos, proneptis: ex obliquo fratris sororisque filius, filia; patruus, amita, id est patris frater et soror; avunculus, matertera, id est matris frater et soror. 4. Quarto gradu veniunt supra abavus, abavia: infra abnepos, abneptis: ex obliquo fratris et sororis nepos, neptis, frater patruelis, soror patruelis, id est patris filius, filia, consobrinus, consobrina, id est avunculi et materterae filius, filia, amitinus, amitina, id est amitae filius, filia; itemque consobrini, qui ex duabus sororibus nascuntur. Quibus adrescit patruus magnus, amita magna, id est avi paterni frater et soror; avunculus magnus, matertera magna, id est aviae tam paternae quam maternae frater et soror. 5. Quinto gradu veniunt supra quidem atavus, atavia: infra adnepos, adneptis: ex obliquo fratris et sororis pronepos, proneptis; fratris patruelis, sororis patruelis, amitini, amitinae, consobrini, consobrinae filius, filia; propius sobrinus, sobrina, id est patris magni, amitae magnae, avunculi magni, materterae magnae filius, filia. His adrescunt propatruus, proamita, hi sunt proavi paterni frater et soror; proavunculus, promatertera, hi sunt proaviae paternae maternaeque frater et soror, proavique materni. 6. Sexto gradu veniunt supra tritavus, tritavia: infra

1. 10, 4 = App., 1, 8. — 2. 11, 4a = D., 88, 10, 9.

trinepos, trineptis : ex obliquo fratris et sororis abnepos, abneptis, fratris patruelis, sororis patruelis, amitini, amitinae, consobrini, consobrinae patru magni, amitae magnae, avunculi magni, materterae magnae nepos, neptis, propioris sobrino filius, filia, qui consobrini appellantur. Quibus ex latere adcrescunt propatruui, proamitae, proavunculi, promaterterae filius, filia ; abpatruus, abamita, hi sunt abavi paterni frater et soror ; abavunculus, abmatertera, hi sunt abaviae paternae maternaeque frater et soror, abavique materni. 7. Septimo gradu qui sunt cognati, recta linea supra infraque, propriis nominibus non appellantur ; sed ex transversa linea continentur fratris sororisve adnepotes, adneptes consobrini filii filiaeque. 8. Successionis idcirco gradus septem constituti sunt, quia ulterius per rerum naturam nec nomina inveniri, nec vita succedentibus prorogari potest.

[XII. DE MANUMISSIONIBUS].

1. Servum communem unus ex dominis manumittendo Latinum facere non potest, non magis quam civem Romanum : cuius portio eo casu, quo, si, proprius esset, ad civitatem Romanam perveniret, socio adcrescit. 2. Mutus et surdus servum vindicta liberare non possunt : inter amicos tamen et per epistolam manumittere non prohibentur. Ut autem ad justam libertatem pervenire possit, condicione venditionis excipi potest. 3. Tormentis apud praesidem subjectus et de nulla culpa confessus ad justam libertatem perducitur potest. 4. Fideicommissa libertas data facto heredis non mutatur, si servum, quem manumittere iussus est, vinxerit. 5. Communem servum unus ex sociis vinciendo futurae libertati non nocebit ; inter pares enim sententia clementior severiori praefertur ; et certe humanae rationis est favere miserioribus, prope et innocentes dicere, quos absolute nocentes pronuntiare non possunt. 6. Debitor creditorve servum pignoris vinciendo dediticium facere non possunt ; alter enim sine altero causam pignoris deteriore facere non potest. 7. Servus furiosi domini vel pupilli jussu vinctus dediticiorum numero non efficitur, quia neque furiosus neque pupillus exacti consilii capax est. 8. Non tantum si ipse dominus vinciat, nocet libertati, sed et si vinciri jubeat, aut vincientis procuratoris actorisve factum comprobet. Quodsi, antequam sciret vinctum, solutionis ejus causas approbaverit, libertati futurae vincula non nocebunt. 9. Caeco curator dari non potest, quia ipse sibi procuratorem instituere potest.

[XIII. DE FIDEICOMMISSIS LIBERTATIBUS].

1. Ea condicione heres institutus : SI LIBEROS SUOS EMANCI-
PAVERIT, omnimodo eos emancipare cogendus est ; pro condi-
cione enim hoc loco emancipatio videtur adscripta. 2. Dece-
dente eo, a quo fideicommissa libertas relicta est, heredes
ejus eam praestare cogendi sunt. 3. Decedens servis suis liber-
tatem ita dedit : ILLUM ET ILLUM LIBEROS ESSE VOLO EOSQUE
FILII MEI Tutores DO ; impeditur fideicommissa libertas, quia
pupilli sine tutoris auctoritate manumittere non possunt et
habentibus tutores tutor dari non potest. Sed interim vice
absentium pupilli habebuntur, ut ex decreto amplissimi ordi-
nis primum libertas ac deinde tutela competere possit.

[XIV. AD LEGEM FUFIAM CANINIAM].

1. Nominatim servi testamento manumitti secundum le-
gem Fufiam possunt. Nominatim autem manumitti intelli-
gitur hoc modo : STICHUS LIBER ESTO. Cum autem OPSONATOREM,
vel QUI EX ANCILLA ILLA NASCETUR, LIBERUM ESSE VOLO, ex Orfi-
tiano senatus consulto perinde libertas competit, ac si no-
minatim data sit ; officiorum enim et artium appellatio ni-
hil de significatione nominum mutat ; nisi forte plures sint,
qui eo officio designentur ; tunc enim nomen adjungendum
est, ut eluceat, de quo testator sensisse videatur. 2. Codicil-
lis testamento confirmatis datae libertates cum his, quae ta-
bulis testamenti datae sunt, concurrunt, et sive antecedant
sive sequantur testamentum, novissimo loco adhibentur, quia
ex testamento utraeque confirmantur. 3. Quotiens numerus
servorum propter legem Fufiam Caniniam ineundus est, fugi-
tivi quoque, quorum semper possessio animo retinetur, com-
putandi sunt. 4. Lege Fufia Caninia cavetur, ut certus servor-
um numerus testamento manumittatur. Subductis igitur
duobus usque ad decem pars dimidia, a decem usque ad
triginta pars tertia, a *triginta* usque ad centum pars quarta,
a centum usque ad quingentos pars quinta. Plures autem
quam centum ex majori numero servorum manumitti non
licet.

[XIV^A.]¹

1. *Nec filio patroni invito libertus natalibus suis restitui
potest : quid enim interest ipsi patrono an filiis ejus fiat in-
juria* ?

1. 14 a = D., 40, 41, 4.

LIBER QUINTUS.

[I. DE LIBERALI CAUSA].

1^A. Qui contemplatione extremae necessitatis aut alimenterum gratia filios suos vendiderint, statui ingenuitatis eorum non praejudicant; homo enim liber nullo pretio aestimatur. Idem nec pignori ab his aut fiduciae dari possunt; ex quo facto sciens creditor deportatur. Operae tamen eorum locari possunt. 2. Veritati et origini ingenuitatis manumissio quocumque modo facta non praejudicat. 3. Descriptio ingenuorum ex officio fisci inter fiscalem familiam facta ingenuitati non praejudicat. 4. Qui metu et impressione alicujus terroris apud acta praesidis servum se esse mentitus est, postea statum suum defendenti non praejudicat. 5. Post susceptum liberale iudicium si adsertor causam deseruerit, in alium adsertorem omne iudicium transferri placuit; in priorem vero, quod prodendae libertatis gratia factum est, extra ordinem vindicatur; non enim oportet susceptam status causam nulla cogente necessitate destitui. 6^A. *Cui necessitas probandi de ingenuitate sua non incumbit, ultro si ipse probare desideret, audiendus est. 7. Qui de ingenuitate cognoscunt, de calumnia ejus, qui temere controversiam movit, ad modum exsilii possunt ferre sententiam. 8. Tutores vel curatores pupillorum, quorum tutelam et res administraverunt, postea status quaestionem facere non possunt. 9. Maritus uxori eidemque libertae status quaestionem inferre non prohibetur*.

[1^A].

1^B. *Locatio vectigalium, quae calor licitantis ultra modum solitae conductionis inflavit, ita demum admittenda est, si fidejussores idoneos et cautionem is qui licitatione vicerit offerre paratus sit. 2. Ad conducendum vectigal invitus nemo compellitur et ideo impleto tempore conductionis elocanda sunt. 3. Reliquatores vectigalium ad iterandam conductionem, antequam superiori conductioni satisfaciant, admittendi non sunt. 4. Debitores fisci itemque rei publicae vectigalia conducere prohibentur, ne ex alia causa eorum debita onerentur: nisi forte tales fidejussores obtulerint, qui debitis eorum satisfacere parati sint. 5. Socii vectigalium si separatim partes ministrant, alter ab altero minus idoneo in se portionem

1. 1, 6-9 = D., 40, 12, 30. — 2. 1a, 1-9 = D., 39, 4, 9.

transferri jure desiderat. 6. Quod illicite publice privatimque exactum est cum altero tanto passis injuriam exsolvitur; per vim vero extortum cum poena tripli restituitur: amplius extra ordinem plectuntur; alterum enim utilitas privatorum, alterum vigor publicae disciplinae postulat. 7. Earum rerum vectigal, quarum numquam praestitum est, praestari non potest: quod si praestari consuetum indiligentia publicani omiserat, alius exercere non prohibetur. 8. Res exercitui paratas praestationi vectigalium subjici non placuit. 9. Fiscus ab omnium vectigalium praestationibus immunis est; mercatores autem, qui de fundis fiscabilibus mercari consuerunt, nullam immunitatem solvendi publici vectigalis usurpare possunt. 10¹. Cotem ferro subigendo necessariam hostilibus quoque venundari, ut ferrum et frumentum et sales, non sine periculo capitis licet. 11. Agri publici, qui in perpetuum locantur, a curatore sine auctoritate principali revocari non possunt. 12. Dominus navis si illicite aliquid in nave vel ipse vel vectores imposuerint, navis quoque fisco vindicatur. Quod si absente domino [id] a magistro vel gubernatore aut proreta nautave aliquo id factum sit, ipsi quidem capite puniuntur commissis mercibus, navis autem domino restituitur. 13. Illicitarum mercium persecutio heredem quoque adfligit. 14. Eam rem, quae commisso vindicata est, dominus emere non prohibetur vel per se vel per alios quibus hoc mandaverit. 15. Qui maximos fructus ex redemptione vectigalium consequuntur, si postea tanto locari non possunt, ipsi ea prioribus pensionibus suscipere compelluntur.*

[II. DE USUCAPIONE].

1. Possessionem adquirimus et animo et corpore: animo utique nostro, corpore vel nostro vel alieno. Sed nudo animo adipisci quidem possessionem non possumus, retinere tamen nudo animo possumus, sicut in saltibus hibernis aestivisque contingit. 2. Per liberas personas, quae in potestate nostra non sunt, adquiri nobis nihil potest. Sed per procuratorem adquiri nobis possessionem posse utilitatis causa receptum est. Absente autem domino comparata non aliter ei, quam si rata sit, quaeritur. 3. Longi autem temporis praescriptio inter praesentes continui decennii spatio, inter absentes vicennii comprehenditur. 4. Viginti² annorum praescriptio etiam adversus rem publicam prodest ei, qui justum initium possessionis

1. 1a, 10-15 = D., 39, 4, 11. — 2. Huschke; 'decem vel viginti'.

habuit nec medio tempore interpellatus est. Actio tamen quanti ejus interest, adversus eos rei publicae datur, qui ea negotia defendere neglexerunt. 5. Si post motam intra tempora quaestionem res ad novum dominum emptione transierit, nec is per viginti annos fuerit inquietatus, avelli ei possessionem non oportet.

[III. DE HIS QUAE PER TURBAM FIUNT].

1. In eos, qui per turbam seditionemve damnum alicui dederint dandumve curaverint, si quidem res pecuniaria est, aestimatione dupli sarcitur; quod si ex hoc corpori alicujus, vitae membrisve noceatur, extra ordinem vindicatur. 2. Quidquid ex incendio, ruina, naufragio, navique expugnata raptum, susceptum suppressumve erit, eo anno in quadruplum ejus rei, quam quis suppresserit, celaverit, rapuerit, convenitur, postea in simplum. 3. Hi, qui aedes alienas villasve explaverint, effregerint, expugnaverint, si quidem id turba cum telis coacta fecerint, capite puniuntur. Telorum autem appellatione omnia, ex quibus saluti hominis noceri possit, accipiuntur. 4. Receptores adgressorum, itemque latronum eadem poena adficiuntur, qua ipsi latrones; sublatis enim suscepto-ribus grassantium cupido conquiescit. 5. Fures vel raptores balnearum plerumque in metallum aut in opus publicum damnantur; nam nonnumquam pro frequentia admissorum judicantis sententia temperatur. 6. Incendiarii, qui consulto incendium inferunt, summo supplicio adficiuntur. Quodsi per incuriam ignis evaserit, dupli compendio damnum ejusmodi sarciri placuit.

[IV. DE INJURIIS].

1. Injuriam patimur aut in corpus aut extra corpus: in corpus verberibus et illatione stupri, extra corpus conviciis et famosis libellis, quod ex adfectu uniuscujusque patientis et facientis aestimatur. 2. Furiosus itemque infans adfectu doli et captu contumeliae carent; idcirco injuriarum agi cum his non potest. 3. Si liberis qui in potestate sunt aut uxori fiat injuria, nostra interest vindicare; ideoque per nos actio inferri potest, si modo is, qui fecit, in injuriam nostram id fecisse doceatur. 4. Corpori injuria infertur, cum quis pulsatur cuiusve stuprum infertur aut de stupro interpellatur. Quae res extra ordinem vindicatur, ita ut pulsatio pudoris poena capitis vindicetur. 5. Sollicitatores alienarum nuptiarum itemque

matrimoniorum interpellatores, et si effectu sceleris potiri non possint, propter voluntatem perniciosae libidinis extra ordinem puniuntur. 6. Injuriarum actio aut lege aut more aut mixto jure introducta est. Lege duodecim tabularum de famosis criminibus, membris ruptis et ossibus fractis. 7. Moribus, quotiens factum pro qualitate sui arbitrio iudicis aestimatur aut congruentis poenae supplicio vindicatur. 8. Mixto jure actio injuriarum ex lege Cornelia constituitur, quotiens quis pulsatur vel cujus domus introitur ab his, qui vulgo directarii appellantur: in quos extra ordinem animadvertitur, ita ut *furis* inruentis consilium pro modo commentae fraudis poena vindicetur exilii aut metalli aut operis publici. 9. Injuriarum civiliter damnatus ejusque aestimationem inferre jussus famosus efficitur. 10. Atrox injuria aestimatur aut loco aut tempore aut persona: loco, quotiens in publico inrogatur; tempore quotiens interdium; persona, quotiens senatori vel equiti Romano decurionis vel alias spectatae auctoritatis viro: et si plebeius vel humili loco natus senatori vel equiti Romano, decurioni vel magistratui vel aedili vel iudici, quilibet horum, vel si his omnibus plebeius¹. 11. Qui per calumniam injuriae actionem instituit, extra ordinem punitur; omnes enim calumniatores exilii vel insulae relegatione aut ordinis amissione puniri placuit. 12. Injuriarum non nisi praesentes accusare possunt; crimen enim, quod vindictae aut calumniae iudicium expectat, per alios intendi non potest. 13. Fit injuria contra bonos mores, veluti si quis fimo corrupto aliquem perfuderit, coeno, luto oblinierit, aquas spurcaverit, fistulas, lacus, quidve aliud in injuriam publicam contaminaverit: in quos graviter animadverti solet. 14. Qui puero praetextato stuprum aliudve flagitium, abducto ab eo vel corrupto comite, persuaserit, mulierem puellamve interpellaverit, quidve pudicitiae corrupendae gratia fecerit, domum praebuerit, pretiumve, quo id persuadeat, dederit, perfecto flagitio capite punitur, imperfecto in insulam deportatur; corrupti comites summo supplicio adficiuntur. 15². *Qui carmen famosum in injuriam alicujus vel alia quaelibet cantica, quo agnosci possit, composuerit, ex auctoritate amplissimi ordinis in insulam deportatur; interest enim publicae disciplinae opinionem uniuscujusque a turpi carminis infamia vindicare*. 16. Psalterium, quod vulgo can-

1. Finale certainement corrompue que Cujas supprime toute entière depuis 'et si'. Krueger conjecture: '... viro plebeius vel humili loco natus injuriam facit vel magistratui vel aedili vel iudici quilibet'. Autre conjecture adoptée par Pellat et Giraud dans Huschke. — 2. 4, 15 intercalé dans quelques mss.

ticum dicitur in alterius infamiam compositum et publice cantatum tam in eos, qui hoc cantaverint, quam in eos, qui composuerint, extra ordinem vindicatur: eo acrius, si personae dignitas ab hac injuria defendenda sit. 17. In eos auctores qui famosos libellos in contumeliam alterius proposuerint, extra ordinem usque ad relegationem insulae vindicatur. 18. Convicium judici ab appellatoribus fieri non oportet; alioquin infamia notantur. 19. Maledictum, itemque convicium publice factum ad injuriae vindictam revocatur; quo facto condemnatus infamis efficitur. 20. Non tantum is, qui maledictum aut convicium ingesserit, injuriarum convictus famosus efficitur, sed et is, cujus ope consiliove factum esse dicitur. 21^t. *Convicium contra bonos mores fieri videtur, si obscaeno nomine aut inferiore parte corporis nudatus aliquis insectatus sit. Quod factum contemplatione morum et causa publicae honestatis vindictam extraordinariae ultionis expectat*. 22. Servus qui injuriam aut contumeliam fecerit, siquidem atrocem, in metallum damnatur; si vero levem, flagellis caesus sud poena vinculorum temporalium domino restituitur.

[VA. DE EFFECTU SENTENTIARUM ET FINIBUS LITIIUM].

1. Res judicatae videntur ab his, qui imperium potestatemque habent, vel qui ex auctoritate eorum inter partes dantur, itemque a magistratibus municipalibus usque ad summam, qua jus dicere possunt; itemque ab his, qui ab imperatore extra ordinem petuntur. Ex compromisso autem judex sumptus rem judicatam non facit; sed si poena inter eas promissum sit, poena re in iudicium deducta ex stipulatu peti potest. 2. Confessi debitores pro iudicatis habentur, ideoque ex die confessionis tempora solutioni praestituta computantur. 3. Confiteri quis in iudicio non tantum sua voce, sed et litteris et quocumque modo potest: convinci autem non nisi scriptura aut testibus potest. 4. Eorum, qui de debito confessi sunt, pignora capi et distrahi possunt. 5 (6). Ea, qua altera parte absente decernuntur, vim rerum iudicatarum non obtinent. 5^a (6^a)². *De unoquoque negotio praesentibus omnibus, quos causa contingit, iudicari oportet; aliter enim iudicatum tantum inter praesentes tenet. 5^b. Qui apud fiscum causam defendere [saepe conventi] neglexerint, rebus iudicatis subijciendi sunt. Quod eo apparet, si saepe conventi praesentiam suam facere noluerint*. 6 (7). Trinis litteris vel edictis aut uno pro

1. 4, 21 intercalé dans quelques ms^s. — 2. 5a, 5a. 5b = D., 42, 1, 47.

omnibus dato aut trina denuntiatione conventus nisi ad iudicem, ad quem sibi denuntiatum est aut cujus litteris vel edicto conventus est, venerit, quasi in contumacem dicta sententia auctoritatem rerum judicatarum obtinet : quin immo nec appellari ab ea potest. 6^a (7^a). Ab ea sententia, quae adversus contumaces lata est, neque appellari neque in duplum revocari potest. 7 (5)¹. *Confessionem suam reus in duplum revocare non potest*. 8. Res olim iudicata post longum silentium in iudicium deduci non potest nec eo nomine in duplum revocari. Longum autem tempus exemplo longae praescriptionis decennii inter praesentes, inter absentes vicennii computatur. 9. In causa capitali absens nemo damnatur neque absens per alium accusare aut accusari potest. 10. Falsis instrumentis religione iudicis circumducta, si jam dicta sententia prius de crimine admissio constiterit, ejus causae instauratio jure deposcitur. 11². *Ratio calculi saepius se patitur supputari atque ideo potest quocumque tempore retractari, si non longo tempore evanescat*.

[V^B.]³

1. *Pupillus si non defendatur, in possessione creditoribus constitutis bonorum ejus, ex his usque ad pubertatem alimenta praestanda sunt. 2. Ejus, qui ab hostibus captus est, bona venire non possunt, quamdiu revertatur*.

[VI. DE INTERDICTIS].

1^{a4}. *Neque muri neque portae habitari sine permisso principis propter fortuita incendia possunt*. 1^{b5}. *Concedi solet, ut imagines et statuæ, quae ornamento rei publicae sunt futurae, in publicum ponantur*. 1. Retinendae possessionis gratia comparata sunt interdicta, per quae eam possessionem quam jam habemus retinere volumus, quale est *UTI POSSIDETIS* de rebus soli et *UTRUBI* de re mobili. Et in priore quidem is potior est, qui redditus interdicti tempore nec vi nec clam nec precario ab adversario possedit ; in altero vero potior est, qui majore parte anni retrorsum numerati nec vi nec clam nec precario possedit. 2. Ut interdictum, ita et actio proponitur, ne quis via publica aliquem prohibeat. Cujus rei sollicitudo ad viarum curatores pertinet, a quarum munitione nemo exceptus est. Si quis tamen in ea aliquid operis fecerit, quo commeantes impediuntur, demolito opere cou-

1. 5a, 7 = App., 2, 10. — 2. 5a, 11 = App., 4, 16. — 3. 5b = D., 42, 5, 39 — 4. 6, 1a = D., 43, 6, 3. — 5. 6, 1b = D., 43, 9, 2.

demnatur. 3. Non tantum si ipse dominus possessione dejiciat, utile interdictum est, sed etiam si familia ejus. Familiae autem nomine etiam duo servi continentur. 4. Vi dejicitur non tantum, qui oppressu multitudinis aut fustium aut telorum aut armorum metu terretur, sed et is, qui violentiae opinione comperta possessione cessit, si tamen eam adversarius ingressus sit. 5. De navi vi dejectus hoc interdicto experiri non potest; sed utilis ei actio de rebus recuperandis, exemplo vi bonorum raptorum, datur. Idemque in eo dicendum est, qui carruca aut equo dejicitur; quibus non abductis, injuriarum actio datur. 6. Vi dejectus videtur et qui in praedio vi retinetur et qui in via territus est, ne ad fundum suum accederet. 7. Qui vi aut clam aut precario possidet ab adversario, impune dejicitur. 8. Ex rebus vi possessis si aliquae res arserint, vel servi decesserint, licet id sine dolo ejus, qui dejecit, factum sit, aestimatione tamen condemnandus est, qui ita voluit adipisci rem juris alieni. 8^a. *Cujuscumque fundi usufructuarius prohibitus aut dejectus de restitutione omnium rerum simul occupatarum agit; sed et si medio tempore aliquo casu interciderit usufructus, aequae de perceptis antea fructibus utilis actio tribuitur. 8^b. Si fundus, cujus usufructus petitur, non a domino possideatur, actio redditur. Et ideo si de fundi proprietate inter duos quaestio sit, fructuarius nihilo minus in possessione esse debet satisque ei a possessore cavendum est, quod non sit prohibiturus frui eum, cui usufructus relictus est, quamdiu de jure suo probet. Sed si ipsi usufructuario quaestio moveatur, interim usufructus ejus differtur, sed caveri de restituendo eo, quod ex his fructibus percepturus est, vel si satis non detur, ipse frui permittitur*. 8^c. *Si de via itinere actu aquaeductu agatur, hujusmodi cautio praestanda est, quamdiu quis de jure suo doceat, non se impediturum agentem et aquam ducentem et iter facientem. Quod si neget jus esse adversario agendi aquae ducendae, cavere sine praejudicio amittendae servitutis debet, donec quaestio finietur, non se usurum*. 8^d. * . . . fructuarius, licet suo nomine. 8^e. . . . sive ad fundum nostrum facit sive ex fundo. 8^f. Servitute usus non videtur nisi is, qui suo jure uti se credidit: ideoque si quis pro via publica vel pro alterius servitute usus sit, nec interdictum nec actio utiliter competit*. 9. Si inter vicinos ex communi rivo aqua ducatur, induci prius debet, et his vici-

1. 6, 8a-8b = D., 7, 1, 60. — 2. 6, 8c = D., 43, 20, 7. — 3. 6, 8d-8f = D., 8, 0, 21. 23. 25.

bus, quibus a singulis duci consuevit, ducenti vis fieri prohibetur; alienam autem aquam usurpanti nummaria poena inrogatur. Cujus rei cura ad sollicitudinem praesidis spectat. 10. Redditur interdicti actio, quae proponitur ex eo, ut quis, quod precarium habet, restituat; [nam et civilis actio hujus rei, sicut commodati, competit:]¹ eo vel maxime, quod ex beneficio suo unusquisque injuriam pati non debet. 11. Precario possidere videtur non tantum, qui per epistulam vel qualibet alia ratione hoc sibi concedi postulavit, sed et is, qui nullo voluntatis indicio, patiente tamen domino, possidet. 12. Heres ejus, qui precariam possessionem tenebat, si in ea manserit, magis dicendum est clam videri possidere; nullae enim preces ejus videntur adhibitae. Et ideo persecutio ejus rei semper manebit nec interdicto locus est. 13. Arbor, quae in alienas aedes imminet vel in vicini agrum, nisi a domino sublucari non potest, isque conveniendus est, ut eam sublucet. Quod si conventus dominus id facere noluerit, a vicino luxuries ramorum compescitur; idque qualiscumque dominus facere non prohibetur. 14. Adversus eum, qui hominem liberum vinxerit, suppresserit, incluserit, operamve ut id fieret dederit, tam interdictum quam legis Fabiae super ea re actio redditur; et interdicto quidem id agitur, ut exhibeatur is, qui detinetur, lege autem Fabia, ut etiam poena nummaria coerceatur. 15. Bene concordans matrimonium separari a patre divus Pius prohibuit, itemque a patrono liberum, a parentibus filium filiamque; nisi forte quaeratur, ubi utilius morari debeat. 16. Omnibus bonis, quae habet quaeque habiturus est, obligatis, nec concubina, nec filius naturalis, nec alumnus, nec quae in usu cotidiano habet obligantur; ideoque de his nec interdictum redditur.

[VII. DE OBLIGATIONIBUS²].

1. Obligationum firmandarum gratia stipulationes inductae sunt, quae quadam verborum sollemnitate concipiuntur. et appellatae, quod per eas firmitas obligationum constringitur; stipulum enim veteres firmum appellaverunt. 2. Verborum obligatio inter praesentes, non etiam inter absentes contrahitur. Quod si scriptum fuerit instrumento promississe aliquem, perinde habetur, atque si interrogatione praecedente responsum sit. 2^a. "Si sub una significatione diversis nominibus ea

1. Interpolation ou glose insérée dans le texte postérieurement à Paul; cf. *D.*, 47, 2, 14, 11 et Dernburg, *Pandekten*, éd. 2, 1892, 3, p. 244, n. 11. — 2. Schulting suivi par Huschke: 'De verborum obligationibus'. — 3. 7, 2 a. 2 b. = *D.*, 45, 1, 136.

res quae in stipulatum deducitur appellatur, non infirmit obligationem, si alter altero verbo utatur. 2^b. Si qui viam ad fundum suum dari stipulatus fuerit, postea fundum partemve ejus ante constitutam servitutem alienaverit, evanescit stipulatio*. 3. Fructuarius servus si quid ex re fructuarii aut ex operis suis acquirit, ad fructuarium pertinet. Quidquid autem aliunde vel ex re proprietarii acquirit, domino proprietatis acquirit. 4. Cum facto promissoris res in stipulatum deducta intercidit, perinde agi ex stipulatu potest ac si ea res extaret: ideoque promissor aestimatione ejus punitur, maxime si in dolum quoque ejus concepta fuerit stipulatio.

[VIII. DE NOVATIONIBUS].

1. Non solum per nosmet ipsos novamus, quod nobis debetur, sed etiam per eos, per quos stipulari possumus, velut per filiumfamilias vel per servum, jubendo vel ratum habendo. Procurator quoque noster ex jussu nostro receptum est ut novare possit.

[IX. DE STIPULATIONIBUS].

1. Substitutus heres ab instituto, qui sub condicione scriptus est, utiliter sibi institutum hac stipulatione cavere compellit, ne petita bonorum possessione res hereditarias deminuat; hoc enim casu ex die interpositae stipulationis duplos fructus praestare compellitur. Hujus enim praejudicium a superiore differt, quo quaeritur, an ea res, de qua agitur, major sit centum sestertiis; ideoque in longiorem diem concipitur. 2. Ex die accepti iudicii dupli fructus computantur. Et tam dantes quam accipientes, heredes quoque eorum, procuratorum cognitorumque personae, itemque sponsores eadem stipulatione comprehenduntur; eorum quoque, quorum nomine promittitur¹. 3. Quotiens iudicatum solvi stipulatione satisfidatur, ommissa ejus actio rei-judicatae persecutionem non excludit. 4. Emancipati liberi praeteriti si velint miscere se paternae hereditati et cum his, qui in potestate remanserunt, communis patris dividere hereditatem, antequam bonorum possessionem petant, de conferendo cavere cum satisfidatione debebunt. Quodsi satisfidare non possunt, statim ex fide bonorum confusionem, excepto peculio castrensi, facere cogendi sunt.

1. Krueger corrige: 'dantis quam accipientis heredes, procuratorum quoque eorum cognitorumque personae eadem stipulatione comprehenduntur, itemque sponsores eorum quorum nomine promittitur'.

[X. DE CONTRAHENDA AUCTORITATE¹].

1. Ob metum impendentis damni vicino satisfacere debet, additis sponsoribus, super eo quod damni acciderit. 2. De communi pariete utilitatis causa hoc coepit observari, ut aedificet quidem cujus aedificare interest, cogatur vero socius portionis suae impensas agnoscere.

[XI. DE DONATIONIBUS].

1. Species extra dotem a matre in honorem nuptiarum praesente filia genero traditae donationem perfecisse videntur. 2. Probatio traditae vel non traditae possessionis non tam in jure quam in facto consistit; ideoque sufficit ad probationem, si rem corporaliter teneant. 3. Pater si filiofamilias aliquid donaverit et in ea voluntate perseverans decesserit, morte patris donatio convalescit. 4. Cum unius rei in duos donatio confertur, potior est ille, cui res tradita est: nec interest, posterior is an prior acceperit, et exceptae necne personae sint. 5. Invitus donator de evictione rei donatae promittere non cogitur, nec eo nomine, si promiserit, oneratur, quia lucrativae rei possessor ab evictionis actione ipsa juris ratione depellitur. 5^a. "Si pater emancipati filii nomine donationis animo pecuniam feneravit eamque filius stipulatus est, ipso jure perfectam donationem ambigi non potest". 6. Ei, qui aliquem a latrunculis vel hostibus eripuit, in infinitum donare non prohibetur (si tamen donatio et non merces eximii laboris appellanda est), quia contemplationem salutis certo modo aestimari non placuit.

[XII. DE JURE FISCO ET POPULI].

1^a. "In fraudem fisci non solum per donationem, sed quocumque modo res alienatae revocantur. Idemque juris est et si non quaeratur; aequae enim in omnibus fraus punitur. 1^b. Bona eorum, qui in custodia vel in vinculis vel compedibus decesserunt, heredibus eorum non auferuntur, sive testato sive intestato decesserunt. 1^c. Ejus bona, qui sibi mortem conscivit, non ante ad fiscum coguntur, quam prius constiterit, cujus criminis gratia manus sibi intulerit." 1. Ejus bona, qui sibi ob aliquod admissum flagitium mortem conscivit et manus intulit, fisco vindicantur. Quod si id taedio vitae aut pudore aeris alieni vel valetudinis alicujus impatientia admisit, non

1. 11, 5a = D., 30, 5, 24. — 2. 12, 1a-1c. = D., 40, 14, 45 pr. 1. 2.

inquietabuntur, sed ordinariae successioni relinquuntur. 1^{di}. *A debitore fisci in fraudem datas libertates retrahi placuit. Sane ipsum ita ab alio emere mancipium, ut manumittat, non est prohibitum: ergo tunc et libertatem praestare possit*. 2. Ei etiam velut indigno aufertur hereditas qui adfinem vel cognatum, cui ipse ab intestato successurus erat, testamentum facere prohibuit aut ne jure subsisteret operam dedit. 2^a. *Portiones quoque eorum fisco vindicantur, qui mortem libertorum suspecto decedentium non defenderunt; omnes enim heredes vel eos qui loco heredis sunt officiose agere circa defuncti vindictam convenit*. 3. Si pater vel dominus id testamentum, quo filius ejus vel servus heredes instituti sunt aut legatum acceperunt, falsum redarguant nec obtineant, fisco locus est. 4. Aetati ejus, qui accusat testamentum, si non obtineat, succurri solet in id quod ita amisit; maxime si tutoris aut curatoris consilio actio instituta sit. 4^{as}. *Minor viginti quinque annis omissam allegationem per in integrum restitutionis auxilium repetere potest*.

5. In ea provincia, ex qua quis originem ducit, officium fiscale administrare prohibetur, ne aut gratiosus aut calumniosus apud suos esse videatur. 6. Quotiens sine auctoritate iudicati officiales alicujus bona occupant vel describunt vel sub observatione esse faciunt, adito procuratore injuria submovetur, et rei hujus auctores ad praefectos praetorio puniendi mittuntur. 7. Litem in perniciem privatorum fisco donari non oportet, nec ab eodem donatam suscipi. 8. Imperatorem litis causa heredem institui invidiosum est; nec enim calumniandi facultatem ex principali majestate capi oportet. 9. Ex nuda pollicitatione nulla actio nascitur; ideoque ejus bona, qui se heredem imperatorem facturum esse jactaverat, a fisco occupari non possunt. 9^a. *Ex imperfecto testamento legata vel fideicommissa imperatorem vindicare inverecundum est; decet enim tantae majestati eas servare leges quibus ipse solutus esse videtur*. 9^b. *Quod si ea bona, ex quibus imperator heres institutus est, solvendo non sint, re perspecta consulitur imperator; heredis enim instituti in adeundis vel repudiandis hujusmodi hereditatibus voluntas exploranda est*.

10. Privilegium fisci est inter omnes creditores primum locum retinere. 11. Quicumque a fisco convenitur, non ex indice et exemplo alicujus scripturae, sed ex authentico conveniendus est, et ita, si contractus fides possit ostendi. Ceterum

1. 12, 1d = D., 40, 14, 45, 3. — 2. 12, 2a = D., 34, 9, 21. — 3. 12, 4a = D., 4, 4, 36. — 4. 12, 9a = D., 32, 23. — 5, 12, 9b = D., 1, 19, 2.

calumniosam scripturam vim justae petitionis in judicio obtinere non convenit. 12. Ejus bona, qui falsam monetam percussisse dicitur, fisco vindicantur. Quod si servi ignorante domino id fecisse dicantur, ipsi quidem summo supplicio adficiuntur, domino tamen nihil aufertur, quia pejorem domini causam servi facere, nisi forte scierit, omnino non possunt.

13¹. *Ex his bonis, quae ad fiscum delata sunt, instrumenta vel chirographa, acta etiam ad jus privatorum pertinentia restitui postulantibus convenit. 14. Neque instrumenta neque acta a quoquam adversus fiscum edi oportet. 15. Ipse autem fiscus actorum suorum exempla hac condicione edit, ut is, cui describendi fit potestas, adversus se vel rem publicam his actis *ne* utatur : de quo cavere compellitur, ut, si usus is contra interdictum fuerit, causa cadat. 16. Quotiens apud fiscum agitur, actorum potestas postulanda est, ut merito his uti liceat, eaque manu commentariensis adnotanda sunt. Quod si ea aliter proferantur, is qui ita protulerit causa cadit. 17. Quotiens iterum apud fiscum eadem causa tractatur, priorum actorum, quorum usus non fuerat postulatus, ex officio recitatio jure poscetur. 18. Qui pro alio a fisco conventus debitum exsolvit, non inique postulat persecutionem honorum ejus pro quo solvit : in quo etiam adjuvari per officium solet. 19. Fiscalibus debitoribus petentibus ad comparandam pecuniam dilationem negari non placuit. Cujus rei aestimatio ita arbitrio judicantis conceditur, ut in majoribus summis non plus quam tres menses, in minoribus vero non plus quam duo prorogentur ; prolixioris autem temporis spatium ab imperatore postulandum est. 20. Si principalis rei bona ad fiscum devoluta sint, fidejussores liberantur, nisi forte minus idonei sint et in reliquum non exsolutae quantitatis accesserint. 21. Si plus servatum est ex bonis debitoris a fisco distractis, jure ac merito restitui postulatur. 22. Conductor ex fundo fiscali nihil transferre potest nec cupressi materiam vendere vel olivae non substitutis aliis ceterasque arbores pomiferas caedere, et facta ejus rei aestimatione in quadruplum convegitur. 23. Minoribus viginti quinque annis neque fundus neque vectigalia locanda sunt, ne adversus ea beneficio aetatis utantur*.

[XIII. DE DELATORIBUS].

1. Omnes omnino deferre alterum et causam pecuniariam

1. 12, 13-23 = D., 49, 14, 45, 4-14.

fisco nuntiare prohibentur; nec refert, mares istud an feminae faciant, servi an ingenui an libertini, an suos an extraneos deferant; omni enim modo puniuntur. 2. Servi fiscales, qui causam domino prodere ac nuntiare contendunt, deferre non videntur. Subornati sane reum prodere coguntur, ne qui, quod per se non potest, per alium deferat. Perinde autem subornatores ac delatores puniuntur. 3. Damnati servi, sive post sententiam sive ante sententiam dominorum facinora confessi sint, nullo modo audiuntur, nisi forte reos deferant majestatis.

[XIV. DE QUAESTIONIBUS HABENDIS].

1. In criminibus eruendis quaestio quidem adhibetur: sed non statim a tormentis incipiendum est, ideoque prius argumentis quaerendum, et si suspicio aliqua reus urgeatur, adhibitis tormentis de sociis et sceleribus suis confiteri compellitur. 2. Unius facinoris plurimi rei ita audiendi sunt, ut ab eo primum incipiatur, qui timidior et tenerae aetatis esse videatur. 3¹. Reus evidentioribus argumentis oppressus repeti in quaestionem potest, maxime si in tormenta animum corpusque duraverit. 4. In ea causa, in qua nullis reus argumentis urgebatur, tormenta non facile adhibenda sunt, sed instandum accusatori, ut id quod intendat comprobet atque convincat. 5. Testes torquendi non sunt convincendi mendacii aut veritatis gratia, nisi cum facto intervenisse dicuntur².

[XV. DE TESTIBUS].

1. Suspectos gratiae testes, et eos vel maxime, quos accusator de domo produxerit vel vitae humilitas infamarit, interrogari non placuit; in teste enim et vitae qualitas spectari debet et dignitas. 2. In adfinem vel cognatum inviti testes interrogari non possunt. 3. Adversus se invicem parentes et liberi, itemque liberti nec volentes ad testimonium admittendi sunt, quia rei verae testimonium necessitudo personarum plerumque corrumpit. 4. Testes, cum de fide tabularum nihil dicitur, adversus scripturam interrogari non possunt. 5. Qui falso vel varie testimonia dixerunt vel utrique parti prodiderunt, aut in exilium aguntur aut in insulam relegantur aut curia submoventur. 6. In re pecuniaria tormenta, nisi cum de rebus hereditariis quaeritur, non adhibentur; alias autem jurejurando aut testibus explicantur.

1. 14, 2-5 = D., 48, 18, 18, 1-3.

[XVI. DE SERVORUM QUÆSTIONIBUS].

1. Servum de facto in se interrogari posse ratio æquitatis ostendit; nec enim obesse ei debet, qui per servum aliquid sine cautione commodat vel deponit. 2. Judex tutelaris itemque centumviri, si aliter de rebus hereditariis vel de fide generis instrui non possunt, poterunt de servis hereditariis habere quaestionem. 3. Servi alieni in alterius caput non nisi singuli torqueri possunt. Et hoc invito domino non est permitendum, nisi delator, cujus interest quod intendit probare, pretia eorum quanti dominus taxaverit inferre sit paratus vel certe deterioris facti servi subire taxationem. 4. Servo qui ultro aliquid de domino confitetur, fides non accommodatur; nec enim oportet in rebus dubiis salutem dominorum servorum arbitrio committi. 5. Servi in caput domini neque a præside neque a procuratore, neque in pecuniariis neque in capitalibus causis interrogari possunt. 6. Communis servus in caput alterius ex dominis torqueri non potest. 7. Qui servum ideo comparavit, ne in se torqueretur, restituto pretio poterit interrogari. 8. Servus in caput ejus domini, a quo distractus est cuique aliquando servivit, in memoriam prioris domini interrogari non potest. 8^a. *Servus nec si a domino ad tormenta offeratur, interrogandus est. 8^b. Sane quotiens quaeritur, an servi in caput domini interrogandi sint, prius de eorum dominio oportet inquiri*. 9. Si servus ad hoc fuerit manumissus, ne torqueatur, quaestio de eo nihilo minus haberi potest.

10. Quaestioni ejus latronis, quem quis obtulit, cum de eo confitetur, fidem accommodari non convenit: nisi id forte velandæ conscientiae suae gratia, quam cum reo habuit, fecisse doceatur.

11. Neque accusator per alium accusare neque reus per alium defendi potest, nisi ingratum libertum patronus accuset aut rei absentia defendatur. 11^a *....alii propter suspicionem calumniae, ut illi qui falsum testimonium subornati dixerunt*. 12. Si pecunia data judici reus absolutus esse dicatur idque in eum fuerit comprobatum, ea poena damnatur, qua reus damnari potuisset. 13. In convictum reum, sive torqueri possit sive non possit, pro modo admissi sceleris statuendum est. 14. Reis suis edere crimina accusatores cogendi sunt: scire enim oportet, quibus sint criminibus responsuri. 15².

1. 16, 8a-8 b = D., 48, 18, 18, 7-8. — 2. 16, 11a = D., 48, 2, 9. — 3. 16, 15² = D., 48, 18, 18, 9-10.

Cogniturum de criminibus praesidem oportet ante diem palam facere custodias se auditurum, ne hi, qui defendendi sunt, subitis accusatorum criminibus opprimantur : quamvis defensionem quocumque tempore postulante reo negari non oportet, adeo ut propterea et differantur et proferantur custodiac. 16. Custodiae non solum pro tribunali, sed et de plano audiri possunt atque damnari. 17¹. *In pecuniariis causis omnibus dilatio singulis causis plus semel tribui non potest : in capitalibus autem reo tres dilationes, accusatori duae dari possunt : sed utrumque causa cognita*.

[XVII. DE ABOLITIONIBUS].

1 (2). ²Post abolitionem publicam a delatore suo reus intra tricensimum diem repeti potest, postea non potest. 2 (3). Summa supplicia sunt crux, crematio, decollatio ; mediocrium autem delictorum poenae sunt metallum, ludus, deportatio ; minimae, relegatio, exilium, opus publicum, vincula. Sane qui ad gladium dantur, intra annum consumendi sunt.

[XVIII. DE ABACTORIBUS].

1. Abactores sunt, qui unum equum, duas equas, totidemque boves vel capras decem aut porcos quinque abegerint. Quidquid vero intra hunc numerum fuerit ablatum, in poenam furti pro qualitate ejus aut in duplum aut in triplum convenitur, vel fustibus caesus in opus publicum unius anni datur, aut sub poena vinculorum domino restituetur. 2³. *Atroces pecorum abactores plerumque ad gladium vel in metallum, nonnumquam autem in opus publicum dantur. Atroces autem sunt, qui equos et greges ovium de stabulo vel de pascuis abigunt, vel si id saepius aut ferro aut conducta manu faciunt*. 3. Si ea pecora, de quibus quis litigat, abegerit, ad forum remittendus est atque ita convictus in duplum vel in triplum furis more damnatur. 4⁴. *Qui bovem vel equum errantem quodve aliud pecus abduxerit, furem magis eum quam abactorem constitui placuit*.

[XIX. DE SACRILEGIS].

1. Qui noctu manu facta praedandi ac depopulandi gratia templum inrumpunt, bestiis objiciuntur ; si vero per diem leve

1. 16, 17 = *D.*, 2, 12, 10. — 2. La plupart des éditions mettent à tort en tête de ce titre comme § 1, les mots ; 'Abolito est delictio oblivio vel extinctio accusationis', tirés de l'*Építome* d'Aegidius. — 3. 18, 2 = *Coll.*, 11, 2. — 4. 18, 4 = *Coll.*, 11, 5.

aliquid de templo abstulerint, vel deportantur honestiores, vel humiliores in metallum damnantur.

[XIX^A]¹.

1. *Rei sepulchrorum violatorum, si corpora ipsa extraxerint vel ossa eruerint, humilioris quidem fortunae summo supplicio adficiuntur, honestiores in insulam deportantur : alias autem relegantur aut in metallum damnantur.*

[XX. DE INCENDIARIIS].

1². *Incendiarii, qui quid in oppido praedandi causa faciunt, capite puniuntur. 2. Qui casam aut villam inimicitarum gratia incenderunt, humiliores in metallum aut in opus publicum damnantur, honestiores in insulam relegantur. 3. Fortuita incendia, quae casu venti ferente vel incuria ignem supponentis ad usque vicini agros evadunt, si ex eo seges vel vinea vel olivae vel fructiferae arbores concrementur. datum damnum aestimatione sarciatur. 4. Commissum vero servorum, si domino videatur, noxae deditioe sarcitur. 5. Messium sane per dolum incensores, vinearum olivarumve aut in metallum humiliores damnantur, aut honestiores in insulam relegantur.* 6. Qui noctu frugiferas arbores manu facta ceciderint, ad tempus plerumque in opus publicum damnantur aut honestiores damnum sarcire coguntur vel curia submoventur vel relegantur.

[XXI. DE VATICINATORIBUS ET MATHEMATICIS].

1. Vaticinatores, qui se deo plenos adsimulant, idcirco civitate expelli placuit, ne humana credulitate publici mores ad spem alicujus rei corrumpere, vel certe ex eo populares animi turbarentur. Ideoque primum fustibus caesi civitate pelluntur ; perseverantes autem in vincula publica conjiciuntur aut in insulam deportantur vel certe relegantur. 2. Qui novas sectas vel ratione incognitas religiones inducunt, ex quibus animi hominum moveantur, honestiores deportantur, humiliores capite puniuntur. 3. Qui de salute principis vel summa reipublicae mathematicos hariolos haruspices vaticinatores consulit, cum eo, qui responderit, capite punitur. 4. Non tantum divinatione quis, sed ipsa scientia ejusque

1. 19a = D., 47, 12, 11. — 2. 20, 1-5 (= Coll., 12, 4. 2. 3) trouvés dans cet ordre par Cujas dans le Vésontinus.

libris melius fecerit abstinere. Quodsi servi de salute domino consuluerint, summo supplicio, id est cruce, adficiuntur; consulti autem si responsa dederint, aut in metallum damnantur aut in insulam relegantur¹.

[XXIA²].

1. *Si quis aliquid ex metallo principis vel ex moneta sacra furatus sit, poena metalli et exilii punitur. 2. Transfugae ad hostes vel consiliorum nostrorum renuntiatores aut vivi exuruntur aut furcae suspenduntur*.

[XXII. DE SEDITIOSIS].

1. Auctores seditionis et tumultus vel concitatores populi pro qualitate dignitatis aut in crucem tolluntur aut bestiis obijciuntur aut in insulam deportantur.

2. Qui terminos effodiunt vel exarant arboresve terminales evertunt, siquidem id servi sua sponte fecerint, in metallum damnantur; humiliores in opus publicum, honestiores in insulam amissa tertia parte bonorum relegantur aut exulare coguntur. 3. Cives Romani qui se Judaico ritu vel servos suos circumcidi patiuntur, bonis ademptis in insulam perpetuo relegantur; medici capite puniuntur. 4. Judaei si alienae nationis comparatos servos circumciderint, aut deportantur aut capite puniuntur. 5³. *Qui nondum viripotentes virgines corrumpunt, humiliores in metallum damnantur, honestiores in insulam relegantur aut in exilium mittuntur. 6. Qui se suis nummis redemptum non probaverit, libertatem petere non potest: amplius eidem domino sub poena vinculorum redditur, vel, si ipse dominus malit, in metallum damnatur*.

[XXIII. AD LEGEM CORNELIAM DE SICARIIS ET VENEFICIS].

1. Lex Cornelia poenam deportationis infligit ei qui hominem occiderit ejusve rei causa furtive faciendi cum telo fuerit, et qui venenum hominis necandi causa habuerit vendiderit paraverit, falsum testimonium dixerit, quo quis periret, mortisve causam praestiterit. Quae omnia facinora in honestiores poena capitis vindicari placuit, humiliores vero in crucem tolluntur aut bestiis obijciuntur. 2⁴. *Homicida est qui aliquo genere teli hominem occidit mortisve causam praestitit*.

1. Huschke, Pellat: 'deportantur'. — 2. 21a = D., 48, 19, 38, pr. 1. — 3. 22, 5. 6 = D., 48, 19, 38, 3. 4. — 4. 23, 2 = Coll., 1, 4.

3. Qui hominem occiderit, aliquando absolvitur, et qui non occidit, ut homicida damnatur; consilium enim uniuscujusque, non factum puniendum est. Ideoque qui, cum vellet occidere, id casu aliquo perpetrare non potuit, ut homicida punitur, et is, qui casu jactu teli hominem imprudenter occidit, absolvitur. 4¹. 'Quod si in rixa percussus homo perierit, quoniam ictus quoque ipsos contra unumquemque contemplari oportet, ideo humiliores in ludum aut in metallum damnantur, honestiores dimidia parte bonorum multati relegantur'. 5². 'Causa mortis idonea non videtur, cum caesus homo post aliquot dies officium diurnae vitae retinens decessit, nisi forte fuerit ad necem caesus aut letaliter vulneratus.' 6³. 'Servus si plagis defecerit, nisi id dolo fiat, dominus homicidii reus non potest postulari; modum enim castigandi et in servorum coercitione placuit temperari.' 7⁴. 'Qui telum tutandae salutis causa gerit, non videtur hominis occidendi causa portare. Teli autem appellatione non tantum ferrum continetur, sed omne quod nocendi causa portatum est.' 8. Qui latronem caedem sibi inferentem vel alium quemlibet stuprum *inferentem*⁵ occiderit, puniri non placuit; alius enim vitam, alius pudorem publico facinore defenderunt. 9⁶. 'Si quis furem nocturnum vel diurnum, cum se telo defenderet, occiderit, hac quidem lege non tenetur, sed melius fecerit, qui eum comprehensum transmittendum ad praesidem magistratibus obtulerit.' 10 (11). Mandatores caedis perinde ut homicidae puniuntur. 11 (10). Judex, qui in caput fortunasque hominis pecuniam acceperit, in insulam bonis ademptis deportatur. 12. Si putator ex arbore cum ramum dejiceret, non proclamaverit, ut vitaretur, atque ita praeteriens ejusdem ictu perierit, etsi in legem non incurrit, in metallum datur. 13. Qui hominem invitum libidinis aut promercii causa castravit castrandumve curavit, sive is servus sive liber sit, capite punietur, honestiores publicatis bonis in insulam deportantur. 14. Qui abortionis aut amatorium poculum dant, etsi id dolo non faciant, tamen quia mali exempli res est, humiliores in metallum, honestiores in insulam amissa parte bonorum relegantur: quod si ex hoc mulier aut homo perierit, summo supplicio adficiuntur. 15. Qui sacra impia nocturnave, ut quem obcantarent defigerent obligarent, fecerint faciendave curaverint, aut cruci suffiguntur aut bestiis objiciuntur. 16. Qui hominem

1. 23, 4 = Coll., 1, 7, 2. D., 48, 8, 17. — 2. 23, 5 = Coll., 2, 7. — 3. 23, 6 = Coll., 3, 2. — 4. 23, 7 = Coll., 1, 13; cf. D., 48, 6, 11, 2. — 5. Huschke, *suivi par Pellat*; les ms. : 'alios quemlibet stupro offenderit'. — 6. 23, 9 = Coll., 7, 2.

immolaverint, exve ejus sanguine litaverint, fanum templumve polluerint, bestiis objiciuntur, vel si honestiores sint, capite puniuntur. 17. Magicae artis conscios summo supplicio adfici placuit, id est bestiis objici aut cruci suffigi. Ipsi autem magi vivi exuruntur. 18. Libros magicae artis apud se neminem habere licet ; et penes quoscumque reperti sint, bonis ademptis, ambustis his publice in insulam deportantur, humiliores capite puniuntur. [Non tantum hujus artis professio, sed etiam scientia prohibita est]¹. 19. Si ex eo medicamine, quod ad salutem hominis vel ad remedium datum erat, homo perierit, is qui dederit, si honestior sit, in insulam relegatur, humilior autem capite punitur.

[XXIV. AD LEGEM POMPEIAM DE PARRICIDIIS].

1. Lege Pompeia de parricidiis [tenentur] qui patrem matrem avum aviam fratrem sororem patronum patronam occiderint, etsi antea insuti culleo in mare praecipitabantur, hodie tamen vivi exuruntur vel ad bestias dantur.

[XXV. AD LEGEM CORNELIAM TESTAMENTARIAM].

1. Lege Cornelia testamentaria [tenentur :] qui testamentum quodve aliud instrumentum falsum sciens dolo malo scripserit, recitaverit, subjecerit, suppresserit, amoverit, resignaverit, deleverit, quodve signum adulterinum sculpsit, fecerit, expresserit, amoverit, reseraverit, quive nummos aureos argenteos adulteraverit, laverit, conflaverit, raserit, corruperit, vitiaverit, vultuve principum signatam monetam, praeter adulterinam, reprobaverit : honestiores quidem in insulam deportantur, humiliores autem aut in metallum dantur aut in crucem tolluntur ; servi autem post admissum manumissi capite puniuntur. 1^a. *Qui falsam monetam percusserint, si id totum formare noluerunt, suffragio justae paenitentiae absolvuntur. 1^b. Accusatio suppositi partus nulla temporis praescriptione depellitur, nec interest, decesserit nec ne ea quae partum subdidisse contenditur*. 2. Qui ob falsum testimonium perhibendum vel verum non perhibendum pecuniam acceperit dederit judicemve, ut sententiam ferat vel non ferat, corruperit corrupendumve curaverit, humiliores capite puniuntur, honestiores publicatis bonis cum ipso judice in insulam deportantur. 3^a. *Falsum est, quidquid in veritate non est, sed pro vero adseveratur*. 4. Judex, qui contra sacras

1. Phrase passée abusivement de l'interprétation dans le texte. — 2. 25, 1 a b. = D., 48, 10, 19. — 3. 25, 3 = Coll., 8, 6.

principum constitutiones contrave jus publicum, quod apud se recitatum est, pronuntiat, in insulam deportatur. 5. Qui rationes, acta, libellos, album propositum, testationes, cautiones, chirographa, epistulas sciens dolo malo in fraudem alicujus deleverit, mutaverit, subjecerit, subscripserit, quive aes inauraverit argentaverit, quive, cum argentum aurum poneret, aes stannumve subjecerit, falsi poena coercetur. 6. Amplissimus ordo decrevit eas tabulas, quae publici vel privati contractus scripturam continent, adhibitis testibus ita signari, ut in summa marginis ad mediam partem perforatae triplici lino constringantur, atque impositae supra linum cerae signa imprimantur, ut exteriori scripturae fidem interior servet. Aliter tabulae prolatae nihil momenti habent. 6^a. Testamentum, quod nullo jure valet, impune supprimitur; nihil est enim, quod ex eo aut petatur aut consistere possit. 7. Qui vivi testamentum aperuerit recitaverit resignaverit, poena legis Corneliae tenetur: et plerumque aut humiliores in metallum dantur aut honestiores in insulam deportantur. 8. Si quis instrumenta litis suae a procuratore vel cognitore adversario prodita esse convicerit, tam procurator quam cognitor, si humiliores sunt, in metallum damnantur, si honestiores sunt, adempta dimidia parte bonorum in perpetuum relegantur. 9 (10). Qui falsis instrumentis, actis, epistulis, rescriptis sciens dolo malo usus fuerit, poena falsi coercetur; ideoque humiliores in metallum damnantur, honestiores in insulam deportantur. 10 (9). Instrumenta penes se deposita quicumque alteri altero absente reddiderit vel adversario prodiderit, pro personae ejus condicione aut in metallum damnatur aut in insulam relegatur. 11. Qui sibi falsum nomen imposuerit, genus parentesve finxerit, quo quid alienum interciperet, caperet, possideret, poena legis Corneliae de falsis coercetur. 12. Qui insignibus altioris ordinis utuntur militiamque conflagunt, quo quem terreant vel concutiant, humiliores capite puniuntur, honestiores deportantur. 13. Si qui de judicis amicitiiis vel familiaritate mentientes eventus sententiarum ejus vendunt, quidve obtentu nominis ejus agunt, convicti pro modo delicti aut relegantur aut capite puniuntur.

[XXVI. AD LEGEM JULIAM DE VI PUBLICA ET PRIVATA].

1. Lege Julia de vi publica damnatur, qui aliqua potestate praeditus civem Romanum antea ad populum, nunc

1. 25, 6a = D., 48, 10, 38, 6.

imperatorem appellansem necaverit necarive jusserit, torserit verberaverit condemnaverit, inve publica vincula duci juserit. Cujus rei poena in humiliores capitis in honestiores insulae deportatione coercetur. 2. Hac lege excipiuntur, qui artem ludicram faciunt, judicati etiam et confessi, *et* qui ideo in carcerem duci jubentur, quod jus dicenti non obtemperaverint quidve contra disciplinam publicam fecerint; tribuni etiam militum et praefecti classium alarumve, ut sine aliquo impedimento legis Juliae per eos militare delictum coerceri possit. 3. Lege Julia de vi privata tenetur, qui quem armatis hominibus possessione domo villa agrove dejecerit expugnaverit obsederit cluserit, idve ut fieret homines commodaverit locaverit conduxerit; quive coetum concursum turbam seditionem incendium fecerit, funerari sepelirive aliquem prohibuerit, funusve eripuerit turbaverit; et qui eum, cui aqua et igni interdictum est, receperit celaverit tenuerit; quive cum telo in publico fuerit, templa portas aliudve quid publicum armatis obsederit cinxerit cluserit occupaverit. Quibus omnibus convictis, si honestiores sunt, tertia pars bonorum eripitur et in insulam relegantur; humiliores in metallum damnantur. 4. Creditor chirographarius si sine jussu praesidis per vim debitoris sui pignora, cum non haberet obligata, ceperit, in legem Juliam de vi privata committit. Fiduciam vero et pignora apud se deposita persequi et sine auctoritate iudicis vindicare non prohibetur.

[XXVII. AD LEGEM JULIAM PECULATUS].

1. Si quis fiscalem pecuniam attrectaverit subripuerit mulaverit seu in suos usus converterit, in quadruplum ejus pecuniae quam sustulit condemnatur.

[XXVIII. AD LEGEM JULIAM REPETUNDARUM].

1. Iudices pedanei si pecunia corrupti dicantur, plerumque a praeside aut curia submoventur aut in exilium mittuntur aut ad tempus relegantur.

[XXIX. AD LEGEM JULIAM MAJESTATIS].

1. Lege Julia majestatis tenetur is, cujus ope consilio adversus imperatorem vel rem publicam arma mota sunt exercitusve ejus in insidias deductus est, quive injussu imperatoris bellum gesserit dilectumve habuerit, exercitum comparaverit

sollicitaverit, deseruerit imperatorem. His antea in perpetuum aqua et igni interdicebatur, nunc vero humiliores bestiis obijciuntur vel vivi exuruntur, honestiores capite puniuntur. Quod crimen non solum factu, sed et verbis impiis ac maledictis maxime exacerbatur. 2. In reum majestatis inquiri prius convenit, quibus opibus, qua factione, quibus hoc auctoribus fecerit; tanti enim criminis reus non obtentu adulationis alicujus, sed ipsius admissi causa puniendus est, et ideo, cum de eo quaeritur, nulla dignitas a tormentis excipitur.

[XXX^A. AD LEGEM JULIAM AMBITUS].

1. Petiturus magistratus vel provinciae sacerdotium si turbam suffragiorum causa conduxerit, servos advocaverit aliameve quam multitudinem conduxerit, convictus ut vis publicae reus in insulam deportatur.

[XXX^B. * AD LEGEM FABIAM*].¹

1. *Lege Fabia tenetur, qui civem Romanum ingenuum, libertinum servumve alienum celaverit vendiderit vinxerit comparaverit. Et olim quidem hujus legis poena nummaria fuit, sed translata est cognitio in praefectum urbis, itemque praesidis provinciae extra ordinem meruit animadversionem. Ideoque humiliores aut in metallum dantur aut in crucem tolluntur, honestiores adempta dimidia parte bonorum in perpetuum relegantur. 2. Si servus sciente domino alienum servum subtraxerit vendiderit celaverit, in ipsum dominum animadvertitur. Quod si id domino ignorante commiserit, in metallum datur.*

[XXXI. DE POENIS MILITUM].

1. Si pecunia accepta miles custodiam dimiserit, capite puniendus est. Et certe quaeritur, cujus criminis reus dimissus esse videatur. 2. Qui custodiam militi prosequenti magna manu excusserunt capite puniuntur. 3². *Qui metu criminis, in quo jam reus fuerat postulatus, nomen militiae dedit, statim sacramento solvendus est. 4. Miles turbator pacis capite punitur.* 5³. *Miles, qui ex carcere dato gladio erupit⁴, poena capitis punitur. Eadem poena tenetur et qui cum eo quem

1. 30b = *Coll.*, 14, 2. Cf. *Lex Rom. Burg.*, 20. — 2. 31, 3. 4 = *D.*, 49, 16, 16. — 3. 31, 5. 6 = *D.*, 48, 19, 38, 11. 12. — 4. Mommsen; 'erupit datus ad gladium.'

custodiebat deseruit. 6. Miles, qui sibi manus intulit nec factum peregit, nisi impatientia doloris aut morbi luctusve alicujus vel alia causa fecerit, capite puniendus est: alias cum ignominia mittendus est.*

[XXXII. QUANDO APPELLANDUM SIT].

1. Quotiens jusjurandum postulatur, eo tempore appellandum est, quo defertur, non quo juratur.

[XXXIII. DE CAUTIONIBUS ET POENIS APPELLATIONUM].

1. Ne liberum quis et solutum haberet arbitrium retractandae et revocandae sententiae, et poenae et tempora appellatoribus praestituta sunt. Quod nisi juste appellaverint, tempora ad cavendum in poena appellationis quinque dierum praestituta sunt. Igitur morans in eo loco, ubi appellavit, cavere debet, ut ex die acceptarum litterarum continui quinque dies computentur; si vero longius, salva dinumeratione interrim¹ quinque dies cum eo ipso, quo litteras acceperit, computantur. 2. Ne quis in captionem verborum in cavendo incidat, expeditissimum est poenam ipsam vel quid aliud pro ea deponere; necesse enim non habet sponsorem quis vel fidejussorem dare, aut praesens esse; et si contra eum fuerit pronuntiatum, perdit quod deposuit. 3. Quotiens in poena appellationis cavetur, tam unus quam plures fidejussores, si idonei sint, dari possunt; sufficit enim etiam per unum idoneum indemnitati poenae consuli. 4. Si plures appellant, una cautio sufficit, et si unus caveat, omnibus vincit. 5. Cum a pluribus sentiis provocatur, singulae cautiones exigendae sunt et de singulis poenis spondendum est. 6. Modus poenae, in qua quis cavere debet, specialiter in cautione exprimendus est, ut sit, in qua stipulatio committatur; aliter enim recte cavisse non videtur. 7. Adsertor si provocet, in ejusmodi tertiam cavere debet, quanti causa aestimata est. 8² *In omnibus pecuniariis causis magis est, ut in tertiam partem ejus pecuniae caveatur*.

[XXXIV. DE LITTERIS DIMISSORIIS].

1. Ab eo, a quo appellatum est, ad eum, qui de appellatione cogniturus est, litterae dimissoriae diriguntur, quae vulgo apostoli appellantur; quorum postulatio et acceptio

1. Cujas: 'itineri'. — 2. 33, 8 restitué d'après le Vesont. et deux autres mss.

intra quintum diem ex officio facienda est. 2. Qui intra tempora praestituta dimissorias non postulaverit vel acceperit vel reddiderit, praescriptione ab agendo submovetur et poenam appellationis inferre cogitur.

[XXXV. DE REDDENDIS CAUSIS APPELLATIONUM].

1. Meritum appellationis causae capitalis et ipsam rationem status non nisi per nosmet ipsos prosequi possumus: nemo enim absens aut duci in servitutum potest aut damnari. 2. Moratorias appellationes et eas, quae ab exsecutoribus et confessis fiunt, recipi non placuit. 3. Eum qui appellat cum convicio ipsius iudicis appellare non oportet; ideoque ita factum arbitrio principis vindicatur.

[XXXVI. POST PROVOCATIONEM QUID OBSERVANDUM EST].

1. Quotiens possessor appellat, fructus medii temporis deponi convenit. Quod si petitor provocet, fructus in causa depositi esse non possunt nec recte eorum nomine satisfactio postulatur. 2. Si propter praedia urbana vel mancipia appelletur, pensiones eorum vel mercedes, vecturae etiam, si de navi agatur, deponi solent.

[XXXVII. DE MERITIS APPELLATIONUM].

1. Omnimodo ponendum est, ut, quotiens injusta appellatio pronuntiatur, sumptus, quos dum sequeretur adversarius impendit, reddere cogatur, non simplos, sed quadruplos.

7. FRAGMENTS DES INSTITUTES DE PAUL.

Il existe des Institutes de Paul en 2 livres, qui ne sont représentés au *Digeste* que par 3 extraits (cf. Lenel, *Pal.*, 1, p. 1114), un fragment depuis longtemps connu rapporté par Boèce sur Cicéron, *Top.*, 2, 4, 19 et deux autres fragments contenus dans un commentaire inédit du *De inventione*, qui ont été découverts à Bruxelles par M. P. Thomas dans le ms. 10.057 de la Bibliothèque de Bourgogne (XII^e siècle) et publiés par lui dans la *Revue de l'Instruction publique en Belgique*, 21, 1878, pp. 30-31. Nous reproduisons ici, comme dans notre première édition, le fragment de Boèce et les deux fragments de Bruxelles, en tenant compte pour ces derniers de l'édition qui en a été donnée depuis par M. Krueger avec le concours de M. Mommsen, *Collectio*, 3, 297.

1. Paulus institutorum libro secundo titulo de dotibus. Si divortium est matrimonii et hoc sine culpa mulieris factum est, dos integra repetetur. Quod si culpa mulieris factum est divortium, in singulos liberos sexta pars dotis a marito retinetur usque ad mediam partem dumtaxat dotis.

2. Secundum Paulum in libris institutionum, accipere¹ nomen extra ordinem *significat*² accusare aliquem, ut oporteat eum respondere sine respectu loci, temporis, conditionis, dignitatis. Si quis enim accusetur de morte patris aut de eo quod dominum morti tradere voluerit, oportebit eum sine respectu alicujus horum respondere absque dilatione cuilibet appellanti illum. Nam in quocunque loco eum appellaverit, sive in quocunque tempore, cujuscunque dignitatis fuerit, sive sit servus sive liber, oportebit eum respondere vel defendere se statim, *quam* cito appellatus fuerit.

3. Secundum Paulum in eodem libro praejudicium est accusanti reatus ante causam.

1. Thomas : 'deferre'. — 2. Mommsen ; le ms. : 'sic'.

8. FRAGMENTUM DE FORMULA FABIANA.

(Paul, *ad Plautium lib. 8* ?)

Feuille double de parchemin écrite sur les deux côtés en lettres onciales du IV^e au VI^e siècle et probablement originaire du même fonds que les fragments de Paris et de Berlin (v. ci-dessus n^o 4 et plus bas n^o 12), conservée aujourd'hui à Vienne dans la collection de l'archiduc Renier. Fragments d'un ouvrage juridique incertain publiés d'abord avec d'excellents fac-similés et un commentaire étendu, par MM. Pfaff et Hoffmann, *Fragmentum de formula Fabiana* (extrait du tome IV des *Mittheilungen aus der Sammlung der Papyrus Erzherzogs Rainer*), 1888, et qui ont depuis été édités ou commentés à plusieurs reprises (Krueger, *Zsavst.*, 9, 1888, p. 144 et ss. ; Gradenwitz, *Zsavst.*, 9, p. 395 et ss. ; Lenel, *Pal.*, 2, pp. 1231-1232, et *Bullettino dell' istituto di diritto romano*, 2, 1889, pp. 142-150 ; P. F. Girard, *N. R. hist.* 14, 1890, pp. 677-704 ; P. Krueger et Th. Mommsen, *Collectio*, 3, pp. 299-301). Des deux feuilles, la seconde, dont il ne subsiste que quelques mots épars relatifs au testament, à l'exhérédation, à la *bonorum possessio* et peut-être aux affranchissements, présente un sens trop indécis pour qu'on puisse en déterminer le sujet, et nous croyons, comme M. Lenel, inutile d'en reproduire les débris. Au contraire, la 1^{re} feuille, du recto et du verso de laquelle nous avons les 11 dernières lignes en totalité et les 5 précédentes en partie, donne un texte généralement lisible et d'un sens suivi relatif à l'action Fabienne accordée au patron contre les aliénations entre-vifs faites par l'affranchi en fraude de ses droits. Les 1^{ers} éditeurs du texte l'ont attribué au commentaire sur l'édit de Pomponius ; mais cette conjecture est à peu près inconciliable avec la citation de Marcellus reconnue ingénieusement par M. Gradenwitz au § 8, et M. Gradenwitz l'attribue, avec des raisons sérieuses, aux *libri ad Plautium* de Paul. Nous reproduisons le fragment avec la division en paragraphes de M. Krueger, en signalant soit au texte, soit en note les principales corrections proposées pour les lacunes et les défauts certaines du ms.

1. ... oluntiduas¹ sunt qui contra sentiunt. *ex contractu venit et cum eo contrahetur atur formula quasi ex delicto venerit liberti, et est in factum et arbitraria*² : etiam Viv(ianus) vere³ huic dicebat alienatum esse qui *servum mancipio accepit, alienationem nobis ad dominii translationem referentibus*. 2. Sed hoc de illo⁴. Quod si pro muliere dotem dederit, quis teneatur hac formula ? Sed in propo-

1. ? Krueger : 'oluntidua sed' ; Lenel : 'olunt in d(ivers)a s(chol)a'. — 2. Lenel : 'sentiant teneri eum quia haec actio ex contractu venit et cum eo contrahitur, (licet ita concipiatur formula quasi ex delicto venerit liberti) et est in factum et arbitraria' ; Girard, quelque chose comme : 'sentiunt, si alius actionem habiturus sit quae ex contractu venit et cum eo contrahatur, qui accipit. Quae non probamus cum semper ita teneatur formula quasi ex delicto venerit liberti (et est in factum et arbitraria)'. — 3. Lenel ; le ms. 'vivere' ; Mommsen : 'si vere huic dicitur' ; Krueger : 'et a muliere huic dicendum'. — 4. Omission dans le ms.

sito et Javolenus confitetur cum viro actionem esse et idem *putat* etiam dissoluto matrimonio sed venire ⁴. Octavenus manente quidem matrimonio posse agi cum marito, et post divortium antequam dotem reddat : quod si reddiderit, cum muliere, et si quid retinuerit maritus, cum utroque. Hoc et ego verum esse didici. 3. *Sed si marito debitorem* suum jusserit dotem promittere libertus, secundum Javolenum quidem et post divortium ipse tenebitur, ut actiones suas praestet, si nondum exegit ; sed si culpa ejus solvendo esse desiit debitor, periculo patroni perit. Sed si⁵ statim potest mulier rei uxoriae agere et ante quam patronus Fabiana formula *revocet*, damnabitur maritus propter suam culpam. Deinde quaeremus⁶...

4.⁷... Laetoriae noxales sunt. *Sed si filio suo mancipare jusserit pater*, suo nomine tenebitur, non de peculio. . . .⁸ *quemadmodum si quis jussit alii mancipare*, ut jam diximus.

5. Sed si *servo libertus alienaverit*⁹, *quaeritur* post mortem ejus vel manumissionem vel alienationem domini, utrum *intra annum* dumtaxat de peculio teneatur, [an] et post annum de eo quod ad eum pervenerit. 6. Et ea quidem, quae non mortis causa data sunt, ita revocat, si dolo malo alienata sint : *ea autem quae mortis causa data sunt, omnimodo*. Nam in formula ita est : mortis causa *dolove* malo. In mortis causa enim donatione semper *dolum malum* esse¹⁰ praetor arbitratus est.

7. Ergo et si filio exheredato mortis causa donaverit, tenebitur hac formula. Sed cum potest ei pater legare, videamus ne inutilis sit Fabiana formula adversus filium. 8. Idque etiam Julianus scribit in majore centenario qui, cum tres *liberos* haberet, duos heredes instituit et tertio exheredato mortis causa donavit. Ait enim patronum, qui tertiae partis bonorum possessionem acceperit, Fabiana inutiliter adversus filium usurum, quia potest ei et legare pater, nisi, inquit, commodum, quod per Falcidiam habiturus esset, ei minuatur. *Marcellus autem* ait¹¹, non esse aequom quicquam filio eripi, cum etiam ex minima parte *heres institutus* expulsurus sit patronum.

suppose Lenel. — 4. Krueger : 'et id in rei uxoriae etiam dissoluto matrimonio non venire' ; Lenel : 'et idem probat etiam dissoluto matrimonio sed venire tanto minus in rei uxoriae actionem, et'. — 5. Krueger : 'Secundum Octavenum autem'. — 6. Krueger : 'an mulier patrono teneatur'. — 7. Mommsen comble la lacune du début en lisant : 'Si servo vel filiofamilias quis in fraudem patroni quid mancipavit, in dominium patrisque agi potest dumtaxat de peculio et de in rem verso ; neque enim actiones ex formula Fabiana ita ut legis Laetoriae noxales sunt. — 8. Lenel, Mommsen, Krueger ; 'vel de in rem verso' ; Girard : 'filius autem ipse tenebitur'. — 9. Lenel ; Krueger : 'si servus injussu patris filio mancipatus fuerit'. — 10. Le ms. : 'utinesse' ; Krueger : 'dolum inesse' ; Mommsen : 'cum inesse'. — 11. Gradenwitz : le ms. : 'arcatait'.

9. RÈGLES D'ULPIEN.

Domitius Ulpianus, qui s'indique lui-même comme originaire de Tyr en Phénicie fut, avec Paul, assesseur du préfet du prétoire Papien (203-212). Il devint ensuite *magister libellorum*, probablement sous Caracalla (212-217), fut un moment en disgrâce sous Elagabal, et apparait dès le début du règne d'Alexandre Sévère, en 222, comme occupant la préfecture de l'annone le 31 mars et celle du prétoire le 1^{er} décembre. Il conserva ce dernier poste et resta le conseiller le plus écouté de l'empereur jusqu'en 228 où il fut tué par les prétoriens, V. surtout Hirschfeld, *Untersuch.*, 1, p. 208, n. 2, p. 234 ; Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 739-741 ; Krueger, *Sources*, 285-286. Les fonctions administratives d'Ulpien ne l'ont pas plus empêché que Paul d'avoir une production juridique fort abondante. Comme lui il paraît avoir voulu embrasser dans ses œuvres tout l'ensemble du droit, et il ne lui est guère inférieur pour la quantité des ouvrages : 287 livres environ, parmi lesquels les principaux sont 81 *libri ad edictum praetoris*, 51 *libri ad Sabinum*, de nombreux traités sur les fonctions des divers magistrats, des *responsa*, des *disputationes*, 2 livres d'*institutiones*, des *regulae* en 7 livres et un *liber singularis regularum* ; v. les fragments de tous ces ouvrages sauf le dernier dans Lenel, *Pal.* 2, pp. 379-1200 ; cf. sur leurs dates Fitting, *Alt. d. Schr.*, pp. 31-44 et *Das castrense peculium*, p. XXXV et ss. ; Mommsen, *Z. R. G.*, 9, 1870, pp. 101-102, 113-114 ; Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 742-744 ; Krueger, *Sources*, pp. 286-296. Mais, tandis que l'activité de Paul se répartit sur une période de temps considérable, Ulpien semble avoir publié pour ainsi dire tous ses ouvrages durant les cinq années du règne de Caracalla, et rien ne montre mieux le caractère de compilation impersonnelle et un peu hâtive des œuvres de cet écrivain clair et correct qu'une illusion singulière a souvent fait prendre pour l'un des juriconsultes les plus originaux : v. sur ce point la démonstration topique de M. A. Pernice, *Ulpian als Schriftsteller*, dans les *Sitzungsberichte* de Berlin, 1885, 1, pp. 443-484 ; cf. Krueger, *Sources*, 297, 288, n. 3, 448, n. 2.

L'ouvrage d'Ulpien dont nous sont parvenus les débris les moins incomplets est le *liber singularis regularum* écrit par lui sous Caracalla (Ulpien, 17, 2, rapproché de Dion, 77, 9, 4, 5). Le *Digeste* et la *Collatio* en renferment quelques passages ; mais il nous est surtout connu par un ms. écrit en Gaule au X^e siècle ou à la fin du IX^e qui en reproduit des extraits à la suite de la *lex Romana Wisigothorum* sous le titre *Incipiunt tituli ex corpore Ulpiani* et qui, après avoir été édité par Du Tillet en 1549 et encore consulté par Cujas en 1576, n'a été retrouvé que de notre temps par Savigny au Vatican, dans le ms. 1128 du fonds de la reine Christine. La détermination de l'ouvrage résulte de la concordance de passages du ms. avec des extraits des règles d'Ulpien rapportés au *Digeste* et dans la *Collatio* (5, 6, 7 = *Coll.* 6, 2 ; 20, 6, 1 = *D.*, 22, 5, 17). Il est facile aussi de constater qu'avec quelques additions Ulpien y suit le même ordre que les *Institutiones* de Gaius : cf. le tableau probant donné dans Boecking, 4^e éd., 1855, pp. 192-197. Mais ce rapprochement montre que le ms. est fort loin de nous donner l'ouvrage complet d'Ulpien. Son texte n'est pas seulement mutilé au commencement et surtout à la fin où il s'arrête à la succession des affranchis, au passage correspondant à Gaius, 3, 53,

en omettant par conséquent la fin des successions, la théorie des obligations et celle des actions, pour lesquelles nous n'avons que deux extraits de la *Collatio*, 2, 2, et du Digeste, 44, 7, 25. L'ouvrage, dont le commencement et la fin nous manquent ainsi, parce que des feuillets manquaient déjà dans le ms. sur lequel le nôtre est copié, présente en outre, dans la partie conservée, des traces de suppressions et de coupures qui viennent de ce que le modèle copié n'était pas le texte primitif des Règles d'Ulpien, mais un abrégé de ces Règles, assez comparable à l'abrégé des Sentences de Paul contenu dans la loi des Wisigoths. On y a supprimé d'abord les divisions méthodiques des matières qui, atteste *D.*, 44, 7, 25, ne manquaient pas plus dans les règles d'Ulpien que dans les Institutes de Gaius, et ensuite tous les renseignements historiques, étrangers au droit en vigueur, ainsi qu'on le voit par l'omission d'à peu près toutes les institutions signalées par Gaius comme en désuétude, par exemple des deux formes de testaments les plus anciennes, des vieilles lois sur le taux des legs, et en particulier des règles sur la succession des *gentiles* pour lesquelles le texte original d'Ulpien nous a été transmis par la *Collatio*, 16, 4. Et l'on peut même, d'après ces suppressions et le droit qu'elles impliquent, déterminer la date de la composition de cet abrégé d'Ulpien placée par M. Mommsen peu après la constitution de Constantin de 320 sur l'abolition des peines du célibat, *C. Th.*, 8, 16, 1. En revanche, l'abréviateur n'a pas interpolé le texte d'Ulpien, il ne l'a modifié nulle part et il n'y a non plus rien ajouté, pas même les rubriques, qui à la vérité ne sont probablement pas d'Ulpien, mais qui sont plus anciennes que l'abrégé ; car on en rencontre quelques-unes dans la *Collatio* et certaines se réfèrent à des portions de l'original effacées dans l'abrégé. Les seuls changements qui puissent être constatés ne sont pas des interpolations, mais des corruptions produites par des erreurs de copistes : ils se rattachent soit à des inintelligences d'abréviations techniques employées dans des mss. anciens (par exemple *jus Quiritium* pour *jure Quiritium*, *Ascia* pour *Aelia Sentia*, *praetoriani* pour *populi Romani*, *re vera* pour *rei uxoriae*, etc.), soit, comme l'a le premier aperçu M. Mommsen, à une interversion faite par le copiste de notre ms. relativement au premier feuillet de son modèle qui devait être détaché du reste du ms. et dont il a copié le verso avant le recto en prenant le titre *De libertis*, pour le 1^{er} de l'ouvrage et en le faisant précéder d'une liste des titres copiés par lui. V. sur tous ces points la dissertation de Mommsen, dans Boecking, pp. 109-120, et en outre Krueger, *Collectio*, 2, pp. 1-4 et *Sources*, 332-333 ; Karlova, *R. R. G.*, 1, pp. 768-771. Un fac-simile commode du ms. dressé par Henri Brunn, se trouve adjoint à l'édition précitée de Boecking, à côté de laquelle nous citerons seulement celle de Pellat, *Manuale*, celle de Huschke, *J. a.*, généralement suivie par Giraud, et celle de M. Krueger, basée sur une nouvelle collation des passages les plus délicats du ms.

ULPIANI LIBER SINGULARIS REGULARUM

1. *Leges aut perfectae sunt aut imperfectae aut minus quam perfectae. Perfecta lex est... Imperfecta lex est, quae fieri aliquid vetat, nec tamen si factum sit, rescindit: qualis est lex Cincia, quae plus quam¹... donare prohibet, exceptis quibusdam cognatis², et si plus donatum sit, non rescindit.* 2. *Minus quam perfecta lex est, quae vetat aliquid fieri, et si factum sit, non rescindit, sed poenam injungit ei qui contra legem fecit: qualis est lex Furia testamentaria, quae plus quam mille assium legatum mortisve causa prohibet capere, praeter exceptas personas, et adversus eum qui plus ceperit quadrupli poenam constituit.*

3. *Lex aut rogatur, id est fertur, aut abrogatur, id est prior lex tollitur, aut derogatur, id est pars primae legis tollitur, aut subrogatur, id est adjicitur aliquid primae legi, aut obrogatur, id est mutatur aliquid ex prima lege...*

4³. *Mores sunt tacitus consensus populi, longa consuetudine inveteratus.*

[I. DE LIBERTIS].

5. *Libertorum genera sunt tria, cives Romani, Latini Juniani, dediticiorum numero.*

6. *Cives Romani sunt liberti, qui legitime manumissi sunt, id est aut vindicta aut censu aut testamento, nullo jure impediante.* 7. *Vindicta manumittuntur apud magistratum populi Romani, velut consulem praetoremve vel proconsulem.* 8. *Censu manumittebantur olim, qui lustrali censu Romae jussu dominorum inter cives Romanos censum profitebantur.* 9. *Ut testamento manumissi liberi sint, lex duodecim tabularum facit, quae confirmat⁴ ea quae testator de suis rebus disposuerit.* 10. *Qui non legitime manumissi erant, sed nuda dominorum voluntate libertate donati erant, olim quidem servi remanebant, praetor autem eos in libertatis possessione tuebatur⁵.* *Hodie autem ipso jure liberi sunt ex lege Junia, qua lege Latini sunt nominatim inter amicos manumissi.*

11. *Dediticiorum numero sunt, qui poenae causa vincti*

1. Huschke : 'duo milia assium', arg. *Schol. ad Juv.*, 7, 247 et ss. — 2. Krueger, peut-être *personis* ; Huschke ; '*personis quibusdam velut cognatis*'. — 3. Place dans le ms. avant l'index des titres : cf. p. 391. — 4. Suivent ici, dans le ms., les §§ préliminaires 1 à 3 ; cf. p. 391. — 5. Restitution quant au sens de Krueger. Restitution différente quant à la forme, équivalente quant au fond dans Huschke. Restitution équivalente, mais plus laconique, chez Mommsen, dans Boecking.

sunt a domino, quibusve *stigmata* scripta fuerunt, quive propter noxam torti nocentesque inventi sunt, quive traditi sunt, ut ferro aut cum bestiis depugnarent, *vel in ludum* vel custodiam coniecti fuerunt, deinde quoquo modo manumissi sunt : idque lex *Aelia Sentia* facit.

12. Eadem lege cautum est, ut minor triginta annorum servus vindicta manumissus civis Romanus non fiat, nisi apud consilium causa probata fuerit : ideo sine consilio manumissum Caesaris¹ servum manere putat ; testamento vero manumissum perinde haberi jubet, atque si domini voluntate in libertate esset, ideoque Latinus fit. 13. Eadem lex cum dominum, qui minor viginti annorum est, prohibet servum manumittere, praeterquam si causam apud consilium probaverit. 13^a. In consilio autem adhibentur Romae quinque senatores et quinque equites Romani ; in provinciis viginti reciperatores cives Romani. 14. Ab eo domino, qui solvendo non est, servus testamento liber esse jussus et heres institutus, etsi minor sit triginta annis, vel in ea causa sit, ut dediticius fieri debeat, civis Romanus et heres fit ; si tamen alius ex eo testamento nemo heres sit. Quod si duo pluresve liberi heredesque esse jussi sint, primo loco scriptus liber et heres fit : quod et ipsum lex *Aelia Sentia* facit. 15. Eadem lex in fraudem creditoris et patroni manumittere prohibet.

16. Qui tantum in bonis, non etiam ex jure Quiritium servum habet, manumittendo Latinum facit. In bonis tantum alicujus servus est velut hoc modo, si civis Romanus a cive Romano servum emerit, isque traditus ei sit, neque tamen mancipatus ei, neque in jure cessus, neque ab ipso anno possessus sit ; nam quamdiu horum quid fiat, is servus in bonis quidem emptoris, ex jure Quiritium autem venditoris est.

17. Mulier, quae in tutela est, item pupillus et pupilla manumittere non possunt.

18. Communem servum unus ex dominis manumittendo partem suam amittit, eaque ad crescit socio ; maxime si eo modo manumiserit, quo, si proprium haberet, civem Romanum facturus esset ; nam si inter amicos eum manumiserit, plerisque placet eum nihil egisse. 19. Servus, in quo alterius est ususfructus, alterius proprietas, a proprietatis domino manumissus liber non fit, sed servus sine domino est.

20. Post mortem heredis aut ante institutionem heredis testamento libertas dari non potest, excepto testamento mi-

¹. Ms. : 'Caesaris' ; Hertz : '*lex Aelia Sentia*' ; Puchta ; 'Cassius' ; Huschke ; '*ejus aetatis*'.

litis. 21. Inter medias heredum institutiones libertas data utrisque adeuntibus non valet. Solo autem priore adeunte jure antiquo valet : sed post legem Papiam Poppaeam, quae partem non adeuntis caducam facit, si quidem primus heres vel jus *liberorum vel jus* antiquum habeat, valere eam posse placuit ; quod si non habeat, non valere constat, quod loco non adeuntis legatarii patres heredes fiunt. Sunt tamen qui et hoc casu valere *eam* posse dicunt. 22. Qui testamento liber esse jussus est, mox quam *vel* unus ex heredibus adierit hereditatem, liber fit. 23. Justa libertas testamento potest dari his servis, qui testamenti faciendi et mortis tempore ex jure Quiritium testatoris fuerunt.

24. Lex Fufia Caninia jubet testamento ex tribus servis non plures quam duos manumitti, et usque ad decem dimidiam partem manumittere concedit ; a decem usque ad triginta tertiam partem, ut tamen adhuc quinque manumittere liceat, aequè ut ex priori numero ; a triginta usque ad centum quartam partem, aequè ut decem ex superiori numero liberari possint ; a centum usque ad quingentos partem quintam. similiter ut ex antecedenti numero viginti quinque possint fieri liberi. Et denique praecipit, ne plures omnino quam centum ex cujusquam testamento liberi fiant. 25. Eadem lex cavet, ut libertates servis testamento nominatim dentur.

[II. DE STATU LIBERO VEL STATU LIBERIS].

1. Qui sub conditione testamento liber esse jussus est. statu liber appellatur. 2. Statu liber, quamdiu pendet condicio, servus heredis est. 3. Statu liber seu alienetur ab herede sive *usucapiatur* ab aliquo, libertatis condicionem secum trahit. 4. Sub hac conditione liber esse jussus : SI DECEM MILIA HEREDI DEDERIT, etsi ab herede abalienatus sit, emptori dando pecuniam ad libertatem perveniet : idque lex duodecim tabularum jubet. 5. Si per heredem factum sit, quominus statu liber conditioni pareat, proinde fit liber, atque si condicio expleta fuisset. 6. Extraneo pecuniam dare jussus et liber esse, si paratus sit dare, et is, cui jussus est dare, aut nolit accipere, aut antequam acceperit moriatur, proinde fit liber ac si pecuniam dedisset.

7. Libertas et directo potest dari hoc modo : LIBER ESTO. LIBER SIT, LIBERUM ESSE JUBEO, et per fideicommissum, ut puta ROGO, FIDEI COMMITTO HEREDIS MEI, UT *STICHUM* SERVUM MANUMITTAT. 8. Is, qui directo liber esse jussus est, orcinus fit libertus :

is autem, cui per fideicommissum data est libertas, non testatoris, sed manumissoris fit libertus. 9. Cujus fidei committi potest ad rem aliquam praestandam, ejusdem etiam libertas fidei committi potest. 10. Per fideicommissum libertas dari potest tam proprio servo testatoris quam heredis aut legatarii vel cujuslibet extranei servo. 11. Alieno servo per fideicommissum data libertate si dominus eum justo pretio non vendat, extinguitur libertas, quoniam nec pretii computatio pro libertate fieri potest. 12. Libertas sicut dari, ita et adimi tam testamento quam codicillis testamento confirmatis potest, ut tamen eodem modo adimatur, quo et data est.

[III. DE LATINIS].

1. Latini jus Quiritium consequuntur his modis: beneficio principali, liberis, iteratione, militia, nave, aedificio, pistino; praeterea ex senatus consulto vulgo quae sit ter enixa¹. 2. Beneficio principali Latinus civitatem Romanam accipit, si ab imperatore jus Quiritium impetraverit. 3. Liberis jus Quiritium consequitur Latinus, qui minor triginta annorum manumissionis tempore fuit; nam lege Junia cautum est, ut si civem Romanam vel Latinam uxorem duxerit, testatione interposita, quod liberorum quaerendorum causa uxorem duxerit, postea filio filiae nato natave et anniculo facto, possit apud praetorem vel praesidem provinciae causam probare et fieri civis Romanus, tam ipse quam filius filiae ejus et uxor, scilicet si et ipsa Latina sit; nam si uxor civis Romana sit, partus quoque civis Romanus est ex senatus consulto, quod auctore divo Hadriano factum est. 4. Iteratione fit civis Romanus, qui post Latinitatem quam acceperat, major triginta annorum iterum juste manumissus est ab eo, cujus ex jure Quiritium servus fuit. Sed huic concessum est [ut] ex senatus consulto etiam liberis jus Quiritium consequi. 5. Militia jus Quiritium accipit Latinus, si inter vigiles Romae sex annis militaverit, ex lege Visellia. Postea ex senatus consulto concessum est ei, ut, si triennio inter vigiles militaverit, jus Quiritium consequatur. 6. Nave Latinus civitatem Romanam accipit, si non minorem quam decem milium modiorum navem fabricaverit et Romam sex annis frumentum portaverit, ex edicto divi Claudii.

1. Ms. : 'vulgo quaesit te re nexa'; Boecking : 'vulgo quaesitos tres enixa'. Huschke : 'mulier quae sit ter enixa'.

[IV. DE HIS QUI SUI JURIS SUNT].

1. Sui juris sunt familiarum suarum principes, id est pater familiae itemque mater familiae.

2. Qui matre quidem *certa*, patre autem incerto nati sunt, spurii appellantur.

[V. DE HIS QUI IN POTESTATE SUNT]¹.

1. In potestate sunt liberi parentum ex justo matrimonio nati.

2. *Justum* matrimonium est, si inter eos, qui nuptias contrahunt, conubium sit, et tam masculus pubes quam femina potens sit, et utriusque consentiant, si sui juris sunt, aut etiam parentes eorum, si in potestate sunt. 3. Conubium est uxoris jure ducendae facultas. 4. Conubium habent cives Romani cum civibus Romanis, cum Latinis autem et peregrinis ita si concessum sit. 5. Cum servis nullum est conubium. 6. Inter parentes et liberos infinite cujuscumque gradus sint conubium non est. Inter cognatos autem ex transverso gradu olim quidem usque ad quartum gradum matrimonia contrahi non poterant: nunc autem etiam ex tertio gradu licet uxorem ducere; sed tantum fratris filiam, non etiam sororis filiam aut amitam vel materteram, quamvis eodem gradu sint. Eam, quae noverca vel privigna vel nurus vel socrus nostra fuit, uxorem ducere non possumus. 7. Si quis eam, quam non licet, uxorem duxerit, incestum matrimonium contrahit, ideoque liberi in potestate ejus non fiunt, sed quasi vulgo concepti spurii sunt.

8. Conubio interveniente liberi semper patrem sequuntur; non interveniente conubio matris conditioni accedunt, excepto eo, qui ex peregrino et cive Romana peregrinus nascitur, quoniam lex Minicia ex alterutro peregrino natum deterioris parentis condicionem sequi jubet. 9. Ex cive Romano et Latina Latinus nascitur, et ex libero et ancilla servus, quoniam, cum his casibus conubia non sint, partus sequitur matrem. 10. In his, qui jure contracto matrimonio nascuntur, conceptionis tempus spectatur; in his autem, qui non legitime concipiuntur, editionis. Veluti si ancilla conceperit, deinde manumissa pariat, liberum parit; nam quoniam non legitime concepit, cum editionis tempore libera sit, partus quoque liber est.

¹ 1, 5, 6-7 = *Coll.*, 0, 2, 1-3, sous la rubrique: 'Ulpianus, lib. regularum singulari sub tit. de nuptiis'.

[VI. DE DOTIBUS].

1. Dos aut datur, aut dicitur, aut promittitur. 2. Dotem dicere potest mulier, quae nuptura est, et debitor mulieris, si jussu ejus dicat; *item* parens mulieris virilis sexus, per virilem sexum cognatione junctus, velut pater, avus paternus. Dare promittere dotem omnes possunt.

3. Dos aut profecticia dicitur, id est quam pater mulieris dedit; aut adventicia, id est ea quae a quovis alio data est.

4. Mortua in matrimonio muliere dos a patre profecta ad patrem revertitur, quintis in singulos liberos in infinitum relictis penes virum. Quod si pater non sit, apud maritum remanet. 5. Adventicia autem dos semper penes maritum remanet, praeterquam si is qui dedit, ut sibi redderetur, stipulatus fuerit; quae dos specialiter recepticia dicitur.

6. Divortio facto, si quidem sui juris sit mulier, ipsa habet *rei uxoriae* actionem, id est dotis repetitionem; quod si in potestate patris sit, pater adjuncta filiae persona habet actionem *rei uxoriae*; nec interest, adventicia sit dos an profecticia. 7. Post divortium defuncta muliere heredi ejus actio non aliter datur, quam si moram in dote mulieri reddenda maritus fecerit.

8. Dos si pondere numero mensura contineatur, annua bima trima die redditur, nisi si ut praesens reddatur convenerit. Reliquae dotes statim redduntur.

9. Retentiones ex dote fiunt *aut propter liberos*, aut propter mores, aut propter res impensas, aut propter res donatas, aut propter res amotas.

10. Propter liberos retentio fit, si culpa mulieris aut patris, cujus in potestate est, divortium factum sit; tunc enim singulorum liberorum nomine sextae retinentur ex dote, non plures tamen quam tres. Sextae in retentione sunt, non in petitione. 11. Dos quae semel functa est, amplius fungi non potest, nisi aliud matrimonium sit.

12. Morum nomine graviorum quidem sexta retinetur, leviorum autem octava. Graviore mores sunt adulteria tantum, leviores omnes reliqui. 13. Mariti mores puniuntur in ea quidem dote, quae a die¹ reddi debet, ita ut propter majores mores praesentem dotem reddat, propter minores senum mensum die. In ea autem, quae praesens reddi solet, tantum ex fructibus jubetur reddere, quantum in illa dote, quae triennio redditur, repraesentatio facit.

1. Huschke: 'annua die'; Cujas, Pellat, Giraud: 'annua, bima, trima die'; Böcking: 'ad diem'.

14. *Impensarum species sunt tres : aut enim necessariae dicuntur, aut utiles, aut voluptuosae.* 15. *Necessariae sunt impensae, quibus non factis dos deterior futura est, velut si quis ruinosas aedes refecerit.* 16. *Utiles sunt, quibus non factis quidem deterior dos non fuerit, factis autem fructuosior effecta est, veluti si vineta et oliveta fecerit.* 17. *Voluptuosae sunt, quibus neque omissis deterior dos fieret, neque factis fructuosior effecta est ; quod evenit in viridiariis et picturis similibusque rebus.*

[VII. DE JURE DONATIONUM INTER VIRUM ET UXOREM].

1. *Inter virum et uxorem donatio non valet nisi certis ex causis, id est mortis causa, divortii causa, servi manumittendi gratia. Hoc amplius principalibus constitutionibus concessum est mulieri in hoc donare viro suo, ut is ab imperatore lato clavo vel equo publico similive honore honoretur.*

2. *Si maritus¹ divortii causa res amoverit, rerum quoque amotarum actione tenebitur.*

3. *Si maritus pro muliere se obligaverit vel in rem ejus impenderit, divortio facto eo nomine cavere sibi solet stipulatione tribunicia.*

4. *In potestate parentum sunt etiam hi liberi, quorum causa probata est, per errorem contracto matrimonio inter disparis condicionis personas ; nam seu civis Romanus Latinam aut peregrinam vel eam quae dediticiorum numero est, quasi civem Romanam per ignorantiam uxorem duxerit, sive civis Romana per errorem peregrino vel ei qui dediticiorum numero est quasi civi Romano aut etiam quasi Latino ex lege Aelia Sentia nupta fuerit, causa probata civitas Romana datum tam liberis quam parentibus praeter eos qui dediticiorum numero sunt, et ex eo fiunt in potestate parentum liberi.*

[VIII. DE ADOPTIONIBUS].

1. *Non tantum naturales liberi in potestate parentum sunt, sed etiam adoptivi.* 2. *Adoptio fit aut per populum, aut per praetorem vel praesidem provinciae. Illa adoptio, quae per populum fit, specialiter adrogatio dicitur.* 3. *Per populum qui sui juris sunt adrogantur ; per praetorem autem filii familiae a parentibus dantur in adoptionem.* 4. *Adrogatio Romae duntaxat fit ; adoptio autem etiam in provinciis apud praesides.* 5. *Per praetorem vel praesidem provinciae adoptari tau*

¹ Ms. : 'Si maritus' ; Huschke : 'Si marito uxor' ; Mommsen, Pellat : 'Si mulier'.

masculi quam feminae, et tam puberes quam impuberes possunt, per populum vero Romanum feminae non adrogantur : pupilli antea quidem non poterant adrogari, nunc autem possunt ex constitutione divi Antonini. 6. Hi qui generare non possunt velut spado, utroque modo possunt adoptare ; idem juris est in persona caelibis. 7. Item is, qui filium non habet, in locum nepotis adoptare potest. 8. Si pater familiae adrogandum se dederit, liberi quoque ejus quasi nepotes in potestate fiunt adrogatoris. 9. Feminae vero neutro modo possunt adoptare, quoniam nec naturales liberos in potestate habent.

[IX. DE HIS QUI IN MANU SUNT].

1. Farreo convenitur¹ in manum certis verbis et testibus x praesentibus et sollemni sacrificio facto, in quo panis quoque farreus adhibetur.

[X. QUI IN POTESTATE MANCIPIOVE SUNT QUEMADMODUM
EO JURE LIBERENTUR].

1. Liberi parentum potestate liberantur emancipatione, id est si, posteaquam mancipati fuerint, manumissi sint. Sed filius quidem ter mancipatus, ter manumissus sui juris fit ; id enim lex duodecimi tabularum jubet his verbis : SI PATER FILIUM TER VENUM DABIT, FILIUS A PATRE LIBER ESTO. Ceteri autem liberi praeter filium, tam masculi quam feminae, una mancipatione manumissioneque sui juris fiunt. 2. Morte patris filius et filia sui juris fiunt ; morte autem avi nepotes ita demum sui juris fiunt, si post mortem avi in potestate patris futuri non sunt, velut si moriente avo pater eorum aut etiam decessit aut de potestate dimissus est ; nam si mortis avi tempore pater eorum in potestate ejus sit, mortuo avo in patris sui potestate fiunt. 3. Si patri vel filio aqua et igni interdictum sit, patria potestas tollitur, quia peregrinus fit is, cui aqua et igni interdictum est ; neque autem peregrinus civem Romanum, neque civis Romanus peregrinum in potestate habere potest. 4. Si pater ab hostibus captus sit, quamvis servus hostium fiat, tamen cum reversus fuerit, omnia pristina jura recipit jure postliminii. Sed quamdiu apud hostes est, patria potestas in filio ejus interim pendebit, et cum reversus fuerit ab hostibus, in potestate filium habebit ; si vero ibi decesserit, sui juris filius erit. Filius quoque si captus fuerit ab hostibus, similiter propter jus postliminii patria potestas

1. Huschke : 'convenit uxor'.

interim pendeat. 5. In potestate parentum esse desinunt et hi, qui flamines Diales inaugurantur, et quae virgines Vestae capiuntur.

[XI. DE TUTELIS].

1. Tutores constituuntur tam masculis quam feminis; sed masculis quidem impuberibus dumtaxat propter aetatis infirmitatem; feminis autem tam impuberibus quam puberibus et propter sexus infirmitatem et propter forensium rerum ignorantiam.

2. Tutores aut legitimi sunt, aut senatus consultis constituti, au moribus introducti.

3. Legitimi tutores sunt, qui ex lege aliqua descendunt; per eminentiam autem legitimi dicuntur qui ex lege duodecim tabularum introducuntur seu palam, quales sunt agnati, seu per consequentiam, quales sunt patroni. 4. Agnati sunt a patre cognati virilis sexus per virilem sexum descendentes ejusdem familiae, veluti patrum, fratres, filii fratris, patruales. 5. Qui liberum caput mancipatum sibi vel a parente vel a coemptore manumissit, per similitudinem patroni tutor efficitur, qui fiduciaris tutor appellatur. 6. Legitimi tutores alii tutelam in jure cedere possunt. 7. Is, cui tutela in jure cessa est, cessicius tutor appellatur; qui sive mortuus fuerit, sive capite minutus, sive alii tutelam in jure cesserit¹, redit ad legitimam tutorem tutela. Sed et si legitimus decesserit aut capite minutus fuerit, cessicia quoque tutela extinguitur. 8. Quantum ad agnatos pertinet, hodie cessicia tutela non procedit, quoniam permissum erat in jure cedere tutelam feminarum tantum. non etiam masculorum; feminarum autem legitimas tutelas lex Claudia sustulit, excepta tutela patronorum.

9. Legitima tutela capitis deminutione amittitur. 10. Capitis deminutionis species tres, maxima, media, minima. 11. Maxima capitis deminutio est, per quam et civitas et libertas amittitur: veluti cum incensus aliquis venierit, aut quod mulier alieno servo se junxerit denuntiante domino et ancilla facta fuerit ex senatus consulto Claudiano. 12. Media capitis deminutio dicitur, per quam, sola civitate amissa, libertas retinetur: quod fit in eo, cui aqua et igni interdicitur. 13. Minima capitis deminutio est, per quam, et civitate et libertas salva, status dumtaxat hominis mutatur: quod fit adoptione et in manum conventionem.

1. Ms. : 'processerit'; Krueger : 'in jure cesserit'; Boecking, Huschke : 'processerit'.

14. Testamento quoque nominatim tutores dati confirmantur eadem lege duodecim tabularum his verbis : UTI LEGASIT SUPER PECUNIA TUTELA *VE* SUAE REI, ITA JUS ESTO : qui tutores dati appellatur. 15. Dari testamento tutores possunt liberis, qui in potestate sunt. 16. Testamento tutores dari possunt hi, cum quibus testamenti faciendi jus est, praeter Latinum Junianum ; nam Latinus habet quidem testamenti factionem, sed tamen tutor dari non potest ; id enim lex Junia prohibet. 17. Si capite deminutus fuerit tutor testamento datus, non amittit tutelam ; sed si abdicaverit se tutela, desinit esse tutor. Abdicare autem est dicere nolle se tutorem esse ; in jure cedere autem tutelam testamento datus non potest ; nam et legitimus in jure cedere potest, abdicare se non potest.

18. Lex Atilia jubet mulieribus pupillis non habentibus tutores dari a praetore et majore parte tribunorum plebis, quos tutores Atilianos appellamus. Sed quia lex Atilia Romae tantum locum habet, lege Julia et Titia prospectum est, ut in provinciis quoque similiter a praesidibus earum dentur tutores. 19. Lex Junia tutorem fieri jubet Latinae vel Latini impuberis eum, cujus etiam ante manumissionem *ex jure* Quiritium fuit. 20. Ex lege Julia de maritandis ordinibus tutor datur a praetore urbis ei mulieri virginive, quam ex hac ipsa lege nubere oportet, ad dotem dandam dicendam promittendamve, si legitimus tutorem pupillum habeat. Sed postea senatus censuit, ut etiam in provinciis quoque similiter a praesidibus earum ex eadem causa tutores dentur. 21. Praeterea etiam in locum muti furiosive tutoris alterum dandum esse tutorem ad dotem constituendam senatus censuit. 22. Item ex senatus consulto tutor datur mulieri ei, cujus tutor abest, praeterquam si patronus sit qui abest ; nam in locum patroni absentis alter peti non potest nisi ad hereditatem adeundam et nuptias contrahendas. Idemque permisit in pupillo patroni filio. 23. Hoc amplius senatus censuit, ut si tutor pupilli pupillaeve suspectus a tutela submotus fuerit, vel etiam justa de causa excusatus, in locum ejus tutor alius *detur*.

24. Moribus tutor datur mulieri pupillove, qui cum tutore suo lege aut legitimo judicio agere vult, ut auctore eo agat (ipse enim tutor in rem suam auctor fieri non potest), qui praetorius¹ tutor dicitur, quia a praetore urbis dari consuevit.

25. Pupillorum pupillarumque tutores et negotia gerunt et auctoritatem interponunt ; mulierum autem tutores auctoritatem dumtaxat interponunt. 26. Si plures sunt tutores,

1. Ms. : 'praetorianus'.

omnes in omni re debent auctoritatem accommodare, praeter eos, qui *testamento* dati sunt; nam ex his vel unius auctoritas sufficit.

27. Tutoris auctoritas necessaria est mulieribus quidem in his rebus: si lege aut legitimo iudicio agant, si se obligent, si civile negotium gerant, si libertae suae permittant in contubernio alieni servi morari, si rem mancipi alienent. Pupillis autem hoc amplius etiam in rerum nec mancipi alienatione tutoris auctoritate opus est.

28. Liberantur tutela masculi quidem pubertate. Puberem autem Cassiani quidem eum esse dicunt, qui habitu corporis pubes apparet, id est qui generare possit; Proculiani autem eum, qui quattuordecim annos explevit; verum Priscus eum puberem esse, in quem utrumque concurrit, et habitus corporis, et numerus annorum. 28^a. Feminae autem tutela liberantur...

[XII. DE CURATORIBUS].

1. Curatores aut legitimi sunt, id est qui ex lege duodecim tabularum dantur, aut honorarii, id est qui a praetore constituuntur. 2. Lex duodecim tabularum furiosum itemque prodigum, cui bonis interdictum est, in curatione jubet esse agnatorum. 3. A praetore constituitur curator, quem ipse praetor voluerit, libertinis prodigis itemque ingenuis, qui ex testamento parentis heredes facti male dissipant bona: his enim ex lege curator dari non poterat, cum ingenuus quidem non ab intestato, sed ex testamento heres factus sit patri, libertinus autem nullo modo patri heres fieri possit, qui nec patrem habuisse videtur, cum servilis cognatio nulla sit. 4. Praeterea dat curatorem ei etiam, qui nuper pubes factus idonee negotia sua tueri non potest.

[XIII. DE CAELIBE ORBO ET SOLITARIO PATRE].

1. Lege Julia prohibentur uxores ducere senatores quidem liberique eorum libertinas et quae ipsae quarumve patris materve artem ludicram fecerit, item corpore quaestum facientem¹. 2. Ceteri autem ingenui prohibentur ducere lenam et a lenone lenave manumissam, et in adulterio deprehensam, et iudicio publico damnatam, et quae artem ludicram fecerit: adjicit Mauricianus et a senatu damnatam.

1. Mommsen, suivi par Huschke, efface ici: 'item corpore quaestum facientem' et transporte 'quaestum corpore facientem et', dans la phrase suivante après 'd-cere'. arg. D., 23, 2, 43, 44, pr.

[XIV. DE POENA LEGIS JULIAE].

1. *Feminis lex Julia a morte viri anni tribuit vacationem, a divortio sex mensum, lex autem Papia a morte viri biennii, a repudio anni et sex mensum.*

[XV. DE DECIMIS].

1. *Vir et uxor inter se matrimonii nomine decimam capere possunt. Quod si ex alio matrimonio liberos superstites habeant, praeter decimam, quam matrimonii nomine capiunt, totidem decimas pro numero liberorum accipiunt.*
 2. *Item communis filius filiae post nonam diem amissus amissave unam decimam adjicit; duo autem post nonam¹ diem amissi duas decimas adjiciunt.*
 3. *Praeter decimam etiam usumfructum tertiae partis bonorum [ejus] capere possunt, et quandoque liberos habuerint, ejusdem partis proprietatem; hoc amplius mulier, praeter decimam, dotem capere potest legatam sibi.*

[XVI. DE SOLIDI CAPACITATE INTER VIRUM ET UXOREM].

1. *Aliquando vir et uxor inter se solidum capere possunt, velut si uterque vel alteruter eorum nondum ejus aetatis sint, a qua lex liberos exigit, id est si vir minor annorum xxv sit, aut uxor annorum xx minor; item si utrique lege Papia finitos annos in matrimonio excesserint, id est vir lx annos, uxor l; item si cognati inter se coierint usque ad sextum gradum; aut si vir² absit, et donec abest et intra annum, postquam abesse desierit³.* 1^a. *Libera inter eos testamenti factio est, si jus liberorum a principe impetraverint, aut si filium filiamve communem habeant, aut quattuordecim annorum filium vel filiam duodecim amiserint; vel si duos trimos vel tres post nonam⁴ diem amiserint; ut intra annum tamen et sex menses etiam unus cujuscumque aetatis impubes amissus solidi capiendi jus praestet. Item si post mortem viri intra decem menses uxor ex eo pepererit, solidum ex bonis ejus capit.*

2. *Aliquando nihil inter se capiunt, id est si contra*

1. Le ms. : 'post nomenclum diem.... post nono die'; toutes les éd. modernes : 'post nomenclum diem... post nomenclum diem'; mais cf. Mommsen, *Droit public*, VI, 1, p. 227, n. 4. — 2. Huschke : d'après Godefroy ajoute, 'rei publicae causa'. — 3. Finale transportée au § 1^a après 'impetraverint' par Huschke. — 4. Ms. : 'nonum'; toutes les éd. modernes : nomenclum; mais cf. Mommsen, *loc. cit.*

legem Juliam Papiamque Poppaeam contraxerint matrimonium, verbi gratia si famosam quis uxorem duxerit, aut libertinam senator.

3. Qui intra sexagesimum vel quae intra quinquagesimum annum neutri legi paruerit, licet ipsis legibus post hanc aetatem liberatus esset, perpetuis tamen poenis tenebitur ex senatus consulto Perniciano². Sed Claudiano senatus consulto major sexagenario si minorem quinquagenaria duxerit, perinde habebitur, ac si minor sexaginta annorum duxisset uxorem. 4. Quod si major quinquagenaria minori sexagenario nupserit, impar matrimonium appellatur et senatus consulto Calvisiano jubetur non proficere ad capiendas hereditates et legata et dotes. Itaque mortua muliere dos caduca erit.

[XVII. DE CADUCIS]

1. Quod quis sibi testamento relictum, ita ut jure civili capere possit, aliqua ex causa non ceperit, caducum appellatur, veluti ceciderit ab eo : verbi gratia si caelibis vel Latino Juniano legatum fuerit, nec intra dies centum vel caelebs legi paruerit vel Latinus jus Quiritium consecutus sit ; aut si ex parte heres scriptus vel legatarius ante apertas tabulas decesserit vel peregrinus³ factus sit. 2. Hodie ex constitutione imperatoris Antonini omnia caduca fisco vindicantur, sed servato jure antiquo liberis et parentibus. 3. Caduca cum suo onere fiunt : ideoque libertates et legata et fideicommissa ab eo data, ex cujus persona hereditas caduca facta est, salva sunt : scilicet et legata et fideicommissa cum suo onere fiunt caduca.

[XVIII. QUI HABEANT JUS ANTIQUUM IN CADUCIS].

1. Item liberis et parentibus testatoris usque ad tertium gradum lex Papia jus antiquum dedit, ut heredibus illis institutis, quod quis ex eo testamento non capit, ad hos pertineat aut totum aut ex parte, prout pertinere possit.

[XIX. DE DOMINIIS ET ACQUISITIONIBUS RERUM].

1. Omnes res aut mancipi sunt aut nec mancipi. Mancipi res sunt praedia in Italico solo, tam rustica, qualis est fundus, quam urbana, qualis domus ; item jura praediorum rusticorum, velut via iter actus aquaeductus ; item servi et qua-

1. Ms. ; Huschke : 'ingenuus'. — 2. Huschke, d'après Perizonius : 'Persianus'. — 3. Huschke, d'après Cujas ; ms : 'pereger'.

drupedes, quae dorso collove domantur, velut boves muli equi asini. Ceterae res nec mancipi sunt. Elefanti et cameli quamvis collo dorsove domentur, nec mancipi sunt, quoniam bestiarum numero sunt.

2. Singularum rerum dominium nobis acquiritur mancipatione, traditione, usucapione, in jure cessione, *adjudicatione*, lege.

3. Mancipatio propria species alienationis est rerum mancipi, eaque fit certis verbis, libripende et quinque testibus praesentibus. 4. Mancipatio locum habet inter cives Romanos et Latinos coloniarios Latinosque Junianos eosque peregrinos, quibus commercium datum est. 5. Commercium est emendi vendendique invicem jus. 6. Res mobiles non nisi praesentes mancipari possunt, et non plures quam quot manu capi possunt; immobiles autem etiam plures simul et quae diversis locis sunt mancipari possunt.

7. Traditio propria est alienatio rerum nec mancipi. Harum rerum dominium ipsa traditione adprehendimus, scilicet si ex justa causa traditae sunt nobis.

8. Usucapione dominium adipiscimur tam mancipi rerum quam nec mancipi. Usucapio est autem domini adeptio per continuationem possessionis anni vel biennii: rerum mobilium anni, immobilium biennii.

9. In jure cessio quoque communis alienatio est et mancipi rerum et nec mancipi. Quae fit per tres personas, in jure cedentis, vindicantis, addicentis. 10. In jure cedit dominus; vindicat is, cui ceditur; addicit praetor. 11. In jure cedi res etiam incorporales possunt, velut ususfructus et hereditas et tutela legitima libertae. 12. Hereditas in jure ceditur vel antequam adeatur, vel posteaquam adita fuerit. 13. Antequam adeatur, in jure cedi potest ab herede legitimo¹; posteaquam adita est, tam a legitimo quam ab eo, qui testamento heres scriptus est. 14. Si antequam adeatur, hereditas in jure cessa sit, proinde heres fit, cui cessa est, ac si ipse heres legitimus esset; quod si posteaquam adita fuerit, in jure cessa sit, is, qui cessit, permanet heres, et ob id creditoribus defuncti manet obligatus. 15. Debita vero pereunt, id est debitores defuncti liberantur, res autem corporales, quasi singulae in jure cessae essent², transeunt ad eum, cui cessa est hereditas.

16. Adjudicatione dominia nanciscimur per formulam familiae herciscundae, quae locum habet inter coheredes, et

1. Toutes les éd. modernes d'après Cujas; ms.; 'legitime ab herede'. — 2. Le ms.: 'quoties... sunt'.

per formulam communi dividundo, cui locus est inter socios, et per formulam finium regundorum, quae est inter vicinos. Nam si iudex uni ex heredibus aut sociis aut vicinis rem aliquam adjudicaverit, statim illi acquiritur, sive mancipi sive nec mancipi sit.

17. Lege nobis acquiritur velut caducum vel ereptorium ex lege Papia Poppea, item legatum ex lege duodecim tabularum, sive mancipi res sint sive nec mancipi.

18. Acquiritur autem nobis etiam per eas personas, quas in potestate manu mancipiove habemus. Itaque si quid mancipio puta acceperint, aut traditum eis sit, vel stipulati fuerint, ad nos pertinet. 19. Item si heredes instituti sint legatumve eis sit, et hereditatem jussu nostro adeuntes nobis adquirunt, et legatum ad nos pertinet. 20. Si servus alterius in bonis, alterius ex jure Quiritium sit, ex omnibus causis acquirit ei, cujus in bonis est. 21. Is, quem bona fide possidemus, sive liber sive alienus servus sit, nobis acquirit ex duabus causis tantum, id est quod ex re nostra et quod ex operis suis acquirit: extra has autem causas aut sibi acquirit, si liber sit, aut domino, si alienus servus sit. Eadem sunt et in eo servo, in quo tantum usumfructum habemus.

[XX. DE TESTAMENTIS].

1. Testamentum est mentis nostrae justa contestatio, in id sollemniter factum, ut post mortem nostram valeat. 2. Testamentorum genera fuerunt tria, unum, quod calatis comitiis, alterum, quod in procinctu, tertium, quod per aes et libram appellatum est. His duobus testamentis abolitis hodie solum in usu est, quod per aes et libram fit, id est per mancipationem imaginariam. In quo testamento libripens adhibetur et familiae emptor et non minus quam quinque testes, cum quibus testamenti factio est. 3. Qui in potestate testatoris est aut familiae emptoris, testis aut libripens adhiberi non potest, quoniam familiae mancipatio inter testatorem et familiae emptorem fit, et ob id domestici testes adhibendi non sunt. 4. Filio familiam emente pater ejus testis esse non potest. 5. Ex duobus fratribus, qui in ejusdem patris potestate sunt, alter familiae emptor, alter testis esse non potest, quoniam quod unus ex his mancipio accipit, acquirit patri, cui filius suus testis esse non debet. 6¹. Pater et filius, qui in potestate ejus est, item duo

1. = D., 22, 5, 17; Inst., 2, 10, 8.

fratres, qui in ejus *lem* patris potestate sunt, testes utriusque, vel alter testis, alter libripens fieri possunt, alio familiam emente, quoniam nihil nocet ex una domo plures testes alieno negotio adhiberi. 7. Mutus surdus furiosus pupillus femina neque familiae emptor esse neque testis libripensve fieri potest. 8. Latinus Junianus et familiae emptor et testis et libripens fieri potest, quoniam cum eo testamenti factio est.

9. In testamento, quod per aes et libram fit, duae res aguntur, familiae mancipatio et nuncupatio testamenti. Nuncupatur testamentum in hunc modum: tabulas testamenti testator tenens ita dicit: HAEC UT IN HIS TABULIS GERISVE SCRIPTA SUNT, ITA DO, ITA LEGO, ITA TESTOR, ITAQUE VOS, QUI RITES, TESTIMONIUM PERHIBETOTE. Quae nuncupatio et testatio vocatur.

10. Filius familiae testamentum facere non potest, quoniam nihil suum habet, ut testari de eo possit. Sed divus Augustus [Marcus]¹ constituit, ut filius familiae miles de eo peculio, quod in castris adquisivit, testamentum facere possit.

11. Qui de statu suo incertus est factus, quod patre peregre mortuo ignorat se sui juris esse, testamentum facere non potest. 12. Impubes, licet sui juris sit, facere testamentum non potest, quoniam nondum plenum iudicium animi habet.

13. Mutus surdus furiosus itemque prodigus, cui lege bonis interdictum est, testamentum facere non possunt: mutus, quoniam verba nuncupationis loqui non potest; surdus, quoniam verba familiae emptoris exaudire non potest; furiosus, quoniam mentem non habet, ut testari de ea² re possit; prodigus, quoniam commercio illi interdictum est, et ob id familiam mancipare non potest. 14. Latinus Junianus, item is, qui dediticiorum numero est, testamentum facere non potest: Latinus quidem, quoniam nominatim lege Junia prohibitus est; is autem, qui dediticiorum numero est, quoniam nec quasi civis Romanus testari potest, cum sit peregrinus, nec quasi peregrinus, quoniam nullius certae civitatis civis est, ut secundum leges civitatis suae testetur. 15. Feminae post duodecimum annum aetatis testamenta facere possunt, tutore auctore, donec in tutela sunt. 16. Servus publicus *populi Romani*³ partis dimidiaei testamenti faciendi habet jus.

[XXI. QUEMADMODUM HERES INSTITUI DEBEAT].

1. Heres institui recte potest his verbis: TITIUS HERES ESTO,

1. Ms. : 'Marcus'; effacé par Cujas, Boecking, Krueger, arg. *Inst.*, 2, 12, pr.; Huschke: 'moribus'. — 2. Ms. ; Pellat, Krueger: 'sua'. — 3. Cujas, suivi par tous les éditeurs modernes; ms. : 'praetoriani'.

TITUS HERES SIT, TITIUM HEREDEM ESSE JUBEO ; illa autem institutio HEREDEM INSTITUO, HEREDEM FACIO plerisque improbatâ est.

[XXII. QUI HEREDES INSTITUI POSSUNT].

1. Heredes institui possunt, qui testamenti factionem cum testatore habent. 2. Dediticiorum numero heres institui non potest, quia peregrinus est, cum quo testamenti factio non est. 3. *Latinus Junianus* si quidem mortis testatoris tempore vel intra diem cretionis civis Romanus sit, heres esse potest ; quod si Latinus manserit, lege Junia capere hereditatem prohibetur. Idem juris est in persona caelibis propter legem Juliam. 4. Incerta persona heres institui non potest, velut hoc modo : QUI SQUIS PRIMUS AD FUNUS MEUM VENERIT, HERES ESTO, quoniam certum consilium debet esse testantis. 5. Nec municipia nec municipes heredes institui possunt, quoniam incertum corpus est, et neque cernere universi, neque pro herede gerere possunt. ut heredes fiant : senatus consulto tamen concessum est, ut a libertis suis heredes institui possint. Sed fideicommissa hereditas municipibus restitui potest, denique hoc senatus consulto prospectum est. 6. Deos heredes instituere non possumus praeter eos, quos senatus consulto constitutionibusque principum instituere concessum est, sicuti Jovem Tarpeium, Apollinem Didymaeum Miletî, Martem in Gallia, Minervam Iliensem, Herculem Gaditanum, Dianam Ephesiam, Matrem Deorum Sipylensem¹ quae Smyrnae colitur, et Caelestem Salinensem Carthaginis.

7. Servos heredes instituere possumus, nostros cum libertate, alienos sine libertate, communes cum libertate vel sine libertate. 8. Eum servum, qui tantum in bonis noster est, nec cum libertate heredem instituere possumus, quia Latinitatem consequitur, quod non proficit ad hereditatem capiendam. 9. Alienos servos heredes instituere possumus eos tantum, quorum cum dominis testamenti factionem habemus. 10. Communis servus cum libertate recte quidem heres instituitur quasi proprius pro parte nostra ; sine libertate autem quasi alienus propter socii partem. 11. Proprius servus cum libertate heres institutus si quidem in eadem causa permanserit, ex testamento liber et heres fit, id est necessarius. 12. Quod si ab ipso testatore vivente manumissus vel alienatus sit, suo arbitrio vel jussu emptoris hereditatem

1. Ms. : 'Sipylensim' ; Cujas : 'cybelen' ; Jahn suivi par Krueger ; 'Sipylens. Nemesim'.

adire potest. Sed si sine libertate sit institutus, omnino non consistit institutio. 13. Alienus servus heres institutus si quidem in ea causa permanserit, jussu domini debet hereditatem adire; quod si vivo testatore manumissus aut alienatus a domino fuerit, aut suo arbitrio aut jussu emptoris poterit adire hereditatem.

14. Sui heredes instituendi sunt vel exheredandi. Sui autem heredes sunt liberi, quos in potestate habemus, tam naturales quam adoptivi; item uxor, quae in manu est, et nurus, quae in manu est filii, quem in potestate habemus. 15. Postumi quoque liberi, id est qui in utero sunt, si tales sunt, ut nati in potestate nostra futuri sint, suorum heredum numero sunt. 16. Ex suis heredibus filius quidem neque heres institutus neque nominatim exheredatus non palitur valere testamentum. 17. Reliquae vero personae liberorum, velut filia nepos neptis, si praeteritae sint, valet testamentum, sed scriptis heredibus ad crescunt, suis quidem heredibus in partem virilem, extraneis autem in partem dimidiam. 18. Postumi quoque liberi cujuscumque sexus omissi, quod valuit testamentum, agnatione rumpunt. 19. Eos, qui in utero sunt, si nati sui heredes nobis futuri sunt, possumus instituere heredes, si quidem post mortem nostram nascantur, ex jure civili, si vero viventibus nobis, ex lege Junia.

20. Filius, qui in potestate est, si non instituatur heres, nominatim exheredari debet: reliqui sui heredes utriusque sexus aut nominatim aut inter ceteros. 21. Postumus filius nominatim exheredandus est: filia postuma ceteraeque postumae feminae vel nominatim vel inter ceteros, dummodo inter ceteros exheredatis aliquid legetur. 22. Nepotes et pronepotes ceterique masculi postumi praeter filium vel nominatim vel inter ceteros cum adjectione legati sunt exheredandi; sed tutius est tamen nominatim eos exheredari, et id observatur magis.

23. Emancipatos liberos *quamvis* jure civili neque heredes instituere neque exheredare necesse sit, tamen praetor jubet, si non instituantur heredes, exheredari, masculos omnes nominatim, feminas vel inter ceteros; alioquin contra tabulas bonorum possessionem eis pollicetur.

24. Inter necessarios heredes, id est servos cum libertate heredes scriptos, et suos *et* necessarios, id est liberos qui in potestate sunt, jure civili nihil interest; nam utrique etiam inviti heredes sunt. Sed jure praetorio suis et necessariis heredibus abstinere se a parentis hereditate permittitur, necessariis

autem tantum heredibus abstinendi potestas non datur.

25. Extraneus heres si quidem cum cretione sit heres institutus, cernendo fit heres ; si vero sine cretione, pro herede gerendo. 26. Pro herede gerit, qui rebus hereditariis tamquam dominus utitur, velut qui auctionem rerum hereditariarum facit, aut servis hereditariis cibaria dat. 27. Cretio est certorum dierum spatium, quod datur instituto heredi ad deliberandum, utrum expediat ei adire hereditatem nec ne, velut : *TITIUS HERES ESTO CERNITOQUE IN DIEBUS CENTUM PROXIMIS, QUIBUS SCIERIS POTERISQUE : NISI ITA CREVERIS, EXHERES ESTO.* 28. Cernere est verba cretionis dicere ad hunc modum : *QUOD ME MEVIUS HEREDEM INSTITUIT, EAM HEREDITATEM ADEO CERNOQUE.* 29. Sine cretione heres institutus si constituerit nolle se heredem esse, statim excluditur ab hereditate et amplius eam adire non potest. 30. Cum cretione vero heres institutus sicut cernendo fit heres, ita non aliter excluditur, quam si intra diem cretionis non creverit. Ideoque etiamsi constituerit nolle se heredem esse, tamen si supersint dies cretionis, paenitentia actus cernendo heres fieri potest.

31. Cretio aut vulgaris dicitur aut continua : vulgaris, in qua adjiciuntur haec verba : *QUIBUS SCIERIS POTERISQUE, continua, in qua non adjiciuntur.* 32. Ei, qui vulgarem cretionem habet, dies illi tantum computantur, quibus scivit se heredem institutum esse, et potuit cernere ; ei vero, qui continuam habet cretionem, etiam illi dies computantur, quibus ignoravit se heredem institutum, aut scivit quidem, sed non potuit cernere.

33. Heredes aut instituti dicuntur aut substituti : *instituti*, qui primo gradu scripti sunt ; substituti, qui secundo gradu vel sequentibus heredes scripti sunt, velut : *TITIUS HERES ESTO CERNITOQUE IN DIEBUS PROXIMIS CENTUM, QUIBUS SCIES POTERISQUE. QUODNI ITA CREVERIS, EXHERES ESTO. TUNC MEVIUS HERES ESTO CERNITOQUE IN DIEBUS et reliqua.* Similiter et deinceps substitui potest.

34. Si sub imperfecta cretione heres institutus sit, id est non adjectis his verbis : *SI NON CREVERIS, EXHERES ESTO*, sed si ita : *SI NON CREVERIS, TUNC MEVIUS HERES ESTO*, cernendo quidem superior inferiorem excludit, non cernendo autem, sed pro herede gerendo in partem admittit substitutum. Sed postea divus Marcus constituit, ut et pro herede gerendo ex asse fiat heres. Quod si neque creverit neque pro herede gesserit, ipse excluditur, et substitutus ex asse fit heres.

[XXIII. QUEMADMODUM TESTAMENTA RUMPUNTUR].

1. Testamentum jure factum infirmatur duobus modis, si ruptum aut irritum factum sit.

2. Rumpitur testamentum mutatione, id est si postea aliud testamentum jure factum sit ; item agnatione, id est si suus heres agnascatur, qui neque heres institutus neque ut oportet exheredatus sit. 3. Agnascitur suus heres aut agnascendo, aut adoptando, aut in manum conveniendo, aut in locum sui heredis succedendo, velut nepos mortuo filio vel emancipato, aut manumissione, id est si filius ex prima secundave mancipatione manumissus reversus sit in patris potestatem.

4. Irritum fit testamentum, si testator capite deminutus fuerit, aut si jure facto testamento nemo extiterit heres.

5. Si is, qui testamentum fecit, ab hostibus captus sit, testamentum ejus valet, si quidem reversus fuerit, jure postliminii, si vero ibi decesserit, ex lege Cornelia, quae perinde successionem ejus confirmat, atque si in civitate decessisset.

6. Si septem signis testium signatum sit testamentum, licet jure civili ruptum vel irritum factum sit, praetor scriptis heredibus juxta tabulas bonorum possessionem dat, si testator et civis Romanus et suae potestatis cum moreretur fuit ; quam bonorum possessionem cum re, id est cum effectu habent, si nemo alius jure heres sit.

7. Liberis impuberibus in potestate manentibus, tam natis quam postumis, heredes substituere parentes possunt duplici modo : id est aut eo, quo extraneis, ut, si heredes non extiterint liberi, substitutus heres fiat ; aut proprio jure, id est ut, si post mortem parentis heredes facti intra pubertatem decesserint, substitutus heres fiat. 8. Etiam exhereditatis filiis substituere parentibus licet. 9. Non aliter impuberi filio substituere quis heredem potest, quam si sibi quis¹ heredem instituerit vel ipsum filium vel quemlibet alium.

10. Milites quomodocumque fecerint testamenta, valent, id est etiam sine legitima observatione. Nam principalibus constitutionibus permissum est illis, quomodocumque vellent, quomodocumque possent, testari. Idque testamentum quod miles contra juris regulam fecit, ita demum valet, si vel in castris mortuus sit vel post missionem intra annum.

1. Ma. ; Lachmann, suivi par Boecking, Pellat, Giraud : 'prius'.

[XXIV. DE LEGATIS].

1. Legatum est, quod legis modo, id est imperative, testamento relinquitur. Nam ea, quae precativo modo relinquuntur, fideicommissa vocantur.

2. Legamus autem quattuor modis : per vindicationem, per damnationem, sinendi modo, per praeceptionem. 3. Per vindicationem his verbis legamus : DO LEGO, CAPITO, SUMTO, SIBI HABETO. 4. Per damnationem his verbis : HERES MEUS DAMNAS ESTO DARE, DATO, FACITO, HEREDEM MEUM DARE JUBEO. 5. Sinendi modo ita : HERES MEUS DAMNAS ESTO SINERE LUCIUM TITIUM SUMERE ILLAM REM SIBIQUE HABERE. 6. Per praeceptionem sic : LUCIUS TITIUS ILLAM REM PRAECIPITO.

7. Per vindicationem legari possunt res, quae utroque tempore ex jure Quiritium testatoris fuerunt, mortis, et quo testamentum faciebat, praeterquam si pondere numero mensura contineantur ; in his enim satis est, si vel mortis dumtaxat tempore fuerint ex jure Quiritium. 8. Per damnationem omnes res legari possunt, etiam quae non sunt testatoris, dummodo tales sint, quae dari possint. 9. Liber homo aut res populi aut sacra aut religiosa nec per damnationem legari potest, quoniam dari non potest. 10. Sinendi modo legari possunt res propriae testatoris et heredis ejus. 11. Per praeceptionem legari possunt res, quae etiam per vindicationem.

11^a. Si ea res, quae non fuit utroque tempore testatoris ex jure Quiritium, per vindicationem legata sit, licet jure civili non valeat legatum, tamen senatus consulto Neroniano firmatur, quo cautum est, ut quod minus aptis verbis legatum est, perinde sit, ac si optimo jure legatum esset ; optimum autem jus legati per damnationem est.

12. Si duobus eadem res per vindicationem legata sit, sive conjunctim, velut : TITIO ET SEIO HOMINEM STICHUM DO LEGO, sive disjunctim, velut : TITIO HOMINEM STICHUM DO LEGO, SEIO EUNDEM HOMINEM DO LEGO, jure civili concursu partes fiebant, non concurrente altero pars ejus alteri adcrecebat, sed post legem Papiam Poppaeam non capientis pars caduca fit. 13. Si per damnationem eadem res duobus legata sit, si quidem conjunctim, singulis partes debentur et non capientis pars jure civili in hereditate remanebat, nunc autem caduca fit ; quod si disjunctim, singulis solidum debetur.

14. Optione autem legati per vindicationem data, legatarii electio est veluti : HOMINEM OPTATO, ELEGITO. Idemque est et si tacite data sit optio hoc modo : TITIO HOMINEM DO LEGO. Si vero

per damnationem, velut : HERES MEUS DAMNAS ESTO TITIO HOMINEM DARE, heredis electio est, quem velit dare.

15. Ante heredis institutionem legari non potest, quoniam vis et potestas testamenti ab heredis institutione incipit. 16. Post mortem heredis legari non potest, ne ab heredis herede legari videatur, quod juris civilis ratio non patitur. In mortis autem heredis tempus legari potest, velut CUM HERES MORIETUR.

17. Poenae causa legari non potest. Poenae autem causa legatur, quod coercendi heredis causa relinquitur, ut faciat quid aut non faciat, non ut ad legatarium pertineat, ut puta hoc modo : SI FILIAM TUAM IN MATRIMONIO TITIO COLLOCAVERIS, DECEM MILIA SEIO DATO.

18. Incertae personae legari non potest, veluti : QUICUMQUE FILIO MEO FILIAM SUAM IN MATRIMONIO COLLOCAVERIT, EI HERES MEUS TOT MILIA DATO. Sub certa tamen demonstratione incertae personae legari potest, velut : EX COGNATIS MEIS, QUI NUNC SUNT, QUI PRIMUS AD FUNUS MEUM VENERIT, EI HERES MEUS ILLUD DATO.

19. Neque ex falsa demonstratione, neque ex falsa causa legatum infirmatur. Falsa demonstratio est velut : TITIO FUNDUM QUEM A TITIO EMI, DO LEGO, cum is fundus a Titio emptus non sit. Falsa causa est velut : TITIO, QUONIAM NEGOTIA MEA CURAVIT, FUNDUM DO LEGO, cum negotia ejus numquam Titius curasset.

20. A legatario legari non potest. 21. Legatum ab eo tantum dari potest, qui *heres institutus est* : ideoque filio familiae herede instituto vel servo, neque a patre neque a domino legari potest. 22. Heredi a semet ipso legari non potest. 23. Ei, qui in potestate manu mancipiove est scripti heredis, sub conditione legari potest, ut requiratur, quo tempore dies legati cedit, in potestate heredis non sit. 24. Ei, cujus in potestate manu mancipiove est heres scriptus, legari [non] potest.

25. Sicut singulae res legari possunt, ita universarum quoque summa legari potest, ut puta hoc modo : HERES MEUS CUM TITIO HEREDITATEM MEAM PARTITOR, DIVIDITO ; quo casu dimidia pars bonorum legata videtur. Potest autem et alia pars, velut tertia vel quarta, legari : quae species partitio appellatur.

26. Ususfructus legari potest jure civili earum rerum, quarum salva substantia utendi fruendi potest esse facultas, et tam singularium rerum quam plurium, item partis. 27. Senatus consulto cautum est, ut, etiamsi earum rerum, quae in abusu continentur, ut puta vini olei tritici, ususfructus legatus sit, legatario res tradantur, cautionibus interpositis de restituendis eis, cum ususfructus ad legatarium pertinere desierit.

28. Civitatibus omnibus, quae sub imperio *populi Romani* sunt, legari potest; idque a divo Nerva introductum, postea a senatu auctore *Hadriano* diligentius constitutum est.

29. Legatum, quod datum est, adimi potest vel eodem testamento vel codicillis testamento confirmatis, dum tamen eodem modo adimatur, quo modo datum est.

30. Ad heredem legatarii legata non aliter transeunt, nisi si jam die legatorum cedente legatarius decesserit. 31. Legatorum, quae pure vel in diem certum relicta sunt, dies cedit antiquo quidem jure ex mortis testatoris tempore; per legem autem *Papiam Poppaeam* ex apertis tabulis testamenti: eorum vero, quae sub condicione relicta sunt, cum condicio extiterit.

32. Lex *Falcidia* jubet non plus quam dodrantem totius patrimonii legari, ut omnimodo quadrans integer apud heredem remaneat.

33. Legatorum perperam solutorum repetitio non est.

[XXV. DE FIDEICOMMISSIS].

1. Fideicommissum est, quod non civilibus verbis, sed precative relinquitur, nec ex rigore juris civilis proficiscitur, sed ex voluntate datur relinquentis. 2. Verba fideicommissorum in usu fere haec sunt: *FIDEI COMMITTO, PETO, VOLO DARI* et similia. 3. Etiam nutu relinquere fideicommissum [in] usu receptum est. 4. Fideicommissum relinquere possunt, qui testamentum facere possunt, licet non fecerint. Nam [et] intestato quis moriturus fideicommissum relinquere potest. 5. Res per fideicommissum relinqui possunt, quae etiam per damnationem legari possunt. 6. Fideicommissa dari possunt his, quibus legari potest. 7. Latini Juniani fideicommissum capere possunt, licet legatum capere non possint. 8. Fideicommissum et ante heredis institutionem, et post mortem heredis, et codicillis etiam non confirmatis testamento dari potest, licet *ita* legari non possit. 9. Item Graece fideicommissum scriptum valet, licet legatum Graece scriptum non valeat. 10. Filio qui in potestate est servove heredibus institutis, seu his legatum sit, patris vel domini fidei committi potest, quamvis ab eo legari non possit. 11. Qui testamento heres institutus est, codicillis etiam non confirmatis rogari potest, ut hereditatem totam vel ex parte alii restituat, quamvis directo heres insti-

1. Cujas suivi par les éditions modernes; ms. 'praetoriani'.

tui ne quidem confirmatis codicillis possit. 12. Fideicommissa non per formulam petuntur, ut legata, sed cognitio est Romae quidem consulum aut praetoris, qui fideicommissarius vocatur, in provinciis vero praesidum provinciarum. 13. Poenae causa vel incertae personae ne quidem fideicommissa dari possunt.

14. Is, qui rogatus est alii restituere hereditatem, lege quidem Falcidia locum non habente, quoniam non plus puta quam dodrantem restituere rogatus est, ex Trebelliano senatus consulto restituit, ut ei et in eum dentur actiones, cui restituta est hereditas. Lege autem Falcidia interveniente, quoniam plus dodrante vel etiam totam hereditatem restituere rogatus sit, ex Pegasiano senatus consulto restituit, ut deducta parte quarta ipsi, qui scriptus est heres, et in ipsum actiones conserventur, is autem, qui recipit hereditatem, legatarii loco habeatur. 15. Ex Pegasiano senatus consulto restituta hereditate commoda et incommoda hereditatis communicantur inter heredem et eum, cui reliquae partes restitutae sunt, interpositis stipulationibus ad exemplum partis et pro parte stipulationum. Partis autem et pro parte stipulationes proprie dicuntur; quae de lucro et damno communicando solent interponi inter heredem et legatarium partiarium, id est cum quo partitus est heres. 16. Si heres damnosam hereditatem dicat, cogetur a praetore adire et restituere totam, ita ut ei et in eum, qui recipit hereditatem, actiones dentur, proinde atque si ex Trebelliano senatus consulto restituta fuisset. Idque ut ita fiat, Pegasiano senatus consulto cautum.

17. Si quis in fraudem tacitam fidem accommodaverit, ut non capienti fideicommissum restituat, nec quadrantem eum deducere senatus censuit, nec caducum vindicare ex eo testamento, si liberos habeat.

18. Libertas dari potest per fideicommissum.

[XXVI. DE LEGITIMIS HEREDIBUS].¹

1. Intestatorum ingenuorum² hereditates pertinent primum ad suos heredes, id est liberos qui in potestate sunt ceterosque qui in liberorum loco sunt; si sui heredes non sunt, ad consanguineos, id est fratres et sorores ex eodem patre; si nec hi sunt, ad reliquos agnatos proximos, id est cognatos virilis sexus, per mares descendentes, ejusdem familiae. Id enim cautum est lege duodecim tabularum hac: si

1. 26, 1. 1a = Coll., 16, 4. — 2. Coll.: 'gentiliciorum'.

INTESTATO MORITUR, CUI SUUS HERES NEC ESCIT, AGNATUS PROXIMUS FAMILIAM HABETO. 1st. *Si agnatus defuncti non sit, eadem lex duodecim tabularum gentiles ad hereditatem vocat his verbis : SI AGNATUS NEC ESCIT, GENTILES FAMILIAM HABENTO. Nunc nec gentilia jura in usu sunt.*

2. Si defuncti sit filius, et ex altero filio mortuo jam nepos unus vel etiam plures, ad omnes hereditas pertinet, non ut in capita dividatur, sed in stirpes, id est ut filius solus mediam partem habeat et nepotes quotquot sunt alteram dimidiam ; aequum est enim nepotes in patris sui locum succedere et eam partem habere, quam pater eorum, si viveret, habiturus esset.

3. Quamdiu suus heres speratur heres fieri posse, tamdiu locus agnatis non est : velut si uxor defuncti praegnans sit, aut filius apud hostes sit.

4. Agnatorum hereditates dividuntur in capita : velut si sit fratris filius et alterius fratris duo pluresve liberi, quotquot sunt ab utraque parte personae, tot fiunt portiones, ut singuli singulas capiant. 5. Si plures eodem gradu sint agnati, et quidam eorum hereditatem ad se pertinere noluerint, vel antequam adierint decesserint, eorum pars adrestitit his, qui adierunt ; quod si nemo eorum adierit, ad insequentem gradum ex lege hereditas non transmittitur, quoniam in legitimis hereditatibus successio non est. 6. Ad feminas ultra consanguineorum gradum legitima hereditas non pertinet ; itaque soror fratri sororive legitima heres fit. 7. Ad liberos matris intestatae hereditas ex lege duodecim tabularum non pertinebat, quia feminae suos heredes non habent : sed postea imperatorum Antonini et Commodi oratione in senatu recitata id actum est, ut sine in manum conventionem² matrum legitimae hereditates ad filios pertineant, exclusis consanguineis et reliquis agnatis. 8. Intestati filii hereditas ad matrem ex lege duodecim tabularum non pertinet ; sed si jus liberorum habeat, ingenua trium, libertina quattuor, legitima heres fit ex senatus consulto Tertulliano, si tamen ei filio neque suus heres sit quive inter suos heredes ad bonorum possessionem a praetore vocatur, neque pater, ad quem lege hereditas honorumve possessio cum re pertinet, neque frater consanguineus : quod si soror consanguinea sit, ad utrasque pertinere jubetur hereditas.

1. Extrait de *Coll.*, 10, 4, 2. — 2. 'Sine... conventionem' transporté par Huschke au début du § entre 'hereditas' et 'ex lege'.

[XXVII. DE LIBERTORUM SUCCESSIONIBUS VEL BONIS].

1. Libertorum intestatorum hereditas primum ad suos heredes pertinet; deinde ad eos, quorum liberti sunt, velut patronum patronam liberosve patroni. 2. Si sit patronus et alterius patroni filius, ad solum patronum hereditas pertinet. 3. Item patroni filius patroni nepotibus obstat. 4. Ad liberos patronorum hereditas defuncti pertinet *ita* ut in capita, non in stirpes dividatur.

5. Legitimae hereditatis jus, quod ex lege duodecim tabularum descendit, capitis minutione amittitur.

[XXVIII. DE POSSESSIONIBUS DANDIS].

1. Bonorum possessio datur aut contra tabulas testamenti, aut *secundum* tabulas, aut intestati.

2. Contra tabulas bonorum possessio datur liberis emancipatis testamento praeteritis, licet legitima non ad eos pertineat hereditas. 3. Bonorum possessio contra tabulas liberis tam naturalibus quam adoptivis datur; sed naturalibus quidem emancipatis, non tamen et illis qui in adoptiva familia sunt; adoptivis autem his tantum qui in potestate manserunt. 4. Emancipatis liberis ex edicto datur bonorum possessio, si parati sunt cavere *fratribus* suis, qui in potestate manserunt, bona, quae moriente patre habuerunt, se collaturos.

5. Secundum tabulas bonorum possessio datur scriptis heredibus, scilicet si eorum, quibus contra tabulas competit, nemo sit, aut petere nolint. 6. Etiam si jure civili non valeat testamentum, forte quod familiae mancipatio vel nuncupatio deficit, si signatum testamentum sit non minus quam septem testium civium Romanorum signis, bonorum possessio datur.

7. Intestati datur bonorum possessio per septem gradus: primo gradu liberis; secundo legitimis heredibus; tertio proximis cognatis; quarto familiae patroni; quinto patrono patronae, item liberis *parentibusve* patroni patronaeve; sexto viro uxori; septimo cognatis manumissoris, quibus per legem Furiam plus mille asses capere licet; et si nemo sit, ad quem bonorum possessio pertinere possit, aut sit quidem, sed jus suum omiserit, populo bona deferuntur ex lege Julia caducaria. 8. Liberis bonorum possessio datur tam his, qui in potestate usque in mortis tempus fuerunt, quam emancipatis; item adoptivis, non tamen etiam in adoptionem datis. 9. Proximi cognati bonorum possessionem accipiunt non solum

per feminini sexus personam cognati, sed etiam agnati capite deminuti; nam licet legitimum jus agnationis capitis minutione amiserint, natura tamen cognati manent.

10. Bonorum possessio datur parentibus et liberis intra annum, ex quo petere potuerunt, ceteris intra centum dies,

11. Qui omnes intra id tempus si non petierint bonorum possessionem, sequens gradus admittitur, perinde atque si superiores non essent; idque per septem gradus fit.

12. Hi, quibus ex successorio edicto bonorum possessio datur, heredes quidem non sunt, sed heredis loco constituuntur beneficio praetoris. Ideoque seu ipsi agant, seu cum his agatur, ficticiis actionibus opus est, in quibus heredes esse finguntur.

13. Bonorum possessio aut cum re datur, aut sine re: cum re, cum is qui accepit cum effectu bona retineat; sine re, cum alius jure civili evincere hereditatem possit; veluti si suus heres in testamento praeteritus sit, licet scriptis heredibus secundum tabulas bonorum possessio deferatur, erit tamen ea bonorum possessio sine re, quoniam suus heres evincere hereditatem jure legitimo potest.

[XXIX. DE BONIS LIBERTORUM].

1. Civis Romani liberti hereditatem lex duodecim tabularum patrono defert, si intestato sine suo herede libertus decesserit: ideoque sive testamento facto decedat, licet suus heres ei non sit, seu intestato, et suus heres ei sit, quamquam non naturalis, sed uxor puta quae in manu fuit, vel adoptivus filius, lex patrono nihil praestat. Sed ex edicto praetoris, seu testato libertus moriatur, ut aut nihil aut minus quam partem dimidiam bonorum patrono relinquat, contra tabulas testamenti partis dimidiae bonorum possessio illi datur, nisi libertus aliquem ex naturalibus liberis successorem sibi relinquat sive intestato decedat, et uxorem forte in manu vel adoptivum filium relinquat, aequae partis mediae bonorum possessio contra suos heredes patrono datur.

2. In bonis libertae patrono nihil juris ex edicto datur; itaque seu testari voluerit liberta, in patroni potestate erat, ne testamento auctor fieret, in quo ipse heres institutus non esset², seu intestata moriatur liberta, semper ad eum hereditas perti-

Krueger; le ms.: 'intestati': Huschke: 'si sit scriptus heres, intestati bonorum possessio sine re est, quoniam scriptus heres, etc'. — 2. Krueger; Pellat: 'seu cum testamento decedat, non aliter potuit id testamentum facere quam patrono auctore'; Huschke: 'seu testata decedat, id tantum juris patronus habet, quod si testamento ipso tutore auctore datum est'!

net, licet liberi sint libertae, quoniam non sunt sui heredes matri, ut obstant patrono. 3. Lex Papia Poppaea postea libertas quattuor liberorum jure tutela patronorum liberavit; et cum intulerit jam posse eas sine auctoritate patronorum testari, prospexit, ut pro numero liberorum libertae *superstitum* virilis pars patrono debeatur. 4. Liberi patroni virilis sexus eadem jura in bonis libertorum parentum suorum habent, quae et ipse patronus. 5. Feminae vero ex lege quidem duodecim tabularum perinde jus habent, atque masculi patronorum liberi; contra tabulas autem testamenti liberti aut ab intestato contra suos heredes non naturales bonorum possessio eis non competit; sed si jus trium liberorum habuerunt, etiam haec jura ex lege Papia Poppaea nanciscuntur. 6. Patronae in bonis libertorum illud jus tantum habebant, quod lex duodecim tabularum introduxit; sed postea lex Papia patronae *ingenuae* duobus liberis honoratae, libertinae tribus, id juris dedit, quod patronus habet ex edicto. 7. Item *ingenuae* trium liberorum jure honoratae eadem lex id jus dedit, quod ipsi patrono tribuit.

[DE INJURIIS].

1. ¹*Injuria si quidem atrox (id est gravis) non est, non sine judicis arbitrio aestimatur. Atroce[m] autem aestimare solere praetorem: idque colligi ex facto, ut puta si verberatus vel vulneratus quis fuerit.*

1. ²*Actionum genera sunt duo, in rem, quae dicitur vindictio, et in personam, quae conditio appellatur. 2. In rem actio est, per quam rem nostram, quae ab alio possidetur, petimus: et semper adversus eum est qui rem possidet. 3. In personam actio est, qua cum eo agimus, qui obligatus est nobis ad faciendum aliquid vel dandum: et semper adversus eundem locum habet. 4. Actionum autem quaedam ex contractu, quaedam ex facto, quaedam in factum sunt. 5. Ex contractu actio est, quotiens quis sui lucri causa cum aliquo contrahit, veluti emendo vendendo locando conducendo et ceteris similibus. 6. Ex facto actio est, quotiens ex eo teneri quis incipit, quod ipse admisit, veluti furtum vel injuriam commisit vel damnum dedit. 7. In factum actio dicitur, qualis est exempli gratia actio, quae datur patrono adversus libertum, a quo contra edictum praetoris in jus vocatus est. 8. Omnes autem actiones aut civiles dicuntur aut honorariae.*

1. = Coll., 2, 2. — 2. 1-8 = D., 44, 7, 25.

10. FRAGMENTS DES INSTITUTES D'ULPIEN.

Fragments des *Institutionum libri II* d'Ulpien, découverts à Vienne en 1835 par M. Endlicher, sur d'étroites bandes de papyrus provenant du découpage d'un ms. et employées à la reliure d'un autre ms. Les débris fournissent : d'abord, en 3 morceaux consécutifs, la portion inférieure d'une feuille double contenant les huit dernières lignes de quatre pages du ms. ; ensuite la partie supérieure de l'une des moitiés de la feuille double qui, quoique ne contenant que la 1^{re} ligne de son recto et de son verso, suffit à établir que le texte des feuilles conservées ne se suit pas et que par conséquent ces deux feuilles devaient être séparées par une autre feuille double au moins ; puis la marge supérieure d'une feuille quelconque du même cahier portant pour suscription au recto *lib. I* et au verso *Ulp. inst.* ; et enfin, sur une sixième lanière de papyrus, une coupure de la marge supérieure d'une autre feuille sur laquelle se lisent seulement quelques lettres de la 1^{re} ligne de chacune des deux pages. V. le fac-simile dans Krueger, *Kritische Versuche*, 1870. L'attribution de ces textes aux Institutes d'Ulpien est établie avec certitude non seulement par les suscriptions précitées, mais par le *Digeste*, 43, 26, 1, où se retrouve le début du 1^{er} fragment sous la rubrique : *Ulpianus libro primo institutionum*. Il y a eu beaucoup plus de difficultés sur l'ordre de classement des fragments et sur la détermination générale du plan de l'ouvrage d'Ulpien. On trouvera un exposé complet de la question et une restitution de l'ouvrage dans Krueger, *Krit. Versuche*, pp. 140-172. V. aussi Huschke, *J. a.* pp. 617-620 et la restitution de Lenel, *Pal.*, 2, pp. 926-930. Nous donnons les fragments de Vienne dans l'ordre établi par Krueger, *loc. cit.* et admis par Huschke dans sa 3^e éd., en indiquant entre parenthèses l'ordre antérieurement adopté par Huschke et encore suivi par Giraud. — Selon l'usage, nous donnons à la suite de nos textes le passage de Boèce sur les Topiques dans lequel il cite plus ou moins textuellement les Institutes d'Ulpien sur les sources de la *manus*.

Fr. I (II ancien).

1. *Precarium est, quod precibus petenti utendum conceditur tam diu, quamdiu is qui concessit patitur. Quod genus liberalitatis ex jure gentium descendit. Et distat a donatione eo, quod qui donat sic dat, ne recipiat, at qui precario concedit, sic dat, quasi tunc recepturus, cum sibi libuerit precarium solvere. Et est simile commodato : nam et qui commodat rem, sic commodat, ut non faciat rem accipientis, sed ut ei uti re commodata permittat.*

2. *Locatum quoque et conductum jus gentium induxit. Nam ex quo coepimus possessiones proprias et res habere, et locandi jus nacti sumus et conducendi res alienas ; et is, qui conduxit, jure gentium tenetur ad mercedem exsolvendam.*

1. Suppléé à l'aide de *D.*, 43, 26, 1.

Fr. II (III ancien).

1... *non eudem corpora reddis, quae accepisti, sed aliam pecuniam ejusdem quantitatis. Mutuae autem dari possunt res non aliae quam quae pondere numero mensura continentur.*

2. *Depositi quoque utilitatem jus gentium prodidit, ut quis custodiendam rem suam animalem vel...*

Fr. III (V ancien).

1... *comparatum est interdictum velut cui initium est....*

Fr. III.

1. *Sunt et alia quaedam interdicta duplicia tam¹ adipiscendae quam recipiendae possessionis, qualia sunt interdicta QUAM FUNDUM et QUAM HEREDITATEM. Nam si fundum vel hereditatem ab aliquo petam nec lis defendatur, cogitur ad me transferre possessionem, sive numquam possedi sive ante possedi, deinde amisi possessionem.*

Fr. V (I ancien).

1... *Restitutoria et exhibitoria interdicta aut per formulam² arbitrariam explicantur aut per sponsionem, prohibitoria vero semper per sponsionem explicantur: restitutorio vel exhibitorio interdicto reddito si quidem arbitrum postulaverit is cum quo agitur, formulam accipit arbitrariam, per quam arbiter nisi arbitrato suo restituatur vel exhibeatur, quanti ea res est condemnare jubetur³.*

14. *Tribus enim modis uxor habebatur: usu, farreo, coemptione. Sed confarreatio solis pontificibus conveniebat. Quae autem in manum per coemptionem convenerant, eae matrefamilias vocabantur, quae vero usu vel farreo minime. Coemptio vero certis sollemnitatibus peragebatur, et sese in coemendo invicem interrogabant: vir ita, an mulier sibi materfamilias esse vellet? illa respondebat velle. Item mulier interrogabat, an vir sibi paterfamilias esse vellet? ille respondebat velle. Itaque mulier viri conveniebat in manum, et vocabantur hae nuptiae per coemptionem, et erat mulier materfamilias, viro loco filiae. Quam sollemnitatem in suis institutis Ulpianus exposuit.*

1. Restitué à l'aide de *D.*, 43, 1, 2, 3, *in fine*. — 2. Cf. *Gaius*, 4, 141. — 3. Cf. *Gaius*, 4, 162. 163. — 4. Citation des Institutes d'Ulpien faite par Boèce, in *Topica*, 3, 4.

11. FRAGMENTS D'ULPIEN, *AD EDICTUM*.

Nous reproduisons ci-dessous deux citations des *Libri ad edictum* d'Ulpien faites l'une dans des fragments de l'écrivain ecclésiastique Pacatus publiés par Dom Pitra, *Spicilegium Solesmense*, et l'autre dans le grammairien Priscien : cf. sur la première Boecking, *Ulpiani fragmenta*, 4^e éd., 1855, pp. 177-179, et sur la seconde Krueger, *Sources*, p. 339, n. 7. Il faudrait naturellement y ajouter le fragment de Berlin *de judiciis* si l'on admettait comme certaine son attribution au même ouvrage du même auteur. Nous avons jugé inutile de reproduire un autre passage de Priscien, 10, 2, 13, où l'autorité d'Ulpien *ad Sabinum* (cf. *D.*, 7, 1, 13, *pr.* 7, 9, 12) se trouve invoquée en faveur du futur 'fruiturum', et les mots isolés du *De officio proconsulis* signalés par Rudorff, *Abh.* de Berlin, 1865, p. 233 et ss. dans le glossaire latin-grec attribué à Philoxène : v. ces derniers dans Lenel, *Pal.*, 2, p. 991, n. 3.

1¹. Ulpianus libro ad edictum sexto qui pro aliis ne postulent titulo sexto sic refert : Invenimus apud veteres mulieris appellatione etiam virgines contineri.

2². Ulpianus in libro XLVI ad edictum : Si quis proximior cognatus nasceretur³.

1. *Spicilegium Solesmense*, éd. Pitra, 1, 1852, p. 281. — 2. Priscien, 3, 4, 21 = *D.*, 38, 8, 1, 8. — 3. *D.* : 'nasci speretur'.

12. FRAGMENT DE BERLIN DE JUDICIIS.

(Ulpien, *ad edictum lib. 16* ?)

Fragment mutilé d'une feuille de parchemin écrite sur deux colonnes en caractères qui ne doivent pas être antérieurs au VI^e siècle, expédié d'Égypte à Berlin, en 1877, en même temps que le fragment de Berlin de Papinien (p. 306) et publié et commenté en 1^{er} lieu par M. Mommsen, dans les *Sitzungsberichte* de Berlin, 1879, pp. 502-518, puis par MM. Huschke, *Die jüngst aufgefundenen Bruchstücke*, 1880, pp. 3-26. 54 et *J. a.* pp. 623-624; Krueger, *Zsavst.*, 1, 1880, pp. 93-99 et *Coll.* 3 pp. 298-299; Alibrandi, *Studi e doc.*, 1, 1880, pp. 169-183. 2, 1881, pp. 61-70; Cohn, *Zsavst.*, 2, 1881, pp. 90-111; Brinz, *Sitzungsberichte* de Munich, 1884, pp. 542 et ss.; Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 765-768. Son passage le plus important, relatif à une loi qui enjoignait au préteur de statuer et de délivrer des actions relativement aux biens de certains individus comme s'ils n'avaient pas été *deditiorum numero facti*, est rapporté par MM. Huschke, Alibrandi, Cohn et Brinz, aux affranchis deditices; au contraire, MM. Krueger et Karlowa pensent qu'il ne peut s'y agir d'individus qui, comme ceux-là, seraient esclaves s'ils n'avaient pas été *deditiorum numero facti*, et M. Mommsen a, dès le principe émis la conjecture maintenue *Droit public*, VI, 1, p. 157, n. 2, qu'il doit être rapporté soit aux *exules*, soit aux *déportés*. Quant à l'ouvrage dont nos textes sont tirés, le principal indice à ce sujet est fourni par la souscription : *De judiciis, lib. II*, mise à la suite du dernier fragment qui indique sans doute la fin d'un livre. M. Mommsen y voit le titre d'un ouvrage consacré aux *judicia* de la procédure ordinaire par opposition aux *cognitiones* de la procédure extraordinaire, M. Karlowa celui d'un traité général des actions; MM. Huschke, Krueger, Alibrandi pensent au contraire que cette rubrique se rapporte à la *pars de judiciis* de l'édit et que nos textes viennent donc de cette section d'un des commentaires de l'édit, par exemple des *libri ad edictum* d'Ulpien, publiés au moins pour cette partie sous Caracalla (212-217) et dans lesquels il faudrait alors les placer non pas, avec M. Huschke, au livre 14, ou, avec M. Alibrandi, au livre 15, mais, avec M. Lenel, *Ed.* p. 25, n. 5, et *Pal.*, 2, p. 510, n. 2, au livre 16.

1. *Quiritium*. qui. anos. *ex jure Quiritium nostrum*. egeretur¹. os Latinos. are recte *ex jure Quiritium petere*.

2. rum esset. Sed cum lege de bonis rebusque eorum hominum ita jus dicere iudicium reddere praetor jubeatur, ut ea fiant, quae futura forent, si deditiorum numero facti non essent, videamus, ne verius sit, quod quidam senserunt, et de universis bonis et de singulis *rebus*.

3. est an restituendo, deinde *ex* abundantanti praecipit praetoribus, uti e . . . nom². . . redderent.

1. Huschke : *nostrum esse intellegeretur*¹. — 2. Kruger : *uti eor(um) nomine jud(icia)*².

13. FRAGMENTS DE JURE FISCI.

Fragments juridiques écrits sur deux feuilles de parchemin qui ont été découvertes à Vérone en même temps que les Institutes de Gaius et qui ont probablement servi de couverture à la copie des œuvres de St. Jérôme écrite par dessus le texte de Gaius. Les deux feuilles sont écrites sur quatre colonnes, en une écriture semi-onciale du V^e ou du VI^e siècle. Elles ont subi dans leur partie supérieure une coupure qui a mutilé le texte de deux ou trois lignes au haut de chaque colonne ; quoique il semble naturel que les deux feuilles aient dû former une feuille double au moment où elles furent prises pour servir de couverture au ms. de Vérone, elles n'en portent pas de trace matérielle, et le sens ne prouve pas non plus qu'elles se soient suivies immédiatement ; on ne sait pas davantage laquelle des deux précédait l'autre. Le texte paraît, d'après la langue, appartenir à la fin du II^e siècle ou au commencement du III^e, en exceptant, à cause du paragraphe 3 qui reconnaît sur les *caduca* le *jus patrum*, le court espace qui s'écoula de sa suppression par Caracalla à son rétablissement par Macrin (Ulp., *Reg.*, 17, 2 ; Dion, 78, 12 ; *Vita Macrini*, 13). Ils peuvent venir soit d'un ouvrage indépendant sur le *jus fisci*, soit de la portion relative à ce sujet d'un ouvrage général, tel que les Sentences de Paul auxquelles avait pensé à tort Lachman (cf. § 9 rapproché de Paul, 1, 6a. 2) ou les *Regulæ* ou les *Opiniones* d'Ulpien pour lesquelles penche Huschke : cf. Huschke, *J. a.*, pp. 633-636 ; Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 775-776 ; Krueger, *Sources*, 335-337. Cf. aussi notamment contre Huschke, Kalb, *Roms Juristen*, p. 156, qui voit là un débris d'un *epitome* récent suivant servilement des sources plus anciennes. Le texte, qui, par suite de l'état des feuillets lors de leur découverte, n'avait d'abord été déchiffré qu'imparfaitement, a été revu d'une manière plus exacte et plus complète par M. Krueger qui en a publié un *apographum* à la fin de l'édition intitulée : *Fragmentum de jure fisci*, ed. P. Krüger, 1868. C'est sur cette éd. que se basent principalement celles données par Krueger lui-même *Collectio.*, 2, pp. 163-165 et Huschke, *J. a.*, pp. 637-643.

FEUILLE 1.

.. n... t capere poss. . 1. Heredi ejus, qui capere non poterat, deherendi potestas concessa non est, nisi si ostendi possit ejus voluntatis decessisse defunctum, ut deferre se vellet. 2. Antequam quis ab alio deferatur, ipse se deferre debet : alias sero ad auxilium delationis confugit. Quod si per errorem se detulerit, nihil ei officit inconsiderata diligentia. 3. Jus patrum non minuitur, si se is deferat, qui solidum id quod relictum est capere non potest. Sane si post diem centensimum patres caducum vindicent, omnino fisco locus non est. 4. Si se is deferat, cui tacitum... (Manquent 3 lignes environ). 4^e.. consid..... ceterum tam personam..... gu..... ejus rei. minister vero fraudis quadruplum... nomen sequi fis..... tel.

5. *Bona eorum, qui cum fisco contrahunt, lege vacuaria¹ velut pignoris jure fisco obligantur, non solum ea quae habent, sed et ea, quae postea habituri sunt.* 6. *Edicto divi Trajani cavetur, ne qui provincialium cum servis fiscalibus contrahant nisi assignante procuratore: quod factum dupli damno vel reliquorum exsolutione pensatur. Et ideo qui cum... (Manquent 3 lignes environ)... um..... cus ido..... contra amo..que sa.m..... o contrax..... i non in cu..... u. tamen eorum... vere cogitur na..... causa (?) tu ad eum lo... io pervenit hereditas (?). 6°. *Servi (?) Caesaris ab administratione rerum suarum itemque communium rerum commercio non prohibentur: adeo et stipulari ab his et emere donatumve accipere possumus, nisi cum in fraudem portionis Caesaris fiat.* 7. *Qui mutuam pecuniam contra interdictum dispensatori vicariove ejus crediderit ... (Manquent 2 lignes environ). ... in poenam..... enitur, qui quod credit non amisit.* 8. *Qui contra edictum divi Augusti rem litigiosam a non possidente comparavit, praeterquam quod emptio nullius momenti est, poenam quinquaginta sestertiorum fisco repraesentare compellitur. Res autem litigiosa videtur, de qua lis apud suum judicem delata est. Sed hoc in provincialibus fundis prava usurpatione optinuit.* 9. *Absentes fugitivos venum dari aut comparari amplissimus ordo prohibuit denuntiata in emptorem venditoremque poena sestertiorum quinquaginta, quae hodie fisco vindicatur.**

FEUILLE 2.

10... excepto castrensi peculio bona sua conferre debent. 11. *Caesare a liberto suo ex asse herede instituto, filia jure ad semissem vocatur; cum extraneis vero instituto, filia ex semisse extraneis, non etiam Caesari adrescit. Quod si plus semisse Caesar accepit, in id quod plus est etiam Caesari adrescit.* 12. *Libertae Caesaris tam manumissione quam beneficio conjunctionis effectae si testatae decedant, dimidium, si intestatae, totum fisco vindicatur. Sane patris et patroni ignorantis jus non minuitur.* 13. *Ancilla Caesaris quae quinque liberos habuerit, in nu.....(Manquent 3 lignes environ). n.... Caes..... orem milibus s..... edan... um... na.... dicantur.... causa fisco ae... p.. non possunt n... en... vato contractu n... inter se fisco stipulantur.* 14. *Eorum honorum, quae ad fiscum pertinere dicuntur, si controversia moveatur, ante sen-*

1. Huschke; Boecking: 'lege vicesimaria'.

tentiam nec obsignari nec describi aut incorporari possunt. Idem servatur et cum a sententia provocatio interponitur. 15. Pro his bonis, quae fiscus inquietat, manus opponere nemo quidem prohibetur. (Manquent 3 lignes environ). tur. es Caesariani (?) . . . pellunt. io. i. . . ram. 16. *Advocati fisci etiam post depositum officium contra fiscum, a quo salarium acceperunt, nisi in sua parentum filiorum pupillarumve suorum causa, libertorum etiam, adesse prohibentur, et si adfuerint, infamia plectuntur. Sane hoc principali beneficio impetrare non prohibentur.* 17. Fisci advocati, quibus ad tempus officium mandat est, quia salarium non accipiunt, contra fiscum adesse non prohibentur. 18. Capite legis censoriae cavetur, ut non tantum, cum quid. . . (Manque 1 ligne ou deux au plus) praestatur, cujus rei omissa professio commisso intra quinquennium locum facit. 18^a. Earum rerum nomine quae per fraudem fisco ablatae sunt vel professioni subtractae, quadruplum fisco dependitur, alias duplum. 19. A debitore fisci in fraudem datas libertates retrahi placuit. Sane ipsum ita emere, ut manumittat, aut fideicommissam libertatem praestare non est prohibitum. 20. A eo, qui reus criminis postulatus adversam sententiam meruit, tempore reatus quocumque modo alienata a fisco cum quadruplis fructibus revocantur. 21. Fideiussorem ejus, qui cum dispensatore contraxit, ip...

14. TABLEAU DES DEGRÉS DE COGNATION.

Petit exposé du système des degrés de cognation placé en tête de presque tous les mss. de la *Notitia dignitatum*, qui a été publié en premier lieu par Boecking et que sa comparaison avec d'autres dissertations de même nature contenues dans le Digeste et ailleurs (Paul, 4, 11. D., 38, 10, 1. Inst., 3, 6) permet de supposer avoir été extrait des œuvres d'un jurisconsulte classique, de celles d'Ulpien, conjecture Huschke. Pour l'établissement critique du texte, cf. Krueger, *Collectio*, 2, pp. 166-167.

DE GRADIBUS.

1. Gradus cognationum appellantur ab eo, quod personae cognatorum aliae proximiorae, aliae longiorae gradu sunt et ob id quasi gradatim altera alteram antecedit. 2. Omnes personae cognatorum aut supra numerantur aut infra aut ex transverso sive a latere. Supra numerantur parentes, infra liberi, ex transverso sive a latere fratres et sorores liberique eorum, item parentum fratres et sorores liberique eorum. 3. Primo gradu supra pater et mater, infra filius et filia. 4. Secundo supra avus avia, infra nepos neptis, ex transverso frater et soror : hinc enim transversus incipit gradus. 5. Tertio supra proavus proavia, infra pronepos proneptis : ex transverso fratris et sororis filius et filia, patruus amita, id est patris frater et soror, avunculus *matertera*, id est matris frater et soror. 6. Quarto supra abavus abavia, infra abnepos abneptis : ex transverso fratris et sororis nepos et neptis : patruus magnus et amita magna, id est avi frater et soror : avunculus magnus *matertera magna*, id est aviae frater et soror : consobrinus consobrina, id est qui quaeve ex fratribus aut sororibus aut fratre et sorore progenerantur. Sciendum tamen proprie consobrinus appellari eos, qui ex duobus sororibus nati sunt, quasi consororinos, eos autem, qui ex duobus fratribus procreati sunt, fratres patruelus vocari, eos vero, qui ex fratre et sorore nascuntur, amitinos dici. Hoc gradu sunt *etiam* patris amitae avunculi *materterae* filii.

7. Quinto gradu sunt supra atavus atavia, infra adnepos adneptis : ex transverso fratris et sororis pronepos proneptis : propatruus proamita, id est proavi frater et soror : proavunculus promatertera, id est proaviae *frater et soror* : consobrini filius filia : item propius sobrinus sobrina, id est patru magni amitae magnae avunculi magni materterae magnae filii filiae. 8. Sexto gradu sunt supra tritavus tritavia, infra trinepos trineptis : ex transverso fratris et sororis abnepos abneptis : abpatruus abamita, id est abavi frater et soror : *abavunculus abmatertera, id est abaviae frater et soror* : item consobrini nepos neptisque : item propatru proamitae proavunculi promaterterae filii filiae : item sobrini sobrinae, id est qui quaeve ex duobus consobrinis progenerantur.

15. TABLEAU DES AGNATS.

Tableau voisin du précédent, mais relatif aux agnats, seuls appelés à la succession civile, qui se trouve dans un certain nombre de mss. de la loi des Wisigoths (cf. Haenel, *Lex. Rom. Wisig.*, p. 456a) et qui a été publié pour la 1^{re} fois par Cujas, *Observationes*, 6, 40.

Trisavus	Patruus maximus				
Atavus	Patruus major	Patruus majoris filius			
Abavus	Patruus majus	Patruus majoris filius	Patruus majoris nepos		
Proavus	Patruus	Patruus filius	Patruus nepos	Patruus pronepos	
Avus	Frater	Frater filius	Frater nepos	Frater pronepos	Frater abnepos

LEGE HEREDITATES		Patruus	QUEMADMODUM REDEANT		
	EGO				
hic quae in manu viri est	CONSANGUINEI	Filius qui ex po- testate non exit	SUNT INTER SE		Filius quae in potesta- te est
Furus quae in manu filii est	HI QUOQUE SUNT IN	Nepos qui ex potestate non exit	TER SE CONSANGUINEI		Nepus quae in potesta- te est
Emptus non in ma- nu nepotis est	ITEM CONSANGUINEI	Pronepos qui ex po- testate non exit	SUNT INTER SE		Pronepus quae in po- testate est
Emptus in ma- nu pronepo- tis est	ET HI INTER SE	Abnepos qui ex po- testate non exit	SUNT CONSANGUINEI		Abnepus quae in po- testate est
Emptus non in ma- nu abne- pitis est	SUNT QUOQUE INTER	Abnepos qui ex po- testate non exit	SE CONSANGUINEI		Abnepus quae in po- testate est
Emptus non in ma- nu abne- pitis est	ITEM II SUNT INTER	Trinepos qui ex po- testate non exit	SE CONSANGUINEI		Trinepus quae in po- testate est

16. FRAGMENT DIT DE DOSITHÉE.

Extrait d'un ouvrage juridique conservé dans un recueil d'exercices de traduction latins grecs qu'une conjecture ancienne et répandue attribue au grammairien Dosithée et qu'une autre conjecture admet avoir été composé par lui en 207, mais dont un examen plus approfondi laisse en réalité la date et le compilateur incertains. V. Keil, *Gramm. Lat.*, 7, 1880, pp. 367 et ss. ; Boucherie, *Comptes rendus de l'Académie des inscriptions*, 1868, p. 271, *Notices et extraits des mss.* 23, 2, 1872, p. 280 et ss., et Krueger, *Sources*, 337-339. Le fragment juridique latin et sa traduction grecque ne nous sont pas parvenus ni l'un ni l'autre dans leur forme originale ; mais, ainsi que l'a démontré Lachmann dans une étude où il a en même temps posé les principes de la restitution du texte primitif (*Versuche über Dositheus*, 1837, reproduit *Kleinere Schriften*, 1876, pp. 198 et ss.), ils ont été transformés par une série de traductions et de retraductions serviles et inintelligentes d'écoliers dont nous avons seulement les résultats dans les deux familles de mss. du texte représentées l'une par un ms. de Leyde qui donne seul le paragraphe 1 (Lugd. Bat. 80, IX^e ou X^e siècle), la seconde par un autre ms. de Leyde qui est une copie de la main de Scaliger (Lugd. Bat. 61), par un ms. actuellement incomplet de Paris (Lat. 6503, VIII^e ou IX^e siècle, selon Boucherie ; X^e ou XI^e d'après l'opinion courante) et par l'édition de Pithou de 1573 faite peut-être sur ce dernier ms. — Le fragment, dans lequel sont mentionnés Proculus, Octavenus, Neratius Priscus et Julien, parait, d'après les expressions du paragraphe 3 : *Regulas enim exsequenti mihi*, être tiré d'un *liber regularum*. Il a été attribué, sans raisons bien décisives, par Cujas à Ulpien, par Lachmann à Paul, par Huschke à Cervidius Scaevola, par Dirksen à Gaius et par Voigt et Karlowa à Pomponius. Cf. notamment Huschke, *J. a.*, pp. 424-425, et Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 764-765. Les deux versions grecques et latines de ce fragment et d'un autre petit recueil intitulé *Divi Hadriani sententiae et epistolae* ont été éditées d'une manière complète par Boecking, *Dosithei interpretamentorum liber tertius*, 1832. Parmi les éd. du texte latin, il convient de signaler celle donnée par le même Boecking avec la restitution de Lachmann en regard, à la suite de sa 4^e éd. d'Ulpien, 1855, pp. 158-170 ; celle de Huschke, *J. a.*, pp. 426-434, dont s'est principalement inspiré M. Giraud, et celle de Krueger, *Collectio*, 1, pp. 149-157, que nous avons généralement suivie en annexant comme lui au texte défiguré du paragraphe 1^{er} une restitution analogue à celle de Lachmann.

1. Omne enim justum [cum jure] aut civile appellatur aut naturale dicitur [vel nationis] aut gentile justum. Ab eo enim nominatur et omnes nationes similiter eo sunt usae ; quod enim bonum et justum est, omnium utilitati convenit. [Se] quod autem justum civile [m] proprium est

Omne enim jus aut civile appellatur aut naturale. Naturale dicitur etiam jus gentium : ab eo nominatum, quod omnes gentes similiter eo sunt usae : quod enim bonum et aequum est, omnium utilitati convenit. Sed jus civile proprium est civium Romanorum, ab eo

[et] romanorum et ab eis dictum, quoniam nostra civitas ea veritate utitur. Sed quidam hoc esse quod omnes civibus suis praedicent aut majori parti expedit. Sunt enim qui et tradiderunt quanti tamen justitiae esse. Plurima hanc autem definitionem veriolem esse tradiderunt quae initio diximus.

dictum, quod nostra civitas eo. . . utitur. Sed quidam hoc esse praedicant, quod omnibus civibus peculiariter aut majori parti expedit. Sunt etiam qui tradiderunt . . . Plurimi autem eam definitionem veriolem esse tradiderunt quam initio diximus.

2. Juris civilis ut quid appositivum appellatur, ex pluribus partibus constat. Sed constitutiones imperatorias similiter honorandum. Quod est et praetoris edictum similiter vel proconsulis. Ex eo enim consenserunt prudentiam et receptum est responsis et summam solemus haec dicere. Lex enim Julia et Papia ceterae partes justitiae appellantur.

3. Regulas enim exsequenti mihi ad ea studia necessarium ante omnia scire. Nec enim unius sunt condicionis, sed variae : quae per singula, quae pertinent ad eam enarrationem, referenda sunt per ordinem.

4. Omnes enim aut ingenui sunt aut liberti. Sed ut magis possint singula declarari, melius videtur incipere a libertis adferre et primum de Latinis scribere, ne saepius eadem interpretari cogamur. Primum ergo videamus, quale est quod dicitur *de eis*, qui inter amicos *olim* manumittebantur, non esse liberos, sed domini voluntate in libertate morari et tantum serviendi metu dimitti.

5. Antea [enim] una libertas erat et *manumissio* fiebat vindicta vel testamento vel censu et civitas Romana competeat manumissis : quae appellatur justa *manumissio*. Hi autem, qui domini voluntate in libertate erant, manebant servi ; *sed* si manumissores ausi erant in servitutem denuo eos per vim ducere, interveniebat praetor et non patiebatur manumissum servire. Omnia tamen quasi servus adquirebat manumissori, *velut* si quid stipulabatur *vel* *mancupio* accipiebat vel ex quacumque causa alia adquisierat, domini hoc faciebat, id est manumissi omnia bona ad patronum pertinebant.

6. Sed nunc habent propriam libertatem qui inter amicos manumittuntur, et fiunt Latini Juniani, quoniam lex Junia, quae libertatem eis dedit, exaequavit eos Latinis colonariis, qui cum essent cives Romani [liberti], nomen suum in coloniam dedissent.

7. In his qui inter amicos manumittuntur voluntas domini spectatur ; lex enim Junia eos fieri Latinos jubet, quos dominus liberos esse voluit. *Quod cum ita sit, debet voluntatem manumittendi habere dominus : unde si per vim coactus verbi gratia ab aliquo populo vel a singulis hominibus manumiserit, non veniet servus ad libertatem, quia non intellegitur voluisse qui coactus est.*

8. *Item ut possit habere servus libertatem, talis esse debet, ut praetor vel proconsul libertatem tueatur ; nam et hoc lege Junia cautum est. Sunt autem plures causae, in quibus non tuetur proconsul libertatem, de quibus procedentes ostendemus.*

9. Sed et illud observandum, ut is qui manumittitur in bonis manumittentis sit ; et ideo si tantum ex jure Quiritium sit manumittentis, non erit Latinus. Necesse est ergo servum non tantum ex jure Quiritium, sed etiam in bonis esse manumittentis.

10. Communis servus ab uno *ex sociis* manumissus, neque ad libertatem pervenit et alterius domini totus fit servus jure *adcrescendi*. Sed inter amicos servus ab uno ex sociis manumissus utriusque domini servus manebit ; jus *enim adcrescendi* in hac manumissione *non versatur*. *Quamvis* Proculus existimaverit *adcrescere eum socio* qua sententia utimur.

11. Proprietarius eum servum, cujus ususfructus ad alium pertinet, non potest vindicta manumittere obstante usufructu. et si manumiserit eum vindicta, faciet servum sine domino. Sed Latinum...

12. Peregrinus manumissor servum non potest ad *Latinitatem* perducere, quia lex Junia, quae Latinorum genus introduxit, non pertinet ad peregrinos manumissores, sicut et Octavenus probat. *At praetor non permittet manumissum servire, nisi aliter lege peregrina caveatur.*

13. Minor viginti annorum manumittere nec vindicta potest nec testamento, itaque nec Latinum facere potest ; *sed tantum apud consilium causa probata potest manumittere servum suum.*

14. Is autem qui manumittitur inter amicos, quotcumque est annorum, Latinus fit, et tantum ei hoc prodest manumissio, ut postea iterum manumitti possit vindicta vel testamento et civis Romanus fieri.

15. Mulier sine tutoris auctoritate *inter amicos manumittere non potest*, nisi jus liberorum habeat ; tunc enim *et vindicta sine tutore potest manumittere*. Unde si mulier absens libe-

rum esse jusserit, quae jus liberorum non habeat, quaesitum est, an *competat libertas* tutore ejus auctoritatem accommodante eo tempore, quo epistula scribitur servo a domina. Julianus negat; existimat enim eo tempore debere auctoritatem praestari, quo peragitur *manumissio*, tunc autem peragi intelligi, cum servus cognoverit dominae voluntatem. Sed Neratius Priscus probat libertatem servo competere; sufficere enim, quando epistula scribitur, adhiberi auctoritatem tutoris: cujus sententia et constitutione *principali* confirmata est.

16. Servum pignori datum civem Romanum facere debitor non potest, nisi si forte solvendo non sit¹; obstat enim libertati lex Aelia Sentia, quae prohibet servum creditorum *fraudandorum* causa manumissum civem Romanum fieri. Sed Latinum....

17. Et qui censu manumittitur, si triginta annos habeat, civitatem Romanam *nanciscitur*. Censu autem Romae agi solet *et peracto* censu *lustrum* conditur: est autem *lustrum* quinquennale tempus quo Roma lustratur. Sed debet hic servus ex jure Quiritium manumissoris esse, ut civis Romanus fiat. Magna autem dissensio est inter peritos, utrum eo tempore vires accipiant omnia, in quo census *agitur*², an eo tempore, quo *lustrum* conditur. Sunt enim qui existimant non alias vires accipere quae in censu aguntur, nisi haec dies sequatur, qua *lustrum* conditur; existimant enim censum descendere ad diem *lustrum*, non *lustrum* recurrere ad diem census. Quod ideo quaesitum est, quoniam omnia *quae* in censu aguntur *lustrum* confirmantur. Sed in urbe Roma tantum censum agi notum est: in provinciis autem magis professionibus utuntur.

1. Boecking, Pellat: 'nisi forte solvendo sit'. Dernburg, *Pfandrecht*, 2, 1864, p. 14, suivi par Huschke intercale après 'potest' '*generaliter obligatum potest*'. Krueger: '*generali hypotheca obligatum potest*'. — 2. Boecking, Pellat, Monmsen, *Droit public*, 4, p. 4, n. 2; les mss.: 'in quo census'; Krueger: '*quo in censu aguntur*'.

17. FRAGMENTS DE MODESTIN.

Fragments du jurisconsulte Herennius Modestinus, élève d'Ulpien, que l'inscription relative au procès des foulons montre avoir été préfet des vigiles entre 226 et 244, qui fut le maître de droit de l'empereur Maximin mort à une vingtaine d'années en 238 et que l'on trouve pour la dernière fois mentionné comme auteur d'une réponse en 239, *C.*, 3, 42, 4. Cf. sur sa vie et ses écrits, Karlowa, *R. H. G.*, 1, 752-754; Krueger, *Sources*, 301-303; v. aussi Lenel, *Pal.*, 1, 701-756. De nos deux fragments, le premier a été publié par Pierre Pithou, qui l'avait trouvé dans un ms. aujourd'hui perdu appartenant à son père, le second est extrait des *Differentiae* d'Isidore, où la corruption d'*Herennius* en *Orenius* a longtemps empêché de l'apercevoir.

1. Modestinus regularum lib. III sub titulo de bonis libertorum et de testamentis. Cum in testamento dies et consules adjecti non sunt, non nocet, quominus valeat testamentum.

2. Inter eum qui in insulam relegatur et eum qui deportatur magna est differentia, ut ait Herennius: primo quia relegatum bona sequuntur, nisi fuerint sententia adempta, deportatum non sequuntur, nisi palam ei fuerint concessa: ita fit, ut relegato mentionem bonorum in sententia non haberi prosit, deportato noceat. Item distant etiam in loci qualitate, quod cum relegato quidem humanius transigitur, deportatis vero hae solent insulae adsignari, quae sunt asperriimae quaeque sunt paulo minus summo supplicio comparandae.

18. FRAGMENTS DU VATICAN.

Fragments d'une compilation juridique étendue découverts en 1821 par le cardinal Angelo Mai dans un ms. palimpseste de la bibliothèque du Vatican. Ils viennent d'un ms. du IV^e ou du V^e siècle dont les feuilles doubles ont postérieurement été divisées en trois pour être insérées après avoir été grattées dans un autre cahier destiné à recevoir une copie des *Collationes Aegypti anachoretarum* de Cassien ; de telle sorte que chaque feuille nouvelle se trouva contenir les deux tiers d'une des feuilles anciennes ou, si c'était la feuille du milieu, le tiers de deux des feuilles anciennes et qu'on a retrouvé, dans 33 de ces feuilles nouvelles, 28 des feuilles anciennes, soit en totalité, soit pour les deux tiers, soit pour un tiers. L'ouvrage, dont on ne connaît ni le nom, ni l'auteur, est un recueil par ordre des matières de passages de jurisconsultes et de constitutions impériales. Il ne paraît pas avoir été divisé en livres, mais seulement en titres, parmi lesquels nous connaissons les titres : *ex empto et vendito, de usu fructu, de re uxoria ac dotibus* ou simplement *de re uxoria, de excusatione, quando donator intellegatur revocasse donationem, de donationibus ad legem Cinciam, de cognitoribus et procuratoribus*. Les jurisconsultes sont représentés par des extraits de divers ouvrages de Papinien, de Paul et d'Ulpien et d'un traité des interdits qui n'est peut-être lui-même que la section relative à cette matière du commentaire sur l'édit de Paul. Les constitutions, dont la plus ancienne est de Sévère et de Caracalla (an 205 après J.-C.), et la plus récente de Valentinien, Valens et Gratien (an 372) et dont l'éditeur paraît s'être servi des Codes Grégorien et Hermogénien, mais non du Code Théodosien, au lieu du texte abrégé duquel il donne pour certaines le texte intégral frappé d'abrogation par ce code, sont pour la plupart des rescrits rendus en matière judiciaire sur la demande des parties ou des magistrats : elles sont placées dans chaque titre, sans ordre fixe, tantôt avant, tantôt après les fragments des jurisconsultes, tantôt pêle-mêle avec eux. Pour les unes et les autres, le texte est reproduit fidèlement, sans trace d'interpolation ni de remaniement. Mais les 28 pages, que nous possédons en tout ou partie, ne sont qu'une faible portion du ms. primitif, que les chiffres de cahiers de 8 pages, de *quaterniones*, conservés en marge de quelques feuilles établissent avoir contenu 232 pages jusqu'au point où s'interrompent nos fragments, peut-être longtemps avant la fin de l'ouvrage, et dans lequel les mêmes chiffres permettent de mesurer des lacunes considérables entre les parties conservées : environ 9 cahiers entre des fragments du titre *ex empto et vendito* qui appartiennent au VI^e quaternion et d'autres du titre *de usu fructu* qui appartiennent au XV^e ; un autre intervalle considérable entre le titre *de re uxoria*, qui n'est pas séparé par une grande lacune du titre *de usu fructu*, et le titre *de excusatione* sur une des feuilles duquel on trouve le chiffre XXVII. Il est impossible de discerner le plan de l'ouvrage, qu'on voit cependant n'être pas celui des commentaires de l'édit ; car, par exemple, l'usufruit, étudié dans la théorie des legs, ne viendrait pas alors seulement après la vente, mais après la dot et les excuses. Quant à sa nature, ce n'est certainement pas une compilation officielle, et il n'y a même pas grande probabilité en faveur de l'opinion, soutenue par Huschke, selon laquelle ce serait un projet de compilation de ce genre fait sur l'ordre d'un empereur et resté pour une raison quelconque

dépourvu de la sanction impériale. C'est une œuvre doctrinale privée, destinée à la pratique, et peut-être à l'enseignement, auquel peuvent se référer aussi les gloses marginales et interlinéaires qui l'accompagnent dans certaines parties et dont les premières au moins peuvent remonter au compilateur lui-même. Quand aux temps et lieux d'origine de l'ouvrage, la mention qui y est faite de constitutions de Maximien omises au Code Hermogénien donne à croire qu'il a été composé en Occident, et on en place assez communément la rédaction entre l'an 372, date de la dernière constitution qu'il rapporte, et la publication du Code Théodosien, en 438. Mais M. Mommsen, dont les arguments ont cependant été contestés par M. Karlowa et M. Huschke, croit pouvoir conclure de la façon dont sont citées les constitutions de Dioclétien et de Constantin que l'ouvrage aurait été écrit du vivant de ce dernier, vers 320, et que l'addition de la constitution de 372 ainsi que de trois autres, y aurait été faite après coup. Cf. Karlowa, *R. R. G.*, 1, 969-973; Krueger, *Sources*, 399-404 et les notices des éd. Mommsen et Huschke.

Les fragments du Vatican ont d'abord été publiés, en 1823 et 1824, par le cardinal Angelo Mai lui-même, d'après le texte duquel d'autres éditions en ont été données, avec un commentaire, par M. Buckholz en 1828 et, avec de nombreuses corrections critiques, par Bethmann-Hollweg dans le *Corpus juris antejustiniani* de Bonn, en 1833. Plus tard, un texte bien supérieur en fut établi par M. Mommsen, d'après une collation nouvelle du ms. faite par M. Detlefsen, dans une éd. savante accompagnée d'un fac-simile, publiée en 1850 dans les *Abhandlungen* de Berlin, et dans une éd. scolaire publiée en 1861. Les fragments du Vatican se trouvent en outre dans les recueils généraux de Huschke, de Pellat, qui s'inspire principalement du texte de Bethmann-Hollweg en le corrigeant par celui de Mommsen, et de Giraud, qui suit ordinairement celui de Huschke. Mais une autre éd. en a encore été donnée depuis, en 1890, *Collectio*, 3, pp. 1-106 par M. Mommsen, qui dans ce but a non seulement mis à profit une collation récente de quelques passages du ms. faite par M. Krueger, mais soumis tout le texte à un nouvel examen d'ensemble. Nous suivons ici en principe le texte de cette dernière révision de M. Mommsen dont, grâce à une inappréciable complaisance de l'illustre auteur, nous avons déjà pu profiter pour notre première édition. Les passages imprimés en caractères plus fins sont les gloses marginales et interlinéaires signalées plus haut. Les indications placées en marge font connaître les auteurs certains ou probables des fragments.

EX EMPTO ET VENDITO.

Manquent 80 pages.

Paul, *L.*
VIII ad
Sab. (?) 1.1 *Qui a muliere sine tutoris auctoritate sciens rem mancipi emit vel falso tutore auctore quem sciit non esse, non videtur bona fide emisse; itaque et veteres putant et Sabinus et Cassius scribunt. Labeo quidem putabat nec pro emptore eum possidere, sed pro possessore, Proculus et Celsus, pro emptore, quod est verius; nam et fructus suos facit.*

quia scilicet voluntate dominae percipit et mulier sine tutoris auctoritate possessionem alienare potest. Julianus propter Rutilianam constitutionem eum, qui pretium mulieri dedisset, etiam usucapere et si ante usucapionem offerat mulier pecuniam, desinere eum usucapere.

2. P(apinianus) libro III responsorum. Usurae venditori post traditam possessionem arbitrio judicis praestantur; ante traditam autem possessionem emptori quoque fructus rei vice mutua praebere necesse est: in neutro mora considerabitur.

Pap., L.
III resp.

3¹. Venditor, qui legem commissoriam exercere noluit, ob residuum pretium iudicio venditi recte agit, quo secuto legi renuntiatum videtur.

4². Qui die transacto legem commissoriam exercere voluit, postea variare non potest.

5³. Papinianus libro III responsorum. Aede sacra terrae motu diruta, locus aedificii non est profanus et ideo veniri non potest.

6⁴. Mulier servam ea lege vendidit, ut, si redisset in eam civitatem, unde placuit exportari, manus injectio esset. Manente vinculo servitutis si redierit, quae vendidit manum injiciet et ex jure concesso mancipium abducat. Post manumissionem autem si redierit, in perpetuam servitutem sub eadem lege publice distrahetur. Quae vendidit si manum injecerit non liberatae, mancipium retinere poterit ac manumittere; adimi quippe libertatem et publice venditionem ita fieri placuit propter pericula venditorum, qui vel metuentes servis suis offensam vel duritiam possunt paenitendo remittere.

7. Quo minus possessio rei venditae tradatur empti iudicio, decem annorum praescriptione non impeditur.

8. Evictione *citra dolum* emptoris et iudicis injuriam secuta, duplum ex empti iudicio secundum legem contractus praestabitur.

9⁵. Creditor a debitore pignus recte emit, sive in exordio contractus ita convenit sive postea; nec incerti pretii venditio videbitur, si convenerit, ut pecunia feneratoris non soluta creditor jure empti dominium retineat, cum sortis et usurarum quantitas ad diem solvendae pecuniae praestitutam certa sit.

10. Iniquam sententiam evictae rei periculum venditoris non spectare placuit neque stipulationem auctoritatis committere.

1. Cf. D., 18, 3, 7. — 2. Cf. D., 18, 3, 4, 2. — 3. = D., 18, 1, 73, pr. — 4. Cf. D., 18, 7, 1. — 5. Cf. D., 20, 5, 12, pr.

Pap., L.
II resp.

11¹. Convenit ad diem pretio non soluto venditori alterum tantum praestari. Quod usurarum centesimam excedit, in fraudem juris videtur additum. Diversa causa est commissoriae legis, cum in ea specie non fenus illicitum exerceatur, sed lex contractui non improbabilis dicatur.

12². Ante pretium solutum domini quaestione mota pretium emptor restituere non cogetur, tametsi maxime fidejussores evictionis offerantur, cum ignorans possidere coeperit. Nam usucapio frustra complebitur anticipata lite nec oportet evictionis securitatem praestari, cum in ipso contractus limine domini periculum immineat.

13³. Venditor si per conclusionem imaginarium colonum emptoris decipiendi causa subposuit, ex empto tenebitur, nec idcirco recte defenditur, si, quo facilius excogitatam fraudem retineret, colonum et quinque annorum mercedes in fidem suam recipiat. Alioquin si bona fide locavit, suspectus non erit.

14. Lege venditionis inempto praedio facto fructus interea perceptos iudicio venditi restitui placuit, quoniam eo jure contractum in exordio videtur, sicuti in pecunia quanto minoris venierit ad diem pretio non soluto. Cui non est contrarium, quod iudicium ab aedilibus in factum de recipiendo pretio mancipii redditur, quia displicuisse proponitur: quod non erit necessarium, si eadem lege contractum ostendatur.

15. Fructus pendentes etsi maturi fuerunt, si eos venditor post venditionem ante diem solvendi pretii percepit, emptori restituendos esse convenit, si non aliud inter contrahentes placuit.

16. Vino mutato periculum emptorem spectat, quamvis ante diem pretii solvendi vel condicionem emptionis impletam id evenerit. Quodsi mille amphoras certo pretio corpore non demonstrato vini vendidit, nullum emptoris interea periculum erit.

17⁴. Evictis agris quanti emptoris interest iudicio empti lis aestimatur. Quod si ab initio convenit, ut venditor pretium restitueret, usurae quoque post evictionem praestabuntur, quamvis emptor post domini litem inchoatam fructum adversario restituat; nam incommodum medii temporis damnum emptoris est.

Manquent 12 pages.

1. Cf. D., 19, 1, 13, 26. — 2. D., 18, 6, 19 1: 'Ante... emptor solvere non cogetur nisi fidejussores idonei a venditore ejus evictionis offerantur'; cf. C., 8, 44, 24. — 3. Cf. D., 19, 1, 40, pr. — 4. = D., 22, 1, 18, pr.

18. secundum jus in facinorosos. *empto-* Valér. et
res inquietari, sed actione *fiduciae*. Gallien
Valeriano III et Gallieno II cons. (a. 255).

19. Gallienus Aug. *Res* Gallien
pupillorum a creditoribus *patris propter debita paterna jure vindicari* nullo possunt. Si igitur *abstinuisti paterna hereditate non agnita*, contra venditionem a creditoribus *patris tui rei tuae factam praesidem adi*, qui inquietari te in possessione non sinet. (a. 260).
Sacculare
II et Donato cons.

20. per Julium Menophilum *spectabilem virum*. Emp.
auxilium non potest denegari. *pe-* incert.
cuniam creditoribus
habere non potuit in poss.
et usurarum, quia in commun.
kal. Juliis Viminacii.

21. Gallienus Aug. *alie-* Gallien.
nandae non sunt. Aditus *itaque*
cedente ejus jussione, qui i
Proposita VIII kal. Nov. Patavii?

22¹. Diocletianus et Max(imus) *Constantius Atinae Plotinae*. Si *deserta praedia* ob cessationem conlationum. *dis-* Diocl.
tracta vera fide comparasti et venditionem *sollemniter perfecisti*, *venditio* *necessitate* facta convelli non debet. Max.
Const. et
Galère.

23². Dioclet(ianus) Aurelio *Leontio*. Cum *speciem venditam* Diocl.
violentia ignis, qui nunc per poc. *grassatus est*, *absumptam* (a. 285).
dicas, si venditionem *nulla condicio suspenderit*, *amissae rei periculum* te non adstringet. Proposita III non. Nov. Atubino
Diocletiano Aug. II et Aristobulo cons.

24. Diocletianus Claudia. Diocl.
emptori indemnita. (a. 285).
possessionem venditam esse cog.
ex qualitate rei perdoctus *Diocletiano Aug.*
II et Aristobulo cons.

25. Gallienus Aug. *mtico* possessionem *pa-* Gallien
ternam. *ab aliquo directi juris emp-* (a. 262).
tore *Gallieno V et Faustino cons.*

26. *necessitatibus* urgentibus pater Emp.
vivi parentibus placuit incert.
i familia longa aetate
e praef. urbi v. c. Proposita II kal.
CONS.

- Emp. incert. 27. *ium Fortunatum militem e controversia moveri consti- ipso Aug. III consule.*
- Sév. Alex. (a. 230). 28. *Alexander Aug.* *vendendarum possessionum ii neque alienare eas, neque Agricola et Clementino cons.*
- Emp. incert. 29 *Sabiniani non oportuit post interpo- cari. Praepropere igitur procurator rationis meae possessiones ium nec emptor ignora- ordine audietur. Proposita kal.*
- Auréli. (a. 271). 30. *Aurelianus Aug.* *Si praedii, de quo controversia est inter vos, ita in possessione fuisti, ut proponis¹, et inde ejectus inveniris, is erit v. c. pro sua aequitate ad effectum.* *Aureliano et Basso cons.*
- Emp. incert. 31. *carissime nobis. Tenes tu quidem liquidissime et lites dirimis tum statutis tuis non cu e incipient discedere in diversum eventum sententiae litigabatur, insidunt partium allegationibus. u et interpretationem diversam est, non consui : quasi vero in ea.*
- Manquent quelques pages.
- Const. et Licinius (a. 312). 32. *aditus competens iudex considerato tutelae iudicio, eam curabit ferre sententiam, quam agnitam legibus esse providerit. Proposita III kal. Sept. Constantino et Licinio Augg. II cons.*
- Les mêmes (a. 315). 33. *Augg. [et Caess.] Rutiliae Primae. Ingenuos progenitos servitutis adfligi dispendiis minime oportere etiam nostri temporis tranquillitate sancitur, nec sub obtentu initae venditionis incitae decet ingenuitatem infringi. Quare iudicem competentem adire par est, qui in liberali causa ea faciet compleri. quae in hujuscemodi contentionibus ordinari consuerunt, secundum iudicariam disciplinam partibus audientiam praebiturus. Proposita idib. Aug. Romae Constantino et Licinio Aug. III cons.*
- Les mêmes (a. 313). 34. *Augg. [et Caess.] Flaviae Aprillae. Cum profitearis te certa quantitate mancipium ex sanguine comparasse, cu-*

1. Restitution de Huschke adoptée par Mommsen.

jus pretium te exsolvisse dicis et instrumentis esse firmatum, hoc a nobis jam olim praescriptum est, quod, si voluerit liberum suum [legitimum] recipere, tunc in ejus locum mancipium domino daret aut pretium quo valisset numeraret. Etiamnunc, si a suis parentibus certo pretio comparasti, jus domini possidere te existimamus. Nullum autem ex gentilibus liberum adprobari licet. Subscripta XII kal. Aug. Constantino Aug. III cons.

35¹. Augg. [et Caess.] (1). Nulla verecundiae vel quietis mora vel quolibet intervallo cunctandi passim nunc singuli, modo populi prouentes nostros in obtutus sic uniformes querellas isdem fere sermocinationibus volutarunt, ut nec interpellantium credulitati valeret occurri nec allegationum qualitas disparari, parens carissime atque amantissime nobis. Pari siquidem exemplo vociferationibus consertis multitudines memorarunt non juste res suas esse diuenditas, aliis possidentibus se fiscalia luere, frequenti denique obsecratione delata remedium cupiverunt. (2). His sumus valde permoti, verentes ne alicujus calliditatibus aversabili emolumento persuasi res suas venderent sine censu ac post subsidia nostrae mansuetudinis precarentur, itaque versutis calliditatis commenta miscentibus, dum insidiarum fallentium non suspicamur arcana, pro innocentiae nostrae natura ceteros aestimantes, detrimento census nocentes levaremus. (3). Has fraudes, hos dolos, istas argutias lege prohibemus, constitutione secludimus, et idcirco justae providentiae consulta deliberatione sancimus, ut omnino qui comparat rei comparatae jus cognoscat et censum, neque liceat alicui rem sine censu vel comparare vel vendere. Inspectio autem publica vel fiscalis esse debet hac lege, ut si aliquid sine censu venierit et post ab aliquo deferetur, venditor quidem possessionem, comparator vero id quod dedit pretium fisco vindicante deperdat. (4). Id etiam volumus omnibus intimari nostrae clementiae placuisse neminem debere ad venditionem rei cujuslibet adfectare et accedere, nisi eo tempore, quo inter venditorem et emptorem contractus sollemniter explicatur, certa et vera proprietas vicinis praesentibus demonstretur: usque eo legis istius cautione currente, ut etiamsi subsellia vel ut vulgo aiunt scamna vendantur, ostendendae proprietatis probatio compleatur. (5). Hinc etenim jurgia multa nascuntur; hinc proprietatis jura temerantur; hinc dominiis vetustissi-

Les
mêmes
ou
Const.
(a. 313
ou 337)

1. Cf. C. Th., 3, 1, 2.

Const.
(a. 337).

mis molestia comparatur, cum caecitate praepropera et rei inquisitione neglecta, luce veritatis omissa nec perpetuitate cogitata domini, juris ratione postposita ad rei comparationem accedunt, omissis¹ omnibus dissimulatis atque neglectis id properant atque festinant, ut quoque modo cuniculis nescio quibus inter emptorem et venditorem sollemnia celebrentur : cum longe sit melius, sicuti diximus, ut luce veritatis, fidei testimonio publica voce, sub clamationibus populi idoneus venditor adprobetur, quo sic felix comparator atque securus aevo diuturno persistat. (6). Quod pro quiete totius successionis eloquimur, ne forte aliquis venditor suum esse dicat, quod esse constat alienum, idque comparator malo venditore deterior incautus et credulus, cum testificantibus vicinis omnia debeat quaerere, ab universorum disquisitione dissimulet ; quem sic oporteat agere, ut nec illud debeat requiri quod ex jure dicitur 'si a domino res vendita sit'. (7). Ita ergo venditionum omnium est tractanda sollemnitas, ut fallax illa et fraudulenta venditio penitus sepulta depereat. Cui legi deinceps cuncti parere debebunt, ut omnia diligenti circumspectione quaesita per universas successiones tuto decurrant neque aliquem ex inprovidentia casum malignae captionis horrescant. Data III kal. Sept. a praefecto praetorio ad correctorem Piceni Aquileia. Accepta XIII kal. Oct. Albae Constantino Aug. III cons.

Const.
et
Licin.
(a. 317-
319).

36. Augg. et Caess. Basso. Valentinus perfidiam et maxime de illo queritur, quia a tutore processit, a quo aliquid in fortunam suas perniciosissimum proficisci minime omnium condecebat. Exuperantius v. c. si tantum avunculus Valentinus esset, nequaquam in Valentinum peccare deberet, qui nunc...

Manquent 4 ou 8 pages.

Valent.
Valens,
Grat.
(a. 369-
372)

37. (1). . . videlicet jactando numquam
fiduciam sibi esse servatam
obnoxia comparator accedi
num, proinde posthac saltim
fraudesque talia dissemina
centur nullus aditus fictis c
dolis relinquatur ingenui
ad provincialium preces dudum est constitutum (2)²
satisfacere vel nollent pub
summa re levaret. Jam nunc i *constituimus per-*
spicue lege sancire, ut quaecumque pro reliquis in anno-

¹ M. Mommsen note préférer : 'et jussis ou 'provisis'. — 2. Cf. C. Th., 10. 17. 1. C., 10, 3. 5.

Valent.
Valens,
Grat.
(a. 362.
372).

nario titulo ceterisque fiscalibus debitis luxu ac nequitia perditorum hominum prodigiorumque in fundis atque mancipiis vel in quibuscumque corporibus sub auctione licitanda sunt, fisco auctore vendantur et ut perpetuo penes eos sint jure dominii, quibus res hujuscemodi sub hastae sollemnis arbitrio fiscus adli-

xerit.

in iis utitur venditoris, quae ob d.

gi vel permissu iudicum distrahuntur

emolumenta malle quam debita n.

penes perditos maneant sib

nere contractuum tergiversatio nu.

interpretationis insidias pertimes

talis accesserit ignavorum. (3). *Si quid*

umquam, quo fisco facta venditio possit infringi, auctoritate

rescripti fuerit impetratum, iis, quae contra utilitatem provi-

sionis hujus rescripta sunt, nullus obtemperet, magisque obrep-

tivi praerogatu. *tale rescriptum repel-*

latur. Cum haec sit commissa sec

atque luxuriam ferre debem. *ante-*

lucana saepius vina rede

per somnum et gulam atque lascivium

alienare velle nec posse defend

mus est. Ita status debet esse fe

concedit qui et in satisfactio.

. *nitatis, nisi forsitan hi copiam*

. *que repetendi, cum in praeteritum*

. *vis omnium rerum multis ex*

. *cum etiam minoribus, si quando aliquid eorum pro*

fiscalibus debitis adjudicatur emptoribus, repetitionis facultas

in omnem intercipiatur aetatem.

. *o res obnoxiae necessitatibus*

. *saepius respexere leges, quia paren*

. *ut desidia mereri posse se cre-*

dant *Data III id. Nov. Treveris. Accepta*

. *Valentiniano nobilissimo puero et Victore cons.*

. *ad. consularem provinciae Lugdunensis primae Mo-*

desto et Arintheo cons.

38. *bus tantum praedii rustici sit interdicta*

. *nullum debitum doceatur. Haec*

. *supplicans Eugraphius memo*

. *ad speciem fuerit ementitum*

. *a res gesta probatur, ut precibus continetur*

. *fuisse suggerit, Fauste carissime, aes*

Emp.

		rem sit an in rem ejus versum.
		l si res minori profuisse potuerit
Emp.	39.	emptio et venditio bonae fidei aucteri supplicet memorant raptis atque t terroris injectum, ut ei casula scinderet vitesque inspectori bonam fidem gestam in possessionis auxilium jure congruum ita faciat as aestimet. Data pr. non.
	40.	te patris, ut Maximus adserit, comparata omnium heredum commu suam quoque consortes obtineant

Manquent plusieurs pages.

DE USU FRUCTU.

Diocl.
Max.
Const.
et Galère
(a. 298). 41. Diocletianus et Maximus Constantius Tannoniae Juliae. Usum fructum locari et venundari posse a fructuario nulli dubium est. Proinde si, vendente filio tuo possessionem, etiam tu certo pretio usu fructu proprio cessisti, quem testamento mariti tui *tibi* relictum esse proponis, quando quidem emptorem contractus fidem commemores minime custodire, aditus Aelius Dionysius vir clarissimus amicus noster id tibi faciet repraesentari, quod te constiterit jure deposcere. Proposita VI id. Mart. Carthagini Fausto II et Gallo cons.

Les
mêmes
(a. 293). 42¹. Aurelio Loreo cui et Eneucentrio. Fructuario super-
stite licet dominus proprietatis rebus humanis eximatur, jus
utendi fruendi non tollitur. Subscripta V id Feb. Sirimi Augg.
V et IIII cons.

Les
mêmes
(a. 298). 43². Claudio Theodoto. Habitatio morte finitur, nec pro-
prietatem ea quae habitationem habuit legando *domini* vin-
dicationem, vel debitum negando *in* testamento creditoris
actionem excludit. Subscripta IIII kal. Oct. Viminaci Caess.
cons.

Ulp., l.
II resp. 44³. Ulpianus lib. II. R(espondit) Aurelio Felici fructus ex
fundo per vindicationem pure relicto post aditam heredita-
tem a legatario perceptos ad ipsum pertinere, colonum autem
cum herede ex conducto habere actionem.

1. Cf. C., 3, 33, 3, 1. — 2. Cf. C., 3, 33, 41. — 3. = D., 130, 20, 2, sauf les mots 'per vindicationem'.

45. *Paulus lib. II manualium ex tribus. Tametsi usus fructus fundi Mancipi non sit, tamen sine tutoris auctoritate alienare eum mulier non potest, cum aliter quam in jure cedendo id facere non possit nec in jure cessio sine tutoris auctoritate fieri possit. Idemque est in servitutibus praediorum urbanorum.* Paul,
L. II
manual.

46. *Idem lib. I manualium. Actio de usu fructu isdem modis perit, quibus ipse usus fructus, praeterquam non utendo Pecuniae quoque usus fructus legatus per annum non utendo non perit, quia nec usus fructus est et pecuniae dominium fructuarii, non heredis est.* Paul,
L. I
manual.

47. *Item. Per mancipationem deduci usus fructus potest, non etiam transferri. Per do lego legatum et per in jure cessionem et deduci et dari potest.*

47'. *Item. Potest constitui et familiae erciscundae vel communi dividundo judicio legitimo. In re nec Mancipi per traditionem deduci usus fructus non potest nec in homine, si peregrino tradatur; civili enim actione constitui potest, non traditione, quae juris gentium est.*

48. *Item. Ad certum tempus et in jure et legari et officio judicis constitui potest.*

49. *Item. Ex certo tempore legari potest; sed an in jure cedi vel an adjudicari possit, variatur; videamus, ne non possit, quia nulla legis actio prodita est de futuro.*

50. *Item. In mancipatione vel in jure cessione an deduci possit vel ex tempore vel ad tempus vel ex condicione vel ad condicionem, dubium est; quemadmodum si is, cui in jure ceditur, dicit: 'Aio hunc fundum meum esse deducto usu fructu ex kal. Jan.' vel 'deducto usu fructu usque ad kal. Jan. decimas', vel 'Aio hunc fundum meum esse deducto usu fructu, si navis ex Asia venerit': item in mancipatione: 'Emptus mihi esto pretio, deducto usu fructu ex kal. illis' vel 'usque ad kal. illas'; et eadem sunt in condicione. Pomponius igitur putat non posse ad certum tempus deduci nec per in jure cessionem nec per mancipationem, sed tantum transferri ipsum posse. Ego didici et deduci ad tempus posse, quia et mancipationem et in jure cessionem lex XII tabularum confirmat. Num quid ergo et ex tempore et condicione deduci possit? Sequitur et legatum deduci ad certum tempus posse.*

51. *Adquiri nobis potest usus fructus et per eos quos in potestate manu Mancipiove habemus, sed non omnibus modis, sed legato, vel si heredibus illis institutis deducto usu fructu proprietas legetur. Per in jure cessionem autem vel ju-*

Paul,
L. I
manual.

dicio familiae erciscundae non potest; per mancipationem ita potest, ut nos proprietatem, quae illis mancipio data sit, deducto usu fructu remancipemus.

52. Usus fructus ad certum tempus constitutus cum adjec-tione temporis sui vindicari debet. Diversum est, si in statu libero constitutus sit; tunc enim pure vindicandus est, sicut pure vindicatur qui simpliciter constitutus est, non adjectis casibus quibus solet amitti usus fructus.

53. Item. Si altius tollendo aget is qui in infinitum tollendi jus non habet, si non expresserit modum, plus petendo causa cadit, quasi intenderit jus sibi esse in infinitum tollere.

54. Sicut legato usu fructu loci sine servitute iter quoque per loca testatoris debetur, ita in jure cesso iter quoque contineri Neratius scribit.

55¹. Usus fructus sine persona esse non potest et ideo servus hereditarius inutiliter usum fructum stipulatur. Legari autem ei posse dicitur, quia dies ejus non cedit statim, stipulatio autem pura suspendi non potest. Quid ergo, si sub conditione stipuletur? Videamus ne nec hoc casu valeat, quia ex praesenti vires accipit stipulatio, quamvis petitio ex ea suspensa sit.

56. Item. Servo via inutiliter legatur, stipulatur autem eam utiliter, si dominus fundum habeat.

57. Usus fructus do lego servo legatus morte et alienatione servi perit, si stipuletur, non perit; igitur et post mortem suam sicut cetera usum fructum servus stipulari potest; quod aliter est in legatis.

58. Si heres fundi, cujus usus fructus ab ipso sub conditione legatus sit, usum fructum legaverit alii pure et posterior cum adquisiverit . . . usus fructus existente ea, desinit ad posteriorem pertinere et priori adquiritur; nec ad posteriorem redit, si prior desierit habere usum fructum. . . . item ac si quis usum fructum uxori pure reliquerit, . . . Titio autem, si ea nupserit, nubente ea pertinet ad Titium; . . . sed is eum deinde amittet, si juraverit mulier secundum legem Juliam. . . : ad mulierem tamen usus fructus non redit: legis enim beneficium, quatenus pervenit, usum fructum sublatum semel. . . non restituit. Sed videamus, quid dicendum sit, si Titius postquam usus fructus ad eum pervenit. . . . capite deminutus sit; nihil enim habuit, quod amitteret. . . . Titio ac si id ipsum testator expressisset. . . . legaverit Meviae, deinde Titio

Ulp., L.
XVII
ad Sab.

59². Ulpianus lib. XVII ad Sabinum. Verum est usu fructu le-
1. = D., 45, 3, 26. — 2. = D., 7, 3, 1, pr.

gato diem semel tantum cedere. Quamquam enim usus fructus ex fruendo consistat, id est facto aliquo ejus, qui fruitur et utitur, tamen ei semel cedit dies.

Ulp., L.
XVII
ad Sab.

60¹. Item. Dies autem usus fructus, *item usus non prius cedit quam adita hereditate. Et Labeo quidem putabat etiam ante aditam eam diem ejus cedere ut reliquorum legatorum; sed est verior Juliani sententia secundum quam tunc constituitur usus fructus, cum quis jam frui potest.*

61². Item. Amitti autem usum fructum *capitis minutione constat: nec solum usum fructum, sed etiam actionem de usu fructu: scilicet si Titio usum fructum... testamento vel per fideicommissum lego vel relinquo et die ejus cedente is capite minutus est . . . agere non potest. Et parvi refert, utrum jure sit constitutus usus fructus an vero tuitione praetoris; proinde usus fructus, licet in fundo stipendiario vel tributario, item in fundo vectigali vel superficiei, non jure constitutus, capitis minutione amittitur. . . . capitis minutio extinguit usum fructum. . . .*

62³. Item. Sed ita demum amittitur *capitis diminutione usus fructus, si jam constitutus est; ceterum, si ante aditam hereditatem aut ante diem cedentem quis capite minutus est, constat non amitti. Et ita Julianus lib. XXXV digestorum scribit: quare si tibi usus fructus per vindicationem fuit ex die legatus et capite minueris, antequam dies venit, . . . non nocebit tibi capitis diminutio: hodie enim incipit.*

63⁴. Item. Usque adeo autem capitis diminutio eum demum *usum fructum perimit, qui jam constitutus est, ut si in singulos annos vel menses vel dies legatus sit, is demum amittatur qui jam processit.*

64⁵. Item. Sicut in annos singulos usus fructus legari potest, *ita nec capitis diminutione amissum denuo legari prohibemur, ut adjiciatur 'quotiensque capite minutus erit', vel sic 'quotiens amissus erit, ei lego'; . . . et tunc si capitis minutione amittatur, repetitus videbitur. . . . iorum ante aditam hereditatem. . . .*

64^a. Papinianus l. VII *responsorum*. . . . netur.

Papin.,
L. VII
resp.

65⁶. Item. *Equus per fideicommissum relictis ut fructus post moram fetus quoque praestabitur; sed fetus secundus ut causa, sicut partus mulieris. Quod si gregem reliquit, vel morae actio supervacanea est, cum fetus gregem relictum sequatur.*

1. Cf. D., 7, 3, 1, 2. — 2. Cf. D., 7, 4, 1, pr. — 3. = D., 7, 4, 1, 1 jusqu'à 'Et ita'. — 4. = D., 7, 4, 1, 3. — 5. Cf. D., 7, 4, 3, pr. — 6. = D., 22, 1, 8, jusqu'à 'Quod si gregem'.

Pap., L.
VII
resp. 66. *Item*. um usu fructu legato. Ulpianus :
. usum fructum posse legari.
67 escendum, ut ne in cujus
. m. summam igitur senatus consulti sententiam eam
puto ate usus fructus caperet cele
. n ea aut in re nova omnes
. fructum sed in veteribus rebus
. diserte ibi scriptum est. Verendum
. ae .

Paul,
Ad l. Fal.
cid. 68¹. *Paulus libro singulari ad legem Falcidiam. Usu fructu
legato (nam iter non recipit hanc quaestionem), quia et dividi
potest, videamus quomodo lex Falcidia in eo locum habere possit
Et veteres quidem aestimandum totum usum fructum putabant
et ita constituendum quantum sit in legato ; sed Aristo a veterum
opinionem recessit ; ait enim posse quartam ex eo sic ut ex
corporibus retineri idque Julianus probat.*

Paul, L.
XIII ?
resp. 69. *Paulus l. XIII ? responsorum*. testamento ita ca-
vit: Do lego eidem Seiae uxori meae bonorum meorum partisejus,
filius meus qua mihi pro parte heres est, usum fructum. . . .
. cum in diem, quo legitimae aeta-
tis erit filius.. et ab ea satisfactionem exigi veto; ita tamen ut ab ea
filius meus alatur. et studiis liberalibus insti-
tuatur. Quaesitum est de satisfactione fideicommissaria. Paulus
respondit uxorem de
. jussu praetoris non debere compelli ad satis-
factionem eam.

Manquent 8 pages.

Ulp., L.
XVII
ad Sab. 70. (1)². *Si fundi usus fructus fuerit legatus, et sit ager unde
palo in fundum, cujus usus fructus legatus est, solebat paterfamili-
as ut vel salice vel harundine, puto fructuarium hactenus uti
posse, ne ex eo vendat, nisi forte salicti ei, vel silvae palaris vel
harundineti usus fructus sit legatus ; tunc enim et vendere potest.
Nam et Trebatius scribit silvam caedeam posse fructuarium
caedere, sicut pater familias caedebat. Item, ut harundinetum cae-
dat fructuarium, quod caedendi causa paterfamilias alebat, non,
puto, prohibetur. Item poterit vendere, licet paterfamilias ven-
dere non solebat, sed ipse uti : ad modum enim referendum est,
non ad qualitatem utendi. (2). Cassius autem usum fructum...
. ligni tignari quoque usum fructum ita quidem habebit
fructuarium. ut eo utatur in aedificia, quae ejus
tantum agri causa facta sunt, sed neque alio modo.*

1. Cf. D., 35, 2, 1, 9. — 2. Cf. D., 7, 1, 9, 7.

. . . . *cu adhibeat nec vendat. Sed tamen cum constet arbores demortuas ad fructuarium pertinere.*
ceteraeque materiae
sequuntur, numquid. *ad proprietarium spectet ut.*
Trebatius autem simpliciter
esse eas fructuarii
fructuarium adm.

Ulp.,
 L. XVII
 ad Sab.

71¹. *Similiter de ligno Labeo ait usque ad usum suum et villae posse usu fructuarium ferre nec materia eum pro ligno usurum, si habeat, unde utatur ligno. Idem ait usurum eum arboribus evulsis vel vi ventorum etiam dejectis, puto tamen usque ad usum suum; alioquin et si totus ager sit hunc casum passus, omnes arbores auferret fructuarius. Materiam tamen ipse succidere quantum ad villae refectionem poterit, ut putat Neratius lib. III membranarum, quemadmodum calcem, inquit, coquere vel harenam fodere aliudve quid aedificio necessarium sumere.*

71^a. *apud Labeonem agitat*
pertinere, quamvis Proculus non.

71^{b2}. *Nunc videndum, si fructus servi legatus sit, . . . quid contineatur legato. Quidquid is ex opera sua acquirit vel ex re fructuarii, ad eum pertinet, sive mancipio accipiat, sive stipuletur, sive ei possessio fuerit tradita. Similiter legatario acquirit, et si heres institutus sit vel legatum acceperit, nec recte de hoc puto quaeri; quamvis Labeo distinguat, cujus gratia vel heres instituitur, vel legatum acceperit.*

72 (1). ³*Sed sicuti stipulatione fructuario acquirit, ita etiam paciscendo eum acquirere exceptionem fructuario Julianus XXXV⁴ digestorum scribit, idemque et si acceptum rogaverit, liberationem ei parere. Quoniam autem diximus quod ex operis acquiritur ad fructuarium pertinere, sciendum est etiam cogendum eum operari; etenim modicam quoque castigationem fructuario competere Sabinus respondit et Cassius lib. VIII juris civilis scripsit ita ut neque torqueat, neque flagellis caedat. (2). ⁵*Idem fructum operae gladiatoriae ejus usque ad praemia fructuario putant competere posse, ut vero pugnet, cogi non posse. . . . Idem et Sabinus, quamvis navis usu fructu legato navigatum mittendam putet, licet naufragii periculum immineat, . . . neque id contrarium est supra dictis; naves enim ad hoc parantur ut navigent; homine autem aliter uti possumus.**

1. Cf. D., 7, 1, 12, pr. — 2. Cf. D., 7, 1, 21. — 3. = D., 7, 1, 23, pr.-1. — 4. D.: XXX. — 5. Cf. D., 7, 1, 12, 1.

Alexan-
dre ou
Claude
(:33 ?
x00 ?)

73. . . *Si quis tibi fundos et mancipia donavit partisque alterius eorum usum fructum interveniente recepit stipulatione. jus utendi fruendique partis alterius. in diem vitae suae ex voluntate sua retinet. a habuerit usque in us partis alterius adpro et Paterno consss.*

Ulp.,
L. XVII
ad Sab.

74. *Usu fructu pluribus liberis per vindicationem legato si ex his aliqui mortuus erit pars ejus fratribus adcrescit quod si per damnationem legaverit. ceteris quibus legaverit liberis mortui pars non adcrescit.*

75¹ (1). *Quotiens usus fructus legatus est, est inter fructuarios jus adcrescendi, sed ita, si conjunctim sit usus fructus relictus nec nisi in do lego legato. Ceterum, si separatim unicuique partis rei usus fructus sit relictus, sine dubio jus adcrescendi cessat.* (2). *Denique apud Julianum lib. XXXV digestorum quaeritur, si communi servo usus fructus sit relictus et utriusque ex dominis adquisitus sit, an altero repudiante vel amittente usum fructum, alter totum habeat. Et Julianus quidem putat ad alterum pertinere et licet dominis usus fructus non aequis partibus, sed pro dominicis adquiratur, tamen persona ipsius, non dominorum inspecta ad alterum ex dominis pertinere non proprietati accedere.* (3). *Idem ait et si communi servo et separatim Titio usus fructus legatus sit, amissam partem usus fructus non ad Titium, sed ad solum socium pertinere debere quasi solum conjunctum. Quam sententiam neque Marcellus neque Mauricianus probant; Papinianus quoque libro XVII quaestionum ab ea recedit. Quae sententia Nerati fuerit, est libro I responsorum relatum. Sed puto esse veram Juliani sententiam; nam quamdiu vel unus utitur, potest dici usum fructum in suo esse statu.* (4). *Pomponius ait libro VII ex Plautio, relata Juliani sententia, quosdam esse in diversam opinionem; nec enim magis socio debere adcrecere, quam deberet ei, qui fundi habens usum fructum partem usus fructus proprietario cessit vel non utendo amisit.* (5). *Ego autem Juliani sententiam non ratione adcrescendi probandam puto, sed eo, quod quamdiu servus est, cuius persona in legato spectatur, non debet perire portio. Urgetur tamen Juliani sententia argumentis Pomponi; quamquam Sabinus responderit, ut et Celsus libro XVIII digestorum refert, eum, qui partem usus fructus in jure cessit, et amittere par-*

1. 75, 1-3. Cf. D., 7, 1, 1, pr.-2.

tem et ipso momento recipere. Quam sententiam ipse ut solidam reprehendit ; etenim esse incogitabile eandem esse causam cuique et amittendi et recipiendi.

Ulp.,
L. XVII
ad Sab.

76¹. Julianus scribit, si servo communi et Titio usus fructus legetur et unus ex dominis amiserit usum fructum, non adcrecere Titio, sed soli socio, quemadmodum fieret, si duobus conjunctim et alteri separatim esset relictus. Sed qui diversam sententiam probant, quid dicerent ? Utrum extraneo soli an etiam socio adcrecere ? Et qui Julianum consuluit, ita consuluit, an ad utrum pertineat, quasi possit et ipsi socio adcrecere. Atquin quod quis amittit, secundum Pomponi sententiam ipsi non accedit.

77². Interdum tamen et si non sint conjuncti, tamen usus fructus legatus alteri adcrecit, ut puta si mihi fundi usus fructus separatim totius et tibi similiter fuerit usus fructus relictus ; nam, ut Celsus libro XVIII digestorum et Julianus libro XXXV scribunt, concursu partes habemus. Quod et in proprietate contingeret ; nam altero repudiante alter totum fundum haberet. Sed in usu fructu hoc plus est (contra quam Atilicium respondisse Aufidius Chius refert), quod et constitutus nihilominus amissus jus adcrecendi admittit. Omnes enim auctores apud Plautium de hoc consenserunt : *et, ut Celsus et Julianus eleganter aiunt, usus fructus cotidie constituitur et legatur, non, ut proprietas, eo solo tempore quo vindicatur. Cum primum itaque non inveniet alter eum, qui sibi concurrat, solus utetur in totum. Vindius tamen dum consulit Julianum, in ea opinione est, ut putet non alias jus adcrecendi esse quam in conjunctis ; qui responso ait : nihil refert conjunctim an separatim relinquatur.*

78³. Julianus libro XXXV scribit, si duobus heredibus institutis deducto usufructu proprietas legetur, jus adcrecendi heredes non habere, nam videri usum fructum constitutum non per concursum divisum.

79⁴. Neratius putat cessare jus adcrecendi libro I responsorum. Cujus sententiae congruit ratio Celsi dicentis totiens jus adcrecendi esse, quotiens in duobus, qui solidum habuerunt, concursu divisus est.

80⁵. Unde Celsus libro XVIII : Si duo fundi domini deducto usu fructu proprietatem mancipaverint, uter eorum amiserit, usum fructum ad proprietatem redire, sed non ad totam, sed

1. Cf. *D.*, 7, 1, 4, 2. — 2. Abrégé *D.*, 7, 2, 1, 3. — 3. = *D.*, 7, 2, 1, 4. — 4. = *D.*, 7, 2, 3, pr. — 5. = *D.*, 7, 2, 3, 1, jusqu'à *divisus est*, sauf la substitution de la tradition à la mancipation.

Ulp.,
L. XVII
ad Sab. cujusque usum fructum ei parti accedere, quam ipse mancipavit; ad eam enim partem redire debet, a qua initio divisus est. Plane, inquit, si partem usus fructus habeas et ego totam proprietatem cum partis usu fructu, non posse me eam partem tibi mancipare, quae est sine usu fructu, quoniam nullam partem habeo, in qua non est tibi usus fructus.

81. *Papinianus* quoque libro XVIII quaestionum sententiam *Nerati* probat, quae non est sine ratione.

82. *Poterit* quaeri, si duobus servis heredibus institutis deducto usu fructu proprietatis sit legata, an altero defuncto usus fructus proprietati adcreseat; nam illud constat, ut et *Julianus* libro XXXV scribit et *Pomponius* libro VII ex *Plautio* non reprobatur, si duobus servis meis usus fructus legetur et alter decesserit, cum per utrumque quaesisset usum fructum, jus adcrescendi me habere, cum, si alterius nomine repudiassem, alterius quaesisset, haberem quidem usum fructum totum jure adcrescendi, sed ex solius persona amitterem. In proposito autem, si quidem pure fundus, non *sub condicione legatus sit, constituitur usus fructus* ex persona servi; et ita *Julianus* quoque libro XXXV digestorum scribit, quamvis *Scaevola* apud *Marcellum* dubitans notet. At si sub condicione sit legatus, potius ex persona domini constitui usum fructum *Marcellus* libro XIII digestorum scribit. Ubi *Scaevola* notat: 'quid si pure?' Sed dubitare non debuit, cum et *Julianus* scribat ex persona servi constitui. Secundum quae jus adcrescendi locum haberet in duobus servis, si quis contrariam sententiam probaret. Sed nunc, secundum *Juliani* sententiam et *Nerati*, cessat quaestio.

83¹. Non solum autem si duobus do lego usus fructus legetur, erit jus adcrescendi, verum et si alteri usus fructus, alteri proprietatis; nam amittente usum fructum altero, cui erat legatus, magis jure adcrescendi ad alterum pertinet quam redit ad proprietatem. Nec novum; nam et si duobus usus fructus legetur et apud alterum sit consolidatus, jus adcrescendi non perit, nec ei apud quem consolidatus est, neque ab eo, et ipse, quibus modis amitteret ante consolidationem, iisdem et nunc ipso quidem jure non amittet, sed praetor secutus exemplum juris civilis utilem actionem dabit fructuario; et ita *Neratio* et *Aristoni* videtur et *Pomponius* probat. Quamquam *Julianus* libro XXXV digestorum scribat ipsi quidem jus adcrescendi *competere, non vero fructuario ab eo*.

Manquent 2 ou 4 pages.

1. Abrégé D., 7, 2, 3, 2.

84¹. . . difficile est dicere. Quamquam non sit longe, quod Marcellus libro XIII digestorum scribit, si duobus pure Stichus legetur et alter manumittat, alter post manumissionem repudiet, ubi non fit caducum, libertatem locum habere. Idemque et² si heres deliberante legatario manumittat, mox legatarius repudiaverit, nam et hoc casu liberum fore ait.

Ulp.,
L. XVII
ad Sab.

85. Si tamen per damnationem usus fructus legetur, jus adcrendi cessat non inmerito, quoniam damnatio partes facit. Proinde si rei alienae usus fructus legetur et ex Neroniano confirmetur legatum, sine dubio dicendum est jus adcrendi cessare, si modo post constitutum usum fructum fuerit amissus. Quod si ante et socius amittat, erit danda totius petitio. Idemque et si sinendi modo fuerit legatus usus fructus. An tamen in Neroniano, quoniam exemplum vindicationis sequimur, debeat dici utilem actionem amisso usu fructu ab altero alteri dandam, quaeri potest; et puto secundum Neratium admittendum. In fideicommisso autem id sequimur, quod in damnatione.

86³. Novissime quod ait Sabinus, si uxori cum liberis usus fructus legetur, amissis liberis eam habere, quale sit videndum. Et si quidem do lego legetur, tametsi quis filios legatarios acceperit, sine dubio locum habebit propter jus adcrendi; sed si legatarii non fuerint, multo magis, quoniam partem ei non fecerunt, tametsi cum ea uterentur. Matre autem mortua, si quidem legatari fuerint, soli habebunt jure adcrendi; si heredes, non jure adcrendi, sed jure domini, si fundus eorum est, ipsis adcrendi, sin minus, domino proprietatis; sed si nec heredes fuerint nec legatarii, nihil habebunt. Quod si per damnationem fuerit usus fructus legatus matri, siquidem legatarii sunt filii, partes sumunt: si non sunt, sola mater legataria est nec mortalitas liberorum partem ei facit.

87⁴. Sabinus certe verbis istis non ostendit, utrum legatarii fuerint nec ne. Sed Julianus libro XXXV digestorum relata Sabini scriptura ait intellegendum eum, qui solos liberos heredes scribit, non ut legatariorum fecisse mentionem, sed ut ostenderet magis matrem ita se velle frui, ut liberos secum habeat. Alioquin, inquit, in damnatione ratio non permittebat jus adcrendi. Proposuit autem Julianus vel do lego legatum usum fructum vel per damnationem et sic sensit, quamvis legatarii sint et heredes soli, in do lego legato non esse jus

1. Cf. D., 29, 1, 31. — 2. 84, in fine = D., 40, 1, 2. — 3. Cf. D., 7, 2, 8. — 4. Cf. D., 7, 2, 8.

Ulp.,
L. XVII
ad Sab. ad crescendi; atque, si alteri ab altero legetur (quoniam a se-
met ipsis inutiliter legatum est), sibi non concurrunt, matri
vero non in totum concurrunt, sed alter pro alterius portione
et in eo dumtaxat jus ad crescendi erit; mater tamen adversus
utrumque jus ad crescendi habet.

88¹. Julianus subjicit Sextum quoque Pomponium *referre*,
si per damnationem usus fructus *cum* liberis uxori legetur,
singulare hoc esse atque ideo fili personam matri *accedere*,
ne sine liberis ad usum fructum mater accederet, nec esse legata-
rios, sed matre mortua liberos quasi heredes usum fructum
habituos. Ego, inquit Pomponius, quaero, quid si mixti fue-
rint liberis extranei heredes? *Et ait filios pro legatariis haben-*
dos et mortui partem interituram, Aristonem autem adno-
tare haec vera esse; et sunt vera.

Ulp.,
L. XVI
ad Sab. 89². *Ulpianus ad Sabinum libro XVI*³. De illo Pomponius du-
bitat, si fugitivus, in quo usus fructus meus est, stipuletur ali-
quid vel mancipio accipiat, an per hoc ipsum quasi *utar*, reti-
neam usum fructum; magisque admittit retineri. Nam saepe
etiamsi praesentibus servis non utamur, tamen usum fructum
retinemus, ut puta aegrotante servo *vel* infante, cujus operae
nullae sunt, vel defectae senectutis homine; nam et si agrum
aremus, licet tam sterilis sit, ut nullus fructus nascatur, retine-
mus eum. Julianus tamen libro XXXV digestorum scribit, etiam
si non stipuletur quid servus fugitivus intra annum mancipiove
accipiat, tamen retineri usum fructum; *nam qua ratione, in-*
quit, retinetur a proprietatis domino possessio, etiamsi in
fuga servus sit, pari ratione etiam usus fructus non amittitur.

...L. I de
interd.

90...⁴ libro I de interdictis, sub titulo 'In eum, qui le-
gatorum nomine, non voluntate ejus, cui bonorum possessio
data erit, possidebit'. Si usu fructu legato legatarius fundum
nanctus sit, non competit interdictum adversus eum, quia non
possidet legatum, sed potius fruitur. Inde et interdictum *UTI*
POSSIDETIS utile hoc nomine proponitur *et* *UNDE VI*, quia non
possidet, utile datur, vel tale concipiendum est: 'quod de his
bonis legati nomine possides quodque uteris frueris quodque
dolo malo fecisti, quominus possideres uteris frueris'.

Le même,
L. II de
interd.

91. *Idem* libro II de interdictis, sub titulo 'Si uti frui
prohibitus esse dicetur'. Non is ad quem usus fructus *venit*
vivi tum vel qui utendi fruendi causa, cum usus fructus ad
eum non pertineat, in aliqua re sit, possidere eum videtur, et

1. Cf. D., 7, 2, 8. — 2. Cf. D., 7, 1, 12, 3. — 3. D., 7, 1, 12, 3, avec raison:
'XVII'. — 4. Attribué par Huschke à Venuleius; cf., en sens contraire, Lenel, *Pal.*,
2, p. 1230, n. 1.

ob id, qui uti frui prohibitus est, proprie dejectus dici non potest. Ideo specialiter hoc interdictum eo casu desideratum est.

92. *Idem* libro III de interdictis, sub titulo 'a quo usus fructus petetur, si rem nolit defendere'. Sicut corpora vindicanti ita et jus satisfieri oportet, et ideo necessario *ad exemplum interdicti QUEM FUNDUM*, proponi etiam ei interdictum *QUEM USUMFRUCTUM VINDICARE VELIT* de restituendo usu fructu.

Le même,
L. III
de int.

93. Post pauca sub titulo supra scripto. Restitutus ex hoc interdicto usus fructus intellegitur, cum petitor in fundum admissus sine periculo interdicti *UNDE VI* ad eam rem propositi depelli non potest. *Idem* Pedius. Alii diversam causam esse possessionis, cum ille qui posses...

Manquent 4 ou 8 pages.

DE RE UXORIA AC DOTIBUS.

94¹. *Fundus aestimatus in dotem datus a creditore antecedente ex causa* fiduciae ablati est; quaero, an mulier, si aestimationem dotis repetat, exceptione submovenda sit; ait enim se propterea non teneri, quod pater ejus dotem pro se dedit, cui heres non extitit. Paulus respondit pro praedio evicto sine dolo et culpa viri pretium petenti *mulieri* doli mali exceptionem obesse, quae tamen officio judicis rei uxoriae continetur. Poterit mulieri prodesse hoc quod ait se patri heredem non extitisse, si conveniretur; amplius autem et consequi eam pretium fundi evicti evidens iniquitas est, cum dolus patris ipsi nocere debeat.

Paul,
L. VII
resp.

95. Paulus respondit solam testationem dotis repetendae non sufficere ad moram doti factam, ut actio ejus ad heredem transmittatur.

96. Die nuptiarum *vir* virgini optulit munus et duxit eam. Quaero de donatione. Paulus respondit, si ante nuptias uxori futurae situlus argenteus traditus est, donationem perfectam videri; quod si post nuptias donatio intercessit, jus civile donationem impedisse. Quoniam igitur die nuptiarum munus datum proponitur, facilius in judicio examinari posse tempus donationis et matrimonii.

97. Paulus respondit id quod dotis nomine marito datum est post mortem mariti, si nulla mora intercessit, apud heredem mariti remanere oportere.

1. Cf. *D.*, 24, 3, 40, 1.

Paul.
L. VII
resp.

98. Paulus respondit stipulationem quidem in hunc casum conceptam 'cum moriar dari' utilem esse, etiamsi mixti casus non intervenirent¹; ut autem de dote sua, quam apud maritum habet, mulieri testari liceat, inutiliter convenisse videri.

99. Paulus respondit filiam familias ex dotis dictione obligari non potuisse.

100. Mater pro filia partem dotis dedit, partem dixit: filia in matrimonio decessit relictis filiis ex alio matrimonio: quaero de jure dotis. Paulus respondit eam quae data est mortua in matrimonio muliere apud virum remansisse, eam, quae dicta est, a matre petit non posse.

101. Paulus respondit rebus non aestimatis in dotem datis maritum culpam, non etiam periculum praestare debere.

102. L. Titius cum esset in patris potestate, absente eo duxit in matrimonium Septiciam filiam familias, cujus nomine dotem accepit a patre. Postea supervenit pater, quo praesente duravit in diem mortis filii matrimonium. Postmodum decessit L. Titius. Quaero, an ex eo, quod non contra dixit², pater etiam dotis dationi consensisse videatur et ideo actione rei uxoriae filii nomine teneatur. Paulus respondit patrem etiam postea nuptiis consentientem et matrimonium filii sui et dotem efficere, et ideo ex persona filii rei uxoriae iudicio [vulgari] conveniri posse, in qua actione peculi quantitas deducitur *tantummodo*. In proposito tutius fuit respondere ex persona filii eum conveniri posse, qui solus contraxerat, etsi alias placeat patrem, quo consentiente filius dotem accepit, rei uxoriae iudicio vulgari conveniri posse.

103. Paulus respondit rei uxoriae titulo id solum peti posse, quod in dotem datum est. Ex donatione autem non potest peti id, quod ante matrimonium in stipulatum deductum non est, salvo eo ut quaeratur, utrum perfecta fuit donatio an non.

104. Paulus respondit dignitatem mulierum ex honore matrimonii et augeri et minui solere.

105. Paulus respondit aestimatis rebus in dotem datis et manente matrimonio evictis, viro adversus uxorem ex empto competere actionem et ideo ejus quantitatis, quae in aestimationem deducta est, sextas retineri posse.

106. Convenit in pacto dotali, ut divortio facto sextae liberorum nomine retinerentur: quaero, an discidio interveniente

1. Le ms. suivi par Huschke. Keller: 'si mulieris curatores non intervenirent'. Mommsen: 'si mortis causa non interveniret'. — 2. 'nuptiis' semble avoir été omis.

sextae retineri possint. Paulus respondit secundum ea quae proponuntur posse.

Paul.
L. VII
resp.

107. Item quaesitum est, si vir repudium misit et eandem reduxit eaque mulier absente viro de domo ejus discesserit, an aequae sextae retineri possint ex priore pacto. Paulus respondit, si verum divortium intercessit et ad eundem rursus reversa non renovato pacto manente dote divortit, sextas liberorum nomine ita demum retineri posse, si culpa mulieris divortium intercessit.

108. Paulus libro VIII responsorum titulo de re uxoria. Paulus respondit patrem dotem a se profectam, mortua in matrimonio filia, deductis quintis singulorum liberorum nomine repetere posse.

Paul.
L. VIII
resp.

109. Paulus respondit pupillorum matrem uxorem ducere tutoribus interdictum non esse et ideo eum, de quo quaeritur, et privignum fuisse et recte heredem institutum videri.

110. Paulus respondit etiam post nuptias copulatas dotem promitti vel dari posse, sed non curatore praesente promitti debere, sed tutore auctore.

111¹. L. Titius a Seia uxore sua inter cetera accepit aestimatum etiam Stichum puerum et eum possedit annis fere quattuor; quaero, an eum usuceperit. Paulus respondit, si puer, de quo quaeritur, in furtivam causam non incidisset neque maritus sciens alienum in dotem accepisset, potuisse eum aestimatum in dotem datum post nuptias anno usucapi. *Quamvis enim* Julianus et ante nuptias res dotis nomine traditas usucapi pro suo posse existimaverit et nos quoque idem probemus, tamen hoc tunc verum est, cum res dotales sunt. Cum vero aestimatae dantur, quoniam ex empto incipiunt possideri, ante nuptias pendente venditione, non prius usucapio sequi potest quam nuptiis secutis.

112. Apud magistratus de plano L. Titius his verbis a marito repetit. Anicius Vitalis dixit: Quoniam praesto est Flavius Vetus junior, peto rem uxoriam Seiae nomine ab eodem ex legibus et edictis. Dotem et peculium *scripta habere se* dixit tabulis signatis ne protulit. Flavius Vetus junior dixit: us sum². Duumvir dixit: Sermo vester in actis erit. *Quaero, Seia mortua an ad heredes ejus rei uxoriae actio transferit, cum is qui repetisset neque tutor Seiae neque curator neque procurator neque cognitor aut actor ejus fuisset neque*

1. Cf. D., 41, 9, 1, 2. — 2. Mommsen, 1^{re} et 2^o éd. : 'actione excipere paratus sum'. Huschke : 'nullo jure a te postulatus sum'.

Paul,
L. VIII
resp.

omnino actionem haberet. Paulus respondit mulieris nomine postulatum videri et per quemcunque posse actionem rei uxoriae perpetuari.

Schol. ad 112. in fine; B'. posse per quemcunque actionem rei uxoriae perpetuari.

Emp.
incert.

113¹... *verecundiam hoc est vitae probabilis instrumentum nolimus ita... in periculum redigi, ut eam praelatam liceat p... tatis eum... fretus conjunctionis firmitate proi... em... m juxta statutum judicantis adflixerit sententia... a deprimitur. Viderit enim utrum in praeteritum, ex auctoritate Pauli? non nisi dote repromissa aestimantis aliquid remanere debere, eo solo modo constituta petendi firmitas putaretur e communi jure dotium, an, quod nobis sanctorum parentum affectus persuasit, ut in sola libelli datione de dote obligatio gigneretur. Frustra evidens impugnat calumnia paternam restituendae dotis voluntatem astutia hereditum... speciebus, quas dotei pater filiae nomine designaverat... um libelli scriptione promat, et de redditione... a filiae dotem restitui voluit, frustra Maximus... desiderat, Renato submoto, cui dos Paulinae nomine petita est, heredes repetitionem instituere potuisse judicavit. Jure Renato quoniam demortui voluntas soceri primo per libellum, dehinc testamento declarata est, nos consuluit, auxilium nostrae mansuetudinis implora... undique verum ejus actionibus aditum daret. Qui cum repetitionem... s et violato necessitudinis jure secundo soceri judicio... adipisci merebatur. Quapropter Maximi sententia, dotem, cujus postulatur restitutio, juxta extremam restitui voluntatem, qui eam reddi sibi desiderat filium non prohiberi placuit. Nec enim dubium est effectum restitutionis ei a patre esse destinatum, cui dotem filiae nomine per libellum dari voluit.*

Schol. ad 113, princ. : B'. Dotem per libellum promissam et sine stipulatione afferre actionem.

Paul,
L. VIII
resp.

114. Paulus libro VIII responsorum. *Inter virum et uxorem convenit, cum res et aliae et ancillae in dotem darentur, ut divortio secuto utrum vellet mulier eligeret vel mancipia vel aestimationem; manente matrimonio ancillae pepererunt; quaesitum est, si mulier mancipia elegisset, an partus eam sequi deberent? Paulus respondit, quoniam periculo mariti vixerunt*

1. Cf. C., 5, 14, 7.

ancillae, partus medio tempore perceptos apud virum remanere debere.

Pauli,
L. VIII
resp.

115. *Idem ibidem refert talem consultationem et responsum. Lucia Titia cum nuberet Septicio majoris dignitatis viro, ei. . . . milia in dotem dedit, cum non amplius in bonis haberet. . . . num verum est, quod a quibusdam dicitur, omnia in dotem dari posse? Paulus respondit recte dotem datam; dari posse argumento esse in manum conventionem.*

116. *Pater invita filia repudium genero misit; quaero an profectam ex suis bonis dotem petere possit. Paulus respondit matrimonium quidem re ipsa jure solutum videri, sed patri filiam invitam a marito abducere non licere nec eum dotem repetere posse nisi filia consentiente.*

117. *Lucius Titius Septiciam ducturus uxorem cum esset nondum nubilem, postea Septicius datus tutor Septiciae eundem Titium nominavit potiore tutorem; quaero an excusandus sit. Paulus respondit de officio praetoris se consuli; recte tamen eum facturum, si eum, de quo quaeritur, potiore non pronuntiet, ne nuptias destinatas ea res impediatur.*

118. *Paulus respondit etiam manente adulterii reatu eam, quae rea facta erat, nubere potuisse.*

119. *Ulpianus libro II de officio proconsulis. Impp. Augg. Julio Juliano rescripserunt. . . . ream factam dotem recte reddi sibi desiderare divusque. . . . quod etiam in patre servabitur qui consentiente filia repetit. . . . nec moratoriae dilationi locus erit, quod mal. . . .*

Ulp.,
L. II
de off.
procos.

120. *Ulpianus libro XXXIII ad edictum. Inter cetera de reddenda dote pacta praeter legitimam ut retentionum ratio habeatur siquidem convenit, eo pacto verendum est, ne non deterior dotis causa fiat, nisi in eum casum, quo filii extent, convenerit; hoc enim jure utimur et Julianus scribit et est rescriptum. Tum igitur et universa dos retineri uno filio interveniente potest, si modo non culpa viri divortium factum est. Quod si nihil convenit, exercendae retentiones non sunt nisi legitimae.*

Ulp., L.
XXXIII
ad edict.

121. *Papinianus libro III responsorum. Non ab eo culpa dissociandi matrimonii procedit, qui nuntium divortii misit, sed qui discidii necessitatem inducit.*

Pap.,
L. III
resp.

Schol. ad 121: B'. Non ab eo culpam divortii procedere qui repudium dedit sed qui dandi necessitatem induxit.

122. *Item. Convenit ut divortio vel morte viri soluto matrimonio. . . .*

DE EXCUSATIONE.

Ulp.,
L. de
excusat.

123... eum de quo agitur, et de incolumitate ejus sibi rescribant.

124. Item. Hi quoque, qui sunt ex collegio sex primorum, habent a tutelis excusationem, sed non simpliciter, sed post unam; nam non alias a ceteris vacant, nisi unam habeant.

125. Item. Olim varie observabatur circa numerum tutelarum, sed hodie certo jure utimur tam ex rescriptis divorum quam ex constitutionibus imperatorum nostrorum; nam si quis tres tutelas sive curas habeat, excusatur.

126. Item. Haec locuti sumus de tutelis, finitis non inpu-tandis; eodem loco sunt et non coeptae.

127. Item. Sed hodie hoc jure utimur, ut si filium quis habeat in potestate, tam patris quam filii onera patri in numerum procedere *debeant*.

128. Item. Hodie itaque, ut quis excusetur, tria onera allegare debet sive tutelarum sive curarum sive etiam curae kalendari, et sive ejusdem sive non ejusdem tituli sint tria onera, a quarta excusant.

129. Item. Valetudo quoque mala praestat vacationem, si talis sit, ut ostendat eum ne quidem rebus suis administrandis idoneum esse.

130. Item. Si quando autem hujusmodi valetudo adfirmetur, inspectio praetoris necessaria est. Sive autem quis arthriticus sit sive posicus¹ sive epilepticus sive orbus, et his similia, excusantur.

131. Item. Verba rescripti: 'Libertus qui negotia senatoris populi Romani gerit, a tutela excusatur; a muneribus autem civilibus, cum ipse quoque bonis publicis fruatur, non vacat'.

132. Item. Sic autem interpretantur prudentes has constitutiones, ut unum libertum procuratorem in quaqua domo senatoris voluerint vacare, non quotquot erunt, si plures fuerint.

133. Item. Ergo videmur hoc jure uti, ut is vacet, cui omnium rerum generaliter procuratio mandata sit, et non amplius quam unus.

134. Item. Arcari Caesariani, qui in foro Trajani habent stationes, ex sacris constitutionibus multifariam emissis habent immunitatem.

1. M. Mommsen, arg. C., 40, 51, 3: 'podagricus', ou peut-être 'leprosus'.

135. Item. Qui jam tutores vel curatores sunt, si rei publicae causa absint, ad tempus excusantur.

136. Item. Eum, qui viae curam habet ab imperatore inunctam, excusari.

137. Item. Anabolicari a tutelis curationibusque habent vacationem.

138. Item. Ii, qui in centuria accensorum velatorum sunt, habent immunitatem a tutelis et curis.

139. De litibus, quas tutor cum pupillo habet, an propterea excusetur? Et dicit¹ propterea non excusandum et extant rescripta.

140. Item Veterani quoque post emerita stipendia missi honesta missione in perpetuum a tutelis vacant.

141. Item. Primipilaribus ob id ipsum, quod primipilares sunt, vacatio a tutelis a divo Hadriano dari coepit.

142. Item. Decuriales quoque, qui ob id ipsum vacant, a tutelis² condecursalibus filii non vacare, si non habeant aliam excusationem.

143. Item. Neque autem primipilarium filii neque veteranorum a tutelis excusantur.

144. Item. Is qui inter vigiles militat, quamvis post emerita stipendia legitima missus sit, non in perpetuum vacat a tutelis, sed intra annum, quam missus est; ultra non vacat.

145. Item. Officium quoque militare excusat; namque munus emeritum prodest, multo magis, cum frequentatur.

146. Item. Qui Romae magistratu funguntur, quamdiu hoc funguntur, dari tutores non possunt.

147. Item. Imperatores nostri constituerunt, ne nisi intra ducentesimum miliarium senator populi Romani cogatur res pupillares administrare. Itaque in usu ita servatur, ut ad eas res, quae ultra ducentesimum lapidem sunt, equestris ordinis viri dentur tutores sive curatores a praetore; et hoc non tantum in eo senatore servatur, qui decreto tutor vel curator datus est, sed et in eo, qui testamento.

148. Item. Is, qui in Portu pro salute imperatoris sacrum facit ex vaticinatione archigalli, a tutelis excusatur.

149. Item. Philosophis quoque et medicis et rhetoribus et grammaticis, quibus per hanc professionem immunitas dari solet, etiam vacatio a tutelis datur tam divorum principum rescriptis quam imperatorum nostrorum. Quantum ad medicos uniuscujusque civitatis pertinet, intra numerum

1. M. Mommsen praeferat: 'et didici'. — 2. M. Mommsen praeferat: 'vacant a tutelis, a tutela'. — 3. Cf. F. V., 222, Ulp., De off. praet. tut.

Ulp.,
L. de
excusat.

quinque esse debere sacrae constitutiones docent. Cetera.
150. Item. Neque geometrae neque hi qui jus civile docent a tutelis excusantur.

151¹. Item. Qui muniti sunt aliquo privilegio, aliquando non admittuntur ad excusationem; velut si minor sit annorum xxv, si adfina datus sit tutor et aliquem usum rerum habeat; quod jus venit ex epistula divi Hadriani.

152. Item. De libertis quoque, quamvis multa privilegia excusationum praetendant, tamen a patroni sui liberorum tutela non excusantur.

153. Item. Qui patri pupilli promiserunt se suscepturos tutelam, non excusantur, quia est iniquum alios non esse datos.

154. Item. Si inmiscuit se administrationi tutor, perdit beneficium excusationis; plus enim egit, quam si promisisset; idque divi fratres Domitio Rufo rescripserunt in haec verba: Liberari tutela, quam sponte suscepisti, *perperam* desideras.

155. Item. Igitur observandum deinceps erit, ut qui tutor datus sit, si quas habere se causas excusationis arbitrabitur, adeat ex more. *Nec* in infinitum captiosi silentii tempus, per quod res interfrigescat, concessum sibi credant: hi qui Romae vel intra centesimum fuerint, sciant in proximis diebus quinquaginta se excusationis causas allegare debere aut capessere administrationem; ac nisi id fecerint, in ea causa fore, in qua sunt, de quibus consules amplissimi decreverunt periculo suo eos cessare.

156. Item. Formam autem ex hac constitutione datam hodie in usu ita celebrari animadvertimus, ut ex eo die incipiant quinquaginta dies enumerari, ex quo scierat se esse tutorem vel curatorem, scilicet ex eo, ex quo in notitiam ejus decretum perlatum sit testato, vel, si testamento datus sit, ex quo id quoquo modo scierit. Itaque ubi sciit, ne praescriptione quinquaginta dierum excludatur, si sint sessiones vel pro tribunali vel de plano, adversario, id est ei, qui eum petit, denuntiare debet et adire praetorem et titulum excusationis suae apud eum expromere; si feriae sint, libellos det contestatorios.

157. Item. Tunc demum excusandus est, qui prius datus fuerat, si is quem nominaverit et potior necessitudine et idoneus re fideque vel absens deprehendatur.

158. Item. Pars orationis imperatoris Severis. Promiscua facultas potioris nominandi nisi intra certos fines cohibeatur,

1. Cf. P. V., 223, Ulp., *De off. praet. tut.*

Ulp.,
L. de
excusat.

ipso tractu temporis pupillos fortunis suis privabit. Cui rei obviam ibitur, patres conscripti, si censueritis, ut collegae patris vel pupilli in decuria vel corpore, item cognati vel affines utriusque necessitudinis, qui lege Julia et Papia excepti sunt, potiozem non nominent, ceteri cognati vel adfines amice atque municipes eos tantummodo nominent, quos supra complexus sum, vicinitatis autem jure nemo potior existimetur.

159^a. *Imperatores nostri Aelio Diodoto. Tutores secundum patris voluntatem decreto praetoris clarissimi viri, quod non jure testamento vel codicillis dati fuerant, confirmatos potiores nominare posse non arbitramur, nam iudicium patris, licet jure deficiat, servandum est.*

160. Item. Libertus sicut excusare se a tutelis; ita etiam potiozem nominare potest.

161. Item. Ex ea die, ex qua quis potiozem nominavit, deinceps omnibus sessionibus adversus eum, quem nominavit, adire debet, usque dum causam finiat: ceterum si aliquam sessionem intermiserit is, qui potiozem nominavit, praescriptione excluditur. Plane illa sessio, quae de plano celebratur, ei non computabitur.

162. Item. Si is, qui potiozem nominavit, litteras petierit ad magistratus, ut compellant eum venire, quem potiozem nominavit, *postquam* libellos dedit altera die litteras accipere debet ac magistratibus reddere per dinumerationem vicenum milium passuum.

163. Item. Illud curare debet ut intra diem decimum quam litteras reddidit magistratibus, rescriptas deposcat; et ubi eas acceperit, per dinumerationem simili modo reverti debet et si sessionem invenerit pro tribunali, reddere praetori, ut subnotet sua manu quod volet.

164. Item. Si quis eos, quos potiores nominavit, non probaverit, si adhuc intra quinquagesimum diem est, alios potiores potest nominare.

165. Item. Quamvis supra dixerimus² eum qui potiozem nominaverit, si aliquam sessionem intermiserit pro tribunali, praescriptione submoveri, utique verum est, si litterae non sunt impetratae: ceterum ex quo impetratae sunt in eum diem, quo reddi praetori rescriptae debent, etsi hoc medio spatio sessio fuerit, non oberit, si sessionibus non adierit; et ita in usu servatur.

1. = P. V., 246. — 2. M. Mommsen propose de lire: 'Quod vero supra diximus' ou d'insérer 'id' avant 'utique'.

Ulp.,
L. de
excusat.

166. Item. Libelli ita formandi. 'Cum proxime decreto tutorem me dandum existimaveris illi, quod mihi in notitiani pertulit ille illa die, nomino potio^{rem}, ut municipem supra scripti, illum, Veientanum, morantem eo loco, habentem in substantia plus minus tantum'. Si eques Romanus fuerit qui potior nominabitur, etiam hoc comprehendi debet. Deinde fine talem clausulam addat : 'Rogo, praetor, propter praescriptionis tempora, libellos accipere digneris'.

167. Si pro tribunali dabuntur, quinque, de plano quattuor dandi erunt et petendum, ut denuntietur ex auctoritate. Cum denuntiaverit et non venerit, libellos det et litteras petat.

168. Item¹. Quidam tamen justos secundum has leges putant dici. Divi quoque Marcus et Lucius Apronio Saturnino ita scripserunt : 'Si instrumentis probas habere te justos tres liberos, excusationem tuam Manilius Carbo praetor vir clarissimus accipiet. Sed justorum mentio ita accipienda est, ut secundum jus civile quaesiti sint'.

169. Item. In adoptionem dati ad hanc causam proderunt.

170. Item. Jus liberorum a principe impetratum nec ad hanc causam, nec ad munera prodest.

Manquent 2 pages.

171. . . . tionem poterit s
non enim testamentarius

Paul,
L. II
sent.

172^a. Paulus libro II sententiarum. Pro t.
ut est Latinus Junianus, *item qui codicilis ad testamentum non pertinentibus tutor datus est.*

Ulp., L.
de off.
pr. tut.

173. Ulpianus de officio praetoris tutelaris
Habentem in Italia domicilium consentaneum est a provinciali administratione liberari; iis itaque muneribus subjicietur tantummodo, quae pertinent ad res Italicas pupilli. recuperabit.

173^a. Item. Si ei, quem pater testamento tutorem nominavit, sacerdotium contigit. *quo adversus tutelam privilegium continetur, tamen ita demum excusabitur, si ante apertum testamentum sacerdos factus est.*

174. Item. Haec de sacerdotio dicta pertinent ad eum quoque, cui magistratus excusationem confert; itaque haec non liberat nisi a tutelis eo tempore delatis, quo quis consul vel praetor vel aedilis est.

175. Item. Collegas eos accipimus *eandem artem*

1. Il faut suppléer au début quelque chose comme : 'Justos autem liberos casu oportet, id est non naturales, sed ex vero matrimonio etsi non secundum lege Juliam Papiamve quaesitos'. — 2. Paul, Sent., 2, 27, 6.

exerceant, quam pater factitarit
quo pater pupillorum ex

176. Item. Sicut autem de
lium et ita imperator noster.

177¹. Item. Veterani a reliquorum tutelis omnibus excusan-
tur, a veteranorum autem filiorum tutelis ita, ut non plus unam
suscipere cogantur. Sed utrum simul non plus unam ejusmodi
tutelam suscipere debeant an sufficiat semel suscepisse unam, trac-
tari potest. Puto tamen gestam tutelam eis non profuturam et ita
inveni rescriptum.

177². Item. Missi nisi honesta missione non excusantur et
ita de ignominiose demissis imperatores
riae Sabinae rescripserunt.
exactoratum e.

Ab urbicis plane tutelis excusabuntur, quia ingredi eis urbem
non licet. Sed etsi non sint perfuncti stipendiis tamen qui post
annum vigesimum missi sunt, si missionem non ignominiosam
acceperunt, excusantur.

178. Item. Sed primipilares etsi a reliquis tutelis universis ex-
cusantur, tamen ipsi filiis suis recte tutorem primipilarem dabunt
. legare quoque. Ipse quoque in locum
.

179. Item. Sacerdos ad tempus factus etsi excusatur dum
sacerdotio fungitur, tamen postquam id deposuit, privilegium
amplius non habet et ita rescripto divi Pii declaratur

180. Item qui sunt in primipilaribus
. exemplo veteranorum
excusantur.

181 i veterem suam emp-
. sestertia centum mi-
lia. consummatam eam nan-
.

182. ducit: nam minor vigin-
ti quinque annis. a tutela excusantur ut
. o daret minores XXV
annis.

183. Item. cui data est a principe negotiorum
fiscalium administratio, quamdiu administrat, onera tutelarum
suscipere non cogitur, ne publicae rei utilitas privatorum inju-
riam adferat.

183². Item. In valetudinem quoque qui inciderit, aut ad
tempus aut in perpetuum a tutela excusabitur. Hi quos va-

1. Cf. D., 27, 1, 8, 10. — 2. Cf. D., 27, 1, 8, 9. — 3. Cf. D., 27, 1, 10, 8.

Ulp.,
De off.
pr. tut.

letudo perpetua excusat. eas quoque tutelas, quas ante susceperant deponunt.

184. *Item. In furorem qui inciderit, item excusabitur etiam ab ea quam antea susceperat tutela; neque tamen in totum, sed in locum furiosi ad tempus curator dabitur.*

185¹. *Item Imp. rescripsit L. Titio adfirmanti imparem per rusticitatem se alienis negotiis gerendis esse, rusticitatem posse excusationem mereri. Paupertas plane dat excusationem.*

186². *Item. Tria onera tutelarum excusationem tribuunt. Tria autem onera sic sunt accipienda, ut non numerus pupillorum plures tutelas faciat, sed patrimoniorum separatio. Et ideo qui tribus fratribus tutor datus est, qui indivisum patrimonium habent, vel quibusdam tutor, quibusdam curator, unam tutelam suscepisse creditur.*

187. *Item. Qui curam kalendarii Gaditanorum a principe injunctam in equestri ordine susceptam administrabat . . .*

188. *In tribus non inputabitur tutela vel cura, quae affectata est. Affectatam sic accipiemus, si vel appetita videatur, vel cum posset quis se excusare, ab ea se non excusavit. Creditur enim affectasse, qui onus cum posset declinare non recusavit. Et id saepe decretum est in tutore, qui non potuit invitus dari tutor, vel curatore, qui cujus fuerat tutor, curator est nominatus.*

189³. *Item. Si quis inter tres emancipati filii sui tutelam administret, an ei haec in numero cedat, scio dubitatum. Invenio tamen Fulvio Aemiliano in persona Manili Optivi rescriptum emancipatae filiae tutelam numerari ei inter onera oportere.*

190⁴. *Item. Tria autem onera in domo esse sufficit. Proinde si pater alicujus vel filius vel frater, qui est in ejusdem potestate, tria onera sustineat, quae ad periculum patris pertinent quoniam voluntate ejus administrant, omnibus excusatio a tutela competit.*

191⁵. *Item. Numerus quoque liberorum a tutela excusationem tribuit civibus quidem Romanis earum tutelarum, quae Romae sunt injunctae, a trium, earum vero, quae in municipiis Italicis injunguntur, a quattuor numero liberorum; idque imperator noster et divus Severus Claudio Herodiano rescripserunt. Et ideo si quis a magistratibus municipalibus fuerit datus, quattuor numero liberorum debet excusari.*

1. = F. V. 240. Cf. D., 27, 1, 7. — 2. = D., 27, 1, 3. — 3. Cf. D., 7, 1, 15. — 4. = D., 27, 1, 5. — 5. Cf. F. V., 247.

192. Item. *Sed si in provincia delata fuerit tutela, licet Romae excusatio allegetur, a quinque liberis debet recipi.*

Ulp.,
De off.
pr. tut.

193. Item. Exemplo civium Romanorum Latinos Junianos excusari oportet.

194. Item. *Justi autem an injusti sint filii, non requiritur; multo minus, in potestate necne sint, cum etiam iudicandi onere injustos filios relevare Papinianus libro V quaestionum scribat.*

195. Item. *Ex filia nepotes non prodesse ad tutelae liberationem sicuti nec ad caducorum vindicationem palam est, nisi mihi proponas ex veterano praetoriano genero socerum avum effectum; tunc enim secundum orationem divi Marci, quam in castris praetoris recitavit Paulo iterum et Aproniano cons. VIII id. Jan., id habebit avus, quod habet in nepotibus ex filio natis. Cujus orationis verba haec sunt: 'Et quo facilius veterani nostri soceros repperiant, illos quoque novo privilegio sollicitabimus, ut avus nepotum ex veterano praetoriano natorum iisdem commodis nomine eorum fruatur, quibus fruere, si eos haberet ex filio'.*

196. Item. *In adoptionem dedisse non nocet, nec adoptasse ad excusationem proderit, quoniam soli naturales tribuunt excusationem.*

197. Item. *An bello amissi a tutela excusare debeant? Nam et in fascibus sumendis et in iudicandi munere pro superstitibus habentur, ut lege Julia de maritandis ordinibus de fascibus sumendis et publicorum kapite XXVI item privatorum kapite vicensimo VII de iudicando cavetur. Et puto constituendum ut et a tutelis excusent; proinde sive tres bello amiserit sive unum duosve, pro superstitibus cedent.*

198. Item. *Sed utrum soli filii an et nepotes debent prodesse? Subsistendum, quoniam lex quidem privatorum kapite XXVII 'ex se natos' appellat, lex vero publicorum kapite XXVI liberorum facit mentionem. Puto tamen eandem esse aequitatem in nepotibus, qui in locum filiorum succedunt, quae est in filiis.*

199. Item. *Utrum in acie dumtaxat amissus, an tempore belli amissus prosit? [Sed] Aristo in acie amissum dumtaxat; ego puto per tempus belli amissum debere prodesse, ne publica strages patri noceat².*

200. Item. *Erit haec etiam excusatio, si quis se dicat tutelam alicujus administrasse et ad curam ejus vocetur; nam*

1. An 168 après J.-C. — 2. Cf., en sens contraire, Ulpien, D., 27, 1, 18.

Ulp.,
De off.
pr. tut.

invitum non esse compellendum suscipere imperator noster cum patre Polo Terentiano rescripsit ;

201. item si quis uxori suae curator datur, nam sicuti senatus censuit, ne quis eam ducat, cujus tutor vel curator fuit, ita uxoris suae non debere curam administrare divus Severus Flavio Severiano rescripsit.

202. Item. Proinde si cui fuerit pupilla a patre desponsa, non debet ei tutor dari, ne nuptiae impediatur, et datus excusabitur ; et si sponsae suae curator fuerit datus, debet excusari ; nisi forte a patre tutor vel curator fuerit destinatus. Aut enim ipse eam pater despondit et utrumque perficiet ; aut post mortem patris desponsa est et magis est, ut voluntati patris obtemperetur in onere quam ipsius in matrimonio : quare nuptiae impediuntur.

203. Item. Est et hoc genus excusationis, si quis se dicat domicilium non habere Romae delectus ad munus vel in ea provincia, ubi domicilium non habet, idque et divus Marcus Pertinaci et Aeliano consulibus¹ rescripsit.

204. Item. Proinde qui studiorum causa Romae sunt praecipue civilium, debent excusari, quamdiu juris causa Romae agunt studii cura distracti ; et ita imperator Antoninus Aug. Cereali a censibus et a libellis² rescripsit.

205. Item. Proinde si quis ad urbicam dioecesim pertinens testamento tutor dabitur, excusare se debet ab eo patrimonio, quod in regionibus juridicorum est, pariter a re provinciali. Sed caveat, si legatum accepit, hoc facere ; licite enim urbana sola administrat, verum quia non in plenum voluntati paret, legati ei petitio denegabitur ; idque divus Marcus in eo, qui se a re provinciali excusavit legato honoratus³, Claudio Pulchro rescripsit.

206. Item. An is qui se voluit excusare nec optinuit, postea potiores nominare possit, scio quaesitum. Et magis est ut possit, si cum tempora patientur ; quos enim habet, iis utetur diebus, licet potior nominatus alterutrum debeat eligere, utrum velit negare se potiozem an vero magis potiozem nominare : et ita io praetori rescripsit.

207. Item : Etsi is qui tutor datus est et excusare se et non recepta excusatione potiores nominare potest, si tempora dierum patientur, tamen si praetulerit potiores nominare, postea ad excusationem transire non potest ; nam loco fatentis est nullam se excusationem habere, cum potiores nominat. Nec

1. An 175 après J.-C. — 2. Correction ingénieuse et inédite qu'a bien voulu nous communiquer M. Otho Hirschfeld ; le ms. : 'allis'. — 3. Mommsen ; Pellat : 'testamento tutor datus'.

magis ferendus est, si dicat se sine praejudicio hoc facere, forte adeo simul et profiteatur excusationem et potiorum nominationem suscipiat.

Ulp.,
De off.
pr. tut.

208¹. *Item. Is qui potior nominatus est, si quidem neget se esse in ea conjunctione, amplius nominare magis potio-rem non potest; convictus ne excusare se quidem poterit; idque est rescripto ad Claudium Herodianum de excusatione insertum.*

209. *Item. Is qui potior nominatus est, ad omnia haec dies eos habebit, quos habent qui primo loco dati sunt, ut eodem rescripto declaratur.*

210. *Item. Is qui potio-rem nominat libellos debet quaternos dare praetori de plano, quinos pro tribunali, ut epistula divi Marci ad Aemilianum continetur, et dicere, quo jure potio-rem nominet, id est gradum necessitudinis et jus cognationis aperte designare; et ideo non sufficit cognatum vel ad finem generaliter dicere, sed debebit gradum adjicere vel nomen proprium cognationis ad finitatisve designare et jus cognationis exprimere; nec sufficit collegam dicere, nisi in quo collegio addiderit. Et si forte in aliquo horum deliquerit, emendandi ei facultas intra tempus, quo potuit potio-rem nominare, conceditur, postea non, idque imperator noster . . . rescripsit.*

211. *Item. Ne hi quidem possunt, quos praetor confirmavit testamento designatos, ut imperator noster Diodoto praetori rescripsit. Proinde si a matre fuerint designati, an ii potiores nominare possint, quaeri potest; et puto eos nominare posse, nam de iis tantum rescriptum est, qui a patre erant designati. Sed hoc erit servandum in filio solo, non in alio virihis sexus per virilem sexum descendente, licet liberti sint tutelae vel curae destinati; nam et Papinianus respondit libertum a patrono nepoti ex filio destinatum tutorem posse potio-rem nominare.*

212. *Item. Nominare autem potiores non possunt inprimis collegae patris, ut divus Severus constituit.*

213. *Item. Licet autem patris appellatio in oratione sit, puto de avo quoque accipiendam, quamquam circa primipilares hoc jure utimur, ut filio primipilaris dentur soli, non etiam nepoti.*

214. *Item. Sed nec cognati vel adfines possunt nominare potiores; prohibentur vero, ut oratione expressum est, hi soli qui lege Julia Papiave excepti sunt.*

215. *Proinde si quis cognatus alterutra lege exceptus licet non proximus datus est, ut Diodoto praetori est rescriptum,*

Ulp.,
De off.
pr. tut.

potiorem nominare non poterit, neque potest potiorem nominare adfinis qui alterutra lege exceptus est.

216. Item. Excipiuntur autem lege quidem Julia cognatorum sex gradus et ex septimo sobrino sobrinave natus, sed et nata per interpretationem, quive in alicujus horum potestate sunt quaeve in matrimonio, vel hi qui sunt cognatarum nostrarum hoc gradu nos contingentium mariti, vel eorum, qui sunt in potestate nostra, cognati contingentem eos ea cognatione, quae supra scriptum gradum non excedit.

217. Item nuptiarum nobis cognati a nobis ad eundem gradum vel nostri cognati ab uxoribus nostris excipiuntur.

218. Item. Lege autem Papia ii adfines excipiuntur, qui vir et uxor et gener et nurus et socer et socrus unquam fuerunt.

219. Item vitricus noverca privignus privigna vel ipsorum vel eorum qui in eorum potestate matrimoniove sunt quive fuerunt.

220. Item. Memini itaque me suadente Alcimum libertum maternum Furi Octaviani clarissimi viri praetorem in cura retinuisse, cum tutelam ejus administrasset, necessariusque ad res gerendas videretur; nam et liberti materni in pari sunt condicione. Oratio enim divi Marci ita scripta est, ut patroni patronaevae liberis libertus tutor deligi possit, tametsi aliquo privilegio subnixus sit.

221. Item. Si alius eum Latinum fecerit, alius iteraverit, an utriusque liberorum tutelam suscipiat, videndum, quasi utriusque meritum habeat; nisi forte exemplo munerum, quibus divus Marcus rescripsit apud originem ejus qui Latinum fecit debere eum fungi, solius ejus liberorum tutelam susceptorum dicemus.

222. Item. Officium quoque militare excusat, nam cum munus emeritum prodest, multo magis cum frequentatur prodesse debet. Sed si ad tempus rei publicae causa absit, non in perpetuum, sed ad tempus excusabitur. Denique consulto ex facto sub divo Hadriano quidam, cum legatus esset legionis et testamentum recitatum esset, quo tutor erat datus, non in perpetuum, sed ad tempus, quo legatus legionis erat, meruit excusationem. Excusatur etiam is, qui commentarios habet praefecti, quamdiu hic commentarios habet praefecti, ut divus Marcus cum filio rescripsit.

223². Item. Hi qui muniti sunt aliquo privilegio, aliquando non admittuntur ad excusationem, velut si minor sit annis XXV adfina datus tutor et aliquem usum rerum habeat here-

ditariarum ; quod jus venit ex epistula divi Hadriani, quam scripsit Claudio Saturnino legato Belgicae. Quae constitutio videtur de his loqui, *qui a praetore dati sunt* ; ego idem esse accipiendum, si testamento datus sit. In eandem sententiam et divus Pius Platorio Nepoti scripsit.

224¹. Papinianus libro XI quaestionum respondit verbis orationis fratrum imperatorum libertum, etsi ob aliquod privilegium a tutelis vacet, patroni tamen patronaeque liberorum tutor ut deligatur comprehensum. In numero liberorum nepos patroni sine dubio continetur. Sed potest dici non aliis patroni *patronae* liberis libertum hoc debere, quam qui jure patroni hoc² sperare possunt, et ideo neque patronae nepotis tutelam administrare compellendum privilegio subnixum, neque pupilli, qui ex filia patroni venit, quia vacatione praeter liberos patronorum, qui per virilem sexum descendunt, liberti fruuntur.

Pap.
L. XI.
quaest

225³. Item. Et hoc quidem de eo, cui beneficium datae libertatis exprobrari potest. Alioqui nequaquam credendum est ei privilegium ablatum, cui fideicommissa libertas soluta est ; nam in toto fere jure manumissor ejusmodi nihil juris ut patronus adversus personam modo liberti consequitur, licet in bonis ejus patroni jus exerceat, excepto quod in jus vocare patronum injussu praetoris non debeat.

226. Item. Jus anulorum ingenuitatis imaginem praestat salvo jure patronorum patronique liberorum.

227⁴. Paulus libro sexto quaestionum sub rubrica de legitimis tutelis. Apollinaris Paulo. Duo sunt Titi pater et filius ; datus est tutor Titius nec apparet, de quo sensit testator : quaero quid sit juris ? Respondit : Is datus est, quem dare se testator sensit ; si id non adparet, non jus deficit, sed probatio, ergo neuter est tutor. Hoc rescriptum est in Sticho manumisso, si duo sint Stichi et incertum, de quo testator senserit, vel si Erotem legaverit qui plures eodem nomine habuit servos. Quod in nummis legatis non ita placuit : si non adparet voluntas, id acceptum est quod minus est.

Paul.
L. VI.
quaest.

228. Imp. Antoninus Granio Firmino militi. Ex duobus tutoribus qui non specialiter in locum excusati dati sunt, sicut precibus tuis adlegas, si unus pro tutore res tuas administravit, adversus eum tantum tibi competere actionem ignorare non debes. Nec enim mutuo cessationis periculo qui

Antonin
Caracalla

1. Cf. D., 26, 5, 14. — 2. M. Mommsen préférerait : 'hereditatem'. — 3. = D., 27, 4, 24. — 4. = D., 26, 2, 30, jusqu'à 'igitur ergo neuter est tutor'.

nihil gessit teneri potest, cum simpliciter datus ejus, qui administrationi se miscuit, contutor jure fuisse non videatur.

Paul.,
L. de
test.

229. Paulus libro singulari de testamentis. Parentibus licet liberis suis in potestate manentibus testamento tutores dare, masculis quidem inpuberibus, feminis vero etiam puberibus, et tam jam natis quam etiam postumis. Itaque post institutionem heredum hoc modo scribere potest : 'Lucio Titio filio meo, et si mihi vivo mortuove nati *ali* erunt, tutores do Lucium Aurelium et Gaium Optatum, a quibus peto, ut tutelam liberorum meorum gerant ita, ut ea quae in Asia reliquero, Aurelius, ea autem quae in Italia, Optatus administret'.

230. Possumus autem et singulis liberis alium atque alium tutorem dare velut hoc modo : 'Titio filio meo Aurelium tutorem do ; Seio filio meo tutorem Optatum do'. Pluribus quoque liberis unus tutor, item uni plures dari possunt.

Paul.,
L. de
excus.

231. Paulus libro singulari de excusationibus. Ii, qui tres pluresve tutelas vel curationes vel permixto modo cujuscumque separatas administrant, excusari a tutela curationeve solent. Quod si fratrum tutelam suscipiant, pro una tutela reputantur eadem bona.

Ulpian,
De off.
pr. tut.

232. Ulpianus de officio praetoris tutelaris. Observari autem oportet, ne his pupillis tutorem det, qui patrimonia in his regionibus habent, quae sunt sub juridicis, ut Claudio Pompeiano praetori imperator noster rescripsit; multo magis, si in provincia sit patrimonium, licet is cui petitur in urbe consistat.

Paul,
L. de
cogn.?

233¹. Ulpianus de officio praetoris tutelaris. Sed qui in collegio pistorum sunt a tutelis excusantur, si modo per semet ipsos pistrinum exercent; sed non alios puto excusandos, quam qui intra numerum constituti centenarium pistrinum secundum litteras divi Trajani ad Sulpicium Similem exercent; quae omnia litteris praefecti annonae significanda sunt.

Ulpian,
De off.
pr. tut.

234. Ulpianus libro supra scripto. Sed Ostienses pistorum non excusantur, ut Philumeniano imperator noster cum patre rescripsit.

Paul,
L. de
cogn.?

235². Item. Urbici pistorum a collegiarum quoque filiorum tutelis excusantur, quamvis neque decuriales neque qui in ceteris corporibus sunt excusentur. Et ita Hadriano³ rescripto ad Claudium Julianum praefectum annonae significatur, quam epistulam quodam rescripto ad Vernam et Montanum

1. Cf. D., 27, 1, 46, pr. — 2. Cf. D., 27, 1, 46, 1. — 3. Huschke : 'divi Hadriani'.

pistores imperator noster cum patre interpretatus est et ad pistores pertinere, cum in eo negotio frumentum agentibus daretur a collegarum filiorum tutelis vacatio. Plus etiam imperator noster indulsit, ut a tutelis, quas susceperant ante quam pistores essent, excusarentur; sed hoc ab ipso creatis pistoribus praestitit et ita Marco Diocae praefecto annonae rescripsit.

Paul.
L. de
cogn.?

236. Item. Sed et qui in foro suario negotiantur, si duabus partibus bonorum annonam juvent, habent excusationem litteris allatis a praefecto urbis testimonialibus negotiationis, ut imperator noster et divus Severus Manilio Cereali rescripserunt, quo rescripto declaratur ante eos non habuisse immunitatem, sed nunc eis dari eam quae data est is qui annonam populi Romani juvant.

237. Paulus libro singulari ad municipalem. Urbici autem pistores a collegarum quoque filiorum tutelis excusantur. Sed et si qui in foro suario negotiantur [si a] duabus partibus patrimonii annonam juvent, a tutelis habent excusationem.

Paul,
L. ad
munic.

238. Ulpianus de officio praetoris tutelaris libro singulari. Proinde si mutus surdusve quis sit, sine dubio a tutela excusabitur. Hi vero, quos valetudo vel furor vel morbus perpetuus excusat, etiam eas tutelae quas ante susceperant deponunt. Alia causa aetatis est. Luminibus etiam captum Porcatio Faustino rescripsit imperator noster cum patre.

Ulpian,
De off.
pr. tut.

239. Item Furio Epaphrae, cum allegasset se unum oculum amisisse et in alio periclitari, rescripsit, an propter adversam valetudinem oculorum excusari deberet, praetorem aestimatum. Hi etiam a susceptis excusabuntur.

240¹. Item. Paupertas plane dat excusationem, si quis imparem se oneri injuncto possit docere, idque divorum fratrum rescripto continetur.

241. Item. Si quis autem in provincia domicilium habet, debet excusari, sed et si quis patrimonium in ea regione, quam juridicus administrat, habet.

242. Item. Scio tamen quosdam, cum per errorem ad potiorum nominationem prosilissent, haud impetrasse, ut deserto jure potiorum ad excusationem se converterent.

243. Paulus libro singulari ad municipalem. Paupertas quoque solet tribuere excusationem, quod oneri tutelae inpar esse videatur.

Paul,
L. ad
munic.

244². Paulus libro singulari de officio praetoris tutelari. Mediocritas et rusticitas et domesticae lites interdum excusa.

Paul,
L. de
off.
pr. tut.

1. = F. V., 185, in fine. Cf. D., 27, 1, 7. — 2. Cf. D., 27, 1, 6, 19.

tiones merentur, ex epistulis divorum Hadriani et Antonini et fratrum ad Caerellium Priscum, praetorem tutelarem.

245. Item. Qui complura allegant, quae singula non sint firma, interdum excusari solent; nam et fratres imperatores Sentio Potito ita rescripserunt: 'Quamvis singula, quae litteris tuis complexus es, non praestent tibi justas causas excusationis, tamen quia multa simul congruerunt, movere nos possunt, ut excusatio tua a tutela recipi possit'.

Paul.
L. de
exc.
tut.

246¹. Paulus libro singulari de excusatione tutorum. 'Imperatores nostri Aelio Diodoto suo salutem. Tutores secundum patris voluntatem decreto praetoris clarissimi viri, quod non jure testamento vel codicillis dati fuerant, confirmatos nominare potiores posse non arbitramur, nam iudicium patris, licet jure deficiat, servandum est'.

Paul,
L. I de
jurisd.
tut.
Ed. II.

247². Paulus libro I editionis secundae de jurisdictione tutelaris. Qui tres pluresve liberos habent superstites, excusari solent idque compluribus constitutionibus cavetur tam *divorum* Marci et Luci, quibus Pontium Marcellum trium liberorum patrem liberaverunt litteris ad eum emissis, quam *dominorum* nostrorum. Sed hic numerus in Italia cives Romanos liberat. Nunc ex constitutione principum nostrorum nec in Italia, sed Romae tantum exemplo municipalium munerum; nam Clodio Herodiano ita scripserunt: 'Sicut in Italia cives Romani consistentes numero quattuor liberorum *incolumium* a civilibus muneribus excusantur, ita qui ad tutelam vel curam vocantur, Romae quidem trium liberorum *incolumium* numero, quorum etiam status non ambigitur, in Italia vero quattuor, in provinciis autem quinque, habent excusationem'.

Manquent 16 pages.

QUANDO DONATOR INTELLEGATUR REVOCASSE VOLUNTATEM.

Const.
et Caess.
(a. 330).

248³. . ipsam contumeliis persequi neque in affectu pietatis monitis posse mitescere. Volumus igitur ut, si constiterit juxta patrem liberos, contra quam humanitatis ratio deponit, superbe crudeliterque se tollere, emancipatio firmitudine evacuetur, idque quod liberis pater donationibus contulit, patris ditioni naturaeque juri subjugati patriae reddant potestati, et ita illi, qui sacris evoluti a functione obsequii

1. = F. V., 150. — 2. Cf. C., 5, 66, 4 (a. 203). F. V., 191. 208. — 3. Le détail du texte doit être restitué à peu près comme suit: 'Emancipati filii ingrati adversus eum qui potestate eos liberavit severa poena coercendi sunt, cum dubium non sit qui paternae reverentiae immemores sustineant ipsam contumeliis persequi neque in affectu pietatis monitis posse mitescere'.

recesserunt, necessitatis laqueis adstricti nova commendatione pietatis etiam detrectantes ad *id* veniant. Data XVII k. Aug. Constantinopoli Gallicano et Symmacho cons.

249. Constantinus [et Caess]. (1). Multas saepe natas ex donatione causas. cognovimus, in quibus vel adumbrata pro expressis vel inchoata pro perfectis vel plurima pro omnibus controversiam faciant, cum agentium visa pro ingenio ac facultate dicendi aut perfecta deformarent aut inchoata perficerent. Inde jus anceps ac pro dicentium impulsu vacillantem sententia non parum decreta differebant, Maxime karissime ac jucundissime nobis. Hinc enim nuper exceptis personis dicta lex est, in quibus summum jus et voluntas omni libera sollemnitate modo perfecta ortus suos praesenti munere opulentat. (2). Tempestiva dehinc communium donationum cura successit; absolutis enim illis, quae ideo prima sunt, quoniam sunt religione potiora, circumactio animo ad universum donationum genus conspeximus omnes earum species signis ac nominibus imprimendas, ut in hominum contractibus differentiam sui nuncupationum proprietate secernant. (3)¹. Itaque sive illa donatio directa sit, sive mortis causa instituta, sive conditionibus faciendi non faciendive suspensa, sive ex aliquo notato tempore promissa, sive ex animo dantium accipientiumve sententiis quantum jus sinit cognominata, ejus haec prima observatio est, ut quas leges indulgent condiciones pactionesque promantur, hisque penitus cognitis vel recipiantur, si complacitae sunt, vel rejiciantur, si sunt molestae. Sed jure requisitis parendum erit nec denegabitur officium, quin simul spes abjiciatur adipiscendi. (4)². Inretiri sane condicionibus indefensos minores, quoniam praestare promissa difficile est, non placuit. Quorum tamen defensores, si forte per eos in obeundis donationum officiis, quarum cura erit recepta, neglecta utilitas minor probabitur et ita minor commodis spoliabitur, rei amissae periculum praestabunt; ita rei familiaris dispendii metus etiam segniores ad ea conficienda ex tarditate incitabit. (5)³. Post in iisdem conscribendis praecipue nomen donatoris, jus ac rem notans proscribat. Tum utrumque jure compleatur, neque id occulto aut per imperitos aut privatim; his enim rebus saepe clandestina fraus, et quae facta sunt infecta et inducta quae scripta sunt simulans aliisque ac dehinc aliis largiendo atque donando ac saepe venum dando, multos habendi spe allectos concurrere in expugnanda sibi proprietate impulit. (6). Ta-

Const.
et
Licinius.
(a. 316).

1. Cf. C. Th., 8, 12, 1 = C., 8, 53, 25, pr. — 2. Cf. C. Th., 8, 12, 1. pr. C. Th., 3, 30, 2 = C., 5, 37, 21. — 3. 210, 5-8. Cf. C. Th., 8, 12, 1, 12 = C., 8, 53, 25, 1.

Const.
et
Licinius.
(a. 316).

hulae itaque, aut quodcumque aliud materiae tempus dabit, vel ab ipso vel ab eo quem fors ministraverit scientibus plurimis prescribantur eaeque, ut supra comprehensum est, rebus nominibus personisque distinctae sint; ac tum corporalis traditio (in quam saepe multi talia simulando inrepentes aut vi corpora capientes sollemne illud jus ac voluntarium inconcessa usurpatione praeripiunt) — ea igitur ipsa rerum traditio praesentium, advocata vicinitate omnibusque arbitris, quorum post fide uti liceat, conventu plurimorum celebratur. (7). Non enim aliter vacua jure dantis res erit, quam ea vel ejus voluntate, si est mobilis, tradatur, vel abscessu sui, si domus aut fundus aut quid ejusdem generis erit, sedem novo domino patefecerit. Quae omnia consignare actis iudicis praestat, ut res multorum mentibus oculis auribus testata nullum effugiat, cujus aut scientiam capiat aut dissimulationem tegat. (8). Quodsi iudex aberit, cui summa provinciae commissa est, mandetur istud magistratum actis, atque ut nullus sit subji-ciendi aut surripiendi locus, cum alterutri commodum sit. eorum exemplis idem magistratus adscribant. Sic enim conscientia multorum, monumentis iudiciorum ac populorum perscriptis aut litium causa¹ pervulgatis omnibus fides abstrusior non erit. (9). Talia enim esse oportet dominorum initia, quorum diuturna possessio saepe legitima proprietatum jura perfringit, talis liberalitatum honestas, quae locis clamata omnibus accipientium donantiumque familias liberalitatis et gratiae praedicatione compleat, simul ut, cum sit eximium cujusque donum promerendo cepisse, ejus jucunditas nulla litium tristitudine minuatur. (10). Quod si in spectanda causa dicendaque sententia orba publico testimonio liberalitas caecam gratiam obscurosq; coetus prodiderit, quoniam sola fraus cognita est, eorum, quae donata dicuntur, temere non sit fides accipienda: sed ea alienatione, quae publice non sit testata, in donationibus vivorum rejecta vel superhabita solam eam probamus, quae celebratu universis studiis recte regulas supra propositas sequatur. Abolito igitur jure, quod quibusque rebus donandis Cincia lex imposuit neque amplius ea perfectione faciendae quam illa ordinaverat negamus certae formae verborum deinde esse quicquam requirendum, quoniam jam lege commutata verba et ipsa abolita sunt antea necessaria in donationibus faciendis. Neque ullam donationibus jam factis controversiam volumus conflare, cum futuris jus per hanc legem ponamus, quae, ut omnes cognoscant quae jussimus. programmati tuo

1. 'Ante litium contestationem' serait préférable selon Mommsen.

praeferenda est. Proposita III non. Febr. Romae Sabino et Rufino cons. in foro divi Trajani.

Schol. ad. 249, 6 : Donationes apud acta firmandas et praesentibus multis implendas.

250. Papinianus libro XII responsorum. Inperfectam donationem perfectam efficit voluntas liberalitatis novissimum usque in diem vitae perseverans. Pap.,
L. XII.
resp.

251. Item. Non ideo donatio
filiae tradita placuit.
tantem sibi recepisse.

252. Item. Cum mater absenti filio
ad eum fecit, quas procura
quae instrumenta praediorum e
praediorum ad filium p.
vel servis ejus tradita non. prae-
diorum ad filium perven mater-
nae voluntatis et ei.
causa redire jussisset.
possessionem praediorum. constare.

252^{a1}. Item.
factam praedio neque mancipato.
habuisse. Respondi nec fideicommiss.
in aede sacra aeditu lit-
teris post mortem suam.
post mortem suam.
. redditam. rationem
. vit, quod ne fiduciae daretur
. num accepit, perveniret, qui

253. donatio perficitur ; cum autem creditor
. nem si debitor pecuniam quam dele-
ga stipulatione factam novationem
. dam stipulationem venit
. inchoavit respondi.

253^a. Item possessione tradita, quam irritam
. donavit, in iis praediis fuit.

253^{b2}. Item. Donationes in concubinam collatas non
posse revocari convenit, nec, si matrimonium inter eosdem post-
ea fuerit contractum, ad irritum recidere, quod ante jure
valuit ; an autem maritalis honor et affectio pridem praecesserit

Pap. *personis comparatis, vitae conjunctione*
 L. XII. *considerata perpendendum esse respondi.*
 resp.

254¹. *Item. Species extra dotem a matre viro filiae nomine traditas filiae, quae praesens fuit, donatus et ab ea viro traditus videri respondi, nec matrem offensam repetitionem habere vel eas recte vindicare, quod vir cavisset extra dotem usibus puellae sibi traditus, cum ea significatione non modus donationis declaretur nec ab usu proprietatis separaretur, sed peculium a dote puellae distingueretur.*

255². *Item. Pater qui filiae quam habuit in potestate mancipia donavit et peculium, quamquam soluta potestate jure emancipationis vita decessit, ei non ademit, ex post facto donationem videbatur perfecisse.*

256. bat praediorum, quae pater ei post am donationem genuit esset; parvi etenim refert nam licet jure donatio perfecta non probaretur, arbitrum hereditatis dividendae. nihilominus patris voluntatem recte secuturum. ea dati sint.

256³. *Item. Recte filiae in potestate patrem donasse respondi, cum alteri filiae propria praedia praelegaret et adjecisset 'exceptis quae sorori tuae donavi'. Nam et testamento liberalitatem confirmatam et aperte patris declaratam voluntatem; quod divisionis arbitrio sufficit juris quoque verbis deficientibus.*

257⁴. *Item. Ejusmodi lege deposita in aede arca, ut eam ipse solus, qui deposuit, tolleret aut post mortem domini Aelius Speratus, non videri perfectam⁴ donationem respondi.*

258⁵. *Item. Pomponius Philadelphus dotis causa praedia filiae Pomponiae, quam habuit in potestate, tradidit et mercedes eorum genero solvi mandavit: an ea praecipua filia retinere possit, cum omnes filios heredes instituisset, quaerebatur. Justam causam retinendae possessionis habere filiam, quoniam pater praedia de quibus quaerebatur dotis esse voluit, et matrimonium post mortem quoque patris constituerat, respondi; filiam etenim, quae naturaliter agros retinuit, specie dotis, cujus capax fuit, defendi.*

259. *Item. Mulier sine tutoris auctoritate praedium stipendiarium instructum non mortis causa Latino donaverat. Perfectam in praedio ceterisque rebus nec mancipi donationem*

1. Romanis *D.*, 39, 5, 31, 1. V. Lenel, *Pal.*, 1, p. 936, n. 687. — 2. Cf. *D.*, 30, 5, 31, 2. — 3. = *D.*, 39, 5, 31, 3. — 4. *D.*: 'celebratam'. — 5. = *D.*, 10, 2, 35.

esse apparuit, servos autem et pecora, quae collo vel dorso domarentur, usu non capta. Si tamen voluntatem mulier non mutasset, Latino quoque doli profuturam duplicationem respondere; non enim mortis causa capitur quod aliter donatum est, quoniam morte Cincia removetur.

AD LEGEM CINCIAM DE DONATIONIBUS.

260. Item, Filius emancipatus, cui pater peculium non ademit, res quidem pro donato vel pro suo, quod justam causam possidendi habet, usu capit, sed debitores convenire non potest neque lites *peculiares* prosequi, si non sit in rem suam cognitor datus aut nominum delegationes intervenerunt. Plane quod ei solvitur patre non dissentiente, debitorem liberat, nec interest an emancipatum ignoret vel ei non esse peculium ademptum, cum rei substantia plus polleat existimatione falsa.

261. Item. Peculium vindicta manumisso vel inter amicos si non adimatur, donari videtur. Quae ratio facit, ut ex justa causa possidens usucapere rem possit. Aliud in his placuit, qui *testamento* libertatem acceperunt vel *testamento* parentis potestate solvuntur; quos amittere peculium, si non sit legatum, constitit, neque enim tacita liberalitas defuncti permittentis retinere peculium potuit intellegi.

262. Item. Sponsae res simpliciter donatae non insecutis nuptiis non repetuntur. Sed et si adfinitatis contrahendae causa donationes factae sunt et nuntium sponsus culpa suae remisit, aequae non repetuntur. Quod ita intellegi oportet, si revocandis donationibus condicio non comprehendatur non conjuncto matrimonio non perficiendi contractus¹.

263. Item. Eam quae bona sua filiis per epistolam citra stipulationem donavit, si neque possessionem rerum singularum tradidit neque per mancipationem praediorum dominium transtulit nec interpositis delegationibus aut inchoatis litibus actiones novavit, nihil egisse placuit.

264. Item. Matrem, quae sine tutoris auctoritate filio donationis causa praesentes servos mancipio dedit, perfecisse donationem apparuit.

264^{a2}. Pollicitatio donationis inter privatos vim obligationis non inducit.

1. Mommsen; le ms. : 'si revocantis donationis condicio non conjuncti matrimonio comprehendatur non perficiendi contractus'. — 2. Paragraphe ordinairement regardé à tort comme une scolie; cf. la note de Mommsen.

265. Item. Aurum et argentum, quod in re praesenti fuit, pater filio sui juris donavit ejusque possessionem traditam esse instrumento palam fecit: non idcirco donationem inritam factam existimavi, quod usum omnium rerum apud patrem filius reliquit.

Ulp.
L. XXVI
ad ed. =
L. I ad.
ed. de
reb. cred.
266¹. Ulpianus libro I ad edictum de rebus creditis. Indebitum solutum accipimus non solum si omnino non debebatur, sed et si per aliquam exceptionem peti non poterat, id est perpetuam exceptionem. Quare hoc quoque repeti poterit, si quis perpetua exceptione tutus solverit. Unde si quis contra legem Cinciam obligatus non excepto solverit, debuit dici repetere eum posse, nam semper exceptione Cinciae uti potuit. nec solum ipse, verum, ut Proculeiani contra Sabinianos putant, etiam quivis, quasi popularis sit haec exceptio; sed et heres ejus, nisi forte durante voluntate decessit donator; tunc enim doli replicationem locum habere imperator noster rescripsit in haec verba.

Sev. Alex.
(a. 229)
266^a. Gregorianus libro XIII titulo. Imp. Alexander Flavio Menandro. Professio donationis apud acta facta, cum neque mancipationem neque traditionem subsequutam esse dicas, destinationem potius liberalitatis quam effectum rei actae continet. Eapropter quod non habuit filius tuus dominium, si quae affirmas vera sunt, obligare pacto suo creditori non potuit, nec quod sine effectu gestum est vindicationem tui juris impedit. Proposita III kal. Jan. Alexandro Aug. III et Dione II cons.

Sev. et
Caracalla
(a. 205).
267. Imp. Severus et Antoninus Augg. Cosoniae Hilarae. Actio nova ex promissione, quae donationis causa facta sit, dari non solet. Proposita prid. kal. Jan. Romae Antonino ³ II cons.

268. Quaerebatur, an, cum Seius filiam suam emancipavit et apud acta professus sit ei se donare fundum nec instrumenta donationis fecerit, an videatur professione actorum perfecta esse donatio. Respondi, si neque mancipatio neque traditio secuta est, solis actis dominium non transisse.

Ulp.,
L. X.VI
ad Sab.
269. Ulpianus libro XL³ ad Sabinum: 'Ut quod utendum mater filiae dedit, non videatur donatum et si donatum sit, non valeat, in potestate filia constituta patris: aliud esse, si dotem dedit'. Ulpianus: Constat, quod utendum filiae datum est, non esse donatum; sed et si donatum esset, aequae donatio non valeret in filiam conlata, quae in patris erat potestate. Plane si in dotem mater filiae dedisset, valet quod factum est:

1. Cf. D., 12, 6, 26, 3. — 2. I.e. nomi de Geta est omis. — 3. Lenel, Pal., 2, p. 4174, n. 3. Le ms.: XLVI.

potest enim donare filiae, cum, *quavis* res mariti fiant, quandoque filia vel sola, si juris sui fuerit, vel voluntate filiae pater habeat rei uxoriae actionem. Merito igitur Sabinus ait, si inscia uxore vel invita [maritus] in dotem dedit¹, rem mariti non esse factam et ideo vindicari ab herede mulieris posse; quod si sciente ea hoc factum sit, consequens erit dicere in dotem conversum esse id quod datum est.

Schol. ad 260 med. : B'. Mater filio in patria potestateposito donando nihil agit.

270. Hermogenianus titulo de donationibus. Divi Diocletianus et Constantius Caeciliae Anagrianae. Si donationibus in unam filiam conlatis quarta non retenta patrimonium exhaustum in fraudem ceterorum filiorum probetur, has rescindi ad instar inofficiosi testamenti sacris constitutionibus parentum nostrorum evidenter continetur. Matre quoque filiae res venum dante nihil ei auferri posse non ambigitur. Subscripta V kal. Mai. Sirmi Caesaribus cons.

Diocl.
Max.
Const.
et Gal.
(a. 284).

271. Idem Boncio Secundo. Praeses provinciae amicus noster notionem suam inperitiet, non ignorans pro sua auctoritate atque experientia, si docebitur inmoderatis donationibus non retenta quarta ad excludendam inofficiosi querellam nepotis ex filio nati patrimonium suum avum exhausisse, *plerisque constitutionibus* hujusmodi commentis ad exemplum inofficiosi querellae esse occursum. Proposita Mogontiaci XI kal. Jul. Maximo et Aquilino cons.

Diocl.
et Max.
(a. 286).

Schol. ad 271 : B'. De inmodicis donationibus.

272². Gregorianus libro XIII titulo. Imperator Philippus Agilio Cosmiano suo salutem. Inter patronos et liberos de jure donationum tractari non oportet, cum etsi perfectis donationibus in possessionem inductus libertus quantolibet tempore ea quae sibi donata sunt pleno jure ut dominus possederit, tamen omnis donatio mutata patronorum voluntate revocanda sit. Quod observabitur etiam circa ea, quae libertorum nomine, pecunia tamen patronorum et beneficio comparata sunt. Nam qui obsequio suo liberalitatem patronorum provocaverunt, sunt digni quin eam [non] retineant, cum coeperint obsequia negligere, cum magis eos conlata liberalitas ad obsequium inclinare debeat quam ad insolentiam erigere. Fundus autem, quem *ais* Agilio liberto donasse te, tribus et decuria, quae ipsius nomine comparatae sunt, re.
. libertus vindican . . . , cum eas tantum donationes

Philippe.
(a. 240).

1. Le ms. défendu par Lenel, *Pal.*, 2, p. 1174, n. 6 : 'invita, maritus in dotem dedit'. Pellat Giraud : 'invita mater. dedit'; Huschke : 'invita marito. dedit'. — 2. Abrégé C., 8, 55 (56), 1.

vel pecuniae largitiones libertus obtinere debeat, circa quas voluntas patronorum in supremam usque diem perseveraverit. Hoc tamen jus stabit intra ipsorum tantum liberalitatem, qui donaverunt; ceterum neque filii eorum neque successores ad hoc beneficium perveniunt; neque enim fas est omnimodo inquietari donationes, quas is qui donaverat in diem vitae suae non revocavit.

Schol. ad 272 init. : B'. In libertos conlatam a patrono donationem, si ingrati extent, revocandam vel si nomine eorum quid emptum sit.

Constantin et Licin.
(a. 315).

273. Dominus Constantinus [et Caesares]. Prisca legum aequitate praecclusa variis ambagum versutiis exquisita donatio, licet titulum emptionis vel debiti tenorem comprehendere videatur, tamen claris testationibus probata debet in irritum devocari, si quidem consultissima ratione videatur esse provisum matrimonio constante donationes inter virum et uxorem altrinsecus agitatae nullam firmitatem habere. Nec sibi debent mulieres blandiri, si tamquam venditores vel debitores ad eludendas legum sanctiones mariti earum se falso videantur esse professi. Quare Vettium Rufinum clarissimum virum praefectum urbi amicum nostrum, cujus notio est, adire non prohiberis, qui partium allegationibus examinatis petitioni tuae secundum juris providebit iustitiam. Data XIII kal. Nov. Mediolano Constantino et Licinio cons.

Schol. ad 273 init. : B'. De donationibus sub emptionis titulo factis.

Les mêmes
(a. 315).

274. Idem Aureliae Sabiniae sive Gaudiosae. Licet in potestate filii degentes donationum effectum a patre sibi conlatarum mox consequi minime posse videantur, tamen perseverantia voluntatis ad instar mortis causa donationis huiusmodi liberalitatem redigi oportere retro principum rescriptis cognoscitur esse concessum. Unde virum clarissimum praefectum urbi amicum nostrum, cujus notio est, adire non prohiberis, qui omnibus rite consideratis, quae in precem tuam conferenda tu duxisti pro experientia sua recte *judicari curabit*. Data idibus Augustis Romae Constantino et Licinio Augg. cons.

Diocl. et Max.
(a. 286).

275. [Divi] Diocletianus [et Constantius] Sa. iodul. . . Perfectam donationem mutata voluntate donatoris, etsi parum gratus existet, cui dono res data est, minime rescindi posse saepe rescriptum est. Proposita V non. Mart. Nicomediae Maximo et Aquilino cons.

Diocl. et Max.
(a. 290).

276. Idem. iae. Si pater tuus nomine matris tuae de sua pecunia *fundum comparavit* donationis causa eique tradidit et decedens non revocavit id quod in eam contulisse vi-

detur, intellegis frustra te velle experiri, cum oratione divi Severi hujusmodi donationes post obitum eorum, qui donaverunt, confirmantur. Proposita pridie non. Mart. Antiochiae Augg. IIII et III cons.

277. Idem Aureli. . . . Si quam impugnat frater pater tuus in te contulit donationem et decedens supremo iudicio non revocavit, scilicet manente potestate, praeses provinciae juxta divorum principum constitutiones super hac re factas vim prohibebit, de ceteris inter vos disceptaturus. Proposita III kal. Sept. Maximo et Aquilino cons.

Diocl.
et Max.
(a. 286).

278. Idem Aurelio Zoilo. Cum adfirmes patrem tuum donationes perfectas in te contulisse et supremis iudiciis eas non revocasse, poteris jure constituto, praesertim cum honori primipilari sis adstrictus, securo animo ea quae donata sunt possidere. Proposita VIII kal. Nov. Maximo et Aquilino cons.

Les
mèmes
(a. 286).

279. Idem Benignae Superlatae. In filiam post emancipationem donationem a patre conlatam postea auferri ab ea non potuisse dubitari non oportet. Si igitur nihil aliud tibi de jure adversatur, praeses provinciae, ne qua tibi legitime possidenti fiat injuria, intercessu auctoritatis suae providebit. Proposita III kal. Dec. Maximo et Aquilino cons.

Les
mèmes
(a. 286).

280¹. Idem Aur. Anniano. In dubium non venit adversus enormes donationes, quae tantummodo in quosdam liberos, vacuefactis facultatibus reliquorum pernicie, conferuntur, jamdudum divorum principum statutis esse provisum. Si igitur mater tua ita patrimonium suum, profunda liberalitate in fratrem tuum evisceratis opibus suis, exhaustit, ut quartae partis dimidiam, quam ad excludendum inofficiosi querellam adversum testamentum sufficere constat, his donatis datisque haud relictam tibi habeas, praeses provinciae, quod immoderate gestum est, revocabit. Sane aeris alieni solutionem, si ab intestato cum fratre tuo matri heres exstitisti, renovare non potest. Data Nicomediae V non. Mart. Augustis III et II cons.

Les
mèmes
(a. 286).

Schol. ad 280 init.: B. De inmodicis donationibus.

281. Idem Aurelio Seve. . . . dro. Pater in filium, quem in potestate habet, conferens ipso jure donationem non facit, sed ex praeceptis statutorum recepta humanitate placuit, si in eodem iudicio perseverans in fatum concesserit, liberalitatem ejus salva lege Falcidia probari. Proinde si pater, qui per epistulam res tibi dono dedit, non revocata liberalitate nec mutata voluntate fatalem diem intestato obiit, inlibata donatio permanet, si tamen legis Falcidiae ratio comminui eam nec

Les
mèmes
(a. 286).

1. Cf. C., 3, 29, 7.

exegerit ; quod si locum habet, eatenus ex donatione fratres tui deducunt, quatenus id fieri indemnitas et juris ratio [et] in optinendis portionibus, quas eos habere necesse est, exigunt. Juxta hanc juris formam praeses provinciae ad vicem familiae erciscundae officium sententiae suae legibus temperabit. Proposita Byzantio XI kal. Apr. Maximo et Aquilino cons.

Schol. ad 281 init. : B'. Si pater in filium aliquid confert, liberalitas ejus salva lege Falcidia probanda est.

Diocl.
et Max.
(a. 286).

282¹. Idem Calpurniae Aristaenetae. Quoniam non contenta rescripto, quod ad primas preces accepteras, iterato supplicare voluisti, ex jure rescriptum reportabis. Communes res in solidum donari nequeunt, sed portiones eorum qui donant ad eos qui dono accipiunt transitum faciunt. Nec ambiigi oportet donationes etiam inter absentes, si ex voluntate donantium possessionem in quibus donatum est nanciscantur, validas esse. Restat ut, si filius tuus immoderate liberalitatis effusione patrimonium suum exhaustit, juxta legum placita praesidis provinciae auxilio utaris, qui discussa fide veri, si integri restitutionem ex filii persona competere tibi ob improbabilem donationis enormitatem animadverterit, in removens his quae perperam gesta sunt tibi subveniet. Proposita III id. Feb. Mediolani Maximo et Aquilino cons.

Schol. ad 282 init. : B'. Communes res in solidum donari non posse. Donationes etiam inter absentes posse fieri et validas esse, si ex voluntate donantium in quibus donatum est nanciscantur possessionem rerum donatarum.

Schol. ad restat ut. : « Idem supra pagina VIII et infra pagina XV et XXIII? ».

Diocl.
et Max.
(a. 286).

283³. Idem Aurelio Carrenoni. Si *praediorum* stipendiariorum proprietatem dono dedisti ita, ut post mortem ejus qui accepit ad te rediret, donatio irrita est, cum ad *tempus*⁴ proprietas transferri nequiverit. Si vero usum fructum in eam, contra quam supplicas, contulisti, usum fructum a proprietate alienare non potuisti. Proposita V id. Mart. Maximo et Aquilino cons.

Les
mêmes
(a. 286).

284. Idem Alexandriae. Ea quidem, quae jure donationis a socru tua in te conlata sunt, manere inconcussa rector provinciae efficiet. De matrimonio vero retinendo tui arbitri est, an velis et filiis communibus intervenientibus in eodem proposito perseverare. Proposita III id. Oct. Heraclea Thracum Maximo et Aquilino cons.

1. = C., 8, 53, 6 de 'nec ambiigi' à 'validas esse', et = C. 3, 29, 4, de 'Si filius à 'subveniet'. — 2. Scolie d'une écriture différente. — 3. Version romanicque C., 8, 54, 2. — 4. Correction appuyée sur le texte du C. et admise dans toutes les éditions ; le ms. défendu par Appleton, *Propriété prétorienne*, 1880, 2, pp. 178-187 : 'ad te'. Mais voir en sens contraire les observations probantes d'A. Pernice, *Labeo*, III, 1, p. 92-94.

285. Gregorianus libro XIII tit. Idem Aurelio Abanti. Si filiae tuae possessiones, de quibus agitur, neque mancipasti neque tradidisti, frustra vereris, ne ex una professione vel *ut suas eas vindicet*. *praesertim cum fundos tributarios esse dicis*. etiam ab injuria tempera Maximo et Aquilino cons.

Diocl.
et Max.
(a. 286).

286¹. Eodem libro eodem titulo. Idem Juliae Marcellae. *Quoties donatio ita conficitur, ut post tempus id quod donatum est alii restituatur, veteris juris auctoritate rescriptum est, si is, in quem liberalitatis compendium conferebatur stipulatus non sit, placiti fide non servata, ei qui liberalitatis auctor fuit vel heredibus ejus condicticiae actionis persecutionem competere. Sed cum postea benigna juris interpretatione divi principes ei qui stipulatus non sit utilem actionem juxta datoris voluntatem decernendam esse admiserint, actio, quae sorori tuae, si in rebus humanis ageret, potuit decerni, si quae proponis vera sunt, tibi adcommodabitur. Proposita Sirmi XI kal. Oct. Augg. IIII et III cons.*

Les
mèmes
(a. 290).

287. Constantinus et Caess. *Donatione secundum juris normam perfectu nec ea, quae matres in filios contulerunt, revocari jura permittunt. Sane si generaliter tantummodo vel stipulatione interposita vel mancipatione totius patrimonii donatio celebrata est, id quod donatum est stare non potest, cum haec donatio ad id ut proprietates possit transferri non valeat. Quare num hoc modo tibi consuli possit, rectore provinciae interpellare poteris*. Licinio V. et Crispo cons.

Const.
Licinius
et Caess.
(a. 318).

288². Gregorianus libro XIII. tit. [Dominus] Imp. Probus Massiciae R *Indubitati juris est, si quidem donaturam te, quaedam dixisti neque apud acta instrumenta fecisti aut eundem cui donabas dominum effecisti per rei cessionem perfectam ac solam tibi possessionem retinuisti, eum rem eam vindicare sibi non posse, quando apud te ejus rei proprietates mansit*. *nec functionum pensiones vel per eum, cui donata res non erat, vel ab actoribus ipsius nomine celebratae, non tibi obesse*. *poterunt*. *jus tum magistrum summarum*. *cum comminatione vide.*. *si praesidi rem probaveris*. *compellatur. Proposita VI kal. Jan. Messala et Grato cons.*

Probus
(a. 280).

289 *p stipendiarii vel tributarii non sine traditione donatio perficitur. Pone igitur sollicitu-*

dinem egit non tradidisse ea, vel quae
 revocanda non sunt. Proposita non. Oct.

Emp.
 incert.

290. modo preces tuas fides adjuvet. Ceterum
 lem declarat voluntatem
 onem ab eo perfecisti, si quidem feminis
quoque in familia degentibus pater do-
nare videtur cum moritur voluntate non mutata s
 adeo emolumenti tribuat. les quod tibi ex patris
 rebus jure. itaque ne tibi inferant temptamina fratrum
 tuorum inquietudinem, si qua tibi adquisita sunt. p^r
donationem, quae tibi ex bonis patris obvenit, modo eam . . .
ad diem novissimum voluntas perseverans patris confirmavit . . .
 debet etiam fundi ex pecunia a patre tibi donata *empti*
possessio. per eum tibi tradita ac postmodum a te re-
rento apud te manere. si recte emisti *solutione pretii*
 facta numerans quod penes te fuit Data III kal.
 Oct. Verona.

Emp.
 incert.

291. Firmam esse rerum paternarum do-
 nationem in te conlatam, licet in potestate *constituto tibi pater*
donaverit. modo in diem novissimum vitae voluntas
duraverit, non ignorabit. praeses provinciae *cujus erit*
de hac re judicem dare. Is tum verorum quae praetulisti. . . .
ratione habita curabit, ne quid fiat contra voluntatem
 defuncti et ita inter vos. arbitrum divisioni dabit. Qui
 in familiae *erciscun dae judicio*. id spectare debet,
 ut tibi istae res et praeterea portio ex legibus ab in-
 testato debita *adjudicentur* Proposita V kal. Jun. Tre-
 veris. III cons.

Diocl.
 et Max.
 et Caess.
 (a. 295).

292. Donatio quidem a patre in filium fami-
 lias collata ipso jure nulla est. sed benigne subvenitur
filio, si in eadem voluntate pater perseverans decessit; valet enim
novissima voluntas, quam in extremum diem pater retinuit.
modo legitima omnibus portio quae ab intestato debetur inli-
bata servetur. Juxta quae adi correctorem virum clarissimum
 amicum nostrum et ea, quae in precem contulisti, adlega, qui
 in examinationibus eam sententiam promet, quam juris atque
 aequitatis ratio dictaverit. Proposita Mediolano XII kal. Jan.
 Tusco et Anullino cons.

Les
 mêmes
 (a. 293).

293. Idem Aur. Luciano. (1) In donatione rei tributariae
 circa exceptam et non exceptam personam legis Cinciae nulla
 differentia est, cum et vacuae possessionis inductione cele-
 brata in utriusque persona perficiatur et, si hanc secutam

post hujusmodi placitum non constet, manifeste nec coepta videatur. Quapropter in his quidem, quae solo tributario consistunt, a majore V et XX annis in vacuum inductos vos possessionem ostendi convenit. Rerum autem mobilium sive moventium, si excepti non fuistis, quae mancipi sunt usu capta vel mancipata, post vel antea majore tempore a vobis anni possessa, avocari non possunt; nec mancipi vero traditione facta propter ejusdem interdicti potestatem similis possessionis probatio necessaria est. Nam si exceptus fuisti privignus tum constitutus, sola traditio sufficit. (2)¹. Quod autem res tibi ab herede donatricis distractas esse proponis, duplicari tibi titulum possessionis non potuisse constat, sed ex perfecta donatione dominum factum frustra emisse, cum rei propriae emptio non possit consistere ac tum demum tibi profuerit, si ex donatione te non fuisse dominum monstretur. Sane quoniam omnia bona vobis ab ea donata et tradita dicitis, ad hoc a filio facta venditio rerum maternas adferre perfecta etiam donatione poterit defensionem, ne exemplo inofficiosi testamenti possit haec avocare. Quibus omnibus praeses provinciae suam notionem praebebit. Proposita III kal. Jun. Diocletiano et Maximiano V et III cons.

Diocl.
et. Max.
(a. 293).

294. Papinianus libro XII responsorum. Quod pater filiae, quam habuit ac retinuit in potestate, donavit, cum eam donationem testamento non confirmasset, filiae non esse respondi; nam et peculia non praelegata communia fratrum esse constabat. Diversa ratio est contra legem Cinciam factae donationis. Tunc enim exceptionem voluntatis perseverantia doli replicatione perimit; cum pater filiis, quos habuit ac retinuit in potestate, donat, nihil prodest non mutari voluntatem, quoniam quod praecessit totum inritum est. Unde cum filius in divisione bonorum penes fratrem quod pater donaverat errore lapsus reliquit, portionem ejus non esse captam usque Servio Sulpicio placuit quod neque frater ipse donaverat neque pater donare poterat. Cur ergo quod vir uxori dedit, morte soluto matrimonio, si voluntas perseverarit, fini decimarum auferri non oportere, maximi principes nostri suaserunt et ita senatus censuit? Sed nimirum liberi, qui repulsam donationis auctoritate juris tulerunt, aliis rationibus ad bona patris perveniunt, ac plerique plus habere quam fratres juris ejusmodi contendunt.

Pap.
Lib. XII
resp.

Schol. ad 294 init. : B'. Nihil prodesse filio familias donatum, si testamento non confirmetur donatio, quamvis pater non mutaverit voluntatem. Et sequens et tertia. « Infra 7 pagina X ad nota. . similis huic incipit ? ad notam VI »¹.

1. = C., 4, 38, 4. — 2. Ecrit d'une main différente.

Sev. et Caracalla (a. 210). 295. Impp. Severus et Antoninus Augg. Atilio Natuzli militi. Si frater tuus in potestate patris in diem mortis perseveravit, donationes, quas a patre in eum conlatas esse adfirmas, nullius esse momenti dubitare non debes. De patris igitur bonis dividundis cum fratre tuo apud eum, de quo meres¹, consiste. Proposita XIII kal. Sept. Fausti[nia]no et Rufino cons.

Schol. : B'. Quaere supra.

Pap., L. II resp. 296. Papinianus libro XII responsorum. Donationem, quam pater in filium, quem in familia retinuit, frustra contulit, arbiter hereditatis dividundae non sequitur ; et ideo, si frater coheres apud fratrem suum possessionem errore juris lapsus reliquerit, usu capio partis non erit.

Schol. : B'. Quaere supra.

Diocl. (a. 285). 297. [Divi] Diocletianus [et Constantius] Clodiae Juliae Plotemaidi. Cum matrem tuam donationis instrumenta in nepotem suam fecisse nec ea tradidisse dicas, in dubium non venit liberalitatem, quae non adsignatis instrumentis minime coepta est, invalidam esse. Igitur ut quaestio, quae inter vos orta est, cognita causa comprimatur, a viva matre tua neque instrumenta neque possessionem traditam esse ostende. Proposita III non. Nov. Suneata Diocletiano Augusto II et Aristobulo cons.

Schol. ad 297 init. : B'. Donationem non adsignatis instrumentis non valere.

Paul, L. LXXI ad ed. 298. Paulus libro LXXI ad edictum, ad Cinciam. Personae igitur cognatorum excipiuntur his verbis : 'Sive quis cognatus cognata inter se, dum sobrinus sobrinave propiusve eo sit, sive quis in alterius potestate manu mancipiove erit, qui eos hac cognatione attinget quorumve is in potestate manu mancipiove erit, eis omnibus inter se donare capere liceto'.

299. Item. Quinque igitur gradus pleni excepti sunt et ex sexto una persona, sobrinus et sobrina.

300. Item. Excipiuntur et ii, qui in potestate eorum vel manu mancipiove, item quorum in potestate manu mancipiove erunt.

301. Item. Itaque si is qui in eo gradu est in potestate habeat eum, qui mihi longiore gradu sit, dare ei potero. Sic et lex Furia scripta est, eo amplius, quod illa lex sex gradus et unam personam ex septimo gradu exceptit, sobrino natum.

302. Item. Excipiuntur et adfinium personae, ut privignus privigna; noverca vitricus, socer socrus, gener nurus, vir et uxor, sponsus sponsa.

303. Item. Sed in hac adfines qui sunt tempore donatio-

1. Peut-être : 'de quo pendet res', pense M. Mommsen.

nis excipiuntur, idemque etiam divus Pius rescripsit; leges enim, quae voluissent etiam eos excipere qui fuissent, nominatim id cavisse.

Paul,
L. LXXI
ad ed.

304. Item. Excipit tutorem, qui tutelam gerit, si dare volet, quia tutores quasi parentes proprii pupillorum sunt. [Nam permisit eis *in infinitum* donare.] Contra ut possit pupillus donare, non exceptit.

305. Item. Item excipit 'si quis mulieri virginive cognatus dotem conferre volet'; igitur quocumque gradu cognatus dotis nomine donare potest.

306. Item. Quaesitum, an et cognata cognatae ultra exceptum *gradum* donare possit? Labeo scribit non posse; sed ratio aequitatis *aeque* in feminis est.

307. Item. Item excipit 'si quis a servis quique pro servis servitute servierunt accipit *isve duit*'. His verbis 'si quis a servis' *servis* liberti continentur, ut patronis dare possint. Sequentibus vero excipitur, ut is qui bona fide serviit, si postea liber pronuntiatus sit, possit dare ei cui serviit. Sabinus utraque scriptura *libertos putat* contineri et *bis idem dictum*.

308. Item. Sed tantum patronum a liberto excipit. Quidam putant etiam liberos patroni exceptos, quoniam libertus continetur servi appellatione et sicut in XII tabulis patroni appellatione etiam liberi patroni continentur, ita et in hac lege.

309. Item. Contra autem liberti a patronis excepti sunt? Et hoc jure utimur, ne excepti videantur, ut et dare et capere lex iis permittat.

310. Paulus libro XXIII ad edictum de brevibus. Perficitur donatio in exceptis personis sola mancipatione vel promissione, quoniam neque Cinciae legis exceptio obstat neque in factum 'si non donationis causa mancipavi vel promisi me daturum'; idque et divus Pius rescripsit.

Paul,
L. XXIII
ad ed.
de brev.

311. Item. Sed in persona non excepti sola mancipatio vel promissio non perficit donationem. In rebus mobilibus etiamsi traditae sint, exigitur, ut et interdicto *UTRUBI* superior sit is cui donata est, sive mancipi mancipata sit sive nec mancipi tradita.

312. Divi Diocletianus et Constantius Aurelio Onesimo. Successoribus donatoris perfectam donationem revocare non permittitur, cum imperfectam perseverans voluntas per doli mali replicationem confirmet. Unde aditus praeses provinciae, si de possessione te pulsum animadvertit nec annus excessit, ex interdicto *UNDE VI* restitui te cum sua causa providebit, vel

Diocl.
Max.
Const.
et Gal.
(a. 293).

si hoc tempus finitum est, ad formulam promissam, quasi nullas vires donationem habuisse dicatur, quaestione facti examinata, *judicem* praeses provinciae sententiam ferre curabit. Proposita VIII kal. Mart. Diocletiano V et Maximiano III cons.

Schol. ad 312, princ. : B'. Nec imperi feciam donationem a successoribus posse revocari.

Diocl.
Max.
Const.
et Gal.
(a. 296).

313. Idem Laelio Sempronio Laeporio. Donatio praedii quod mancipi est inter non exceptas personas traditione atque mancipatione perficitur, ejus vero quod nec mancipi est traditione sola. Si igitur patrona tua in rebus humanis agens supra dicto jure ex causa donationis, retento sibi usu fructu, ad te eundem fundum transtulit, intellegis jus tuum satis esse munitum, si tamen cum moreretur patrona, quam praedium donasse commemoras, possessionem rei donatae non revocavit. Juxta quae aditus is cujus de ea re notio est auctoritatem suam interponet. Data pridie kal. Apr. Aquileiae Diocletiano Aug. VI et Constantio II cons.

Schol. ad 313, princ. : B'. Donatio praedii mancipi ab eo quod nec mancipi est in quo discrepet.

Schol. ad 313, fin. : B'. Donationem praedii patronae in libertum ita firmam esse, si possessionem ejus cum moreretur non revocavit.

Les
mêmes
(a. 294).

314. Idem Aurelio Apollonidae. In filium a patre donationum conscriptis instrumentis eum in vacuum inductum possessionem horum lectio manifestat. Ceterum sine dubia facti quaestione divus Titus Antoninus parens noster nec necessarias angustias, ratione ejus consortii quod nascendi tempore liberis et parentibus datur, cogitans, non admitti scrupulosam inquisitionem statuit ; nec idcirco patris indignatione posse donationem justam umquam rescindi summa cum ratione placuit. Proposita V id. Nov. Melantia Caess. cons.

Schol. ad 314, med. : B'. Traditionem inter parentes et filios non requiri nec patris indignatione justam donationem debere rescindi.

Les
mêmes
(a. 294).

315¹. Idem Ulpiae Rufinae. Cum ex causa donationis uterque dominium rei tributariae vindicetis, eum, cui priori possessio vel soli tradita est, haberi *potiorem* convenit. Data XII kal. Mart. Dorocortoro, Tiberiano et Dione cons.

Schol. ad 315. : B'. Si in causa donationis duo sibi dominium rei tributariae vindicent, potiorem esse cui possessio tradita est.

Les
mêmes.

316. Idem Aureliae Homonoeae. Si non est in vacuum possessionem ex causa donationis inductus is contra quem supplicas, nulla ratione tributarii praedii dominus constitutus extraneus vindicationem habere potest.

1. Cf. C., 3, 32, 15.

Schol. ad 316, pr. : B'. Eum cui non sit tradita possessio, rem ex donatione sibi vindicare non posse.

La suite manque.

DE COGNITORIBUS ET PROCURATORIBUS.

317¹. . . *Apud acta facto procuratori haec satisfactio remitti solet ; nam cum apud acta non nisi a praesente domino constituatur, cognitoris loco intellegendus est. Ad defendendum cognitore constituto dominus, non cognitor actori satisfacere cogendus est ; cum vero procurator defensurus intervenit, non dominus, sed procurator iudicatum solvi satisfacere compellitur. Quae satisfactio adeo necessaria est, ut eam remitti non posse, etiamsi apud acta procurator constituatur, divus Severus constituerit. Cognitore enim interveniente iudicati actio domino vel in dominum datur ; non alias enim cognitor experietur vel ei actioni subicietur, quam si in rem suam cognitor factus sit. Interveniens vero procuratore iudicati actio ex edicto perpetuo ipsi et in ipsum, non domino vel in dominum competit.*

318. Ulpianus libro VIII ad edictum. Non tamen sic putat certis verbis cognitorem dari debere, ut, si quid fuisset adjectum vel detractum, non valeat datio ut in legis actionibus.

Ulp.,
L. VIII
ad ed.

319. P(aulus). Etiam Graecis verbis cognitorem dari posse inter omnes constat.

Paul.,
L. VIII
ad ed.?

320². . . Secuntur haec verba : 'Et qui eam, quam in potestate habet, genero mortuo, cum eum mortuum esse tum sciret, in matrimonium collocaverit eamve sciens uxorem duxerit, et qui eum, quem in potestate haberet, earum quam uxorem ducere passus fuerit, quaeve virum parentem liberosve suos uti moris est non eluxerit, quaeve, cum in parentis sui potestate non esset, viro mortuo, cum eum mortuum esse sciret, intra id tempus, quo elugere virum moris est, nupserit.

Ulp.,
L. VIII
ad ed.

321³. 'Parentem' inquit. Hic omnes parentes accipe utriusque sexus, nam lugendi eos mulieribus moris est. Quamquam Papinianus libro II quaestionum etiam a liberis virilis sexus lugendos esse dicat ; quod nescio ubi legerit. Sed quatenus extendatur parentum appellatio, non est definitum apud quemquam ; itaque erunt lugendi etiam ex feminino sexu parentes. Liberos similiter accipere debemus et nepotes et deinceps ulteriores exemplo parentum. Lugendi autem sunt parentes anno, liberi majores X annorum aequo anno. Quem annum

1. Attribué par Huschke à Paul, l. LXXIV ad ed. ; dubitativement par Lenel, Pal., 2, p. 4233. n. 1, à Ulpian, l. XIV ad ed. — 2. Cf. D., 2, 2, 1, pr. — 3. Cf. D., 3, 2, 25, pr.

decem mensuum esse Pomponius ait ; nec leve argumentum est annum X mensuum esse, cum minores liberi tot mensibus elugeantur, quot annorum decesserint usque ad trimatum : minor trimo non lugetur, sed sublugetur ; minor anniculo neque lugetur neque sublugetur.

Ulp.,
L. VIII
ad ed. ?

322..... VIII¹. Verba autem edicti haec sunt : 'Alieno inquit, nomine, item per alios agendi potestatem non faciam in his causis, in quibus ne dent cognitorem neve dentur, edictum comprehendit'.

323. Quod ait 'alieno nomine, item per alios' breviter repetit duo edicta cognitatoria, unum, quod pertinet ad eos qui dantur *cognitores*, *alterum ad eos qui dant* ; ut qui prohibentur vel dare vel dari cognitores, idem et procuratores dare darive arceantur.

Ulp.,
L. VIII
ad ed. ?

324. Ob turpitudinem et famositatem prohibentur quidam cognituram suscipere, adsertionem non nisi suspecti praetori.

Diocl.
Max.
Const.
et Gal.
(a. 293
ou plu-
tôt 294).

325. Divi Diocletianus et Constantius Aureliae Pantheae. Actor rei forum sequi debet et mulier quidem facere procuratorem sine tutoris auctoritate non prohibetur. Si quam itaque habes actionem, experiri magis jure quam adversus ea quae pro tuo *statu* statuta sunt quaecumque postulare debes. Proposita V id. Nov. Heracleae Augg. V et VIII cons.

Les
mêmes
(a. 294).

326². *Idem* Aureliae Agemachae. Actor rei forum, sive in rem sive in personam sit actio, sequitur. Unde perspicis non ejusdem provinciae praesidem adeundum, de quibus *agitur res ubi sitae* sunt, sed in qua is qui possidet sedes ac domicilium habet. In rem actio privati iudicii quaestionem continet. Dominae praesentia³ si procurator agat vel defendat, satisfactio non recte postulatur. Nam procuratorem tam puellam tutore auctore quam adultam posse facere nulli dubium est. Proposita Sersum XVIII kal. Feb. cons. supra scriptis.

....
L. XV
resp.

327. . . . libro XV responsorum. Mulierem quoque et sine tutoris auctoritate procuratorem facere posse.

Pap.,
L. II
resp.

328⁴. *Papinianus* libro II responsorum. Procurator absentis, qui pro evictione praediorum quae vendidit fidem suam adstrinxit, etsi negotia gerere desierit, obligationis tamen onere praetoris auxilio non relevabitur.

329. Sub condicione cognitior non recte datur, non magis quam mancipatur aut acceptum vel expensum fertur ; nec ad rem pertinet, an ea condicio sit inserta, quae non expressa tacite inesse videatur.

1. Lenel, *Pal.*, 2, p. 451, n. 3 ; 'Ulp. ad ed. lib. VIII' ; Muschke : 'Paulus ad ed. lib. VII'. — 2. Cf. C., 3, 6, 2. — 3. Peut-être 'praesentis'. — 4. D., 3, 3, 67.

330. *Idem* libro II *responsorum*. Papinianus respondit, si procurator absentis aliquam actionem absentis nomine inferre velit, cogendum eum adversus omnes absentem defendere.

Pap.,
L. II
resp.

331. *Idem* libro II *responsorum*. Quoniam praesentis procuratorem pro cognitore placuit haberi, domino causa cognita dabitur et in eum iudicati actio.

332^a. Procurator absentis, qui pro domino vinculum obligationis susceperit, onus ejus frustra recusat; et ideo nec iudicati actio post condemnatum procuratorem in dominum datur aut procuratori qui vicit denegatur.

333. ... libro XV *responsorum*. Absentis procuratorem satisficere debere de rato habendo recte responsum est. Multis enim casibus ignorantibus nobis mandatum solvi potest vel morte vel revocato mandato. Cum autem certum est mandatum perseverare, id est cum praesens est dominus, satisfactionis necessitas cessat.

....
L. XV.
resp.

Manquent 4 ou 8 pages.

334. . . dotis nomine effici.
vel sponsorum revers.
facientem prohibeat *vel furtum mihi facientem*
deprehendat non furt.
acquirit actionem, non mirum
cant.

334^a. Julianus et si *mancipaverim tibi hominem ut eum manumittas, postea procurator denuntiet ne manumittas, respondit, nisi pareas denuntiationi, competere mihi fiducia actionem.*²

334^{bs}. *Aliquoties per procuratorem jus retinemus, velut si m. vel si sponsorem conveniat intra biennium, vel si prohibeat opus novum fieri, quo casu interdictum nobis utile est QUOD VI AUT CLAM; nam et hic pristinum jus procurator nobis conservat et acquirit actionem simul.* . . .

Ulp.,
ad ed. 7

335^a. *Actor municipum etsi ex edicto et cavere de rato et defendere cogitur, interdum neutrum praestare necesse habet neque ex iudicato iudicium accipere cogitur, quod iudicium in ipsos municipes datur . . . sicut in cognitore iisdem casibus, quibus et cognitor. nec recte ei solvitur, sicut nec cognitori sane si defendere volet municipes, adversus omnes defendat necesse est. Nec recte eos defendere intellegitur nisi.*

1. Cf. D., 3, 3, 67. — Mommsen, d'après Lenel, *Zsavst.*, 8, 1887, p. 205 et *Pal.*, 2, p. 4233, n. 2, arg. D., 17, 1, 30. — 3. Cf. D., 3, 3, 72. — 4. Cf. D., 3, 3, 33, 3, 4, 6, 3, 42, 1, 4, 2.

satis dederit. Ceterum. ad-juvare debet, sicut

Paul.
L. I
sent.

336. *Paulus libro I sententiarum*¹. *Cum quo agitur suo nomine, si in rem actio est, pro praede litis et vindiciarum adversario satis dare cogitur aut judicatum solvi: contra judicatum solvi, si in personam sit actio, dumtaxat ex certis causis. Cum quo agitur alieno nomine in rem, pro praede litis et vindiciarum cavebit aut judicatum solvi, in personam judicatum solvi.*² *Actoris procurator non solum absentem defendere, sed et rem ratam dominum habiturum satisfacere cogitur.*

337³. *Procurator antequam accipere iudicium*

Diocl.
Max.
Const.
et Gal.

338. *Divi Diocletianus et Constantius. A procuratoribus citra mandatum domini gesta nullius momenti sunt. ideoque quae invito domino a procuratoribus distracta comparasti, nullo jure retines.. Ex superfluo autem ea, quae procuratores ita... gesserunt nos infirmare desideras; nam principum rescripto.. qui non inclusus intra certi temporis terminos perpetua actione utitur, nequaquam indiget... Mart. Nicomediae*

Ulp.,
L. VI
ad ed.?

339. *Cognitore vel procuratore ob eam rem damnato quae periculum ignominiae continet, neque dominus neque cognitor vel procurator notabitur, quia neque dominus condemnatus est neque qui condemnatus est suo nomine egit. Sed et si cognitor in rem suam datus est, idem dicemus, quamquam cognitore vel procuratore in rem suam dato lis in ipsum aestimatur neque in dominum a procuratore vel cognitore transfertur iudicium.*

340⁴. *famae periculum inrogat cognitorem dirigere.*

340^a. *Actio popularis cognitorem procuratoremve ejus qui agit non nisi post litem contestatam admittit.*

Ulp.,
L. IX
ad ed.?

340^b. *Quisemel cognitor factus est, iudicium accipere cogitur maxime Quodsi postquam iudicium coepit capitales inimicitias intercessisse probabitur. permittitur excusatio cognitori*⁵ *Item ait si suspectus tutor postuletur, defensorum ejus oportere etiam de rato cavere, ne reversus ille velit retractare quod actum est. Sed non facile per procuratorem quis*

1. Cf. Gaius, 4, 89 et ss. (Paul, Sent., 1, 3, 4, 5). — 2. = Consult., 3, 7. — 3. Paul, Sent., 1, 3, 6. — 4. Fragments qui, d'après la disposition du ms., appartiennent tous au même auteur et parmi lesquels Huschke attribue 340. 340 a. 340 b. à Paul, Sent., 1, 2; mais la fin de 340 b appartient, d'après le D., à Ulp., L. IX ad ed. — 5. D., 3, 3, 9, 7.

suspectus accusabitur, quoniam famosa causa est, nisi constet ei a tutore mandatum nominatim.

Ulp.,
L. IX
ad ed. ?

341. *Hoc edictum de pluribus speciebus loquitur. cavetur quod edicto praetor prospiciendum curavit... ut praestaret domino facultatem vel a cognitore in alium cognitorem vel a cognitore in se iudicium transferendi lis cognitoris sit effecta t possit transferre, non verba edicti talia sunt: 'Ei qui cognitorem dedit causa cognita permittam iudicium transferre'. His verbis non solum. care autem cognitorem.*

La suite manque.

19. MOSAICARUM ET ROMANARUM LEGUM COLLATIO.

Recueil comparatif de droit mosaïque et de droit romain composé vers la fin du IV^e siècle ou le début du V^e, par un auteur et dans un but incertains, dont un long fragment nous a été transmis par trois mss. indépendants venant d'un archétype commun. Ce fragment, que l'un des mss. et un témoignage digne de foi signalent comme appartenant au premier livre de l'ouvrage, est divisé en titres dans lesquels les textes attribués à Moïse sont cités en premier lieu, d'après une traduction latine antérieure à la Vulgate, très voisine de celle conservée dans les mss. de Lyon et de Wurzburg, et sont suivis de textes de droit romain correspondants empruntés aux œuvres de Gaius, de Papinien, de Paul, d'Ulpien et de Modestin, aux codes Grégorien et Hermogénien et à une constitution de l'an 390. Dans les trois mss., le titre est : *Lex dei quam praecepit dominus (ou Deus) ad Moysen* ; mais on emploie habituellement, depuis le XVI^e siècle, le titre, plus conforme au contenu du recueil, de *Mosaicarum et Romanarum legum collatio*. L'auteur, qui paraît avoir été chrétien plutôt que juif et qui ne semble pas être un jurisconsulte (*Coll. 7, 1 : Scitote, jurisconsulti*), ne nous est pas connu plus nettement, quoique un bruit répandu au XVI^e siècle ait attribué la *Collatio* à un certain *Licinius Rufinus* dans lequel Huschke a voulu reconnaître Rufinus d'Aquilée mort en 397, et que Rudorff ait cru de notre temps découvrir un témoignage qui en assignerait la rédaction à St Ambroise, évêque de Milan. Bien que de nombreuses conjectures aient été proposées à ce sujet (v. notamment l'énumération de Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 968-969), on ignore le but précis dans lequel il s'est attaché à relever les ressemblances existant d'après lui, notamment en matière pénale, entre le droit romain et l'ancienne législation hébraïque. Ce but devait sans doute être expliqué au début de l'ouvrage dont nous n'avons ni le commencement ni la fin. La partie conservée, où des discordances de numérotage établissent qu'il manque un premier titre et qui s'interrompt peut-être avant la fin du livre I, traite d'abord du droit pénal qui est exposé suivant l'ordre du décalogue ; puis elle passe au droit privé, pour lequel il ne subsiste qu'un titre consacré aux hérités. L'auteur qui reproduit les textes de droit romain sans remaniements ni coupures et qui note seulement une fois (15, 2, 4) qu'il a fait quelques suppressions dans une constitution étendue. — qui manque d'ailleurs dans les mss., — prend rarement la parole et se borne en général à rapporter les sources. Quant à la date du recueil, elle ne peut être antérieure à l'an 390, dont il rapporte, 5, 3, une constitution, ni postérieure à l'an 428, où la même constitution reçut dans le code Théodosien une nouvelle rédaction que l'auteur ne connaît pas. La façon dont le texte est cité donne même à croire qu'elle est postérieure à l'an 394. Cf. sur tous ces points, Karlowa, *R. R. G.*, 1, 966-969 ; Huschke, *J. a.* pp. 645-647 ; Krueger, *Sources* pp. 404-408, et surtout Mommsen, *Collectio*, 3, pp. 109-135.

La *Collatio*, dont Hincmar de Reims paraît avoir connu au IX^e siècle, un ms. différent de ceux qui nous sont parvenus et dont un texte est en outre cité au XI^e siècle par l'auteur d'une collection canonique qui l'attribue à Justinien, — probablement d'après un ms. où, comme dans ceux que nous possédons, elle était placée à la suite

d'une copie de l'*Epitome* de Julien, — a été imprimée pour la première fois en 1573 par Pierre Pithou d'après un ms. tombé entre ses mains vers 1570 et venant de l'Abbaye de St-Denys. Nous en possédons aujourd'hui trois mss. issus d'une source commune : le premier et le meilleur est le ms. publié par Pithou, qui est du IX^e siècle ; après avoir été longtemps perdu, il a été retrouvé en 1838 et est actuellement à Berlin ; les deux autres, qui sont du XI^e siècle, ont été découverts de nos jours à Verceil et à Vienne. Mais il n'existait jusqu'à présent aucune édition savante basée sur l'examen systématique des trois mss. Celle qui a été donnée par M. Blume, d'abord à part en 1833, puis dans le tome I du *Corpus juris antejustiniani* de Bonn, en 1841, a été composée à l'aide des deux derniers mss., avant qu'on eût retrouvé celui de Pithou, qui n'avait depuis été mis à profit que pour des corrections isolées, notamment dans l'édition de Huschke, *J. a.*, suivie par Pellat et Giraud. Une édition nouvelle et très supérieure, accompagnée d'une introduction magistrale et d'un appareil critique complet, a été donnée dans le 3^e vol. de la *Collectio* pp. 107-198, par M. Mommsen, qui voulut bien, en 1890, nous communiquer encore pour cet ouvrage les précieuses épreuves de son travail.

[LEX DEI QUAM PRAECEPTUM DOMINUS AD MOYSEN].

LIBER PRIMUS

[TITULUS I.] DE SICARIIS [ET HOMICIDIS CASU VEL VOLUNTATE].

I, 1. MOYSES dei sacerdos haec dicit :

Si quis percusserit hominem ferro et occiderit eum, mortem moriatur. 2. Si autem manu lapide, quo mori possit, percusserit et mortuus fuerit, homicida est : mortem moriatur. 3. Si autem per inimicitiam inpulerit eum vel inmiseric super eum aliquod vas ex insidiis et mortuus fuerit, 4. vel per iram percusserit eum manu et mortuus fuerit, mortem moriatur.

II, 1. PAULUS quoque libro quinto sententiarum sub titulo ad legem Corneliam de sicariis et veneficis dicit :

1. Lex Cornelia poenam deportationis infligit ei, qui hominem occiderit ejusque rei causa furtive faciendi cum telo fuerit, et qui venenum hominis necandi causa habuerit vendiderit paraverit, falsumve testimonium dixerit quo quis periret, mortis causam praestiterit. 2. Quae omnia facinora in honestiores poena capitis vindicari placuit : humiliores vero aut in crucem tolluntur aut bestiis subjiciuntur.

III, 1. ULPIANUS libro VII de officio proconsulis sub titulo de sicariis et veneficis :

1. Répété plus bas, 8, 4 = Paul, *Sent.*, 5, 23, 1.

Capite primo legis Corneliae de sicariis cavetur, ut is praetor judexve quaestionis, cui sorte obvenerit quaestio de sicariis ejus quod in urbe Roma propiusve mille passus factum sit, uti quaerat cum iudicibus, qui ei ex lege sorte obvenerint de capite ejus, qui cum telo ambulaverit hominis necandi furtive faciendi causa, hominemve occiderit, cujusve id dolo malo factum erit. Et reliqua.

2. Relatis verbis legis modo ipse loquitur Ulpianus: Haec lex non omnem, qui cum telo ambulaverit, punit, sed eum tantum, qui hominis necandi furtive faciendi causa telum gerit, coercet. Compescit item eum, qui hominem occidit, nec adjecit cujus condicionis hominem, ut et ad servum et peregrinum pertinere haec lex videatur.

IV, 1. Item PAULUS libro qui supra, et titulo dicit¹:

Homicida est, qui aliquo genere teli hominem occidit mortisve causam praestitit.

DE CASUALIBUS HOMICIDIS.

V, 1. MOYSES legaliter dicit :

Si autem subito, non per inimicitias in miserit super eum aliquod vas non insidians, 2. vel lapidem, quo moriatur, non per dolum, et ceciderit super eum et mortuus fuerit, si autem non inimicus ejus fuerit neque quaesierit malefacere ei, 3. iudicabitur inter eum, qui percussit, et proximum mortui secundum iudicia haec, 4. et liberabitis percussorem.

VI, 1. ULPIANUS libro et titulo, qui supra relati :

Distinctionem casus et voluntatis in homicidio servari rescripto Hadriani² confirmatur. 2. Verba rescripti: 'Et qui hominem occidit absolvi solet, sed si non occidendi animo id admisit: et qui non occidit, sed voluit occidere, pro homicida damnatur. 3. E re itaque constituendum est: ecquo ferro percussit Epafroditus? Nam si gladium instrinxit aut telo percussit, quid dubium est, quin occidendi animo percusserit? Si clave percussit aut cucuma, aut, cum forte rixaretur, ferro percussit, sed non occidendi mente. 4. Ergo hoc exquirite et si voluntas occidendi fuit, ut homicidam servum supplicio summo jure jubete affici³.

VII, 1. PAULUS libro et titulo qui supra³:

Qui hominem occidit, aliquando absolvitur et qui non occidit, ut homicida damnatur: consilium enim uniuscujusque.

1. 5, 23, 2. — 2. Cf. Marcien. L. 14 Inst., D., 48, 8, 1, 3. — 3. 5, 23, 3.

non factum puniendum est. Ideoque si cum vellet occidere, casu aliquo perpetrare non potuit, ut homicida punitur: et is, qui casu *jactu* teli hominem imprudenter ferierit, absolvitur. 2. ⁴Quod si in rixa percussus homo perierit, quoniam ictus quoque ipsos contra unumquemque contemplari oportet, ideo humiliores in ludum aut in metallum damnantur, honestiores dimidia parte bonorum multati relegantur.

VIII, 1. Item GREGORIANUS libro III *sub titulo* ad legem Corneliam de sicariis et veneficis talem constitutionem ponit:

²Imperator Antoninus A. Aurelio Herculano et aliis militibus. Frater vester rectius fecerit, si se praesidi provinciae optulerit: cui si probaverit non occidendi animo Justam a se percussam esse, remissa homicidii poena secundum disciplinam militarem sententiam proferet. Proposita prid. kal. Febr. Laeto bis cons. (a. 215).

IX, 1. Item GREGORIANUS eodem titulo et libro talem constitutionem ponit:

Imp. Alexander A. Aurelio Flavio et aliis militibus. Si modo pro quo libellum dedistis, non dolo praestitit mortem, minime perhorrescat: ³crimen quippe ita contrahitur, si et voluntas occidendi intercedat. Ceterum ea, quae ex improvise casu potius, quam fraude accidunt, fato plerumque, non noxae imputantur. Prop. XIII kal. Aug. Alexandro cons. (a. 222).

X, 1. Item GREGORIANUS eodem libro et titulo tale rescriptum dedit:

⁴*Exemplum s(acrarum) l(itterarum) dd. nn.* Have Agathok(arissime) n(obis). Qualitas precum Juli Antonini clementiam nostram facile commovit: quippe quod adseveret homicidium se non voluntate, sed casu fortuito fecisse, cum calcis ictu mortis occasio praebita videatur. Quod si ita est neque super hoc ambigi poterit, omni eum metu ac suspicione, quod ex admis-sae rei discrimine sustinet, secundum id quod adnotatione nostra comprehensum est, volumus liberari. Dat. prid. k. Decemb. Diocletiano Aug. III et Maximiano cons. (a. 290).

XI, 1. ULPIANUS libro et titulo qui supra:

⁵Cum quidam per lasciviam causam mortis praebuisset, comprobatum est factum Taurini Egnati proconsulis Baeticae a divo Hadriano, quod eum in quinquennium relegasset. 2. Verba consultationis et rescripti ita se habent: 'Inter Claudium, optime imperator, et Evaristum cognovi, quod Claudius Lupi filius in convivio, dum sago jactatur, culpa Mari Evaristi ita

1. Cf. D., 48, 8, 17. — 2. = C., 9, 16, 1. — 3. = C., 9, 16, 1. — 4. Cf. C., 9, 16, 4. — 5. = D., 48, 8, 4, 1.

male acceptus fuerit, ut post diem quintum moreretur. Atque adparebat nullam inimicitiam cum Evaristo ei fuisse. *Tamen* cupiditatis culpa coercendum credidi, ut ceteri ejusdem aetatis juvenes emendarentur. Ideoque Mario Evaristo urbe Italia provincia Baetica in quinquennium interdixi et decrevi, ut impendi causa duo milia patri ejus¹ persolveret Evaristus, quod manifesta ejus fuerat paupertas². 3. V(erba) r(escripti)³: 'Poenam Mari Evaristi recte, Taurine, moderatus es ad modum culpae. refert enim et in majoribus delictis, consulto aliquid admittatur an casu'. 4. Et sane in omnibus criminibus distinctio haec poenam aut justam provocare debet aut temperamentum admittere³.

XII, 1. **MODESTINUS** libro differentiarum sexto sub titulo de scientibus et ignorantibus generaliter loquitur :

Nonnumquam per ignorantiam delinquentibus juris civilis venia tribui solet, si modo rem facti quis, non juris ignoret : quae scilicet consilio delinquentibus praestari non solet. Propter quod necessarium est addita distinctione considerare, utrum sciente an ignorante aliquo quid gestum proponatur. Et reliqua.

XIII, 1. **PAULUS** libro et titulo qui supra :

'Qui telum tutandae salutis causa gerit, non videtur hominis occidendi causa portare. 2^o. Teli autem appellatione non tantum ferrum continetur, sed omne, quod nocendi causa portatum est.

[TITULUS II., DE ATROCI INJURIA.]

I, 1. **MOYSES** dicit :

Si autem contenderint duo viri et percusserit alter alterum lapide aut pugno et non fuerit mortuus, decubuerit autem in lectulo, 2. et si surgens ambulaverit homo foris in baculo, sine crimine erit ille, qui eum percusserat praeter ac cessationis ejus mercedem dabit ei et medico impensas curationis.

II, 1. **ULPIANUS** libro singulari regularum sub titulo de injuriis :

Injuria, si quidem atrox, id est gravis, non est, sine judicis arbitrio aestimatur. Atroce[m] autem aestimare solere praetorem idque colligi ex facto, ut puta si verberatus vel vulneratus quis fuerit. Et reliqua.

III, 1. **PAPINIANUS** libro definitionum secundo sub titulo de judicatis :

1. Manque 'quem interfecit' ou quelque chose de pareil. — 2. Les mss. 'vel res verba rescripti' probablement en donnant deux interprétations, l'une vraie et l'autre fausse, de l'abréviation 'v. r.'. — 3 Cf. Ulp., *D.*, 48, 19, 5, 2. — 4. *Sent.*, 5, 23, 7 = *D.*, 48, 6, 11, 2. — 5. *Sent.*, 5, 23, 7.

Perhominem liberum noxae deditum si tantum adquisitionem sit, quantum damni dedit, manumittere cogendus est a praetore qui noxae deditum accepit: sed fiduciae iudicio non tenetur.

IV, 1. ULPIANUS libro XVIII ad edictum sub titulo si fatebitur injuria occisum esse, in simplum et cum diceret¹:

²Rupisse eum utique accipiemus, qui vulneraverit, vel virgis vel loris vel pugnis caedit, vel telo *quote* alio vis genere sciderit hominis corpus, vel tumorem fecerit, sed ita demum, si damnum datum est. Ceterum si in nullo servum praetio viliorum deterioreve fecerit, Aquilia cessat injuriarumque erit agendum³. Ergo et si pretio quidem non sit deterior factus servus, verum sumptus in salutem ejus et sanitatem facti sunt, in haec nec mihi videri damni Aquilia lege *agi* posse⁴.

V, 1. PAULUS libro singulari et titulo de injuriis:

⁵Generaliter dicitur injuria omne, quod non jure fit: specialiter alia est contumelia, quam Graeci ὄβριον appellant, alia culpa, quam Graeci ἀδικία dicunt, sicut in lege Aquilia damnum injuriae accipitur, alia iniquitas et injustitia, quam Graeci ἀδικία vocant. Nam cum praetor non jure adversum nos pronuntiat, injuriam nos accepisse dicimus: unde apparet non esse verum, quod Labeo putabat, apud praetorem injuriam ὄβριον dumtaxat significare. 2. Commune omnibus injuriis est, quod semper adversus bonos mores fit idque non fieri alicujus interest. 3. Hoc edictum ad eam injuriam pertinet, quae contumeliae causa fit. 4. Fit autem injuria vel in corpore, dum caedimur, vel verbis, dum conviciium patimur, vel cum dignitas laeditur, ut cum matronae vel praetextatae comites abducuntur. 5. Injuriarum actio aut legitima est aut honoraria. Legitima ex lege duodecim tabularum: 'Qui injuriam alteri facit, quinque et viginti sestertiorum poenam subito'. Quae lex generalis fuit: fuerunt et speciales, velut illa: 'Si os fregit libero, ccc, si servo, cl poenam subito sestertiorum'⁶.

VI, 1. Idem PAULUS eodem libro singulari, sub titulo quemadmodum injuriarum agatur:

'Qui autem injuriarum', inquit, 'agit, certum dicat, quid injuriae factum sit, et taxationem ponat non minorem⁷, quam

1. Rubrique reproduite 12, 2, où il y a: 'et cum doceret'. Huschke restitue: 'ut condiceret'. Lenel, *Zsavst.*, 8, 1887, pp. 195, 198: 'in simplum e capite primo judicium. Rubrica' en supposant une corruption d'un archétype portant: IN SIMPLUM EK IUD R; v., en sens contraire, Mommsen, p. 144. — 2. = *D.*, 9, 2, 27, 17. — 3. Le *D.* ajoute: 'dumtaxat: Aquilia enim eas ruptiones quae damna sunt persequitur'. — 4. *D.*: 'in haec mihi videri damnum datum: atque ideoque lege Aquilia agi posse'. — 5. Cf. *Inst.*, 4, 4, pr. — 6. Restitution actuelle de Mommsen; cf. p. 16, table 8, n° 3. — 7. Huschke: 'majorem'.

quanti vadimonium fuerit'. 2. Certum dicit, qui suo nomine demonstrat injuriam, neque ita, ut per disjunctionem hoc aut illud accidisse comprehendat, sed ut necesse habeat aut unam nomine suo rem designare aut plures ita conplecti, ut omnes eas accidisse cogatur probare. 3. Certum autem an incertum dicat, cognitio ipsius praetoris est. Demonstrat autem hoc loco praetor non vocem agentis, sed qualem formulam edat. 4. Certum non dicit, qui dicit pulsatum *se sive verberatum*. Sed et partem corporis demonstrat et quem in modum, pugno puta an fuste an lapide, sicut formula proposita est : QUOD AULO AGERII MALA PUGNO PERCUSSA EST. Illud non cogitur dicere, dextra an sinistra, nec qua manu percussa sit. 5. Item si dicat infamatum se esse, debet adjicere, quemadmodum infamatus sit. Sic enim et formula concepta est : QUOD NUMERIUS NEGIDIUS *FIAMMUM* INMISIT AULO AGERIO INFAMANDI CAUSA¹.

VII, 1. PAULUS libro sententiarum *quinto* sub titulo ad legem Corneliam de sicariis et veneficis² :

Causa mortis idonea non videtur, cum caesus homo post aliquot dies officium diurnae vitae retinens decessit nisi forte fuerit ad necem caesus aut letaliter vulneratus.

[TITULUS III.] DE JURE ET SÆVITIA DOMINORUM.

I, 1. MOYSES dicit :

Si quis percusserit servum aut ancillam virga et mortuus fuerit in manibus ejus, judicio vindicetur. 2. Quod si supervixerit die uno aut duobus, non vindicabitur, pretium enim ipsius est.

II, 1. PAULUS libro sententiarum *quinto* sub titulo ad legem Corneliam de sicariis et veneficis dicit :

³Servus si plagis defecerit, nisi id dolo fiat, dominus homicidii reus non potest postulari ; modum enim castigandi et in servorum coercionem placuit temperari⁴.

III, 1. ULPIANUS libro octavo de officio proconsulis sub titulo de dominorum sævitia :

⁵Si dominus in servum sævierit vel ad inpudicitiam turpemque violationem compellat, quae sint partes praesidis, ex rescripto divi Pii ad Aurelium Marcianum proconsulem Baeticae manifestatur. 2. Cujus rescripti verba haec sunt : 'Dominorum quidem potestatem in suos servos inlibatam esse oportet

¹ Lenel, *E. P.*, p. 323, n. 7, arg. Paul, *Sent.*, 5, 4, 13. Les mss. : 'illum inmisit'. Huschke : 'sibillum'. Mommsen : 'libellum misit'. — 2. 5, 23, 5. — 3. 5, 23, 6. — 4. Il doit manquer : 'sed tamen etsi eum dominus excessit, homicidium non commisit'. — 5. 3, 1-4 = D., 1, 6, 2.

tet, nec cuiquam hominum jus suum detrahi : sed dominorum interest, ne auxilium contra saevitiam vel famem vel intolerabilem injuriam denegetur his, qui juste deprecantur. 3. Ideoque cognosce de querellis eorum, qui ex familia Juli Sabini ad statuam confugerunt, et si vel durius habitos, quam aequum est, vel infami injuria adfectos cognoveris, venire jube, ita ut in potestatem Sabini non revertantur. Quod si meae constitutioni fraudem fecerit, sciet me admissum severius executurum. 4. Divus etiam Hadrianus Umbram quandam matronam in quinquennium relegavit, quod ex levissimis causis ancillas atrocissime tractaret. 5. Item Divus Pius ad libellum Alfi Juli rescripsit in haec verba: 'Servorum obsequium non solum imperio, sed et moderatione et sufficientibus praebitis et justis operibus contineri oportet. 6. Itaque et ipse curare debes juste ac temperate tuos tractare, ut ex facili requirere¹ eos possis, ne, si apparuerit vel inparem te inpendiis esse vel atrociori dominationem saevitia exercere, necesse habeat proconsul v. c., ne quid tumultuosius contra accidat, praevenire et ex mea jam auctoritate te ad alienandos eos compellere. Glabrigone et Homullo cons'. (a. 152).

IV, 1. GREGORIANUS libro XVIII sub titulo de accusationibus :

Imp. Diocletianus et Maximianus Augusti Aurelio Sacrato militi. Cum servum tuum vi aegritudinis graviter oppressum fati munus implere proponas, propter immoderatam castigationem calumniae accusationem emergere innocentiae ratio, cujus fiduciam geris, non permittit. Prop. non. Decemb. Diocletiano A. III et Aristobulo cons. (a. 285).

[TITULUS III.] DE ADULTERIS.

I, 1. MOYSES dixit :

Quicumque moechatus fuerit mulierem proximi sui, mortem moriatur qui moechatus fuerit et quae moechata fuerit. 2. Quod si aliqui seduxerit virginem non desponsatam et stupraverit eam, dotabit eam sibi in uxorem. 3. Quod si rennuerit pater ejus et noluerit eam dare illi uxorem, pecuniam inferet patri, in quantum est dos virginis.

II, 1. PAULUS libro singulari de adulteris sub titulo :

Brevem interpretationem *legis Juliae* de adulteris coercendis facturus per ipsa capita ire malui ordinemque legis servare. 2. Et quidem primum caput legis [*Juliae de adulteris*] priori-

1. Lachmann : 'reprimere'.

bus legibus pluribus obrogat. 3. Secundo vero capite permittit patri, si in filia sua, quam in potestate habet, aut in ea, quae eo auctore, cum in potestate esset, viro in manum convenit, adulterum domi suae generive sui deprehenderit, isve in eam rem socerum adhibuerit, ut is pater eum adulterum sine fraude occidat, ita ut filiam in continenti occidat. 4. In sui juris autem filia qui adulterum deprehensum occiderit et in continenti filiam, licito¹ jure hoc factum, Marcellus libro xxxi digestorum scribit. 5. Auctoritate quoque legis patrem posse interficere vel consularem virum vel patronum suum, si eum in filia adulterum deprehenderit, eodem libro Marcellus probat. 6. Sed si filiam non interfecerit, sed solum adulterum, homicidii reus est. 7. Et si intervallo filiam interfecerit, tantundem est, nisi persecutus illam interfecerit : continuatione enim animi videtur legis auctoritate fecisse.

III, 1. Idem PAULUS eodem singulari libro et titulo :

Certae autem enumerantur personae, quas viro liceat occidere in adulterio deprehensa uxore, quamvis uxorem non liceat. 2. Ergo secundum leges viro etiam filiofamilias permittitur [etiam] domi suae deprehensum adulterum interficere servum, et eum qui auctoramento rogatus est ad gladium, vel etiam illum qui operas suas, ut cum bestiis pugnaret, locavit. 3. Sed et iudicio publico damnatum licet interficere in adulterio deprehensum, vel libertinum vel suum vel paternum, et tam civem Romanum quam Latinum. 4. Sed et patris et matris et filii et filiae libertum permittitur occidere², quo loco et dediticius habetur. 5. Debet autem profiteri apud eum, cujus iurisdictio est eo loco, ubi occidit, et uxorem dimittere. Quod si non fecerit, in punie non interficit. 6. Sciendum est autem divum³ Marcum et Commodum rescripsisse eum qui adulterum inlicite interfecerit, leviori poena puniri. Sed et Magnus Antoninus pepercit, si qui adulteros inconsulto calore ducti interfecerunt. Et reliqua.

IV, 1. Idem PAULUS eodem libro singulari et titulo :

Jure mariti vel patris qui accusat, potest et sine calumniae poena vinci : si jure extranei accusat, potest calumniae poena puniri. Sed tum post duos menses intra quattuor menses utiles expertus, licet talis sit, qui alias accusare non possit, ut libertinus aut minor viginti quinque annorum aut infamis, tamen ad accusationem admittitur, ut et Papinianus libro xv scripsit.

1. Cujas : 'illicito'; Huschke : 'non licito'. — 2. Phrase à placer après *paternum*, qui paraît venir d'une annotation ajoutée au texte de Paul. — 3. Plusôt 'divus'.

V, 1. PAPINIUS, libro xv responsorum sub titulo ad legem Juliam de adulteris :

Civis Romanus, qui *civem Romanam* sine conubio sive peregrinam in matrimonio habuit, jure quidem mariti eam adulteram non postulat, sed ei non opponetur infamia vel quod libertinus rem sestertiorum triginta milium aut filium non habuit, propriam injuriam persequenti.

VI, 1. PAULUS libro singulari et titulo qui supra :

In uxorem adulterium vindicatur jure mariti, non etiam sponsam. Severus quoque et Antoninus ita rescripserunt.

VII, 1. PAPINIUS libro singulari de adulteris :

Quaerebatur, an pater emancipatam filiam jure patris accusare possit. Respondi : occidendi quidem facultatem lex tribuit eam filiam, quam habet in potestatem aut *quae* eo auctore in manum venit, sed accusare jure patris ne quidem emancipatam filiam pater prohibetur.

VIII, 1. PAPINIUS eodem libro singulari [et titulo] :

Cum patri lex regia dederit in filium vitae necisque potestatem, quod bonum fuit lege comprehendere, ut potestas fieret etiam filiam occidendi, velis mihi rescribere ; nam scire cupio. Respondit : numquid ex contrario praestat nobis argumentum haec adjectio, ut non videatur lex non habenti dedisse, *sed occidi eam cum adultero jussisse*, ut videatur majore aequitate ductus adulterum occidisse, cum nec filiae pepercerit ?

IX, 1. IDEM :

Si pater quis adulterum occidit et filiae suae pepercit, quaero quid adversus eum sit statuendum ? Respondit : sine dubio iste pater homicida est : igitur tenebitur lege Cornelia de sicariis. Plane si filia non voluntate patris, sed casu servata est, non minimam habebit defensionem pater, quod forte fugit filia. Nam lex ita punit homicidam, si dolo malo homicidium factum fuerit. Hic autem pater non ideo servavit filiam, quia voluit, sed quia occidere eam non potuit.

X, 1. IDEM :

Si maritus uxorem suam in adulterio deprehensam occidit, an in legem de sicariis incidat, quaero. Respondit : nulla parte legis marito uxorem occidere conceditur : quare aperte contra legem fecisse eum non ambigitur. Sed si de poena tractas, non inique aliquid ejus honestissimo calori permittitur, ut non quasi homicida puniatur capite vel deportatione, sed usque ad exilium poena ejus statuatur.

XI, 1. IDEM sic :

De mancipiis alterutrius marito vel patre accusante quae-

stionem habendam, palam est : an idem extraneo accusatori permitti debeat, quaero. Respondit : potest videri ea ratio fuisse permittendi istis personis de servis quaestionem habere, ut diligentius dolorem animi sui, item injuriam laesae domus non translaticie persequerentur. Sed quoniam non facile tale delictum sine ministerio servorum admitti creditum est, ratio eo perduxit, ut etiam extraneo accusante mancipia quaestioni tormentorum subjicerentur a iudicibus.

XII, 1. PAULUS libro sententiarum *secundo* sub titulo de adulteris¹ :

Permittitur *patri* tam adoptivo quam naturali, adulterum cum filia cujusque dignitatis domi suae vel generi sui deprehensum sua manu occidere. 2. Filius familias pater si filiam in adulterio deprehenderit, verbis quidem legis prope est, ut non possit occidere : permittitur tamen etiam ei, ut occidat. 3. Maritus in adulterio deprehensos non alios quam infames et eos qui corpore quaestum faciunt, servos etiam et liberos² excepta uxore, quam prohibetur, occidere potest. 4. Maritum, qui uxorem deprehensam cum adultero occidit, quia hoc impatientia justis doloris admisit, lenius puniri placuit. 5. Occiso adultero dimittere statim maritus debet uxorem atque ita triduo proximo profiteri, cum quo adultero et in quo loco uxorem deprehenderit. 6. Inventa in adulterio uxore maritus ita demum adulterum occidere potest, si eum domi suae deprehendat. 7. Eum, qui in adulterio deprehensam uxorem non statim dimiserit, reum lenocinii postulari placuit. 8. Servi vero tam mariti quam uxoris in causa adulteri torqueri possunt, nec his libertas sub specie impunitatis data valebit.

[TITULUS V.] DE STUPRATORIBUS.

I, 1. MOYSES dicit :

Qui manserit cum masculino muliebri, aspernamentum est : ambo moriantur, rei sunt.

II, 1. PAULUS libro sententiarum II sub titulo de adulteris³ :

Qui masculum liberum invitum stupraverit, capite puniatur. 2. Qui voluntate sua stuprum flagitiumque impurum patitur, dimidia parte bonorum suorum multatur nec testamentum ei ex maiore parte facere licet.

¹ 1-12, 1-8 = Paul, *Sent.*, 1, 26, 1, 2. 4-9. — ² Les mss. : 'liberos'. Omis à tort dans Paul, 2, 26, 4, par le Vesontinus ; cf. la note de Mommsen. — ³ 2, 1-2 = Paul, *Sent.*, 2, 26, 12, 13.

III, 1. Hoc quidem juris est : mentem tamen legis Moysis imperatoris Theodosii constitutio¹ ad plenum secuta cognoscitur. [Item Theodosianus] :

IMPP. VALENTINIANUS, THEODOSIUS ET ARCADIUS Auggg. ad Orientium vicarium urbis Romae. Non patimur urbem Romam virtutum omnium matrem diutius effeminati in viro pudoris contaminatione foedari et agreste illud a priscis conditoribus robur fracta molliter plebe tenuatum convicium saeculis vel conditorum inrogare vel principum, Orienti k(arissime) ac juc(undissime) nobis. 2. Laudanda igitur experientia tua omnes, quibus flagiti usus² est virile corpus muliebriter constitutum alieni sexus damnare patientia nihilque discretum habere cum feminis, occupatos, ut flagitii poscit inmanitas, atque omnibus eductos, pudet dicere, virorum lupanaribus spectante populo flammae vindicibus expiabit, ut universi intellegant sacrosanctum cunctis esse debere hospitium virilis animae nec sine summo supplicio alienum expetisse sexum qui suum turpiter perdidisset. Prop. pr. id. Maias Romae in atrio Minervae. (a. 390).

[TITULUS VI.] DE INCESTIS NUPTIIS.

I, 1. MOYSES dicit :

Quicumque concubuerit cum muliere uxore patris sui, pudenda patris sui detexit, mortem moriantur ambo : rei sunt. 2. Et quicumque concubuerit cum nuru sua, mortem moriantur ambo : rei sunt.

II, 1. ULPIANUS libro regularum singulari sub titulo de nuptiis³ :

Inter parentes et liberos, cujuscumque gradus sint, concubium non est. 2. Inter cognatos autem ex transverso gradu olim quidem usque ad quartum gradum matrimonia contrahi non poterant : nunc autem ex tertio gradu licet uxorem ducere, sed tantum fratris filiam, non etiam sororis, nec amitam nec materteram, quamvis eodem gradu sint. 3. Eam quae noverca vel privigna, vel quae nurus vel socrus fuit, uxorem ducere non possumus. 4. Si quis eam quam non licet uxorem duxerit, incestum matrimonium contrahit : ideoque liberi in potestate ejus non fiunt, sed quasi vulgo concepti spurii sunt.

III, 1. PAULUS libro sententiarum secundo sub titulo de nuptiis⁴ :

Inter parentes et liberos jure civili matrimonia contrahi

1. Cf. C. Th., 9, 7, 6. — 2. Peut-être 'flagitiosus usus'. — 3. 2, 1-4=Ulp., 5, 6, 7. — 4. Paul, Sent., 2, 10, 3-5.

non possunt nec filiam sororis aut neptem uxorem ducere [non] possumus : proneptem aetatis ratio prohibet. 2. Adoptiva cognatio impedit nuptias inter parentes ac liberos omnimodo, inter fratres eatenus, quatenus capitis minutio non intervenit. 3. Nec socrum nec nurum nec privignam nec novercam aliquando citra poenam incesti uxorem ducere licet, sicut nec amitam aut materteram. Sed qui vel cognatam contra interdictum duxerit, remisso mulieri juris errore ipse poenam adulterii lege Julia patitur, non etiam ducta.

IV, 1. GREGORIANUS libro quinto sub titulo de nuptiis. Exemplum litterarum Diocletiani et Maximiani imp. talem conjunctionem graviter punire commemorat :

Exemplum edicti Diocletiani et Maximiani *Augg. et Constantii et Maximiani* nobilissimorum Caesarum. Quoniam piis religiosisque mentibus nostris ea, quae Romanis legibus caste sancteque sunt constituta, venerabilia maxime videntur atque aeterna religione servanda, dissimulare ea, quae a quibusdam in praeteritum nefarie incestue commissa sunt, non oportere credimus : cum vel cohibenda sunt vel etiam vindicanda, insurgere nos disciplina nostrorum temporum cohortatur. Ita enim et ipsos immortales deos Romano nomini, ut semper fuerunt, faventes atque placatos futuros esse non dubium est, si cunctos sub imperio nostro agentes piam religiosamque et quietam et castam in omnibus mere colere perspexerimus vitam. 2. In quo id etiam providendum quam maxime esse censuimus, ut matrimoniis religiose atque legitime juxta disciplinam juris veteris copulatis tam eorum honestati, qui nuptiarum conjunctionem sectantur, quam etiam his, qui *inde* deinceps nascentur, servata religione incipiat esse consultum et honestate nascendi etiam posteritas ipsa purgata sit. Id enim pietati nostrae maxime placuit, ut sancta necessitudinum nomina optineant apud affectus suos piam ac religiosam consanguinitati debitam caritatem. Nefas enim credere est ea, quae in praeteritum a compluribus constat esse commissa, cum pecudum ac ferarum promiscuo ritu ad illicita conubia instinctu execrandae libidinis sine ullo respectu pudoris ac pietatis inruerint. 3. Sed quaecumque antehac vel imperitia delinquentium vel pro ignorantia juris barbaricae inmanitatis ritu ex illicitis matrimoniis videntur admissa, quanquam essent severissime vindicanda, tamen contemplatione clementiae nostrae ad indulgentiam volumus pertinere, ita tamen, ut quicumque in ante actum tempus illicitis incestisque se matrimoniis polluerunt, hactenus adeptos

se esse nostram indulgentiam sciant, ut post tam nefaria facinora vitam quidem sibi gratulenter esse concessam, sciant tamen non legitimos se suscepisse liberos, quos tam nefaria conjunctione genuerunt. Ita enim fiet, ut de futuro quoque nemo audeat infrenatis cupiditatibus oboedire, cum et sciant ita praecedentes admissores istius modi criminum venia liberatos, ut liberorum quos inlicito genuerunt successione arceantur, quae juxta vetustatem Romanis legibus negabatur. Et optassemus quidem nec ante quicquam ejusmodi esse commissum, quod esset aut clementia remittendum aut legibus corrigendum. 4. Sed posthac religionem sanctitatemque in conubiis copulandis volumus ab unoquoque servari, ut se ad disciplinam legesque Romanas meminerint pertinere et eas tantum sciant nuptias licitas, quae sunt Romano jure permisae. 5. Cum quibus autem personis tam cognatorum quam ex adfinium numero contrahi non liceat matrimonium, hoc edicto nostro complexi sumus: cum filia nepte pronepte itemque matre avia proavia et ex latere amita ac matertera sorore sororis filia et ex ea nepte. Itemque ex adfinibus privigna noverca socru nuru ceterisque quae antiquo jure prohibentur, a quibus cunctos volumus abstinere. 6. Nihil enim nisi sanctum ac venerabile nostra jura custodiunt et ita ad tantam magnitudinem Romana majestas cunctorum numinum favore pervenit, quoniam omnes leges suas religione sapienti pudorisque observatione devinxit. 7. Quare hoc edicto nostro volumus omnibus palam fieri, quod praeteritorum venia, quae per clementiam nostram contra disciplinam videtur indulta, ad ea tantum delicta pertineat, quae in diem III kal. Jan. Tusco et Anullino cons. videntur esse commissa. 8. Si qua autem contra Romani nominis decus sanctitatemque legum post supradictum diem deprehendantur admissa, digna severitate plectentur. Nec enim ullam in tam nefario scelere quisquam aestimet veniam se consequi posse, qui tam evidenti crimini et post edictum nostrum non dubitabit inruere. Dat. kal. Mai. Damasco Tusco et Anullino cons. (a. 295).

V, 4. HERMOGENIANUS sub titulo de nuptiis :

Imp. Diocletianus et Maximianus Augg. F. Flaviano. His, qui incestas nuptias per errorem contrahunt, ne poenis subjiciantur, ita demum clementia principum subvenit, si postea quam errorem suum rescierint, ilico nefarias nuptias diremerint. Prop. id. Mart. Tiberiano et Dione cons. (a. 294).

VI, 4. Hanc quoque constitutionem Gregorianus titulo de

nuptiis inseruit, quae est tricesima et secunda, aliis tamen et die et cons., id est : constitutio prop. V id. Jun. Diocletiano ter et Maximiano Augustis (a. 287).

PAPINIANUS libro singulari de adulteris :

Qui sororis filiam uxorem duxerat per errorem, antequam praeveniretur a delatore, diremit coitum : quaero an adhuc possit accusari ? Respondit : ei qui coitu sororis filiae bona fide abstinuit, poenam remitti palam est, quia qui errore cognito diremit coitum, creditur ejus voluntatis fuisse, ut, si scisset se in eo necessitudinis gradu positum, non fuisset tale matrimonium copulaturus.

VII, 1. Idem dicitur in eos, qui incestas nuptias contraxerunt. Maledicti tamen sunt omnes incesti per legem, cum adhuc rudibus populis ex divino nutu condita isdem adstipulantibus sanciretur. Et utique omnes maledicti puniti sunt, quos divina et humana sententia consona voce damnavit. Lex divina sic dicit :

Maledictus, inquit, dixit Moyses, qui concubuerit cum uxore patris sui : et dicit omnis populus : fiat, fiat. 2. Maledictus, qui concubuerit cum sorore sua de patre aut de matre : et dicit omnis populus : fiat, fiat. 3. Maledictus, qui concubuerit cum nuru sua : et dicit omnis populus : fiat, fiat. 4. Maledictus, qui concubuerit cum socru sua : et dicit omnis populus : fiat, fiat. 5. Maledictus, qui concubuerit cum sorore patris sui : et dicit omnis populus : fiat, fiat. 6. Maledictus, qui concubuerit cum sorore matris suae : et dicit omnis populus : fiat, fiat. 7. Maledictus, qui concubuerit cum sorore uxoris suae : et dicit omnis populus : fiat, fiat. 8. Maledictus, qui dormierit cum uxore fratris sui : et dicit omnis populus : fiat, fiat. 9. Maledictus, qui dormierit cum omni pecore : et dixit omnis populus : fiat, fiat.

[TITULUS VII]. DE FURIBUS ET POENA EORUM.

I, 1. Quod si duodecim tabulae nocturnum furem *quoquo modo, diurnum* autem si se audeat telo defendere, interfici jubent : scitote, juris consulti, quia Moyses prius hoc statuit, sicut lectio manifestat. Moyses dicit :

Si perfodiens nocte parietem inventus fuerit fur et percusserit eum alius et mortuus fuerit hic, non est homicida is qui percusserit eum. 2. Si autem sol ortus fuerit super eum, reus est mortis percussor : et ipse morietur.

II, 1. PAULUS libro sententiarum v ad legem Corneliam de sicaris et veneficis¹ :

1. 5, 23, 9.

Si quis furem nocturnum vel diurnum cum se telo defenderet occiderit, hac quidem lege non tenetur, sed melius fecerit, qui eum comprehensum transmittendum ad praesidem magistratibus optulerit.

III, 1. ULPIANUS libro VIII ad edictum sub titulo si quadrupes pauperiem dederit¹ :

Injuria occisus esse merito adjicitur; non enim sufficit occisus, sed oportet injuria id esse factum. Proinde si quis servum latronem occiderit, lege Aquilia non tenetur, quia *injuria* non occidit. 2. Sed et quemcumque alium ferro se petentem qui occiderit, non videbitur injuria occidisse. Proinde si furem nocturnum, quem lex duodecim tabularum omnimodo permittit occidere, aut diurnum, quem aequae lex permittit, sed ita [lex] demum², si se telo defendat, videamus, an lege Aquilia teneatur. Et Pomponius dubitat, num haec lex non sit in usu. 3. Et si quis noctu³ furem occiderit, non dubitamus, quin lege Aquilia non teneatur: sin autem, cum posset adprehendere, maluit occidere, magis est, ut injuria fecisse videatur: ergo etiam lege Cornelia tenebitur. 4. Injuriam autem accipere hic nos oportet non, quemadmodum [et] circa injuriarum actionem, contumeliam quandam, sed quod non jure factum est, hoc est contra jus, id est si culpa quis occiderit. Et reliqua.

IV, 1. ULPIANUS libro octavo de officio proconsulis sub titulo de furibus⁴ :

Fures ad forum remittendi sunt diurni, nocturnique extra ordinem audiendi et causa cognita puniendi, dummodo in poena eorum sciamus operis publici temporari modum non egredientium. Idem et in balneariis furibus. 2. Sed si se telo fures defendunt vel effractores vel ceteri *his* similes nec quemquam percusserunt, metalli poena humiliores, honestiores vero relegatione adficiendi erunt.

V, 1. PAULUS libro sententiarum II sub titulo de furibus⁵ :

Furti quocumque genere damnatus famosus efficitur. 2. Fur est qui⁶ rem alienam contrectat. 3. Furtorum genera sunt quattuor, manifesti, nec manifesti, concepti et oblati. Manifestus fur est, qui in faciendo deprehensus est, et qui intra terminos ejus loci, unde furatus est, comprehensus est, vel antequam ad eum locum, quo destinaverat, pervenerit. Nec manifestus est fur, qui in rapiendo quidem comprehensus non est, sed eum fecisse negari non potest. 4. Concepti actione tenetur,

1. Cf. D., 9, 2, 3, 5, pr. 1, Ulp. L. XVIII ad ed. — 2. Peut-être faut-il lire : 'necare permittit, sed ita demum lex'. — 3. D. : 'metu quis mortis'. — 4. Abrégé D., 47, 17, 1. — 5. 5, 1-3 = Paul, Sent., 2, 31, 15. 1-5. — 6. Paul, Sent. : 'dolo malo'.

apud quem furtum est inventum. Oblati actione is tenetur, qui rem furtivam ali optulit, ne apud se inveniretur. 5. Furti actione is agere potest, cujus interest rem non perisse. 6. Conceptiva autem agere potest, qui rem concepit et invenit. Oblati agere potest, penes quem res concepta inventa est.

[TITULUS VIII.] DE FALSO TESTIMONIO.

I, 1. MOYSES dicit :

Si steterit testis injustus adversus hominem accusandum accusans eum impietatis, 2. stabunt duo homines, quibus est invicem contentio, ante deum et ante sacerdotes et ante iudices, quicumque fuerint in illis diebus. 3. Cum inquisierint iudices diligenter et inventus fuerit testis injustus testificans injusta, insurgentes adversus eum, 4. facietis ei sicut voluit malefacere et delebitis malum de medio vestrum : 5. et ceteri audientes timebunt nec audebunt haec mala facere inter vos.

II, 1. PAULUS libro singulari de poenis omnium legum sub titulo ad legem Juliam de adulteris :

Qui falsum testimonium dixerit, proinde tenebitur, ac si lege Cornelia testamentaria damnatus esset.

III, 1. PAULUS libro sententiarum quinto sub titulo de testibus et de quaestionibus¹ :

Hi, qui falso vel *varie*² testimonia dixerunt vel utrique parti prodiderunt, aut in exilium aguntur aut in insulam relegantur aut curia submoventur.

IV, 1. Idem libro *sententiarum quinto sub titulo ad legem Corneliam de sicaris et veneficis*³ :

Lex Cornelia poenam deportationis infligit ei qui hominem occiderit ejusque⁴ reicausa furtive faciendi cum telo fuerit, et qui venenum hominis necandi causa habuerit vendiderit paraverit, falsumve testimonium dixerit quo quis periret, mortisve causam praestiterit. 2. Quae omnia facinora in honestiores poena capitis vindicari placuit : humiliores vero aut in crucem tolluntur aut bestiis subjiciuntur.

V, 1. PAULUS libro sententiarum quinto sub titulo ad legem Corneliam testamentariam⁵ :

Qui ob falsum testimonium perhibendum pecuniam accepit dederit judicemve ut sententiam ferat vel non ferat corruperit corrupendumve curaverit, humiliores capite puniuntur.

1. Paul, *Sent.*, 5, 15, 5 = *D.*, 22, 5, 16. — 2. Paul et *D.* ; les mss. : 'falsum vel aliqua', — 3. = Paul, *Sent.*, 1, 23, 1 = *Coll.*, 1, 2. — 4. Paul avec raison : 'ejusve'. — 5. = Paul, *Sent.*, 5, 25, 2.

tur, honestiores publicatis bonis cum ipso iudice in insulam deportantur.

VI, 1. Idem eodem libro et titulo¹ :

Falsum est quidquid in veritate non est, sed pro vero adseveratur.

VII, 1. ULPIANUS libro octavo *de officio proconsulis* sub titulo de poena legis Corneliae testamentariae² :

Praeterea factum est senatus consultum Statilio et Tauro³ consulibus, quo poena legis Corneliae inrogatur ei, qui quid aliud quam testamentum sciens *dolo malo falsum* signaverit signarive curaverit, item qui ad falsas testationes faciendas testamentave falsa invicem dicenda aut consignanda *dolo malo coierint*, Licinio V et Tauro cons. ⁴. 2. Item qui ob *instruendam* advocacionem testimoniave pecuniam acceperit pastusve fuerit societatemve coierit, aut aliquam de ea *re pactionem*⁵ interposuerit, item si quis coierit ad occisionem⁶ innocentium, senatus consulto quod Cotta et Messalla factum est coercetur. 3. Sed et si quis ob *denuntiandum* vel non *denuntiandum* remittendumve testimonium pecuniam acceperit, senatus consulto, quod duobus Geminis cons. factum *est*, poena legis Corneliae adficitur. Et reliqua.

[TITULUS VIII.] DE FAMILIARIS TESTIMONIO NON ADMITTENDO.

I. 1. Item MOYSES :

Falsum testimonium non dabis adversus proximum tuum.

II, 1. ULPIANUS libro VIII⁷ de officio proconsulis *sub titulo* ad legem Juliam de vi publica et privata.

Eadem lege quibusdam testimonium omnino, quibusdam interdicitur invitis, capite octogesimo septimo et capite octogesimo octavo. 2. *Capite octogesimo octavo* in haec verba his hominibus⁸ : 'Hac lege in reum testimonium dicere ne liceto, qui se ab eo parenteve ejus libertove cujus eorum libertive libertave liberaverit, quive inpubes erit, quive *judicio publico damnatus est*, qui eorum in integrum restitutus non est, quive in vinculis custodiaque publica erit, quive depugnandi causa auctoratus erit, quive ad bestias depugnare se locavit locaverit, praeterquam qui jaculandi causa ad urbem missus est erit, palamve oorpore quaestum faciet feceritve, quive ob testimonium dicendum pecuniam accepisse judicatis erit'. Nec volens quis eorum hac lege in reum testimonium dicit. 3. Capite octoge-

1. Paul, 5, 25, 3. — 2. = D., 48, 10, 9, 3. — 3. Pithou : 'Statilio Tauro et Scribonio Libone'. — 4. Probablement les consuls de l'an 44, Vinicius II et Taurus, — 5. Mommsen, arg. D., 48, 10, 20. Les mss. : 'delationem'. — 6. Pithou, arg. D., 47, 13, 2 : 'ad accusationem'. — 7. Les mss. : Cujas suivi par Lenel, *Pal.*, 2, p. 978, n. 4 : 'VIII'. — 8. Chapitre abrégé par Callistrate, D., 22, 5, 3, 5.

simo septimo his¹: '[Homines] inviti in reum testimonium ne dicunt qui sobrinus est ei reo proprio re cognatione conjunctus, quive socer gener vitricus privignusve ejus erit'. Et reliqua.

III, 4. PAULUS libro sententiarum *ν* sub titulo de testibus et quaestionibus²:

Suspectos testes et eos vel maxime, quos accusator de domo duxit vel vitae humilitas infamaverit, interrogari non placuit; in testibus enim et vitae qualitas spectari debet et dignitas.

2. In adfinem vel cognatum inviti testes interrogari non possunt. 3. Adversus se invicem parentes et liberi itemque *patroni* et liberti nec volentes ad testimonium admittendi sunt, quia rei verae testimonium necessitudo personarum plerumque corrumpit.

[TITULUS X.] DE DEPOSITO.

I, 1. MOYSES dicit:

Si aliquis dabit proximo suo argentum aut vas servare et furatum fuerit de domo hominis, si invenitur qui furatus est, reddet duplum. 2. Quod si non fuerit inventus fur, accedet is qui commendatum susceperat ante dominum et jurabit nihil se nequiter egisse de omni re commendata proximi sui et liberabitur.

II, 1. MODESTINUS libro differentiarum secundo *sub titulo* de deposito vel commendato:

Commodati iudicio conventus et culpam praestare cogitur: qui vero depositi convenitur, de dolo, non etiam de culpa condemnandus est. Commodati enim contractu, quia utriusque contrahentis utilitas intervenit, utrumque praestatur: in depositi vero causa sola deponentis utilitas vertitur et ibi dolus tantum praestatur. 2. Sed in ceteris quoque partibus juris ista regula custoditur; sic enim et in fiducia iudicium et in actionem rei uxoriae dolus et culpa deducitur, quia utriusque contrahentis utilitas intervenit. 3. In mandati vero iudicium dolus, non etiam culpa deducitur. Quamvis singulariter denotare liceat in tutelae iudicium utrumque deduci, cum solius pupilli, non etiam tutoris utilitas in administratione versetur. 4. Depositum damnatum infamis est: qui vero commodati damnatur, non fit infamis; alter enim propter dolum, alter propter culpam condemnatur. 5. ³Actione depositi conventus cibariorum nomine apud eundem iudicem utiliter experitur: at is cui res commodata est inprobe cibariorum

¹. Chapitre également rapporté par Paul, *D.*, 22, 5, 4. — 2. 3, 1-3 = Paul, *Sent.*, 5, 15, 1-3. — 3. *Cf. D.*, 16, 3, 23.

exactionem intendit. Impensas tamen necessarias jure persequitur, quas forte in aegrum vel alias laborantem impenderit. 6. Res deposita si subripiatur, dominus dumtaxat¹ habet furti actionem, quamvis ejus apud quem res deposita est intersit ob impensas in rem factas rem retinere. Is vero cui res commodata sit furti experiri debet, si modo solvendo fuerit. 7. Actio commodati semper in simplum competit, depositi vero nonnumquam in duplum, scilicet si ruinae vel naufragii vel incendii aut tumultus causa res deponatur.

III, 1. HERMOGENIANUS sub titulo de deposito hujus modi inserit constitutiones :

Idem Augg. et Caess. Fl. Munatio. Eum qui suscepit depositum dolum, non etiam casum praestare certi juris est. Cum itaque proponas ignis vi quaedam cremata de his quae tibi fuere commendata nec ullum dolum in subtrahendis rebus adhibitum, rector provinciae nihil contra juris rationem fieri patietur. Et quoniam necti quereris moras adhibita varietate, negotium inter vos ortum secundum juris ordinem sua ratione decidetur. Subscripta VIII k. Jul. Serdica Augustis cons. (a. 293)².

IV, 1. Idem Augg. et Caess. Fl. Aurelio Altenico Andronico. Eos penes quos vestem et argenti materiam deposuisse proponis apud rectorem provinciae convenit interrogari, qui eos, sive teneant sive dolo fecerint quominus possint restituere, secundum bonam fidem tibi satisfacere compellet. Subscripta VI k. April. Sirmi Caess. cons. (a. 294)³.

V, 1. Idem Augg. et Caess. Aurelio et Eustathio et Diosimo. Is, qui depositum suscepit, ultra dolum, si non aliud specialiter convenit, praestare nihil necesse habet. Cujus memor juris rector provinciae partium allegationibus auditis pro ereptorum qualitate suam ordinabit sententiam. Subscripta XIII k. Nov. Appiaria (a. 294)⁴.

VI, 1. Idem Augg. et Caess. Septimiae Quadratillae. Qui dolo malo depositum non restituit, suo nomine conventus ad ejus restitutionem cum infamiae periculo arguetur. Subscripta prid. idus Decembres Nicomedia CC. cons. (a. 294).

VII, 1. PAULUS libro secundo sententiarum sub titulo de deposito⁵ :

Deponere possumus apud alium id quod nostri juris est vel alieni. 2. Depositum est quasi diu positum. Servan-

1. Les mss. : 'domui'. — Cf. sur la date de ce consulat, Mommsen, *Abh de Berlin*, 1860, pp. 432-435. — 3. Cf. sur la date de ce consulat, Mommsen, *loc. cit.*, pp. 440-443. — 4. Cf. sur la date, Mommsen, *loc. cit.*, pp. 438-422. — 5 = C., 4, 34, 10. — 6. 7, 1 4 = Paul, 2, 12, 1-4.

dum¹ est, quod *ad* breve tempus custodiendum datur. 3. Deponere videtur, qui in metu ruinae incendii naufragii apud alium custodiae causa deponit. 4. Deponere videtur et is, qui suspectam habens vel minus idoneam custodiam domus vel vim latronum timens apud aliquem rem custodiendam commendat. 5². Si sacculum vel argentum *signatum* deposuero et is penes quem depositum fuit me invito contrectavit, et depositi et furti actio mihi in eum competit. 6³. Ob res depositas dolus tantum praestari solet. 7. In iudicio depositi ex mora et fructus veniunt et usurae rei depositae praestantur. 8. Si quis rem penes se depositam apud alium deposuerit, tam ipse directam quam is qui apud eum deposuit utilem actionem depositi habere possunt. 9. Si pecuniam deposuero eamque tibi permisero, mutua magis videtur quam deposita ac per hoc periculo tuo erit. 10. Si rem apud te depositam vendideris eamque redemeris, post perdideris, semel admissa dolo perpetua depositi actione teneberis. 11. Ex causa depositi lege duodecim tabularum in duplum actio datur, edicto praetoris in simplum.

VIII, 1. GREGORIANUS libro III sub titulo de deposito⁴ :

Imp. Alexander A. Mestrio militi. Incursu latronum ornamenta deposita apud interfectum ab eis perierunt: detrimentum ad heredes ejus qui depositum accepit, qui dolum tantum praestare debuit, non pertinet. Quod si praetextu latrocinii commissi res, quae in potestate heredis sunt, non restituuntur, tam depositi quam *ad* exhibendum actio, sed et in rem vindicatio competit. Prop. VII kal. Jul. Maximo bis et Urbano cons. (a. 234).

IX, 1. PAULUS libro responsorum v⁵ sub titulo ex locato et conducto :

⁶Imp. Antoninus Julio Agrippino. Dominus horreorum periculum vis majoris vel effracturae latronum praestare non cogitur. His cessantibus si quid ex depositis rebus inlaesis extrinsecus horreis periit, damnum depositorum sarciri debet. Prop. III non. Nov. Antonino III cons'. (a. 213). Paulus respondit: satis praepositam constitutionem declarare his, qui horrea locant, majorem vim inputari non posse.

[TITULUS XI.] DE ABACTORIBUS.

I, 1. MOYSES dicit :

Si quis involaverit vitulum aut ovem et occiderit aut vendiderit, quinque vitulos restituet pro vitulo uno, quattuor oves

1. Le sens réclame : 'Sed pariter servandum' ou quelque chose d'analogue. — 2. = Paul, *Sent.*, 2, 12, 5. *D.*, 16, 3, 29, *pr.* — 3. = 7, 6-11 = Paul, *Sent.*, 2, 12, 6 11. — 4. Cf. *C.*, 4, 34, 1. — 5. Peut-être VI ; cf. Lenel, *Pal.*, 1, p. 1230, n. 2. — 6. = *C.*, 4, 65, 1.

pro ove una. 2. Quod si non habet unde reddat, venundetur pro furto.

II, 1. PAULUS libro sententiarum v sub titulo de abactoribus¹:

Atroces pecorum abactores plerumque ad gladium vel in metallum, nonnumquam autem in opus publicum dantur. Atroces autem sunt, qui equos et greges ovium de stabulo vel de pascuis abigunt vel si id saepius aut ferro aut conducta manu faciunt.

III, 1. Idem PAULUS eodem libro et titulo²:

Abactores sunt, qui unum equum vel duas equas totidemque boves, oves vel capras decem, porcos quinque abegerint. Quidquid vero intra hunc numerum fuerit ablatum, in poena furti pro qualitate ejus aut in duplum, aut in triplum³ conuenitur aut fustibus caesus in opus publicum unius anni datur aut sub poena vinculorum domino restituetur.

IV, 1. Idem PAULUS eodem libro et titulo⁴:

Si ea pecora, de quibus quis litigauerat, abegerit, ad forum remittendus est atque ita convictus in duplum vel in triplum furis more damnatur.

V, 1. Idem PAULUS eodem libro et titulo⁵:

Qui bovem vel equum errantem quodve aliud pecus abduxerit, furem magis eum quam abactorem constitui placuit.

VI, 1. PAULUS libro singulari de poenis paganorum sub titulo de abigeis dixit:

Cum durius abigei damnantur, et ad gladium tradantur: itaque divus Pius ad concilium Baeticae rescripsit. 2. Qui pecora, de quibus litigabat, abegit, ad forum remittendus est et si victus fuerit, in duplum vel quadruplum condemnandus.

VII, 1. ULPIANUS libro octavo de officio proconsulis, sub titulo de abigeis:

⁶De abigeis puniendis ita divus Hadrianus rescripsit concilio Baeticae: 'Abigei cum durissime puniuntur, ad gladium damnari solent. Puniuntur autem durissime non ubique, sed ubi frequentius est hoc genus maleficii: alioquin et in opus et nonnumquam temporarium damnantur. 2. Ideoque puto apud vos quoque sufficere genus poenae, quod maximum huic maleficio inrogari solet, ut ad gladium abigei dentur: aut si quis tam notus et tam gravis in abigendo fuit, ut prius ex hoc crimine aliqua poena affectus sit, hunc in me-

1. Paul, *Sent.*, 5, 18, 2. — 2. Paul, *Sent.*, 5, 18, 1. — 3. Huschke: 'quadruplum'. — 4. Paul, *Sent.*, 5, 18, 3. — 5. Paul, *Sent.*, 5, 18, 4. — 6. = *D.*, 47, 14, 1, *pr.*

tallum dari oportere'. 3. Rescriptum divi Hadriani sic loquitur, quasi gravior poena sit metalli : nisi forte hoc sensit divus Hadrianus gladii poenam dicendo ludi damnationem. 4. Est autem differentia inter eos qui ad gladium et eos qui ad ludum damnantur ; nam ad gladium damnati confestim consumuntur vel certe intra annum debent consumi ; hoc enim *mandatis* continetur. Enimvero qui in ludum damnantur, non utique consumuntur, sed etiam pilleari et rudem accipere possunt post intervallum, siquidem post quinquennium pilleari, post triennium autem rudem induere eis permittitur. 5. Eodem rescripto divi Hadriani diligentissime expressum est non ubique parem esse poenam abigeorum.

VIII, 1. Item Ulpianus libro et titulo qui supra¹ :

Abigei autem proprie hi habentur, qui pecora ex pastu et ex armentis subtrahunt et quodammodo depraedantur et abigei studium quasi artem exercent equos de *gregibus* vel boves de armentis abducentes. Ceterum si quis bovem aberrantem vel equum in solitudine abduxerit, non est abigeus, sed fur potius. 2. Sed et qui porcum vel capram vel verbecem abducunt, non tam graviter ut hi qui majora animalia abigunt plecti debent. 3. Quamquam autem Hadrianus metalli poenam temporari, vel etiam gladii praestituerit, attamen qui honestiore loco nati sunt, non debent ad hanc poenam pertinere, sed aut relegandi erunt aut removendi ordine. 4. Romae tamen etiam bestiis subijci abigeos videmus : et sane qui cum gladio abigunt, non inique hac poena adficiuntur.

[TITULUS XII.] DE INCENDIARIIS.

I, 1. MOYSES dicit :

Si exierit ignis et invenerit spinas et comprehenderit areas vel spicas aut campum, aestimationem restituet ille qui succendit ignem.

II, 1. PAULUS libro sententiarum *quinto* sub titulo de incendiariis² :

Qui casam aut villam inimicitiarum gratia incenderunt, humiliores in metallum aut in opus publicum damnantur, honestiores in insulam relegantur. 2. Fortuita incendia, quae casu venti furentis vel incuria ignem supponentis ad usque vicini agros evadunt, si ex eo seges vel vinea vel olivae vel fructiferae arbores concrementur, datum damnum aestimatione sariatur.

1. = *D.*, 47, 11, 1, 1-4. — 2. = *Paul, Sent.*, 5, 20. 2-3.

III, 1. Idem PAULUS eodem libro et titulo¹ :

Commissum vero servorum, si domino videatur, noxae de-
ditione sarcitur. 2. Messium sane per *dolum* incensores vinearum
oliviarumve aut in metallum humiliores damnantur, aut
honestiores in insulam relegantur.

IV, 1. Idem PAULUS libro et titulo qui supra² :

Incendiarii, qui quid in oppido praedandi causa faciunt, fa-
cile capite puniuntur.

V, 1. ULPIANUS libro VIII de officio proconsulis *sub titulo*
de naufragis et incendiariis :

Incendiariis lex quidem Cornelia aqua et igni interdicti
jussit, sed *re* varie sunt puniti. Nam³ qui data opera in civitate
incendium fecerunt, si humillimo loco sunt, bestiis subjici so-
lent, si in aliquo gradu et Romae id fecerunt, capite puniuntur :
aut certe. . . . adficiendi sunt qui haec committunt. 2. Sed
eis qui non data opera incendium fecerint plerumque ignoscitur,
nisi in lata et incauta⁴ negligentia vel lascivia fuit.

VI, 1. PAULUS libro singulari de poenis paganorum sub
titulo de abigeis dicit :

Incendiarii, qui in oppido praedae causa id admiserint,
capite puniantur : qui casu insulam aut villam, non ex inimi-
citiis incenderint, levius. Fortuita enim incendia ad forum
remittenda sunt, ut damnum vicinis sarciatur.

VII, 1. ULPIANUS libro XVIII ad edictum, sub titulo si fate-
bitur injuria occisum esse, in simplum et cum diceret⁵ :

Item si insulam meam adusseris vel incenderis, Aquiliae
actionem habebis, idemque est, et si arbustum meum vel villam
meam. 2. Quod si dolo quis insulam exusserit, etiam capitis
poena plectitur, quasi incendiarius. 3⁷. Item si quis insulam vo-
luerit exurere et ignis etiam ad vicini insulam pervenerit,
Aquila tenebitur lege vicino etiam, non minus inquilinis ob-
res eorum exustas, et ita Labeo libro xv responsorum re-
fert. 4. Sed si stipulam in agro tuo incenderis ignisque eva-
gatus ad praedium vicini pervenerit et illud exusserit,
Aquila lex locum habeat an in factum actio sit, fuit quae-
stio. 5. Sed plerisque Aquilia lex locum habere non vide-
tur, et ita Celsus libro xxxvii digestorum scribit. Ait enim,
'si stipulam incendit ignis effugit, Aquilia lege eum non
teneri, sed in factum agendum, quia non principaliter hic
exussit, sed dum aliud egit, sic ignis processit'. 6. Cujus sen-
tentia et rescripto divi Severi conprobata est in haec verba :

1. = Paul, *Sent.*, 5, 20, 4-5. — 2. = Paul, *Sent.*, 5, 20, 1. — 3. = D., 47, 9, 12, 1. — 4. M. Mommsen praeferat : 'in causa lata'. — 5. *Coll.*, 2, 4 et la note. — 6. Cf. D., 9, 2, 27, 7. — 7. = D., 9, 2, 27, 8.

‘Profiteri propter ignem, qui pabuli gratia factus culpa servorum Veturiae Astiliae evagatus agrum tuum, ut proponis. depopulatus est, ad exemplum legis Aquiliae noxali iudicio actura: si litis aestimatio permittitur, iudicium consistere potest’¹. Videlicet non est visa Aquilia sufficere. 7.² Si forte servus, qui idem conductor est, coloni³ ad fornacem obdormisset et villa fuerit exusta, Neratius scribit ex locato conventum praestare debere, si negligens in elegendis ministeriis fuit. Ceterum si alius ignem subjecerit fornaci, alius negligenter custodierit, an tenetur? Namque qui non custodit, nihil fecit: qui recte ignem subiecit, non peccavit: quemadmodum si hominem medicus recte secuerit, sed negligenter vel ipse vel alius curaverit, Aquilia cessat. Quid ergo est? Et hic puto ad exemplum Aquiliae dandam actionem tam in eum, qui ad fornacem obdormivit vel negligenter custodit, quam in medicum qui negligenter curavit, sive homo perit: sive debilitatus est. Nec quisquam dixerit in eo qui obdormivit rem eum humanam et naturalem passum, cum deberet vel ignem extinguere vel ita munire, ut non evagaretur. 8⁴. Item libro vi ex Vibiano relatum est: si furnum secundum parietem communem haberes, an damni injuria teneris? Et ait *Proculus* agi non posse Aquilia lege, quia nec cum eo qui focum haberet: et ideo aequius putat in factum actionem dandam. Sed non proponit exustum parietem. Sane enim quaeri potest, si nondum mihi damnum dederis et ita ignem habeas, ut metuum ne mihi des, an aequum sit me interim actionem, id est in factum impetrare? Fortassis enim de hoc senserit *Proculus*. Nisi quis dixerit damni non facti sufficere cautionem. 9.⁵ Sed et si qui servi inquilini insulam exusserint, libro x *Urseius* refert *Sabinum* respondisse lege Aquilia servorum nomine dominum noxali iudicio conveniendum: ex locato autem dominum teneri negat. *Proculus* autem respondit, cum coloni servi villam exusserint, colonum vel ex locato vel lege Aquilia teneri, ita ut colonus servos posset noxae dedere et si uno iudicio res esset iudicata, altero amplius non agendum. 10.⁶ Item *Celsus* libro xxvii digestorum scribit: si cum apes meae ad tuas advolassent, tu eas exusseris, quosdam negare competere legis Aquiliae actionem, inter quos et *Proculum*, quasi apes domini mei non fuerint. Sed id falsum

1. Mommsen, qui indique encore comme possible: iudicem tum adire poterit les mss.; ‘iudicium cum adire et ‘iudicium kap. CII adire’; Lenel: ‘confessorium edere potes’. — 2. = *D.*, 9, 2, 27, 9 avec quelques omissions. — 3. *D.*: ‘fratricarius servus coloni’. — 4. = *D.*, 9, 2, 27, 10 avec quelques omissions. — 5. Résumé *D.*, 9, 2, 27, 11. — 6. Cf. *D.*, 9, 2, 27, 12.

esse Celsus ait, cum apes revenire soleant et fructui mihi sint. Sed Proculus eo movetur, quod nec mansuetae nec ita clausae fuerint. Ipse autem Celsus ait nihil inter has et columbas interesse, quae, si manum refugiunt, domi tamen fungiunt.

[TITULUS XIII.] DE TERMINO AMOTO.

I, 1. MOYSES dicit :

Non transmovebis terminos proximi tui, quos constituerunt patres tui vel principes possessionis tuae.

II, 1. PAULUS libro sententiarum primo sub titulo finium regundorum¹ :

In eum, qui per vim terminos dejecit vel amovit, extra ordinem animadvertitur.

III, 1. ULPIANUS libro octavo de officio proconsulis sub titulo de termino moto :

Eos qui terminos moverunt non inpune id facere debere divus Hadrianus Terentio Gentiano xvii k. Sept. se III consule rescripsit, quo rescripto poenam variam statuit. 2. Verba rescripti ita se habent² : 'Pessimum factum eorum, qui terminos finium causa positos abstulerunt, dubitari non potest. Poenae tamen modus ex condicione personae et mente facientis magis statui potest ; nam si splendidiore sunt personae, quae vincuntur, non dubito quin occupandorum aliorum finium causa id admiserint : et possunt in tempus, ut cujusque patitur aetas, relegari : *id est si juvenior in longius, si senior recisus : si vero alii negotium gesserunt et ministerio functi sunt, castigari* et sic in biennium aut triennium ad opus publicum dari. Quod si per ignorantiam aut fortuito lapides usus causa furati sunt, sufficit eos verberibus coerceri.

[TITULUS XIII.] DE PLAGIARIIS.

I, 1. MOYSES dicit :

Quicumque plagiaverit quemquam Israhel et vendiderit eum, morte moriatur.

II, 1. PAULUS libro sententiarum v sub titulo ad legem Fabiam³ :

Lege Fabia tenetur, qui civem Romanum ingenuum libertinumve servumve alienum celaverit vendiderit vinxerit comparaverit. 2. Et olim quidem hujus legis poena nummaria fuit, sed translata est cognitio in praefectum urbis, itemque praesidis provinciae extra ordinem meruit animadversionem. Ideoque humiliores aut in metallum dantur aut in crucem

1. = Paul, *Sent.*, 1, 10. — 2. Reproduit par Callistrate, *D.*, 47, 21, 2. — 3. Paul, 5, 30 b.

tolluntur, honestiores adempta dimidia parte bonorum in perpetuum relegantur. 3. Si servus sciente domino alienum servum subtraxerit vendiderit celaverit, in ipsum dominum animadvertitur: quod si id domino ignorante commiserit, in metallum datur.

III, 1. ULPIANUS libro nono de officio proconsulis sub titulo ad legem Fabiam :

Frequens est etiam legis Fabiae cognitio in tribunalibus praesidum, quamquam quidam procuratores Caesaris usurpaverint tam in provinciis quam Romae¹. 2. Sed enim jam eo perventum est constitutionibus, ut Romae quidem praefectus urbissolus super ea re cognoscat, si intra miliarium centesimum sit injuria commissa : enimvero si ultra centesimum, praefectorum praetorio erit cognitio. In provincia est praesidium provinciarum, nec aliter procuratori Caesaris haec cognitio injungitur, quam si praesidis partibus in provincia fungatur. Plane post sententiam de Fabia latam procuratoris partes succedunt hujusce rei. 3. Attamen procurator qui nullam provinciam regit licet de capitalibus causis cognoscere nec soleat, tamen ut de lege Fabia possit cognoscere, imp. Antoninus constituit. Idem legis Juliae de adulteris coercendis constitutione imperatoris Antonini quaestionem accepit. 4. Lege autem Fabia tenetur, qui civem Romanum eumve², qui in Italia liberatus sit, celaverit vinxerit vinculumve habuerit, vendiderit emerit, quive in eam rem socius fuerit : cui capite primo ejusdem legis poena injungitur³. Si servus quis sciente domino fecerit, dominus ejus sestertiis quinquaginta milibus eodem capite punitur. 5. Ejusdem legis capite secundo tenetur, qui alieno servo persuaserit, ut dominum fugiat quive alienum servum invito domino celaverit vendiderit emerit dolo malo, quive in ea re socius fuerit : jubeturque populo sestertia quinquaginta milia dare. Et reliqua.

6. Sciendum tamen est ex novellis constitutionibus capitali sententia plagiatores pro atrocitate facti puniendos : quamvis et Paulus relatis supra speciebus crucis et metalli hujusmodi reis inrogaverit poenam.

[TITULUS XV.] DE MATHEMATICIS, MALEFICIS ET MANICHAÏS.

I, 1. MOYSES dicit :

Non inveniatur in te qui lustret filium tuum aut filiam

1. Mommsen ; les mss. : 'quam Romae tam in provinciis'. — 2. Pithou, suivi par Mommsen : mss. : 'eundemque' et 'ejusdemque' ; cf. la note de Mommsen. — 3. Huschke ajoute : 'sestertium C milium' ; v. en sens contraire la note de Mommsen.

tuam, nec divinus apud quem sortes tollas : nec consentias venenariis inpostoribus, qui dicant, quid conceptum habeat mulier, quoniam fabulae seductoriae sunt. Nec intendas prodigia, nec interroges mortuos. 2. ¹[Non inveniatur in te auguriorum nec inspector avium nec maleficus aut incantator nec pythonem habens in ventrem nec haruspex nec interrogator mortuorum nec portenta inspiciens] : 3. omnia namque ista a domino deo tuo damnata sunt et qui fecerit haec. Propter has enim abominationes deus eradicabit Chaldaeos a facie tua. 4. Tu autem perfectus eris ante dominum deum tuum : 5. gentes enim istae, quas tu possides, auguria et sortes et divinationes audiebant.

II, 1. ULPIANUS libro VII de officio proconsulis sub titulo de mathematicis et vaticinatoribus :

Praeterea interdictum est mathematicorum callida impostura et obstinata persuasione. Nec hodie primum interdicti eis placuit, sed vetus haec prohibitio est : denique extat senatus consultum Pomponio et Rufo cons. factum², quo caveatur, ut mathematicis Chaldaeis ariolis et ceteris, qui simile inceptum fecerunt, aqua et igni interdicatorum omniaque bona eorum publicentur, et si externarum gentium quis id fecerit, ut in eum animadvertatur. 2. Sed fuit quaesitum, utrum scientia huiusmodi hominum puniatur an exercitio et professio. *Et* quidem apud veteres dicebatur professionem eorum, non notitiam esse prohibitam : postea variatum. *Nec* dissimulandum est nonnumquam inrepsisse in usum, ut etiam profiterentur et publice se praebent. Quod quidem magis per contumaciam et temeritatem eorum factum est, qui visi erant vel consulere vel exercere, quam quod fuerat permissum. 3. Saepissime denique interdictum est fere ab omnibus principibus, ne quis omnino huiusmodi ineptiis se inmisceret, et varie puniti sunt ii qui id exercuerint, pro mensura scilicet consultationis. Nam qui de principis salute, capite puniti sunt vel qua alia poena graviore adfecti ; enimvero si qui de sua suorumque, lenius. Inter hos habentur vaticinatores, quanquam ii quoque plectendi sunt, quoniam nonnumquam contra publicam quietem imperiumque populi Romani improbandas artes exercent. 4. Extat denique decretum divi Pii ad Pacatum, legatum provinciae Lugudunensis, cuius rescripti verba quia multa sunt, de sine ejus ad locum haec pauca subjeci. 5. Denique divus Marcus cum, qui motu Cassiano vaticinatus erat et multa quasi ins-

tinetu deorum dixerat, in insulam Syrum relegavit. 6. Et sane non debent inpune ferre hujusmodi homines, qui sub obtentu *ex* monitu deorum quaedam vel enuntiant vel jactant vel scientes conflungunt.

III, 1. GREGORIANUS libro VII sub titulo de maleficis et Manichaeis :

Impp. Diocletianus et Maximianus AA. et Constantius et Maximianus, nobilissimi CC. Juliano proconsuli Africae. Otia maxima interdum homines in communiōe condicionis naturae humanae modum excedere hortantur et quaedam genera inanissima ac turpissima doctrinae superstitionis inducere suadent, ut sui erroris arbitrio pertrahere et alios multos videantur, Juliane karissime. 2. Sed dii immortales providentia sua ordinare et disponere dignati sunt, quae bona et vera sunt ut multorum et bonorum et egregiorum virorum et sapientissimorum consilio et tractatu inlibata probarentur et statuerentur, quibus nec obviam ire nec resistere fas est, neque reprehendi a nova vetus religio deberet. Maximi enim criminis est retractare quae semel ab antiquis statuta et definita suum statum et cursum tenent ac possident. 3. Unde pertinaciam pravae mentis nequissimorum hominum punire ingens nobis studium est ; hi enim, qui novellas et inauditas sectas veterioribus religionibus obponunt, ut pro arbitrio suo pravo excludant quae divinitus concessa sunt quondam nobis, 4. de quibus sollertia tua serenitati nostrae retulit, Manichaei, audivimus eos nuperrime veluti nova et inopinata prodigia in hunc mundum de Persica adversaria nobis gente progressa vel orta esse et multa facinora ibi committere, populos namque quietos pertubare nec non et civitatibus maxima detrimenta inserere : et verendum est. ne forte, ut fieri adsolet, accedenti tempore conentur per execrandas consuetudines et scaevas leges Persarum innocentioris naturae homines, Romanam gentem modestam atque tranquillam et universum orbem nostrum veluti venenis de suis malivolis inficere. 5. Et quia omnia, quae pandit prudentia tua in relatione religionis illorum, genera maleficiorum statutis evidentissime sunt exquisita et inventa commenta, ideo aerumnas atque poenas debitas et condignas illis statuimus. 6. Jubemus namque auctores quidem ac principes una cum abominandis scripturis eorum severiori poenae subjici, ita ut flammeis ignibus exurantur : consentaneos vero et usque adeo contentiosos capite puniri praecipimus, et eorum bona fisco nostro vindicari sancimus. 7. Si qui sane etiam honorati, aut cujuslibet dignitatis vel majores personae ad adhuc inau-

ditam et turpem atque per omnia infamem sectam, vel ad doctrinam Persarum se transtulerint, eorum patrimonia fisco nostro adsociari facies, ipsos quoque *Phaenensibus* vel *Proconensibus* metallis dari. 8. Ut igitur stirpitus amputari *lues* haec nequitiae de saeculo beatissimo nostro possit, devotio tua jussis ac statutis tranquillitatis nostrae maturet obsecundare. Dat. pridie k. Aprilis, Alexandriae (a. 320¹).

[TITULUS XVI.] DE LEGITIMA SUCCESSIONE.

I, 1. Scriptura divina sic dicit :

Filiae Salfad, adstantes ante Moysen et Eleazarum sacerdotem et principes omnemque senatum filiorum Israhel in foribus tabernaculi testimonii dixerunt : 2. Pater noster mortuus est et filii non fuerunt ei, sed filiae, 3. et ideo non deleatur nomen patris nostri de medio tribus suae. Non est ei masculus : date nobis possessionem in medio fratrum patris nostri. 4. Et obtulit Moyses petitionem earum coram deo. 5. Et locutus est dominus Moysi dicens : 6. Recte filiae Salphad locutae sunt : et ideo dabitis eis possessionem hereditatis in medio fratrum patris earum. 7. Et dices haec filiis Israhel : Homo si decesserit, et filios non habuerit.
. dabitis hereditatem proximorum eorum de tribu ejus : et possidebit omnia ejus : et erit haec filiis Israhel justificatio judiciorum secundum quae constituit dominus Moysi.

II, 1. GAIUS institutionum libro III legitimis sic ordinat successiones² :

Intestatorum hereditates lege duodecim tabularum primum ad suos heredes pertinent. 2. Sui autem heredes existimantur liberi qui in potestate morientis fuerunt, veluti filius filiae, nepos neptisve *ex filio*, pronepos proneptisve *ex nepote filio nato* prognatus prognatave. Nec interest naturales sint liberi an adoptivi. Ita demum tamen nepos neptisve et pronepos proneptisve suorum heredum numero sunt, si praecedens persona desierit *in potestate parentis esse, sive morte id acciderit* sive alia ratione, veluti emancipatione. Nam si per id tempus, quo quisque morietur, filius in potestate ejus sit, nepos ex eo suus heres esse non potest. Idem et in ceteris deinceps liberorum personis dictum intellegimus. 3. Uxor quoque, quae in manu est, *ei cujus in manu est*³ sua heres est, quia filiae loco est : item nurus quae in filii manu est, nam

1. Pluôt que 237 ; cf. la note de Mommsen. — 2. = Gaius, 3, 1-17 ; cf. Justinien, *Inst.*, 3, 1, 2. — 3. Mommsen ; les mss. : 'ejus est is suaheres est' et 'ejus est valere et'.

et haec neptis loco est. Sed ita demum erit sua heres, si filius, cujus in manu sit cum pater moritur, in potestate ejus non sit. Idemque dicimus et de ea, quae in nepotis manu matrimonii causa sit, quia proneptis loco est. 4. Postumi quoque, qui, si vivo parente nati essent, in potestate ejus futuri forent, sui heredes sunt. 5. Idem juris est de his, quorum nomine ex lege Aelia Sentia vel ex senatus consulto post mortem patris causa probatur; nam et hi vivo patre causa probata in potestate ejus futuri essent. 6. Quod et de eo filio, qui ex prima secundave mancipatione post mortem patris manumittitur, intellegemus. 7. Igitur cum filius filiae et ex altero filio nepotes neptesve extant, pariter ad hereditatem vocantur nec qui gradu propior est, ulteriorem excludit. Aequum enim videtur nepotes neptesve in patris sui locum portionemque succedere. Pari ratione et si nepos neptisve sit ex filio et ex nepote pronepos proneptisve, simul vocantur. 8. Et quia placebat nepotes neptesve, item pronepos proneptesve in patris sui locum succedere, conveniens esse visum est non in capita, sed in stirpes hereditates dividi, ita ut filius dimidiam partem hereditatis ferat et ex altero filio duo pluresve nepotes alteram dimidiam: item si ex duobus filiis nepotes extent, ex altero filio unus forte vel duo, ex altero tres aut quattuor, ad unum aut ad duos dimidia pars pertineat et ad tres aut quattuor altera dimidia.

9. De agnatis. Si nullus sit suorum heredum, tunc hereditas pertinet ex eadem lege duodecim tabularum ad agnatos. 10. Vocantur autem agnati, qui legitima cognatione juncti sunt. Legitima autem cognatio est quae per virilis sexus personas conjungitur; itaque qui eodem patre nati sunt fratres agnati sibi sunt, qui etiam consanguinei vocantur, nec requiruntur, an matrem eandem habuerint. Item patruus fratris filio et invicem is illi agnatus est. Eodem numero sunt fratres patruales inter se, id est qui ex duobus fratribus progenerati sunt, quos plerique etiam consobrinos vocant: qua ratione scilicet etiam ad plures gradus agnationis pervenire poterimus. 11. Non tamen omnibus simul agnatis dat lex duodecim tabularum hereditatem, sed his, qui tum cum certum est aliquem intestatum decessisse, proximo gradu sunt. 12. Nec in eo jure successio est: ideoque si hereditatem proximus omiserit vel antequam hereditatem adierit decesserit, sequentibus nihil juris ex lege competit. 13. Ideo autem non mortis tempore, quis proximus erit, requirimus, sed eo tempore, quo certum fuerit aliquem intestatum decessisse, quia si quis testamento facto decesserit, melius esse visum est tunc requiri proximum, cum certum

esse coeperit neminem ex eo testamento heredem fore. 14. Quod ad feminas tamen adinet hoc jure aliud in ipsarum hereditatibus capiendis placet, aliud in ceterorum ab his capiendis. Nam feminarum hereditates proinde agnationis jure redeunt atque masculorum : nostrae vero hereditates ad feminas ultra consanguineorum gradum non pertinent. Itaque soror fratri sororive legitima heres est, amita vero et fratris filia heres esse non potest. Sororis autem nobis loco est etiam mater aut noverca, quae per in manum conventionem apud patrem nostrum jus filiae nacta est. 15. Si ei qui defunctus erit sit frater et alterius fratris filius, sicut ex superioribus intellegitur, frater potior est, quia gradu praecedit : sed alia facta est juris interpretatio inter suos heredes. 16. Quod si defuncti nullus frater extet, sed sint liberi fratrum, ad omnes quidem hereditas pertinet, sed quaesitum est, si dispari numero sint, forte nati ex uno unus vel duo et ex altero tres aut quattuor, utrum in stirpes dividenda sit hereditas, sicut inter suos heredes juris est, an potius in capita. Jam dudum autem placuit in capita dividendam hereditatem : itaque quotquot erunt ab utraque parte personae, in tot portiones hereditas dividetur et singuli singulas portiones ferunt. 17. Si nullus agnatus sit, eadem lex duodecim tabularum gentiles ad hereditatem vocat. Qui sint autem gentiles, primo commentario retulimus, et cum illic admonuerimus gentilicium jus in desuetudinem abisse, supervacuum est hoc quoque loco de ea re curiosius tractare.

III. 1. PAULUS libro sententiarum IIII sub titulo de intestatorum successionibus¹ :

Intestati dicuntur, qui testamentum facere non possunt², vel ipsi linum ut intestati decederent abruperunt, vel quorum hereditas repudiata est quibusve condicio defecerit, nisi jure praetorio non jure factum testamentum objecta doli exceptione optinebit³. 2. Contra quorum testamenta rumpuntur aut irrita fiunt, ipso quidem jure testati decedunt, sed per consequentias sublato testamento intestati decedunt. 3. Intestatorum hereditas lege duodecim tabularum primum suis heredibus, deinde agnatis et aliquando quoque gentilibus deferebatur. Sane consanguinei, quos lex non adprehenderat, interpretatione prudentium primum inter agnatos locum acceperunt. 4. Sui heredes sunt hi : primo loco filius filia in potestate patris constituti : nec interest, [si] adoptivi sint an naturales et secundum legem Juliam Papiamve quaesiti, modo

1. 4, 8. — 2. Mommsen intercale ici : 'vel jure non fecerunt cum possent'. —

3. Cf. les observations sous Gaius, 2, 151.

maneant in potestate. 5. Qui sui heredes sunt, ipso jure heredes etiam ignorantes constituuntur, ut furiosi aut infantes et peregrinantes: quibus bonorum possessio nisi propter praetoriam actionem non erat necessaria. 6. Suis heredibus adeo a morte testatoris rerum hereditariarum dominium continuatur, ut nec tutoris auctoritas pupillis nec furiosis curator sit necessarius, nisi forte *ut abstineant, si minus* solvendo sit hereditas: quamvis etiam furiosus, si resipuerit, et pupillus, si adleverit, abstinere possint. 7. Post mortem patris natus vel ab hostibus reversus aut ex primo secundove mancipio manumissus cujusve erroris causa probata est, licet non fuerint in potestate, sui tamen patri heredes efficiuntur. 8. Post filios filias ad intestatorum successionem inter suos veniunt nepotes neptes, pronepotes proneptes ac deinde masculino sexu *per filium* descendentes, si nullo parentum impedimento ipsi in avi potestate vel proavi familia remanserint; parentes enim liberis suis, cum quibus in potestate fuerint ipsi, ordine successionis obsistunt. 9. Filii, si cum nepotibus ex alio filio susceptis in familia retinentur, ad intestali patris successionem cum fratribus filii vocantur: quibus in patris sui partem venientibus hereditas in stirpes, non in capita dividitur, ita ut unus filius et plures nepotes singulos semisses habeant. Idemque evenit, si avo ex duobus filiis in pari numero nepotes successerint. 10. Ex filia nepotes sui heredes non sunt; in avi enim materni potestate alienam familiam sequentes ipsa ratione esse non possunt. 11. Eo tempore suus heres constituendus est, quo certum est aliquem intestatum decessisse: quod ex eventu deficientis condicionis et ortu nepotis, qui vivo avo post mortem patris *conceptus sit et post mortem avi* natus *finiri* potest. 12. *Quem* filius emancipatus suscepit vel adoptavit, sui heredis locum in avi successione, sicut ipse pater, obtinere non potest; *potest* adoptivus, tamen *nec* quasi cognatus bonorum possessionem ejus petere potest. 13. Si sui heredes non sunt, ad agnatos legitima hereditas pertinebit, inter quos primum locum consanguinei optinent. Agnati autem sunt cognati virilis sexus per virilem *sexum* descendentes, sicut filius fratris et patruus et deinceps tota successio. 14. Inter agnatos et cognatos hoc interest, *quod* in agnatis etiam cognati continentur, inter cognatos vero agnati non comprehenduntur. Et ideo patruus agnatus est et cognatus, avunculus autem cognatus tantummodo est. 15. Consanguinei sunt eodem patre nati, licet diversis matribus, qui in potestate fuerunt mortis tempore: adoptivus quoque frater, si non sit emancipatus, et hi qui post mortem patris nati sunt vel *causam* probaverunt. 16.

Soror jure consanguinitatis tam ad fratris quam ad sororis hereditatem admittitur. 17. Consanguineis non existentibus agnatis defertur hereditas, prout quis alterum gradu praecesserit. Quod si plures eodem gradu consistunt, simul admittuntur. 18. Si sint defuncti fratris et filius et nepos fratre non existente, filius fratris nepoti praefertur. 19. Sed si duorum fratrum sint liberi, non in stirpes, sed in capita hereditas distribuitur, scilicet ut pro numero singulorum viritum distribuat hereditas. 20. Feminae ad hereditates legitimas ultra consanguineorum successiones non admittuntur : id quo jure civili Voconiana ratione videtur effectum : ceterum lex duodecim tabularum sine ulla discretione sexus [cognatos] admittit.

IV, 1. ULPIANUS libro singulari *regularum* sub titulo de legitimis hereditatibus¹ :

Intestatorum gentiliciorum hereditates pertinent primum ad suos heredes, id est liberos qui in potestate sunt ceterosque qui liberorum loco sunt : si sui heredes non sunt, ad consanguineos, id est fratres et sorores ex eodem patre : si nec hi sunt, ad reliquos agnatos *proximos, id est cognatos* virilis sexus per mares descendentes ejusdem familiae. Id enim cautum est lege duodecim tabularum hac : 'Si intestatus moritur, cui *suus* heres nec escit, agnatus proximus familiam habeto'. 2. Si agnatus defuncti non sit, eadem lex duodecim tabularum gentiles ad hereditatem vocat his verbis : 'Si agnatus nec escit, gentiles familiam habeto'. *Nunc nec ullus est* heres hinc nec gentilicia jura in usu sunt.

V, 1. IDEM libro institutionum.... sub titulo de successione ab intestato :

Ab intestato quoque hereditas defertur aut per jus civile aut per praetoris beneficium : per jus civile suis heredibus vel liberis, qui in potestate fuerunt, *qui sunt filii filiae* et deinceps qui in locum defuncti parentis, quia ex eodem nati sunt, succedunt.

VI, 1. IDEM eodem libro :

Post suos ab intestato legitimi admittuntur, primum consanguinei. *Consanguinei* sunt frater et soror qui in ejusdem potestate patris fuerunt, etsi ex diversis matribus nati sunt. 2. Consanguineos et adoptio facit et adrogatio et causae probatio et in manum conventio.

VII, 1. IDEM eodem libro :

Deficientibus consanguineis legitimi vocantur. Hi sunt agna-

1. Ulpian, *Reg.*, 26, 1-1a.

ti qui nos per patris cognationem contingunt virilis sexus : nam sciendum feminis ultra consanguineas hereditates legitimas non deferri. 2. Suis praetor solet emancipatos liberos itemque civitate donatos conjungere data bonorum possessione *ita* tamen, ut bona si qua propria habent, his qui in potestate manserunt conferant. Nam aequissimum putavit neque eos bonis paternis carere per hoc, quod non sunt in potestate neque praecipua bona propria habere, cum partem sint ablaturi suis heredibus.

VIII, 1. *IDEM* libro qui supra *sub titulo* de suis heredibus :

Post agnatos praetor vocat cognatos : cognati autem sunt, qui nos per patrem aut matrem contingunt : post cognatos virum et uxorem. 2. Et haec, si qui decessit non fuit libertinus vel stirpis libertinae : ceterum si libertinus est vel libertina, patrono ejus legitima hereditas patronaevae lege duodecim tabularum defertur.

IX, 1. *IDEM* eodem libro :

Post familiam patroni vocat praetor patronum et patronam, item liberos et parentes patroni et patronae, deinde virum et uxorem, mox cognatos patroni et patronae. 2. Quod si is qui decessit liber fuit nec ex remanicipatione manumissus, lex quidem duodecim tabularum manumissori legitimam hereditatem detulit, sed praetor aequitate motus decem personas cognatorum ei praetulit has : patrem matrem, filium filiam, avum aviam, nepotem neptem, fratrem sororem, ne quis occasione juris sanguinis necessitudinem vinceret. 3. Sed imperator noster in hereditatibus quae ab intestato deferuntur eas solas personas voluit admitti, quibus decimae inmunitatem ipse tribuit.

20. FRAGMENTS DU SINAI.

Fragments découverts et copiés dans un monastère du Sinai par M. G. Bernadakis et édités d'après cette copie, d'abord par M. R. Daresté, *Bulletin de correspondance hellénique*, 1880, p. 449 et ss. et *N. R. Hist.* 1880, pp. 643-656, puis par MM. Zachariæ, *Sitzungsberichte* de Berlin, 1881, p. 62 et ss., Krueger, *Zsavst.*, 4, 1883, pp. 1-32, *Collectio*, 3, 267-282 et Huschke, *J. a.*, pp. 815-834. V. aussi le fac-simile d'une page de l'original dû à M. Gardthausen et les observations de M. Lenel, *Zsavst.*, 2, 1881, p. 233 et ss. ainsi que l'article récent de M. Zachariæ, *Bullett. dell'ist. di D. R.*, 5, 1892, pp. 1-9. Ce sont des scolies en langue grecque, sur Ulpien *ad Sabinum*, livres 36, 37, 38 et peut-être 39, que le ms. reproduit seules sans le texte commenté. L'abréviation $\Sigma\alpha\beta$ ou *Cab.* qu'on trouve en tête de beaucoup de passages, semble désigner leur auteur, qui est peut-être même celui de tous les fragments. On trouve cités d'autres ouvrages d'Ulpien, les *libri ad Sabinum* et les *responsa* de Paul, Marcién, *ad formulam hypothecariam*, les Institutes de Florentinus, les *regulae* et les *differentiae* de Modestin et les trois codes grégorien, hermogénien et théodosien. Connaissant le code théodosien et ne connaissant pas la législation de Justinien, l'ouvrage se place nécessairement entre les années 438 et 529. Il fournit quelques renseignements antérieurement inconnus sur les théories de la dot et de la tutelle : persistance de l'inapplicabilité de la loi Julia *de fundo dotali* aux fonds provinciaux, fr. 5 ; tutelle des Latins coloniaux, fr. 16 ; exclusion des Latins de la tutelle *ex lege Atilia*, fr. 17 ; inaccessibilité de la tutelle légitime à l'un des co-tuteurs, fr. 18 ; différence de la loi Atilia et de la loi Titia, fr. 20. Mais il présente un intérêt au moins égal par les jours nouveaux qu'il ouvre sur la disposition matérielle et le mode de citation des ouvrages juridiques. V. sur tous ces points : Krueger, *Zsavst.*, 4, 28-32, *Collectio*, 3, 267-268 et *Sources*, pp. 427, 340, 103, n. 6, 184, n. 1 ; Alibrandi, *Studi e doc.*, 3, 1883, pp. 33-48, 99-132, Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 985-987, Huschke, *J. a.*, pp. 815-816, et les observations de Lenel, *Pal.*, 3, pp. 1151-1159, sur les livres 36 à 39 d'Ulpien, *ad Sabinum*. — Le texte que nous reproduisons ici est, à part quelques modifications signalées dans les notes, celui de M. Krueger ; nous avons seulement omis les signes en partie douteux, par lesquels sont distinguées, dans la copie médiocrement sûre de M. Bernadakis, les restitutions et les solutions d'abréviations, et nous avons simplement indiqué par des points d'interrogation les leçons les plus incertaines. Pour le classement des fragments, nous avons également suivi l'ordre de M. Krueger déjà adopté par M. Huschke et confirmé sauf en deux ou trois points par la restitution de l'ouvrage d'Ulpien de M. Lenel (cf. notamment pour le fr. 5, Lenel, *Pal.*, 2, p. 1154, n. 5, et pour le fr. 16, Lenel, *Pal.*, 2, p. 1159, n. 2), en indiquant entre parenthèses les chiffres des éditions de M. Daresté, qui avait reproduit les fragments dans l'ordre des feuilles de la copie de M. Bernadakis, et de M. Zachariæ, duquel vint le premier essai de classement méthodique. Comme M. Zachariæ, M. Krueger et M. Huschke, nous avons cru rendre service à nos lecteurs en joignant au texte grec une traduction latine.

1. (Dar. 1. Zach. 1.)

τὸν ἀπελεύθερον εἶδεξα....

libertum...

... ἰον.ο¹ ἀκίνδυνον εἶναι τὴν παράβασιν τῆ μνηστῆ καὶ τῷ μνηστῆρι ῥ ἄλλ' ἐν τῷ γ' βιβλίῳ τοῦ Θεοδ. κώδικος τίτλῳ ιε ἢ ιε' τοῦ τίτλου διατάξις² κρατύνει τὰς περὶ συστάσεως τῶν γάμων poenas καὶ μέχρι τοῦ διπλοῦ³.....

... non periculosam esse violationem sponsae vel sponso ... sed in libro 3 Theodosiani codicis titulo 15 const. 15 confirmat poenas de nuptiis contrahendis promissas et usque ad duplum...

Σαβ.: Ἐκ πλείουρου τῆς μνηστῆς παραιτουμένης τὸν γάμον κίχρηστοτῆ ἐν τῷ γ' βιβλίῳ τοῦ Θεοδοσιανοῦ κώδικος διατάξις⁴ περὶ γάρ αὐτῆς μόνης διαλέγεται εἰς δὲ τὸ πρόσωπον τοῦ μνηστῆρος διακλυόμεν (?) τῆ ἐν τῷ ε βιβλίῳ τοῦ Gregorianoῦ κώδικος εἰς⁵ διατάξις, τατ αὐτὸν ἐπερωτηθέντα πρόστιμον ἐκ τοῦ ἐμποδίσαι τῷ γάμῳ μὴ κατέχσθαι ἐνδυνάμως. Ἐν δὲ τῷ τέλει τοῦ....

Sab: Ex parte sponsae recusantis nuptias utere constitutione.... in libro 3 Theodosiani codicis: nam de ea sola loquitur. In sponsi vero persona... constitutione 17 in Gregoriano codicis libro 5.... eum ex poena promissa non efficaciter teneri, quod nuptias prohibuerit. In fine autem...

2. (Dar. 8. Zach. 2.)

... ὅπερ ἐν factō συνέβη τοιῶδε¹ ἔχων τις ἀδελφὴν καὶ δεόμενος Στεφάνου τινοῦς ἐπὶ τινε πράγματι ἐρώντος τῆς αὐτοῦ ἀδελφῆς ἐπηγγείλατο τῷ Στεφάνῳ, παρασκευάσειν τὴν ἀδελφὴν αὐτοῦ συναφθῆναι αὐτῷ, ἐπερωτηθεὶς, καὶ πρόστιμον εἰ νομισμάτων, εἰ μὴ τούτο ποιήσῃ ὁ δὲ οὐκ ἠδυνήθη πείθειν τὴν αὐτοῦ ἀδελφὴν ἢ καὶ οὐ θέλει αὐτὴν ἐκδοθῆναι. Καὶ ἐρωτηθεὶς εἶπον, ἀδύναμον εἶναι τὴν ἐπερώτησιν ὡς contra bonos mores ὑπάρχουσαν ὡσπερ φησὶν

... quod tali facto evenit: qui sororem habuit indiguitque in aliqua re Stephani cujusdam qui ejus sororem amabat, Stephano promisit facturum se, ut soror sua ei copularetur, poena quoque X aureorum adjecta, si id non fecisset. Is autem non potuit sororem movere vel in matrimonium collocare non vult. Et consultus dixi inutilem esse stipulationem utpote contra bonos mores factam, quemad-

1. Zachariae: stipulationes. — 2. Const. perdue. — 3. Cf. Karlowa, R. R. G., 1, 987. — 4. C. Th., 5, 3, 41 ?

ὁ Παῦλος βιβλίῳ ε' responso¹
αὐτοῦ..... de stipulation.... δι-
τῆς μὲν πύσεως.....

modum ait Paulus in libro 15
responsorum... de stipula-
tion... quaestionis...

3. (Dar. 8 bis. Zach. 5.)

τὰ αὐτὰ.... ἐν τῷ Hermoge-
niano κώδικι τίτλῳ ξθ' ἢ ρκ,
ἧς ἡ ἀρχή... *dubium n. e.*²
Σαβ. : κίονα γὰρ ἔχει τοιοῦτον
...ιονά³ προσήκει κρατεῖν τὰ μὴ...
ἀλλὰ καθαρᾷ διαθέσει γινόμενα,
ὡς ἐν τῷ Hermogeniano κώδικι
τίτλῳ μα' ἢ ιδ' κκι διάταξις φησι...
θέμα, ἐφ' ᾧ τὸ εἰκονικὸν *repudion*
ἀντι ἀληθοῦς λαμβάνεται. Ως ὅτε
ἡ emancipata θυγάτηρ τῆν ficto
repudio.... ἢ τῆν προικα καί....
ὡ ταύτην τῷ ἀνδρὶ πάλιν τελευτ...⁴

eadem.... in Hermoge-
niano codice titulo 69, c. 120,
cujus initium est 'dubium non
est'. Sab: Regulam enim hanc
tene: repudia (?) valere oportet
ea, quae... non sed mera vo-
luntate facta ut in Hermoge-
niano codice tit. 41, constitutio
14 et... dicit... casus in quo
simulatum repudium pro vero
accipitur, veluti cum emanci-
pata filia ficto repudio... do-
tem et... hanc viro rursus....

4. (Dar. 9. Zach. 6.)

.... ἐν τῶν responso (?) ου
ῆς πύσειως η α...δεν. (G. ul-
gini καὶ βιβλίῳ ε' τοῦ δι-
πλοῦ⁵ αὐτοῦ το τίτλῳ de
sponsalibus. Ἀρχὴ τῶν ῥη-
τῶν de die pone ciuera :
ἐχίτο πᾶς ἔξουσίαν *repudio*
λύειν τὸν γάμον καὶ μνηστείαν.
Ἄτοπον γὰρ τὸν γάμον διη-
νακοῦς τῆς ὁμοιοῦς δεόμενοι,
διὰ τῆς poenae καὶ μὴ διαθέσει
συνίστασθαι.

Ὁ ἐπερωτηθεὶς καὶ ἡ ἐπερω-
τηθεῖσα poenam, ἐὰν διαλύσῃ τὸν
γάμον, οὐ κατέχεται εἰ μὴ ἕως
τοῦ μέτρου τῆς ob mortem⁶, ὅσον
ἰδύνκτο παρακατέχειν ὁ ἀνὴρ διὰ

..... titulo de
sponsalibus. Initium contex-
tus de die poenae... habet
quisquis licentiam repudio sol-
vere matrimonium et sponsa-
lia. Absurdum enim est ma-
trimonium, cui perpetua con-
cordia requiritur, propter
poenam nec voluntatem con-
sistere.

Qui quaeve poenam pro-
misit si matrimonium solve-
rit, non tenetur, nisi in quan-
titate ejus quod ob mortem
promissum est, quantum vir

1. Cf. D., 45, 1, 134, pr. — 2. Zachariae; Krueger: u. . . biut n. e. — 3. Zachariae: τα σύμφωνα; Krueger: τα repudia. — 4. Cf., sur la finale, C., 517, 12. — 5. Zachariae: τῶν disputationon. — 6. Zachariae, Huschke: 'ob mores'.

τῆς mortis¹ παιδῶν ὑπόντων (?) ἢ ἡ γυνὴ ἄνδρα ἀπαιτεῖν ἀπὸ τῆς ἐπὶ τῷ προστίμῳ ἐπερωτήσεως, ὅσον ἡδύνατο κινεῖν κατὰ τοῦτο...

propter mortem liberis inter-
venientibus (?) retinere potuit
vel mulier a viro exigere ex
poenae promissione...

5. (Dar. 4. Zach. 12.)

..... ἐκποίητο
..... νόμῳ (?) julio² ει
tributarii ὡς ἐν τ. u.
ἐστὶν de dote ἢ ζ' καὶ ζ' ακ.
καὶ α. β καὶ... τ φησὶ διατάξεις.
Τὸ πλεόν μάθε' κἀν ἰδικῶς γραφῇ
ἐν τῷ προικῶν μὴ ἐξεῖναι τῷ ἄν-
δρὶ ἐνεχυράζειν τὰ ἐπαρχιακὰ
κτῆματα, καὶ οὕτω συνίστηκεν ἡ
αὐτῶν ὑποθήκη ἢ ἐν γάμῳ γενομένη
κατὰ τοῦ ἀνδρὸς ὡς βιβλίῳ ε' τοῦ
Gregorianu κώδικος τίτλῳ παρα-
τελευταίῳ ἢ γ' τοῦ τίτλου φησὶ.
Σαβ. σημειῶσαι τοῦτο καὶ μὴ
συναρπαγῆς ἀπὸ τῆς διατάξεως
τοῦ. μετὰ τὸν Gregorianon
κώδικα ἢ τῆς ἐν τῷ ια' βιβλίῳ τοῦ
Gregorianu τίτλῳ ια' εβ' τοῦ
τίτλου.

Ex pecunia dotali : τὸ ἀπὸ
προικιαίας οὐσίας ἀγοραζόμενον
πρᾶγμα ὑπόκειται τῇ γυναικί.
Σημειῶσαι τὸ dotali. Τοῦτό φησι
καὶ ὁ Marcianus ἐν τῇ ὑποθηκα-
ρίᾳ.

.....
... lege Julia...
.... tributarii ut in
est de dote 6 et 7.....
... ait constitutio. Amplius
disce : etiam si specialiter
scriptum sit in dotali instru-
mento non licere viro pigne-
rare provincialia praedia, sic
quoque constitit eorum hypo-
theca durante matrimonio fac-
ta contra virum, ut libro 5 Gre-
goriani codicis titulo paenulti-
mo, const. 3 dicit. Sab. : Nota
hoc, neque turbere constitu-
tione... post Gregorianum co-
dicem vel ea quae est in libro
11 Gregoriani titulo 11, duode-
cima tituli.

Ex pecunia dotali]. Res
ex dotali pecunia empta tene-
tur mulieri. Nota 'dotali'. Hoc
dicit etiam Marcianus in hy-
pothecaria.

6. (Dar. 9 bis. Zach. 13.)

s. iinsticēi καὶ ἐπὶ τῆς. . . .
προικὸς κατέχεται ὁ ἄνθρωπος ὅσον
δύναται καταβαλλεῖν (?) ὥραϊον.
Σαβ. Ὁ Modestinus βι-
βλίῳ β' differentiation αὐτοῦ τίτλῳ
ζ' ἀναφέρει Pii διατάξιν λέγουσαν

s. et de.....
dote tenetur vir in quan-
tum facere potest. Pulchrum.
Sab... Modestinus libro 2 dif-
ferentiarum titulo 6 refert
Pii constitutionem quae di-

1. Ms. : 'moris'; Huschke; 'μοιρας'; Krueger : mortis παιδῶν ὑπόντων ἢ ἡ
γυνή. — 2. Huschke : ms. : '... julio'.

μη̄ μόνον ἐπὶ προικός, ἀλλὰ καὶ ἐπὶ παντός συναλλάγματος ἐνάχθιντα τὸν ἄνδρα καὶ εἰς ὅσον ἔχει καταδικάζεσθαι ε. . .

(Sivalent 4 lignes Illisibles)

Δανειστής ἐρακτηευσεν πρὸς τὸν χρεώστην αὐτοῦ τοσοῦτον αὐτὸν ἀπαιτεῖν μόνον, ὅσον δύναται καταβάλλειν ἰσχυρὸν τὸ pacton.

Καὶ ὁ πατήρ καὶ ὁ πάτρων κατέχονται εἰς ὅσον ἔχουσιν μόνον, οὐκ εἰς τὸ πᾶν.

Νος

7. (Dar. 5. Zach. 9.)

Graviori : ὁ ἀνὴρ βαρὺ τι πλημμελήσας οἱ.

Graviori] Vir, qui gravius aliquid deliquit.

8. (Dar. 7. Zach. 8.)¹

... ¹κανόνα γενικόν, τί ἐστι necessaria δαπανήματα.

Necessaria ἐστὶν δαπανήματα, ὧν μὴ γινομένων κατεδικάζετε ὁ ἀνὴρ ἐναγόμενος τῇ rei uxoriae.

Nos generaliter² : ὁρᾷς πῶς καὶ Ulpianos κανονίζει ἡμῖν, ὅσα δαπανήματα πέποιήκεν ὁ ἀνὴρ πρόσκαιρα τῶν καρπῶν ἔνεκεν, ταῦτα τοῖς καρποῖς compensa-teusται, οὐ μὴν ποιῆ τὴν retentiona³ ὅσα δὲ διηνεκῆ ἢ καὶ ἐπὶ πολὺν χρόνον παρέχει τὴν χρεῖαν, οἷον μῶλος ἢ ἀρτοκοπεῖον ἢ τὸ φυτεύσαι, ταῦτα necessaria ἐστὶ καὶ μισοῖ τὴν προίκα. Τοῦτο φησι καὶ ὁ Paulos βιβλίῳ ζ' τῶν ad Sabinum αὐτοῦ τίτλωλε'.

Ubi non sunt corpora³ :

... regulam generalem, quae sint necessariae impensae.

Necessariae sunt impensae, quibus non factis condemnaretur vir rei uxoriae actione conventus.

Nos generaliter]. Vides, quomodo etiam Ulpianus regulam nobis ponit, quas impensas fecit vir ad tempus fructuum causa, eas cum fructibus compensat nec facit retentionem : quae vero perpetuae sunt et in multum tempus praebent utilitatem, velut moles vel pistrinum vel plantatio, eae necessariae sunt et minuunt dotem. Hoc ait et Paulus libro 7 ad Sabinum titulo 35.

Ubi non sunt corpora] :

1. Se rapporte à D., 25, 1, 1, 3. 5.—2. D., 25, 1, 3, 1.—3. D., 25, 1, 5, pr.

τότε τὰ necessaria δαπανή-
ματα. . . .

tunc necessariae impen-
sae...

9. (Dar. 11. Zach. 7.)

¹ να ἄλλα τὰ
μίντοι voluptaria οὐδὲ ἀπαιτεῖ
οὐδὲ λογίζεται, εἰ μὴ ἄρα ἔλοιτο
ἢ γυνὴ ἔχειν αὐτὰ· εἰ δὲ οὐ βού-
λεται ἔχειν αὐτὰ ἢ γυνή, δίδεται
τῷ ἀνδρὶ παρρησία τοῦ ἀφιέσθαι
αὐτὰ μὴ βλάπτουσι τὴν ἀρχαίαν
στάσιν².

tamen voluptaria neque exi-
git neque computat, nisi mu-
lier habere eas voluerit : si
vero nolit habere eas mulier,
datur viro licentia tollendi, si
modo non laedat pristinum
statum.

Ob donationes³ : μὴ
ισχυέτω pacton ἀναιρουῶν
τὴν ob res donatas ἢ ob in-
pensas ἢ ob res amotas re-
tentiona.

Ob donationes]. Ne va-
leat pactum, quod tollit re-
tentionem ob res donatas vel
ob impensas vel ob res amo-
tas.

Sab. arbitrium rei uxoriae:
ἐν τῷ παρόντι ἐ' κεφαλαίῳ διδάσ-
κει τοὺς δυναμένους κινεῖν τὴν
rei uxoriae.

Sab. arbitrium rei uxoriae:
in praesenti 15 capitulo expo-
nit, qui experiri possint rei
uxoriae actione.

Mora: σημειώσαι, ὅτι moras
γενομένης ἐπὶ τῆς adventicias
προικὸς ὁ πατὴρ ἔχει τὴν rei uxo-
riae· μάθε ὅτι τελευτήσασθαι
τῆς κόρης ὁ πατὴρ ἔχει τὴν. . . .

Mora]. Notandum, quod
mora facta in adventicia dote
pater habet rei uxoriae ac-
tionem : disce, quod mortua
filia pater habet...

10. (Dar. 12. Zach. 3.)

ap. . . . ἀχ τῇ τῶν e c θνη
ὄταν ἐν γάμῳ τελευτήσῃ ἢ γυνὴ
καὶ αὐ. e ἐπερωτη το
committeuθῆναι α. . . . εἰνεχι
. . του ἐπερωτήσαντα.

. . . . si in matrimonio mulier
mortua est et. . . .

Sab. . . . ἐν τῷ παρόντι τί-
τλω ασο διαλεσ. . . βε. e τῆς
adventicias προικὸς.

Sab. . . in praesente titu-
lo. . . loquitur de adventicia
dote.

1. Se rapporte à D., 25, 1, 9. — 2. Huschke ; Zachariae, Krueger : ὄψιν. —
3. Cf. D., 23, 4, 5.

De dote : περί τῆς adventicias προικὸς εἶπον¹, ἐν τοῖς προλαβούσιν βιβλίω λα' τίτλω α' ἀνάγνωθι τὰ ἐκὰς ῥηθέντα.

Ac socer : όταν εἰς τὸν πένθηρον ἢ προῖξ ἔρχεται, δύναται διὰ pactu βλαῖῆναι, καὶ ὅτι ὁ πατήρ ἐπιδοῦς προῖκα δύναται ποιῆσαι αὐτὴν adventician. Σημείωσαι ὠραῖον καὶ ὀνήσιμον.

Ἐάν ὑπεξούσιος δανεισάμενος ἐπιδοῶ λόγῳ προικὸς ἐτηςῆαυτου θυγατρὸς, οὐκ ἔστιν adventicia (?)² κῆ προῖξ³. Ἐτερον ἔστιν, εἴ τις εν...

De dote]. De adventicia libro 31 titulo primo : lege quae ibi dicta sunt.

Ac socer]. Cum ad socerum dos pervenit, potest pacto condicio ejus deterior fieri, et quod pater, cum dotem dat, potest eam facere adventician. Nota pulchrum et utile.

Si filius familias mutuo accepto dat nomine dotis suae filiae, non est adventicia dos. Aliud est, si quis. . .

11. (Dar. 10. Zach. 10.)

Θε. επικοινων τῇ rei uxoriae διδόμενον procuratorem ο.τε... δι. . . . αὐτῷ mandalon τοῦ τε πατρὸς καὶ τῆς θυγατρὸς. Μᾶλλον δὲ ὁ μὲν πατήρ ἐντελέσθω μόνος, ἢ δὲ κόρη συναίνειτω⁴.

Sab. e.osa : ἐν τῷ παρόντι ἐς κεφαλαίῳ διδάσκει, τίνι κινδυνεύεται τὰ ἐπὶ τῇ προικί συμβαίνοντα.

Ἐπὶ πάσῃ οἰαδήποτε προικὶ dolon καὶ culpam χρεωστῆ ὁ ἀνήρ. Ὁμοίως φησὶ καὶ ὁ Paulus βιβλίῳ ἢ τῶν responson αὐτοῦ πρὸ β' φύλλον τοῦ τέλους τοῦ βιβλίου, ὡς φραξ ετ. χων τοῦ de liberis adgnoscendis τίτλου οὕτως...

. . communem rei uxoriae datum procuratorem. ei mandatum et patris et filiae. Potius autem pater mandat solus, filia consentiat.

Sab. in praesenti 16 capitulo docet, cujus periculo sint, quae circa dotem eveniant.

In omniqualicumque dote dolum et culpam praestat maritus. Similiter ait et Paulus libro 8 responsorum ejus duobus foliis ante finem libri. tituli de liberis adgnoscendis...

12. (Dar. 3. Zach. 11.)

..... ιανειλα . von
ἐπὶ τοῦ πατρὸς ἐπερωτηθέντος

.....
cum pater dotem promisit;

1. Huschke : φησι = inquit (Ulpianus). — 2. Huschke : 'profecticia'. — 3. Cf. D., 23, 3, 5, 8. — 4. Cf. D., 3, 3, 8, pr. — 5. Se rapporte à D., 23, 3, 33.

προϊκα' ἀλλ' ἐσθότε μὴ ἀπαιτή-
σας αὐτὸν ὁ ἀνὴρ ε... ἐγκαλείται,
ὅτε adventicia εἴη ἡ προϊξ' καὶ
ὁ πατήρ γάρ ἐπιδοῦς ἐσθότε
ποιεῖ τὴν προϊκα adventician.
Σημειῶσαι ὅτι καὶ ὁ πατήρ ποιεῖ
adventician προϊκα.

Διάθεσι τὸ ἐξ' καὶ ἐν κεφά-
λαιον' πάντα γὰρ τὰ ἐν αὐτοῖς
εἶπον ἄνω βιβλίῳ λς' τίτλῳ β' καὶ
γ'. Ομοίως καὶ ὁ Paulos βιβλίῳ ζ'
τῶν ἀδ Sabinum τίτλῳ λγ'. Ἐκστὶ
πλατῆως φησὶ περὶ τῆς ἀμβλώσα-
σης γυναικός, ὅτι ἡ ἄκοντος τοῦ
ἀνδρὸς ἀμβλώσασα ζημιούται ἕκτη
τῆς προικὸς ὡς τεκοῦσα, ὅπερ καὶ
ὡδὲ φησὶ...

sed interdum viro, qui ab eo
non petit..., imputabitur si
adventicia sit dos; nam et
pater, qui dotem dat, interdum
fecit dotem adventician. Nota
quod etiam pater facit dotem
adventician.

Praeterea 17 et 18 capi-
tulum: omnia enim quae in
his tractantur dixi supra in
libro 35 titulo 2 et 3. Simi-
liter et Paulus libro 7 ad
Sabinum titulo 33. Ibi late ait
de muliere, quae abortum
fecit, quod quae invito viro
fecit, punitur sexta dotis, qua-
si pepererit. Quod et hoc loco
dicit...

13. (Dar. 15. Zach. 4.)

Ouap¹.

Sab. Volenti: ἐν τῷ παρόντι
ἐθ' κεφαλαιῷ διδάσκει περὶ τῆς ἐν
συνεστῶτι τῷ γάμῳ καταβληθείσης
προικὸς ἢ καὶ μειωθείσης, καὶ
σημειῶσαι, ὅτι ὁν τρόπον γίνεται
προικὸς ἀΐξεις ἐν συνεστῶτι τῷ
γάμῳ, οὕτως καὶ μείωσις προικὸς
ἐν συνεστῶτι τῷ γάμῳ προβαίνει.
Καὶ τοῦτο σοι ἐσημειώσαμην καὶ ἐν
τῇ λς' παραγραφῇ τοῦ de in inte-
grum restitutione τῶν α' Ul-
piani, ὅπου ἡ ἀρρητὴς γυνὴ ἀπο-
καθίσταται, εἰ νασμικ.νῆ τὴν
προϊκα. Τὸ αὐτὸ φησὶ καὶ ὁ
Florentinus βιβλίῳ γ τῶν insti-
tutionon αὐτοῦ περὶ τὰ τέλη τοῦ
βιβλίου πρὸς ε' φύλλων τοῦ τέ-
λους ῥήμασιν τουτοῖς ut in-
crementum dotis prosit et de-

Sab. Volenti]. In praesenti
capitulo 19 docet de dote con-
stante matrimonio reddita et
deminuta. Et nota quo modo
augmentum fit dotis durante
matrimonio, ita et deminutionem
dotis durante matrimonio
locum habere. Et hoc tibi indi-
cavi etiam in 32 paragrapho ti-
tuli de in integrum restituti-
one τῶν πρώτων Ulpiani, ubi
mulier minor restituitur, si...
....dotem. Idem dicit etiam
Florentinus libro 3 institu-
tionum circa finem libri,
quinque foliis a fine his ver-
bis: 'Ut incrementum dotis
prosit et deminutio noceat'.
Quibus consentit etiam Mo-

¹ Daresté, Huschke: 'O Ulp(ιανος).

minutio noceat. Συναδει τού-
τοις και ὁ Modestinus βιβλίῳ α'
regularum αὐτοῦ πρὸς εἰς regula-
s, τοῦ τέλους τοῦ βιβλίου ἐν
regula, οὐ ἢ ἀρχῇ· Dotis..
divortio semper esse και ὁ
Paulus βιβλίῳ εἰ τῶν ad Sabinum
αὐτοῦ.

destinus libro 1 regularum
ante 17 regulam, in fine li-
bri, in regula, cujus initium :
'Dotis..... divortio sem-
per esse', et Paulus libro 5 ad
Sabinum.

14. (Dar. 15 bis. Zach. 18.)

...διάταξις ἐστίν, φησι, τῶν ἀδελ-
φῶν λέγουσα. τῷ ἀπόντι¹ μήτε
διὰ procuratoros διδοσθαι ἐπί-
τροπον ἀπ' ἑθους ἢ νόμου. Ση-
μείωσαι ταύτης μείνηται τῆς
διατάξεως μετὰ β' φύλλον πάλιν.

In plano : ἡ σύντομος διά-
γνωσις και ἐξ ἐπιπέδου γίνεται, ὡς
ἢ τῶν ἐπιτροπων. Διὰ τοῦτο και ἡ
τοῦ in locum absentis δεδομέ-
νου ἐπιτρόπου διαγνωσις εὐθύς ἐξ
ἐπιπέδου γυμνάζεται και εἰ μὴ
παρεῖη.

Insulas : τῆς Italiae εἶναι
δοκοῦσιν και αἱ νῆσοι τῆς Italias²
οὐκ οὖν ὁ τῆς Italias ἐξορισθεῖς
εἴργεται και τῶν νήσων ταύτης.

Ubicumque : ὁ ἀνθύπατος
ὅπουδήποτε ὦν, τουτίστι και ἐν
ἄλλῃ ἐπαρχίᾳ, ἧς οὐκ ἄρχει δι-
δόναι δύναται. Οὕτως και ὁ ὑπάτος.
Ὁ δὲ praetor ε. . .

... constitutio est, inquit, fra-
trum, quae dicit absenti nec
per procuratorem dari tuto-
rem moribus vel lege. Nota hu-
jus constitutionis post 2 folia
rursus mentionem facit.

In plano]. Summaria cognitio
etiam de plano fit, velut de tu-
toribus. Propterea etiam cog-
nitio de tutore in absentis
locum dando statim de plano
exercetur, etiamsi praesens
non sit.

Insulas]. Italiae esse vi-
dentur etiam insulae Italiae ;
igitur ex Italia relegatus arce-
tur etiam insulis ejus.

Ubicumque]. Proconsul
ubicumque est, id est etiam
in alia provincia, cui non
praeest, dare potest. Ita etiam
consul. Praetor autem . . .

15. (Dar. 10. Zach. 16.)

In tutelis. Sab. : ἐν τῷ παρόντι
τίτλῳ διαλέγεται περὶ testamen-
tariion ἐπιτροπων, και ὅτι ὁ διδούς
παισιν ἐπίτροπον ἔδοξεν δεδωκέναι
και τοῖς postumois τὸν αὐτὸν
ἐπίτροπον.

In tutelis] Sab. : in praesenti
titulo disseritur de testamen-
tariis tutoribus et quod is, qui
dedit liberis tutorem, videtur
dedisse etiam postumis eun-
dem tutorem.

1. Dar., Huschke ajoutent : μὴ ἔχοντι. Mommsen : εἰς τόπον τοῦ ἀπόντος.
— 2. Cf. D., 8, 1, 9.

Quid si¹. Sab.: τῆ τῶν παιδων προσηγορία καὶ οἱ ἔργοι περιέχονται, οὐκ ἐτι δὲ τῆ τῶν νιών. Διὰ τοῦτο ὁ δεδωκώς τοῖς παισιν ἐπίτροπον ἔδοξεν αὐτὸν καὶ τοῖς ἐγγόνοις δεδωκέναι.

Quid si] Sab.: liberorum appellatione etiam nepotes comprehenduntur, non vero filiorum. Ob id qui dedit liberis tutorem videtur eum etiam nepotibus dedi-se.

16. (Dar. 2. Zach. 14.)

... εἶπεν ἐν τῷ de tutelis αὐτοῦ α' βιβλίῳ², ὡς ὅπου τις τοῦ οἰκείου ἀδελφοῦ ἀπογραφίντος εἰς τὰς latinas colonias ἐπιπροπεύει ἀνήθου ὄντος.

... dixit in ejus de tutelis libro 1, velut ubi quis fratris sui impuberis descripti in Latinas colonias tutor est.

Παρέλθε ἕως τοῦ τέλους τοῦ κεφαλαίου, καὶ τὸ δ' καὶ ἐκ κεφαλαίου, εὐρήσεις δὲ τοῦτο ἐν τῷ ἐκ κεφαλαίου, ὡς μετὰ ρ' ἔπη ἀπὸ τοῦ τέλους :

Praetereas usque ad finem capituli et 4 et 5 capitulum: invenies autem hoc in 5 capitulo post verba circiter 100 a fine :

Nam et... co qui a furioso: ὅτι ὁ παρὰ μαινομένου αγοράσας δύναται usucapere.

Nam et... qui a furioso. Qui a furioso emit potest usucapere.

Sab.: παρέλθε ἕ' ἔπη ἕως τοῦ et quidem cum res venit: οὐκ ἄλλως γίνεται δεσπότης ὁ ἀγοραστής.

Sab.: praetereas 50 versus usque ad: 'et quidem cum res venit'. Non aliter fit dominus emtor.

17. (Dar. 14. Zach. 15.)

4 lignes illisibles.

Nam Latinus e lege Atilia tutor dari non potest: σημειώσαι ὅτι Latinos οὐ δίδονται Atilianos ἐπίτροπος, ὡς ἐν τῷ τέλει τοῦ ἐξῆς: λη' βιβλίου τοῦτο σοὶ ἐδίδαξα³.

Nam Latinus e lege Atilia tutor dari non potest]. Nota quod Latinus non datur Atilianus tutor, ut in fine sequentis 38 libri hoc te docui.

Ὁ κατὰ inquisitiona δοθεὶς ἐπίτροπος κὲν πύθη capituli deminutiona μίνει ἐπίτροπος.

Ex inquisitione datus tutor etiamsi patiatu capituli deminutionem, manet tutor.

Παρέλθε ἕ' ἔπη ἕως τοῦ aliis quoque modis⁴: ἡ ἀίχραλωσία

Praetereas 40 versus usque ad 'aliis quoque modis':

1. Krueger, suivi dulitativement par Lenel, *Pal.*, 2, 1155, n° 5: se rapporterait alors à D., 26, 2, 6. Zach.: 'videtur'. — 2. Peut-être μονοβιβλίῳ. — 3. Cf. Gaius, 4, 23. Ulpian, 11, 16. — 4. Se rapporte à D., 23, 1, 14, 2.

τῶν ἐπιτρόπων ἢ καὶ τῶν ἐπιτρο-
πευομένων λύει τὴν ἐπιτροπὴν,
ὁμοίως δὲ καὶ ὁ προσκαίρων δο-
θεὶς...

captivitas tutorum vel etiam
pupillorum solvit tutelam;
similiter vero etiam ad tem-
pus datus...

18. (Dar. 13. Zach. 17.)

..... ρ οὐκ ἔστιν.....
Atilianos ἐπίτροπος οὔτε ἀγίστα
σθαὶ δύναται οὔτε in jure cedere
... e.

Πάρελθε καὶ ἔπη ἕως τοῦ Tu-
telam... ὁ ὑπεξούσιος ὡς μὴ ὦν
legis¹ δεκτικὸς οὐ δύναται in jure
cedere ἐτέρῳ τὴν ἐπιτροπὴν.

Capax : ὧς... ὁ ὑπεξούσιος
ἐπίτροπος οὐταὶ testamentarian
ἐπιτροπὴν.

Legitimos οὐ δύναται legi-
timo ἄλλῳ in jure cedere τὴν
ἐπιτροπὴν, οὐ γὰρ οἶον τε τὸν
αὐτὸν καὶ legitimon εἶναι καὶ
cessicion.

..... non est.....
Atilianus tutor neque abdicare
potest neque in jure cedere...

Praetereas 23 versususque
ad 'tutelam'..... Filius fami-
lias cum legis actionis(?) capax
non sit, non potest in jure ce-
dere alii tutelam.

Capax] :... filius familias
tutor... testamentariam tute-
lam.

Legitimus non potest le-
gitimo alio in jure cedere
tutelam, neque enim consen-
taneum est eundem et legiti-
mum esse et cessicium.

19. (Dar. 14. Zach. 49.)

γ. Sab. παρακατιῶν ὁ Ul-
pianos ε... κέφαλαίῳ τὸ πλεον
φασί, ὅτι καὶ ὁ τοποτηρητὴς τῶν
στρατηγῶν² δίδωσιν ἐπίτροπον· εἰ
ἢ θέλεις εἰδέναι τὰ περὶ τῶν το-
ποτηρούντων τοῖς ἄρχουσιν, ἀνά-
γνωθε Θεοδοσιανὴν... τὴν ρκς' διέ-
ταξιν κειμένην μετὰ τὸν ν.μ...
εἰς ἐτέρων ἐδίδαξα πλατείως τί δύ-
ναιται ποιεῖν οἱ τοποτηροῦντες.

γ. Sab.: infra Ul-
pianos... capitulo plus di-
cit, etiam vicarium magistra-
tuum dare tutorem; si vero
vis scire quae pertinent ad
vicarios judicum, lege
Theodosiani..... 126 consti-
tutionem, quae posita est
post... Ex aliis exposui late,
quid possint facere vicarii.

20. (Dar. 6. Zach. 20.)

uenhri... (?) διδάσιν...
quod ετι u δύναται καὶ excu-
sationas δοκιμάζειν καὶ potioras.

..... possunt etiam excusa-
tiones examinare et potiores.

1. Manque probablement 'actionis'. — 2. C. a. d. des daumvirs.

Ἄλλος Titiu νόμου τίτλος ἦν
τὸν ὄρφανὸν δι' ἑαυτοῦ αἰτεῖν ἐπί-
τροπον. Civis Romanus(?) δύνα-
ται Latino ἐπιτροπεύσιμος εἶναι
. . . . δυναταί ποτε ἄλλος α. . . .
αὐτῷ. Ἐτερόν ἐστιν ἐπὶ τοῦ Atili-
anni ἐπιτρόπου.

Alius Titiae legis titulus
erat pupillum per semetipsum
petere tutorem. Civis Romanus
potest Latino tutor esse. . . .
potest quando alius. . . . ei.
Aliud est in Atiliano tu-
tore.

1. Krueger, suivi par Lenel : 'Civis Romanus' ; Huschke : 'ὄπου' ; Zachariae :
'ὅτι οὐ δύναται latino ἐπιτροπος λεγέτιμος εἶναι'.

21. CONSULTATIO VETERIS CUJUSDAM JURISCONSULTI.

L'ouvrage désigné de ce nom par Cujas, son 1^{er} éditeur, est un recueil de consultations adressées par un jurisconsulte d'une époque récente à des avocats auxquels il donne en même temps la solution de la question posée et les textes qui appuient cette solution. Parmi ces consultations, quelques-unes se rapportent directement à des hypothèses concrètes, d'autres semblent indiquer d'avance à l'avocat la solution de difficultés futures. Le chapitre final ne contient que des textes et est considéré par certains comme une addition. Malgré l'utilité qu'il présente soit pour l'appréciation du niveau juridique de son temps, soit pour la connaissance des rapports qui existaient alors entre les jurisconsultes et les praticiens, ce document nous intéresse surtout par les textes qu'il cite et qui sont empruntés aux sentences de Paul et aux trois codes grégorien, hermogénien et théodosien. Le cercle même des sources auxquelles puise le compilateur et les ressemblances relevées par Huschke entre le langage de la *Consultatio* et celui de la *Lex Romana Burgundionum* portent à placer sa composition au début du VI^e siècle, et elle paraît avoir été écrite en France, où l'on en trouve une citation dans l'évêque Ives de Chartres au début du XII^e siècle et où l'on rencontre aussi, au XVI^e, le seul manuscrit dont on ait connaissance : un ms. appartenant à Antoine Loisel duquel il offrit une copie à Cujas. C'est d'après cette copie que Cujas a publié d'abord des citations puis le texte intégral de la *Consultatio* dans divers volumes qui, le ms. de Loisel et la copie de Cujas étant aujourd'hui perdus, restent le seul instrument de la critique moderne. V. la liste des éditions dans Krueger, *Coll.* 3, pp. 201-202. *Sources*, p. 510. Cf. aussi, sur les diverses questions soulevées par cet ouvrage, Huschke, *J. a.*, pp. 834-838; Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 973-976; Krueger, *Sources*, pp. 408-410. — Les éditions les plus récentes sont celles de Puggé, *Corpus juris antejustiniani*, 1, 1831, pp. 333-407, de Huschke, *J. a.*, pp. 825-859 et de Krueger, *Collectio*, 3, pp. 203-220. Les chiffres placés entre parenthèses à la suite des consultations sont ceux de leurs dates.

I, 1. Consulisti me, utrum inter fratrem et sororem habita de rebus dividendis pactio virtutem aliquam possit retinere: quam tamen pactionem dicis mulierem illam metu mariti et imperio subscripsisse et ignorasse, quae vel quales condiciones ipsi pactioni fuissent inditae vel insertae. 2. Ergo si ita est, quemadmodum tua consultatione significas, pactum hujusmodi jure dissolvitur, nec stare poterit, quia legum beneficiis omnimodis impugnatur. 3. Primoreque juxta id, quod proposuisti, capite inviti pactio et metu coacti ipsis legibus de pactis clamantibus apertissime infirmatur; nam manifeste constitutum est, ne quispiam pacisci cogetur invitus. 4. Dein textus memoratarum legum sic continet: 'quas libero arbitrio et voluntate confecit'. Quis erit tam destitutus sapientia et va-

cuus intellectu, ut dicat illam pactionem fortem et firmam esse debere, quam mulier metu coacta mariti subscripsit imperio, ac sic liberam voluntatem et proprium arbitrium non intellegitur habuisse? 5. Ac per hoc ipso legum capite, sicut jam supra dictum est, tale pactum nullius judicatur esse momenti, quantum leges subter annexae testantur.

6. Ex corpore Gregoriani lib. II. : Imp. Severus A. Julio Conserturino. Ea, quae per vim et metum gesta sunt, etiam citra principale auxilium irrita esse debere jam pridem constitutum est. Accepta kal. Jul. Dextro II et *Prisco* cons. (a. 196).

7. Item alia ex corpore [et libro] supradicto¹: Imp. Antoninus A. Juliae Basiliae. Pacta, quae ab invitis vel contra leges constitutionesque flunt, nullam vim habere indubitati juris est, et cet. PP. V kal. Aug. Antonino A. *III* et Albino cons. (a. 213).

8². Imp. Alexander A. Dionysio. Ad locum : Pactum, quod mala fide factum est, irritum esse, et cetera. PP. II id. Sept. Alexandro Aug. cons. (a. 222).

9. Item alia eod. libro et corpore : Impp. Diocletianus et Maximianus AA. Aurelio Heraclidi. Si non ex mandato uxoris tuae adversario ejus cautionem remisisti, idque evidentibus documentis monstrari potest, quod citra conscientiam uxoris tuae et ea invita factum est, carebit effectu. PP. VIII id. Sept. Diocletiano *III* et Maximiano *III* cons. (a. 290).

10. Item alia eodem libro et corpore : Impp. Carus *Carinus* et Numerianus AA. Aurelio. Cum fraudis studio transactionem interpositam esse dicas, quod inter vos gestum est, infirmat juris auctoritas, et reliqua. PP. VI idus Decembr. Caro et Carino consulibus. (a. 283).

11. Ergo si leges servantur et custodiuntur principum statuta, pactionem, de qua locuti sumus, manifestissimum est nullas vires habere. 12. Nam hoc loco Theodosiani legem³ de pactis pro hoc credidi inserendam, quia initium ipsius constitutionis tale est, ut dicat : 'Si adversum pacta vel transactiones, quas libero arbitrio et voluntate confecit, putaverit esse veniendum, et poenam reddat, et emolumenta perdat, et infamiam incurrat'; sed ille, qui liberum arbitrium habuit, non ille, qui invitus fecit et faciendi voluntatem non habuit.

II, 1. Secundo loco me consulendum sub hac voce duxisti, ut diceres divisionem in castello sic factam a marito mulieris ipsius, ut illa nesciente domus cum membris suis vel hosi-

1. = C., 2, 3, 6. — 2. = 9, 11. C., 2, 3, 8. — 3. C. Th., 2, 9, 3.

tiis circumjectis divisa sit. 2. Sine conscientia uxoris si ea praedictus maritus fecerit nulla aequalitate servata, nulla compensatione in omnibus custodita, ad haec verba ex legum constitutione respondi maritum in negotiis uxoris sine mandato non recte aliquid definire: nec posse aliquid firmum et stabile esse, quod sine conscientia uxoris de rebus uxoris visus fuerit transegisse; praesertim si doceatur inutilis esse et sine aequalitate vel compensatione ipsa divisio. 3. Notum est, quod etiam si mandato uxoris niteretur, et fraudulenta divisio vel minus aequalis posset ostendi, vacua et inanis specialiter remaneret. 4. Adde, quod sine uxoris conscientia maritus dicitur definisse, qualem poterit habere virtutem? Aut quid valebit, cum primum hoc refragari voluerit? 5. Sed ne forte dicat: 'Amplexa es divisionem et acquievesti rebus divisus', respondendum est legaliter, et pro omni veritate hoc specialiter habendum, quia etiam inter majores personas et legales, si fraudulenta divisio facta probeatur, legibus rescinditur, et a iudice divisio ipsa, aestimantibus magnis viris, ad meliora reducitur, et facta compensatione firmior divisio constituitur, sicut lex infra scripta evidenti lectione declarat.

6. Ex corpore Gregor. libro III¹: Impp. Diocletianus et Maximianus AA. Aureliae Severae. An divisio, quam jam factam esse proponis, convelli debeat, rector provinciae praesente parte diversa diligenter examinabit; et si fraudibus eam non caruisse perspexerit, quando etiam majoribus in perperam factis divisionibus soleat subveniri, quod improbum atque inaequaliter factum esse constiterit, in melius reformabit. PP. XVII kal. Jul. ipsis IIII et [Constantio] III cons. (a. 290).

7. Item alia eodem libro et corpore: Impp. Diocletianus et Maximianus AA. Aproniae Mammae. Si divisio inter te et sororem tuam non bona fide facta est, etiam citra principalis restitutionis auxilium, quod etiam majoribus tribui solet, ad aequitatis temperamentum reformari potest, etc. PP. VI kal. Jul. Maximo II et Aquilino consulibus. (a. 286).

III, 1. Tertio loco vel capite interrogandum me specialius censuisti, utrum contra iudicium iri possit, quod adversus maritum in causa mulieris prius datum est, eo quod mandato usus fuerit uxoris suae et in causa ipsa victus abscesserit et contra cum iudicium prolatum fuerit. Addidisti etiam, quod mandatam neque gestis legaliter fuerit allegatum, nec satisfactorem dedisset ille ipse procurator ab uxore factus, et sic

causam dixisset quam agebat. 2. Quod si verum est, illud iudicium dici non potest. Sed nec iudices sine verecundia et turpitudine erunt, qui personam in ipso litis initio non inquisierunt, sicut est legitimum, nec fecerunt ut satisfactorem daret procurator, quod et consuetudinis est et re vera legaliter observatur. Ac praeterea si hoc factum non est, nullam personam habuit litigandi. Sed nec illi potuerunt in causa proferre iudicium, ubi fuit procuratoris iudicatoria inanis et nulla persona. 3. Quid potest esse miserius? Quid abjectius? Quid legibus sic contrarium, ut ingrediatur audientiam, sedentibus iudicibus, ille qui nullam in se habuit firmitatem et citra legum sollemnia vanas actiones intendat? 4. Respice leges subter adjectas; tunc intelleges quod qui mandato utitur satisfactorem dare debet. Sed in illo mandato hoc futurum est, ubi aut verbo mandatur aut gestis epistula mandati non legitur allegata. 5. Ergo testimonium legum, sicut jam dictum est, sequentium diligenter attendite. Sic agnoscetis iudicium stare non posse, ubi ad agendum sollemnis persona, id est sollemniter ordinata, ingressa non fuerit. 6. Ex Pauli sententiarum lib. I¹: Voluntarius procurator, qui se negotiis alienis offert, rem ratam dominum habiturum cavere debet. 7. Item alia eodem libro et corpore²: Actoris procurator non solum absentem defendere sed et rem ratam dominum habiturum satisfacere cogitur. 8. Item alia eodem libro et corpore³: Petitoris procurator rem ratam dominum habiturum desiderante adversario satisfacere cogendus est, quia nemo in re aliena idoneus est sine satisfactione. 9. Item alia eodem libro et corpore⁴: Si satis non det procurator absentis, actio ei absentis nomine non datur.

10. Quid apertius, quam leges supra scriptae declarant, quod nulla actio per procuratorem sine satisfactione intendi potest aut proponi? 11. Ergo si actio non datur illi procuratori qui satis non dederit, quomodo poterit dici aut nominari iudicium, ubi *satisfactionis* vestigium nullatenus invenitur? Quid testificantur principes per constitutiones innumeras, nisi nulla esse debere iudicia, ubi procurator satisfactionem non dederit aut rem ratam dominum habiturum evidentissima sponse firmiter? Attentus audi quid loquitur lex subter adjecta: tunc intelleges cadere iudicia quae sine procuratoris satisfactione fuerint omnino prolata.

12. Ex corpore Theodosiani lib. II⁵: Imp. Valentinianus et Valens AA. Commune negotium et quibusdam absentibus

1. 1, 3, 3. — 2. 1, 3, 5. — 3. 1, 3, 7. — 4. 1, 3, 8. — 5. C. Th., 2, 12, 2.

agi potest, si praesentes rem ratam dominum habiturum cavere sint parati, vel si quod ab his petitur judicatum solvi satisfactione firmaverint. PP. VI id. Decembr. divo Joviano et Varroniano cons. (a. 364).

13. Item eodem libro et titulo¹: Imp. Gratianus Valentinianus et Theodosius AAA. Pancratio pf. p. In principio quaestionis persona inquiri debet, utrum ad agendum negotium mandato utatur accepto. Quibus rite et sollemniter constitutis potest esse sententia; praeteritis autem his, nec dici controversiae solent, nec potest esse iudicium etc. Dat. prid. non Apr. CP. Antonio et Syagrio cons. (a. 382).

IV, 1. In dei nomine quid tractari aut observari debeat, quoties pacta inter partes emissa fuerint, si condiciones tales interponantur, quae nec legibus nec rationi conveniunt? 2. Quid agere aut objicere adversario debeas, lectionibus subter annexis poteris evidentius informari, quod tantum *de* dubiis rebus pacisci possumus; de rebus enim certis et incertis² et futuris aut de crimine transigi nulla paenitus ratione potest.

3. Paulus sentent. lib. I tit. de pact. et conventionibus vel transactionibus³: Functio dotis pacto mutari non potest, quia privata conventio juri publico nihil derogat. 4. In bonae fidei contractibus pactum conventum alio pacto dissolvitur, et licet exceptionem pariat, replicatione tamen excluditur. Eodem lib. et tit.⁴ 5. Enimvero si de re iudicata aliqua pactio interponatur, stare legibus non potest. 6. Ad quam pactionem excludendam harum Pauli sententiarum proferes lectionem: Post rem iudicatam pactum, nisi donationis causa interponatur, servari non potest. Lib. I tit. de transact.⁶ 7. Item eodem lib. et tit.⁷: Neque contra leges neque contra bonos mores pacisci possumus. De criminibus propter infamiam nemo cum adversario pacisci potest. 8. Idem lib. III tit. de instit. hered.⁸: Pacta vel condiciones contra leges vel decreta principum vel bonos mores nullius sunt momenti.

9. Ex corpore Hermogeniani tit. de pact. et transact.: Imp. Diocletianus et Maximianus AA. Sebastiano. Neque ex nudo nascitur pacto actio, neque si contra bonos mores verborum intercessit obligatio, ex his actionem dari convenit, et reliqua. PP. III kal. Jan. iisdem cons. (a. 293)⁹.

10. Item eodem corpore et tit.: Iidem AA. et CC. Flavio

1. C. Th., 2, 12, 3. — 2. Mommsen: 'et gestis'. — 3. 1, 1, 6. — 4. 1, 1, 2. — 5. Krueger remarque que les §§ 5 et 6 semblent devoir être transportés après le § 10. — 6. 1, 1, 5 a. — 7. 1, 1, 4. 7. — 8. 3, 4 b, c. — 9. Sur la date de ce consulat, cf. Mommsen, *Abh.* de Berlin, 1860, pp. 432-435.

Rumitalo. Inter cetera et ad locum : Pactum neque contra bonos mores neque contra leges emissum valet et reliqua. PP. iisd. AA. cons. (a. 293).

11. Item eodem corpore et tit. : Iidem AA. et CC. Zeuxiano Antonino. Pacto transactionis exactio iudicati non tollitur. Unde si pater tuus condemnatus iudicio post transegit et solvit, solutione magis quam transactione tuum defende negotium, et reliq. PP. XVIII kal. Jan. ipsis AA. cons. (a. 293).

V, 1. In dei nomine quid tractari debeat, quotiens adversarius aliqua sibi direpta sublata proposita intendit actione rescere ? 2. Primore in loco debet personam suam, quae sit ad repetendum idonea, evidenter ostendere : et dum claruerit cum ad repetendum personam habere legitimam, in genere actionis quid aut quantum aut quas species in modum et mensuram vel summam et quantitatem debet specialiter designare et indubitanter exprimere. 3. Quae universa secundum leges subter annexas hi qui iudicaturi sunt petitorem implere compellunt : qui si aut neglexerit aut satisfacere legibus fortasse nequiverit, causam perdat secundum leges subter annexas. 4. Quibus modis causa petitor cadat, leges lib. I Paulli sentent. tit. de eo qui causa cadit ita¹ : Causa cadimus aut loco aut summa aut tempore aut qualitate. Loco alibi, summa plus petendo, tempore ante petendo, qualitate ejusdem rei speciem meliorem postulantes.

5. Item lib. I Paulli sentent. sub titulo si hereditas vel quid aliud petatur² : Hereditas pro ea parte peti debet, pro qua ad nos pertinet : alioquin plus petendi periculum incurrimus et causam perdimus.

6. Ex corpore Hermogeniani, tit. de calumniatoribus et plus petendo : Imp. Diocletianus et Maximianus AA. Aurelio Dextro. Inter cetera et ad locum : Si tutor vel curator plus petierit, causa cadit. Quod factum esse dicas, frustra a nobis remedium quaeris quia te ratio juris impugnat. PP. III id. Decembr. Nicomedia Constantio et Maximiano cons. (a. 294).

7. Item eodem corpore et tit. : Iidem AA. et CC. Claudio Menandro. Quotiescumque ordinatis actionibus aliquid petitur, ideo petitor cogitur specialiter genus litis edere, ne plus debito aut eo quod competit postuletur. Sive itaque fideicommissum sive fundus sive pars fundi sive domus sive pars domus sive debitum aut quodcumque petatur, specialiter designari debet petitionis summa vel quantitas, cum genus litis editur. Si quis

1. 1, 10, 1. — 2. 1, 13 b, 5.

igitur plus eo quod ei competit vel debetur petierit, rem et causam de qua agitur perdit. Plus enim petitur, sicut responsis prudentum continetur, summa loco tempore causa qualitate aestimatione. Unde instructus istius lege rescripti excipe adversarium apud judicem competentem; quem si iudex plus petiisse perspexerit, extinctis adversarii tui petitionibus, pro partibus tuis sententiam dicet. PP. Mediolano XII kal. Apriles, Tusco et Anullino cons. (a. 295).

[Hic require, qualiter actionis editio pulsato fiat].

VI, 1. Juvante deo quid tractari debeat adversus eum, qui se heredem dicit alicujus aut ad se hereditatem personae cujuslibet aestimat posse competere? 2. Et dum agere forsitan temptaverit, primore in loco debet evidenter ostendere se personam habere legitimam; et hoc dum ostenderit ut juris legumque dictat auctoritas, genus actionis edere debet, in quo manu sua subscribat; quo dato genere actionis, acceptis triduanis induitiis quarto die respondeat adversarius suus, ut leges praecipiant, responsionibus salvis pulsato, quae de jure et legibus suffragantur; salva etiam actione calumniae, quia, dum calumniator qui pulsat ostensus fuerit, qualis sit poena calumniae legibus subter annexis ostenditur: sic tamen, ut ipse probet quemadmodum sua interest et ostendat ad se universa quae repetit pertinere. 3. Illud praecipue summa cum cautela observari oportet, ut, si adversarius scripturam aliquam donationis ostenderit, primore in loco fidem faciat scripturae: quam dum fecerit, in eadem munificentia singulae quaeque res si scriptae fuerint quae donantur, sicut leges jubent, valet facta donatio, et si eas dum vixit in bonis suis habuit, aut ejus juri vel dominio competeabant, aut si lite contestata de hac luce migraverit. Quae universa qualiter et quibus modis adstruere et defensori vel adversario divinitatis auxilio resistere debeas, inferius continentur adscripta. 4. Et ne forte dicat adversa pars aliqua sibi principali rescripto aut praeeptione fuisse concessa, ad hujus modi versutiam potest pulsatus modis omnibus replicare, principem ea semper velle concedere quae legibus rationique conveniunt: quia causa, quae nullam de legibus sortitur firmitatem, in praejudicium alterius a principe non potest sumere firmitatem; sicut item inferius declaratur.

5. Petitio hereditatis, cujus defunctus litem non erat contestatus, ad heredem non transmittitur: lib. I sentent. tit. [6] si hereditas vel quid aliud petatur¹. 5^a. Qui petit hereditatem,

ipse probare debet ad se magis quam ad eum qui possidet sive ex testamento sive ab intestato pertinere. Idem eodem libro sententiarum receptorum, eodem titulo si hereditas etc.¹ 6. Eas res, quas quis juris sui esse putat, petere potest, ita tamen ut ipsi incumbat necessitas probandi eas ad se pertinere. Idem eod. leges lib. et tit. [III]². 7. In petitione hereditatis ea veniunt, quae defunctus mortis tempore dereliquit, vel ea, quae post mortem ante aditam hereditatem ex ea quaesita sunt. Eod. lib. et tit. si hereditas vel quid aliud petatur³. 8. Lib. II sent. Pauli tit. ex empto et vendito⁴ : Heredibus debitoris adversus creditorem, qui pignora vel fiducias distraxit, nulla actio datur, nisi a testatore inchoata ad eos transmissa sit. 9. Lib. III Paul. sent. tit. de legatis⁵ : Post diem legati cedentem actio, quae inchoata non est, ad heredem non transmittitur.

10. Item qualiter donatio fieri debeat, ex corpore Hermogeniani, tit. de donat. inter vir. et uxor.⁶ : Impm. Diocletianus et Maximianus AA. Septimio Sabiniano. Cum de bonis tuis partem quidem tertiam penes te retinuisse, partem vero tertiam in eum quem in potestate habes ac tertiam in emancipatum donationis titulo contulisse commemoras, non est juris incerti in eum quidem qui in sacris familiae tuae remanet destinationem magis paternae voluntatis factam quam perpetuam donationem pervenisse, nec in emancipatum translata, si generaliter eidem partem tertiam bonorum donasti : quia generaliter bonorum portionem donare non posse, cum singulae res nominari debeant quae donatione mancipatione vel in jure cessione transferuntur, et reliqua. Dat. prid. kal. Mai Heraclea ipsis AA. cons. (a. 293).

11. Idem eod. lib. et tit. : Impm. Diocletianus et Maximianus AA. Cretiano Maximo. Nec venditio donationis causa bonorum omnium valet sed rerum singularum nominatim donatio facta capit effectum etc. Dat. VIII kal. Jan. Caesaribus cons. (a. 294)⁷. 12. Item leges legatum si per codicillos dimissum fuerit, sine testamento valere non posse, ex corpore Hermogeniani tit. de donat. inter vir. et uxor. : Idem AA. et CC. Aurelio Alpino. Inter cetera et ad locum : Codicillis autem sine testamento legatum nec adimi nec dari potest. Datum sub die VIII kal. Jan. Nicomedia CC. cons. (a. 294).

13. Item leges, qua poena calumniatores plectendi sint. Ex corpore Hermogeniani tit. de calumniatorib. : Impm. Dio-

1. 1, 13 b, 6. — 2. 1, 13 b, 7. — 3. 1, 13 b, 1. — 4. 2, 17, 15. — 5. 3, 6, 3. — 6. = C., 8, 53, 11, jusqu'à 'pervenisse'. — 7. Sur la date de ce consulat, cf. Mommsen, *Abh.* de Berlin, 1860, p. 440.

cletian. et Max. AA. Quintiano. Tibi magis quam adversario qui per calumniam petit, contra quem supplicas, iudicio tutelae convenit excipere actionem, ad quam respondere debes; quippe si per calumniam hoc eum facere confidis, remedio repositionis initio postulatae, calumniae decimae partis ejus quod petit tibi condemnari eum desiderare potes. PP. XI kal. Novembr. AA. cons. (a. 293).

14. Item leges qualiter petitior probare debeat, quod intendit, non ab adversario instrui. Ex corpore Hermogeniani tit. ad exhib.¹: Imp. Diocletianus et Maximianus AA. Aurelio Diogeni. Nimis grave est quod petitis argueri ad exhibitionem partem diversam eorum per quos sibi negotium fiat. Unde intellegitis quod intentioni vestrae proprias afferre debeatis probationes, non adversum se ab adversariis adduci. PP. kal. Mai AA. et CC. cons. (a. 293). 15. Item eodem corpore tit. ubi agi debeat: Imp. Diocletian. et Maximian. AA. Flaviana. Inter cetera et ad locum: Quaecunque ad te pertinentia detineri dicis ab his quorum meministi vel probaveris tibi deberi praeses provinciae restitui providebit. PP. VII id. Januar. AA. cons. (a. 293). 16. Idem eodem corpore tit. de instrum.: Imp. Diocletianus et Maximianus AA. Julio Pancratio. Inter cetera et ad locum: Omissis itaque istiusmodi moris, si intentionem suam incipiat adversarius tuus implere, praescriptionibus temporis vel alterius rei² et tu causam magis tuam defende, habens securitatem victoriae, si quod intendit adversarius tuus probationibus implere non possit. PP. DD. Diocletiano V A. et Maximiano A. cons. (a. 293). 17. Item leges quod scriptura, quae nullam de legibus habeat firmitatem, firmari a principe non debet. Eodem corpore tit. de testament.: Imp. Diocletianus et Maximianus AA. Aurelio Secundino, optioni. Inter cetera et ad locum: Scriptura, quae nec jure nec legibus consistit, nec a nobis hanc confirmari convenit; quippe cum beneficia nisi citra cujusquam injuriam petentibus decernere minime soleamus, PP. VII kal. Nov. Martianopoli, CC. cons. (a. 294). 18. Item leges qualiter quod auctor habuit hoc ejus heredi possit competere. Ex corpore Hermogeniani tit. de successionibus: Imp. Diocletianus et Maximianus AA. Aurelio Asterio. Inter cetera et ad locum: Si secundum edicti formam testamentum obsignatum existit, bona, quae cum moreretur auctor tuus ejus fuerunt, sollemniter petes, et reliq. PP. III kal. April. Sirmio, CC. cons. (a. 294).

1. = C., 4, 20, 7. — 2. Huschke ajoute 'rei'; Krueger propose de corriger 'alterius' en 'aliter'.

19. Item eodem corpore tit. de pact. et transact.¹ : Imp. Diocletianus et Maxinianus AA. Eusebio. Inter cetera et ad locum : Manifesti atque evidentis juris est, antequam cerneret vel pro herede gereret vel bonorum possessionem peteret defuncta, successionem eam non potuisse ad heredes suos transmittere. PP. X kal. Mart. iisdem AA. coss. (a. 293).

20. Item leges qua poena calumniatores plectendi sunt, lib. I sentent. tit. de calumniator.² : Calumniosus est, qui sciens prudensque per fraudem negotium alicui comparat.

21. Idem lib. [V] tit.³ : *Et in privatis et in publicis judiciis omnes calumniosi extra ordinem pro qualitate admissi plectendi sunt.*

VII, 1. Quantum ad nos delatae pactionis textus insinuat, potius contra bonos mores chartula ipsa litigii seminarium propagavit, quam tum utili⁴ deliberatione adsurgentium jurgiorum scandala resecauit. Dignoscitur itaque calliditas dictantis non habuisse prudentiam. 2. Dum igitur contra legum jurisque ordinem veniens justam arbitrii ignoravit custodire mensuram, quae tanta duarum personarum dignitas potuit reperiri, aut quae intra regionem tanta fuit defectio judicantium, ut nec triumvirale iudicium etiam de rebus iudicatis male paciscentium non tam electio, sed, quod verius dici constat, facilitas eligeret ? De rebus enim iudicatis soli principi et contra iudices licuit iudicare, aut si ita convenerat ut iudicii vinculum solveretur. 3. Ergo pactio ipsa iudicii ordinem et constitutionem infirmat atque discingit, quod tamen non paciscendo, sed donando fieri potuisset, secundum sententiam Pauli iuridici, cujus sententias sacratissimorum principum scita semper valituras ac divalis constitutio declaravit⁵.

4. Pauli sentent. I lib. de pact.⁶ : Nèc contra leges nec contra bonos mores pacisci possumus. 5. Item eod. lib. et tit.⁷ : Pactum contra jus aut constitutiones aut s. c. interpositum nihil momenti habet. 6. Item ex corpore Pauli de pact. et conventis⁸ : Post rem iudicatam pactum, nisi donationis causa interponatur, servari non potest.

7. Intellegis memoratae pactionis constitutionem iuridici auctoris sententiis vacuam. Quid, inquam, ulterius requirendum ? Dicit pars adversa : Pacti sumus libero arbitrio, nullo cogentis imperio, tibi et bonis moribus constat. Si certum non contra jussa et senatus consulta, quae iudicata sunt prius, ef-

1. = C., 6, 30, 7. — 2. 1, 5, 1. — 3. 1, 5, 2. — 4. Mots corrompus que Huschke remplace par 'amicabili'. — 5. C. Th., 1, 4, 2, 3. — 6. 1, 1, 4. — 7. 1, 1, 4 a. — 8. 1, 1, 5 a.

fectui contradantur : et de his, quae altercationi superesse noscuntur, sit dignus ac legalis numerus judicum, qui cuncta lata sententia moderatione discingat. 8. Certe si necesse est rusticis improbisque moribus aliquid amplius satisfieri, ipsi duo, quos quasi *judices* praefata cartula nominavit, sub praesentia electarum personarum, defensore quoque adhibito, appellentur, ut, si praesumunt aut putant justum vel legale, audiant, quae partes jurgantium crediderint intimanda : et si ipsius cartulae, quae jam dignoscitur juris formulis vacuata, modum aestimant se supplere, promant de agnitis legibus sententiam. 9. Tunc et ipsi sentient, quae sit temeritas judicantis, ubi minor numerus post majorem, praeterea et religiosorum, quos non summi pontificatus honor attollit, contra res judicio terminatas praesumpserit ferre sententiam : ac si destiterint, contestatio allegetur illos aut differre aut non praesumere, aut electionem impleant paciscentium. 10. Demum si quae in contentionem veniunt, aut ampliori numero judicum aut summae potestatis sunt arbitrio decernenda.

VII^a, 1. Deinde vero (quod minime fuerat necessarium consultationem nostram tuis utilitatibus sciscitari), si avus maternus nepoti aliqua contulisse noscatur, utrum in jure ejus manere debeant, an matri in possessione sua consorti persuasionibus lubricis imputari, pro eo fortasse, quod usufructuaria mater sit de proprietate filii constituta ac, si filiae proprium¹ vel cuilibet extraneo aliquid reliquisset, domino² de facultate sua testari non licuit; cumque etiam si pater filii superasset, nec ad ipsum ab avo materno quod nepoti collatum fuerat, pertineret, ut etiam C. Th. declarat auctoritas. 2. Quod tamen superfluum penes electas magnificasque personas fieri judicamus : sed necesse est, ut ignorantia rusticitatis vel tergiversationis iniquitas directis semper oblationibus comprimatur.

3. Ex Theodosiani lib. VIII sub tit. de mat. bon. et mat. gen. cretione sublata³ : Impp. Honorius et Arcadius AA. Florentio praef. urb. Ad locum : Quicquid avus avia proavus proavia nepoti nepti pronepoti pronepti cujuslibet tituli largitate contulerint, id est testamento fideicommisso legato codicillo donatione vel etiam intestati successione, pater filio filiaeve integra inlibataque custodiat. Dat. prid. id. Octobr. Mediolano Olybrio et Probino cons. (a. 395).

4. Luce clarius constitit patefactum nec matri usum obesse, ut de reliqua facultate portionem debitam consequatur,

1. 'Filiae propriae', conjecture Krueger. — 2. Mommsen : 'nisi domino'. — 3. = C. Th., 8, 18, 2.

et circa nepotem munus aviaticum perpetua liberalitate mansurum. Hoc et consultorum iura declarant, quae necessarium tractatui nostro non duximus adhiberi.

VIII, 1. Adde dum¹ sollicitudinis tuae cura tractavit, ut de effractoribus et manifesto crimine comprehensis quam iudex debuit ferre sententiam tractatus nostri pagina declaret, aut si maritus, quem iudiciariae potestatis cingit auctoritas, de servis, qui res uxorias manifesto crimine abstulisse convicti sunt, peremptoriam debuerit ferre sententiam, quasi id objici possit, in propria causa quis iudicet stulte: huic lex divorum principum, quae infra legitur opponenda, maritum illa tantum negotia uxoris velut extraneum actorem prosecuturum, quae procuratio emissa praescripserit.

2. Ex corpore Theodosiani². Impp. Theodosius et Arcadius et Honorius AA. Victori proconsuli Asiae. Procurator, licet maritus sit, id solum exequi debet quod procuratio emissa praescripserit. Dat. V kal. Jul. Theodosio A. III et Abundantio cons. (a. 393).

3. Agnoscis maritum velut extraneum causam uxoriam prosecutum. 4. Agnoscis iudicem de manifestis reis non potuisse tardare sententiam.

5. Item ex corpore Theodosiani lib. IX tit. de accusationibus et inscriptionibus³.: Impp. Arcadius et Honorius AA. Ne diversorum criminum rei vel desidia iudicum vel quadam levitatis ambitione per provincias detenti in carcerem crudelius differantur, moneantur omnes iudices productos e custodiis reos discussioni debitae subicere et quod leges suaserint definire. Datum III non. Aug. CP. Arcadio III et Honorio III cons. (a. 396).

6. Hoc etiam specialiter post hanc legem iudex sibi metuat inferendum, quod si dignam tardarit ex lege ferre sententiam, dum principum praecepta despexit, ipse legibus damnabitur.

7. Unde ex corpore Theodosiani⁴: Impp. Constantius A. et Julianus Caes. ad Taurum pp. Ad locum: Multabuntur iudices, qui rescripta contempserint aut distulerint. Dat. III non. Jul. Constantino A. VII et Juliano cons. (a. 356).

8. Intellegat nunc improbus accusator cinctum iudicem et uxoria velut externa debuisse negotia definire et non licuisse, ut alienum reatum metueret, cui de manifestis reis non licuit tardare sententiam.

1. Schulting: 'Addendum'; Huschke: 'quod demum'. — 2. = C. Th., 2, 12
3. — 3 = C. Th., 8, 1, 18. — 4 = C. Th., 1, 2, 7.

IX, 1. Ex corpore Hermogeniani : Imp. Valens et Valentinianus AA. ad Volusianum praefect. urb. Post sententiam pacisci non licere juris ordine praecavetur. Unde cum supplicans inique se oppressum et post sententiam sacri auditorii depactum esse commemoret, Volusiane parens carissime et amantissime, amota poena quam pacto contra jus facto serenitas tua inesse praeviderit, legum auxilio consulat supplicanti. Dat. III id Aug. Mediolani (a. 365). 2. Iidem AA. Pompeio Favonio. Hereditatem, quam tibi competere jure confirmas, negotii merito discusso, approbatis allegationibus, restitui efficiet legum fonte demanans sententia judicantis, remota videlicet pactione quam dolo patuerit elicitam. Dat. VIII id. Februar. alleg. non¹ kal. April. in basilica Thermarum Commodianarum ipsis AA. cons. (a. 365). 3. Iidem Aug. Mamertino pp. Inter cet. et ad locum: Pacta quidem per vim et metum apud omnes satis constat cassata viribus esse respuenda. Dat. XII kal. April. ipsis AA. cons. (a. 365). 4. Iidem AA. ad Valentinianum consularem Piceni. Non dubium est eum a fide placiti recessisse qui quae promiserat implere noluit, Valentiniane carissime. Proinde si adversario supersedente cominus explicare ea, quae sponderat, fides placiti vacillat, familiares litterae quas ad se missas dicit, supplici Exoperio non obe-runt. Fines etiam, quos temeratos asseverat amota praescriptione temporis, hi qui pervaserunt, ut ratio juris est, redhibere cogantur. Alleg. III. kal. Mai Flavia Fanestri in secretario, ipsis AA. cons. (a. 365).

5. Iidem AA. Heliae Bavoniae. Lites trahi et sub quodam potentiae terrore infimos fatigari judiciorum expectat invidia. Unde si adversarium tuum longe a filii tui successione positum haec in te, quae precibus texuisti, excogitasse constiterit, rector provinciae hominis, qui nec paciscendi nec conloquendi de negotio substantiam habuit, impudentiam submoveat reddique faciat quidquid claruerit usurpatum nec impudentia vindicet quod concedere leges et jura non possunt, maxime cum memores nec a prima pactione, quae substantiam non habebat, secunda conventionione discessum, sed etiam inaniter resedis-se, quod non jam pactio, sed quaedam usurpaticiis non subsistentibus causis immoderatio doceatur. Dat. III kal. Aug. Mediolani, ipsis AA. cons. (a. 365). 6. Imp. Valens et Valentinianus AA. Ampeliae. Ea, quae heredes inter se transactione interposita composuerint, firma ilibataque perseverabunt. Et

ideo secundum fidem instrumenti competens tibi portio a possessoribus cum fructibus restituetur per virum clarissimum proconsulem Africae, amicum nostrum, fide gestorum diligenti examinatione comprobata. Dat. III non. Jul. Sirmio, divo Joviano et Varroniano cons. (a. 364). 7. Imp. Valentinianus et Valens AA. Felici consulari Macedoniae. Inter cetera et ad locum : Si servilibus contuberniis sese mulieres quondam ingenuae subdiderint et nunc contemnentes dominum minoris aetatis servitutis jugum conantur effugere, gravitas tua his, quae servilem condicionem non statim in ipsis conjunctionum primordiis refugerunt, necessitatem subeundae servitutis imponat. Dat. XIII kal. Aug. Mediolani, ipsis AA. cons. (a. 365).

8. Ex corpore Gregoriano¹ : Imp. Antoninus A. Prisciano militi. Summa sententia comprehensa, quam, cessantibus curatoribus quondam tuis, iudex secutus jurisjurandi a te perlati religionem in condemnationem deduxit, minui pacto non potuit : ac praeterea sublata cautione transactionis, quae nullo jure interposita est, Septimius Varianus rem judicatam exequatur. PP. kal. Jul. Laeto II et Cereale cons. (a. 215).

9. Imp. Diocletianus et Maximianus AA. Ulpiae Marcellinae. Si praeses provinciae ignorantiam tuam fraudulenta transactione ac dolosis artibus generi tui circumscriptam esse cognoverit, si quidem Aquiliana stipulatio et acceptilatio insecuta non est, pactum callide scriptum, integris singulorum actionibus, amovebit. PP. III. non Octobr. ipsis AA. cons. (a. 293).

10. Imp. Gordianus A. Cliniae Antoninae. Pacta quae contra bonos mores interponuntur juris ratio non tuetur. PP. non. Octobr. ipso A. II et Pompeiano cons. (a. 241).

11². Imp. Alexander Aurelio Dionysio. Cum posteaquam adversarius matris tuae victus esset, matrem tuam circumvenit ut pacisceretur nullam se controversiam de servis moluram, id pactum mala fide factum irritum est. Et cum ex ea conventionem cum matre tua agi coeperit, iudex eam liberabit, quia de re judicata pacisci nemo potest. PP. prid. id. Sept. Alexandro A. cons. (a. 222).

12. Ex corpore Theodosiani³ : Imp. Honorius et Theodosius AA. Juliano proconsuli Africae. Et mulieribus et minoribus in iis, quae praetermiserint vel ignoraverint, innumeris auctoritatibus constat esse consultum. Dat. prid. non. Mart. Ravennae Constantio cons. (a. 414).

13. Item eodem corpore : Imp. Constantinus A. ad Maxi-

1. = C., 5, 53, 3. — 2. = 1, 8. C., 2, 8, 8. — 3. = C. Th., 2, 16, 3.

num praefect. urb. Inter cetera et ad locum : Pactiones eas valere volumus, si cum legibus consentiant, et reliqua. Dat. VI non. Febr. Romae Sabino et Rufino cons. (a. 316).

14. Ex corpore Gregoriani¹ : Impp. Valerianus et Gallienus AA. et Valerianus Caesar Aurelio. Praeses provinciae aestimabit utrum de dubia lite transactio inter te et civitatis tuae ordinem facta sit, an de re judicata : quia de re judicata pacisci nemo potest. PP. III kalend. Jun. Aemiliano et Basso cons. (a. 259).

15. Item ex corpore Gregoriani tit. de transact. : Imp. Gordianus A. Flavio Herculano. Super judicato non subsecuta appellatione frustra transigi non est opinionis incertae. PP. XIII kalend. Nov. Sabino et Venusto cons. (a. 240).

16. Item eodem corpore : Impp. Alexander Donato militi. Si certa quantitas in condemnationem iudicii deducta fuerit, pacisci exinde non posse, etc. PP. VIII kalend. Jun. Fusco II et Dextro cons. (a. 223).

17. Item ex corpore Gregoriani : Qui contra arbitri sententiam petit, sola in eum poenae actio ex compromisso competit, non etiam exceptio pacti conventi : lib. I tit. X. 18. Ex eodem libro et tit. : Impp. Diocletianus et Maximianus AA. Sergiae et Anagio. Inter cetera et ad locum : De dubia vero lite facta transactio rescindi non potest. PP. VIII id. April. Caes. cons. (a. 294).

19. Item eodem corpore et titulo : Impp. Diocletianus et Maximianus AA. et CC. Aurelio Hermogeni militi. Pactum, quod contra juris formam provinciae rector factum animadvertit, id infirmare minime dubitabit. PP. XIII kal. Nov. Caesaribus. cons. (a. 294).

1. Cf. C., 2, 4, 12.

22. INSTITUTES DE JUSTINIEN.

Ouvrage didactique spécialement destiné aux étudiants, mais cependant muni de la force législative, promulgué par Justinien le 21 novembre 529, après la 1^{re} édition du Code publiée le 7 avril 529, et avant le Digeste, publié seulement le 16 décembre 529, et la 2^e édition du Code publiée le 17 décembre 534.

Les Institutes sont, comme le Digeste, composées en grande partie d'extraits de jurisconsultes classiques ; mais, à la différence de ce qui existe pour le Digeste, les extraits y sont fondus dans le texte sans indication d'origine et accompagnés de renvois et d'emprunts aux constitutions impériales contenues dans la première édition du Code ou rendues postérieurement. Quant à la source dont viennent ces extraits des jurisconsultes classiques, il est certain que plusieurs ont été tirés directement du Digeste déjà achevé au moment de la confection des Institutes : la preuve matérielle en est la façon dont se retrouvent réunis aux Institutes des morceaux déjà rassemblés au Digeste et empruntés soit à des auteurs différents (*Inst.*, 2, 4, pr.), soit à des ouvrages différents du même auteur, (*Inst.* 1, 26, pr. §. 11. 13) soit à des livres différents du même ouvrage (*Inst.* 1, 14, 5). Mais les compilateurs ont aussi consulté directement certains ouvrages élémentaires, pour la connaissance desquels les Institutes fournissent donc un second instrument indépendant du Digeste. C'est incontesté pour les Institutes de Gaius relativement auxquelles le ms. de Vérone permet une comparaison suivie. Et, en dépit de l'opinion contraire formulée par M. Mispoulet (*N. R. hist.*, 1890, pp. 5-30) et appliquée par lui dans l'établissement du texte des Institutes, *Manuel des textes de droit romain*, fasc. 1, 1889, pp. 3-270, la chose nous paraît également indubitable pour un groupe d'autres ouvrages élémentaires du même type, qui comprend notamment les *res cottidianae* de Gaius, les Institutes de Florentinus, les Institutes de Marcien, les Institutes d'Ulpien et les Institutes de Paul, auxquelles Krueger ajoute les *libri VII regularum* d'Ulpien et Appleton, les *libri differentiarum* de Modestin. En laissant de côté ces derniers ouvrages et d'autres points de détail, l'extraction d'un certain nombre de fragments des ouvrages originaux est établie par le même procédé qui permet d'en considérer certains autres comme tirés du Digeste (v. par ex. pour les Institutes de Marcien, *Inst.*, 2, 20, 4. 16, pour celles de Florentinus, *Inst.*, 2, 1, 18. 19 ; pour celles d'Ulpien, *Inst.*, 2, 3, pr.-3 et par d'autres considérations encore (v. par ex. pour Marcien, *Inst.*, 1, 4, pr., pour Florentinus, 3, 29, 2) et on a le droit de penser que les emprunts directs que nous pouvons constater ne sont qu'une faible partie de ceux qui ont été opérés, que, par exemple, une bonne part des solutions des Institutes que le Digeste montre données par Paul et Ulpien dans leurs ouvrages étendus ont été prises par les compilateurs des Institutes non pas dans le Digeste, mais dans les ouvrages élémentaires où ces auteurs les donnaient également, ainsi que Gaius fait par exemple dans ses Institutes et ses *res cottidianae*. Voir sur tous ces points la démonstration topique présentée par C. Ferrini *Sulle fonte dell'instituzioni di Giustiniano, Rendiconti dell'istituto Lombardo*, 23, 1890, pp. 131-180 et par Appleton, *Revue générale de droit*, 1891, pp. 12-41, 97-125. Ajoutez C. Ferrini, *Rendiconti dell'accademia dei Lincei*, 6, 1890, p. 326-330.

Pour le plan, les Institutes de Justinien suivent en général celui des Institutes de Gaius dont elles adoptent la division en quatre livres en la compliquant par une subdivision en titres ; seulement, par suite de la simplification de la théorie des actions, le quatrième livre contient en outre, à son début, la théorie des obligations qui naissent des délits et, à la fin, deux titres relatifs à l'office du juge et aux *judicia publica*. La commission chargée de la confection des Institutes était composée de trois membres, Tribonien, Dorothee et Théophile. Ce qui a été fait pour le Digeste donne à penser que Tribonien prit la présidence, et diverses particularités de rédaction font croire que le travail fut divisé par moitié entre les deux autres, l'un étant chargé des deux premiers livres et du dernier titre du livre IV, l'autre du livre III et du reste du livre IV (v. la préface de l'éd. de Huschke, 1868, p. v et ss. et surtout E. Grupe, *De Justiniani institutionum compositione*, 1884, et *Commentationes in honorem Guillelmi Studemund*, 1889, pp. 175-180 ; cf. C. Ferrini, *Archivio*, 37, 1886, p. 373 et ss.).

Parmi les mss. nombreux que nous possédons des Institutes, (v. un relevé d'ensemble dans Th. von Dydynski, *Beiträge zur handschriftlichen Ueberlieferung der Justinianischen Rechtsquellen. I. Institutionen*, 1^o Lief. Berlin, 1891), les plus anciens et les meilleurs paraissent être un ms. complet de Bamberg (D II 3), du IX^e ou du X^e siècle, et un ms. incomplet de Turin, de la même période (D II 13), dont les lacunes sont d'autant plus regrettables que ces deux mss. paraissent les meilleurs représentants de deux familles auxquelles se ramènent tous les mss. plus récents. — Quant aux éditions, parmi celles antérieures à notre temps, les meilleures sont celles de Cujas dont la 1^{re} est de 1585 et dont le texte a été jusqu'à notre siècle reproduit plus ou moins fidèlement par tous les éditeurs postérieurs. Celle donnée en 1832 par E. Schrader comme 1^{er} vol. (seul paru) d'une éd. complète du *Corpus*, s'appuie sur un examen nouveau de mss. nombreux, entre lesquels l'auteur n'a malheureusement pas su établir de classification méthodique. Un texte beaucoup plus scientifique en a été donné par M. P. Krueger, d'abord dans une éd. spéciale publiée en 1867, puis, avec des corrections qui rendent cette nouvelle version préférable, dans le 1^{er} vol. de l'éd. stéréotype du *Corpus juris civilis* publié par lui et M. Mommsen. C'est ce texte que nous avons le plus ordinairement reproduit, en indiquant en note quelques-unes des variantes les plus importantes et en mettant entre apostrophes les passages dont le texte se retrouve ailleurs. Quant aux indications de sources contenues dans les notes, nous renvoyons d'abord au Digeste et seulement entre parenthèses à l'ouvrage pour les textes qui nous paraissent directement empruntés au Digeste, d'abord à l'ouvrage et seulement entre parenthèses au Digeste pour ceux qui nous semblent puisés directement aux ouvrages originaux ; pour ceux desquels on ne peut savoir si leur coïncidence plus ou moins entière avec un autre témoignage de sources vient ou non d'un emprunt, nous nous contentons de signaler la coïncidence. Nous aurions cru sortir de notre rôle d'éditeur en laissant pénétrer dans notre texte les conjectures, d'ailleurs, en partie fort plausibles, en vertu desquelles on peut essayer de déterminer plus intégralement l'origine de chaque élément de l'ouvrage et dont l'exemple le meilleur a jusqu'à présent été donné dans l'excellent travail de M. Ferrini, pp. 146-164.

IN NOMINE DOMINI NOSTRI JESU CHRISTI

IMPERATOR CAESAR FLAVIUS JUSTINIANUS ALAMANNICUS GOTHICUS
FRANCIGUS GERMANICUS ANTIGUS ALANICUS VANDALICUS AFRICANUS
PIUS FELIX INCLITUS VICTOR AC TRIUMPHATOR SEMPER AUGUSTUS
CUPIDAE LEGUM JUVENTUTI.

Imperatoriam majestatem non solum armis decoratam, sed etiam legibus oportet esse armatam, ut utrumque tempus et bellorum et pacis recte possit gubernari et princeps Romanus victor existat non solum in hostilibus proeliis, sed etiam per legitimos tramites calumniantium iniquitates expellens, et fiat tam juris religiosissimus quam victis hostibus triumphator.

1. Quorum utramque viam cum summis vigiliis et summa providentia adnuente deo perfecimus. Et bellicos quidem sudores nostros barbaricae gentes sub jugâ nostra deductae cognoscunt et tam Africa quam aliae innumerosae provinciae post tanta temporum spatia nostris victoriis a caelesti numine praestitis iterum dicioni Romanae nostroque additae imperio protestantur. Omnes vero populi legibus jam a nobis vel promulgatis vel compositis reguntur. 2. Et cum sacratissimas constitutiones antea confusas in luculentam ereximus consonantiam, tunc nostram extendimus curam et ad immensa prudentiae veteris volumina, et opus desperatum quasi per medium profundum euntes caelesti favore jam adimplevimus. 3. Cumque hoc deo propitio peractum est, Triboniano viro magifico magistro et exquaestore sacri palatii nostri nec non Theophilo et Dorotheo viris illustribus antecessoribus, quorum omnium sollertiam et legum scientiam et circa nostras jussiones fidem jam ex multis rerum argumentis accepimus, convocatis specialiter mandavimus, ut nostra auctoritate nostrisque suasionibus componant institutiones : ut liceat vobis prima legum cunabula non ab antiquis fabulis discere, sed ab imperiali splendore appetere et tam aures quam animae vestrae nihil inutile nihilque perperam positum, sed quod in ipsis rerum optinet argumentis accipiant : et quod in priore tempore vix post quadriennium prioribus contingebat, ut tunc constitutiones imperatorias legerent, hoc vos a primordio ingrediamini digni tanto honore tantaque reperti felicitate, ut et initium vobis et finis legum eruditionis a voce principali procedat. 4. Igitur post libros quinquaginta digestorum seu pandecta-

rum, in quos omne jus antiquum collatum est (quos per eundem virum excelsum Tribonianum nec non ceteros viros illustres et facundissimos confecimus), in hos quattuor libros easdem institutiones partiri jussimus, ut sint totius legitima scientiae prima elementa. 5. Quibus breviter expositum est et quod antea optinebat et quod postea desuetudine inumbratum ab imperiali remedio illuminatum est. 6. Quas ex omnibus antiquorum institutionibus et praecipue ex commentariis Gaii nostri tam institutionum quam rerum cottidianarum aliisque multis commentariis compositas cum tres praedicti viri prudentes nobis optulerunt, et legimus et cognovimus et plenissimum nostrarum constitutionum robur eis accommodavimus.

7. Summa itaque ope et alacri studio has leges nostras accipite et vosmet ipsos sic eruditos ostendite, ut spes vos pulcherrima foveat toto legitimo opere perfecto posse etiam nostram rem publicam in partibus ejus vobis credendis gubernare.

Data undecimo kalendas Decembres Constantinopoli domino nostro Justiniano perpetuo Augusto tertium consule.

DOMINI NOSTRI JUSTINIANI PERPETUO AUGUSTI

INSTITUTIONUM SIVE ELEMENTORUM

COMPOSITORUM PER TRIBONIANUM VIRUM EXCELSUM JURISQUE DOCTISSIMUM MAGISTRUM ET EX QUAESTORE SACRI PALATII ET THEOPHILUM VIRUM MAGNIFICUM JURIS PERITUM ET ANTECESSOREM HUIUS ALMAE URBIS ET DOROTHEUM VIRUM MAGNIFICUM QUAESTORIUM JURIS PERITUM ET ANTECESSOREM BERYTENSIVM INCLITAE CIVITATIS

LIBER PRIMUS.

I. DE JUSTITIA ET JURE¹.

²Justitia est constans et perpetua voluntas jus suum cuique tribuens³. 1. Juris prudentia est divinarum atque humanarum rerum notitia, justi atque injusti scientia¹.

2. His generaliter cognitibus et incipientibus nobis exponere

1. Cf. *D.*, 1, 1. — 2. *D.*, 1, 1, 10, *pr.* 2 *Ulp.*, *L. 1 reg.* — 3. *D.*, *suivi per Pellat, Accarias*: 'tribuendi'.

jura populi Romani ita maxime videntur posse tradi commo-
dissime, si primo levi ac simplici, post deinde diligentissima
atque exactissima interpretatione singula tradantur. Alioquin
si statim ab initio rudem adhuc et infirmum animum studiosi
multitudine ac varietate rerum oneraverimus, duorum alterum
aut desertorem studiorum efficiemus aut cum magno labore
ejus, saepe etiam cum diffidentia, quae plerumque juvenes
avertit, serius ad id perducamus, ad quod leniore via ductus
sine magno labore et sine ulla diffidentia maturius perduci
potuisset.

3. ¹‘Juris praecepta sunt haec : honeste vivere, alterum non
laedere, suum cuique tribuere’. 4. ²‘Hujus studii duae sunt
positiones, publicum et privatum. Publicum jus est, quod ad
statum rei Romanae spectat, privatum, quod ad singulorum
utilitatem pertinet. Dicendum est igitur de jure privato, quod
est tripertitum ; collectum est enim ex naturalibus praeceptis
aut gentium aut civilibus’.

II. DE JURE NATURALI ET GENTIUM ET CIVILI³.

⁴‘Jus naturale est, quod natura omnia animalia docuit ;
nam jus istud non humani generis proprium est, sed omnium
animalium, quae in caelo, quae in terra, quae in mari nas-
cuntur. Hinc descendit maris atque feminae conjugatio, quam
nos matrimonium appellamus, hinc liberorum procreatio et
educatio ; videmus etenim cetera quoque animalia istius juris
peritia censerit’. 1. Jus autem civile vel gentium ita dividitur :
⁵‘ omnes populi, qui legibus et moribus reguntur, partim suo
proprio, partim communi omnium hominum jure utuntur ;
nam quod quisque populus ipse sibi jus constituit, id ipsius
proprium civitatis est vocaturque jus civile, quasi jus proprium
ipsius civitatis, quod vero naturalis ratio inter omnes homines
constituit, id apud omnes populos peraeque custoditur voca-
turque jus gentium, quasi quo jure omnes gentes utuntur. Et
populus itaque Romanus partim suo proprio, partim communi
omnium hominum jure utitur. Quae singula qualia sunt, suis
locis proponemus’. 2. Sed jus quidem civile ex unaquaque
civitate appellatur, veluti Atheniensium ; nam si quis velit
Solonis vel Draconis leges appellare jus civile Atheniensium,
non erraverit. Sic enim et jus, quo populus Romanus utitur,

1. *D.*, 1, 1, 10, 1. *Ulp.*, *L. 1 reg.* — 2. *Ulp.*, *L. 1 inst.* (*D.*, 1, 1, 2). — 3. *C.*
Gaius, 1, 1-8. *D.*, 1, 1. — 4. *Ulp.*, *L. 1 inst.* (*D.*, 1, 1, 3). — 5. *Gaius*, 1, 1
D., 1, 1, 9).

ius civile Romanorum appellamus, vel ius Quiritium, quo Quirites utuntur; Romani enim a Quirino Quirites appellantur. Sed quotiens non addimus, cuius sit civitatis, nostrum ius significamus: sicuti cum poetam dicimus nec addimus nomen, subauditur apud Graecos egregius Homerus, apud nos Vergilius. Jus autem gentium omni humano generi commune est. Nam usu exigente et humanis necessitatibus gentes humanae quaedam sibi constituerunt; bella etenim orta sunt et captivitates secutae et servitutes, quae sunt juri naturali contrariae. Jure enim naturali ab initio omnes homines liberi nascebantur. Ex hoc jure gentium et omnes paene contractus introducti sunt, ut emptio venditio, locatio conductio, societas, depositum, mutuum et alii innumerabiles.

3¹. 'Constat autem ius nostrum aut ex scripto aut ex non scripto, ut apud Graecos: τῶν νόμων οἱ μὲν ἔγγραφοι, οἱ δὲ ἄγραφοι²'. Scriptum ius est lex, plebi scita, senatus consulta, principum placita, magistratum edicta, responsa prudentium. 4³. Lex est, quod populus Romanus senatore magistratu interrogante, veluti consule, constituerebat. Plebi scitum est, quod plebs plebeio magistratu interrogante, veluti tribuno, constituerebat. Plebs autem a populo eo differt, quo species a genere; nam appellatione populi universi cives significantur connumeratis etiam patriciis et senatoribus, plebis autem appellatione sine patriciis et senatoribus ceteri cives significantur. Sed et plebi scita lege Hortensia lata non minus valere quam leges coeperunt. 5. 'Senatus consultum est, quod senatus jubet atque constituit'. Nam cum auctus est populus Romanus in eum modum, ut difficile sit in unum eum convocare legis sancienda causa, aequum visum est senatum vice populi consuli. 6. 'Sed et quod principi placuit, legis habet vigorem, cum lege regia, quae de imperio ejus lata est, populus ei et in eum omne suum imperium et potestatem concessit. Quodcumque igitur imperator per epistulam constituit vel cognoscens decrevit vel edicto praecepit, legem esse constat: haec sunt, quae constitutiones appellantur. Plane ex his quaedam sunt personales, quae nec ad exemplum trahuntur, quoniam non hoc princeps vult; nam quod alicui ob merita indulset, vel si cui poenam irrogavit, vel si cui sine exemplo subvenit, personam non egreditur'. Aliae autem, cum generales sunt, omnes procul dubio tenent. 7. Praetorum quoque edicta non modicam juris optinent auctoritatem. Haec etiam ius honorarium solemus

1. Ulp., *L. 1 inst. (D., 1, 1, 6, 1)*. — 2. (legum aliae scriptae, aliae non scriptae). — 3. Cf. Gaius, 1, 2. — 4. Gaius, 1, 4. — 5. Ulp., *L. 1 inst. (D., 1, 4, 1)*.

appellare, quod qui honores gerunt, id est magistratus, auctoritatem huic juri dederunt. Proponebant et aediles curules edictum de quibusdam casibus, quod edictum juris honorarii portio est. 8. ⁴ Responsa prudentium sunt sententiae et opiniones eorum, quibus permissum erat jura condere. Nam antiquitus institutum erat, ut essent qui jura publice interpretarentur, quibus a Caesare jus respondendi datum est, qui juris consulti appellabantur. Quorum omnium sententiae et opiniones eam auctoritatem tenent, ut judici recedere a responso eorum non liceat, ut est constitutum. 9. Ex non scripto jus venit, quod usus comprobavit. Nam diuturni mores consensu utentium comprobati legem imitantur. 10. Et non ineleganter in duas species jus civile distributum videtur. Nam origo ejus ab institutis duarum civitatum, Athenarum scilicet et Lacedaemonis, fluxisse videtur; in his enim civitatibus ita agi solitum erat, ut Lacedaemonii quidem magis ea, quae pro legibus observarent, memoriae mandarent, Athenienses vero ea, quae in legibus scripta reprehendissent, custodirent.

11. Sed naturalia quidem jura, quae apud omnes gentes peraeque servantur, divina quadam providentia constituta semper firma atque immutabilia permanent; ea vero, quae ipsa sibi quaeque civitas constituit, saepe mutari solent vel tacito consensu populi vel alia postea lege lata.

12. ⁵ Omne autem jus, quo utimur, vel ad personas pertinet vel ad res vel ad actiones. Ac prius de personis videamus. Nam parum est jus nosse, si personae, quarum causa statutum est, ignorentur.

III. DE JURE PERSONARUM³.

⁴ Summa itaque divisio de jure personarum haec est, quod omnes homines aut liberi sunt aut servi. 1. ⁵ Et libertas quidem est, ex qua etiam liberi vocantur, naturalis facultas ejus quod cuique facere libet, nisi si quid aut vi aut jure prohibetur. 2. Servitus autem est constitutio juris gentium, qua quis domino alieno contra naturam subjicitur. 3. Servi autem ex eo appellati sunt, quod imperatores captivos vendere jubent ac per hoc servare nec occidere solent. Qui etiam mancipia dicti sunt, quod ab hostibus manu capiuntur. 4. Servi autem aut nascuntur aut fiunt. Nascuntur ex ancillis nostris; fiunt aut

1. Gaius, 1, 7. — 2. Gaius, 1, 8. — 3. Cf. D., 1, 5. — 4. Gaius, 1, 9 (D., 1, 5, 3). — 5. Florentinus, L. 9 inst. (D., 1, 5, 4).

jure gentium, id est ex captivitate, aut jure civili, cum homo liber major viginti annis ad pretium participandum sese vendidit passus est. 5. In servorum condicione nulla differentia est. In liberis multae differentiae sunt; aut enim ingenui sunt aut libertini.

III. DE INGENUIS¹.

Ingenuus is est, qui statim ut natus est liber est, sive ex duobus ingenuis matrimonio editus, sive ex libertinis, sive ex altero libertino altero ingenuo. Sed et si quis ex matre libera nascatur, patre servo, ingenuus nihilo minus nascitur; quemadmodum qui ex matre libera et incerto patre natus est, quoniam vulgo conceptus est.² Sufficit autem liberam fuisse matrem eo tempore quo nascitur, licet ancilla conceperit. Et ex contrario si libera conceperit, deinde ancilla facta pariat, placuit eum qui nascitur liberum nasci, quia non debet calamitas matris ei nocere, qui in utero est. Ex his et illud quaesitum est, si ancilla praegnans manumissa sit, deinde ancilla postea facta peperit, liberum an servum pariat? Et Marcellus³ probat liberum nasci; sufficit enim ei qui in ventre est liberam matrem vel medio tempore habuisse: quod et verum est. 1. Cum autem ingenuus aliquis natus sit, non officit illi in servitute fuisse et postea manumissum esse; saepissime enim constitutum est natalibus non officere manumissionem.

V. DE LIBERTINIS⁴.

⁵Libertini sunt, qui ex justa servitute manumissi sunt'.
⁶Manumissio autem est datio libertatis; nam quamdiu quis in servitute est, manui et potestati suppositus est, et manumissus liberatur potestate. Quae res a jure gentium originem sumpsit, utpote cum jure naturali omnes liberi nascerentur nec esset nota manumissio, cum servitus esset incognita; sed posteaquam jure gentium servitus invasit, secutum est beneficium manumissionis. Et cum uno communi nomine homines appellaremur, jure gentium tria genera hominum esse coeperunt, liberi et his contrarium servi et tertium genus libertini, qui desierant esse servi'. 1. Multis autem modis manu-

1. Cf. Gaius, 1, 11. — 2. Cf. Marcien, *L. 1 inst.* (D., 1, 5, 5, 2. 3). — 3. Les mss. suivis par Krueger: 'Marcellus'. Accarias, Lenel: 'Marcianus'; mais voir en sens contraire Ferrini, *Rendi conti dell'Accademia dei Lincei*, Roma, 6, 1800, p. 326; Appleton, p. 103, n. 52. — 4. Cf. Gaius, 1, 11-34. D. 40, 1 et ss. C., 7, 1 et ss. — 5. Gaius, 1, 11 (D. 1, 5, 6). — 6. Ulp., *L. 1 inst.* (D., 1, 1, 4).

missio procedit; aut enim ex sacris constitutionibus in sacrosanctis ecclesiis aut vindicta aut inter amicos aut per epistolam aut per testamentum aut aliam quamlibet ultimam voluntatem. Sed et aliis multis modis libertas servo competere potest, qui tam ex veteribus quam nostris constitutionibus introducti sunt. 2. 'Servi vero a dominis semper manumitti solent: adeo ut vel in transitu manumittantur, veluti cum praetor aut proconsul aut praeses in balneum vel in theatrum eat'

3. Libertinorum autem status tripertitus antea fuerat; nam qui manumittebantur, modo majorem et justam libertatem consequebantur et fiebant cives Romani, modo minorem et Latini ex lege Junia Norbana fiebant, modo inferiorem et fiebant ex lege Aelia Sentia dediticiorum numero. Sed dediticiorum quidem pessima condicio jam ex multis temporibus in desuetudinem abiit, Latinorum vero nomen non frequentabatur: ideoque nostra pietas omnia augere et in meliorem statum reducere desiderans in duabus constitutionibus² hoc emendavit et in pristinum statum reduxit, quia et a primis urbis Romae cunabulis una atque simplex libertas compete-
bat, id est eadem, quam habebat manumissor, nisi quod scilicet libertinus sit qui manumittitur, licet manumissor ingenuus sit. Et dediticios quidem per constitutionem expulimus, quam promulgavimus inter nostras decisiones, per quas suggerente nobis Triboniano viro excelso quaestore antiqui juris altercationes placavimus. Latinos autem Junianos et omnem quae circa eos fuerit observantiam alia constitutione per ejusdem quaestoris suggestionem correximus, quae inter imperiales radiat sanctiones, et omnes libertos nullo nec aetatis manumissi nec domini manumissoris nec in manumissionis modo discrimine habito, sicuti antea observabatur, civitate Romana donavimus: multis additis modis per quos possit libertas servis cum civitate Romana, quae sola in praesenti est, praestari.

VI. QUI EX QUIBUS CAUSIS MANUMITTERE NON POSSUNT³.

⁴'Non tamen cuicumque volenti manumittere licet. Nam is qui in fraudem creditorum manumittit nihil agit, quia lex Aelia Sentia impedit libertatem'. 1. Licet autem domino, qui solvendo non est, testamento servum suum cum libertate here-

1. Gaius, 1, 20. — 2. C., 7, 5. 6 — 3. Cf. Gaius, 1, 19-21. 36-42. 47. D., 40, 2. 9. C., 7, 1. 11. — 4. Gaius, 1, 36-37.

dem instituere, ut fiat liber heresque ei solus et necessarius, si modo nemo alius ex eo testamento heres extiterit, aut quia nemo heres scriptus sit, aut quia is qui scriptus est qualibet ex causa heres non extiterit. Idque eadem lege Aelia Sentia provisum est et recte; valde enim prospiciendum erat, ut egen-tes homines, quibus alius heres extatarus non esset, vel ser-vum suum necessarium heredem habeant, qui satisfactorius esset creditoribus, aut hoc eo non faciente creditores res here-ditarias servi nomine vendant, ne injuria defunctus afficiatur. 2. Idemque juris est et si sine libertate servus heres institutus est. Quod nostra constitutio¹ non solum in domino, qui sol-vendo non est, sed generaliter constituit nova humanitatis ratione, ut ex ipsa scriptura institutionis etiam libertas ei competere videatur, cum non est verisimile eum, quem here-dem sibi elegit, si praetermiserit libertatis dationem, servum remanere voluisse et neminem sibi heredem fore. 3.² In frau-dem autem creditorum manumittere videtur, qui vel jam eo tempore quo manumittit solvendo non est, vel qui datis liber-tatibus desiturus est solvendo esse'. Praevaluisse tamen vide-tur nisi animum quoque fraudandi manumissor habuit, non impediri libertatem, quamvis bona ejus creditoribus non suf-ficient; 'saepe enim de facultatibus suis amplius quam in his est sperant homines'. Itaque tunc intellegimus impediri liber-tatem, cum utroque modo fraudantur creditores, id est et consilio manumittentis et ipsa re, eo quod bona non suffectura sunt creditoribus.

4. ³'Eadem lege Aelia Sentia domino minori annis viginti non aliter manumittere permittitur, quam si vindicta apud consilium justa causa manumissionis adprobata fuerint manu-missi'. 5.⁴ 'Justae autem manumissionis causae sunt, veluti si quis patrem aut matrem aut filium filiamve aut fratrem soro-remve naturales aut paedagogum nutricem educatorem aut alumnum alumnamve aut collactaneum manumittat, aut ser-vum procuratoris habendi gratia, aut ancillam matrimonii causa', dum tamen intra sex menses uxor ducatur, nisi justa causa impediatur, et qui manumittitur procuratoris habendi gratia ne minor septem et decem⁵ annis manumittatur. 6. Semel autem causa adprobata, sive vera sive falsa sit, non retractatur.

7. ⁶'Cum ergo certus modus manumittendi minoribus vi-

1. C., 6, 27, 5. — 2. Gaius, L. 1 rer. cott. (D., 40, 9, 10). — 3. Gaius, 1, 38. — 4. Gaius, 1, 39, cf. 1, 19. — 5. Les mss. et la paraphrase; D., 40, 2, 13: 'decem et octo'. — 6. Gaius, 1, 40.

ginti annis dominis per legem Aeliam Sentiam constitutus sit, eveniebat ut qui quattuordecim annos aetatis expleverit, licet testamentum facere possit et in eo heredem sibi instituere legataque relinquere possit, tamen, si adhuc minor sit annis viginti, libertatem servo dare non poterat¹. Quod non erat ferendum, si is cui totorum bonorum in testamento dispositio data erat uni servo libertatem dare non permittebatur. Quare nos similiter ei quemadmodum alias res ita et servos suos in ultima voluntate disponere quemadmodum voluerit permittimus, ut et libertatem eis possit praestare. Sed cum libertas inaestimabilis est et propter hoc ante vicesimum aetatis annum antiquitas libertatem servo dari prohibebat, ideo nos mediam quodammodo viam eligentes non aliter minori viginti annis libertatem in testamento dare servo suo concedimus, nisi septimum et decimum annum impleverit et octavum decimum tetigerit. Cum enim antiquitas hujusmodi aetati et pro aliis postulare concessit, cur non etiam sui iudicii stabilitas ita eos adjuvare credatur, ut et ad libertates dandas servis suis possint provenire.

VII. DE LEGE FUFIA CANINIA SUBLATA⁴.

²‘Lege Fufia Caninia certus modus constitutus erat in servis testamento manumittendis’. Quam quasi libertatibus impediendam et quodammodo invidiam tollendam esse censuimus, cum satis fuerat inhumanum vivos quidem licentiam habere totam suam familiam libertate donare, nisi alia causa impediat libertati, morientibus autem hujusmodi licentiam adimere.

VIII. DE HIS QUI SUI VEL ALIENI JURIS SUNT³.

⁴ ‘Sequitur de jure personarum alia divisio. Nam quaedam personae sui juris sunt, quaedam alieno juri subjectae sunt: rursus earum quae alieno juri subjectae sunt, aliae in potestate parentum, aliae in potestate dominorum sunt. Videamus itaque de his quae alieno juri subjectae sunt; nam si cognoverimus quae istae personae sint, simul intellegemus quae sui juris sunt. Ac prius dispiciamus de his qui in potestate dominorum sunt.

1. In potestate itaque dominorum sunt servi. Quae quidem potestas juris gentium est; nam apud omnes peraeque gentes

1. Cf. Gaius, 1, 42-46. C., 7, 3. — 2. Gaius, 1, 42. — 3. Cf. D., 1, 6. — 4. Gaius, 1, 48-53 (D., 1, 6, 1).

animadvertere possumus dominis in servos vitae necisque potestatem esse. Et quodcumque per servum acquiritur, id domino acquiritur. 2. Sed hoc tempore nullis hominibus, qui sub imperio nostro sunt, licet sine causa legibus cognita et supra modum in servos suos saevire. Nam ex constitutione divi Pii Antonini qui sine causa servum suum occiderit, non minus puniri jubetur, quam qui servum alienum occiderit. Sed et major asperitas dominorum ejusdem principis constitutione coercetur; nam consultus a quibusdam praesidibus provinciarum de his servis qui ad aedem sacram vel ad statuas principum confugiunt, praecepit ut, si intolerabilis videatur dominorum saevitia, cogantur servos bonis condicionibus vendere, ut pretium dominis daretur, et recte; expedit enim rei publicae, ne quis re sua male utatur.¹ Cujus rescripti ad Aelium Marcianum emissi verba haec sunt: 'Dominorum quidem potestatem in suos servos illibatam esse oportet nec cuiquam hominum jus suum detrahi. Sed dominorum interest, ne auxilium contra saevitiam vel famem vel intolerabilem injuriam denegetur his qui juste deprecantur. Ideoque cognosce de querellis eorum, qui ex familia Julii Sabini ad statuam confugerunt et si vel durius habitos quam aequum est vel infami injuria affectos cognoveris, venire jube, ita ut in potestatem domini non revertantur. Qui Sabinus si meae constitutioni fraudem fecerit, sciet me admissum severius exsecutorum'.

VIII. DE PATRIA POTESTATE².

³ In potestate nostra sunt liberi nostri, quos ex justis nuptiis procreaverimus'. 1. Nuptiae autem sive matrimonium est viri et mulieris conjunctio, individuum consuetudinem vitae continens. 2. 'Jus autem potestatis, quod in liberos habemus, proprium est civium Romanorum; nulli enim alii sunt homines qui talem in liberos habeant potestatem qualem nos habemus'. 3. 'Qui igitur ex te et uxore tua nascitur, in tua potestate est: item qui ex filio tuo et uxore ejus nascitur, id est nepos tuus et neptis, aequae in tua sunt potestate, et pronepos et proneptis et deinceps ceteri'. Qui tamen ex filia tua nascitur, in tua potestate non est, sed in patris ejus.

1. *D.*, 1, 6. 2. *Ulp.*, *L. 8 de off. proc.*; cf. *Coll.* 3, 3. — 2. *Cf. D.*, 1, 6. *C.*, 8, 46 (47). — 3. *Gaius*, 1, 55 (*D.*, 1, 6, 3). — 4. *Gaius*, *l. c.* — 5. *Ulp.*, *L. 1 inst. (D.)*, 1, 6, 4).

X. DE NUPTIIS¹.

Justas autem nuptias inter se cives Romani contrahunt, qui secundum praecepta legum coeunt, masculi quidem puberes, feminae autem viripotentes, sive patres familias sint sive filii familias, dum tamen filii familias et consensum habeant parentum, quorum in potestate sunt. Nam hoc fieri debere et civilis et naturalis ratio suadet in tantum, ut jussum parentis praecedere debeat. Unde quaesitum est, an furiosi filia nubere aut furiosi filius uxorem ducere possit? Cumque super filio variabatur, nostra processit decisio², qua permissum est ad exemplum filiae furiosi filium quoque posse et sine patris interventu matrimonium sibi copulare secundum datum ex constitutione modum.

1. ³Ergo non omnes nobis uxores ducere licet; nam quarundam nuptiis abstinendum est. Inter eas enim personas quae parentum liberorumve locum inter se optinent, nuptiae contrahi non possunt, veluti inter patrem et filiam vel avum et neptem vel matrem et filium vel aviam et nepotem et usque ad infinitum: et si tales personae inter se coierint, nefarias atque incestas nuptias contraxisse dicuntur. Et haec adeo ita sunt, ut, quamvis per adoptionem parentum liberorumve loco sibi esse coeperint, non possint inter se matrimonio jungi in tantum, ut etiam dissoluta adoptione idem juris maneat; itaque eam quae tibi per adoptionem filia aut neptis esse coeperit, non poteris uxorem ducere, quamvis eam emancipaveris.

2. Inter eas quoque personas, quae ex transverso gradu cognationis junguntur, est quaedam similis observatio, sed non tanta. Sane enim inter fratrem sororemque nuptiae prohibitae sunt, sive ab eodem patre eademque matre nati fuerint, sive ex alterutro eorum. Sed si qua per adoptionem soror tibi esse coeperit, quamdiu quidem constat adoptio, sane inter te et eam nuptiae consistere non possunt; cum vero per emancipationem adoptio dissoluta sit, poteris eam uxorem ducere; sed et si tu emancipatus fueris, nihil est impedimento nuptiis³. Et ideo constat, si quis generum adoptare velit, debere eum ante filiam suam emancipare, et si quis velit nurum adoptare, debere eum ante filium emancipare. 3. Fratris vel sororis filiam uxorem ducere non licet. Sed nec neptem fratris vel soro-

¹. Cf. Gaius, 1, 58-65. D., 23, 2. C., 5, 4. — 2. C., 5, 4, 25. — 3. Gaius, 1, 58-61.

ris ducere quis potest, quamvis quarto gradu sint; cujus enim filiam uxorem ducere non licet, ejus neque neptem permittitur. Ejus vero mulieris, quam pater tuus adoptavit, filiam non videris impediri uxorem ducere, quia neque naturali neque civili jure tibi conjungitur. 4. Duorum autem fratrum vel sororum liberi vel fratris et sororis jungi possunt. 5. Item amatam licet adoptivam uxorem ducere non licet, item materteram, quia parentum loco habentur. Qua ratione verum est magnam quoque amatam et materteram magnam prohiberi uxorem ducere. 6. Adfinitatis quoque veneratione quarundam nuptiis abstinere necesse est. Ut ecce privignam aut nurum uxorem ducere non licet, quia utraeque filiae loco sunt. Quod scilicet ita accipi debeat, si fuit nurus aut privigna, nam si adhuc nurus est, id est si adhuc nupta est filio tuo, alia ratione uxorem eam ducere non possis, quia eadem duobus nupta esse non potest; item si adhuc privigna tua est, id est si mater ejus tibi nupta est, ideo eam uxorem ducere non poteris, quia duas uxores eodem tempore habere non licet. 7. Socrum quoque et novercam prohibitum est uxorem ducere, quia matris loco sunt. Quod et ipsum dissoluta demum adfinitate procedit; alioquin si adhuc noverca est, id est si adhuc patri tuo nupta est, communi jure impeditur tibi nubere, quia eadem duobus nupta esse non potest; item si adhuc socrus est, id est si adhuc filia ejus tibi nupta est, ideo impediuntur nuptiae, quia duas uxores habere non possis. 8. Mariti tamen filius ex alia uxore et uxoris filia ex alio marito vel contra matrimonium recte contrahunt, licet habeant fratrem sororemve ex matrimonio postea contracto natos. 9. Si uxor tua post divortium ex alio filiam procreaverit, haec non est quidem privigna tua; sed Julianus¹ hujusmodi nuptiis abstinere debere ait; nam nec sponsam filii nurum esse nec patris sponsam novercam esse, rectius tamen et jure facturos eos, qui hujusmodi nuptiis se abstinerint. 10. Illud certum est serviles quoque cognationes impedimento esse nuptiis, si forte pater et filia aut frater et soror manumissi fuerint. 11. Sunt et aliae personae, quae propter diversas rationes nuptias contrahere prohibentur, quas in libris digestorum seu pandectarum ex veteri jure collectarum enumerari permisimus.

12. Si adversus ea quae diximus aliqui coierint, nec vir nec uxor nec nuptiae nec matrimonium nec dos intellegitur. Itaque ii, qui ex eo coitu nascuntur, in potestate patris non

1. Cf. *D.*, 23, 2, 12, 3.

sunt, sed tales sunt, quantum ad patriam potestatem pertinet, quales sunt ii, quos mater vulgo concepit. ¹⁴ Nam nec hi patrem habere intelleguntur, cum is etiam incertus est: unde solent filii spurii appellari, vel a Graeca voce quasi *σποράδιον* concepti vel quasi sine patre filii'. Sequitur ergo, ut et dissoluto tali coitu nec dotis exactioni locus sit. Qui autem prohibitas nuptias coeunt, et alias poenas patiuntur, quae sacris constitutionibus continentur.

13. ²⁴ Aliquando autem evenit, ut liberi, qui statim ut nati sunt in potestate parentum non fiant, postea *tamen* redigantur in potestatem'. Qualis est is, qui, dum naturalis fuerat, postea curiae datus potestati patris subicitur. Nec non is, qui a muliere libera procreatus, cujus matrimonium minime legibus interdictum fuerat, sed ad quam pater consuetudinem habuerat, postea ex nostra constitutione⁵ dotalibus instrumentis compositis in potestate patris efficitur: quod et aliis, si ex eodem matrimonio fuerint procreati, similiter nostra constitutio⁶ praebuit.

XI. DE ADOPTIONIBUS⁵.

⁶⁶ Non solum tamen naturales liberi secundum ea quae diximus in potestate nostra sunt, verum etiam ii quos adoptamus. 1. Adoptio autem duobus modis fit, aut principali rescripto aut imperio magistratus. Imperatoris auctoritate adoptamus eos easve, qui quaeve sui juris sunt. Quae species adoptionis dicitur adrogatio. Imperio magistratus adoptamus eos easve, qui quaeve in potestate parentum sunt, sive primum gradum liberorum optineant, qualis est filius filia, sive inferiorem, qualis est nepos neptis, pronepos proneptis'. 2. Sed hodie ex nostra constitutione⁷, cum filius familias a patre naturali extraneae personae in adoptionem datur, jura potestatis naturalis patris minime dissolvuntur nec quidquam ad patrem adoptivum transit nec in potestate ejus est, licet ab intestato jura successionis ei a nobis tributa sunt. Si vero pater naturalis non extraneo, sed avo filii sui materno, vel si ipse pater naturalis fuerit emancipatus, etiam paterno, vel proavo simili modo paterno vel materno filium suum dederit in adoptionem, in hoc casu, quia in unam personam concurrunt et naturalia et adoptionis jura, manet stabile jus patris adoptivi et naturali vinculo

1. Gaius, 1, 64. — 2. Gaius, 1, 65. — 3. C., 5, 27, 10. — 4. C., 5, 27, 11. — 5. Cf. Gaius, 1, 97-107. D., 4, 7. C., 8, 47 (48). — 6. Gaius, 1, 97-99 (D., 1, 7, 2). — 7. C., 8, 47 (48), 10.

copulatum et legitimo adoptionis modo constrictum, ut et in familia et in potestate hujusmodi patris adoptivi sit. 3. Cum autem impubes per principale rescriptum adrogatur, causa cognita adrogatio permittitur et exquiritur causa adrogationis, an honesta sit expediatque pupillo, et cum quibusdam condicionibus adrogatio fit, id est ut caveat adrogator personae publicae, hoc est tabulario, si intra pubertatem pupillus decesserit, restitutum se bona illis, qui, si adoptio facta non esset, ad successionem ejus venturi essent. Item non alias emancipare eos potest adrogator, nisi causa cognita digni emancipatione fuerint et tunc sua bona eis reddat. Sed et si decedens pater eum exheredaverit vel vivus sine justa causa eum emancipaverit, jubetur quartam partem ei suorum bonorum relinquere, videlicet praeter bona, quae ad patrem adoptivum transtulit et quorum commodum ei adquisivit postea. 4. Minorem natu non posse majorem adoptare placet; adoptio enim naturam imitatur et pro monstro est, ut major sit filius quam pater. Debet itaque is, qui sibi per adrogationem vel adoptionem filium facit, plena pubertate, id est decem et octo annis praecedere. 5. Licet autem et in locum nepotis vel neptis vel in locum pronepotis vel proneptis vel deinceps adoptare, quamvis filium quis non habeat. 6. Et tam filium alienum quis in locum nepotis potest adoptare, quam nepotem in locum filii. 7. Sed si quis nepotis loco adoptet vel quasi ex eo filio, quem habet jam adoptatum, vel quasi ex illo, quem naturalem in sua potestate habet, in eo casu et filius consentire debet, ne ei invito suus heres adgnascatur. Sed ex contrario si avus ex filio nepotem dat in adoptionem, non est necesse filium consentire. 8. In plurimis autem causis adsimilatur is, qui adoptatus vel adrogatus est, ei qui ex legitimo matrimonio natus est. ¹Et ideo si quis per imperatorem sive apud praetorem vel apud praesidem provinciae non extraneum adoptaverit, potest eundem alii in adoptionem dare. 9. ²Sed et illud utriusque adoptionis commune est, quod et hi, qui generare non possunt, quales sunt spadones, adoptare possunt, castrati autem non possunt. 10. Feminae quoque adoptare non possunt, quia nec naturales liberos in potestate sua habent; sed ex indulgentia principis ad solatium liberorum amissorum adoptare possunt. 11. ³Illud proprium est illius adoptionis, quae per sacrum oraculum fit, quod is, qui liberos in potestate habet, si se adrogandum dederit, non solum ipse

1. Gaius, 1, 105. — 2. Gaius, 1, 103-104 (D., 1, 7, 2, 4). — 3. Gaius, 1, 107 (D., 1, 7, 2, 2).

potestati adrogatoris subicitur, sed etiam liberi ejus in ejusdem fiunt potestate tamquam nepotes'. Sic enim et divus Augustus non ante Tiberium adoptavit, quam is Germanicum adoptavit : ut protinus adoptione facta incipiat Germanicum Augusti nepos esse. 12. Apud Catonem bene scriptum refert antiquitas, servi si a domino adoptati sint, ex hoc ipso posse liberari. Unde et nos eruditi in nostra constitutione¹ etiam eum servum, quem dominus actis intervenientibus filium suum nominaverit, liberum esse constituimus, licet hoc ad jus filii accipiendum ei non sufficit.

XII. QUIBUS MODIS JUS POTESTATIS SOLVITUR².

³Videamus nunc quibus modis ii, qui alieno juri subiecti sunt, eo jure liberantur. Et quidem servi quemadmodum potestate liberantur, ex his intellegere possumus, quae de servis manumittendis superius exposuimus. Hi vero, qui in potestate parentis sunt, mortuo eo sui juris fiunt. Sed hoc distinctionem recipit. Nam mortuo patre sane omnimodo filii filiaeve sui juris efficiuntur. Mortuo vero avo non omnimodo nepotes neptesque sui juris fiunt, sed ita, si post mortem avi in potestatem patris sui recasuri non sunt. Itaque si moriente avo pater eorum et vivit et in potestate patris sui est, tunc post obitum avi in patris sui potestate fiunt ; si vero is, quo tempore avus moritur, aut jam mortuus est aut exiit de potestate patris, tunc hi, quia in potestatem ejus cadere non possunt, sui juris fiunt. 1. Cum autem is, qui ob aliquod maleficium in insulam deportatur, civitatem amittit, sequitur ut, quia eo modo ex numero civium Romanorum tollitur, perinde acsi mortuo eo desinant liberi in potestate ejus esse. Pari ratione et si is, qui in potestate parentis sit, in insulam deportatus fuerit, desinit in potestate parentis esse'. Sed si ex indulgentia principali restituti fuerint, per omnia⁴ pristinum statum recipiunt. 2. ⁵Relegati autem patres in insulam in potestate sua liberos retinent' : et e contrario liberi relegati in potestate parentum remanent. 3. Poenae servus effectus filios in potestate habere desinit. Servi autem poenae efficiuntur, qui in metallum damnantur et qui bestiis subjiuntur. 4. Filius familias si militaverit, vel si senator vel consul fuerit factus, manet in patris potestate. Militia enim vel consularia dignitas patris

1. *C.*, 7, 6, 1, 10. — 2. Cf. Gaius, 1, 124-141. *D.*, 1, 7. *C.*, 8, 48 (49). — 3. Gaius, 1, 124. 126-128. — 4. Sur la ponctuation, cf., en sens divers, Accarias et Pellat. — 5. Marcien, *L. 2 inst.* (*D.*, 48, 22, 4).

potestate filium non liberat. Sed ex constitutione nostra¹ summa patriatus dignitas ilico ab imperialibus codicillis praestitis a patria potestate liberat. Quis enim patiatur patrem quidem posse per emancipationis modum suae potestatis nexibus filium relaxare, imperatoriam autem celsitudinem non valere eum quem sibi patrem elegit ab aliena eximere potestate? 5. ²Si ab hostibus captus fuerit parens, quamvis servus hostium fiat, tamen pendet jus liberorum propter jus postliminii, quia hi, qui ab hostibus capti sunt, si reversi fuerint, omnia pristina jura recipiunt. Idcirco reversus et liberos habebit in potestate, quia postliminium fingit eum qui captus est semper in civitate fuisse. Si vero ibi decesserit, exinde, ex quo captus est pater, filius sui juris fuisse videtur. 'Ipse quoque filius neposve si ab hostibus captus fuerit, similiter dicimus propter jus postliminii jus quoque potestatis parentis in suspenso esse'. Dictum est autem postliminium a limine et post, ut eum, qui ab hostibus captus in fines nostros postea pervenit, postliminio reversum recte dicimus. Nam limina sicut in domibus finem quandam faciunt, sic et imperii finem limen esse veteres voluerunt. Hinc et limes dictus est quasi finis quidam et terminus. Ab eo postliminium dictum, quia eodem limine revertebatur, quo amissus erat. ³Sed et qui victis hostibus recuperatur, postliminio rediisse existimatur. 6. ⁴Praeterea emancipatione quoque desinunt liberi in potestate parentum esse. Sed ea emancipatio antea quidem vel per antiquam legis observationem procedebat, quae per imaginarias venditiones et intercedentes manumissiones celebrabatur, vel ex imperiali rescripto. Nostra autem providentia et hoc in melius per constitutionem⁵ reformavit, ut fictione pristina explosa recta via apud competentes iudices vel magistratus parentes intrent et filios suos vel filias vel nepotes vel neptes ac deinceps sua manu dimitterent. Et tunc ex edicto praetoris in hujus filii vel filiae, nepotis vel neptis bonis, qui vel quae a parente manumissus vel manumissa fuerit, eadem jura praestantur parenti, quae tribuuntur patrono in bonis liberti; et praeterea si impubes sit filius vel filia vel ceteri, ipse parens ex manumissione tutelam ejus nanciscitur. 7. ⁶Admonendi autem sumus liberum esse arbitrium ei, qui filium et ex eo nepotem vel nepotem in potestate habebit, filium quidem de potestate dimittere, nepotem vero vel nepotem retinere, et ex diverso filium

1. *C.*, 12, 3, 5. — 2. *Gaius*, 1, 120. — 3. *Florentinus*, *L. 6 inst. (D.)*, 40, 15, 20. — 4. *Gaius*, 1, 132. — 5. *C.*, 8, 48 (49). 6. — 6. *Gaius*, 1, 133 (*D.*, 1, 7, 28)

quidem in potestate retinere, nepotem vero vel neptem manumittere (eadem et de pronepote vel pronepte dicta esse intelligantur), vel omnes sui juris efficere'. 8. Sed et si pater filium, quem in potestate habet, avo vel proavo naturali secundum nostras constitutiones¹ super his habitas in adoptionem dederit, id est si hoc ipsum actis intervenientibus apud competentem judicem manifestavit, praesente eo qui adoptatur et non contradicente nec non eo qui adoptat, solvitur quidem jus potestatis patris naturalis, transit autem in hujusmodi parentem adoptivum, in cujus persona et adoptionem plenissimam esse antea diximus. 9. Illud autem scire oportet, quod, si nurus tua ex filio tuo conceperit et filium postea emancipaveris vel in adoptionem dederis praegnante nuru tua, nihilo minus quod ex ea nascitur in potestate tua nascitur; quod si post emancipationem vel adoptionem fuerit conceptum, patris sui emancipati vel avi adoptivi potestati subjicitur: 10. Et quod neque naturales liberi neque adoptivi ullo paene modo possunt cogere parentem de potestate sua eos dimittere.

XIII. DE TUTELIS².

³Transeamus nunc ad aliam divisionem. Nam ex his personis, quae in potestate non sunt, quaedam vel in tutela sunt vel in curatione, quaedam neutro jure tenentur. Videamus igitur de his, quae in tutela vel in curatione sunt; ita enim intellegemus ceteras personas, quae neutro jure tenentur. Ac prius dispiciamus de his, quae in tutela sunt'. 1. 'Est autem tutela, ut Servius definivit, vis⁴ ac potestas in capite libero ad tuendum eum, qui propter aetatem se defendere nequit, jure civili data ac permissa. 2. Tutores autem sunt, qui eam vim ac potestatem habent, ex qua re ipsa nomen ceperunt. Itaque appellantur tutores quasi tutores atque defensores, sicut aeditui dicuntur qui aedes tuentur'. 3. 'Permissum est itaque parentibus liberis impuberibus, quos in potestate habent, testamento tutores dare'. Et hoc in filio filiaque omnimodo procedit; 'nepotibus tamen neptibusque ita demum parentes possunt testamento tutores dare, si post mortem eorum in patris sui potestatem recasuri non sunt. Itaque si filius tuus mortis tuae tempore in potestate tua sit, nepotes ex eo non poterunt testamento tuo tutorem habere, quanvis in potestate tua fue-

¹ C., 8, 47 (48), 11. — ² Cf. Gaius, 1, 142-154. D., 26, 1-3. C., 5, 28-29. — ³ Gaius, 1, 142. 143. — ⁴ D., 6, 1, 1. Paul, L. 38 ad ed. — ⁵ D.; mss.: jus. — ⁶ Gaius, 1, 144. 116. 147.

rint; scilicet quia mortuo te in patris sui potestatem recasuri sunt. 4. Cum autem in compluribus aliis causis postumi pro jam natis habentur, et in hac causa placuit non minus postumis quam jam natis testamento tutores dari posse, si modo in ea causa sint, ut, si vivis parentibus nascerentur, sui et in potestate eorum fierent'. 5. Sed si emancipato filio tutor a patre testamento datus fuerit, confirmandus est ex sententia praesidis omnimodo, id est sine inquisitione.

XIII. QUI DARI TUTORES TESTAMENTO POSSUNT⁴.

Dari autem potest tutor non solum pater familias, sed etiam filius familias. 1. Sed et servus proprius testamento cum libertate recte tutor dari potest. Sed sciendum est eum et sine libertate tutorem datum tacite et libertatem directam accepisse videri et per hoc recte tutorem esse. Plane si per errorem quasi liber tutor datus sit, aliud dicendum est. Servus autem alienus pure inutiliter datur testamento tutor; sed ita 'cum liber erit' utiliter datur. Proprius autem servus inutiliter eo modo datur tutor. 2. Furiosus vel minor viginti quinque annis tutor testamento datus tutor erit, cum compos mentis aut major viginti quinque annis fuerit factus.

3. Ad certum tempus et ex certo tempore vel sub conditione vel ante heredis institutionem posse dari tutorem non dubitatur. 4. Certae autem rei vel causae tutor dari non potest² 'quia personae, non causae vel rei datur'.

5. ³ Si quis filibus suis vel filiis tutores dederit, etiam postumae vel postumo videtur dedisse, quia filii vel filiae appellatione et postumus et postuma continentur. Quid si nepotes sint, an appellatione filiorum et ipsis tutores dati sunt? Dicendum est ut ipsis quoque dati videantur, si modo liberos dixit. Ceterum si filios, non continebuntur; aliter enim filii, aliter nepotes appellantur. Plane si postumis dederit, tam filii postumi quam ceteri liberi continebuntur'.

XV. DE LEGITIMA ADGNATORUM TUTELA⁴.

⁶ Quibus autem testamento tutordatus non sit, his ex lege duodecim tabularum adgnati sunt tutores, qui vocantur legitimi. 1. Sunt autem adgnati per virilis sexus cognationem

1. Cf. *D.*, 26, 2, *C.*, 5, 28. — 2. Marcien, *L. 2 inst. (D.)*, 26, 2, 14). — 3. *D.*, 26, 2, 5, 6 (*Ulp.*, *L. 15 ad Sab. L. 39 ad Sab.*) — 4. Cf. Gaius, 1, 155-158. *D.*, 26, 4, *C.*, 5, 30. — 5. Gaius, 1, 155-156 (*D.*, 26, 4, 7).

conjuncti, quasi a patre cognati, veluti frater eodem patre natus, fratris filius neposve ex eo, item patruus et patrum filius neposve ex eo. At qui per feminini sexus personas cognatione junguntur, non sunt adgnati, sed alias naturali jure cognati. Itaque amitae tuae filius non est tibi adgnatus, sed cognatus, et invicem scilicet tu illi eodem jure conjungeris, quia qui nascuntur patris, non matris familiam sequuntur'. 2. Quod autem lex ab intestato vocat ad tutelam adgnatos, non hanc habet significationem, si omnino non fecerit testamentum is qui poterat tutores dare, sed si quantum ad tutelam pertinet intestatus decesserit. Quod tunc quoque accidere intellegitur, cum is qui datus est tutor vivo testatore decesserit. 3.¹ 'Sed adgnationis quidem jus omnibus modis capitis deminutione plerumque perimitur'; nam adgnatio juris est nomen. 'Cognationis vero jus non omnibus modis commutatur, quia civilis ratio civilia quidem jura corrumpere potest, naturalia vero non utique'.

XVI. DE CAPITIS MINUTIONE².

³'Est autem capitis deminutio prioris status commutatio, eaque tribus modis accidit; nam aut maxima est capitis deminutio aut minor, quam quidam mediam vocant, aut minima. 1. Maxima est capitis deminutio, cum aliquis simul et civitatem et libertatem amittit; quod accidit in his, qui servi poenae efficiuntur atrocitate sententiae, vel liberti ut ingrati circa patronos condemnati, vel qui ad pretium participandum se venditari passi sunt. 2. Minor sive media est capitis deminutio, cum civitas quidem amittitur, libertas vero retinetur; quod accidit ei, cui aqua et igni interdictum fuerit, vel ei, qui in insulam deportatus est. 3. 'Minima est capitis deminutio, cum et civitas et libertas retinetur, sed status hominis commutatur; quod accidit in his qui', cum sui juris fuerunt, coeperunt alieno juri subjecti esse, vel contra. 4. Servus autem manumissus capite non minuitur, quia nullum caput habuit. 5. Quibus autem dignitas magis quam status permutatur, capite non minuuntur: et ideo senatu motos capite non minui constat.

6. Quod autem dictum est manere cognationis jus et post capitis deminutionem, hoc ita est, si minima capitis deminutio interveniat; manet enim cognatio. Nam si maxima capitis deminutio incurrat, jus quoque cognationis perit, ut puta servitute alicujus cognati, et ne quidem, si manumissus fuerit,

1. Gaius, 1, 158.— 2. Cf. Gaius, 1, 159-164. D., 4, 5.— 3. Gaius, 1, 150-162.

recipit cognationem. Sed et si in insulam deportatus quis sit, cognatio solvitur. 7.¹ 'Cum autem ad adgnatos tutela pertineat, non simul ad omnes pertinet, sed ad eos tantum, qui proximo gradu sunt', vel, si ejusdem gradus sint, ad omnes.

XVII. DE LEGITIMA PATRONORUM TUTELA².

³'Ex eadem lege duodecim tabularum libertorum et libertarum tutela ad patronos liberosque eorum pertinet, quae et ipsa legitima tutela vocatur, non quia nominatim ea lege de hac tutela cavetur, sed quia perinde accepta est per interpretationem, atque si verbis legis introducta esset. Eo enim ipso, quod hereditates libertorum libertarumque, si intestati decessissent, jusserat lex ad patronos liberosve eorum pertinere, crediderunt veteres voluisse legem etiam tutelae ad eos pertinere, cum et adgnatos, quos ad hereditatem vocat, eosdem et tutores esse jussit' et quia plerumque, ubi successionis est emolumentum, ibi et tutelae onus esse debet. Ideo autem diximus plerumque, quia, si a femina impubes manumittatur, ipsa ad hereditatem vocatur, cum alius est tutor.

XVIII. DE LEGITIMA PARENTIUM TUTELA⁴.

Exemplo patronorum recepta est et alia tutela, quae et ipsa legitima vocatur. Nam si quis filium aut filiam, nepotem aut neptem ex filio et deinceps impuberes emancipaverit, legitimus eorum tutor erit.

XVIII. DE FIDUCIARIA TUTELA⁵.

Est et alia tutela, quae fiduciaria appellatur. Nam si parens filium vel filiam, nepotem vel neptem et deinceps impuberes manumiserit, legitimam nanciscitur eorum tutelam: quo defuncto si liberi virilis sexus extant, fiduciarii tutores filiorum suorum vel fratris vel sororis et ceterorum efficiuntur. Atqui patrono legitimo tutore mortuo, liberi quoque ejus legitimi sunt tutores: quoniam filius quidem defuncti, si non esset a vivo patre emancipatus, post obitum ejus sui juris efficeretur nec in fratrum potestatem recideret ideoque nec in tutelam,

1. Gaius, 1, 164. — 2. Cf. Gaius, 1, 165-167. D., 26, 4. — 3. Gaius, 1, 165. — 4. Cf. Gaius, 1, 175. D., 26, 4, 3, 10. — 5. Cf. Gaius, 1, 166. 175. D., 26, 4, 3, 4.

libertus autem si servus mansisset, utique eodem jure apud liberos domini post mortem ejus futurus esset. Ita tamen ii ad tutelam vocantur, si perfectae aetatis sint. Quod nostra constitutio¹ generaliter in omnibus tutelis et curationibus observari praecepit.

XX. DE ATILIANO TUTORE VEL EO QUI EX LEGE JULIA
ET TITIA DABATUR².

³Si cui nullus omnino tutor fuerat, ei dabatur in urbe quidem Roma a praetore urbano et majore parte tribunorum plebis tutor ex lege Atilia, in provinciis vero a praesidibus provinciarum ex lege Julia et Titia. 1. Sed et si testamento tutor sub condicione aut die certo datus fuerat, quamdiu condicio aut dies pendebat, ex isdem legibus tutor dari poterat. Item si pure datus fuerit, quamdiu nemo ex testamento heres existat, tamdiu ex isdem legibus tutor petendus erat, qui desinebat tutor esse, si condicio existeret aut dies veniret aut heres existeret. 2. Ab hostibus quoque tutore capto ex his legibus tutor petebatur, qui desinebat esse tutor, si is qui captus erat in civitatem reversus fuerat; nam reversus recipiebat tutelam jure postliminii. 3. Sed ex his legibus pupillis tutores desierunt dari, posteaquam primo consules pupillis utriusque sexus tutores ex inquisitione dare coeperunt, deinde praetores ex constitutionibus; nam supra scriptis legibus neque de cautione a tutoribus exigenda rem salvam pupillis fore neque de compellendis tutoribus ad tutelae administrationem quidquam cavetur. 4. Sed hoc jure utimur, ut Romae quidem praefectus urbis vel praetor secundum suam jurisdictionem, in provinciis autem praesides ex inquisitione tutores crearent, vel magistratus jussu praesidum, si non sint magnae pupilli facultates. 5. Nos autem per constitutionem nostram⁴ et hujusmodi difficultates hominum rescantes nec exspectata jussione praesidum disposuimus, si facultas pupilli vel adulti usque ad quingentos solidos valeat, defensores civitatum una cum ejusdem civitatis religiosissimo antistite vel apud alias publicas personas, id est magistratus, vel juridicum Alexandrinae civitatis tutores vel curatores creare, legitima cautela secundum ejusdem constitutionis normam praestanda, videlicet eorum periculo qui eam accipiant.

1. *C.*, 5, 30, 5. — 2. Cf. Gaius, 1, 185-191. *D.*, 20, 5. *C.*, 5, 34. — 3. Gaius, 1, 185-187. — 4. *C.*, 1, 4, 30.

6. ¹Impuberes autem in tutela esse naturali jure conveniens est, ut is qui perfectae actatis non sit alterius tutela regatur'.
 7. Cum igitur ²pupillorum pupillarumque tutores negotia gerunt, post pubertatem tutelae iudicio rationem reddunt'.

XXI. DE AUCTORITATE TUTORUM³.

Auctoritas autem tutoris in quibusdam causis necessaria pupillis est, in quibusdam non est necessaria. Ut ecce si quid dari sibi stipulentur, non est necessaria tutoris auctoritas; quod si aliis pupilli promittant, necessaria est; namque placuit meliorem quidem suam condicionem licere eis facere etiam sine tutoris auctoritate, deteriorem vero non aliter quam tutore auctore. Unde in his causis, ex quibus mutuae obligationes nascuntur, in emptionibus venditionibus, locationibus conductionibus, mandatis, depositis, si tutoris auctoritas non interveniat, ipsi quidem qui cum his contrahunt obligantur, at invicem pupilli non obligantur. 1. ⁴Neque tamen hereditatem adire neque bonorum possessionem petere neque hereditatem ex fideicommisso suscipere aliter possunt nisi tutoris auctoritate, quamvis lucrosa sit neque ullum damnum habeat. 2. Tutor autem statim in ipso negotio praesens debet auctor fieri, si hoc pupillo prodesse existimaverit. Post tempus vero aut per epistulam interposita auctoritas nihil agit'. 3. ⁵Si inter tutorem pupillumve iudicium agendum sit, quia ipse tutor in rem suam auctor esse non potest, non praetorius tutor ut olim constituitur, sed curator in locum ejus datur, quo interveniente iudicium peragitur et eo peracto curator esse desinit.

XXII. QUIBUS MODIS TUTELA FINITUR⁶.

Pupilli pupillaeque cum puberes esse coeperint, tutela liberantur. Pubertatem autem veteres quidem non solum ex annis, sed etiam ex habitu corporis in masculis aestimari volebant. Nostra autem majestas dignum esse castitate temporum nostrorum bene putavit, quod in feminis et antiquis impudicum esse visum est, id est inspectionem habitudinis corporis, hoc etiam in masculos extendere: et ideo sancta constitutione promulgata⁷ pubertatem in masculis post quartum decimum an-

1. Gaius, 1, 189. — 2. Gaius, 1, 191. — 3. Cf. *D.*, 26, 8, 2., 5, 59. — 4. Cf. *D.*, 26, 8, 9, 3-5. Gaius, *L. 12 ad ed. prov.* — 5. Cf. Gaius, 1, 184. — 6. Cf. Gaius, 1, 170. 173. 182. 187. 194. 196. *D.*, 26, 1, 12. 14-17. *C.*, 5, 60. — 7. *C.* 5, 60, 3.

num completum ilico initium accipere disposuimus, antiquitatis normam in femininis personis bene positam suo ordine relinquentes, ut post duodecimum annum completum viripotentes esse credantur. 1. Item finitur tutela, si adrogati sint adhuc impuberes vel deportati; item si in servitatem pupillus redigatur vel ab hostibus fuerit captus. 2. ¹“Sed et si usque ad certam condicionem datus sit testamento, aequè evenit, ut desinat esse tutor existente condicione”. 3. Simili modo finitur tutela morte vel tutorum vel pupillorum. 4. Sed et capitis deminutione tutoris, per quam libertas vel civitas ejus amittitur, omnistutela perit. Minima autem capitis deminutione tutoris, veluti si se in adoptionem dederit, legitima tantum tutela perit, ceterae non pereunt. Sed pupilli et pupillae capitis deminutio, licet minima sit, omnes tutelas tollit. 5. Praeterea qui ad certum tempus testamento dantur tutores, finito eo deponunt tutelam. 6. Desinunt autem esse tutores, qui vel remouentur a tutela ob id quod suspecti visi sunt, vel ex justa causa sese excusant et onus administrandae tutelae deponunt secundum ea quae inferius proponemus.

XXIII. DE CURATORIBUS².

Masculi puberes et feminae viripotentes usque ad vicesimum quintum annum completum curatores accipiunt: qui licet puberes sint, adhuc tamen hujus aetatis sunt, ut negotia sua tueri non possint. 1. Dantur autem curatores ab isdem magistratibus, a quibus et tutores. Sed curator testamento non datur, sed datus confirmatur decreto praetoris vel praesidis. 2. Item inviti adulescentes curatores non accipiunt praeterquam in litem; curator enim et ad certam causam dari potest. 3. Furiosi quoque et prodigi, licet majores viginti quinque annis sint, tamen in curatione sunt adgnatorum ex lege duodecim tabularum. Sed solent Romae praefectus urbis vel praetor et in provinciis praesides ex inquisitione eis dare curatores. 4. Sed et mente captis et surdis et mutis et qui morbo perpetuo laborant, quia rebus suis superesse non possunt, curatores dandi sunt. 5. Interdum autem et pupilli curatores accipiunt, ut puta si legitimus tutor non sit idoneus, quia habenti tutorem tutor dari non potest. Item si testamento datus tutor vel a praetore vel a praeside idoneus non sit ad administrationem nec tamen fraudulenter negotia administrat, solet ei curator adjungi.

¹. Cf. *D.*, 26,1,14, 5. *Ulp.*, *L. 37 ad Sab.* — ². Cf. *Gaius*, 1, 197-198. *D.*, 26,5.

Item in locum tutorum, qui non in perpetuum, sed ad tempus a tutela excusantur, solent curatores dari.

6. Quodsi tutor adversa valetudine vel alia necessitate impeditur, quo minus negotia pupilli administrare possit, et pupillus vel absit vel infans sit, quem velit actorem periculo ipsius tutoris praetor vel qui provinciae praeerit decreto constituet.

XXIII. DE SATISDATIONE TUTORUM ET CURATORUM¹.

²Ne tamen pupillorum pupillarumve et eorum, qui quaeve in curatione sunt, negotia a tutoribus curatoribusve consumantur vel deminuantur, curat praetor, ut et tutores et curatores eo nomine satisdant. Sed hoc non est perpetuum; nam tutores testamento dati satisdare non coguntur, quia fides eorum et diligentia ab ipso testatore probata est; item ex inquisitione tutores vel curatores dati satisdatione non onerantur, quia idonei electi sunt³. 1. Sed et si ex testamento vel inquisitione duo pluresve dati fuerint, potest unus offerre satis de indemnitate pupilli vel adulescentis et contutori vel concuratori praeferi, ut solus administret, vel ut contutor satis offerens praenonatur ei, ut ipse solus administret. Itaque per se non potest petere satis a contutore vel concuratore suo, sed offerre debet, ut electionem det contutori suo, utrum velit satis accipere an satis dare. Quodsi nemo eorum satis offerat, si quidem adscriptum fuerit a testatore quis gerat, ille gerere debet; quodsi non fuerit adscriptum, quem major pars elegerit, ipse gerere debet, ut edicto praetoris cavetur. Sin autem ipsi tutores dissenserint circa eligendum eum vel eos qui gerere debent, praetor partes suas interponere debet. Idem et in pluribus ex inquisitione datis probandum est, id est ut major pars eligere possit, per quem administratio fieret.

2. Sciendum autem est non solum tutores vel curatores pupillis et adultis ceterisque personis ex administratione teneri, sed etiam in eos qui satisdationes accipiunt subsidiariam actionem esse, quae ultimum eis praesidium possit afferre. Subsidiaria autem actio datur in eos, qui vel omnino a tutoribus vel curatoribus satisdari non curaverint aut non idonee passi essent caveri. Quae quidem tam ex prudentium responsis quam ex constitutionibus imperialibus et in heredes eorum extenditur. 3. Quibus constitutionibus et illud exprimitur, ut, nisi caveant tutores vel curatores, pignoribus captis coerceantur.

1. Cf. D., 27, 7. 46. 6. C., 5, 42. 57. — 2. Gaius, 1, 199-200.

4. Neque autem praefectus urbis neque praetor neque praeses provinciae neque quis alius cui tutores dandi jus est hac actione tenebitur, sed hi tantummodo qui satisfactionem exigere solent.

XXV. DE EXCUSATIONIBUS¹.

Excusantur autem tutores vel curatores variis ex causis: plerumque autem propter liberos, sive in potestate sint sive emancipati. Si enim tres liberos quis superstites Romae habeat vel in Italia quattuor vel in provinciis quinque, a tutela vel cura possunt excusari exemplo ceterorum munerum; nam et tutelam et curam placuit publicum munus esse. Sed adoptivi liberi non prosunt, in adoptionem autem dati naturali patri prosunt. Item nepotes ex filio prosunt, ut in locum patris succedant, ex filia non prosunt. Filii autem superstites tantum ad tutelae vel curae muneris excusationem prosunt, defuncti non prosunt. Sed si in bello amissi sunt, quaesitum est, an prosint. Et constat eos solos prodesse qui in acie amittuntur; hi enim, quia pro re publica ceciderunt, in perpetuum per gloriam vivere intelleguntur. 1. Item divus Marcus in semestribus rescripsit eum, qui res fisci administrat, a tutela vel cura quamdiu administrat excusari posse. 2. Item qui rei publicae causa absunt, a tutela et cura excusantur. Sed et si fuerint tutores vel curatores, deinde rei publicae causa abesse coeperunt, a tutela et cura excusantur, quatenus rei publicae causa absunt, et interea curator loco eorum datur. Qui si reversi fuerint, recipiunt onus tutelae nec anni habent vacationem, ut Papinianus responsorum libro quinto scripsit; nam hoc spatium habent ad novas tutelas vocati. 3. Et qui potestatem aliquam habent, excusare se possunt, ut divus Marcus rescripsit, sed coeptam tutelam deserere non possunt. 4. Item propter litem, quam cum pupillo vel adulto tutor vel curator habet, excusare se nemo potest: nisi forte de omnibus bonis vel hereditate controversia sit. 5. Item tria onera tutelae non affectatae vel curae praestant vacationem, quamdiu administrantur: ut tamen plurimum pupillorum tutela vel cura eorundem bonorum, veluti fratrum, pro una computetur. 6. Sed et propter paupertatem excusationem tribui tam divi fratres quam per se divus Marcus rescripsit, si quis imparem se oneri injuncto possit docere. 7. Item propter adversam valetudinem, propter quam nec suis quidem negotiis interesse potest, excusatio lo-

¹. Cf. *D.*, 27, 1. *C.*, 5, 62-69.

cum habet. 8. Similiter eum, qui litteras nesciret, excusandum esse divus Pius rescripsit : quamvis et imperiti litterarum possunt ad administrationem negotiorum sufficere. 9. Item si propter inimicitiam aliquem testamento tutorem pater dederit, hoc ipsum praestat ei excusationem : sicut per contrarium non excusantur, qui se tutelam patri pupillorum administraturos promiserunt. 10. Non esse autem admittendam excusationem ejus, qui hoc solo utitur, quod ignotus patri pupillorum sit, divi fratres rescripserunt. 11. Inimicitiae, quas quis cum patre pupillorum vel adultorum exercuit, si capitales fuerunt nec reconciliatio intervenit, a tutela vel cura solent excusare. 12. Item si quis status controversiam a pupillorum patre passus est, excusatur a tutela. 13. Item major septuaginta annis a tutela vel cura se potest excusare. Minores autem viginti et quinque annis olim quidem excusabantur ; a nostra autem constitutione¹ prohibentur ad tutelam vel curam aspirare, adeo ut nec excusatio opus fiat. Qua constitutione cavetur, ut nec pupillus ad legitimam tutelam vocetur nec adultus, cum erat incivile eos, qui alieno auxilio in rebus suis administrandis egere noscuntur et sub aliis reguntur, aliorum tutelam vel curam subire. 14. Idem et in milite observandum est, ut nec volens ad tutelae munus admittatur. 15. Item Romae grammatici rhetores et medici et qui in patria sua id exercent et intra numerum sunt, a tutela vel cura habent vacationem.

16². 'Qui autem se vult excusare, si plures habeat excusationes et de quibusdam non probaverit, aliis uti intra tempora non prohibetur'. Qui excusare se volunt, non appellant ; sed intra dies quinquaginta continuos, ex quo cognoverunt, excusare se debent (cujuscumque generis sunt, id est qualitercumque dati fuerint tutores), si intra centesimum lapidem sunt ab eo loco, ubi tutores dati sunt ; si vero ultra centesimum habitant, dinumeratione facta viginti millium diurnorum et amplius triginta dierum. Quod tamen, ut Scaevola dicebat, sic debet computari, ne minus sint quam quinquaginta dies. 17. Datus autem tutor ad universum patrimonium datus esse creditur. 18. Qui tutelam alicujus gessit, invitus curator ejusdem fieri non compellitur, in tantum ut, licet pater, qui testamento tutorem dederit, adjecit se eundem curatorem dare, tamen invitum eum curam suscipere non cogendum divi Severus et Antoninus rescripserunt. 19. Idem rescripserunt maritum uxori suae curatorem datum excusare se posse, licet se immisceat.

1. C., 5, 30, 5. — 2. Marcien, L. 2 *inst.* (D., 27, 1, 21, 1).

20. Si quis autem falsis allegationibus excusationem tutelae meruit, non est liberatus onere tutelae.

XXVI. DE SUSPECTIS TUTORIBUS ET CURATORIBUS¹.

²Sciendum est suspecti crimen e lege duodecimi tabularum descendere. 1. Datum est autem jus removendi suspectos tutores Romae praetori et in provinciis praesidibus earum et legato proconsulis. 2. Ostendimus, qui possunt de suspecto cognoscere : nunc videamus, qui suspecti fieri possunt. Et quidem omnes tutores possunt, sive testamentarii sint sive non, sed alterius generis tutores. Quare et si legitimus sit tutor, accusari poterit. Quid si patronus ? Adhuc idem erit dicendum, dummodo meminerimus famae patroni parcendum, licet ut suspectus remotus fuerit. 3. Consequens est, ut videamus, qui possint suspectos postulare. Et sciendum est quasi publicam esse hanc actionem, hoc est omnibus patere. Quin immo et mulieres admittuntur ex rescripto divorum Severi et Antonini, sed hae solae, quae pietatis necessitudine ductae ad hoc procedunt, ut puta mater : nutrix quoque et avia possunt, potest et soror : sed et si qua mulier fuerit, cujus praetor perpensam pietatem intellexerit non sexus verecundiam egredientis, sed pietate productam non continere injuriam pupillorum, admittit eam ad accusationem'. 4. Impuberes non possunt tutores suos suspectos postulare, puberes autem curatores suos ex consilio necessariorum suspectos possunt arguere : et ita divi Severus et Antoninus rescripserunt. 5. Suspectus est autem, qui non ex fide tutelam gerit, licet solvendo est, ut et Julianus quoque scripsit ; sed et ante, quam incipiat gerere tutelam tutor, posse eum quasi suspectum removeri idem Julianus scripsit et secundum eum constitutum est. 6. Suspectus autem remotus, si quidem ob dolum, famosus est, si ob culpam, non aequae. 7. Si quis autem suspectus postulatur, quoad cognitio finiatur, interdicitur ei administratio, ut Papiniano visum est. 8. Sed si suspecti cognitio suscepta fuerit posteaque tutor vel curator decesserit, extinguitur cognitio suspecti. 9. Si quis tutor copiam sui non faciat, ut alimenta pupillo decernantur, cavetur epistula divorum Severi et Antonini³, ut in possessionem bonorum ejus pupillus mittatur ; et quae mora deteriora futura sunt, dato curatore distrahi jubentur. Ergo ut suspectus removeri poterit qui non praestat alimenta. 10.⁴ Sed si quis praesens negat propter inopiam alimenta posse decerni,

1. Cf. *D.*, 26, 10. *C.*, 5, 43. — 2. *D.*, 26, 10, 1, 2-7. (*Ulp.*, *L.* 35 *ad ed.*). — 3. Cf. *D.*, 26, 10, 7, 2. — 4. Cf. *D.*, 26, 10, 3, 15.

si hoc per mendacium dicat, remittendum eum esse ad praefectum urbis puniendum placuit, sicut ille remittitur, qui data pecunia ministerium tutelae redemit¹. 11. ²Libertus quoque, si fraudulenter gessisse tutelam filiorum vel nepotum patroni probetur, ad praefectum urbis remittitur puniendus'. 12. Novissime sciendum est eos, qui fraudulenter tutelam vel curam administrant, etiamsi satis offerant, removendos a tutela, ³quia satisfactio propositum tutoris malevolum non mutat, sed diutius grassandi in re familiarum facultatem praestat'. 13. ⁴Suspectum enim eum putamus, qui moribus talis est, ut suspectus sit; enimvero tutor vel curator, quamvis pauper est, fidelis tamen et diligens, removendus non est quasi suspectus'.

LIBER SECUNDUS.

I. DE RERUM DIVISIONE⁵.

⁶Superiore libro de jure personarum exposuimus; modo videamus de rebus; quae vel in nostro patrimonio vel extra nostrum patrimonium habentur'. ⁷Quaedam enim naturali jure communia sunt omnium, quaedam publica, quaedam universitatis, quaedam nullius, pleraque singulorum, quae variis ex causis cuique adquiruntur, sicut ex subjectis apparebit.

1. Et quidem naturali jure communia sunt omnium haec: aer et aqua profluens et mare et per hoc litora maris. Nemo igitur ad litus maris accedere prohibetur, dum tamen villis et monumentis et aedificiis absteineat, quia non sunt juris gentium, sicut et mare. 2. Flumina autem omnia et portus publica sunt': ideoque jus piscandi omnibus commune est in portu fluminibusque. 3. Est autem litus maris, quatenus hibernus fluctus maximus excurrit. 4. ⁸Riparum quoque usus publicus est juris gentium, sicut ipsius fluminis. Itaque navem ad eas appellere, funes ex arboribus ibi natis religare, onus aliquid in his repone re cuilibet liberum est, sicuti per ipsum flumen navigare. Sed proprietates earum illorum est, quorum praediis haerent: qua de causa arbores quoque in isdem natae eorundem sunt'. 5. Litorum quoque usus publicus juris gentium est, sicut ipsius maris: et ob id quibuslibet liberum est casam ibi imponere, in qua se recipiant, sicut retia siccare et ex mare deducere.

1. Pellat-Accarias: 'qui data pecunia ministeriis tutelam redemit'. — 2. *D.*, 26, 10, 2 (*Ulp.*, *L. 1 de omn. trib.*). — 3. *D.*, 26, 10, 6 (*Callistrate*, *L. 4 de cogn.*). — 4. *D.*, 26, 10, 8 (*Ulp.*, *L. 61 ad ed.*). — 5. Cf. *Gaius*, 2, 1-11. 19 21. 41 65-70. *D.*, 1, 8, 41, 1. — 6. *Gaius*, 2, 1. — 7. *Marcien*, *L. 3 inst. (D)*, 1, 8, 2, 4). — 8. *Gaius*, *L. 2 rer. cott. (D)*, 1, 8, 5).

Proprietas autem eorum potest intellegi nullius esse, sed ejusdem juris esse, cujus et mare et quae subjacent mari, terra vel harena. 6. ¹‘Universitatis sunt, non singulorum veluti quae in civitatibus sunt, ut theatra stadia et similia et si qua alia sunt communia civitatum’.

7. Nullius autem sunt res sacrae et religiosae et sanctae; quod enim divini juris est, id nullius in bonis est. 8. Sacra sunt, quae rite et per pontifices deo consecrata sunt, veluti aedes sacrae et dona, quae rite ad ministerium dei dedicata sunt, quae etiam per nostram constitutionem² alienari et obligari prohibuimus, excepta causa redemptionis captivorum. Si quis vero auctoritate sua quasi sacrum sibi constituerit, sacrum non est, sed profanum. Locus autem, in quo sacrae aedes aedificatae sunt, etiam diruto aedificio adhuc sacer manet, ut et Papinianus scripsit³. 9. ⁴‘Religiosum locum unusquisque sua voluntate facit, dum mortuum infert in locum suum. In communem autem locum purum invito socio inferre non licet. In commune vero sepulcrum etiam invitis ceteris licet inferre. Item si alienus usus fructus est, proprietarium placet nisi consentiente usufructuario locum religiosum non facere. In alienum locum concedente domino licet inferre: et licet postea ratum habuerit, quam illatus est mortuus, tamen religiosus locus fit’.

10. ⁵‘Sanctae quoque res, veluti muri et portae, quodammodo divini juris sunt et ideo nullius in bonis sunt’. Ideo autem muros sanctos dicimus, quia poena capitis constituta sit in eos, qui aliquid in muros deliquerint. Ideo et legum eas partes, quibus poenas constituimus adversus eos qui contra leges fecerint, sanctiones vocamus.

11⁶. Singulorum autem hominum multis modis res fiunt; quarundam enim rerum dominium nanciscimur jure naturali, quod, sicut diximus, appellatur jus gentium, quarundum jure civili. Commodius est itaque a vetustiore jure incipere. Palam est autem vetustius esse naturale jus, quod cum ipso genere humano rerum natura prodidit; civilia enim jura tunc coeperunt, cum et civitates condi et magistratus creari et leges scribi coeperunt.

12. ⁷‘Ferae igitur bestiae et volucres et pisces, id est omnia animalia, quae in terra mari caelo nascuntur, simulatque ab aliquo capta fuerint, jure gentium statim illius esse incipiunt;

1. Marcien, *L. 3 inst. (D., 1, 8, 6, 1)*. — 2. *C., 1, 2, 21*. — 3. Cf. Papinien, *L. 3 resp., D., 18, 1, 73, pr. = F. V., 5*. — 4. Marcien, *l. c. (D., 1, 8, 6, 4)*. — 5. Gaius, *2, 8, 9 (D., 1, 8, 1, pr.)*. — 6. Cf. Gaius, *L. 2 rer. coll. (D., 41, 1, 1, pr.)*. — 7. Gaius, *L. 2 rer. coll. (D., 41, 1, 1. 3. 5. 7, pr.)*.

quod enim ante nullius est, id naturali ratione occupanti conceditur. Nec interest, feras bestias et volucres utrum in suo fundo quisque capiat an in alieno. Plane qui in alienum fundum ingreditur venandi aut aucupandi gratia, potest a domino, si is providerit, prohiberi ne ingrediatur. Quidquid autem eorum ceperis, eo usque tuum esse intellegitur, donec tua custodia coeretur; cum vero evaserit custodiam tuam et in naturalem libertatem se receperit, tuum esse desinit et rursus occupantis fit. Naturalem autem libertatem recipere intellegitur, cum vel oculos tuos effugerit vel ita sit in conspectu tuo, ut difficilis sit ejus persecutio. 13. Illud quaesitum est, an, si fera bestia ita vulnerata sit, ut capi possit, statim tua esse intellegatur. Quibusdam placuit statim tuam esse et eo usque tuam videri, donec eam persequaris, quodsi desieris persequi, desinere tuam esse et rursus fieri occupantis. Alii non aliter putaverunt tuam esse, quam si ceperis. Sed posteriorem sententiam nos confirmamus, quia multa accidere solent, ut eam non capias. 14. Apium quoque natura fera est. Itaque quae in arbore tua conseruerint, antequam a te alveo includantur, non magis tuae esse intelleguntur quam volucres, quae in tua arbore nidum fecerint: ideoque si alius eas incluserit, is earum dominus erit. Favos quoque si quos hae fecerint, quilibet eximere potest. Plane integra re si provideris ingredientem in fundum tuum, potes eum jure prohibere ne ingrediatur. Examen, quod ex alveo tuo evolaverit, eo usque tuum esse intellegitur, donec in conspectu tuo est nec difficilis ejus persecutio est: alioquin occupantis fit. 15. Pavonum et columbarum fera natura est. Nec ad rem pertinet, quod ex consuetudine avolare et revolare solent; nam et apes idem faciunt, quarum constat feram esse naturam. Cervos quoque ita quidam mansuetos habent, ut in silvas ire et redire soleant; quorum et ipsorum feram esse naturam nemo negat. In his autem animalibus, quae ex consuetudine abire et redire solent, talis regula comprobata est, ut eo usque tua esse intellegantur, donec animum revertendi habeant; nam si revertendi animum habere desierint, etiam tua esse desinunt et fiunt occupantium. Revertendi autem animum videntur desinere habere, cum revertendi consuetudinem deseruerint. 16. Gallinarum et anserum non est fera natura idque ex eo possumus intellegere, quod aliae sunt gallinae, quas feras vocamus, item alii anseres, quos feros appellamus. Ideoque si anseres tui aut gallinae tuae aliquo casu turbati turbataeve evolaverint, licet conspectum tuum effugerint, quocumque tamen loco sint, tui tuaeve esse intelleguntur: et qui lucrandi

animo ea animalia retinet, furtum committere intellegitur. 17. Item ea, quae ex hostibus capimus, jure gentium statim nostra fiunt : adeo quidem, ut et liberi homines in servitute nostram deducantur : qui tamen, si evaserint nostram potestatem et ad suos reversi fuerint, pristinum statum recipiunt'. 18. 'Item lapilli gemmae et cetera, quae in litore inveniuntur, jure naturali statim inventoris fiunt. 19. Item ea, quae ex animalibus dominio tuo subjectis nata sunt, eodem jure tibi adquiruntur'.

20. 'Praeterea quod per alluvionem agro tuo flumen adjecit, jure gentium tibi acquiritur. Est autem alluvio incrementum latens. Per alluvionem autem id videtur adjici, quod ita paulatim adjicitur, ut intellegere non possis, quantum quoquo momento temporis adjiciatur. 21. Quodsi vis fluminis partem aliquam ex tuo praedio detraxerit et vicini praedio appulerit, palam est eam tuam permanere. Plane si longiore tempore fundo vicini haeserit arboresque, quas secum traxerit, in eum fundum radices egerint, ex eo tempore videntur vicini fundo acquisitae esse. 22. Insula, quae in mari nata est, quod raro accidit, occupantis fit ; nullius enim esse creditur. At in flumine nata, quod frequenter accidit, si quidem mediam partem fluminis teneat, communis est eorum, qui ab utraque parte fluminis prope ripam praedia possident, pro modo latitudinis cujusque fundi, quae latitudo prope ripam sit. Quodsi alteri parti proximior sit, eorum est tantum, qui ab ea parte prope ripam praedia possident. Quodsi aliqua parte divisum flumen, deinde infra unitum agrum alicujus in formam insulae redegerit, ejusdem permanet is ager, cujus et fuerat. 23. Quodsi naturali alveo in universum derelicto alia parte fluere coeperit, prior quidem alveus eorum est, qui prope ripam ejus praedia possident, pro modo scilicet latitudinis cujusque agri, quae latitudo prope ripam sit, novus autem alveus ejus juris esse incipit, cujus et ipsum flumen, id est publicus. Quodsi post aliquod tempus ad priorem alveum reversum fuerit flumen, rursus novus alveus eorum esse incipit, qui prope ripam ejus praedia possident. 24. Alia sane causa est, si cujus totus ager inundatus fuerit. Neque enim inundatio speciem fundi commutat et ob id, si recesserit aqua, palam est eum fundum ejus manere, cujus et fuit'.

25. 'Cum ex aliena materia species aliqua facta sit ab aliquo, quaeri solet, quis eorum naturali ratione dominus sit,

1. Florentinus, *L. 6 inst. (D., 1, 8, 3. 41, 1, 6)*. — 2. Gaius, *L. 2 rer. cott. (D., 41, 1, 7, 1-6)*. — 3. Cf. Gaius, *l. c. (D., 41, 1, 7, 7)*.

utrum is qui fecerit, an ille potius qui materiae dominus fuerit: ut ecce si quis ex alienis uvis aut olivis aut spicis vinum aut oleum aut frumentum fecerit, aut ex alieno auro vel argento vel aere vas aliquod fecerit, vel ex alieno vino et melle mulsum miscuerit, vel ex alienis medicamentis emplastrum aut collyrium composuerit, vel ex aliena lana vestimentum fecerit, vel ex alienis tabulis navem vel armarium vel subsellium fabricaverit. Et post multas Sabinianorum et Proculianorum ambiguitates placuit media sententia existimantium, si ea species ad materiam reduci possit, eum videri dominum esse, qui materiae dominus fuerat, si non possit reduci, eum potius intelligi dominum qui fecerit: ut ecce vas conflatum potest ad rudem massam aeris vel argenti vel auri reduci, vinum autem aut oleum aut frumentum ad uvas et olivas et spicas reverti non potest ac ne mulsum quidem ad vinum et mel resolvi potest'. Quodsi partim ex sua materia, partim ex aliena speciem aliquam fecerit quisque, veluti ex suo vino et alieno melle mulsum aut ex suis et alienis medicamentis emplastrum aut collyrium aut ex sua et aliena lana vestimentum fecerit, dubitandum non est hoc casu eum esse dominum qui fecerit, cum non solum operam suam dedit, sed et partem ejusdem materiae praestavit. 26. Si tamen alienam purpuram quis intexuit suo vestimento, licet pretiosior est purpura, accessionis vice cedit vestimento: et qui dominus fuit purpurae, adversus eum qui subripuit habet furti actionem et conditionem, sive ipse est qui vestimentum fecit, sive alius. Nam⁴ extinctate res licet vindicari non possint, condici tamen a furibus et a quibusdam aliis possessoribus possunt'. 27. Si duorum materiae ex voluntate dominorum confusae sint, totum id corpus, quod ex confusione fit, utriusque commune est, veluti si qui vina sua confuderint aut massas argenti vel auri conflaverint. Sed *et* si diversae materiae sint et ob id propria species facta sit, forte ex vino et melle mulsum aut ex auro et argento electrum, idem juris est; nam et eo casu communem esse speciem non dubitatur. Quodsi fortuito et non voluntate dominorum confusae fuerint vel diversae materiae vel quae ejusdem generis sunt, idem juris esse placuit. 28. Quodsi frumentum Titii tuo frumento mixtum fuerit, si quidem ex voluntate vestra, commune erit, quia singula corpora, id est singula grana, quae cujusque propria fuerunt, ex consensu vestro communicata sunt. Quodsi casu id mixtum fuerit vel Titius id miscuerit sine voluntate tua, non videtur

commune esse, quia singula corpora in sua substantia durant nec magis istis casibus commune fit frumentum, quam grex communis esse intellegitur, si pecora Titii tuis pecoribus mixta fuerint; sed si ab alterutro vestrum id totum frumentum retineatur, in rem quidem actio pro modo frumenti cuiusque competat, arbitrio autem iudicis continetur, ut is aestimet, qualis cuiusque frumentum fuerit. 29. 'Cum in suo solo aliquis aliena materia aedificaverit, ipse dominus intellegitur aedificii, quia omne quod inaedificatur solo cedit. Nec tamen ideo is, qui materiae dominus fuerat, desinit ejus dominus esse; sed tantisper neque vindicare eam potest neque ad exhibendum de ea re agere propter legem duodecim tabularum, qua cavetur, ne quis tignum alienum aedibus suis injunctum eximere cogatur, sed duplum pro eo praestet per actionem, quae vocatur de tigno juncto (appellatione autem tigni omnis materia significatur, ex qua aedificia fiunt): quod ideo provisum est, ne aedificia rescindi necesse sit. Sed si aliqua ex causa dirutum sit aedificium, poterit materiae dominus, si non fuerit duplum jam persecutus, tunc eam vindicare et ad exhibendum agere. 30. Ex diverso si quis in alieno solo sua materia domum aedificaverit, illius fit domus, cujus et solum est. Sed hoc casu materiae dominus proprietatem ejus amittit, quia voluntate ejus alienata intellegitur, utique si non ignorabat in alieno solo se aedificare: et ideo, licet diruta sit domus, vindicare materiam non possit. Certe illud constat, si in possessione constituto aedificatore soli dominus petat domum suam esse nec solvat pretium materiae et mercedes fabrorum, posse eum per exceptionem doli mali repelli, utique si bonae fidei possessor fuit qui aedificasset; nam scienti alienum esse solum potest culpa objici, quod temere aedificaverit in eo solo, quod intellegeret alienum esse. 31. Si Titius alienam plantam in suo solo posuerit, ipsius erit, et ex diverso si Titius suam plantam in Maevii solo posuerit, Maevii planta erit, si modo utroque casu radices egerit. Antequam autem radices egerit, ejus permanet, cujus et fuerat. Adeo autem ex eo, ex quo radices agit planta, proprietas ejus commutatur, ut, si vicini arborem ita terra² Titii presserit, ut in ejus fundum radices ageret, Titii effici arborem dicimus; rationem etenim non permittit, ut alterius arbor esse intellegatur, quam cujus in fundum radices egisset. Et ideo prope confinium arbor posita si etiam in vicini fun-

1. Gaius, *L. 2 rer. cott.* (D. 41, 1, 7, 10. 12. 13). — 2. Pellat, *Accarias: 'arbor ita terram'*; D. : 'arborem ita terra presserim'.

dum radices egerit, communis sit'. 32. 'Qua ratione autem plantae, quae terra coalescunt, solo cedunt, eadem ratione frumenta quoque, quae sata sunt, solo cedere intelleguntur. Ceterum sicut is, qui in alieno solo aedificaverit, si ab eo dominus petat aedificium, defendi potest per exceptionem doli mali secundum ea quae diximus, ita ejusdem exceptionis auxilio tutus esse potest is, qui alienum fundum sua impensa bona fide consevit. 33. Litterae quoque, licet aureae sint, perinde chartis membranisque cedunt, acsi solo cedere solent ea quae inaedificantur aut inseruntur: ideoque si in chartis membranisque tuis carmen vel historiam vel orationem Titius scripserit, hujus corporis non Titius, sed tu dominus esse judicaris. Sed si a Titio petas tuos libros tuasve membranas esse nec impensam scripturae solvere paratus sis, poterit se Titius defendere per exceptionem doli mali, utique si bona fide earum chartarum membranarumve possessionem nactus est'. 34. Si quis in aliena tabula pinxerit, quidam putant tabulam picturae cedere; alii videtur picturam, qualiscumque sit, tabulae cedere. Sed nobis videtur melius esse tabulam picturae cedere; ridiculum est enim picturam Apellis vel Parrhasii in accessionem vilissimae tabulae cedere. ²⁴Unde si a domino tabulae imaginem possidente is qui pinxit eam petat nec solvat pretium tabulae, poterit per exceptionem doli mali summoverti; at si is qui pinxit possideat, consequens est ut utilis actio domino tabulae adversus eum delur, quo casu, si non solvat impensam picturae, poterit per exceptionem doli mali repelli, utique si bona fide possessor fuerit ille qui picturam imposuit. Illud enim palam est, quod, sive is qui pinxit subripuit tabulas sive alius, competit domino tabularum furti actio'.

35. Si quis a non domino, quem dominum esse crederet, bona fide fundum emerit vel ex donatione aliave qua justa causa aequae bona fide acceperit, naturali ratione placuit fructus quos percepit ejus esse pro cultura et cura. Et ideo si postea dominus supervenerit et fundum vindicet, de fructibus ab eo consumptis agere non potest. Ei vero, qui sciens alienum fundum possederit, non idem concessum est. Itaque cum fundo etiam fructus, licet consumpti sint, cogitur restituere. 36. Is, ad quem usus fructus fundi pertinet, non aliter fructuum dominus efficitur, quam si eos ipse perceperit. Et ideo licet maturis fructibus, nondum tamen perceptis decesserit, ad heredem ejus non pertinent, sed domino proprietatis adquiruntur.

Eadem fere et de colono dicuntur. 37. ¹In pecudum fructu etiam fetus est, sicuti lac et pilus et lana. Itaque agni et haedi et vituli et equuli statim naturali jure domini sunt fructuarii. Partus vero ancillae in fructu non est itaque ad dominum proprietatis pertinet; absurdum enim videbatur hominem in fructu esse, cum omnes fructus rerum natura hominum gratia comparavit. 38. Sed si gregis usum fructum quis habeat, in locum demortuorum capitum ex fetu fructuarius summittere debet, ut et Juliano² visum est, et in vinearum demortuarum vel arborum locum alias debet substituere. Recte enim colere debet et quasi bonus pater familias uti debet.

39. Thesauros, quos quis in suo loco invenerit, divus Hadrianus naturalem aequitatem secutus ei concessit qui invenerit. Idemquē statuit, si quis in sacro aut in religioso loco fortuito casu invenerit. At si quis in alieno loco non data ad hoc opera, sed fortuito invenerit, dimidium domino soli concessit. Et convenienter, si quis in Caesaris loco invenerit, dimidium inventoris, dimidium Caesaris esse statuit. Cui conveniens est, ut, si quis in publico loco vel fiscali invenerit, dimidium ipsius esse, dimidium fisci vel civitatis.

40. ³Per traditionem quoque jure naturali res nobis acquiruntur; nihil enim tam conveniens est naturali aequitati, quam voluntatem domini, volentis rem suam in alium transferre, ratam haberi. Et ideo cujuscumque generis sit corporalis res, tradi potest et a domino tradita alienatur. Itaque stipendiaria quoque et tributaria praedia eodem modo alienantur. Vocantur autem stipendiaria et tributaria praedia, quae in provinciis sunt, inter quae nec non Italica praedia ex nostra constitutione⁴ nulla differentia est. 41. Sed si quidem ex causa donationis aut dotis aut qualibet alia ex causa tradantur, sine dubio transferuntur: (41) venditae vero et traditae non aliter emptori acquiruntur, quam si is venditori pretium solverit vel alio modo ei satisfecerit, veluti expromissore aut pignore dato. Quod cavetur quidem etiam lege duodecim tabularum: tamen recte dicitur et jure gentium, id est jure naturali, id effici. Sed si is qui vendidit fidem emptoris secutus fuerit, dicendum est statim rem emptoris fieri. 42. ⁵Nihil autem interest, utrum ipse dominus tradat alicui rem, an voluntate ejus alius. 43. Qua ratione, si cui libera negotiorum administratio a domino permissa fuerit isque ex his negotiis rem ven-

1. Gaius, *L. 2 rer. coll.* (D., 22, 1, 28). — 2. Cf. D., 7, 1, 70, 1. 5. Ulp., *L. 17 ad Sab.* — 3. Gaius, *L. 2 rer. coll.* (D., 11, 1, 9, 3). — 4. C., 7, 31, 1. — 5. Gaius, *L. 2 rer. coll.* (D., 41, 1, 9, 4-7).

diderit et tradiderit, facit eam accipientis. 44. Interdum etiam sine traditione nuda voluntas sufficit domini ad rem transferendam, veluti si rem, quam tibi aliquis commodavit aut locavit aut apud te deposuit, vendiderit tibi aut donaverit. Quamvis enim ex ea causa tibi eam non tradiderit, eo tamen ipso, quod patitur tuam esse, statim adquiritur tibi proprietas perinde ac si eo nomine tradita fuisset. 45. Item si quis merces in horreo depositas vendiderit, simul atque claves horrei tradiderit emptori, transfert proprietatem mercium ad emptorem. 46. Hoc amplius interdum et in incertam personam collocata voluntas domini transfert rei proprietatem : ut ecce praetores vel consules, qui missilia jactant in vulgus, ignorant, quid eorum quisque excepturus sit, et tamen, quia volunt quod quisque exceperit ejus esse, statim eum dominum efficiunt'. 47. Qua ratione verius esse videtur et, si rem pro derelicto a domino habitam occupaverit quis, statim eum dominum effici. Pro derelicto autem habetur, quod dominus ea mente adjecerit, ut id rerum suarum esse nollet, ideoque statim dominus esse desinit. 48. ¹Alia causa est earum rerum, quae in tempestate maris levandae navis causa ejiciuntur. Hae enim dominorum permanent, quia palam est eas non eo animo ejici, quo quis eas habere non vult, sed quo magis cum ipsa nave periculum maris effugiat : qua de causa si quis eas fluctibus expulsas vel etiam in ipso mari nactus lucrandi animo abstulerit, furtum committit'. Nec longe discedere videntur ab his, quae de rheda currente non intellegentibus dominis cadunt.

II. — DE REBUS INCORPORALIBUS.

²Quaedam praeterea res corporales sunt, quaedam incorporales. 1. Corporales sunt, quae sui natura tangi possunt : veluti fundus homo vestis aurum argentum et denique aliae res innumerabiles. 2. Incorporales autem sunt, quae tangi non possunt ; qualia sunt ea quae in jure consistunt : sicut hereditas, usus fructus, [usus] obligationes quoquo modo contractae. Nec ad rem pertinet, quod in hereditate res corporales continentur ; nam et fructus, qui ex fundo percipiuntur, corporales sunt et id, quod ex aliqua obligatione nobis debetur, plerumque corporale est, veluti fundus homo pecunia ; nam ipsum jus hereditatis et ipsum jus utendi fruendi et ipsum jus obligationis incorporale est. 3. Eodem numero sunt jura praediorum urbanorum et rusticorum, quae etiam servitutes vocantur.

1. Gaius, *L. 2 rer. cott. (D., 41,1,9,8)*. — 2. Gaius, 2, 12-14. (*D., 1,8,1,1*).

III. DE SERVITUTIBUS¹.

²Rusticorum praediorum jura sunt haec : iter actus via aquae ductus. Iter est jus eundi ambulandi homini, non etiam jumentum agendi vel vehiculum. Actus est jus agendi vel jumentum vel vehiculum. Itaque qui iter habet, actum non habet. Qui actum habet, et iter habet eoque uti potest etiam sine jumento. Via est jus eundi et agendi et ambulandi ; nam et iter et actum in se via continet. Aquae ductus est jus aquae ducendae per fundum alienum³. 1. ³Praediorum urbanorum sunt servitutes, quae aedificiis inhaerent, ideo urbanorum praediorum dictae, quoniam aedificia omnia urbana praedia appellantur, etsi in villa aedificata sunt. Item praediorum urbanorum servitutes sunt hae : ut vicinus onera vicini sustineat : ut in parietem ejus liceat vicino tignum immittere ; ut stillicidium vel flumen recipiat quis in aedes suas vel in aream⁴, vel non recipiat ; et ne altius tollat quis aedes suas, ne luminibus vicini officiat. 2. ⁵In rusticorum praediorum servitutes quidam computari recte putant aquae haustum, pecoris ad aquam adpulsum, jus pascendi, calcis coquendae, harenae fodiendae.

3. Ideo autem hae servitutes praediorum appellantur, quoniam sine praediis constitui non possunt. Nemo enim potest servitutem acquirere urbani vel rustici praedii, nisi qui habet praedium, nec quisquam debere, nisi qui habet praedium⁶. 4. Si quis velit vicino aliquod jus constituere, pactionibus atque stipulationibus id efficere debet. ⁶Potest etiam in testamento quis heredem suum damnare, ne altius tollat, ne luminibus aedium vicini officiat, vel ut patiat eum tignum in parietem immittere vel stillicidium habere, vel ut patiat eum per fundum ire agere aquamve ex eo ducere⁷.

III. DE USU FRUCTU⁷.

⁸Usus fructus est jus alienis rebus utendi fruendi salva rerum substantia. Est enim jus in corpore : quo sublato et ipsum tolli necesse est¹. 1. Usus fructus a proprietate separationem recipit idque plurimis modis accidit. Ut ecce si quis alicui usum fructum legaverit, nam heres nudam habet proprietatem, legatarius usum fructum, et contra si fundum le-

1. Cf. *D.*, 8. *C.*, 3, 34. — 2. *Ulp.*, *L. 2 inst.* (*D.*, 8, 34, *pr.*). — 3. Cf. *Ulp.*, *l. c.* (*D.*, 8, 4, 1. *pr.*). — 4. Les mas. inférieurs ajoutent : 'vel in cloacam'. — 5. *Ulp.*, *l. c.* (*D.*, 8, 3, 4, 1. 8, 4, 1, 1). — 6. *Gaius*, *L. 2 rer. coll.* (*D.*, 8, 4, 16. *D.* 7, 1, 1). — 7. Cf. *Gaius*, 2, 30, 33. *D.*, 7, 1, 4. 5. 33, 2. *C.*, 3, 33. — 8. *D.*, 7, 1, 1, 2. (*Paul.*, *l. 3 ad Vitell.* ; *Celse*, *l. 18 dig.*).

gaverit deducto usu fructu, legatarius nudam habet proprietatem, heres vero usum fructum; item alii usum fructum, alii deducto eo fundum legare potest. ¹ Sine testamento vero si quis velit alii usum fructum constituere, pactionibus et stipulationibus id efficere debet. Ne tamen in universum inutiles essent proprietates semper abscedente usu fructu, placuit certis modis extinguere usum fructum et ad proprietatem reverti. 2. Constituitur autem usus fructus non tantum in fundo et aedibus, verum etiam in servis et jumentis ceterisque rebus² exceptis his quae ipso usu consumuntur; nam eae neque naturali ratione neque civili recipiunt usum fructum. Quo numero sunt vinum oleum frumentum vestimenta³. Quibus proxima est pecunia numerata; namque in ipso usu adsidua permutatione quodammodo extinguitur. Sed utilitatis causa senatus censuit posse etiam earum rerum usum fructum constitui, ut tamen eo nomine heredi utiliter caveatur. Itaque si pecuniae usus fructus legatus sit, ita datur legatario, ut ejus fiat, et legatarius satisfacat heredi de tanta pecunia restituenda, si morietur aut capite minuetur. Ceterae quoque res ita traduntur legatario, ut ejus fiant; sed aestimatis his satisfacatur, ut, si morietur aut capite minuetur, tanta pecunia restituatur, quanti eae fuerint aestimatae. Ergo senatus non fecit quidem earum rerum usum fructum (nec enim poterat), sed per cautionem quasi usum fructum constituit. 3. Finitur autem usus fructus morte fructuarii et duabus capitibus deminutionibus, maxima et media, et non utendo per modum et tempus. Quae omnia nostra statuit constitutio³. Item finitur usus fructus, si domino proprietatis ab usufructuario cedatur (nam extraneo cedendo nihil agitur): vel ex contrario si fructuarius proprietatem rei adquisierit, quae res consolidatio appellatur. Eo amplius constat, si aedes incendio consumptae fuerint vel etiam terrae motu aut vitio suo corruerint, extinguere usum fructum et ne areae quidem usum fructum deberi. 4. Cum autem finitus fuerit usus fructus, revertitur scilicet ad proprietatem et ex eo tempore nudae proprietatis dominus incipit plenam habere in re potestatem.

V. DE USU ET HABITATIONE⁴.

Isdem istis modis, quibus usus fructus constituitur, etiam nudus usus constitui solet isdemque illis modis finitur, quibus et usus fructus desinit. 1. Minus autem scilicet juris in usu est

1. Gaius, *L. 2 rer. cott.* (D., 7, 1, 3). — 2. de Ihering, *Gesammelte Aufsätze*, 2, 1882, p. 450: 'esculentia'; v. en sens contraire Kniep, *Præscriptio und Pactum*, 1891, p. 133, n. 118. — 3. C., 3, 33, 16. — 4. Cf. D., 7, 8, 33, 2. C., 3, 33.

quam in usu fructu. Namque is, qui fundi nudum usum habet, nihil ulterius habere intellegitur, quam ut oleribus pomis floribus fenostamentis lignis ad usum cottidianum utatur: "in eoque fundo hactenus ei morari licet, ut neque domino fundi molestus sit neque his, per quos opera rustica fiunt, impedimento sit, nec ulli alii jus quod habet aut vendere aut locare aut gratis concedere potest", cum is qui usum fructum habet potest haec omnia facere. 2. Item is, qui aedium usum habet, hactenus juris habere intellegitur, ut ipse tantum habitet, nec hoc jus ad alium transferre potest, et vix receptum videtur, ut hospitem ei recipere liceat. Et cum uxore sua liberisque suis, item libertis nec non aliis liberis personis, quibus non ruinus quam servis utitur, habitandi jus habeat: et convenienter si ad mulierem usus aedium pertineat, cum marito ei habitare liceat. 3. Item is, ad quem servi usus pertinet, ipse tantum operis atque ministerio ejus uti potest: ad alium vero nullo modo jus suum transferre ei concessum est. Idem scilicet juris est et in jumento. 4. Sed si pecoris vel ovium usus legatus fuerit, neque lacte neque agnis neque lana utetur usuarius, quia ea in fructu sunt. Plane ad stercorandum agrum suum pecoribus uti potest.

5. Sed si cui habitatio legata sive aliquo modo constituta sit, neque usus videtur neque usus fructus, sed quasi proprium aliquod jus. Quam habitationem habentibus propter rerum utilitatem secundum Marcelli sententiam nostra decisione² promulgata permisimus non solum in ea degere, sed etiam aliis locare.

6. Haec de servitutibus et usu fructu et usu et habitatione dixisse sufficiat. De hereditate autem et de obligationibus suis locis proponamus. Exposuimus summatim, quibus modis jure gentium res adquiruntur: modo videamus, quibus modis legitimo et civili jure adquiruntur.

VI. DE USUCAPIONIBUS ET LONGI TEMPORIS POSSESSIONIBUS³.

Jure civili constitutum fuerat, ut qui bona fide ab eo, qui dominus non erat, cum crediderit eum dominum esse, rem emerit, vel ex donatione aliave qua justa causa acceperit, is eam rem, si mobilis erat, anno ubique, si immobilis, biennio tantum in Italico solo usucapiat, ne rerum dominia in incerto essent. Et cum hoc placitum erat, putantibus antiquioribus dominis sufficere ad inquirendas res suas praefata tempora,

1. Gaius, *L. 2 rer. cott. (D., 7, 8, 14)*. — 2. *C., 3, 33, 13*. — 3. Cf. Gaius, *2, 41-61. D., 41, 3-10. 44, 3. C., 7, 20-40*.

nobis melior sententia resedit, ne domini maturius suis rebus defraudentur neque certo loco beneficium hoc concludatur. Et ideo constitutionem¹ super hoc promulgavimus, qua cautum est, ut res quidem mobiles per triennium usucapiantur, immobiles vero per longi temporis possessionem, id est inter praesentes decennio, inter absentes viginti annis usucapiantur et his modis non solum in Italia, sed in omni terra, quae nostro imperio gubernatur, dominium rerum justa causa possessionis praecedente adquiratur.

1. ²Sed aliquando etiamsi maxime quis bona fide rem possederit, non tamen illi usucapio ullo tempore procedit, veluti si quis liberum hominem vel rem sacram vel religiosam vel servum fugitivum possideat. 2. Furtivae quoque res et quae vi possessae sunt, nec si praedicto longo tempore bona fide possessae fuerint, usucapi possunt; nam furtivarum rerum lex duodecim tabularum et lex Atinia inhibet usucapionem, vi possessarum lex Julia et Plautia. 3. ³Quod autem dictum est furtivarum et vi possessarum rerum usucapionem per legem prohibitam esse, non eo pertinet, ut ne ipse fur quive per vim possidet usucapere possit, nam his alia ratione usucapio non competit, quia scilicet mala fide possident, sed ne ullus alius, quamvis ab eis bona fide emerit vel ex alia causa acceperit, usucapiendi jus habeat. Unde in rebus mobilibus non facile procedit, ut bonae fidei possessori usucapio competat. Nam qui alienam rem vendidit vel ex alia causa tradidit, furtum ejus committit. 4. Sed tamen id aliquando aliter se habet. Nam si heres rem defuncto commodatam aut locatam vel apud eum depositam existimans hereditariam esse bona fide accipienti vendiderit' aut donaverit aut dotis nomine dederit, quin is qui acceperit usucapere possit, dubium non est, quippe ea res in furti vitium non ceciderit, cum utique heres, qui bona fide tamquam suam alienaverit, furtum non committit. 5. ⁴Item si is, ad quem ancillae usus fructus pertinet, partum suum esse credens vendiderit aut donaverit, furtum non committit; furtum enim sine affectu furandi non committitur. 6. Aliis quoque modis accidere potest, ut quis sine vitio furti rem alienam ad aliquem transferat et efficiat, ut a possessore usucapiatur'. 7. Quod autem ad eas res, quae solo continentur, expeditius procedit. Ut si quis loci vacantis possessionem propter absentiam aut negligentiam domini, aut quia sine successore decesserit, sine vi nanciscatur. ⁵ Qui quamvis ipse mala

1. C. 7, 31, 1. — 2. Cf. Gaius, 2, 45. — 3. Gaius, 2, 49-50. — 4. Gaius, l. c. — 5. Gaius, L. 2 rer. cott. (D, 41, 3, 38).

fide possidet, quia intellegit se alienum fundum occupasse, tamen, si alii bona fide accipienti tradiderit, poterit ei longa possessione res adquiri, quia neque furtivum neque vi possessum accepit; abolita est enim quorundam veterum sententia existimantium etiam fundi locive furtum fieri et eorum, qui res soli possident, principalibus constitutionibus prospicitur, ne cui longa et indubitata possessio auferri debeat. 8. Aliquando etiam furtiva vel vi possessa res usucapi potest: veluti si in domini potestatem reversa fuerit. Tunc enim vitio rei purgato procedit ejus usucapio. 9. Res fisci nostri usucapi non potest. Sed Papinianus scribit bonis vacantibus fisco nondum nuntiatis bona fide emptorem sibi traditam rem ex his bonis usucapere posse: et ita divus Pius et divus Severus et Antoninus rescripserunt. 10. Novissime sciendum est rem talem esse debere, ut in se non habeat vitium, ut a bona fide emptore usucapi possit vel qui ex alia justa causa possidet.

11. Error autem falsae causae usucapionem non parit. Veluti si quis, cum non emerit, emisse se existimans possideat, vel cum ei donatum non fuerat, quasi ex donatione possideat.

12. Diutina possessio, quae prodesse coeperat defuncto, et heredi et bonorum possessori continuatur, licet ipse sciat praedium alienum: quodsi ille initium justum non habuit, heredi et bonorum possessori licet ignorantia possessio non prodest. Quod nostra constitutio¹ similiter et in usucapionibus observari constituit, ut tempora continuentur. 13. Inter venditorem quoque et emptorem conjungi tempora divus Severus et Antoninus rescripserunt.

14. Edicto divi Marci cavetur eum, qui a fisco rem alienam emit, si post venditionem quinquennium praeterierit, posse dominum rei per exceptionem repellere. Constitutio autem divinae memoriae Zenonis² bene prospexit his, qui a fisco per venditionem vel donationem vel alium titulum aliquid accipiunt, ut ipsi quidem securi statim fiant et victores existant, sive conveniantur sive experiantur; adversus sacratissimum autem aerarium usque ad quadriennium liceat intendere his, qui pro dominio vel hypotheca earum rerum, quae alienatae sunt, putaverint sibi quasdam competere actiones. Nostra autem divina constitutio³, quam nuper promulgavimus, etiam de his, qui a nostra vel venerabilis Augustae domo aliquid acceperint, haec statuit, quae in fiscalibus alienationibus praefatae Zenoniana constitutiōni continentur.

1. C., 7, 34, 1. — 2. C., 7, 37, 2. — 3. C., 7, 37, 3.

VII. DE DONATIONIBUS¹.

Est etiam aliud genus acquisitionis donatio. Donationum autem duo genera sunt: mortis causa et non mortis causa. 1. Mortis causa donatio est, quae propter mortis fit suspicionem, cum quis ita donat, ut, si quid humanitus ei contigisset, haberet is qui accepit: sin autem supervixisset qui donavit, reciperet, vel si eum donationis poenituisset aut prior decesserit is cui donatum sit. Hæc mortis causa donationes ad exemplum legatorum redactæ sunt per omnia. Nam cum prudentibus ambiguum fuerat, utrum donationis an legati instar eam optinere oporteret, et utriusque causae quaedam habebat insignia et alii ad aliud genus eam retrahebant: a nobis constitutum est², ut per omnia fere legis connumeretur et sic procedat, quemadmodum eam nostra formavit constitutio. ³Et in summa mortis causa donatio est, cum magis se quis velit habere, quam eum cui donatur, magisque eum cui donat, quam heredem suum. Sic et apud Homerum Telemachus donat Piraëo⁴.

2. Aliae autem donationes sunt, quae sine ulla mortis cogitatione fiunt, quas inter vivos appellamus. Quae omnino non comparantur legis: quae si fuerint perfectæ, temere revocari non possunt. Perficiuntur autem, cum donator suam voluntatem scriptis aut sine scriptis manifestaverit: et ad exemplum venditionis nostra constitutio⁵ eas etiam in se habere necessitatem traditionis voluit, ut, et si non tradantur, habeant plenissimum et perfectum robur et traditionis necessitas incumbat donatori. Et cum retro principum dispositiones insinuari eas actis intervenientibus volebant, si majores ducentorum fuerant solidorum, nostra constitutio⁶ et quantitatem usque ad quingentos solidos ampliavit, quam stare et sine insinuatione statuit, et quasdam donationes invenit, quae penitus insinuationem fieri minime desiderant, sed in se plenissimam habent firmitatem. Alia insuper multa ad uberiorem exitum donationum invenimus, quae omnia ex nostris constitutionibus, quas super his posuimus, colligenda sunt. Sciendum tamen est, quod, etsi plenissimæ sint donationes, tamen si ingrati existant homines, in quos beneficium collatum est, donatoribus per nostram constitutionem⁷ licentiam praestavimus certis ex causis eas revocare, ne qui suas res in alios

1. Cf. *D.*, 24, 1, 30, 5-6. *C.*, 5, 3, 16. 8, 53 56 (54-57). — 2. *C.*, 8, 56 (57), 4. — 3. Marcien, *L. 2 Inst.* (*D.* 39, 6, 1). — 4. *Od.*, 17, 78-83. — 5. *C.*, 8, 53 (54), 33, 5. — 6. *C.*, 8, 53 (54), 36. — 7. *C.*, 8, 55 (56), 10.

contulerunt, ab his quondam patiantur injuriam vel jacturam, secundum enumeratos in nostra constitutione modos 3. Est et aliud genus inter vivos donationum, quod veteribus quidem prudentibus penitus erat incognitum, postea autem a junioribus divis principibus introductum est, quod ante nuptias vocabatur et tacitam in se condicionem habebat, ut tunc ratum esset, cum matrimonium fuerit insecutum : ideoque ante nuptias appellabatur, quod ante matrimonium efficiebatur et nusquam post nuptias celebratas talis donatio procedebat. Sed primus quidem divus Justinus pater noster, cum augeri dotes et post nuptias fuerat permissum, si quid tale evenit, etiam ante nuptias donationem augeri et constante matrimonio sua constitutione¹ permisit ; sed tamen nomen inconveniens remanebat, cum ante nuptias quidem vocabatur, post nuptias autem tale accipiebat incrementum. Sed nos plenissimo fini tradere sanctiones cupientes et consequentia nomina rebus esse studentes constituimus², ut tales donationes non augeantur tantum, sed et constante matrimonio initium accipiant et non ante nuptias, sed propter nuptias vocentur et dotibus in hoc exaequantur, ut, quemadmodum dotes et constante matrimonio non solum augeantur, sed etiam fiunt, ita et istae donationes, quae propter nuptias introductae sunt, non solum antecedant matrimonium, sed etiam eo contracto et augeantur et constituentur.

4. Erat olim et alius modus civilis acquisitionis per jus adcrendi, quod est tale : si communem servum habens aliquis cum Titio solus libertatem ei imposuit vel vindicta vel testamento, eo casu pars ejus amittebatur et socio adcrecebat. Sed cum pessimo fuerat exemplo et libertate servum defraudari et ex ea humanioribus quidem dominis damnum inferri, severioribus autem lucrum adcrecere, hoc quasi invidiae plenum pio remedio per nostram constitutionem³ mederi necessarium duximus et invenimus viam, per quam et manumissor et socius ejus et qui libertatem accepit nostro fruantur beneficio, libertate cum effectu procedente (cujus favore et antiquos legislatores multa et contra communes regulas statuisse manifestissimum est) et eo qui eam imposuit suae liberalitatis stabilitate gaudente et socio indemni conservato pretiumque servi secundum partem domini, quod nos defluivimus, accipiente.

1. C., 5, 3, 19. — 2. C., 5, 3, 20. — 3. C., 7, 7, 1.

VIII. QUIBUS ALIENARE LICET VEL NON¹.

² Accidit aliquando, ut qui dominus sit alienare non possit et contra qui dominus non sit alienandae rei potestatem habeat. Nam dotale praedium maritus invita muliere per legem Juliam prohibetur alienare, quamvis ipsius sit dotis causa ei datum¹. Quod nos legem Juliam corrigentes in meliorem statum deduximus³. Cum enim lex in soli tantummodo rebus locum habebat, quae Italicae fuerant, et alienationes inhiibat, quae invita muliere fiebant, hypothecas autem earum etiam volente, utrisque remedium imposuimus, ut etiam in eas res, quae in provinciali solo positae sunt, interdicta fiat alienatio vel obligatio et neutrum eorum neque consentientibus mulieribus procedat, ne sexus muliebris fragilitas in perniciem substantiae earum converteretur. 1. ⁴Contra autem creditor pignus ex pactione, quamvis ejus ea res non sit, alienare potest. Sed hoc forsitan ideo videtur fieri, quod voluntate debitoris intelligitur pignus alienare, qui ab initio contractus pactus est, ut liceret creditori pignus vendere, si pecunia non solvatur⁵. Sed ne creditores jus suum persequi impedirentur neque debitores temere suarum rerum dominium amittere videantur, nostra constitutione⁶ consultum est et certus modus impositus est, per quem pignorum distractio possit procedere, cujus tenore utrique parti creditorum et debitorum satis abundeque provisum est. 2. ⁶Nunc admonendi sumus neque pupillum neque pupillam ullam rem sine tutoris auctoritate alienare posse. Ideoque si mutuum pecuniam alicui sine tutoris auctoritate dederit, non contrahit obligationem, quia pecuniam non facit accipientis. Ideoque vindicare nummos possunt, sicuti extent⁷. Sed si nummi, quos mutuos dedit, ab eo qui accepit bona fide consumpti sunt, condici possunt, si mala fide, ad exhibendum de his agi potest. At ex contrario omnes res pupillo et pupillae sine tutoris auctoritate recte dari possunt. Ideoque si debitor pupillo solvat, necessaria est tutoris auctoritas: alioquin non liberabitur. Sed etiam hoc evidentissima ratione statutum est in constitutione, quam ad Caesareenses advocatos ex suggestione Triboniani viri eminentissimi quaestoris sacri palatii nostri promulgavimus⁷, qua dispositum est ita licere tutori vel curatori debitorem pupillarem solvere, ut prius sententia judicialis sine omni damno celebrata hoc permittat. Quo subsecuto, si et iudex pronuntiaverit et debitor solverit, sequitur

1. Cf. Gaius, 2, 62-64, 80-85. — 2. Gaius, 2, 62-63. — 3. C., 5, 13, 1, 15. — 4. Gaius, 2, 64. — 5. C., 8, 33 (34), 3. — 6. Gaius, 2, 80-82. — 7. C., 5, 37, 25.

hujusmodi solutionem plenissima securitas. Sin autem aliter quam disposuimus solutio facta fuerit et pecuniam salvam habeat pupillus aut ex ea locupletior sit et adhuc eandem summam pecuniae petat, per exceptionem doli mali summoveri poterit. Quodsi aut male consumpserit aut furto amiserit, nihil proderit debitori doli mali exceptio, sed nihilo minus damnabitur, quia temere sine tutoris auctoritate et non secundum nostram dispositionem solverit. Sed ex diverso pupilli vel pupillae solvere sine tutore auctore non possunt, quia id quod solvunt non fit accipientis, cum scilicet nullius rei alienatio eis sine tutoris auctoritate concessa est.

IX. PER QUAS PERSONAS NOBIS ADQUIRITUR¹.

²Adquiritur nobis non solum per nosmet ipsos, sed etiam per eos, quos in potestate habemus; item per eos servos, in quibus usum fructum habemus; item per homines liberos et servos alienos, quos bona fide possidemus. De quibus singulis diligentius dispiciamus. 1. Igitur liberi vestri utriusque sexus, quos in potestate habetis, olim quidem, quidquid ad eos pervenerat (exceptis videlicet castrensibus pecuniis), hoc parentibus suis acquirebant sine ulla distinctione: et hoc ita parentum fiebat, ut esset eis licentia, quod per unum vel unam eorum acquisitum est, alii vel extraneo donare vel vendere vel quocumque modo voluerant applicare. Quod nobis inhumanum visum est et generali constitutione³ emissa et liberis peperimus et patribus debitum reservavimus. Sancitum etenim a nobis est, ut, si quid ex re patris ei obveniat, hoc secundum antiquam observationem totum parenti adquirat (quae enim invidia est, quod ex patris occasione profectum est, hoc ad eum reverti?), quod autem ex alia causa sibi filius familias adquisivit, hujus usum fructum quidem patri acquireret, dominium autem apud eum remaneat, ne, quod ei suis laboribus vel prospera fortuna accessit, hoc in alium perveniens luctuosum ei procedat. 2. Hocque a nobis dispositum est et in ea specie, ubi parens emancipando liberum ex rebus, quae adquisitionem effugiunt, sibi partem tertiam retinere si voluerat licentiam ex anterioribus constitutionibus habebat, quasi pro pretio quodammodo emancipationis, et inhumanum quid accidebat, ut filius rerum suarum ex hac emancipatione dominio pro parte defraudetur et, quod honoris ei ex emancipatione additum est, quod sui juris effectus est, hoc per rerum demi-

¹. Cf. Gaius, 2, 66-100. D., 41, 1. C. 4, 27. — ². Gaius, 2, 86 87 (D., 41, 1, 40). — ³. C., 6, 64, 6.

nutionem decrescat. Ideoque statuimus, ut parens pro tertia bonorum parte domini, quam retinere poterat, dimidiam non domini rerum, sed usus fructus retineat; ita etenim et res intactae apud filium remanebunt et pater ampliore summa fruetur pro tertia dimidia potiturus. 3. ¹‘Item vobis acquiritur, quod servi vestri ex traditione nanciscuntur sive quid stipulentur vel ex qualibet alia causa adquirent’. Hoc enim vobis et ignorantibus et invitis obvenit. ‘Ipse enim servus qui in potestate alterius est nihil sum habere potest. Sed si heres institutus sit, non alias nisi jussu vestro hereditatem adire potest; et si jubentibus vobis adierit, vobis hereditas acquiritur, perinde ac si vos ipsi heredes instituti essetis. Et convenienter scilicet legatum per eos vobis acquiritur. Non solum autem proprietas per eos quos in potestate habetis acquiritur vobis, sed etiam possessio; cujuscumque enim rei possessionem adepti fuerint, id vos possidere videmini. Unde etiam per eos usucapio vel longi temporis possessio vobis accedit. 4. De his autem servis, in quibus tantum usum fructum habetis, ita placuit, ut, quidquid ex re vestra vel ex operibus suis adquirent, id vobis adjiciatur, quod vero extra eas causas persecuti sunt, id ad dominum proprietatis pertineat. Itaque si is servus heres institutus sit legatumve quid ei aut donatum fuerit, non usufructuario, sed domino proprietatis acquiritur. Idem placet et de eo, qui a vobis bona fide possidetur, sive is liber sit sive alienus servus; quod enim placuit de usufructuario, idem placet et de bonae fidei possessore. Itaque quod extra duas istas causas acquiritur, id vel ad ipsum pertinet, si liber est, vel ad dominum, si servus est. Sed bonae fidei possessor cum usuceperit servum, quia eo modo dominus fit, ex omnibus causis per eum sibi acquirere potest; fructuarius vero usucapere non potest, primum quia non possidet, sed habet jus utendi fruendi, deinde quia scit servum alienum esse’. Non solum autem proprietas, per eos servos, in quibus usum fructum habetis vel quos bona fide possidetis, vel per liberam personam, quae bona fide vobis servit, acquiritur vobis, sed etiam possessio; ²loquimur autem in utriusque personae secundum definitionem, quam proxime exposuimus, id est si quam possessionem ex re vestra vel ex operibus suis adepti fuerint. 5. Ex his itaque apparet per liberos homines, quos neque juri vestro subjectos habetis neque bona fide possidetis, item per alienos servos, in quibus neque usum fructum habetis neque justam possessionem, nulla ex causa vobis adquiri posse. Et

1. Gaius, 2, 87. 89. 91-93 (D., 41, 1, 10). — 2. Gaius, 2, 94. 95.

hoc est, quod dicitur per extraneam personam nihil acquiri posse', excepto eo, quod per liberam personam veluti per procuratorem placet non solum scientibus, sed etiam ignorantibus vobis acquiri possessionem secundum divi Severi constitutionem¹ et per hanc possessionem etiam dominium, si dominus fuit qui tradidit, vel usucapionem aut longi temporis praescriptionem, si dominus non sit.

6. ²Hactenus tantisper admonuisse sufficiat, quemadmodum singulae res acquiruntur; nam legatorum jus, quo et ipso singulae res vobis acquiruntur, item fideicommissorum, ubi singulae res vobis relinquuntur, opportunius inferiori loco referemus. Videamus itaque nunc, quibus modis per universitatem res vobis acquiruntur. Si cui ergo heredes facti sitis sive cujus honorum possessionem petieritis vel si quem adrogaveritis vel si cujus bona libertatum conservandarum causa vobis addicta fuerint, ejus res omnes ad vos transeunt. Ac prius de hereditatibus dispiciamus. Quarum duplex condicio est; nam vel ex testamento vel ab intestato ad vos pertinent. Et prius est, ut de his dispiciamus, quae vobis ex testamento obveniunt'. Qua in re necessarium est initio de ordinandis testamentis exponere.

X. DE TESTAMENTIS ORDINANDIS³.

Testamentum ex eo appellatur, quod testatio mentis est.

1. Sed ut nihil antiquitatis penitus ignoretur, sciendum est olim quidem duo genera testamentorum in usu fuisse, quorum altero in pace et in otio utebantur, quod calatis comitiis appellabatur, altero, cum in proelium exituri essent, quod procinctum dicebatur. Accessit deinde tertium genus testamentorum, quod dicebatur per aes et libram, scilicet quia per emancipationem, id est imaginariam quandam venditionem, agebatur quinque testibus et libripende civibus Romanis puberibus praesentibus et eo qui familiae emptor dicebatur. Sed illa quidem priora duo genera testamentorum ex veteribus temporibus in desuetudinem abierunt; quod vero per aes et libram flebat, licet diutius permansit, attamen partim et hoc in usu esse desiit. 2. Sed praedicta quidem nomina testamentorum ad jus civile referebantur. Postea vero ex edicto praetoris alia forma faciendorum testamentorum introducta est; jure enim honorario nulla emancipatio desiderabatur, sed septem testium signa sufficiebant, cum jure civili signa testium

¹ *G.*, 7, 32, 1. — ² *Gaius*, 2, 97-100. — ³ *Cf. Gaius*, 2, 101-108. 119. *D.*, 28, 1. *C.*, 8, 23.

non erant necessaria. 3. Sed cum paulatim tam ex usu hominum quam ex constitutionum emendationibus coepit in unam consonantiam jus civile et praetorium jungi, constitutum est, ut uno eodemque tempore, quod jus civile quodammodo exigebat, septem testibus adhibitis et subscriptione testium, quod ex constitutionibus inventum est, et ex edicto praetoris signacula testamentis imponerentur: ut hoc jus triperitum esse videatur, ut testes quidem et eorum praesentia uno contextu testamenti celebrandi gratia a jure civili descendant, subscriptiones autem testatoris et testium ex sacrarum constitutionum observatione adhibeantur, signacula autem et numerus testium ex edicto praetoris. 4. Sed his omnibus ex nostra constitutione¹ propter testamentorum sinceritatem, ut nulla fraus adhibeatur, hoc additum est, ut per manum testatoris vel testium nomen heredis exprimatur et omnia secundum illius constitutionis tenorem procedant.

5. Possunt autem testes omnes et uno anulo signare testamentum (quid enim, si septem anuli una sculptura fuerint?) secundum quod Pomponio visum est. Sed et alieno quoque anulo licet signare. 6. Testes autem adhiberi possunt ii, cum quibus testamenti factio est. Sed neque mulier neque impubes neque servus neque mutus neque surdus neque furiosus nec cui bonis interdictum est nec is, quem leges jubent improbum intestabilemque esse, possunt in numero testium adhiberi. 7. Sed cum aliquis ex testibus testamenti quidem faciendi tempore liber existimabatur, postea vero servus apparuit, tam divus Hadrianus Catonio Vero² quam postea divi Severus et Antoninus rescripserunt subvenire se ex sua liberalitate testamento, ut sic habeatur, atque si ut oportet factum esset, cum eo tempore, quo testamentum signaretur, omnium consensu hic testis liberorum loco fuerit nec quisquam esset, qui ei status quaestionem moveat. 8. ³Pater nec non is, qui in potestate ejus est, item duo fratres, qui in ejusdem patris potestate sunt, utrique testes in unum testamentum fieri possunt: quia nihil nocet ex una domo plures testes alieno negotio adhiberi'. 9. ⁴In testibus autem non debet esse qui in potestate testatoris est. Sed si filius familias de castrensi peculio post missionem faciat testamentum, nec pater ejus recte testis adhibetur nec is qui in potestate ejusdem patris est; reprobatum est enim in ea re domesticum testimonium'. 10. Sed neque heres scriptus neque is qui in potestate ejus est neque pater ejus qui habet

1. C., 6, 23, 29. — 2. C., 6, 23, 1. — 3. Ulp., Reg., 20, 6. D., 22, 5, 17. — 4. Galus, 2, 105-106.

eum in potestate neque fratres qui in ejusdem patris potestate sunt testes adhiberi possunt, quia totum hoc negotium, quod agitur testamenti ordinandi gratia, creditur hodie inter heredem et testatorem agi. Licet enim totum jus tale conturbatum fuerat et veteres, qui familiae emptorem et eos, qui per potestatem ei coadunati fuerant, testamentariis testimoniis repellebant, heredi et his, qui conjuncti ei per potestatem fuerant, concedebant testimonia in testamentis praestare, licet hi, qui id permittebant, hoc jure minime abuti debere eos suadebant : tamen nos eandem observationem corrigentes et, quod ab illis suasum est, in legis necessitatem transferentes ad imitationem pristini familiae emptoris merito nec heredi, qui imaginem vetustissimi familiae emptoris optinet, nec aliis personis, quae ei ut dictum est conjunctae sunt, licentiam concedimus sibi quodammodo testimonia praestare : ideoque nec ejusmodi veterem constitutionem nostro codici inseri permisimus.¹¹ Legatariis autem et fideicommissariis, quia non juris successores sunt, et aliis personis eis conjunctis testimonium non denegamus, immo in quadam nostra constitutione¹ et hoc specialiter concessimus, et multo magis his, qui in eorum potestate sunt, vel qui eos habent in potestate, hujusmodi licentiam damus.

12. Nihil autem interest, testamentum in tabulis an in chartis membranisque vel in alia materia fiat. 13². Sed et unum testamentum pluribus codicibus conficere quis potest, secundum optinentem tamen observationem omnibus factis. Quod interdum et necessarium est, si quis navigaturus et secum ferre et domi relinquere judiciorum suorum contestationem velit, vel propter alias innumerabiles causas, quae humanis necessitatibus imminet. 14. Sed haec quidem de testamentis, quae in scriptis conficiuntur. Si quis autem voluerit sine scriptis ordinare jure civili testamentum, septem testibus adhibitis et sua voluntate coram eis nuncupata sciat hoc perfectissimum testamentum jure civili firmumque constitutum.

XI. DE MILITARI TESTAMENTO³.

⁴Supra dicta diligens observatio in ordinandis testamentis militibus propter nimiam imperitiam constitutionibus principalibus remissa est. Nam quamvis hi neque legitimum numerum testium adhibuerint neque aliam testamentorum solemnita-

1. Non insérée au Code. — 2. Cf. Florentinus, *L. 10 inst. (D., 28, 1, 24)* — 3. Cf. Gaius, 2, 109-111. *D., 29, 1, 37, 13. C., 6, 21.* — 4. Gaius, 2, 109.

tem observaverint, recte nihilo minus testantur', videlicet cum in expeditionibus occupati sunt : quod merito nostra constitutio¹ induxit. Quoquo enim modo voluntas ejus suprema sive scripta inveniatur sive sine scriptura, valet testamentum ex voluntate ejus. Illis autem temporibus, per quae citra expeditionum necessitatem in aliis locis vel in suis sedibus degunt, minime ad vindicandum tale privilegium adjuvantur ; sed testari quidem et si filii familias sunt propter militiam conceduntur, jure tamen communi, ea observatione et in eorum testamentis adhibenda, quam et in testamentis paganorum proxime exposuimus. 1.²Plane de militum testamentis divus Trajanus Statilio Severo ita rescripsit : 'Id privilegium, quod militantibus datum est, ut quoquo modo facta ab his testamenta rata sint, sic intelligi debet, ut utique prius constare debeat testamentum factum esse, quod et sine scriptura a non militantibus quoque fieri potest. Is ergo miles, de cujus bonis apud te quaeritur, si convocatis ad hoc hominibus, ut voluntatem suam testaretur, ita locutus est, ut declararet, quem vellet sibi esse heredem et cui libertatem tribuere, potest videri sine scripto hoc modo esse testatus et voluntas ejus rata habenda est. Ceterum si, ut plerumque sermonibus fieri solet, dixit alicui : EGO TE HEREDEM FACIO AUT TIBI BONA MEA RELINQUO, non oportet hoc pro testamento observari. Nec ullorum magis interest quam ipsorum, quibus id privilegium datum est, ejusmodi exemplum non admitti ; alioquin non difficulter post mortem alicujus militis testes existerent, qui adfirmarent se audisse dicentem aliquem relinquere se bona, cui visum sit, et per hoc judicia vera subvertantur'. 2. Quim immo et mutus et surdus miles testamentum facere possunt. 3. Sed hactenus hoc illis a principalibus constitutionibus conceditur, quatenus militant et in castris degunt ; post missionem vero veterani vel extra castra si faciant adhuc militantes testamentum, communi omnium civium Romanorum jure facere debent. Et quod in castris fecerint testamentum non communi jure, sed quomodo voluerint, post missionem intra annum tantum valebit. Quid igitur, si intra annum quidem decesserit, condicio autem heredi adscripta post annum extiterit ? An quasi militis testamentum valeat ? Et placet valere quasi militis. 4. Sed et si quis ante militiam non jure fecit testamentum et miles factus et in expeditione degens resignavit illud et quaedam adjecit sive detraxit vel alias manifesta est militis voluntas hoc valere volentis, dicendum est valere testamentum quasi

1. C., 6, 21, 17. — 2. Florentinus, L. 10 inst. (D., 20, 1, 24).

ex nova militis voluntate. 5. ¹Denique et si in adrogationem datus fuerit miles vel filius familias emancipatus est, testamentum ejus quasi militis ex nova voluntate valet nec videtur capitis deminutione irritum fieri.

6. Sciendum tamen est, quod ad exemplum castrensis peculii tam anteriores leges quam principales constitutiones quibusdam quasi castrensia dederunt peculia, quorum quibusdam permissum erat etiam in potestate degentibus testari. Quod nostra constitutio² latius extendens permisit omnibus in his tantummodo peculii testari quidem, sed jure communi: cujus constitutionis tenore perspecto licentia est nihil eorum quae ad praefatum jus pertinent ignorare.

XII. QUIBUS NON EST PERMISSUM TESTAMENTA FACERE³.

⁴Non tamen omnibus licet facere testamentum. Statim enim hi, qui alieno juri subjecti sunt, testamenti faciendi jus non habent, adeo quidem ut, quamvis parentes eis permiserint, nihilo magis jure testari possint: exceptis his quos antea enumeravimus et praecipue militibus qui in potestate parentum sunt, quibus de eo, quod in castris adquisierint, permissum est ex constitutionibus principum testamentum facere. Quod quidem initio tantum militantibus datum est tam ex auctoritate divi Augusti quam Nervae nec non optimi imperatoris Trajani, postea vero subscriptione divi Hadriani etiam dimissis militia, id est veteranis, concessum est. Itaque si quidem fecerint de castrensi peculio testamentum, pertinebit hoc ad eum quem heredem reliquerint; si vero intestati decesserint nullis liberis vel fratribus superstitibus, ad parentes eorum jure communi pertinebit. Ex hoc intellegere possumus, quod in castris adquisierit miles, qui in potestate patris est, neque ipsum patrem adimere posse neque patris creditores id vendere vel aliter inquietare neque patre mortuo cum fratribus esse commune, sed scilicet proprium ejus esse id quod in castris adquisierit, quamquam jure civili omnium qui in potestate parentum sunt peculia perinde in bonis parentum computantur, acsi servorum peculia in bonis dominorum numerantur: exceptis videlicet his, quae ex sacris constitutionibus et praecipue nostris propter diversas causas non acquiruntur. Praeter hos igitur, qui castrense peculium vel quasi castrense habent, si quis alius filius familias testamentum fecerit, inutile est, licet suae potestatis

1. Cf. Marcien, *L. 4 inst. (D., 29, 1, 22)*. — 2. *C., 6, 22, 12*. — 3. Cf. Gaius, 2. 111-114. *D., 2, 1, C., 6, 22*. — 4. Cf. *D., 28, 1, 6, pr.* Gaius, *L. 17 ad ed. prov.*

statis factus decesserit. 1. Praeterea testamentum facere non possunt impuberes, quia nullum eorum animi iudicium est, item furiosi, quia mente carent. Nec ad rem pertinet, si impubes postea pubes factus aut furiosus postea compos mentis factus fuerit et decesserit. Furiosi autem si per id tempus fecerint testamentum, quo furor eorum intermissus est, jure testati esse videntur, certe eo quod ante furorem fecerint testamento valente; nam neque testamenta recte facta neque aliud ullum negotium recte gestum postea furor interveniens peremit. 2. Item prodigus, cui bonorum suorum administratio interdicta est, testamentum facere non potest, sed id quod ante fecerit, quam interdictio ei bonorum fiat, ratum est. 3. Item mutus et surdus non semper facere testamentum possunt. Utique autem de eo surdo loquimur, qui omnino non exaudit, non qui tarde exaudit; nam et mutus is intellegitur, qui eloqui nihil potest, non qui tarde loquitur. Saepe autem etiam litterati et eruditi homines variis casibus et audiendi et loquendi facultatem amittunt: unde nostra constitutio¹ etiam his subvenit, ut certis casibus et modis secundum normam ejus possint testari aliaque facere quae eis permissa sunt.² Sed si quis post testamentum factum valetudine aut quolibet alio casu mutus aut surdus esse coeperit, ratum nihilo minus ejus remanet testamentum. 4. Caecus autem non potest facere testamentum nisi per observationem, quam lex³ divi Justinii patris mei introduxit. 5. 'Ejus, qui apud hostes est, testamentum quod ibi fecit non valet, quamvis redierit'; sed quod dum in civitate fuerat fecit, sive redierit, valet jure postliminii, sive illic decesserit, valet ex lege Cornelia.

XIII. DE EXHEREDATIONE LIBERORUM⁵.

⁶'Non tamen, ut omnimodo valeat testamentum, sufficit haec observatio, quam supra exposuimus. Sed qui filium in potestate habet, curare debet, ut eum heredem instituat vel exheredem nominatim faciat; alioquin si eum silentio praeterierit, inutiliter testabitur, adeo quidem ut, etsi vivo patre filius mortuus sit, nemo ex eo testamento heres existere possit, quia scilicet ab initio non constiterit testamentum'. Sed non ita de filiabus vel aliis per virilem sexum descendentibus liberis utriusque sexus fuerat antiquitati observatum; sed si non fuerant heredes scripti scriptaevae vel exheredati

¹ C., 6, 22, 10. — ² Cf. D., 28, 1, 6, 1. Gaius, L. 17 ad ed. prov. — ³ C., 6, 22, 8. — ⁴ D., 28, 1, 8, pr. Gaius, l. c. — ⁵ Cf. Gaius, 2, 123-143. D., 28, 2, 3. C., 6, 28-29. — ⁶ Gaius, 2, 115, 123.

exheredatae, testamentum quidem non infirmabatur, jus autem ad crescendi eis ad certam portionem praestabatur. Sed nec nominatim eas personas exheredare parentibus necesse erat, sed licebat et inter ceteros hoc facere. 1. ¹ Nominatim autem exheredari quis videtur, sive ita exheredetur: *TITIUS FILIUS MEVS EXHERES ESTO*, sive ita: *FILIUS MEVS EXHERES ESTO* non adjecto proprio nomine, scilicet si alius filius non extet. ² Postumi quoque liberi vel heredes institui debent vel exheredari. Et in eo par omnium condicio est, quod et in filio postumo et in quolibet ex ceteris liberis sive feminini sexus sive masculini praeterito valet quidem testamentum, sed postea adgnatione postumi sive postumae rumpitur et ea ratione totum infirmatur: ideoque si mulier, ex qua postumus aut postuma sperabatur, abortum fecerit, nihil impedimento est scriptis heredibus ad hereditatem adeundam. Sed feminini quidem sexus personae vel nominatim vel inter ceteros exheredari solebant, dum tamen, si inter ceteros exheredentur, aliquid eis legetur, ne videantur per oblivionem praeteritae esse, masculos vero postumos, id est filium et deinceps, placuit non aliter recte exheredari, nisi nominatim exheredentur, hoc scilicet modo: *QUICUMQUE MIHI FILIUS GENITUS FUERIT, EXHERES ESTO*. 2. Postumorum autem loco sunt et hi, qui in sui heredis locum succedendo quasi adgnascendo fiunt parentibus sui heredes. Ut ecce si quis filium et ex eo nepotem neptemve in potestate habeat, quia filius gradu praecedit, is solus jura sui heredis habet, quamvis nepos quoque et neptis ex eo in eadem potestate sunt; sed si filius ejus vivo eo moriatur aut qualibet alia ratione exeat de potestate ejus, incipit nepos neptisve in ejus locum succedere et eo modo jura suorum heredum quasi adgnatione nanciscuntur. Ne ergo eo modo rumpatur ejus testamentum, sicut ipsum filium vel heredem instituere vel nominatim exheredare debet testator, ne non jure faciat testamentum, ita et nepotem neptemve ex filio necesse est ei vel heredem instituere vel exheredare, ne forte vivo eo filio mortuo, succedendo in locum ejus nepos neptisve quasi adgnatione rumpant testamentum. Idque lege Junia Velleia provisum est, in qua simul exheredationis modus ad similitudinem postumorum demonstratur. 3. ³ Emancipatos liberos jure civili neque heredes instituere neque exheredare necesse est, quia non sunt sui heredes. Sed praetor omnes tam feminini quam masculini sexus, si heredes non instituantur, exheredari jubet.

1. Gaius, 2, 427. — 2. Gaius, 2, 130. 131. 134 (D., 28, 3, 13). — 3. Gaius, 2, 135.

virilis sexus nominatim, feminini vero et inter ceteros. Quodsi neque heredes instituti fuerint neque ita ut diximus exhereditati, promittit praetor eis contra tabulas testamenti bonorum possessionem'. 4. Adoptivi liberi quamdiu sunt in potestate patris adoptivi, ejusdem juris habentur, cujus sunt justis nuptiis quaesiti, itaque heredes instituendi vel exheredandi sunt secundum ea quae de naturalibus exposuimus; 'emancipati vero a patre adoptivo neque jure civili neque quod ad edictum praetoris attinet inter liberos numerantur. Qua ratione accidit, ut ex diverso quod ad naturalem parentem attinet, quamdiu quidem sint in adoptiva familia, extraneorum numero habeantur', ut eos neque heredes instituere neque exheredare necesse sit. 'Cum vero emancipati fuerint ab adoptivo patre, tunc incipiant in ea causa esse, in qua futuri essent, si ab ipso naturali patre emancipati fuissent'. 5. Sed haec vetustas introducebat. Nostra vero constitutio² inter masculos et feminas in hoc jure nihil interesse existimans, quia utraque persona in hominum procreatione similiter naturae officio fungitur et lege antiqua duodecim tabularum omnes similiter ad successiones ab intestato vocabantur, quod et praetores postea secuti esse videntur, ideo simplex ac simile jus et in filiis et in filiabus et in ceteris descendantibus per virilem sexum personis non solum natis, sed etiam postumis introduxit, ut omnes, sive sui sive emancipati sunt, et nominatim exheredentur et eundem habeant effectum circa testamenta parentum suorum infirmata et hereditatem auferendam, quem filii sui vel emancipati habent, sive jam nati sunt sive adhuc in utero constituti postea nati sunt. Circa adoptivos autem certam induximus divisionem, quae constitutioni nostrae³, quam super adoptivis tulimus, continetur. 6. Sed si expeditione occupatus miles testamentum faciat et liberos suos jam natos vel postumos nominatim non exheredaverit, sed silentio praeterierit non ignorans, an habeat liberos, silentium ejus pro exheredatione nominatim facta valere constitutionibus principum cautum est. 7. Mater vel avus maternus necesse non habent liberos suos aut heredes instituere aut exheredare, sed possunt eos omittere. Nam silentium matris aut avi materni ceterorumque per matrem ascendentium tantum facit, quantum exhereditatio patris. Neque enim matri filium filiamve neque avo materno nepotem neptemve ex filia, si eum eamve heredem non instituat, exheredare necesse est, sive de jure civili quaeramus, sive de edicto praetoris, quo praeteritis libe-

ris contra tabulas honorum possessionem promittit. Sed aliud eis adminiculum servatur, quod paulo post vobis manifestum fiat.

XIII. DE HEREDIBUS INSTITUENDIS¹.

Heredes instituere permissum est tam liberos homines quam servos tam proprios quam alienos. Proprios autem olim quidem secundum plurium sententias non aliter quam cum libertate recte instituere licebat. Hodie vero etiam sine libertate ex nostra constitutione² heredes eos instituere permissum est. Quod non per innovationem induximus, sed quoniam et aequius erat et Atilicino placuisse Paulus suis libris, quos tam ad Masurium Sabinum quam ad Plautium scripsit, refert. Proprius autem servus etiam is intellegitur, in quo nudam proprietatem testator habet, alio usum fructum habente. ³Est autem casus, in quo nec cum libertate utiliter servus a domina heres instituitur, ut constitutione divorum Severi et Antonini cavetur, cujus verba haec sunt : 'Servum adulterio maculatum non jure testamento manumissum ante sententiam ab ea muliere videri, quae rea fuerat ejusdem criminis postulata, rationis est : quare sequitur, ut in eundem a domina collata institutio nullius momenti habeatur'. Alienus servus etiam is intellegitur, in quo usum fructum testator habet. 1. 'Servus autem a domino suo heres institutus, si quidem in eadem causa manserit, fit ex testamento liber heresque necessarius. Si vero a vivo testatore manumissus fuerit, suo arbitrio adire hereditatem potest', quia non fit necessarius, cum utrumque ex domini testamento non consequitur. 'Quodsi alienatus fuerit, jussu novi domini adire hereditatem debet et ea ratione per eum dominus fit heres ; nam ipse alienatus neque liber neque heres esse potest', etiamsi cum libertate heres institutus fuerit ; destitisse etenim a libertatis datione videtur dominus, qui eum alienavit. 'Alienus quoque servus heres institutus si in eadem causa duraverit, jussu domini adire hereditatem debet. Si vero alienatus ab eo fuerit aut vivo testatore aut post mortem ejus antequam adeat, debet jussu novi domini adire. At si manumissus est' vivo testatore, vel mortuo antequam adeat, 'suo arbitrio adire hereditatem potest'. 2. Servus alienus post domini mortem recte heres instituitur, quia et cum hereditariis servis est testamenti factio ; nondum enim adita hereditas personae vicem sustinet, non heredis futuri, sed defuncti, cum et ejus,

1. Cf. Gaius, 2, 185-190. D., 28, 5. C., 0, 24. — 2. C., 0, 27, 5. — 3. Marcien, *Lo 4 Inst.* (D., 28, 5, 40 (48), 2). — 4. Gaius, 2, 188. 189.

qui in utero est, servus recte heres instituitur. 3. Servus plurium, cum quibus testamenti factio est, ab extraneo institutus heres unicuique dominorum, cujus jussu adierit, pro portione domini acquirit hereditatem.

4. Et unum hominem et plures in infinitum, quot quis velit, heredes facere licet. 5. 'Hereditas plerumque dividitur in duodecim uncias, quae assis appellatione continentur. Habent autem et hae partes propria nomina ab uncia usque ad assem, ut puta haec : sextans, quadrans, triens, quincunx, semis, septunx, bes, dodrans, dextans, deunx, as'. Non autem utique duodecim uncias esse oportet ; nam tot unciae assem efficiunt, quot testator voluerit, et si unum tantum quis ex semisse verbi gratia heredem scripserit, totus as in semisse erit ; neque enim idem ex parte testatus et ex parte intestatus decedere potest, nisi sit miles, cujus sola voluntas in testando spectatur. Et e contrario potest quis in quantascumque voluerit plurimas uncias suam hereditatem dividere. 6. Si plures instituantur, ita demum partium distributio necessaria est, si nolit testator eos ex aequis partibus heredes esse ; satis enim constat, nullis partibus nominatis, aequis ex partibus eos heredes esse. Partibus autem in quorundam personis expressis, si quis alius sine parte nominatus erit, si quidem aliqua pars assi deerit, ex ea parte heres fit, et si plures sine parte scripti sunt, omnes in eadem parte concurrent. Si vero totus as completus sit, in partem dimidiam vocatur et ille vel illi omnes in alteram dimidiam. Nec interest, primus an medius an novissimus sine parte scriptus sit ; ea enim pars data intellegitur quae vacat. 7. Videamus, si pars aliqua vacet nec tamen quisquam sine parte heres institutus sit, quid juris sit ? Veluti si tres ex quartis partibus heredes scripti sunt ? Et constat vacantem partem singulis tacite pro hereditaria parte accedere et perinde haberi, ac si ex tertiis partibus heredes scripti essent : et ex diverso si plus in portionibus sit, tacite singulis decrescere, ut, si verbi gratia quattuor ex tertiis partibus heredes scripti sint, perinde habeantur, ac si unusquisque ex quarta parte scriptus fuisset. 8. Et si plures unciae quam duodecim distributae sunt, is, qui sine parte institutus est, quod dipondio deest habebit : idemque erit, si dipondius expletus sit. Quae omnes partes ad assem postea revocantur, quamvis sint plurium unciarum.

9. Heres et pure et sub condicione institui potest. Ex certo tempore aut ad certum tempus non potest, veluti *POST QUINQUENNIIUM QUAM MORIAR* vel *EX KALENDIS ILLIS* aut *USQUE AD*

KALENDAS ILLAS HERES ESTO : diemque adjectum pro supervacuo haberi placet et perinde esse, ac si pure heres institutus esset.

10. Impossibilis condicio in institutionibus et legatis nec non in fideicommissis et libertatibus pro non scripto habetur. 11. Si plures condiciones institutioni adscriptae sunt, si quidem conjunctim, ut puta SI ILLUD ET ILLUD FACTUM ERIT, omnibus parendum est ; si separatim, veluti SI ILLUD AUT ILLUD FACTUM ERIT, cuilibet obtemperare satis est.

12. Hi, quos numquam testator vidit, heredes institui possunt. Veluti si fratris filios peregrinos natos ignorans qui essent heredes instituerit ; ignorantia enim testantis inutilem institutionem non facit.

XV. DE VULGARI SUBSTITUTIONE¹.

² Potest autem quis in testamento suo plures gradus heredum facere, ut puta SI ILLE HERES NON ERIT, ILLE HERES ESTO, et deinceps in quantum velit testator substituere potest et novissimo loco in subsidium vel servum necessarium heredem instituere. 1. Et plures in unius locum possunt substitui, vel unus in plurimum, vel singuli singulis, vel invicem ipsi qui heredes instituti sunt³. 2. Et si ex disparibus partibus heredes scriptos invicem substituerit et nullam mentionem in substitutione habuerit partium, eas videtur partes in substitutione dedisse, quas in institutione expressit : et ita divus Pius rescripsit³. 3. Sed si instituto heredi et coheredi suo substituto dato alius substitutus fuerit, divi Severus et Antoninus sine distinctione rescripserunt ad utramque partem substitutum admitti. 4. Si servum alienum quis patrem familias arbitratus heredem scripserit et, si heres non esset, Maevium ei substituerit isque servus jussu domini adierit hereditatem, Maevius in partem admittitur. Illa enim verba SI HERES NON ERIT in eo quidem, quem alieno juri subjectum esse testator scit, sic accipiuntur : si neque ipse heres erit neque alium heredem effecerit ; in eo vero, quem patrem familias esse arbitratur, illud significant : si hereditatem sibi eive, cujus juri postea subjectus esse coeperit, non adquisierit. ⁴ Idque Tiberius Caesar in persona Parthenii servi sui constituit.

XVI. DE PUPILLARI SUBSTITUTIONE⁵.

⁶ Liberis suis impuberibus, quos in potestate quis habet,

1. Cf. Gaius, 2, 174-178. D., 28, 6. C., 6, 26. — 2. Marcien, L. 4 inst. (D. 28, 6, 36). — 3. C., 6, 26, 1. — 4. Cf. D., 28, 5, 42 (41). — 5. Cf. Gaius, 2, 179-184. D., 28, 6. C., 6, 26. — 6. Gaius, 2, 179-180.

non solum ita, ut supra diximus, substituere potest, id est ut, si heredes ei non extiterint, alius ei sit heres, sed eo amplius ut et, si heredes ei extiterint et adhuc impuberes mortui fuerint, sit eis aliquis heres. Veluti si quis dicat hoc modo : TITIUS FILIUS MEUS HERES MIHI ESTO ; SI FILIUS MEUS HERES MIHI NON ERIT, SIVE HERES ERIT ET PRIUS MORIATUR, QUAM IN SUAM TUTELAM VENERIT (id est pubes factus sit), TUNC SEIUS HERES ESTO. Quo casu si quidem non extiterit heres filius, tunc substitutus patri fit heres ; si vero extiterit heres filius, et ante pubertatem decesserit, ipsi filio fit heres substitutus'. Nam moribus institutum est, ut, cum ejus aetatis sunt, in qua ipsi sibi testamentum facere non possunt, parentes eis faciant. 1. Qua ratione excitati etiam constitutionem¹ in nostro posuimus codice, qua prospectum est, ut, si mente captos habeant filios vel nepotes vel pronepotes cujuscumque sexus vel gradus, liceat eis, etsi puberes sint, ad exemplum pupillaris substitutionis certas personas substituere : sin autem resipuerint, eandem substitutionem infirmari, et hoc ad exemplum pupillaris substitutionis, quae postquam pupillus adoleverit infirmatur. 2. ²Igitur in pupillari substitutione secundum praefatum modum ordinata duo quodammodo sunt testamenta, alterum patris, alterum filii, tamquam si ipse filius sibi heredem instituisset : aut certe unum est testamentum duarum causarum, id est duarum hereditatum'. 3. Sin autem quis ita formidolosus sit, ut timeret, ne filius ejus pupillus adhuc ex eo, quod palam substitutum accepit, post obitum ejus periculo insidiarum subjiceretur : 'vulgarem quidem substitutionem palam facere' et in primis testamenti partibus debet, 'illam autem substitutionem, per quam et si heres extiterit pupillus et intra pubertatem decesserit substitutus vocatur, separatim in inferioribus partibus scribere eamque partem proprio lino propriaque cera consignare et in priore parte testamenti cavere, ne inferiores tabulae vivo filio et adhuc impubere aperiantur'. Illud palam est non ideo minus valere substitutionem impuberis filii, quod in isdem tabulis scripta sit, quibus sibi quisque heredem instituisset, quamvis hoc pupillo periculosum sit. 4. ³Non solum autem heredibus institutis impuberibus liberis ita substituere parentes possunt, ut et si heredes eis extiterint et ante pubertatem mortui fuerint, sit eis heres is quem ipsi voluerint, sed etiam exheredatis. Itaque eo casu si quid pupillo ex hereditatibus legisve aut donationibus propinquorum at-

1. C., G, 26, 9. — 2. Gaius, 2, 180. 1^o4. — 3. Gaius, 2, 182-183.

que amicorum acquisitum fuerit, id omne ad substitutum pertineat. Quaecumque diximus de substitutione impuberum liberorum vel heredum institutorum vel exheredatorum, eadem etiam de postumis intellegimus'. 5. Liberis autem suis testamentum facere nemo potest, nisi et sibi faciat; nam pupillare testamentum pars et sequela est paterni testamenti, adeo ut, si patris testamentum non valeat, ne filii quidem valebit. 6. ¹Vel singulis autem liberis vel qui eorum novissimus impubes morietur substitui potest. Singulis quidem, si neminem eorum intestato decedere voluit, novissimo, si jus legitimarum hereditatum integrum inter eos custodiri velit'. 7. Substituuntur autem impuberi aut nominatim, veluti TITIVS, aut generaliter QUIBUSQVE MIHI HERES ERIT: quibus verbis vocantur ex substitutione impubere filio mortuo, qui et scripti sunt heredes et extiterunt, et pro qua parte heredes facti sunt. 8. Masculo igitur usque ad quattuordecim annos substitui potest, feminae usque ad duodecim annos; et si hoc tempus excesserit, substitutio evanescit. 9. ²Extraneo vero vel filio puberi heredi instituto ita substituere nemo potest, ut, si heres extiterit et intra aliquod tempus decesserit, alius ei sit heres; sed hoc solum permissum est, ut eum per fideicommissum testator obliget alii hereditatem ejus vel totam vel pro parte restituere: quod jus quale sit, suo loco trademus'.

XVII. QUIBUS MODIS TESTAMENTA INFIRMANTUR³.

Testamentum jure factum usque eo valet, donec rumpatur irritumve fiat. 1. Rumpitur autem testamentum, cum in eodem statu manente testatore ipsius testamenti jus vitatur. ⁴Si quis enim post factum testamentum adoptaverit sibi filium per imperatorem eum, qui sui juris est, aut per praetorem secundum nostram constitutionem eum, qui in potestate parentis fuerit, testamentum ejus rumpitur quasi adgnatione sui heredis. 2. Posteriore quoque testamento, quod jure perfectum est, superius rumpitur, nec interest, an extiterit aliquis heres ex eo, an non extiterit; hoc enim solum spectatur, an aliquo casu existere potuerit. Ideoque si quis aut noluerit heres esse, aut vivo testatore aut post mortem ejus antequam hereditatem adiret decesserit, aut condicione, sub qua heres institutus est, defectus sit, in his casibus pater familias intestatus moritur; nam et prius testamentum non valet ruptum a posteriore et posterius aequè nullas vires habet, cum ex eo nemo

1. Florentinus, *L. 10 inst. (D., 28, 6, 37)*. — 2. Gaius, 2, 184. — 3. Cf. Gaius, 2, 138-151. *D.*, 28, 3. — 4. Gaius, 2, 138. 144.

heres extiterit'. 3. 'Sed si quis priore testamento jure perfecto posterius aequè jure fecerit, etiamsi ex certis rebus in eo heredem instituerit, superius testamentum sublatum esse divi Severus et Antoninus rescripserunt. Cujus constitutionis inseri verba jussimus, cum aliud quoque praeterea in ea constitutione expressum est. 'Imperatores Severus et Antoninus Cocceio Campano. Testamentum secundo loco factum, licet in eo certarum rerum heres scriptus sit, jure valere, perinde ac si rerum mentio facta non esset, sed teneri heredem scriptum, ut contentus rebus sibi datis aut suppleta quarta ex lege Falcidia hereditatem restituat his, qui in priore testamento scripti fuerant, propter inserta verba secundo testamento, quibus ut valeret prius testamentum expressum est, dubitari non oportet'. Et ruptum quidem testamentum hoc modo efficitur. 4. 'Alio quoque modo testamenta jure facta infirmantur, veluti cum is qui fecerit testamentum capite deminutus sit. Quod quibus modis accidit, primo libro rettulimus. 5. Hoc autem casu irrita fieri testamenta dicuntur, cum alioquin et quae rumpuntur irrita fiunt et quae statim ab initio non jure sunt irrita sint : et ea, quae jure facta [sunt], postea propter capitis deminutionem irrita fiunt, possumus nihilo minus rupta dicere. Sed quia sane commodius erat singulas causas singulis appellationibus distingui, ideo quaedam non jure facta dicuntur, quaedam jure facta rumpi vel irrita fieri. 6 (5). Non tamen per omnia inutilia sunt ea testamenta, quae ab initio jure facta propter capitis deminutionem irrita facta sunt. Nam si septem testium signis signata sunt, potest scriptus heres secundum tabulas testamenti bonorum possessionem agnoscere, si modo defunctus et civis Romanus et suae potestatis mortis tempore fuerit ; nam si ideo irritum factum sit testamentum, quod civitatem vel etiam libertatem testator amisit, aut quia in adoptionem se dedit et mortis tempore in adoptivi patris potestate sit, non potest scriptus heres secundum tabulas bonorum possessionem petere'. 7 (6). Ex eo autem solo non potest infirmari testamentum, quod postea testator id noluit valere : usque adeo ut et, si quis post factum prius testamentum posterius facere coeperit et aut mortalitate praeventus, aut quia eum ejus rei poenituit, id non perfecisset, divi Perlinacis oratione cautum est, ne alias tabulae priores jure factae irritae fiant, nisi sequentes jure ordinatae et perfectae fuerint. Nam imperfectum testamentum sine dubio nullum est. 8

(7). Eadem oratione expressit non admissurum se hereditatem ejus, qui litis causa principem heredem reliquerit, neque tabulas non legitime factas, in quibus ipse ob eam causam heres institutus erat, probaturum neque ex nuda voce heredis nomen admissurum neque ex ulla scriptura, cui juris auctoritas desit, aliquid adepturum. Secundum haec divi quoque Severus et Antoninus saepissime rescripserunt; 'licet enim' inquit 'legibus soluti sumus, attamen legibus vivimus'.

XVIII. DE INOFFICIOSO TESTAMENTO¹.

Quia plerumque parentes sine causa liberos suos vel exheredant vel omittunt, inductum est, ut de inofficioso testamento agere possint liberi, qui queruntur aut inique se exheredatos aut inique praeteritos, ²hoc colore, quasi non sanae mentis fuerunt, cum testamentum ordinarent. Sed hoc dicitur, non quasi vere furiosus sit, sed recte quidem fecit testamentum, non autem ex officio pietatis; nam si vere furiosus est, nullum est testamentum'. 1. Non tantum autem liberis permissum est parentum testamentum inofficiosum accusare, verum etiam parentibus liberorum. Soror autem et frater turpibus personis scriptis heredibus ex sacris constitutionibus praelati sunt: non ergo contra omnes heredes agere possunt. Ultra fratres et sorores cognati nullo modo aut agere possunt aut agentes vincere. 2. Tam autem naturales liberi, quam secundum nostrae constitutionis³ divisionem adoptati ita demum de inofficioso testamento agere possunt, si nullo alio jure ad bona defuncti venire possunt. Nam qui alio jure veniunt ad totam hereditatem vel partem ejus, de inofficioso agere non possunt. Postumi quoque, qui nullo alio jure venire possunt, de inofficioso, agere possunt. 3. Sed haec ita accipienda sunt, si nihil eis penitus a testatoribus testamento relictum est. Quod nostra constitutio⁴ ad verecundiam naturae introduxit. Sin vero quantumque pars hereditatis vel res eis fuerit relicta, de inofficiosi querela quiescente id quod eis deest usque ad quartam legitimae partis repletur, licet non fuerit adjectum boni viri arbitratu debere eam repleri. 4. Si tutor nomine pupilli, cujus tutelam gerebat, ex testamento patris sui legatum acceperit, cum nihil erat ipsi tutori relictum a patre suo, nihilo minus possit nomine suo de inofficioso patris testamento agere. 5. Sed et si e contrario pupilli nomine, cui nihil relictum fuerit, de

1. Cf. D., 5, 2, C., 3, 28. — 2. Marcién, L. 4 inst. (D., 5, 2, 2). — 3. C., 8, 47 (48), 10. — 4. C., 3, 28, 80.

inofficioso egerit et superatus est, ipse quod sibi in eodem testamento legatum relictum est non amittit. 6. Igitur quartam quis debet habere, ut de inofficioso testamento agere non possit : sive jure hereditario sive jure legati vel fideicommissi, vel si mortis causa ei quarta donata fuerit, vel inter vivos in his tantummodo casibus, quorum nostra constitutio mentionem facit, vel aliis modis qui constitutionibus continentur. 7. Quod autem de quarta diximus, ita intellegendum, est, ut, sive unus fuerit sive plures, quibus agere de inofficioso testamento permittitur, una quarta eis dari possit, ut pro rata distribuatur eis, id est pro virili portione quarta.

XVIII. DE HEREDUM QUALITATE ET DIFFERENTIA¹.

² 'Heredes autem aut necessarii dicuntur aut sui et necessarii aut extranei. 1. Necessarius heres est servus heres institutus, ideo sic appellatus, quia, sive velit, sive nolit, omnimodo post mortem testatoris protinus liber et necessarius heres fit. Unde qui facultates suas suspectas habent, solent servum suum primo aut secundo vel etiam ulteriore gradu heredem instituere, ut, si creditoribus satis non fiat, potius ejus heredis bona quam ipsius testatoris a creditoribus possideantur vel distrahantur vel inter eos dividantur. Pro hoc tamen incommodo illud ei commodum praestatur, ut ea, quae post mortem patroni sui sibi adquisierit, ipsi reserventur : et quamvis non sufficiant bona defuncti creditoribus, iterum ex ea causa res ejus, quas sibi adquisierit, non veneunt. 2. Sui autem et necessarii heredes sunt veluti filius filia nepos neptisque ex filio et deinceps ceteri liberi, qui modo in potestate morientis fuerint. Sed ut nepos neptisve sui heredes sint, non sufficit eum eamve in potestate avi mortis tempore fuisse, sed opus est ut pater ejus vivo patre suo desierit suus heres esse aut morte interceptus aut qualibet alia ratione liberatus potestate ; tunc enim nepos neptisve in locum patris sui succedit. Sed sui quidem heredes ideo appellantur, quia domestici heredes sunt et vivo quoque patre quodammodo domini existimantur. Unde etiam, si quis intestatus mortuus sit, prima causa est in successione liberorum. Necessarii vero ideo dicuntur quia omnimodo, sive velint sive nolint, tam ab intestato quam ex testamento heredes fiunt. Sed his praetor permittit volentibus abstinere se ab hereditate, ut potius parentis quam ipsorum bona similiter a creditoribus possideantur³.

1. Cf. Gaius, 2, 152-173. D., 20, 2. C., 6, 30-31. — 2. Gaius, 2, 152-158.

3. 'Ceteri, qui testatoris juri subjecti non sunt, extranei heredes appellantur. Itaque liberi quoque nostri, qui in potestate nostra non sunt, heredes a nobis instituti extranei heredes videntur. Qua de causa et qui heredes a matre instituuntur, eodem numero sunt, quia feminae in potestate liberos non habent. Servus quoque a domino heres institutus et post testamentum factum ab eo manumissus eodem numero habetur'. 4. 'In extraneis heredibus illud observatur, ut sit cum eis testamenti factio, sive ipsi heredes instituuntur sive hi qui in potestate eorum sunt. Et id duobus temporibus inspicitur, testamenti quidem facti, ut constiterit institutio, mortis vero testatoris, ut effectum habeat. Hoc amplius et cum adit hereditatem, esse debet cum eo testamenti factio, sive pure sive sub condicione heres institutus sit; nam jus heredis eo vel maxime tempore inspiciendum est, quo acquirit hereditatem. Medio autem tempore inter factum testamentum et mortem testatoris vel condicionem institutionis existentem mutatio juris heredi non nocet, quia ut diximus tria tempora inspicere debent'. Testamenti autem factionem non solum is habere videtur, qui testamentum facere potest, sed etiam qui ex alieno testamento vel ipse capere potest vel alii acquirere, licet non potest facere testamentum. 5. 'Et ideo et furiosus et mutus et postumus et infans et filius familias et servus alienus testamenti factionem habere dicuntur; licet enim testamentum facere non possunt, attamen ex testamento vel sibi vel alii acquirere possunt. 6. 'Extraneis autem heredibus deliberandi potestas est de adeunda hereditate vel non adeunda. Sed sive is, cui abstinendi potestas est, immiscuerit se bonis hereditariis, sive extraneus, cui de adeunda hereditate deliberare licet, adierit, postea reliquendae hereditatis facultatem non habet, nisi minor sit annis viginti quinque; nam hujus aetatis hominibus sicut in ceteris omnibus causis deceptis, ita et si temere damnosam hereditatem susceperint, praetor succurrit. 7. Sciendum tamen est divum Hadrianum etiam majori viginti quinque annis veniam dedisse, cum post aditam hereditatem grande aes alienum, quod aditae hereditatis tempore latebat, emersisset'. Sed hoc divus quidem Hadrianus speciali beneficio cuidam praestitit: divus autem Gordianus postea in militibus tantummodo hoc extendit; (8) sed nostra benevolentia commune omnibus subjectis imperio nostro hoc praestavit beneficium et constitu-

1. Gaius, 2, 161. — 2. Florentinus, *L. 10 inst. (D., 28, 5, 50 [49], 1)*. — 3. *Cf. D., 28, 1, 16, pr. Pomponius, Lib. sing. reg.* — 4. Gaius, 2, 161-163.

tionem tam aequissimam quam nobilem scripsit¹, cujus tenorem si observaverint homines, licet eis adire hereditatem et in tantum teneri, in quantum valere bona hereditatis contingit: ut ex hac causa neque deliberationis auxilium eis fiat necessarium, nisi omissa observatione nostrae constitutionis et deliberandum existimaverint et sese veteri gravamini aditionis supponere maluerint. 7. ²Item extraneus heres testamento institutus aut ab intestato ad legitimam hereditatem vocatus potest aut pro herede gerendo vel etiam nuda voluntate suscipiendae hereditatis heres fieri'. Pro herede autem gerere quis videtur, si rebus hereditariis tamquam heres utatur vel vendendo res hereditarias aut praedia colendo locandove et quoquo modo si voluntatem suam declaret vel re vel verbis de adeunda hereditate, dummodo sciat eum, in cujus bonis pro herede gerit, testato intestatove obiisse et se ei heredem esse. Pro herede enim gerere est pro domino gerere; veteres enim heredes pro dominis appellabant. ³'Sicut autem nuda voluntate extraneus heres fit, ita et contraria destinatione statim ab hereditate repellitur'. Eum, qui mutus vel surdus natus est vel postea factus, nihil prohibet pro herede gerere et adquirere sibi hereditatem, si tamen intellegit quod agitur.

XX. DE LEGATIS⁴.

⁵'Post haec videamus de legatis. Quae pars juris extra propositam quidem materiam videtur; nam loquimur de his juris figuris, quibus per universitatem res nobis acquiruntur. Sed cum omnino de testamentis deque heredibus qui testamento instituuntur locuti sumus, non sine causa sequenti loco potest haec juris materia tractari'.

1. Legatum itaque est donatio quaedam a defuncto relicta. 2. Sed olim quidem erant legatorum genera quattuor: per vindicationem, per damnationem, sinendi modo, per praeceptionem: et certa quaedam verba cuique generi legatorum adsignata erant, per quae singula genera legatorum significabantur. Sed ex constitutionibus divorum principum sollemnitas hujusmodi verborum penitus sublata est. Nostra autem constitutio⁶, quam cum magna fecimus lucubratione, defunctorum voluntates validiores esse cupientes et non verbis, sed voluntatibus eorum faventes, disposuit, ut omnibus legatis una sit natura et, quibuscumque verbis aliquid derelictum sit, liceat legatariis id

1. C., 6, 30, 22. — 2. Gaius, 2, 167. — 3. Gaius, 2, 169. — 4. Cf. Gaius, 2, 191 223, 229-215. D., 30-32. C., 6, 37-43. — 5. Gaius, 2, 191. — 6. C., 6, 43, 1.

persequi non solum per actiones personales, sed etiam per in rem et per hypothecariam : cujus constitutionis perpensum modum ex ipsius tenore perfectissime accipere possibile est. 3. Sed non usque ad eam constitutionem standum esse existimavimus. Cum enim antiquitatem invenimus legata quidem stricte concludentem, fideicommissis autem, quae ex voluntate magis descendebant defunctorum, pinguiorem naturam indulgentem : necessariam esse duximus¹ omnia legata fideicommissis exaequare, ut nulla sit inter ea differentia, sed quod deest legatis, hoc repleatur ex natura fideicommissorum et, si quid amplius est in legatis, per hoc crescat fideicommissi natura. Sed ne in primis legum cunabulis permixte de his exponendo studiosis adulescentibus quandam introducamus difficultatem, operae pretium esse duximus interim separatim prius de legatis et postea de fideicommissis tractare, ut natura utriusque juris cognita facile possint permixtionem eorum eruditi suptilioribus auribus accipere.

4. Non solum autem testatoris vel heredis res, sed et aliena legari potest : ita ut heres cogatur redimere eam et praestare vel, si non potest redimere, aestimationem ejus dare. Sed si talis res sit, cujus non est commercium, nec aestimatio ejus debetur, sicuti si campum Martium vel basilicas vel templa vel quae publico usui destinata sunt legaverit ; nam nullius momenti legatum est. Quod autem diximus alienam rem posse legari, ita intelligendum est, si defunctus sciebat alienam rem esse, non et si ignorabat ; forsitan enim, si scisset alienam, non legasset. Et ita divus Pius rescripsit. ²Et verius est ipsum qui agit, id est legatarium, probare oportere scisse alienam rem legare defunctum, non heredem probare oportere ignorasse alienam, quia semper necessitas probandi incumbit illi qui agit'. 5. Sed et si rem obligatam creditori aliquis legaverit, necesse habet heres luere. Et hoc quoque casu idem placet, quod in re aliena, ut ita demum luere necesse habeat heres, si sciebat defunctus rem obligatam esse : et ita divi Severus et Antoninus rescripserunt. Si tamen defunctus voluit legatarium luere et hoc expressit, non debet heres eam luere. 6. Si res aliena legata fuerit et ejus vivo testatore legatarius dominus factus fuerit, si quidem ex causa emptionis, ex testamento actione pretium consequi potest ; si vero ex causa lucrativa, veluti ex donatione vel ex alia simili causa, agere non potest. Nam traditum est duas lucrativas causas in eundem hominem et in eandem rem concurrere non posse. Hac

¹ C. G. 43, 2. — ² Marcten, *L. G. inst. (D.)*, 22, 3, 21).

ratione si ex duobus testamentis eadem res eidem debeat, interest, utrum rem an aestimationem ex testamento consecutus est; nam si rem, agere non potest, quia habet eam ex causa lucrativa, si aestimationem, agere potest. 7. ¹ Ea quoque res, quae in rerum natura non est, si modo futura est, recte legatur, veluti fructus qui in illo fundo nati erunt, aut quod ex illa ancilla natum erit'. 8. Si eadem res duobus legata sit sive conjunctim sive disjunctim, si ambo perveniant ad legatum, scinditur inter eos legatum; si alter deficiat, quia aut spreverit legatum aut vivo testatore decesserit aut alio quolibet modo defecerit, totum ad collegatarium pertinet. Conjunctim autem legatur, veluti si quis dicat: TITIO ET SEIO HOMINEM STICHUM DO LEGO, disjunctim ita: TITIO HOMINEM STICHUM DO LEGO, SEIO STICHUM DO LEGO. Sed et si expresserit EUNDEM HOMINEM STICHUM, aequae disjunctim legatum intellegitur. 9. Si cui fundus alienus legatus fuerit et emerit proprietatem detracto usu fructu et usus fructus ad eum pervenerit et postea ex testamento agat, recte eum agere et fundum petere Julianus² ait, quia usus fructus in petitione servitutis locum optinet, sed officio judicis contineri, ut deducto usu fructu jubeat aestimationem praestari. 10. Sed si rem legatarii quis ei legaverit, inutile legatum est, quia quod proprium est ipsius, amplius ejus fieri non potest; et licet alienaverit eam, non debetur nec ipsa nec aestimatio ejus. 11. Si quis rem suam quasi alienam legaverit, valet legatum; nam plus valet, quod in veritate est, quam quod in opinione. Sed et si legatarii putavit, valere constat, quia exitum voluntas defuncti potest habere. 12. Si rem suam legaverit testator posteaque eam alienaverit, Celsus existimat, si non adimendi animo vendidit, nihilo minus deberi, idque divi Severus et Antoninus rescripserunt. Idem rescripserunt³ eum, qui post testamentum factum praedia quae legata erant pignori dedit, ademisse legatum non videri et ideo legatarium cum herede agere posse, ut praedia a creditore luantur. Si vero quis partem rei legatae alienaverit, pars quae non est alienata omnimodo debetur, pars autem alienata ita debetur, si non adimendi animo alienata sit. 13. Si quis debitori suo liberationem legaverit, legatum utile est et neque ab ipso debitore neque ab herede ejus potest heres petere nec ab alio, qui heredis loco est, sed et potest a debitore conveniri, ut liberet eum. Potest autem quis vel ad tempus jubere ne heres petat. 14. Ex contrario si debitor creditori suo quod debet legaverit, inutile est legatum, si nihil plus est in

1. Gaius, 2, 203. — 2. D., 30, 62, 2. Julien, L. 59 dig. — 3. C., 6, 37, 3.

legato quam in debito, quia nihil amplius habet per legatum. Quodsi in diem vel sub condicione debitum ei pure legaverit, utile est legatum propter repraesentationem. Quodsi vivo testatore dies venerit aut condicio extiterit, Papinianus scripsit¹ utile esse nihilo minus legatum, quia semel constitit. Quod et verum est; non enim placuit sententia existimantium extinctum esse legatum, quia in eam causam pervenit, a qua incipere non potest. 15. Sed si uxori maritus dotem legaverit, valet legatum, quia plenius est legatum quam de dote actio. Sed si quam non acceperit dotem legaverit, divi Severus et Antoninus rescripserunt, si quidem simpliciter legaverit, inutile esse legatum, si vero certa pecunia vel certum corpus aut instrumentum dotis in praelegando demonstrata sunt, valere legatum. 16. Si res legata sine facto heredis perierit, legatario decedit. Et si servus alienus legatus sine facto heredis manumissus fuerit, non tenetur heres. Si vero heredis servus legatus fuerit et ipse eum manumiserit, teneri eum Julianus scripsit, ²nec interest, scierit an ignoraverit a se legatum esse. Sed et si alii donaverit servum et is, cui donatus est, eum manumiserit, tenetur heres, quamvis ignoraverit a se eum legatum esse'. 17. Si quis ancillas cum suis natis legaverit, etiamsi ancillae mortuae fuerint, partus legato cedunt. Idem est, si ordinarii servi cum vicariis legati fuerint, ut, licet mortui sint ordinarii, tamen vicarii legato cedant. Sed si servus cum peculio fuerit legatus, mortuo servo vel manumisso vel alienato et peculii legatum extinguitur. Idem est, si fundus instructus vel cum instrumento legatus fuerit; nam fundo alienato et instrumenti legatum extinguitur. 18. Si grex legatus fuerit posteaque ad unam ovem pervenerit, quod superfuerit vindicari potest. Grege autem legato etiam eas oves, quae post testamentum factum gregi adjiciuntur, legato cedere Julianus ait; esse enim gregis unum corpus ex distantibus capitibus, sicuti aedium unum corpus est ex cohaerentibus lapidibus. 19. Aedibus denique legatis columnas et marmora, quae post testamentum factum adjecta sunt, legato cedere. 20. Si peculium legatum fuerit, sine dubio quidquid peculio accedit vel decedit vivo testatore, legatarii lucro vel damno est. Quodsi post mortem testatoris ante aditam hereditatem servus adquisierit, Julianus³ ait, si quidem ipsi manumisso peculium legatum fuerit, omne, quod ante aditam hereditatem acquisitum est, legatario cedere, quia dies hujus legati adita hereditate cedit, sed si extraneo

¹ D., 35, 2, 5. Papinian, L. 5 resp. — ² Marcien, L. 6 inst. (D., 30, 112, 1). — ³ Cf. D., 33, 8, 8, 8. Ulp., L. 24 ad Sab.

peculium legatum fuerit, non cedere ea legato, nisi ex rebus peculiaribus auctum fuerit peculium. Peculium autem nisi legatum fuerit, manumisso non debetur, quamvis si vivus manumiserit, sufficit, si non adimatur: et ita divi Severus et Antoninus rescripserunt. Idem rescripserunt peculio legato non videri id relictum, ut petitionem habeat pecuniae, quam in rationes dominicas impendit. Idem rescripserunt peculium videri legatum, cum rationibus redditis liber esse jussus est et ex eo reliquas inferre. 21. Tam autem corporales res quam incorporales legari possunt. Et ideo et quod defuncto debetur, potest alicui legari, ut actiones suas heres legatario praestet, nisi exegerit vivus testator pecuniam; nam hoc casu legatum extinguitur. Sed et tale legatum valet: DAMNAS ESTO HERES DOMUM ILLIUS REIFICERE vel ILLUM AERE ALIENO LIBERARE. 22. Si generaliter servus vel alia res legetur, electio legatarii est, nisi aliud testator dixerit. 23. Optionis legatum, id est ubi testator ex servis suis vel aliis rebus optare legatarium jusserrat, habebat in se condicionem, et ideo nisi ipse legatarius vivus optaverat, ad heredem legatum non transmittebat. Sed ex constitutione nostra¹ et hoc in meliorem statum reformatum est et data est licentia et heredi legatarii optare, licet vivus legatarius hoc non fecit. Et diligentiore tractatu habito et hoc in nostra constitutione additum est, ut, sive plures legatarii existant, quibus optio relicta est, et dissentiant in corpore eligendo, sive unius legatarii plures heredes, et inter se circa optandum dissentiant alio aliud corpus eligere cupiente, ne pereat legatum (quod plerique prudentium contra benevolentiam introducebant), fortunam esse hujus optionis judicem et sorte esse hoc dirimendum, ut, ad quem sors perveniat, illius sententia in optione praecellat.

24. Legari autem illis solis potest, cum quibus testamenti factio est. 25. Incertis vero personis neque legata neque fideicommissa olim relinqui concessum erat; nam nec miles quidem incertae personae poterat relinquere, ut divus Hadrianus rescripsit.² Incerta autem persona videbatur, quam incerta opinione animo suo testator subiciebat, veluti si quis ita dicat: QUICUMQUE FILIO MEO IN MATRIMONIUM FILIAM SUAM [DEDERIT ID EST] COLLOCAVERIT, EI HERES MEUS ILLUM FUNDUM DATO: illud quoque, quod his relinquebatur, qui post testamentum scriptum primi consules designati erunt, aequae incertae personae legari videbatur: et denique multae aliae hujusmodi species sunt. Libertas quoque non videbatur posse incertae personae dari, quia

1. C., 6, 43, 3. — 2. Gaius, 2, 238-240.

placebat nominatim servos liberari. Tutor quoque certus dari debebat. Sub certa vero demonstratione, id est ex certis personis incertae personae, recte legabatur, veluti : *EX COGNATIS MEIS QUI NUNC SUNT SI QUIS FILIAM MEAM UXOREM DUXERIT, EI HERES MEVS ILLAM REM DATO*. Incertis autem personis legata vel fideicommissa relicta et per errorem soluta repeti non posse sacris constitutionibus cautum erat. 26. 'Postumo quoque alieno inutiliter legabatur : est autem alienus postumus, qui natus inter suos heredes testatoris futurus non est ; ideoque ex emancipato filio conceptus nepos extraneus erat postumus avo'. 27. Sed nec hujusmodi species penitus est sine juxta emendatione derelicta, cum in nostro codice constitutio² posita est, per quam et huius parti medevimus non solum in hereditatibus, sed etiam in legatis et fideicommissis : quod evidenter ex ipsius constitutionis lectione clarescit. Tutor autem nec per nostram constitutionem incertus dari debeat, quia certo iudicio debet quis pro tutela suae posteritati cavere. 28. Postumus autem alienus heres institui et antea poterat et nunc potest, nisi in utero ejus sit, quae jure nostra uxor esse non potest. 29. Si quid in nomine cognomine praenomine legatarii erraverit testator, si de persona constat, nihilo minus valet legatum : idem in hereditibus servatur et recte ; nomina enim significandorum hominum gratia reperta sunt, qui si quolibet alio modo intellegantur, nihil interest. 30. Huic proxima est illa juris regula falsa demonstratione legatum non peremi. Veluti si quis ita legaverit : *STICHUM SERVUM MEUM VERNAM DO LEGO* ; licet enim non verna, sed emptus sit, de servo tamen constat, utile est legatum. Et convenienter si ita demonstraverit *STICHUM SERVUM, QUEM A SEIO EMI*, sitque ab alio emptus, utile legatum est, si de servo constat. 31. Longe magis legato falsa causa non nocet. Veluti cum ita quis dixerit : *TITIO, QUIA ABSENTE ME NEGOTIA MEA CURAVIT, STICHUM DO LEGO*, vel ita : *TITIO, QUIA PATROCINIO EJUS CAPITALI CRIMINE LIBERATUS SUM, STICHUM DO LEGO* ; licet enim neque negotia testatoris umquam gessit Titius neque patrocinio ejus liberatus est, legatum tamen valet. Sed si conditionaliter enuntiata fuerit causa, aliud juris est, veluti hoc modo : *TITIO, SI NEGOTIA MEA CURAVERIT, FUNDUM DO LEGO*. 32. An servo heredis recte legamus, quaeritur. Et constat pure inutiliter legari nec quidquam proficere, si vivo testatore de potestate heredis exierit, quia quod inutile foret legatum, si statim post factum testamentum decessisset testator, hoc non debet ideo valere, quia diutius testator vixerit. Sub conditione vero

1. Gaius, 2, 241. — 2. C., 6, 48, 1.

recte legatur, ut requiramus, an, quo tempore dies legati cedit, in potestate heredis non sit. 33. Ex diverso herede instituto servo quin domino recte etiam sine condicione legetur, non dubitatur. Nam et si statim post factum testamentum decesserit testator, non tamen apud eum qui heres sit dies legati cedere intellegitur, cum hereditas a legato separata sit et possit per eum servum alius heres effici, si prius, quam jussu domini adeat, in alterius potestatem translatus sit, vel manumissus ipse heres efficitur: quibus casibus utile est legatum; quod si in eadem causa permanserit et jussu legatarii adierit, evanescit legatum. 34. ¹Ante heredis institutionem inutiliter antea legabatur, scilicet quia testamenta vim ex institutione heredum accipiunt et ob id veluti caput atque fundamentum intellegitur totius testamenti heredis institutio. Pari ratione nec libertas ante heredis institutionem dari poterat². Sed quia incivile esse putavimus ordinem quidem scripturae sequi (quod et ipsi antiquitati vituperandum fuerat visum), sperni autem testatoris voluntatem, per nostram constitutionem³ et hoc vitium emendavimus, ut liceat et ante heredis institutionem et inter medias heredum institutiones legatum relinquere et multo magis libertatem, cujus usus favorabilior est. 35. ³Post mortem quoque heredis aut legatarii simili modo inutiliter legabatur, veluti si quis ita dicat: CUM HERES MEUS MORTUUS ERIT, DO LEGO, item: PRIDIE QUAM HERES AUT LEGATARIUS MORIETUR. Sed simili modo et hoc correximus⁴ firmitatem hujusmodi legatis ad fideicommissorum similitudinem praestantes, ne vel in hoc casu deterior causa legatorum quam fideicommissorum inveniatur. 36. ⁵Poenae quoque nomine inutiliter legabatur et adimebatur vel transferebatur. Poenae autem nomine legari videtur, quod coercendi heredis causa relinquitur, quo magis is aliquid faciat aut non faciat, veluti si quis ita scripserit: HERES MEUS SI FILIAM SUAM IN MATRIMONIUM TITIO COLLOCAVERIT (vel ex diverso SI NON COLLOCAVERIT), DATO DECEM AUREOS SEIO, aut si ita scripserit: HERES MEUS SI SERVUM STICHUM ALIENAVERIT (vel ex diverso SI NON ALIENAVERIT), TITIO DECEM AUREOS DATO. Et in tantum haec regula observabatur, ut perquam pluribus principalibus constitutionibus significetur nec principem quidem agnoscere, quod ei poenae nomine legatum sit. Nec ex militis quidem testamento talia legata valebant, quamvis aliae militum voluntates in ordinandis testamentis valde observantur. Quin etiam nec libertatem poenae nomine dari posse placebat.

1. Gaius, 2, 229-230. — 2. C., 6, 23, 24. — 3. Gaius, 2, 232. — 4. C., 8, 37 (38), 41. — 5. Cf. Gaius, 2, 235.

Eo amplius nec heredem poenae nomine adjici posse Sabinus existimabat, veluti si quis ita dicat : TITIUS HERES ESTO ; SI TITIIUS FILIAM SUAM SEIO IN MATRIMONIUM COLLOCAVERIT, SEIUS QUOQUE HERES ESTO ; nihil enim intererat, qua ratione Titius coerceatur, utrum legati datione an coheredis adjectione. At hujusmodi scupulositas nobis non placuit et generaliter ea quae relinquuntur, licet poenae nomine fuerint relicta vel adempta vel in alios translata, nihil distare a ceteris legatis constituimus¹ vel in dando vel in adimendo vel in transferendo : exceptis his videlicet, quae impossibilia sunt vel legibus interdicta aut alias probrosa ; hujusmodi enim testatorum dispositiones valere secta temporum meorum non patitur.

XXI. DE ADEPTIONE LEGATORUM ET TRANSLATIONE².

Ademptio legatorum, sive eodem testamento adimantur sive codicillis, firma est, sive contrariis verbis fiat ademptio, veluti si, quod ita quis legaverit : DO LEGO, ita adimatur : NON DO NON LEGO, sive non contrariis, id est aliis quibuscumque verbis. 1. Transferri quoque legatum ab alio ad alium potest, veluti si quis ita dixerit : HOMINEM STICHUM, QUEM TITIO LEGAVI, SEIO DO LEGO, sive in eodem testamento sive in codicillis hoc fecerit ; quo casu simul Titio adimi videtur et Seio dari.

XXII. DE LEGE FALCIDIA³.

Superest, ut de lege Falcidia dispiciamus, qua modus novissime legatis impositus est. Cum enim olim lege duodecim tabularum libera erat legandi potestas, ut liceret vel totum patrimonium legatis erogare (quippe ea lege ita cautum esset ; UTI LEGASSIT SUAE REI, ITA JUS ESTO) : visum est hanc legandi licentiam coartare, idque ipsorum testatorum gratia provisum est ob id, quod plerumque intestati moriebantur, recusantibus scriptis heredibus pro nullo aut minimo lucro hereditates adire. Et cum super hoc tam lex Furia quam lex Voconia latae sunt, quarum neutra sufficiens ad rei consummationem videbatur, novissime lata est lex Falcidia, qua cavetur, ne plus legare liceat, quam dodrantem totorum bonorum, id est ut, sive unus heres institutus esset sive plures, apud eum eosve pars quarta remaneret. 1. Et cum quaesitum esset, duobus heredibus institutis, veluti Titio et Seio, si Titii pars aut tota exhausta sit legatis, quae nominatim ab eo data sunt, aut supra modum

¹. C., 6, 41, 1. — 2. Cf. D., 34, 4. — 3. Cf. Gaius, 2, 224 228. D., 33, 2. C., 6, 50.

onerata, a Seio vero aut nulla relicta sint legata, aut quae partem ejus dumtaxat in partem dimidium minuunt, an, quia is quartam partem totius hereditatis aut amplius habet, Titio nihil ex legatis, quae ab eo relicta sunt, retinere liceret: placuit, ut quartam partem suae partis salvam habeat et posse retinere; etenim in singulis heredibus ratio legis Falcidiae ponenda est. 2. ¹Quantitas autem patrimonii, ad quam ratio legis Falcidiae redigitur, mortis tempore spectatur. Itaque si verbi gratia is, qui centum aureorum patrimonium habebat, centum aureos legaverit, nihil legatariis prodest, si ante aditam hereditatem per servos hereditarios aut ex partu ancillarum hereditariarum aut ex fetu pecorum tantum accesserit hereditati, ut centum aureis legatorum nomine erogatis heres quartam partem hereditatis habiturus sit, sed necesse est, ut nihilo minus quarta pars legatis detrahatur. Ex diverso si septuaginta quinque legaverit et ante aditam hereditatem in tantum decreverint bona incendiis forte aut naufragiis aut morte servorum, ut non amplius quam septuaginta quinque aureorum substantia vel etiam minus relinquatur, solida legata debentur. Nec ea res damnosa est heredi, cui liberum est non adire hereditatem: quae res efficit, ut necesse sit legatariis, ne destituto testamento nihil consequantur, cum herede in portione pacisci. 3. Cum autem ratio legis Falcidiae ponitur, ante deducitur aes alienum, item funeris impensa et pretia servorum manumissorum, tunc deinde in reliquo ita ratio habetur, ut ex eo quarta pars apud heredes remaneat, tres vero partes inter legatarios distribuantur, pro rata scilicet portione ejus, quod cuique eorum legatum fuerit. Itaque si fingamus quadringentos aureos legatos esse et patrimonii quantitatem, ex qua legata erogari oportet, quadringentorum esse, quarta pars singulis legatariis detrahi debet. Quodsi trecentos quinquaginta legatos fingamus, octava debet detrahi. Quodsi quingentos legaverit, initio quinta, deinde quarta detrahi debet: ante enim detrahendum est, quod extra bonorum quantitatem est, deinde quod ex bonis apud heredem remanere oportet.

XXIII. DE FIDEICOMMISSARIIS HEREDITATIBUS².

³'Nunc transeamus ad fideicommissa, et prius de hereditatibus fideicommissariis videamus'.

1. Sciendum itaque est omnia fideicommissa primis temporibus infirma esse, quia nemo invitus cogebatur praestare id de

1. Cf. *D.*, 35, 2, 73, *pr.* Gaius, *L. 18 ad ed. prov.* — 2. Cf. Gaius, 2, 246-250. *D.*, 36, 1. *C.*, 6, 49. — 3. Gaius, 2, 246-247.

quo rogatus erat; quibus enim non poterant hereditates vel legata relinquere, si relinquebant, fidei committebant eorum, qui capere ex testamento poterant: et ideo fideicommissa appellata sunt, quia nullo vinculo juris, sed tantum pudore eorum qui rogabantur continebantur. Postea primus divus Augustus semeliterumque gratia personarum motus, vel quia per ipsius salutem rogatus quis diceretur, aut ob insignem quorundam perfidiam jussit consulibus auctoritatem suam interponere. Quod quia justum videbatur et populare erat, paulatim conversum est in adsiduum jurisdictionem, tantusque favor eorum factus est, ut paulatim etiam praetor proprius crearetur, qui fideicommissis jus diceret, quem fideicommissarium appellabant.

2. ¹In primis igitur sciendum est opus esse, ut aliquis recto jure testamento heres instituat e jusque fidei committatur, ut eam hereditatem alii restituat; alioquin inutile est testamentum, in quo nemo heres instituitur. Cum igitur aliquis scripserit: LUCIUS TITUS HERES ESTO, poterit adjicere: ROGO TE, LUCI TITI, UT, CUM PRIMUM POSSIS HEREDITATEM MEAM ADIRE, EAM GAIO SEIO REDDAS RESTITUAS. Potest autem quisque et de parte restituenda heredem rogare; et liberum est vel pure vel sub conditione relinquere fideicommissum vel ex die certo.

3. ²Restituta autem hereditate is quidem qui restituit nihilo minus heres permanet; is vero qui recipit hereditatem aliquando heredis aliquando legatarii loco habebatur'. 4. ³Et in Neronis quidem temporibus Trebellio Maximo et Annaeo Seneca consulibus³ senatus consultum factum est, quo cautum est, ut, si hereditas ex fideicommissi causa restituta sit, omnes actiones, quae jure civili heredi et in heredem competenter, ei et in eum darentur, cui ex fideicommissis restituta esset hereditas. Post quod senatus consultum praetor utiles actiones ei et in eum qui recepit hereditatem quasi heredi et in heredem dare coepit. 5. Sed quia heredes scripti, cum aut totam hereditatem aut paene totam plerumque restituere rogabantur, adire hereditatem ob nullum vel minimum lucrum recusabant atque ob id exstinguebantur fideicommissa, postea Vespasiani Augusti temporibus Pegaso et Pusione consulibus⁴ senatus censuit, ut ei, qui rogatus esset hereditatem restituere, perinde liceret quartam partem retinere, atque lege Falcidia ex legatis retinere cederetur. Ex singulis quoque rebus, quae per fideicommissum relinquuntur, eadem retentio permissa

1. Gaius, 2, 248. 250. 251. — 2. Gaius, 2, 253-258. — 3. An 56 après J.-C. — 4. Date incertaine du règne de Vespasien (décembre 69-juillet 79).

est. Post quod senatus consultum ipse heres onera hereditaria sustinebat, ille autem, qui ex fideicommisso recepit partem hereditatis, legatarii partiarum loco erat, id est ejus legatarii, cui pars honorum legabatur. Quae species legati partitio vocabatur, quia cum herede legatarius partiebatur hereditatem. Unde quae solebant stipulationes inter heredem et partiarum legatarium interponi, eadem interponebantur inter eum, qui ex fideicommisso recepit hereditatem, et heredem, id est ut et lucrum et damnum hereditarium pro rata parte inter eos commune sit. 6. Ergo si quidem non plus quam dodrantem hereditatis scriptus heres rogatus sit restituere, tunc ex Trebelliano senatus consulto restituebatur hereditas et in utrumque actiones hereditariae pro rata parte dabantur, in heredem quidem jure civili, in eum vero qui recipiebat hereditatem ex senatus consulto Trebelliano tamquam in heredem. At si plus quam dodrantem vel etiam totam hereditatem restituere rogatus sit, locus erat Pegasiano senatus consulto, et heres, qui semel adierit hereditatem, si modo sua voluntate adierit, sive retinuerit quartam partem sive noluerit retinere, ipse universa onera hereditaria sustinebat. Sed quarta quidem retenta quasi partis et pro parte stipulationes interponebantur tanquam inter partiarum legatarium et heredem; si vero totam hereditatem restituerit, emptae et venditae hereditatis stipulationes interponebantur. Sed si recuset scriptus heres adire hereditatem ob id, quod dicat eam sibi suspectam esse quasi damnosam, cavetur Pegasiano senatus consulto, ut desiderante eo, cui restituere rogatus est, jussu praetoris adeat et restituat hereditatem perindeque ei et in eum qui recipit hereditatem actiones dentur, acsi juris est ex Trebelliano senatus consulto: quo casu nullis stipulationibus opus est, quia simul et huic qui restituit securitas datur et actiones hereditariae ei et in eum transferuntur qui recipit hereditatem, utroque senatus consulto in hac specie concurrente. 7. Sed quia stipulationes ex senatus consulto Pegasiano descendentes et ipsi antiquitati displicuerunt et quibusdam casibus captiosas eas homo excelsi ingenii Papinianus appellat et nobis in legibus magis simplicitas quam difficultas placet, ideo omnibus nobis suggestis tam similitudinibus quam differentiis utriusque senatus consulti placuit exploso senatus consulto Pegasiano, quod postea supervenit, omnem auctoritatem Trebelliano senatus consulto praestare, ut ex eo fideicommissariae hereditates restituantur, sive habeat heres ex voluntate testatoris quartam sive plus sive minus sive penitus nihil, ut tunc, quando vel nihil vel minus

quarta apud eum remaneat, liceat ei vel quartam vel quod deest ex nostra auctoritate retinere vel repetere solum, quasi ex Trebelliano senatus consulto pro rata portione actionibus tam in heredem quam in fideicommissarium competentibus. Si vero totam hereditatem sponte restituerit, omnes hereditariae actiones fideicommissario et adversus eum competunt. Sed etiam id, quod praecipuum Pegasiani senatus consulti fuerat, ut, quando recusabat heres scriptus sibi datam hereditatem adire, necessitas ei imponeretur totam hereditatem volenti fideicommissario restituere et omnes ad eum et contra eum transire actiones, et hoc transponimus ad senatus consultum Trebellianum, ut ex hoc solo et necessitas heredi imponatur, si ipso nolente adire fideicommissarius desiderat restitui sibi hereditatem, nullo nec damno nec commodo apud heredem manente. 8. ¹Nihil autem interest, utrum aliquis ex asse heres institutus aut totam hereditatem aut pro parte restituere rogatur, an ex parte heres institutus aut totam eam partem aut partis partem restituere rogatur; nam et hoc casu eadem observari praecipimus, quae in totius hereditatis restitutione diximus. 9. Si quis una aliqua re deducta sive praecepta, quae quartam continet, veluti fundo vel alia re rogatus sit restituere hereditatem, simili modo ex Trebelliano senatus consulto restitutio fiat, perinde ac si quarta parte retenta rogatus esset reliquam hereditatem restituere. Sed illud interest, quod altero casu, id est cum deducta sive praecepta aliqua re restituitur hereditas, in solidum ex eo senatus consulto actiones transferetur et res quae remanet apud heredem sine ullo onere hereditario apud eum manet quasi ex legato ei adquisita, altero vero casu, id est cum quarta parte retenta rogatus est heres restituere hereditatem et restituit, scindantur actiones et pro dodrante quidem transferantur ad fideicommissarium, pro quadrante remaneant apud heredem. Quin etiam licet in una re, qua deducta aut praecepta restituere aliquis hereditatem rogatus est, maxima pars hereditatis contineatur, aequae in solidum transferuntur actiones et secum deliberare debet is, cui restituitur hereditas, an expediat sibi restitui. Eadem scilicet interveniunt et si duabus pluribusve rebus deductis praeceptisve restituere hereditatem rogatus sit. Sed et si certa summa deducta praeceptave, quae quartam vel etiam maximam partem hereditatis continet, rogatus sit aliquis hereditatem restituere, idem juris est. Quae diximus de

eo qui ex asse heres institutus est, eadem transferimus et ad eum qui ex parte heres scriptus est.

10. Praeterea intestatus quoque moriturus potest rogare eum, ad quem bona sua vel legitimo jure vel honorario pertinere intellegit, ut hereditatem suam totam partemve ejus aut rem aliquam, veluti fundum hominem pecuniam, alicui restituat: cum alioquin legata nisi ex testamento non valeant. 11. Eum quoque, cui aliquid restituitur, potest rogare, ut id rursus alii totum aut pro parte vel etiam aliud aliquid restituat. 12. Et quia prima fideicommissorum cunabula a fide heredum pendent et tam nomen quam substantiam acceperunt et ideo divus Augustus ad necessitatem juris ea detraxit, nuper et nos eundem principem superare contendentes ex facto, quod Tribonianus vir excelsus quaestor sacri palatii suggestit, constitutionem¹ fecimus, per quam disposuimus: si testator fidei heredis sui commissit, ut vel hereditatem vel speciale fideicommissum restituat, et nequē ex scriptura neque ex quinque testium numero, qui in fideicommissis legitimus esse noscitur, res possit manifestari, sed vel pauciores quam quinque vel nemo penitus testis intervenerit, tunc sive pater heredis sive alius quicumque sit, qui fidem elegit heredis et ab eo aliquid restitui voluerit, si heres perfidia tentus adimplere fidem recusat negando rem ita esse subsecutam, si fideicommissarius jusjurandum ei detulerit, cum prius ipse de calumnia juraverit, necesse eum habere vel jusjurandum subire; quod nihil tale a testatore audivit, vel recusantem ad fideicommissi vel universitatis vel specialis solutionem coartari, ne depereat ultima voluntas testatoris fidei heredis commissa. Eadem observari censuimus et si a legatario vel fideicommissario aliquid similiter relictum sit. Quod si is, a quo relictum dicitur, confiteatur quidem aliquid a se relictum esse, sed ad legis suptilitatem decurrat, omnimodo cogendus est solve.

XXIII. DE SINGULIS REBUS PER FIDEICOMMISSUM RELICTIS².

³Potest autem quis etiam singulas res per fideicommissum relinquere, veluti fundum hominem vestem argentum pecuniam numeratam, et vel ipsum heredem rogare, ut alicui restituat, vel legatarium, quamvis a legatario legari non possit. 1. Potest autem non solum proprias testator res per fideicommissum relinquere, sed et heredis aut legatarii aut fideicommissarii aut cujuslibet alterius. Itaque et legatarius et fidei-

1. C., 6, 42, 32. — 2. Cf. Gaius, 2, 260 2.7. C., 6, 42. — 3. Gaius, 2, 260-265.

commissarius non solum de ea re rogari potest, ut eam alicui restituat, quae ei relicta sit, sed etiam de alia, sive ipsius sive aliena sit. Hoc solum observandum est, ne plus quisquam rogetur alicui restituere, quam ipse ex testamento ceperit; nam quod amplius est, inutiliter relinquitur. Cum autem aliena res per fideicommissum relinquitur, necesse est ei qui rogatus est aut ipsam redimere et praestare aut aestimationem ejus solvere. 2. Libertas quoque servo per fideicommissum dari potest, ut heres eum rogetur manumittere vel legatarius vel fideicommissarius. Nec interest, utrum de suo proprio servo testator roget, an de eo qui ipsius heredis aut legatarii vel etiam extranei sit. Itaque alienus servus redimi et manumitti debet: quod si dominus eum non vendat, si modo nihil ex iudicio ejus qui reliquit libertatem percepit, non statim extinguitur fideicommissaria libertas, sed differtur, quia possit tempore procedente, ubicumque occasio redimendi servi fuerit, praestari libertas.¹ Qui autem ex causa fideicommissi manumittitur, non testatoris fit libertus, etiamsi testatoris servus sit, sed ejus qui manumittit; at is, qui directo testamento liber esse jubetur, ipsius testatoris fit libertus, qui etiam orcinus appellatur. 'Nec alius ullus directo ex testamento libertatem habere potest, quam qui utroque tempore testatoris fuerit, et quo faceret testamentum et quo moreretur'. Directo autem libertas tunc dari videtur, cum non ab alio servum manumitti rogat, sed velut ex suo testamento libertatem ei competere vult. 3.² Verba autem fideicommissorum haec maxime in usu habeantur: PETO, ROGO, VOLO, MANDO, FIDEI TUAE COMMITTO, quae perinde singula firma sunt, atque si omnia in unum congesta essent'.

XXV. DE CODICILLIS³.

Ante Augusti tempora constat jus codicillorum non fuisse, sed primus Lucius Lentulus, ex cujus persona etiam fideicommissa coeperunt, codicillos introduxit. Nam cum decederet in Africa, scripsit codicillos testamento confirmatos, quibus ab Augusto petiit per fideicommissum, ut faceret aliquid: et cum divus Augustus voluntatem ejus impleset, deinceps reliqui auctoritatem ejus secuti fideicommissa praestabant et filia Lentuli legata, quae jure non debebat, solvit. Dicitur Augustus convocasse prudentes, inter quos Trebatium quoque, cujus tunc auctoritas maxima erat, et quaesisse, an possit hoc recipi nec absonans a juris ratione codicillorum usus esset: et Treba-

1. Gaius, 2, 266. — 2. Gaius, 2, 249. — 3. Cf. D., 29, 7. C., 6, 36.

tium suasisse Augusto, quod diceret utilissimum et necessarium hoc civibus esse propter magnas et longas peregrinationes, quae apud veteres fuissent, ubi, si quis testamentum facere non posset, tamen codicillos posset. Post quae tempora cum et Labeo codicillos fecisset, jam nemini dubium erat, quin codicilli jure optimo admitterentur.

1. Non tantum autem testamento facto potest quis codicillos facere, sed et intestatus quis decedens fideicommittere codicillis potest. Sed cum ante testamentum factum codicilli facti erant, Papinianus¹ ait non aliter vires habere, quam si speciali postea voluntate confirmentur. Sed divi Severus et Antoninus rescripserunt ex his codicillis qui testamentum praecedunt posse fideicommissum peti, si appareat eum, qui postea testamentum fecerat, a voluntate quam codicillis expresserat non recessisse. 2. Codicillis autem hereditas neque dari neque adimi potest, ne confundatur jus testamentorum et codicillorum, et ideo nec exhereditatio scribi. Directo autem hereditas codicillis neque dari neque adimi potest; nam per fideicommissum hereditas codicillis jure relinquitur.² Nec condicionem heredi instituto codicillis adjicere neque substituere directo potest. 3. Codicillos autem etiam plures quis facere potest; et nullam sollemnitatem ordinationis desiderant'.

LIBER TERTIUS.

I. DE HEREDITATIBUS QUAE AB INTESTATO DEFERUNTUR³.

Intestatus decedit, qui aut omnino testamentum non fecit aut non jure fecit aut id quod fecerat ruptum irritumve factum est aut nemo ex eo heres exilit.

1. ⁴Intestatorum autem hereditates ex lege duodecim tabularum primum ad suos heredes pertinent. 2. Sui autem heredes existimantur, ut et supra diximus⁵, qui in potestate morientis fuerunt: veluti filius filia, nepos neptisve ex filio, pronepos proneptisve ex nepote filio nato, prognatus prognatave. Nec interest, utrum naturales sunt liberi an adoptivi'. 2^a. Quibus connumerari necesse est etiam eos, qui ex legitimis quidem matrimoniis non sunt progeniti, curiis tamen civitatum dati secundum divalium constitutionum, quae super his positae sunt, tenorem suorum jura nanciscuntur: nec non eos, quos nostrae amplexae sunt constitutiones⁶, per quas jussimus, si

1. *D.*, 29, 7, 5. Papinian, *L. 7 resp.* — 2. Marcien, *L. 6 inst.*, (*D.*, 29, 7, 6, *pr.* 1). — 3. Cf. Gaius, 3, 18. *D.*, 38, 46. *C.*, 6, 55. — 4. Gaius, 3, 1-2. — 5. *D.* 19, 2. — 6. *C.*, 5, 27, 40-41.

quis mulierem in suo contubernio copulaverit non ab initio affectione maritali, eam tamen, cum qua poterat habere conjugium, et ex ea liberos sustulerit, postea vero affectione procedente etiam nuptialia instrumenta cum ea fecerit filiosque vel filias habuerit : non solum eos liberos, qui post dotem editi sunt, justos et in potestate esse patribus, sed etiam anteriores, qui et his qui postea nati sunt occasionem legitimi nominis praestiterunt : quod optinere censuimus, etiamsi non progeniti fuerunt post dotale instrumentum confectum liberi vel etiam nati ab hac luce subtracti fuerint. 2b. ¹Ita demum tamen nepos neptisve et pronepos proneptisve suorum heredum numero sunt, si praecedens persona desierit in potestate parentis esse, sive morte id acciderit sive alia ratione, veluti emancipatione ; nam si per id tempus, quo quis moreretur, filius in potestate ejus sit, nepos ex eo suus heres esse non potest. Idque et in ceteris deinceps liberorum personis dictum intellegimus. Postumi quoque, qui, si vivo parente nati essent, in potestate futuri forent, sui heredes sunt'. 3. Sui autem etiam ignorantes fiunt heredes et, licet furiosi sint, heredes possunt existere : quia quibus ex causis ignorantibus acquiritur nobis, ex his causis et furiosis adquiri potest. Et statim morte parentis quasi continuatur dominium : et ideo nec tutoris auctoritate opus est in pupillis, cum etiam ignorantibus acquiritur suis heredibus hereditas, nec curatoris consensu acquiritur furioso, sed ipso jure. 4. Interdum autem, licet in potestate mortis tempore suus heres non fuit, tamen suus heres parenti efficitur, veluti si ab hostibus quis reversus fuerit post mortem patris sui ; jus enim postliminii hoc facit. 5. Per contrarium evenit ut, licet quis in familia defuncti sit mortis tempore, tamen suus heres non fiat, veluti si post mortem suam pater judicatus fuerit reus perduellionis ac per hoc memoria ejus damnata fuerit ; suum enim heredem habere non potest, cum fiscus ei succedit. Sed potest dici ipso jure esse suum heredem, sed desinere. 6. ²Cum filius filiae et ex altero filio nepos neptisve extant, pariter ad hereditatem vocantur nec qui gradu proximior est ulteriorem excludit ; aequum enim esse videtur nepotes neptesque in patris sui locum succedere. Pari ratione et si nepos neptisque sit ex filio et ex nepote pronepos proneptisve, simul vocantur. Et quia placuit nepotes neptesque, item pronepotes proneptesque in parentis sui locum succedere, conveniens esse visum est non in capita, sed in stirpes hereditatem dividi, ut filius partem dimidiam hereditatis habeat et

1. Gaius, 3, 2. 4. — 2. Gaius, 3, 7. 8.

ex altero filio duo pluresve nepotes alteram dimidiam. Item si ex duobus filiis nepotes extant et ex altero unus forte aut duo, ex altero tres aut quattuor, ad unum aut duos dimidia pars pertinet, ad tres vel ad quattuor altera dimidia'. 7. Cum autem quaeritur, an quis suus heres existere potest, eo tempore quaerendum est, quo certum est aliquem sine testamento decessisse, quod accidit et destituito testamento. Hac ratione si filius exheredatus fuerit et extraneus heres institutus est, filio mortuo postea certum fuerit heredem institutum ex testamento non fieri heredem, aut quia noluit esse heres aut quia non potuit: nepos avo suus heres existet, quia quo tempore certum est intestatum decessisse patrem familias, solus invenitur nepos. Et hoc certum est. 8. Et licet post mortem avi natus sit, tamen avo vivo conceptus, mortuo patre ejus posteaque deserto avi testamento suus heres efficitur. Plane si et conceptus et natus fuerit post mortem avi, mortuo patre suo desertoque postea avi testamento suus heres avo non existit, quia nullo jure cognationis patrem suis patris tetigit. Sic nec ille est inter liberos avo, quem filius emancipatus adoptaverat. Hi autem cum non sunt quantum ad hereditatem liberi, neque bonorum possessionem petere possunt quasi proximi cognati. Haec de suis heredibus.

9. Emancipati autem liberi jure civili nihil juris habent; neque enim sui heredes sunt, quia in potestate esse desierunt parentis, neque alio ullo jure per legem duodecim tabularum vocantur. Sed praetor naturali aequitate motus dat eis bonorum possessionem unde liberi, perinde ac si in potestate parentis mortis tempore fuissent, sive soli sint sive cum suis heredibus concurrant. Itaque duobus liberis extantibus, emancipato et qui mortis tempore in potestate fuerit, sane quidem is qui in potestate fuerit solus jure civili heres est, id est solus suus heres est; sed cum emancipatus beneficio praetoris in partem admittitur, evenit ut suus heres pro parte heres fiat. 10. At hi, qui emancipati a parente in adoptionem se dederunt, non admittuntur ad bona naturalis patris quasi liberi, si modo cum is moreretur in adoptiva familia sint. Nam vivo eo emancipati ab adoptivo patre perinde admittuntur ad bona naturalis patris, ac si emancipati ab ipso essent nec unquam in adoptiva familia fuissent: et convenienter quod ad adoptivum patrem pertinet extraneorum loco esse incipiunt. Post mortem vero naturalis patris emancipati ab adoptivo et quantum ad hunc aequae extraneorum loco fiunt et quantum ad naturalis parentis bona pertinet nihilo magis liberorum gra-

dum nanciscuntur: quod ideo sic placuit, quia iniquum erat esse in potestate patris adoptivi, ad quos bona naturalis patris pertinerent, utrum ad liberos ejus an ad adgnatos. 11. Minus ergo juris habent adoptivi quam naturales. Namque naturales emancipati beneficio praetoris gradum liberorum retinent, licet jure civili perdunt, adoptivi vero emancipati et jure civili perdunt gradum liberorum et a praetore non adjuvantur. Et recte; naturalia enim jura civilis ratio peremere non potest nec, quia desinunt sui heredes esse, desinere possunt filii filiaeve aut nepotes neptesve esse, adoptivi vero emancipati extraneorum loco incipiunt esse, quia jus nomenque filii filiaeve, quod per adoptionem consecuti sunt, alia civili ratione, id est emancipatione, perdunt. 12. Eadem haec observantur et in ea bonorum possessione, quam contra tabulas testamenti parentis liberis praeteritis, id est neque heredibus institutis neque ut oportet exhereditatis praetor pollicetur. Nam eos quidem, qui in potestate parentis mortis tempore fuerunt, et emancipatos vocat praetor ad eam bonorum possessionem, eos vero, qui in adoptiva familia fuerunt per hoc tempus, quo naturalis parens moreretur, repellit. Item adoptivos liberos emancipatos ab adoptivo patre sicut ab intestato, ita longe minus contra tabulas testamenti ad bona ejus admittit, quia desinunt in liberorum numero esse. 13. Admonendi tamen sumus eos, qui in adoptiva familia sunt quive post mortem naturalis parentis ab adoptivo patre emancipati fuerint, intestato parente naturali mortuo licet ea parte edicti, qua liberi ad bonorum possessionem vocantur, non admittantur, alia tamen parte vocari, id est qua cognati defuncti vocantur. Ex qua parte ita admittuntur, si neque sui heredes liberi neque emancipati obstant neque adgnatus quidem ullus interveniat; ante enim praetor liberos vocat tam suos heredes quam emancipatos, deinde legitimos heredes, deinde proximos cognatos. 14. Sed ea omnia antiquitati quidem placuerunt, aliquam autem emendationem a nostra constitutione¹ acceperunt, quam super his personis posuimus, quae a patribus suis naturalibus in adoptionem aliis dantur. Invenimus etenim nonnullos casus, in quibus filii et naturalium parentum successionem propter adoptionem amittebant et adoptione facile per emancipationem soluta ad neutrius patris successionem vocabantur. Hoc solito more corrigentes constitutionem scripsimus, per quam definivimus, quando parens naturalis filium suum adoptandum alii dederit, integra omnia jura ita servari, atque si in patris na-

1. C., 8, 47 (48), 10.

turalis potestate permansisset nec penitus adoptio fuerit subsecuta : nisi in hoc tantummodo casu, ut possit ab intestato ad patris adoptivi venire successionem. Testamento autem ab eo facto neque jure civili neque praetorio aliquid ex hereditate ejus persequi potest neque contra tabulas honorum possessione agnita neque inofficiosi querella instituta, cum nec necessitas patri adoptivo imponitur vel heredem eum instituere vel exheredatum facere utpote nullo naturali vinculo copulatum. Neque si ex Afrianio¹ senatus consulto ex tribus maribus fuerit adoptatus ; nam et in hujusmodi casu neque quarta ei servatur nec ulla actio ad ejus persecutionem ei competit. Nostra autem constitutione exceptus est is, quem parens naturalis adoptandum suscepit ; utroque enim jure tam naturali quam legitimo in hanc personam concurrente pristina jura tali adoptioni servavimus, quemadmodum si pater familias sese dederit adrogandum. Quae specialiter et singillatim ex praefatae constitutionis tenore possunt colligi.

15. Item vetustas ex masculis progenitos plus diligens solos nepotes vel neptes, qui ex virili sexu descendunt, ad suorum vocabat successionem et juri adgnatorum eos anteponebat ; nepotes autem, qui ex filibus nati sunt, et pronepotes ex neptibus cognatorum loco numerans post adgnatorum lineam eos vocabat tam in avi vel proavi materni quam in aviae vel proaviae sive paternae sive maternae successionem. Divi autem principes² non passi sunt talem contra naturam injuriam sine competenti emendatione relinquere ; sed cum nepotis et pronepotis nomen commune est utrisque, qui tam ex masculis quam ex feminis descendunt, ideo eundem gradum et ordinem successionis eis donaverunt. Sed ut aliquid amplius sit eis, qui non solum naturae, sed etiam veteris juris suffragio muniuntur, portionem nepotum et neptium vel deinceps, de quibus supra diximus, paulo minuendam esse existimaverunt, ut minus tertiam partem acciperent, quam mater eorum vel avia fuerat acceptura, vel pater eorum vel avus paternus sive maternus, quando femina mortua sit cujus de hereditate agitur, hisque, licet soli sint, adeuntibus adgnatos minime vocabant. Et quemadmodum lex duodecim tabularum filio mortuo nepotes vel neptes vel pronepotes et proneptes in locum patris sui ad successionem avi vocat : ita et principalis dispositio³ in locum matris suae vel aviae eos cum jam designata partis tertiae deminutione vocat. 16. Sed nos, cum adhuc dubitatio

1. Krueger, avec la paraphrase des Institutes et les meilleurs mss. des Institutes et du Code. D'autres mss. suivis par Pellat, Giraud, Accarias 'Sabiniano'. — 2. C., 6, 53, 9. — 3. C., 6, 55, 9.

manebat inter adgnatos et memoratos nepotes, partem quartam defuncti substantiae adgnatis sibi vindicantibus ex cujusdam constitutionis auctoritate, memoratam quidem constitutionem a nostro codice segregavimus neque inseri eam ex Theodosiano codice in eo concessimus. Nostra autem constitutione¹ promulgata toti juri ejus derogatum est : et sanximus talibus nepotibus ex filia vel pronep otibus ex nepte et deinceps superstitibus adgnatos nullam partem mortui successionis sibi vindicare, ne hi, qui ex transversa linea veniunt, potiores his habeantur, qui recto jure descendunt. Quam constitutionem nostram optinere secundum sui vigorem et tempora et nunc sancimus : ita tamen ut, quemadmodum inter filios et nepotes ex filio antiquitas statuit non in capita sed in stirpes dividi hereditatem, similiter nos inter filios et nepotes ex filia distributionem fieri jubemus, vel inter omnes nepotes et neptes et alias deinceps personas, ut utraque progenies matris suae vel patris, aviae vel avi portionem sine ulla deminutione consequantur, ut, si forte unus vel duo ex una parte, ex altera tres aut quattuor extent, unus aut duo dimidiam, alteri tres aut quattuor alteram dimidiam hereditatis habeant.

II. DE LEGITIMA ADGNATORUM SUCCESSIONE².

Si nemo suus heres vel eorum, quos inter suos heredes praetor vel constitutiones vocant, extat et successionem quoquo modo amplectatur, tunc ex lege duodecim tabularum ad adgnatum proximum hereditas pertinet. 1. Sunt autem adgnati, ut primo quoque libro³ tradidimus, cognati per virilis sexus personas cognatione juncti, quasi a patre cognati. 4. Itaque eodem patre nati fratres adgnati sibi sunt, qui et consanguinei vocantur, nec requiritur, an etiam eandem matrem habuerint. Item patruus fratris filio et invicem is illi adgnatus est. Eodem numero sunt fratres patruales, id est qui ex duobus fratribus procreati sunt, qui etiam consobrini vocantur. Qua ratione etiam ad plures gradus adgnationis pervenire poterimus. Hi quoque, qui post mortem patris nascuntur, nanciscuntur consanguinitatis jura. 5. Non tamen omnibus simul adgnatis dat lex hereditatem, sed his, qui tunc proximo gradu sunt, cum certum esse coeperit aliquem intestatum dececisse. 2. Per adoptionem quoque adgnationis jus consistit, veluti inter filios naturales et eos, quos pater eorum adoptavit (nec dubium est, quin proprie consanguinei appellentur) : item si quis

1. C., 6, 55, 12. — 2. Cf. Gaius, 3, 9-10, 23-30. D., 38, 7. 16. C., 6, 15, 55. — 3. 1, 15, 1. — 4. Gaius, 3, 10. — 5. Gaius, 3, 11.

ex ceteris adgnatis tuis, veluti frater aut patruus aut denique is qui longiore gradu est, aliquem adoptaverit, adgnatos inter suos¹ esse non dubitatur. 3. Ceterum inter masculos quidem adgnationis jure hereditas etiam longissimo gradu ultro citroque capitur. Quod ad feminas vero ita placebat, ut ipsae consanguinitatis jure tantum capiant hereditatem, si sorores sint, ulterius non capiant, masculi vero ad earum hereditates, etiam si longissimo gradu sint, admittantur. Qua de causa fratris tui aut patris tui filiae vel amitae tuae hereditas ad te pertinet, tua vero ad illas non pertinebat. Quod ideo ita constitutum erat, quia commodius videbatur ita jura constitui, ut plerumque hereditates ad masculos confluerent. Sed quia sane iniquum erat in universum eas quasi extraneas repelli, praetor eas ad bonorum possessionem admittit ea parte, qua proximitatis nomine bonorum possessionem pollicetur: ex qua parte ita scilicet admittuntur, si neque adgnatus ullus nec proximior cognatus interveniat. 3^a. Et haec quidem lex duodecim tabularum nullo modo introduxit, sed simplicitatem legibus amicam amplexa simili modo omnes adgnatos sive masculos sive feminas cujuscumque gradus ad similitudinem suorum invicem ad successionem vocabat: media autem jurisprudentia, quae erat lege quidem duodecim tabularum junior, imperiali autem dispositione anterior, subtilitate quadam excogitata praefatam differentiam inducebat et penitus eas a successione adgnatorum repellebat, omni alia successione incognita, donec praetores, paulatim asperitatem juris civilis corrigentes sive quod deest adimplentes, humano proposito alium ordinem suis edictis addiderunt et cognationis linea proximitatis nomine introducta per bonorum possessionem eas adjuvabant et pollicebantur his bonorum possessionem, quae unde cognati appellatur. 3^b. Nos vero legem duodecim tabularum sequentes et ejus vestigia in hac parte conservantes laudamus quidem praetores suae humanitatis, non tamen eos in plenum causae mederi invenimus; quare etenim uno eodemque gradu naturali concurrente et adgnationis titulis tam in masculis quam in feminis aequa lance constitutis masculis quidem dabatur ad successionem venire omnium adgnatorum, ex adgnatis autem mulieribus nullis penitus nisi soli sorori ad adgnatorum successionem patebat aditus? Ideo in plenum omnia reducentes et ad jus duodecim tabularum eandem dispositionem exaequantem nostra constitutione² sanximus omnes

1. Krueger, d'après la paraphrase: 'adgnatos vos' ou 'adgnationem inter vos'.

— 2. C., 6, 58, 14.

legitimas personas, id est per virilem sexum descendentes, sive masculini sive feminini generis sunt, simili modo ad jura successionis legitimae ab intestato vocari secundum gradus sui praerogativam nec ideo excludendas, quia consanguinitatis jura sicuti germanae non habent. 4. Hoc etiam addendum nostrae constitutioni existimavimus, ut transferatur unus tantummodo gradus a jure cognationis in legitimam successionem, ut non solum fratris filius et filia secundum quod jam definivimus ad successionem patru sui vocentur, sed etiam germanae consanguineae vel sororis uterinae filius et filia soli et non deinceps personae una cum his ad jura avunculi sui perveniant et mortuo eo, qui patruus quidem est fratris sui filii, avunculus autem sororis suae suboli, simili modo ab utroque latere succedant, tamquam si omnes ex masculis descendentes legitimo jure veniant, scilicet ubi frater et soror superstites non sunt (his etenim personis praecedentibus et successionem admittentibus ceteri gradus remanent penitus semoti) : videlicet hereditate non ad stirpes, sed in capita dividenda. 5. Si plures sint gradus adgnatorum, aperte lex duodecim tabularum proximum vocat : itaque si verbi gratia sit frater defuncti et alterius fratris filius aut patruus, frater potior habetur. Et quamvis singulari numero usa lex proximum vocet, tamen dubium non est, quin et, si plures sint ejusdem gradus, omnes admittantur ; nam et proprie proximus ex pluribus gradibus intellegitur et tamen dubium non est, quin, licet unus sit gradus adgnatorum, pertineat ad eos hereditas. 6. Proximus autem, si quidem nullo testamento facto quisque decesserit, per hoc tempus requiritur, quo mortuus est is cujus de hereditate quaeritur. Quod si facto testamento quisquam decesserit, per hoc tempus requiritur, quo certum esse coeperit nullum ex testamento heredem extaturum ; tum enim proprie quisque intellegitur intestatus decessisse. Quod quidem aliquando longo tempore declaratur : in quo spatio temporis saepe accidit, ut proximior mortuo proximus esse incipiat, qui moriente testatore non erat proximus. 7. Placebat autem in eo genere percipiendarum hereditatum successionem non esse, id est ut, quamvis proximus, qui secundum ea quae diximus vocatur ad hereditatem, aut spreverit hereditatem aut antequam adeat decesserit, nihilo magis legitimo jure sequentes admittuntur. Quod iterum praetores imperfecto jure corrigentes non in totum sine adminiculo relinquebant, sed ex cognatorum ordine eos vocabant, utpote adgnationis jure eis recluso. Sed nos nihil deesse per-

fectissimo juri cupientes nostra constitutione¹ sanximus, quam de jure patronatus humanitate suggerente protulimus, successionem in adgnatorum hereditatibus non esse eis denegandam, cum satis absurdum erat, quod cognatis a praetore apertum est, hoc adgnatis esse reclusum, maxime cum in onere quidem tutelarum et primo gradu deficiente sequens succedit et, quod in onere optinebat, non erat in lucro permissum.

8. Ad legitimam successionem nihilo minus vocatur etiam parens, qui contracta fiducia filium vel filiam, nepotem vel neptem ac deinceps emancipat. Quod ex nostra constitutione² omnimodo inducitur, ut emancipationes liberorum semper videantur contracta fiducia fieri, cum apud antiquos non aliter hoc optinebat, nisi specialiter contracta fiducia parens manumisisset.

III. DE SENATUS CONSULTO TERTULLIANO³.

Lex duodecim tabularum ita stricto jure utebatur et praeponebat masculorum progeniem et eos, qui per feminini sexus necessitudinem sibi junguntur, adeo expellebat, ut ne quidem inter matrem et filium filiamve ultro citroque hereditatis capiendae jus daret, nisi quod praetores ex proximitate cognatorum eas personas ad successionem bonorum possessione *unde cognati* accommodata vocabant. 1. Sed hae juri angustiae postea emendatae sunt. Et primus quidem divus Claudius matri ad solacium liberorum amissorum legitimam eorum detulit hereditatem. 2. Postea autem senatus consulto Tertulliano, quod divi Hadriani temporibus factum est, plenissime de tristi successione matri, non etiam aviae deferenda cautum est: ut mater ingenua trium liberorum jus habens, libertina quattuor ad bona filiorum filiarumve admittatur intestatorum mortuorum, licet in potestate parentis est, ut scilicet, cum alieno juri subjecta est, jussu ejus adeat, cujus juri subjecta est. 3. Praeferruntur autem matri liberi defuncti, qui sui sunt quive suorum loco, sive primi gradus sive ulterioris. Sed et filiae suae mortuae filius vel filia opponitur ex constitutionibus matri defunctae, id est aviae suae. Pater quoque utriusque, non etiam avus vel proavus matri anteponitur, scilicet cum inter eos solos de hereditate agitur. Frater autem consanguineus tam filii quam filiae excludebat matrem; soror autem consanguinea pariter cum matre admittebatur; sed si fuerat frater et soror consanguinei et mater liberis honorata, frater quidem matrem excludebat, communis autem erat hereditas ex aequis

1. C., 6, 4, 4, 20. — 2. C., 8, 48 (49), 6. — 3. Cf. Gaius, 3, 24. 33. D., 38, 17. C., 6, 56.

partibus fratri et sorori. 4. Sed nos constitutione¹, quam in codice nostro nomine decorato posuimus, matri subveniendum esse existimavimus, respicientes ad naturam et puerperium et periculum et saepe mortem ex hoc casu matribus illatam. Ideoque impium esse credidimus casum fortuitum in ejus admitti detrimentum; si enim ingenua ter vel libertina quater non peperit, immerito defraudabatur successione suorum liberorum: quid enim peccavit, si non plures, sed paucos pepererit? Et dedimus jus legitimum plenum matribus sive ingenuis sive libertinis, etsi non ter enixae fuerint vel quater, sed eum tantum vel eam, qui quaeve morte intercepti sunt, ut et sic vocentur in liberorum suorum legitimam successionem. 5. Sed cum antea constitutiones jura legitima perscrutantes partim matrem adjuvabant, partim eam praegravabant et non in solidum eam vocabant, sed in quibusdam casibus tertiam partem ei abstrahentes certis legitimis dabant personis, in aliis autem contrarium faciebant: nobis² visum est recta et simplici via matrem omnibus legitimis personis anteponi et sine ulla deminutione filiorum suorum successionem accipere, excepta fratris et sororis persona, sive consanguinei sint sive sola cognationis jura habentes, ut quemadmodum eam toto alio ordini legitimo praeposuimus, ita omnes fratres et sorores, sive legitimi sint sive non, ad capiendas hereditates simul vocemus, ita tamen ut, si quidem solae sorores cognatae vel adgnatae et mater defuncti vel defunctae supersint, dimidiam quidem mater, alteram vero dimidiam partem omnes sorores habeant, si vero matre superstite et fratre vel fratribus solis vel etiam cum sororibus sive legitima sive sola cognationis jura habentibus intestatus quis vel intestata moriatur, in capita distribuatur ejus hereditas. 6. Sed quemadmodum nos matribus prospeximus, ita eas oportet suae suboli consulere: scituris eis, quod, si tutores liberis non petierint vel in locum remoti vel excusati intra annum petere neglexerint, ab eorum impuberum morientium successione merito repellentur. 7. Licet autem vulgo quaesitus sit filius filiae, potest ad bona ejus mater ex Tertulliano senatus consulto admitti.

III. DE SENATUS CONSULTO ORFITIANO³.

Per contrarium autem ut liberi ad bona matrum intestatarum admittantur, senatus consulto Orfitiano effectum est,

1. C., 8, 58 (59), 2. — 2. C., 6, 56, 7. — 3. Cf. D., 38, 17. C., 6, 57.

quod latum est Orfito et Rufo consulibus¹, divi Marci temporibus. Et data est tam filio quam filiae legitima hereditas, etiamsi alieno juri subjecti sunt: et praeferuntur et consanguineis et adgnatis defunctae matris. 1. Sed cum ex hoc senatus consulto nepotes ad aviae successionem legitimo jure non vocabantur, postea hoc constitutionibus principalibus² emendatum est, ut ad similitudinem filiorum filiarumque et nepotes et neptes vocentur. 2. Sciendum autem est hujusmodi successiones, quae a Tertulliano et Orfitiano deferuntur, capitis deminutione non peremi propter illam regulam, qua novae hereditates legitimae capitis deminutione non pereunt, sed illae solae quae ex lege duodecim tabularum deferuntur. 3. Novissime sciendum est etiam illos liberos, qui vulgo quaesiti sunt, ad matris hereditatem ex hoc senatus consulto admitti.

4. ³Si ex pluribus legitimis heredibus quidam omiserint hereditatem vel morte vel alia causa impediti fuerint quominus adeant, reliquis qui adierint ad crescit illorum portio et, licet ante decesserint qui adierint, ad heredes tamen eorum pertinet'.

V. DE SUCCESSIONE COGNATORUM⁴.

Post suos heredes eosque, quos inter suos heredes praetor et constitutiones vocant, et post legitimos (quo numero sunt adgnati et hi, quos in locum adgnatorum tam supra dicta senatus consulta quam nostra erexit constitutio) proximos cognatos praetor vocat. 1. Qua parte naturalis cognatio spectatur. Nam adgnati capite deminuti quique ex his progeniti sunt ex lege duodecim tabularum inter legitimos non habentur, sed a praetore tertio ordine vocantur, exceptis solis tantummodo fratre et sorore emancipatis, non etiam liberis eorum, quos lex Anastasiana⁵ cum fratribus integri juris constitutis vocat quidem ad legitimam fratris hereditatem sive sororis, non aequis tamen partibus, sed cum aliqua deminutione, quam facile est ex ipsius constitutionis verbis colligere, aliis vero adgnatis inferioris gradus, licet capitis deminutionem passi non sunt, tamen eos anteponit et procul dubio cognatis. 2 (1). Hos etiam, qui per feminini sexus personas ex transverso cognatione junguntur, tertio gradu proximitatis nomine praetor ad successionem vocat. 3 (2). ⁶Liberi quoque, qui in adoptiva familia sunt, ad naturalium parentum hereditatem hoc eodem gradu vocantur'. 4 (3). Vulgo quaesitos nullum habere adgna-

1. An 178 après J.-C. — 2. C., 6, 55, 9. — 3. Marcien, L. 5 inst. (D.), 33, 16, 9). — 4. Cf. Gaius, 3, 21. §4. 27-31. D., 39, 8. C., 6, 15. — 5. Non repr. dante dans a 2^e éd. du Code; cf. C., 5, 70, 5. — 6. Gaius, 3, 31.

tum manifestum est, cum adgnatio a patre, cognatio sit a matre, hi autem nullum patrem habere intelleguntur. Eadem ratione nec inter se quidem possunt videri consanguinei esse, quia consanguinitatis jus species est adgnationis: tantum igitur cognati sunt sibi, sicut et matris cognatis. Itaque omnibus istis ea parte competit bonorum possessio, qua proximitatis nomine cognati vocantur. 5 (4). Hoc loco et illud necessario admonendi sumus adgnationis quidem jure admitti aliquem ad hereditatem et si decimo gradu sit, sive de lege duodecim tabularum quaeramus, sive de edicto quo praetor legitimis heredibus daturum se bonorum possessionem pollicetur. Proximitatis vero nomine his solis praetor promittit bonorum possessionem, qui usque ad sextum gradum cognationis sunt, et ex septimo a sobrino sobrinaque nato nataeve.

VI. DE GRADIBUS COGNATIONIS¹.

Hoc loco necessarium est exponere, quemadmodum gradus cognationis numerentur. Qua in re inprimis admonendi sumus cognationem aliam supra numerari, aliam infra, aliam ex transverso, quae etiam a latere dicitur. Superior cognatio est parentium, inferior liberorum, ex transverso fratrum sororumve eorumque, qui ex his progenerantur, et convenienter patruus amitae avunculi materterae. Et superior quidem et inferior cognatio a primo gradu incipit; at ea, quae ex transverso numeratur, a secundo. 1. ²Primo gradu est supra pater mater, infra filius filia. 2. Secundo supra avus avia, infra nepos neptis, ex transverso frater soror. 3. Tertio supra proavus proavia, infra pronepos proneptis, ex transverso fratris sororisque filius filia et convenienter patruus amita avunculus matertera. Patruus est patris frater, qui Graece *πάτερως* vocatur: avunculus est matris frater, qui apud Graecos proprie *μῆτρως* appellatur: et promiscue *θεῖος* dicitur. Amita est patris soror, matertera vero matris soror: utraque *θεῖα* vel apud quosdam *τῆθις* appellatur. 4. Quarto gradu supra abavus abavia, infra abnepos abneptis, ex transverso fratris sororisque nepos neptis et convenienter patruus magnus amita magna (id est avi frater et soror), item avunculus magnus matertera magna (id est aviae frater et soror), consobrinus consobrina (id est qui quaeve ex fratribus aut sororibus progenerantur). Sed quidam recte consobrinos eos proprie putant dici, qui ex duabus sororibus progenerantur, quasi consororinos: eos vero, qui ex duobus fra-

1. Cf. D., 38, 10. — 2. Cf. D., 38, 10, 1, 3-7. Gaius, L. 8 ad ed. prov.

tribus prognerantur, proprie fratres patruales vocari (si autem ex duobus fratribus filiae nascantur, sorores patruales appellantur): at eos, qui ex fratre et sorore propagantur, amitinos proprie dici (amitae tuae filii consobrinum te appellant, tu illos amitinos). 5. Quinto supra atavus atavia, infra adnepos adneptis, ex transverso fratris sororisque pronepos proneptis et convenienter propatruus proamita (id est proavi frater et soror), proavunculus promatertera (id est proaviae frater et soror), item fratris patruelis sororis patruelis, consobrini et consobrinae, amitini amitinae filius filia, proprior sobrinus sobrina (hi sunt patrum magni amitae magnae avunculi magni matertera magna filius filia). 6. Sexto gradu sunt supra tritavus tritavia, infra trinepos trineptis, ex transverso fratris sororisque abnepos abneptis et convenienter abpatruus abamita (id est abavi frater et soror) abavunculus abmatertera (id est abaviae frater et soror), item sobrini sobrinaeque (id est qui quaeve ex fratribus vel sororibus patruelibus vel consobrinis vel amitinis prognerantur). 7. Hactenus ostendisse sufficiet, quemadmodum gradus cognationis numerentur. Namque ex his palam est intellegere, quemadmodum ulterius quoque gradus numerare debemus: quippe semper generata quaeque persona gradum adjiciat, ut longe facilius sit respondere, quoto quisque gradu sit, quam propria cognationis appellatione quemquam denotare. 8. Adgnationis quoque gradus eodem modo numerantur. 9. Sed cum magis veritas oculata fide quam per aures animis hominum infigitur, ideo necessarium duximus post narrationem graduum etiam eos praesenti libro inscribi, quatenus possint et auribus et inspectione adulescentes perfectissimam graduum doctrinam adipisci³.

10. Illud certum est ad serviles cognationes illam partem edicti, qua proximitatis nomine bonorum possessio promittitur, non pertinere; nam nec ulla antiqua lege talis cognatio computabatur. Sed nostra constitutione², quam pro jure patronatus fecimus (quod jus usque ad nostra tempora satis obscurum atque nube plenum et undique confusum fuerat) et hoc humanitate suggerente concessimus, ut si quis in servili consortio constitutus liberum vel liberos habuerit sive ex libera sive servilis condicionis muliere, vel contra serva mulier ex libero vel servo habuerit liberos cujuscumque sexus, et ad

1. Cf. D., 38, 10, 3, pr. Gaius, l. c. — 2. Le tableau annoncé fait défaut. M. Max Conrat croit l'avoir retrouvé dans le tableau du manuscrit de Paris, lat. 1448, *Lex canonice compta*, f. 113^r reproduit et commenté par lui, *Geschichte der Quellen und Litteratur des römischen Rechts im früheren Mittelalter*, 1, 1891, pp. 631-639. — 3. C., 6, 4, 4, 10-11.

libertatem his pervenientibus et hi, qui ex servili ventre nati sunt, libertatem meruerunt, vel dum mulieres liberae erant, ipse in servitatem abierunt et postea ad libertatem pervenerunt, ut hi omnes ad successionem vel patris vel matris veniant, patronatus jure in hac parte sopito; hos enim liberos non solum in suorum parentum successionem, sed etiam alterum in alterius mutuam successionem vocavimus, ex illa lege specialiter eos vocantes, sive soli inveniantur qui in servitute nati et postea manumissi sunt, sive una cum aliis, qui post libertatem parentum concepti sunt sive ex eadem matre vel eodem patre sive ex aliis nuptiis, ad similitudinem eorum qui ex justis nuptiis procreati sunt.

11. Repetitis itaque omnibus quae jam tradidimus apparet non semper eos, qui parem gradum cognationis optinent, pariter vocari eoque amplius nec eum quidem, qui proximior sit cognatus, semper potiozem esse. Cum enim prima causa sit suorum heredum quosque inter suos heredes jam enumeravimus, apparet pronepotem vel abnepotem defuncti potiozem esse quam fratrem aut patrem matremque defuncti, cum alioquin pater quidem et mater, ut supra quoque tradidimus, primum gradum cognationis optineant, frater vero secundum, pronepos autem tertio gradu sit cognatus et abnepos quarto; nec interest, in potestate morientis fuerit an non fuerit, quod vel emancipatus vel ex emancipato aut ex feminino sexu propagatus est. 12. Amotis quoque suis heredibus quosque inter suos heredes vocari diximus, adgnatus, qui integrum jus adgnationis habet, etiamsi longissimo gradu sit, plerumque potior habetur quam proximior cognatus; nam patris nepos vel pronepos avunculo vel materterae praefertur. Totiens igitur dicimus aut potiozem haberi eum qui proximiozem gradum cognationis optinet, aut pariter vocari eos qui cognati sint, quotiens neque suorum heredum jure quique inter suos heredes sunt neque adgnationis jure aliquis praeferrí debeat secundum ea quae tradidimus, exceptis fratre et sorore emancipatis, qui ad successionem fratrum vel sororum vocantur, qui et si capite deminuti sunt, tamen praeferruntur ceteris ulterioris gradus adgnatis.

VII. DE SUCCESSIONE LIBERTORUM¹.

²Nunc de libertorum bonis videamus. Olim itaque licebat liberto patronum suum impune testamento praetefire; nam ita demum *lex duodecim tabularum* ad hereditatem liberti

1. Cf. *Gaius*, 3, 39-76. *D.*, 38, 2. *C.*, 0, 4, 13. — 2. *Gaius*, 3, 39-42.

vocabat patronum, si intestatus mortuus esset libertus nullo suo herede relicto. Itaque intestato quoque mortuo liberto, si is suum heredem reliquisset, nihil in bonis ejus patrono jus erat. Et si quidem ex naturalibus liberis aliquem suum heredem reliquisset, nulla videbatur querella, si vero adoptivus filius esset, aperte iniquum erat nihil juris patrono superesse. 1. Qua de causa postea praetoris edicto haec juris iniquitas emendata est. Sive enim faciebat testamentum libertus, jubebatur ita testari, ut patrono partem dimidiam bonorum suorum relinqueret: et si aut nihil aut minus partis dimidiae reliquerat, dabatur patrono contra tabulas testamenti partis dimidiae bonorum possessio. Si vero intestatus moriebatur suo herede relicto filio adoptivo, dabatur aequae patrono contra hunc suum heredem partis dimidiae bonorum possessio. Prodesse autem liberto solebant ad excludendum patronum naturales liberi, non solum quos in potestate mortis tempore habebat, sed etiam emancipati et in adoptionem dati, si modo ex aliqua parte heredes scripti erant aut praeteriti contra tabulas bonorum possessionem ex edicto petierant; nam exhereditati nullo modo repellebant patronum. 2. Postea lege Papia adaucta sunt jura patronorum, qui locupletiores libertos habebant. Cautum est enim, ut ex bonis ejus, qui sestertiorum centum milium patrimonium reliquerit et pauciores quam tres liberos habebat, sive is testamento facto sive intestato mortuus erat, virilis pars patrono debebatur. Itaque cum unum filium filiamve heredem reliquerit libertus, perinde pars dimidia patrono debebatur, ac si is sine ullo filio filiave decisset: cum duos duasve heredes reliquerat, tertia pars debebatur patrono: si tres reliquerat, repellebatur patronus'. 3. Sed nostra constitutio¹, quam pro omnium notione Graeca lingua compendioso tractatu habito composuimus, ita hujusmodi causas definivit, ut si quidem libertus vel liberta minores centenariis sint, id est minus centum aureis habeant substantiam (sic enim legis Papiae summam interpretati sumus, ut pro mille sestertiis unus aureus computetur), nullum locum habeat patronus in eorum successionem, si tamen testamentum fecerint. Sin autem intestati decesserint nullo liberorum relicto, tunc patronatus jus, quod erat ex lege duodecim tabularum, integrum reservavit. Cum vero majores centenariis sint, si heredes vel bonorum possessores liberos habeant sive unum sive plures cujuscumque sexus vel gradus, ad eos successionem parentum deduximus, omnibus patronis una cum sua progenie

1. C., 6, 4, 4.

semotis. Sin autem sine liberis decesserint, si quidem intestati, ad omnem hereditatem patronos patronasque vocavimus; si vero testamentum quidem fecerint, patronos autem vel patronas praeterierint, cum nullos liberos haberent vel habentes eos exheredaverint, vel mater sive avus maternus eos praeterierit, ita ut non possint argui inofficiosa eorum testamenta: tunc ex nostra constitutione per bonorum possessionem contra tabulas non dimidiam, ut ante, sed tertiam partem bonorum liberti consequantur, vel quod deest eis ex constitutione nostra repleatur, si quando minus tertia parte bonorum suorum libertus vel liberta eis reliquerint, ita sine onere, ut nec liberis liberti libertaevae ex ea parte legata vel fideicommissa praestentur, sed ad coheredes hoc onus redundaret: multis aliis casibus a nobis in praefata constitutione congregatis, quos necessarios esse ad hujusmodi juris dispositionem perspeximus: ut tam patroni patronaeque quam liberi eorum nec non qui ex transverso latere veniunt usque ad quintum gradum ad successionem libertorum vocentur, sicut ex ea constitutione intellegendum est: ut si ejusdem patroni vel patronae vel duorum duarum pluriumve sint liberi, qui proximior est, ad liberti seu libertae vocetur successionem et in capita, non in stirpes dividatur successio, eodem modo et in his qui ex transverso latere veniunt servando. Paene enim consonantia jura ingenuitatis et libertinitatis in successionebus fecimus. 4. Sed haec de his libertinis hodie dicenda sunt, qui in civitatem Romanam pervenerunt, cum nec sunt alii liberti simul et dediticiis et Latinis sublatis, cum Latinorum legitimaes successiones nullae penitus erant, qui licet ut liberi vitam suam peragebant, attamen ipso ultimo spiritu simul animam atque libertatem amittebant, et quasi servorum ita bona eorum jure quodammodo peculii ex lege Junia manumissores detinebant. Postea vero senatus consulto Largiano cautum fuerat, ut liberi manumissoris non nominatim exheredati facti extraneis heredibus eorum in bonis Latinorum praeponerentur. Quibus supervenit etiam divi Trajani edictum, quod eundem hominem, si invito vel ignorante patrono ad civitatem venire ex beneficio principis festinavit, faciebat vivum quidem civem Romanum, Latinum autem morientem. Sed nostra constitutione¹ propter hujusmodi condicionum vices et alias difficultates cum ipsis Latinis etiam legem Juniam et senatus consultum Largianum et edictum divi Trajani in perpetuum deleri censuimus. ut omnes liberti civitate Romana fruantur, et mirabili modo

1. C., 7, 6, 1.

quibusdam adjectionibus ipsas vias, quae in Latinitatem ducebant, ad civitatem Romanam capiendam transposuimus.

VIII. DE ADSIGNATIONE LIBERTORUM¹.

In summa quod ad bona libertorum admonendi sumus senatum censuisse, ut quamvis ad omnes patroni liberos, qui ejusdem gradus sint, aequaliter bona libertorum pertineant, tamen liceret parenti uni ex liberis adsignare libertum, ut post mortem ejus solus is patronus habeatur, cui adsignatus est, et ceteri liberi, qui ipsi quoque ad eadem bona nulla adsignatione interveniente pariter admitterentur, nihil juris in his bonis habeant. Sed ita demum pristinum jus recipiunt, si is cui adsignatus est decesserit nullis liberis relictis. 1. Nec tantum libertum, sed etiam libertam, et non tantum filio nepotivae, sed etiam filiae neptivae adsignare permittitur. 2. Datur autem haec adsignandi facultas ei, qui duos pluresve liberos in potestate habebit, ut eis, quos in potestate habet, adsignare ei libertum libertamve liceat. Unde quaerebatur, si eum cui adsignaverit postea emancipaverit, num evanescat adsignatio? Sed placuit evanescere, quod et Juliano et aliis plerisque visum est. 3. Nec interest, testamento quis adsignet an sine testamento: sed etiam quibuscumque verbis hoc patronis permittitur facere ex ipso senatus consulto, quod Claudianis temporibus factum est Suillo² Rufo et Ostorio Scapula consulibus³.

VIII. DE BONORUM POSSESSIONIBUS⁴.

Jus bonorum possessionis introductum est a praetore emendandi veteris juris gratia. Nec solum in intestatorum hereditatibus vetus jus eo modo praetor emendavit, sicut supra dictum est, sed in eorum quoque, qui testamento facto decesserint. Nam si alienus postumus heres fuerit institutus, quamvis hereditatem jure civili adire non poterat, cum institutio non valebat, honorario tamen jure bonorum possessor efficiebatur, videlicet cum a praetore adjuvabatur; sed et hic e nostra constitutione⁵ hodie recte heres instituitur, quasi et jure civili non incognitus. 1. ⁶Aliquando tamen neque emendandi neque impugnandi veteris juris, sed magis confirmandi gratia pollicetur bonorum possessionem. Nam illis quoque, qui recte facto testamento heredes instituti sunt, dat secundum tabulas bonorum possessionem: item ab intestato suos heredes et agnatos

1. Cf. *D.*, 38, 4. — 2. *D.*, 38, 4, 1, *pr.*: 'Velleo'; cf. Mommsen, dans Bruns, p. 186. — 3. Entre 41 et 47 après J.-C. — 4. Cf. Gaius, 3, 25-38. *D.*, 37, 1-13 *C.*, 6, 9-20. — 5. *C.*, 6, 48, 1. — 6. Gaius, 3, 33 b. 34.

ad bonorum possessionem vocat; sed et remota quoque bonorum possessione ad eos hereditas pertinet jure civili. 2. 'Quos autem praetor solus vocat ad hereditatem, heredes quidem ipso jure non fiunt (nam praetor heredem facere non potest; per legem enim tantum vel similem juris constitutionem heredes fiunt, veluti per senatus consultum et constitutiones principales), sed cum eis praetor dat bonorum possessionem, loco heredum constituuntur et vocantur bonorum possessores. Adhuc autem et alios complures gradus praetor fecit in bonorum possessionibus dandis, dum id agebat, ne quis sine successore moriatur'; nam angustissimis finibus constitutum per legem duodecim tabularum jus percipiendarum hereditatum praetor ex bono et aequo dilatavit. 3. Sunt autem bonorum possessiones ex testamento quidem hae. Prima, quae praeteritis liberis datur vocaturque *CONTRA TABULAS*. Secunda, quam omnibus jure scriptis heredibus praetor pollicetur ideoque vocatur *SECUNDUM TABULAS*. Et cum de testamentis prius locutus est, ad intestatos transitum fecit. Et primo loco suis heredibus et his, qui ex edicto praetoris suis connumerantur, dat bonorum possessionem quae vocatur *UNDE LIBERI*. Secundo legitimis heredibus. Tertio decem personis, quas extraneo manumissori praeferebat (sunt autem decem personae hae: pater mater avus avia tam paterni quam materni, item filius filia, nepos neptis tam ex filio quam ex filia, frater soror sive consanguinei sive uterini). Quarto cognatis proximis. Quinto *TUM QUAM EX FAMILIA*. Sexto patrono et patronae liberisque eorum et parentibus. Septimo viro et uxori. Octavo cognatis manumissoris. 4. Sed eas quidem praetoria induxit jurisdictio. Nobis tamen nihil incuriosum praetermissum est, sed nostris constitutionibus omnia corrigentes *CONTRA TABULAS* quidem et *SECUNDUM TABULAS* bonorum possessiones admisimus utpote necessarias constitutas, nec non ab intestato *UNDE LIBERI* et *UNDE LEGITIMI* bonorum possessiones. 5. Quae autem in praetoris edicto quinto loco posita fuerat, id est *UNDE DECEM PERSONAE*, eam pio proposito et compendioso sermone supervacuam ostendimus; cum enim praefata bonorum possessio decem personas praeponebat extraneo manumissori, nostra constitutio³, quam de emancipatione liberorum fecimus, omnibus parentibus eisdemque manumissoribus contracta fiducia manumissionem facere dedit, ut ipsa manumissio eorum hoc in se habeat privilegium et supervacua fiat praedicta bonorum possessio. Sublata igitur praefata quinta bonorum possessione in gradum

1. Cf. Gaius, 3, 32-33. — 2. C., 8, 58 (59), 6.

ejus sextam antea bonorum possessionem reduximus et quintam fecimus, quam praetor proximis cognatis pollicetur. 6 (5). Cumque antea septimo loco fuerat bonorum possessio **TUM QUAM EX FAMILIA** et octavo **UNDE LIBERI PATRONI PATRONAEQUE ET PARENTES EORUM**, utramque per constitutionem nostram¹, quam de jure patronatus fecimus, penitus vacuavimus; cum enim ad similitudinem successionis ingenuorum libertinorum successiones posuimus, quas usque ad quintum tantummodo gradum coartavimus, ut sit aliqua inter ingenuos et libertos differentia, sufficiunt eis tam **CONTRA TABULAS** bonorum possessio quam **UNDE LEGITIMI** et **UNDE COGNATI**, ex quibus possint sua jura vindicare, omni scrupulositate et inextricabili errore duarum istarum bonorum possessionum resoluta. 7 (6). Aliam vero bonorum possessionem, quae **UNDE VIR ET Uxor** appellatur et nono loco inter veteres bonorum possessiones posita fuerat, et in suo vigore servavimus et altiore loco, id est sexto, eam posuimus, decima veteri bonorum possessione quae erat **UNDE COGNATI MANUMISSORIS** propter causas enarratas merito sublata: ut sex tantummodo bonorum possessiones ordinariae permaneant suo vigore pollentes. 8 (7). Septima eas secuta, quam optima ratione praetores introduxerunt. Novissime enim promittitur edicto his etiam bonorum possessio, quibus ut detur lege vel senatus consulto vel constitutione comprehensum est, quam neque bonorum possessionibus quae ab intestato veniunt neque eis quae ex testamento sunt praetor stabili jure connumeravit, sed quasi ultimum et extraordinarium auxilium, prout res exigit, accommodavit scilicet his, qui ex legibus senatus consultis constitutionibus principum ex novo jure vel ex testamento vel ab intestato veniunt. 9 (8). Cum igitur plures species successionum praetor introduxisset easque per ordinem disposuisset et in unaquaque specie successionis saepe plures extent dispari gradu personae: ne actiones creditorum differantur, sed haberent quos convenirent, et ne facile in possessionem bonorum defuncti mittantur et eo modo sibi consulere, ideo petendae bonorum possessioni certum tempus praefinivit. (9). Liberis itaque et parentibus tam naturalibus quam adoptivis in petenda bonorum possessione anni spatium, ceteris centum dierum dedit. 10. Et si intra hoc tempus aliquis bonorum possessionem non petierit, ejusdem gradus personis ad crescit: vel si nemo sit, deinceps ceteris proinde bonorum possessionem ex successorio edicto pollicetur, ac si is qui praecedebat ex eo numero non esset. Si quis itaque de-

1. C., 6, 4, 4.

latam sibi bonorum possessionem repudiaverit, non quousque tempus bonorum possessioni praefinitum excesserit expectatur, sed statim ceteri ex eodem edicto admittuntur. 11. In petenda autem bonorum possessione dies utiles singuli considerantur. 12 (10). Sed bene anteriores principes et huic causae providerunt, ne quis pro petenda bonorum possessione curet, sed, quocumque modo si admittentis eam indicium intra statuta tamen tempora ostenderit, plenum habeat earum beneficium.

X. DE ADQUISITIONE PER ADROGATIONEM¹.

²Est et alterius generis per universitatem successio, quae neque lege duodecim tabularum neque praetoris edicto, sed eo jure, quod consensu receptum est, introducta est. 1. Ecce enim cum pater familias sese in adrogationem dat, omnes res ejus corporales et incorporales quaeque ei debitae sunt adrogatori ante quidem pleno jure acquirebantur, exceptis his quae per capitis deminutionem pereunt, quales sunt operarum obligationes³ et jus adgnationis. Usus etenim et usus fructus licet his antea connumerabantur, attamen capitis deminutione minima eos tolli nostra prohibuit constitutio⁴. 2. Nunc autem nos eandem acquisitionem, quae per adrogationem fiebat, coartavimus⁴ ad similitudinem naturalium parentum; nihil etenim aliud nisi tantummodo usus fructus tam naturalibus patribus quam adoptivis per filios familias acquiritur in his rebus quae extrinsecus filii obvenerunt, dominio eis integro servato; mortuo autem filio adrogato in adoptiva familia etiam dominium ejus ad adrogatorem transit, nisi supersint aliae personae, quae ex nostra constitutione⁵ patrem in his quae adquiri non possunt antecedunt. 3. Sed ex diverso pro eo, quod is debuit qui se in adoptionem dedit, ipso quidem jure adrogator non tenetur, sed nomine filii convenietur et, si noluerit eum defendere, permittitur creditoribus per competentes nostros magistratus bona, quae eorum cum usu fructu futura fuissent, si se alieno juri non subjecissent, possidere et legitimo modo ea disponere.

XI. DE EO CUI LIBERTATIS CAUSA BONA ADDICUNTUR.

Accessit novus casus successionis ex constitutione divi Marci. Nam si hi, qui libertatem acceperunt a domino in testamento, ex quo non aditur hereditas, velint bona sibi adidici libertatum conservandarum causa, audiuntur. Et ita re-

1. Cf. Gaius, 3, 82-84. — 2. Gaius, 3, 82-83. — 3. C., 3, 33, 16. — 4. C., 6, 61, 6. — 5. C., 6, 59, 11.

scripto divi Marci ad Popillum Rufum continetur. 1. Verba rescripti ita se habent : 'Si Virginio Valenti, qui testamento suo libertatem quibusdam adscripsit, nemine successore ab intestato existente in ea causa bona esse coeperunt, ut veniri debeant : is, cujus de ea re notio est, aditus rationem desiderii tui habebit, ut libertatium tam earum, quae directo, quam earum, quae per speciem fideicommissi relictæ sunt, tuendarum gratia addicantur tibi, si idonee creditoribus caveris de solido quod cuique debetur solvendo. Et hi quidem, quibus directa libertas data est, perinde liberi erunt, ac si hereditas adita esset ; hi autem, quos heres rogatus est manumittere, a te libertatem consequantur : ita ut si non alia condicione velis bona tibi addici, [quam ut]¹ etiam qui directo libertatem acceperunt tui liberti fiant, nam huic etiam voluntati tuæ, si ii de quorum statu agitur consentiant, auctoritatem nostram accomodamus. Et ne hujus rescriptionis nostræ emolumentum alia ratione irritum fiat, si fiscus bona agnoscere voluerit : et hi qui rebus nostris attendunt scient commodo pecuniario praeferendam libertatis causam et ita bona cogenda, ut libertas his salva sit, qui eam adipisci potuerunt, si hereditas ex testamento adita esset'. 2. Hoc rescripto subventum est et libertatibus et defunctis, ne bona eorum a creditoribus possideantur et veneant. Certe si fuerint ex hac causa bona addicta, cessat bonorum venditio ; extitit enim defuncti defensor, et quidem idoneus, qui de solido creditoribus cavet. 3. Inprimis hoc rescriptum totiens locum habet, quotiens testamento libertates datae sunt. Quid ergo ²'si quis intestatus decedens codicillis libertates dederit neque adita sit ab intestato hereditas ? Favor constitutionis debet locum habere'. Certe si testatus decedat et codicillis dederit libertatem, competere eam nemini dubium est. 4. Tunc constitutioni locum esse verba ostendunt, cum nemo successor ab intestato existat : ³ergo quamdiu incertum sit, utrum existat an non, cessabit constitutio : si certum esse coeperit neminem extare, tunc erit constitutioni locus. 5. Si is, qui in integrum restitui potest, abstinuit se ab hereditate, an, quamvis potest in integrum restitui, potest admitti constitutio et addictio bonorum fieri ? Quid ergo, si post additionem libertatum conservandarum causa factam in integrum sit restitutus ? Utique non erit dicendum revocari libertates, quæ semel competierunt'. 6. Haec constitutio libertatum tuendarum causa introducta est : ergo si liber-

1. 'Quam ut' effacé par Mommsen et Accarias. — 2. D., 40, 5, 2. Ulp., L. 60 ad ed. — 3. D., 40, 5, 4, pr. 1. 2. Ulp., L. 60 ad ed.

tates nullae sint datae, cessat constitutio. Quid ergo, si vivus dedit libertates vel mortis causa et, ne de hoc quaeratur, utrum in fraudem creditorum an non factum sit, idcirco velint addici sibi bona, an audiendi sunt? Et magis est, ut audiri debeant, etsi deficiant verba constitutionis. 7. Sed cum multas divisiones ejusmodi constitutioni deesse perspeximus, lata est a nobis plenissima constitutio¹, in quam multae species collatae sunt, quibus jus hujusmodi successionis plenissimum est effectum, quas ex ipsa lectione constitutionis potest quis cognoscere.

XII. DE SUCCESSIONIBUS SUBLATIS, QUAE FIEBANT PER BONORUM VENDITIONEM ET EX SENATUS CONSULTO CLAUDIANO².

Erant ante praedictam successionem olim et aliae per universitatem successiones. Qualis fuerat bonorum emptio, quae de bonis debitoris vendendis per multas ambages fuerat introducta et tunc locum habebat, quando judicia ordinaria in usu fuerunt; sed cum extraordinariis judiciis posteritas usa est, ideo cum ipsis ordinariis judiciis etiam bonorum venditiones exspiraverunt et tantummodo creditoribus datur officio iudicis bona possidere et prout eis utile visum fuerit ea disponere, quod ex latioribus digestorum libris perfectius apparebit. 1. Erat et ex senatus consulto Claudiano miserabilis per universitatem adquisitio, cum libera mulier servili amore bacchata ipsam libertatem per senatus consultum amittebat et cum libertate substantiam: quod indignum nostris temporibus esse existimantes et a nostra civitate deleri et non inseri nostris digestis concessimus.

XIII. DE OBLIGATIONIBUS³.

Nunc transeamus ad obligationes. Obligatio est juris vinculum, quo necessitate adstringimur alicujus solvendae rei secundum nostrae civitatis jura. 1. Omnium autem obligationum summa divisio in duo genera deducitur: namque aut civiles sunt aut praetoriae. Civiles sunt, quae aut legibus constitutae aut certe jure civili comprobatae sunt. Praetoriae sunt, quas praetor ex sua jurisdictione constituit, quae etiam honorariae vocantur. 2. Sequens divisio in quattuor species deducitur: aut enim ex contractu sunt aut quasi ex contractu aut ex maleficio aut quasi ex maleficio. Prius est, ut de his quae ex contractu sunt dispiciamus. Harum aequè quattuor species

1. C., 7, 2, 15. — 2. Cf. Gaius, 3, 77-81. — 3. Cf. Gaius, 3, 88-89. D., 44, 7. C., 4, 40.

sunt: aut enim re contrahuntur aut verbis aut litteris aut consensu. De quibus singulis dispiciamus.

XIII. QUIBUS MODIS RE CONTRAHITUR OBLIGATIO¹.

²Re contrahitur obligatio veluti mutui datione. Mutui autem obligatio in his rebus consistit, quae pondere numero mensurae constant, veluti vino oleo frumento pecunia numerata³ aere argento auro, ³quas res aut numerando aut metiendo aut pendendo in hoc damus, ut accipientium fiant et quandoque nobis non eadem res, sed aliae ejusdem naturae et qualitatis reddantur. Unde etiam mutuum appellatum sit, quia ita a me tibi datur, ut ex meo tuum fiat. Ex eo contractu nascitur actio quae vocatur condictio. 1. ⁴Is quoque, qui non debitum accepit ab eo qui per errorem solvit, re obligatur: daturque agenti contra eum propter repetitionem condicticia actio. ⁵Nam proinde ei condici potest si PARET EUM DARE OPORTERE ac si mutuum accepisset: unde pupillus, si ei sine tutoris auctoritate non debitum per errorem datum est, non tenetur indebiti conditione non magis quam mutui datione. Sed haec species obligationis non videtur ex contractu consistere, cum is, qui solvendi animo dat, magis distrahere voluit negotium quam contrahere. 2. ⁶Item is cui res aliqua utenda datur, id est commodatur, re obligatur et tenetur commodati actione, Sed is ab eo, qui mutuum accepit, longe distat; namque non ita res datur, ut ejus fiat, et ob id de ea re ipsa restituenda tenetur. Et is quidem qui mutuum accepit, si quolibet fortuito casu quod accepit amiserit, veluti incendio ruina naufragio aut latronum hostiumve incursu, nihilo minus obligatus permanet. At is qui utendum accepit sane quidem exactam diligentiam custodiendae rei praestare jubetur nec sufficit ei tantam diligentiam adhibuisse, quantam suis rebus adhibere solitus est, si modo alius diligentior poterit eam rem custodire, sed propter majorem vim majoresve casus non tenetur, si modo non hujus culpa is casus intervenerit: alioquin si id, quod tibi commodatum est, peregre ferre tecum malueris et vel incursu hostium praedonumve vel naufragio amiseris, dubium non est, quin de restituenda ea re tenearis. Commodata autem res tunc proprie intellegitur, si nulla mercede accepta vel constituta res tibi utenda data est. Alioquin mercede interveniente locatus tibi usus rei videtur; gratuitum enim debet esse commodatum. 3. Praeterea et is, apud quem res aliqua deponitur,

1. Cf. Gaius, 3, 90. 91. — 2. Gaius, L. 2 rer. cott. (D., 44, 7, 1, 1). — 3. Gaius, 3, 90. — 4. Gaius, 3, 91. — 5. Cf. Gaius, L. 2 rer. cott. (D., 44, 7, 1, 3-6).

re obligatur et actione depositi, qui et ipse de ea re quam accepit restituenda tenetur. Sed is ex eo solo tenetur, si quid dolo commiserit, culpaem autem nomine, id est desidiaem atque negligentiaem, non tenetur : itaque securus est, qui parum diligenter custoditam rem furto amisit, quia, qui negligenti amico rem custodiendam tradit, suae facilitati id imputare debet. 4. Creditor quoque, qui pignus accepit, re obligatur, qui et ipse de ea ipsa re quam accepit restituenda tenetur actione pignoratitia. Sed quia pignus utriusque gratia datur, et debitoris, quo magis ei pecunia crederetur, et creditoris, quo magis ei in tuto sit creditum, placuit sufficere, quod ad eam rem custodiendam exactam diligentiam adhiberet : quam si praestiterit et aliquo fortuito casu rem amiserit, securum esse nec impediri creditum petere.

XV. DE VERBORUM OBLIGATIONE¹.

²Verbis obligatio contrahitur ex interrogatione et responsu, cum quid dari fieri ve nobis stipulamur³. Ex qua duae proficiuntur actiones, tam condictio, si certa sit stipulatio, quam ex stipulatu, si incerta. Quae hoc nomine inde utitur, quia stipulum apud veteres firmum appellabatur, forte a stipite descendens.

1. In hac re olim talia verba tradita fuerunt : SPONDES ? SPONDEO, PROMITTIS ? PROMITTO, FIDEPROMITTIS ? FIDEPROMITTO, FIDEJUBES ? FIDEJUBEO, DABIS ? DABO, FACIES ? FACIAM. Utrum autem Latina an Graeca vel qua alia lingua stipulatio concipiatur, nihil interest, scilicet si uterque stipulantium intellectum hujus linguae habeat ; nec necesse est eadem lingua utrumque uti, sed sufficit congruenter ad interrogatum respondere : quin etiam duo Graeci Latina lingua obligationem contrahere possunt. Sed haec sollemnia verba olim quidem in usu fuerunt ; postea autem Leoniana³ constitutio lata est, quae sollemnitate verborum sublata sensum et consonantem intellectum ab utraque parte solum desiderat, licet quibuscumque verbis expressus est.

2. Omnis stipulatio aut pure aut in diem aut sub condicione fit : pure veluti QUINQUE AUREOS DARE SPONDES ? idque confestim peti potest. In diem, cum adjecto die quo pecunia solvatur stipulatio fit : veluti DECEM AUREOS PRIMIS KALENDIS MARTIS DARE SPONDES ? ; id autem, quod in diem stipulamur, statim quidem debetur, sed peti prius quam dies veniat non

¹. Cf. Gaius, 3, 92-93. D., 45, 1. C., 8, 37 (38). — ². Gaius, L. 2 rer. coll. (D., 44, 7, 1, 7). — ³. C., 8, 37 (38), 10.

potest : ac ne eo quidem ipso die, in quem stipulatio facta est, peti potest, quia totus dies arbitrio solventis tribui debet. Neque enim certum est eo die, in quem promissum est, datum non esse, priusquam praetereat. 3. At si ita stipuleris : DECEM AUREOS ANNUOS QUOAD VIVAM DARE SPONDES ?, et pure facta obligatio intellegitur et perpetuatur, quia ad tempus deberi non potest. Sed heres petendo pacti exceptione submovebitur. 4. Sub condicione stipulatio fit, cum in aliquem casum differtur obligatio, ut, si aliquid factum fuerit aut non fuerit, stipulatio committatur, veluti SI TITIVS CONSUL FACTUS FUERIT, QUINQUE AUREOS DARE SPONDES ?. Si quis ita stipuletur : SI IN CAPITOLIUM NON ASCENDERO, DARE SPONDES ? perinde erit, ac si stipulatus esset cum morietur dari sibi. Ex condicionali stipulatione tantum spes est debitum iri, eamque ipsam spem transmittimus, si, priusquam condicio existat, mors nobis contigerit. 5. Loca etiam inseri stipulationi solent, veluti CARTHAGINE DARE SPONDES ? : quae stipulatio licet pure fieri videatur, tamen re ipsa habet tempus injectum, quo promissor utatur ad pecuniam Carthagine dandam. Et ideo si quis ita Romae stipuletur : HODIE CARTHAGINE DARE SPONDES ?, inutilis erit stipulatio, cum impossibilis sit repromissio. 6. Condiciones, quae ad praeteritum vel ad praesens tempus referuntur, aut statim infirmant obligationem aut omnino non differunt : veluti si TITIVS CONSUL FUIT vel si MAEVIUS VIVIT, DARE SPONDES ? nam si ea ita non sunt, nihil valet stipulatio : sin autem ita se habent, statim valet. Quae enim per rerum naturam certa sunt, non morantur obligationem, licet apud nos incerta sint.

7. Non solum res in stipulatum deduci possunt, sed etiam facta : ut si stipulemur fieri aliquid vel non fieri. Et in hujusmodi stipulationibus optimum erit poenam subijcere, ne quantitas stipulationis in incerto sit ac necesse sit actori probare, quid ejus intersit. Itaque si quis ut fiat aliquid stipuletur, ita adjici poena debet : SI ITA FACTUM NON ERIT, TUM POENAE NOMINE DECEM AUREOS DARE SPONDES ? Sed si quaedam fieri, quaedam non fieri una eademque conceptione stipuletur, clausula erit hujusmodi adjicienda : SI ADVERSUS EA FACTUM ERIT, SIVE QUID ITA FACTUM NON ERIT, TUNC POENAE NOMINE DECEM AUREOS DARE SPONDES ?

XVI. DE DUOBUS REIS STIPULANDI ET PROMITTENDI ¹.

Et stipulandi et promittendi duo pluresve rei fieri possunt.

1. Cf. *D.*, 45, 2. *C.*, 8, 40.

Stipulandi ita, si post omnium interrogationem promissor respondeat : SPONDEO. Ut puta cum duobus separatim stipulantibus ita promissor respondeat : UTRIQUE VESTRUM DARE SPONDEO ; nam si prius Titio sponderit, deinde alio interrogante spondeat, alia atque alia erit obligatio nec creduntur duo rei stipulandi esse. Duo pluresve rei promittendi ita fiunt¹ : MAEVI, QUINQUE AUREOS DARE SPONDES ? SEI EOSDEM QUINQUE AUREOS DARE SPONDES ? respondeant singuli separatim : SPONDEO. 1. Ex hujusmodi obligationibus et stipulantibus solidum singulis debetur et promittentes singuli in solidum tenentur. In utraque tamen obligatione una res vertitur : et vel alter debitum accipiendo vel alter solvendo omnium peremit obligationem et omnes liberat. 2. ²Ex duobus reis promittendi alius pure, alius in diem vel sub condicione obligari potest : nec impedimento erit dies aut condicio, quo minus ab eo qui pure obligatus est petatur³.

XVII. DE STIPULATIONE SERVORUM³.

Servus ex persona domini jus stipulandi habet. Sed hereditas in plerisque personae defuncti vicem sustinet : ideoque quod servus hereditarius ante aditam hereditatem stipulatur, acquirit hereditati ac per hoc etiam heredi postea facto acquiritur. 1. ⁴‘Sive autem domino sive sibi sive conservo suo sive impersonaliter servus stipuletur, domino acquiritur’. Idem juris est et in liberis, qui in potestate patris sunt, ex quibus causis acquirere possunt. 2. Sed cum factum in stipulatione continetur, omnimodo persona stipulantis continetur, veluti si servus stipuletur, ut sibi ire agere liceat ; ipse enim tantum prohiberi non debet, non etiam dominus ejus. 3. Servus communis stipulando unicuique dominorum pro portione domini acquirit, nisi si unius eorum jussu aut nominatim cui eorum stipulatus est ; tunc enim soli ei acquiritur. Quod servus communis stipulatur, si alteri ex dominis acquiri non potest, solidum alteri acquiritur, veluti si res quam dari stipulatus est unius domini sit.

XVIII. DE DIVISIONE STIPULATIONUM.

⁵‘Stipulationum aliae judiciales sunt, aliae praetoriae, aliae

1. Mommsen pense que les compilateurs ont ici supprimé à tort les mots *ut interroget stipulator* ou quelque chose d'équivalent. Pellat, Accarias lisent plus bas au lieu de ‘respondeant’, ‘si respondent’, Giraud : ‘si respondeant’. — 2. Florentinus, *L. 8 inst. (D., 45, 2, 7)*. — 3. Cf. Gaius, 3, 114. 167. *D., 45, 3*. — 4. Florentinus, *L. 8 inst. (D., 45, 3, 15)*. — 5. *D., 45, 1, 5 pr.* Pomponius, *L. 26 ad Sab.*

conventionales, aliae communes tam praetoriae quam judiciales. 1. Judiciales sunt dumtaxat, quae a mero iudicis officio proficiscuntur : veluti de dolo cautio vel de persequendo servo qui in fuga est restituendove pretio. 2. Praetoriae, quae a mero praetoris officio proficiscuntur, veluti damni infecti vel legatorum. Praetorias autem stipulationes sic exaudiri oportet, ut in his contineantur etiam aediliciae ; nam et haec ab iurisdictione veniunt. 3. Conventionales sunt, quae ex conventionione utriusque partis concipiuntur, hoc est neque jussu iudicis neque jussu praetoris, sed ex conventionione contrahentium. Quorum totidem genera sunt, quot paene dixerim rerum contrahendarum. 4. Communes sunt stipulationes veluti rem salvam fore pupilli ; nam et praetor jubet rem salvam fore pupillo caveri et interdum iudex, si aliter expediri haec res non potest' : vel de rato stipulatio.

XVIII. DE INUTILIBUS STIPULATIONIBUS¹.

Omnis res, quae dominio nostro subicitur, in stipulationem deduci potest, sive illa mobilis sive soli sit. 1. At si quis rem, quae in rerum natura non est aut esse non potest, dari stipulatus fuerit, veluti Stichum, qui mortuus sit, quem vivere credebatur, aut hippocentaurum, qui esse non possit, inutilis erit stipulatio. 2. Idem iuris est, si rem sacram aut religiosam, quam humani iuris esse credebatur, vel publicam, quae usibus populi perpetuo exposita sit, ut forum vel theatrum, vel liberum hominem, quem servum esse credebatur, vel cuius commercium non habuit, vel rem suam dari quis stipuletur. Nec inpendenti erit stipulatio ob id, quod publica res in privatum deduci et ex libero servus fieri potest et commercium adipisci stipulator potest et res stipulatoris esse desinere potest ; sed protinus inutilis est. Item contra licet initio utiliter res in stipulatum deducta sit, si postea in earum qua causa, de quibus supra dictum est, sine facto promissoris devenerit : extinguitur stipulatio. Ac ne statim ab initio talis stipulatio valebit : LUCIUM TITIUM CUM SERVUS ERIT DARE SPONDES ? et similia : quia natura sui dominio nostro exempta in obligationem deduci nullo modo possunt. 3. Si quis alium daturum facturumve quid sponderit, non obligabitur, veluti si spondeat Titium quinque aureos daturum. Quodsi effecturum se, ut Titius daret, sponderit, obligatur. 4. Si quis alii, quam cuius juri subjectus sit, stipuletur, nihil agit. Plane solutio

1. Cf. Gaius, 3, 97-100. C., 8, 38 (39).

etiam in extranei personam conferri potest (veluti si quis ita stipuletur : MIHI AUT SEIO DARE SPONDES ?), ut obligatio quidem stipulatori adquiratur, solvi tamen Seio etiam invito eo recte possit, ut liberatio ipso jure contingat, sed ille adversus Seium habeat mandati actionem. Quod si quis sibi et alii, cujus juri subjectus non sit, decem dari aureos stipulatus est, valebit quidem stipulatio; sed utrum totum debetur quod in stipulatione deductum est, an vero pars dimidia dubitatum est: sed placet non plus quam partem dimidiam ei adquiri. Ei qui tuo juri subjectus est si stipulatus sis, tibi adquiris, quia vox tua tamquam filii sit, sicuti filii vox tamquam tua intellegitur in his rebus quae tibi adquiri possunt. 5. 'Praeterea inutilis est stipulatio, si quis ad ea quae interrogatus erit non responderit, veluti si decem aureos a te dari stipuletur, tu quinque promittas', vel contra: 'aut si ille pure stipuletur, tu sub conditione promittas', vel contra, si modo scilicet id exprimas, id est si cui sub conditione vel in diem stipulanti tu respondeas: PRAESENTI DIE SPONDEO. Nam si hoc solum respondeas: PROMITTO, breviter videris in eandem diem aut condicionem spondidisse; nec enim necesse est in respondendo eadem omnia repeti, quae stipulator expresserit. 6. 'Item inutilis est stipulatio, si ab eo stipuleris, qui juri tuo subjectus est, vel si is a te stipuletur. Sed servus quidem non solum domino suo obligari non potest, sed ne alii quidem ulli', filii vero familias aliis obligari possunt. 7. 'Mutum neque stipulari neque promittere posse palam est. Quod et in surdo receptum est: quia et is qui stipulatur verba promittentis et is qui promittit verba stipulantis audire debet'. 8. 'Unde apparet non de eo nos loqui qui tardius exaudit, sed de eo qui omnino non exaudit'. 8. 'Furiosus nullum negotium gerere potest, quia non intellegit quid agit. 9. Pupillus omne negotium recte gerit: ut tamen, sicubi tutoris auctoritas necessaria sit, adhibeatur tutor, veluti si ipse obligetur; nam alium sibi obligare etiam sine tutoris auctoritate potest. 10. Sed quod diximus de pupillis, utique de his verum est, qui jam aliquem intellectum habent: nam infans et qui infanti proximus est non multum a furioso distant, quia hujus aetatis pupilli nullum intellectum habent: sed in proximis infanti propter utilitatem eorum benignior juris interpretatio facta est', ut idem juris habeant, quod pubertati proximi. Sed qui in parentis potestate est impubes, nec auctore quidem patre obligatur. 11. Si impossibilis condicio

1. Gaius, 3, 102. — 2. Gaius, 3, 104, 105. — 3. Gaius, L. 2 rer. coll. (D., 44, 7, 4, 15). — 4. Gaius, 3, 106, 107, 109.

obligationibus adjiciatur, nihil valet stipulatio. Impossibilis autem condicio habetur, cui natura impedimento est, quo minus existat, veluti si quis ita dixerit : SI DIGITO CAELUM ATTIGERO, DARE SPONDES ? ; at si ita stipuletur : SI DIGITO CAELUM NON ATTIGERO, DARE SPONDES ?, pure facta obligatio intellegitur ideoque statim petere potest. 12. Item verborum obligatio inter absentes concepta inutilis est. Sed cum hoc materiam litium contentiosis hominibus praestabat, forte post tempus tales allegationes opponentibus et non praesentes esse vel se vel adversarios suos contendentibus : ideo nostra constitutio¹ propter celeritatem dirimendarum litium introducta est, quam ad Caesareenses advocatos scripsimus, per quam disposuimus tales scripturas, quae praesto esse partes indicant, omnimodo esse credendas, nisi ipse, qui talibus utitur improbis allegationibus, manifestissimis probationibus vel per scripturam vel per testes idoneos approbaverit in ipso toto die, quo conficiebatur instrumentum, sese vel adversarium suum in aliis locis esse. 13. Post mortem suam dari sibi nemo stipulari poterat, non magis quam post ejus mortem a quo stipulabatur. Ac ne is, qui in alicujus potestate est, post mortem ejus stipulari poterat, quia patris vel domini voce loqui videtur. Sed et si quis ita stipuletur PRIDIE QUAM MORIAR vel PRIDIE QUAM MORIERIS DARI, inutilis erat stipulatio. Sed cum, ut jam dictum est, ex consensu contrahentium stipulationes valent, placuit nobis² etiam in hunc juris articulum necessariam inducere emendationem, ut, sive post mortem sive pridie quam morietur stipulator sive promissor, stipulatio concepta est, valeat stipulatio. 14. Item si quis ita stipulatus erat : SI NAVIS EX ASIA VENERIT, HODIE DARE SPONDES ? inutilis erat stipulatio, quia praepostere concepta est. Sed cum Leo inclitae recordationis in dotibus eandem stipulationem, quae praepostera nuncupatur, non esse rejiciendam existimavit, nobis³ placuit et huic perfectum robur accommodare, ut non solum in dotibus, sed etiam in omnibus valeat hujusmodi conceptio stipulationis. 15. Ita autem concepta stipulatio, veluti si Titius dicat : CUM MORIAR, DARE SPONDES ? vel CUM MORIERIS, et apud veteres utilis erat et nunc valet. 16. Item post mortem alterius recte stipulamur. 17.⁴ Si scriptum fuerit in instrumento promisisse aliquem, perinde habetur, atque si interrogatione praecedente responsum sit⁵. 18. Quotiens plures res una stipulatione comprehenduntur, si quidem promissor simpliciter respondeat : DARE SPONDEO, prop-

1. C., 8, 37 (38), 14. — 2. C., 8, 37 (38), 11. — 3. C., 6, 23, 25. — 4. Paul, Sent., 5, 7, 2.

ter omnes tenetur ; si vero unam ex his vel quasdam daturum se sponderit, obligatio in his pro quibus sponderit contrahitur. Ex pluribus enim stipulationibus una vel quaedam videntur esse perfectae ; singulas enim res stipulari et ad singulas respondere debemus. 19. ¹Alteri stipulari, ut supra dictum est, nemo potest ; inventae sunt enim hujusmodi obligationes ad hoc, ut unusquisque sibi adquirat quod sua interest : ceterum si alii detur, nihil interest stipulatoris. Plane si quis velit hoc facere, poenam stipulari conveniet, ut, nisi ita factum sit, ut comprehensum esset, committetur poenae stipulatio etiam ei cujus nihil interest ; poenam enim cum stipulatur quis, non illud inspicitur, quid intersit ejus, sed quae sit quantitas in condicione stipulationis'. Ergo si quis stipuletur Titio dari, nihil agit, sed si addiderit de poena : NISI DEDERIS, TOT AUREOS DARE SPONDES ? tunc committitur stipulatio. 20. ²Sed et si quis stipuletur alii, cum ejus interesset, placuit stipulationem valere. Nam si is, qui pupilli tutelam administrare coeperat, cessit administratione contutori suo et stipulatus est rem pupilli salvam fore, quoniam interest stipulatoris fieri quod stipulatus est, cum obligatus futurus esset pupillo, si male res gesserit, tenet obligatio. Ergo et si quis procuratori suo dari stipulatus sit, stipulatio vires habebit. Et si creditori suo quod sua interest, ne forte vel poena committatur vel praedia distrahantur quae pignori data erant, valet stipulatio. 21. Versa vice qui alium facturum promisit, videtur in ea esse causa, ut non teneatur, nisi poenam ipse promiserit. 22. ³Item nemo rem suam futuram in eum casum quo sua fit utiliter stipulatur'. 23. Si de alia re stipulator senserit, de alia promissor, perinde nulla contrahitur obligatio, ac si ad interrogatum responsum non esset, veluti si hominem Stichum a te stipulatus quis fuerit, tu de Pamphilo senseris, quem Stichum vocari credideris. 24. Quod turpi ex causa promissum est, veluti si quis homicidium vel sacrilegium se facturum promittat, non valet.

25. Cum quis sub aliqua condicione fuerit stipulatus, licet ante condicionem decesserit, postea existente condicione heres ejus agere potest. Idem est et a promissoris parte. 26. ⁴Qui hoc anno aut hoc mense dari stipulatus sit, nisi omnibus partibus praeteritis anni vel mensis non recte petet'. 27. Si fundum dari stipuleris vel hominem, non poteris continuo agere, nisi tantum spatii praeterierit, quo traditio fieri possit.

¹ D., 45, 1, 38, 17. Ulp., L. 49 ad Sab. — ² D., 45, 1, 38, 20. 23. Ulp., l. c — ³ D., 45, 1, 87. Paul., L. 75 ad ed. — ⁴ D., 45, 1, 42. Pomponius, L. 27 ad Sab.

XX. DE FIDEJUSSORIBUS¹.

²Pro eo qui promittit solent alii obligari, qui fidejussores appellantur, quos homines accipere solent, dum curant, ut diligentius sibi cautum sit. 1. In omnibus autem obligationibus adsumi possunt, id est sive re sive verbis sive litteris sive consensu contractae fuerint. Ac ne illud quidem interest, utrum civilis an naturalis sit obligatio, cui adjiciatur fidejussor, adeo quidem, ut pro servo quoque obligetur, sive extraneus sit qui fidejussorem a servo accipiat, sive ipse dominus in id quod sibi naturaliter debetur. 2. Fidejussor non tantum ipse obligatur, sed etiam heredem obligatum relinquit. 3. Fidejussor et praecedere obligationem et sequi potest. 4. ³Si plures sint fidejussores, quotquot erunt numero, singuli in solidum tenentur. Itaque liberum est creditori a quo velit solidum petere. Sed ex epistula divi Hadriani compellitur creditor a singulis, qui modo solvendo sint litis contestatae tempore, partes petere. Ideoque si quis ex fidejussoribus eo tempore solvendo non sit, hoc ceteros onerat. Sed et si ab uno fidejussore creditor totum consecutus fuerit, hujus solius detrimentum erit, si is pro quo fidejussit solvendo non sit: et sibi imputare debet, cum potuerit adjuvari ex epistula divi Hadriani et desiderare, ut pro parte in se detur actio. 5. Fidejussores ita obligari non possunt, ut plus debeant, quam debet is pro quo obligantur; nam eorum obligatio accessio est principalis obligationis nec plus in accessione esse potest quam in principali re. "At ex diverso, ut minus debeant, obligari possunt". Itaque si reus decem aureos promiserit, fidejussor in quinque recte obligatur; contra vero non potest obligari. Item si ille pure promiserit, fidejussor sub conditione promittere potest; contra vero non potest. Non solum enim in quantitate, sed etiam in tempore minus et plus intellegitur. Plus est enim statim aliquid dare, minus est post tempus dare. 6. ⁵Si quid autem fidejussor pro reo solverit, ejus recipiendi causa habet cum eo mandati iudicium. 7. ⁶Graece fidejussor plerumque ita accipitur: Τῇ ἐμῇ πίστει κατέωω, λέγω, θέλω sive βούλομαι⁷: sed et si φημί dixerit, pro eo erit, ac si dixerit λέγω. 8. In stipulationibus fidejussorum sciendum est generaliter hoc accipi, ut, quodcumque scriptum sit quasi actum, videatur etiam actum: ideoque constat, si quis se scripserit fidejussisse, videri omnia sollemniter acta.

1. Cf. Gaius, 3, 115-127. D., 46, 1. C., 8, 40 (41). — 2. Gaius, 3, 115, 117. 119. — 3. Gaius, 3, 121. 122. 126. — 4. Gaius, 3, 126. — 5. Gaius, 3, 127. — 6. D., 46, 1, 8, pr. Ulp., L. 47 ad Sab. — 7. (Mea fide jubeo, dico, volo).

XXI. DE LITTERARUM OBLIGATIONE¹.

Olim scriptura fiebat obligatio, quae nominibus fieri dicebatur, quae nomina hodie non sunt in usu. Plane si quis debere se scripserit, quod numeratum ei non est, de pecunia minime numerata post multum temporis exceptionem opponere non potest; hoc enim saepissime constitutum est. Sic fit, ut et hodie, dum queri non potest, scriptura obligetur: et ex ea nascitur conditio, cessante scilicet verborum obligatione. Multum autem tempus in hac exceptione antea quidem ex principalibus constitutionibus usque ad quinquennium procedebat; sed ne creditores diutius possint suis pecuniis forsitan defraudari, per constitutionem nostram² tempus coartatum est, ut ultra biennii metas hujusmodi exceptio minime extendatur.

XXII. DE CONSENSU OBLIGATIONE.

³Consensu fiunt obligationes in emptionibus venditionibus, locationibus conductionibus, societatibus, mandatis. 1. Ideo autem istis modis consensu dicitur obligatio contrahi, quia neque scriptura neque praesentia omnimodo opus est, ac ne dari quidquam necesse est, ut substantiam capiat obligatio, 'sed sufficit eos qui negotium gerunt consentire. 2. Unde inter absentes quoque talia negotia contrahuntur, veluti per epistulam aut per nuntium. 3. Item in his contractibus alter alteri obligatur in id, quod alterum alteri ex bono et aequo praestare oportet', cum alioquin in verborum obligationibus alius stipuletur, alius promittat.

XXIII. DE EMPTIONE ET VENDITIONE⁴.

⁵Emptio et venditio contrahitur, simulatque de pretio conuenit, quamvis nondum pretium numeratum sit ac ne arra quidem data fuerit. Nam quod arrae nomine datur, argumentum est emptionis et venditionis contractae. Sed haec quidem de emptionibus et venditionibus, quae sine scriptura consistunt, optinere oportet; nam nihil a nobis in hujusmodi venditionibus innovatum est. In his autem quae scriptura conficiuntur non aliter perfectam esse emptionem et venditionem constituimus⁶, nisi et instrumenta emptionis fuerint conscripta vel manu propria contrahentium, vel ab alio quidem scripta,

1. Cf. Gaius, 3, 128-138. C., 4, 30. — 2. C., 4, 30, 14. — 3. Gaius, 3, 135-137 = D., 44, 7, 2. — 4. Cf. D., 18, 1-19, 1. C., 4, 38-49. — 5. Gaius, 3, 139. — 6. C., 4, 21, 17.

a contrahente¹ autem subscripta et, si per tabellionem fiunt, nisi et completiones acceperint et fuerint partibus absoluta. Donec enim aliquid ex his deest, et poenitentiae locus est et potest emptor vel venditor sine poena recedere ab emptione. Ita tamen impune recedere eis concedimus, nisi jam arrarum nomine aliquid fuerit datum; hoc etenim subsecuto, sive in scriptis sive sine scriptis venditio celebrata est, is qui recusat adimplere contractum, si quidem emptor est, perdit quod dedit, si vero venditor, duplum restituere compellitur, licet nihil super arris expressum est. 1. Pretium autem constitui oportet; nam nulla emptio sine pretio esse potest. ²Sed et certum pretium esse debet. Alioquin si ita inter aliquos convenerit, ut, quanti Titius rem aestimaverit, tanti sit empta: inter veteres satis abundeque hoc dubitabatur, sive constat venditio sive non. Sed nostra decisio³ ita hoc constituit, ut, quotiens sic composita sit venditio QUANTI ILLE AESTIMAVERIT, sub hac conditione staret contractus, ut, si quidem ipse qui nominatus est pretium definierit, omnimodo secundum ejus aestimationem et pretium persolvatur et res tradatur, ut venditio ad effectum perducatur, emptore quidem ex empto actione, venditore autem ex vendito agente. Sin autem ille qui nominatus est vel noluerit vel non potuerit pretium definire, tunc pro nihilo esse venditionem quasi nullo pretio statuto. Quod jus cum in venditionibus nobis placuit, non est absurdum et in locationibus et conductionibus trahere. 2. ⁴Item pretium in numerata pecunia consistere debet. Nam in ceteris rebus an pretium esse possit, veluti homo aut fundus aut toga alterius rei pretium esse possit, valde quaerebatur. Sabinus et Cassius etiam in alia re putant posse pretium consistere: unde illud est, quod vulgo dicebatur per permutationem rerum emptionem et venditionem contrahi eamque speciem emptionis venditionisque vetustissimam esse: argumentoque utebantur Graeco poeta Homero, qui aliqua parte exercitum Achivorum vinum sibi comparasse ait permutatis quibusdam rebus, his verbis⁵:

Ἐνθεν ἄρ' οἰνίζοντο καρπηρομόωντες Ἀχαιοί,
 ἄλλοι μὲν χαλκῶ, ἄλλοι δ' αἰθωνι σιδήρῳ,
 ἄλλοι δὲ ῥινοῖς, ἄλλοι δ' αὐτῆσι βόεσσι,
 ἄλλοι δ' ἀνδραπόδεσσι.⁶

1. Accarias, Pellat: 'contrahentibus'; les mss. sulvis par Krueger, Giraud: 'contrahente'; v. en ce sens, Brunner, *Zur Rechtsgeschichte der Urkunde*, 1880, p. 59, n. 1; cf. Karlowa, *R. R. G.*, 1, p. 996 et ss. — 2. Gaius, 3, 140. — 3. *C.*, 4, 38, 15. — 4. Gaius, 3, 141. — 5. *Il.*, 7, 472 et ss. — 6. (Inde vinum comparabant romanes Achivi, alii aere, alii splendido ferro, alii pellibus, alii ipsis bobus alii mancipiis).

Diversae scholae auctores contra sentiebant aliudque esse existimabant permutationem rerum, aliud emptionem et venditionem, alioquin non posse rem expediri permutatis rebus, quae videatur res venisse et quae pretii nomine data esse; nam utramque videri et venisse et pretii nomine datam esse rationem non pati. Sed Proculi sententia dicentis permutationem propriam esse speciem contractus a venditione separatam merito praevaluit, cum et ipsa aliis Homericis versibus¹ adjuvatur et validioribus rationibus argumentatur. Quod et anteriores divi principes admiserunt et in nostris digestis latius significatur². 3. Cum autem emptio et venditio contracta sit (quod effici diximus, simulatque de pretio convenerit, cum sine scriptura res agitur), periculum rei venditae statim ad emptorem pertinet, tametsi adhuc ea res emptori tradita non sit. Itaque si homo mortuus sit vel aliqua parte corporis laesus fuerit, aut aedes totae aut aliqua ex parte incendio consumptae fuerint, aut fundus vi fluminis totus vel aliqua ex parte ablati sit, sive etiam inundatione aquae aut arboribus turbine dejectis longe minor aut deterior esse coeperit: emptoris damnum est, cui necesse est, licet rem non, fuerit nactus, pretium solvere. Quidquid enim sine dolo et culpa venditoris accidit, in eo venditor securus est. Sed et si post emptionem fundo aliquid per alluvionem accessit, ad emptoris commodum pertinet; nam et commodum ejus esse debet, cujus periculum est. 3a. Quod si fugerit homo qui venit aut subreptus fuerit, ita ut neque dolus neque culpa venditoris interveniat, animadvertendum erit, an custodiam ejus usque ad traditionem venditor susceperit. Sane enim, si susceperit, ad ipsius periculum is casus pertinet: si non susceperit, securus erit. Idem et in ceteris animalibus ceterisque rebus intellegimus. Utique tamen vindicationem rei et conditionem exhibere debet emptori, quia sane, qui rem nondum emptori tradidit, adhuc ipse dominus est. Idem est etiam de furti et de damni injuriae actione. 4. Emptio tam sub conditione quam pure contrahi potest. Sub conditione veluti SI STICHUS INTRA CERTUM DIEM TIBI PLACUERIT, ERIT TIBI EMPTUS AUREIS TOT. 5. Loca sacra vel religiosa, item publica, veluti forum basilicam, frustra quis sciens emit, quae tamen si pro privatis vel profanis deceptus a venditore emerit, habebit actionem ex empto, quod non habere ei liceat, ut consequatur, quod sua interest deceptum eum non esse. Idem juris est, si hominem liberum pro servo emerit.

1. *Il.*, 6, 235. *Cf. D.*, 48, 1, 1. — 2. *D.*, 49, 4.

XXIII. DE LOCATIONE ET CONDUCTIONE¹.

² Locatio et conductio proxima est emptioni et venditioni isdemque juris regulis consistunt. Nam ut emptio et venditio ita contrahitur, si de pretio convenerit, sic etiam locatio et conductio ita contrahi intellegitur, si merces constituta sit'. Et competit locatori quidem locati actio, conductori vero conducti.

1. Et quae supra diximus, si alieno arbitrio pretium permissum fuerit, eadem et de locatione et conductione dicta esse intellegamus, si alieno arbitrio merces permissa fuerit. ³Qua de causa si fulloni polienda curandave aut sarcinatori sarcierendae vestimenta quis dederit nulla statim mercede constituta, sed postea tantum daturus, quantum inter eos convenerit', non proprie locatio et conductio contrahi intellegitur, sed eo nomine praescriptis verbis actio datur. 2. Praeterea sicut vulgo quaerebatur, an permutatis rebus emptio et venditio contrahitur: ita quaeri solebat de locatione et conductione, si forte rem aliquam tibi utendam sive fruendam quis dederit et invicem a te aliam utendam sive fruendam acceperit. Et placuit non esse locationem et conductionem, sed proprium genus esse contractus. ⁴Veluti si, cum unum quis bovem haberet et vicinus ejus unum, placuerit inter eos, ut per denos dies invicem boves commodarent, ut opus facerent, et apud alterum bos perit: neque locati vel conducti neque commodati competit actio, quia non fuit gratuitum commodatum, verum praescriptis verbis agendum est'. 3. ⁵Adeo autem familiaritatem aliquam inter se habere videntur emptio et venditio, item locatio et conductio, ut in quibusdam causis quaeri soleat, utrum emptio et venditio contrahatur, an locatio et conductio. Ut ecce de praediis, quae perpetuo quibusdam fruenda traduntur, id est ut, quamdiu pensio sive redditus pro his domino praestetur, neque ipsi conductori neque heredi ejus', cuive conductor heresve ejus id praedium vendiderit aut donaverit aut dotis nomine dederit aliove quo modo alienaverit, auferre liceat. Sed talis contractus, quia inter veteres dubitabatur et a quibusdam locatio, a quibusdam venditio existimabatur: lex Zenoniana⁶ lata est, quae emphyteuseos contractui propriam statuit naturam neque ad locationem neque ad venditionem inclinantem, sed suis pactionibus fulciendam, et si quidem aliquid pactum fuerit, hoc ita optinere, ac si naturalis esset contractus,

1. Cf. Gaius, 3, 142-147. D., 19, 2. C., 4, 65. — 2. Gaius, L. 2 rer. coll. (D., 19, 2, 3). — 3. Gaius, 3, 143. — 4. Cf. D., 19, 5, 17, 3. Ulp., L. 28 ad ed. — 5. Gaius, 3, 145. — 6. C., 4, 66, 1.

sin autem nihil de periculo rei fuerit pactum, tunc si quidem totius rei interitus accesserit, ad dominum super hoc redundare periculum, sin particularis, ad emphyteucarium hujusmodi damnium venire. Quo jure utimur. 4. 'Item quaeritur, si cum aurifce Titio convenerit, ut is ex auro suo certi ponderis certaeque formae anulos ei faceret et acciperet verbi gratia aureos decem, utrum emptio et venditio an locatio et conductio contrahi videatur? Cassius ait materiae quidem emptionem venditionemque contrahi, operae autem locationem et conductionem. Sed placuit tantum emptionem et venditionem contrahi. Quodsi suum aurum Titius dederit mercede pro opera constituta, dubium non est, quin locatio et conductio sit'.

5. Conductor omnia secundum legem conductionis facere debet et, si quid in lege praetermissum fuerit, id ex bono et aequo debet praestare. Qui pro usu aut vestimentorum aut argenti aut jumenti mercedem aut dedit aut promisit, ab eo custodia talis desideratur, qualem diligentissimus pater familias suis rebus adhibet. Quam si praestiterit et aliquo casu rem amiserit, de restituenda ea non tenebitur. 6. Mortuo conductore intra tempora conductionis heres ejus eodem jure in conductionem succedit.

XXV. DE SOCIETATE².

¹'Societatem coire solemus aut totorum bonorum', quam Graeci specialiter *κοινωνία* appellant, 'aut unius alicujus negotiationis, veluti mancipiorum emendorum vendendorumque', aut olei vini frumenti emendi vendendique. 1. Et quidem si nihil de partibus lucri et damni nominatim convenerit, aequales scilicet partes et in lucro et in damno spectantur. Quod si expressae fuerint partes, hae servari debent; nec enim umquam dubium fuit, quin valeat conventio, si duo inter se pacti sunt, ut ad unum quidem duae partes et damni et lucri pertineant, ad alium tertia. 2. De illa sane conventionem quaesitum est, si Titius et Seius inter se pacti sunt, ut ad Titium lucri duae partes pertineant, damni tertia, ad Seium duae partes damni, lucri tertia, an rata debet haberi conventio? Quintus Mucius⁴ contra naturam societatis talem pactionem esse existimavit et ob id non esse ratam habendam. Servius Sulpicius, cujus sententia praevaluit, contra sentit, quia saepe quorundam ita pretiosa est opera in societate, ut eos justum

¹ Gaius, 3, 147. — ² Cf. Gaius, 3, 148-154, D., 17, 2, C., 4, 37. — ³ Gaius 3, 148. — ⁴ Cf. D., 17, 2, 30. Paul, L. 6 ad Sab.

sit meliore condicione in societatem admitti ; nam et ita coiri posse societatem non dubitatur, ut alter pecuniam conferat, alter non conferat et tamen lucrum inter eos commune sit, quia saepe opera alicujus pro pecunia valet. Et adeo contra **Quinti Mucii** sententiam optinuit, ut illud quoque constiterit posse convenire, ut quis lucri partem ferat, damno non teneatur, quod et ipsum **Servius** convenienter sibi existimavit : quod tamen ita intellegi oportet, ut, si in aliqua re lucrum, in aliqua damnum allatum sit, compensatione facta solum quod superest intellegatur lucri esse. 3. Illud expeditum est, si in una causa pars fuerit expressa, veluti in solo lucro vel in solo damno, in altera vero omissa : in eo quoque quod praetermissum est eandem partem servari. 4. ¹Manet autem societas eo usque, donec in eodem consensu perseveraverint ; at cum aliquis renuntiaverit societati, solvitur societas. Sed plane si quis callide in hoc renuntiaverit societati, ut obveniens aliquod lucrum solus habeat, veluti si totorum bonorum socius, cum ab aliquo heres esset relictus, in hoc renuntiaverit societati, ut hereditatem solus lucrifaceret, cogitur hoc lucrum communicare : si quid vero aliud lucrifaceret, quod non captaverit, ad ipsum solum pertinet : ei vero, cui renuntiatum est, quidquid omnino post renuntiatam societatem acquiritur, soli conceditur. 5. Solvitur adhuc societas etiam morte socii, quia qui societatem contrahit certam personam sibi eligit'. ²Sed et si consensu plurium societas coita sit, morte unius socii solvitur, etsi plures supersint, nisi si in coeunda societate aliter convenierit. 6. Item si alicujus rei contracta societas sit et finis negotio impositus est, finitur societas. 7. Publicatione quoque distrahi societatem manifestum est, scilicet si universa bona socii publicentur ; nam cum in ejus locum alius succedit, pro mortuo habetur. 8. Item si quis ex sociis mole debiti praegravatus bonis suis cesserit et ideo propter publica aut propter privata debita substantia ejus veneat, solvitur societas. Sed hoc casu si adhuc consentiant in societatem, nova videtur incipere societas. 9. Socius socio utrum eo nomine tantum teneatur pro socio actione, si quid dolo commiserit, sicut is qui deponi apud se passus est, an etiam culpa, id est desidiaae atque negligentiae nomine, quaesitum est : praevaluit tamen etiam culpa nomine teneri eum. ³Culpa autem non ad exactissimam diligentiam dirigenda est ; sufficit enim talem diligentiam in communibus rebus adhibere socium, qualem

1. **Gaius**, 3, 151-152. — 2. *Cf. D.*, 17, 2, 65, 9. 10. 12. **Paul.**, *L. 32 ad ed.* — 3. **Gaius**, *L. 2 rer. coll. (D.)*, 17, 2, 72).

suis rebus adhibere solet. Nam qui parum diligentem socium sibi adsumit, de se queri debet'.

XXVI. DE MANDATO¹.

²Mandatum contrahitur quinque modis, sive sua tantum gratia aliquis tibi mandet, sive sua et tua, sive aliena tantum, sive sua et aliena, sive tua et aliena. At si tua tantum gratia tibi mandatum sit, supervacuum est mandatum et ob id nulla ex eo obligatio nec mandati inter vos actio nascitur. 1. Mandantis tantum gratia intervenit mandatum, veluti si quis tibi mandet, ut negotia ejus gereres, vel ut fundum ei emereres, vel ut pro eo sponderes. 2. Tua et mandantis, veluti si mandet tibi, ut pecuniam sub usuris crederes ei, qui in rem ipsius mutua-retur, aut si volente te agere cum eo ex fidejussoria causa mandet tibi, ut cum reo agas periculo mandantis, vel ut ipsius periculo stipuleris ab eo, quem tibi deleget in id quod tibi debuerat. 3. Aliena autem causa intervenit mandatum, veluti si tibi mandet, ut Titii negotia gereres, vel ut Titio fundum emereres, vel ut pro Titio sponderes. 4. Sua et aliena, veluti si de communibus suis et Titii negotiis gerendis tibi mandet, vel ut sibi et Titio fundum emereres, vel ut pro eo et Titio sponderes. 5. Tua et aliena, veluti si tibi mandet, ut Titio sub usuris crederes. Quodsi ut sine usuris crederes, aliena tantum gratia intercedit mandatum. 6. Tua gratia intervenit mandatum, veluti si tibi mandet, ut pecunias tuas potius in emptiones praediorum colloques, quam feneres, vel ex diverso ut feneres potius, quam in emptiones praediorum colloques. Cujus generis mandatum magis consilium est quam mandatum et ob id non est obligatorium, quia nemo ex consilio mandati obligatur, etiamsi non expediat ei cui dabitur, cum liberum cuique sit apud se explorare, an expediat consilium'. Itaque si otiosam pecuniam domi te habentem hortatus fuerit aliquis, ut rem aliquam emereres vel eam credas, quamvis non expediet tibi eam emisse vel credidisse, non tamen tibi mandati tenetur. Et adeo haec ita sunt, ut quaesitum sit, an mandati teneatur qui mandavit tibi, ut Titio pecuniam fenerares; sed optinuit Sabini sententia obligatorium esse in hoc casu mandatum, quia non aliter Titio credidisses, quam si tibi mandatum esset. 7. Illud quoque mandatum non est obligatorium, quod contra bonos mores est, veluti si Titius de furto aut damno faciendo aut de injuria facienda tibi mandet. Licet enim poenam istius facti nomine

¹ Cf. Gaius, 3, 155-162. D., 17, 1. C., 4, 35.—² Gaius, L. 2 *rer. cott.* (D., 17, 1, 2).

praestiteris, non tamen ullam habes adversus Titium actionem.

8. Is qui exsequitur mandatum non debet excedere fines mandati. Ut ecce si quis usque ad centum aureos mandaverit tibi, ut fundum emeris vel ut pro Titio sponderes, neque pluri emere debes neque in ampliorem pecuniam fidejubere, alioquin non habebis cum eo mandati actionem : adeo quidem, ut Sabino et Cassio placuerit, etiam si usque ad centum aureos cum eo agere velis, inutiliter te acturum ; diversae scholae auctores recte te usque ad centum aureos acturum existimant : quae sententia sane benignior est. Quod si minoris emeris, habebis scilicet cum eo actionem, quoniam qui mandat, ut sibi centum aureorum fundus emeretur, is utique mandasse intellegitur, ut minoris si posset emeretur.

9. ¹Recte quoque mandatum contractum, si, dum adhuc integra res sit, revocatum fuerit, evanescit. 10. Item si adhuc integro mandato mors alterutrius interveniat, id est vel ejus qui mandaverit, vel ejus qui mandatum suscepit, solvitur mandatum. Sed utilitatis causa receptum est, si mortuo eo, qui tibi mandaverit, tu ignorans eum decessisse exsecutus fueras mandatum, posse te agere mandati actione : alioquin justa et probabilis ignorantia damnum tibi afferat. Et huic simile est, quod placuit, si debitores manumisso dispensatore Titii per ignorantiam liberto solverint, liberari eos : cum alioquin stricta juris ratione non possent liberari, quia alii solvissent, quam cui solvere deberent'. 11. Mandatum non suscipere liberum est ; susceptum autem consummandum aut quam primum renuntiandum est, ut aut per semet ipsum aut per alium eandem rem mandator exsequatur. Nam nisi ita renuntiatur, ut integra causa mandatori reservetur eandem rem explicandi, nihilo minus mandati actio locum habet, nisi si justa causa intercessit aut non renuntiandi aut intempestive renuntiandi.

12. Mandatum et in diem differri et sub condicione fieri potest. 13. In summa sciendum est mandatum, nisi gratuitum sit, in aliam formam negotii cadere ; nam mercede constituta incipit locatio et conductio esse. Et ut generaliter dixerimus : quibus casibus sine mercede suscepto officio mandati aut depositi contrahitur negotium, his casibus interveniente mercede locatio et conductio contrahi intellegitur. Et ideo si fulloni polienda curandave vestimenta dederis aut sarcinatori sarcienda nulla mercede constituta neque promissa, mandati competit actio.

XXVII. DE OBLIGATIONIBUS QUASI EX CONTRACTU.

Post genera contractuum enumerata dispiciamus etiam de his obligationibus, quae non proprie quidem ex contractu nasci intelleguntur, sed tamen, quia non ex maleficio substantiam capiunt, quasi ex contractu nasci videntur. 1. Igitur cum quis absentis negotia gesserit, ultro citroque inter eos nascuntur actiones, quae appellantur negotiorum gestorum : sed domino quidem rei gestae adversus eum qui gessit directa competit actio, negotiorum autem gestori contraria. Quas ex nullo contractu proprie nasci manifestum est; quippe ita nascuntur istae actiones si sine mandato quisque alienis negotiis gerendis se optulerit : ex qua causa ii quorum negotia gesta fuerint etiam ignorantibus obligantur. Idque utilitatis causa receptum est, ne absentium, qui subita festinatione coacti nulli demandata negotiorum suorum administratione peregre profecti essent, desererentur negotia : quae sane nemo curaturus esset, si de eo quod quis impendisset nullam habiturus esset actionem. Sicut autem is qui utiliter gesserit negotia habet obligatum dominum negotiorum, ita et contra iste quoque tenetur, ut administrationis rationem reddat. Quo casu ad exactissimam quisque diligentiam compellitur reddere rationem : nec sufficit talem diligentiam adhibere, qualem suis rebus adhibere soleret, si modo alius diligentior commodius administraturus esset negotia. 2. Tutores quoque, qui tutelae iudicio tenentur, non proprie ex contractu obligati intelleguntur (nullum enim negotium inter tutorem et pupillum contrahitur); sed quia sane non ex maleficio tenentur, quasi ex contractu teneri videntur. Et hoc autem casu mutuae sunt actiones; non tantum enim pupillus cum tutore habet tutelae actionem, sed et ex contrario tutor cum pupillo habet contrariam tutelae, si vel impenderit aliquid in rem pupilli vel pro eo fuerit obligatus aut rem suam creditori ejus obligaverit. 3. Item si inter aliquos communis sit res sine societate, veluti quod pariter eis legata donatave esset, et alter eorum alteri ideo teneatur communi dividendo iudicio, quod solus fructus ex ea re perceperit, aut quod socius ejus in eam rem necessarias impensas fecerit : non intellegitur proprie ex contractu obligatus esse, quippe nihil inter se contraxerunt : sed quia non ex maleficio tenentur, quasi ex contractu teneri videtur. 4. Idem juris est de eo, qui coheredi suo familiae erciscundae iudicio ex his causis obligatus est. 5. Heres quoque legatorum nomine non proprie ex con-

1. Gaius, *L. 3 rer. cott. (D., 44, 7, 5, 1)*.

tractu obligatus intellegitur (neque enim cum herede neque cum defuncto ullum negotium legatarius gessisse proprie dici potest) : et tamen, quia ex maleficio non est obligatus heres, quasi ex contractu debere intellegitur. 6. Item is, cui quis per errorem non debitum solvit, quasi ex contractu debere videtur. Adeo enim non intellegitur proprie ex contractu obligatus, ut, si certio rem rationem sequamur, magis ut supra diximus ex distractu quam ex contractu possit dici obligatus esse ; nam qui solvendi animo pecuniam dat, in hoc dare videtur, ut distrahat potius negotium quam contrahat. Sed tamen proinde is qui accepit obligatur, ac si mutuum illi daretur, et ideo conditione tenetur. 7. Ex quibusdam tamen causis repeti non potest, quod per errorem non debitum solutum sit. Sic namque defniverunt veteres : ex quibus causis instiando lis crescit, ex his causis non debitum solutum repeti non posse, veluti ex lege Aquilia, item ex legato. Quod veteres quidem in his legatis locum habere voluerunt, quae certa constituta per damnationem cuicumque fuerant legata : nostra autem constitutio⁴ cum unam naturam omnibus legatis et fideicommissis induisit, hujusmodi augmentum in omnibus legatis et fideicommissis extendi voluit : sed non omnibus legatariis praebuit, sed tantummodo in his legatis et fideicommissis, quae sacrosanctis ecclesiis ceterisque venerabilibus locis, quae religionis vel pietatis intuitu honorificantur, derelicta sunt, quae si indebita solvantur non repetuntur.

XXVIII. PER QUAS PERSONAS NOBIS OBLIGATIO ADQUIRITUR².

³Expositis generibus obligationum, quae ex contractu vel quasi ex contractu nascuntur, admonendi sumus adquiri vobis non solum per vosmet ipsos, sed etiam per eas quoque personas, quae in vestra potestate sunt¹, veluti per servos vestros et filios : ut tamen, quod per servos quidem vobis adquiritur, totum vestrum fiat, quod autem per liberos, quos in potestate habetis, ex obligatione fuerit acquisitum, hoc dividatur secundum imaginem rerum proprietatis et usus fructus, quam nostra discrevit constitutio⁴ : ut, quod ab actione commodum perveniat, hujus usum fructum quidem habeat pater, proprietatem autem filio servetur, scilicet patre actionem movente secundum novellae nostrae constitutionis divisionem. 1. ⁵Item per liberos homines et alienos servos, quos bona fide possidetis, adquiritur vobis, sed tantum ex duabus causis, id est si quid ex

1. C., 1, 3, 45 (46), 7. — 2. Cf. Gaius, 3, 103-107. C., 4, 27. — 3. Gaius, 3, 103. — 4. C., 6, 81, 0. — 5. Gaius, 3, 104. 165. 107.

operis suis vel ex re vestra adquirant. 2. Per eum quoque servum, in quo usum fructum vel usum habetis, similiter ex duabus istis causis vobis acquiritur. 3. Communem servum pro dominica parte dominis adquirere certum est, excepto eo, quod uni nominatim stipulando aut per traditionem accipiendo illi soli acquirit, veluti cum ita stipuletur: TITIO DOMINO MEO DARE SPONDES?'. Sed si unius domini jussu servus fuerit stipulatus, licet antea dubitabatur, tamen post nostram decisionem¹ res expedita est, ut illi tantum adquirat, qui hoc ei facere jussit, ut supra dictum est.

XXVIII. QUIBUS MODIS OBLIGATIO TOLLITUR².

Tollitur autem omnis obligatio solutione ejus quod debetur, vel si quis consentiente creditore aliud pro alio solverit. Nec tamen interest, quis solvat, utrum ipse qui debet an alius pro eo; liberatur enim et alio solvente, sive sciente debitore sive ignorante vel invito solutio fiat. Item si reus solverit, etiam ii qui pro eo intervenerunt liberantur. Idem ex contrario contingit, si fidejussor solverit; non enim solus ipse liberatur, sed etiam reus. 1. ³Item per acceptilationem tollitur obligatio. Est autem acceptilatio imaginaria solutio. Quod enim ex verborum obligatione Titio debetur, id si velit Titius remittere, poterit sic fieri, ut patiatum haec verba debitorem dicere: QUOD EGO TIBI PROMISI HABESNE ACCEPTUM? et Titius respondeat: HABEO; ⁴sed et Graece potest acceptum fieri, dummodo sic fiat, ut Latinis verbis solet: ⁵Ἐχει λαβῶν δηνάρια τόσ᾽; ἔχω λαβῶν. ⁶Quo genere ut diximus tantum eae obligationes solvuntur, quae ex verbis consistunt, non etiam ceterae; consentaneum enim visum est verbis factam obligationem posse aliis verbis dissolvi: sed id, quod ex alia causa debetur, potest in stipulationem deduci et per acceptilationem dissolvi. Sicut autem quod debetur pro parte recte solvitur, ita in partem debiti acceptilatio fieri potest. 2. Est prodita stipulatio, quae vulgo Aquiliana appellatur, per quam stipulationem contingit, ut omnium rerum obligatio in stipulatum deducatur et ea per acceptilationem tollatur. Stipulatio enim Aquiliana novat omnes obligationes et a Gallo Aquilio ita composita est: ⁷Quidquid te mihi ex quacumque causa dare facere oportet oportebit praesens in diemve quarumque rerum mihi tecum actio quaeque abs te petitio vel adversus te persecutio est erit

1. C., 4, 27, 3. — 2. Cf. Gaius, 3, 168-181. D., 46, 2-4. C., 8, 41. 43 (42, 44). — 3. Gaius, 3, 169. — 4. D., 46, 4, 8, 4. Ulp., L. 48 ad Sab. — 5. (Habesne acceptos tot denarios? Habeo). — 6. Gaius, 3, 170. — 7. Cf. D., 46, 4, 18, 1.

quodque tu meum habes tenes possides [possideresve]¹ dolove malo fecisti, quo minus possideas²: quanti quaeque earum rerum res erit, tantam pecuniam dari stipulatus est Aulus Agerius, spondit Numerius Negidius'. Item e diverso Numerius Negidius interrogavit Aulum Agerium: 'Quidquid tibi hodierno die per Aquilianam stipulationem spondi, id omne habesne acceptum?' respondit Aulus Agerius: 'Habeo acceptumque tuli'. 3. ³Praeterea novatione tollitur obligatio, veluti si id, quod tu Seio debeas, a Titio dari stipulatus sit. Nam interventu novae personae nova nascitur obligatio et prima tollitur translata in posteriorem, adeo ut interdum, licet posterior stipulatio inutilis sit, tamen prima novationis jure tollatur, veluti si id, quod Titio tu debebas, a pupillo sine tutoris auctoritate stipulatus fuerit: quo casus res amittitur; nam et prior debitor liberatur et posterior obligatio nulla est. Non idem juris est, si a servo quis stipulatus fuerit; nam tunc prior proinde obligatus manet, ac si postea a nullo stipulatus fuisset. Sed si eadem persona sit, a qua postea stipuleris, ita demum novatio fit, si quid in posteriore stipulatione novi sit, forte si condicio aut dies aut fidejussor adjiciatur aut detrahatur. Quod autem diximus, si condicio adjiciatur, novationem fieri, sic intellegi oportet, ut ita dicamus factam novationem, si condicio extiterit: alioquin si defecerit, durat prior obligatio'. 3^a. Sed cum hoc quidem inter veteres constabat tunc fieri novationem, cum novandi animo in secundam obligationem itum fuerat, per hoc autem dubium erat, quando novandi animo videretur hoc fieri et quasdam de hoc praesumptiones alii in aliis casibus introducebant: ideo nostra processit constitutio⁴, quae apertissime definivit tunc solum fieri novationem, quotiens hoc ipsum inter contrahentes expressum fuerit, quod propter novationem prioris obligationis convenerunt, alioquin manere et pristinam obligationem et secundam ei accedere, ut maneat ex utraque causa obligatio secundum nostrae constitutionis definitiones, quas licet ex ipsius lectione apertius cognoscere. 4. Hoc amplius eae obligationes, quae consensu contrahuntur, contraria voluntate dissolvuntur. Nam si Titius et Seius inter se consenserunt, ut fundum Tusculanum emptum Seius haberet centum aureorum, deinde re nondum secuta, id est neque pretio soluto neque fundo tradito, placuerit inter eos, ut discederetur ab emptione et venditione, invicem liberantur. Idem est et in conductione et locatione et omnibus

1. Omis avec raison au D. — 2. Membre de phrase également omis au D. — 3. Gaius, 3, 176. 177. 179. — 4. C., 8, 41 (42), 8.

contractibus, qui ex consensu descendunt, sicut jam dictum est.

LIBER QUARTUS.

I. DE OBLIGATIONIBUS QUAE EX DELICTO NASCUNTUR¹.

Cum expositum sit superiore libro de obligationibus ex contractu et quasi ex contractu, sequitur ut de obligationibus ex maleficio dispiciamus. ²Sed illae quidem, ut suo loco tradidimus, in quattuor genera dividuntur : haec vero unius generis sunt, nam omnes ex re nascuntur, id est ex ipso maleficio, veluti ex furto aut rapina aut damno aut injuria.

1. ³Furtum est contrectatio rei fraudulosa vel ipsius rei vel etiam usus ejus possessionisve, quod lege naturali prohibitum est admittere'. 2. ⁴Furtum autem vel a furvo id est nigro dictum est, quod clam et obscure fit et plerumque nocte, vel a fraude, vel a ferendo, id est auferendo, vel a Graeco sermone, qui φῶρας appellant fures. Immo etiam Graeci ἀπὸ τοῦ φέρειν⁵ φῶρας dixerunt'. 3. ⁶Furto autem genera duo sunt, manifestum et nec manifestum. Nam conceptum et oblatum species potius actionis sunt furto cohaerentes quam genera furto, sicut inferius apparebit'. ⁷Manifestus fur est, quem Graeci ἐπ' αὐτοφώρῳ appellant' : nec solum is qui in ipso furto deprehenditur, sed etiam is qui eo loco deprehenditur, quo fit, veluti qui in domo furtum fecit et nondum egressus januam deprehensus fuerit, et qui in oliveto olivarum aut in vineto uvarum furtum fecit, quamdiu in eo oliveto aut in vineto fur deprehensus sit : immo ulterius furtum manifestum extendendum est, quamdiu eam rem fur tenens visus vel deprehensus fuerit sive in publico sive in privato vel a domino vel ab alio, antequam eo perveniret, quo perferre ac deponere rem destinasset. ⁸Sed si pertulit quo destinavit, tametsi deprehendatur cum re furtiva, non est manifestus fur'. ⁹Nec manifestum furtum quid sit, ex his quae diximus intellegitur ; nam quod manifestum non est, id scilicet nec manifestum est. 4. Conceptum furtum dicitur, cum apud aliquem testibus praesentibus furtiva res quaesita et inventa sit ; nam in eum propria actio constituta est, quamvis fur non sit, quae appellatur concepti. Oblatum furtum dicitur, cum res furtiva

1. Cf. Gaius 3, 182-208. D., 47, 2. C., 6, 2. — 2. Cf. Gaius, L. 3 rer. cott. (D., 24, 7. 4) ? — 3. D., 47, 2, 1, 3 (Paul. L. 39 ad ed.). — 4. D., 47, 2, 1, pr. (Paul. L. 39 ad ed.). — 5. (a ferendo). — 6. Gaius, 3, 183 (cf. D., 47, 2, 2. Gaius, L. 47 ad ed.). — 7. D., 47, 2, 3, pr. (Ulp., L. 41 ad Sab.). — 8. D., 47, 2, 3, 1 (Ulp., L. 41 ad Sab.). — 9. Gaius, 3, 185-188.

ab aliquo tibi oblata sit eaque apud te concepta sit, utique si ea mente tibi data fuerit, ut apud te potius quam apud eum qui dederit conciperetur; nam tibi, apud quem concepta sit, propria adversus eum qui optulit, quamvis fur non sit, constituta est actio, quae appellatur oblata. Est etiam prohibiti furti actio adversus eum, qui furtum quaerere testibus praesentibus volentem prohibuerit'. Praeterea poena constituitur edicto praetoris per actionem furti non exhibiti adversus eum, qui furtivam rem apud se quaesitam et inventam non exhibuit. Sed hae actiones, id est concepti et oblatae et furti prohibiti nec non furti non exhibiti, in desuetudinem abierunt. Cum enim requisitio rei furtivae hodie secundum veterem observationem non fit: merito ex consequentia etiam praefatae actiones ab usu communi recesserunt, cum manifestissimum est, quod omnes, qui scientes rem furtivam susceperint et celaverint, furti nec manifesti obnoxii sunt. 5. 'Poena manifesti furti quadrupli est tam ex servi persona quam ex liberi, nec manifesti dupli.

6. 'Furtum autem fit non solum cum quis intercipiendi causa rem alienam amovet, sed generaliter cum quis alienam rem invito domino contrectat. Itaque sive creditor pignore sive is, apud quem res deposita est, ea re utatur sive is, qui rem utendam accepit, in alium usum eam transferat, quam cuius gratia ei data est, furtum committit, veluti si quis argentum utendum acceperit quasi amicos ad cenam invitaturus et id peregre secum tulerit, aut si quis equum gestandi causa commodatum sibi longius aliquo duxerit, quod veteres scripserunt de eo, qui in aciem equum perduxisset. 7. Placuit tamen eos, qui rebus commodatis aliter uterentur, quam utendas acceperint, ita furtum committere, si se intellegant id invito domino facere eumque si intellexisset non permissurum, ac si permissurum credant, extra crimen videri: optima sane distinctione, quia furtum sine affectu furandi non committitur. 8. Sed et si credat aliquis invito domino se rem commodatam sibi contrectare, domino autem volente id fiat, dicitur furtum non fieri. Unde illud quaesitum est, cum Titius servum Maevii sollicitaverit, ut quasdam res domino subriperet et ad eum perferret, et servus id ad Maevium pertulerit, Maevius, dum vult Titium in ipso delicto deprehendere, permisit servo quasdam res ad eum perferre, utrum furti an servi corrupti iudicio teneatur Titius, an neutro'. Et cum nobis super hac dubitatione suggestum est et antiquorum prudentium super hoc alter-

cationes perspeximus, quibusdam neque furti neque servi corrupti actionem praestantibus, quibusdam furti tantummodo : nos hujusmodi calliditati obviam euntes per nostram decisionem¹ sanximus non solum furti actionem, sed etiam servi corrupti contra eum dari ; licet enim is servus deterior a sollicitatore minime factus est et ideo non concurrant regulae, quae servi corrupti actionem introducerent, tamen consilium corruptoris ad perniciem probitatis servi introductum est, ut sit ei poenalis actio imposita, tanquam re ipsa fuisset servus corruptus, ne ex hujusmodi impunitate et in alium servum, qui possit corrumpi, tale facinus a quibusdam perpetretur. 9.² Interdum etiam liberorum hominum furtum fit, veluti si quis liberorum nostrorum, qui in potestate nostra sit, subreptus fuerit. 10. Aliquando autem etiam suae rei quisque furtum committit, veluti si debitor rem, quam creditori pignoris causa dedit, subtraxerit.

11. Interdum furti tenetur, qui ipse furtum non fecerit, qualis est, cujus ope et consilio furtum factum est. In quo numero est, qui tibi nummos excussit, ut alius eos raperet, aut obstitit tibi, ut alius rem tuam exciperet, vel oves aut boves tuas fugaverit, ut alius eas exciperet : et hoc veteres scripserunt de eo, qui panno rubro fugavit armentum. Sed si quid eorum per lasciviam et non data opera, ut furtum admitteretur, factum est, in factum actio dari debeat'. At ubi ope Mae-vii Titius furtum fecerit, ambo furti tenentur. Ope consilio ejus quoque furtum admitti videtur, qui scalas forte fenestris supponit aut ipsas fenestras vel ostium effringit, ut alius furtum faceret, quive ferramenta ad effringendum aut scalas ut fenestris supponerentur commodaverit, sciens cujus gratia commodaverit. Certe qui nullam operam ad furtum faciendum adhibuit, sed tantum consilium dedit atque hortatus est ad furtum faciendum, non tenetur furti. 12. Hi, qui in parentium vel dominorum potestate sunt, si rem eis subripiant, furtum quidem illis faciunt et res in furtivam causam cadit nec ob id ab ullo usucapi potest, antequam in domini potestatem revertatur, sed furti actio non nascitur, quia nec ex alia ulla causa potest inter eos actio nasci : si vero ope consilio alterius furtum factum fuerit, quia utique furtum committitur, convenienter ille furti tenetur, quia verum est ope consilio ejus furtum factum esse.

13. ³Furti autem actio ei competit, cujus interest rem salvam esse, licet dominus non sit : itaque nec domino aliter

1. C., 6, 2, 20. — 2. Gaius, 3, 199, 200, 202. — 3. Gaius, 3, 203-205.

competit, quam si ejus intersit rem non perire. 14. Unde constat creditorem de pignore subrepto furti agere posse, etiamsi idoneum debitorem habeat, quia expedit ei pignori potius incumbere quam in personam agere: 'adeo quidem ut, quamvis ipse debitor eam rem subriperit, nihilo minus creditori competit actio furti. 15. Item si fullo polienda curandave aut sarcinator sarcienda vestimenta mercede certa acceperit eaque furto amiserit, ipse furti habet actionem, non dominus, quia domini nihil interest eam rem non perire, cum judicio locati a fullone aut sarcinatore rem suam persequi potest. Sed et bonae fidei emptori subrepta re quam emerit, quamvis dominus non sit, omnimodo competit furti actio, quemadmodum et creditori. Fulloni vero et sarcinatori non aliter furti competere placuit, quam si solvendo sint, hoc est si domino rei aestimationem solvere possint; 'nam si solvendo non sunt, tunc quia ab eis suum dominus consequi non possit, ipsi domino furti actio competit, quia hoc casu ipsius interest rem salvam esse'. Idem est et si in parte solvendo sint fullo aut sarcinator. 16. ²'Quae de fullone et sarcinatore diximus, eadem et ad eum cui commodata res est transferenda veteres existimabant; nam ut ille fullo mercedem accipiendo custodiam praestat, ita is quoque, qui commodum utendi percipit, similiter necesse habet custodiam praestare'. Sed nostra providentia etiam hoc in decisionibus nostris emendavit³, 'ut in domini sit voluntate, sive commodati actionem adversus eum qui rem commodatam accepit movere desiderat, sive furti adversus eum qui rem subripuit, et alterutra earum electa dominum non posse ex poenitentia ad alteram venire actionem. Sed si quidem furem elegerit, illum qui rem utendam accepit penitus liberari. Sin autem commodator veniat adversus eum qui rem utendam accepit, ipsi quidem nullo modo competere posse adversus furem furti actionem, eum autem, qui pro re commodata convenitur, posse adversus furem furti habere actionem, ita tamen, si dominus sciens rem esse subreptam adversus eum cui res commodata fuit pervenit: sin autem nescius et dubitans rem non esse apud eum commodati actionem instituit, postea autem re comperta voluit remittere quidem commodati actionem, ad furti autem pervenire, tunc licentia ei concedatur et adversus furem venire nullo obstaculo ei opponendo, quoniam incertus constitutus movit adversus eum qui rem utendam accepit commodati actionem (nisi domino ab eo satisfactum est; tunc etenim omni-

1. Gaius, 3, 205. — 2. Gaius, 3, 206. — 3. C., 6, 2, 22, 1. 2.

modo furem a domino quidem furti actione liberari, suppositum autem esse ei, qui pro re sibi commodata domino satisfecit), cum manifestissimum est, etiam si ab initio dominus actionem instituit commodati ignarus rem esse subreptam, postea autem hoc ei cognito adversus furem transivit, omnimodo liberari eum qui rem commodatam accepit, quemcumque causae exitum dominus adversus furem habuerit: eadem definitione optinente, sive in partem sive in solidum solvendo sit is qui rem commodatam accepit'. 17. 'Sed is, apud quem res deposita est, custodiam non praestat, sed tantum in eo obnoxius est, si quid ipse dolo malo fecerit. Qua de causa si res ei subrepta fuerit, quia restituendae ejus nomine depositi non tenetur nec ob id ejus interest rem salvam esse, furti agere non potest, sed furti actio domino competit. 18. In summa sciendum est quaesitum esse, an impubes rem alienam amovendo furtum faciat. Et placet, quia furtum ex affectu consistit, ita demum obligari eo crimine impuberem, si proximus pubertati sit et ob id intellegat se delinquere'. 19. Furti actio sive dupli sive quadrupli tantum ad poenae persecutionem pertinet; nam ipsius rei persecutionem extrinsecus habet dominus, quam aut vindicando aut condicendo potest auferre. Sed vindicatio quidem adversus possessorem est, sive fur ipse possidet sive alius quilibet; condictio autem adversus ipsum furem heredemve ejus, licet non possideat, competit.

II. VI BONORUM RAPTORUM².

³Qui res alienas rapit, tenetur quidem etiam furti (quis enim magis alienam rem invito domino contrectat, quam qui vi rapit? ideoque recte dictum est eum improbum furem esse); sed tamen propriam actionem ejus delicti nomine praetor introduxit, quae appellatur vi bonorum raptorum et est intra annum quadrupli, post annum simpli. Quae actio utilis est, etiamsi quis unam rem licet minimam rapuerit'. Quadruplum autem non totum poena est et extra poenam rei persecutio, sicut in actione furti manifesti diximus; sed in quadruplo inest et rei persecutio, ut poena tripli sit, sive comprehendatur raptor in ipso delicto sive non. Ridiculum est enim levioris esse conditionis eum qui vi rapit, quam qui clam amovet. 1. Quia tamen ita competit haec actio, si dolo malo quisque rapuerit: qui aliquo errore inductus suam rem esse et imprudens juris eo animo rapuit, quasi domino liceat rem suam etiam per vim

1. Gaius, 3, 207. 208. — 2. Cf. D., 47, 8. C., 9, 33. — 3. Gaius, 3, 209.

auferre possessoribus, absolvi debet. Cui scilicet conveniens est nec furti teneri eum, qui eodem hoc animo rapuit. Sed ne, dum talia excogitentur, inveniatur via, per quam raptores impune suam exerceant avaritiam : melius divalibus constitutionibus¹ pro hac parte prospectum est, ut nemini liceat vi rapere rem mobilem vel se moventem, licet suam eandem rem existimet ; sed si quis contra statuta fecerit, rei quidem suae dominio cadere, sin autem aliena sit, post restitutionem etiam aestimationem ejusdem rei praestare. Quod non solum in mobilibus rebus, quae rapi possunt, constitutiones optinere censuerunt, sed etiam in invasionibus, quae circa res soli fiunt, ut ex hac causa omni rapina homines abstineant. 2. ²In hac actione non utique exspectatur rem in bonis actoris esse ; nam sive in bonis sit sive non sit, si tamen ex bonis sit, locum haec actio habebit. Quare sive commodata sive locata sive etiam pignerata sive deposita sit apud Titium sic, ut intersit ejus eam non auferri, veluti si in re deposita culpam quoque promisit, sive bona fide possideat, sive usum fructum in ea quis habeat vel quod aliud jus, ut intersit ejus non rapi : dicendum est competere ei hanc actionem, ut non dominium accipiat, sed illud solum, quod ex bonis ejus qui rapinam passus est, id est quod ex substantia ejus ablatum esse proponatur. Et generaliter dicendum est, ex quibus causis furti actio competit in re clam facta, ex isdem causis omnes habere hanc actionem⁷.

III. DE LEGE AQUILIA³.

⁴Damni injuriae actio constituitur per legem Aquiliam. Cujus primo capite cautum est, ut si quis hominem alienum alienamve quadrupedem quae pecudum numero sit injuria occiderit, quanti ea res in eo anno plurimi fuit, tantum domino dare damnetur⁷. 1. Quod autem non praecise de quadrupede, sed de ea tantum quae pecudum numero est cavetur, eo pertinet, ut neque de feris bestiis neque de canibus cautum esse intellegamus, sed de his tantum, quae proprie pasci dicuntur, quales sunt equi muli asini boves oves caprae. De suis quoque idem placuit ; nam et sues pecorum appellatione continentur, quia et hi gregatim pascuntur : sic denique et Homerus in *Odyssea*⁵ ait, sicut Aelius Marcianus in suis institutionibus⁶ refert :

1. C., 8, 4, 7. — 2. D., 47, 8, 2, 22-23. Ulp. L. 56 ad ed. — 3. Cf. Gaius, 3, 210-219. D., 9, 2. C., 3, 35. — 4. Gaius, 3, 210. — 5. Od., 13, 407 et ss. — 6. D., 32, 65, 4.

Δίαις τόν γε σύσσει παρήμενον ἂι δὲ νέμονται
 πὰρ Κόρακος πέτρι, ἐπὶ τε κρήνη Ἀρεθούση¹.

2. Injuria autem occidere intellegitur, qui nullo jure occidit. Itaque qui latronem occidit, non tenetur, utique si aliter periculum effugere non potest. 3. Ac ne is quidem hac lege tenetur, qui casu occidit, si modo culpa ejus nulla invenitur; nam alioquin non minus ex dolo quam ex culpa quisque hac lege tenetur. 4. Itaque si quis, dum jaculis ludit vel exercitatur, trauseuntem servum tuum trajecerit, distinguitur. Nam si id a milite quidem in campo eoque, ubi solitum est exercitari, admissum est, nulla culpa ejus intellegitur; si alius tale quid admisit, culpa reus est. Idem juris est de milite, si is in alio loco, quam qui exercitandis militibus destinatus est, id admisit. 5. Item si putator ex arbore dejecto ramo servum tuum transeuntem occiderit, si prope viam publicam aut vicinalem id factum est neque praeclamavit, ut casus evitari possit culpa reus est; si praeclamavit neque ille curavit cavere, extra culpam est putator. Aequè extra culpam esse intellegitur, si seorsum a via forte vel in medio fundo caedebat, licet non praeclamavit, quia eo loco nulli extraneo jus fuerat versandi. 6. Practerea si medicus, qui servum tuum secuit, dereliquerit curationem atque ob id mortuus fuerit servus, culpa reus est. 7. Imperitia quoque culpa adnumeratur, veluti si medicus ideo servum tuum occiderit, quod eum male secuerit aut perperam ei medicamentum dederit. 8. Impetu quoque mularum, quas mulio propter imperitiam retinere non potuerit, si servus tuus oppressus fuerit, culpa reus est mulio. Sed et si propter infirmitatem retinere eas non potuerit, cum alius firmior retinere potuisset, aequè culpa tenetur. Eadem placuerunt de eo quoque, qui, cum equo veheretur, impetum ejus aut propter infirmitatem aut propter imperitiam suam retinere non potuerit. 9. His autem verbis legis: QUANTI ID IN EO ANNO PLURIMI FUERIT, illa sententia exprimitur, ut si quis hominem tuum, qui hodie claudus aut luscus aut mancus erit, occiderit, qui in eo anno integer aut pretiosus fuerit, non tanti teneatur, quanti is hodie erit, sed quanti in eo anno plurimi fuerit. Qua ratione creditum est poenalem esse hujus legis actionem, quia non solum tanti quisque obligatur, quantum damni dederit, sed aliquando longe plus: ideoque constat in heredem eam actionem non transire, quae transitura fuisset, si ultra damnum numquam lis aestimaretur. 10. Illud non ex verbis legis, sed ex

1. (Invenies eum apud sues sedentem, Hae vero pascantur ad Coracis clivum: et apud fontem Arethusam).

interpretatione placuit non solum perempti corporis aestimationem habendam esse secundum ea quae diximus, sed eo amplius quidquid praeterea perempto eo corpore damni vobis adlatum fuerit, veluti si servum tuum heredem ab aliquo institutum ante quis occiderit, quam is jussu tuo adiret; nam hereditatis quoque amissae rationem esse habendam constat. Item si ex pari mularum unam vel ex quadriga equorum unum occiderit, vel ex comoedis unus servus fuerit occisus: non solum eam sit aestimatio, sed eo amplius id quoque computatur, quanto depretiati sunt qui supersunt. 11. Liberum est autem ei, cujus servus fuerit occisus, et privato iudicio legis Aquiliae damnum persequi et capitalis criminis eum reum facere.

12. Caput secundum legis Aquiliae in usu non est. 13. Capite tertio de omni cetero damno cavetur. Itaque si quis servum vel eam quadrupedem quae pecudum numero est vulneraverit, sive eam quadrupedem quae pecudum numero non est, veluti canem aut feram bestiam, vulneraverit aut occiderit, hoc capite actio constituitur. In ceteris quoque omnibus animalibus, item in omnibus rebus quae anima carent damnum injuria datum hac parte vindicatur. Si quid enim ustum aut ruptum aut fractum fuerit, actio ex hoc capite constituitur, quamquam poterit sola rupti appellatio in omnes istas causas sufficere; ruptum enim intellegitur, quoquo modo corruptum est. Unde non solum usta aut fracta, sed etiam scissa et collisa et effusa et quoquo modo perempta atque deteriora facta hoc verbo continentur: denique responsum est, si quis in alienum vinum aut oleum id immiserit, quo naturalis bonitas vini vel olei corrumperetur, ex hac parte legis eum teneri. 14. Illud palam est, sicut ex primo capite ita demum quisque tenetur, si dolo aut culpa ejus homo aut quadrupes occisus occisive fuerit, ita ex hoc capite ex dolo aut culpa de cetero damno quemque teneri. 24 Hoc tamen capite non quanti in eo anno, sed quanti in diebus triginta proximis res fuerit, obligatur is qui damnum dederit. 15. Ac ne PLURIMI quidem verbum adjicitur. Sed Sabino recte placuit perinde habendam aestimationem, acsi etiam hac parte PLURIMI verbum adjectum fuisset; nam plebem Romanam quae Aquilio tribuno rogante hanc legem tulit, contentam fuisse, quod prima parte eo verbo usa est.

16. Ceterum placuit ita demum ex hac lege actionem esse, si quis praecipue corpore suo damnum dederit. Ideoque in eum, qui alio modo damnum dederit, utiles actiones dari solent,

veluti si quis hominem alienum aut pecus ita incluserit, ut fame necaretur, aut jumentum tam vehementer egerit, ut rumperetur, aut pecus in tantum exagitaverit, ut praecipitaretur, aut si quis alieno servo persuaserit, ut in arborem ascenderet vel in puteum descenderet, et is ascendendo vel descendendo aut mortuus fuerit aut aliqua parte corporis laesus erit, utilis in eum actio datur. 'Sed si quis alienum servum de ponte aut ripa in flumen dejecerit et is suffocatus fuerit, eo quod proiecero corpore suo damnum dedisse non difficiliter intellegi poterit' ideoque ipsa lege Aquilia tenetur. Sed si non corpore damnum fuerit datum neque corpus laesum fuerit, sed alio modo damnum alicui contigit, cum non sufficit neque directa neque utilis Aquilia, placuit eum, qui obnoxius fuerit, in factum actione teneri : veluti si quis misericordia ductus alienum servum compeditum solverit, ut fugeret.

III. DE INJURIIS¹.

² Generaliter injuria dicitur omne quod non jure fit : specialiter alias contumelia, quae a contemnendo dicta est, quam Graeci ὕβριν appellant, alias culpa, quam Graeci ἀδικίαν dicunt, sicut in lege Aquilia damnum injuria accipitur, alias iniquitas et injustitia, quam Graeci ἀδικήματα vocant. Cum enim praetor vel iudex non jure contra quem pronuntiat, injuriam accepisse dicitur. 1. ³ Injuria autem committitur non solum, cum quis pugno puta aut fustibus caesus vel etiam verberatus erit, sed etiam si cui convicium factum fuerit, sive cujus bona quasi debitoris possessa fuerint ab eo, qui intellegebat nihil eum sibi debere, vel si quis ad infamiam alicujus libellum aut carmen scripserit composuerit ediderit dolove malo fecerit, quo quid eorum fieret, sive quis matrem familias aut praetextatum praetextatamve adsectatus fuerit, sive cujus pudicitia attemptata esse dicitur : et denique aliis pluribus modis admitti injuriam manifestum est. 2. Patitur autem quis injuriam non solum per semet ipsum, sed etiam per liberos suos quos in potestate habet : item per uxorem suam, id enim magis praevaluit. Itaque si filiae alicujus, quae Titio nupta est, injuriam feceris, non solum filiae nomine tecum injuriarum agi potest, sed etiam patris quoque et mariti nomine. Contra autem, si viro injuria facta sit, uxor injuriarum agere non potest ; defendi enim uxores a viris, non viros ab uxoribus aequum est. Sed et socer nurus nomine cujus vir in potestate est, injuria-

1. Cf. Gaius, 3, 220-225. D., 47, 10. C., 9, 35. — 2. Cf. Paul., L. sing. et III. de injuriis, Coll., 2, 5. — 3. Gaius, 3, 220-221.

rum agere potest. 3. ¹‘Servis autem ipsis quidem nulla injuria fieri intellegitur, sed domino per eos fieri videtur; non tamen isdem modis, quibus etiam per liberos et uxores, sed ita cum quid atrocius commissum fuerit et quod aperte ad contumeliam domini respicit, veluti si quis alienum servum verberaverit et in hunc casum actio proponitur. At si quis servo convicium fecerit vel pugno eum percusserit, nulla in eum actio domino competit’. 4. Si communi servo injuria facta sit, aequum est non pro ea parte, qua dominus quisque est, aestimationem injuriae fieri, sed ex dominorum persona, quia ipsis fit injuria. 5. Quodsi usus fructus in servo Titii est, proprietas Maevii est, magis Maevio injuria fieri intellegitur. 6. Sed si libero, qui tibi bona fide servit, injuria facta sit, nulla tibi actio dabitur, sed suo nomine is experiri poterit: nisi in contumeliam tuam pulsatus sit, tunc enim competit et tibi injuriarum actio. Idem ergo est et in servo alieno bona fide tibi serviente, ut totiens admittatur injuriarum actio, quotiens in tuam contumeliam injuria ei facta sit.

7. ²‘Poena autem injuriarum ex lege duodecim tabularum propter membrum quidem ruptum talio erat; propter os vero fractum nummariae poenae erant constitutae quasi in magna veterum paupertate. Sed postea praetores permittebant ipsis qui injuriam passi sunt eam aestimare, ut iudex vel tanti condemnet, quanti injuriam passus aestimaverit, vel minoris, prout ei visum fuerit’. Sed poena quidem injuriae, quae ex lege duodecim tabularum introducta est, in desuetudinem abiit: quam autem praetores introduxerunt, quae etiam honoraria appellatur, in judiciis frequentatur. Nam secundum gradum dignitatis vitaeque honestatem crescit aut minuitur aestimatio injuriae: qui gradus condemnationis et in servili persona non immerito servatur, ut aliud in servo actore, aliud in medii actus homine, aliud in vilissimo vel compedito constituatur. 8. Sed et lex Cornelia de injuriis loquitur et injuriarum actionem introduxit. Quae competit ob eam rem, quod se pulsatum quis verberatumve domumve suam vi introitum esse dicat. Domum autem accipimus, sive in propria domo quis habitat sive in conducta vel gratis sive hospitio receptus sit. 9. ³‘Atrox injuria aestimatur vel ex facto, veluti si quis ab aliquo vulneratus fuerit vel fustibus caesus; vel ex loco, veluti si cui in theatro vel in foro vel in conspectu praetoris injuria facta sit; vel ex persona, veluti si magistratus injuriam passus fuerit, vel si senatori ab humili injuria facta sit’, aut parenti patro-

1. Gaius, 3, 222. — 2. Gaius, 3, 223-224. — 3. Gaius, 3, 225.

noque fiat a liberis vel liberis; aliter enim senatoris et parentis patronique, aliter extranei et humilis personae injuria aestimatur. Nonnumquam et locus vulneris atrocem injuriam facit, veluti si in oculo quis percussus sit. 'Parvi autem refert, utrum patri familias an filio familias talis injuria facta sit; nam et haec atrox aestimabitur'. 10. In summa sciendum est de omni injuria eum qui passus est posse vel criminaliter agere vel civiliter. Et si quidem civiliter agatur, aestimatione facta secundum quod dictum est poena imponitur. Sin autem criminaliter, officio judicis extraordinaria poena reo irrogatur: hoc videlicet observando, quod Zenoniana constitutio² introduxit, ut viri illustres quique supra eos sunt et per procuratores possint actionem injuriarum criminaliter vel persequi vel suscipere secundum ejus tenorem, qui ex ipsa manifestius appareat. 11. ³'Non solum autem is injuriarum tenetur, qui fecit injuriam, hoc est qui percussit; verum ille quoque continebitur, qui dolo fecit vel qui curavit, ut cui mala pugno percuteretur. 12. Haec actio dissimulatione aboletur: et ideo, si quis injuriam dereliquerit, hoc est statim passus ad animum suum non revocaverit, postea ex poenitentia remissam injuriam non poterit recollere'.

V. DE OBLIGATIONIBUS QUAE QUASI EX DELICTO NASCUNTUR⁴.

⁵'Si iudex litem suam fecerit, non proprie ex maleficio obligatus videtur. Sed quia neque ex contractu obligatus est et utique peccasse aliquid intellegitur, licet per imprudentiam, ideo videtur quasi ex maleficio teneri, et in quantum de ea re aequum religioni judicantis videbitur, poenam sustinebit. 1. Item is, ex cujus coenaculo vel proprio ipsius vel conducto vel in quo gratis habitabat dejectum effusumve aliquid est, ita ut alicui noceretur, quasi ex maleficio obligatus intellegitur; ideo autem non proprie ex maleficio obligatus intellegitur quia plerumque ob alterius culpam tenetur aut servi aut liberi. Cui similis est is, qui ea parte, qua vulgo iter fieri solet, id positum aut suspensum habet, quod potest, si ceciderit, alicui nocere': quo casu poena decem aureorum constituta est. De eo vero, quod dejectum effusumve est, dupli quanti damnum datum sit constituta est actio. Ob hominem vero liberum occisum quinquaginta aureorum poena constituitur; si vero vivet nocitumque ei esse dicetur, quantum ob eam rem aequum

1. *D.*, 47, 10, 9, 2. *Ulp.* *L. 57 ad ed.* — 2. *C.*, 9, 35, 11. — 3. *D.*, 47, 10, 11. *pr.* 1. *Ulp.*, *L. 57 ad ed.* — 4. *Cf. D.*, 9, 3, 4, 9, 47, 5. — 5. *Gaius*, *L. 3 rer. coll.* (*D.*, 44, 7, 5, 4. 5. 50, 13, 6).

judici videtur, actio datur; judex enim computare debet mercedis medicis praestitas ceteraque impendia, quae in curatione facta sunt, praeterea operarum, quibus caruit aut cariturus est ob id quod inutilis factus est. 2. 'Si filius familias seorsum a patre habitaverit et quid ex coenaculo ejus dejectum effusumve sit, sive quid positum suspensumve habuerit, cujus casus periculosus est: Juliano placuit in patrem nullam esse actionem, sed cum ipso filio agendum'. Quod et in filio familias judice observandum est, qui litem suam fecerit. 3. 'Item exercitor navis aut cauponae aut stabuli de dolo¹ aut furto, quod in nave aut in caupona aut in stabulo factum erit, quasi ex maleficio teneri videtur, si modo ipsius nullum est maleficio, sed aliqujus eorum, quorum opera navem aut cauponam aut stabulum exerceret; cum enim neque ex contractu sit adversus eum constituta haec actio et aliquatenus culpa reus est, quod opera malorum hominum uteretur, ideo quasi ex maleficio teneri videtur. In his autem casibus in factum actio competit, quae heredi quidem datur, adversus heredem autem non competit.

VI. DE ACTIONIBUS².

Superest, ut de actionibus loquamur. 'Actio autem nihil aliud est, quam jus perseguendi iudicio quod sibi debetur'.

1. Omnium actionum, quibus inter aliquos apud iudices arbitrosve de quaere re quaeritur, summa divisio in duo genera deducitur: aut enim in rem sunt aut in personam. Namque agit unusquisque aut cum eo, qui ei obligatus est vel ex contractu vel ex maleficio, quo casu proditae actiones in personam sunt, per quas intendit adversarium ei dare aut dare facere oportere et aliis quibusdam modis: aut cum eo agit, qui nullo jure ei obligatus est, movet tamen alicui de aliqua re controversiam: quo casu proditae actiones in rem sunt, veluti si rem corporalem possideat quis, quam Titius suam esse affirmet, et possessor dominum se esse dicat; nam si Titius suam esse intendat, in rem actio est. 2. Aequae si agat jus sibi esse fundo forte vel aedibus utendi fruendi vel per fundum vicini eundi agendi vel ex fundo vicini aquam ducendi, in rem actio est. Eiusdem generis est actio de jure praediorum urbanorum, veluti si agat jus sibi esse altius aedes suas tollendi prospiciendive vel projiciendi aliquid vel immittendi in vicini aedes. Contra quoque de usu fructu et de servitutibus praec-

1. Gaius, 1. c. (D., 44, 7, 5, 5. 6). — 2. D.: 'damno'. — 3. Cf. Gaius, 4, 1-74. — 4. D., 44, 7, 51. Celse, L. 3 dig.

diorum rusticorum, item praediorum urbanorum invicem quoque proditae sunt actiones, ut quis intendat jus non esse adversario utendi fruendi, eundi agendi aquamve ducendi, item altius tollendi prospiciendi projiciendi immittendi : istae quoque actiones in rem sunt, sed negativae. Quod genus actionis in controversiis rerum corporalium proditum non est ; nam in his is agit qui non possidet : ei vero qui possidet non est actio prodita, per quam neget rem actoris esse. Sane uno casu qui possidet nihilo minus actoris partes optinet, sicut in latioribus digestorum libris opportunius apparebit. 3. Sed istae quidem actiones, quarum mentionem habuimus, et si quae sunt similes, ex legitimis et civilibus causis descendunt. Aliae autem sunt, quas praetor ex sua jurisdictione comparatas habet tam in rem quam in personam, quas et ipsas necessarium est exemplis ostendere. Ecce plerumque ita permittit in rem agere, ut vel actor diceret se quasi usu cepisse, quod usu non ceperit, vel ex diverso [possessor]¹ diceret adversarium suum usu non cepisse quod usu ceperit. 4. Namque si cui ex justa causa res aliqua tradita fuerit, veluti ex causa emptionis aut donationis aut dotis aut legatorum, necdum ejus rei dominus effectus est, si ejus rei casu possessionem amiserit, nullam habet directam in rem actionem ad eam rem persequendam ; quippe ita proditae sunt jure civili actiones, ut quis dominium suum vindicet. Sed quia sane durum erat eo casu deficere actionem, inventa est a praetore actio, in qua dicit is, qui possessionem amisit, eam rem se usu cepisse et ita vindicat suam esse. Quae actio Publiciana appellatur, quoniam primum a Publicio praetore in edicto proposita est. 5. Rursus ex diverso si quis, cum rei publicae causa abesset vel in hostium potestate esset, rem ejus qui in civitate esset usu ceperit, permittitur domino, si possessor rei publicae causa abesse desierit, tunc intra annum rescissa usucapione eam petere, id est ita petere, ut dicat possessorem usu non cepisse et ob id suam esse rem. Quod genus actionis quibusdam et aliis simili aequitate motus praetor accommodat, sicut ex latiore digestorum seu pandectarum volumine intellegere licet. 6. Item si quis in fraudem creditorum rem suam alicui tradiderit, bonis ejus a creditoribus ex sententia praesidis possessis permittitur ipsis creditoribus rescissa traditione eam rem petere, id est dicere eam rem traditam non esse et ob id in bonis debitoris man-

1. Les mss. suivis par Giraud, Cuq, *N. R. Hist.*, 1871, pp. 635-655 : 'possessor' ; Cujas, Huschke, Pellat, Accarias : 'possessorem' : peut être faut-il effacer le mot purement et simplement.

sisse. 7. Item Serviana et quasi Serviana, quae etiam hypothecaria vocatur, ex ipsius praetoris jurisdictione substantiam capit. Serviana autem experitur quis de rebus coloni, quae pignoris jure pro mercedibus fundi ei tenentur; quasi Serviana autem [qua] creditores pignora hypothecae persequuntur. Inter pignus autem et hypothecam quantum ad actionem hypothecariam nihil interest; nam de qua re inter creditorem et debitorem convenerit, ut sit pro debito obligata, utraque hac appellatione continetur. Sed in aliis differentia est; nam pignoris appellatione eam proprie continere dicimus, quae simul etiam traditur creditori, maxime si mobilis sit: at eam, quae sine traditione nuda conventionem tenetur, proprie hypothecae appellatione contineri dicimus. 8. In personam quoque actiones ex sua jurisdictione propositas habet praetor. Veluti de pecunia constituta, cui similis videbatur receptitia: sed ex nostra constitutione¹, cum et, si quid plenius habebat, hoc in pecuniam constitutam transfusum est, ea quasi supervacua jussa est cum sua auctoritate a nostris legibus recedere. Item praetor proposuit de peculio servorum filiorumque familias et ex qua quaeritur, an actor juraverit, et alias complures. 9. De pecunia autem constituta cum omnibus agitur, quicumque vel pro se vel pro alio soluturos se constituerint, nulla scilicet stipulatione interposita. Nam alioquin si stipulanti promiserint, jure civili tenentur. 10. Actiones autem de peculio ideo adversus patrem dominumve comparavit praetor, quia licet ex contractu filiorum servorumve ipso jure non teneantur, aequum tamen esset peculio tenus, quod veluti patrimonium est filiorum filiarumque, item servorum, condemnari eos. 11. Item si quis postulante adversario juraverit deberi sibi pecuniam quam peteret, neque ei solvatur, justissime accommodat ei talem actionem, per quam non illud quaeritur, an ei pecunia debeatur, sed an juraverit. 12. Poenales quoque actiones bene multas ex sua jurisdictione introduxit: veluti adversus eum qui quid ex albo ejus corrupisset; et in eum qui patronum vel parentem in jus vocasset, cum id non impetrasset; item adversus eum, qui vi exemerit eum qui in jus vocaretur cujusve dolo alius exemerit; et alias innumerabiles. 13. Praejudiciales actiones in rem esse videntur, quales sunt, per quas quaeritur, an aliquis liber vel an libertus sit, vel de partu agnoscendo. Ex quibus fere una illa legitimam causam habet, per quam quaeritur, an aliquis liber sit: ceterae ex ipsius praetoris jurisdictione substantiam capiunt. 14. ²Sic itaque discretis actionibus

1. C., 4, 18, 2. — 2. Gaius, 4, 4, 5, 18.

certum est non posse actorem rem suam ita ab aliquo petere : SI PARET EUM DARE OPORTERE ; nec enim quod actoris est id ei dari oportet, quia scilicet dari cuiquam id intellegitur, quod ita datur, ut ejus fiat, nec res quae jam actoris est magis ejus fieri potest. Plane odio furum, quo magis pluribus actionibus teneantur, effectum est, ut extra poenam dupli aut quadrupli rei recipiendae nomine fures etiam hac actione teneantur : SI PARET EOS DARE OPORTERE, quamvis sit adversus eos etiam haec in rem actio, per quam rem suam quis esse petit. 15. Appellamus autem in rem quidem actiones vindicationes, in personam vero actiones, quibus dare facere oportere intenditur, condictiones. Condicere enim est denuntiare prisca lingua ; nunc vero abusive dicimus condictionem actionem in personam esse, quia actor intendit dari sibi oportere ; nulla enim hoc tempore eo nomine denuntiatio fit'.

16. Sequens illa divisio est, quod quaedam actiones rei perseguendae gratia comparatae sunt, quaedam poenae perseguendae, quaedam mixtae sunt. 17. Rei perseguendae causa comparatae sunt omnes in rem actiones. Earum vero actionum, quae in personam sunt, hae quidem quae ex contractu nascuntur fere omnes rei perseguendae causa comparatae videntur : veluti quibus mutuam pecuniam vel in stipulatum deductam petit actor, item commodati, depositi, mandati, pro socio, ex empto vendito, locato conducto. Plane si depositi agetur eo nomine, quod tumultus incendii ruinae naufragii causa depositum sit, in duplum actionem praetor reddit, si modo cum ipso, apud quem depositum sit, aut cum herede ejus ex dolo ipsius agitur : quo casu mixta est actio. 18. Ex maleficiis vero proditae actiones aliae tantum poenae perseguendae causa comparatae sunt, aliae tam poenae quam rei perseguendae et ob id mixtae sunt. Poenam tantum persequitur quis actione furti ; sive enim manifesti agatur quadrupli sive nec manifesti dupli, de sola poena agitur ; nam ipsam rem propria actione persequitur quis, id est suam esse petens, sive fur ipse eam rem possideat, sive alius quilibet : eo amplius adversus furem etiam conditio est rei. 19. Vi autem honorum raptorum actio mixta est, quia in quadruplo rei persecutio continetur, poena autem tripli est. Sed et legis Aquiliae actio de damno mixta est, non solum si adversus insipientem in duplum agatur, sed interdum et si in simplum quisque agit. Veluti si quis hominem claudum aut luscum occiderit, qui in eo anno integer et magni pretii fuerit ; tanti enim damnatur, quanti is homo in eo anno plurimi fuerit, secundum jam traditam divisionem. Ita mixta est actio con-

tra eos, qui relicta sacrosanctis ecclesiis vel aliis venerabilibus locis legati vel fideicommissi nomine dare distulerint usque adeo, ut etiam in iudicium vocarentur; tunc etenim et ipsam rem vel pecuniam quae relicta est dare compelluntur et aliud tantum pro poena, et ideo in duplum ejus fit condemnatio.

20. Quaedam actiones mixtam causam optinere videntur tam in rem quam in personam. Qualis est familiae erciscundae actio, quae competit coheredibus de dividenda hereditate; item communi dividundo, quae inter eos redditur, inter quos aliquid commune est, ut id dividatur; item finium regundorum, quae inter eos agitur, qui confines agros habent. In quibus tribus judiciis permittitur iudici rem alicui ex litigatoribus ex bono et aequo adjudicare et, si unius pars praegravari videbitur, eum invicem certa pecunia alteri condemnare.

21. Omnes autem actiones vel in simplum conceptae sunt vel in duplum vel in triplum vel in quadruplum; ulterius autem nulla actio extenditur. 22. In simplum agitur veluti ex stipulatione, ex mutui datione, ex empto vendito, locato conducto, mandato et denique ex aliis compluribus causis. 23. In duplum agimus veluti furti nec manifesti, damni injuriae ex lege Aquilia, depositi ex quibusdam casibus; item servi corrupti, quae competit in eum, cujus hortatu consiliove servus alienus fugerit aut contumax adversus dominum factus est aut luxuriose vivere coeperit aut denique quolibet modo deterior factus sit (in qua actione etiam earum rerum, quas fugiendo servus abstulit, aestimatio deducitur); item ex legato, quod venerabilibus locis relictum est, secundum ea quae supra diximus¹. 24. Tripli vero, cum quidam majorem verae aestimationis quantitatem in libello conventionis inseruit, ut ex hac causa viatores, id est executores litium, ampliorem summam sportularum nomine exegerint; tunc enim [id] quod propter eorum causam damnum passus fuerit reus, id triplum ab actore consequetur, ut in hoc triplo et simplum, in quo damnum passus est, connumeretur. Quod nostra constitutio² induxit, quae in nostro codice fulget, ex qua dubio procul est ex lege condicticium emanare. 25. Quadrupli veluti furti manifesti, item de eo, quod metus causa factum sit, deque ea pecunia, quae in hoc data sit, ut is cui datur calumniae causa negotium alicui faceret vel non faceret; item ex lege condicticia a nostra constitutione oritur, in quadruplum condemnationem imponens his executoribus litium, qui contra nostrae constitutionis³ normam a reis quidquam exegerint. 26. Sed furti quidem nec manifesti actio et servi

1. 3, 27, 7. — 2. C., 3, 10, 2. — 3. C., 3, 2, 5.

corrupti a ceteris, de quibus simul locuti sumus, eo differt, quod hae actiones omnimodo dupli sunt: at illae, id est damni injuriae ex lege Aquilia et interdum depositi, infitiatione duplicantur, in consistentem autem in simplum dantur: sed illa, quae de his competit, quae relicta venerabilibus locis sunt, non solum infitiatione duplicatur, sed et si distulerit relicti solutionem, usque quo jussu magistratum nostrorum conveniatur, in consistentem vero et antequam jussu magistratum conveniatur solventem simpli redditur. 27. Item actio de eo, quod metus causa factum sit, a ceteris, de quibus simul locuti sumus, eo differt, quod ejus natura tacite continetur, ut, qui iudicis jussu ipsam rem actori restituat, absolvatur. Quod in ceteris casibus non ita est, sed omnimodo quisque in quadruplum condemnatur, quod est et in furti manifesti actione.

28. Actionum autem quaedam bonae fidei sunt, quaedam stricti juris. Bonae fidei sunt hae: ex empto vendito, locato conducto, negotiorum gestorum, mandati, depositi, pro socio, tutelae, commodati, pignoratitia, familiae erciscundae, communi dividundo, praescriptis verbis, quae de aestimato proponitur, et ea, quae ex permutatione competit, et hereditatis petitio. Quamvis enim usque adhuc incertum erat, sive inter bonae fidei judicia connumeranda sit sive non, nostra tamen constitutio¹ aperte eam esse bonae fidei disposuit. 29. Fuerat antea et rei uxoriae actio ex bonae fidei judiciis; sed cum plenior esse ex stipulatu actionem invenientes omne jus, quod res uxoria ante habebat, cum multis divisionibus in ex stipulatu actionem, quae de dotibus exigendis proponitur, transtulimus², merito rei uxoriae actione sublata ex stipulatu, quae pro ea introducta est, naturam bonae fidei iudicii tantum in exactione dotis meruit, ut bonae fidei sit. Sed et tacitam ei dedimus hypothecam: praeferrī autem aliis creditoribus in hypothecis tunc censuimus, cum ipsa mulier de dote sua experiat, cujus solius providentia hoc induximus. 30. In bonae fidei autem judiciis libera potestas permitti videtur iudici ex bono et aequo aestimandi, quantum actori restitui debeat. In quo et illud continetur, ut, si quid invicem actorem praestare oporteat, eo compensato in reliquum is cum quo actum est condemnari debeat. Sed et in strictis judiciis ex rescripto divi Marci opposita doli mali exceptione compensatio inducebatur. Sed nostra constitutio³ eas compensationes, quae jure aperto nituntur, latius introduxit, ut actiones ipso jure minuant sive in rem sive personales sive alias quascumque, excepta sola depositi

1. C., 8, 31, 12, 3. — 2. C., 5, 13, 1. — 3. C. 4, 31, 14.

actione, cui aliquid compensationis nomine opponi satis impium esse credidimus, ne sub praetextu compensationis depositarum rerum quis exactione defraudetur. 31. Praeterea quasdam actiones arbitrarias, id est ex arbitrio iudicis pendentes, appellamus, in quibus nisi arbitrio iudicis is cum quo agitur actori satisfiat, veluti rem restituat vel exhibeat vel solvat vel ex noxali causa servum dedat, condemnari debeat. Sed istae actiones tam in rem quam in personam inveniuntur. In rem veluti Publiciana, Serviana de rebus coloni, quasi Serviana, quae etiam hypothecaria vocatur: in personam veluti quibus de eo agitur, quod aut metus causa aut dolo malo factum est, item qua id, quod certo loco promissum est, petitur. Ad exhibendum quoque actio ex arbitrio iudicis pendet. In his enim actionibus et ceteris similibus permittitur iudici ex bono et aequo secundum cuiusque rei de qua actum est naturam aestimare, quemadmodum actori satisfieri oporteat.

32. Curare autem debet iudex, ut omnimodo, quantum possibile ei sit, certae pecuniae vel rei sententiam ferat, etiam si de incerta quantitate apud eum actum est.

33. Si quis agens in intentione sua plus complexus fuerit, quam ad eum pertinet, causa cadebat, id est rem amittebat, nec facile in integrum a praetore restituebatur, nisi minor erat viginti quinque annis. Huic enim sicut in aliis causis causa cognita succurrebatur, si lapsus juventute fuerat, ita et in hac causa succurri solitum erat. Sane si tam magna causa justis erroris interveniebat, ut etiam constantissimus quisque labi posset, etiam majori viginti quinque annis succurrebatur: veluti si quis totum legatum petierit, post deinde prolati fuerint codicilli, quibus aut pars legati adempta sit aut quibusdam aliis legata data sint, quae efficiebant, ut plus petisse videretur petitor quam dodrantem, atque ideo lege Falcidia legata minuebantur. 33^a. Plus autem quattuor modis petitur: re, tempore, loco, causa. Re: veluti si quis pro decem aureis qui ei debebantur viginti petierit, aut si is, cuius ex parte res est, totam eam vel majore ex parte suam esse intenderit. 33^b. Tempore: veluti si quis ante diem vel ante condicionem petierit. Qua ratione enim qui tardius solvit, quam solveere deberet, minus solveere intellegitur, eadem ratione qui praemature petit plus petere videtur. 33^c. Loco plus petitur, veluti cum quis id, quod certo loco sibi stipulatus est, alio loco petit sine commemoratione illius loci, in quo sibi dari stipulatus fuerit: verbi gratia si is, qui ita stipulatus fuerit: EPHESI DARE SPONDES?, Romae pure intendat dare sibi oportere. Ideo autem plus petere intel-

legitur, quia utilitatem, quam habuit promissor, si Ephesi solveret, adimit ei pura intentione : propter quam causam alio loco petenti arbitraria actio proponitur, in qua scilicet ratio habetur utilitatis, quae promissori competitura fuisset, si illo loco solveret. Quae utilitas plerumque in mercibus maxima invenitur, veluti vino oleo frumento, quae per singulas regiones diversa habent pretia : sed et pecuniae numeratae non in omnibus regionibus sub isdem usuris fenerantur. Si quis tamen Ephesi petat, id est eo loco petat, quo ut sibi detur stipulatus est, pura actione recte agit : idque etiam praetor monstrat, scilicet quia utilitas solvendi salva est promissori. 33^d. Huic autem, qui loco plus petere intellegitur, proximus est is qui causa plus petit : ut ecce si quis ita a te stipulatus sit : **HOMINEM STICHUM AUT DECEM AUREOS DARE SPONDES ?**, deinde alterutrum petat, veluti hominem tantum aut decem tantum. Ideo autem plus petere intellegitur, quia in eo genere stipulationis promissoris est electio, utrum pecuniam an hominem solvere malit : qui igitur pecuniam tantum vel hominem tantum sibi dari oportere intendit, eripit electionem adversario et eo modo suam quidem meliorem condicionem facit, adversarii vero sui deteriozem. Qua de causa talis in ea re prodita est actio, ut quis intendat hominem Stichum aut aureos decem sibi dari oportere, id est ut eodem modo peteret, quo stipulatus est. Praeterea si quis generaliter hominem stipulatus sit et specialiter Stichum petat, aut generaliter vinum stipulatus specialiter Campanum petat, aut generaliter purpuram stipulatus sit, deinde specialiter Tyriam petat : plus petere intellegitur, quia electionem adversario tollit, cui stipulationis jure liberum fuit aliud solvere, quam quod peteretur. Quin etiam licet vilissimum sit quod quis petat, nihilo minus plus petere intellegitur, quia saepe accidit, ut promissori facilius sit illud solvere, quod majoris pretii est. 33^e. Sed haec quidem antea in usu fuerant : postea autem lex Zenoniana et nostra⁴ rem coartavit. Et si quidem tempore plus fuerit petitum, quid statui oportet, Zenonis divae memoriae loquitur constitutio ; sin autem quantitate vel alio modo plus fuerit petitum, omne, si quid forte damnum ex hac causa acciderit ei, contra quem plus petitum fuerit commissa tripli condemnatione, sicut supra diximus, puniatur. 34. Si minus in intentione complexus fuerit actor, quam ad eum pertineret, veluti si, cum ei decem deberentur, quinque sibi dari oportere intenderit, aut cum totus fundus ejus esset, partem dimidiam suam esse petierit, sine periculo agit :

1. C., 3, 10, 1. 2.

in reliquum enim nihilo minus iudex adversarium in eodem iudicio condemnat ex constitutione divinae memoriae Zenonis.

35. Si quis aliud pro alio intenderit, nihil eum periclitari placet, sed in eodem iudicio cognita veritate errorem suum corrigere ei permittimus, veluti si is, qui hominem Stichum petere deberet, Erotem petierit, aut si quis ex testamento sibi dari oportere intenderit, quod ex stipulatu debetur.

36. Sunt praeterea quaedam actiones, quibus non solidum quod debetur nobis persequimur, sed modo solidum consequimur, modo minus. Ut ecce si in peculium filii servive agamus; nam si non minus in peculio sit, quam persequimur, in solidum pater dominusve condemnat: si vero minus inveniatur, eatenus condemnat iudex, quatenus in peculio sit. Quemadmodum autem peculium intellegi debeat, suo ordine proponemus. 37. Item si de dote iudicio mulier agat, placet eatenus maritum condemnari debere, quatenus facere possit, id est quatenus facultates ejus patiuntur. Itaque si dotis quantitati concurrant facultates ejus, in solidum damnatur; si minus, in tantum quantum facere potest. Propter retentionem quoque dotis repetitio minuitur; nam ob impensas in res dotales factas marito retentio concessa est, quia ipso jure necessariis sumptibus dos minuitur, sicut ex latioribus digestorum libris cognoscere liceat. 38. Sed et si quis cum parente suo patronove agat, item si socius cum socio iudicio societatis agat, non plus actor consequitur, quam adversarius ejus facere potest. Idem est, si quis ex donatione sua conveniatur. 39. Compensationes quoque oppositae plerumque efficiunt, ut minus quisque consequatur, quam ei debeatur; namque ex bono et aequo,¹ habita ratione ejus, quod invicem actorem ex eadem causa praestare oporteret, in reliquum eum cum quo actum est condemnaret², sicut jam dictum est³. 40. Eum quoque, qui creditoribus suis bonis cessit, si postea aliquid adquisierit, quod idoneum emolumentum habeat, ex integro in id quod facere potest creditores cum eo experientur; inhumanum enim erat spoliatum fortunis suis in solidum damnari.

VII. QUOD CUM EO QUI IN ALIENA POTESTATE EST NEGOTIUM GESTUM ESSE DICITUR³.

“Quia tamen superius mentionem habuimus de actione, quae in peculium filiorum familias servorumque agitur: opus est, ut de hac actione et de ceteris, quae eorundem nomine

1. Gaius, 4, 61. — 2, 4, 6, 30. — 3. Cf. Gaius, 4, 69-74. D., 14. 15. C., 4, 25.20. — 4. Gaius, 4, 69.

in parentes dominosve dari solent, diligentius admoneamus. Et quia, sive cum servis negotium gestum sit sive cum his, qui in potestate parentis sunt, fere eadem jura servantur, ne verbosa fiat disputatio, dirigamus sermonem in personam servi dominique, idem intellecturi de liberis quoque et parentibus, quorum in potestate sunt. Nam si quid in his proprie observetur, separatim ostendimus.

1. ¹ Si igitur jussu domini cum servo negotium gestum erit, in solidum praetor adversus dominum actionem pollicetur, scilicet quia qui ita contrahit fidem domini sequi videtur. ² Eadem ratione praetor duas alias in solidum actiones pollicetur, quarum altera exercitoria, altera institoria appellatur. Exercitoria tunc locum habet, cum quis servum suum magistrum navis praeposuerit et quid cum eo ejus rei gratia, cui praepositus erit, contractum fuerit. Ideo autem exercitoria vocatur, quia exercitor appellatur is, ad quem cottidianus navis quaestus pertinet. Institoria tunc locum habet, cum quis tabernae forte aut cuilibet negotiationi servum praeposuerit et quid cum eo ejus rei causa, cui praepositus erit, contractum fuerit. Ideo autem institoria appellatur, quia qui negotiationibus praeponuntur institores vocantur. ² Ista tamen duas actiones praetor reddit et si liberum quis hominem aut alienum servum navi aut tabernae aut cuilibet negotiationi praeposuerit, scilicet quia eadem aequitatis ratio etiam eo casu interveniebat. 3. Introduxit et aliam actionem praetor, quae tributoria vocatur. Namque si servus in peculiari merce sciente domino negotiatur et quid cum eo ejus rei causa contractum erit, ita praetor jus dicit, ut, quidquid in his mercibus erit quodque inde receptum erit, id inter dominum, si quid ei debbitur, et ceteros creditores pro rata portione distribuatur. Et quia ipsi domino distributionem permittit, si quis ex creditoribus queratur, quasi minus ei tributum sit, quam oportuerit, hanc ei actionem accommodat, quae tributoria appellatur. 4. Praeterea introducta est actio de peculio deque eo, quod in rem domini versum erit, ut, quamvis sine voluntate domini negotium gestum erit, tamen sive quid in rem ejus versum fuerit, id totum praestare debeat, sive quid non sit in rem ejus versum, id eatenus praestare debeat, quatenus peculium patitur. ⁴ In rem autem domini versum intellegitur, quidquid necessario in rem ejus impenderit servus, veluti si mutuatus pecuniam creditoribus ejus solverit, aut aedificia ruentia fulserit, aut familiae frumentum emerit, vel etiam fundum aut quamlibet aliam rem necessariam mer-

1. Cf. Gaius, 4, 70. — 2. Cf. Gaius, 4, 71.

catus erit. 4b. Itaque si ex decem ut puta aureis, quos servus tuus a Titio mutuos accepit, creditori tuo quinque aureos solverit, reliquos vero quinque quolibet modo consumpserit, pro quinque quidem in solidum damnari debes, pro ceteris vero quinque eatenus, quatenus in peculio sit : ex quo scilicet apparet, si toti decem aurei in rem tuam versi fuerint, totos decem aureos Titium consequi posse. Licet enim una est actio, qua de peculio deque eo quod in rem domini versum sit agitur, tamen duas habet condemnationes. Itaque iudex, apud quem [de] ea actione agitur, ante dispicere solet, an in rem domini versum sit, nec aliter ad peculii aestimationem transit, quam si aut nihil in rem domini versum intellegatur aut non totum. 4c. Cum autem quaeritur, quantum in peculio sit, ante deducitur, quidquid servus domino quive in potestate ejus sit debet, et quod superest, id solum peculium intellegitur. Aliquando tamen id, quod ei debet servus, qui in potestate domini sit, non deducitur ex peculio, veluti si is in hujus ipsius peculio sit. Quod eo pertinet, ut, si quid vicario suo servus debeat, id ex peculio ejus non deducatur.

5. Ceterum dubium non est, quin is quoque, qui jussu domini contraxerit cuique institoria vel exercitoria actio competit, de peculio deque eo, quod in rem domini versum est, agere possit ; sed erit stultissimus, si omissa actione, qua facillime solidum ex contractu consequi possit, se ad difficultatem perducatur probandi in rem domini versum esse, vel habere servum peculium et tantum habere, ut solidum sibi solvi possit. 5a. Is quoque, cui tributoria actio competit, aequè de peculio et in rem verso agere potest ; sed sane huic modo tributoria expedit agere, modo de peculio et in rem verso. Tributoria ideo expedit agere, quia in ea domini condicio praecipua non est, id est quod domino debetur non deducitur, sed ejusdem juris est dominus, cujus et ceteri creditores, at in actione de peculio ante deducitur quod domino debetur et in id quod reliquum est creditori dominus condemnatur. Rursus de peculio ideo expedit agere, quod in hac actione totius peculii ratio habetur, at in tributoria ejus tantum, quod negotiatur, et potest quisque tertia forte parte peculii aut quarta vel etiam minima negotiari, majorem autem partem in praediis et mancipiis aut fenebri pecunia habere. Prout ergo expedit, ita quisque vel hanc actionem vel illam eligere debet : certe qui potest probare in rem domini versum esse, de in rem verso agere debet. 6. Quae diximus de servo et domino, eadem intellegimus et de filio et filia aut nepote et nepte, patre avove cujus in

potestate sunt. 7. Illud proprie servatur in eorum persona, quod senatus consultum Macedonianum prohibuit mutuas pecunias dari eis, qui in parentis erunt potestate : et ei qui crediderit denegatur actio tam adversus ipsum filium filiamve nepotem neptemve, sive adhuc in potestate sunt, sive morte parentis vel emancipatione suae potestatis esse coeperint, quam adversus patrem avumve, sive habeat eos adhuc in potestate sive emancipaverit. Quae ideo senatus prospexit, quia saepe onerati aere alieno creditarum pecuniarum, quas in luxuriam consumebant, vitae parentum insidiabantur. 8. Illud in summa admovendi sumus id, quod jussu patris dominive contractum fuerit quodque in rem ejus versum fuerit, directo quoque posse a patre dominove condici, tanquam si principaliter cum ipso negotium gestum esset. Ei quoque, qui vel exercitoria vel institoria actione tenetur, directo posse condici placet, quia hujus quoque jussu contractum intellegitur.

VIII. DE NOXALIBUS ACTIONIBUS¹.

²Ex maleficiis servorum, veluti si furtum fecerint aut bona rapuerint aut damnum dederint aut injuriam commiserint, noxales actiones proditae sunt, quibus domino damnato permittitur aut litis aestimationem sufferre aut hominem noxae dedere'. 1. Noxa autem est corpus quod nocuit, id est servus : noxia ipsum malefium, veluti furtum damnum rapina injuria. 2. Summa autem ratione permissum est noxae deditioe defungi ; ³namque erat iniquum nequitiam eorum ultra ipsorum corpora dominis damnosam esse'. 3. Dominus noxali judicio servi sui nomine conventus servum actori noxae dedendo liberatur. Nec minus perpetuum ejus dominium a domino transfertur ; si autem damnum ei cui deditus est resarcierit quaesita pecunia, auxilio praetoris invito domino manumittetur. 4. ⁴Sunt autem constituae noxales actiones aut legibus aut edicto praetoris : legibus veluti furti lege duodecim tabularum, damni injuriae lege Aquilia : edicto praetoris veluti injuriarum et vi bonorum raptorum. 5. Omnis autem noxalis actio caput sequitur. Nam si servus tuus noxiam commiserit, quamdiu in tua potestate sit, tecum est actio ; si in alterius potestatem pervenerit, cum illo incipit actio esse, aut si manumissus fuerit, directo ipse tenetur et extinguitur noxae deditio. Ex diverso quoque directa actio noxalis esse incipit ; nam si liber homo noxiam commiserit et is servus tuus esse coeperit (quod casi-

¹. Cf. Gaius, 4, 75-79. *D.*, 9, 4. *C.*, 3, 41. — ². Gaius, 4, 75. — ³. Gaius, 4, 75. — ⁴. Gaius, 4, 76-78.

bus quibusdam effici primo libro tradidimus¹), incipit tecum esse noxalis actio, quae ante directa fuisset. 6. Si servus domino noxiam commiserit, actio nulla nascitur; namque inter dominum et eum qui in ejus potestate est nulla obligatio nasci potest. Ideoque et si in alienam potestatem servus pervenerit aut manumissus fuerit, neque cum ipso neque cum eo, cujus nunc in potestate sit, agi potest. Unde si alienus servus noxiam tibi commiserit et is postea in potestate tua esse coeperit, intercidit actio, quia in eum casum deducta sit, in quo consistere non potuit: ideoque licet exierit de tua potestate, agere non potes², quemadmodum si dominus in servum suum aliquid commiserit, nec si manumissus vel alienatus fuerit servus, ullam actionem contra dominum habere potest. 7. Sed veteres quidem haec et in filiis familias masculis et feminis admiserunt. Nova autem hominum conversatio hujusmodi asperitatem recte respuendam esse existimavit et ab usu communi haec penitus recessit: quis enim patitur filium suum et maxime filiam in noxam alii dare, ut paene per corpus pater magis quam filius periclitetur, cum in filiabus etiam pudicitiae favor hoc bene excludit? Et ideo placuit in servos tantummodo noxales actiones esse proponendas, cum apud veteres legum commentatores invenimus saepius dictum ipsos filios familias pro suis delictis posse conveniri.

VIII. SI QUADRUPES PAUPERIEM FECISSE DICITUR³.

Animalium nomine, quae ratione carent, si quidem lascivia aut fervore aut feritate pauperiem fecerint, noxalis actio lege duodecim tabularum prodita est (quae animalia si noxae dedantur, proficiunt reo ad liberationem, quia ita lex duodecim tabularum scripta est): puta si equus calcitrosus calce percusserit aut bos cornu petere solitus petierit. Haec autem actio in his, quae contra naturam moventur, locum habet: ceterum si genitalis sit feritas, cessat. ³Denique si ursus fugit a domino et sic nocuit, non potest quondam dominus conveniri, quia desinit dominus esse, ubi fera evasit. Pauperies autem est damnum sine injuria facientis datum; nec enim potest animal injuriam fecisse dici, quod sensu caret. Haec quod ad noxalem actionem pertinet.

1. Ceterum sciendum est aedilicio edicto prohiberi nos canem verrem aprum ursum leonem ibi habere qua vulgo iter fit: et si adversus ea factum erit et nocitum homini libero esse

¹. 1, 3, 4, 1, 16, 1. — 2. Cf. *D.*, 9, 1. — 3. *D.*, 9, 1, 4, 10. 3. *Ulp.*, *L.* 18 *ad ed.*

dicetur, quod bonum et aequum iudici videtur, tanti dominus condemnetur, ceterarum rerum, quanti damnum datum sit, dupli. Praeter haec autem aedilicias actiones et de pauperie locum habebit. ⁴‘Numquam enim actiones praesertim poenales de eadem re concurrentes alia aliam consumit’.

X. DE HIS PER QUOS AGERE POSSUMUS².

³‘Nunc admonendi sumus agere posse quemlibet aut suo nomine aut alieno. Alieno veluti procuratorio tutorio curatorio, cum olim in usu fuisset alterius nomine agere non posse nisi’ pro populo, pro libertate, pro tutela. Praeterea lege Hostilia permissum est furti agere eorum nomine, qui apud hostes essent aut rei publicae causa abessent quive in eorum cujus tutela essent. Et quia hoc non minimam incommoditatem habebat, quod alieno nomine neque agere neque excipere actionem licebat, coeperunt homines per procuratores litigare; nam et morbus et aetas et necessaria peregrinatio itemque aliae multae justae causae saepe impedimento sunt, quo minus rem suam ipsi exsequi possint. 1. Procurator neque certis verbis neque praesente adversario, immo plerumque ignorante eo constituitur; cuicumque enim permiseris rem tuam agere aut defendere, is procurator intellegitur. 2. ‘Tutores et curatores quemadmodum constituuntur, primo libro expositum est’.

XI. DE SATISDATIONIBUS⁵.

Satisfactionum modus alius antiquitati placuit, alium novitas per usum amplexa est.

Olim enim ⁶‘si in rem agebatur, satisdare possessor compellebatur, ut, si victus nec rem ipsam restitueret nec litis aestimationem [ejus], potestas esset petitori aut cum eo agendi aut cum fidejussoribus ejus’. Quae satisfactio appellatur iudicatum solvi: unde autem sic appellatur, facile est intellegere; namque stipulatur quis, ut solveretur sibi quod fuerit iudicatum. ⁷‘Multo magis is, qui in rem actione conveniebatur, satisdare cogebatur, si alieno nomine iudicium accipiebat. Ipse autem qui in rem agebat, si suo nomine petebat, satisdare non cogebatur. Procurator vero si in rem agebat, satisdare jubebatur ratam rem dominum habiturum; periculum enim erat, ne iterum dominus de eadem re experiat. Tutores et cura-

1. *D.*, 50, 17, 176. *Ulp.*, *L. 18 ad ed.* — 2. *Cf.* *Gaius*, 4, 82-87. *D.*, 3, 3. *C.*, 2, 13. — 3. *Gaius*, 4, 82. — 4. *Gaius*, 4, 85. — 5. *Cf.* *Gaius*, 4, 88-102. *D.*, 2, 8. *C.*, 2, 57. — 6. *Gaius*, 4, 89. — 7. *Gaius*, 4, 90. 96. 98-103.

tores eodem modo quo et procuratores satisfacere debere verba edicti faciebant. Sed aliquando his agentibus satisfactio remittebatur. 1. Haec ita erant, si in rem agebatur. Sin vero in personam, ab actoris quidem parte eadem optinebant, quae diximus in actione qua in rem agitur. Ab ejus vero parte cum quo agitur si quidem alieno nomine aliquis intervenerit, omnimodo satisfaceret, quia nemo defensor in aliena re sine satisfactione idoneus esse creditur. Quod si proprio nomine aliquis iudicium accipiebat in personam, iudicatum solvi satisfacere non cogebatur'.

2. Sed haec hodie aliter observantur. Sive enim quis in rem actione convenitur sive personali suo nomine, nullam satisfactionem propter litis aestimationem dare compellitur, sed pro sua tantum persona, quod iudicio permaneat usque ad terminum litis, vel committitur suae promissioni cum iurjurando, quam juratoriam cautionem vocant, vel nudam promissionem vel satisfactionem pro qualitate personae suae dare compellitur. 3. Sin autem per procuratorem lis vel inferitur vel suscipitur, in actoris quidem persona, si non mandatum actis insinuatum est vel praesens dominus litis in iudicio procuratoris sui personam confirmaverit, ratam rem dominum habiturum satisfactionem procurator dare compellitur: eodem observando et si tutor vel curator vel aliae tales personae, quae alienarum rerum gubernationem receperunt, litem quibusdam per alium inferunt. 4. Sin vero aliquis convenitur, si quidem praesens procuratorem dare paratus est, potest vel ipse in iudicium venire et sui procuratoris personam per iudicatum solvi satisfactionis sollemnes stipulationes firmare vel extra iudicium satisfactionem exponere, per quam ipse sui procuratoris fidejussor existit pro omnibus iudicatum solvi satisfactionis clausulis. Ubi et de hypotheca suarum rerum convenire compellitur, sive in iudicio promiserit sive extra iudicium caverit, ut tam ipse quam heredes ejus obligentur: alia insuper cautela vel satisfactione propter personam ipsius exponenda, quod tempore sententiae recitandae in iudicio invenietur, vel si non venerit, omnia dabit fidejussor, quae condemnationi continentur, nisi fuerit provocatum. 5. Si vero reus praesto ex quacunque causa non fuerit et alius velit defensionem subire, nulla differentia inter actiones in rem vel personales introducenda potest hoc facere, ita tamen ut satisfactionem iudicatum solvi pro litis praestet aestimatione. Nemo enim secundum veterem regulam, ut jam dictum est, alienae rei sine satisfactione defensor idoneus intellegitur. 6. Quae omnia apertius et perfec-

tissime a cottidiano judiciorum usu in ipsis rerum documentis apparent. 7. Quam formam non solum in hac regia urbe, sed et in omnibus nostris provinciis, etsi propter imperitiam aliter forte celebrabantur, optinere censemus, cum necesse est omnes provincias caput omnium nostrarum civitatum, id est hanc regiam urbem, ejusque observantiam sequi.

XII. DE PERPETUIS ET TEMPORALIBUS ACTIONIBUS ET QUAE AD HEREDES VEL IN HEREDES TRANSEUNT¹.

²‘Hoc loco admonendi sumus eas quidem actiones, quae ex lege senatusve consulto sive ex sacris constitutionibus profiscuntur, perpetuo solere antiquitus competere’, donec sacrae constitutiones tam in rem quam personalibus actionibus certos fines dederunt, ‘eas vero quae ex propria praetoris jurisdictione pendent, plerumque intra annum vivere’ (nam et ipsius praetoris intra annum erat imperium). ‘Aliquando tamen et in perpetuum extenduntur, id est usque ad finem constitutionibus introductum: quales sunt hae, quas bonorum possessori ceterisque qui heredis loco sunt accomodat. Furti quoque manifesti actio, quamvis ex ipsius praetoris jurisdictione profiscatur, tamen perpetuo datur’; absurdum enim esse existimavit anno eam terminari. 1. ‘Non omnes autem actiones, quae in aliquem aut ipso jure competunt aut a praetore dantur, et in heredem aequae competunt aut dari solent. Est enim certissima juris regula ex maleficiis poenales actiones in heredem rei non competere, veluti furti, vi bonorum raptorum, injuriarum, damni injuria. Sed heredibus hujusmodi actiones competunt nec denegantur, excepta injuriarum actione et si qua alia similis inveniatur. Aliquando tamen etiam ex contractu actio contra heredem non competit’, cum testator dolose versatus sit et ad heredem ejus nihil ex eo dolo pervenerit. Poenales autem actiones, quas supra diximus, si ab ipsis principalibus personis fuerint contestatae, et heredibus dantur et contra heredes transeunt. 2. Superest ut admoneamus, quod si ante rem judicatam is cum quo actum est satisfaciatur actori, officio judicis convenit eum absolvere, licet iudicii accipiendi tempore in ea causa fuisset, ut damnari debeat: et hoc est, quod ante vulgo dicebatur omnia judicia absolutoria esse.

XIII. DE EXCEPTIONIBUS³.

⁴‘Sequitur, ut de exceptionibus dispiciamus. Comparatae

¹. Cf. Gaius, 4, 110-114. — ². Cf. Gaius, 4, 110-113. — ³. Cf. Gaius, 4, 115-125. *D.*, 44, 1. *C.*, 8, 35 (36). — ⁴. Gaius, 4, 115-116.

sunt autem exceptiones defendendorum eorum gratia, cum quibus agitur: saepe enim accidit, ut, licet ipsa persecutio, qua actor experitur, justa sit, tamen iniqua sit adversus eum cum quo agitur. 1. Verbi gratia si metu coactus aut dolo inductus aut errore lapsus stipulanti Titio promisisti, quod non debueras promittere, palam est jure civili te obligatum esse et actio, qua intenditur dare te oportere, efficax est; sed iniquum est te condemnari ideoque datur tibi exceptio metus causa aut doli mali aut in factum composita ad impugnandam actionem. 2. ¹Idem juris est, si quis quasi credendi causa pecuniam stipulatus fuerit neque numeravit. Nam eam pecuniam a te petere posse eum certum est; dare enim te oportet, cum ex stipulatu tenearis: sed quia iniquum est eo nomine te condemnari, placet² exceptione pecuniae non numeratae 'te defendi debere', cujus tempora nos, secundum quod jam superioribus libris scriptum est³, constitutione nostra³ coartavimus. 3. Praeterea debitor si pactus fuerit cum creditore, ne a se peteretur, nihilo minus obligatus manet, quia pacto convento obligationes non omnimodo dissolvuntur: qua de causa efficax est adversus eum actio, qua actor intendit: SI PARET EUM DARE OPORTERE. Sed quia iniquum est contra pactionem eum damnari, defenditur per exceptionem pacti conventi. 4. Aequae si debitor deferente creditore juraverit nihil se dare oportere, adhuc obligatus permanet, sed quia iniquum est de perjurio quaeri, defenditur per exceptionem jurisjurandi. In his quoque actionibus, quibus in rem agitur, aequae necessariae sunt exceptiones: veluti si petitore deferente possessor juraverit eam rem suam esse et nihilo minus eandem rem petitor vindicet; licet enim verum sit quod intendit, id est rem ejus esse, iniquum est tamen possessorem condemnari. 5. ⁴Item si iudicio tecum actum fuerit sive in rem sive in personam, nihilo minus obligatio durat et ideo ipso jure postea de eadem re adversus te agi potest; sed debes per exceptionem rei iudicatae adjuvari. 6. Haec exempli causa rettulisse sufficiet. Alioquin quam ex multis variisque causis exceptiones necessariae sint, ex latioribus digestorum seu pandectarum libris intellegi potest. 7. ⁵Quarum quaedam ex legibus vel ex his, quae legis vicem optinent, vel ex ipsius praetoris jurisdictione substantiam capiunt'. 8. Appellantur autem exceptiones aliae perpetuae et peremptoriae, aliae temporales et dilatoriae. 9. Perpetuae et peremptoriae sunt, quae semper agentibus obstant et sem-

1. Gaius, 4, 116a. — 2. 3, 21. — 3. G., 4, 30, 14. — 4. Cf. Gaius, 4, 106. — 5. Gaius, 4, 118.

per rem de qua agitur perimunt : qualis est exceptio doli mali et quod metus causa factum est et pacti conventi, cum ita convenerit, ne omnino pecunia peteretur. 10. Temporales atque dilatoriae sunt, quae ad tempus nocent et temporis dilationem tribuunt : qualis est pacti conventi, cum convenerit, ne intra certum tempus ageretur, veluti intra quinquennium. Nam finito eo tempore non impeditur actor rem exsequi. Ergo hi, quibus intra tempus agere volentibus objicitur exceptio aut pacti conventi aut alia similis, differre debent actionem et post tempus agere ; ideo enim et dilatoriae istae exceptiones appellantur. Alioquin, si intra tempus egerint objectaque sit exceptio, neque eo iudicio quidquam consequerentur propter exceptionem nec post tempus olim agere poterant, cum temere rem in iudicium deducebant et consumebant, qua ratione rem amittebant. Hodie autem non ita stricte haec procedere volumus, sed eum, qui ante tempus pactionis vel obligationis litem inferre ausus est, Zenoniana constitutione¹ subjacere censemus, quam sacratissimus legislator de his qui tempore plus petierunt protulit, ut et indutias, quas, si ipse actor sponte indulserit vel natura actionis continet, contempserat, in duplum habeant hi, qui talem injuriam passi sunt, et post eas finitas non aliter litem suscipiant, nisi omnes expensas litis antea acceperint, ut actores tali poena perterriti tempora litium doceantur observare. 11. Praeterea etiam ex persona dilatoriae sunt exceptiones ; quales sunt procuratoriae, veluti si per militem aut mulierem agere quis velit ; ²nam militibus nec pro patre vel matre vel uxore nec ex sacro scripto procuratorio nomine experiri conceditur : suis vero negotiis superesse sine offensa disciplinae possunt. Eas vero exceptiones, quae olim procuratoribus propter infamiam vel dantis vel ipsius procuratoris opponebantur, cum in iudiciis frequentari nullo perspeximus modo, conquiescere sancimus, ne, dum de his altercatur, ipsius negotii disceptatio proteletur.

XIII. DE REPLICATIONIBUS.

³Interdum evenit, ut exceptio, quae prima facie justa videatur, inique noceat. Quod cum accidit, alia allegatione opus est adjuvandi actoris gratia, quae replicatio vocatur, quia per eam replicatur atque resolvitur vis⁴ exceptionis. Veluti cum pactus est aliquis cum debitore suo, ne ab eo pecuniam petat. deinde postea in contrarium pacti sunt, id est ut petere cre-

1. C., 3, 10, 1. — 2. Cf. C., 2, 13, 7. — 3. Gaius, 4, 126-129. — 4. Krueger Huschke, d'après la paraphrase et Gaius ; les mss. : 'jus'.

ditori liceat: si agat creditor et excipiat debitor, ut ita demum condemnetur, si non convenerit, ne eam pecuniam creditor petat, nocet ei exceptio, convenit enim ita; namque nihilo minus hoc verum manet, licet postea in contrarium pacti sunt. Sed quia iniquum est creditorem excludi, replicatio ei dabitur ex posteriore pacto convento. 1. Rursus interdum evenit, ut replicatio, quae prima facie justa sit, inique noceat. Quod cum accidit, alia allegatione opus est adjuvandi rei gratia, quae duplicatio vocatur. 2. Et si rursus ea prima facie justa videatur, sed propter aliquam causam inique actori noceat, rursus allegatione alia opus est, qua actor adjuvetur, quae dicitur triplicatio. 3. Quarum omnium exceptionum usum interdum ulterius quam diximus varietas negotiorum introducit: quas omnes apertius ex latiore digestorum volumine facile est cognoscere.

4. Exceptiones autem, quibus debitor defenditur, plerumque accommodari solent etiam fidejussoribus ejus: et recte, quia, quod ab his petitur, id ab ipso debitore peti videtur, quia mandati iudicio redditurus est eis, quod hi pro eo solverint. Qua ratione et si de non petenda pecunia pactus quis cum reo fuerit, placuit proinde succurrendum esse per exceptionem pacti conventi illis quoque, qui pro eo obligati essent, ac si et eum ipsi pactus esset, ne ab eis ea pecunia peteretur. Sane quaedam exceptiones non solent his accommodari. Ecce enim debitor si bonis suis cesserit et cum eo creditor experiatur, defenditur per exceptionem: NISI BONIS CESSERIT sed haec exceptio fidejussoribus non datur, scilicet ideo quia, qui alios pro debitore obligat, hoc maxime prospicit, ut, cum facultatibus lapsus fuerit debitor, possit ab his quos pro eo obligavit suum consequi.

XV. DE INTERDICTIS¹.

Sequitur, ut dispiciamus de interdictis seu actionibus, quae pro his exercentur. Erant autem interdicta formae atque conceptiones verborum, quibus praetor aut jubebat aliquid fieri aut fieri prohibebat. Quod tum maxime faciebat, cum de possessione aut quasi possessione inter aliquos contendebar.

1. Summa autem divisio interdictorum haec est, quod aut prohibitoria sunt aut restitutoria aut exhibitoria. Prohibitoria sunt, quibus vetat aliquid fieri, veluti vim sine vitio possidenti, vel mortuum inferenti, quo ei jus erit inferendi, vel in loco sacro aedificari, vel in flumine publico ripae ejus aliquid fieri quo pejus navigetur. Restitutoria sunt, quibus restitui aliquid jubet, veluti cum bonorum possessori possessionem eorum, quae

1. Cf. Gaius, 4, 138-170. D., 43, 1. C., 8, 1.

quis pro herede aut pro possessore possidet ex ea hereditate, aut cum jubet ei, qui vi possessione fundi dejectus sit, restitui possessionem. Exhibitoria sunt, per quae jubet exhiberi, veluti eum, cujus de libertate agitur, aut libertum, cui patronus operas indicere velit, aut parenti liberos, qui in potestate ejus sunt. Sunt tamen qui putant proprie interdicta ea vocari, quae prohibitoria sunt, quia interdicerere est denunciare et prohibere, restitutoria autem et exhibitoria proprie decreta vocari; sed tamen optinuit omnia interdicta appellari, quia inter duos dicuntur. 2^o. 'Sequens divisio interdictorum haec est, quod quaedam adipiscendae possessionis causa comparata sunt, quaedam retinendae, quaedam recipiendae. 3. Adipiscendae possessionis causa interdictum accommodatur bonorum possessori, quod appellatur quorum bonorum, ejusque vis et potestas haec est, ut, quod ex his bonis quisque, quorum possessio alicui data est, pro herede aut pro possessore possideat, id ei, cui bonorum possessio data est, restituere debeat. Pro herede autem possidere videtur, qui putat se heredem esse; pro possessore is possidet, qui nullo jure rem hereditariam vel etiam totam hereditatem sciens ad se non pertinere possidet. Ideo autem adipiscendae possessionis vocatur interdictum, quia ei tantum utile est, qui nunc primum conatur adipisci rei possessionem: itaque si quis adeptus possessionem amiserit eam, hoc interdictum ei inutile est. Interdictum quoque, quod appellatur Salvianum, adipiscendae possessionis causa comparatum est eoque utitur dominus fundi de rebus coloni, quas is pro mercedibus fundi pignori futuras pepigisset. 4. Retinendae possessionis causa comparata sunt interdicta uti possidetis et utrobi, cum ab utraque parte de proprietate alicujus rei controversia sit et ante quaeritur, uter ex litigatoribus possidere et uter petere debeat'. Namque nisi ante exploratum fuerit, utrius eorum possessio sit, non potest petitoria actio institui, quia et civilis et naturalis ratio facit, ut alius possideat, alius a possidente petat. Et quia longe commodius est possidere potius quam petere, ideo plerumque et fere semper ingens existit contentio de ipsa possessione. Commodum autem possidendi in eo est, quod, etiamsi ejus res non sit qui possidet, si modo actor non potuerit suam esse probare, remanet suo loco possessio: propter quam causam, cum obscura sint utriusque jura, contra petitorem judicari solet. 4^o. Sed interdicto quidem uti possidetis de fundi vel aedium possessione contenditur, utrobi vero interdicto de rerum mobilium possessione.

Quorum vis et potestas plurimam inter se differentiam apud veteres habebat; nam uti possidetis interdicto is vincebat, qui interdicti tempore possidebat, si modo nec vi nec clam nec precario nactus fuerat ab adversario possessionem, etiamsi alium vi expulerit aut clam abriperit alienam possessionem aut precario rogaverit aliquem, ut sibi possidere liceret utrobi vero interdicto is vincebat, qui majore parte ejus anni nec vi nec clam nec precario ab adversario possidebat. Hodie tamen aliter observatur; nam utriusque interdicti potestas quantum ad possessionem pertinet exaequata est, ut ille vincat et in re soli et in re mobili, qui possessionem nec vi nec clam nec praecario ab adversario litis contestationis tempore detinet. 5. 'Possidere autem videtur quisque non solum, si ipse possideat, sed et si ejus nomine aliquis in possessione sit, licet is ejus juri subjectus non sit, qualis est colonus et inquilinus: per eos quoque, apud quos deposuerit quis aut quibus commoda-verit, ipse possidere videtur: et hoc est, quod dicitur retinere possessionem posse aliquem per quemlibet, qui ejus nomine sit in possessione. Quin etiam animo quoque retineri possessionem placet', id est ut, quamvis neque ipse sit in possessione neque ejus nomine alius, tamen 'si non relinquendae possessionis animo, sed postea reversurus inde discesserit, retinere possessionem videtur. Adipisci vero possessionem per quos aliquis potest, secundo libro exposuimus¹. Nec ulla dubitatio est, quin animo solo possessionem adipisci nemo potest. 6. Reciperandae possessionis causa solet interdici, si quis ex possessione fundi vel aedium vi dejectus fuerit; nam ei proponitur interdictum unde vi, per quod is qui dejecit cogitur ei restituere possessionem, licet is ab eo qui vi dejecit vi vel clam vel precario possidebat'. Sed ex sacris constitutionibus, ut supra diximus², si quis rem per vim occupaverit, si quidem in bonis ejus est, dominio ejus privatur, si aliena, post ejus restitutionem etiam aestimationem rei dare vim passo compellitur. Qui autem aliquem de possessione per vim dejecerit, tenetur lege Julia de vi privata aut de vi publica: sed de vi privata, si sine armis vim fecerit, sin autem cum armis eum de possessione expulerit, de vi publica. Armorum autem appellatione non solum scuta et gladios et galeas significari intellegimus, sed et fustes et lapides. 7. 'Tertia divisio interdictorum haec est, quod aut simplicia sunt aut duplicia. Simplicia sunt, veluti in quibus alter actor, alter reus est: qua-

1. Gaius, 4, 153-154. — 2. 2, 9, 4. — 3. 4, 2, 1. — 4. Gaius, 4, 156-160.

lia sunt omnia restitutoria aut exhibitoria ; namque actor est, qui desiderat aut exhiberi aut restitui, reus is, a quo desideratur, ut restituat aut exhibeat. Prohibitoriorum autem interdictorum alia simplicia sunt, alia duplicia. Simplicia sunt, veluti cum prohibet praetor in loco sacro vel in flumine publico ripae ejus aliquid fieri (nam actor est, qui desiderat, ne quid fiat, reus, qui aliquid facere conatur) ; duplicia sunt veluti uti possidetis interdictum et utrubi. Ideo autem duplicia vocantur, quia par utriusque litigatoris in his condicio est nec quisquam praecipue reus vel actor intellegitur, sed unusquisque tam rei quam actoris partem sustinet¹.

8. De ordine et veteri exitu interdictorum supervacuum est hodie dicere ; nam quotiens extra ordinem jus dicitur, qualia sunt hodie omnia judicia, non est necesse reddi interdictum, sed perinde judicatur sine interdictis, atque si utilis actio ex causa interdicti reddita fuisset.

XVI. DE POENA TEMERE LITIGANTUM¹.

Nunc admonendi sumus magnam curam egisse eos, qui jura sustinebant, ne facile homines ad litigandum procederent : quod et nobis studio est. Idque eo maxime fieri potest, quod temeritas tam agentium quam eorum cum quibus ageretur modo pecuniaria poena, modo jurisjurandi religione, modo metu infamiae coercetur. 1. Ecce enim jusjurandum omnibus qui conveniuntur ex nostra constitutione² defertur ; nam reus non aliter suis allegationibus utitur, nisi prius juraverit, quod putans se bona instantia uti ad contradicendum pervenit. At adversus infitantes ex quibusdam causis dupli vel tripli actio constituitur, veluti si damni injuriae aut legatorum locis venerabilibus relictorum nomine agitur. ³Statim autem ab initio plurius quam simpli est actio veluti furti manifesti quadrupli, nec manifesti dupli ; nam ex his causis et aliis quibusdam, sive quis neget sive fateatur, plurius quam simpli est actio. Item actoris quoque calumnia coercetur⁴ ; nam etiam actor pro calumnia jurare cogitur ex nostra constitutione. Utriusque etiam partis advocati jusjurandum subeunt, quod alia nostra constitutione⁴ comprehensum est. Haec autem omnia pro veteris calumniae actione introducta sunt, quae in desuetudinem abiit, quia in partem decimam litis actorem multabat, quod nusquam factum esse invenimus ; sed pro his introductum est et praefatum jusjurandum et ut improbus litigator etiam

1. Cf. Gaius, 4, 171-183. — 2. C., 2, 58 (59), 2, pr. — 3. Gaius, 4, 173-174. — 4. C., 3, 1, 44, 1.

damnum et impensas litis inferre adversario suo cogatur. 2. 'Ex quibusdam judiciis damnati ignominiosi fiunt, veluti furti, vi bonorum raptorum, injuriarum, de dolo, item tutelae, mandati, depositi, directis non contrariis actionibus, item pro socio', quae ab utraque parte directa est et ob id quilibet ex sociis eo judicio damnatus ignominia notatur. 'Sed furti quidem aut vi bonorum raptorum aut injuriarum aut de dolo non solum damnati notantur ignominia, sed etiam pacti, et recte; plurimum enim interest, utrum ex delicto aliquis an ex contractu debitor sit'.

3. Omnium autem actionum instituendarum principium ab ea parte edicti proficiscitur, qua praetor edicit de in jus vocando; utique enim in primis adversarius in jus vocandus est, id est ad eum vocandus est, qui jus dicturus sit. Qua parte praetor parentibus et patronis, item liberis parentibusque patronorum et patronarum hunc praestat honorem, ut non aliter liceat liberis libertisque eos in jus vocare, quam si id ab ipso praetore postulaverint et impetraverint; et si quis aliter vocaverit, in eum poenam solidorum quinquaginta constituit.

XVII. DE OFFICIO JUDICIS.

Superest, ut de officio judicis dispiciamus. Et quidem in primis illud observare debet iudex, ne aliter judicet, quam legibus aut constitutionibus aut moribus proditum est. 1. Et ideo si noxali judicio addictus est, observare debet, ut, si condemnandus videbitur dominus, ita debeat condemnare: PUBLIUM MAEVIUM LUCIO TITIO DECEM AUREIS CONDEMNO AUT NOXAM DEDERE. 2. Et si in rem actum sit, sive contra petitem judicavit, absolvere debet possessorem, sive contra possessorem, jubere eum debet, ut rem ipsam restituat cum fructibus. Sed si in praesenti neget possessor restituere posse et sine frustratione videbitur tempus restituendi causa petere, indulgendum est ei, ut tamen de litis aestimatione caveat cum fidejussore, si intra tempus quod ei datum est non restituisset. Et si hereditas petita sit, eadem circa fructus interveniunt, quae diximus intervenire in singularum rerum petitione. Illorum autem fructuum, quos culpa sua possessor non perceperit, in utraque actione eadem ratio pacne fit, si praedo fuerit. Si vero bona fide possessor fuerit, non habetur ratio consumptorum neque non perceptorum; post inchoatam autem petitionem etiam illorum ratio habetur, qui culpa possessoris percepti non sunt

vel percepti consumpti sunt. 3. Si ad exhibendum actum fuerit, non sufficit, si exhibeat rem is cum quo actum est, sed opus est, ut etiam causam rei debeat exhibere, id est ut eam causam habeat actor, quam habiturus esset, si, cum primum ad exhibendum egisset, exhibita res fuisset: ideoque si inter moras usucapta sit res a possessore, nihilo minus condemnatur. Praeterea fructuum medii temporis, id est ejus, quod post acceptum ad exhibendum iudicium ante rem iudicatam intercessit, rationem habere debet iudex. Quod si neget is, cum quo ad exhibendum actum est, in praesenti exhibere se posse et tempus exhibendi causa petat idque sine frustratione postulare videatur, dari ei debet, ut tamen caveat se restitutum: quod si neque statim jussu iudicis rem exhibeat neque postea exhibiturum se caveat, condemnandus sit in id, quod actoris intererat ab initio rem exhibitam esse. 4. Si familiae erciscundae iudicio actum sit, singulas res singulis heredibus adjudicare debet et, si in alterius persona praegravare videatur adjudicatio, debet hunc invicem coheredi certa pecunia, sicut jam dictum est¹, condemnare. Eo quoque nomine coheredi quisque suo condemnandus est, quod solus fructus hereditarii fundi percepit aut rem hereditariam corrupit aut consumpsit. Quae quidem similiter inter plures quoque quam duos coheredes subsequuntur. 5. Eadem interveniunt et si communi dividundo de pluribus rebus actum fuerit. Quod si de una re, veluti de fundo, si quidem iste fundus commode regionibus divisionem recipiat, partes ejus singulis adjudicare debet et, si unius pars praegravare videbitur, is invicem certa pecunia alteri condemnandus est: quod si commode dividi non possit, vel homo forte aut mulus erit de quo actum sit, uni totus adjudicandus est et is alteri certa pecunia condemnandus. 6. Si finium regundorum actum fuerit, dispicere debet iudex, an necessaria si adjudicatio. Quae sane uno casu necessaria est, si evidentioribus finibus distingui agros commodius sit, quam olim fuissent distincti; nam tunc necesse est ex alterius agro partem aliquam alterius agri domino adjudicari. Quo casu conveniens est, ut is alteri certa pecunia debeat condemnari. Eo quoque nomine damnandus est quisque hoc iudicio, quod forte circa fines malitiose aliquid commisit, verbi gratia quia lapides finales furatus est aut arbores finales cecidit. Contumaciae quoque nomine quisque eo iudicio condemnatur, veluti si quis jubente iudice metiri agros passus non fuerit.

7. Quod autem istis judiciis alicui adjudicatum sit, id statim ejus fit cui adjudicatum est.

XVIII. DE PUBLICIS JUDICIIS¹.

Publica judicia neque per actiones ordinantur nec omnino quidquam simile habent ceteris judiciis, de quibus locuti sumus, magnaue diversitas est eorum et in instituendis et in exercendis. 1. Publica autem dicta sunt, quod cuivis ex populo exsecutio eorum plerumque datur. 2. Publicorum judiciorum quaedam capitalia sunt, quaedam non capitalia. Capitalia dicimus, quae ultimo supplicio adficiunt vel aquae et ignis interdictione vel deportatione vel metallo : cetera si qua infamiam irrogant cum damno pecuniario, haec publica quidem sunt, non tamen capitalia.

3. Publica autem judicia sunt haec. Lex Julia majestatis, quae in eos, qui contra imperatorem vel rem publicam aliquid moliti sunt, suum vigorem extendit. Cujus poena animae amissionem sustinet et memoria rei et post mortem damnatur. 4. Item lex Julia de adulteriis coercendis, quae non solum temeratores alienarum nuptiarum gladio punit, sed etiam eos, qui cum masculis infandam libidinem exercere audent. Sed eadem lege Julia etiam stupri flagitium punitur, cum quis sine vi vel virginem vel viduam honeste viventem stupraverit. Poenam autem eadem lex irrogat peccatoribus, si honesti sunt, publicationem partis dimidiae bonorum, si humiles, corporis coercionem cum relegatione. 5. Item lex Cornelia de sicariis, quae homicidas ultore ferro persequitur vel eos, qui hominis occidendi causa cum telo ambulant. Telum autem, ut Gaius noster in interpretatione legis duodecim tabularum² scriptum reliquit, vulgo quidem id appellatur, quod ab arcu mittitur, sed et omne significatur, quod manu cujusdam mittitur : sequitur ergo, ut et lapis et lignum et ferrum hoc nomine contineatur. Dictumque ab eo, quod in longinquum mittitur, a Graeca voce figuratum, ἀπὸ τοῦ τηλοῦ : et hanc significationem invenire possumus et in Graeco nomine ; nam quod nos telum appellamus, illi βέλος appellant ἀπὸ τοῦ βάλ्लεσθαι. Admonet nos Xenophon³. Nam ita scripsit : Καὶ τὰ βέλη ὁμοῦ ἐφέρετο, λόγχοι, τοξόματα, σφενδόνας, πλείστοι δὲ καὶ λίθοι⁴. Sicarii autem appellantur a sica, quod significat ferreum cultrum. Eadem lege et venefici capite damnantur, qui artibus odiosis,

1. Cf. D., 48, 1. — 2. D., 50, 16, 233, 2. — 3. Anab., 5, 2, 14. — 4. (Et tela simul mittebantur, hastae, sagittae, fundae, permulti et lapides).

tam venenis vel susurris magicis homines occiderunt vel mala medicamenta publice vendiderunt. 6. Alia deinde lex asperrimum crimen nova poena persequitur, quae Pompeia de parricidiis vocatur. Qua cavetur, ut, ¹⁴si quis parentis aut filii aut omnino adfectionis ejus, quae nuncupatione parricidii continetur, fata properaverit, sive clam sive palam id ausus fuerit, nec non is, cujus dolo malo id factum est, vel conscius criminis existit, licet extraneus sit, poena parricidii puniatur et neque gladio neque ignibus neque ulla alia sollemni poena subjicietur, sed insutus culleo cum cane et gallo gallinaceo et vipera et simia et inter ejus ferales angustias comprehensus, secundum quod regionis qualitas tulerit, vel in vicinum mare vel in amnem projiciatur, ut omni elementorum usu vivus carere incipiat et ei caelum superstiti, terra mortuo auferatur. Si quis autem alias cognatione vel adfinitate conjunctas personas necaverit, poenam legis Corneliae de sicariis sustinebit. 7. Item lex Cornelia de falsis, quae etiam testamentaria vocatur, poenam irrogat ei, qui testamentum vel aliud instrumentum falsum scripserit signaverit recitaverit subjecerit quive signum adulterinum fecerit sculpserit expresserit sciens dolo malo. Ejusque legis poena in servos ultimum supplicium est, quod et in lege de sicariis et veneficis servatur, in liberos vero deportatio. 8. Item lex Julia de vi publica seu privata adversus eos exoritur, qui vim vel armatam vel sine armis commiserint. Sed si quidem armata vis arguatur, deportatio ei ex lege Julia de vi publica irrogatur; si vero sine armis, in tertiam partem bonorum publicatio imponitur. Sin autem per vim raptus virginis vel viduae vel sanctimonialis vel aliae fuerit perpetratus, tunc et peccatores et ei, qui opem flagitio dederunt, capite puniuntur secundum nostrae constitutionis² definitionem, ex qua haec apertius possibile est scire. 9. Lex Julia peculatus eos punit, qui pecuniam vel rem publicam vel sacram vel religiosam furati fuerint. Sed si quidem ipsi iudices tempore administrationis publicas pecunias subtraxerunt, capitali animadversione puniuntur, et non solum hi, sed etiam qui ministerium eis ad hoc adhibuerunt vel qui subtracta ab his scientes susceperunt: alii vero, qui in hanc legem incidere, poenae deportationis subjugentur. 10. Est inter publica judicia lex Fabia de plagiaris, quae interdum capitis poenam ex sacris constitutionibus irrogat, interdum leviolem. 11. Sunt praeterea publica judicia lex Julia ambitus et lex Julia repetundarum et lex Julia de annona et lex Julia de residuis, quae

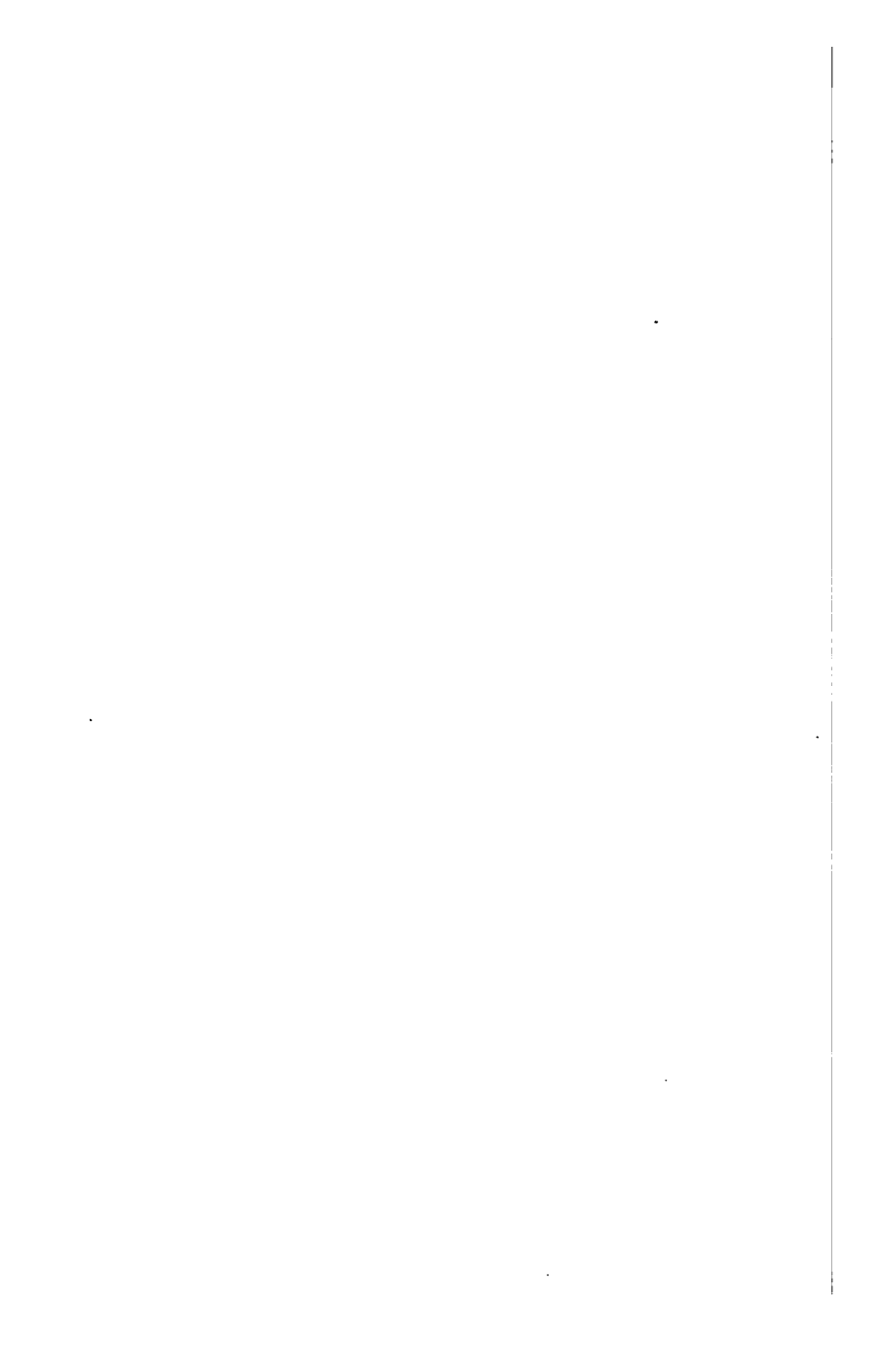
1. C., 9, 17, 1. — 2. C., 9, 13, 1.

de certis capitulis loquuntur et animae quidem amissionem non irrogant, aliis autem poenis eos subjiciunt, qui praecepta earum neglexerint.

12. Sed de publicis judiciis haec exposuimus, ut vobis possibile sit summo digito et quasi per indicem ea tetigisse. Alioquin diligentior eorum scientia vobis ex latioribus digestorum sive pandectarum libris deo propitio adventura est.

TROISIÈME PARTIE

LES ACTES



TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

SUCCESSIONS A CAUSE DE MORT

Parmi les titres relatifs aux successions à cause de mort qui nous sont parvenus, les plus importants sont trois testaments, celui de Dasumius, qui est du commencement du second siècle, celui du Lingon, qui est sans doute du premier, et un testament de l'an 189, récemment découvert ; puis des clauses isolées de divers testaments conservées à part pour perpétuer le souvenir des libéralités qui y étaient faites ; un extrait des registres d'un tribunal égyptien relatif à une instance en ouverture de testament de l'an 184 ; cinq procès-verbaux d'ouverture de testaments de date récente transcrits sur un papyrus de Ravenne, et enfin, dans un sens plus large, les deux *laudationes* de Turia et de Murdia.— Nous reproduisons ici les deux testaments qui sont juridiquement les plus instructifs, celui de Dasumius et celui de l'an 189 ; le plus ancien des procès-verbaux de Ravenne qui date de l'an 474 après J.-C., et les *laudationes* de Turia et de Murdia. On trouvera l'autre testament et les clauses isolées de testaments divers dans Bruns, au chapitre des *Testamenta*, pp. 275-279. Les chapitres des *Obligations alimentariae* et des *Jura sepulcrorum* du même ouvrage contiennent également, pp. 309-311, et pp. 336-342, plusieurs titres relatifs à des dispositions de dernière volonté, auxquels on peut encore ajouter par exemple le fragment de Rome publié *Bull. arch. comm.*, 1838, p. 402. L'extrait des registres du tribunal égyptien de l'an 184, a été publié *Aegypt. Urkund. aus Berlin*, fasc. 11, n° 361, et, avec une traduction française, par M. Dareste, *N. R. hist.*, 1894, pp. 583-588.

1. TESTAMENT DE DASUMIUS (an 108 ap. J.-C.).

Fragments d'une table de marbre trouvés en 1820 et 1830 dans le voisinage de la voie Appienne. Les fragments, qui sont au nombre de deux, donnent, à peu près d'un bout à l'autre, le milieu des lignes d'une longue inscription dans laquelle on a reconnu le testament fait sous Trajan par un nommé Dasumius, qui pourrait être l'auteur du sénatus-consulte Dasumien sur les affranchissements testamentaires. Nous en reproduisons le texte d'après la restitution qui en a été donnée, après un nouvel examen de la pierre, par M. Mommsen, *C. I. L.*, VI, 10220 ; M. Mommsen en a donné au même lieu un commentaire succinct, mais important, dans lequel il établit notamment que les consuls par lesquels l'acte est daté doivent être placés en l'an 108 et non, comme avaient cru les premiers éditeurs, en l'an 109. V. aussi le même, *Etude sur Plin le jeune*, tr. Morel, 1878, pp. 22, 23. Parmi les travaux antérieurs, le

commentaire joint par Rudorff, à sa restitution *Z. G. R.*, 12, 1844, pp. 301-302 et analysé par M. Laboulaye, *R. Wolowski*, 1845, 2, pp. 273-340, est, malgré quelques suppositions erronées ou gratuites, resté très utile à consulter. V. encore deux analyses sommaires du testament, l'une antérieure et l'autre postérieure à la restitution de M. Mommsen, dans Karlowa, *R. R. G.* 1, pp. 806-807, et Girard, *R. int. de l'ens.*, 1889, pp. 237-240.

1. *Testamentum L. Dasumi Tusci (?)* |
2. *Quod post vitae cursum confectum praestantissimum est. rem cum nomine filio relinquere, | quoniam mihi natura negavit, amicus rarissimus P. Tullius Varro quem genuit filium | natu primum, si eum pater nomen meum laturum pollicitus erit,*
5. ... | ... *mearum fortunarum ex uncia heres esto¹... | cernitoque in diebus C proximis quibus scierit poteritque... Item ; Dasumia.. filia mea pientissima mihi heres esto ex.. cernitoque eadem condicione. Item | filia Serviani ex.. mihi heres esto cernitoque eadem condicione. | Item.... us meus mihi heres*
10. *esto ex.. cernitoque eadem condicione. Item | ...et... mihi heredes sunt ex.. cernuntoque eadem condicione. | Denique .. ead-um condicione ex.. mihi heres esto.*
- Si Dasumia filia non creverit, .. ex .. mihi heres esto, item | ex.. mihi heres esto iique cernunto in diebus C proximis quibus scierint poteruntque. | Si nec eorum quisquam creverit, tunc Syche nutritrix (?).. mihi heres esto... |*
15. *... Amicis infra scriptis quisquis mihi heres erit | dare damnas esto singulis auri p(ondo) libras : Julio.... | no, Volusio Juliano, | Plinio (?) Secundo, Cornelio Tacito (?), | Auspicato ; singulis argenti p(ondo).... | Minicio Justo, Fabul (liste de légataires continuant jusqu'à la ligne 26).*
27. *... Pro(?)culo jurisconsulto, Ateio M... | ... no, Cornelio Seni, Julis Threpto et... | ...oro adfini meo denarios CXXV co.. |*
30. *... fideique ejus eorumque comitto ut... | ...sub inscriptione nominis mei consecrent ; Cordubae item... | ...sub inscriptione nominis mei consecrent... | ...Volo opera supra scripta fiant ejus eorumque arbitrato... | ...fideique ejus eorumque com-*
35. *mitto ut perficiantur... | ... ita ut supra scriptum est.*
- Dasumiae Syche nutritrici do lego... | ... Venugum Arrum piscatores... | ...item.. quae elegerit praeterquam denarios*

1. L'institution du fils de P. Tullius Varron sous la condition qu'il prendrait le nom de L. Dasumius Tuscus paraît avoir été suivie d'effet d'après les inscriptions *C. I. L.* XI, 8304-3360, qui semblent le désigner encore sous le nom de L. Dasumius P. f. Stell. Tullius Tuscus. V. la généalogie dressée par Bormann sous *C. I. L.*, XI, 8386.

- C... } ... *item argenti escari et potori ex meo quod elegerit...*
 | ... *item chartam sive philuram calculatorem...* |
- ... et Sabinum notarium et My... | ... *rationibus red-* 40.
ditis cum contubernalibus suis liberos esse volo. Item... m
cocum et Crammicum c... | ... et Diadumenum notarium
 ... | ... *item... onem sumptuarium rationibus redditis cum*
contubernali sua | ita ut eam in matrimonio habeat fidele. Jubeo 45.
 ... | ... *in arculis pusillis componi. Tu...*
 ... Colono lib(erto) denarios cł; Dasumiae Syche libertae
 denarios... | ... lib(erto) denarios cł; Heliopaedi li(berto)
 denarios cł; Ca... | ... singulis denarios cł; Eurotae li-
 b(erto) denarios... | ... *volo dari.* 50.
- Eros vestiarius ratione ut oportet reddita... | ... *paeda-*
gogus ratione reddita, Phoebus... liberi sunt. | Si quem ex
his alio scripto liberum esse vetuero, is liber ne esto... |
- ... *Quodcumque vicensimae nomine, ex lege publica debe-*
bitur... | ... *propter eos omnes quos liberos esse jussi, eo*
soluti iis qui solverunt heredes meos | reddere volo fideique item 55.
eorum committo.
- Quisquis mihi heres erit dato... et... | ... *denarios.. ita ut*
ii dent tribuant concedant sine ulla controversia.. liberto fun-
dum... | ... *preti denariorum.. et hoc amplius denarios V et*
hoc amplius...; item ut supra nominati... | ... ancillae cum
primum manumissa fuerit, dent tribuant concedant... | ...
arculam, Thallum ornatoem ... | ... item ut supra nominati 60.
dent tribuant concedant sine ulla controversia... | ...Thaumasto
Anatellonti libertis in singulos annos quandiu quis eorum |
vivet, initio cujusque anni vestiari nomine singulis denarios
 ... | ...*item Terpno Achilli Heliopaedi libertis initio cujusque*
anni vestiari | nomine singulis in singulos annos quandiu quis
eorum vivet denarios..; item... | ... libertis quandiu quis 65.
eorum vivet initio cujusque anni vestiari nomine denarios..,
idque | ita ii danto curantove dare.
- Infra scriptis condicionibus do lego Septumae Secundini |
materterae meae pateram auream meam maximam ... | ...
est et Diadumenum cubicularium... | ... et Stephanum dro-
pacatorem... | ... orem et Faustum sutorem et ... | ... 70.
paria mularum quae elegerit cum carrucis. Do lego Septumae |
materterae meae pientissimae hoc amplius Epaphroditum... |
 ... *tum medicum, Philocyrium.. | ... item signa mea aurea*
 et argentea omnia et imagines argenteas meas omnes... | ... 75.
Rogo autem, Septuma, pietatem tuam, ut cures in publico propo-
ni signa deorum imperatorumque, quae ubique habeo, in ampli-

- orem nominis nostri honorem. | *Rogo item ut...* dispensatorem rationibus redditis... | ... et... | ... em et Eutychem cubicularium) majorem (?) manumittas... | ... *Hoc amplius do lego matererae Septumae Secundini...* | ... *Meneccraten Paederotem. Meneccraten et Paederotem rogo ne manumittas, | sed in eodem opere illos habeas donec vivant, quo habui ego, ... | ... quoniam nullo merito meo tam valde offenderunt...* | ... *gestione improba et iniqua. Septumae matererae meae hoc amplius do lego*
80. ... | ... us meis habuit fideique ejus n ... | ... *committo. Hoc amplius Septumae matererae meae do lego...* | ... *cursorem, Encolpium actorem...* | ... *denique sestertium sexagies quod beneficio...*

- Memoriae | meae colendae causa intra biennium quam mortuus ero, quisquis mihi heres heredesve erit eruntve, | eorum fidei committo, uti praedium, in quod per eos, quorum curae mandavi*
90. *ut secundum | verba testamenti hujus reliquias meas conderent, ... | ... reliquiae meae inlatae fuerint cuicumque sive antea sive testamento hoc libertatem | dedi sive codicillis dederam, praeterquam Hymno pessime de me merito, ... | ... iis cum adjacentibus silvis instructum mancipio dent ita, ut ne de nomine eorum exeat, neve ... | ... vendant, pignore dent, cedant, condonent;*
95. *ejus autem qui ex his decesserit portionem | reliquis volo ad crescere, donec in rerum natura esset unus eorum. Quodsi liberti libertaeque in rerum... | ... natura omnes esse de | sierint, tunc ad libertorum meorum posteros, donec in rerum natura sit | unus eorum, idem volo pertinere; quod si esse desierit ultimus eorum ... |*

- ... *Cum autem in tam multas partes id praedium distribuierim ... | ... nec puriter omnes universa possidere relicta sibi possint, ... ex iis... | ... curatores praedii ejus Achillen. Heliopaeden, Cymaeum (?) constituo, omnium autem, quibus in id... | ... jus est, suffragio curatorem substitui curatori qui decesserit jubeo, et ab eorum uno, quem ipsi | curatores elegerint. alimenta omnia computari et redditus distribui volo. Sic enim effectum iri existimo, ut ab uno omnia percipiant omnes...*

- ... *Fidei omnium heredum meorum committo, tuae autem maxime, carissima filia, ... | ... ne patiaris post me quemquam illo loco sepeliri neque eorum quos ipse manumisi... | ... neque in posterum libertorum tuorum.*

Porro monumentum meum colere volo ex libertis ... | ... meis praecipue Thaumastum et Anatellontem, aditum autem et ambitum... | ... eo volo habere omnes, quos sive ante testamentum sive testamento postea manumisi, praeter | te, Hymne.

qui quamvis plurimum tibi praestitissim... | ... ipse recor- 110.
daris quae a te passus sim aut timuerim... |

Corpus meum Ursi Serviani domini mei et .. curae com-
mendo .. | ... lectum ferri volo per Serviani mei liberos. Mo-
nimentum volo .. liberti cura .. | ... intra dies.. postquam
defunctus ero consummari, in quod impendantur denariorum
milia... | ... Sumptuum rationem cum reddere volo Serviano
meo. Item cura ejus volo lapidi incidi ... | ... testamenti hujus 115.
exemplum et poni ad latus monumenti mei.

Quisquis heres heredesve ... | ... mihi erit eruntve, cum
eosque rogo lideique ejus eorumque committo, ut quae cui hoc
... | ... testamento dedi legavi, ea vicensimis omnibus non
deductis persolvantur, et aut reddant | quod solutum erit vicensi-
mae nomine aut vicensimae nomine cum eo ad quem ea res per-
tinebit ... | ... paciscantur aut decident aut in arbitrum com-
promittant.....

... | Siquid codicillis aliove quo genere scriptum signatumque 120
reliquero, valere volo, quasi testamento... | ...scriptum signa-
tumque reliquissem.

Liturae inductionesque quae in hoc ... | ... testamento in-
veniuntur, jam testamenti faciendi et signandi tempore ibi
fuertunt.

Testamentum | scribendum curavi per... ntidium Campanum
testamentarium... | ...Aelio Hadriano et Trebatio Prisco eos. |

Quisquis mihi heres erit, do lego damnasque esto dare... | 123.
... imp. Caesari Nerae Trajano Aug. Germanico Dacico, ... |
..... Sosio Senecioni singulis argenti p. V; Otacilio Or ... | ... me-
dico HS x. Item ... | ... s HS cccc, ex quorum reditu | ... Eu- 130.
rota lib | tione di | c ex...

2. TESTAMENT DE C. LONGINUS CASTOR (an 189 après J.-C.).

Aegypt. Urkund. aus Berlin, fasc. 10, n° 326. Traduction grecque d'un testament et de codicilles faits en Egypte, le testament le 17 novembre 189 et les codicilles le 7 février d'une année indéterminée, par un soldat retraité de la flotte de Misène et ouverts le 21 février 194 à Arsinoé, au bureau de perception de l'impôt sur les successions. Ce testament qui a été publié et commenté d'abord par M. Mommsen, *Sitzungsberichte* de Berlin. 1894, pp. 47-59, puis par M. Scialoja, *Bull. dell'ist. di D. R.*, 7, 1894, pp. 1-25, par M. Karlowa, *Neue Heidelberger Jahrbücher*, 4, 1894, pp. 189-204, et par M. Collinet, *N. R. hist.*, 1894, pp. 573-582, avec des observations de M. Dareste, est inférieur pour l'importance des personnages et pour l'ancienneté au testament de Dasumius ; mais, grâce à l'intégralité dans laquelle il nous a été transmis, il constitue maintenant l'exemple le plus clair et le plus complet que nous ayons d'un testament romain de l'époque classique.

On remarquera l'institution accompagnée d'affranchissement des deux femmes esclaves instituées héritières avec la remarque expresse qu'elles ont l'âge de trente ans requis par la loi Aelia Sentia; le fideï-commis de liberté au profit d'une autre esclave âgée de moins de trente ans; les substitutions vulgaires faites distinctement pour les deux instituées; l'exhérédation collective des héritiers ab intestat que pourrait avoir le testateur; les deux exemples de legs *per vindicationem* contenus dans le testament et dans les codicilles; la clause générale par laquelle le testateur met, dans la formule du legs *per damnationem*, toutes les dispositions contenues dans le testament à la charge de ses héritiers quels qu'ils soient et les leur impose en même temps par précaution à titre de fideï-commis; la clause deux fois répétée validant par avance les codicilles que le testateur fit en effet postérieurement et qui ont pu en conséquence contenir le legs *per vindicationem* précité; les indications précises données sur l'*emptor familiæ*, encore représenté à la fin du II^e siècle comme acquérant la *familia pecuniæ sestertio nummo uno*, sur le *libripens*, sur l'*antestatus*, qu'il montre directement n'être pas un personnage distinct des cinq témoins, mais le premier d'entre eux, et sur les quatre autres témoins qui forment, avec lui, le *libripens* et l'*emptor familiæ*, les sept témoins dont les cachets sont exigés par l'édit prétorien; les mentions, que nous avons dans la traduction mises entre parenthèses, placées à côté des noms de ceux qui ont reconnu leurs cachets avant l'ouverture du testament; enfin le témoignage nouveau fourni par notre titre selon lequel cette ouverture avait lieu au bureau de la perception de l'impôt du vingtième.

Γαί' οὐ Λογγίνου] Κάστωρος.

- I, 1. Ἐρωτῶ ἡ διαθήκης. | Γάιος Λογγίνος Κάστωρ οὗς τρανὴς ἐπι-
 μως ἀπολυθεῖς; | ἐκ κλάσσης ποιητοῦρας Μετρωῶν διαθήκην ποιῶ
 5. ἑστῶν | τριῶντα καὶ Κλεοπάτραν δούλην μου μὲζονα ἑτῶν τριῶντα
 τὰ καὶ ἐκάστη ἔστω κληρονόμος ἕξ | ἵσου μέρους ἐμοῦ κληρονόμος.
 [Λοιποὶ δὲ πᾶν τε 3 ἀποκληρονοῦμαι | μοι] ἔστωσαν. Πρὸς εἰς

Gaii Longini Custoris.

- I, 1. *Versio testamenti.* | Gaius Longinus Castor veteranus honesta
 missione dimissus | ex classe praetoria Misenensi | testamentum fe-
 cit. | Liberas esse jubeo Marcellam servam meam majorem au-
 5. nis | triginta et Cleopatram servam meam majorem annis trigin-
 ta, | et quaeque heres esto ex aequa parte mei [heredem]. | Ceteri

1. Dareste : τούτοις τοῖς ῥήμασιν = in his verbis. — 2. Mot répété par megarde, à la suite d'une correction de formule, pense M. Mommsen. — 3. M. Dareste rétablit ainsi la ligne 6 et la lacune du début de la ligne 7: [ἐκ τοῦ Ἀρσινόετις νόμο] ἕξ ἵσου μέρους] ἐμοῦ κληρον[ομ]ῖν [κελεύω· Ὅι λοιποὶ πᾶν τε] [τε]ς....., etc. = de nomo Arsinoitico aequis partibus heredes mei esse jubeo. Ceteri omnes...

[manquent 14 lettres] ¹ μου ἐκάστη ὑπὲρ τοῦ ἰδίου μέρους ἀπὸ τῶν
 [[manquent 19 lettres] ² ρᾶσθαι ἑαυτὴν ἐμοῦ κληρονομόν εἶναι, μὴ
 εἶμι | [γαι δ] ἐ π[ε]π[ρα]σκεν μηδὲ ὑποτίθεσθαι. Ἄλλ' εἴ τι ἐάν ἀν[θ]ρώ- 10.
 πεν[ο]ν πᾶ | θη Μαρκέλλ[α] ἢ προγεγραμμένη, τότε το μέρος τῆς κληρο-
 νομίας ἑαυτῆς | [πρ]ὸς Σαραπίωνα καὶ Σωκράτην καὶ Λόγγον καταστῆ-
 σαι θέλω. Ὀμοίως | [Κλε]οπάτραν τὸ μέρος αὐτῆς πρὸς Νεῖλον κατα-
 τῆσαι θέλω. Ὁς ἐάν μου κλη | [ρον]όμος γέ[νη]ται, ὑπεύθυνος ἔστω
 δοῦναι ποιῆσαι παρασχέσθαι αὐ | τὰ πάντα, ἃ ἐν τούτῃ τῇ διαθήκῃ 15.
 μου γεγραμμένα εἴη, τῇ τε πιστεῖ | αὐτῆς παρακατατίθεμαι. | [Σαρ]απίας
 δούλη μου, θυγάτηρ Κλεοπάτρας ἀπελευθέρως μου ἐλευθέρω ἔστω, | [ἡ
 κ]αὶ δίδωμι καταλίπω αρουῶρας σιτικὰς πέντε, ἃς ἔχω περὶ κόμην Κα |
 [ρα]νίδα ἐν τόπῳ λεγομένῳ Στρουθῆ· ὁμοίως ἔρουραν μίαν τέταρτον |
 [χο]ιλιάδος· ὁμοίως τρίτον μέρος οἰκίας μου καὶ τρίτον μέρος ἐκ τῆς αὐ | 20.
 [τ]ῆς οἰκίας, ὃ ἡγόρασα πρότερον παρὰ Πραπεθεύτος μητρὸς Θαπεύτος·
 | [ὁ]μοίως τρίτον μέρος φοινικῶνος, ὃν ἔχω ἐγγιστα τῆς διώρυγος, ὃ κα-
 λεῖται |

παλα[ά] διώρυξ. Ἐκκο[μι]σθῆναι περιτ[αλ]ῆναι τε ἐμαυτὸ[ν] θέλω II, 1.
 τῇ φροντίδι καὶ εὐσεβείᾳ | τῶν [κ]ληρονόμων μου. Εἴ τι ἐάν ἐγὼ μετὸ
 ταῦτα γεγραμμένον καταλίπω τῇ ἐμῇ χειρὶ γεγραμμένον | οἷον δὴ [π]οτε

autem omnes exheredes sunt... | mei? quaeque super pro-
priam partem ex illis eam meam heredem esse : non ven | dere 10.
neque pignori dare. Si vero quid humanum pati | atur Marcella
praescripta, tum partem hereditatis ejus | ad Sarapionem et So-
cratem et Longum pervenire volo. Similiter | Cleopatram : par-
tem ejus ad Nilum pervenire volo. Quisquis mihi he | res erit,
damnas esto dare facere praestare eu | omnia, quae in hoc testa- 15.
mento meo scripta fuerint, fideique | ejus committo. | Sarapias
serva mea, filia Cleopatrae libertae meae libera esto : | cui et do lego
aruras frumentarias quinque, quas habeo circa vicum Ca | rani-
dem in pago dicto Strutho : similiter aruram unam et quartam 20.
partem | vallis : similiter tertiam partem domus meae et tertiam
partem ex hac | domo, quam olim emi a Prapetheute matre Tha-
seutis : | similiter tertiam partem palmeti, quod habeo proxime
fossam, quae vocatur |
vetus fossa. Efferrī sepelirique me volo religione et pietate | II, 1.
heredum meorum. Si quid ego post haec scriptum reliquerim mea

1. Dareste : προσ[ε]λέσθ[ω]σαν τὰς προσόδους] = praecipuntō reditus.

— 2. Dareste : [ὑπαρχόντων μετὰ τὸ ὁ] ρᾶσθαι = postquam heres mihi esse visa erit.

- τρόπω, βέβαιον μοι εἶναι θέλω. Ταύτη τῇ διαθήκῃ δόλος παντὸς ἀπέστη. Οἰκετιανὸν χρῆ | ματα τ[αύ]της διαθήκης γενομένης ἐπείατο Ἰούλιος
5. Πετρονιανὸς στατερτίου νούμμου ἐνός, ζυ | γοστα[τοῦ]τος Γάιος Λουκρητιῦ Σατορνείου, ἐπέγραυ. Ἀντεμαρτύρατο Μᾶρκον Σεμπρόνιον Ἡρα | κλιανόν, ἐπέγραυ. Ἡ δια[θή]κη ἐγένετο ἐν χ[ώ]μῃ Καρανίδι νομῶ Ἀρσινοεῖτῃ πρὸ ιε καλανδῶν Νο | εμβρ[ε]ῶν δυσι Σιλάνοις ὑπατοῖς, Ἐ | στυκράτορος Καίσαρος Μάρ[κο]υ Αὐρηλίου Κο[μ]οδου Ἀντωνεῖ[ν]ου | εὐσεβῆς· εὐτυχοῦς Σεβαστοῦ Ἀρμενικακοῦ Μηδικοῦ Παρθικοῦ Σαρματικοῦ Γερμανικοῦ Ἀθῶρ κα. Εἰ δέ | τι πε[ρ]ιστὰ γράμματα τῇ χειρὶ μου γεγραμμένα καταλίπω, βεβαια εἶναι θέλω. | Ἡνύτη καὶ ἀνγνωσθη Ἀρσινεῖ τῇ μητροπόλει ἐν τῇ Σεβαστῇ ἀγορᾷ ἐν τῇ στατιῶν τῆς εἰκοσ | τῆς τῶν κληρονομιῶν καὶ ἐλευθεριῶν πρὸ θ καλανδῶν Μαρτιῶν ὑπατοῖς τοῖς οὔσι Ἐ | στυκράτορος Καίσαρος Λουκίου Σεπτιμίου Σεουήρου Παρτινακος Σεβαστοῦ Μεχαίρ κς. Οἱ λοιποὶ σφραγισταὶ Γάιος Λογγίνος Ἀκίλιος, ἐπέγραυ. Ἰούλιος Βολύσσιος, Μᾶρκος Ἀντίστιος Πετρονιανός, Ἰούλιος |
- 15 Γεμέλλος οὐτερ[α]νος. | Ἐρμηνία κωδικιλλῶν διπτύχων. Γάιος Λογγίνος Κάστωρ οὐτερανός ἀπολύθει ἐν | τήμῳ ἐκ κλάσσης πραιτωρίας Μισσηνῶν κωδικιλλοῦς ἐποίησα. Μᾶρκον Σεμπρόνιον Ἡρα | κλιανόν φίλον καὶ ἀξιολο[γ]οῦν ἐποίησα ἐπίτροπον¹ τῇ ἰδίᾳ πίστι. Συγγενεῖ Ἰουλίῳ Σερένω δίδωμι

manu scriptum | quoquo modo firmum esse volo. Ex hoc testamento dolus malus absuit. Familiam pe | cuniam hujus testamento facti emit Julius Petronianus sestertio nummo uno, li |

5. *bripende Gaius Lucretio Saturnilo (agnovit). Antestatus est Marcum Sempronium Hera | clianum (agnovit). Testamentum factum est in vico Caranide, nomo Arsinoitico XV kal. No | vembr. duobus Silanis consulibus anno X imperatoris Caesaris Marci Aurelii Commodi Antonini | pii felicitis Augusti Armeniaci Medici Parthici Sarmatici Germanici Athyr 21. Si | que*
10. *alia scripta mea manu scripta reliquerim, firma esse volo. | Perfectum et recognitum Arsinoe metropoli in foro Augusti in statione vicesi | mae hereditatum et libertatum IX kal. Mart. consulibus qui sunt anno II imperatoris Caesaris Lucii Septimi Severi Pertinacis Augusti Mecheir XXVII. Ceteri signatores Gaius Longinus Aquilas (agnovit) Julius Volusius, Marcus Antistius Petronianus, Julius Gemellus veteranus. | Versio codicillorum diptychorum. Gaius Longinus Castor veteranus dimissus honesta missione ex classe praetoria Misenensi codicillos feci. Marcum Sempronium Hera | clianum amicum et honorabilem feci tutorem¹ propriae fidei. Cognato Julio Sereno do lego*
- 15

¹ Scialoja, Collinet. M. Mommsen pense plutôt à une sorte d'exécuteur testamentaire.

καταλίπω σθητερίους νόμμους δ'. | Προ ζ ειδών Φεβραριῶν τῇ ἰδίᾳ μου χειρὶ ἔγραψα. Ἐσφρά | γισαν Λογγίνος Ἀκύλας καὶ Οὐαλέριος Πρίσκος σφραγιστὰι Γάιος Λογγίνος Ἀκύλας, ἐπέτροι, Ἰούλιος Φιλόξενος, Γάιος Λουκρήτιος Σατορνείλος, ἐπέτροι, Γάιος Λογγίνος Κάστωρ, 20. Ἰούλιος Γεμέλλος οὐε | τρανός. Ἠνύτησαν καὶ ἀνεγνώσθησαν τῇ αὐτῇ ἡμέρᾳ, ἐν ἧ καὶ ἡ διαθήκη ἐλύτη. | Γάιος Λούκιος Γεμινί[ανός] νομικὸς Ῥωμαικὸς ἡρμήνευσα τὸ προκείμενον ἀντίγραφον καὶ ἔστιν συμφῶ | νον τῇ ἀuthεντικῇ διαθήκῃ¹.

sestertios nummos IIII. VII idus Februarias propria mea manu scripsi. Signaverunt Longinus Aquilas et Valerius Priscus. Signatores Gaius Longinus Aquilas (agnovit), Ju | lius Philoxenus, 20. Gaius Lucretius Saturnilus (agnovit), Gaius Longinus Castor, Julius Gemellus vete | ranus. Perfecta et recognita sunt eadem die qua testamentum apertum fuit. | Gaius Lucius Geminianus jurisperitus Romanus versi praescriptum exemplum et est concor | dans authentico testamento¹.

3. PROCÈS-VERBAL D'OUVERTURE DE TESTAMENT (an 474 ap. J.-C.).

Titre transcrit avec quatre autres titres de même nature sur un papyrus de Ravenne du début du VI^e siècle qui se trouve actuellement à Paris à la Bibliothèque nationale (Lat. 8842). Il constate la demande d'ouverture du testament adressée par la veuve du testateur aux magistrats municipaux, la reconnaissance par les témoins présents de leurs cachets et l'explication fournie par eux de l'absence des autres, l'ordre d'ouverture donné par les magistrats et enfin la lecture faite devant eux du testament dont les premières lignes seules sont reproduites, mais cependant nous conservent un exemple intéressant de clause codicillaire. Il a été publié avec les quatre autres, par les Bénédictins, *Nouveau traité de diplomatique*, 3, 1757, pp. 629-632. 706-711; Marini, *Papiri diplomatici*, 1805, pp. 110-115; Spangenberg, *Juris Romani tabulae negotiorum solemnium*, 1822, pp. 90-109, et Savigny, *Vermischte Schriften*, 3, 1850, p. 122 et ss. Nous suivons ici le texte meilleur qui en a été donné par M. Mommsen dans Bruns, pp. 280-282, d'après une collation de l'original faite par M. E. Hauler.

Leone jun. p(er)p(etuo) Aug(usto) s(ub) d(ie) prid. nonar. Novembr. Rav(ennae) apud Pompulium Prejecticum jun. et Fl. Projectum, et iterum mag(istratus), praesentibus Aelio Marino Commodiano Constantio jun., Ocremodio Victore, Popilio Calomnioso et Melminio Cassiano principalibus, Pascasia h(onesta) f(emina) d(i)x(it) :

‘Offero carta testamenti, q(uo)d Constantius maritus meus fecit. Peto ut eam suscipi jubeatis. Testibus praesentibus ostendi, ut, si signacula vel superscriptiones suas recognoscunt, dignentur edicere; eam resignari praecipiat, linum incidi

1. Phrase finale d'une autre écriture.

aperiri et per ordinem recitari faciat, quo voluntas defuncti possit agnosci'.

Pompulius Proiecticius jun. et Fl. Projectus mag(istratus) d(i)x(erunt) :

'Suscipiatur carta testamenti, quae offertur ; testibus praesentibus ostendatur, ut, si signacula vel superscriptiones *suas recognoscunt, singuli edicere non morentur*'.

Cumque carta testamenti suscepta f(uisset) et testibus praesentibus ostensa, Fl. Bonifacius, v(ir) d(evotus), apparit(or) v(ir)i in(l)ustris) p(raefecti) p(raetori)o d(i)x(it) :

'In hoc testamento interfui. Agnosco signaculum et superscriptionem meam'.

...Heraclius...dixit :

'Ego in hoc testamento interfui, agnosco anuli mei signaculum superscriptionem meam ; sed et infra' subscripsi'.

Fl. Probacius v(ir) d(evotus), app(aritor) sedis s(upra) s(criptae) d(ixit) :

'In hac voluntate interfui. Agnosco *signaculum et superscriptionem meam ; sed et intrensicus subscripsi*'.

Et iterum mag(istratus) d(ixerunt) :

'Quid et de aliis testibus, quorum signacula hoc testamento infixata vidimus ?

Fl. Bonifacius, Probacius, Heraclius vvv. ddd. d(ixerunt) :

'Constat una nobiscum Simplicium., qui mortuus est, Exuperium v(irum) h(onestum), Pamonium v(irum) d(evotum) et Georgio viro devoto, qui absentes sunt, in hoc testamento interfuisse, quorum signacula et superscriptiones recognoscimus'.

Mag(istratus) d(ixerunt) :

'Quoniam de agnitis signaculis vel superscriptionibus testium responsio patefecit, nunc carta testamenti resignetur, lino incidatur, aperiatur, et per ordinem recitetur' ; et inciso lino ex off(icio) reci(tatum) est :

'Fl. Constantius v(ir) h(onestus), tinct(or) publicus, procedens sanus sana mente integroque consilio, cogitans condiciones humanas et repentini casus, praesentibus testibus numero competenti, in hac cartula testamentum feci, idque scribendum dictavi domino Johanni for(ensi), cuique ipse, litteras ignorans, subter manu propria signum feci ; quod testamentum meum, si quo casu jure civili seu praetorio vel alia quaelibet juris ratione valere non potuerit, etiam ab intestato vice codicellorum meorum valere illud volo, hac valeat, ratamque hanc

1. Mommsen : 'intra'.

voluntatem meam esse cupio et jubeo : Pascasia, h(onesta) f(e-
mina), jugalis mea heres mihi esto.

4. LAUDATIO DE TURIA (an 746-752 de Rome).

Inscription gravée sur une table de marbre, dont la partie inférieure existe encore à Rome en deux fragments et dont la partie supérieure est représentée partiellement par des copies anciennes de trois fragments aujourd'hui perdus. La meilleure restitution en a été donnée, avec un commentaire important, dans les *Abhandlungen* de l'Académie de Berlin, 1863, pp. 455 et ss. — V. aussi *C. I. L.*, VI, 1527 ; Bruns, pp. 282-287 — par M. Mommsen, du travail duquel il faut rapprocher les observations de Huschke, *Z. R. G.*, 5, 1866, pp. 168 et ss., Giraud, *Journal des savants*, n° de juillet et août 1870, De Rossi, *Studi e doc.*, 1880, pp. 1 et ss., Karlowa, *R. R. G.*, 1, 808-814, et Vollemer, *Laudationum funebrium historia*, 1891, pp. 491-515. — M. Mommsen a démontré définitivement que cette oraison funèbre d'une femme par son mari, qui n'est certainement pas une *laudatio funebris* en forme adressée au peuple, sur le forum, et qu'il croit même avoir été gravée directement sur la pierre sans avoir jamais été prononcée, est l'œuvre du partisan de Pompée Q. Lucretius Vespillo que les auteurs racontent avoir été sauvé par sa femme Turia lors des proscriptions (v. notamment Valère Maxime, 6, 7, 2). Il résulte de la ligne 5 de l'inscription que Vespillo, qui était l'époux de Turia en 712, lors des proscriptions, n'était encore que son fiancé en 706, quand il était en Macédoine, et de la ligne 29 que leur mariage dura 41 ans, ce qui fait que le décès de Turia et son éloge funèbre doivent être placés entre 746 et 752. L'inscription contient, spécialement dans sa première partie, des allusions instructives à diverses institutions juridiques, notamment au legs partiaire, à la tutelle des gentils, à la *manus*, à la *coemptio*, à la rupture du testament par l'agnation d'un héritier sien, etc. V. outre les auteurs précités, Accarias, *Précis*, 1, p. 338, p. 424, n. 1, p. 1007, n. 3, et Girard, *R. int. de l'ens.*, 1889, 2, p. 234.

| morum probitate | I, 1.
| rum permansisti prob.

Orbata es repente ante nuptiarum diem utroque parente
a nefaria multi | tudine¹ una occisis. Per te maxime cum ego in
Macedoniam abissem, | vir sororis tuae C. Cluvius in Africam 5.
provinciam, non remansit inulta | mors parentum. |

Tanta cum industria munere es pietatis perfuncta efflagi-
tando et | vindicando, ut, si praesto fuisset, non amplius
praestitisset. At | haec habes communia cum sanctissima
femina sorore tua. |

Quae dum agitabas, ex patria domo propter custodiam 10.
pudicitiae, sumpto | de nocentibus supplicio, et vestigio te in
domum matris meae² contulisti, ubi | adventum meum expectasti. |

1. O. Hirschfeld ; Mommsen : 'in rustica solitudine'. — 2. Duerr dans Bruns ; Mommsen 'materterae' ; Huschke : 'mariti'.

Temptatae deinde estis, ut testamentum patris, quo nos eramus heredes, ruptum diceretur¹ | coemptione facta cum
 15. uxore : ita necessario te cum universis patris bonis in | tutelam eorum, qui rem agitabant, recidisse : sororem omnium rerum | fore expertem, quod emancipata esset Cluvio. Qua mente ista acceperis, qua iis prae | sentia animi restiteris, etsi a fui, conpertum habeo. |

Veritate causam communem tutata es : testamentum ruptum non esse, ut uterque potius | hereditatem teneremus, quam
 20. omnia bona sola possideres, certa quidem sententia | te ita patris acta defensuram, ut si non optinuisses, partituram cum sorore te adfirmares ; nec sub condicionem tutelae legitimae venturam, quojus per legem in te jus² non | esset, neque enim familiae³ gens ulla probari poterat, quae te id facere cogeret ; | nam etsi patris testamentum ruptum esset, tamen iis, qui intenderent, non esse id | jus, quia gentis ejusdem non essent. |

25. Cesserunt constantiae tuae neque amplius rem sollicitarunt : quo facto reverentiae in patrem, | pietatis in sororem, fidei in nos patrocinium susceptum sola peregisti. |

Rara sunt tam diuturna matrimonia, finita morte, non divertio interrupta ; nam contigit | nobis ut ad annum XXXXI sine offensa perduceretur. Utinam vetustum ita extremam sub- | isset mutationem vice mea, qua justius erat cedere fato
 30. majorem. | Domestica bona pudicitiae, opsequi, comitatis, facilitatis, lanificiis tuis adsiduitatis, religionis | sine superstitione, ornatus non conspiciendi, cultus modici cur memorem, cur dicam de tuorum cari | tate, familiae pietate, cum aequae matrem meam ac tuos parentes colueris eandemque quietem | illi quam tuis curaveris, cetera innumerabilia habueris communia cum omnibus | matronis dignam famam colentibus ?

35. propria sunt tua, quae vindico, ac quorum pauci in | similia incidere, ut talia paterentur et praestarent : quae rara ut essent hominum fortuna cavet.

Omne tuum patrimonium acceptum ab parentibus communi diligentia conservavimus : | neque enim erat acquirendi tibi cura, quod totum mihi tradidisti. Officia ita partiti sumus, ut ego tutelam tuae fortunae gererem, tu meae custodiam sustineres. Multa | de hac parte omittam, ne tua propria mecum communicem : satis sit hoc mihi tuis | de sensibus indicasse. |

Liberalitatem tuam cum plurimis necessariis tum praecipue pietati praestitisti domesticae. Feminas egregias licet fa-

1. De Rossi : 'ruptum contenderetis' ou 'fateremini' ou 'dici pateremini'. — 2. De Rossi : 'per legem agnatis jus'. — 3. Mommsen ; les mss. suivis par De Rossi : 'familia'.

cile quis ex tuis alias nominaverit, unam dumtaxat simillimam tui | ... habuisti sororem tuam; nam propinquas vestras dignas ejusmodi | ... officiis domibus vestris apud nos educavistis. Eadem ut condicio | nem dignam familiae vestrae consequi possent, dotes parastis: quas quidem a vobis | constitutas communi consilio ego et C. Cluvius excepimus et probantes liberalitatem, | ne vestro patrimonio vos multaretis, nostram rem familiarem subdidimus | nostraque praedia in dotes dedimus. Quod non venditandi nostri causa rettuli, | sed ut illa consilia vestra concepta pia liberalitate honori nos duxisse consta | ret exequi de nostris. 45. 50.

| *Complura alia beneficia tua praetermittenda duxi...*

Jure Caesar dixit tibi acceptum esse referendum me patriae II, 1. redditum a se, nam nisi parasses quod servaret, etiam Caesar | inaniter opes suas polliceretur; ita non minus pietati tuae quam clementiae illius | me debeo. | Quid ego nunc interiora nostra et recognita consilia secreto pectoris | eruam, ut repentinis nuntiis ad praesentia et imminencia vitanda excita | tus tuis consiliis conservatus sim? Ut neque audacia abripi me | temere passa sis et modestiora cogitanti fida receptacula pararis | sociosque consiliorum tuorum ad me servandum dederis sororem | tuam et virum ejus C. Cluvium, conjuncto omnium periculo? non finiam si attingere coner; sat est mihi tibi que salutariter me latuisse. 5. 10.

| *Acerbissimum tamen in vita mihi accidisse tua vice fabor reddito jam non inutili | cive patriae beneficio et judicio apsentis Caesaris Augusti quom per te | de restitutione mea M. Lepidus conlega praesens interpellaretur et ad ejus | pedes prostrata humi, non modo non adlevata, sed tracta et servilem in | modum rapsata livoribus corporis repleta firmissimo animo eum admone | res edicti Caesaris cum gratulatione restitutionis meae, et injuri | am contumeliosis et crudelibus exceptis volneribus palam praeferras, | ut auctor meorum periculorum notesceret, quoi nocuit mox quod fecit.* 45.

| *Quid hac virtute efficacius? Praebere Caesari clementiae locum et cum cu | stodia spiritus mei notare inportunam crudelitatem egregia tua patienta?* 20.

| *Sed qui plura? parcamus orationi, quae debet et potest exire, ne viliter maxi | ma opera tractando parum digne peragamus, quom pro documento meritorum tuorum oculis omnium praeferam titulum vitae servatae.*

| *Pacato orbe terrarum, restituta re publica quieta deinde nobis et felicia | tempora contingerunt; fuerunt optati* 25.

- liberi, quos aliquamdiu *sors inivi* | derat ; si fortuna *procedere*
 esset *passa* solemnis *inserviens*, *quid utrique no* | *strum deficit* ?
 Procedens *alias* *spem* *finiebat*. Quid *agitaveris* *propter hoc quae*
 | *que ingredi conata* *sis*, *forsitan* *in quibusdam* *feminis con-*
 30. *spicua et admirabi* | *lia*, *in te* *quidem* *minime* *admiranda* *conlata*
virtutibus tuis reliquis, *praetereo*.
- Diffidens *fecunditati* *tuae et dolens* *orbitate* *mea*, *ne tenendo*
in matrimonio | *te* *spem* *habendi* *liberos deponerem* *atque*
ejus *caussa* *essem infelix*, *de divertio* | *elocuta* *es* *vocuamque*
 35. *domum* *alterius* *fecunditati* *te tradituram*, *non alia* | *mente* *nisi*
ut nota *concordia* *nostra* *tu ipsa* *mih* *dignam con* | *dicionem*
quaereres *paraesque*, *ac* *futuros* *liberos* *te communes pro* | *que*
tuis *habituram* *adfirmares*, *neque* *patrimonii* *nostri*, *quod adhuc*
 | *fuerat* *commune*, *separationem* *facturam*, *sed* *in eodem* *ar-*
bitrio *meo id* | *et*, *si* *vellem*, *tuo* *ministerio* *futurum* : *nihil*
sejunctum, *nihil separatum* *te* | *habituram*, *sororis* *socrus*
officia *pietatemque* *mih* *deinceps* *praestituram*.
40. | *Fatear* *necesses* *adeo* *me exarsisse*, *ut* *excesserim* *mente*,
adeo *exhorruisse* *ac* | *tus* *tuos*, *ut* *vix* *redderet* *mih* ; *agitari*
divertia *inter* *nos* *ante quam* | *fato* *dicta* *lex* *esset*, *posse* *te* *ali-*
quid *incipere* *mente*, *quare* *viva* *desineres* | *esse* *mih* *uxor*,
cum *paene* *exule* *me* *vita* *fidissima* *permansisses*.
- | *Quae* *tanta* *mih* *fuerit* *cupiditas* *aut* *necessitas* *habendi*
 45. *liberos*, *ut* *propterea* | *fidem* *exuerem*, *mutarem* *certa* *dubiis* ?
sed *quid* *plura* ? *permansisti* | *apud* *me* ; *neque* *enim* *cedere* *tibi*
sine *dedecore* *meo* *et communi* *infelici* | *tate* *poteram*.
- | *Tibi* *vero* *quid* *memorabilius* *quam* *inserviendo* *mih*
operam *dedisse* *te* | *ut*, *quom* *ex* *te* *liberos* *habere* *non* *possem*,
 50. *per* *te* *tamen* *haberem* *et diffi* | *dentia* *partus* *tui* *alterius* *con-*
jugio *paraes* *fecunditatem* ?
- | *Utinam* *patientem* *utriusque* *aetate* *procedere* *conjugium*
potuisset, *donec* *e* | *lato* *me* *maiore*, *quod* *justius* *erat*, *suprema*
mih *praestares*, *antea* *vero* *super* | *stite* *te* *excederem* *orbitate*
filia *mih* *superstite*.
- | *Praecucurristi* *fato* ; *delegasti* *mih* *luctum* *desiderio* *tui*
 55. *nec* *liberos* *habentem* *solum* *vi* | *rum* *reliquisti* ; *flectam* *ego* !
quoque *sensus* *meos* *ad* *judicia* *tua*, *a* *te* *destinatam* *adoptans*.
 | *Omnia* *tua* *cogitata* *praescripta* *cedant* *laudibus* *tuis*, *ut* *sint*
mih *documento*, *quantopere* *ego* | *desiderem*, *quod* *immortali-*
tati *ad* *memoriam* *consecratam* *tradidi*. | *Fructus* *vitae* *tae*
non *derunt* *mih* ; *occurren* *fama* *tua* *firmatus* *animo* *et* ; *doc-*
 60. *tus* *actis* *tuis* *resistam* *fortuna*, *quae* *mih* *non* *omnia* *eripuit*,
cum *laudi* | *bus* *crescere* *tui* *memoriam* *passa* *est* ; *sed* *quod*

tranquilli status erat, tecum | amisi, quam speculartricem et
propugnatricem meorum periculorum cogitans calami | tate
frangor nec permanere in promisso possum.

| Naturalis dolor extorquet constantiae vires : maerore
morsor et quibus angor luctu taedioque | in nec utro mihi
consto : repetens pristinos casus meos futurosque eventus ab
omni spe de | cido : mihi tantis talibusque praesidiis orbatus, 65.
intuens famam tuam non tam fortiter pa | tiendo haec quam
ad desiderium luctumque reservatus videor.

| Ultimum hujus orationis erit omnia meruisse te neque
omnia contigisse mihi ut praestarem | tibi ; legem habui man-
data tua : quod extra mihi liberum fuerit, praestabo.

| Te di manes tui ut quietam patiantur atque ita tueantur
opto.

5. LAUDATIO DE MURDIA (1^{er} siècle après J.-C.).

C. I. L., VI, 10230. Bruns, p. 287. Inscription aujourd'hui con-
servée à Rome, placée par Mommsen, d'après l'orthographe et les
caractères, dans l'époque d'Auguste. Elle contient des restes de l'orai-
son funèbre composée en l'honneur d'une femme nommée Murdia par
son fils aîné issu d'un premier mariage. Cette oraison funèbre, qui, à
la différence de celle de Turia, est rédigée à la 3^e personne, contient
aussi quelques passages intéressants pour le droit, qui ont principa-
lement été relevés par Rudorff, *Z. R. G.*, 9, 1870, pp. 287-321. V. aussi
Karlowa, *R. R. G.*, 1, 811-812, et Vollemer, *Laudationum funebrium
historia*, pp. 484-491. On remarquera notamment la disposition par
laquelle, longtemps avant l'époque où la loi établit un régime analogue,
Murdia laisse au fils du premier lit tous les biens qu'elle a reçus de
son premier mari, le legs partiaire fait à la fille, et le legs fait au se-
cond mari en sus de la dot profectice qu'il devait garder par suite du
prédéces du père de Murdia. Comme Bruns, nous reproduisons seule-
ment la partie de l'inscription qui présente un intérêt juridique.

Dis Manibus... Murdiae L. f. matris.

...sed propriis viribus adlevant cetera, quo firmiora pro-
babilioraque sint.

Omnes filios aequae fecit heredes, partitione filiae data.
Amor maternus caritate liberum, aequalitate partium constat.

Viro certam pecuniam legavit, ut jus dotis honore judici
augeretur.

Mihi revocata memoria patris eaque in consilium et fide
sua adhibita, aestumatione facta, certas res testamento prae-

legavit, neque ea mente, quo me fratribus meis quom eorum aliqua contumelia praeferebat, sed memor liberalitatis patris mei reddenda mihi statuit, quae iudicio viri sui ex patrimonio meo cepisset, ut ea, -ussu suo custodita, proprietati meae restituerentur.

CHAPITRE II

MODES D'ACQUÉRIR ENTRE VIFS

Parmi les inscriptions relatives aux modes d'acquérir entre vifs, les plus connues et les plus importantes sont des actes de mancipations fiduciaires et à titre gratuit, que nous reproduisons tous ci-dessous et qui d'ailleurs sont loin d'épuiser la série des titres où se trouvent signalées des mancipations (v. notamment plus bas, au chapitre des Contrats, les actes de vente contenus dans les triptyques de Transylvanie, p. 750 et ss., et, dans celui des Constitutions de droits réels, p. 747, l'inscription n° 7; v. aussi, comme visant l'aliénation fiduciaire pour l'interdire, Bruns, p. 335, n° 7 et 8, auxquels il faut joindre *C. I. L.*, XIV, 3031 et, surtout pour la période plus récente, les titres cités par Kohler, *Pfandrechtl. Forschungen*, 1882, pp. 80-82). — Nous y ajoutons une inscription d'Ostie qui est la seule à faire mention de l'*in jure cessio*. — Quant à la tradition, impuissante à l'époque classique à transférer la propriété des choses *mancipi*, elle ne figure qu'accessoirement et en sous-ordre dans les titres de la bonne époque qui nous intéressent principalement (v. les divers actes de mancipation *donationis causa* et les ventes de Transylvanie déjà citées). Elle figure au contraire seule dans les actes de basse époque assez nombreux qu'on trouvera dans Spangenberg, *Juris Romani tabulae negotiorum sollemnium*, Leipzig, 1822, ainsi que dans les papyrus grecs trouvés en Egypte des années 153-154, 271 et 359 cités pp. 758-759.

§ 1. — MANCIPATIONS FIDUCIAIRES

1. ACTE DE MANCIPATION FIDUCIAIRE (an 61 ap. J.-C.).

Tablettes enduites de cire trouvées à Pompéi le 20 septembre 1887 et contenant les débris d'un diptyque et d'un triptyque qui ont été successivement publiés et commentés par MM. Giulio di Petra, *Notizie degli Scavi*, oct. 1897, pp. 415-420; Mommsen, *Hermes*, 23, 1888, pp. 157-159; V. Scialoja, *Bull. dell'ist. di D. r.* 1, 1888, pp. 5-15, 205-227. 2, 1889, p. 271; Ilario Ilabrandi, même recueil, pp. 472-478; Joseph Tardif, *N. R. hist.*, 1888, pp. 472-478. 832-836; E. Eck, *Zsavst.*, 9, 1888, pp. 60-97. 151-152 et Mommsen et Gradenwitz, dans Bruns, pp. 292-293. Cf. encore Karlowa, *R. R. G.*, 2, 378.573, et Gradenwitz, *Zeitschr. de Grünhut*, 18, 1890, 387.391; *Zsavst.*, 14, 1893, pp. 126-134. — Les actes relatés sont tous intervenus entre les mêmes parties : une affranchie, Poppaea Note, affranchie de (Poppaeus) Priscus, actuellement sous la tutelle d'un nommé A. (ou D.) Caprasius, et une autre femme nommée Dicia Margaris. Quant à leur objet, l'acte rapporté dans le tryptique est une stipulation de 1450 sesterces faite par Dicia Margaris comme créancière et Poppaea Note comme débitrice; celui rapporté dans les autres tablettes, qui doit sans doute se rattacher au même ordre d'opérations, est une mancipation de deux esclaves faite par Poppaea Note à

Dicidia Margaris. Mais les circonstances dans lesquelles cette mancipation se présente ont donné lieu à controverse. L'opinion qui nous semble de beaucoup la plus vraisemblable est celle très ingénieusement développée par M. Eck, qui en attribue l'idée première à M. Gradenwitz, et selon laquelle cette mancipation a été faite à titre de fiducie, pour sûreté de la dette de 1450 sesterces contractée par l'affranchie envers Dicidia Margaris. Nous reproduisons donc ici, sauf pour quelques variantes venant surtout de mots lus depuis plus complètement, la restitution de M. Eck, sans naturellement affirmer plus que lui la certitude de tous les termes. En dehors des renseignements précieux fournis par le titre sur la convention de fiducie, on y remarquera un exemple d'un emploi peu commun du serment, la façon dont les mancipations fiduciaires sont faites distinctement pour chacun des deux esclaves, et l'existence à côté de l'affranchie Poppaea Note d'un tuteur, qui, ne portant pas le même nom qu'elle, ne peut être son patron, mais qui n'est pas, comme l'a pensé M. Eck, nécessairement un *tutor cesticus*, puisque la *conventio in manum*, par exemple, tout en rompant les liens de patronat, n'empêche pas la femme de garder son nom de famille.

a. Stipulation.

HS. n. ∞ LD argentum probum recte dari stipulata est
Dicidia Margaris, sponndit Poppaea Prisci liberta Note...

... Actum Pompeis VIII... L. Junio Caesennio Paeto, P.
Calvisio Rusone cos.

..... m..... re..... Actum Pompeis...

Firmata foenorum cautio¹.

b. Mancipation fiduciaire.

- Poppaea Prisci liberta Note juravit pueros Simplicem |
et Petrinum, sive ea mancipia alis nominibus | sunt sua esse
seque possidere, neque ea mancipia ... | ali ulli obligata esse
5. neque sibi cum ulo communia | esse, eaque mancipia singula
sestertis nummis sin | gulis Dicidia Margaris emit ob sestertios
n. ∞ LD et | mancipio accepit de Poppaea Prisci liberta Note |
10. tutore auctore A². Caprasio Ampliato³... | libripende in sin-
gula P. C... an | testata est in singula... et Dicidia Margaris cum
| Poppaea Prisci liberta Note pactum fecit in hunc modum : | uti
ea mancipia apud me heredemve meum usque eo | fiduciae⁴ sint,
donec pecunia suprascripta, ob quam e | mi⁵, eadem pro duobus

1. Inscription écrite à l'encre sur le côté de la tablette et lue en dernier lieu par M. Scialoja, avant lequel on avait lu 'scriptio' au lieu de 'cautio'. M. Gradenwitz a donné, *Bull. dell'ist.*, 2, p. 122 la lecture 'fiducia' au lieu de firmata ; mais v., en sens contraire, *Bull. dell'ist.*, 2, p. 271. — 2. Mommsen ; le titre : 'D'. — 3. V. Scialoja, p. 212. Mommsen : 'Apro'. — 4. Eck ; le titre 'didi' ; le rédacteur a peut-être écrit : diduciae pour fiduciae, peut-être aussi fididuciae pour fidi fiduciae. — 5. Eck ; le titre : 'mit'.

mancipiis probis nummis om | nis mihi eredive meo soluta et puer 15.
uterque redemptus liber | atusve erit¹. Si ea pecunia omnis mihi
eredive meo | k. Novembr. primis soluta non erit, ut mihi ere-
dive meo liceat | ea mancipia idibus Decembr. primis pecunia
praesenti | Pompeis in foro luce palam... vendere, neve | tibi 20.
ego² neve heres mihi... | a si mi de dolo malo eave...tatur.

Si quo minoris ea mancipia did³ venierint, id deducetur de sorte ; invi | cem debebuntur mihi heredive meo quae reliqua erunt. Quod si pluris | ea mancipia ada⁴ venierint, id quod su- 23.
 perfluum erit, | reddetur tibi heredive tuo.... | ea pecunia...

| Utique ea mancipia sumtu in pensa periculo...⁵ | id mihi tecum convenit ut... Praesentes fuerunt Dicili | a Margaris, Pop- 30.
 pea Prisci lib(erta) Note, tuto ?... nsa persc. | Supra haec inter eas convenerunt quae separatim pactae | inter se sunt. Actum Pompeis IX k... cos. | L. Junio Caesennio Paeto, P. Calvisio Rusone.

2. FORMULAIRE DE MANCIPATION FIDUCIAIRE (I^e ou II^e siècle après J.-C.).

C. I. L., II, 5042 (= suppl. 5406). Bruns, p. 251. Inscription gravée sur une table de bronze découverte en 1867 en Andalousie, près de l'embouchure du Guadalquivir, et publiée et commentée par de nombreux auteurs : cf. Mommsen, *Hermes*, 3, 1868, pp. 283-297 ; Gide, *R. de législation*, 1870, pp. 74 et ss. ; Krueger, *Kritische Versuche*, 1870, pp. 41-58 ; Degenkolb, *Z. R. G.*, 9, 1870, pp. 117 et ss., 407 et ss. ; Rudorff, *Z. R. G.*, 11, 1873, pp. 52 et ss. ; Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 789-790. La table est percée de trous, à certains desquels adhèrent encore les clous par lesquels elle était suspendue. Quant à la date, tout le monde reconnaît qu'elle ne peut être postérieure au II^e siècle. Mais M. Huebner la place même, d'après la configuration des lettres, dans la première moitié du 1^{er} siècle, et la mention de la *satisfactio secundum mancipium* implique également une époque assez précoce.— Quoique certains auteurs, notamment MM. Degenkolb, Gide et Huebner, aient cru y voir le titre d'un acte concret, l'opinion la meilleure et la plus répandue est que nous avons là un formulaire dressé d'avance pour des actes futurs, dans lequel les noms des personnages sont purement conventionnels (*L. Titius, C. Seius, Dama*) ou même laissés en blanc, comme ceux de *antestatus* et du *libripens*, et où les objets également imaginaires de l'opération ne sont même pas indiqués partout d'une manière identique (*hominem Midam... ea mancipia*). Ce formulaire, destiné à être pendu dans le bureau de celui qui devait s'en servir, constate d'abord la mancipation fiduciaire faite à son profit ; puis, dans une autre clause, où l'on a voulu voir parfois un simple *pactum de vendendo* et qui est à notre sens le *pactum fiduciae* lui-même, il détermine les créances garanties, les conditions et le terme auquel l'acquéreur pourra procéder à

1. Eck ; le titre : 'nt'. — 2. Le titre : 'egl'. — 3. Alibrandi : 'di(cta)d(ic)'. — 4. Alibrandi : 'ad a(stam)'. — 5. Cf. Scialoja, p. 220. Eck : 'sumtu imputato in debitum luantur'.

la vente sans engager sa responsabilité par l'action *fiduciae directa*. et il finit brusquement au milieu d'une phrase, avec la fin de la table, qui devait donc être complétée par une table suivante. — On remarquera en particulier la façon dont la convention de fiducie est séparée de la mancipation à laquelle elle se rattache et qui y fait seulement allusion par les mots *fidi fiduciae* ainsi que l'argument sérieux qui peut en être tiré contre l'opinion selon laquelle la convention de fiducie aurait été tout entière incorporée dans la mancipation sous forme de *nuncupatio*; la mention de la mancipation du fonds *uti optimus maximus*; l'énumération des diverses espèces de créances principales ou accessoires garanties; puis, dans la détermination des conditions auxquelles pourra vendre l'acquéreur, la mention de la *satisfactio secundum mancipium* et surtout celle de la mancipation *nummo uno* qui ne peut guère s'expliquer là que par la préoccupation d'écartier l'action *auctoritatis*; v., sur le 1^{er} point, de Ihering, *Esprit du dr. romain*, tr. fr., 3, 1880, p. 215, et, sur les deux derniers, Girard, *N. R. Hist.*, 1883, pp. 547-555; 1882, pp. 498-499, et les renvois.

Dama L. Titi ser(vus) fundum Baianum, qui est in agro, qui Veneriensis vocatur, pago Olbensi, uti optumus maxumus-que esset, HS n(ummo) l et hominem Midam HS n(ummo) l fidi fiduciae causa mancipio accepit ab L. Baiano, libripende —, antest(ato) —. Adfines fundo dixit L. Baianus L. Titium et C. Seium et populum et si quos dicere oportet.

Pactum conventum factum est inter Damam L. Titi ser(vum) et L. Baian(ium), uti quam pecuniam L. Titius L. Baiano dedit dederit, credidit crediderit, expensumve tulit tulerit, sive quid pro eo promisit promiserit, spondit *sponderit*, fideve quid sua esse jussit jusserit, usque eo is fundus eaque mancipia fiduciae essent, donec ea omnis pecunia fidesve [persoluta]¹ L. Titi soluta liberataque esset; si pecunia sua quaque die L. Titio h(eredi)ve ejus data soluta non esset, tum uti eum fundum eaque mancipia, sive quae mancipia ex is vellet L. Titius h(eres)ve ejus vellet, ubi et quo die vellet, pecunia praesenti venderet. Mancipio pluris HS n(ummo) l invitus ne daret, neve satis secundum mancipium daret, neve ut in ea verba, quae in verba satis s(ecundum) m(ancipium) dari solet, repromitteret², neve simplam neve *duplam*...

1. Effacé par Mommsen; Degenkolb transpose: 'pecunia persoluta fidesve'; cf. Gradenwitz, *Berliner philologische Wochenschrift*, 1880, p. 48. — 2. Cf. sur la ponctuation, *N. R. Hist.*, 1883, pp. 559-560.

§ 2. — MANCIPATIONS A TITRE GRATUIT.

1. DONATION DE T. FLAVIUS ARTEMIDORUS (II^e siècle après J.-C.).

C. I. L., VI, 10241. Bruns, pp. 294-295. Inscription funéraire découverte aux environs de Rome et dédiée par un père et une mère à leur fils. Probablement afin de justifier l'usage qui en est fait au profit des restes de ce fils, elle reproduit le texte (*chirographum*) d'une donation faite au père par un nommé T. Flavius Artemidorus, d'un certain nombre de places (*ollaria* et *cineraria*) dans un sépulcre. Le titre constate, avec mention du *libripens* et de l'*antestatus*, la mancipation faite *nummo uno* par le donateur, le consentement donné par lui à l'entrée en possession du donataire, son engagement de laisser à ce donataire et à ses héritiers l'accès et l'usage convenu du sépulcre ainsi que de s'abstenir de dol, puis une stipulation transformant ces diverses conventions en contrat verbal. Les consuls, par le nom desquels l'acte est daté appartiendraient, selon Borghesi, *Opp.* 3, p. 386, au temps d'Hadrien (117-138); en tout cas, il date certainement du second siècle.

D(is) m(anibus) M. Herenni Proti; v(ixit) a(nnos) XXII m(enses) II d(ies) V. Fecerunt parentes M. Herennius Agricola et Herennia Lacena filio.

Chirographum : Ollaria n(umero) III, cineraria n(umero) III, intransibus parte laeva, quae sunt in monumento T. Flavi Artemidori, quod est via Salaria in agro Volusi Basilidis ientibus ab urbe parte sinistra, donationis causa mancipio accepit M. Herennius Agricola de T. Flavio Artemidoro HS n(ummo) I, libripende M. Herennio Justo; antestatus est Ti. Julium Erotem, inque vacuum possessionem earum ollarum et cineriariorum T. Flavius Artemidorus Herennio Agricole ire aut mittere ossaque inferre permisit, sacrumque quotiens facere vellit Herennius Agricola heredesve ejus, permisit, clavisque ejus monumenti potestatem facturum se dixit, dolumque malum huic rei abesse a futurumque esse. Haec recte dari fieri praestarique stipulatus est M. Herennius Agricola, spepondit T. Flavius Artemidorus.

Act(um) XVIII k. Januar. C. Calpurnio Flacco L. Trebio Germano cos.

2. DONATION DE JULIA MONIME (II^e ou III^e siècle après J.-C.).

C. I. L., VI, 10231. Bruns, p. 296. Inscription trouvée à Rome en 1773. Rapporte une donation faite par une femme assistée de son tuteur et par ses copropriétaires (qui ne sont point autrement précisés) au

collège du dieu Silvanus (*immunes et curator et pleps universa collegi*) d'un terrain sur lequel se trouvait une construction consacrée à ce dieu. La donation est encore signalée comme faite par une mancipation *nummo uno*, d'ailleurs indiquée plus sommairement, et est accompagnée de la concession du droit d'entrer dans le lieu, d'y sacrifier et d'y faire des banquets tant que le collège existera. La fin du titre, relative à la répression de l'inexécution des conventions ainsi arrêtées, est mutilée.

Locum, sive is ager est, qui est via Appia inter miliarum secundum et III euntibus ab Roma e parte dexteriori, in agro Curtiano Talarchiano in praedis Juliaes Monimes et sociorum, [locus], in quo aedificata est schola sub por(ticu) consecrata Silvano et collegio ejus sodalic(i), mancipio acceperunt immunes et curator et pleps universa collegi ejus de Julia Monime et socis ejus sestertio nummo uno donationis causa, tutore C. Memio Orione Juliaes Monimes, et ad eum locum itum actum aditum ambitum sacrificia facere vesci epulari ita liceat, quando is collegius steterit; quod si aliter factum fuerit, quod ad collegium pertinet Silvani, is locus sacrum restituetur..... sibi sine ulla controversia. Haec... ti sunt.

3. DONATION DE STATIA IRENE (an 252 après J.-C.).

C. I. L., VI, 10248. Bruns, pp. 295-296. Table de marbre découverte à Rome en 1554 et aujourd'hui perdue. Donation d'un tombeau faite par une femme ayant le *jus liberorum*. L'acte relate encore la mancipation *nummo uno* dont le *libripens* et l'*antestatus* sont indiqués, l'entrée en possession du donataire, et la promesse verbale d'absence de dol et d'exécution générale de la convention faite par la donatrice. En outre, après la date, vient à la suite du titre principal, sans doute écrit par le donataire, une *subscriptio* expresse de la donatrice qui en ratifie le contenu. Cf. Huschke, *T. Flavii Syntrophii instrumentum donationis ineditum*, 1838, p. 7; Bruns, *Kl. Schr.*, 2, p. 95; Brunner, *Zur Rechtsgeschichte der Urkunde*, 1881, pp. 47. 48. 58.

Monumentum, quot est via triumphale inter miliarum secundum et tertium euntibus ab urbe parte laeva, in clivo Cinnae, et est in agro Aureli Primiani fictoris pontificum cc. vv.¹ et appellatur Terentianorum, juxta monumentum Claudii quondam Proculi et si qui ali affines sunt et qua quemque tangit et populum, Statia Irene, jus liberorum habens, M. Licinio Timotheo donationis mancipationisque causa HS n(ummo) I mancipio dedit, libripende Claudio Dativo, antestato Cornelio Victore;

1. = clarissimorum virorum.

inque *vacuam* possessionem monumenti s(upra) s(cripti) cessit, et ad id monumentum itum aditum ambitum a[d]quae haustum, coronare, vesci, mortuum mortuas mortuosve ossa inferre uti liceat.

Quot mihi Licinnio Timotheo tu Statia Irene j(us) l(iberorum) h(abens) monumentum s(upra) s(criptum) SS n(ummo) I mancipio dedisti, de ea re dolum abesse afuturumque esse a te, herede tuo et ab his omnibus, ad quos ea res pertinebit, haec sic recte dari fieri praestarique stipulatus est Licinius Timoteus, sponndit Statia Irene j(us) l(iberorum) h(abens).

Actum pr. kal. Aug. impp. dd. nn^l. Gallo Aug. II et Volusiano Aug. coss.

Isdem coss. eadem die Statia Irene j(us) lib(erorum) h(abens), donationi monumenti s(upra) s(cripti) sicut supra scriptum est, consensi, subscripsi... et atsignavi. Actum....

4. DONATION DE SYNTROPHUS (II^e ou III^e siècle).

C. I. L., VI, 10239. Bruns, pp. 296-299. Inscription gravée sur une pierre dont il ne subsiste plus qu'une minime partie conservée à Rome, mais dont il avait été pris, au XVII^e siècle, à une époque où la fin seule en était mutilée, deux copies généralement concordantes retrouvées l'une à Rome par Ritschl et l'autre à Paris par Mommsen. Huschke en a donné, d'après la 1^{re} copie, un commentaire important : *T. Flavii Syntrophi instrumentum donationis ineditum*, 1838 ; cf. aussi Karlowa, *R. R. G.*, 1, 784-785. C'est une donation avec charges stipulées au profit de tiers. Comme dans les donations qui précèdent, le donateur T. Flavius Syntrophus, fait au donataire, son affranchi T. Aithales, mancipation *nummo uno* et tradition des choses données : des jardins, un édifice, des vignes et leur dépendance ; mais, au lieu de renforcer son aliénation par une promesse verbale, c'est lui qui stipule du donataire l'exécution de certaines charges qu'il indique, d'abord en spécifiant qu'il devra en jouir en commun avec les affranchis désignés dans le testament et leurs descendants ainsi que procéder avec eux à certains sacrifices, puis en lui faisant promettre, par contrat verbal, pour le cas d'infraction, à la fois des dommages-intérêts égaux au préjudice et le paiement d'une *poena* fixée d'avance.

T. Flavius Syntrophus, priusquam hortulos Epagathianos Daduchianos..... *ianosque* cum aedificio et vineis maceria clusis, ita uti instructi sunt, qui sunt via Labicana *inter miliarium II et III* euntibus ab urbe parte laeva ad viam, Aithale liberto suo mancipio daret, *testatus est se in hanc condicionem* mancipare, ut infra scriptum est :

Si tibi hortos Epagathianos Daduchianos... *ianosque*,

1. = dominis nostris.

q(ui) d(e) a(gitur), q(ui) s(upra) s(cripti) s(unt), mancipio dederō vacuamque possessionem tradiderō, tum per te non fieri factumve iri neque per heredem tuum, eumve ad quem ea res q(ua) d(e) a(gitur) pertinet pertinebit, quominus ii horti aedificiumve sit commune tibi cum conlibertis tuis utriusque sexus, qui a me testamento codicillisve honorati erunt, cumque is fruaris, parique portione inter vos reditum ejus custodiat is ita, ut die parentali meo, item XI. (?)k. Apr. die violationis, item XII k. Junias die rosationis, item III k. Januar. die natali meo, cum mortuus ero, tum ut quisque vestrum vivet, quive ex vobis geniti erunt, aut a quo vestrum quis manumissus erit, ad quem unum pluresve portio similiter hujus loci aedificiive pertinebit, id ex formula supra scripta dividatis; et si quis ibi inhabitare voluerit ex communi omnium consensu majorisve partis eorum qui vivent, id ei liceat; quae autem membra aedificii vacabunt, in reditu sint ita, ut huic voluntati parentes, deducta summa impensae et quod ad tutelam aedificii opus erit, quod reliquom erit, inter vos dividatis; et sic horti cum aedificiis instrumentoque omni, quod die mortis meae ibi habuero, usui vestro deserviant, quamdiu vivetis. Quive ex vobis novissimus morietur, eodem modo testamento suo caveat, ut horti s(upra) s(cripti) per eos q(ui) s(upra) s(cripti) s(unt), quive ex iis prognati erint, aequaliter in familiam nominis mei permaneant, eodemque semper jure sint. Et ab hac re promissioneque dolus malus cujus vestrum, de quibus agitur, absit. Si adversus ea f(actum) erit, q(ua)nti) e(a) r(es) e(rit), tantam pecuniam dari, et amplius poenae nomine HS L m(ilia) n(ummum), stipulatus est T. Flavius Syntrophus, spondit T. Flavius Aithales libertus.

Tum hortulos cum aedificio et vineis maceria clusis, ita ut empti sunt et quae postea iis accesserunt, mancipio accepit T. Flavius Aithales de T. Flavio Syntropho HS n(umm)o I, libripende Ti. Claudio Phileto.

Antestatus est T. Flavium Theopompum; et in vacuam possessionem hortorum, qui s(upra) s(cripti) s(unt), ex causa supra scripta ire aut mittere jussit T. Flavius Syntrophus T. Flavium Aithalem, seque inde excessisse desisseque possidere dixit, salva voluntate si qua ossa deinceps supra dictis hortis inferri consacrare voluerit.

Actum III. . . s Martias (?) cos. — M. Clodi Saturnini, A. Cascelli Doryphori, T. Flavi Pii, T. St., Ti. Claudi Phileti.

§ 3. — IN JURE CESSIO.

C. I. L., XIV, 715. Inscription mutilée d'Ostie signalée par Mommsen, *Z. G. R.*, 15, 369, comme la seule où soit mentionnée l'*in jure cessio*. Après avoir figuré dans les premières éd. de Bruns (3^e éd. 1876, p. 185), elle a été omise dans les suivantes, mais elle figure aujourd'hui en son lieu dans le *C. I. L.*, d'après lequel nous la reproduisons.

.....
Huic monumento cedunt parte sinisteriore li. . . . is
cohaerentis cubiculi. Quatenus ad Caecilium Trophimum here-
desve ejus pertinet, id omne jus per mancipationem sive per
cessionem in jure pertinet ad Telesphorum.

CHAPITRE III

CONSTITUTIONS DE DROITS RÉELS.

Nous réunissons, dans ce chapitre, les monuments épigraphiques relatifs à la matière des servitudes et à celle des droits réels de superficie. Nous n'avons pas vu d'inconvénient à y joindre les titres relatifs aux fondations publiques et privées, qui n'ont, à vrai dire, de physionomie propre qu'autant qu'on les reconnaît comme garanties par un droit réel et parmi lesquelles les fondations alimentaires publiques fournissent, d'après certains, des exemples de constitutions d'hypothèques.

§ 1. — SERVITUDES.

Outre les mentions accessoires de constitutions de servitude qui se trouvent dans des actes de nature différente (cf. par ex. la donation de Monime, p. 742, et la donation d'Irène, p. 743), nous possédons un grand nombre de titres attestant directement, soit l'existence, soit encore l'exclusion sinon de servitudes personnelles (v. un exemple douteux au § 2), au moins de servitudes réelles urbaines ou rustiques. Cf. Karlowa, *R. R. G.*, 1, p. 785 = *R. int. de l'ens.*, 1889, 2, pp. 242-243. On trouvera dans Bruns, pp. 299-302, une collection plus ample de 19 titres à laquelle il faut cependant ajouter encore une inscription intéressante de Chagnon (Haute-Loire), rappelant les limitations légales apportées, dans l'intérêt d'un aqueduc public, à l'exercice au droit de propriété des riverains. Nous donnons ici : des inscriptions constatant l'existence de servitudes de passage ; une autre inscription constatant au contraire que le passage n'a lieu qu'à titre précaire ; des inscriptions symétriques relatives à l'usage des eaux ; une inscription plus longue et plus détaillée relative aux servitudes constituées pour le fonctionnement d'une prise d'eau établie entre deux fonds non limitrophes ; et enfin l'inscription précitée de Chagnon.

1. *C. I. L.*, I, 1291 = *C. I. L.*, IX, 4231. Bruns, n° 2. Inscription de Coppitum dans le diocèse d'Aquila.

Itus actusque est in hoc delubrum Feroniai ex hoc loco in via poplicam Campanam qua proximum est p. cIō ccx...

2. *C. I. L.*, V, 2548. Bruns, n° 5. Inscription d'Este.

Via privata C. Q. Largis L. f. et C. Oli Salvi. Iter debetur fundo Eniano et...

3. *C. I. L.*, V, 2547, corrigé dans Bruns, n° 6. Inscription d'Este.

Iter Q. Critonii. Iter debetur Q. Critonio Q. f. et... Pomponio Siloni, ali nulli.

4. Orelli, 5069. *C. I. L.*, XI, 3743. Bruns, n° 7. Lorium.

Iter privat(um) Anni Largi. Precario utitur Antonius Astralis.

5. *C. I. L.*, V, 3849. Bruns, n° 11. Vérone.

Hujus moniment(i) emptioni accessit iter actus ad puteum haustus aquae ex suburbano Rutiliano.

6. *C. I. L.*, X, 1285. Bruns, n° 12. Nola.

Precario aqua recipitur tegul(is) LXXXX.

7. Orelli, 6634. *C. I. L.*, XI, 3003. Bruns, n° 15. Viterbe. Cf. Karlowa, *loc. cit.*

Mummius Niger Valerius Vegetus consular(is) aquam suam Vegetianam, quae nascitur in fundo Antoniano majore P. Tulli Varronis, cum eo loco, in quo is fons est emancipatus, duxit per milia passum $\overline{\text{V D C C C C L}}$ in villam suam Calvisianam, quae est ad aquas Passerianas suas, comparatis et emancipatis sibi locis itineribusque ejus aquae a possessoribus sui cujusque fundi, per quae aqua s(upra) s(cripta) ducta est per latitudinem structuris pedes decem, fistulis per latitudinem pedes sex, per fundos Antonian(um) majorem et Antonianum minor(em) P. Tulli Varronis et Baebianum et Philinianum Avilei Commodi et Petronianum P. Tulli Varronis et Volsonianum Herenni Polybi et Fundanianum Caetenni Proculi et Cuttolonianum Corneli Latini et Serranum inferiorem Quintini Verecundi et Capitonianum Pistrani Celsi, et per crepidinem sinisterior(em) viae publicae Ferentensis, et Scirpianum Pistraniae Lepidae, et per viam Cassiam in villam Calvisianam suam, item per vias limitesque publicos ex permissu s(enatus) c(onsulti).

8. *Bull. arch. du comité des travaux historiques*, 1887, p. 314 = *R. arch.*, 1888, p. 222. Chagnon (Haute-Loire).

Ex auctoritate imp(eratoris) Caes(aris) Trajani Hadriani Aug(usti) nemini arandi serendi pangendive jus est intra id spatium agri quod tutelae ductus destinatum est.

§ 2. — DROITS DE SUPERFICIE.

Inscriptions dont la première vise indubitablement un droit réel de superficie et dont la seconde est aussi généralement rapportée à la constitution d'un droit de ce genre.

1. ÉDIFICE CONSTRUIT PRÈS DE LA COLONNE ANTONINE (an 193 ap. J.-C.).

C. 1. L., VI, 1585. Bruns, pp. 303-304. Inscription gravée sur deux marbres découverts en 1777 dans les ruines de la maison du gardien de la colonne Antonine et relative précisément au droit perpétuel et héréditaire de superficie accordé, moyennant le paiement du *solarium* ordinaire, au gardien de la colonne, qui construisit cette maison sous Septime-Sévère. V. Rudorff, *Z. G. R.*, 11, 1842, pp. 219 et ss. ; Mommsen, *Z. G. R.*, 15, 1850, pp. 335 et ss. ; Karlowa, *R. G. R.*, 1, 787-789. L'inscription commence, dans le 1^{er} fragment malheureusement très mutilé, par une supplique de l'affranchi impérial Adraste, gardien de la colonne, à l'empereur Septime-Sévère, en date de l'an 193 après J.-C. : puis elle continue, sur la seconde pierre, en donnant, comme pièces justificatives de cette supplique, trois lettres des *rationales* impériaux adressées : la 1^{re} à un employé subalterne, probablement à un inspecteur des constructions impériales, *exactor operum dominicorum*, pour lui prescrire de fournir à Adraste des matériaux, la seconde à un fonctionnaire plus élevé pour le prier de livrer à Adraste une certaine quantité de bois de construction au taux compté au fisc pour la reconstruction d'un pont, et enfin la dernière à deux fonctionnaires, qui doivent être les *curatores operum et locorum publicorum*, pour leur demander d'assigner à Adraste l'emplacement de sa construction, de sorte que la décision impériale demandée par la supplique d'Adraste paraît avoir été nécessaire pour confirmer les décisions purement provisoires des *rationales* ; cf. cependant Karlowa, p. 788.

Libellus L. *Septimii Aug(ustorum) l(iberti) Adrasti, ex officio operum publicorum in verba haec, scripta Severo Augusto :*

Domine permittas rogo, ut rectius fungar officio meo, pos columnam centenariam divorum Marci et Faustinae pecunia mea loco publico pedibus plus minus... aedificium me exstruere et in matriculam referri, quod sine injuria cujusquam fiat ; et reliqui fieri secundum litteras Aeli Achillis, Cl. Perpetui rationalium tuorum, quas huic libello subjeci. Datum... Romae Falcone et Cluros cos.

Exemplaria litterarum rationalium dominorum n(ostro- rum) scriptarum, pertinentes ad Adrastum Augg. nn. lib(ertum) quibus aei permissum sit aedificare loco cannabae a solo aedificium juris sui pecunia sua, prestaturus solarium sicut caeteri.

Aelius Achilles, Cl. Perpetuus Flavianus Eutyclus Epaphrodito suo salutem. Tegulas omnes et impensam de casulis, item cannabae et aedificiis idoneis adsigna Adrasto, procuratori columnae divi Marci, ut ad voluptatem suam hospitium sibi exstruat, quod et habeat sui juris et ad heredes transmittat. — Litterae datae VIII idus Aug. Romae Falcone et Claro cos.

Aelius Achilles, Cl. Perpetuus Flavianus Eutyclus Aquilio Felici. — Hadrasto Aug(usti) lib(erto) ad aedificium quod custo-

diae causa columnae centenariae pecunia sua exstructurus est, lignorum vehes decem, quanti fisco constiterunt, cum pontem necesse fuit compingi, petimus dare jubeas. — Litterae datae XIII kal. Sept. Romae Falcone et Claro cos.

Rationales Seio Superstiti et Fabio Magno. Procurator columnae centenariae divi Marci, extruere habitationem in conterminis locis jussus, opus adgrediatur, si auctoritatem vestram acceperit. Petimus igitur aream, quam demonstraverit Adrastus lib(ertus) domini n(ostri), assignari et jubeatis, praestatur secundum exemplum ceterorum solarium. — Litterae datae VII idus Sept. Romae; redditae III idus Sept. Romae isdem cos.

2. ÉDIFICE DE POUZZOLES (II^e siècle après J.-C.).

C. I. L., X, 1783. Bruns, p. 303. Inscription gravée sur une pierre découverte à Pouzzoles en 1861. Résolution du sénat municipal de la ville, l'ancienne Puteoli, en date de la seconde moitié du II^e siècle, agréant la proposition d'un particulier qui offrait d'abandonner, après son décès, à la cité ses droits sur un édifice à construire par lui sur le sol communal, à condition qu'il lui fut fait, de son vivant, remise du *solarium*. Le commentaire le plus complet en a été donné, *Z. R. G.*, 4, 1864, pp. 474 et ss., par M. Degenkolb, qui considère le droit du particulier comme un droit de superficie déjà constitué, que le vote du sénat local laisse subsister jusqu'au décès du bénéficiaire, en le modifiant seulement au point de vue des droits de créance par la remise du *solarium*. M. Karlowa, *R. R. G.*, 1, 786-787, regarde au contraire ce droit comme ayant été constitué seulement au moment du sénatus-consulte, sous la forme d'un droit réel d'usufruit, qui, peut-on objecter, présenterait notamment cette difficulté d'être, puisque la construction n'est pas encore faite, établi sur une chose future.

III non. Septembr. in curia templi basilicae Augusti An-nianae. Scribundo adfuerunt: Q. Granius Atticus, M. Stlac-cius Albinus, A. Clodius Maximus, M. Amullius Lupus, M. Fabius Firmus.

Quod T. Aufdidius Thræsea, Ti. Claudius Quartinus Ilviri v(erba) f(ecerunt) de desiderio Laeli Atimeti optimi civis, q(uid) d(e) e(a) r(e) f(ieri) p(laceret), d(e) e(a) r(e) i(ta) c(ensuerunt):

Cum M. Laelius Atimetus, vir probissimus et singulis et universis karus, petierit in ordine nostro, uti solarium aedifici, quod extruit in transitorio, remitteretur sibi ea condicione, ut ad diem vitae ejus usus et fructus potestasque aedifici sui ad se pertineret, postea autem rei p(ublicae) nostrae esset, placere huic ordini: tam gratam voluntatem optimi civis admitti remittique ei solarium, cum plus ex pietate promissi ejus res publica nostra postea consecutura sit.

In curia f(uerunt) n(umero) LXXXII.

§ 3. — FONDATIONS IMPÉRIALES ET PRIVÉES.

Titres relatifs aux fondations alimentaires de l'empereur Trajan et à des fondations privées analogues.

Les deux premières inscriptions dont nous donnons des extraits se rapportent aux fondations impériales, au système d'assistance publique et de crédit agricole organisé en Italie depuis Nerva (Victor, *Ep.* 12, 4), selon lequel des capitaux destinés par l'empereur à l'entretien des enfants pauvres de la péninsule étaient, dans chaque cité, remis à des propriétaires fonciers qui se chargeaient du paiement de la redevance et en garantissaient le service sur des immeubles d'une valeur décuple. L'une (*C. I. L.* XI, 1147. Bruns, pp. 305-307) se rapporte à Veleia et a été découverte, en 1747, dans les ruines de cette ville : c'est une table de bronze où l'on trouve indiqués d'abord la somme totale déboursée, le nombre total des enfants à secourir et la rente à faire à chacun, puis le taux d'estimation des divers immeubles proposés en sûreté, le montant des sommes à avancer sur chacun et des intérêts corrélatifs à payer au taux de 5 0/0. La fin de la table contient en outre des indications symétriques relatives à une fondation moins importante faite antérieurement au profit de la même ville. — La seconde inscription (*C. I. L.*, IX, 1455. Bruns, pp. 307-308), également gravée sur une table de bronze, a été découverte, en 1831, près de Bénévent et se rapporte à la cité des *Ligures Baebiani*. Elle indique le taux d'estimation des divers immeubles engagés, le montant des capitaux avancés sur eux et celui des intérêts — peut-être semestriels — à payer au taux de 2 1/2 0/0. La différence de rédaction des deux tables tiendrait, selon M. Henzen, à ce que la première seule serait un titre officiel, tandis que la seconde serait un simple extrait du tableau officiel fait pour son usage propre par le fonctionnaire chargé des recouvrements ; M. Karlowa, *R. R. G.*, 1, 794, pense que, tandis que la première rédigée au futur ne contient qu'un préliminaire de l'engagement, le tableau des déclarations qui doivent le précéder, celle des Baebiani, rédigée au passé, constate des opérations déjà accomplies. — La principale question de droit soulevée par ces titres est celle du caractère de la sûreté réelle fournie par les tiers qui reçoivent les capitaux et sont tenus de la rente. Suivant une opinion proposée par Savigny, *Vermischte Schriften*, 5, 1850, pp. 63 et ss. et aujourd'hui peu soutenue, elle consisterait dans une aliénation fiduciaire faite pour chaque fonds engagé. Dans un autre système autrefois présenté par Bachofen, *Römisches Pfandrecht*, 1847, p. 226, et Henzen, *Tabula alimentaria Baebianorum*, 1845, pp. 25 et ss., et encore reproduit par M. Mommsen dans son éd. du second titre, *C. I. L.*, IX, 1455 (v. aussi Matthias, *Jahrbücher für National Oekonomie*, 1885, p. 505 et ss.), on aurait recouru là à une procédure dont les exemples nous sont fournis en matière de fondations privées par une lettre de Pline. *Ep.*, 7, 18, et par une inscription de Ferentinum : le tiers aurait transféré au représentant de l'empereur la propriété de son bien, puis l'aurait reprise, à titre nouveau, à charge de payer un *rectigal* égal à l'intérêt du capital reçu. Certains admettent tout simplement une constitution d'hypothèque ordinaire ; v. en ce sens Huschke, *Census der früheren Kaiserzeit*, 1847, p. 128, Puchta, *Institutionen*, § 128, et surtout Brinz, dans les *Sitzungsberichte* de Munich, 1887, pp. 224 et ss., où il traite encore d'autres questions relatives aux mêmes titres.

Selon Bruns, *Fontes*, p. 305, et de Ruggiero, *Dizionario epigrafico*, p. 404, la sûreté aurait été constituée ici comme dans d'autres cas où un particulier s'engage envers l'Etat, conformément au système de garanties du droit public, par une *subsignatio praediorum* opérée sur les *tabulae publicae*, et, tout en rejetant cette opinion, qui lui paraît confondre les contrats du fisc avec ceux de l'Etat et des communes, M. Karlowa, *R. R. G.*, 1, p. 793, pense aussi à des règles différentes de celles du droit commun, tenant au caractère administratif de l'opération. Enfin M. Pernice, *Labeo*, 3, 1, 1892, p. 168 et ss., a plus ingénieusement repris la même idée en faisant remarquer que, si les fonds viennent du fisc, l'opération est faite par le prince, qui en vertu de sa puissance proconsulaire peut recevoir les *praedes praediaque* aussi bien que n'importe quel magistrat et qui d'ailleurs se sert dès le premier siècle des moyens de l'*imperium merum* en matière fiscale.

Quant aux fondations privées, elles pouvaient naturellement se présenter sous la forme de libéralités testamentaires ou entre-vifs faites à des communes ou à des particuliers à la charge d'entretenir un certain nombre d'enfants ou de pourvoir à toute autre prestation, sans être accompagnées d'aucune sûreté réelle et nous en avons de nombreux exemples. V. Bruns, p. 357, n° 154, pp. 309-310, n°s 121-124. V. encore le testament de Dasumius lignes 98-103, la donation de Syntrophus, 2^e alinéa, et *C. I. L.*, V, 5262. Mais il en existe aussi qui contiennent la mention plus ou moins explicite d'une sûreté réelle garantissant la prestation. Nous en donnons ici deux exemples : une inscription de Rimini (*C. I. L.*, XI, 419. Bruns, p. 311), qui mentionne sans autre explication des fonds affectés au service d'une rente, et une inscription de Ferentinum (*C. I. L.*, X, 5853. Bruns, p. 310), qui atteste épigraphiquement le système indiqué par Pline, *Ep.*, 7, 18. Cf. encore *C. I. Att.*, III, 61.

On pourra consulter, sur les deux catégories de fondations, outre la plupart des ouvrages déjà cités, — voir en particulier Henzen, pp. 5-111 ; Karlowa, p. 789-795 ; de Ruggiero, pp. 402-411 ; A. Pernice, *Labeo*, 3, 150-172 et antérieurement *Zsavst.*, 5, 1889, p. 77-80, — les diverses études de M. Ernest Desjardins : *Disputatio historica de tabulis alimentariis*, 1854 ; *Velleia*, 1858 ; *Dictionnaire de Daremberg et Saglio*, v. *Alimentarii puelli*, et le chapitre des *Institutions alimentaires*, dans Marquardt, *Manuel d'antiquités romaines*, tr. fr., 10, 1888, pp. 179-186.

1. FONDATIENS ALIMENTAIRES DE TRAJAN.

a. Inscription de Velleia (ans 103-112 après J.-C.).

Obligatio praediorum ob HS deciens quadraginta quattuor milia (1044000), ut ex indulgentia optimi maximique principis imp. Caes. Nervae Trajani Aug. Germanici Dacici pueri puellaeque alimenta accipiant: legitimi n(umero) CCXLV in singulos HS XVI n(ummum),

f(iunt) HS $\overline{\text{XLVII}}\text{XL}$ (47040) n(umm.)
legitimae n(umero) XXXIV sing(ulae) HS XII n(umm.),

		f(iunt) HS	IVDCCCXCVI	(4896)	n(umm.)
spurius	I	HS	CXLIV	(144)	
spuria	I	HS	CXX	(120)	
		summa HS	LIIIC	(52200)	

quae fit usura =—=¹ sortis supra scribtae.

(1.) C. Volumnius Memor et Volumnia Alce per Volum(nium) Diadumenum libertum suum professi sunt fundum Quintiacum, Aurelianum, collem Muletatem cum silvis, qui est in Veleiate pago Ambitrebio, adfinibus M. Mommeio Persico, Satrio Severo et pop(ulo), HS $\overline{\text{CVIII}}$ (40800); acciper(e) debet HS $\overline{\text{viiiDCLXXXII}}$ (8692) n(ummum) et fundum s(upra) s(criptum) obligare.

(2.) M. Virius Nepos professus est praedia rustica, deducto vectigali, HS $\overline{\text{cccxDXXXXV}}$ (310545) n.; accipere debet HS $\overline{\text{xxvCCCLIII}}$ (25333) n., et obligare fundum Planianum, qui est in Veleiate pago Junonio.

(16.) C. Coelius Verus per Onesimum ser(vum) suum prof(essus) est praed(ia) rustica in Plac(entino)..., deducto vectigali et is, quae ante Cornelius Gallicanus et Pomponius Bassus obligaverunt, HS $\overline{\text{dcccxxliiiDCCCLXXVIII}}$ (843879) n., accipere debet.....

(43.) Coloni Lucenses publice professi sunt saltus praediaque Bitunias, sive quo alio vocabulo sunt, pro indiviso pro parte tertia, quae pars fuit C. Atti Nepotis..., et saltus praediaque Velianum vectigal(es) et non vectigal(es), sive alis nominib(us) vocabulisque sunt, qui sunt in Lucensi et in Veleiate et in Parmense et in Placentino et montibus.. deductis reliquis colonorum et usuris pecuniae et pretis maucipiorum, quae in inemptione (sic) eis cesserunt, habita ratione etiam vectigalium, HS $\overline{\text{[xvi]}}$ (1600000); accipere debent HS $\overline{\text{cxxxviiiDCCCLXXX}}$ (128780) n., et obligare saltus sive praedia, quae s(upra) s(cripta) s(unt), deducta parte quarta.

Item obligatio praediorum facta per Cornelium Gallicanum ob HS $\overline{\text{LXXII}}$ (72000), ut ex indulgentia optimi maximeque principis imp. Caes. Nervae Trajani Augusti Germanici, pueri puellaeq(ue) alimenta accipiant; legitimi n(umero) XIX in singulos HS XVI n(ummum), fiunt HS $\overline{\text{iiiiCCCCLVI}}$ (3456), legitima HS XII; fit summa utraque HS $\overline{\text{iiiiDC}}$ (3600), quae fit usura =—=summae s(upra) s(criptae).

1. = usura quincunx.

(1.) C. Coelius Verus professus est saltus Avegam
 qui sunt in Veleiate pag(is) Albense et Velleio, adf(inibus) rep(ublica) Lucensium et rep(ubl.) Veveleiatum (*sic*), HS \bar{x} (90000); accipere debet HS \bar{ix} (9000)....

b. Inscription des Ligures Baebiani (an 101 après J.-C.).

Imp(eratore) Caes(are) Nerva Trajano Aug. Germanico IIII, Q. Articuleio Paeto cos.

Qui i(n)fra s(cripti) s(unt) ex praecepto optimi maximiq(ue) principis obligarunt praedia, ut ex empto Ligures Baebiani usuras semestres i(n)fra s(criptas) percipiant et ex indulgentia ejus pueri puellaeq(ue) alimenta accipiant.

Debentur a :

(18.) Crispia Restituta f(undi) Pomponiani, pertica Benevent(ana), pago Aequano in Ligustino, adf(ine) Nasidio Vitale, aest(imati) HS \bar{l} (50000), in HS \bar{iii} DXX (3320) HS LXXXIIX (88).

(42.) C. Valerio Pietate, fund(i) Herculeiani, adf(ine) Caes(are) n(ostro), aest(imati) HS \bar{xxv} (25000), in HS \bar{ii} (2000); item oblig(atione) VIII fund(i) Vibiani, pago s(upra) s(cripto), adf(ine) Marcio Rufino, aest(imati) HS \bar{xv} (15000), in HS MD (1500); f(iunt) HS \bar{xxx} (40000) in HS \bar{iii} D (3300), HS LXXXVIII (87^{1/2}).

2. FONDATION DE FERENTINUM.

A. Quintillio A. f. Pal(atina). Prisco... ob eximiam munificent(iam) quam in munic(ipes) suos contulit, senat(us) statuam publice ponend(am) in foro, ubi ipse vellet, censuere. H(onore) a(ccepto) i(mpensam) r(emisit).

Hic ex s(enatus) c(onsulto) fundos Ceponian(um) et Roianum et Mamian(um) et pratum Exosco ab r(e) p(ublica) redem(it) HS LXX m(ilibus) n(ummum), et in avit(um) r(ei) p(ublicae) reddid(it), ex quor(um) reditu de HS IV m(ilibus) CC quodannis VI id. Mai. die natal(i) suo perpet(uo) daretur praesent(ibus) municipib(us) et incol(is) et mulierib(us) nuptis crustul(i) p(ondo) I, mulsi

3. FONDATION D'ARIMINUM.

L. Septimio Liberali, VI vir(o) Aug(ustali), vicani vici Cermali ob merita ejus, quot decurion(ibus) et vicanis vicor(um) VII sing(ulos) in annos denarios III in perpet(uum) *reliquit* et in eam rem fundos XXI obligari jussit, quorum partem VI legis Falc(idiae) nomin(e) deductam ab tutoribus Septimiae Priscae. matris suae, Lepidia Septimina populo concessit.

CHAPITRE IV

CONTRATS

Nous possédons un assez grand nombre de contrats romains qui nous sont parvenus isolément. Mais il en a en outre été découvert en Transylvanie une collection complète qui doit être signalée à part, en raison de son importance et de la clarté avec laquelle s'y reconnaissent les formes légales imposées à Rome à la confection des actes privés. C'est la collection des triptyques de Transylvanie, titres originaux en date des années 131 à 167 après J.-C. trouvés entre 1786 et 1855, dans l'ancienne Dacie, auprès de Vereşpatak, sur l'emplacement de la ville antique d'Alburnus Major, et publiés avec un commentaire excellent par M. Mounmsen, *C. I. L.*, III, 921-959. Les triptyques, sur lesquels les actes sont écrits en une cursive majuscule qui n'a pu être déchiffrée qu'en 1840 par M. Massmann, *Libellus aurarius sive tabulae ceratae et antiquissimae*, 1840, se composaient de trois tablettes de bois oblongues, attachées d'un côté dans le sens de la longueur de manière à s'ouvrir comme les livres modernes et à présenter 6 pages parmi lesquelles la 1^{re} et la 6^e restaient sans écriture, tandis que les 4 autres étaient enduites d'une couche de cire noire sur laquelle on écrivait avec un stylet, en découvrant le bois, non pas comme aujourd'hui perpendiculairement, mais parallèlement au côté le plus large. Conformément aux prescriptions du sénatus-consulte du temps de Néron rapporté par Paul, *Sent.*, 5, 25, 6, l'acte contenu dans chaque triptyque y est rédigé en double expédition, la *scriptura exterior* et la *scriptura interior*, destinées l'une à rester lisible sur une surface ouverte et l'autre à demeurer cachée dans une partie close du carnet. Pour cela, l'*interior scriptura* est écrite sur les pages 2 et 3, qui sont ensuite réunies par un fil, puis l'on fait passer le bout de ce fil dans une petite rigole qui sépare verticalement la page 4 en deux portions inégales et où il est maintenu par les sceaux des témoins, à droite desquels on écrit les noms de ces témoins, et enfin la *scriptura exterior* est inscrite sur l'autre côté de la p. 4 et sur la p. 5 : ce qui fait que le 2^e exemplaire demeure ouvert et peut toujours être consulté, tandis que le 1^{er} est protégé contre les falsifications de la partie qui l'a entre les mains par les cachets des témoins, sans le concours desquels il ne pourra être ouvert. V. la figure dans Bruns, pp. 375-380, et les explications de Karlowa, *R. R. G.*, 1, 782-783, Krueger, *Sources*, pp. 316-319, et A. Pernice, dans Holtzendorf, *Encyclopädie der Rechtswissenschaft*, 5^e éd., 1889, p. 158. Les triptyques ainsi conservés en tout ou en partie sont au nombre de 25. Les sceaux et la partie du lien qu'ils retenaient n'ont été retrouvés que sur un seul. Il n'y en a que 5 dont les 3 tables subsistent, 4 n'en ont que 2, 16 n'en ont qu'une, et, parmi les tables conservées, il y en a 12 si détériorées qu'on ne peut discerner de quoi elles traitaient. Les actes dont on peut discerner l'objet sont tous, sauf un, relatifs à des contrats fort divers conclus, à Alburnus Major ou dans les environs, par des contractants appartenant pour la plupart à des populations dalmates qu'on pense avoir été transportées dans ce district minier par Trajan ; v. Karlowa, *R. R. G.*, 1, 795-798, et ils sont

d'autant plus importants que leur rapprochement avec les textes juridiques et certaines servilités maladroites de transcription établissent positivement qu'ils ont été copiés sur des formulaires romains : v. notamment plus bas les actes de vente. Nous reproduisons ci-dessous les plus intéressants de ces titres, en les réunissant suivant un plan d'ensemble, aux actes similaires qui nous ont été transmis isolément. Enfin nous terminons par des exemples de promesses de récompense à celui qui rapportera des objets perdus, qui, d'après les principes, ne doivent être obligatoires que moralement.

§ 1. — CONTRATS VERBAUX.

Nous plaçons ici, comme étant purement et simplement des contrats verbaux, des actes que leur destination économique fait ordinairement classer sous la qualification de *mutuum*. Nous avons au contraire laissé sous leur désignation première et principale d'autres actes dans lesquels la stipulation n'intervient qu'à titre accessoire, comme dans les ventes accompagnées d'une stipulation de garantie qu'on trouvera plus loin pp. 759-761, ou à titre novatoire, comme dans un contrat de société qu'on rencontrera également plus bas p. 767. Un autre exemple de contrat verbal principal est fourni par le diptyque de Pompéi reproduit p. 738. Ceux que nous reproduisons ici viennent tous deux de la collection des triptyques de Transylvanie et sont relatifs à deux prêts de la même année; on remarquera dans le second une formule commentée par Scaevola, dans ses *Responsa*, D., 45, 1, 135, *pr.*; cf. Karlowa, R. R. G., 1, 796.

1. STIPULATION DE RESTITUTION D'UN CAPITAL ET DE SES INTÉRÊTS (an 162 après J.-C.).

C. I. L., III, 930. Bruns, p. 311-312. Triptyque de Transylvanie complet, mais où les noms des témoins n'ont pas pu être parfaitement déterminés.

Denarios centum quadraginta sortis et eorum usuras ex ea die sing(ulas) centesimas, quandiu abstinerit, id utrumque probos recte dari f(ide) r(ogavit) Anduenna Batonis, d(ari) f(ide) sua promisit Julius Alexander; quos eae reddere debbit, qua die petierit, cum usuris s(upra) s(criptis). Id utrumque sorte(m) et usuras probos recte dari fide rogavit Anduenna s(upra) s(cripta), dari fide sua promisit Julius Alexander.

Actum Deusare XII kal. Julius Rustico II et Aquilino cos.

2. STIPULATION DE RESTITUTION D'UN CAPITAL ET DE SES INTÉRÊTS (an 162 après J.-C.).

C. I. L., III, 934. Bruns, p. 312. Triptyque de Transylvanie, dont il ne subsiste que les deux premières tables. — Cf. sur la promesse

de payer *Jul. Alexandro eive ad quem ea res pertinebit*, L. Goldschmidt, *Zsavst.*, 1889, 10, pp. 384-386.

Denarios LX q(ua) d(ie) p(etierit), p(robos) r(ecte) d(ari) f(ide) rogavit Jul(ius) Alexander, dari f(ide) p(romisit) Alexander Cari(cci), et se eos denarios LX, q(ui) s(upra) s(cripti) s(unt), mutuos numeratos accepisse et debere se dixit; et eorum usuras ex hac die in dies XXX 7 I¹ dari Jul(io) Alexandro e(ive) a(d) q(uem) e(a) r(es) p(ertinebit), f(ide) r(ogavit) Jul(ius) Alexander, dari f(ide) p(romisit) Alexander Caricci. Id fide sua esse jussit Titius Primitius, d(ie) s(upra) s(cripta) s(ortem) cum u(suris) r(ecte) p(robe) s(olvi).

Ac(tum) Alb(urno) majori, XIII k. Novembr. Rustic(o) II et Aquilino cos.

Noms des *signatores* mis en regard des cachets :

L. Vasidii Victoris... ctali. as. Batonis Pr... vi. Tovetis.
Titius Primitius. Alexandri Caricci ipsius debitoris.

§ 2. — CONTRAT LITTÉRAL.

Inscription découverte dans la campagne de Tibur et publiée en 1882 par M. Zdekauer, *Bull. dell'inst. di corr. arch.*, 1882, p. 252, puis avec une note de M. Mommsen, *C. I. L.*, XIV, 3471 et enfin, d'après une meilleure lecture de M. Huelsen et avec une nouvelle notice de M. Mommsen, dans la dernière éd. de Bruns, pp. 313-314. L'interprétation n'en a, à notre connaissance, encore été entreprise que dans les deux notices de M. Mommsen et dans celle de notre première édition. Elle constate une *transcriptio a persona in personam* (Gaius, 3, 130) opérée, comme nous l'avons déjà dit dans notre première édition et comme M. Mommsen l'admet aujourd'hui, de la tête d'un débiteur, C. Caelius Bassus, dans lequel rien n'empêche de voir avec M. Mommsen l'ami de Perse, sur la tête d'un nouveau débiteur nommé A. Furius Rufus, pour une créance ou plus exactement pour deux créances préexistantes et le paiement successif de ces deux dettes, fait, pour la première, à raison de 12000 sesterces, sous des consuls inconnus (qui malgré le nom de M. Julius Silanus ne paraissent pas ceux de l'an 46), puis, pour la seconde, à raison de 58000 sesterces, en l'an 56, — la mention du second paiement semble même avoir été ajoutée sur la pierre après coup. — L'indication de la *subsignatio prædiorum* s'explique par l'idée que les dettes, qui étaient donc contractées envers un créancier ayant droit à de pareilles sûretés, soit envers l'État, soit envers une ville, étaient garanties par l'immeuble même sur lequel a été placée la pierre, qui y a été mise pour attester l'extinction de l'obligation. Il est plus délicat de déterminer le rapport de la *transcriptio* elle-même avec la *subsignatio* et avec l'absence du débiteur attestée ou relevée par le titre. M. Mommsen admet

1. = centesimas singulas.

qu'A. Furius Rufus avait d'abord engagé ses immeubles pour les dettes de C. Caesius Bassus et que c'est seulement à l'échéance qu'en l'absence de ce dernier le créancier aurait, au lieu d'user de son droit de vendre les *prædia subsignata*, fait de son autorité passer la dette sur la tête de A. Furius Rufus, en vertu d'une règle propre du *jus prædicatorium*, que l'illustre auteur suppose ingénieusement et hardiment être révélée par notre texte. Peut-être pourrait-on plus simplement supposer que c'est dès le principe et au même moment qu'en l'absence de C. Caesius Bassus, A. Furius Rufus s'est porté débiteur à sa place et a donné immédiatement la sûreté des *prædia subsignata*.

A. Furius Rufus, quod in eum transscriptum est a C. Caesio Basso, apsepte debitore, nominibus duobus, subsignatis prædis solvit : M. Junio Silano A... cos. XII m(ilia) n(ummum) ; HS LVIII m(illa) n(ummum) solvit... Saturnino et Scipione... adject..... onii.

§ 3. — CONTRATS DE VENTE.

Les quatre contrats de vente qui suivent font partie de la collection des triptyques de Transylvanie et relatent des ventes accompagnées de mancipations, portant les trois premières sur des esclaves, la quatrième sur une moitié indivise d'une maison. Leur rédaction, d'après des formulaires conformes au droit civil de Rome, est établie, en dehors de leur concordance générale avec les règles posées dans les ouvrages des jurisconsultes, par une série de faits particuliers qui sont : la mention faite dans tous de la mancipation entre parties que leurs noms indiquent pour la plupart n'être pas romaines et, dans la 4^e vente, relativement à une chose qui, selon toute vraisemblance, ne l'est pas : le maintien dans la 2^e du masculin : *partemve quam ex eo* et de la clause relative à la noxalité pour une esclave du sexe féminin qui, à 7 ans, n'a pas commis de délits ; et enfin, dans la dernière, les mots : *si quis eam domum* pour une vente qui ne porte que sur la moitié d'une maison. V. en ce sens : Mommsen, *C. I. L.*, III, p. 923 ; Girard, *N. R. Hist.*, 1883, pp. 569-571 ; Karlowa, *R. R. G.*, 1, 796. Ils sont particulièrement instructifs au sujet de la rédaction de la stipulation commune relative aux vices et à l'éviction commentée dans les textes des jurisconsultes : cf. à ce sujet, *N. R. Hist.*, 1883, pp. 571-587, et les auteurs cités ; mais ils fournissent aussi des indications utiles sur la mancipation, qu'ils démontrent mieux qu'aucun autre texte, contenir la mention du prix : v. le même auteur, *N. R. Hist.*, 1882, pp. 204-205 et les renvois ; v. encore sur la mention du paiement du prix, Karlowa, *R. R. G.*, 1, 797, et, sur le nombre des témoins, Bruns, *Kl. Schr.*, 2, 131-132. — On trouvera en outre dans Bruns, pp. 322-327 : une inscription des environs de Rome de l'an 211 (*C. I. L.*, VI, 10233) relative à la vente faite par le fisc d'un terrain servant à l'accès d'une sépulture, deux actes en langue grecque, conservés par des papyrus égyptiens, l'un, de l'an 153 ou 154 après J.-C., relatif à la vente d'un immeuble et l'autre, de l'an 359, relatif à la vente d'un esclave (aujourd'hui *Aegypt. Urkund. aus Berlin*, fasc. 10, 1893, n° 316), et un titre de vente Bavaïois du VII^e ou du VIII^e siècle, intéressant par les

formules romaines qu'il a conservées (cf. Brunner, *Zur Gesch. der Urkunde*, pp. 254-260). M. Wessely a publié dans les *Mittheilungen der Sammlung der Papyrus des Erzherzogs Rainers*, 4, 1888, pp. 51-62, un autre papyrus grec égyptien relatant, en l'an 271 après J.-C., une vente immobilière où figure une femme pourvue du *ius liberorum* (dont on ne connaissait point encore de mention aussi récente ; v. au même lieu d'autres exemples tirés par M. Wessely de textes inédits de la même collection). Deux actes de vente de même langue et de même origine en date de l'an 512 ont été publiés par M. Sayce avec une traduction de M. Th. Reinach, *Revue des études grecques*, 1890, pp. 131-144. Enfin il faut encore au moins citer, dans la collection des papyrus de Berlin, l'acte de vente de l'époque de Trajan publié par M. Krebs, *Aegypt. Urkund. aus Berlin*, fasc. 11, 1894, n° 350.

1. VENTE D'UN PETIT ESCLAVE (an 142 après J.-C.).

Triptyque intact. *C. I. L.*, III, 941. Bruns, pp. 288-289.

Dasius Breucus emit mancipioque accepit puerum Apalaustum, sive is quo alio nomine est, n(atione) Grecum, apocatum¹ pro uncis duabus denariis DC de Bellico Alexandri, f(ide) r(ogato) M. Vibio Longo. Eum puerum sanum traditum esse, furtis noxaque solutum, erronem, fugitivum, caducum non esse prestari, et si quis eum puerum q(uo) d(e) a(gitur) partemve quam quis ex eo evicerit, q(uo) m(inus) emptorem s(upra) s(criptum), eunve ad q(uem) ea res pertinebit, uti frui habere possidereq(ue) recte liceat, tunc quantum id erit, quod ita ex eo evictum fuerit, t(antum) p(ecuniam) duplam² p(robam) r(ecte) d(ari) f(ide) r(ogavit) Dasius Breucus, d(ari) f(ide) p(ro-misit) Bellicus Alexandri, idem fide sua esse jussit Vibius Longus; proque eo puero, q(ui) s(upra) s(criptus) est, pretium ejus denarios DC accepisse et habere se dixit Bellicus Alexandri ab Dasio Breuco.

Act(um) kanab(is) leg(ionis) XIII g(eminae), XVII kal. Junias Rufino et Quadrato cos.

(Noms des *signatores* mis en regard des cachets) :

Appi Procli vet(erani) leg(ionis) XIII g(eminae). Antoni Celeris. Jul(i) Viatoris. Ulp(i) Severini. L. Firmi Primitivi. M. Vibi Longi fidejussor(is). Bellici Alexandri venditor(is).

1. C'est-à-dire du prix duquel quittance a été donnée au vendeur actuel par son propre vendeur ; cf. *R. int. de l'ens.*, 1889, 2, p. 247. — 2. 'duplam' ajouté au-dessus de la ligne.

2. VENTE D'UNE PETITE ESCLAVE (an 139 après J.-C.).

Triptyque dont les deux premières tables sont seules conservées. *C. I. L.*, III, 937. Bruns, p. 289.

Maximus Batonis puellam nomine Passiam, sive ea quo alio nomine est, annorum circiter p(lus) m(inus) sex, empta sportellaria¹, emit mancipioque accepit de Dasio Verzonis, Pirusta ex Kavieretio, denariis ducentis quinque. Eam puellam sanam esse, a furtis noxisque² solutam, fugitium³ erroneum non esse praestari : quot si quis eam puellam, partemve quam ex eo⁴ quis evicerit, quominus Maximum Batonis, quo ve ea res pertinebit, habere possidereque recte liceat, tum quanti ea puella empta est, tantam pecuniam et alterum tantum dari fide rogavit Maximus Batonis, fide promisit Dasius Verzonis, Pirusta ex Kavieretio ; proque ea puella, quae s(upra) s(cripta) est, denarios ducentos quinque accepisse et habere se dixit Dasius Verzonis a Maximo Batonis.

Actum Karto XVI k. Apriles, Tito Aelio Caesare Antonino Pio II et Bruttio Praesente II cos.

(Noms des *signatores*) :

Maximi Veneti principis. Masuri Messi de(curionis). Anneses Andunocnetis. Plani Verzonis Sclaietis. Liccai Epicadi Marciniensi. Epicadi Plarentis, qui et Mico. Dasi Verzonis ipsius venditoris.

3. VENTE D'UNE ESCLAVE (an 160 après J.-C.).

Triptyque intact. *C. I. L.*, III, 959 et *Eph. ep.*, II, 467. Bruns, p. 290.

Cl(audius) Julianus mil(es) leg(ionis) XIII g(eminae) C¹ Cl(audii) Mari, emit mancipioque accepit mulierem nomine Theudotem, sive ea quo alio nomine est, n(atione) Creticam, apochatam pro uncis duabus denariis quadringentis viginti de Cl(audio) Phileto f(ide) a(ccepto) Alexandro Antipatri. Eam mulierem sanam traditam esse emptori s(upra) s(cripto), et si quis eam mulierem, q(ua) d(e) ag(itur), partemve quam quis ex ea quid evicerit, q(uo) m(inus) emptorem s(upra) s(criptum) eumve, ad quem ea res pertinebit, uti frui habere possidereque recte liceat, tunc quantum id erit, quot ita ex ea [quit]⁶ evictum ablatumve fuerit, sive quot ita licitum non erit, tantam pecuniam

1. C'est-à-dire, pense Mommsen, que le vendeur n'a pas acquise pour un prix distinct, mais par dessus le marché, en même temps que sa mère, comme une sorte de *sportula*. — 2. Ext. : 'noxaque'. — 3. Ext. : 'fugitivam'. — 4. *Sic*, à l'intérieur et à l'extérieur, sans doute parce que les parties copiaient un formulaire où il y avait : 'hominem partemve ex eo'. — 5. C'est-à-dire 'centuris'. — 6. Omis avec raison dans l'exemplaire extérieur.

probam recte dari f(ide) r(ogavit) Cl(audius) Julianus mil(es) s(upra) s(criptus), d(ari) f(ide) p(romisit) Cl(audius) Philetus. Id fide sua esse jussit Alexander Antipatri. Inque ea(m) mulierem, quae s(upra) s(cripta) est, pretium ejus denarios CCCCXX accepisse et habere se dixit Cl(audius) Philetus a Claudio Juliano mil(ite) s(upra) s(cripto).

Act(um) canab(is) leg(ionis) XIII g(eminae) III nonas Octobres Bradua et Varo cos.

(Noms des *signatores*) :

Val(eri) Valentis leg. XIII g(eminae). Cn. Vari A. ae. Ael(i) Dionysí vet(erani) leg(ionis). Paulini s...ris. Jul(i) Victorini. *Ἀλεξάνδρου Ἀντιπατρὶ σικοδο ἀκτωρ σηνκαί*¹. Cl(audii) Phileti venditoris ibsius.

4. VENTE DE LA MOITIÉ D'UNE MAISON (an 159 après J.-C.).

Triptyque intact. *C. I. L.*, III, 944. Bruns, p. 291.

Andueia Batonis emit mancipioque accepit domus partem dimidiam, interantibus partem dextram; que est Alb(urno) majori vico Pirustarum inter adfines Platorem Acceptianum et Ingenum Callisti² denariis trecentis de Veturio Valente. Eam domus partem dimidiam³, q(ua) d(e) a(gitur), cum suis saepibus, saepimentis, finibus, aditibus, claustris, fenestris, ita uti clao fixsa et optima maximaque est⁴, h(abere) r(ecte) l(icere)⁵; et si quis eam domum partemve quam quis ex ea evicerit q(uo) m(inus) Andueia Batonis e(ive), a(d) q(uem) e(a) r(es) p(ertinebit), h(abere) p(ossidere) u(suque) c(apere)⁶ r(ecte) l(iceat); quod ita licitum non erit⁷, t(antam) p(ecuniam) r(ecte) d(ari), f(ide) r(ogavit) Andueia Batonis⁸, fide promisit Veturius Valens. Proque ea domu partem dimidiam⁹ pretium denarios CCC Veturius Vales¹⁰ ab Andueia Batonis accepisse et abere se dixit. Convenit q(ue) inter eos, uti Veturius Valens pro ea domo tributa usque ad recensum dependat.

Act(um) Alb(urno) majori prid. nonas Maias Quintillo et Prisco cos.

(Noms des *signatores*) :

L. Vasidius Victor sig(navit). T. Fl. Felicis. M. Lucani Melioris. Platoris Carpi. T. Aureli Prisci. Batonis Annei. Veturi Valentis venditoris.

1. C'est-à-dire; 'Alexander Antipatri secundus auctor signavi'; cf. *D.*, 24, 2, 4, pp. : 'fidejussorem, . . . quem vulgo auctorem secundum vocant'. — 2. La réd. extérieure ajoute 'filium : et si qui ali adfines sunt et viam publicam'. — 3. Ext. : 'eam domum'. — 4. Ext. : 'Andueia Batonis'. — 5. Mommsen-Bruns : '(iceat) : mais cf. *N. R. Hist.*, 1883, p. 577. — 6. Ext. : 'usuque capere'. — 7. Ext. : 'tunc quantum id erit quod ita habere possidere licitum non erit'. — 8. Ext. : 'dari'. — 9. Ext. : 'proque ea domu dimidia'. — 10. Ext. : 'Valens'.

§ 4. — CONTRATS DE LOUAGE.

Relativement aux trois variétés de contrats de louage distinguées par les juriconsultes romains (*locatio rei, operarum, operis faciendi*), nous possédons pour la *locatio operarum*, trois triptyques de Transylvanie dont nous reproduisons le plus explicite, et, pour la *locatio operis faciendi*, une inscription de Pouzzoles relatant un marché de constructions fait par cette cité en l'an 649 de Rome que nous reproduisons pareillement. Quant à la *locatio rei*, il n'a pas encore été découvert d'inscriptions romaines qui en donnent des exemples concrets; mais il existe un certain nombre de titres qui s'y rapportent et que l'on trouvera énumérés et transcrits ci-dessous.

1. LOCATIO REI.

Les titres concrets de bail romain qui nous font défaut sont principalement remplacés par les annonces de location qui ont été conservées et dont la plus détaillée est relative aux compartiments d'espèces de magasins généraux appartenant à l'empereur. Nous donnons ensuite un autre texte contenant une annonce symétrique, mais pour des magasins appartenant à un particulier et un avis de location ordinaire qui est le plus détaillé de ceux trouvés à Pompéi. Nous faisons suivre ces titres relatifs au bail à loyer d'une inscription récemment découverte rapportant une requête adressée par le fermier d'un bien rural à ses bailleurs. Enfin on remarquera, d'une part, que les deux inscriptions d'Afrique, reproduites dans notre première partie, au chapitre des constitutions impériales, pp. 160-164, donnent des informations précieuses sur des variétés de bail à fermes, d'ailleurs fort divergentes du droit commun et, d'autre part, que la collection des papyrus de Berlin fournit aussi des exemples de baux à ferme ou à colonat partiaire également régis en partie, croyons-nous, par des règles différentes de celles du droit romain : v. notamment *Aegypt. Urk. aus Berlin*, fasc. 1, n° 39, de l'an 186; fasc. 7, n° 197, de l'an 17; fasc. 8, n° 227, de l'an 150 ou 151; fasc. 11, n° 339, de l'an 313, et les observations de M. Dareste, *N. R. hist.*, 1894, pp. 690-691.

a. Avis de location des magasins impériaux (an 96-98 ap. J.-C. ?)

Plaque de marbre de 0 m. 98 sur 0 m. 88 découverte en 1885 à Rome au delà de la porte Salaria et constituant la moitié gauche d'un tableau des conditions générales de location des divers compartiments dans des magasins généraux appartenant à l'empereur. L'inscription qui a été publiée, d'abord, avec un commentaire étendu, par M. Gatti, *Bull. arch. comm.*, 1885, pp. 110-129 (cf. aussi le même, *Mitth. d. röm. Inst.*, 1886, p. 176), puis, avec des notices plus sommaires, par MM. Scialoja, *Rivista italiana per le scienze giuridiche*, 1886, pp. 127-130, et Esmein, *Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'école de Rome*, 1886, pp. 162-165; et enfin par M. Mommsen, *Fontes*, pp. 329-330, est placée par M. Gatti sous Hadrien dont il restitue le nom dans son titre; mais M. Mommsen considère cette conjecture comme contredite par la place donnée dans l'inscription au mot *Caesar*, qui

ne se plaçait pas après le nom de l'empereur à l'époque d'Hadrien (cf. *Staatsrecht*, 2, p. 771, n. 4 = tr. fr. 5, p. 31, n. 2), et il estime que, d'après la forme des lettres, le titre peut appartenir au temps de Nerva. Les sept clauses, qui semblent y être conservées plus ou moins fragmentairement et que nous avons distinguées par des chiffres, se rapportent, la première, à la fin du bail et à la tacite reconduction, pour laquelle elle paraît poser des règles un peu différentes de celles du droit commun ; la seconde, selon M. Gatti et M. Mommsen, dont M. Scialoja trouve cependant la restitution douteuse, à la défense de sous-louer ou de céder le bail ; la 3^e et la 4^e, aux *invecta et illata* et à leur affectation à la garantie des loyers ; la 5^e, conjecture M. Gatti, à la défense d'enlever sans autorisation les ouvrages faits sur la chose louée ; la 6^e, à la quittance du loyer ; la 7^e, à l'absence de responsabilité de l'*horrearius* pour les objets qui n'auraient pas été mis formellement sous sa garde.

In horreis imp. . . . Caesaris Aug(usti) loc(abuntur) mercatoribus frumentar(iis) armaria et loca cum operis cellarar(iorum) ex hac die et ex k. Julis.

Lex horreorum.

(1). *Quisquis in annum futurum retinere volet quod conduxit armarium aliudve quid, ante idus Dec(embres) pensione soluta renuntiet. Qui non renuntiaverit, si volet retinere et cum horreario aliter pro insequente anno non transegerit, tanti habebit, quanti ejus gener(is) armarium eo anno ibi locari solebit, si modo alii locatum non erit.*

(2). *Quisquis in his horreis conductum habet, elocandi et substituendi jus non habebit.*

(3). *Invectorum in haec horrea custodia non praestabitur.*

(4). *Quae in his horreis invecta inlata erunt, pignori erunt horreario, si quis pro pensionibus satis ei non fecerit.*

(5). *Quisquis in his horreis conductum habet et sua fuer(it) venia.*

(6). *Quisquis in his horreis conduct(um) habet, pensione soluta, chirogr(apho) liberabitur(?).*

(7). *Quisquis habens conductum horreum sua ibi reliquer(it) et custodi non adsignaver(it), horrearius sine culpa erit.*

b. Avis de location de magasins privés.

Inscription de la ville de Rome conservée par une copie défectueuse dans le ms. de la bibliothèque Barberini, XXX, 92, f. 162, et éditée d'après lui, d'abord par Preller, *Regionen Roms*, 1846, p. 104, puis, par comparaison avec l'inscription qui précède, par Gatti, *Mitth. d. röm. Inst.*, 1886, p. 76, et dans Bruns, p. 329. C'est elle notamment qui révèle la coutume d'annoncer les magasins comme à louer *ex hac die et ex k. Julis*, c'est-à-dire présentement ou au prochain terme, qui, dans les usages romains, était un terme annuel fixé aux calendes de juillet (Suétone, *Tib.* 35).

In his horreis privatis Q. Tinei Sacerdotis¹ cl(arissi)m(i) v(iri) loc(antur) horrea, apothecae, compendiaria, armaria. intercolumnia et loca armaris ex hac die et ex k. Julis.

c. *Affiche d'appartements à louer.*

C. I. L., IV, 138. Bruns, p. 330. Affiche de Pompéi écrite à l'encre noire sur le pilier d'un édifice, et annonçant comme à louer à partir du jour des ides de juin, dans un immeuble de rapport, des boutiques avec arrière-boutique ou entresol, de beaux appartements au premier et un petit hôtel et priant de s'adresser pour la location à un esclave déterminé du propriétaire. V. deux autres affiches de location de Pompéi, C. I. L., IV, 807. 1136 = Bruns, pp. 330. 331.

Insula Arriana Polliana Cn. Allei Nigidi Maii locantur ex i(dibus) Julis primis tabernae cum pergulis suis et cenacula equestria² et domus. Conductor convento Primum Cn. Allei Nigidi Mai ser(vum).

d. *Requête du fermier Geminus Eutyches* (an 227 ap. J.-C.).

Inscription découverte aux environs de Rome, publiée d'abord par M. Barnabei, *Notizie degli scavi*, 1837, p. 115, puis par M. Mommsen, *Zsavst.*, 8, 1887, pp. 248-251 et par M. Scialoja, *Bull. dell'ist. di d. R.*, 1, 1888, pp. 19-29, et enfin dans la dernière édition de Bruns, p. 331. Elle contient une requête adressée par un fermier aux administrateurs d'un collège qu'il a comme bailleurs et une lettre de ces administrateurs accueillant implicitement sa demande en la transmettant aux scribes du collège avec invitation de veiller à ce qu'il n'en excède pas les termes. Le collège assez anormal dont il s'agit, le *collegium magnum arkarum divarum Faustinarum matris et Piaae*, que nous apprenons par l'inscription être dirigé par deux *quinquennales* et avoir six scribes, est sans doute, selon l'interprétation de M. Mommsen, un corps chargé d'administrer les revenus de biens affectés, à la mort de la première Faustine, par Antonin le Pieux et, à celle de la seconde, par Marc-Aurèle, à l'entretien d'un certain nombre de petites filles de la plèbe romaine (v. C. I. L., VI, 10222 et O. Hirschfeld, *Philologus*, 29, 1869, pp. 10-12). C'est d'un de ces biens dont Geminus Eutyches est le fermier *in asse*, c'est-à-dire le fermier qui garde la totalité des fruits (*assem*) et paie son fermage en argent, par opposition au colon partiaire qui n'en prend qu'une fraction (*partem*) et remet l'autre à titre de fermage au propriétaire (cf. l'expression *vendere in assem*, D., 20, 6, 9, pr.), et, en invoquant la régularité de ses paiements (*per aliquod annos in hodiernum pariator*) il demande au second *quinquennalis*, après avoir obtenu l'assentiment du premier, la permission d'ériger sur le sol qu'il cultive un monument auquel la lettre des *quinquennales* aux scribes prescrit de ne pas laisser donner des dimensions supérieures à celles indiquées dans la demande.

1. cos. 158. — 2. Zangemeister : 'equi(lia) tria' ; Mommsen antérieurement : 'et vestibula'. Mais, comme le remarque actuellement Mommsen lui-même, ce peut être là un qualificatif honorifique donné aux appartements du premier étage dont il s'agit.

4. Cum sim colonus hortorum olitoriorum, qui sunt via Ostiensi, juris collegi magni arkarum divarum Faustinarum matris et Piae, colens in asse annuis SS xxvi et quod excurrit, per aliquod annos in hodiernum pariator, deprecor tuam quoq(ue) justitiam, domine Salvi, sicut Euphrata v(ir) o(ptimus) collega tuus q(uin)q(uennalis) Faustinae matris aditus a me permis(it), consentias extruere me sub monte memoriolam per ped(es) XX in quadrato ; acturus genio vestro gratias, si memoria mea in perpetuo constabit *habitura* ¹ itum ambitum.

Dat(a) a Geminio Eutychete colono.

2. Euphrata et Salvius Chrysopedi, Pudentiano, Yacintho, Sophonio et Basilio et Hypurgo scrib(is) salutem. Exemplum libelli dati nobis a Geminio Eutychete colono litteris nostris adplicuimus ; et cum adleget aliis quoq(ue) colonis permisum, curabitis observare, ne ampliorem locum memoriae extruat, quam quod libello suo professus est.

Dat(a) VIII kal. Aug. Albino et Maximo cos.

2. LOCATIO OPERARUM (an 164 après J.-C.).

C. I. L., III, 948, x. Bruns, p. 328. Triptyque de Transylvanie dont la 1^{re} tablette subsiste seule. Contrat de louage de services dans les mines d'or de Dacie, en date de l'an 164, duquel on peut rapprocher deux actes similaires, de l'an 163 et d'une date indécise, appartenant à la même collection et rapportés *C. I. L.*, III, 948, ix et 949, xi. Bruns, pp. 328-329. Le contrat est conclu pour une année moyennant une *merces* consistant en une somme unique, mais payable *per tempora*, disent notre titre et le 3^e, *suis temporibus*, dit le second. Les *operae* devront être *sanae valentes*, et une *poena* uniforme est fixée pour l'ouvrier, au cas de rupture du contrat, et pour le *conductor*, au cas de retard dans le paiement, sauf quant au dernier une réserve peu claire exprimée par les mots : *exceptis cessatis tribus*. L'acte aggrave en outre au préjudice de l'ouvrier les règles du droit commun (*D.*, 19, 2, 38. 19, 9) en spécifiant que, si le travail est empêché par une inondation de la mine, le salaire subira une réduction proportionnelle. On remarquera la rédaction du titre au nom de l'ouvrier qui, ne sachant pas écrire, le fait d'ailleurs rédiger par un tiers. V. Karlowa, *R. R. G.*, 1, 798.

Macrino et Celso cos. XIII kal. Junias Flavius Secundinus scripsi rogatus a Memmio Asclepi, quia se litteras scire negavit, it quod dixit se locasse et locavit operas suas opere aurario Aurelio Adjutori ex hac die in idus Novembres proximas denariis septaginta liberisque. *Mercedem per tempora* accipere de-

1. Mommsen ; la pierre ; 'const habitus'.

bebit. *Suas operas sanas valentes edere debebit conductori s(u-pra) s(cripto)*. Quod si invito conductore recedere aut cessare voluerit, dare debebit in dies singulos HS V numeratos... *Quodsi fluor inpedierit, pro rata computare debebit*. Conductor si tempore peracto mercedem solvendi moram fecerit, eadem poena tenebitur exceptis cessatis tribus.

Actum Immenoso majori. Titus Beusantis, qui et Bradua. Socratio Socratonis. Memmius Asclepi.

3. LOCATIO OPERIS FACIENDI (an 649 de Rome).

C. I. L., I, 577 = X, 1781. Bruns, pp. 332-333. Table de marbre écrite sur trois colonnes trouvée à Pouzzoles et aujourd'hui conservée à Naples. Inscription de l'époque impériale reproduisant une inscription de l'an 649 de Rome relative à un marché de constructions fait par la colonie de Puteoli. Le titre détermine : les sûretés à fournir par l'adjudicataire ; la nature et la consistance des travaux (v. une restitution de l'édifice, *C. I. L.*, I, 577) ; les formes de leur réception ; le jour auquel ils devront être livrés et les termes de règlement du salaire de l'entrepreneur, payable moitié après la fourniture des sûretés et moitié après la réception des travaux. Il finit par l'indication du nom de l'adjudicataire, de la somme pour laquelle il a soumissionné, et des *praedes* fournis à la cité, en tête desquels l'adjudicataire figure en personne, sans doute, ainsi que pense Mommsen, parce que l'intervention de *praedes* libérait ici comme ailleurs le principal obligé et qu'il lui fallait par conséquent se porter lui-même *praes* pour être tenu à côté de ses cautions.

Ab colonia deducta anno XC, N. Fufidio N. f. M. Pullio duovir(eis), P. Rutilio Cn. Mallio co(n)s(ulibus), operum lex II.

Lex parieti faciendi in area, quae est ante aedem Serapi trans viam. Qui redemerit, praedes dato praediaque subsignato duumvirum arbitrato.

In area trans viam paries, qui est propter viam, in eo pariete medio ostiei lumen aperito ; latum p(edes) VI, altum p(edes) VII facito. Ex eo pariete antas duas ad mare vorsum projicito longas p(edes) II, crassas p(edem) I (quadrantem). Insuper [id] limen robustum, long(um) p(edes) VIII, latum p(edem) I (quadrantem), altum [p(edis)] d(odrantem) inponito. Insuper id et antas mutulos robustos II, crassos (bessem), altos p(edem) I projicito extra pariete in utramq(ue) partem p(edes) IV. Insuper simas pictas ferro figito. Insuper mutulos trabiculas abiegineas II, crassas quoque versus s(emissem) inponito ferroque figito. Inasserato asseribus abiegnieis, sectilibus, crasseis quoque versus (trientem) ; disponito ni plus (dodrantem). Operculaque abiegnea inponito. Ex tigno pedario facito. Antepagmenta abiegnea lata (dodrantem), crassa (semiunciam) cumatiumque

inponito ferroque plano figito, portulaque tegito tegularum ordinibus seneis quoque versus. Tegulas primores omnes in antepagmento ferro figito marginemque inponito. Eisdem fores clatratas II cum postibus aesculnieis facito statuito ocludito picatoque ita, utei ad aedem Honorus facta sunt. Eisdem maceria extrema paries qui est, eum parietem cum margine altum facito p(edes) X. Eisdem ostium, introitu in area quod nunc est, et fenestras, quae in pariete propter eam aream sunt, pariete opstruito; et parieti, qui nunc est propter viam, marginem perpetuom inponito. Eosq(ue) parietes marginesque omnes, quae lita non erunt, calce harenato lita politaque et calce uda dealbata recte facito. Quod opus structile fiet, in terra calcis restinctai partem quartam indito. Nive majorem caementa struito, quam quae caementa arda pendat p(ondo) XV, nive angularia alliorem (trientem semunciam) facito. Locumque purum pro eo opere reddito. Eidem sacella aras siguaque, quae in campo sunt, quae demonstrata erunt, ea omnia tollito deferto componito statuitoque, ubi locus demonstratus erit, duumvirum arbitrato.

Hoc opus omne facito arbitrato duovir(um) et duoviralium, qui in consilio esse solent Puteoleis, dum ni minus viginti adsient, cum ea res consulatur. Quod eorum viginti jurati probaverint, probum esto; quod ieis improbarint, improbum esto. Dies operis: k. Novembr(ibus) primeis. Dies pequn(iae): pars dimidia dabitur, ubi praedia satis subsignata erunt; altera pars dimidia solvetur opere effecto probatoque.

C. Blossius Q. f. HS clo D, idem praes. Q. Fufcius Q. f. Cn. Tetteius Q. f. C. Granius C. f. Ti. Crassicius.

§ 5. — CONTRAT DE SOCIÉTÉ (an 167 après J.-C.).

C. J. L., III, 950. Bruns, p. 334. Triptyque de Transylvanie dont la 1^{re} et la 2^e tables ont seules subsisté. Acte du 28 mars 167 constatant une société formée entre deux banquiers pour durer du 23 décembre 166 au 12 avril 167. L'acte s'explique sur la répartition des profits et des pertes qui seront divisés par parts égales, sur le montant et la réalisation des apports, dont l'un consiste en fruits et en argent, sur la peine égale à un multiple du préjudice causé encourue par l'associé convaincu de dol, et de nouveau sur le partage à faire, à l'expiration du terme, des bénéfices qui pourront exister après le paiement des dettes et le prélèvement des apports. Puis il termine en rapportant que l'observation de ces diverses clauses a été promise par contrat verbal par l'une des parties à l'autre et qu'il a été dressé de l'opération deux titres, dont le second, qui nous manque, constatait, selon toute vraisemblance, une stipulation inverse faite entre les mêmes parties.

Inter Cassium Frontinum et Julium Alexandrum societas danistariae ¹ ex X kal. Januarias, q(uae) p(roximae) f(uerunt) Pudente et Polione cos., in pridie idus Apriles proximas venturas ita convenit, ut quidquid in ea societati ab re natum ² fuerit lucrum damnumve acciderit, aequis portionibus suscipere debebunt. In qua societate intulit Julius Alexander numeratos sive in fructo denarios quingentos, et Secundus Cassi Palumbi servus actor intulit denarios ducentos sexaginta septem pr... tin II sum Alburno... debebit. In qua societate si quis dolo malo fraudem fecisseprehensus fuerit, in asse uno denarium unum... denarium unum denarios XX... alio inferre debebit, et tempore peracto deducto aere alieno sive summam s(upra) s(criptam) sibi recipere sive, si quod super fuerit, dividere debebunt (?). Id d(ari) f(ieri) p(raestari)que stipulatus est Cassius Frontinus, sponpondit Jul(ius) Alexander. De qua re dua paria tabularum signatae sunt. Item debentur Lossae denarii L, quos a socis s(upra) s(criptis) accipere debebit.

Act(um) Deusare V kal. April. Vero III et Quadrato cos.

§ 6. — CONTRATS RÉELS.

Nous ne possédons aucun titre relatif aux contrats réels nommés de commodat et de gage, ni aux contrats réels innommés. Les titres relatifs à la fiducie ont déjà été rapportés pp. 737-740. Pour le mutuum, on ne peut citer, à côté des stipulations rapportées pp. 756-757, qu'un fragment en langue grecque faisant partie de la collection des triptyques de Transylvanie, que nous donnons ici avec la traduction de Brunset dans lequel on remarquera notamment la *poena* spécifiée pour le cas de retard, à côté des intérêts légaux, en matière de dette d'argent. Le second titre que nous reproduisons et qui appartient à la même collection constate le versement d'une somme d'argent que le mot *commendare* expliqué par Papinien, *D.*, 16, 3, 24, *pr.*, prouve être fait à titre de dépôt, probablement de dépôt irrégulier.

1. MUTUUM.

C. I. L., III, 933. Bruns, p. 312, où le texte est maintenant présenté comme un exemple de *pecunia constituta*. Table 3^e d'un triptyque dont les deux premières sont perdues. Les lettres restituées sont entre crochets.

.... και τῶν λοιπῶν κ' ἡν δηνάρια κγ' κ[αί] τούτων
 ἑκατοστῆ[ν τίσει]ν ἀπὸ τῆς προγεγραμμένης ἡμέρας εἰς [τὴν δ'] κ. Ὁκ-

1. De δανειστής, *argentarius*. — 2. Mots déchiffrés par O. Hirschfeld ; jusqu'à présent en lisait *arreatum*, mot inconnu qu'on supposait pouvoir signifier prêté sur gage, *arra* se prenant parfois dans le sens de *pignus*.

[τω]βρίας· εἰν δὲ μὴ ἀποδῶ σ[οι εἰς] τὴν ἡμέραν ὀρισμένη[ν], ἀποδώσω ὧ[ς] παρὶν ἑτι δηνάρια κε'. Ἐγένετο εἰς [Ἄλ]β[ουρ]νον μεγάλην¹.

2. DÉPÔT IRRÉGULIER (an 167 après J.-C.).

C. I. L., III, 949, XII. Bruns, p. 313. Triptyque dont la table 1^{re} a seule subsisté.

Verò III Quadrato cons. IIII kal. Junias denarios quinquaginta L commendatos Lupus Carentis dixit se accepisse et accepit a Julio Alexandro, quos ei reddere debet sine ulla contraversia.

Actum Alburno majori...

§ 7. — PROMESSES A DES PERSONNES INCERTAINES.

Inscriptions promettant une récompense au porteur d'une chose perdue ou volée. On peut rapprocher des deux exemples reproduits ici un papyrus grec égyptien de l'an 146 avant J.-C. publié par Letronne en 1833, et des textes littéraires assez nombreux (Pétrone, *Sat.*, 97 ; Appulée, *Metam.*, 6, 8 ; Julius Victor, *Ars rhet.*, 4, 4 ; Chirius Fortunatianus, *Ars rhet.*, 1, 18). Cf. Bruns, pp. 320-321 et Kuno Tzschirner, *De indole ac natura promissionis popularis 'Auslobung' quam vocant*, Berlin, 1869.

1. C. I. L., IV, 64 et *add.*, p. 191. Bruns, p. 320. Inscription peinte sur une muraille de Pompéi.

Urna aenia pereit de taberna. Sei quis rettulerit, dabuntur HS ± XV ; sei furem dabit, unde *rem servare possim*, HS XX...

2. Orelli, 4319. Bruns, p. 320. Lame de bronze quadrangulaire de 5 centimètres et demi munie d'un anneau qui permet de l'attacher au cou d'un esclave. D'autres inscriptions assez nombreuses gravées sur des colliers ou plus souvent encore sur des médaillons attachés aux colliers (*bullae*) se contentent d'indiquer le propriétaire de l'esclave et prient de lui ramener le fugitif, sans fixer le montant de la récompense. V. sur ces monuments, dont aucun ne paraît antérieur à Constantin et dont l'usage se rattache peut-être à la constitution C. Th., 9, 40, 2 = C., 9, 47, 17, la dissertation de M. Raff. Ricci, *Bull. dell'ist. di D. R.*, 5, 1892, pp. 11-21 et les auteurs cités.

Fugi ; tene me ; cum revocaveris me d(omino) m(eo) Zonino, accipis solidum.

1. (... reliquorum XX... denarios XXIII et horum centesimam me solutum ex die supra scripta in diem IV k. Oct. ; si vero tibi non reddidero in diem constitutam, reddam pro accessione amplius denarios XXV. Act. Alb. maj.).

CHAPITRE V

EXTINCTION DES OBLIGATIONS.

Jusqu'aux dernières années, on ne pouvait relever, comme documents épigraphiques se rapportant à l'extinction des obligations, que les mentions incidentes de paiements faites dans d'autres actes plus complexes (v. notamment les actes de ventes cités pp. 759-761). Nous avons aujourd'hui une collection complète de titres principaux d'extinction : les tablettes trouvées à Pompéi en 1875 dans la maison de Jucundus. — On doit en outre citer, comme titres fort importants du même ordre, les trois quittances latines sur papyrus en cursive minuscule, de l'actuarius Sergius, en date de l'an 308 (la date de 385 indiquée pour l'une est une faute d'impression), découvertes dans le Fayoum et faisant actuellement partie de la collection de l'archiduc Renier, qui ont déjà été signalées depuis plusieurs années (Karabacek, *Oesterr. Monatsschrift für den Orient*, 1884, p. 280, 1866, p. 188; Bresslau, *Handbuch der Urkundenlehre*, 1, 1889, pp. 906, n. 3 et 882, n. 4), mais qui n'ont pas encore été publiées. V. aussi sur des quittances comprises dans la collection des papyrus gréco-égyptiens de Berlin, Dareste, *N. R. hist.*, 1894, p. 692.

QUITTANCES DE POMPÉI (ans 15-62 après J.-C.).

Tablettes enduites de cire, en forme de diptyques ou de triptyques trouvées, réunies dans une caisse, en juillet 1875, à Pompéi, dans la maison de L. Caecilius Jucundus et depuis étudiées par de nombreux auteurs (v. notamment G. de Petra, *Le tavolette cerate di Pompei*, Roma, 1876; Mommsen, *Hermes*, 12, 1877, pp. 88-141 et *Giornale degli scavi di Pompei*, 1879, pp. 70-115; Caillemer, *N. R. hist.*, 1877, pp. 397-410; Karlowa, *Zeitschrift de Grünhut*, 4, 1877, pp. 502-508 et *R. R. G.*, 1, pp. 798-805; Bruns, *Z. R. G.*, 13, 1868, pp. 362-369 = *Kl. Schr.*, 2, pp. 319-325; Brunner, *Zur Gesch. d. Urkunde*, pp. 44-47; Erman, *Zur Gesch. der römischen Quittungen und Solutionsakte*, Berlin, 1883; Hruza, *Zeitschrift de Grünhut*, 12, 1885, pp. 250-262; cf. Krueger, *Sources*, pp. 319-322 et Girard, *R. int. de Pens.*, 1889, 2, pp. 243-249). Parmi ces titres, qui sauf un détail dans la fermeture de l'exemplaire extérieur, sont disposés selon le type décrit p. 755, toutes les quittances qu'on a pu déchiffrer — il y en a 152 plus ou moins lisibles, — se rapportent à des paiements faits par L. Caecilius Jucundus, — ou, dans la plus ancienne, par L. Caecilius Felix, probablement son prédécesseur et son père, — soit du montant de ventes aux enchères faites par lui pour le compte de particuliers, soit d'arrérages de locations conclues par lui avec la colonie de Pompéi. — Les quittances de prix de vente, parmi lesquelles deux appartiennent aux années 15 et 27 après J.-C. et les autres aux années 53-62, présentent, sous le rapport de la rédaction, une dualité très frappante. Les unes rapportent que le créancier *habere se dixit*; dans les autres, c'est le créancier qui écrit avoir reçu : *Scripti me accepisse*, ou c'est un tiers qui écrit sur son ordre qu'il a reçu : *Scripti rogatu* (ou ro-

gatu et mandatu). . . *eum accepisse*. En outre, tandis qu'à partir de l'entrée en exercice de Jucundus, tous les actes de la 1^{re} catégorie sont écrits de la même main, qui est sans doute la sienne, l'écriture change à chaque fois pour ceux de la seconde, écrits dans chaque cas particulier par le créancier ou son mandataire. Ensuite, tandis que les premiers indiquent tous au moins sept témoins, les seconds n'en ont pas plus de trois, parfois deux, parfois un seul. Enfin on peut noter que la 1^{re} rédaction se présente seule dans l'acte de Caecilius Felix de l'an 15, dans celui de Jucundus de l'an 27 et postérieurement encore, et que la seconde apparaît pour la première fois en l'an 54, à partir duquel elle se rencontre tantôt exclusivement, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des tablettes, tantôt juxtaposée extérieurement à l'ancienne encore maintenue à l'intérieur de ces tablettes. La seconde forme, depuis longtemps pratiquée en Grèce et plus tard signalée par les jurisconsultes romains, dans laquelle le titre émane de celui-là même à qui il doit être opposé, présente, au point de vue probatoire, une supériorité visible sur la première, qui ne fournit guère qu'un tableau des témoins à faire entendre, et il paraît vraisemblable d'attribuer à cette supériorité la réforme d'ordre intérieur qui aura fait Jucundus, au cours de son exercice, adopter, dans ce pays particulièrement ouvert aux influences helléniques, le type du *chirographum* inconnu de son père en l'an 15, inconnu de lui-même au commencement de sa carrière et généralisé dans l'empire à une époque sensiblement postérieure ; cf. cependant Krueger, pp. 320-321. La diversité de formules aurait, au point de vue du fonds, une importance encore plus grande si l'on admettait avec une opinion émise par M. Mommsen et adoptée par MM. Caillemer et Karlowa, mais vigoureusement combattue par M. Bruns, que les titres de la 1^{re} espèce constateraient non pas des paiements, mais des actes formels d'acceptation verbale. — Les quittances délivrées à Jucundus pour les arrrages payés par lui à la colonie se placent toutes entre les années 53 et 60. Ce sont des reçus émanant d'esclaves publics et écrits de leur main dans la 2^e forme indiquée plus haut, tant pour l'écriture intérieure que pour l'écriture extérieure, quoique d'ailleurs la rédaction inscrite dans la partie ouverte des tablettes soit souvent un simple abrégé de l'acte contenu *in extenso* dans leur partie close. — L'édition la plus complète de ces titres a été publiée par M. Mommsen dans le *Giornale degli Scavi* ; mais il a donné des plus importants un texte révisé dans Bruns, pp. 314-320. Nous nous bornons à reproduire ici, d'après cette dernière version, des modèles de chacun des principaux types représentés dans la collection. Les nos 1 et 2 présentent la 1^{re} rédaction ; les nos 3, 4, 5, la 2^e avec le reçu écrit soit par la personne libre à qui a été fait le paiement, soit par l'esclave à qui il a été fait, soit enfin par un tiers sur l'ordre de cette personne ; le no 6, la réunion de toutes deux ; les nos 7 et 8, des exemples de quittances de sommes payées à la cité.

1. DIPTYQUE DE L'AN 15 APRÈS J.-C.

De Petra, p. 1. Bruns, p. 315. Rédaction intérieure ; l'extérieur ne porte pas trace d'écriture ni de cachets.

HS. n. DXX ob mulum venditum M. Pomponio M. (i-
bertio) Niconi, quam pecuniam in stipulatum L. Caecili Felicis
redegisse dicitur M. Cerrinius Euprates, eam pecuniam om-

nem, quae supra scripta est, numeratam dixit se accepisse M. Cerrinius M. l. Euphrates ab Philadelpho Caecili Felicis ser(vo). — Actum Pompeis V k. Junias Druso Caesare C. Norbano Flacco cos.

2. TRIPTYQUE DE L'AN 54.

De Petra, p. 3. Bruns, p. 315. Extérieur ; intérieur effacé ; 8 cachets.

HS. n. ∞C∞ LXXXV, quae pecuniae in stipulatu venit L. Caeci(li) Jucundi ob auctionem buxiaria(m) C. Juli Onesimi in idus Julias primas, mercede minus, numeratos accepisse dixit C. Julius Onesimus ab M. Fabio Agathino nomine L. Caecili Jucundi. — Actum Pompeis VI idus Maias M'. Acilio Aviola M. Asinio Marcello cos.

3. TRIPTYQUE DE L'AN 54.

De Petra, p. 112. Bruns, p. 317. Rédaction intérieure ; extérieur perdu ; 4 cachets dont 2 du rédacteur de l'acte.

Rubrique en marge de la 2^e table : *Chirograpum*.

M'. Acilio Aviola M. Asinio cos. IIII k. Junias Salvius heredum N. Nasenni Nigidi Vacculae servos scripsi me accepisse ab L. Caecilio Jucundo sestertia nummum tria milia quinquaginta nove nummos ob auctione mea, quem (?) in stipulatu ejus redegī, quae minus ante (?) quemadmodum volui, ab eo accepi in hanc diem. — Actum Pompeis.

4. TRIPTYQUE DE L'AN 56.

De Petra, pp. 20. 21. Bruns, p. 316. Tablettes intérieures et extérieures. Quatre cachets, tous du rédacteur de l'acte.

Rubrique en marge de la 2^e table : *Perscriptio M. Alleio Carpo*.

Q. Volusio Saturnino P. Cornelio Scipione cos. VIII k. Julias M. Alleius Carpus scripsi me accepisse ab L. Caecilio Jucundo HS mille trecentos octoginta sexs nummos e mensa venaliciaria (?).

Q. Volusio Saturnino P. Cornelio cos. VIII k. Jul. M. Alleius Carpus scripsi me accepisse ab L. Caecilio Jucundo HS ∞ CCCXXCVI ob auctione me(a) sup stipulatu ejus. — Actum Pomp.

5. TRIPTYQUE DE L'AN 55.

De Petra, p. 27. Bruns, p. 317. Même rédaction répétée sur les tablettes intérieures et extérieures.

Rubrique en marge de la 2^e table : *Perscriptio Trophimo.*

L. Duvio Avito P. Clodio cos. IIII idus Decembr. M. Helvius Catullus scripsi rogatu Umbriciae Antiochidis eam accepisse ab L. Caecilio jucundo HS \bar{v} CCLII nummos ob auctionem Trophimi servi ejus, mercede minus, *persolutos* (?). Act. Pompeis.

6. TRIPTYQUE DE L'AN 57.

De Petra, p. 84. Bruns, p. 318. Triptyque complet. 8 cachets parmi lesquels celui du rédacteur de l'acte.

Intérieur :

HS n. $\text{I}\infty \infty \infty \text{DLXII}$, quae pecunia in stipulatum L. Caecili Jucundi venit ob auctionem Tulliae Lampuridis, mercede minus, persoluta habere se dixit Tullia Lampyris ab L. Caecili(o) Jucundo. — Act. Pomp. X k. Januar. Nerone Caesare II L. Caesio Marti(ale) cos.

Extérieur :

Nerone Caesare II L. Caesio Martia(le) cos. X k. Januarias Sex. Pompeius Axiochus scripsi rogatu Tulliae Lampyridis eam accepisse ab L. Caec. Juc. sestertia n. octo milia quingenti sexages dupundius ob auctionem ejus ex interrogatione facta tabellarum signatarum.

7. DIPTYQUE DE L'AN 53.

De Petra, p. 125. Bruns, p. 320. Cf. Mommsen, *Hermes*, 12, 123. 5 cachets, dont un détruit.

Intérieur :

Q. Coelio Caltilio Justo L. Helvio Blaesio Proculo Hvir. j. d. pr. idus Martias Secundus *colonorum* coloniae Veneriae Corneliae servos accepi a Terentio Primo HS DCCLXXVI reliquos ob avitum et patritum fundi Audiani nomine Stali Inventi jussu Caltili Justi et Helvi Proculi. — Act. Pompeis D. Junio Torquato Silano Q. Haterio Antonino cos.

Extérieur :

Q. Coelio *etc.* c. c. V. C. ser. scripsi me accepisse ab P. Ter. Primo HS DCCLXXVI reliquos ob avitum fundi Audiani et accepi ante hanc diem HS \bar{v} CCXXIII. Act. *etc.*

8 TRIPTYQUE DE L'AN 59.

De Petra, p. 119, Bruns, p. 319. 5 cachets dont 2 de Privatus.

Intérieur :

Cn. Pompeio Grospho, Grospho Pompeio Gaviano Iivir. jur. dic. VI idus Julias Privatus colonorum coloniae Veneriae Corneliae Pompeianorum ser(vus) scripsi me accepisse ab L. Caecilio Jucundo sestertios mille sescentos quinquaginta nummos numm. I libellas quinque ex reliquis ob fullonicam anni L. Verani Hupsaei et Albuci Justi d. v. j. d. solut(os). — Act. Pom. M. Ostorio Scapula T. Sextio Africano cos.

Extérieur :

Duobus Grosphis d. j. d. VI idus Juli. chirograpum Privati c. c. V. C. s. HS ∞ DCLIS ob fullonic(am) anni terti T. Sextio M. Ostor. c.

Rubrique :

Chirographum Privati c. c. V. C. s. HS DCLIS ob fullonica anni terti duobus Grosphis d. v. j. d. M. Ostorio T. Sextio cos. VI idus Julias.

CHAPITRE VI

STATUTS D'ASSOCIATIONS.

Nous reproduisons ci-dessous, comme spécimens principaux des inscriptions relatives aux associations romaines, une petite inscription d'un collège de musiciens religieux, le *collegium symphonicorum qui sacris publicis praestu sunt* ; une inscription de Lanuvium contenant les statuts du collège funéraire des adorateurs de Diane et d'Autinoüs, et une inscription récemment découverte à Rome donnant un fragment des statuts de la corporation du meuble de luxe, des *eborarii citrariique*. — On trouvera dans Bruns, pp. 345-358, d'autres inscriptions se rapportant aux mêmes matières qui sont : une résolution prise en l'an 153 par une association funéraire de Rome, le *collegium Aesculapi et Hygiae* ; l'acte de dissolution d'un autre collège funéraire contenu dans l'un des triptyques de Transylvanie ; les statuts très mutilés d'un *collegium aquae*, c'est-à-dire probablement d'un collège de foulons ; ceux d'un collège de militaires formé à Lambèse en Numidie ; une inscription du temps de Domitien d'un *collegium Silvani* ; deux titres de libéralités avec charges adressés aux Augustales d'Ostie. Cf. en outre, Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 813-816 et les dissertations générales de Mommsen, *De collegiis et sodaliciis Romanorum*, 1843, et W. Liebenam, *Zur Geschichte und Organisation des römischen Vereinswesens*, 1890, dont la seconde se termine par un appendice contenant 84 inscriptions relatives aux associations.

1. INSCRIPTION DU COLLÈGE DES SYMPHONIACI.

C. I. L., VI, 4416. Bruns, p. 345. Inscription découverte aux environs de Rome en 1847 dans un columbarium contenant quatre cents titres tous antérieurs à Domitien et commentée notamment par Mommsen, *Z. G. R.*, 15, 1848, pp. 353 et ss. Elle est dédiée au collège des *symphoniaci*, qui, d'après Mommsen, p. 354, se confondrait avec l'antique collège des *tibicines*, que d'autres croient un collège distinct (v. A. Pernice, *Labeo*, 1, 1873, p. 900, n. 38 ; Liebenam, p. 81) et que l'on voit là avoir été, sur la proposition d'Auguste, autorisé par le Sénat en vertu d'une loi Julia. C'est un des textes qui montrent le mieux le régime de l'époque impériale, selon lequel les associations avaient besoin, non pas seulement pour avoir la personnalité morale, mais pour exister, croyons-nous (en ce sens, Pernice, *Labeo*, 1, p. 303 ; en sens contraire, Liebenam, p. 226 et ss.), d'une autorisation du sénat dont il y a beaucoup d'autres mentions (Bruns, p. 345, n. 2 et l'énumération plus complète de Liebenam, pp. 229, 230). C'est surtout par lui que ce système nous est révélé comme venant d'une loi Julia attribuée par les uns à César et par les autres à Auguste (cf. Suétone, *Caes.*, 42. *Oct.*, 34).

Dis manibus. Collegio symphonicorum, qui sacris publicis praestu sunt, quibus senatus (coire) (convocari) (ogi) permisit e lege Julia ex auctoritate Aug(usti) ludorum causa.

2. STATUTS DU COLLÈGE FUNÉRAIRE DE LANUVIUM (an 133 après J.-C.).

C. I. L., XIV, 2112. Bruns, pp. 345-348. Table de marbre découverte à Civita Lavigna, sur l'emplacement de Lanuvium, en l'an 1816 et contenant sur deux colonnes une inscription publiée notamment par Mommsen, d'abord à la fin de sa dissertation *De collegiis*, puis, après un examen personnel de la pierre, *Z. G. R.*, 15, 1848, pp. 357 et ss. L'inscription rédigée en 136 donne, après un chapitre d'un sénatus-consulte qui semble avoir autorisé d'une façon générale les associations funéraires, les statuts du collège funéraire formé en l'an 133, à Lanuvium, sous le nom de *collegium cultorum Dianae et Antinoi*. Cf., pour son analyse Mommsen, *De collegiis*, pp. 98-116 ; Boissier, *Religion romaine d'Auguste aux Antonins*, 2, 1874, 308-310, et en particulier sur le sénatus-consulte rendu avant Hadrien pour accorder par avance aux collèges funéraires l'autorisation requise par la loi Julia, T. Schiess, *Die römischen collegia funeraticia*, Zürich, 1888.

L. Ceionio Commodo, Sex. Vetuleno Civica Pompeiano cos.¹ a(n)te d(iem) V idus Jun(ias).

Lanuvii in templo Antinoi, in quo L. Caesennius Rufus, patronus municipi, conventum haberi iusserat per L. Pompeium . . . um, q(uin)q(uennalem) cultorum Dianae et Antinoi, pollicitus est se conlaturum eis ex liberalitate sua HS XVI³ m(ilium) n(ummum) usum, die natalis Dianae, idib. Aug., HS CCCC n. et die natalis Antinoi V k. Dec., HS CCCC n., et praecepit legem ab ipsis constitutam sub tetrastylo Antinoi parte interiori prescribi in verba infra scripta.

M. Antonio Hiberno, P. Mummio Sisenna cos.³ kal. Jan. collegium salutare Dianae . . . et Antinoi constitutum, *L. Caesennio L. f. Quir(ina) Rufo dict(atore) III idemq(ue) patr(ono).*

Kaput ex SC. p(opuli) R(omani).

Quibus coire convenire collegiumq(ue) habere liceat. Qui stipem menstruam conferre volent in funera, in it collegium coeant, neq(ue) sub specie ejus collegi nisi semel in mense coeant conferendi causa, unde defuncti sepeliantur.

Quod faustum felix salutareq(ue) sit imp. Caesari Trajano Hadriano Aug., totiusque domus Aug(ustae), nobis nostris collegioq(ue) nostro ; et bene adque industrie contraxerimus, ut exitus defunctorum honeste prosequamur, itaq(ue) bene conferendo universi consentire debemus, ut longo tempore inveterescere possimus.

Tu, qui novos in hoc collegio intrare voles, prius legem

1. Cos. 136. — 2. Correction de Eck approuvée par Mommsen ; le marbre : XV. — 3. Coss. 133.

perlege et sic intra, ne postmodum queraris aut heredi tuo controversiam relinquis.

Lexs collegi.

Placuit universis, ut, quisquis in hoc collegium intrare voluerit, dabit kapitulari nomine HS C n. et vini boni amphoram, item in menses sing(ulos) a(sses) V.

Item placuit, ut quisquis mensib(us) continuis sex (?) non pariaverit et ei humanitus acciderit, ejus ratio funeris non habebitur, etiamsi testamentum habuerit.

Item placuit: quisquis ex hoc corpore n(ostro) pariatu decesserit, eum sequentur ex arca HS CCC n(ummi), ex qua summa decedent exequiari nomine HS L n., qui ad rogus dividuntur; exequiae autem pedibus fungentur.

Item placuit: quisquis a municipio ultra milliar(ium) XX decesserit et nuntiatum fuerit, eo exire debent electi ex corpore n(ostro) homines tres, qui funeris ejus curam agant, et rationem populo reddere debebunt sine dolo malo; et si quit in eis fraudis causa inventum fuerit, eis multa esto quadruplum. Quibus *funeraticium* ejus dabitur, hoc amplius viatici nomine ultro citro sing(ulis) HS XX n.. Quodsi longius a municipio supra mill(iarium) XX decesserit et nuntiari non potuerit, tum is qui eum funeraverit testator *rem tabulis* signatis sigillis civium Romanor(um) VII, et probata causa funeraticium ejus, *satisdato amplius* neminem petiturum, deductis commodis et exequiario, e lege collegi dari *sibi petitio a collegio*; dolus malus abesto. Neque patrono neque patronae neque domino neque dominae neque creditori ex hoc collegio ulla petitio esto, nisi si quis testamento heres nominatus erit. Si quis intestatus decesserit, is arbitrio quinq(uennalis) et populi funerabitur.

Item placuit: quisquis ex hoc collegio servus defunctus fuerit, et corpus ejus a domino dominave iniquitate sepulturae datum non fuerit, neque tabellas fecerit, ei funus imaginarium fiet.

Item placuit: quisquis ex quacumque causa mortem sibi adsciverit, ejus ratio funeris non habebitur.

Item placuit, ut quisquis servus ex hoc collegio liber factus fuerit, is dare debet vini boni amphoram.

Item placuit: quisquis magister suo anno erit ex ordine albi ad cenam faciendam et non observaverit neque fecerit: is arcae inferet HS XXX n.; insequens ejus dare debet, et is ejus loco restituere debet.

Ordo cenarum: VIII id. Mar. natali Caesenni... patris; V. kal. Dec. nat. Antinoi; idib. Aug. natali Dianae et collegi;

XIII k. Sept. nat. *Caesenni* Silvani fratris ; pr. *nonas...* natali Corneliae Proculae matris ; XIX k. Jan. natal. *Caesenni* Rufi, patr(oni) municipi.

Magistri cenarum ex ordine albi facti quoquo ordine homines quaterni ponere debent vini boni amphoras singulas et panes a(ssium) II, qui numerus collegi fuerit, et sardas numero quattuor, strationem, caldam cum ministerio.

Item placuit, ut quisquis quinquennalis in hoc collegio factus fuerit, is a sigillis ejus temporis, quo quinquennalis erit, immunis esse debeat ; et ei ex omnibus divisionibus partes duplas dari ; item scribae et viatori a sigillis vacantibus partes ex omni divisione sesquiplas dari placuit.

Item placuit, ut quisquis quinquennalitatem gesserit integre, ei ob honorem partes sesquiplas ex omni re dari, ut et reliqui recte faciendo idem sperent.

Item placuit : si quis quid queri aut referre volet, in conventu referat, ut quieti et hilares diebus sollemnibus epulemur.

Item placuit, ut quisquis seditionis causa de loco in alium locum transierit, ei multa esto HS IIII n. Si quis autem in obprobrium alter alterius dixerit aut tumultuatus fuerit, ei multa esto HS XII n. Si quis quinquennali inter epulas obprobrium aut quit contumeliose dixerit, ei multa esto HS XX n.

Item placuit, ut quinquennalis sui cujusque temporis diebus sollemnibus ture et vino supplicet et ceteris officiis albus fungatur, et diebus natalibus Dianae et Antinoi oleum collegio in balinio publico ponat, antequam epulentur.

3. STATUTS DE LA CORPORATION DES NEGOTIATOIRES EBORARII AUT CITRARI (ans 117-138 ap. J.-C.).

Table de marbre découverte en 1887 à Rome au Trastévère, dont la partie gauche manque et qui, tant d'après son en-tête que d'après les dispositions qui ouvrent son contexte, devait à l'origine être précédée d'une autre table. Elle porte une inscription du temps d'Hadrien publiée d'abord par M. Borsari, *Bull. arch. comm.*, 1887, p. 3 et ss. puis revisée à plusieurs reprises, notamment par M. Huelsen, sur les corrections duquel s'appuie principalement le texte qui en a été donné à deux reprises, *Zsavst.* 11, 1890, 72-73. 12, 1891, 138-139, par M. Gradenwitz et en dernier lieu, avec d'autres corrections de MM. Mommsen et Hirschfeld, dans Bruns, pp. 356-357. Ce n'est qu'après de multiples incertitudes de déchiffrement qu'on est parvenu à en établir la lecture aujourd'hui certaine, selon laquelle elle contient une partie des statuts de la corporation des ouvriers en ivoire et des fabricants de tables de citronnier, réunis en un seul groupe comme se livrant les uns et les autres à la fabrication commune des meubles de luxe. La disposition la plus curieuse et la plus nouvelle est celle qui défend, à

peine d'exclusion de la corporation, aux chefs de celle-ci d'y admettre des membres étrangers à la profession. V. surtout pour son commentaire les deux articles de Gradenwitz, *Zsavst.*, 11, 1890, pp. 72-83 et *Zsavst.*, 12, 1891, pp. 138-145.

..... *Julius Aelianus jus scholae tetrastyli... Aug. quo conveniretur a negotiantibus..... eboraris dedit.*

Item placere, ut si alius quam negotiator eborarius aut citriarius per fraudem curatorum in hoc collegium adlectus esset, uti curatores ejus causa ex albo raderentur ab ordine. Dehebunt utique curatores de eo quem adlecturi fuerint, ad quinq(uennalem) referre.

Placere item uti k(alendis) Jan(uariis) strenuam (denarii quinque) ex arca n(ostra) a curatoribus n(umero quattuor) sui cujusq(ue) anni et mustacium et palma et carica et pir..... osch... Item VIII. kal. Febr. natali Hadriani Aug(usti) sportulae darentur (denarii quinque), et a curatorib(us) praestari plac(uit) vini sextarios singulos caldam passive iis, qui ad tetrastylum epulati fuerint. Item.... natali Juli Aeliani sportulae ex arca darentur denarii tres et a cur(atoribus)..... passive praestari placuit iis qui ad tetrastylum epulati fuerint. Item natali Juli Flacci filii sportulae ex arc(a) darentur (denarii tres) et a curatorib(us)..... passive praestari placuit iis qui ad tetrastylum epulati fuerint. Item. . . . sport(ulae) ex arc(a) darentur..... et cald(a) passive iis qui ad tetrastylum epulati fuerint. Item placere ut cena recta III Idus Aug. die imperi Hadriani Aug..... sport(ulae) darentur a curat(oribus) n(umero quattuor) sui cujusq(ue) anni. Item placere..... omnibus annis divideretur. Item curatores quaterni omnibus annis fierent ex albo per ordinem. Item placere..... t sui anni commoda cuncta acciperent.

Singulis annis k..... quod super esset in arca corporis, curatores dividerent aequis portionibus aut si quid tardius inferrent centesim(is) datis a curatorib(us) sing(ulis) mensibus..... Item placere uti adlecti omne eod(em) anno praestarent et pariter sumptus ab utrisq(ue) erogentur..... Item placere uti quisquis adlectus esset, inferret arcae (denarios).....

CHAPITRE VII

TABLES D'HOSPITALITÉ ET DE PATRONAT.

Titres constatant des conventions d'hospitalité et de patronat conclues entre des cités ou entre des cités et des particuliers. Nous ne possédons pas de titre romain constatant une convention d'hospitalité contractée sur un pied d'égalité et de réciprocité parfaites entre deux particuliers appartenant à des cités différentes comme font les tessères d'hospitalité échangées entre les deux parties dont nous avons des modèles grecs (*C. I. Gr.*, 5496-6778 et les renvois) et dont l'usage est également attesté par des textes latins (v. notamment Plaute, *Poen.*, 5, 1, 25. 5, 2, 87-89). Les titres assez nombreux qui nous sont parvenus se rapportent en général à des conventions conclues entre des villes et des citoyens romains, dans lesquelles les idées primitivement incompatibles d'hospitalité et de patronat se trouvent mélangées en une institution hybride. Dans l'un des exemples, la convention est encore mentionnée sur un objet de nature à être porté par l'hôte avec lui. Dans tous les autres, elle est constatée sur une plaque de bronze destinée à être fixée sur un mur, conformément à l'usage de dresser de ces actes deux originaux qui étaient affichés dans des immeubles appartenant aux deux parties : celui des particuliers dans leur maison, celui des villes dans quelque édifice public. V. des observations sur les formules diverses de rédaction des titres et une énumération des principaux dans Cagnat, *Cours d'épigraphie latine*, 2^e éd., 1889, p. 220. V. en outre, sur l'hospitalité, Mommsen, *Römische Forschungen*, 1, 1864, pp. 319-354 (abrégé *Hist. rom.*, tr. Alexandre, 4, pp. 397-409) et Rudolf von Ihering, *Die Gastfreundschaft im Alterthum*, *Deutsche Rundschau*, 1887, pp. 357-397.

1. TESSÈRE D'HOSPITALITÉ ET DE PATRONAT (an de R. 532-566).

C. I. L., I, 532 = X, 6231. Tessère en forme de poisson destinée à être portée par le bénéficiaire, constatant une convention conclue entre les Fundani et un certain Ti. Claudius (?), sous le consulat d'un M. Claudius M. f., qui, d'après la langue et les caractères, doit être un de ceux qui furent consuls de 532 à 602, et qui doit même l'avoir été entre 532 et 566, si l'on remarque avec M. Mommsen, *Droit public*, 6, 2, 198, n. 4, que la convention doit être antérieure à la transformation de Fundi en cité de citoyens complets opérée en 566.

Conscriptes cose t. fa... praefecti et praefectura tota Fundi hospitium fecere quom Ti. Claudio (?)... in ejus fidem omnes nos tradimus et covenimus optamus eum patronum. M. Claudio M. f... cos.

2. TABLE D'HOSPITALITÉ ET DE PATRONAT (an 742 de Rome).

C. I. L., VIII, 68. Bruns, p. 343, n° 1. Table de bronze constatant une convention d'hospitalité et de patronat conclue en l'an 742 de Rome entre la ville de Gorza près d'Utique et Domitius Ahenobarbus, aïeul de l'empereur Néron.

P. Sulpicio Quirinio C. Valgio cos. senatus populusque civitatum stipendiariorum pago Gurzenses hospitium fecerunt quom L. Domitio Cn. f. L. n. Ahenobarbo procos., eumque et posteros ejus sibi posterisque suis patronum cooptaverunt, isque eos posterosque eorum in fidem clientelamque suam recepit.

Faciendum coeraverunt: Ammicar Milchatonis f., Cynasy-n(ensis); Boncar Azzrubalis f., Aethogursensis; Muthunbal, Saphonis f., Gui. Nas. Uzitensis.

3. TABLE D'HOSPITALITÉ ET DE PATRONAT (an 55 ap. J.-C.).

C. I. L., VIII, 8837. Table de bronze constatant une convention d'hospitalité et de patronat conclue en l'an 55 après J.-C. entre un légat propréteur et une colonie africaine. On remarquera, à la première phrase, la différence de construction qui sépare ce titre et ceux du même type des deux titres rapportés précédemment.

Nerone Claudio Caesare Aug. Germanico L. Antistio Vetere cos. k. Augustis, Q. Julius, Q. f., qui Secundus, legatus pro praetore hospitium fecit cum decurionibus et colonis colonia Julia Aug. legionis VII Tupusucti sibi liberis posterisque suis eosque patrocínio suo tuendos recepit. Agentibus legatis Q. Caecilio Q. f., Palatina, Firmano; M. Pomponio M. f., Quir(in)a, Vindice.

4. TABLE D'HOSPITALITÉ ET DE PATRONAT (ans 27 et 155 après J.-C.).

C. I. L., II, 2633. Bruns, p. 344. Titre dans lequel deux *gentilitates* de la *gens* des Zoelae (l'une des vingt-deux peuplades des Astures: Pline, *H. n.*, 3, 3, 28) renouvellent collectivement et individuellement leurs anciens rapports d'hospitalité, en l'an 27, puis ensuite admettent, en l'an 155, dans les mêmes liens trois individus appartenant à d'autres *gentilitates* des Zoelae. Cf. sur le titre Mommsen, *Römische Forschungen*, 1, p. 329 (*Hist. rom.*, 4, p. 400) et Huebner, *C. I. L.*, II, p. 363.

M. Licinio Crasso L. Calpurnio Pisone cos. IIII k. Maias

gentilitas Desoncorum ex gente Zoelarum et gentilitas Tridiavorum ex gente idem Zoelarum hospitium vetustum antiquom renovaverunt, eique omnes alis alium in fidem clientelamque suam suorumque liberorum posterorumque receperunt.

Egerunt Arausa Blecaeni et Turaius Clouti, Docius Elaesi, Magilo Clouti, Bodecius Buralli, Elaesus Clutami, per Abienum Pentili magistratum Zoelarum. Actum Curunda.

Glabrione et Homullo cos. V idus Julias idem gentilitas Desoncorum et gentilitas Tridiavorum in eandem clientelam, eadem foedera receperunt: ex gente Avolgorum Sempronium Perpetuum Orniacum, et ex gente Visaligorum Antonium Arquium, et ex gente Cabruagenigorum Flavium Frontonem Zoelas. Egerunt L. Domitius Silo et L. Flavius Severus, Asturicae.

CHAPITRE VIII

DÉCISIONS JUDICIAIRES.

Nous reproduisons, comme exemples de cette catégorie de titres, une décision arbitrale rendue dans une question de limites au 1^{er} siècle ; deux jugements rendus en Egypte entre indigènes en matière de succession testamentaire ou ab intestat sous le règne d'Hadrien, dont le texte nous a été transmis par des papyrus grecs ; un jugement rendu en matière de fonds affectés à des sépultures au II^e ou III^e siècle par un sous-préfet de la flotte prétorienne de Misène, et enfin la célèbre inscription relative à une action en paiement de redevance contestée par une association de foulons de Rome devant trois préfets des vigiles dont le dernier fut le jurisconsulte Modestin. On pourrait encore citer par exemple, soit l'action en reddition de compte de tutelle dont le procès-verbal nous a été conservé par un autre papyrus égyptien (*Aegypt. Urkund. aus Berlin*, fasc. 5, n^o 196) et a été commenté par M. Gradenwitz, *Hermes*, 28, 1893, pp. 321-334, soit les fragments de papyrus appartenant à M. le professeur Nicole, et contenant des pièces relatives à une plainte adressée en l'an 147-148, au préfet d'Egypte par une femme, légataire de l'usufruit de certains biens de son mari, coïtre les tuteurs de son fils, héritier du reste (Nicole, *R. Arch.*, 24, 1894, pp. 65-75 ; Erman, *Zsavst.*, 1894, 15, pp. 241-255). D'autre part, la liste des documents de cette espèce pourrait être très augmentée en y joignant les nombreuses décisions relatives à des questions de limites rendues entre des cités par des autorités diverses (v. plus haut, pp. 154 ; 155 ; 156 ; cf. aussi la décision des Minucii, *C. I. L.*, I, 190 = V, 7749, Bruns, p. 358, et l'énumération de Rugiero, *Dizionario epigrafico*, v. *Arbiter*).

1. SENTENCE ARBITRALE D'HISTONIUM (1^{er} siècle après J.-C.).

C. I. L., IX, 2827. Bruns, pp. 360-361. Inscription sur pierre découverte dans le territoire d'Histonium, au bord de l'Adriatique, et contenant la décision rendue par un *arbiter ex compromisso* dans une contestation de limites survenue entre la cité d'Histonium et un particulier. La fin du texte, indiquant notamment sa date, devait se trouver sur une seconde pierre aujourd'hui perdue ; mais il appartient nécessairement à une époque assez postérieure à l'an 19 après J.-C., auquel remonte une pièce, qui y est invoquée comme un *libellus vetus* et comme ayant déjà tranché la question à l'encontre du *proactor* d'une des parties. Cf., pour le commentaire de l'inscription, Mommsen, *Stadtrechte von Malaca und Salpensa*, 1855, p. 484, et Karlowa, *R. G.*, 1, 118.

C. Helvidius Priscus, arbiter ex compromisso inter Q. Tillium Eryllum, procuratorem Tilli Sassi, et M. Paquium Aulanium, actorem municipi Histoniensium, utrisque praesenti-

bus juratus sententiam dixit in ea verba, q(uae) inf(ra) s(cripta) s(unt) :

‘Cum libellus vetus ab actoribus Hostoniensium prolatus sit, quem desideraverat Tillius Sassius exhiberi, et in eo scriptum fuerit, eorum locorum, de quibus agitur, factam definitionem per Q. Coelium Gallum : M. Junio Silano L. Norbano Balbo cos. VIII k. Maias inter P. Vaccium Vitulum, auctorem Hostoniensium fundi Herianici, et Titiam Flaccillam, proauctorem Tilli Sassi fundi Vellani, a(ctum) e(ss)e in re praesentū de controversia finium, ita ut utrisq(ue) dominis tum fundorum praesentibus Gallus terminaret, ut primum palum figeret a quercu pedes circa undecim, abesset autem palus a fossa (neque apparet, quod pedes scripti essent, propter vetustatem libelli interrupti in ea parte, in qua numerus pedum scriptus videtur fuisse), iuter fossam autem et palum iter commune esset, cujus proprietas soli Vacci Vituli esset ; ex eo palo e regione ad fraxinum notatam palum fixum esse a Gallo, et ab eo palo e regione ad supercilium) ultimi lacus Serrani in partem sinisteriorem directam finem ab eodem Gallo.

2. PROCÈS EN NULLITÉ DE TESTAMENT (an 124 après J.-C.).

Papyrus 1492 de la collection de l'archiduc Renier publié sur une copie de M. Wessely, d'abord avec un commentaire par M. Mommsen. *Zavst.*, 12, 1892, pp. 284-296, puis avec une traduction latine dans la 6^e édition de Bruns, pp. 364-368, d'après laquelle nous reproduisons le texte et la traduction. Il contient l'expédition dressée le 15 juillet 124 après J.-C. d'une décision, rendue le 13 avril 124, par un officier romain Blaesius Marianus, préfet de la première cohorte des cavaliers Ciliciens, en vertu d'une délégation du préfet d'Egypte Haterius Nepos, dans un litige entre deux Egyptiens et intéressante à la fois pour la connaissance de la procédure provinciale du temps de l'Empire et pour celle du droit local égyptien. Au premier point de vue, on remarquera que l'affaire est tranchée non pas suivant la procédure régulière des formules, par un ou plusieurs jurés privés, mais *extra ordinem*, par un délégué du magistrat duquel la délégation paraît avoir en fait présenté une certaine permanence, puisqu'il a près de lui un jurisconsulte comme assesseur et que le procès-verbal de l'affaire est extrait du registre de ses actes. Au second, il nous apprend pour la première fois, comment la distinction déjà connue (v. *Mitteis, Reichsrecht und Volksrecht*, 1891, p. 226 et ss. ; *Denisse, N. R. hist.*, 1893, p. 23 et ss. et les auteurs cités) du mariage écrit, qui seul est le véritable mariage, et du mariage sans écrit, qui n'est qu'un concubinat, mais qui cependant rattache les enfants au père, influait sur le droit de tester des enfants qui en étaient issus, les premiers ayant le droit de tester au détriment du père, qui est, pour des raisons quelconques, refusé aux seconds. C'est le principe juridique supposé comme constant dans notre procès en pétition d'hérédité où le père, Apollonios, attaque pour cette raison le testament fait à son préjudice le

26 décembre 123 par son fils Origène au profit du défendeur Ammonios cousin d'Origène et d'un frère d'Origène qui n'est pas nommé. Après la lecture du testament, le juge donne raison au demandeur Apollonios ; mais, sur la nouvelle articulation d'Ammonios selon laquelle ce serait d'un mariage par écrit et non d'un mariage sans écrit que serait né Origène, il impartit à Ammonios un délai de soixante jours pour faire sa preuve, après avoir fait procéder à un inventaire des biens héréditaires qui restent entre les mains d'Apollonios. La note marginale mise en tête et la souscription finale partant de la ligne 40 ont été écrites à l'encre rouge par un archiviste nommé Claudius qui a corrigé à la même encre le reste du texte et expédié la copie aux stratèges d'Arsinoé.

A la marge supérieure : Σ / / υτ⁵ στρα[τ]ηγ⁵ Ἀρσι—

| Ἐκ τόμου [ὑπό] μνηματισμῶν [Β]λαισίου Μα[ρ]ιανοῦ ἐπάρχου
 σπειρης | [π]ρώ[τ]ης Φλαουίας Κιλί[κ]ων [ί]ππικῆς. Ἐξ ἀνατομπῆς
 Ἀτερίου | [Νέπ]ω[τ]ος τοῦ κρατίστο[υ ἡγ]ε[μ]όνος ἔτους [ὀ]γδοῦ αὐ-
 τοκράτορος | [Καίσαρος] [Τ]ραιανοῦ Ἀδρια[νοῦ] Σεβ[α]στοῦ Φαρμου-
 θι ὀκτωκαιδεκάτῃ¹, | π[α]ρ[ό]ν[τ]ος Κλαυδίου Ἀ[ρ]τιμειδώρου νομ[ι]οῦ 5.
 Ἀφροδείσιος Ἀπολλω | υ[ι]οῦ πρὸς Ἀμμώνιον Ἀ[π]ίωνος. Τοῦ Ἀ[φ]ρο-
 δειτίου διὰ Σωτηρί | χου ῥήτορος εἰπόντος [σ]υνελθόντα ἑαυτὸν ἀγρά-
 φως Σαραποῦτι | τι[ν]εῖ ἐσχηκέναι ἐξ ἀ[ύ]τῃς Ὀριγένῃ, ὃς ἐτελεύτησεν,
 καὶ | ἄλλους· τοῦ νόμου καλ[ο]ῦντος τοὺς πατέρας ἐπ[ί] τὰ[ς] κληρονο-
 μίας | τῶν ἐξ ἀγράφων² | παιδῶν τὸν ἀντίδικον θέλειν κατὰ δια | θή- 10.
 [κ]ην κληρονομῶν εἶ[ν]αι τοῦ Ὀριγένους· οὐκ ἔχοντος ἐκεῖ | νοῦ ἀπὸ τῶν νό-
 μων ἔξουσίαν περιόντος πατρὸς εἰς ἄλλον τινὰ | γράφειν [δια]θήκην πα-
 ραξίου [πα]ρ[α]νόμο[υ] οὔσης [τ]ῆς εἰς τὸν ἀντί | δ[ι]κ[ον] δι[α]θήκης
 ἀντιποιεῖσθ[αι] τῶν ὑπὸ τοῦ υἱοῦ καταλειφθέν | [των καὶ τοῦ Ἀμμο- 15.

A la marge supérieure : *stratego Arsi(noites)*.

| *Ex codice actorum Blaesii Mariani praefecti cohortis | pri-
 mae Flaviae Cilicum equitatae. Ex delegatione Haterii | Nepotis
 optimi praefecti anno octavo imperatoris | Caesaris Trajani Ha-
 driani Augusti Pharmuthi XVIII¹, | praesente Claudio Artemidoro 5.
 juris perito. Aphrodisius Apollo | nii contra Ammonium Apionis
 filium. Aphrodisio per Soteri | chum advocatum dicente coisse in
 matrimonium se sine scriptis Saraputi | cuidam mulieri et ha-
 buisse ex ea Origenem defunctum et | alios ; cum lex vocet patres
 ad hereditates | liberorum quaesitorum ex (nuptiis)² sine scriptis 10.
 habitis, adversarium velle ex testa | mento heredem esse Orige-
 nis ; jam cum non habeat il | le secundum leges licentiam patre
 superstite in alii cujusquam favorem | scribere testamentum
 cumque inofficiosum et injustum testamentum esset scriptum in
 favorem ad | versarii, petere se bona a filio relic | ta ; et Ammo- 15.*

1. = 13 avril 124. — 2. Il faut sous-entendre γάμων.

- νί[ου] διὰ Μαρκιανού ρήτορος ἀποκρηναμέ | [ν]ου [τ]ὸν τῶν Αἰγυπ-
 τί[ων] νόμον διδόναι ἐξουσίαν πᾶσι τοῖς διατι | θεμένοις καταλείπειν
 [ο]ῖς βούλο[ν]ται τὰ ἴδια· ἑαυτὸν μέντοι ἀνε | ψιὸν ὄντα τοῦ τετε[λε]-
 τηκότ[ο]ς καταλ[ε]ίφθαι σὺν ἑτέρῳ | υἱῷ τοῦ ἀντιδίκου κλη[ρ]ονόμου
 20. [κ]αὶ τὴν δι[α]θήκην πλήρη ἔχειν | τὸν τῶν μαρ[τ]ύρων ἀρι[θ]μὸν. Ὡ-
 Βλαίσιος Μαρριανός· ἀναγνωσθή | τω ἡ τοῦ Ὀριγέ[ν]ου δ[ια]βή-
 κη· Ἀναγνωσθεῖσης ἐπὶ τοῦ ὀγδό | ου ἔτους Ἀδρια[ν]οῦ [τ]οῦ κ[α]ί[σα]ρος
 Χοιακ τριακάδος· Βλαίσιος Μαρριανός | ἑπαρχος σπείρης π[ρ]ωῆς
 Φλα[υ]ία[ς] Κιλίκων ἱππικῆς συλλαλήσας | Ἀρτε[μ]ιδώρω τῷ νομί-
 25. κῷ [π]ερί τοῦ πράγματος ὑ[π]όγραψεν ἀπὸ | [ν]όμω[ν] δι[ε]γ[ν]ώσ-
 θα[ι] κατὰ λέξ[ιν] οὕτως· ὁ τελευτήσας Ὀρι | [γέν]ης ὢν ἐξ ἀγρά[φ]ων
 [γάμων] κ[α]τὰ νόμ[ω]ν γρά[φ]αι φα[ίνε]ται | κληρονόμου διατί-
 κη[ς] ἐξουσία[ν] μὴ ἐσ[χ]ηκῶς τ[οῦ] πατρ[ὸ]ς αὐ[τοῦ] | [ζ]ῶντος [κ]αὶ
 τοῦ μὲν Ἀμμωνί[ο]ν εἰπόντος ἐξ ἐν[γ]ράφων γὰ | μων γεγ[ο]νέναι τὸν
 30. Ὀριγέ[ν]ην, τοῦ δὲ Ἀφροδισίου διαβεβαιῶ | σαμένου ἐξ ἀ[γ]ράφων
 αὐτὸν γάμων γεγενῆσθαι, Βλαίσιος | Μαρριανός [ἐ]π[α]ρχος σπείρης
 π[ρ]ωῆς Φλαυίας Κιλίκων ἱππικῆς | αὐτ[ὸ] τοῦ Ἀφροδισίου
 ἀποδείξει ἐν ἡμέραι[ς] ἐξήκοντα.
 | [Τ]οῦ Ἀφροδισίου ἀξιώσαντος ἐ[ν] το[σ]ούτοις ἐπ' ἀν[α]γρα-

*nio per Marcianum advocatum responden | te Aegyptiorum leges
 dare licentiam omnibus quicumque | testarentur relinquere qui-
 bus vellent bona sua, at semet utpote fratris | defuncti filium,
 relictum esse cum alio | filio adversarii heredem et testamentum*

20. *plenum habere | testium numerum :*

*Blaesius Marianus : Recite | tur Origenis testamentum. Quo
 recitato octa | vo anno Hadriani domini die trigesimo Choiak· Blae-
 sius Marianus | praefectus cohortis primae Flaviae Cilicum equi-
 tatae | cum Artemidoro jurisperito collocutus de ea re pronuntia-
 vit secundum | leges decretum esse ad verbum sic : Origenes de |
 25. *functus ex nuptiis sine scriptis procreatus contra leges scripsisse
 videtur | heredem, cum testamenti factionem non habuerit patre |
 superstite. Et Ammonio dicente ex nuptiis scriptura intervenient
 con | tractis progenitum esse Origenem, Aphrodisio autem con-
 fir | mante ex nuptiis sine scriptis habitis eum progenitum esse,
 30. *Blaesius Marianus praefectus cohortis primae Flaviae Cilicum
 equitatae : | id ipsum Aphrodisius ostendet intra diem sexage-
 simum.***

| *Aphrodisio desiderante rebus sic stantibus inventarium*

φῆς γενεσθ[α] | τὰ ὑπὸ τοῦ αὐτοῦ ἀπολειφ[θ]έντα Βλαίτιος Μαρ-
 νός· ἐνέ | τεῖλα Εἰ[σι]δῶρω ἡγεμονικῶ ὑπὲρ[τ]ῆ ποι[ή]σασθαι αὐτῆν 35.

| τὴν ἀνα[γρ]αφ[ή]ν καὶ ἀναδοῦν[αι] ἀντίγραφα τοῖς ἐμπερο | μένοις,
 τῆς κλειδὸς τῆς οἰκίας μενούσῃς παρὰ τῶ Ἀμμωνίῳ | [ἐνεσ]φραγ[ε]σ-
 μέν[η]ς· καὶ μετ' ὀλίγον τοῦ Ἰσιδώρου ἀπαγγεῖλαν | [τος γε]γονέναι [τ]ὸ
 κελουσθὲν Βλαίσ[ι]ος Μαρριανός· ἐκέλευ | [σα τήνδε τ]ὴν προ[φ]οράν 40.
 ὑπομνηματισθῆναι.

Κλαύδιος | ...ν βυβλιοφύλαξ ὑπάρχει ἔτους ὀγδοῦ | [αὐτοκρά]τορος
 Καίσαρος Τραιανοῦ Ἀδριανοῦ | [Σεβαστο]ῦ. Ἐπειφ μᾶ καὶ εἰκάδι.¹

feri | eorum quae idem reliquisset, Blaesus Marianus : jus | si 35.
Isidorum praefectorium officialem facere id | inventarium et tra-
dere exemplaria eis ad quos ea res | pertinet, clavi domus manente
apud Ammonium | obsignata. Et paulo post Isidoro nuntian | te
facta esse quae essent jussa Blaesus Marianus : jus | si hanc 40.
prolationem in acta referri.

Claudius | n bibliophylax. Extat. Anno octavo | im-
peratoris Caesaris Trajani Hadriani | Augusti Epeiph vicesimo
primo¹.

3. ACTION EN PÉTITION D'HERÉDITÉ AB INTESTAT (an 135 après J.-C.).

Bruns, pp. 367-370. Papyrus grec du musée de Berlin publié dans le recueil de ces papyrus, fasc. 1, 1892, n° 19 et depuis commenté par MM. Th. Reinach, *N. R. hist.*, 1893, pp. 1-20 et Th. Mommsen, *Zsavst.*, 14, 1893, pp. 1-40. Il contient la copie d'un jugement rendu à Arsinoé sur une délégation du préfet d'Égypte par un juge délégué qui, étant embarrassé sur un point de droit, a soumis la difficulté au gouverneur et fait lire sa lettre et la réponse du gouverneur avant de statuer dans le sens indiqué par ce dernier. Ce texte donne un nouvel exemple de l'emploi de la procédure extraordinaire signalé au sujet du précédent. Mais son plus grand intérêt est dans le point de droit sur lequel roule le débat. Il s'agit d'une pétition d'hérédité intentée relativement à la succession d'une femme morte sans testament par une petite-fille de cette femme nommée Chenalexas contre un fils et un petit-fils d'un autre lit nommés, le premier Petesanchas et le second Dionysios, qui se trouvaient en possession de tous les biens héréditaires. Chenalexas avait, dans une première phase de l'instance, soumise à un autre délégué du gouverneur appelé Heraclides, réclamé la part de la succession de sa grand'mère afférente à son père en soutenant qu'elle avait été recueillie par son père mort après sa grand'mère, seulement en l'an 131 ou 132, tandis que les défendeurs soutenaient qu'il n'avait pu la recueillir, étant mort avant elle en l'an 117, ce qui donnerait pour la mort de la grand'mère les dates extrêmes de 117 et de 131, et l'affaire avait été renvoyée pour l'administration de la preuve ; mais il paraît que Chenalexas ne put faire la preuve de la survivance de son père, car devant le nou-

1. 15 juillet 124.

veau juge appelé Menander, elle abandonna ce moyen et invoqua, comme lui donnant à elle-même vocation à la succession de sa grand-mère, une constitution d'Hadrien qui permettait, dit-elle, même aux Egyptiens, de succéder à leurs grand-mères et qu'elle disait avoir déjà été appliquée par l'épistratège Gellius Bassus dans une décision dont elle produisait un passage. C'est sur ce point que le juge Menander consulte le préfet en lui faisant remarquer que la grand-mère était morte avant l'an 125 — donc entre 117 et 125 — dans des termes qui donnent à croire que la constitution était postérieure. Le préfet répond le jour même en disant au juge d'allouer à Chenalexas la part de la succession que son père eut recueilli, à moins qu'il n'y ait déjà chose jugée, et c'est ce que fait le juge. Le papyrus s'interrompt sur une demande nouvelle en restitution de fruits héréditaires faite par l'avocat de Chenalexas. En négligeant ce dernier point, le texte atteste donc l'existence d'une constitution d'Hadrien rendue avant l'an 135, date du jugement, et probablement au plus tôt en 125, où le juge dit que la *de cuius* était déjà morte en paraissant se préoccuper d'une question d'effet rétroactif, vraisemblablement pendant le séjour qu'Hadrien fit en Egypte en l'an 130. Quant à l'objet de la constitution, que l'on interprète comme ayant donné même aux Egyptiens le droit de succéder, par représentation peut-on dire, à la mère de leurs auteurs prédécédés, elle doit avoir accordé ce droit à une catégorie de personnes différentes desquelles il a été étendu aux Egyptiens; or ces personnes ne peuvent être les Romains chez qui la succession à la mère elle-même n'a été établie que sous Marc-Aurèle par le sénatus-consulte Orfitien. Toutes les vraisemblances sont, pour qu'elle ait accordé ce droit aux Alexandrins, qu'on voit souvent opposer ainsi aux Egyptiens ordinaires, par exemple en matière d'acquisition du droit de cité et avec les institutions helléniques desquels cette règle s'accorde parfaitement.

- I, 4. | 'Αντίγραφον.
 | 'Ἐξ ἀνακομπῆς Πετρωνίου Μαμ[ερ]τ[ε]ίνου ἐπάρχου Αἰγύπτου. |
 Λιθ' Ἀδριανοῦ Καίσαρος τοῦ κυρίου Μεχειρ ἰς' ἐπὶ τῶν κατὰ Χενα-
 λεξᾶν πρὸς Πετεσοῦχον καὶ Διονύσιον. Μένανδρος ὁ κριτὴς τοῖς δια-
 5. δικαζομένοις | εἶπεν Ὑπερεθέμην τὸ νῦν π[ρᾶ]γμα, ἐπὶ καθολικόν ἦν,
 ἄχρι οὗ γράψω | τῷ κρατίστῳ ἡγεμόνι, εἰ καὶ Αἰγυπτίων υἰωνοῖς καὶ
 υἰδ[αῖ]ς δέδοται | τὰ μαμμῶνα [δι]ὰ τῆς τοῦ κυρίου Ἀδριανοῦ Καίσα-
 ρος χάριτος. Ἀναγνωσθῆ | σεται οὖν ἡ ὑπ' ἐμοῦ τῷ κρατ[ίστῳ] ἡγε-

- I, 4. | Exemplar:
 | *Ex delegatione Petronii Mamertini praefecti Aegypti |*
anno XIX. Hadriani Caesaris domini Mecheir XVII¹. In causa
Chenalexae contra | Petesuchum et Dionysium. Menander iudex
 5. *litigantibus | dixit: Distuli praesens negotium, quippe quod ge-*
nerale² sit, donec scripsissem | optimo praefecto, an etiam Aegyp-
tiorum nepotibus neptibusque data sint | bona aviae beneficio
domini Hadriani Caesaris. Recitabitur | igitur epistula a me

1. 12 février 135. — 2. Parce que l'affaire soulève une question de principe.

μόνη γραφεῖσα ἐπιστολή καὶ ἡ | ὑπὸ αὐτοῦ ἀντιγραφεῖσά μοι ἄς
 [κ]ελεύσας ἀμφοτέρας ἀναγνωσθῆναι | τοῖς τε ὑπομνήμασι ἀναλ[ημ]- 10.
 φθῆναι περιέχων κατὰ λέξιν οὕτως· | Πετρονίῳ Μამερτείνῳ [τῷ
 κρ]ατίστῳ ἡγεμόνι Μένανδρος γενό | μενος βασιλικὸς γραμ[ματ]εὺς
 Ἄρσινοεῖτου χαίρειν· | Χεναλεξᾶς Ἀλεξάνδρου Αἰγ[υπ]τία τῷ διε-
 ληλυθότε διαλογισμῷ | ἐδικάσατο ἐπὶ Ἡρακλείδου κρ[ιτο]ῦ πρὸς Πετε- 15.
 σοῦχον θεῖον ἑαυτῆς | πρὸς πατρός καὶ Διονύσιον [ἀνε]ψιὸν περὶ μαμ-
 μῶν ὑπαρχόντων | ὧν ἔλεγ[ε]ν εἰς τὸν πατέρα ἐ[αυ]τῆς ἀπὸ τῆς μη-
 τρός αὐτοῦ ἐληλυθέ | ναι. Ἐπεὶ δὲ οἱ περὶ τὸν Πετσοῦχον διεβε-
 βαιώσαντο ἐκεῖνο[ν] προ | τετελευτηκέναι τῆς μητρός τῷ α' L¹, Ἀδρια-
 νοῦ Καίσαρος τοῦ κυρίου, | αὐτῆ δὲ τῷ ιε' L², τοῦτο ἀποδειξάι διὰ
 γραμμάτων ὑπέσχετο, ὑπερέτεθη | ἡ διάγνωσις εἰς τὴν ὁπόδειξιν. Νῦν 20.
 ἀναπεμφθέντες ἐπ' ἐμὲ πρὸς τοὺς | αὐτοὺς ἡξίου προσφυγεῖν τῇ χάριτι
 τοῦ θεοῦ ἐπιφανεστάτου αὐτοκράτορος | καὶ Αἰγυπτίους συνκεχωρημέ- Π, 1.
 νου τὰ μαμμῶα κληρονομεῖν, καὶ ἐπήνεγκ[ε] | Γελλίου Βάσσου τοῦ κρα-
 τίστου ἐπιστρατήγου ἀπόφασιν κεκρικότος καὶ τοὺς τῷ [ν] | παῖδων παῖ-
 δας μετουσίαν ἔχειν τῆς τῶν μαμμῶων κληρονομίας· ἐγ[έ] | γραπτο δὲ
 διὰ τῆς ἀποφάσεως αὐτοῦ μετ' ἄλλα οὕτως· ὅσα προσήγαντο πα[ιδι] |
 κῶν περὶ τὸν προκείμενον ἀπὸ τῆς Εὐ[δ]αμωνίδος διαθήκης ἡ καθ' ὄν- 5.
 [τινα] | τ[ρ]ῶπον, ταῦτα μετεῖναι τοῖς ἐκεῖνου τέκνοις', ζητουμένου οὖν

*scripta optimo praefecto et | ea quam ille mihi rescripsit. Quam
 jussit utramque recitari | et commentariis inseri, habentes ad 10.
 verbum sic: | Petronio Mamertino optimo praefecto Menander
 quon | dam regius scriba Arsinoiti nomi salutem: | Chenalexas
 Alexandri filia Aegyptia in praeterita actione | litigabat sub He-
 raclide iudice contra Petesuchum patrum suum | et Dionysium 15.
 consobrinum de aviae bonis | quae dixit ad patrem suum de ma-
 tre ejus pervenis | se. Jam cum Petesuchiani confirmassent illum
 ante | matrem decessisse anno I Hadriani Caesaris domini¹, | ipsa
 autem anno XV², idque ipsum probare scriptis promisisset, dilata
 est | sententia in probationem. Nunc (omnibus) delegatis ad me 20.
 contra eos | dem petiit ut confugeret ad beneficium dei prae-
 sentissimi imperatoris | qui etiam Aegyptiis concesserit aviae he- Π, 1.
 reditates, attulitque | Gellii Bassi optimi epistrategi decretum,
 quo judicavit, etiam | filiorum filios participes esse aviae heredi-
 tatis; est | autem scriptum in ejus decreto post alia sic: 'quae-
 cunque deferebantur rerum filii | ad eum de quo agitur ex Eu- 5.
 daemonidis testamento sive quae alia | causa est, ea pertinere ad*

- καὶ τοῦ[του, εἰ], | τετελευτηκίας τῆς μάμμης αὐτῆς ἀδιαθέτου πρό
 θ' ¹ τῆς τοῦ αὐτοκράτορος | χάριτος, λήμψεται ἡ υἱδῆς τῆν τοῦ
 πατρός μοίραν, γράφω σοι, ἡγεμό[ν μου], | ἵνα τὸ δόξαν κελύσῃς γε-
 10. νίσθαι. Ἐρρώσθαι σε εὐχομαι, ἡγεμόν κύ[ριε]. | Λεθ' αὐτοκράτορος
 Καίσαρος Τραιανοῦ Ἀδριανοῦ Σεβαστοῦ Μεχειρ ιδ' ².

| Πρὸς ἦν ἀντεγράφη.

- | Πετρώνιος Μαμερτεῖνος Μενάνδρω γενομένῳ βασιλ(ικῶ) γραμμα-
 τεῖ) Πολέμ[ωνος] | μερίδος χαίρειν. | Εἰ μηδὲν ἐκρίθη μέχρι τούτου
 15. Χεναλεξάτος καὶ Πε[τρ]εσοῦχου δι. . . . | πρὸς πατρός Θείου καὶ Διονυ-
 σίου ἀνεψιοῦ περι τῶν μαμμῶν αὐτῆς | ὑπαρχόντων, προτίκει τε
 ἀκολούθως τοῖς τοῦ κυρίου γράμμ[ασιν] | Χεναλεξά τῶν πατρῶν ³ μί-
 ρος, ὁ περιὼν ἂν ὁ πατήρ αὐτῆς ἔλαβ[εν, προσκρίνειν]. | Ἐρρωτο.
 Λεθ' Μεχειρ ιδ' ⁴.

Ἀπεφίνατο· Θεναλεξά τὸ πατρῶν μέρος, ὁ περιὼν ἂν ὁ πατήρ αὐ-
 τ[ῆς ἔλαβεν], | προστίκειν δοκεῖ ἀκολούθως τοῖς ὑπὸ τοῦ κρατίστου
 ἡγεμόνος γραφ[εῖσι].

20. | Ἀσκληπιάδης ῥήτωρ· Τὰς προσόδους ταύτη τῶν χρόνων, ὧν ἐπ[ε]-
 κρά[ν], | τισαν, οὗτοι ἀποδότωσαν. Τῶν περι Πετρεσοῦχον λεγόντων ἐκ-
 το[ύς. . .

*ejus liberos. Jam cum quaesitum esset etiam id : | avia defuncta
 intestata ante annum IX imperatoris ¹ beneficii, capiatne neptis
 patris portionem ? scribo tibi, praefecte mi, | ut quod videbitur*

10. *jubeas fieri. Valere te opto domine praefecte. | Anno XIX impe-
 ratoris Caesaris Trajani Hadriani Augusti Mecheir XIV².*

| *Ad quam rescriptum est.*

- | *Petronius Mamertinus Menandro quondam regio scribae
 Polemonis | partis salutem : | Si nihil adhuc judicatum est inter
 15. Chenalexam et Petesuchum. . . . | patrum et Dionysium consu-
 brinum de aviae ejus | bonis, oportet te secundum domini epis-
 tulam | Chenalexae donorum paternorum ³ portionem, quam pater
 ejus cepisset, si superstes esset, adjudicare. | Vale. Anno XII
 Mecheir XIV⁴.*

*Pronuntiavit : Thenalexae paternam portionem quam pater
 ejus cepisset si superstes esset, | competere videtur secundum ea
 quae optimus praefectus scripsit.*

20. *Asclepiades advocatus. Reditus nostrae temporum per quae
 posse | derunt, adversarii reddant. Petesuchianis dicentibus, se...*

1. An 125. — 2. 19 février 135. — 3. Il faudrait μαμμῶν σου, comme à la
 ligne 18, το πατρῶν. — 4. Même date que ligne 10, 19 février 135.

4. DÉCISION RELATIVE A L'ALIÉNATION DE LIEUX AFFECTÉS A DES SÉPULTURES (II^e ou III^e siècle après J.-C.).

C. I. L., X, 3334. Bruns, pp. 361-362. Inscription découverte à Misène et aujourd'hui perdue, dont il existe de nombreuses copies interpolées, accrues notamment d'une portion finale tout entière apocryphe. Dans la partie authentique, le soldat P. Aelius Rufinus, fils de P. Aelius Abascantus, déclare avoir prouvé son droit de propriété sur des immeubles acquis par son père, devant Alfenius Senecio, sous-préfet de la flotte de Misène, duquel il reproduit la sentence. La partie conservée de la sentence montre que la controverse juridique portait sur la validité de la vente quant à des sépulcres compris dans l'immeuble vendu, et constate qu'après avoir visité les lieux, Senecio a rejeté la revendication des héritiers du vendeur, attendu que, bien que la vente ne fut pas valable, Rufinus et son père ont toujours été en possession. Le texte s'arrête au milieu d'une nouvelle clause arbitrairement complétée dans des copies anciennes, trop facilement admises en particulier par Giraud, pp. 667-668, et Rudorff, *Feldmesser*, 2, pp. 459-462. — On trouvera dans Bruns, pp. 334-343, beaucoup d'autres titres relatifs à la matière des sépultures, et la liste pourrait encore aisément être fort accrue.

In his aedificis et locis adjacentibus aedificis, sive is locus ager est, P. Aeli Rufini militis, omnibus se possessorem esse ex causa emptionis P. Aeli Abascanti, patris sui, Alfenio Senecioni subpraef(ecto) class(is) pr(aetoriae) Mis(enatis) probavit et meruit sententiam, quam jussu ejusdem Senecionis subpraef(ecti) huic titulo proscripsit.

'Senecio c(um) c(onsilio) c(ollocutus) dixit: *Necessariam fuisse inspectionem aedificiorum et loci, de quibus apud me actum est, re ipsa manifestatur. Cum igitur aedificia solo puro posita deprehenderim neque ullo sepulchro superposita vel conjuncta, apparet venditionem eorum jure factam, ideoque ad Aelium Rufinum militem ex causa emptionis pertinere videntur. Loci vero sive agri, quem adjacentem aedificis Aelius Abascantus, pater Rufini, ab heredibus Patulci Diocletis aequè mercatus est, cum habeat plurima et dispersis locis sepulchra, jus per venditionem transferri ad emptorem non potuit; set, cum pater Rufini et postea Rufinus, quamquam non jure facta emptione, semper in possessionem fuerint, nullo jure eum locum vindicare sibi Patulci possunt. Plane cum in re praesenti inspexerim cippum, ubi nomen erasum Patulci dicunt, remanere tamen vestigia scripturae exprimentia haec verba.*

5. PROCÈS DES FOULONS (an 244 après J.-C.).

C. I. L., VI, 266. Bruns, pp. 362-363. Inscription commémorative de l'issue d'un procès suivi durant dix-huit ans devant trois préfets des vigiles différents. Elle nous a été transmise sur une table de marbre découverte au début du XVII^e siècle, dans le voisinage de l'Esquilin, et qui se trouve maintenant en deux fragments, dont l'un est mutilé, au musée du Capitole. Les parties perdues peuvent du reste être restituées à l'aide du texte donné par le premier éditeur, Fabretti, *Inscr. antiquae*, 1702, p. 278, d'après lequel nous le reproduisons sans changement de caractères. Quoique on l'ait contesté, il en a certainement existé au moins un autre exemplaire qui subsistait encore en partie du temps de Fabretti par qui il a également été copié. — L'interprétation de ce monument a soulevé de nombreuses difficultés. V. notamment Rudorff, *Z. G. R.*, 15, 1848, 254-263; Bethmann-Hollweg, *Civilprozess*, 1865, p. 767, n. 60; Bremer, *Rheinisches Museum*, nouvelle série, 21, 1866, p. 10 et ss.; Karlowa, *R. R. G.*, 1, pp. 816-819; W. Liebenam, *Vereinswesen*, 1890, pp. 239-243; Mommsen, *Z. G. R.*, 15, 326-345. C. I. L., VI, 266 et *Staatsrecht*, 2, 1036, n. 2 et 1058, n. 3. Selon l'opinion qui nous semble la plus sûre, il rapporte les décisions rendues successivement par les trois préfets relativement à une redevance réclamée, *extra ordinem*, au collège des foulons ou *fontani*, probablement par l'*advocatus fisci*, soit pour l'usage d'une prise d'eau, soit plutôt pour la jouissance d'un terrain aux extrémités duquel doivent avoir été dressées les plaques de marbre commémoratives du gain du procès. Le premier préfet statua en faveur des foulons, non seulement sur la preuve administrée par eux qu'ils n'avaient jamais payé de redevance depuis Auguste, mais surtout à la suite d'une visite du lieu litigieux, dans lequel il dit avoir vu des images sacrées et qu'il reconnut donc comme étant non pas un terrain public, occupé moyennant une redevance par des particuliers, mais un local affecté au culte. Les deux autres préfets, dont l'un est le célèbre jurisconsulte Modestin, sont représentés comme repoussant une seconde et une troisième tentative de l'*advocatus fisci* (cf. *Cod. Just.*, 10, 9, 1) en considération de l'existence d'une première décision régulière. — Le point le plus discuté est le fondement de la compétence du préfet des vigiles. L'intervention successive de trois préfets différents ne permet pas de penser, avec Rudorff, à une délégation spéciale de l'Empereur. Les opinions de MM. Bremer et Bethmann-Hollweg, qui attribuent l'un et l'autre au préfet une compétence plus ou moins large en matière d'eaux et qui méconnaissent par là les pouvoirs du *curator aquarum*, perdent tout fondement si l'on reconnaît qu'il s'agit de la jouissance d'un terrain et non pas de celle d'une prise d'eau. Selon M. Karlowa, la corporation des foulons, qui usait beaucoup d'eau publique ou privée, aurait été, pour cette raison, mise sous l'autorité administrative et judiciaire du préfet des vigiles, comme d'autres corporations dont l'activité intéressait les approvisionnements de la ville étaient placées sous celle du préfet de l'annone. Selon l'explication la plus récente proposée par M. Mommsen dans la dernière édition du *Staatsrecht*, la juridiction du préfet des vigiles sur cette question de propriété publique, s'expliquerait par la haute surveillance de la voie publique qui lui fut attribuée, à la place des préteurs, édiles et tribuns antérieurement préposés aux diverses régions, à une époque incertaine, peut-être sous Hadrien, et

qu'attestesa présence à la tête des *curatores regionum* dans l'inscription de 223, *Eph. ep.*, IV, 746.

Herculi sacrum posuit P. Clodius Fortunatus (quin)q(uen-
nalis) perpetuus hujus loci.

Interlocutiones Aeli Floriani, Herenni Modestini et Faltoni
Restutiani, praef. vigil. p. p. v. v¹.

Florianus d(ixit) : 'Quantum ad formam a me datam per-
tinet, quoniam me convenis, de hoc imprimis tractandum est.
Ita interlocutum me scio esse hesternae die : 'docere partem
diversam oportere hoc ex sacra auctoritate descendere, ut
pensiones non dependerentur'; et respondit : 'se quibuscum-
que rationibus posse ostendere, hoc ex sacra auctoritate obser-
vari'; et hodie hoc dicit : 'ex eo tempore', inquit, 'ex quo
Augustus rem publicam obtinere coepit, usque in hodiernum
numquam haec loca pensiones pensitasse'.

Et infra. Florianus d(ixit) : 'Vidi locum dedicatum ima-
ginibus sacris'.

Et alio capite. Modestinus d(ixit) : 'Si quid est judicatum,
habet suam auctoritatem, si est, ut dixi, judicatum ; interim
apud me nullae probationes exhibentur, quibus doceantur ful-
lones in pensionem jure conveniri'.

Et alio capite. Restitutus c(um) c(onsilio) c(ollocutus)
d(ixit) : 'Manifestum est, quid judicaverint pp. vv. ; nam Flo-
rianus partibus suis diligentissime functus est, qui, cum in
rem praesentem venisset, locum inspexit et universis indicibus
examinatis sententiam de eo loco, de quo cum maxime quae-
ritur, protulit, a qua provocatum non est'.

Et infra. Restitutus d(ixit) : 'Modestinus quoque, secu-
rus res a Floriano judicatas, pensiones exigi prohibuit'.

Et infra. Restitutus d(ixit) : 'Illud servabitur fontanis,
quod obtinuerunt apud suos iudices et quod habuerunt in
hodiernum sine pensione'.

Actum III idus Mar(tias) ann(i), quo victoriam perce-
pimus.

Ex Alexandro Aug. II et Marcello II cos. litigatum est in
Peregrino et Aemiliano cos².

1. C'est-à-dire : 'praefectorum vigilum perfectissimorum vivorum'. — 2.
Coss. en 220 et 244. L'autre exemplaire porte : 'Litigatum est ex Alexandri Aug. II
et Marcelli II cos. in Peregrini et Aemiliani cos. dies'.

ADDITIONS ET CORRECTIONS

P. 6, note 1. Peut-être vaut-il mieux traduire : 'propter veneficium vel suppositionem partus vel falsationem clavium' en rapportant avec de Ihering, *Vorgeschichte der Indo-Europäer*, p. 420, *τίχων* à *ὑποβολῆ* et non à *φαρμακεία*. Voir sur l'ensemble du texte les observations du même auteur, pp. 418-424.

P. 151, il faut ajouter notamment à la liste des constitutions impériales antérieures à Dioclétien le rescrit de Septime Sévère du 29 décembre 199 sur la prescription de dix à vingt ans, *Aegypt. Urkund. aus Berlin*, fasc. 9, 1893, n° 267.

P. 218, § 104, au lieu de *FAMILIA PECUNIAQUE TUA* lisez : *FAMILIAM PECUNIAMQUE TUAM*.

P. 225, ligne 1, au lieu de 149, lisez 149 a.

P. 307. M. Mispoulet a donné, *Manuel de textes de droit romain*, 2^e fascicule, 1889, pp. 666-671, une édition et une restitution des fragments de Paris du livre IX des réponses de Papinien, basée sur un examen personnel de l'original qui l'a conduit, sur plusieurs points, à des leçons assez divergentes de celles admises par les autres éditeurs. M. Costa, *Papiniano*, vol. 1, *Vita e opere*, 1894, pp. 127-176, a simplement reproduit, les unes à la suite des autres, avec quelques notes, les versions de MM. Krueger (exclusivement d'après la *Zsavst.*), Alibrandi et Huschke pour les fragments de Berlin, et des mêmes et de MM. Dareste et Esmein pour les fragments de Paris.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE DE LA PREMIÈRE ÉDITION	I
PRÉFACE DE LA SECONDE ÉDITION.	V
EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS ET DES RENVOIS.	VII

PREMIÈRE PARTIE

LES LOIS

CHAPITRE PREMIER : <i>Leges</i>	8
§ 1. <i>Leges regiae</i>	8
§ 2. <i>Loi des XII Tables</i>	9
§ 3. <i>Leges rogatae postérieures aux XII Tables</i>	22
1. Inscription de Luceria	22
2. Loi Papiria	23
3. Loi osque de Bantia	23
4. Loi latine de Bantia	26
5. Loi Atinia	28
6. Loi Acilia repetundarum	29
7. Loi agraire de 643	42
8. Loi Cornelia de XX <i>quæstoribus</i>	57
9. Loi Antonia de <i>Termessibus</i>	60
10. Loi Julia agraria	62
11. Loi Rubria de Gallia cisalpina	63
12. Fragment d'Este	69
13. Loi Julia municipalis	71
14. Loi Quinctia	79
15. Lex de imperio Vespasiani	81
§ 4. <i>Leges datæ</i>	83
1. Lex coloniae Genetivæ	83
2. Lois de Salpensa et Malaca	98
3. Diplômes militaires	109
CHAPITRE II : <i>Sénatus-consultes</i>	111
1. Sénatus-consulte des Bacchanales	111
2. Sénatus-consulte sur le pagus <i>Montanus</i>	113
* 3. Sénatus-consultes relatifs aux aqueducs de l'an 743	113
4. Sénatus-consultes Hostidien et Volusien	115

CHAPITRE III : Edits des magistrats.	117
1. Edit du préteur.	117
2. Edit des édiles curules.	143
3. Décret du préteur L. Aemilius Paulus	144
* 4. Edit du préfet d'Egypte Tibère Alexandre.	145
5. Décret d'Helvius Agrippa	147
6. Edit d'un gouverneur de Numidie	149
CHAPITRE IV : Constitutions impériales.	151
1. Edit d'Auguste sur l'aqueduc de Venafrum	152
2. Edit de Claude sur les Anauni.	154
3. Epistula de Vespasien aux Vanacini	155
4. Epistula de Vespasien aux Saborenses	156
5. Epistula de Domitien aux Faleriones	156
* 6. Epistula de Trajan sur les droits successoraux des enfants des militaires	157
* 7. Rescrit d'Hadrien sur la nomination du directeur du collège d'Epicure.	158
8. Rescrit de Commode sur le saltus Burunitanus	160
a. Rescrit de Commode.	161
* b. Ara legis Hadrianae	163
* 9. Rescrit de Gordien en réponse aux habitants de Scaptoparène	164

DEUXIÈME PARTIE

LES COMMENTAIRES

1. Fragment de M. Valerius Probus.	163
2. Fragment de Pomponius.	175
3. Institutes de Gaius.	176
Commentarius primus.	180
Commentarius secundus.	206
Commentarius tertius	242
Commentarius quartus.	274
4. Fragments des réponses de Papinien	306
* 5. Fragment des <i>quæstiones</i> de Papinien	311
6. Sentences de Paul	312
Liber primus.	315
Liber secundus	326
Liber tertius	341
Liber quartus	353
Liber quintus.	363
7. Fragments des institutes de Paul.	387
8. Fragment de <i>formula Fabiana</i>	388
9. Règles d'Ulpien.	390
10. Fragments des institutes d'Ulpien	420
11. Fragments d'Ulpien <i>ad edictum</i>	422
12. Fragment de Berlin <i>de iudiciis</i>	423

TABLE DES MATIÈRES

797

13. Fragments de <i>jure fisci</i>	424
14. Tableau des degrés de cognation	427
15. Tableau des agnats	428
16. Fragment dit de Dosithee	430
17. Fragments de Modestin	434
18. Fragments du Vatican	435
19. Mosaicarum et Romanarum legum collatio	496
20. Fragments du Sinai	531
21. Consultatio veteris jurisconsulti	543
22. Institutes de Justinien	558
Liber primus	561
Liber secundus	587
Liber tertius	637
Liber quartus	680

TROISIÈME PARTIE

LES ACTES

CHAPITRE PREMIER : Successions à cause de mort	721
1. Testament de Dasumius	721
2. Testament de C. Longinus Castor	725
3. Procès-verbal d'ouverture de testament	729
4. Laudatio de Turia	731
5. Laudatio de Murdia	735
CHAPITRE II : Modes d'acquérir entre-vifs	737
§ 1. <i>Mancipations fiduciaires</i>	737
1. Acte de mancipation fiduciaire	737
2. Formulaire de mancipation fiduciaire	739
§ 2. <i>Mancipations à titre gratuit</i>	741
1. Donation de T. Flavius Artemidorus	741
2. Donation de Julia Monime	741
3. Donation de Stasia Irene	742
4. Donation de Syntrophus	743
§ 3. <i>In jure cessio</i>	745
CHAPITRE III : Constitutions de droits réels	746
§ 1. <i>Servitudes</i>	746
§ 2. <i>Droits de superficie</i>	747
1. Edifice de la colonne Antonine	748
2. Edifice de Pouzoles	749
§ 3. <i>Fondations impériales et privées</i>	750
1. Fondations alimentaires de Trajan	751
a. Inscription de Veleia	751
b. Inscription des Ligures Baebiani	753
2. Fondation de Ferentinum	753
3. Fondation d'Ariminum	754

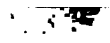
CHAPITRE IV : Contrats.	755
§ 1. <i>Contrats verbaux.</i>	756
1. Stipulation d'un capital et des intérêts.	756
2. Stipulation d'un capital et des intérêts	756
§ 2. <i>Contrat littéral.</i>	757
§ 3. <i>Contrats de vente.</i>	758
1. Vente d'un petit esclave	759
2. Vente d'une petite esclave	760
3. Vente d'une esclave	760
4. Vente de la moitié d'une maison	761
§ 4. <i>Contrats de louage.</i>	762
1. <i>Locatio rei.</i>	762
a. Avis de location des magasins impériaux	762
* b. Avis de location de magasins privés.	763
* c. Affiche d'appartements à louer	764
* d. Requête de <i>Geminius Eutyches</i>	764
2. <i>Locatio operarum</i>	765
3. <i>Locatio operis faciendi</i>	766
§ 5. <i>Contrats de société.</i>	767
§ 6. <i>Contrats réels.</i>	768
1. <i>Mutuum</i>	768
2. Dépôt irrégulier	769
§ 7. <i>Promesses à des personnes incertaines</i>	769
CHAPITRE V : Extinction des obligations	770
Quittances de Pompéi.	771
1. Diptyque de l'an 15 ap. J.-C.	771
2. Triptyque de l'an 54 ap. J.-C.	772
3. Triptyque de l'an 54 ap. J.-C.	772
4. Triptyque de l'an 56 ap. J.-C.	772
* 5. Triptyque de l'an 55 ap. J.-C.	772
6. Triptyque de l'an 57 ap. J.-C.	773
7. Diptyque de l'an 53 ap. J.-C.	773
8. Triptyque de l'an 59 ap. J.-C.	774
CHAPITRE VI : Statuts d'associations.	775
* 1. Inscription du collège des <i>symphoniaci</i>	775
2. Statuts du collège funéraire de <i>Lanuvium</i>	776
* 3. Statuts de la corporation des <i>negotiatores eborarii aut citrarii</i>	778
CHAPITRE VII : Tables d'hospitalité et de patronat.	780
1. Tessère d'hospitalité et de patronat.	780
2. Table d'hospitalité et de patronat.	781
3. Table d'hospitalité et de patronat	781
4. Table d'hospitalité et de patronat.	781

TABLE DES MATIÈRES

799

CHAPITRE VIII : Décisions judiciaires	783
1. Sentence arbitrale d'Histonium.	788
* 2. Action en nullité de testament.	784
* 3. Action en pétition d'hérédité ab intestat.	787
4. Décision relative à l'aliénation de lieux affectés à des sépultures	791
5. Procès des foulons	792
Additions et corrections	794

— / —
 3 / 21





EXTRAIT DU CATALOGUE

- BEUDANT**, *Professeur à la Faculté de Droit de Paris, ancien honoraire. Le droit individuel et l'Etat. — Introduction à l'étude du droit.* 2^e éd., 1 vol. gr. in-16. 2 00
- BONFILS** (Henri), *Doyen honoraire et Professeur à la Faculté de Droit de Toulouse. Traité élémentaire d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure en matière civile et commerciale.* 2^e éd., 4 vol. in-8. 12 00
- *Manuel de Droit international public (Droit des gens)*, destiné aux étudiants des Facultés de Droit et aux personnes aux fonctions diplomatiques et consulaires. 1 fort vol. gr. in-16. 2 00
- DANJON** (D.), *Professeur à la Faculté de Droit de Paris. Eléments de Droit maritime commercial.* 1 vol. in-16. 2 00
- LABORDE** (A.), *Professeur de Droit romain à la Faculté de Droit de Montpellier, ancien à la Cour-Cappet. Cours élémentaire de Droit criminel, conforme au programme des Facultés de Droit.* 1 vol. in-8. 2 00
- PIG** (P.), *Professeur à la Faculté de Droit de Paris. Traité élémentaire de législation industrielle (Le petit professeur du travail).* 1 vol. gr. in-16. 2 00
- RIVIER**, *Professeur à l'Université de Bruxelles. Précis de droit de famille romain, avec l'un ou deux de textes.* 1 vol. in-8. 2 00
- SURVILLE** (P.) et **ARTHUYS**, *Professeurs à la Faculté de Droit de Poitiers. Cours élémentaire de Droit international privé, conforme au programme des Facultés de Droit. Droit civil, Procédure, Droit commercial.* 2^e éd., 4 vol. gr. in-16. 12 00
- VIDAL** (G.), *Professeur à la Faculté de droit de Toulouse. Résumé du cours de Droit pénal, professé à la Faculté de Droit.* 1 vol. in-16. 2 00
- VIGIÉ** (A.), *Doyen de la Faculté de Droit de Montpellier. Cours élémentaire de Droit civil.* 3 vol. in-8. 12 00
- Chaque volume au vint séparément 400

the 1990s, the number of people in the UK who are employed in the public sector has increased from 10.5 million to 12.5 million (12.5% of the population).

There are a number of reasons for this increase. One of the main reasons is the growth of the public sector. The public sector has grown from 10.5 million in 1990 to 12.5 million in 2000, an increase of 20%.

Another reason is the increase in the number of people who are employed in the public sector. The number of people employed in the public sector has increased from 10.5 million in 1990 to 12.5 million in 2000, an increase of 20%.

A third reason is the increase in the number of people who are employed in the public sector. The number of people employed in the public sector has increased from 10.5 million in 1990 to 12.5 million in 2000, an increase of 20%.

A fourth reason is the increase in the number of people who are employed in the public sector. The number of people employed in the public sector has increased from 10.5 million in 1990 to 12.5 million in 2000, an increase of 20%.

A fifth reason is the increase in the number of people who are employed in the public sector. The number of people employed in the public sector has increased from 10.5 million in 1990 to 12.5 million in 2000, an increase of 20%.

A sixth reason is the increase in the number of people who are employed in the public sector. The number of people employed in the public sector has increased from 10.5 million in 1990 to 12.5 million in 2000, an increase of 20%.

A seventh reason is the increase in the number of people who are employed in the public sector. The number of people employed in the public sector has increased from 10.5 million in 1990 to 12.5 million in 2000, an increase of 20%.

An eighth reason is the increase in the number of people who are employed in the public sector. The number of people employed in the public sector has increased from 10.5 million in 1990 to 12.5 million in 2000, an increase of 20%.

A ninth reason is the increase in the number of people who are employed in the public sector. The number of people employed in the public sector has increased from 10.5 million in 1990 to 12.5 million in 2000, an increase of 20%.

A tenth reason is the increase in the number of people who are employed in the public sector. The number of people employed in the public sector has increased from 10.5 million in 1990 to 12.5 million in 2000, an increase of 20%.

A eleventh reason is the increase in the number of people who are employed in the public sector. The number of people employed in the public sector has increased from 10.5 million in 1990 to 12.5 million in 2000, an increase of 20%.

A twelfth reason is the increase in the number of people who are employed in the public sector. The number of people employed in the public sector has increased from 10.5 million in 1990 to 12.5 million in 2000, an increase of 20%.

A thirteenth reason is the increase in the number of people who are employed in the public sector. The number of people employed in the public sector has increased from 10.5 million in 1990 to 12.5 million in 2000, an increase of 20%.

A fourteenth reason is the increase in the number of people who are employed in the public sector. The number of people employed in the public sector has increased from 10.5 million in 1990 to 12.5 million in 2000, an increase of 20%.

A fifteenth reason is the increase in the number of people who are employed in the public sector. The number of people employed in the public sector has increased from 10.5 million in 1990 to 12.5 million in 2000, an increase of 20%.

